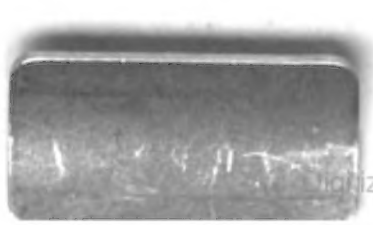


Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Germany. Bundestag.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

15.

Funfzehnter Band.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Digitized by Google

Digitized by Google

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

Funfzehnter Band. Erstes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Digitized by Google

Digitized by Google

Erste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 6. Februar 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des von dem Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Gesandten, Herrn Grafen von Buol-Schauenstein, substituirten Königlich-Sächsischen Gesandten, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen geheimen Staats- und Cabinets-Ministers, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Freiherrn von Wangenheim;

Von Seiten Badens: des von dem Großherzoglich-Badischen Herrn Gesandten, Freiherrn von Blittersdorff, substituirten Königlich-Baierischen Gesandten, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerherrn, Herrn von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Geheimen Raths, Herrn von Harnier;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dänischen geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Herzoglich-Nassauischen Herrn Staatsministers, Freiherrn von Marschall;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Curtius;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 1.

Substitutionen.

Der Königlich-Sächsische Gesandte, Herr von Carlowiz, zeigt an, daß er noch ferner von dem Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Gesandten, Herrn Grafen von Buol-Schauenstein, substituirt sey.

Nicht minder habe er zu eröffnen, daß der Königlich-Baierische Herr Gesandte von Pfeffel für den Herrn Bundestagsgesandten Freiherrn von Blittersdorff die Großherzoglich-Badische Stimme führe.

§. 2.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

Der einstweilige Stellvertreter des Präsidii. Die allerhöchsten Höfe von Oesterreich, Preussen und Rußland haben sich bewogen gefunden, am Schlusse der Conferenzen zu Verona an ihre sämmtlichen diplomatischen Agenten eine Circular-Depesche zu erlassen, um die Regierungen, bei welchen dieselben accreditirt sind, sowohl mit den Resultaten jener Conferenzen, als mit den von den allerhöchsten Monarchen, in unmittelbarer Beziehung auf die gegenwärtige Lage von Europa, von Neuem ausgesprochenen Grundsätzen und Gesinnungen bekannt zu machen. Hiernach hat der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichische allerhöchste Hof mich beauftragt, dieselbe Mittheilung in dessen Namen an die hohe

Bundesverſammlung zu bringen. Zugleich bin ich durch den Königlich-Preuſſiſchen Bundestagsgeſandten, Herrn Staats- und Cabinets-Miniſter Grafen von der Goltz, und den, bei dem durchlauchtigſten Bunde accreditirten, auſſerordentlichen Geſandten und bevollmächtigten Miniſter des Kaiſerlich-Ruſſiſchen Hofes, Herrn wirklichen Geheimen Rath Freiherrn von Anſtett, zu einer ebenmäſigen Mittheilung veranlaßt worden.

Der hohen Bundesverſammlung werden dieſe Circular-Depeſchen, nebſt der von der Kaiſerlich-Ruſſiſchen Geſandtſchaft empfangenen Begleitungsnote, hier vorgelegt.

Circulaire.

Vérone le 14 Décembre 1822.

« Mon etc. etc.

« Vous avez été instruit par les pièces qui Vous furent adressées au moment de la clôture des Conférences de Laibach au mois de Mai 1821, que la réunion des Monarques Alliés et de Leurs Cabinets se renouvelerait dans le courant de l'année 1822, et que l'on y prendrait en considération le terme à fixer aux mesures qui, sur les propositions des Cours de Naples et de Turin, et de l'aveu de toutes les Cours d'Italie, avaient été jugées nécessaires pour raffermir la tranquillité de la Péninsule après les funestes évènemens des années 1820 et 1821.

« Cette réunion vient d'avoir lieu et nous allons Vous en faire connaître les principaux résultats.

« D'après la Convention signée à Novare le 24 Juillet 1821, l'occupation d'une ligne militaire dans le Piémont par un corps de troupes auxiliaires, avait été éventuellement fixée à une année de durée, sauf à examiner lors de la réunion de 1822 si la situation du Pays permettrait de la faire cesser ou rendrait nécessaire de la prolonger.

« Les Plénipotentiaires des Cours signataires de la Convention de Novare, se, sont livrés à cet examen conjointement avec le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne; et il a été reconnu que l'assistance d'une force alliée n'était plus nécessaire pour le maintien de la tranquillité du Piémont. S. M. le Roi de Sardaigne ayant indiqué Elle-même les termes qu' Elle jugeait convenable de fixer pour la retraite successive des troupes auxiliaires, les Souverains alliés ont accédé à Ses propositions, et il a été arrêté par une nouvelle Convention, que la sortie de ces troupes du Piémont commencerait dès le 31 Décembre de l'année présente, et serait définitivement terminée par la remise de la forteresse d'Alessandrie, au 30 Septembre 1823.

« D'un autre côté, S. M. le Roi des Deux-Siciles a fait déclarer aux Trois Cours qui avaient eu part à la Convention signée à Naples le 18 Octobre, que l'état actuel de Son pays Lui permettait de proposer une diminution dans le nombre des troupes auxiliaires stationnées dans différentes parties du Royaume. Les Souverains Alliés n'ont pas hésité à se prêter à cette proposition; et l'armée d'occupation du Royaume des Deux-Siciles sera dans le plus court délai diminuée de dix-sept-mille hommes.

« Ainsi s'est réalisée, autant que les évènemens ont répondu aux voeux des Monarques, la déclaration faite au moment de la clôture du Congrès de Laibach: « « Que loin de vouloir prolonger au delà des limites d'une stricte nécessité, Leur « « intervention dans les affaires d'Italie, Leurs Majestés désiraient bien sincèrement, « « que l'état des choses qui Leur avait imposé ce pénible devoir, vint à cesser le « « plutôt possible et ne se reproduisit jamais » ». — Ainsi s'évanouissent les fausses alarmes, les interprétations hostiles, les prédictions sinistres, que l'ignorance et la mauvaise foi avaient fait rétentir en Europe, pour égarer l'opinion des peuples sur les intentions franches et loyales des Monarques! Aucune vue secrète, aucun calcul d'ambition ni d'intérêt n'avait eu part aux résolutions qu' une nécessité impérieuse Leur avait dictée en 1821; résister à la révolution; prévenir les désordres, les crimes, les calamités innombrables qu'elle appellait sur l'Italie toute entière; y rétablir l'ordre et la paix; fournir aux Gouvernemens légitimes l'appui qu'ils étaient en droit de réclamer; — tel a été l'unique objet des pensées et des efforts des Monarques. A mesure que cet objet s'accomplit, Ils retirent et retireront des secours, qu'un besoin trop réel avait seul pu provoquer et justifier; heureux de pouvoir abandonner aux Princes que la Providence en a chargés, le soin de veiller à la sûreté et à la tranquillité de Leurs peuples, et d'enlever ainsi à la malveillance jusqu' au dernier prétexte dont elle ait pu se servir pour répandre des doutes sur l'indépendance des Souverains de l'Italie.

« Le but du Congrès de Vérone, tel qu'un engagement positif l'avait désigné, aurait été rempli par les résolutions adoptées pour le soulagement de l'Italie. Mais les Souverains et les Cabinets réunis n'ont pu se dispenser de porter leurs regards sur deux graves complications, dont le développement les avait constamment occupés depuis la réunion de Laibach.

« Un évènement d'une importance majeure avait éclaté vers la fin de cette dernière réunion. Ce que le génie révolutionnaire avait commencé dans la Péninsule Occidentale, ce qu'il avait tenté en Italie, il était parvenu à l'exécuter

aux extrémités orientales de l'Europe. A l'époque même où les révoltes militaires de Naples et de Turin cédèrent à l'approche d'une force régulière, le brandon de l'insurrection fut lancé au milieu de l'Empire Ottoman. La cöincidence des évènemens ne pouvait laisser aucun doute sur l'identité de leur origine. Le même mal se reproduisant sur tant de points divers et toujours avec des formes et un langage analogues, quoique sous des prétextes différens, trahisait trop évidemment le foyer commun d'où il était sorti. Les hommes qui avaient dirigé ce mouvement, s'étaient flattés d'en tirer parti, pour semer la division dans les conseils des Puissances, et pour neutraliser les forces que de nouveaux dangers pouvaient appeler sur d'autres points de l'Europe. Cet espoir fut trompé. Les Monarques décidés à repousser le principe de la révolte, en quelque lieu et sous quelque forme qu'il se montrât, se hâtèrent de le frapper d'une égale et unanime réprobation. Invariablement occupés du grand objet de Leurs sollicitudes communes, Ils sûrent résister à toute considération qui aurait pu les détourner de leur route; mais écoutant en même temps la voix de Leur conscience et d'un devoir sacré, Ils plaidèrent la cause de l'humanité, en faveur des victimes d'une entreprise aussi irréfléchie que coupable.

« Les nombreuses communications confidentielles qui ont eu lieu entre les cinq Cours pendant cette époque, une des plus mémorables de leur Alliance, ayant placé les questions de l'Orient sur une base d'unanimité et d'accord complétement satisfaisante, Leur réunion à Vérone n'a eu qu'à consacrer et à confirmer ces résultats, et les Puissances amies de la Russie peuvent se flatter, qu'elles feront disparaître par des démarches communes les obstacles qui ont pu retarder l'accomplissement définitif de Leurs voeux.

« D'autres évènemens dignes de toute la sollicitude des Monarques ont fixé Leurs vues sur la position déplorable de la Péninsule occidentale de l'Europe.

« L'Espagne subit le sort réservé à tous les pays, qui ont eu le malheur de chercher le bien dans des voies qui n'y conduisent jamais. Elle parcourt aujourd'hui le cercle fatal de sa révolution; d'une révolution que des hommes égarés ou pervers ont prétendu représenter comme un bienfait, comme le triomphe même d'un siècle de lumières. Tous les Gouvernemens ont été témoins des efforts que ces hommes ont faits pour persuader à Leurs contemporains, que cette révolution était le fruit nécessaire et heureux des progrès de la civilisation, et le moyen par lequel elle a été opérée et soutenue, le plus bel élan d'un patriotisme généreux. Si la civilisation pouvait avoir pour but la destruction de la société, et s'il

était permis d'admettre que la force militaire pût s'emparer impunément de la direction des Empires dont elle n'est appelée qu'à maintenir la paix intérieure et extérieure, certes, la révolution Espagnole aurait des titres à l'admiration des siècles, et la révolte militaire de l'île de Léon pourrait servir de modèle aux réformateurs. Mais la vérité n'a pas tardé à reprendre ses droits, et l'Espagne a fourni aux dépens de son bonheur et de sa gloire un triste exemple de plus des conséquences infaillibles de tout attentat contre les lois éternelles du monde moral.

« Le pouvoir légitime enchaîné et servant lui-même d'instrument pour renverser tous les droits et toutes les libertés légales; toutes les classes de la population bouleversées par le mouvement révolutionnaire; l'arbitraire et l'oppression exercés sous les formes de la loi; un Royaume livré à tous les genres de convulsion et de désordre; de riches colonies justifiant leur émancipation par les mêmes maximes sur lesquelles la mère-patrie a fondé son droit public, et qu'elle tenterait en vain de condamner dans un autre hémisphère; la guerre civile consumant les dernières ressources de l'Etat; — tel est le tableau que nous présente la situation actuelle de l'Espagne; tels sont les malheurs qui affligent un peuple loyal et digne d'un meilleur sort; telle est enfin la cause directe des justes inquiétudes que tant d'élémens réunis de troubles et de confusion ont dû inspirer aux pays immédiatement en contact avec la Péninsule. Si jamais il s'est élevé au sein de la civilisation une Puissance ennemie des principes conservateurs, ennemie surtout de ceux qui font la base de l'Alliance Européenne, c'est l'Espagne dans sa désorganisation présente.

« Les Monarques auraient-ils pu contempler avec indifférence tant de maux accumulés sur un pays, et accompagnés de tant de dangers pour les autres? N'ayant à consulter dans cette grave question que leur propre jugement et Leur propre conscience, Ils ont dû se demander si, dans un état de choses que chaque jour menace de rendre plus cruel et plus alarmant, il leur était permis de rester spectateurs tranquilles, de prêter même par la présence de leurs Représentans, la fausse couleur d'une approbation tacite aux actes d'une faction déterminée à tout entreprendre pour conserver son funeste pouvoir. Leur décision n'a pu être douteuse. Leurs Missions ont reçu l'ordre de quitter la Péninsule.

« Quelques puissent être les suites de cette démarche, les Monarques auront prouvé à l'Europe, que rien ne peut les engager à reculer devant une détermination sanctionnée par Leur conviction intime. Plus Ils vouent d'amitié à S. M. Catholique et d'intérêt au bien-être d'une Nation, que tant de vertus et de grau-

deur ont distinguée dans plus d'une époque de son histoire, et plus Ils ont senti la nécessité de prendre le parti auquel Ils se sont arrêtés, et qu'Ils sauront soutenir.

« Vous Vous convaincrez par le précédent Exposé, que les principes qui ont constamment guidé les Monarques dans les grandes questions d'ordre et de stabilité, auxquelles les évènemens de nos jours ont donné une si haute importance, n'ont point été démentis dans leurs dernières transactions. Leur union essentiellement fondée sur ces principes, loin de s'affaiblir acquiert d'époque en époque plus de cohésion et de force. Il serait superflu de venger encore la loyauté et la bienveillance de leurs intentions contre de méprisables calomnies que chaque jour l'évidence des faits reduit à leur juste valeur. L'Europe entière doit enfin reconnaître, que la marche suivie par les Monarques est également en harmonie avec l'indépendance et la force des Gouvernemens, et avec les intérêts bien-entendus des peuples. Ils ne regardent comme ennemis que ceux qui conspirent contre l'autorité légitime des uns et en imposent à la bonne foi des autres, pour les entraîner dans un abîme commun. Les voeus des Monarques ne sont dirigés que vers la paix; mais cette paix, bien que solidement établie entre les Puissances, ne peut répandre sur la Société la plénitude de ses bienfaits, tant que la fermentation qui agite encore les esprits dans plus d'un pays, sera entretenue par les suggestions perfides et par les tentatives criminelles d'une faction, qui ne veut que révolutions et bouleversemens; tant que les Chefs et les instrumens de cette faction, soit qu'ils marchent à front découvert, attaquant les trônes et les institutions, soit qu'ils travaillent dans les ténèbres, organisant des projets sinistres, préparant des complots ou empoisonnant l'opinion publique, ne cesseront de tourmenter les peuples par le tableau sombre et mensonger du présent et par des alarmes chimériques sur l'avenir. Les mesures les plus sages des Gouvernemens ne prospéreront, les améliorations les mieux combinées ne seront couronnées de succès, la confiance enfin ne renaîtra parmi les hommes, que lorsque ces fauteurs de trâmes odieuses seront réduits à une impuissance complète; et les Monarques ne croiront point avoir rempli leur noble tâche, avant de leur avoir arraché les armes qu'ils pourraient tourner contre la tranquillité du monde.

En faisant part au Cabinet près duquel Vous êtes accrédité, des notions et des déclarations que renferme la présente pièce, Vous aurez soin de rappeler en même temps ce que les Monarques regardent comme la condition indispensable de l'accomplissement de Leurs vues bienveillantes. Pour assurer à l'Europe, avec

la paix dont elle jouit sous l'égide des traités, cet état de calme et de stabilité, hors duquel il n'y a pas de vrai bonheur pour les Nations, Ils doivent compter sur l'appui sincère et constant de tous les Gouvernemens. C'est au nom de leurs premiers intérêts, c'est au nom de la conservation de l'ordre social et au nom des générations futures, qu'Ils le réclament. Qu'ils soient tous pénétrés de cette grande vérité, que le pouvoir remis entre Leurs mains est un dépôt sacré, dont Ils ont à rendre compte et à Leurs peuples et à la postérité, et qu'Ils encourent une responsabilité sévère, en se livrant à des erreurs, ou en écoutant des conseils, qui tôt ou tard les mettraient dans l'impossibilité de sauver Leurs sujets des malheurs qu'Ils Leur auraient préparés Eux-mêmes. Les Monarques aiment à croire, que partout Ils trouveront dans ceux qui sont appelés à exercer l'autorité suprême, sous quelque forme que ce soit, de véritables Alliés, des Alliés, ne respectant pas moins l'esprit et les principes, que la lettre et les stipulations positives des actes qui forment aujourd'hui la base du système Européen; et Ils se flattent que Leurs paroles seront regardées comme un nouveau gage de Leur résolution ferme et invariable de consacrer au salut de l'Europe tous les moyens, que la Providence a mis à Leur disposition.

«Recevez, Mon etc.

Note

de son Exc. M. le Baron d'Anstett, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies près la Sérénissime Confédération Germanique, adressée à

son Exc. M. le Baron de Carlowiz, Ministre de Saxe, présidant par substitution la Diète Germanique; datée de Francfort s. M. le $\frac{25 \text{ Janv.}}{6 \text{ Févr.}}$ 1823.

«Le soussigné Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies près la Sérénissime Confédération Germanique a l'honneur de prier Mr. le Baron de Carlowiz, Ministre de Saxe, présidant par substitution la Diète de la dite Confédération, de vouloir bien porter à la connaissance de cette illustre Assemblée la pièce ci-joint renfermant les résultats des conférences de Vérone.

«Le soussigné a tardé de s'acquitter des ordres de sa Cour à l'égard de cette communication officielle, parcequ'il a crû devoir attendre que les séances eussent recommencées: la nature du sujet étoit digne d'une réunion faite pour apprécier des maximes aussi élévées que salutaires.

« Cette pièce avoit, d'ailleurs, déjà été communiquée officiellement à tous les membres de la Sérénissime Confédération près desquels se trouvent des Légations Russes, et la Diète son organe ne pourra voir dans cette participation directe qu'un nouveau témoignage de la considération de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

« Aussi le soussigné attend il avec certitude une réponse conforme à sa démarche. Il se fonde à cet égard, sur un antécédent, qui a été vivement apprécié; et comme il est dans la circulaire un langage, qui perdrait sa force sous tout autre forme, il l'a communiquée dans toute son étendue.

« Le soussigné ne saurait se refuser cependant à la satisfaction de transcrire ici un passage de cette pièce qui fixera sans doute l'opinion de la Diète dans le sens le plus satisfaisant:

« « L'Europe entière est il dit, doit enfin reconnaitre que la marche suivie « « par les Monarques est également en harmonie avec l'indépendance et la « « force des Gouvernemens et avec les intérêts bien entendus des peuples » ».

« Vouloir ajouter quelque chose à ce passage, ce serait l'affaiblir; et là ou l'indépendance, la force des Gouvernemens et les intérêts des peuples sont admis comme bâse solennelle des principes qui doivent assûrer à l'Europe, sous l'égide des traités, le calme et la stabilité, toutes les objections disparaissent d'elles-mêmes. Les nations ne sont tranquilles qu'autant qu'elles sont heureuses: et jamais le bonheur ne s'est trouvé dans l'agitation.

« Le soussigné n'insistera point sur des raisonnemens d'une évidence aussi frappante; la pureté des intentions des Monarques n'en a pas besoin; et il se hâte d'offrir ici à Mr. le Baron de Carlowiz, Ministre de Saxe, présidant par substitution la Diète de la Sérénissime Confédération Germanique, les témoignages de sa haute considération».

Der Königlich-Preuſſiſche Herr Bundestagsgeſandte, Graf von der Goltz, eröffnete, daß er ſchon längſt ermächtigt worden ſey, die Circular-Depeſche, Verona vom 14. December vorigen Jahres, der hohen Bundesverſammlung mitzutheilen; er habe nur die Wiedereröffnung der Sitzungen abwarten wollen, dieſen Auftrag zu vollziehen.

Der Kaiſerlich-Königliche ſubſtituirte Geſandte, Herr von Carlowiz fuhr hierauf fort:

Dieſe Circular-Depeſchen ſind den allerhöchſten und hohen Regierungen, welche in der Bundesverſammlung vertreten werden, bereits vorlängſt bekannt, und es iſt daher nicht zu

zweifeln, daß auch die Bundestagsgesandtschaften mit den dießfallsigen Ansichten ihrer erlauchten und hohen Committenten bekannt seyn werden. In dieser Hinsicht habe ich anheim zu stellen:

ob beschlossen werden wolle, von Seiten der hohen Bundesversammlung dem allerhöchsten Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen, Kaiserlich-Russischen und Königlich-Preussischen Hofe für obige diplomatische Mittheilung Dank abzustatten und hierbei zugleich die dankbare Uebereinstimmung des Bundes mit den Ansichten und Maasregeln auszudrücken, wodurch diese erhabenen Mächte die Ruhe und Ordnung in Europa aufrecht zu erhalten suchen.

Preussen: wie Oesterreich.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist beauftragt, zu erklären, daß Seine Königliche Majestät von Baiern keinen Anstand nehmen, Allerhöchstdero vollkommenste Uebereinstimmung mit den, in der gemachten Mittheilung ausgesprochenen, weisen und erhaltenden Grundsätzen der drei allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Preussen und Rußland bei gegenwärtigem Anlasse zu versichern, und nicht zweifeln, daß diesen Grundsätzen allseitige gerechte Anerkennung zu Theil werden wird.

Zugleich schließt sich der Königliche Gesandte dem Antrage auf eine angemessene Beantwortung der eingegangenen Communication, unter geziemender Verdankung der dem Deutschen Bunde als Europäischen Macht zugekommenen Eröffnung, vollkommen an.

Königreich Sachsen: wie Oesterreich.

Hannover. Obgleich der Gesandte keine Instructionen von seinem Hofe habe, welchem diese Mittheilung an den Bundestag noch nicht bekannt seyn könne, trage er doch kein Bedenken, der Königlich-Baierischen Abstimmung beizutreten, indem er sich zugleich auf seine vertraulich mitgetheilte und loco dictaturae angefügte Aeusserung beziehe.

Würtemberg. Die Königliche Gesandtschaft findet sich ermächtigt, den vorderen Anträgen und Abstimmungen — in so weit sie darauf gerichtet sind, in der gesetzlichen Form und in den geeigneten Ausdrücken für die geschehenen so hochwichtigen Mittheilungen den lebhaftesten Dank des durchlauchtigsten Deutschen Bundes auszusprechen, und damit zugleich die Versicherung der unumwundenen Anerkennung zu verbinden, welche die reine Absicht der hohen Monarchen Oesterreichs, Rußlands und Preussens, die Selbstständigkeit und Stärke der Regierungen mit den wohlverstandenen Interessen der Völker, unter dem Schutze der bestehenden Verträge, in volle Harmonie zu bringen und dadurch Ruhe und Dauer zu begründen, in unzweifelhaften Anspruch nimmt — vollkommen beizutreten; in so fern jene Anträge und Abstimmungen aber gewissermaßen eine gründlichere Erwägung des Inhalts des mitgetheilten Actenstückes selbst vorauszusetzen scheinen, kann sich die König-

liche Gesandtschaft nicht für ermächtigt halten, ohne besondere Instruction irgend eine Aeusserung darüber abzugeben.

Sie sieht sich daher für den Fall, wenn eine, eine solche reifere Erwägung voraussetzende, Erwiederung beliebt werden wollte, zu dem in den Gesetzen begründeten Antrage verpflichtet, daß zur Berathung und Abstimmung ein Termin anberaumt werden möge, binnen welchem jeder Gesandte, der einer Instruction bedürfen möchte, damit versehen werden könne.

Daß dieser Antrag wirklich in den Gesetzen begründet sey, wird aus nachfolgender kurzen Zusammenstellung erhellen, welche zugleich dasjenige näher bezeichnen dürfte, was die Königliche Gesandtschaft unter der gesetzlichen Form einer Erwiederung auf eine diplomatische Mittheilung an den Bund versteht.

Jede Note oder Eröffnung einer auswärtigen, am Bundestage accreditirten, Gesandtschaft soll zur Kenntniß der Bundesversammlung gebracht werden.

Beschluß v. 12. Juni 1817, IV. 4.

Die Kronen Oesterreich und Preussen haben, in ihrer Eigenschaft als auswärtige Mächte, dermalen keine am Bunde accreditirte Gesandte. Mittheilungen, welche sie, in dieser Eigenschaft, dem Bunde machen, werden demnach durch ein, in sonst üblicher Canzleiform an die Souverains gerichtetes, Schreiben «unter der Unterschrift und Ausfertigung: der Deutsche Bund, und in dessen Namen, der Kaiserlich-Oesterreichische präsidirende Gesandte der Bundesversammlung», zu erwiedern seyn.

Ibidem, II. 2. a. u. I. 2.

Die Bundesversammlung ist, auch in Beziehung auf die auswärtigen Verhältnisse des Bundes, Organ der Gesammtheit.

Artikel 50 der Wiener Schlußacte.

Der Bund ist eine Gesammtmacht.

Artikel 2 der Wiener Schlußacte.

Hieraus folgt, daß eine jede, der Bundesversammlung von einer auswärtigen Macht geschehene Mittheilung nur als eine, durch das Organ des Bundes — die Bundesversammlung — an den Bund, keineswegs aber an die Gesammtheit der von Instructionen unbedingt abhängigen Bundesgesandten, gerichtete Mittheilung betrachtet, daher auch von der Gesammtheit der Bundestagsgesandten, als solcher, nicht erwiedert werden kann.

Artikel 8 der Wiener Schlußacte.

Die Erwiederung einer diplomatischen Mittheilung kann in der Regel, welche nur im Gesetze bestimmte Ausnahmen erleiden darf, bloß als das Resultat eines Beschlusses der Bundesversammlung angesehen werden.

Beschluß v. 12. Juni 1817, II. 2. u. IV. 1.

Die Beschlußnahme setzt immer Erklärungen der Bundestagsgesandten voraus, welche sie im Namen und Statt ihrer Regierungen — sey es zufolge allgemeiner oder besonderer Weisungen derselben — zu Protokoll geben.

Für die Behandlung eines jeden Gegenstandes sind drei Hauptstufen gesetzlich bestimmt: der Antrag, die Erörterung, und die endliche Abstimmung darüber.

Sie werden allemal in zwei und — wenn der Vorschlag nicht bei der ersten Umfrage einstimmig angenommen oder verworfen wird — in drei Sitzungen vertheilt, wozu dann, den Umständen nach, eine vierte zur Schlußziehung kommt.

Geschäftsordnung, Abschn. III. §. 7. lit. a.

Ja, es kann ein einzelnes Mitglied, welches bereits gestimmt hat, sey es, daß etwa in späteren Abstimmungen neue Gründe, die bei der Erörterung nicht vorgekommen, vorgebracht worden, sey es, um Mißverständnisse aufzuklären, nach beendigter Umfrage um Aufschub der Schlußziehung ersuchen, nach dessen Bewilligung, welche, wenn nicht offenbare Chicane vorwaltet, schwerlich verweigert werden dürfte, sodann die weitere Erörterung vorgenommen wird.

Ebend., Abschn. III. §. 7 lit. c.

Der wirklichen Abstimmung soll ein Beschluß, daß der Gegenstand zur Abstimmung reif sey, vorhergehen, und dieser Beschluß soll nicht früher gefaßt werden, als bis der zur Berathung gekommene Gegenstand hinreichend erörtert worden ist.

Ebend., Abschn. II. in fine.

Bedarf es, zum Zwecke der Abstimmung, der Einholung einer Instruction, so soll dafür zugleich die Frist bestimmt werden, welche, in der Regel, einen Zeitraum von 6 bis 8 Wochen nicht übersteigen darf.

Ibidem.

Ob ein Gesandter einer Instruction bedürfe oder nicht, kann niemand, als er selber beurtheilen; daß der vorliegende Gegenstand aber, sobald ein Beschluß darüber gefaßt werden soll, der gewissermaßen in materialia causae eingeht, zu einer Instructions-Einholung von Seiten derjenigen Gesandten, welche derselben noch ermangeln, geeignet sey, ist an sich klar.

Baden: wie Baiern.

Kurhessen. In Ermanglung specieller Instruction über die so eben vernommene Mittheilung, würde die Gesandtschaft sich mit Vergnügen für verbindliche Verdankung derselben erklären. Da aber das Absehen darauf gerichtet wird, daß der Deutsche Bund sich über den Inhalt der geschehenen Mittheilung erkläre, so nimmt die Gesandtschaft Anstand, der Meinung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten vorzugreifen, und muß sich daher das Protokoll bis zu Einlangung der erforderlichen Weisungen offen behalten.

Großherzogthum Hessen. Man glaubte diesseits, allen Umständen nach, erwarten zu können, daß, falls die heute gemachte hohe Mittheilung in dieser Versammlung geschähe, auf eine einfache Erwiederung derselben, durch Empfangsanerkennung und Dank, angetragen werden würde. Hierzu allein findet sich Großherzogliche Gesandtschaft vorläufig zu stimmen ermächtigt.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Der Königliche Gesandte ist zwar für den so eben vorgebrachten Gegenstand mit speciellen Instructionen nicht versehen; allein die ihm bekannten Gesinnungen und Ansichten seines allerhöchsten Hofes, über die von Ihro Kaiserlichen Majestäten von Oesterreich und Rußland, und Seiner Majestät dem Könige von Preussen hier ausgesprochenen Gesinnungen und Grundsätze, berechtigen ihn, im Namen seines allerhöchsten Hofes auch für Holstein und Lauenburg gleiche Gefühle der Dankbarkeit und Verehrung an den Tag zu legen, und daher der Königlich-Baierischen Abstimmung vollkommen beizutreten.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Ich befinde mich ohne alle besondere Instruction über diesen Gegenstand. Ich bin indessen nicht hier, um mich im Namen Seiner Majestät des Königs der Niederlande auszusprechen, Allerhöchstdessen Ansicht der Sache mir gänzlich unbekannt ist; als Großherzoglich-Luxemburgischer Bundestagsgesandte kann ich jedoch nicht anders, als mich zuversichtlich der so eben vernommenen Erklärung von Holstein anschliessen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Ungeachtet ich von meinen höchsten Höfen mit keiner besondern Instruction versehen worden bin, so finde ich doch, nach den mir im Allgemeinen bekannten Gesinnungen, keinen Anstand, der Erklärung des Königlich-Baierischen Herrn Gesandten beizutreten.

Braunschweig und Nassau: wie Baiern. Da übrigens aus den bereits abgegebenen Abstimmungen schon hervorgeht, daß die Mehrzahl der Stimmen in der Bundesversammlung mit den hier ausgedrückten Absichten und Grundsätzen der Mächte übereinstimmt; so möchte es angemessen erscheinen, diese Uebereinstimmung eben so, wie es bei einer früheren Veranlassung geschehen ist, auf welche sich die Note des Russisch-Kaiserlichen Herrn Gesandten bezieht, sofort durch Beschlußnahme auszusprechen, und den Bundesbeschluß ohne weitern Aufschub zu fassen, welcher der Beantwortung der Russisch-Kaiserlichen Gesandtschaft zur Grundlage dienen wird.

Daß ein solcher Beschluß von der Bundesversammlung, auch bei nicht vorliegender Stimmeneinhelligkeit, gefaßt werden kann, geht aus einer ausdrücklichen Vorschrift der provisorischen Geschäftsordnung hervor.

Es soll nämlich von der engern Versammlung darüber, nach III. 3. a des Beschlusses vom 14. November 1816, durch vorläufige Abstimmung bestimmt werden:

ob ein Gegenstand sich ausnahmsweise sofort, oder vor der gewöhnlichen Frist, zur Berathung und Beschlußnahme eigne?

Der Wunsch, daß hiernach in gegenwärtigem Falle jetzt verfahren werden möge, geht aus der Ansicht hervor, welche die Mehrheit dieser hohen Versammlung theilen dürfte, daß es in vielen Beziehungen für die Bundesversammlung sehr angenehm und wünschenswerth seyn muß, ihre übereinstimmenden Ansichten den Höfen, welche dem Bunde die Mittheilung der Resultate des neuesten Congresses gemacht haben, ohne weitern Aufschub auszudrücken; hierüber möchte also vor allen Dingen, nach Maasgabe der ausdrücklichen Vorschrift der Geschäftsordnung, Umfrage zu thun seyn.

Würtemberg. Daß die engere Versammlung entscheiden könne, ob der Gegenstand einer Abstimmung sich ausnahmsweise sofort, oder vor der gewöhnlichen Frist — was unter der gewöhnlichen Frist, binnen welcher ein jeder Gegenstand von dem Präsidio zur Berathung gebracht werden muß, zu verstehen sey, darüber giebt die Geschäftsordnung im zweiten Abschnitte sattsame Auskunft — zur Berathung und Beschlußnahme eigne, leidet durchaus keinen Zweifel; eben so unzweifelhaft ist es aber, daß diese Ausnahme durch keine Mehrheit in der engern Versammlung beschlossen werden könne, da in dem nämlichen Beschlusse, welcher für die abweichende Meinung angeführt wird, vorgeschrieben ist, daß, wenn ein Vorschlag bei der ersten Umfrage nicht einstimmig angenommen oder verworfen werde, die Behandlung eines solchen Gegenstandes in drei Sitzungen vertheilt werden müsse.

Der Grund des Gesetzes ist klar. Man wollte der Berathung die nöthige Reife sichern und von jeder Beschlußnahme die Uebereilung ausschliessen.

Die aufgestellte Regel muß also, wenn darauf von irgend einer Seite provocirt wird, streng, im vorliegenden Falle aber um so strenger festgehalten werden, da die Achtung, welche die Souverains, auf deren Mittheilungen geantwortet werden soll, fordern können, die gewissenhafteste Beobachtung aller Formen gebietet. Denn eine Antwort, deren Beschleunigung durch Verletzung der in den Bundesgesetzen vorgeschriebenen Formen erkauft worden wäre, dürfte unstreitig Monarchen, denen die Heiligkeit der Verträge über Alles geht — und alle Bundesgesetze sind ja nur eine fortlaufende Reihe völkerrechtlicher Verträge — sicherer beleidigen, als erfreuen; zumal, da bereits schon eine nicht geringe Anzahl von Gesandten ausdrücklich bemerkt hat, daß sie sich zwar zur Abstimmung ermächtigt halte, jedoch mit keiner Instruction versehen sey.

Eine solche Ermächtigung der Königlichen Gesandtschaft liegt für sie weder in den allgemeinen, noch in den besondern Instructionen ihres allerhöchsten Hofes.

Ob man diesen deßwegen, nach dem Antrage des Herrn Gesandten der 13. Stimme, von der Mitwirkung zu irgend einem, besonders aber zu einem Beschlusse der gegebenen Art, ausschliessen dürfe, darüber sieht die Königliche Gesandtschaft der Abstimmung entgegen.

Der Königlich-Hannöverische Herr Gesandte äusserte: er glaube, daß es gegen die Geschäftsordnung seyn würde, die Jedem gestattete Instructions-Einholung für diesen Fall auszuschliessen.

Die Herren Gesandten von Kurhessen, Luxemburg und der zwölften Stimme, schlossen sich diesen Ansichten an.

Braunschweig und Nassau. Nach diesseitiger Ansicht, bezeichnen die Bestimmungen unter III der Geschäftsordnung, welche unter den Zahlen 4, 5, 6 und 7 folgen, nur die Geschäftsbehandlung für diejenigen Gegenstände, welche die Bundesversammlung zu der, früher unter 3, a bezeichneten, ausnahmsweisen Berathung oder Beschlußnahme nicht für geeignet erkannt hat, für welche also eine weitläufigere Erörterung vorbehalten und unter diesen Nummern näher bestimmt werden muß.

Die Bestimmung 7, a kann also daher so wenig auf die unten 3, a bezeichneten Fälle zurückbezogen werden, als die unmittelbar vorhergehenden unter 4, 5 und 6.

Mehrere frühere Beschlüsse dieser hohen Versammlung werden diese Ansicht bestätigen; z. B. der durch Majora in der 31. Sitz. 1820, §. 170, auf eine Anzeige der freien Städte gegen Oldenburg gefaßte Bundesbeschluß.

Dürfte man aber auch mit der Königlich-Würtembergischen Gesandtschaft annehmen, daß diese Bestimmungen auch auf die Fälle unter 3, a zurück zu beziehen wären, so würde doch daraus für den vorliegenden Fall, wenn er unter 3, a von dieser hohen Versammlung subsumirt wird, weiter nichts folgen, als daß die Beschlußnahme bis zur dritten Sitzung, mithin nur eine kurze Zeit, verschoben, keineswegs aber, nach dem Königlich-Würtembergischen Antrage, von dem Königlich-Würtembergischen Instructions-Eingang abhängig erklärt werden müsse.

Es ist also die diesseitige Ansicht nicht auf eine Verletzung der in den Bundesgesetzen vorgeschriebenen Form gerichtet, sondern nur auf deren, nach diesseitiger Meinung, sachgemäßen Anwendung auf den vorliegenden Fall.

Ueberdieß kann, wenn der Fall unter die Vorschrift III. 3, a zu subsumiren beschlossen werden sollte, die Versammlung auch nicht auf das entfernteste der Vorwurf einer Uebereilung treffen.

Die Circularnote ist unter dem 14. December 1822 erlassen worden. Zu Anfang des gegenwärtigen Jahres befand sie sich also in sämmtlichen Bundescabinetten. Diese hatten

alſo bis zum 6. Februar volle Gelegenheit und Zeit, höchſtihren Geſandtſchaften ihre mit den Abſichten und Grundſätzen der Circularnote übereinſtimmenden, oder auch abweichenden Anſichten mitzutheilen.

Dieſes ſcheint auch wirklich geſchehen zu ſeyn; denn nur dadurch hat ſich bereits den 6. Februar die Mehrheit in dem Stand befunden, beifällig abzuſtimmen.

Eben darum iſt es auch nicht anzunehmen, daß die drei noch zurückſtehenden Abſtimmungen für dieſe eminente Majorität die Veranlaſſung geben werden, ihre bisherigen Anſichten über einen ſo wichtigen Gegenſtand abzuändern.

Es möchte daher nur geſchäftsbeförderlich und mit früheren Vorgängen übereinſtimmend erſcheinen, zur ſofortigen Beſchlußnahme, unter Beobachtung der vorliegenden bundesgeſetzlichen Formen, zu ſchreiten.

Würtemberg. Die Königliche Geſandtſchaft überläßt dieſer hohen Verſammlung, über den Werth der vorſtehenden Anſicht, die ihr weder in jure noch in facto begründet erſcheint, zu entſcheiden.

Mecklenburg-Schwerin und Strelitz: wie Oeſterreich.

Holſtein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: ſey zwar ohne ſpecielle Inſtruction hierüber, glaube jedoch, in Folge ſeiner allgemeinen Inſtructionen, dem Baieriſchen Voto beiſtimmen zu können.

Hohenzollern, Liechtenſtein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Die dieſſeitige Geſandtſchaft iſt zwar für dieſen Fall nicht ſpeciell inſtruirt, trägt jedoch kein Bedenken, in Gemäßheit allgemeiner Inſtruction, dem Präſidialantrage beizutreten.

Die freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg. Der Geſandte, wiewohl er ſich nicht in dem Fall erhaltener Inſtruction befindet, tritt der Königlich-Baieriſchen Erklärung bei.

Präſidium. Alle Stimmen vereinigten ſich dahin, daß den Herren Geſandten von Oeſterreich, Rußland und Preuſſen der Empfang der Circular-Depeſchen zu beſtätigen, und für die Mittheilung derſelben, unter Anerkennung der auf Erhaltung der Ruhe der Welt gerichteten Abſichten J. J. J. M. M. M., der Dank der hohen Bundesverſammlung auszudrücken ſey. Nachdem diejenigen, welche eine im Ausdrucke verſchiedene Abſtimmung zu Protokoll gegeben hatten, in den Abſtimmungen der Majorität ihre eigene Meinung wiedergefunden haben, ſollte zugleich mit jenem Danke die Erklärung einer vollkommenen Uebereinſtimmung mit den weiſen und erhaltenden Grundſätzen, welche darin enthalten ſind, verbunden werden. Für dieſe Anſicht haben ſich daher 14 Stimmen erklärt. Da jedoch Würtemberg, dem eine ſolche Erklärung ein Eingehen in den Inhalt der gemachten Mit-

theilung vorauszusetzen schien, und, aus gleichem Grunde, Kur- und Großherzogthum Hessen Instructions-Einholung sich vorbehalten haben; so wäre der Beschluß auf Einlangung derselben auszusetzen, und sind die erwähnten drei Gesandtschaften zu ersuchen, sobald als möglich, spätestens aber innerhalb der legalen Frist, ihre Erklärungen beizubringen.

§. 3.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(25. Sitz. §. 197 v. J. 1822.)

Oesterreich. Durch den, in der 25. vorjährigen Bundestags-Sitzung erstatteten, gutachtlichen Commissionsbericht, in Betreff der Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Reichskammergerichte gehörigen Personen, worüber die Instructions-Einholung beschlossen worden ist, hat der K. K. Oesterreichische Hof nicht ohne Interesse einen Gegenstand in Anregung gebracht gesehen, auf dessen Erledigung, seit der am 14. Juli 1817 erfolgten kammergerichtlichen Sustentations-Regulirung, von Seiten der Betheiligten, zufolge der ihnen gegebenen Hoffnungen und zum Theil als wesentliches Bedürfniß, nicht ohne gültigen Grund geharrt wird.

Unter allgemeiner Beziehung auf jenes, bereits früher ausführlich entwickelte und auch allerseits bei dem Regulirungsgeschäft selbst factisch anerkannte, besondere Verhältniß, in welchem der Kaiserlich-Königliche Hof durch die, bei Niederlegung der deutschen Kaiserwürde freiwillig übernommenen und noch heute grossen Theils zu bestreitenden, sehr bedeutenden Lasten sich befindet, würde derselbe, mit Vertrauen in die Zweckmäßigkeit der für die Berichtigung dieser Rückstände von den übrigen Bundesgliedern zu fassenden und auszuführenden Entschliessungen und Anordnungen, sich auf die Erklärung beschränken, denselben beistimmen zu wollen, wenn nicht durch den, in dem Commissionsgutachten aufgenommenen, theils definitiven, theils eventuellen Antrag auf Deckung des größten Theils dieser Rückstände durch allgemeine Concurrenz, nach dem Verhältniß der provisorischen Bundesmatrikel, gerechte Veranlassung zu folgenden Bemerkungen gegeben würde.

Man erkennt wohl keineswegs die Schwierigkeiten, welche sich dermalen der Auffindung von Mitteln zur Berichtigung dieser Forderung entgegenstellen, nachdem bereits über die kammergerichtlichen Activcapitalien, als das hierzu vorhanden gewesene geeignetste Mittel, disponirt worden ist; allein diese Schwierigkeiten dadurch besiegen zu wollen, daß gerade derjenige Hof, welcher, durch freiwillige Uebernahme eines grossen Theils der vormaligen

Reichsdienerschaft auf seine Kosten, anerkanntermaßen weit mehr als seine, in irgend einer Beziehung ihn treffenden, Verbindlichkeiten erfüllt hat, nunmehr, und zwar vermöge seines Matrikular-Verhältnisses im Bunde, die größte Quote der zur Befriedigung erforderlichen Summe tragen soll, — hierin liegt ein Anspruch, welchen das Oesterreichische Aerar gewiß mit vollem Rechte nicht anzuerkennen vermag.

Die Commission hat zwar ihren Antrag dadurch zu motiviren gesucht, daß man von Seite Oesterreichs, in der 38. Sitzung vom Jahre 1817, sich bereit erklärt hat, die diesem Staate vor Auflösung des Kammergerichts zur Last fallenden Kammerzieler-Rückstände, zum Behufe der Deckung des ältern Rückstandes der Canzleipersonen, berichtigen zu wollen, und ferner auch dadurch, daß Böhmen und der Burgundische Kreis in den Büchern mit einem ansehnlichen Rückstande aufgeführt stehen; allein der erwähnten Zusicherung kann doch wohl keine andere Deutung gegeben werden, als daß man sich zu dieser Leistung nur in so fern bereit erklärte, wenn auch alle ältern Reste der übrigen vormaligen Reichsstände abgeführt würden, und daß es sich hierbei nur um liquide Reste handle, wohin jedoch die in dem Berichte erwähnten nicht durchaus gerechnet werden können, welches zu erläutern man sich nöthigenfalls vorbehält.

Der K. K. Hof nährt die gegründete Ueberzeugung, daß diese Betrachtungen hinreichen werden, die, zur Tilgung der kammergerichtlichen Sustentations-Rückstände in Vorschlag gebrachte, allgemeine Concurrenz, nach dem Verhältniß der provisorischen Bundesmatrikel, als unzulässig darzustellen; derselbe glaubt jedoch keineswegs die Besorgniß nähren zu müssen, daß die Erledigung dieses, die Gefühle der Theilnahme so wesentlich anregenden, Gegenstandes dadurch auf sich beruhen werde, und zweifelt nicht, daß, sowohl in der möglichsten Flüssigmachung der ältern Kammerzieler-Reste — deren Abtragung, in so fern sich wirklich liquide Oesterreichische darunter befinden, hier wiederholt zugesichert wird — als auch subsidiarisch in einer unter denjenigen Staaten, welche zur kammergerichtlichen Sustentationscasse beigetragen haben, gefälligst zu treffenden Vereinigung über eine nachträglich zu leistende Umlage, noch immerhin angemessene Mittel zur Deckung der fraglichen Rückstände sich darbieten dürften.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen, dessen Erklärung auf den in der 25. vorjährigen Sitzung (§. 197) erstatteten Commissionsbericht über das reichskammergerichtliche Pensionswesen pro praeterito in der doppelten Beziehung abzugeben, nämlich:

1) hinsichtlich der darin aufgestellten Grundsätze, sowohl in Ansehung der zu befriedigenden Individuen, als der zu derselben Befriedigung verpflichteten Staaten, und

2) hinsichtlich der, von Seiner Königlichen Majestät von Baiern wiederholt empfohlenen, gänzlichen Erledigung der gerechten Reclamation des Königlichen Justizministers, Grafen von Reigersberg.

ad 1) In ersterer Hinsicht nehmen Seine Königliche Majestät keinen Anstand, dem Vorschlage:

> die sämmtlichen, in dem Gutachten als erste, zweite, dritte und vierte Classe bezeichneten Forderungen durch Beiträge der Bundesglieder nach dem Matrikular-Anschlage zu decken,

vollkommen beizupflichten, und dabei auch hinsichtlich der Forderungen der dritten Classe (den Besoldungsrückständen verstorbener Canzleipersonen) für deren vollständige Befriedigung Sich zu erklären, wonach, nach diesseitigem Dafürhalten, von der in Antrag gekommenen Reduction derselben auf die Hälfte, oder gar auf ein Drittheil des Betrages, die ohnehin der Billigkeit nicht ganz gemäß seyn möchte, um so mehr Umgang zu nehmen seyn dürfte, als die Differenz nicht mehr als 15,553 fl. beträgt; eine Summe, welche für die deutschen Bundesregierungen wohl nicht von besonderer Bedeutung, für die dürftigen Betheiligten aber von der größten Wichtigkeit ist. Hierbei ist auch noch zu bemerken, daß in dem Commissionsberichte sub Num. 1 zwar auch eines Rückstandes der Kammergerichtsboten von 6,300 bis 6,900 fl. Erwähnung geschieht, dieser Betrag jedoch in die Summe des Rückstandes der besoldeten Mitglieder von 27,795 fl. 47 kr. nicht aufgenommen und auf die Berichtigung desselben kein Vorschlag gemacht worden ist, sohin diese dürftige Classe vormaliger Reichsdiener leer ausgehen würde.

Den, in Bezug auf die zweite in dem Commissionsberichte verhandelte Frage über die Deckungsart der vorhandenen Rückstände, sub I gemachten Vorschlag, nämlich die drei ersten Classen von Rückständen gänzlich oder zum Theile den Kronen Baiern und Würtemberg (wegen der in ihre Dienste getretenen Kammergerichtspersonen) zuzuweisen, ist übrigens der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte, als aller Billigkeit ganz entgegen, mit Bestimmtheit abzulehnen beauftragt. Denn, so viel wenigstens die bei der Auflösung des Kammergerichts von Baiern übernommenen Assessoren von Ullheimer und von Cramer betrifft, so war deren Uebernahme nicht etwa provisorisch, sondern in definitiver Weise erfolgt, und die Auszahlung ihrer Pensionen nicht durch Anweisung oder auf Abrechnung, sondern, gleich der Bezahlung jeder andern ordentlichen Pension, unmittelbar an die Person der Berechtigten geschehen, daher Baiern, bei viel längerem Leben genannter Pensionisten, eben so wenig einen Beitrag zu diesen Pensionen von andern Bundesgliedern, deren Lasten inzwischen vermindert worden wären, zu erwarten gehabt hätte, als Seine Königliche Majestät Sich nun-

mehr für verpflichtet erachten können, die übrigen deutschen Staaten an dem zufälligen Vortheile der Verminderung einer diesseitigen Last Antheil nehmen zu lassen.

ad 2) Hinsichtlich des zweiten Punctes, nämlich des für den Königlich-Baierischen Staatsminister der Justiz, Grafen von Reigersberg, mit vollem Rechte geforderten und zum größten Theile auch bereits bewirkten Ersatzes der seit 1807 zur provisorischen Sustentation unbesoldeter Cameralen aus freiem Antriebe und menschenfreundlicher Absicht geleisteten Vorschüsse, ist vorerst noch zu bemerken, daß der Betrag dieser Forderung sich nicht, wie in dem Commissionsberichte geschehen, auf 37,294 fl. 50 kr., sondern gegenwärtig noch auf 40,552 fl. 33 kr. beläuft, indem

Preussen	mit	25,927 fl.	— kr.
Königreich Sachsen	"	4,121 "	35 "
Hannover	"	4,255 "	— "
Kurhessen	"	1,728 "	30 "
Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg	"	1,263 "	12 "
die Niederlande, wegen Luxemburg .	"	797 "	40 "
Braunschweig	"	664 "	45 "
Mecklenburg-Schwerin	"	997 "	24 "
Sachsen-Gotha	"	598 "	— "
Sachsen-Meiningen	"	166 "	12 "
Liechtenstein	"	33 "	15 "
		40,552 fl.	33 kr.

im Rückstande geblieben sind.

Es erscheint demnach billig und angemessen, daß die Berichtigung dieses Betrages den damit im Rückstande verbliebenen Bundesgliedern zugewiesen werde, und der Königlich-Baierische Gesandte ist beauftragt, zu einem hierauf gehenden Bundestagsbeschlusse mitzuwirken; dem in dem Commissionsberichte gemachten Vorschlage aber, jenen Betrag durch Matrikular-Ausschlag auf sämmtliche deutsche Staaten zu decken, kann darum nicht beigestimmt werden, weil denjenigen, welche ihren Antheil an gedachter Forderung bereits berichtigt haben, dadurch, wider Recht und Billigkeit, zum Vortheile der Säumigen, eine neue Last auferlegt würde.

Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist sonach angewiesen, darauf anzutragen, daß die Befriedigung der vier ersten Classen von Rückständen durch Matrikularbeiträge aller Bundesglieder, die der fünften aber durch endliche Leistung der rückständigen Beiträge derjenigen, denen solche obliegen, beschlossen und wirklich geleistet werde, und dabei

zu erklären, daß Seine Königliche Majestät von Baiern Ihrerseits dazu in der Art mitzuwirken bereit seyen, das, was Allerhöchstdieselben an Beiträgen zur Deckung der vier ersten Classen zu leisten hätten, dem Königlichen Justizminister Grafen von Reigersberg angewiesen werden solle, wogegen ein gleicher Betrag von denjenigen Staaten, welchen die Befriedigung des Grafen von Reigersberg noch obliege, an die Sustentationscasse zu entrichten käme.

§. 4.

Reclamation des Regierungsdirectors Herquet zu Fulda, Pension betreffend.

(26. Sitz. §. 221 v. J.)

Preussen. Dem Referate der 26. Sitzung vorigen Jahres würde die diesseitige Bundestagsgesandtschaft, nach den bei ihr bereits vorhanden gewesenen Datis, eine wesentliche Hinzufügung zu machen im Stande gewesen seyn, wenn sie vorgängige Kenntniß von dem ferneren hiesigen Vorkommen der fraglichen Reclamation gehabt hätte.

Diese Reclamation würde einen Gegenstand der Verhandlung zwischen der diesseitigen und Kurfürstlich-Hessischen Regierung ausgemacht haben, wenn dieselbe in den Kreis der noch unerledigten Fuldaischen Ausgleichungs-Angelegenheiten gehörte.

Da die Reclamation aber keine derjenigen Fuldaischen Pensionen betrifft, über deren Vertheilung Preussen und Kurhessen sich zu vereinigen gehabt, oder noch zu vereinigen hätten, sondern den Anspruch auf lebenslängliche unbedingte Beibehaltung eines Rangverhältnisses und eines Diensteinkommens, mit welchem der Regierungsdirector Herquet bei der diesseitigen Besitznahme vorgefunden, demnächst aber im Jahre 1816 tractatenmäßig an Kurhessen überwiesen, und in gleicher Art von diesem Staate übernommen worden; so findet hierunter, in so weit von Uebereinkunft und Verhandlung zwischen beiden Staaten die Rede ist, nunmehr ein völlig erledigtes Verhältniß statt, indem Preussen seiner verpflichtung gegen den Regierungsdirector Herquet durch die Ueberweisung, Kurhessen seiner Verpflichtung gegen Preussen durch die Uebernahme, Genüge geleistet hat.

Aus dem Bemerkten folgt demnach allerdings, daß die Königlich-Preussische Regierung die Intercession, so wie sie nachgesucht worden, und Preussen dieselbe nach vorliegenden Tractaten seinerseits allein hätte bewirken sollen, unbedingt verweigert hat, indem dazu in den angeführten Verhältnissen keine Befugniß mehr gefunden worden.

Hierauf wurde einhellig

beschlossen:

daß diese Erklärung ad acta zu nehmen sey.

§. 5.

Reclamation der Gräflich-Hahn'schen Familie und der Curatel des Freiherrn Carl Reinhard von Gemmingen-Guttenberg, die Gleichstellung der Gläubiger der ehemaligen mittelrheinischen Reichsritterschaft, — auch Stand der Auseinandersetzung der ehemaligen mittelrheinischen reichsritterschaftlichen Angelegenheiten im Allgemeinen betreffend.

(26. Sitz. §. 216 v. J.)

Preussen. Nach der Namens der Herzoglich-Nassauischen Regierung bereits in der 25. Sitzung vorigen Jahres (§. 204) erfolgten Anzeige, schien der Abschluß wegen der Angelegenheiten der vormaligen mittelrheinischen Reichsritterschaft, als zwischen sämmtlichen betheiligten Regierungen wirklich erfolgt, betrachtet werden zu können, demnach, und da zugleich die Erledigung der Gräflich-Hahn'schen und Freiherrlich-von Gemmingenschen Reclamation bemerkt worden, eine fernere Erklärung, den allgemeinen und besondern Gegenstand betreffend, noch kaum veranlaßt.

Da sich jedoch aus der von dem Großherzoglich-Hessischen Herrn Gesandten noch neuerlich in der 26. Sitzung (§. 216) erfolgten Aeusserung ergiebt, daß die schließliche Genehmigung der stattgehabten Uebereinkunft zwar Großherzoglicher Seits gleichfalls erfolgt sey, den anderweitigen Ratificationen aber noch entgegengesehen werde; so ist diesseitige Gesandtschaft hiemit nachzutragen veranlaßt, daß der Königlich-Preussische Commissarius sich bereits im Julius vorigen Jahres nicht allein zum definitiven Abschlusse mit vollständigen Instructionen versehen befunden hat, sondern auch zugleich beauftragt war, die auf Preussen fallenden Gläubiger, und namentlich die Gräflich-Hahn'sche Familie und die Freiherrlich von Gemmingen-Guttenbergische Curatel, von der diesseits erfolgten Uebernahme ihrer Forderungen officiell zu benachrichtigen, woraus sich demnach ergiebt, daß ein noch etwa vorhandener Anstand der Ratification Königlich-Preussischer Seits nicht mehr statt finden kann.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 6.

Vertheilung einer Schuld des deutschen Großpriorats des Johanniterordens an das Haus Lindenkampf und Olfers zu Münster.

(10. Sitz. §. 83 v. J.)

Der Königlich-Hannöverische Herr Bundestagsgesandte von Hammerstein, zeigt an, daß ihm von seinem allerhöchsten Hofe das Commissorium wegen Vertheilung einer Schuld des deutschen Großpriorats des Johanniterordens an das Haus

Lindenkampf und Olfers zu Münster abgenommen, und dem Königlichen Oberappellations-Rathe Falk übertragen worden sey.

Eben so zeigt der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte an, daß sein allerhöchster Hof dieses Geschäft für Würtemberg dem Königlichen Herrn Minister-Residenten bei der freien Stadt Frankfurt, Freiherrn von Blomberg, übertragen habe; und

der Großherzoglich-Hessische Herr Bundestagsgesandte von Harnier erklärt, daß der Großherzoglich-Hessische Herr Geheime Rath Meyer für das Großherzogthum Hessen zu dieser Commission ernannt sey.

§. 7.

Die Streitigkeit zwischen dem Großherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach und dem Fürstenthume Schwarzburg-Rudolstadt, dann den Herzogthümern Sachsen-Coburg, Hildburghausen, Meiningen und dem Fürstenthume Schwarzburg-Sondershausen, wegen der aus dem Thüringer Rayonverbande vom Jahr 1814 herrührenden Forderungen.

(26. Sitz. §. 215 v. J.)

Der Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Gesandte, Herr von Hammerstein, gab zu Protokoll, daß er von dem Königlichen Cabinets-Ministerio zu Hannover unter dem 4. vorigen Monats zu der Anzeige beauftragt sey, daß von demselben, wegen des in der Streitigkeit über die aus dem Thüringer Rayonverbande vom Jahr 1814 herrührenden Forderungen von dem Königlichen Oberappellationsgerichte zu Celle als Austrägalinstanz zu übernehmenden Auftrags, die erforderlichen Einleitungen verfügt, und die eingesandten mit dem Bundes-Präsidial-Canzlei-Siegel verschlossenen Acten dem erwähnten Königlichen obersten Gerichtshofe zugesandt worden.

§. 8.

Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die, während des Feldzugs vom Jahre 1813 in Wickert an Kaiserlich-Oesterreichische Truppen abgegebenen, 25 Stücke Wein.

(16. Sitz. §. 132 v. J.)

Nassau. Bei der vorliegenden Reclamation, kann, nach diesseitiger Ansicht, abweichend von dem, was von dem Herrn Referenten in seinem Vortrage unterstellt worden ist, von Anwendung des 30. Art. der Schlußacte nicht die Rede seyn.

Es ist allgemeiner Kriegsgebrauch, daß fremde Truppen, die, ohne daß die zu ihrer regelmäßigen Verpflegung nothwendigen Gegenstände im Voraus bereitet werden können, zu Vornahme militärischer Operationen plötzlich an einem Puncte sich in grosser Anzahl sammeln, die zu ihrer Subsistenz nothwendigen Gegenstände militärisch in Beschlag zu nehmen

pflegen, und zu dieſem Zwecke verwenden, wenn regelmäſige Distributionen von der Ortsobrigkeit nicht angeordnet werden können, und Magazine nicht vorhanden ſind.

Erſatz pflegt in ſolchen Fällen den Beſchädigten von den hinwegnehmenden Truppen, oder dem Staate, dem ſolche Truppen angehören, nur dann geleiſtet zu werden, wenn beſondere Stipulationen dieſes feſtſetzen. Eine allgemeine rechtliche Verbindlichkeit zum Erſatze, iſt bisher, insbeſondere in Feindesland, niemals anerkannt worden.

In dem November des Jahres 1813, rückte plötzlich ein zahlreiches Oeſtreichiſch-Ruſſiſches Truppencorps von der alliirten Armee in die Poſition von Wickert vor, vertrieb aus derſelben die franzöſiſchen Truppen und nahm ſpäter mit Sturm Hochheim hinweg.

Die zu Wickert und in der Gegend befindlichen Lebensmittel reichten nicht für die Bedürfniſſe dieſer Truppen hin. Regelmäſige Distributionen konnten von der Ortsobrigkeit oder der Landesbehörde nicht angeordnet werden. Die Truppen nahmen daher ſämmtliche vorhandene Lebensmittel bei den einzelnen Einwohnern und auch die vorhandenen Weinvorräthe, die zwei hundert Stücke betragen haben mögen, militäriſch, zur Deckung ihrer Subſiſtenz, in Beſchlag.

Unter dieſen Weinvorräthen befanden ſich auch die des gegenwärtigen Reclamanten.

Von Herzoglich-Naſſauiſcher Seite war man um ſo weniger rechtlich befugt, von den kriegführenden Mächten einen Erſatz wegen dieſer Kriegsbeſchädigung einzelner Unterthanen zu verlangen, als erſt nach dieſer militäriſchen Occupation Naſſau der groſſen Allianz beigetreten iſt.

Von Naſſauiſcher Seite kann man ſich daher nicht für berechtigt erachten, von den kriegführenden Mächten, und insbeſondere von Oeſterreich, einen Erſatz wegen dieſer militäriſchen Hinwegnahme in Anſpruch zu nehmen, man mag dieſelbe benennen, wie man will. Auch dem Beſchädigten ſteht ein ſolches Recht nicht zu, ſo lange als in Europa der Grundſatz nicht völkerrechtlich durchgeführt iſt, daß der Beſchädigte den Erſatz von der Macht zu fordern hat, deren Truppen ihm den Schaden in Folge der Kriegsoperationen zugefügt haben.

Es iſt alſo keineswegs zweifelhaft, ob Oeſterreich oder Naſſau den Erſatz zu leiſten habe; es kann alſo auch von einer Anwendung des 30. Art. der Schlußacte auf dieſen Fall, oder Begründung der Competenz dieſer hohen Verſammlung aus dieſem Grunde, hier keine Rede ſeyn.

Es handelt ſich alſo hier nur von der Entſcheidung der Frage: ob, nach der beſtehenden Naſſauiſchen Landesgeſetzgebung, die Wegnahme des Weins, ſo wie alle ähnliche Wegnahmen, den beſchädigten Eigenthümern aus Mitteln der Gemeinde, des Amtes oder des Landes zu erſetzen ſind, oder ob ſie in die Cathegorie der Kriegsſchäden und Vergewaltigungen fallen, welche, nach bekannten Rechtsgrundſätzen, die Eigenthümer, die ſie in Folge der Kriegszufälle treffen, zu tragen haben?

Hierüber steht die Entscheidung der verfassungsmäßig mit der Cognition hierüber beauftragten Landesbehörde zu. In dem Herzogthume Nassau ist diese Behörde das Landesregierungs-Collegium.

Es wird also der Reclamant anzuweisen seyn, sich zunächst an diese Behörde zu wenden, wenn er noch glaubt, daß ihm ein Ersatz wegen seines Verlustes aus Gemeindes-, Amts- oder allgemeinen Landesmitteln gebühre, und er im Stande ist, noch neue Gründe zu Unterstützung dieser Behauptung geltend zu machen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abzugeben beschlossen.

§. 9.

Schrift des Justizraths Dr. v. Hornthal: «über den Congreß zu Verona und den Vorabend grosser Ereignisse. Nürnb. 1822.»

Der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgische Herr Gesandte, Graf von Eyben, giebt der hohen Bundesversammlung Kenntniß von der unter Num. 129 eingetragenen Schrift des Justizraths Dr. v. Hornthal: «über «den Congreß zu Verona und den Vorabend grosser Ereignisse»; worauf

beschlossen

wurde, dieselbe lediglich ad acta zu legen.

§. 10.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben:

Num. 1, eingereicht am 1. Januar 1823, von Dr. Ehrmann, Erinnerungsgesuch der ehemaligen Domcapitularen zu Speyer, in Ansehung der Besteuerung ihrer Sustentationsgelder.

Num. 2, einger. am 1. Januar, von Dr. Ehrmann, Beförderungsgesuch des Handelsmanns Peter Molinari zu Mainz, Entschädigung betreffend.

Num. 3, einger. eodem, von Dr. Ehrmann erneuertes Gesuch des Domscholaster Freiherrn v. Boos, in Betreff rückständiger Forderungen des Mainzer Domcapitels an das ehemalige Großherzogthum Frankfurt von 1813 und 1814.

Num. 4, einger. eodem, von dem Königlich-Preussischen Premier-Lieutenant Eder zu Neuwied, für sich und seinen Bruder, wegen Auszahlung der Gehalts- und Pensions-Rückstände ihres verstorbenen Vaters, des Reichskammergerichts-Protonotars Eder zu Wetzlar.

Num. 5, einger. am 5. Januar, von dem Stadtvogt Harich zu Bischofsheim an der Tauber, erneuerte Bitte um Auszahlung der Zinsen einer Capitalforderung von 8000 Fl. von der Großherzoglich-Hessischen und Herzoglich-Nassauischen Regierung.

Num. 6, einger. eodem, von dem vormal. Oberamt Alzey, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscaſſe, im Betrage von 9941 fl. 45 kr.; mit 9 Anlagen.

Num. 7, einger. eodem, von dem vormaligen Oberamt Dornheim, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscaſſe von 25,223 fl. 57 kr.

Num. 8, einger. eodem, von der Gemeinde Büdesheim, in der Rheinprovinz Heſſen, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscaſſe.

Num. 9, einger. eodem, von den Gemeinden Fauerbach und Langenhain, im Großherzogthume Heſſen, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscaſſe von 70 fl. R. W.; mit 2 Anlagen.

Num. 10, einger. eodem, von Johann Wirth, Gutsbeſitzer zu Undenheim, Forderung an die vormalige Reichsoperationscaſſe von 662 fl. 56 kr.

Num. 11, einger. am 18. Januar, von dem Burgermeiſter Grode zu Gabsheim, Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscaſſe Namens der Gemeinden Bechtolsheim, Frieſenhain, Gabsheim, Hohnheim, Köngernheim an der Selz, Köngernheim, Lörzweil, Mommernheim, Kedolsheim, Niederſaulheim, Heßloch, Hernsheim, Abenheim, u.m.a., in der Rheinprovinz Heſſen, im Betrage von 9,272 fl. 29 kr.; mit 25 Quitungen.

Num. 12, einger. am 4. Februar, von J. W. Remy dahier, Forderung an Naſſau wegen Lieferungen zu der ehemaligen Kurtrieriſchen Feſtung Ehrenbreitſtein; mit Anlagen.

Num. 13, einger. eodem, von dem Reichskammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar, Geſuch um einſtweilige Unterſtützung aus der Reichskammergerichts-Suſtentationscaſſe.

Num. 14, einger. am 5. Februar, von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten in den Weſtphäliſchen Angelegenheiten, Geſuch um Feſtſetzung eines neuen, möglichſt kurzen, peremtoriſchen Termins zur definitiven Abſtimmung in Betreff der Domänenkäufer, und Veranlaſſung für möglichſte Beſchleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordneten Commiſſion in Anſehung der übrigen Weſtphäliſchen Angelegenheiten; mit 4 Anlagen.

Num. 15, einger. den 6. Februar, von Dr. Schloſſer dahier, als Bevollmächtigten der Ritterſchaft des Herzogthums Holſtein, Berichtigung eines Druckfehlers in deren Denkſchrift vom 4. Dec. vorigen Jahres (Num. 136) betr., wo Seite 38, Zeile 28 u. 30, ſtatt «50 Procent», 25 Procent, zu leſen ſey.

wurden an die betreffenden Commiſſionen abgegeben.

Folgen die Unterſchriften.

Zweite Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 13. Februar 1823.

In Gegenwart

aller in der vorigen Sitzung Anwesenden;

mit Ausnahme

des Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Gesandten, Grafen von Eyben.

§. 11.

Substitutionen.

Präsidium: zeigt an, daß die in der vorigen Sitzung angegebenen Substitutionen noch fortwähren, und daß überdieß der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgische Herr Bundestagsgesandte, Graf von Eyben, den Großherzoglich-Mecklenburg-Schwerin- und Strelitzischen Herrn Gesandten von Pentz substituirt habe.

§. 12.

Vorstellung des Nonnenconvents ad Stam. Mariam in Fulda, rückständige Gefälle betreffend.

(16. S. §. 128 v. J.)

Baiern. Auf den in der 16. Sitzung des vorigen Jahres (§. 128) auf die Vorstellung des Nonnenconvents ad Sanctam Mariam zu Fulda, wegen Verabfolgung rückständiger Gefälle, gefaßten Beschluß, ist der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte in den Stand gesetzt, folgende Erklärung abzugeben.

Das Benedictinerkloster ad Sanctam Mariam zu Fulda hat lediglich wegen Verabfolgung eines demselben, angeblich von der vormaligen Propstei und nunmehrigen Domäne Thulba bei Hammelburg, jährlich abzugebenden Fuder Weins, unterm 9. Jänner und 7. Februar 1819 ein Ansuchen an die Königlich-Baierische Regierung des Untermainkreises gestellt. Baiern hat aber die ihm zugefallenen Theile des ehemals Großherzoglich-Frankfurtischen Departements Fulda nur in der Art und mit jenen Lasten übernommen, wie selbe von dem Großherzoge von Frankfurt besessen worden, so wie dieser auf dieselbe Weise von dem Französischen Gouvernement solche übernommen hatte.

Baiern kann daher auch nur jene Lasten als noch bestehend betrachten, welche von der Französischen und Großherzoglich-Frankfurtischen Verwaltung als solche anerkannt

worden. Dieß iſt aber mit der geforderten Abgabe eines Fuder Weins von der Domäne Thulba nicht der Fall. Weder wurde die Verpflichtung hierzu von beiden Verwaltungen anerkannt, noch erfolgte die wirkliche Entrichtung. Zwar ſoll zu Ende des Jahres 1812 von der Großherzoglich-Frankfurtiſchen Behörde dem gedachten Nonnenkloſter zu Fulda für verſchiedene rückſtändige Leiſtungen, und darunter auch für Wein, ein Entſchädigungsbetrag, größtentheils in Caſſeſcheinen, verabfolgt worden ſeyn; allein eine ſolche, mit den aufgeſtellten und im Allgemeinen befolgten Grundſätzen im Widerſpruche ſtehende Bewilligung kann nur als ein Verſehen betrachtet werden und der Königlich-Baieriſchen Regierung keine Verbindlichkeit zu einer Leiſtung an ein ausländiſches Inſtitut auferlegen, die ſchon unter der Franzöſiſchen Regierung nicht mehr beſtand.

Aus dieſen Gründen hat die Königlich-Baieriſche Regierung des Untermainkreiſes den Nonnenconvent ad Sanctam Mariam zu Fulda, durch Entſchlieſſung v. 12. März 1819, mit ſeiner Forderung abgewieſen, und iſt auch die Königliche Bundestagsgeſandtſchaft gegenwärtig beauftragt, den, bei der hohen Bundesverſammlung angebrachten, neuerlichen Anſpruch des erwähnten Convents abzulehnen.

Dieſe Erklärung wurde an die Reclamations-Commiſſion abgegeben.

§. 13.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18d der Deutſchen Bundesacte.

(12. Sitz. §. 91 v. J. 1822.)

Würtemberg. Die Königliche Geſandtſchaft iſt angewieſen, auf den von dieſer hohen Verſammlung, in ihrer 4. Sitzung vom 11. Februar 1819, über die Abfaſſung gleichförmiger Verfügungen zu Sicherſtellung der Rechte der Schriftſteller und Verleger, gefaßten und in der 12. Sitzung v. 28. März 1822 in Erinnerung gebrachten Beſchluß, die Anſichten ihrer höchſten Regierung zu weiteren gemeinſamen Prüfungen zu Protokoll zu geben.

In dem von der früher beſtandenen Bundestags-Commiſſion erſtatteten Bericht und dem demſelben beigefügten Entwurfe einer Verordnung gegen den Nachdruck, gieng dieſelbe von der Anſicht aus, daß das Eigenthum der Schriftſteller und Verleger gegen den Nachdruck durch ein allgemeines Geſetz geſchützt werden ſoll, und glaubte in dieſem Sinne eine Verordnung, wie ſie von ſämmtlichen Gliedern des Bundes in ihren Staaten erlaſſen werden könnte, in Vorſchlag bringen zu müſſen.

Hierbei iſt zuvörderſt zu bemerken, daß die zum Grunde liegende Stelle der Bundesacte nur von Rechten der Schriftſteller und Verleger ſpricht; der Commiſſionsbericht hingegen geradezu Eigenthumsrechte der Schriftſteller und Verleger vorausſetzt, auf

ſolche Art aber eine in der Theorie höchſt beſtrittene und in der Praxis der einzelnen Bundesregierungen ſehr verſchieden beurtheilte Frage ohne weiteres für entſchieden annimmt.

Wenn die Bundesacte verlangt, daß eine gleichförmige Verfügung zu Sicherſtellung der Rechte der Schriftſteller und Verleger gegen den Nachdruck zu Stande kommen ſolle; ſo iſt vor allen Dingen zu unterſuchen: ob den Verfaſſern und Verlegern einer Druckſchrift ſchon nach den Grundſätzen des natürlichen Rechtes oder nach den Beſtimmungen einer, bisher in ganz Deutſchland als verbindend angenommenen, poſitiven Geſetzgebung Eigenthums- oder andere Rechte gegen den Nachdruck zuſtehen? Können weder aus der einen, noch aus der andern Quelle ſolche Rechte abgeleitet werden, ſo kann der Art. 18 der Bundesacte auch nur dahin verſtanden werden, daß den Schriftſtellern und Verlegern beſtimmte Rechte gegen den Nachdruck beigelegt und durch eine gleichförmige Verfügung ſicher geſtellt werden ſollen.

In dem gemeinen deutſchen Rechte findet ſich kein Verbot des Nachdruckes; es iſt aber die Frage: ob der Nachdruck ſchon an ſich, ohne ein beſonderes poſitives Geſetz, für rechtswidrig zu halten ſey? zwar nicht in dem Commiſſionsberichte, jedoch in dem frühern Vortrage der 34. Sitzung von 1818 berührt und hierbei geäuſſert worden, daß, bei der groſſen Verſchiedenheit der Meinungen über jene Frage, doch theils die Zahl und das Anſehen der Stimmenden, theils das Gewicht der Gründe, gegen den Nachdruck entſcheide.

Was das erſte betrifft, ſo iſt wohl auſſer Zweifel, daß es bei Gegenſtänden der Vernunfterkenntniß, dergleichen unſtreitig die Fragen des natürlichen Rechtes ſind, nicht auf Autoritäten, ſondern allein auf Gründe ankommt. Auf welcher Seite indeß, bei der Frage von der natürlichen Widerrechtlichkeit des Nachdruckes, welche mit der moraliſchen oder politiſchen Verwerflichkeit deſſelben nicht zu verwechſeln iſt, ſich die Mehrheit der Stimmen finde, könnte nur nach einer vollſtändigen Stimmenzählung mit Zuverläſſigkeit behauptet werden.

Geſetzt aber auch, daß ſich wirklich ein Uebergewicht auf Seiten der bejahenden Meinung ergeben ſollte; ſo möchte doch ſolches leicht wieder durch die Betrachtung aufgewogen werden, daß die gegen den Nachdruck ſprechenden Schriftſteller in einer ihren eigenen Vortheil ſehr nahe berührenden Sache ſtimmen, und daher immer der Zweifel übrig bleibt, ob nicht etwa Manche von ihnen, vielleicht ohne ſich deſſen bewußt zu ſeyn, durch den Einfluß jenes Umſtandes in der Unbefangenheit ihres Urtheils geſtört werden möchten; da hingegen diejenigen, welche ſelbſt Schriftſteller ſind und gleichwohl ihre Ueberzeugung von dem Ungrunde der behaupteten natürlichen Widerrechtlichkeit des Nachdruckes offen bekennen, wenigſtens der Beſtechung ihres Urtheils durch Eigennutz nicht verdächtig ſind.

Ueber die Gründe selbst bezieht sich der erwähnte Vortrag in der 34. Sitzung auf die von den deutschen Buchhändlern bei dem Wiener Congreß übergebene Denkschrift, worin die Gründe und Gegengründe zweckmäßig zusammengestellt seyen; zugleich aber ist in demselben noch ein besonderer Beweis von der Unrechtmäßigkeit des Nachdruckes, auf die Art, wie solches schon früher, z. B. in der bekannten Gräff'schen Schrift vom Jahre 1794, versucht worden, ausgeführt.

Dieser Beweis beruht auf folgenden 3 Sätzen:

1) der Schriftsteller hat ursprünglich ausschliessend das Verlagsrecht;

2) dieses Verlagsrecht tritt er einem Buchhändler ab, indem er seine Handschrift demselben zum Drucke überläßt und ihm die Befugniß ertheilt, die Druckschrift zu veräussern;

3) durch den Ankauf eines Buches wird zwar das uneingeschränkte Eigenthum an dem erkauften Exemplar, nicht aber das Verlagsrecht erworben und der auf tausend und mehreren Abdrücken gleichförmig befindliche Inhalt kann nicht Eigenthum des Käufers werden; dieser kann also auch nicht nach Willkühr über denselben verfügen und ihn wider den Willen des rechtmäßigen Verlegers zu einem Abdrucke gebrauchen.

Die beiden ersten Sätze sind keinem Zweifel unterworfen, aber der dritte steht mit denselben in keinem Zusammenhange, welcher die daraus gezogene Schlußfolgerung begründen könnte.

Der Nachdrucker behauptet ganz und gar nicht, durch den Ankauf seines Exemplars das Verlagsrecht erworben zu haben, und bedarf auch dieser Behauptung nicht; er beruft sich lediglich auf das an seinem Exemplar erworbene uneingeschränkte Eigenthumsrecht, vermöge dessen er, nach dem allgemeinen Begriffe von Eigenthumsrecht, über sein Exemplar durch jede, nicht schon an sich rechtswidrige Handlung zu verfügen, mithin auch dasselbe zu vervielfältigen und die dadurch hervorgebrachten neuen Abdrücke zu veräussern befugt seye.

Auf den Inhalt des Buches maßt sich der Nachdrucker durchaus kein Eigenthumsrecht an, so wenig als derjenige, welcher durch den Verlagscontract von dem Verfasser des Buches die Handschrift erhalten hat, um Abdrücke davon zu machen und zu veräussern, Eigenthümer von dem Inhalte des Buches wird und werden kann.

Was ist der Inhalt eines Buches anderes, als die Reihe der darin ausgesprochenen Vorstellungen? Diese gehören, der Natur der Sache nach, nur demjenigen, welcher sie in solcher Verbindung gedacht hat, und zwar ausschliessend, so lange er sie nicht bekannt gemacht hat, nachher aber jedem, der sie durch seine Geistesthätigkeit in sich aufzunehmen weiß.

Will man nun jene Urſprünglichkeit der Bildung einer gewiſſen Gedankenreihe, welche eben den Inhalt des Buches ausmacht, in dem Kopfe des Schriftſtellers ein Eigenthum an dem Inhalte nennen, ſo iſt es wenigſtens ein ſolches Eigenthum, welches der Verfaſſer auf keinen andern übertragen und keiner ihm nehmen kann, und welches demſelben auf gleiche Weiſe fortwährend verbleibt, es mögen von dem Verleger oder von dem Nachdrucker noch ſo viele Exemplare abgedruckt und veräuſſert werden.

Nur an dem Buche, als körperlichen Kunſtproduct, d. h. an der urſprünglichen Handſchrift und den davon gemachten Abſchriften oder Abdrücken, nicht an dem geiſtigen Inhalte des Buches, iſt ein äuſſeres Eigenthum im wahren rechtlichen Sinne, d. h. ein ſolches, welches ein Gegenſtand des Verkehrs ſeyn kann, möglich.

Dieſes Eigenthum ſteht bei einer Druckſchrift dem Verleger an der Original-Auflage, und dem Nachdrucker an der von ihm veranſtalteten auf gleiche Weiſe und aus gleichem Grunde, beiden als Producenten, zu. Beide befinden ſich auch in ſo fern in gleichem Falle, daß jeder erſt ein Eigenthum erwerben muß, um ſich durch den Gebrauch deſſelben ein neues zu ſchaffen; der Verleger, wenn er nicht der Verfaſſer ſelbſt iſt, muß von dieſem die Handſchrift, der Nachdrucker muß ein Exemplar der Druckſchrift erwerben. Iſt nun die Erwerbung von dem einen oder dem andern geſchehen; ſo bleibt kein rechtlicher Grund übrig, warum ſolche nicht eben dieſelbe Wirkung des unbeſchränkten Verfügungsrechts über das Erworbene bei dem Einen, wie bei dem Andern, hervorbringen ſollte.

Man räumt ein, daß der rechtmäſige Erwerber eines Druck-Exemplars, vermöge des ihm unbeſtritten zuſtehenden Eigenthums daran, daſſelbe zerſtören, veräuſſern, verleihen oder ſonſt auf eine beliebige Art verwenden könne; nur allein Abdrücke machen und ſolche veräuſſern ſoll er nicht dürfen. Worin liegt nun der Unterſchied zwiſchen jenem und dieſem, da man doch ſonſt nicht in Abrede zieht, daß die Producte aus meinem Eigenthume ſelbſt wieder mein Eigenthum ſind, und alſo auch von mir, wie jede andere Sache, die mein iſt, verkauft werden dürfen? Offenbar nirgend anders, als darin, daß durch die erſt erwähnten Operationen der Gewinn des Verlegers nicht vermindert werden kann, wohl aber durch den Verkauf der Abdrücke, welche von dem erkauften Exemplare gemacht werden. Allein der ganze Rechtsbegriff würde aufgehoben, wenn man die Rechtmäſigkeit oder Widerrechtlichkeit einer Handlung von dem daraus entſtehenden Vortheil oder Nachtheil für einen Dritten abhängig machen und den Grundſatz: qui jure utitur suo, nemini facit injuriam, nicht mehr anerkennen wollte.

Es iſt zwar, um dem bisher gezeigten Widerſpruche mit dem allgemein angenommenen Begriffe des Eigenthumsrechts auszuweichen, auf verſchiedene andere Weiſe verſucht worden,

eine natürliche Widerrechtlichkeit des Nachdruckes zu beweisen; allein die Versuche waren vergeblich und können, nach der Natur des Rechtsbegriffs, auch niemals gelingen.

Nichts desto weniger aber ist es keinem Zweifel unterworfen, daß der positiven Gesetzgebung überhaupt die Befugniß zusteht, in Ansehung gewisser, an sich nicht rechtswidriger Handlungen, den Gebrauch der natürlichen Freiheit aus Gründen der Sittlichkeit oder des überwiegenden allgemeinen Nutzens für die bürgerliche Gesellschaft zu beschränken. Hiernach kommt es auf die Frage an: ob moralische oder politische Gründe, wenn auch nicht für ein unbedingtes Verbot des Nachdruckes, doch für eine Beschränkung desselben vorhanden seyen?

Was den moralischen Gesichtspunct betrifft; so spricht sich von dieser Seite die öffentliche Stimme ziemlich allgemein gegen den Nachdruck aus, und es läßt sich auch hierin der Ausdruck eines richtigen sittlichen Gefühls nicht verkennen. Erwägt man, daß der Verleger nicht nur für Papier und Druck, sondern auch für die Erwerbung der Handschrift Kosten aufzuwenden hat, und daß, bei einer grossen Menge von Schriften, der Verlag eine gewagte Unternehmung ist, wobei auf Gewinn oder auch nur auf Kostenersatz nicht mit Sicherheit gerechnet werden kann; so erscheint es als unedel und unbillig, wenn ein Dritter, auf den Erfolg der Unternehmung lauernd, sobald sich dieser günstig zeigt, einen Nachdruck des Buches veranstaltet, wovon er die Exemplare, weil er nur die Kosten für Papier und Druck aufzuwenden und nichts zu wagen hatte, immer noch mit bedeutendem Gewinne, für einen solchen geringen Preis verkauft, daß der Verleger ausser Stand gesetzt ist, von der Original-Auflage einen mit seinem grössern Kostenaufwande und dem damit verknüpften Risico im Verhältnisse stehenden Vortheil zu ziehen. Betrachtet man nun noch den Bücherverlag als Gewerbe, so kommt noch insbesondere in Erwägung, daß, wenn dieses gedeihen soll, in dem Gelingen der einen Unternehmung, zugleich die Vergütung für andere, minder gelungene, oder weniger einträgliche, Unternehmungen gefunden werden muß.

Hierin liegt denn auch die Ursache des Schadens, welcher von einer uneingeschränkten Gestattung des Nachdruckes für den Flor des Buchhandels und damit zugleich für die Beförderung und Verbreitung der geistigen Cultur zu besorgen wäre.

Es wird nicht geläugnet werden, daß manches Werk, welches vielleicht für das Publikum von ausgezeichnetem Nutzen gewesen wäre, keinen Verleger finden würde, wenn der Verlagshandel sich auf solche Werke, bei denen wegen sicherer Aussicht auf schnellen Absatz nichts zu wagen wäre, beschränken müßte, aus Furcht, daß die Habsucht eines Nachdruckers den Vortheil der gelingenden Unternehmung an sich reissen und nur den Nachtheil der mißlingenden dem Verleger überlassen möchte. Besonders giebt es in den einzelnen Fächern der Wissenschaft Schriften, wodurch diese wirklich erweitert und bereichert wird, die aber nur für diejenigen, welche sich, durch Beruf oder Neigung bestimmt,

dem einzelnen Fache besonders widmen, verständlich und brauchbar sind. Dergleichen Schriften haben zwar einen sichern, aber nur langsamen Absatz, und gewähren daher auch für den darauf gemachten Kostenaufwand einen weit geringeren Vortheil, als manche Schriften, welche sich bloß darum einen schnellen und ausgebreiteten Absatz versprechen dürfen, weil sie den Geschmack des grossen Haufens an zeitverkürzender Leserei befriedigen. Was würde nun aus jenen ernsten wissenschaftlichen Werken werden, wenn der Buchhändler nicht mehr darauf rechnen könnte, für den spätern und eben dadurch verringerten Vortheil, den er von ihnen hoffen darf, eine angemessene Vergütung in dem erlaubten Gewinne von andern Schriften zu finden, welche einen schnelleren Absatz haben, aber eben dadurch die Gewinnsucht des Nachdruckers an sich ziehen? Die Folge hiervon würde keine andere seyn, als daß solche Werke entweder gar nicht erscheinen, oder nur zu sehr hohen Preisen verkauft werden könnten, beides zu grossem Nachtheile für das Fortschreiten der Wissenschaft.

In diesen Betrachtungen liegen hinreichende Gründe, um das Einschreiten der positiven Gesetzgebung zum Schutze der Verfasser und Verleger gegen den Nachdruck zu rechtfertigen.

Aber, indem die Gesetzgebung den Gebrauch der natürlichen Freiheit zu Gunsten des Bücherverlags beschränkt, hat sie zugleich dafür Sorge zu tragen, daß nicht die Unsittlichkeit, welcher auf der einen Seite gesteuert wird, auf der andern um so freieren Spielraum gewinne; sie hat daher dem Mißbrauche, welchen die Verleger von der ihnen zu Theil gewordenen Begünstigung machen könnten, mit gleicher Sorgfalt entgegen zu wirken, um das Publikum gegen unbillige Steigerung der Bücherpreise zu schützen.

Es fragt sich nun, auf welche Weise dieser Zweck zu erreichen sey? ob durch gesetzliche Bestimmung der Bücherpreise, oder durch angemessene Kürze des Zeitraums, während dessen der Nachdruck ausgeschlossen seyn soll?

Das erste Mittel ist nicht ausführbar. Die Preise der Bücher hängen von so vielen und mannichfaltigen, nach Zeit und Umständen sehr veränderlichen Verhältnissen ab, daß ein allgemeines Regulativ darüber unvermeidlich zu den auffallendsten Ungleichheiten und Unbilligkeiten führen und die Anordnung von Taxatoren für die einzelnen Fälle unübersehbare Weitläufigkeiten und Kosten zur Folge haben würde. Ob z. B. die Auflage eines Buches 2000 oder 500 Exemplare stark ist; ob der Ballen Papier 12 oder 40 Thaler kostet; ob der Schriftsatz leicht oder schwierig ist; ob das Honorar für den Bogen 1 Thaler oder 10 und mehr Louisd'or beträgt; besonders auch ob die Aussicht auf Absatz mehr oder minder günstig ist — alle diese und noch manche andere Verhältnisse sind von der Art, daß, je nachdem sie sich stellen, der festzusetzende Preis vielfach verschieden seyn kann. Auch könnten auf diesem Wege leicht die Mißbräuche, welche die Industrie gemeiner Schreiber ersinnt, um durch scheinbare Vermehrung der Masse den Lohn ihrer Arbeit zu erhöhen,

auch auf literarische Werke übergehen. In der That zeigt sich die Unangemessenheit einer allgemeinen Büchertaxe nach der Bogenzahl am meisten in der Rücksicht, daß unter dem Preise eines Buches auch das Honorar des Schriftstellers begriffen ist; würde nun der Preis nach der Bogenzahl, also nach dem körperlichen Umfange des Buches, gesetzlich bestimmt; so könnte es geschehen, daß die flache und geistlose Weitschweifigkeit höher belohnt würde, als die gehaltvolle Kürze, an der man den Meister erkennt.

Am sichersten wird der beabsichtigte Zweck durch das zweite Mittel erreicht. Es ist dieses Mittel, von Entstehung der Buchdruckerkunst an, in den deutschen Staaten angewendet worden, nur in Form eines Privilegiums gegen den Nachdruck, jedoch beschränkt auf eine bestimmte Zahl von Jahren.

Indessen äusserten die Privilegien, welche von den einzelnen Landesregierungen ertheilt wurden, nur innerhalb des Landes ihre Wirkung, und wenn jetzt nach Vorschrift der Bundesacte eine gleichförmige Verordnung gegen den Nachdruck zu Stande kommen soll; so kann dieses dadurch geschehen, daß an die Stelle jener blossen Privilegien, deren Gültigkeit auf das Gebiet der ertheilenden Regierung beschränkt war, ein in dem ganzen Umfange des deutschen Bundes geltendes Gesetz tritt, durch welches den Verlagshandlungen der ausschließliche Verkauf, innerhalb eines bestimmten Zeitraums, durch ein Strafverbot gesichert wird.

Damit aber hierbei das Interesse der Schriftsteller und Verleger sowohl als des übrigen Publikums gleich unparteiische Berücksichtigung geniesse, ist bei Bestimmung der Dauer jenes Monopols darauf zu sehen, daß der Verleger einerseits nach dem gewöhnlichen Gange des Buchhandels Zeit genug zu einem vortheilhaften Absatze übrig behält; andererseits aber auch, in Hinsicht auf den nicht zu weit entfernten Eintritt der freien Concurrenz, durch sein eigenes Interesse von übermäsiger Steigerung des Preises in der Zwischenzeit abgehalten wird, indem er der Gefahr überlassen wird, daß ein grosser Theil des Publikums das einstweilige Entlehnen des Buches dem frühern allzutheueren Ankauf vorziehen möchte.

Nur auf diese Weise kann es der Gesetzgebung gelingen, das Gedeihen des Buchhandels, welcher wegen seiner nahen Beziehung auf die wichtigsten Zwecke der Menschheit einer besondern Begünstigung von Seiten des Staates würdig ist, durch Sicherstellung eines billigen Gewinns zu befördern, ohne jedoch, zum Nachtheil jener Zwecke selbst, das Publikum der unbeschränkten Willkühr habsüchtiger Verleger Preis zu geben.

Aus allen diesen Gründen kann man nun diesseits dem von der Bundestags-Commission gemachten Vorschlage: den Nachdruck eines Buches die ganze Lebenszeit des Verfassers hindurch, und nach dessen Tode noch 15 oder 10 Jahre lang, allgemein zu verbieten, nicht beitreten, und vermag auch dem von der Commission gegen willkührliche Steigerung der

Bücherpreiſe vorgeſchlagenen Mittel der Büchertaxation, deren Unzuläſſigkeit bereits dargethan worden, um ſo weniger die Zuſtimmung zu geben, als über die Art und Weiſe, wie eine ſolche Preisregulirung zu Stande kommen könnte, weder in dem Commiſſionsberichte, noch in dem Entwurfe der Verordnung die mindeſte Andeutung enthalten iſt. Die einfachſte Maasregel, Schriftſteller und Verleger auf der einen, und das Publikum auf der andern Seite in dieſer Angelegenheit zu frieden zu ſtellen, wird in Beſtimmung eines Zeitraums, innerhalb welchem der Nachdruck verboten iſt, zu ſuchen und dieſer ſo zu beſtimmen ſeyn, daß durch deſſen Dauer erſteren mittelſt des ausſchließlichen Verkaufs des Werkes ein hinreichender Gewinn geſichert bleibt, dagegen aber letzteres in der Kürze deſſelben die Beruhigung findet, es werde auch ein habſüchtiger Verleger ſich eher ſelbſt im Preisanſatze mäſigen, als der Beſorgniß bloß ſtellen, daß ein groſſer Theil des Publikums lieber das Buch einſtweilen entbehren, als ſich einer unbilligen Steigerung des Preiſes unterwerfen möchte.

Eine Zeitfriſt von ſechs Jahren, von Bekanntmachung eines Buches an gerechnet, ſcheint nach beiden Rückſichten angemeſſen zu ſeyn. Hat ein Buch bei einem billigen Preiſe binnen ſechs Jahren keinen Abſatz gefunden, ſo kann man mit Sicherheit annehmen, daß es nach Verfluß dieſer Zeit keinen Nachdrucker in Verſuchung führen wird; iſt aber der Abſatz ſo günſtig, daß ſich vom Nachdrucke noch Gewinn erwarten läßt, ſo iſt eine ſechsjährige Zeit des ausſchließlichen Verkaufs für hinreichend zu achten, um dem Verleger einen ſolchen Vortheil zu verſchaffen, bei welchem der Flor des Buchhandels ohne Bedrückung des Publikums beſtehen kann.

Würde die Dauer des dem Verlage zu ertheilenden Monopols auf längere Zeit ausgedehnt, ſo würde der willkührlichen Steigerung der Bücherpreiſe kein Damm entgegengeſetzt, da nun der Verleger über die oben erwähnte Beſorgniß beruhigt ſeyn könnte. Darin beſteht aber der Vorzug einer angemeſſenen Kürze des für die Ausſchlieſſung des Nachdruckes beſtimmten Zeitraumes, daß hierdurch dasjenige, was durch unmittelbares Einſchreiten der Geſetzgebung nicht zu erreichen iſt, Herſtellung billiger Bücherpreiſe, auf indirectem Wege, vermittelſt des eigenen Intereſſes der Verleger, bewirkt und auf dieſe Art das rechte Verhältniß durch den natürlichen Gang der Dinge von ſelbſt herbeigeführt werden kann. Es iſt aber um ſo weniger daran zu zweifeln, daß ein Zeitraum von ſechs Jahren vollkommen genügend ſeyn werde, da der Verleger den Nutzen des ausſchließlichen Verkaufs, den ihm bisher ein Privilegium oder Partikulargeſetz nur für ein einzelnes Landesgebiet gewähren konnte, nun in dem ganzen Umfange des deutſchen Bundes zu genieſſen hat, und da demſelben der Vortheil, welchen er bisher gegen den Nachdrucker hatte, noch immer bleibt, daß die Nachdrücke eines Buches durch eine vermehrte und verbeſſerte Ausgabe des Originals im Werthe herabgeſetzt werden können.

Ausserdem scheint zu der Unterscheidung, welche die Bundestags-Commission hinsichtlich der längern oder kürzern Dauer des angetragenen Monopols zwischen eigenem und fremdem Verlage macht, und wonach die Ausschliessung des Nachdruckes bei jenem länger dauern soll, als bei diesem, kein hinreichender Grund vorhanden zu seyn.

Ursprünglich hat der Verfasser eines Buches allein das Recht, die Handschrift, über welche, als sein Eigenthum, er ausschliessend verfügen kann, durch Abdrücke zu vervielfältigen und diese zu veräussern. Ob er nun sein Recht selbst oder durch einen Andern ausübt, kann keinen Unterschied machen; das abgetretene Recht ist kein anderes, als das ursprüngliche, und der Schriftsteller selbst kommt bei der Frage vom Nachdrucke nicht als solcher, sondern immer nur als Herausgeber, sey er dieses nun unmittelbar (als Selbstverleger) oder mittelbar (durch einen andern, den im engern Sinne so genannten Verleger) in Betracht. Auch läßt sich eine grössere gesetzliche Begünstigung derjenigen Schriftsteller, welche ihre Werke selbst verlegen, dadurch nicht begründen, daß der Selbstverlag, welcher ohnehin selten vorkommt, und noch seltener vortheilhaft für den Schriftsteller ist, immer mit Schwierigkeiten in Ansehung des Absatzes verbunden sey, und öfters durch den Zweck der Gemeinnützigkeit veranlaßt werde.

Für die Fälle, wo eine solche Veranlassung zum Selbstverlag eine Ausnahme zu dessen Gunsten rechtfertigen mag, dürfte es genügen, daß, nach dem eigenen Antrage der Commission (Artikel 14 des Entwurfs), auch künftig noch, auf dem Wege des Privilegiums, ein länger dauerndes ausschließliches Verlagsrecht von den einzelnen Regierungen, obgleich nur innerhalb ihres Staatsgebiets geltend, erlangt werden kann. Dagegen würde eine allgemeine gesetzliche Ausnahme zum Vortheile des Selbstverlags den Mißbrauch veranlassen, daß der Buchhändler die dem Schriftsteller für seine Person zugedachte Begünstigung unter dessen Namen sich zueignete.

Uebrigens versteht es sich von selbst, daß, wenn für die Ausschliessung des Nachdruckes überhaupt eine gewisse Zahl von Jahren festgesetzt wird, nach dem Tode des Verlegers, dieser mag der Verfasser des Buches selbst oder ein anderer seyn, der noch übrige Theil des bestimmten Zeitraumes auf die Erben übergeht.

Aus diesen allgemeinen, die Grundlage des von der Commission vorgelegten Gesetzentwurfes betreffenden Gesichtspuncten, ergeben sich zu dessen einzelnen Artikeln folgende Bemerkungen:

Der

Artikel 1

geht zwar in so fern über die Worte der Bundesacte hinaus, als derselbe das Verbot der Vervielfältigung nicht auf Druckschriften beschränkt, sondern auch auf musikalische Werke,

Landcharten und topographiſche Zeichnungen erſtreckt. Man findet jedoch bei dieſer Ausdehnung deßwegen kein Bedenken, da Kunſtproducte der letztern Art ebenfalls ein Gegenſtand des Verlagsrechtes ſind und der Grund der beſondern geſetzlichen Begünſtigung, welche die Druckſchriften genieſſen ſollen, im Weſentlichen bei ihnen auf gleiche Weiſe eintritt, womit auch die Preuſſiſche Geſetzgebung (A. L. R. I. 11. §. 997) übereinſtimmt.

Dagegen erſcheint der dieſem Artikel beigefügte Nachſatz:

«Jeder Eingriff ꝛc. zu betrachten»

der Sache nicht angemeſſen, da eines Theils die angeblichen Eigenthumsrechte der Verfaſſer und Verleger nichts weniger als einen klaren und unbeſtrittenen Rechtsbegriff bilden, und es andern Theils nicht ſchicklich erſcheint, in einem Geſetze für Staaten, in welchen bisher der Nachdruck geſtattet worden, ihn für einen Eingriff in die Eigenthumsrechte förmlich zu erklären.

Auſſerdem würde aus jenem Satze noch folgen, daß nach Erſcheinung des neuen Geſetzes nicht nur die Vollendung bloß angefangener Nachdrücke verwehrt, ſondern auch die fernere Veräuſſerung der bereits vorhandenen nicht mehr geſtattet werden könnte. Das letztere iſt aber unzuläſſig, weil der Nachdrucker da, wo ihm kein beſonderes Geſetz oder Privilegium entgegenſtand, nicht rechtswidrig gehandelt, mithin an dem bereits vollendeten Abdrucke ein gültiges Eigenthum erworben hat, auf welches das jetzt erſt erſcheinende Geſetz nicht zurückwirken kann.

Was aber die Vollendung eines bloß angefangenen Nachdruckes betrifft; ſo iſt zu unterſcheiden, ob es ſich von einem, bei Emanirung des Geſetzes bereits vollendeten, bereits vollſtändig herausgekommenen Werke oder von einem ſolchen handelt, von welchem erſt ein oder mehrere Bände erſchienen, andere aber noch rückſtändig ſind. Die Vollendung des vor dem Geſetze angefangenen Nachdruckes eines Werkes der erſten Art muß geſtattet ſeyn, da der Verfaſſer oder Verleger die Begünſtigung des neuen Geſetzes damals noch nicht anzuſprechen hatte.

Anders verhält es ſich mit der Fortſetzung des Nachdruckes eines aus mehreren, zum Theil noch rückſtändigen Bänden beſtehenden Werkes, dieſe kann, von dem Eintritt des neuen Geſetzes an, vor dem Ablauf des darin beſtimmten Zeitraumes nicht mehr geſtattet werden, weil es nicht mehr geſchehen könnte, ohne eine Handlung zu begehen, welche nach dem jetzt geltenden Geſetze rechtswidrig wäre, und es könnte ſich auch der Nachdrucker nicht auf den ihm hierdurch zugehenden Schaden berufen, weil er dieſe Veränderung der Geſetzgebung ſchon ſeit der Publication der Bundesacte hatte vorausſehen können.

Indeſſen erſcheint es nicht unzweckmäſſig, eine ausdrückliche Beſtimmung hierüber in das Geſetz aufzunehmen, um künftigen leicht möglichen Streitigkeiten vorzubeugen, und es könnte dieſe etwa in folgender Weiſe gefaßt werden:

«Unter dieſem Verbote iſt zwar nicht der fernere Verkauf der bisherigen Nachdrücke, «noch die Vollendung des angefangenen Nachdruckes eines bereits vollſtändig erſchienenen «Werkes, wohl aber die Fortſetzung des Nachdruckes eines aus mehreren zum Theil «noch rückſtändigen Bänden beſtehenden Werkes begriffen».

Dieſem könnte noch ein weiterer Zuſatz beigefügt werden, wodurch während des beſtimmten Zeitraumes auch die Ankündigung eines Nachdruckes, wenn gleich ſolcher erſt nach Verfluß dieſer Zeit erſcheinen ſoll, für verboten erklärt würde.

Nebſt dem iſt hier auch die Frage in Erwägung zu ziehen, ob nämlich das Verbot des Nachdruckes ſich nur auf die erſte Ausgabe, oder auch auf die zweite und folgende erſtrecken ſolle, und ob etwa hierbei ein Unterſchied zu machen ſey, zwiſchen einer unveränderten und einer vermehrten und verbeſſerten neuen Ausgabe? Eine neue Ausgabe von einem Buche, in Beziehung auf den Nachdruck, iſt wie eine neu zu erſcheinende Schrift zu betrachten und ſie kann gleiche geſetzliche Begünſtigung in Anſpruch nehmen. Dadurch wird insbeſondere das Intereſſe des Schriftſtellers befördert, für welchen der Nachdruck hauptſächlich deßwegen nachtheilig iſt, weil durch denſelben das Bedürfniß einer neuen Ausgabe entfernt wird. Auch iſt dabei nicht nöthig, zwiſchen unveränderten neuen Ausgaben und ſolchen, welche mit Zuſätzen und Verbeſſerungen erſcheinen, zu unterſcheiden. Wird ein Buch ganz unverändert wieder aufgelegt; ſo kann dieß dem nach Verfluß des geſetzlichen Zeitraums rechtmäſig verfertigten Nachdrucke nicht ſchaden, weil, bei gleichem innerem Werthe des Buches, der wohlfeile Preis des Nachdruckes der erſten Auflage doch immer den Vorzug behalten wird, und nach Ablauf der geſetzlichen Friſt das Wiederabdrucken dem Verleger, auch ohne Ankündigung einer neuen Ausgabe, ebenſo, wie jedem andern, frei ſteht. Erſcheint hingegen eine neue, vermehrte und verbeſſerte Ausgabe, ſo wird zwar der Nachdrucker ſeine Exemplare von der früheren noch immer verkaufen dürfen, aber der, nun in Vergleichung mit der verbeſſerten Ausgabe geringere, innere Werth der früher nachgedruckten Exemplare wird dem Lohn, welchen der Schriftſteller für den neuen Aufwand von Kraft und Fleiß zu verlangen hat, keinen bedeutenden Abbruch thun können. Ohnehin würde man, wenn jener Unterſchied angenommen werden ſollte, entweder jeder, auch noch ſo geringen Veränderung des Inhalts, welche etwa nur das Umdrucken eines einzelnen Blattes erforderte, gleiches Recht, wie der bedeutendſten einräumen müſſen, wodurch immerwährender Anlaß zu Vereitlung des zwiſchen veränderten und unveränderten Ausgaben unterſcheidenden

Geſetzes gegeben würde: oder es müßte beſtimmt werden, welche Veränderung für bedeutend zu achten ſey, eine Beſtimmung, welche für die Geſetzgebung ſchwer aufzufinden und in der Anwendung auf ſtreitige Fälle noch ſchwerer auszuführen wäre. Es bedarf aber alles deſſen nicht; man kann ohne Bedenken allgemein feſtſetzen, daß jeder neuen Ausgabe gleiches Recht wiederum, wie der vorigen, zuſtehen ſolle, das Gleichgewicht zwiſchen dem Verdienſt und dem Lohn des neuen Herausgebers wird ſich ſchon von ſelbſt herſtellen, indem es der natürliche Gang der Dinge mit ſich bringt, daß die neue Ausgabe, gegen den nach Ablauf der beſtimmten Friſt veranſtalteten Nachdruck der erſten Ausgabe, keinen, oder nur einen geringen, oder einen bedeutenden Vorzug haben wird, je nachdem in jener nichts, oder wenig oder vieles verbeſſert iſt. Es kann deßwegen in dem beabſichtigten Geſetze die Frage von dem Rechte neuer Ausgaben in Beziehung auf den Nachdruck nicht übergangen werden, und es wäre deßhalb in dem erſten Artikel noch folgende Beſtimmung aufzunehmen:

«Die zweite Ausgabe eines Buches genießt gleichen geſetzlichen Schutz gegen den Nach-
«druck, wie die erſte, jedoch unbeſchadet des Rechts des nach Ablauf des geſetzlichen
«Zeitraums veranſtalteten Nachdruckes der erſten Ausgabe. Ebendaſſelbe gilt von allen
» weiteren Ausgaben im Verhältniſſe zu den vorhergehenden».

Die

Artikel 2 — 6,

welche die von der Commiſſion angenommene Dauer des Monopols, mit der Unterſcheidung zwiſchen eigenem und fremdem Verlage, und die hierdurch wiederum nothwendig gewordenen verſchiedenen Beſtimmungen enthalten, fallen von ſelbſt hinweg, wenn überhaupt ein Zeitraum von ſechs Jahren für die ausſchließliche Veräuſſerung eines Buches angenommen wird. Dieß wäre ſodann gleich in dem erſten Artikel in folgender Weiſe auszudrücken:

«Jede Vervielfältigung der in den Staaten des deutſchen Bundes erſchienenen Druck-
«ſchriften, muſikaliſchen Werke, Landcharten und topographiſchen Zeichnungen, durch
«den Druck, ſo wie durch die Kupferſtecher, Formſchneider, Steinſchreiber oder irgend
«eine andere ähnliche Kunſt, ohne die Einwilligung ihrer Urheber und derer, welche
«von ihnen das Recht der öffentlichen Bekanntmachung und Veräuſſerung erlangt
«haben, iſt ſechs Jahre lang, von der Zeit an, da ſolche als erſchienen bekannt ge-
«macht und verkauft werden, bei Strafe verboten».

Mit der im

Artikel 7

enthaltenen Beſtimmung iſt man ganz einverſtanden, da man es ebenfalls für angemeſſen hält, die Anonymität nicht zu begünſtigen.

Dagegen kann man die Aufnahme der im

enthaltenen Bestimmungen in das neue Gesetz in keiner Rücksicht angemessen erachten. Sie greifen in die Materie von den rechtlichen Verhältnissen zwischen dem Verfasser und dem Verleger ein, und gehen also weiter, als die im Artikel 18 der Bundesacte enthaltene Aufgabe mit sich bringt, welche nur auf die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck, nicht aber auf die Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen einander sich erstreckt. Es kann dem Interesse der Unabhängigkeit und Selbstständigkeit der einzelnen Regierungen in den innern Angelegenheiten eines jeden Bundesstaates schwerlich zuträglich seyn, dasjenige, was in der Bundesacte nur in Ansehung eines einzelnen Punctes, des Nachdruckes, zu Abfassung einer gleichförmigen Verordnung ausgesetzt worden ist, nun auf die ganze wichtige Materie vom Verlagsrechte auszudehnen, wie in diesem Artikel gelegenheitlich, in Art. 15—19 aber ausdrücklich und ausführlich geschieht. Wie lange das einem Buchhändler von dem Schriftsteller übertragene Verlagsrecht dauere? Ob es sich nur auf die erste oder auch nur auf die zweite Auflage erstrecke? Ob sich ein Verleger gefallen lassen müsse, daß der Verfasser, noch ehe die erste Auflage vergriffen ist, eine neue in einem andern Verlage veranstalte, wenn nur dem ersten Verleger Entschädigung wegen der noch unverkauften Exemplare angeboten werde? Diese und viele andere Fragen, welche hier vorkommen können, sind in jedem einzelnen Falle zunächst aus dem Verlagscontract, und, wenn dieser keine hinreichende Auskunft giebt, aus den allgemeinen oder speciellen Gesetzen des um Rechtshülfe angerufenen Staates zu entscheiden.

Es ist aber auch zu Abfassung einer zweckmäßigen Verordnung gegen den Nachdruck nicht nöthig, auf die Verhältnisse zwischen dem Verfasser und Verleger zurückzugehen. Diese Verhältnisse, auf welche Art sie durch ausdrückliche Verabredung oder gesetzliche Vorschriften bestimmt seyn mögen, gehen den Nachdruck, als die Handlung eines Dritten, welche gegen das Interesse jener beiden zugleich gerichtet ist, nicht an, und es würde dem Zwecke der Einfachheit, welche bei einer zu gleichförmiger Gültigkeit in allen Bundesstaaten bestimmten Verordnung doppelt wünschenswerth ist, entgegen seyn, wenn man dieselbe ohne Noth mit einem andern, an sich schwierigen Gegenstande der Gesetzgebung verwickeln und dadurch die Ausführung in manchen Fällen von weitläufigen und beschwerlichen Voruntersuchungen abhängig machen wollte.

Daß über die Herausgabe einer Sammlung der einzeln erschienenen Werke eines Schriftstellers etwas in dem neuen Gesetze bestimmt werde, ist keineswegs überflüssig, aber die angemessenste Bestimmung hierüber findet sich von selbst, wenn man dasjenige, was von einzelnen Druckschriften in Ansehung des Nachdruckes festgesetzt wird, auch auf die Herausgabe mehrerer in einer Sammlung anwendet, und zwar ohne Unterschied, ob die einzelnen Schriften in eben demselben Verlage, oder bei verschiedenen Verlegern erschienen sind. Hiernach

würde sich, übereinstimmend mit dem, was auch die Preussische Gesetzgebung hierüber (A. L. R. I. 11. §. 1024) verordnet, folgende Fassung für den 8. Artikel empfehlen:

> «Innerhalb der oben Art. 1 bestimmten Zeit, darf niemand von einzeln erschienenen «Werken eines Schriftstellers, ohne Einwilligung des Verfassers sowohl als des Ver«legers, und, wenn sie nicht sämmtlich in eben demselben Verlage erschienen sind, der «verschiedenen einzelnen Verleger, eine Sammlung veranstalten».

Auch dem zweiten Satze des Art. 8: «Eine Sammlung ꝛc. veranstaltet werden», vermag man diesseits nicht beizustimmen. Die Commission beruft sich zwar hierüber darauf, daß bei Schriften, die durch Beiträge Mehrerer entstanden sind, der Verleger nur von diesen Schriften selbst ein ausschliessendes Verlagsrecht haben könne. Allein, diese Behauptung wird ohne Angabe irgend eines Grundes aufgestellt, gewiß aber ist, daß das Interesse des ausschliessenden Verlagsrechts an dem Inbegriff der Beiträge, sich, der Natur der Sache nach, nothwendig auf die einzelnen Beiträge selbst erstreckt. Die Richtigkeit dieser Ansicht geht von selbst hervor, wenn man in Betracht zieht, wie sehr das Interesse des Verlegers eines aus mehreren Beiträgen bestehenden Werkes darunter leiden könnte, wenn ein Dritter die ausgezeichnetsten Beiträge herausnehmen und solche, sobald nur deren Verfasser eingewilligt hätten, in einer besondern Sammlung herausgeben dürfte. Offenbar würde eine solche besondere Sammlung für den Verleger der Hauptsammlung, d. h. des aus sämmtlichen Beiträgen zusammen bestehenden Werkes, worin mit den bessern Aufsätzen zugleich auch die minder guten und weniger interessanten gekauft und bezahlt werden müssen, sehr nachtheilig werden. Auch möchte sich der erwähnte Satz mit Art. 11 des Entwurfes nicht wohl vereinigen lassen, da, diesem zufolge, Auszüge eines Werkes, welche als besondere Schriften ausgegeben werden sollen, dem Nachdrucke gleich zu beurtheilen sind, und daher so wenig ohne die Einwilligung des Verlegers als des Verfassers von jenem Werke, vor Ablauf der gesetzlichen Zeit, veranstaltet werden dürften. Wenn nun jemand aus einem, durch Beiträge Mehrerer entstandenen Werke (z. B. aus einem Journal oder archivwissenschaftlichen Abhandlungen, aus einem Conversations-Lexicon und dergl.) die Beiträge eines oder mehrerer Mitarbeiter herauszieht und eine Sammlung derselben veranstaltet; was thut er anders, als daß er Auszüge jenes Werkes in Form einer besondern Schrift herausgiebt?

Es erhellet hieraus, daß der Fall, welchen der zweite Satz des Art. 8 betrifft, nicht anders zu beurtheilen ist, als der vorige, und daß statt jenes Satzes vielmehr zu setzen wäre:

> «Ein gleiches gilt auch von einer Sammlung solcher Arbeiten eines Gelehrten, welche «sich in Schriften, die durch Beiträge Mehrerer entstanden sind, befinden».

Bei den

Artikeln 9—11

findet man nichts zu erinnern, als daß im Art. 11 einige Aenderung im Ausdrucke nöthig seyn möchte.

Der

Artikel 12

erscheint als ganz überflüssig, da der Abdruck des ganzen Textes schon an sich unter dem allgemeinen Begriffe des Nachdruckes enthalten und die abgesonderte Herausgabe von Auszügen bereits in dem vorhergehenden Artikel dem Nachdrucke gleichgesetzt ist.

Ausserdem könnte die Frage: ob die in dem Auszuge angebrachten Veränderungen für wesentlich zu halten seyen oder nicht? leicht zu beschwerlichen Streitigkeiten führen, welche durch das allgemeine Verbot, Auszüge aus dem Werke eines Andern besonders drucken zu lassen, abgeschnitten werden; so wie es sich auf der andern Seite für den Gesetzausleger von selbst versteht, daß, wenn es überhaupt innerhalb der bestimmten Zeit verboten ist, Auszüge aus dem Werke eines Andern besonders herauszugeben, das Weglassen oder Beifügen von Kupferstichen, Charten und dergleichen die Sache nicht ändern kann.

Dagegen scheint es nicht undienlich, statt dessen, was der Artikel 12 enthält, nach dem Vorgange des Preussischen Landrechts (§. 1023), ausdrücklich zu bestimmen, daß Anmerkungen zu dem Werke eines Andern, zwar in einer besondern Schrift, nicht aber während der gesetzlichen Dauer des ausschließlichen Verlagsrechts, mit dem Werke zugleich herausgegeben werden dürfen. Auch hier tritt der Grund ein, worauf die vorhergehenden Artikel beruhen, daß nämlich das Originalwerk dadurch entbehrlich gemacht werden könnte.

Gegen den Inhalt der

Artikel 13 u. 14

hat man nichts zu erinnern.

Dagegen wären die

Artikel 15—19

nach den Erinnerungen ganz hinwegzulassen, welche oben zum Artikel 8, gegen Einmischung gesetzlicher Bestimmungen über das zwischen dem Verfasser und Verleger bestehende Verlagsrecht, gemacht worden sind.

Die Commission hat es selbst in ihrem Berichte anerkannt, daß diese sämmtlichen Artikel eigentlich privatrechtliche Verhältnisse berühren, welche jeder einzelnen Gesetzgebung anheim gestellt werden können; nur war sie der Meinung, daß dieselben wegen genauer Verbindung mit dem Nachdrucke nicht hätten übergangen werden dürfen, weil auf einem andern Wege das

Bedürfniß gleichförmiger Bestimmungen schwerlich zu befriedigen seyn würde. Es ist jedoch, wie schon oben angeführt wurde, zu Abfassung einer zweckmäßigen Verordnung gegen den Nachdruck nicht nöthig, in die zur Gesetzgebung jedes einzelnen Staates gehörige Materie von den Verhältnissen zwischen Verfasser und Verleger überzugreifen.

Der

Artikel 20

fällt nach dem, was bereits über Regulirung einer Büchertaxe angeführt worden, ebenfalls hinweg.

Die in dem

Artikel 21

ausgesprochene Bestrafung des Nachdruckes, findet man diesseits zu hart. Es könnte hiernach ein Nachdrucker auf dreifache Weise sehr empfindlich in Anspruch genommen werden, und er würde, im Falle einer bedeutenden Unternehmung, meistentheils für sich und seine Familie zu Grunde gerichtet werden.

Eine Geldstrafe, die bis auf 1000 Reichsthaler neben Confiscation der ganzen Auflage des Nachdruckes gesetzt und womit Schadensersatz bis zum Verkaufspreise von 500 Exemplaren verbunden werden kann, ist, bei der Leichtigkeit der Entdeckung des Vergehens, zu hoch.

Eine Strafe von 500 Fl. als Maximum, neben der Confiscation der ganzen Auflage des Nachdruckes, und die weitere Bestimmung, daß es dem rechtmäßigen Verleger frei gestellt sey, diejenigen Exemplare, welche noch über die ihm zu seiner Entschädigung gebührenden 500 vorräthig wären, gegen Bezahlung des Werths von dem dazu verwendeten Papier und des Anschlags der Druckkosten zu übernehmen, oder, wenn er hiervon keinen Gebrauch machen wollte, sich gefallen zu lassen, daß jene vorräthigen Exemplare nach Ablauf der sechs Verbotsjahre zum Vortheil des Fiscus öffentlich verkauft würden, würde dem Zwecke des Gesetzes vollkommen genügen.

Es wäre demnach folgende Fassung für diesen Artikel in Vorschlag zu bringen:

«Der Nachdruck wird mit Confiscation der nachgedruckten Exemplare und mit einer Geldbuse von 25 — 500 Fl. bestraft werden.

«Von den confiscirten Exemplaren werden 500 dem Verleger zu seiner Entschädigung überlassen. In so weit diese Anzahl nicht mehr vorhanden ist, hat der Nachdrucker den Werth, nach dem Verkaufspreise, aus seinem Vermögen zu ersetzen.

«Der Verleger hat das Recht, die confiscirten übrigen Exemplare gegen Bezahlung des Werths von dem dazu verwendeten Papier und des Anschlags der Druckerkosten zu übernehmen; will er aber davon keinen Gebrauch machen, so können jene Exemplare, nach Verfluß der gesetzlichen sechs Jahre, zum Vortheil des Fiscus an den Meistbietenden verkauft werden».

Mit der im vorhergehenden Artikel angetragenen Herabsetzung der Geldstrafen, wird sich auch die nach

Artikel 22

für den Verkauf des Nachdruckes festgesetzte Geldstrafe verhältnißmäßig vermindern müssen.

Statt des Ausdruckes: « der Verkauf nachgedruckter Werke », würde zu setzen seyn: « der Handel mit nachgedruckten Werken », um möglicher Mißdeutung zu begegnen, als ob auch einem Privaten, im Gegensatze des Buchhändlers, das Verkaufen eines einzelnen Nachdruckes verboten wäre.

Bei dem

Artikel 23

findet man nichts zu erinnern, als daß es nicht undienlich seyn möchte, die Gradation in Bestrafung des wiederhohlten Vergehens bestimmter (etwa durch die Worte: mit zeitlicher und, bei fernerem Rückfall, mit beständiger Untersagung ꝛc.) auszudrücken.

§. 14.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

(1. Sitz. §. 2. d. J.)

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft konnte früher nur ermächtigt seyn, auf eine vorläufige dankbare Anerkennung der geschehenen Mittheilungen anzutragen, weil ihr höchster Hof über den Umfang dieser Mittheilungen nicht zum voraus unterrichtet gewesen und sich daher die Instruirung der Gesandtschaft, zum Behufe der Beantwortung einer an den Bund, in seiner Eigenschaft als Europäische Macht, gerichteten Eröffnung, nothwendig hatte vorbehalten müssen.

Nachdem jedoch die Gesandtschaft jene Mittheilungen seit der vorigen Sitzung eingesendet hat, ist sie nunmehr instruirt, zu erklären, daß man diesseits der Königlich-Baierischen Erklärung vollkommen beistimme.

§. 15.

Vorschlag zu einer allgemeinen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten.

(3. Sitz. §. 35 d. J.)

Großherzogthum Hessen. Der Großherzogliche Herr Bundestagsgesandte eröffnet, mit Bezug auf die in der 28. Sitzung vom Jahre 1819 (§. 171) zu Protokoll

gegebene Erklärung, daß zeither noch die freie Stadt Frankfurt und das Fürstenthum Waldeck der bestehenden Uebereinkunft, wegen der Vaganten und anderer Ausgewiesenen, beigetreten seyen. Zugleich theilt derselbe Herr Gesandte die deßfalls erlassenen Großherzoglichen Bekanntmachungen, d. d. Darmstadt den 16. Juli 1820 und 6. Jan. 1823 *), abschriftlich mit.

Diese Anzeige wurde an die betreffende Commission abzugeben beschlossen.

§. 16.

Einreichungs-Protokoll.

Die neue Eingabe,

Num. 16, eingereicht am 12. dieses Monats, von Dr. Ehrmann, als Bevollmächtigten der Frankfurter Inhaber Kurpfalzbaierischer $5\frac{1}{2}$ procentiger Obligationen lit. D, wegen Erlaß eines Beförderungsschreibens an das zu Celle niedergesetzte Austrägalgericht.

wurde der Reclamations-Commission zuzustellen beschlossen.

Folgen die Unterschriften.

---

*) Beide stehen abgedruckt, die wegen Frankfurt, in dem Großh. Hess. Regier. Bl. v. 2. Aug. 1820, N. 40, die wegen Waldeck, ebend. N. 2. v. 17. Jan. 1823.

Dritte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 20. Februar 1823.

In Gegenwart

aller in der zweiten Sitzung Anwesenden.

§. 17.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

(2. Sitz. §. 14 d. J.)

Würtemberg. Die Gesandtschaft ist, in Uebereinstimmung mit der von ihr in der Sitzung vom 6. dieses Monats abgegebenen Erklärung, ermächtigt, nicht nur jeder Beschlußnahme beizutreten, sondern ausdrücklich auf eine solche anzutragen, wodurch von Seiten der Bundesversammlung, als Organ des Bundes, der lebhafteste Dank für die geschehene wichtige Mittheilung ausgedrückt und zugleich die vollständigste Anerkennung der auf Erhaltung und Befestigung der Ruhe, der Ordnung und der Sicherheit in Europa gerichteten Absichten der hohen Monarchen Oesterreichs, Preussens und Rußlands erklärt werde — Absichten, deren Reinheit und Offenheit, in dem öffentlichen Bekenntnisse zu einem Systeme, das eben sowohl auf die Unabhängigkeit und Stärke der Regierungen, als auf die wohlverstandenen Interessen der Völker und auf die Erhaltung des durch die Tractate gesicherten Zustandes gebaut ist, auf die überzeugendste Weise sich darlege.

Hierauf aber haben sich, nach der Ueberzeugung ihres allerhöchsten Hofes, die von der Bundesversammlung zu machenden Erwiederungen auf die vorliegenden Mittheilungen der Resultate einer Verhandlung, deren nähere Kenntniß ihr abgeht, um so gewisser zu beschränken, als einerseits von der Mehrheit eine förmliche Berathung des Inhalts jener Mittheilungen, im Zwecke einer, Namens des Bundes, darauf zu ertheilenden Ruckäusserung, nicht beliebt worden ist, und andererseits die in den Zwecken des Bundes begründete Stellung desselben zu allen auswärtigen Mächten es der Bundesversammlung, unter den angeführten Umständen, besonders zur Pflicht zu machen scheint, bei dem bezeichneten Gesichtspuncte stehen zu bleiben.

An einer von diesem Gesichtspuncte sich entfernenden Beschlußnahme, kann mithin die Gesandtschaft keinen Antheil nehmen.

Kurhessen. Auf die, von Oesterreichischer und Preussischer Seite geschehene, directe Mittheilung der Circular-Depesche vom 14. December 1822, haben Seine Königliche Hoheit der Kurfürst schon früher Ihre Uebereinstimmung mit den darin ausgesprochenen weisen und erhaltenden Grundsätzen erklärt, und diesemnach mich angewiesen, hinsichtlich der Erwiederung der dem Deutschen Bunde gemachten Mittheilung, dem Königlich-Baierischen Antrage mich anzuschliessen.

Präsidium: wolle in der nächsten Sitzung den Entwurf Beschlusses und der Erwiederung an die Cabinete von Oesterreich und Preussen, dann an den Kaiserlich-Russischen Herrn Gesandten Freiherrn von Anstett, vorlegen.

§. 18.

Vertrag zwischen dem Königreiche Sachsen und dem Herzogthume Sachsen-Gotha und Altenburg, die Vertretung des Sachsen-Gothaischen Cavalerie- und Artillerie-Contingents durch das Königreich Sachsen betr.

(30. Sitz. §. 229 v. J. 1821.)

Oesterreich. In Betreff des in der 7. Bundestags-Sitzung vom 22. Febr. 1821 in Anregung gekommenen Antrags, daß von Seite des Bundes die Garantie eines am 7. Januar desselben Jahres zwischen dem Königreiche Sachsen und dem Herzogthume Sachsen-Gotha und Altenburg abgeschlossenen Vertrags, über die Vertretung des Sachsen-Gothaischen Cavalerie- und Artillerie-Contingents, übernommen werden möge, findet der Kaiserlich-Königliche Hof keinen Anstand, den bereits vorliegenden Abstimmungen beizutreten und sich daher für die Uebernahme dieser Garantie zu erklären.

§. 19.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(1. Sitz. §. 3 d. J.)

Preussen. Die Königlich-Preussische Regierung ist bei Beurtheilung des erfolgten Gutachtens von der Ansicht ausgegangen, daß die baldige Erledigung der so lange schon anhängig gewesenen Sache, mittelst nunmehriger Berücksichtigung der alten Rückstände, dringend zu wünschen sey, demnach, und da auf dem Wege früherer Erörterung ein baldiges Ende schwer abzusehen sey, wohl bei jeder Bundesregierung eine Geneigtheit, auf die jetzt gemachten Vorschläge einzugehen, vorausgesetzt werden könne; so wie eine solche Geneigtheit bei der Königlich-Preussischen Regierung im Wesentlichen statt findet.

Wenn nun, in Anwendung dieser Ansicht, zunächst das Maas der zu übernehmenden Verbindlichkeit erörtert wird; so bestimmt dasselbe, nach Inhalt des Gutachtens, sich grösser oder geringer, je nachdem eine Verpflichtung, die Kammergerichts-Procuratoren, Advocaten und andere zur vierten Classe gehörige Individuen für die Zeit von 1806 bis 1817 zu pensioniren, anerkannt wird oder nicht. Daß eine solche Verpflichtung (eine Verpflichtung im eigentlichen und gewöhnlichen Sinne) statt finde, wird diesseits nicht eingeräumt, und es wird eben um deßwillen auch der Rechtsgrund der von dem Grafen von Reigersberg angebrachten Nachforderung allerdings bestritten.

Es kann nun zwar kein dermaliges Geschäft der Bundestagsgesandtschaft seyn, den rückwirkenden Einfluß zu prüfen, welchen die Erklärungen anderer Bundesregierungen auf die diesseitige, von jener allgemeinen Voraussetzung ausgehende Geneigtheit, im näher eingesehenen und überschauten Zusammenhange, demnächst äussern könnten. Die Gesandtschaft ist jedoch jedenfalls autorisirt zu erklären:

> daß, wenn die übrigen Bundesstaaten, ohne eine Verpflichtung jener Art anzuerkennen, der bemerkten Classe des vormaligen Personals die geforderten Rückstände aus Rücksichten der Milde und Billigkeit zu bewilligen und deren Vertheilung, als einer gemeinsamen Last, nach der jetzigen Bundesmatrikel zu beschliessen geneigt seyn sollten, auch Preussen sich einer solchen Mitwirkung nicht entziehen werde.

In Gemäßheit dieser Erklärung, wie der derselben zum Grunde liegenden Hauptansicht, würde nun zwar die diesseitige Regierung es auch ihrerseits für keinen näher zu begründenden Vorschlag erkennen, daß dasjenige, was bis dahin an den Grafen von Reigersberg von einzelnen Bundesregierungen nicht gezahlt worden, jetzt zur Vertheilung auf sämmtliche Regierungen gebracht würde. Ob aber diejenigen Regierungen, welche die Zahlung gemacht haben, ihrerseits sich verpflichtet geglaubt haben, steht nicht zur Untersuchung, eben so wenig aber auch zur Berücksichtigung anderer Regierungen, so lange die Verpflichtung nicht allgemein gültig dargethan worden. Fänden daher Bundesregierungen, die bis dahin nicht gezahlt haben, zu der Nachfolge sich nicht etwa aus anderen Gründen gleichfalls bewogen; so würde die Zahlung ihres Beitrages, in Folge derselben Ansicht und desselben Zusammenhanges, gar nicht erfolgen, nach welchem eine wirklich vorliegende Verpflichtung zu Uebernahme der ganzen Rückstände-Classe an und für sich, als im eigentlichen Sinne ermangelnd, angeführtermaßen gleichfalls nicht bewegen kann.

Indem daher die diesseitige Bundestagsgesandtschaft die Unzulässigkeit einer solchen Rückvertheilung des Nichtgezahlten auf sämmtliche Regierungen, nach der Königlich-Baieri-

scher Seits erfolgten Bemerkung, unbedenklich einräumt, ist sie doch andererseits gleich unverholen zu eröffnen gemüssigt, daß diesseits die an die Stelle gesetzte Einleitung, aus denjenigen Gründen und in demselben Zusammenhange, wie die Erklärung der Königlich-Baierischen Bundestagsgesandtschaft ihn angiebt, niemals gebilligt oder getheilt werden könnte.

Diejenigen Regierungen, welche den mehrbemerkten Beitrag bis dahin nicht gezahlt haben, sind eben so wenig «Säumige», die durch irgend eine Maasregel zu binden sind, in dieser Beziehung, als sie säumig sind oder heissen können, wenn sie nach Rechtsbewandniß Anstand nehmen, die ganze betreffende Classe zu befriedigen. Es hat denselben, nach diesseitiger beharrlicher Ansicht, weder in der allgemeinen noch besondern bemerkten Beziehung, bis dahin etwas «obgelegen», und es wird auch ferner in den Gesichtspunct einer obliegenden Leistung nichts dieser Art zu bringen seyn. Die Nachzahlung muß eben so wohl für freiwillig gehalten werden, als die Auszahlung der Classe überhaupt dafür zu erkennen ist.

In so fern daher die mehrbemerkte Erklärung, nach Inhalt und Ausdruck, einen Antrag auf Beschlusse und Einrichtungen enthält, durch welche die Königlich-Preussische Regierung genöthigt werden sollte, eine Verpflichtung anzuerkennen, die sie bestimmt in Abrede stellt, sieht die diesseitige Bundestagsgesandtschaft sich zu erklären gemüssigt, daß damit in keiner Art derjenige alleinige Zusammenhang angedeutet oder eingeleitet werden kann, nach welchem die Königlich-Preussische Regierung (ohne Zweifel einstimmend mit andern Regierungen, die fruher und bis dahin dieselbe Ansicht getheilt und zu erkennen gegeben haben) sich vielleicht schließlich noch bereit finden lassen könnte, unter zusammentreffender freier Geneigtheit, die vierte Classe nebst den übrigen gleichfalls zu befriedigen, somit auch die Nachzahlung an den Grafen von Reigersberg zu übernehmen.

Je unzögerlicher die Königlich-Preussische Regierung anerkannter Verpflichtung jeder Zeit zu folgen gewohnt ist, um so bestimmter findet sich dieselbe auch stets zu dem Wunsche veranlaßt, bei in Antrag kommenden Leistungen die vorhandenen Anforderungsgrunde nach ihrer verschiedenen Bewandniß klar und bestimmt ausgesprochen zu sehen, indem nur auf diese Weise unangenehmen Verwickelungen der Gegenstände selbst vorgebeugt werden kann.

Ob nun übrigens wegen Befriedigung der Ansprüche vierter Classe eine zusammentreffende Geneigtheit, mit der davon abhangenden Folge fur die Nachzahlung funfter Classe, eintreten werde, hängt von den zu erwartenden Erklärungen ab, und wird die Königlich-

Preuſſiſche Regierung demnach ihren Endbeſchluß in der Sache ſelbſt dem gemäß nachfolgend beſtimmen.

Wenn aber auf dieſe Weiſe, ſo wie in andern weſentlichen Beziehungen, ſodann feſtgeſtellt ſeyn wird, welche Summe zu Erreichung des Zweckes noch aufzubringen iſt, wird die dieſſeitige Regierung den von der Commiſſion geſchehenen Vorſchlag ſehr annehmbar und practiſch finden, daß die Vertheilung und Uebernahme, wie in vorbemerktem einzelnen Anwendungsfalle, auch überhaupt nach der dermaligen Matrikel erfolge, indem jede andere Art der Vertheilung zu ſehr weitläufigen Erörterungen führen würde, über welche eine baldige Vereinigung ſchwerlich irgend zu erwarten ſeyn dürfte.

Auch, auſſer den jetzt bemerkten Hauptberückſichtigungen bei dem erfolgten Gutachten, ſind der Königlich-Preuſſiſchen Regierung die das nähere Detail betreffenden Vorſchläge im Ganzen zweckmäſig erſchienen. Um jedoch darauf näher einzugehen, ſcheinen jene ſtattfindende Hauptberückſichtigungen zuvörderſt der Entſcheidung einigermaßen angenähert werden zu müſſen, da, ohne Uebereinſtimmung in den weſentlichſten Geſichtspuncten, nur eine unfruchtbare Verwickelung derſelben mit dem Detail des Gegenſtandes eintreten würde.

§. 20.

Geſuch des Grafen von Marſchall, vormaligen Großherzoglich-Frankfurtiſchen Geſandten am Kaiſerlich-Königlichen Hofe, Penſion betr.

(16. Sitz. §. 133 v. J.)

Baiern. Auf die in der 16. Sitzung des vergangenen Jahres (§. 133 des Protokolls) zum Vortrage gekommene Reclamation des vormals Großherzoglich-Frankfurtiſchen Geſandten, Grafen von Marſchall, wegen Penſionserhöhung, iſt der Königlich-Baieriſche Bundestagsgeſandte zu erklären beauftragt:

daß Seine Königliche Majeſtät von Baiern bei den angeführten Umſtänden allerdings geneigt ſind, die Penſion des Grafen von Marſchall mit ſechs tauſend Gulden unter die Centrallaſten des ehemaligen Großherzogthums aufnehmen zu laſſen; jedoch erwarten, daß der hieran Baiern treffende Antheil bei dem bedeutenden Guthaben deſſelben, wegen bereits zuviel übernommener Staatsdiener und Penſioniſten, von Seite der übrigen hohen Theilhaber an dem ehemaligen Großherzogthume Frankfurt, auf die der Krone Baiern zukommende Vergutungsſumme werde übernommen werden.

Dieſe Erklärung wurde an die Reclamations-Commiſſion verwieſen.

§. 21.

Militärverhältniſſe des Deutſchen Bundes, Standes- und Dienſttabelle der 1. Diviſion des 9. Armeecorps betr.

(1. Sitz. §. 11, u. Sep. Prot. v. 21. Mai u. 15. Juni 1822.)

Königreich Sachſen. Der Herr Geſandte überreicht die Standestabelle der erſten Diviſion des neunten Armeecorps vom 1. Januar 1823, aus welcher ſich ergiebt, daß das Königlich-Sächſiſche Bundescontingent nach ſeinen verſchiedenen Beſtandtheilen völlig in der Beſchaffenheit ſey, welche ſowohl die Bundesgeſetze, als die mit andern Staaten geſchloſſenen Vertretungsverträge erfordern.

Hierauf wurde

beſchloſſen:

dieſe Standestabelle der Militärcommiſſion zuzuſtellen.

§. 22.

Beſchwerdeſache der Rheinpfälziſchen Staatsgläubiger und Beſitzer der Partial-Obligationen lit D, die Zahlung der rückſtändigen Zinſen und verfallenen Capitalien betreffend.

(25. Sitz. §. 196 u. 3.)

Der Königlich-Hannöveriſche Bundestagsgeſandte, Herr von Hammerſtein, übergiebt ein Schreiben des Königlichen Oberappellationsgerichts zu Celle, als Austrägalinſtanz in eben erwähnter Beſchwerdeſache, d. d. Celle den 4. Februar 1823, worin daſſelbe nachweiſet, daß es ſich auſſer Stande befunden habe, der in dem hohen Bundestagsbeſchluſſe vom 16. Juni 1817, Artikel III, Num. 8, enthaltenen Vorſchrift Genüge zu leiſten und den Rechtsſtreit binnen Jahresfriſt zu beendigen. Nachdem daſſelbe in erwähntem Schreiben den Gang der bisherigen Verhandlungen näher angab, trug dieſes Oberappellationsgericht zugleich vor, daß der Zeitpunct der Beendigung dieſer Angelegenheit mit einiger Wahrſcheinlichkeit noch nicht vorausgeſehen werden könne, indem den Gläubigern das Recht zu interveniren, folglich auch durch Contumacial-Anträge den Fortgang der Sache zu befördern, habe abgeſprochen werden müſſen.

Der beſonders weitläufige Umfang der Sache, deren Erörterung aus mancherlei älteren Verhandlungen und vorübergegangenen Verhältniſſen hergenommen werden müſſe, und welcher durch die von der Krone Baiern hinzugefügte Reconvention noch bedeutend erweitert ſey, biete beiden Theilen einen gegründeten Anſpruch auf Geſtattung geräumiger Friſten dar; dann trete der Umſtand hinzu, daß, nach dem hier in Anwendung zu bringenden Gerichtsverfahren, das Oberappellationsgericht ſich nicht für ermächtigt halte, gegen einen der ſtrei-

tenden Theile praejudicia in Vollziehung zu ſetzen, und in contumaciam gegen denſelben zu verfahren, wenn nicht der andere ſtreitende Theil beſonders darauf antrage.

Beide Theile, die Königlich-Baieriſche und Großherzoglich-Badiſche Geſandtſchaft, fanden hierauf nichts zu erinnern, daher

Beſchluß:

1) daß die von dem Königlich-Hannöveriſchen Oberappellationsgerichte zu Celle, als Austrägalinſtanz, ausgeführten Gründe für hinreichend angenommen werden und der Königlich-Hannöveriſche Bundestagsgeſandte, Herr von Hammerſtein, zu erſuchen ſey, ſolches zur Kenntniß des erwähnten Oberappellationsgerichts zu bringen;

2) wäre dieſer Gegenſtand an die mit der Reviſion des Austrägalverfahrens beauftragte Commiſſion abzugeben, um darauf bei ihren Arbeiten Rückſicht zu nehmen.

§. 23.

Forderungen verſchiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurſtaat Mainz und die jetzigen Beſitzer ehemaliger Kurmainziſchen Landestheile.

(3. Sitz. §. 34 v. J.)

Kurheſſen. In der 14. Sitzung des Jahres 1821, wurde, aus Anlaß mehrerer Reclamationen vormaliger Mainziſcher Stiftsgeiſtlichen und Gläubiger, beſchloſſen, die betheiligten Regierungen zu erſuchen, dem beſtehenden Ausſchuſſe durch Bevollmächtigte die erforderlichen Aufklärungen und ihre Aeuſſerungen über dieſe Gegenſtände abgeben zu laſſen, damit eine gütliche oder rechtliche Erledigung erfolgen könne.

Unter den Betheiligten iſt zwar Kurheſſen nicht benannt, indeſſen iſt keinem Zweifel unterworfen, daß es wegen des Beſitzes des Oberamts Amöneburg und mehrerer Stiftsgüter und Gefälle dazu gehöre. Daher haben Seine Königliche Hoheit der Kurfürſt, bereit, zur Auseinanderſetzung dieſer verwickelten Angelegenheit mitzuwirken, mich mit der Wahrung Ihres Intereſſes zu beauftragen und zu dieſem Ende mit einer Special-Vollmacht verſehen zu laſſen, geruhet.

§. 24.

Geſuch des Servatius Götz, Schaffners des aufgelöſten Kloſters Weiſſenfrauen zu Mainz, Penſion betr.

(24. Sitz. §. 191 v. J.)

Der Königlich-Sächſiſche Bundestagsgeſandte, Herr von Carlowiz, hält Vortrag über das Suſtentationsgeſuch des Servatius Götz, als vormaligen Schaffners des Weiſſenfrauenkloſters zu Mainz, auf den Grund des hierüber bereits in der 16. Sitzung vom 13. Mai vorigen Jahres gehaltenen umſtändlichen Vortrags und darauf gefaßten Be-

schlusses (§. 124 des Protokolls), so wie der in dessen Verfolg von der Herzoglich-Nassauischen und Großherzoglich-Hessischen Regierung in der 18. und 24. Sitzung (§. 154 und 191) abgegebenen Erklärungen.

Der Herr Referent ertheilt folgendes Gutachten:

Der Reichsdeputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803, §. 76, gesteht den Geistlichen und Dienern der Körperschaften, welche auf der linken Rheinseite aufgehoben wurden, jedoch noch Güter auf der rechten Rheinseite besaßen, nur in zwei Fällen einen Anspruch auf lebenslängliche Sustentation zu, nämlich:

wenn jene Individuen, als auf der rechten Rheinseite gebohren, von der Französischen Regierung ohne Pension zum Unterhalte auf diese Rheinseite gewiesen worden waren, oder

wenn selbige, der auf der rechten Rheinseite zu erhebenden Einkünfte und ihrer Administration wegen, um davon ihren Unterhalt zu ziehen, schon während des Kriegs auf dieser Rheinseite ihre Wohnungen genommen, auch diese Einkünfte bisher wirklich genossen hatten.

Ob nun schon das Weissenfrauenkloster zu Mainz eine solche Körperschaft war, welche auf der linken Rheinseite aufgehoben wurde, und auf der rechten Eigenthum besaß, auch Götz dessen Diener war und durch dessen Aufhebung seine Stelle verlor, so paßt doch auf ihn keiner der obigen beiden Fälle, welche einen Sustentationsanspruch bedingen, denn er ist, nach der von der Herzoglich-Nassauischen Regierung geschehenen Eröffnung, auf der linken Rheinseite gebohren, und hat daselbst seinen Aufenthalt behalten.

In dieser Hinsicht wird dahin angetragen, den Servatius Götz in Mainz mit seinen bei der hohen Bundesversammlung seit dem Jahre 1819 wiederholt angebrachten Gesuchen, daß ihm, als vormaligen Schaffner des aufgehobenen Weissenfrauenklosters daselbst, wie er anfangs gebeten hat, zu Fortzahlung seines Gehalts, und, wie er nachher gebeten, zu einer Pension verholfen werden möge, definitiv abzuweisen.

In dessen Genehmigung, wird

beschlossen:

den Servatius Götz zu Mainz mit seinen Sustentationsgesuchen, wegen der vorhin von ihm begleiteten Function eines Schaffners des Weissenfrauenklosters daselbst, nunmehr definitiv abzuweisen.

Folgen die Unterschriften.

Vierte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 24. Februar 1823.

In Gegenwart

aller in der dritten Sitzung Anwesenden.

§. 25.

Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen, über die Resultate des Congresses von Verona, 1822.

(3. Sitz. §. 17 d. J.)

Hannover. Durch ausdrückliche Befehle beauftragt, die Ansichten des Königlich-Hannöverischen Hofes über die in Verona gefaßten Beschlüsse als mit denen der allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Rußland und Preussen übereinstimmend zu äussern; findet sich die Gesandtschaft bevollmächtigt, ihre bereits im Protokolle der 1. Sitzung enthaltene Beistimmung nunmehr auch, als seitdem erhaltenen besonderen Instructionen gemäß, zu erklären.

Präsidium: wolle, in Folge seines Vorbehaltes in der letzten Sitzung (§. 17), den Entwurf Beschlusses zur Genehmigung vorlegen:

Daß der Deutsche Bund den allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Preussen und Rußland, für die Ihm, als Europäischen Macht, mittelst der CircularDepesche, d. d. Verona vom 14. December 1822, zugekommene Eröffnung der Resultate des Congresses zu Verona, verbindlichst danke;

daß Derselbe Allerhöchstihnen Seine vollkommenste Uebereinstimmung mit den weisen und erhaltenden Grundsätzen, welche in dieser CircularDepesche ausgesprochen worden sind, versichere,

und

daß der Stellvertreter des Kaiserlich-Oesterreichischen präsidirenden Gesandten der Bundesversammlung obige Aeusserungen, im Namen und Auftrage des Bundes, in einer angemessenen Beantwortung der eingegangenen Communicationen auszudrücken habe.

Oesterreich: erklärte sich damit einverstanden.

Preussen: deßgleichen.

Baiern: deßgleichen.

Königreich Sachsen: deßgleichen.

Hannover: deßgleichen.

Würtemberg. Wenn sich auch der Königliche Gesandte, nach der in dem vertraulichen Theile der vorigen Sitzungen von einer der Gesandtschaften der Königlich-Baierischen Abstimmung gegebenen und von keiner Seite widersprochenen Deutung, allenfalls hätte für ermächtigt halten dürfen, dem proponirten Beschlusse beizutreten; so mußte natürlich diese Ermächtigung in dem Augenblicke, in welchem, während der letzten vertraulichen Besprechung, von einer andern Gesandtschaft, jener Abstimmung eine ganz entgegengesetzte und ebenfalls von keiner Seite widersprochene Deutung gegeben wurde, hinwegfallen.

Unter diesen Umständen kann der Königliche Gesandte, so sehr er es auch gewünscht hätte — wie sehr er es gewünscht, geht aus dessen Vorschlage zu einer Redaction des Beschlusses sattsam hervor — dennoch, und zwar aus Gründen, welche die ins Protokoll der 3. Sitzung gelegte Erklärung Seiner Königlichen Majestät andeutet, an dem in der vorliegenden wichtigen Angelegenheit zu fassenden Beschlusse keinen Theil nehmen.

Baden: vollkommen einverstanden mit dem Entwurfe.

Kurhessen: deßgleichen.

Großherzogthum Hessen: deßgleichen.

Holstein und Lauenburg: deßgleichen.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Indem ich, gemäß und in Folge meiner im Namen meines Königl. Herrn, in Allerhöchstdessen Eigenschaft als Deutscher Bundesfürst, jüngst geäusserten Ansicht, für das Großherzogthum Luxemburg nunmehr auch dem gegenwärtigen, auf den Grund und in dem Sinne der Königlich-Baierischen Erklärung entworfenen Präsidialantrage willig beitrete, erlaube ich mir jedoch hier zugleich mein aufrichtiges Bedauern an den Tag zu legen: daß es dieser hohen Versammlung nicht hat gelingen wollen, sich über eine solche Fassung desselben einzuverstehen, mittelst welcher selbst jeder Schein von Divergenz in den Meinungen vielleicht beseitigt und wodurch in der, von allen Seiten gezollten, dankbaren Anerkennung und Würdigung der unzweideutigen wohlwollenden Absichten und Gesinnungen der grossen Mächte bei der uns von Ihnen gewordenen förmlichen Mittheilung Ihrer, zur Erhalt- und Beförderung der allgemeinen Ruhe aufgestellten, erhabenen Grundsätze, die, unter allen Verhältnissen, so wünschenswerthe Unanimität zu erreichen gewesen wäre.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser: treten dieser Erklärung bei.

Braunschweig und Nassau: ist mit dem Entwurfe Beschlusses vollkommen einverstanden.

Mecklenburg-Schwerin und Strelitz: ebenfalls.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: deßgleichen.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: deßgleichen.

Die freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg: deßgleichen.

Es ergab sich sonach durch Stimmenmehrheit der

Beschluß:

Daß der Deutsche Bund den allerhöchsten Monarchen von Oesterreich, Preussen und Rußland, für die Ihm, als Europäischen Macht, mittelst der CircularDepesche, d. d. Verona vom 14. December 1822, zugekommene Eröffnung der Resultate des Congresses zu Verona, verbindlichst danke;

daß Derselbe Allerhöchstihnen Seine vollkommenste Uebereinstimmung mit den weisen und erhaltenden Grundsätzen, welche in dieser CircularDepesche ausgesprochen worden sind, versichere,

und

daß der Stellvertreter des Kaiserlich-Oesterreichischen präsidirenden Gesandten der Bundesversammlung obige Aeusserungen, im Namen und Auftrage des Bundes, in einer angemessenen Beantwortung der eingegangenen Communicationen auszudrücken habe.

Hierauf verlas der substituirte präsidirende Herr Gesandte den Entwurf Schreibens an den Kaiserlich-Oesterreichischen Haus-, Hof- und Staatskanzler, Herrn Fürsten von Metternich, an den Königlich-Preussischen Staats- und Cabinetsminister, Herrn Grafen von Bernstorff, und an den Kaiserlich-Russischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Herrn Freiherrn von Anstett, wogegen nichts erinnert wurde.

§. 26.

Reclamationen der Pensionirten des vormaligen Exjesuiten- und Schulfonds zu Mainz und einiger andern dasigen Beneficiaten, um Gewährung ihrer Pensionsraten.

(17. Sitz. §. 147 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowiz, hält Vortrag über eine fernere Eingabe der Pensionirten des vormaligen Mainzer Exje-

suiten- und Schulfonds, vom 3. Juni 1822 (Num. 125 des Einreich. Prot.), worin sie das Gesuch wiederholen, daß die Königlich-Preussische und Kurfürstlich-Hessische allerhöchste Regierung vermocht werden möge, die Pensionsraten der Reclamanten auch auf die Zeit zu bezahlen, während welcher selbige von der vormaligen Westphälischen Regierung in Rückstand gelassen worden sind.

Hierauf äusserten:

Preussen. Die diesseitige Gesandtschaft findet sich über die Entschliessung noch nicht unterrichtet, die wegen des früheren Antrags von ihrem allerhöchsten Hofe gefaßt worden, wird jedoch dieselbe, sobald sie erfolgt ist, unverweilt mittheilen.

Kurhessen. Die Gesandtschaft befindet sich im Stande, sich über den so eben in Vortrag gekommenen Gegenstand augenblicklich zu erklären.

Sämmtliche Forderungen, wovon hier die Rede ist, gründen sich auf den §. 76 des Reichsdeputations-Hauptschlusses von 1803, der den Unterhalt der auf das rechte Rheinufer herübergewiesenen Geistlichen und Diener solcher Körperschaften, welche auf der linken Seite aufgehoben worden waren, welche aber noch Einkünfte auf dem rechten Rheinufer besassen, denjenigen Landesherren, deren Disposition diese Güter überlassen wurden, so weit diese Einkünfte reichten, zur Verbindlichkeit machte.

Dieser Verbindlichkeit ist die Kurfürstlich-Hessische Regierung sich zu entziehen so wenig gemeint, daß sie, ungeachtet die definitive Regulirung der Sustentationen zum Theil ohne ihre Mitwirkung erfolgt ist, doch deren Beträge an alle Sustentanden und deren Erben, welche sich gemeldet haben, von der ganzen Zeit hat nachzahlen lassen, in welcher jene Einkünfte in Kurfürstliche Cassen geflossen waren, nämlich vom 1. Januar 1803 bis 1. November 1806, so wie denn auch die laufenden seit dem 1. December 1813 gezahlt werden.

Dagegen hält sie sich in keinerlei Hinsicht verbunden, die Sustentations-Beträge aus der Periode zu berichtigen, in welcher die usurpatorischen Regierungen im Besitze und Bezuge jener Einkünfte waren, ohne gleichwohl die Sustentanden zu befriedigen. Alle deßfallsigen Anforderungen sind darum abgewiesen worden und werden abgewiesen werden.

Aus blosser Milde haben jedoch Seine Königliche Hoheit der Kurfürst, auf die Anempfehlung dieser hohen Versammlung, der Hospital-Pfründnerin Borres und dem Layenbruder Mees Gratificationen gnädigst bewilligt.

Es wurde sonach

beschlossen:

vorerst die Königlich-Preussische Erklärung abzuwarten.

§. 27.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen.

(16. Sitz. §. 114 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowiz, trägt vor:

Auf den in der 14. Sitzung vom 2. Mai 1822 (§. 114 des Prot.) gehaltenen Vortrag, über das von dem Domscholaster, Freiherrn von Boos, im Namen des vormaligen Mainzer Domcapitels, bei der hohen Bundesversammlung angebrachte Gesuch, ihm zu dem, in den Jahren 1813 und 1814 erwachsenen, von dem vormaligen Großherzogthume Frankfurt zu vertretenden Rückstande gewisser Renten, nebst Verzugszinsen, zu verhelfen, wurde beschlossen, die betreffenden Gesandtschaften zu ersuchen, der Bundesversammlung über die Bewandniß dieser Forderung Aufklärung zu verschaffen.

Seitdem ist von keiner dieser Gesandtschaften, der K. K. Oesterreichischen, Königlich-Preussischen, Königlich-Baierischen, Kur- und Großherzoglich-Hessischen und der freien Stadt Frankfurt, eine Aufklärung ertheilt worden; dagegen hat der Sachwalter des Freiherrn von Boos, Dr. Ehrmann, in einer am 1. Januar 1823 präsentirten Eingabe, ohne Datum (Num. 3 des Einreichungs-Protokolls), diese Angelegenheit in Erinnerung gebracht.

Hiernach ist anjetzt dahin anzutragen, daß bei obigen Gesandtschaften die erbetene Auskunft in Erinnerung gebracht werde.

Der Herr Gesandte der freien Städte gab hierauf für Frankfurt folgende Erklärung ab:

In der, Namens ehemaliger Mainzer Domcapitularen, oder, wie in dem Rubrum gesagt wird, Namens des ehemaligen Mainzer Domcapitels, wegen benannter rückständiger Sustentationsgelder, übergebenen Vorstellung, ist §. 7 angeführt, die domcapitularische Receptur sey bis zum 1. Sept. 1813 im ruhigen Genusse dieser Gelder gewesen; in diesem Zeitpuncte aber habe das mittlerweile eingetretene Generalgouvernement des Großherzogthums Frankfurt die Zahlung sistirt, welche bis in die Hälfte des Jahres 1814, von wo an solche wieder geleistet werde, rückständig sey; auch im §. 15 der Vorstellung, wird der Fortbezahlung, vom 1. Juli 1814 an, gedacht. — Es handelt sich also hier von Rückständen des Jahres 1813 und resp. des vierten Quartals dieses Jahres, und von zwei Quartalen des Jahres 1814; aus welchen Gründen das vormalige Generalgouvernement des Großherzogthums Frankfurt die Zahlung abgelehnt hat, ist diesseits nicht bekannt.

Jene Rückstände, wenn auch dargelegt werden kann, daß solche bei Lebzeiten derer, denen die Sustentationen angewiesen waren, verfallen sind, können für eine Centrallast

des vormaligen Großherzogthums Frankfurt, bei welcher alle Staaten, aus welchen solches gebildet worden war, mithin auch die freie Stadt Frankfurt, zu concurriren hätten, aus folgenden Gründen nicht gehalten werden:

1) Durch den Reichsdeputationsschluß wurde den Individuen des vormaligen Mainzer Domcapitels eine Sustentation angewiesen, dieselbe wurde normirt und radicirt, und diese Dispostition hat selbst durch den Art. 2 der Rheinischen Bundesacte Bestätigung erhalten. Die freie Stadt Frankfurt hatte nichts inne, und besitzt nichts, worauf diese Radicirung geschehen ist, oder hätte geschehen können.

2) Hat der Kurfürst Erzkanzler, nachmalige Großherzog von Frankfurt, mehr geleistet, als er reichsgesetzmäsig zu leisten verpflichtet war, so geschah dieses aus persönlichem Wohlwollen, welches mit seiner Regierung endete. Hierdurch können

3) die resp. wieder eingetretenen Regierungen um so weniger verpflichtet worden zu seyn, geachtet werden, als die Individuen des vormaligen Domcapitels zu Mainz sicher nicht zu den serviteurs du grand-duché de Francfort, deren der Artikel 45 der Wiener Congreßacte gedenkt, und welche nach eben dem Deputationsschlusse behandelt werden sollen, durch welchen für jene bereits gesorgt war — gerechnet werden können, und da ausserdem, nach eben diesem Artikel der Congreßacte, Pensionen erst, vom 1. Juni 1814 an, bezahlt werden sollen, wonach also auch die Regierungen von allen rückwärts gehenden deßfallsigen Leistungen entbunden sind.

4) Besonders ist die freie Stadt Frankfurt in dem Falle, sich auf das letztere beziehen zu müssen, da sie, seit dem Monat December 1813, ihre in dieser Zeit bis zum Juli 1814 steigende Finanzlast allein und ohne alle Concurrenz getragen hat.

Dieß wird, wie man hofft, zur Aufklärung über die Bewandniß dieser Forderung, in Beziehung auf Frankfurt genügen, ohne daß es nöthig seyn kann, hier auch noch der Zeit, zu welcher die Rückstände erwachsen oder fällig geworden sind, besonders zu gedenken.

Beschluß.

Die übrigen betreffenden Gesandtschaften um Beibringung der erbetenen Auskunft zu ersuchen.

§. 28.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18[d] der Deutschen Bundesacte.

(2. Sitz. §. 13 d. J.)

Kurhessen. Je vollkommener Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von jeher von der Unrechtmäsigkeit des Nachdruckes überzeugt waren, und je weniger Sie denselben in Ihren Staaten begünstigt haben, mit desto grösserem Vergnügen haben Sie zu der deßfall-

ſigen Stipulation im Art. 18 der Bundesacte mitgewirkt, und deſto angenehmer wird es Ihnen ſeyn, wenn ein, das Eigenthum der Schriftſteller und Verleger ſichernder, allgemeiner Bundesbeſchluß recht bald zu Stande kommt.

Der von dem Ausſchuſſe dieſer hohen Verſammlung in der 4. Sitzung von 1819 hierzu vorgelegte Beſchluß, erſcheint Seiner König'lichen Hoheit im Ganzen ſo zweckmäſig und erſchöpfend, daß Sie keinen Anſtand nehmen, demſelben beizutreten. Nur unterlegen Sie der Beurtheilung Ihrer Mitverbündeten folgende Bemerkungen.

Zu Art. 1. Das Nachdrucken ausländiſcher Werke, würde, wenn es geſtattet wäre, den ausländiſchen Schriftſtellern und Verlegern wohl wenig ſchaden; deſto gröſſeren Nachtheil möchte aber der Deutſche Buchhandel durch Nachdrucker-Offizinen in den an Deutſchland grenzenden Staaten zu beſorgen haben, und das bloſſe Verbot des Verkaufs von Nachdrücken nicht im Stande ſeyn, ihn dagegen zu ſchützen. Eine Verſtändigung hierüber mit den benachbarten Staaten ſcheint demnach zweckmäſig.

Zu Art. 2 bis 4. Die Billigkeit dieſer Anordnung, welche den Erben eines Schriftſtellers die Früchte ſeiner Arbeiten ſichert, iſt einleuchtend, weniger aber der Unterſchied in der Zeit. Der Verleger ſcheint gleiche Rechte mit dem Schriftſteller genieſſen zu müſſen, der den Selbſtverlag übernimmt, und daher billig, daß kein Unterſchied in der Zeit gemacht werde.

Zu Art. 11 u. 12. Unter der Form weitläufiger Auszüge, kann allerdings ein eigentlicher Nachdruck verborgen, durch gedrängte Auszüge weitläufiger Werke aber die Wiſſenſchaft befördert werden. Auf ſie möchte daher das Verbot des Nachdruckes nicht auszudehnen ſeyn. Limnäus ſchrieb im 17. Jahrhundert ein Werk über das Deutſche Staatsrecht in mehreren Quartbänden unter dem Schutz eines Kaiſerlichen Privilegii. Kurz darauf trat ein Auszug, unter dem Titel: Limnaeus enucleatus, an's Licht. Der Verleger beſchwerte ſich, wurde aber abgewieſen. (S. Berger in suppl. ad Elect. disc. for. P. I. p. 362.) Es möchte demnach eine nähere Beſtimmung zweckmäſig ſeyn, unter welchen Bedingungen ein Auszug nicht als Nachdruck zu betrachten wäre.

Zu Art. 15 bis 19. Sehr wünſchenswerth wäre es, wenn alle Bundesſtaaten ſich zu gleichförmiger Befolgung der hier aufgeſtellten Grundſätze vereinigten, und die davon abweichenden Geſetzgebungen in ihren Staaten hiernach abänderten. Daß übrigens eine ſolche Vereinigung keine rückwirkende Kraft haben könne, verſteht ſich von ſelbſt.

Zu Art. 20. Die hier ſtatuirte Begünſtigung des Nachdruckes, indem er für einen Fall geſetzlich erlaubt wird, ſcheint dem im Art. 1 aufgeſtellten Begriffe des Nachdruckes zu widerſprechen und entzieht den Nachdrucker den Schimpf, der bisher das kräftigſte Schutzmittel rechtmäſiger Verleger war, indem ihm die Befugniß ertheilt wird, ſeine Werkſtätte

für jenen ausgenommenen Fall einzurichten. Nimmt man hierzu, daß dadurch der Weg zu zahlreichen Processen und Untersuchungen geöffnet wird und daß die Schwierigkeit nicht zu verkennen ist, das Maximum der Bücherpreise nach den Papiergattungen zu fixiren, so möchte es zweckmäßiger seyn, diesen Artikel vorerst ganz wegzulassen und sich eine weitere Bestimmung vorzubehalten, wenn die Erfahrung lehren sollte, daß die Begünstigung des Buchhandels von unbescheidenen Buchhändlern zu sehr mißbraucht würde.

§. 29.

Vorstellung des Nonnenconvents ad Stam Mariam in Fulda, rückständige Gefälle betreffend.

(2. Sitz. §. 12 d. J.)

Kurhessen. Zufolge des in der 16. vorjährigen Sitzung, §. 128, gefaßten Beschlusses, und des darin gestellten Ersuchens, haben Seine Königliche Hoheit der Kurfürst mich mit einer Aufklärung über die factischen und rechtlichen Verhältnisse der Reclamation des Nonnenconvents ad Stam Mariam in Fulda versehen zu lassen geruhet, welche ich brevi manu zu den Commissionsacten abgegeben habe; hier begnüge ich mich, nur noch Folgendes zu bemerken.

Die Liquidität der verschiedenen Einkünfte, welche dem Kloster seit 1810 vorenthalten werden, ist über allen Zweifel erhaben, auch von der Französischen und Großherzoglich-Frankfurtischen Regierung ausdrücklich anerkannt worden, und der Umstand, daß dieselben von der Letzteren nicht berichtigt worden sind, kann wohl keinen Rechtsgrund für die dermaligen Besitzer des Departements Fulda abgeben, die Zahlung zu verweigern, wie Königlich-Baierischer Seits in der 2. dießjährigen Sitzung behauptet worden ist. Verschieden aber können die Ansichten darüber seyn, ob die fraglichen Einkünfte als Centrallasten des vormaligen Departements Fulda, oder als Locallasten einzelner Theile, anzusehen seyen?

Es ist das Geschäft der Ausgleichungs-Commission, sich hierüber zu verständigen, und der Kurfürstliche Commissarius ist angewiesen, bei dem dermaligen Zusammentritte derselben eine nochmalige Verhandlung der Sache zu veranlassen.

Wäre eine solche Verständigung nicht zu bewirken, so wird die von Baiern auch bei dieser hohen Versammlung erklärte Ablehnung hoffentlich nicht den Sinn haben, eine richterliche Entscheidung ablehnen zu wollen. —

§. 30.

Capitals-Documente der reichskammergerichtlichen Sustentationscasse.

(12. Sitz. §. 56. 43. Sitz. §. 330 v. J. 1817. — 22. Sitz. §. 123 v. J. 1820. — 25. Sitz. §. 199 v. J. 1822.)

Präsidium: hält — auf Veranlassung des Antrages der Königlich-Würtembergischen Gesandtschaft, daß ihr das Document über ein, zu der reichskammergerichtlichen Sustenta-

tionscaſſe gehörig geweſenes, vorhin von Würtemberg zu vertretendes, jedoch bereits ſeit dem Jahre 1817 erloſchenes Capital an 4800 Fl. rhein. ausgehändigt werden möge — Vortrag über ſämmtliche Capitals-Documente der reichskammergerichtlichen Exemtionscaſſe, als eine die Bundescaſſe betreffende Angelegenheit, indem dieſe Documente zuletzt bei der Bundescaſſe aufbewahrt wurden und in dem Caſſen-Manuale des Bundescaſſiers noch in Einnahme ſtehen.

Hierauf wurde, nach den Anträgen des Herrn Referenten,

beſchloſſen:

1) daß der von dem vormaligen Großherzoglich-Badiſchen Bundestagsgeſandten, Herrn Staatsminiſter Freiherrn von Berckheim, der Bundescaſſe im Jahre 1817 ertheilten Quittung über den Empfang der, zuſammen auf 180,000 Fl. rhein. lautenden, zehn Partial-Obligationen des vormaligen Rittercantons Odenwald, jede zu 18,000 Fl., annoch das geſandtſchaftliche Siegel beizufügen und dieſe Quittung von dem Königlich-Baieriſchen und Königlich-Würtembergiſchen Herrn Bundestagsgeſandten mittelſt Unterſchrift und Siegel zu agnosciren ſey, ſodann aber obige Documente an 180,000 Fl. gegen jene vervollſtändigte Quittung bei der Caſſe in Ausgabe und Wegfall verſchrieben werden ſollen;

2) daß die in der Bundescaſſe befindliche Original-Schuldverſchreibung des vormaligen Schwäbiſchen Kreiſes, über 25,000 Fl. rhein., den Herren Bundestagsgeſandten von Baiern, Würtemberg, Baden, Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen, gegen gemeinſchaftliche formale Quittung, zur Caſſation auszuhändigen und bei der Caſſe in Ausgabe und Wegfall zu bringen ſey;

3) daß die, über das Capital der 30,000 Fl. rhein. bei Solms-Lich vorhandenen, in der Bundescaſſe befindlichen, drei Partial-Obligationen, jede zu 10,000 Fl., nebſt den zugehörigen agnatiſchen Conſens- und andern Documenten, den Herren Bundestagsgeſandten von Kurheſſen und Naſſau, ingleichen einem von dem Fürſtlichen Hauſe Solms zu beſtellenden Bevollmächtigten, gegen gemeinſchaftliche Quittung zu beliebiger Verfügung auszuantworten ſeyn und hierauf obige Documente bei der Caſſe, gegen dieſe Quittung, in Ausgabe und Wegfall geſtellt werden ſollen;

4) daß der von dem Kurheſſiſchen Herrn Geſandten im Jahre 1817 der Caſſe ertheilten Quittung, über den Empfang der Original-Schuldverſchreibung der Iſenburgiſchen Gemeinde Heuſenſtamm, über 540 Fl. rhein., annoch das geſandtſchaftliche Siegel beizufügen, ſodann aber das Document bei der Caſſe auf beſagte Quittung in Ausgabe und Wegfall zu bringen ſey, und

5) daß der provisorische Bundescassier Obigem gemäß das Nöthige zu besorgen habe.

Zugleich wurde auch noch

6) für angemessen erachtet und daher beschlossen, daß der vom Präsidio gehaltene Vortrag, loco dictaturae gedruckt, dem heutigen Sitzungs-Protokolle unter Zahl 1 beigefügt werde.

§. 31.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 17, eingereicht am 22. dieses Monats, von Friedrike Schick, Witwe des verstorbenen ehemal. Kammergerichts-Procurators, wiederholtes Gesuch, die Verwilligung des Rückstandes der provisorischen Pension ihres Mannes von 2280 fl. betreffend.

Num. 18, einger. den 24. dieses Monats, von dem vormal. Reichskammergerichts-Protokollisten Wagner zu Wetzlar, erneuertes Pensionsgesuch.

wurden an die betreffende Commission abzugeben beschlossen.

Folgen die Unterschriften.

Fünfte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 6. März 1823.

In Gegenwart

aller in der vierten Sitzung Anwesenden;

mit Ausnahme

des Königlich-Würtembergischen Herrn Gesandten, Freiherrn von Wangenheim.

§. 32.

Substitutionen.

Präsidium zeigt an, daß zu den noch fortdauernden Substitutionen, wie sie in der letzten Sitzung bestanden hätten, heute auch die Substitution des Kurfürstlich-Hessischen Herrn Gesandten von Lepel für den Königlich-Würtembergischen Herrn Gesandten, Freiherrn von Wangenheim, hinzugekommen sey.

§. 33.

Die Anbringung Fuldaischer Auseinandersetzungs-Angelegenheiten betr.

Preussen. Die diesseitige Bundestagsgesandtschaft würde schon im Verlaufe vorjähriger Sitzungen, und namentlich auf Anlaß mehrerer in der 16. Sitzung vorgekommener Gegenstände, eine, die hiesige Berührung Fuldaischer Auseinandersetzungs-Angelegenheiten betreffende, allgemeine Bemerkung zu machen genöthigt gewesen seyn, wenn nicht bei damals eingetretener Vertagung das Bedürfniß dahin gehöriger Erwägungen fürs erste weggefallen wäre.

Dermalen nun aber, wo die commissarische Auseinandersetzung mit erneuerter Thätigkeit betrieben wird, können die reclamirenden Interessenten auf die daher zu erwartende Erledigung um so bestimmter in allen den Fällen verwiesen werden, wo nicht deutlich vorliegt, daß die Erledigung von daher entweder nicht mehr zu erwarten oder auch gar nicht zu erwarten gewesen sey. Da aber auch ausserdem diejenige Connexität von Ge-

genständen und Beziehungen, die bei Auseinandersetzungen so vielseitiger und verwickelter Art unabweichlich in vorzüglichem Maase statt findet, wenigstens fürs erste eine noch weiter gehende Vorsicht zu fordern scheint; so glaubt man diesseits, in allgemeiner Mitberücksichtigung der in der dießjährigen 2. Sitzung stattgehabten hierher gehörigen Berührung, zugleich aber auch in Beziehung auf früher beurtheilte hierher gehörige Gegenstände, nunmehr zu der Aeusserung und dem Antrage veranlaßt zu seyn:

daß, auf früher erfolgte oder noch erfolgende Anbringung Fuldaischer Reclamations-Angelegenheiten, eine fernere oder eine neu eintretende Verhandlung nicht statt finde, wenn nicht aus den erfolgten oder noch erfolgenden Eingaben auf einfache und völlig zuverlässige Weise zu entnehmen ist, daß der näher berührte Gegenstand entweder aus der commissarischen Regulirung bereits ganz geschieden und als daselbst nicht weiter vorkommend zu betrachten, oder überall dahin nicht gehörig gewesen, auch mit den Gegenständen dieser Regulirung nicht in solcher Art conner sey, daß die hiesige Beurtheilung und Behandlung das Interesse sämmtlicher commissarisch mit verhandelnder Regierungen, oder doch einzelner unter ihnen, compromittiren könnte. —

Hierauf wurde

beschlossen:

diese Erklärung an die Reclamations-Commission abzugeben.

§. 34.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen.

(4. Sitz. §. 27 d. J.)

Preussen. Wiewohl diesseitige Gesandtschaft von der erneuerten hiesigen Anregung dem allerhöchsten Hofe Bericht erstatten wird, so kann dieselbe doch nicht erwarten, mit dem Auftrage zu Aeusserungen versehen zu werden, die gegenwärtig nur einen ferneren Beitrag zu Discussionen darbieten würden, welche wenigstens so lange nicht hierher gehören, als der Gegenstand bei der betreffenden Commission der bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen noch keine Entscheidung irgend einer Art gefunden hat, sondern bei derselben unerledigt vorliegt. Da letzteres von den Reclamanten selbst ausdrücklich bemerkt wird, so konnte auch ihr Gesuch füglich nur dahin gerichtet werden, daß die vorbemerktermaßen betheiligten Regierungen zu geförderter Entscheidung veranlaßt werden möchten. Die Reclamanten sind aber in keiner Art befugt, ihre Alternative, wie es geschehen, auf zu bewirkende Befriedigung oder Austrägaleinleitung zu stellen; und es

kann auf eine ſolche Alternative hier dermalen nicht eingegangen werden. Demnach ſind auch die in Anſpruch genommenen Regierungen für jetzt nicht in dem Falle, Erörterungen hier beizubringen, welche, ſobald ſie einigermaßen in den Gegenſtand eingehen, nur einen, dermalen hier ganz vergeblichen Streit über entgegenſtehende Anſichten entwickeln könnten. Die dieſſeitige Bundestagsgeſandtſchaft kann demnach auch in dieſer Beziehung zu allgemeiner gefälliger Erwägung nur diejenige Anſicht ſtellen, welche ſie in Betreff der hier in Berührung gekommenen Fuldaer Angelegenheiten bereits vorgelegt hat, und dieſes um ſo mehr, da mit der erneuerten lebhafteren Betreibung dieſer Angelegenheiten ſich auch die Ausſicht auf demnächſt zu erwartende gleichmäſige Förderung der noch übrigen Regulirung der Centralverhältniſſe des Großherzogthums eröffnet hat. —

Dieſe Erklärung wurde nicht minder an die Reclamations-Commiſſion abgegeben.

§. 35.

Des Kur- und Oberrheiniſchen Kreiſes Penſions- u. Schuldenweſen, insbeſondere 1) die Forderung des Georg Friedrich Belli an die vormaligen Kur- und Oberrheiniſchen Kreiscaſſen betreffend.

(24. Sitz. §. 186 v. J. 1822.)

Die Königlich-Baieriſche und Kurfürſtlich-Heſſiſche Bundestagsgeſandtſchaften tragen vor: In der 24. Sitzung vom 11. Juli 1822 iſt beſchloſſen worden, die Vorſtellung der Erben des vormaligen Obereinnehmers der beiden Kreiſe Kur- und Oberrhein, Regierungsraths Belli, um Herausgabe der geſtellten Dienſtcaution von 8,000 Fl., nebſt rückſtändigen Zinſen, an die für das Kur- und Oberrheiniſche Kreisſchuldenweſen beſtehende Commiſſion abzugeben und deren beſonderen Berückſichtigung zu empfehlen.

Dieſe Commiſſion, der die fragliche Forderung vorlängſt bekannt war, iſt des Dafürhaltens, daß ſie, als vorzüglich privilegirt, einer vorzüglichen Berückſichtigung um ſo mehr werth ſey, als jenes Cautions-Capital auf eine in keinerlei Hinſicht zu billigende Weiſe der Kurrheiniſchen Kreiscaſſe überlaſſen und zu einer partiellen Zinſenzahlung verwendet worden ſey, wodurch es denn die Natur einer Kurrheiniſchen Kreisſchuld angenommen habe.

Nachdem jedoch dieſe widerrechtliche Verwandlung die Verbindlichkeit der Kreisſtände, zu deren Sicherheit die Caution deponirt war, dieſes Depoſitum zurückzugeben, ſobald der Deponent und Cautionsſteller ſich ſeiner Rechnungs-Verbindlichkeit entledigt hatte, nicht aufzuheben vermag, und der Regierungsrath Belli ſchon im Jahre 1806, nach gehörig geſtellten und adjuſtirten Kreisrechnungen, ſein vollſtändiges Abſolutorium erhalten hat, mithin ſchon damals die Caution zurückzufordern vollkommen berechtigt war; ſo iſt die Commiſſion weiter der Meinung, daß es nicht allein unbillig ſeyn würde, die Reclamanten, welche

seit sechzehn Jahren Zinsen und Zwischenzinsen entbehren, auf den so weit aussehenden endlichen Ausgang der so verwickelten Auseinandersetzung und Regulirung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschuldenwesens zu vertrösten, sondern daß es auch ein ganz unverfängliches und unpräjudicirliches Mittel gebe, die Reclamanten zufrieden zu stellen.

Die definitive Regulirung des Kurrheinischen Kreisschuldenwesens findet theils in der ganz eigenen Verfassung dieses vormaligen Reichskreises, besonders aber wegen des zum Behufe der Lüttticher Execution aufgenommenen Capitals von 200,000 Fl., Schwierigkeiten, woran schon alle Bemühungen der in den Jahren 1804 bis 1806 hier bestandenen Executions-Commission, so wie der nachher von 1807 bis 1812 statt gehabten Convente, gescheitert sind.

Es war nämlich dieses Capital unter die vier rheinischen Kurhöfe, nicht nach dem Matrikularanschlage, wonach

Kurmainz	67,951	Fl. 11	Kr.
Kurtrier	30,122	" 3	"
Kurköln	67,951	" 11	"
Kurpfalz	33,975	" 35	"

hätten erhalten sollen, sondern nach dem Verhältnisse der Truppen vertheilt worden, welche die vier Kurhöfe zur Urtheils-Vollstreckung aufstellten, wonach

Kurmainz	68,110	Fl. 52	Kr.
Kurtrier	37,922	" 28	"
Kurköln	22,408	" 20	"
Kurpfalz	71,558	" 20	"

erhielten.

Diese Repartition würde auch keinem Theile zum Nachtheile gereicht haben, wenn die vier Kurhöfe, so wie sie das Capital gemeinschaftlich aufgenommen, auch eben so gemeinschaftlich es von dem, zum Ersatze der Executionskosten verurtheilten, Lütticher Lande wieder beigetrieben und an die Kreiscasse eingeliefert hätten. Nachdem aber die drei geistlichen Herren Kurfürsten sich damals mit Lüttich in privative Verhandlungen wegen des Ersatzes einliessen, das, was sie im Augenblick erhalten konnten, erhoben und nicht zur Kreiscasse ablieferten, sondern zu andern Zwecken verwendeten, so sind daraus die oben berührten Verwickelungen und Schwierigkeiten erwachsen.

Es mögen nun aber dieselben auf dem Wege der Güte oder durch richterlichen Spruch beseitigt werden, so ist ein Umstand klar und ausser Zweifel, daß nämlich ein ansehnlicher Theil dieser Schuld auf die diesseits rheinischen Reste der Trierischen und Cölnischen Kurlande fallen muß, die bisher noch gar nichts davon übernommen haben. Die Krone Preussen

besitzt die Letzteren ganz und die Ersteren zum grossen Theile, dürfte demnach, ohne alle Besorgniß einer Ueberzahlung, die Befriedigung der Belli'schen Erben rücksichtlich des Cautions-Capitals von 8,000 Fl. nebst Zinsen, unter Vorbehalt der Aufrechnung bei der definitiven Auseinandersetzung, übernehmen können, und die bei mehreren Gelegenheiten erprobten loyalen Gesinnungen dieser Regierung, lassen eine gewierige Entschliessung im voraus hoffen.

Unter diesen Umständen dürfte der Antrag gerechtfertigt erscheinen, daß diese hohe Versammlung den Königlich-Preussischen Herrn Bundestagsgesandten ersuche, sich bei seiner allerhöchsten Regierung dafür verwenden zu wollen, daß dieselbe, unter Vorbehalt der Aufrechnung bei der dereinstigen Regulirung des Kurrheinischen Kreisschuldenwesens, übernehme, den Erben des verstorbenen Regierungsraths Belli dessen Cautions-Capital von 8,000 Fl. im 24 Fl. Fuße, sammt den seit dem 14. September 1806 rückständigen Zinsen, zu bezahlen.

Hierauf wurde einhellig nach dem Antrage

beschlossen:

daß der Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesandte ersucht werde, sich bei seiner allerhöchsten Regierung dahin verwenden zu wollen, daß dieselbe, unter Vorbehalt der Aufrechnung bei der dereinstigen Regulirung des Kurrheinischen Kreisschuldenwesens, es übernehme, den Erben des verstorbenen Regierungsraths Belli dessen Cautions-Capital von 8,000 Fl. im 24 Fl. Fuße, sammt den seit dem 14. September 1806 rückständigen Zinsen, zu bezahlen.

Der Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesandte, Graf von der Goltz, äusserte dagegen, daß er seinem Hofe hierüber unverweilt Bericht erstatten wolle.

§. 36.

2) Das Pensionsgesuch des Christian Joseph Dieze, als vormaligen General-Münzwardeins, betreffend.

(14. Sitz. §. 116 v. J. 1822.)

Dieselben Gesandtschaften: Zufolge des in der 14. Sitzung vom 2. Mai 1822 gefaßten Beschlusses über das Pensionsgesuch des vormaligen General-Münzwardeins der Kreise Kur- und Oberrhein, Christian Joseph Dieze, ist von den subdelegirten Commissarien zu Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschulden- und Pensionswesens Aufklärung begehrt und ertheilt worden, welche im Wesentlichen dahin geht:

Der Reclamant erhielt im Jahre 1802, durch Beschlüsse der Kreisversammlungen von Kur- und Oberrhein, die Anwartschaft auf die Stelle und den Gehalt seines Vaters, falls er in der vorzunehmenden Prüfung gut bestehen würde; er unterwarf sich derselben noch im nämlichen Jahre, bestand rühmlich, und wurde darauf im Jahre 1804 nicht nur förmlich

seinem Vater adjungirt, sondern auch bei beiden Kreisen als Kreis-Münzwardein, obwohl vorerst ohne Gehalt, in Eid und Pflichten genommen.

Nach Auflösung des Deutschen Reichs-, mithin auch des Kreisverbandes, trat sein Vater in Großherzoglich-Badische Dienste, und von diesem Augenblicke an, macht der Reclamant Anspruch auf dessen Gehalt. Nun steht demselben zwar die Betrachtung entgegen, daß ihm bei der ertheilten Adjunction ausdrücklich erklärt worden war, wie er nur nach Ableben oder Austritt seines Vaters dessen Stelle und Gehalt anzusprechen habe, daß sein Vater erst im November des Jahres 1806, also zu einer Zeit seine Stelle verließ, wo mit der Reichs- und Kreisverfassung auch die Stelle eines Kreis-Münzwardeins erloschen war, und daß in eine nicht mehr existirende Stelle ein Adjunct natürlich nicht eintreten kann.

In Erwägung jedoch, daß

1) der Reclamant, gestützt auf die Versicherungen beider Kreisversammlungen, sich mit Fleiß, Zeit- und Kostenaufwand einem Fache und Studium gewidmet habe, welches ihm, bei sonst sehr beschränkten Versorgungsaussichten, nur in der zugesagten Stelle seine Existenz sichern konnte; daß

2) er schon wirklich bei beiden Kreisen Dienste geleistet habe, mithin als ein wirklicher Kreisdiener anzusehen sey, der die Analogie der §§. 54, 58 und 59 des Deputationsschlusses um so mehr für sich anführen könne, als die Stelle, die seine Existenz sichern sollte, nicht durch Zufall, oder höhere Gewalt, sondern durch freies Wirken der nämlichen Reichs- und Kreisstände, welche dem Reclamanten Versorgung zugesichert hatten, erlosch; daß endlich

3) bei den wegen der Regulirung der Kreisverhältnisse statt gehabten Conventen, einige der vorzüglich betheiligten vormaligen Kreisstände, namentlich Fürst Primas und Baden, für Anerkennung des Reclamanten in dem Verhältnisse als General-Münzwardein und für Zuerkennung seines vollen Gehalts bei beiden Kreisen gestimmt haben; hat die Commission sich veranlaßt gesehen, ihn auf den Etat der Pensionisten beider Kreise, vom 15. November 1806 an, aufzunehmen.

Bei gänzlich mangelnden Fonds zu Realisirung dieser Pensionsforderung, befindet sich mittlerweile der Reclamant in einer äusserst drückenden Lage, durch seine Gläubiger genöthigt, im Auslande durch unbedeutende Handelsgeschäfte einen unsichern und kümmerlichen Lebensunterhalt zu suchen, und bei den entfernten Aussichten zu einer definitiven Regulirung des Kreisschulden- und Pensionswesens, findet die Commission der Lage der Sache und der Billigkeit angemessen, daß einstweilen durch vorläufige Bewilligungen für den nothdürftigen Lebensunterhalt des Reclamanten gesorgt werde.

Sie schlägt zu diesem Ende unmaasgeblich vor, daß, von den an beiden Kreisen Kur-

und Oberrhein betheiligten vorzüglichen Staaten, dem Reclamanten, vom 1. Januar dieſes Jahres anfangend, eine jährliche Unterſtützung von 800 Fl. bewilligt werden möge, wozu die Oberrheiniſchen Kreistheilhaber in dem nämlichen Verhältniſſe, wie bei der Penſion des Oberſten von Mogen, zu concurriren, und Preuſſen wegen der Reſte des Kurrheiniſchen Kreiſes das Uebrige beizutragen hätte, welchem nach

Preuſſen wegen Oberrhein . .	39 Fl.	
" " Kurrhein . .	341 "	. . 380 Fl.
Baiern		. . 50 "
Baden		. . 60 "
Kurheſſen		. . 60 "
Großherzogthum Heſſen . . .		. . 80 "
Naſſau		. . 80 "
Frankfurt		. . 90 "
		Summa 800 Fl.

zu entrichten haben würden.

Von dieſer hohen Verſammlung wird es nun abhängen, ob ſie, übereinſtimmend mit dem eben gedachten Vorſchlage, ein deßfallſiges Erſuchen an die betheiligten Regierungen beſchlieſſen will. Vermöge der vom Bunde übernommenen Garantie der das Schuldenweſen betreffenden Verfügungen des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes von 1803, dürfte dieſes ohne allen Zweifel in ihrer Competenz liegen.

Sämmtliche Geſandtſchaften vereinigten ſich mit dem Antrage; daher

Beſchluß:

daß die betheiligten Regierungen erſucht werden, dem Reclamanten, vom 1. Januar dieſes Jahres anfangend, eine jährliche Unterſtützung von 800 Fl. zu bewilligen, wozu die Oberrheiniſchen Kreistheilhaber etwa in dem nämlichen Verhältniſſe, wie bei der Penſion des Oberſten von Mogen, zu concurriren hätten, und Preuſſen wegen der Reſte des Kurrheiniſchen Kreiſes das Uebrige beitragen würde.

§. 37.

Beſoldungs- und Penſions-Rückſtände der zum vormaligen Kaiſerlichen und Reichskammergerichte gehörigen Perſonen betreffend.

(3. Sitz. §. 19 d. J.)

Der Herr Geſandte der ſechzehnten Stimme erklärt:

1) für Liechtenſtein. Seine Durchlaucht, Höchſtwelche von jeher in Abführung der Kammerzieler die größte Pünctlichkeit haben beobachten laſſen und nie im Rückſtande

verblieben ſind, können die Anſicht nicht theilen, daß, weil andere vormalige Reichsmitſtände ihre dießfälligen Obliegenheiten nicht erfüllt haben, und ſich weigern, die liquiden Rückſtände abzuführen, nunmehr auch ſolche, die Nichts ſchuldig ſind, nochmals zur Mitleidenheit herangezogen werden dürfen; daher Höchſtdieſelben es für Ihre Pflicht halten, Sich gegen jede deßfallſige, den Unterthanen ohnehin zur Laſt fallende, Zahlung zu erklären.

Was die von dem Herrn Grafen von Reigersberg angeſprochene Vergütung betrifft, ſo werden Seine Durchlaucht Ihren Antheil entrichten laſſen, ſobald alle übrigen Deutſchen Staaten ſich dazu verſtanden haben.

2) für das Geſammthaus Reuß. Die Durchlauchtigſten Fürſten älterer und jüngerer Linie Reuß genehmigen die von der ernannten Bundestags-Commiſſion zur Berichtigung des kammergerichtlichen Penſionsweſens, in Bezug auf die Rückſtände der Mitglieder des Kammergerichts, des noch lebenden Canzleiperſonals und der Erben verſtorbener Canzleiperſonen, geſchehenen beiden Anträge, und haben mich beſonders angewieſen, den erſten Antrag der Commiſſion nicht nur möglichſt zu unterſtützen, ſondern auch die Verwendung des Bundestags bei den betreffenden Höfen für deſſen Annahme in Anſpruch zu nehmen. Eventuell genehmigen auch Höchſtdieſelben den zweiten Antrag und werden Ihren Beitrag zur erforderlichen Summe der 58,162 Fl. 22 Kr. nach der Matrikel leiſten laſſen. Sollte die Zahlung der Penſionsrückſtände der Kammergerichts-Procuratoren und Advocaten allgemein bewilligt werden, ſo ſind Ihre Hochfürſtlichen Durchlauchten geneigt, auch hierzu Ihren matrikularmäſigen Beitrag zu entrichten.

Den Beitrag zur Berichtigung des von dem vormaligen Reichskammerrichter, Herrn Grafen von Reigersberg, gemachten Vorſchuſſes hat das Fürſtlich-Reuſſiſche Geſammthaus längſt gezahlt und kann alſo zu ferneren Beiträgen ſich auf keine Weiſe veranlaßt finden.

3) für Schaumburg-Lippe. Seine Durchlaucht treten zwar dem Antrage der Commiſſon unter I: wem und wie viel an Rückſtänden bezahlt werden ſoll? bei; können jedoch in Betreff der Frage unter II: wie dieſe Poſten in der Wirklichkeit zu decken? nicht ſo unbedingt beiſtimmen.

Die Commiſſion führt ſelbſt an, daß alle dieſe Rückſtände von den rückſtändigen Kammerzielern gedeckt werden könnten. Es ſind mithin mehrere Staaten hiemit im Rückſtande. Unter dieſe kann Schaumburg-Lippe aber nicht gerechnet werden, da ſolches alle Kammerzieler bis zu Ende des Jahres 1816 bezahlt hat. In dieſer Lage ſind viele andere Staaten auch, und ſie würden durch den in Antrag gebrachten Zuſchuß nach der Matrikel alſo wirklich doppelt herangezogen, während Andere durch den Beitrag nach der Matrikel (wie die Commiſſion ſelbſt anführt) nicht ſo viel bezahlen, als die Rückſtände betragen.

Seine Durchlaucht haben aber auſſerdem, zu dieſem wohlthätigen Zwecke, ſchon auſſerordentliche Beiträge als Gratificationen, namentlich, im Jahre 1814, 100 Rthlr., und im Jahre 1815, 111 Rthlr. 4 Groſchen im 20 Fl. Fuße, auszahlen laſſen (das im Jahre 1816 bewilligte halbe Kammerziel ungerechnet), und es würde alſo in der That eine völlig ungleiche Vertheilung der Laſt entſtehen, wenn Schaumburg-Lippe nun Beiträge abgefordert würden, während andere Länder noch nicht einmal ihre Schuldigkeit erfüllt hätten. Die Schwierigkeiten, welche bei manchen Rückſtandsforderungen eintreten, ſind freilich nicht zu verkennen; bei den Ländern indeſſen, welche in der fraglichen Zeit unter verſchiedenen Regierungen geweſen ſind, müßte man ſich vorerſt an die jetzigen Beſitzer halten, welche die Repartition mit den vorigen auszugleichen hätten.

Da, beim richtigen Abtrage aller Kammerzieler, ein ſo bedeutender Ueberſchuß geweſen wäre, als die Commiſſion pag. 770 ihres Berichtes angiebt, ſo kann in der That manche unausgemachte Forderung an Kammerzielern wegfallen, ohne daß ein Deficit entſteht.

Die Forderung des Herrn Grafen von Reigersberg haben Seine Durchlaucht, auſſer den Kammerzielern und ſchon erwähnten Gratificationen, pro rata auszahlen laſſen.

Höchſtdieſelben müſſen dafür halten, daß alle Staaten, welche alle Kammerzieler bezahlt haben, mit Recht verlangen können, daß alle übrigen Staaten, bei denen dieſes noch nicht der Fall iſt, wenigſtens die unbeſtrittenen Rückſtände an Kammerzielern erſt abtragen, und, wenn ſich alsdann noch ein wirkliches Deficit ergäbe, und wenn die ſtreitigen Beiträge auf keine Art herbeigezogen werden könnten (was bei dem guten Willen der betreffenden Regierungen nicht zu erwarten iſt), ſo könnte alsdann erſt dieſes Deficit durch Beiträge nach der Matrikel gedeckt werden.

Hierzu werden alsdann auch die Forderungen der Procuratoren und Advocaten (pag. 766, Num. 4) ad 56,000 Fl., die übrigens nur auf der Billigkeit beruhen, gerechnet werden können. Von einer andern Seite ſcheint es unbillig, die rückſtändigen Forderungen der verſtorbenen Canzleiperſonen auf $\frac{1}{2}$ oder auf $\frac{1}{3}$ herabzuſetzen, denn daß ſie früher geſtorben ſind, ehe dieſe Sache regulirt werden konnte, kann ihrem einmal anerkannten Rechte nicht ſchaden.

Eine weitere Erklärung wird, wenn ſie erforderlich ſcheinen ſollte, noch vorbehalten.

4) für Lippe. Es ſcheint Seiner Durchlaucht unbillig, von dem ſonſt gewöhnlichen gerechten und genügenden Deckungsmittel, wie die Bundestags-Commiſſion ſelbſt anerkennt, nach ihrem Antrage gänzlich zu abſtrahiren und jenes durch Heranziehung aller Staaten in der Suſtentations-Angelegenheit, ohne Rückſicht auf die von ihnen reſpective bezahlten und rückſtändigen Kammerzieler, ſurrogiren zu wollen.

Wenn zuvor die Einziehung der liquiden Rückstände und die Beseitigung der Differenzen wegen der streitigen Beiträge im ordnungsmäßigen Wege möglichst befördert seyn wird, so kann auf Seiner Durchlaucht Zustimmung zur liberalen Deckung der sodann noch erforderlichen Summe gerechnet werden, wesfalls Sich Höchstdieselben weitere Erklärung vorbehalten.

5) für Waldeck. Seine Durchlaucht sind damit einverstanden, daß

I. ad 1 und 2 des Commissionsberichts, die liquiden rückständigen Pensionen von 61,758 Fl. 9 Kr. an die genannten Angehörigen des vormaligen Reichskammergerichts nachgezahlt werden.

Dagegen können Sich Höchstdieselben nicht dazu verstehen, zu Bezahlung der übrigen Posten

ad 3, 4 und 5 einen weitern Beitrag zu leisten, wobei erinnert wird, daß Seine Durchlaucht Ihre Rate zu der Forderung des Herrn Grafen von Reigersberg, vorbehaltlich deren demnächstigen Berechnung, bereits haben berichtigen lassen.

II. ad 1 finden Höchstdieselben Nichts dagegen einzuwenden, daß der Rückstand zu 27,795 Fl. 47 Kr., im Fall Baiern und Würtemberg die verlangte Nachzahlung verweigern sollten, von denjenigen Staaten, welche ihre Kammerzieler nicht völlig bis zum 31. December 1816 bezahlt haben, ausschließlich entrichtet werde, in so fern die Vertheilung unter dieselben nach der Bundesmatrikel geschieht.

Uebrigens kann man den Satz nicht anerkennen, daß diejenigen Länder, welche unter fremder Herrschaft gestanden, von Entrichtung der, während dieser Herrschaft rückständig gewordenen, Kammerzieler, so wie die mediatisirten Reichsstände und die Souverainetäts-Herren von Erfüllung einer gleichen Schuldigkeit frei gegeben werden müßten. Denn der Ersteren Verbindlichkeit ruht nicht auf der Person des Landesherrn, sondern auf den Unterthanen, welche durch den Wechsel der Regenten nicht verändert worden ist. Was hingegen die Mediatisirten vor der Mediatisation schuldig waren, dessen sind sie dadurch nicht enthoben worden, und in so fern andere Bundesfürsten die Souverainetäts-Rechte über der Ersteren Länder erworben, ist auch deren Obliegenheit zu Bezahlung der Kammerzieler auf sie übergegangen.

Darnach wird sich also die nachzuzahlende Summe um so mehr verändern müssen, als kein Staat schuldig ist, für den andern Kosten zu übernehmen, die diesem rechtlich aufliegen.

§. 38.

Geschäftsführung in der Eingaben-Commission betreffend.

(26. Sitz. §. 212 v. J. 1822.)

Der Herr Gesandte der freien Städte, giebt deren Aeusserung ab, über den Vorschlag der Königlich-Preussischen Gesandtschaft, in Beziehung auf einige Verbesserungen

in der Geschäftsführung der Eingaben-Commission (24. Sitzung §. 183 vorigen Jahres), worauf

beschlossen

wurde, dieselbe der Bundestags-Commission zur Revidirung der Geschäftsordnung zuzustellen, loco dictaturae drucken zu lassen und diesem Protokolle unter Zahl 2 anzufugen.

§. 39.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 19, eingereicht am 28. Februar laufenden Jahres, von der Fürstlich-Isenburgischen Rentkammer zu Offenbach, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse, im Betrage von 9,108 Fl. 15 Kr.

Num. 20, einger. den 28. Februar, von Horix zu Mainz für den Zimmermeister Joseph Fahrenkopf und die Witwe Wetzel das., Bitte um baldige Zahlung der Reichsoperationscasse-Forderungen.

Num. 21, einger. den 4. März, von dem Registrator Hofmann zu Aschaffenburg, Erinnerungsgesuch in Betreff der den Individuen des Mainzer Exjesuitenfonds auf die Orte Cassel und Kostheim gewiesenen und seit dem 1. October 1806 rückständig verbliebenen Pensionsraten.

wurden den betreffenden Commissionen übergeben.

Folgen die Unterschriften.

Sechste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 13. März 1823.

In Gegenwart

aller in der fünften Sitzung Anwesenden;

Wieder hinzugekommen war:

der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim.

§. 40.

Legitimation der zu der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung abgeordneten Generale und Stabsofficiere.

(13. Sitz. §. 102. 17. Sitz. §. 146 v. J. 1822.)

Hannover. Der Herr Gesandte zeigte an, daß Ihro Königliche Majestät dem Generallieutenant von Hinüber die Stimmführung in der Militärcommission übertragen haben, welche am 19. März von der zweiten Division des zehnten Armeecorps auf die erste übergehen wird.

Hierauf wurde

beschlossen:

der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung auf herkömmliche Art hievon Nachricht zu ertheilen.

§. 41.

Beschwerdesache der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger und Besitzer der Partial-Obligationen lit. D, die Zahlung der rückständigen Zinsen und verfallenen Capitalien, insbesondere

Gesuch der Frankfurter Inhaber solcher Obligationen, um ein Beförderungsschreiben an das niedergesetzte Austrägalgericht betreffend.

(3. Sitz. §. 22 d. J.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim, erstattet folgenden Vortrag über das (Zahl 16 dieses Jahres eingekom-

mene) Gesuch der Frankfurter Inhaber von Kurpfalzbaierischen 5½ proc. Lit. D-Obligationen, um ein Beförderungsschreiben an das niedergesetzte Austrägalgericht.

« Wenn gleich niemand » — so sagt der in oben rubricirter Sache bevollmächtigte Dr. Ehrmann in seiner am 12. Februar dieses Jahres eingegebenen Schrift (Num. 16) — « wenn gleich niemand das hohe Interesse verkennen kann, das Anwalts Principalen an der rubricirten Angelegenheit haben; wenn gleich mehrere Beschlüsse dieser hohen Versammlung explicite aussprechen, daß sich die betheiligten Subjecte, sowohl des Capitals als des Zinsenpunctes halber, an das niedergesetzte Austrägalgericht zu wenden haben: so hat doch, ohne dieses zu berücksichtigen, belobter Gerichtshof den Supplicanten jede Einmischung verwehrt, hat sich geweigert, über den in Rechten so privilegirten Zinsenpunct — einem berührten Präjudice entgegen — vor entschiedener Hauptsache etwas zu verfügen, und hat somit die Interessenten in die Unmöglichkeit versetzt, ihre Rechte unmittelbar zu wahren ».

« Da nun zu diesem Umstande der bereits längst erfolgte Ablauf der verfassungsmäßigen Entscheidungszeit hinzutritt, auf dessen Wahrung diese hohe Versammlung um so mehr zu wachen sich berufen finden wird, wenn betheiligten Personen, die dieserhalb durch die Wiener Schlußacte unter ihren Schutz speciell gestellt sind, über Verletzung jener vertragsmäßigen Vorschriften und über die Unmöglichkeit, rechtliches Gehör zu erhalten, klagen; so wird es dem Unterzeichneten erlaubt seyn, zu bitten:

die hohe Bundesversammlung wolle geruhen, an das gewählte und committirte Austrägalgericht, das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Oberappellationsgericht zu Celle, ein nachdrückliches Beförderungsschreiben zu erlassen ».

Gutachten.

Früher, als diese Vorstellung eingegeben wurde und zum Vortrage gebracht werden konnte, hat das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Oberappellationsgericht zu Celle, als gewähltes und committirtes Austrägalgericht, in zwei Anzeigen, wovon die erste vom 6. Mai 1822 (Prot. S. 523), die zweite vom 4. Februar dieses Jahres datirt ist (Prot. S. 51), nachgewiesen, daß und warum dasselbe ausser Stand gewesen sey, den vor ihm obschwebenden Rechtsstreit, in Sachen der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger und Besitzer der Partial-Obligationen lit. D, die Zahlung der rückständigen Zinsen und Capitalien betreffend, innerhalb der, in dem Bundesbeschlusse vom 16. Juni 1817 Art. III Num. 8 bestimmten, einjährigen Frist, durch ein von ihm abzugebendes Erkenntniß zu beendigen.

Diese hohe Versammlung hat diese Nachweisung in ihren Beschlüssen vom 15. Juli 1822 und vom 20. Februar dieses Jahres für hinlänglich begründet anerkannt.

Es ist hier nicht der Ort, diese Beschlüsse zu rechtfertigen; wenn sich inzwischen der Anwalt der Reclamanten an die Erklärungen der Großherzoglich-Badischen Gesandtschaft

in den Protokollen vom Jahre 1820, Seite 670 ff., und in den Protokollen vom Jahre 1821, §§. 33, 73, 93 und 124, und die darüber gepflogenen Verhandlungen und daran erinnern will, daß, nach dem Artikel 22 der Schlußacte, dem Austrägalgerichtshofe die Leitung des Processes und die Entscheidung des Streits in allen seinen Haupt- und Nebenpuncten uneingeschränkt und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesregierung zusteht: so wird sich derselbe leicht überzeugen, daß die Ansicht des Oberappellationsgerichts zu Celle von der des Oberappellationsgerichts zu München nicht abhängig gemacht werden konnte, und daß diese hohe Versammlung einer Verschiedenheit der Ansichten über so wichtige Gegenstände nur auf dem Wege, den sie in der That eingeschlagen hat, nämlich auf dem Wege einer Gesetzgebung für künftige Fälle, vorbeugen dürfte.

Da nun, unter diesen Umständen, der im Artikel 22 der Schlußacte vorgesehene Fall einer Zögerung von Seiten des Gerichts — der einzige, in welchem die Bundesversammlung ermächtigt ist, sey es auf Anrufen der streitenden Theile oder von Amtswegen, Verfügungen zu erlassen — nicht eingetreten ist; so kann zwar dasjenige, um was gebeten wurde, nicht verfügt werden: allein es wird, wenn der rechtliche Anspruch der Reclamanten darauf, daß der zwischen mehreren Staaten obschwebende Rechtsstreit, von dessen Erledigung die Befriedigung ihrer überall unbestrittenen Forderung allein abhängt, in der möglich kürzesten Zeit wirklich zur Entscheidung gebracht werde, nicht ganz vereitelt werden soll, dennoch dasjenige verfügt werden müssen, was geeignet seyn wird, dem 30. Art. der Schlußacte, in Verbindung mit der Num. 8 des III. Artikels des Bundesschlusses vom 16. Juni 1817, die bundesverfassungsmäßige Vollziehung zu sichern.

Aus der Anzeige des Königlich-Großbritannisch-Hannöverischen Oberappellationsgerichts zu Celle vom 4. Februar 1823 geht nun allerdings die Möglichkeit hervor, daß jener rechtliche Anspruch der Reclamanten dadurch gefährdet werden könnte, wenn nicht zur rechten Zeit eine Verfügung zu dem Ende getroffen würde, um dem 30. Artikel der Schlußacte und der angezogenen Bestimmung des Bundesschlusses vom 16. Juni 1817 ihre volle Anwendung, wie für alle Zukunft, so auch schon in diesem Falle, zu sichern.

Denn, nachdem das Königliche Oberappellationsgericht die Lage, in welcher sich die ihm vorliegende Sache befindet, geschildert hat, macht dasselbe noch folgende Bemerkung:

« So sehr es nun zu beklagen ist, daß diese Sache, durch deren längeren Aufenthalt das Wohl so mancher Familien einzelner Gläubiger gefährdet wird, bis jetzt noch nicht hat entschieden, ja noch nicht einmal so weit hat gebracht werden können, daß der Zeitpunct ihrer gänzlichen Beendigung mit einiger Wahrscheinlichkeit vorausgesehen werden könnte, so sehr auch die Gläubiger das Drückende ihrer Lage dabei empfinden mögen, indem den-

ſelben, obgleich über ihre Befriedigung geſtritten wird, dennoch, nach der beſondern Beſchaffenheit des vorgeſchriebenen Verfahrens, bei der Erörterung der uns zur Entſcheidung allein übertragenen Vorfrage, das Recht zu interveniren und gegen einen der ſtreitenden Theile Anträge irgend einer Art zu machen, und folglich auch durch Contumacial-Anträge den Fortgang der Sache zu befördern, hat abgeſprochen werden müſſen; ſo wird doch eine hohe Bundesverſammlung aus dieſer Lage der Sache gerechteſt ermeſſen, daß wir nicht die Mittel in Händen gehabt haben, die Beendigung der Inſtruction ſchon jetzt herbeizuführen, und folglich, daß ſolche bis jetzt noch nicht erfolgt iſt, nicht unſerer Schuld beigemeſſen werden kann.

«Denn eines Theils iſt es nicht zu verkennen, daß der beſonders weitläufige Umfang der Sache, deren Erörterung aus mancherlei älteren Verhandlungen und vorübergegangenen Verhältniſſen hergenommen werden muß, und welche durch die von der Krone Baiern hinzugefügte Reconvention noch bedeutend erweitert iſt, beiden Theilen einen gegründeten Anſpruch auf die Geſtattung geräumiger Friſten zu ihren Verhandlungen darbietet, andern Theils können wir, nach dem in unſerer Proceßordnung vorgeſchriebenen und daher auch hier in Anwendung zu bringenden Verfahren, uns nicht für berechtigt halten, gegen einen der ſtreitenden Theile praejudicia in Vollziehung zu ſetzen, und in contumaciam gegen denſelben zu verfahren, wenn nicht der andere ſtreitende Theil beſonders darauf anträgt. Letzteres iſt nun bis jetzt von den eigentlich ſtreitenden Theilen, wozu wir die Gläubiger nicht rechnen können, nicht geſchehen, auch dürften erſtere durch den Gegenſtand, worüber geſtritten wird, ſich nicht gedrungen fühlen, ſolches zu thun».

Es iſt demnach klar, daß, unter den vorwaltenden Verhältniſſen, eine Entſcheidung deßjenigen Rechtsſtreits, von welcher die unbeſtrittene Forderung der Reclamanten allein abhängt, nicht ſowohl von der künftigen Ueberzeugung des Gerichts, daß die Acten zum Spruche reif ſeyen, als vielmehr von dem guten Willen der ſtreitenden Theile, deſſen Bethätigung in dem Gegenſtande, worüber geſtritten wird, keinen Antrieb findet, abhängig iſt.

Das Oberappellationsgericht hält ſich nicht ermächtigt, früher Präjudicien in Vollziehung zu ſetzen und in contumaciam zu verfahren, als bis einer der ſtreitenden Theile gegen den andern darauf beſonders anträgt; keiner der Streitenden hat in Fällen des 30. Artikels ein Intereſſe dabei, ſolche Anträge zu machen, vielmehr haben ſie das entgegengeſetzte Intereſſe; und diejenigen, um welcher willen der Rechtsſtreit allein erhoben wurde, werden, dergleichen Anträge zu machen, für nicht befugt erachtet: es iſt daher die Möglichkeit gegeben, daß nicht nur eine Beſtimmung des Bundesſchluſſes vom 16. Juni 1817, ſondern

auch der ganze 30. Artikel der Schlußacte eludirt werden könne — eine Möglichkeit, welcher offenbar durch den Gesetzgeber vorgebeugt werden muß.

Wenn nun gleich aus der Anzeige des Oberappellationsgerichts zu Celle hervorgeht, daß bis jetzt keiner der streitenden Theile Fristen gesucht habe, auf deren Gestattung dieselben nicht einen gegründeten Anspruch gehabt hätten, und wenn sich gleich von den bekannten und auch ausdrücklich ausgesprochenen Gesinnungen der bei dieser Sache betheiligten Regierungen mit grosser Zuversicht erwarten läßt, daß sie die Bestimmungen derjenigen Proceßordnungen, bei deren Entwerfung auf Gegenstände des 30. Artikels der Schlußacte natürlich keine Rücksicht genommen werden konnte, nicht dazu benutzen werden, die Befriedigung unbestrittener Forderungen unmöglich zu machen, oder auch nur über die Gebühr zu verzögern; so darf doch der Gesetzgeber von dem Daseyn solcher Gesinnungen sich nicht abhalten lassen, die Maasregeln, welche geeignet sind, den bestehenden Gesetzen in jedem Falle ihre regelmäßige Anwendung zu verschaffen, zu ergreifen.

Es kommt hier zunächst darauf an, eine Anordnung zu treffen, welche entweder den, auf den Grund des 30. Artikels der Schlußacte reclamirenden, Privatpersonen gestattet, bei den Austrägalgerichten unmittelbar Anträge auf Präjudicien gegen die eigentlich streitenden Parteien einzubringen, oder welche die Bundesversammlung, auf deren Anrufen bei ihr, gesetzlich ermächtigt, in so beschränkter Weise, auf die Erkennung von Präjudicien von Seiten des Gerichts bei diesem einzuwirken, oder welche es den obersten Gerichtsbehörden einzelner Bundesstaaten, als Austrägalgerichten, bei den im 30. Artikel der Schlußacte vorgesehenen Fällen, bis zur Emanirung einer eigenen Austrägalgerichts-Ordnung einstweilen erlaubt, ohne besonderes Anrufen derer, um derentwillen ein Rechtsstreit zwischen Bundesgliedern geführt werden muß, auch dann praejudicia in Vollziehung zu setzen und in contumaciam zu verfahren, wenn in der in ihrem Lande geltenden Proceßordnung ein solches Verfahren von besonderen Anträgen einer der eigentlich streitenden Theile gegen den andern abhängig gemacht worden ist.

Es dürfte daher der Antrag gerechtfertigt seyn:

die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission zu veranlassen, dem ihr vermöge des zweiten membri des Beschlusses vom 20. Februar 1823 gewordenen Auftrage in der Art zu genügen, daß sie, in möglich kürzester Zeitfrist, besondere Vorschläge darüber mache, wie, sowohl für den gegenwärtigen, als jeden künftigen Fall, das von dem Oberappellationsgerichte zu Celle zur Anzeige gebrachte mögliche Hinderniß, in Fällen des 30. Artikels, dem Art. III Num. 8 des Bundesschlusses vom 16. Juni 1817 nachzukommen, zu beseitigen seyn möchte.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit diesem Antrage; daher

Beschluß:

daß die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission ersucht werde, dem ihr vermöge des zweiten membri des Beschlusses vom 20. Februar 1823 gewordenen Auftrage in der Art zu genügen, daß sie, in möglich kürzester Zeitfrist, besondere Vorschläge darüber mache, wie, sowohl für den gegenwärtigen, als jeden künftigen Fall, das von dem Oberappellationsgerichte zu Celle zur Anzeige gebrachte mögliche Hinderniß, in Fällen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte, dem Art. 111 Num. 8 des Bundesschlusses vom 16. Juni 1817 nachzukommen, zu beseitigen seyn möchte.

§. 42.

Denkschrift des Christian Ludwig Knecht zu Mainz, Pensionsanspruch als vormaliger Kurmainzischer Zolleinnehmer betreffend.

(Man s. auch 27. Sitz. §. 163 v. J. 1817. — 13. Sitz. §. 31 v. J. 1820.)

Der Großherzoglich-Mecklenburg-Schwerin- und Strelitzische Gesandte, Herr von Pentz, verliest für den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Gesandten, Grafen von Eyben, einen Vortrag über das (Num. 131 vorigen Jahres eingekommene) Gesuch des Zöllners Knecht zu Mainz, wonach Reclamant bittet, sich für ihn bei Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Hessen dahin zu verwenden, daß ihm, von der Zeit der Besitznahme von Mainz im Jahre 1816 an, seine frühere Besoldung nebst Emolumenten, ungefähr 660 Fl., nachgezahlt und als Pension für die Zukunft zugesichert werden möge.

Das Gesuch werde auf die Behauptung gestützt:

1) daß er, als 20jähriger Staatsdiener, nach dem §. 59 des Deputations-Hauptschlusses von 1803 berechtigt sey, seinen früheren Gehalt, mit den decretmäßigen Accidencien als Pension zu beziehen. Daß er wirklicher Staatsdiener gewesen sey, gehe daraus hervor, daß er von dem Landesherrn angestellt, auf landesherrliches Interesse verpflichtet, bei einem landesherrlichen Institute, dem Kaufhause zu Mainz, dessen Einnahmen in herrschaftliche Cassen geflossen, angestellt gewesen sey; er lege das Kurfürstliche Anstellungsdecret vom 5. September 1778, mittelst welchem er zum Zolldienste am rothen Thore zu Mainz bestellt worden, im Abdrucke bei;

2) daß der von den Großherzoglich-Hessischen Behörden gemachte Einwurf: Reclamant sey bei der Besitznahme von Mainz durch die Französischen Truppen im Jahre 1798 nicht auf den Pensions-Etat gesetzt worden, mithin von den Großherzoglichen Cassen als

Pensionär nicht zu übernehmen, seinen verfassungsmäßigen Pensionsanspruch nicht schwächen, weniger noch vernichten könne;

3) eine Bestätigung dieser Ansicht finde er darin, daß Ihro Majestäten, der Kaiser von Oesterreich und der König von Preussen, ihm die als Pension angesprochenen 660 Fl. für den Zeitraum hätten auszahlen lassen, in welchem Mainz in Höchstihrem provisorischen Besitze gewesen sey.

Der Herr Referent bemerkte, daß sich als Sachwalter des Reclamanten der bekannte Joseph Horix zu Mainz legitimirt habe, und daß sich mehrere nicht unbedeutende Unrichtigkeiten in der vorliegenden Darstellung fänden.

Was nun dessen Gesuch selbst beträfe, so müsse bemerkt werden, daß aus den früheren Eingaben des Reclamanten hervorgehe, daß er Zöllner am rothen Thore zu Mainz gewesen, als solcher die Einnahme der städtischen Accise an demselben zu besorgen, und diese dem Kaufhause abzuliefern gehabt hätte. In diesen Umständen habe der Reclamant früher, und selbst noch in einer den 1. Mai 1821 der Großherzoglich-Hessischen Regierung übergebenen Vorstellung, das Motiv gefunden, sich für einen Localdiener zu halten, und zu bitten, der Stadt Mainz anzubefehlen, die nachgesuchte Pension ihm auszuzahlen. Mit diesem Gesuche von der Großherzoglichen Regierung nach angestellter Untersuchung abgewiesen, werde nunmehro erst behauptet, Reclamant sey Staatsdiener gewesen, und zu Unterstützung seiner Ansicht das oben erwähnte Kurfürstliche Decret angeführt, welches jedoch in Original nicht beigebracht worden sey. Auch die Großherzogliche Regierung erkenne als solchen ihn an, ohne jedoch, so wenig wie der Reclamant selbst, anzugeben, ob er als Communal- oder als Central-Staatsdiener angesehen werden müsse, wodurch allein bestimmt werden könne, wer ihn zu pensioniren verpflichtet sey. Als Staatsdiener und vermuthlich als Communaldiener verlange er nun, in Anleitung des 59. §. des Deputations-Hauptschlusses, und zwar von der Großherzoglich-Hessischen Regierung, pensionirt zu werden.

Hierzu würde er auch berechtigt seyn, wenn die Bestimmungen des 59. §. auf ihn anwendbar wären. Allein, nach dem von der hohen Versammlung über das Gesuch des Kaufhausmeisters Horix 1822 gefaßten Beschlusse, sey dieser 59. §. auf Reclamanten eben so wenig anwendbar, als er auf den Kaufhausmeister Horix es gewesen. Seit 1798, in welchem Jahre die ganze Accise von den Französischen Behörden aufgehoben und Reclamant entlassen worden sey, wäre derselbe zu Mainz ohne Anstellung geblieben, und habe weder damals, noch nach dem Jahre 1803, als Staatsdiener sich um eine Pension beworben.

Er habe jedoch von seinem vormaligen Landesherrn eine Unterstützung bekommen, nicht — wie der Sachwalter unrichtig angebe — von 400 Fl., sondern 200 Fl., und eben soviel

ſpäterhin von dem Fürſten Primas, nicht — wie in der Denkſchrift geſagt wird — 300 Fl. Er habe mithin keine decretmäſige Penſion genoſſen; ſey auch bei Abſchluß des Pariſer Friedens 1814 nicht angeſtellt geweſen, und die Großherzoglich-Heſſiſche Regierung habe bereits bei mehreren Gelegenheiten und ſelbſt gegen Reclamanten dahin ſich ausgeſprochen, daß ſie nicht verpflichtet ſey, auf das linke Rheinufer Penſionen zu übernehmen, die bei Uebergabe deſſelben an das Großherzogthum nicht bereits auf daſſelbe gehaftet hätten.

Der von dem Reclamanten angeführte Grund, eine Penſion verlangen zu können, weil Ihre Majeſtäten, der Kaiſer von Oeſterreich und der König von Preuſſen, ihm eine, ſeinem vorigen Gehalte ganz gleiche, Summe gegeben hätten, ſey durchaus nicht durchgreifend; denn ein früher nicht beſeſſenes Recht könnte dadurch nicht erworben werden, und Gnadenbezeugungen, von einem Souverain bekommen, gäben kein Recht auf gleiche Gnadengeſchenke von anderen Regenten. — So ſehr eine hohe Verſammlung, in Rückſicht des Alters des Reclamanten und des von allen Behörden ihm ertheilten Lobes, den Wunſch hegen werde, ihm nützlich ſeyn zu können, ſo müſſe Referent dennoch dahin antragen: ihn mit ſeinem angebrachten Geſuche von hier ab- und an ſeinen höchſten Landesherrn zu verweiſen, wenn er glauben ſollte, ſein Geſuch mit rechtlichen Gründen unterſtützen zu können.

An die Gnade des höchſten Landesherrn könne Referent ihn nicht empfehlen, denn zu den mehreren Unrichtigkeiten, die der Sachwalter Horix in ſeiner Denkſchrift anzugeben ſich erlaubt habe, gehöre ganz beſonders auch die mit grellen Farben geſchilderte Lage des Reclamanten, der, von Behörde zu Behörde verwieſen, von allen möglichen Hülfsmitteln entblößt, dem Hungertode, dem andere Mainzer Diener unterlegen hätten, nahe ſtehen ſolle. Dieſe Behauptung ſey, amtlichen Nachrichten zufolge, ganz unwahr, denn Reclamant ſey, ſeit einer Reihe von Jahren und wenigſtens ſeit 1816, als Schreiber bei der Stations-Controlle mit 720 Franks angeſtellt, und denſelben Nachrichten zufolge, ſey nicht einmal ein Factum bekannt, welches Veranlaſſung zu der Behauptung gegeben haben könne, daß Andere den Hungertod erlitten hätten.

Referent würde es für Pflicht halten, auf eine ſcharfe Rüge für den Concipienten der Denkſchrift anzutragen, wenn er nicht glaube, dieſes am zweckmäſigſten der Unterſuchung und der Prüfung der Großherzoglichen Behörden überlaſſen zu müſſen.

Hierauf wurde in Gemäßheit des Antrages

beſchloſſen:

daß Chriſtian Ludwig Knecht zu Mainz ein- für allemal mit ſeinem Geſuche von hier abgewieſen werde.

§. 43.

Einreichungs-Protokoll.

Die seit der letzten Sitzung eingelangten Eingaben, als:

Num. 22, eingereicht am 7. März, von Dr. v. Hornthal, Abhandlung unter dem Titel: Werden die deutschen Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die constitutionellen, an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien Theil nehmen? Februar 1823. 8. Nürnberg.

Num. 23, einger. am 8. März, von Joh. Wilhelm Remy dahier, um Erlassung eines baldigen Beschlusses in Betreff des unterm 4. vorigen Monats erneuerten Gesuchs wegen einer Forderung an Nassau.

Num. 24, einger. am 8. März, von Appelius und Marks, für sich und Namens der übrigen Canzleipersonen des vormaligen Reichskammergerichts zu Wetzlar, Gesuch um provisorische Anweisung des bereits liquidirten Pensions-Guthabens vom Jahre 1816; mit einer Anlage.

wurden an die betreffenden Commissionen abgegeben.

Folgen die Unterschriften.

Siebente Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 20. März 1823.

In Gegenwart

aller in der sechsten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war:

von Seiten Badens: der Großherzogliche Herr Gesandte und Kammerherr, Freiherr von Blittersdorff.

§. 44.

Entschädigungsgesuch der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsschäden.

(24. Sitz. §. 192 v. J. 1822.)

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte ist ermächtigt, auf den in der 16. Bundestagssitzung vom 13. Mai vorigen Jahres, hinsichtlich der Entschädigungs-Reclamation der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, gefaßten Beschluß zu erklären:

Seine Königliche Majestät von Baiern hätten zwar erwarten dürfen, daß, nach den von Allerhöchstihrer Gesandtschaft in der 37. Sitzung des Jahres 1817 (§. 260) und in der 33. Sitzung des Jahres 1819 (§. 205) in dieser Sache abgegebenen Erklärungen, Baiern nicht ferner als hierbei betheiligt angesehen werden würde; da jedoch jener Beschluß auch für die Königlich-Baierische Regierung die Aufforderung enthalte, mit den hohen Theilhabern der vormaligen Rheinpfalz am rechten Rheinufer über die Auswahl eines Gerichtshofes übereinzukommen, vor welchem der am ehemaligen Reichskammergerichte begonnene Rechtsstreit fortgesetzt werden möge: so seyen Allerhöchstdieselben bereit, dazu mitzuwirken, daß dießfalls eine compromiß- oder austrägalgerichtliche Entscheidung herbeigeführt werde, und auf diesem Wege die endliche Befriedigung der Reclamanten erfolge, wonach man denn das weitere Geeignete von Seite der unmittelbar in Anspruch genommenen, aber die Verbindlichkeit Baierns behauptenden, hohen Theilhaber der diesseitigen Rheinpfalz erwarten müsse.

Diese Erklärung wurde der Reclamations-Commission zugestellt.

§. 45.

Legitimation der zu der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung abgeordneten Generale und Stabsofficiere.

(6. Sitz. §. 40 d. J.)

Der Königlich-Sächsische Herr Gesandte zeigte an, daß die Stimmführung des neunten Armeecorps bei der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung, vom 19. März dieses Jahres an, von der zweiten Division auf die erste übergegangen sey, und der Königlich-Sächsische Herr Oberstlieutenant und Flügeladjutant von Schreibershofen dieselbe übernommen habe; — deßgleichen machte

der Großherzoglich-Badische Herr Gesandte die Anzeige, daß bei dem achten Armeecorps für den nämlichen Zeitraum die Stimme von der ersten auf die zweite Division übergegangen und der Großherzoglich-Badische Herr Oberst und Revüe-Inspector von Freydorf damit beauftragt sey.

Beschluß.

Der Militärcommission der Deutschen Bundesversammlung auf herkömmliche Art hievon Nachricht zu geben.

§. 46.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen.

(5. Sitz. §. 34 d. J.)

Großherzogthum Hessen. In der 4. dießjährigen Sitzung ist das an die bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen, mit Einschluß der diesseitigen, früherhin beschlossene Ersuchen um Auskunft, wegen der Reclamation des ehemaligen Mainzer Domcapitels gegen die gedachten Regierungen, erneuert worden.

Großherzogliche Gesandtschaft findet sich hiernach beauftragt, über den befragten Gegenstand folgende Erklärung abzugeben.

Diejenigen Bestandtheile des vormaligen Großherzogthums Frankfurt, welche gegenwärtig zum Großherzogthume Hessen gehören, sind unbedeutend und hatten früherhin zum Großherzoglich-Frankfurtischen Departement Frankfurt gehört.

Man hat sich daher diesseits schon vor mehreren Jahren mit der freien Stadt Frankfurt dahin verglichen, daß diese, vermittelst einer an sie gezahlten Aversional-Summe, alle, auf jene jetzt Großherzoglich-Hessischen Landestheile fallenden, Großherzoglich-Frankfurtischen Central- und Departemental-Lasten übernommen hat.

Heſſen iſt demnach bei der vorliegenden Forderung nicht intereſſirt, und man befindet ſich auch nicht im Stande, irgend eine Auskunft darüber zu ertheilen.

Dieſe Erklärung wurde an die Reclamations-Commiſſion abzugeben beſchloſſen.

§. 47.

Sammlung der in den Deutſchen Bundesſtaaten geltenden Geſetze.

(26. Sitz. §. 218 v. J. 1822.)

Mecklenburg-Schwerin- und Mecklenburg-Strelitz. In Zuſtimmung zu dem, in der 2. förmlichen Bundestagsſitzung des Jahres 1821, von dem damaligen Königlich-Baieriſchen Herrn Bundestagsgeſandten geſchehenen Antrage: daß die in den einzelnen Staaten des Deutſchen Bundes geltenden Verordnungen, Geſetze, Gerichts- und andere Ordnungen u. ſ. w. zum Gebrauche der Bundesverſammlung anhero mitgetheilt werden möchten, — hat die Großherzoglich-Mecklenburg-Schweriniſche und ebenfalls die Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitziſche Regierung mehrere hier einſchlagende Werke und Sammlungen der Geſandtſchaft mit dem Auftrage zugehen laſſen, ſolche zur Bibliothek der Bundesverſammlung zu übergeben. In Gemäßheit deſſen, überreicht die Geſandtſchaft nachfolgende Werke und Sammlungen, auch einzelne Verordnungen,

A) für Mecklenburg-Schwerin.

1) Mecklenburgiſcher Landesgrundgeſetzlicher Erbvergleich, d. d. Roſtock vom 18. April 1755. in 8. (Man vergl. auch unten, B. 1.)

2) Schröder's neueſte Geſetzſammlung für die Mecklenburg-Schwerin- und Güſtrowſchen Lande, v. 1775 — 1804. I. Theil 1. und 2. Lieferung, II. Theil 1. 2. u. 3. Lieferung.

3) v. Both's neue Geſetzſammlung für die Mecklenburg-Schweriniſchen Lande, von 1802 — 1817. 1. 2. 3. und 4. Lieferung. (Fortſetzung des vorigen.)

4) Ditmar's Sammlung neuerer Mecklenburg-Schweriniſcher Geſetze, I. Bd. 1. bis 9. Heft.

5) Ackermann's kleine kirchliche Geſetzſammlung ꝛc., enthaltend die ſeit dem Jahre 1797 in Bezug auf Kirche und Geiſtlichkeit erlaſſenen Verordnungen.

6) Spalding's Repertorium juris Mecklenburgici; nebſt 1. u. 2. Supplement von Ditmar.

7) Verordnung wegen der Aufhebung der Leibeigenschaft, vom 18. Januar 1820.
8) Verordnung wegen der Militärpflicht, vom 15. December 1820.
9) Criminalgerichts-Ordnung, vom 31. Januar 1817.
10) Oberappellationsgerichts-Ordnung, vom 1. Juli 1818.
11) Hypotheken-Ordnung für die ritterschaftlichen Güter, vom 12. November 1819. (Num. 7, 9, 10 u. 11 stehen auch in dem sub num. 17 angef. Wochenblatt.)
12) Mantzel's neue Mecklenburgische Staats-Kanzley, 1. 2. und 3. Theil.
13) Hagemeister's Mecklenburgisches Staatsrecht.
14) v. Kamptz Beiträge zum Mecklenburgischen Staats- und Privatrecht, 1. bis 6. Bd.
15) v. Kamptz Civilrecht der Herzogthümer Mecklenburg, I. Theil, 1. u. 2. Abtheilung.
16) Siggelkow's Handbuch des Mecklenburgischen Kirchen- und Pastoralrechts.
17) Mecklenburg-Schwerinisches officielles Wochenblatt, von 1812 bis 1821, zehn Jahrgänge.

B) für Mecklenburg-Strelitz.

1) Mecklenburgischer Landesgrundgesetzlicher Erbvergleich, d. d. Rostock vom 18. April 1755, in 4. (Man vergl. auch oben, A. 1.)
2) v. Kamptz Repertorium der in dem Herzogthume Mecklenburg-Strelitz geltenden Verordnungen.
3) Boccius Repertorium der in dem Herzogthume Mecklenburg-Strelitz geltenden Verordnungen (eine Fortsetzung des vorgenannten sub 2.)
4) Verordnung wegen der Militärpflichtigkeit im Herzogthume Mecklenburg-Strelitz, vom 3. Juli 1821.
5) Verordnung wegen der Militärpflichtigkeit im Fürstenthume Ratzeburg, vom 3. Juli 1821.
6) Oberappellationsgerichts-Ordnung, vom 1. Juli 1818.
7) Ordnung für die Procuratoren des Oberappellationsgerichts, vom 21. Sept. 1819.
8) Hypotheken-Ordnung für die ritterschaftlichen Güter, vom 22. November 1819.

§. 48.

Pensionsgesuch des ehemaligen Kammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar.

(8. Sitz. §. 70 v. J.)

Der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr von Hammerstein, trägt vor: Die definitive Erledigung des wiederholten Pensionsgesuchs des ehe-

maligen Kammergerichts-Pedellen Aßmann unterliege noch immer denſelben Schwierigkeiten, die ſolcher bei dem unterm 22. Juni 1818 (§. 160) erſtatteten Vortrage entgegen geſtanden.

Da die Bedürftigkeit des Supplicanten fortdauere, ſo werde der Antrag ſich rechtfertigen, ihm, wie bisher, und zuletzt im vorigen Jahre geſchehen, aus den kammergerichtlichen Suſtentationsgeldern 150 Fl. vorſchüſſig zu bewilligen.

Hierauf wurde einhellig

beſchloſſen:

daß dem ehemaligen Kammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar abermals Einhundert funfzig Gulden, und zwar vorſchußweiſe, aus den Kammergerichts-Suſtentationsgeldern zu verabreichen ſind, und die proviſoriſche Bundescaſſe-Verwaltung, in deren Verwahrung ſich jene Gelder befinden, zur Auszahlung und Verrechnung anzuweiſen iſt.

§. 49.

Oſterferien.

Auf Antrag des Präſidii wurde verabredet, wegen eintretender Oſterfeiertage die nächſte Sitzung am 10. April dieſes Jahres abzuhalten.

§. 50.

Abrufung des Großherzoglich-Heſſiſchen Bundestagsgeſandten, Herrn von Harnier.

Der Großherzoglich-Heſſiſche Bundestagsgeſandte, Herr von Harnier. Mit der Anzeige, daß Seine Königliche Hoheit der Großherzog gnädigſt gut gefunden haben, mich meinem frühern und fortdauernd beibehaltenen Geſandtſchaftspoſten zu München ganz wieder zurück zu geben, verbinde ich meine gefühlteſte Dankbezeugung für das Wohlwollen und collegialiſch-freundliche Zutrauen, womit ich von den Mitgliedern dieſes ausgezeichneten Kreiſes ſtets begünſtigt worden bin.

Die Hoffnung, auch künftig mich Ihres ſchätzbaren Andenkens erfreuen zu dürfen, muß mir die Trennung erleichtern;

Und ſo ſcheide ich, mit dem aufrichtigſten Wunſche, daß alles, was die Stiftungsurkunde des Deutſchen Bundes dem gemeinſamen Vaterlande und ſeinen einzelnen Staaten verheißt,

durch die Wirksamkeit dieser hohen Versammlung fernerhin gedeihen und immer fester sich begründen möge.

Hierauf erwiederte der substituirte präsidirende Herr Gesandte von Carlowiz: Der Austritt des Großherzoglich-Hessischen Herrn Gesandten aus dem Kreise der hohen Bundesversammlung, um im Dienste seines Souverains zu einer andern Bestimmung überzugehen, ist — ich darf dieß gewiß voraussetzen — von uns Allen mit aufrichtiger Theilnahme vernommen worden. Der Herr Gesandte war einer der Wenigen unter uns, die an der Eröffnung der hohen Bundesversammlung und mithin an allen dem Theil genommen haben, was seither durch selbige gewirkt worden ist. In diesem Zeitraume, im Gange der mannichfachsten, nur in dem gemeinsamen Bestreben zu Förderung der Wohlfahrt Deutschlands unter Einen Gesichtspunct zu fassenden Geschäfte, hat er sich gerechte Ansprüche auf unsere Hochachtung und Freundschaft erworben. Solche Gefühle sind dem Wechsel der Verhältnisse, des Orts und der Zeit nicht unterworfen und ich hoffe daher Ihre allerseitige Zustimmung, wenn ich unserm bisherigen Herrn Collegen jetzt bei dem Abschiede die Versicherung gebe, daß wir seine uns eben dargelegten wohlwollenden Gesinnungen gegen uns stets mit dem aufrichtigsten Herzen erwiedern werden.

Alle übrigen Herren Gesandten bezeugten dem Herrn Gesandten von Harnier ihre Uebereinstimmung mit den von dem Herrn Gesandten von Carlowiz ausgedrückten Gefühlen der Hochachtung und Freundschaft.

§. 51.

Ernennung des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen, zum präsidirenden Gesandten der hohen Bundesversammlung, an die Stelle des zum K. K. Staatsminister beförderten Herrn Grafen von Buol-Schauenstein.

Präsidium zeigt an, daß Seine Kaiserlich-Königliche Majestät, an die Stelle des zu Allerhöchstdero Staatsminister beförderten bisherigen Präsidialgesandten, Herrn Grafen von Buol-Schauenstein, Allerhöchstdero wirklichen Geheimen Rath, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen, zum Präsidialgesandten zu ernennen geruhet haben, und daß demnächst der Herr Graf von Buol-Schauenstein, dessen Function bis dahin in der zeitherigen Maße vertreten werden wird, seine Abrufung förmlich bei der hohen Bundesversammlung anzeigen, dagegen aber der Herr Freiherr von Münch sich in der ersten Sitzung nach Ostern auf herkömmliche Art legitimiren werde.

§. 52.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingabe

Num. 25, eingereicht am 14. März, von Dr. Ehrmann, als Anwalt der Erben des Handelsmanns Simon Moritz Rüppel, erneuerte Beschwerde wegen verweigerter Justiz der Königlich-Preussischen Justizhöfe. Mit 10 Anlagen.

wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

Folgen die Unterschriften.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

Funfzehnter Band. Zweites Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Digitized by Google

Achte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 10. April 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen *);

Von Seiten Preussens: des von dem Königlich-Preussischen Bundestagsgesandten, Herrn Grafen von der Goltz, substituirten Königlich-Hannöverischen Bundestagsgesandten, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Freiherrn von Wangenheim;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn, Freiherrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerherrn, Herrn von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben **);

---

*) Herr Joachim Eduard Freiherr v. Münch-Bellinghausen, K. K. wirkl. Geh. Rath, bevollmächt. Minister und präsidirender Gesandte der Deutschen Bundesversammlung, Ritter des K. Ungarischen St. Stephansordens, Inhaber des K. K. silbernen Verdienst-Ehrenkreuzes; so wie auch des K. Preuß. rothen Adler-, des K. Dänischen Danebrogs-, des K. Sächsischen Civilverdienst- und des K. Hannöver. Guelphen-Ordens Commandeur.

**) Herr Peter Joseph Freiherr v. Gruben, geh. Staatsrath und Kammerherr, ausserordentl. Gesandte und bevollmächtigter Minister bei der Deutschen Bundesversammlung, des Großh. Hausordens Commandeur.

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des von dem Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Gesandten, Herrn Grafen von Eyben, substituirten Großherzoglich-Mecklenburgischen Gesandten, Herrn von Pentz;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich-Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Curtius;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 53.

Legitimation des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Gesandten, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen.

(7. Sitz. §. 51 d. J.)

Der Kaiserlich-Königliche wirkliche Geheime Rath, Herr Freiherr von Münch-Bellinghausen, legitimirte sich in der heutigen Sitzung als Kaiserlich-Oesterreichischer bevollmächtigter Minister und präsidirender Gesandte der hohen Bundesversammlung, mittelst Ueberreichung der Kaiserlichen allerhöchsten Vollmacht, gegeben zu Wien den 31. März 1823.

Hierauf wurde die Vollmacht verlesen, und

beschlossen:

dieselbe in das Bundesarchiv zu hinterlegen und beglaubigte Abschrift davon dem Herrn präsidirenden Gesandten zuzustellen.

Derselbe theilte hiernächst ein Schreiben des Kaiserlich-Königlichen Herrn Staatsministers, Grafen von Buol-Schauenstein, an die hohe Bundesversammlung mit, folgenden Inhalts:

«Hohe Bundesversammlung! Nachdem Seine Kaiserlich-Königliche Apostolische Majestät, mein allergnädigster Herr, Ihres allerhöchsten Dienstes befunden haben, mich des mir seit der Eröffnung des Bundestages bei demselben anvertrauten Vorsitzes und Stimmrechtes huldreichst zu entheben, und beide Ihrem wirklichen Geheimen Rathe, Freiherrn von Münch-Bellinghausen, zu übertragen, erkenne ich es für eine theure Pflicht, sämmtlichen verehrten Herren Gesanden für das mir gegönnte ehrende Vertrauen und die mir so vielfältig bewiesene Gefälligkeit meinen lebhaftesten Dank mit aller Innigkeit darzubringen; ich darf die Versicherung hinzufügen, daß ich jenes stets nach seinem ganzen Werthe zu würdigen und immerdar auf das redlichste zu erwiedern beflissen war, und diese nur erkenntlichkeitsvoll benutzt, ganz gewiß aber niemals mißbraucht habe; ich scheide mit dem gleich tröstlichen Bewußtseyn, unablässig von dem besten Willen, das Gute zu wirken, beseelt gewesen zu seyn, und erlaube mir daher die zuversichtliche Hoffnung, daß die hohe Bundesversammlung mir auch in der Entfernung einige wohlwollende Erinnerung gerne gönnen werde, so wie Ihr meine tiefgefühlte Verehrung unwandelbar gewidmet bleiben wird.»

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte: Ich glaube die mir übertragene Leitung des Bundestags-Präsidii nicht würdiger und ihrem eigenen Sinne nicht angemessener beginnen zu können, als wenn ich mir erlaube, in Erwiederung des eben vorgetragenen Abschiedsschreibens des abtretenden Herrn präsidirenden Ministers, für diese seit der ersten Vereinigung in diesem Saale fortwährend durch regen Eifer und rastlose Thätigkeit ausgezeichnete Geschäftsführung den einstimmigen Dank dieser Versammlung, zugleich mit Ihrem Bedauern über dessen Entfernung aus Ihrer Mitte, in Ihrem Namen auszusprechen.

Mich anzureihen, an so viele hochverdiente, durch Würde, Ansehen und gereifte Geschäftserfahrung ausgezeichnete Männer, im Vereine mit Ihnen und unterstützt von Ihnen das zu berathen, was unserm gemeinsamen Vaterlande frommt, dieß ist die Aufgabe, zu deren Lösung ich mich berufen sehe.

Die Grundsätze, von welchen mein allerhöchster Hof bei dem ihm vertrauensvoll übertragenen Vorsitze des Bundestages ausgeht, sind Ihnen bekannt, sie sind die Ihrigen und

müſſen die Ihrigen ſeyn; denn wir alle haben nur einen Zweck: das Beſte des Bundes, die Erhaltung deſſelben und die Befeſtigung dieſes mächtigen, Ehrfurcht gebietenden Vereins unabhängiger ſouverainer Staaten.

Der Bundesverſammlung eine gröſſere Wirkſamkeit zu geben, als durch die Bundesacte und durch die ſpäteren ergänzenden Beſchlüſſe ausgeſprochen iſt, kann nicht die Abſicht meines Hofes ſeyn, — aber die Geſetze, die da beſtehen, die, nach vielfältig reifer Erwägung, von dem Bunde und für den Bund angenommen worden ſind, dieſe Geſetze, auf welchen die Garantie des Friedens und der Eintracht in Deutſchland beruht, in voller Wirkſamkeit zu erhalten, dieß iſt die unverholene Geſinnung meines Hofes, und es liegt in dem mir ertheilten Auftrage, dieſelbe in dieſer hochverehrten Verſammlung und in dieſem ſich mir ſo ernſt und bedeutungsvoll geſtaltenden Augenblicke auszuſprechen.

Feſt überzeugt, daß nur durch offenes gegenſeitiges Vertrauen und durch enges Aneinanderſchlieſſen der zu einem gemeinſchaftlichen Zwecke Verbündeten, das groſſe Ziel unſerer Vereinigung erreicht werden könne, wird mein Streben unausgeſetzt dahin gerichtet ſeyn, in ihnen die Ueberzeugung feſt zu begründen, wie ſehr ich von der Wichtigkeit meines Berufes und von meiner ehrenvollen Stellung in Ihrer Mitte durchdrungen bin. —

Noch erübrigt mir, dem Königlich-Sächſiſchen Herrn Geſandten, welcher während der Abweſenheit meines Herrn Vorfahrers die interimiſtiſche Führung der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Stimme und des damit verbundenen Präſidii mit eben ſo ausgezeichneter Gefälligkeit übernommen, als mit regem Eifer und gedeihlichem Erfolge fortgeſetzt hat, den verbindlichen Dank meines allerhöchſten Hofes dafür auszudrücken.

Preuſſen. Im Namen und Auftrage des Königlich-Preuſſiſchen Herrn Geſandten, Grafen von der Goltz, wurde von dem Königlich-Hannöveriſchen Geſandten, Herrn von Hammerſtein, die nachſtehende Erwiederung des erſteren verleſen: Ich bin überzeugt, daß die hohe Verſammlung den Werth der Zuſicherungen und verbindlichen Aeuſſerungen, unter denen Seine Excellenz, der neu eintretende Kaiſerlich-Oeſterreichiſche Herr Präſidialgeſandte, die Leitung unſerer Verhandlungen zu übernehmen erklären, mit mir verdientermaßen würdigt.

Die von Seiner Excellenz zuerſt berührte, dem heute zu anderer Beſtimmung von uns abberufenen Herrn Präſidialgeſandten für ſeine bisherige Geſchäftsführung gebührende Dankbezeugung, kann nur unſere völlige Zuſtimmung erhalten.

Seine Excellenz hatten ſich durch den unermüdlichen Eifer und durch die rühmliche Thätigkeit, mit welcher Sie unſeren Berathungen ſeit ihrer Eröffnung vorgeſtanden haben, ſchon längſt ein unverkennbares Verdienſt um den Erfolg derſelben erworben, und die dabei immer bewährte reine und gute Abſicht, im Geiſt und Sinn der Inſtruction Ihres allerhöchſten Hofes, die Erreichung des uns allen wichtigen Zwecks, der fortgeſetzten Ausbildung

der Bundesverhältnisse und Gesetze, trotz allen in der Sache selbst liegenden Schwierigkeiten und Hindernissen, zu erleichtern und zu befördern, giebt und versichert Ihnen einen begründeten Anspruch auf unsere Erkenntlichkeit und aufrichtige Hochachtung.

Einem Jeden von uns wird es gewiß wichtig seyn, das Zeugniß dieser Gesinnungen öffentlich auszusprechen, — aber ich erlaube mir ergebenst anheim zu geben, ob es nicht angemessen seyn würde, den neu eintretenden Herrn Präsidialgesandten zu ersuchen, den Ausdruck derselben dem abgehenden Herrn Präsidialgesandten, in Erwiederung auf sein so eben vorgelegtes Abschiedsschreiben, Namens der hohen Versammlung schriftlich zu betheuern.

Ich glaube, daß wir dieß als eine zuerst zu erfüllende Verbindlichkeit betrachten und uns demnächst gerne vereinigen werden, um den neu eintretenden Herrn Präsidialgesandten mit zuvorkommender Achtung und Vertrauen in unserer Mitte zu empfangen.

Die durch Seine Excellenz erhaltene Bestätigung der von uns gekannten und verehrten wohlwollenden, das allgemeine Beste des Bundes nur ausschließlich berücksichtigenden Gesinnungen des allerhöchsten Kaiserlich-Königlichen Hofes, verdient unsern und Deutschlands schuldigen Dank, — und sicherlich verbürgt nichts mehr den hohen Werth, den wir auf die in dieser Beziehung ausgesprochenen Grundsätze und Absichten zu legen haben, als die nunmehr erlangte Gewißheit, daß die Anwendung und Ausführung derselben einem Manne übertragen wurde, dessen persönliche Eigenschaften, Geschäftserfahrung und Talente, durch das ausgezeichnete Vertrauen Seines allerhöchsten Hofes beehrt, geeignet sind, uns ein eben so gegründetes, als durch allgemeine Anerkennung Seines Verdienstes schon längst unter uns gerechtfertigtes Zutrauen einzuflößen.

Ich meines Orts, als Gesandter Preussens, glaube die völlige Uebereinstimmung meines allerhöchsten Hofes mit den erklärten Gesinnungen, Grundsätzen und Absichten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich nicht erst erneuert versichern zu dürfen, aber es gereicht mir zur Pflicht, hier feierlichst zu erklären, daß mir jede Gelegenheit schätzbar seyn wird, das bestehende glückliche und innige Einverständniß zu Deutschlands Sicherheit, Wohlfahrt und Ruhe fernerweitig wie bisher zu bethätigen.

Sämmtliche Herren Gesandten stimmten einhellig in den von dem Königlich-Preussischen Herrn Gesandten dem Herrn Staatsminister, Grafen von Buol-Schauenstein, gewidmeten Dank für dessen, seit Eröffnung dieser hohen Versammlung erprobten, unermüdeten Eifer und rühmliche Thätigkeit in Leitung ihrer Berathungen und Verhandlungen, um deren Erfolg er sich unmißkennbare Verdienste erworben habe; — sie ersuchten zugleich den nunmehrigen Herrn Präsidirenden, dem Herrn Grafen von Buol-Schauenstein ihre Gesinnungen, in Erwiederung auf das so eben verlesene Abschiedsschreiben,

Namens der hohen Bundesverſammlung ſchriftlich zu betheuern, für ſich ſelbſt aber die Verſicherung ihres aufrichtigen Zutrauens und ihrer Hochachtung entgegen zu nehmen.

§. 54.

Legitimation des Großherzoglich-Heſſiſchen Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Herrn Freiherrn von Gruben, als Großherzoglich-Heſſiſchen Bundestagsgeſandten.

(7. Sitz. §. 50 d. J.)

Präſidium zeigt an, der Großherzoglich-Heſſiſche Herr Geheime Staatsrath und Kammerherr, Freiherr von Gruben, habe ſich als Großherzoglich-Heſſiſcher Bundestagsgeſandte, mittelſt Vollmacht, gegeben zu Darmſtadt den 31. März 1823, gehörig legitimirt.

Die Vollmacht wurde verleſen, und hierauf

beſchloſſen:

dieſelbe in das Bundesarchiv zu hinterlegen und beglaubigte Abſchrift hievon dem Herrn Bundestagsgeſandten, Freiherrn von Gruben, zuzuſtellen.

Der Großherzoglich-Heſſiſche Herr Geſandte: Indem mir die ehrenvolle Beſtimmung zu Theil wurde, in dieſen hohen Verein einzutreten, fühle ich mich innig durchdrungen von der Wichtigkeit der damit übernommenen Pflichten, und von der Schwierigkeit, denſelben in jeder Beziehung vollſtändig zu genügen; ich konnte mir nicht verhehlen, wie viel Scharfſinn und Erfahrung dazu gehöre, um in der Behandlung aller Gegenſtände, welche die Thätigkeit der Deutſchen Bundesverſammlung in Anſpruch nehmen, jene umſichtige Würdigung aller Verhältniſſe zu bewähren, wodurch ſich bisher ihre Beſchlüſſe ausgezeichnet haben, und woraus ſo manche für Deutſchland wohlthätige Reſultate hervorgegangen ſind.

Wenn ich hiermit das Maas meiner Kräfte vergleiche, ſo darf ich mir freilich nicht ſchmeicheln, den Erwartungen, welche eine hohe Verſammlung von mir zu hegen berechtiget iſt, zu entſprechen; ich glaube mich aber mit Zuverſicht der Hoffnung überlaſſen zu dürfen, daß über die Reinheit meiner Abſichten, und über die Feſtigkeit meines Willens, das Gute von meinem jetzigen Standpuncte aus überall nach Möglichkeit fördern zu helfen, nie der mindeſte Zweifel obwalten werde.

Warme Theilnahme an den Intereſſen des Deutſchen Bundes, ein treuer Sinn für Recht und Ordnung, und ein unausgeſetztes Streben nach Vervollkommnung für meine dermalige Beſtimmung werden mich jederzeit beleben. —

Hierdurch und durch ein dem collegialiſchen Verhältniß durchaus angemeſſenes Benehmen werde ich mir das Wohlwollen und Vertrauen ſämmtlicher verehrlichen Mitglieder

dieſer hohen Verſammlung zu erwerben ſuchen, und bin ich ſo glücklich, beides zu erlangen, ſo werde ich mich für jede Anſtrengung in meinem Berufe reichlich belohnt finden.

§. 55.

Subſtitutionen.

Ferner zeigt Präſidium an, daß, zu der heutigen Sitzung, für Preuſſen der Königlich-Hannöveriſche Geſandte, Herr von Hammerſtein, — für Dänemark wegen Holſtein und Lauenburg aber, der Großherzoglich-Mecklenburgiſche Geſandte, Herr von Pentz, ſubſtituirt ſeyen.

§. 56.

Uebereinkunft von Verona vom 14. December 1822, zwiſchen Oeſterreich, Rußland und Preuſſen einer Seits, und Sardinien anderer Seits, die Aufhebung der beſtandenen militäriſchen Beſetzung eines Theils der Königlich-Sardiniſchen Staaten betr.

(32. Sitz. §. 238 v. J. 1821.)

Der Kaiſerlich-Oeſterreichiſche präſidirende Herr Geſandte, macht, aus Auftrag ſeines allerhöchſten Hofes, Mittheilung von der am 14. December 1822 zu Verona zwiſchen dem Kaiſerlich-Königlichen Hofe und den Höfen von Rußland und Preuſſen einer-, und Seiner Königlich-Sardiniſchen Majeſtät anderer Seits, über die Aufhebung der beſtandenen militäriſchen Beſetzung eines Theils der Königlich-Sardiniſchen Staaten, abgeſchloſſenen Convention, — worauf

beſchloſſen

wurde, dieſelbe in das Archiv abzugeben.

§. 57.

Uebergang der Stimme von Braunſchweig und Naſſau auf Braunſchweig.

Der Königlich-Hannöveriſche, Herzoglich-Braunſchweigiſche Geſandte, Herr von Hammerſtein, zeigt an, daß die Stimmführung von Braunſchweig und Naſſau am 1. dieſes Monats auf die Braunſchweigiſche Geſandtſchaft übergegangen ſey.

§. 58.

Sammlung der in den Deutſchen Bundesſtaaten geltenden Geſetze.

(7. Sitz. §. 47 d. J.)

Der Herr Geſandte der freien Städte, überreicht den dritten Band der Lübeckiſchen Verordnungen und Bekanntmachungen ſeit dem Jahre 1813, enthaltend die Jahre 1818, 1819, 1820 und 1821. Lübeck 1823.

Dieſer dritte Band wurde zur Bibliothek der Bundesverſammlung abgegeben.

§. 59.

Einreichungs-Protocoll.

Die Eingaben

Num. 26, eingereicht am 27. März, von Gustenhoffer, vormaligen Präbendar bei dem Domcapitel zu Straßburg, Gesuch um Verwendung bei der Königlich-Französischen Regierung, wegen Verleihung einer lebenslänglichen Pension.

Num. 27, einger. am 27. März, von dem geheimen Justiz- und Oberappellationsrath, Dr. Christoph Martin, zu Jena, als Bevollmächtigten mehrerer Rheinpfälzischen Staatsgläubiger der Obligationen Lit. D, Gesuch um Verwendung und gnädige Berücksichtigung, damit diese Angelegenheit durch richterlichen Spruch bald beendiget werde. Mit Anlage.

Num. 28, einger. am 1. April, von Dr. Ehrmann, als Anwalt der Erben des Handelsmanns Simon Moritz Rüppel, Nachtrag zu der am 14. v. M. übergebenen Vorstellung (Num. 25), Justizverweigerung von Seiten der Königlich-Preussischen Justizhöfe betr.

wurden der betreffenden Commission zugestellt.

Folgen die Unterschriften.

Neunte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 17. April 1823.

In Gegenwart

aller in der achten Sitzung Anwesenden;

wieder hinzugekommen war,

von Seiten Preussens: der Königliche wirkliche geheime Staats- und Cabinetsminister, Herr Graf von der Goltz.

§. 60.

Erwiederung der hohen Bundesversammlung auf das Schreiben des Kaiserlich-Königlichen Staatsministers, Herrn Grafen von Buol-Schauenstein.

(8. Sitz. §. 53 d. J.)

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte, Herr Freiherr von Münch-Bellinghausen, verliest den Entwurf einer von ihm in Auftrag der hohen Bundesversammlung an den Kaiserlich-Königlichen Staatsminister, Herrn Grafen von Buol-Schauenstein, zu erlassenden Antwort, als Erwiederung auf dessen Abschiedsschreiben vom 10. dieses Monats.

Der Entwurf wurde verlesen, und von sämmtlichen Gesandtschaften genehmigt, wie folgt:

Die hohe Bundesversammlung hat mit dem aufrichtigsten Bedauern Euere Excellenz aus ihrer Mitte scheiden gesehen und mich beauftragt, Hochdenselben, in Erwiederung auf das verehrliche Schreiben vom 10. dieses Monats, mit diesen Gefühlen zugleich den hochverdienten Dank für das, seit ihrer Eröffnung bewiesene, unermüdete und rühmliche Bestreben auszudrücken, womit Euere Excellenz ihre Berathungen und Verhandlungen, zum allgemeinen Besten, dem erhabenen Zwecke des Bundes gemäß, geleitet und Sich dadurch um deren Erfolg unmißkennbare Verdienste erworben haben.

Die ganz eigene Sorgfalt, welche Euere Excellenz der Würde und dem Ansehen dieser hohen Versammlung bei ihrer Constituirung widmeten, und das Gedeihen mehrerer orga-

nischer Gesetze und Einrichtungen, zur näheren Begründung und Ausbildung der Bundesverhältnisse, unter Euerer Excellenz Vorsitze und thätigen Theilnahme, sind bleibende Denkmale Ihrer Wirksamkeit, und begründen die gerechtesten Ansprüche auf das in den Annalen der Versammlung fortlebende Andenken an ihren ersten Präsidirenden. ꝛc. ꝛc.

§. 61.

Reichskammergerichts-Archiv zu Wetzlar, auch reichskammergerichtliche Sustentations-Angelegenheiten.

(9. Sitz. §. 77 v. J. 1822. — 5. Sitz. §. 37 v. J. 1823.)

Präsidium: legt ein Schreiben der zu dem Reichskammergerichts-Archive zu Wetzlar verordneten Commission, d. d. Wetzlar den 17. März laufenden Jahres, vor, und trägt darauf an, dieses Schreiben, sammt den mit demselben eingekommenen Acten, der betreffenden Bundestags-Commission zuzustellen, diese letztere Commission selbst aber, nachdem zwei Mitglieder derselben abgegangen seyen, auf herkömmliche Art zu ergänzen.

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden, — es wurde demnach zur Wahl geschritten, und diese fiel auf die Herren Bundestagsgesandten,

Freiherrn von Münch, und
Freiherrn von Gruben;

daher

Beschluß:

daß der von Wetzlar eingelangte Bericht der durch den Hinzutritt der Herren Bundestagsgesandten, Freiherrn von Münch und Freiherrn von Gruben, ergänzten Bundestags-Commission zum weitern Vortrage zuzustellen sey.

§. 62.

Reclamationen der Pensionirten des vormaligen Exjesuiten- und Schulfonds zu Mainz und einiger andern dasigen Beneficiaten, um Gewährung ihrer Pensionsraten.

(4. Sitz. §. 26 d. J.)

Preussen. Der Königlich-Preussische Hof hat die an ihn gerichteten Pensionsansprüche einiger Pensionärs des vormaligen Kurmainzischen Exjesuiten- und Schulfonds, so weit sich dieselben auf ein zu Heiligenstadt belegen gewesenes Activum gründen, schon im Jahre 1819, wie in der 32. Sitzung desselben Jahres diesseits angezeigt worden, nach dem Maaße seiner ihm unmittelbar obliegenden Verbindlichkeit dadurch vollständig befriedigt, daß den Reclamanten der Betrag der auf jenes Capital repartirten Pensionsraten für das Vergangene, bis zum ersten Semester 1819 einschließlich, mit 757 Fl. 40 Kr. 1 ½ Pf. bewilligt

und angewiesen, auch wegen künftiger Zahlung an die noch lebenden Interessenten Fürsorge getroffen worden ist.

Die solcher Gestalt erfüllte Zahlungsverbindlichkeit beruht auf der diesseits wirklich statt gehabten und noch statt findenden Benutzung des gedachten Heiligenstädter Exjesuiten-Fonds. Es leidet mithin keinen Zweifel, daß dem Königlich-Preussischen Fisco, weil derselbe dieß Capital während der Dauer des Zeitraumes vom 1. November 1806 bis zum 1. December 1813 nicht genutzt hat, auch keine unmittelbare Verpflichtung zur Nachzahlung derjenigen Pensionsraten obliegt, welche während des nämlichen Zeitraumes rückständig geblieben sind. Die Berichtigung dieser Rückstände macht vielmehr lediglich einen Gegenstand der Regulirung des Schuldenwesens und der Centralverhältnisse des ehemaligen Königreichs Westphalen aus. Nur die von den hierbei betheiligten Staaten über die Behandlung von Ansprüchen auf Pensionsrückstände aus der Zeit des Königreichs Westphalen im Allgemeinen festzustellenden Grundsätze können daher auch über die fraglichen Ansprüche definitiv entscheiden. Die erwähnten Pensionärs werden dieß demnach abzuwarten haben.

Wollte man ihnen, aus Rücksichten der Milde, vorläufige Zahlung ausnahmsweise bewilligen; so würde solches unfehlbar vielfache anderweitige Ansprüche auf ähnliche Begünstigungen, und da deren gleichmäsige Befriedigung unthunlich wäre, nur vergebliche Hoffnungen aufregen. Eine solche vorläufige Zahlung kann daher, unter den angeführten Umständen, von Seiten des Königlich-Preussischen Hofes um so weniger statt finden, als der ganze Betrag der reclamirten Rückstände bei Regulirung des Schuldenwesens und der Centralverhältnisse des Königreichs Westphalen niemals Preussen allein zur Last fallen kann.

Hiernach ist der Bevollmächtigte der Reclamanten, Finanz-Registrator Hoffmann zu Aschaffenburg, auf eine Vorstellung, worin er die Zahlung jener Rückstände bei dem Königlichen Staatsministerio unmittelbar nachgesucht hatte, von demselben bereits mit dem geeigneten Bescheide versehen worden.

Hierauf wurde

beschlossen:

die Erklärungen von Preussen und Kurhessen (4. Sitz. §. 26 d. J.) an die Reclamations-Commission abzugeben.

§. 63.

Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischer Landestheile.

(3. Sitz. §. 23 d. J. 1823.)

Baden. In der 14. Sitzung vom 5. April 1821 erstattete der Herzoglich-Holstein-Oldenburgische, Anhalt- und Fürstlich-Schwarzburgische Bundestagsgesandte, Herr von

Berg, Vortrag über die Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischer Landestheile, worauf beschlossen wurde: «daß die Herren Gesandten von Baiern, Würtemberg, Großherzogthum «Hessen, Nassau und der freien Stadt Frankfurt ersucht werden, sich bei ihren Regierungen «um Unterstützung der in der commissarischen Darstellung über die vier Puncte in Vorschlag «gebrachten Einleitung, insbesondere aber dahin zu verwenden, daß die erwähnten betheiligten «Regierungen durch Bevollmächtigte der Commission die erforderlichen Aufklärungen und «ihre Aeusserungen über diese Gegenstände dergestalt abgeben, damit die gütliche Vereinigung «derselben, in deren Entstehung aber die rechtliche Erledigung der Sachen und die endliche «Befriedigung der Gläubiger bewirkt werden könne».

Ungeachtet nun Baden unter den Betheiligten sich nicht aufgeführt findet, so glaubt es dennoch, als dermaliger Besitzer einiger Theile des vormaligen Kurstaats Mainz, seine Erklärung über diesen Gegenstand, insbesondere über die Forderungen mit Special-Hypothek auf die Rente Lohneck und den Zoll Vilzbach, gleichfalls abgeben zu müssen.

Die Streitfrage, worauf es hierbei ankommt, wurde von dem Herrn Referenten selbst dahin aufgestellt: Haben die reclamirenden Gläubiger ihre Special-Hypothek auf der linken Rheinseite, und ist also Frankreich ihr Schuldner geworden?

Großherzoglich-Badischer Seits ist man nun der Ansicht, daß die hier in Frage stehenden Schulden, wie auch der Pariser Staatsvertrag von 1810 ausdrücklich besagt, schon ursprünglich und nach dem strengen Rechte von dem Mainzer Ausgleichungscongresse zu Frankfurt nicht hätten an Frankreich verwiesen werden können.

Hiervon ausgehend, hat auch die Großherzogliche Regierung den erwähnten Staatsvertrag anerkannt, und dem gemäß bereits seit dem Jahre 1811 jenen Antheil an diesen Schulden übernommen, der die, in den diesseitigen Besitz gekommenen, ehemals Mainzer Kammer- und Steuergefälle, im Verhältniß zu den sämmtlichen übrigen auf der rechten Rheinseite gelegenen dergleichen Gefälle, trifft.

Nur die diesseitige Rate an der Mainzer Pfandamtsforderung konnte von der Großherzoglichen Regierung damals, wegen Mangel der erforderlichen Aufklärungen, nicht übernommen werden, und auch dermalen noch muß sich die Gesandtschaft, wegen verschiedener noch nicht vollständig darüber eingezogener Erkundigungen, weitere Erklärung über diesen Gegenstand vorbehalten.

Ehe und bevor aber die oben erwähnte Streitfrage ihre endliche Erledigung erhalten haben wird, und ehe man demnach weiß, ob Nassau und die übrigen am Pariser Vertrage vom Jahre 1810 nicht theilnehmenden Mainzer Kurstaats-Theilhaber die auf ihre Mainzer Kammer- und Steuer-Revenüen fallenden Schuldenantheile, wie man diesseits glaubt,

auch wirklich zu übernehmen verbunden oder entschlossen sind, läßt sich von einem Zusammentritte von Bevollmächtigten zur Liquidation und Repartition dieser Schulden durchaus kein Resultat erwarten. Die Liquidation derselben ist übrigens, unter Zugrundelegung der darüber in Aschaffenburg vorhandenen einzelnen Schuldenacten und der Mainzer Kammer- und Kriegszahlamts-Rechnungen, in welchen sie Posten für Posten eingetragen sind, ein so leichtes und einfaches Geschäft, daß die Commission damit wohl in zwei bis drei Tagen vollständig zu Ende kommen würde.

Noch weniger mühsam aber ist die Repartition dieser Schulden unter die verschiedenen Kurstaats-Theilhaber, da die resp. Mainzer Steuer- und Kammer-Revenüen-Etats, und folglich der für diese Schulden gesetzlich vorgeschriebene Repartitionsmaasstab, schon längst gefertigt, von allen Seiten förmlich anerkannt und früher durch den Frankfurter Ausgleichungscongreß für eine weit größere Masse von Mainzer Kammer- und Steuer-Schulden, unter allseitiger Genehmigung, in Anwendung gebracht worden ist.

Von Entscheidung der Vorfrage, ob die Schuldraten, welche nach dem bereits ausgemittelten Maasstabe auf jene Landestheile fallen, deren dermalige Besitzer dem Pariser Vertrage von 1810 nicht beigetreten sind, jetzt von diesen dennoch, oder ob sie — als auf Frankreich haftend geblieben — nunmehr von denjenigen Deutschen Regierungen übernommen werden müssen, welche in dem Besitze der Mainzer Landestheile auf der linken Rheinseite sich befinden, und hinsichtlich ihrer jetzt in Frankreichs Stelle und Verbindlichkeit getreten sind, hängt ferner auch die Anerkennung und Uebernahme der Forderung der Krone Preussen von 18,200 Fl. für die Universität Erfurt, so wie verschiedene andere ähnliche, einzig und allein ab.

Nicht zu verkennen ist, daß, wenn diese Corporations- und Stiftungs-Forderungen nach ihrer Hypothek und zufolge des Lüneviller Friedens, wie von dem Herzogthume Nassau behauptet wird, zu übernehmen gewesen seyn würden, dieselben auch, nach §. 37 des Reichsdeputations-Hauptschlusses von 1803, an Frankreich heimgefallen und somit in dessen Händen Rechte und Verbindlichkeit consolidirt gewesen seyn würden.

Die solcher Gestalt längst vor dem Pariser Staatsvertrage von 1810 erloschenen Verbindlichkeiten hätten demnach auch später nicht mehr ins Leben gerufen werden können.

Wenn nun hiernach die Entscheidung der mehrerwähnten Streitfrage bei der Repartition und selbst bei der Liquidation einzelner nicht unbeträchtlicher Forderungen präjudiciell ist, so sieht sich die Großherzogliche Regierung zu der wiederholten Erklärung veranlaßt, daß sie sich vor Erledigung derselben von dem Zusammentritt einer eigenen Commission kein Resultat versprechen kann.

Demnach ist sie auch des Dafürhaltens, daß die hohe Bundesversammlung zuvörderst einzig und allein ihre Bemühung darauf zu richten haben möchte, die Entscheidung der streitig gewordenen Vorfrage herbeizuführen.

Diese Erklärung wurde an die betreffende Commission verwiesen.

§. 64.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(5. Sitz. §. 37 d. Z.)

Baden. Die hohe Bundesversammlung hat beschlossen, über den ihr in der 25. Sitzung vom 15. Juli 1822, in Betreff der Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen, erstatteten Commissionsbericht, die Instructionen der Höfe einzuholen.

Die Großherzogliche Gesandtschaft hat nicht ermangelt, diesem Beschlusse nachzukommen, und sie sieht sich nunmehr ermächtigt, Namens ihres höchsten Hofes folgende Erklärung abzugeben.

In dem erwähnten Commissionsberichte, Seite 769, ist das Großherzogthum Baden unter denjenigen Bundesstaaten aufgeführt, welche gar keine oder nicht nennenswerthe Rückstände an Kammerzielern bis 31. December 1816 haben, und Seite 770 wird hinzugefügt, daß, wenn dasselbe von allen Staaten geschehen wäre, die besoldeten Cameralen schon 1813 gar keinen Rückstand gehabt haben, seitdem aber keine vollen Kammerzieler zu deren Befriedigung erforderlich gewesen seyn würden.

Nach der eben daselbst gestellten Berechnung hätte sich dem zufolge am Ende des Jahres 1816 ein Ueberschuß von 94,436 Rthlr. 45 $\frac{3}{5}$ Kr. ergeben, der zur Restitution an die Contribuenten vorräthig seyn sollte, und wovon Baden nach dem Beitragsfuße 4,290 Fl. 24$\frac{2}{3}$ Kr., als zuviel bezahlt, erhalten würde.

Wenn nun die schuldigen Beiträge von vielen der Contribuenten nicht eingiengen, und dadurch nicht nur der ganze Ueberschuß der Staaten, welche ihre Gesinnungen gegen die hülfsbedürftigen Reclamanten durch Abführung ihrer Raten bethätigten, absorbirt wurde, sondern sich auch noch ein Zahlungsrückstand von 195,370 Fl. 23 Kr. ergab; so kann die Großherzogliche Regierung ein solches Resultat zwar bedauern, keineswegs aber vermag sie einzusehen, wie hieraus irgend eine, wenn auch nur moralische, Verbindlichkeit zu weiteren Beiträgen für sie abgeleitet werden kann. Unmöglich kann sie sich mit einer Billigkeit vereinigen, die mit den Rechtsprincipien unverträglich ist; vielmehr theilt sie die bereits von dem Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofe ausgesprochene Ueberzeugung, daß man

immer noch am sichersten zum Ziele gelangen werde, wenn die hohe Bundesversammlung dahin wirkte, daß zuerst alle rückständigen Kammerzieler bis zum Jahre 1817, nebst dem weiter in diesem Jahre ausgeschriebenen Kammerziele, entrichtet, und hieraus die rückständigen Pensionen bezahlt würden.

Sollte sich hierbei eine so grosse Menge von illiquiden und inexigiblen Posten herausstellen, daß ein weiterer Ausschlag erforderlich würde, so ist die Großherzogliche Regierung bereit, diesen zu leisten, ungeachtet sie nicht glaubt, daß irgend eine dieser Forderungen verloren seyn könne, da die Kammerzieler als eine Realverbindlichkeit auf den einzelnen Landestheilen hafteten, und daher beibringlich seyn müssen, so lange als diese bestehen.

Sollten aber einzelne dieser Forderungen deßhalb für inexigibel betrachtet werden wollen, weil deren Beitragspflicht zwischen verschiedenen Bundesstaaten streitig ist, so vermag man Großherzoglich-Badischer Seits dieser Ansicht gleichfalls nicht beizutreten; vielmehr ist man des Dafürhaltens, daß die hohe Bundesversammlung dafür Sorge zu tragen habe, daß dieser Streit geschlichtet werde, was aber nicht dadurch geschehen kann, daß die Schuld ganz oder zum Theil auf diejenigen übertragen werde, welche ihrer Obliegenheit längst genügt haben.

Die Großherzogliche Regierung glaubt demnach, daß, unter Umgehung der von der verehrlichen Bundestags-Commission gemachten Vorschläge, mit einer genauen Untersuchung und Liquidation der Kammerzieler-Rückstände unverzüglich der Anfang zu machen, und daß sodann den speciellen Vorschlägen zu Beibringung der einzelnen Posten entgegenzusehen seyn möchte.

Diese Abstimmung wurde an die betreffende Commission abgegeben.

§. 65.

Bitte des ehemaligen Rheinzollschreibers zu Oberlahnstein, Hofgerichtsraths Beisler, für sich und mehrere Rheinzoll-Pensionisten, um Auszahlung rückständiger reichsschlußmäßiger Pensionen.

(22. Sitz. §. 174 v. J. 1822.)

Baden. In der 16. Sitzung vom 13. Mai vorigen Jahres, §. 140, wurde beschlossen, über die Reclamation des ehemaligen Rheinzollschreibers zu Lahnstein, Hofgerichtsraths Beisler, für sich und mehrere Rheinzoll-Pensionisten, um Auszahlung rückständiger reichsschlußmäßiger Pensionen, das Vermittlungsverfahren zwischen den betheiligten Regierungen einzuleiten, und dem gemäß auch das Großherzogthum Baden ersucht, hierzu, als Rheinuferstaat, mitzuwirken.

Die Gesandtschaft hat nicht ermangelt, hierüber die Befehle ihres höchsten Hofes einzuholen und sieht sich nunmehr in dem Falle, ihr Bedauern darüber auszudrücken, daß sie an den deßfallsigen Verhandlungen keinen Theil nehmen kann. — Die Großherzogliche Regierung ist indessen fürs erste nicht gesonnen, ihre Weigerung auf den Umstand zu stützen, daß sie von den Reclamanten überall nicht in Anspruch genommen worden ist, eben so wenig, als darauf, daß es sich hier in Beziehung auf sie von keiner Forderung handelt, die zwischen ihr und den übrigen Rheinuferstaaten, als solchen, streitig geworden ist, woraus, vielleicht nicht mit Ungrund, hätte gefolgert werden mögen, daß es nicht in der Absicht der hohen Bundesversammlung gelegen haben könne, einen Staat, der in keinem solchen Streite befangen gewesen, aus eigener Autorität zu adcitiren, und ihn dadurch zum Betheiligten zu machen; vielmehr glaubt sie, mit Umgehung aller Rechtsgründe, sich auf die Angabe beschränken zu müssen, daß sie zu seiner Zeit alle, bis zum 1. December 1802 auf ihrem Rheinufer angestellt gewesenen und unversorgt gebliebenen, alten Rheinzoll-Beamten, sowohl die ehemals privativ Badischen als Rheinpfälzischen, übernommen, und mithin sogar in der Voraussetzung, daß sie als Rheinuferstaat mit Recht in Anspruch genommen werden könne, Alles geleistet habe, wozu sie nur jemals angehalten zu werden vermag.

Die Gesandtschaft hat übrigens eine ausführlichere Darstellung des ganzen Verhältnisses zu übergeben, welche der verehrlichen Bundestags-Commission mitzutheilen seyn dürfte.

Diese Erklärung, sammt der angezogenen und zugleich überreichten ausführlicheren Darstellung, wurde der betreffenden Vermittlungs-Commission zuzustellen beschlossen.

§. 66.

Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen.

(7. Sitz. §. 46 d. J.)

Kurhessen. Ueber die Anforderung der Mitglieder des vormaligen Mainzer Domcapitels an die bei dem vormaligen Großherzogthume Frankfurt betheiligten Regierungen, ist man Kurhessischer Seits ausser Stande, eine weitere Aufklärung zu geben, als bereits in den Protokollen der Ausgleichungs-Commission enthalten ist, wo dieser Gegenstand um deßwillen unerledigt blieb, weil bei deren letzten Zusammentritt die Final-Instructionen der vorzüglich in Anspruch genommenen Höfe von Wien, Berlin und München noch abgiengen.

Von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten sind die Aeusserungen Höchst-Ihres Commissarius zum Protokolle der Sitzung vom 4. Juli 1816 vollständig genehmigt worden. Hiernach dürften Allerhöchstsie wegen des Departements Hanau, welches bekannt-

lich schon vom 1. December 1813 an vom Großherzogthume getrennt wurde, im äussersten Falle zu concurriren haben:

1) zu den Rückständen der Lahnsteiner Quartalgelder und der Kammerrente bis zum 1. December 1813, in so fern der Ertrag der Aschaffenburger Departementalcasse, woraus diese Beträge zu zahlen waren, in die Centralcasse geflossen seyn sollte;

2) zu dem unbedeutenden Rückstande der Hanauischen Sustentations-Rata von 58 Fl. 11 Kr., entweder gemeinschaftlich oder privativ, je nachdem man sich überhaupt wegen der Schulden- und Ausgabenrückstände über diesen oder jenen Grundsatz vereinigen wird.

Dagegen concerniren die Rückstände der Lahnsteiner Quartalgelder und der Kammer-Rente, vom 1. December 1813 an, Seine Königliche Hoheit eben so wenig, als die Rückstände der Post-Recognitionsgelder, welche nicht für Hanau bezahlt wurden, und keine Einnahme der Großherzoglich-Frankfurtischen Central-Staatscasse bildeten, sondern dem Domcapitel als Sustentations-Ergänzung überlassen worden waren. —

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 67.

Die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordneten Austrägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betr.

(6. S. §. 41 d. Z.)

Der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, verliest nachfolgenden Vortrag der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission — die Frage betreffend:

Wie ist bei der Anwendung des dreissigsten Artikels der Wiener Schlußacte zu verfahren, wenn die Austrägalinstanz, in Ermangelung eines Antrags des einen Theils gegen den andern Theil, sich, nach der von ihr zu befolgenden Proceßordnung, nicht ermächtigt halten kann, in contumaciam zu verfügen?

§. 1.

In der Beschwerdesache der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger und Besitzer der Partial-Obligationen Lit. D, die Zahlung der rückständigen Zinsen und verfallenen Capitalien betreffend, ist das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Oberappellationsgericht zu Celle als Austrägalinstanz eingetreten, um über die zwischen dem Großherzogthume Baden und der Krone Baiern entstandene Differenz zu entscheiden.

Unter dem 4. Februar dieſes Jahres hat dieſes höchſte Gericht an eine hohe Bundesverſammlung die Gründe berichtet, aus welchen daſſelbe die ihm zur Austrägal-Entſcheidung übertragene Sache nicht innerhalb eines Jahres, von Einreichung des Klageantrags an gerechnet, habe entſcheiden können, und hat hierbei bemerkt:

«andern Theils können wir, nach dem in unſerer Proceßordnung vorgeſchriebenen und «daher auch hier in Anwendung zu bringenden Verfahren, uns nicht für ermächtigt «halten, gegen einen der ſtreitenden Theile praejudicia in Vollziehung zu ſetzen und «in contumaciam gegen denſelben zu verfahren, wenn nicht der andere ſtreitende «Theil beſonders darauf anträgt. Letzteres iſt nun bis jetzt von den eigentlich «ſtreitenden Theilen, wozu wir die Gläubiger nicht rechnen können, nicht «geſchehen ». —

Mittelſt Beſchluſſes dieſer hohen Verſammlung, vom 20. Februar dieſes Jahres *), ſind jene Gründe für hinreichend angenommen, und es iſt durch das zweite Glied des Beſchluſſes beigefügt worden:

«wäre dieſer Gegenſtand an die mit der Reviſion des Austrägalverfahrens beauftragte «Commiſſion abzugeben, um darauf bei ihren Arbeiten Rückſicht zu nehmen ».

Ein in der ſechſten Sitzung dieſes Jahres, den 13. März **), vorgetragenes Beförderungsgeſuch Frankfurter Inhaber ſolcher Obligationen, hat dieſer hohen Verſammlung zu folgendem weiteren Beſchluß Veranlaſſung gegeben:

«daß die mit der Reviſion des Austrägalverfahrens beauftragte Commiſſion erſucht «werde, dem ihr, vermöge des zweiten membri des Beſchluſſes vom 20. Februar 1823, «gewordenen Auftrage in der Art zu genügen, daß ſie, in möglich-kürzeſter Friſt, be«ſondere Vorſchläge darüber mache, wie, ſowohl für den gegenwärtigen als jeden künf«tigen Fall, das von dem Oberappellationsgerichte zu Celle zur Anzeige gebrachte mög«liche Hinderniß, in Fällen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte, dem Artikel III «Num. 8 des Bundesbeſchluſſes vom 16. Juni 1817 nachzukommen, zu beſeitigen ſeyn «möchte ». —

Die Erledigung dieſes letzteren verehrlichen Auftrags iſt der Gegenſtand dieſes Vortrags.

§. 2.

Der Artikel 29 der Wiener Schlußacte begreift den Fall, wenn das Subject des ſchuldenden, oder dafür geachteten Theils unbeſtritten iſt; der Artikel 30 hingegen den Fall, wenn eben dieſes zweifelhaft und beſtritten iſt: dorten iſt eine Vorfrage gar nicht vorhan-

*) Dritte Sitz., Prot. §. 22.

**) Prot. §. 41.

den; hier muß darüber rechtlich erkannt werden. Die Bundesverſammlung ſoll die rechtliche Entſcheidung dieſer ſtreitigen Vorfrage, d. h. der Frage: wen, von zweien oder mehreren Staaten, der betheiligte Private in Anſpruch zu nehmen habe, oder, wie man ſich in den Wiener Conferenzen *) ausdrückte, welchen oder welche Bundesſtaaten die Forderung überhaupt angehe, durch eine Austrägalinſtanz veranlaſſen — durch eine Austrägalinſtanz, ohne weitere Beſtimmung, mithin, wie es ſcheint, in jedem Betrachte, durch eine ſolche, welche durch die Bundestagsbeſchlüſſe von den Jahren 1817 und 1820 noch zur Zeit normirt iſt.

Von dieſem letzteren Geſichtspuncte, iſt die Commiſſion bei dem in der 37. Sitzung des Jahres 1820 **) vorgelegten Entwurfe eines Bundestagsbeſchluſſes, über das Verfahren in Streitigkeiten der Bundesglieder unter einander, im §. 13 zunächſt ausgegangen; das Reſultat der weiteren Berathungen wird ergeben, was hieran abzuändern, und auf andere Weiſe anzuordnen, angemeſſen befunden wird, wohin auch beſonders das gehört, ob die Reclamanten, wie vorgeſchlagen wird, noch zur Zeit aber nicht beſtimmt feſtgeſetzt iſt, befugt ſeyn ſollen, ihr Intereſſe durch Intervention wahrzunehmen.

Dermalen handelt es ſich vorläufig nur davon, wie den Privaten, bei dem, was die jetzigen Bundesgeſetze enthalten, das Mittel zur Verfolgung ihrer Anſprüche, welches durch den Artikel 30 der Wiener Schlußacte feſtgeſetzt worden iſt, wirklich und mit thunlichſter Beförderung, ohne den Rechten der Regierungen in irgend einem Betrachte zu nahe zu treten, gewährt werden könne.

§. 3.

Nach den dermaligen Bundesgeſetzen, ſtehet dem zur Austrägalinſtanz gewählten oberſten Gerichtshofe die Leitung des Proceſſes, nach der bei ihm geltenden Proceßordnung, und die Entſcheidung des Streits, in allen ſeinen Haupt- und Nebenpuncten, uneingeſchränkt, und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesverſammlung oder der Landesregierung, zu. Letztere wird jedoch, auf Anſuchen der Bundesverſammlung oder der ſtreitenden Theile, im Falle einer Zögerung von Seiten des Gerichts, die zur Beförderung der Entſcheidung nöthigen Verfügungen erlaſſen. Das endliche Erkenntniß ſoll längſtens binnen Jahresfriſt vom Tage der überreichten erſten Klage oder Beſchwerdeſchrift erfolgen; die Gründe eines nothwendig geglaubten längeren Zeitraums ſind, auf zu erſtattenden Bericht, der Würdigung der Bundesverſammlung überlaſſen ***).

*) Anlage A. zum Prot. der 22. Sitz. vom 15. April 1820.

**) Prot. §. 214.

***) Bundestagsbeſchlüſſe vom 16. Juni 1817, III. Num. 6, 8, und vom 3. Auguſt 1820, Art. 2.

§. 4.

Durch die gesetzliche Vorschrift, daß, bei der Verhandlung eines Rechtsstreits, die Thätigkeit der streitenden Theile geordnet, und in bestimmte Zeiträume oder Fristen eingeschränkt seyn solle, wird Beförderung der Gerechtigkeitspflege bezweckt; jene beruht also in so fern auf einem staatsrechtlichen Princip.

Aus diesem Grunde belegen die Gesetze denjenigen, welcher die aufgegebene Handlung, in der vorgeschriebenen Zeit, entweder gar nicht oder nicht gehörig vollzieht, oder — wie man sich ausdrückt — ungehorsam ist, wenigstens mittelbar mit einem Nachtheil, welcher meist zum Vortheil des Gegentheils gereicht.

Aus welchem Gesichtspuncte jener Nachtheil, nach den Grundsätzen des gemeinen Deutschen Processes, zu betrachten sey, gehört nicht hierher; und eben so wird eine Aufzählung der verschiedenen proceßleitenden Decrete und der Fristen, mit ihren Wirkungen im Falle der Nichtbefolgung oder der Versäumung, hier billig übergangen: nur dieses, so bekannt es ist, wird zur Deutlichkeit und schnelleren Uebersicht bemerkt werden dürfen — daß, wenn das Verfahren bei, durch aretatorische Decrete, vorberaumten und versäumten Fristen weiter geführt werden soll, nach den Maximen des gemeinen Processes, der andere Theil bei dem Gerichte um eine Verfügung bitten muß, daß die Folge der Versäumung, oder der von dem Gesetze oder durch ein richterliches Decret angedrohte Rechtsnachtheil, in Wirklichkeit gesetzt, und das weitere Verfahren, um zur Abfassung des Endurtheils gelangen zu können, bestimmt werde, — so wie, daß die bekannte Regel: contumacia non accusata non nocet, nur bei den so genannten Fatalien Ausnahme leidet.

§. 5.

Das Verfahren, daß Partien, von welchen keine gegen die andere als Kläger auftritt, darüber rechten müssen, wer von ihnen sich von einem Dritten verklagen oder in Anspruch nehmen lassen solle — daß dieser Dritte mit der Anstellung seiner Klage so lange warten muß, bis die Differenz zwischen jenen beiden, wer von ihnen zu Recht zu stehen schuldig sey, durch rechtliche Entscheidung erledigt ist — dieses Verfahren, welches der Artikel 30 der Wiener Schlußacte enthält, war in Deutschland früher nicht bekannt, aber auch entbehrlich: die neue Ordnung gebot diese neue Disposition, als ein Institut, um eine Rechtlosigkeit zu verhüten, welche möglicher Weise den Privaten drohete.

Vor der Entscheidung jener Differenz, oder, nach den Worten des Gesetzes, vor der Entscheidung der Vorfrage, können die betheiligten Privaten nicht klagen; hieraus scheint zu folgen, daß sie — wenn ihnen auch gestattet würde, bei den Verhandlungen über die Vorfrage in anderem Betrachte ihr Interesse wahrzunehmen — bei der Austrägalinstanz nicht

darauf antragen können, Nachtheile gegen einen Theil auszusprechen oder zu verhängen, der noch zur Zeit ihr Gegner nicht ist, vielleicht auch nie seyn wird.

§. 6.

Im gewöhnlichen bürgerlichen Proceßverfahren zwischen Privaten, kann der Fall eines aus unterlassener Betreibung eines Rechtsstreits für dritte Interessenten entstehenden Nachtheils nicht eintreten, weil es diesen Dritten nicht an Mitteln fehlt, einen solchen Nachtheil von sich abzuwenden, dieselben also sich selbst die Folgen beimessen müssen, wenn sie von diesen Mitteln keinen Gebrauch machen. Auch in sonstigen Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, ist Vorsorge zur Beförderung getroffen (§. 3); dasjenige, was von Anträgen der Partien abhängig ist, bleibt ihrer eigenen Thätigkeit überlassen; bei eigener Unthätigkeit haben sie keine Ursache, über die Unthätigkeit der Austrägalinstanz zu klagen.

Anders verhält sich dieses in Fällen, in welchen der Artikel 30 der Wiener Schlußacte zur Anwendung kommt.

Denn, können die Gerichte bei diesen Verhandlungen, nach den Maximen des gemeinen Deutschen Processes, nicht von Amtswegen den Ablauf der Fristen berücksichtigen, und auf die Wirkungen der Nichtbefolgung, ohne Antrag des andern Theils, erkennen; ist der Fall möglich, daß ein solcher Antrag ganz unterlassen oder doch sehr verzögert wird; können die Privaten selbst, d. h. gerade diejenigen, um derentwillen das Verfahren eingeleitet wird, nicht auftreten: so könnte allerdings die wohlthätige Disposition jenes Artikels als todter Buchstabe möglich gedacht werden, wenn nicht dagegen in dem Geiste des Gesetzes, welches die Verhütung der Rechtlosigkeit im Deutschen Bunde zum Zwecke hat, Mittel zu Erreichung des letzteren, ohne Verletzung der Rechte der Regierungen, sollten gefunden werden können.

§. 7.

Zur Erwirkung der Thätigkeit der Austrägalinstanz, ohne Antrag des andern Theils, bieten sich zwei Mittel dar:

1) man gestattet den Privaten, deren Anspruch die Differenz und das über dieselbe eingeleitete Verfahren veranlaßt hat, bei der Austrägalinstanz von der Lage der Verhandlungen Kenntniß zu nehmen, und, in dem hier vorausgesetzt werdenden Falle, diejenigen Anträge zu machen, welche sonsten, nach den Vorschriften des gerichtlichen Verfahrens, von dem andern Theile gemacht werden könnten;

2) die Austrägalinstanz wird beauftragt und ermächtigt, in Fällen des Artikels 30 der Wiener Schlußacte, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen, und eben

das auszusprechen, was sonsten auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

§. 8.

Das erste Mittel scheint das wider sich zu haben, daß es noch zur Zeit an einer ausdrücklichen Bestimmung darüber gebricht, ob und welche Theilnahme überhaupt den Privaten an den Verhandlungen gestattet seyn solle, so wie, daß hier die Privaten, nach dem, was bereits oben (§. 5) bemerkt worden ist, nicht als eigentlich streitender Theil betrachtet werden können: die Commission glaubt also, auf das zweite Mittel antragen zu müssen, und diesen ihren Antrag mit Folgendem rechtfertigen zu können.

§. 9.

1) Nach dem Artikel 30 der Wiener Schlußacte soll die Bundesversammlung, in dem benannten Falle, wenn der Versuch einer gütlichen Ausgleichung fruchtlos war, und die in Anspruch genommenen Bundesglieder sich nicht, in einer zu bestimmenden Frist, über ein Compromiß vereinigen, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägalinstanz veranlassen. Die Worte: «zu bestimmenden Frist» sind in den Wiener Conferenzen auf besondere Erinnerung aufgenommen worden *), zum sicheren Beweise, wie sehr man darauf bedacht war, jeder möglichen Verzögerung vorzubeugen. Gehört es zum Berufe dieser hohen Versammlung, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage, auf Anrufen der Betheiligten, zu veranlassen, so muß alles das entfernt werden können, was diese rechtliche Entscheidung aufhalten, nicht wahrscheinlich, gleichwohl möglich, ganz verhindern, jenen hohen Beruf unwirksam machen, und so eine Disposition, welche die Rechte schuldloser Dritter sichern sollte, und auf der vertragsmäsigen Willensäusserung aller Bundesglieder beruht, in leere Worte verwandlen kann.

§. 10.

2) Es ist schon oben (§. 5) bemerkt worden, daß das Institut des 30. Art. neu ist; es kann mithin in den Proceßordnungen, welche die Austrägalinstanzen befolgen sollen, für Fälle dieser Art keine Vorsehung getroffen seyn. Wenn nun nur im Allgemeinen festgesetzt ist, daß die Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägalinstanz veranlaßt werden soll; so muß man auch, wenn man nicht der Bundesgesetzgebung mit dem Vorwurf einer unzureichenden Verfügung zu nahe treten will, die Mittel sanctionirt halten,

*) 22. Sitz. vom 15. April 1820, Anl. Lit. A.

welche zu einer solchen Entscheidung führen, wenn dieselben gleich in den für andere Fälle berechneten Proceßordnungen als gesetzliche Normen nicht aufgenommen sind.

§. 11.

3) Wollte man einwenden, das Contumaciren von Richteramtswegen — wenn man sich, der Kürze wegen, dieser Umschreibung bedienen darf — möge wohl der so genannten Untersuchungsmaxime angemessen seyn, diese liege aber der Deutschen gemeinrechtlichen Proceßtheorie nicht zum Grunde; so kann mit Grund darauf geantwortet werden:

das Institut des Art. 30 ist neu — ältere, für andere Fälle und früher nicht gekannte Verhältnisse gegebenen Normen und bestimmten Formen, können und dürfen überhaupt nur mit der Einschränkung angewendet werden, welche die Natur der neuen Verhältnisse ergiebt.

§. 12.

4) Auf diese Weise wird die bundesgesetzliche Disposition, daß dem zur Austrägalinstanz gewählten obersten Gerichtshofe die Leitung des Processes und die Entscheidung des Streits, in allen seinen Haupt- und Nebenpuncten, uneingeschränkt und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesregierung, zustehen solle, aufrecht erhalten — für den Fall der Zögerung von Seiten des Gerichts ist bereits Vorsehung getroffen.

Ohnehin wird, nach den bekannten Gesinnungen der Deutschen Regierungen, eine richterliche Verfügung von Amtswegen selten erforderlich seyn; eine jede Regierung hat gegründeten Anspruch auf die Vermuthung, sie werde nicht gemeint seyn, Privatpersonen, welche das Ihrige in gutem Glauben hingegeben haben, vielleicht in Dürftigkeit über Differenzen leiden zu lassen, die sie nicht herbeigeführt haben, und die ihnen fremd sind.

§. 13.

Noch hat die Commission die Frage zu beantworten: ob, wenn der von ihr gemachte Vorschlag genehmigt wird, diese Anordnung auch auf dermalen bereits in Verhandlung stehende Fälle des Artikels 30 der Wiener Schlußacte angewendet werden könne?

Die Commission bekennt sich zu dem Grundsatze, daß, wenn eine neue Anordnung in Rechtssachen solche Gegenstände betrifft, die mit dem, in einem angefangenen und noch nicht beendigten Rechtsstreite, Vorhergegangenen, weder an sich, noch der Form nach, in wesentlichem Verhältnisse stehen — daß solche auch auf dasjenige in Anwendung gebracht werden könne, was nach eingetretener Gültigkeit derselben geschieht.

Will man nun auch dem Vorschlage der Commission die Eigenschaft einer neuen Anordnung beilegen, und solchen nicht vielmehr nur für einen bestimmten Ausdruck dessen, was im Geiste des Gesetzes liegt, halten; so würde gleichwohl jene Frage, nach dem Dafürhalten der Commission, immer zu bejahen seyn.

§. 14.

Antrag.

Nach allem diesem, geht der Antrag der Commission dahin:

In allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz, nach der Disposition des dreissigsten Artikels der Wiener Schlußacte, eingeleitet ist, wird das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen und eben das auszusprechen, was sonsten, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Hierauf wurde, nach dem Antrage des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten,

beschlossen:

längstens am 19. Juni dieses Jahres über diesen Gegenstand abzustimmen.

Präsidium: bemerkte bei diesem Anlasse, daß die betreffende Commission wieder zu ergänzen sey. Dem zufolge wurde zur Wahl eines neuen Mitgliedes geschritten, welche auf den Großherzoglich-Hessischen Herrn Bundestagsgesandten,

Freiherrn von Gruben,

fiel.

§. 68.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 29, eingereicht am 11. April, von dem Königlich-Baierischen Finanz-Registrator Hofmann, als Beistand der Bolongaroischen Erben, und Gebrüder Bolongaro-Crevenna, Gesuch um hohe Verwendung wegen Rückzahlung eines, auf die Rente Lohneck und den Zoll Vilzbach radicirten, vormals Kurmainzischen Steuercapitals von 6,500 Fl. Mit 4 Anlagen.

Num. 30, einger. eodem, von dem ehemal. Rheinzollschreiber, Hofgerichtsrath Beisler, wiederholte Bitte für sich und mehrerer Rheinzoll-Pensionisten, die Entscheidung ihrer Angelegenheit durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen.

Num. 31, einger. am 12. April, von Ferdinand Ludwig Lieberich zu Ansbach, erneuertes Gesuch um baldige Bezahlung seiner Reichsoperationscasse-Forderungen.

Num. 32, einger. am 14. April, von Mayer Auerbach zu Carlsruhe, Gesuch um hohe Verwendung wegen Befriedigung einer mittelst Cession erhaltenen Forderung von 2,376 Fl. 30 Kr. an das bestandene Generalgouvernement Frankfurt.

Num. 33, einger. am 15. April, von Dr. Ehrmann dahier, mit einer, nachträglich zur hohen Einsicht vorgelegten, Kurpfalzbaierischen Original-Schuldverschreibung, in Betreff der Beschwerde der Erben des Handelsmanns Simon Moritz Rüppel, zu Num. 25 vom 14. März dieses Jahres.

wurden den betreffenden Commissionen zugewiesen.

Folgen die Unterschriften.

Zehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 24. April 1823.

In Gegenwart

aller in der neunten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war,

von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: der Königlich-Dänische geheime Conferenzrath, Herr Graf von Eyben.

§. 69.

Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze.

(35. Sitz. §. 221 v. J. 1819. — 36. Sitz. §. 210 v. J. 1820.)

Präsidium: machte aus Veranlassung einer eingekommenen Beschwerde den Antrag, zu der durch den Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 ernannten und unterm 14. December 1820 (§. 210) ergänzten Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze ꝛc. die Stellen der inzwischen abgegangenen Mitglieder, nämlich der Herren, Grafen von Buol-Schauenstein, Freiherrn von Aretin, von Martens und von Berg, zu ersetzen.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Präsidialantrage, und in der unmittelbar hierauf vorgenommenen Wahl wurden die Herren Bundestagsgesandten:

Freiherr von Münch,
Graf von der Goltz,
Freiherr von Blittersdorff, und
Graf von Eyben,

zu Mitgliedern der erwähnten Commission ausersehen.

§. 70.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18[d] der Deutschen Bundesacte.

(4. Sitz. §. 28 d. J.)

Die freien Städte. In Beziehung auf diesen Gegenstand, weßhalb die Regierungen, durch den in der 12. Sitzung vom 28. März 1822 genommenen Beschluß, um die rück-

ständigen Erklärungen über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordnung (4. Sitz. von 1819) ersucht worden, bemerkt der Gesandte zuvörderst:

1) Die Abhandlung des Dr. Griesinger, auf welche jener Beschluß zugleich aufmerksam macht, hat nicht nur in den Debatten der Würtembergischen Kammer der Abgeordneten, die durch den Bundestagsbeschluß vom 30. Mai 1822 (18. Sitz. §. 153) ebenfalls der Aufmerksamkeit empfohlen sind, bereits ihre Widerlegung gefunden, sondern enthält auch in der That keine Gründe für den Nachdruck, die nicht längst, und namentlich damals schon, bekannt gewesen, als durch den Punct d des 18. Artikels der Deutschen Bundesacte die Festsetzung erfolgte:

«Die Bundesversammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mit Abfassung «gleichförmiger Verfügungen über die Sicherstellung der Rechte der Schrift- «steller und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen» —

wodurch denn alles neue Eingehen in theoretische Erörterungen beseitigt ist.

Es wird damit grundgesetzlich bestimmt und ausgesprochen, daß die Rechte der Schriftsteller und Verleger sicher gestellt werden sollen, welches nur durch Ausschliessen der Mitausübung oder der Anmaßung dieser Rechte, also durch den Charakter der Ausschließlichkeit, geschehen kann, den die Commission durch den Ausdruck: Eigenthum auf die schärfste Weise zu bezeichnen glaubte. So ist denn schon die Gesetzgebung dem Unbestimmten der Theorie zu Hülfe gekommen, und sie will es ferner thun, durch gleichförmige Verfügungen in den Deutschen Bundesstaaten.

2) Die gegenwärtige Abstimmung hält sich nur an den, 1819 vorgelegten, commissarischen Entwurf einer Verordnung, unter dem Vorbehalte, für den Fall, da auf die beiden den Nachdruck betreffenden Actenstücke, deren der jenem Beschlusse vom 28. März 1822 vorhergehende Vortrag des damaligen Herrn Referenten gedenkt, und welche ganz eigene, mit obigem Abschnitte des 18. Artikels der Bundesacte nicht in directem Zusammenhange stehende, umfassende Vorschläge enthalten, andere Abstimmungen sich mit erstrecken sollten, gleichfalls darüber nachträglich sich zu äussern.

Der Entwurf von 1819 hat die der Bundesversammlung durch den Grundvertrag gewordene Aufgabe, im Allgemeinen und Wesentlichen, würdig und angemessen gelöset, mithin die Hoffnung begründet, daß der viel und lang besprochene Gegenstand, der schon auf dem vormaligen Reichstage erörtert wurde, endlich auch in Deutschland, nach dem Vorgange der Nachdruckverbote in andern Staaten, zu einer allgemeinen gesetzlichen Bestimmung, im Geiste des Entwurfes, werde geführt werden. Durch nachstehende Bemerkungen, welche den Artikeln des Entwurfes folgen, wünscht man diesseits Beiträge zu dessen sorgfältiger Prüfung

zu liefern, vorbehältlich nachträglicher oder auch modificirender Aeuſſerungen, je nachdem ſich künftig, vor definitiver Beſchlußnahme in dieſer Angelegenheit, die Veranlaſſung dazu ergiebt.

Zum Artikel 1. Wiewohl die Commiſſion in ihrem auf den Entwurf ſich beziehenden Berichte bedenklich gefunden, ein Verbot des Nachdruckes ausländiſcher Werke vorzuſchlagen, nicht nur aus Gründen der Reciprocität, ſondern auch, weil in der Regel dem ausländiſchen Verleger durch ſolche Nachdrücke kein weſentlicher Schaden zugefügt werde, ſo dürfte doch mit der bloſſen Erſtreckung des Artikels 1

«auf die in den Staaten des Deutſchen Bundes erſchienenen Druckſchriften ꝛc.»

nicht für immer ausgeſprochen ſeyn, daß nicht in Zukunft, je nachdem darauf angetragen werden und es ſich nothwendig oder nützlich zeigen möchte, benachbarte Staaten, in welche Nachdrucker Deutſcher Werke, zur Vereitelung des beabſichtigten Sicherſtellungszweckes, leicht ſich niederlaſſen, und wo ſie überhand nehmen können, von Seiten des Deutſchen Bundes, unter Zuſicherung der Reciprocität, zu veranlaſſen wären, Deutſchen Schriftſtellern und Verlegern angemeſſenen Schutz gegen Nachdruck zuzugeſtehen.

Zum Artikel 2. Die beiden Zeiträume von 15 und 10 Jahren dürften zu kurz ſeyn. Ohne einige Unterſcheidung des Selbſt- und fremden Verlags, die überhaupt nicht, und bei geräumiger Friſt um ſo weniger, weſentlich erforderlich ſcheint, wäre die Friſt auf zwanzig Jahre, vom Todestage des Verfaſſers an gerechnet, zu ſetzen.

Zur Beſeitigung völliger Rückwirkung dieſes Artikels auf Verlagsgegenſtände, deren Verfaſſer vor Bekanntmachung des Geſetzes verſtorben, könnte beſtimmt werden, daß in dieſem Falle dem Berechtigten wenigſtens zehn Jahre, alſo auch alsdann zu gute kommen ſollen, wenn der Verfaſſer ſeit zwanzig Jahren, oder ſeit länger, vor der Bekanntmachung des Geſetzes verſtorben iſt. In Anſehung der noch innerhalb eines Zeitraums unter zwanzig Jahren vor ſolcher Bekanntmachung Verſtorbenen, wären die bis dahin nach dem Tode des Verfaſſers verfloſſenen Jahre verhältnißmäſig in Abzug zu bringen, ſo daß nicht unter zehn und nicht über zwanzig Jahre im Ganzen angenommen würden.

Zum Artikel 3. In ſo fern Selbſtverlag und fremder Verlag nicht unterſchieden werden, wird dieſer Artikel ganz wegzulaſſen ſeyn.

Artikel 4 würde, in gleicher Vorausſetzung und mit Rückſicht auf die Bemerkung zum Artikel 2, lauten:

> Werke, oder Fortſetzungen von Werken eines Schriftſtellers, welche in dem erſten Jahre nach deſſen Tode herausgegeben werden, ſollen zwanzig Jahre lang eines gleichen Schutzes gegen den Nachdruck genieſſen;

wenn man nicht lieber die Artikel 4 und 5, welche beide zu ſtrenge an das Todesjahr ſich

zu halten und die Sache für Erben und Verleger unbequem, unsicher und weitläufig zu machen scheinen, wie folgend, kurz zusammenfassen möchte:

Von Werken, oder Fortsetzungen der Werke eines Schriftstellers, die nach dessen Tode herausgegeben werden, verbleibt den Erben und Verlegern, während der nächsten zwanzig Jahre nach ihrer Erscheinung, das ausschließliche Erb- und Verlagsrecht.

Artikel 8 dürfte deutlicher, wie folgend, zu fassen seyn:

Innerhalb der vorhin bestimmten zwanzig Jahre, darf, bei Strafe des Nachdruckes, von den Werken eines Schriftstellers, die einzeln bei mehreren Verlegern erschienen sind, ohne der Letzteren Einwilligung keine Sammlung veranstaltet werden, so wenig durch den Verfasser, als, selbst mit dessen Zustimmung, durch Einen der Verleger der einzelnen Werke, oder durch einen Dritten. Erlaubt ist aber die Veranstaltung einer solchen Sammlung, auch innerhalb jener Zeit, wenn

1) das auf die einzelnen Schriften sich erstreckende Verlagsrecht, nach den darüber geschlossenen Verträgen, erloschen ist; oder wenn

2) für den Fall gänzlich vergriffener bisherigen Auflagen, solche Verleger, die zur Veranstaltung neuer Auflagen berechtigt sind, hierauf erweislich verzichtet haben; oder endlich, wenn

3) für den Fall noch nicht vergriffener bisherigen Auflagen, die Verleger wegen der noch vorräthigen Exemplare entschädigt werden.

Eine Sammlung solcher Arbeiten, welche sich in Schriften, die durch Beiträge Mehrerer entstanden sind, befinden, darf, bei Strafe des Nachdruckes, nur mit Einwilligung des Verfassers, oder — während der zwanzig Jahre — seiner Erben veranstaltet werden.

In Beziehung auf den letzten Absatz, fehlt übrigens noch eine Bestimmung wegen des zuweilen streitig gewordenen Benutzungsrechtes der Beiträge, welches, so fern Honorar dafür bezahlt ist, erst nach Jahresfrist frei stehen dürfte. Demnach wäre dem Artikel 8 noch beizufügen:

Von den Herausgebern solcher Sammlungen honorirte Beiträge sind erst nach Ablauf eines Jahres, von ihrer Erscheinung in der Sammlung an gerechnet, wieder Eigenthum der Verfasser, und können, bei Vermeidung angemessener richterlich zu bestimmender Entschädigung der Herausgeber, erst alsdann von den Verfassern, oder von deren Erben, anderwärts zum Drucke benutzt werden.

Von Seiten Hamburgs wird hier überhaupt die Beschränkung gewünscht, daß das Nachdruckverbot keine Anwendung leide, weder auf Herausgabe einer Sammlung zerstreuter

Aufsätze, eines oder mehrerer Verfasser, über eine und dieselbe Materie, welche nur in Zeitschriften oder Tagblättern erschienen sind, und von denen durch den Verfasser, oder durch etwa sonst Berechtigte, eine Sammlung nicht bereits herausgegeben worden, noch auf Druckschriften, die nicht in den Buchhandel kommen.

Artikel 9 würde mit den Worten beginnen:

Innerhalb der zwanzig Jahre u. s. w.

Artikel 13 wäre zu Anfang, wie folgend, zu fassen:

Nach Ablauf der zwanzig Jahre, oder, für Werke, die vor Bekanntmachung dieses Gesetzes erschienen sind, der im Artikel 2 bestimmten Zeit, ist Jedermann u. s. w.

Die Artikel 15 bis 19, wie auch zum Theil Art. 8, betreffen zwar die Verhältnisse zwischen Schriftstellern und Verlegern unter einander, welche Artikel 18 der Bundesacte nicht ausdrücklich bezielt; allein es erscheinen doch die Vorschläge der Commission von 1819, in Beziehung auf gleichzeitige Regulirung jener Verhältnisse im Wesentlichsten, sehr beachtungs- und beförderungswerth.

Die Gelegenheit ist erwünscht, diesen Theil der bürgerlichen Gesetzgebung in allen Bundesstaaten zur Uebereinstimmung zu bringen, wodurch deren Selbstständigkeit im Innern kein Eintrag geschieht. Der Buchhandel insbesondere hat sich, schon von selbst, durch ganz Deutschland so gleichförmig und eigenthümlich gestaltet, und es ist damit so manches Herkömmliche, fast Gewohnheitsrechtliche, gegeben, namentlich auch in den Verhältnissen zwischen Schriftstellern und Verlegern, daß eine Bundesgesetzgebung, welche das fast allgemein schon Anerkannte nun auch allgemein verbindend förmlich ausspricht, um so mehr willkommen seyn dürfte.

Zum Artikel 17. Nach den Worten: «wider des Verlegers Willen eine neue Ausgabe» — dürfte beizufügen seyn:

weder verändert, noch unverändert, weder einzelne, noch u. s. w.

Zum Artikel 18. Diese Verfügung dürfte leicht ins Unbestimmte führen, und Streit erregen können.

Ein Schriftsteller, der ein Werk ausführt, wenn auch nach einem vom Verleger ihm vorgelegten Plane, ist doch immer Verfasser, dessen der Verleger bedurfte, und dessen Antheil von dem des Verlegers nicht wohl zu scheiden seyn wird. Wenigstens kann man diese besondern Verhältnisse ohne Anstand den jedesmaligen Vertragsbestimmungen anheim geben.

Der Artikel 18 wäre daher lieber ganz wegzulassen.

In Beziehung auf die Artikel 15 bis 19 scheint sich die Einschaltung eines, wie nachstehend gefaßten, besondern Artikels zu empfehlen:

> Die Artikel 15 bis . . . können, wie sich von selbst versteht, auf die, vor Bekanntmachung dieses Gesetzes erschienenen, älteren Verlagsgegenstände keine rückwirkende Kraft äussern. Vielmehr bleibt es in Ansehung derselben, was neue Auflagen betrifft, nicht nur bei den geschlossenen Verträgen, sondern auch bei den etwa vorhandenen einzelnen Landesgesetzen, oder bei dem erweislichen Gewohnheitsrechte.

Nach Artikel 19 möchte, der Vollständigkeit halber, noch ein besonderer Artikel, wie folgend, einzuschalten seyn:

> Sind Erben des verstorbenen Verfassers entweder nicht vorhanden, oder nicht zu erforschen, so tritt der Verleger ganz in die Rechte der Erben. Hat eine Verlagshandlung aufgehört, und ist ihr Verlagsrecht nicht an einen Dritten für rechtlich übertragen zu achten, so fällt das Verlagsrecht an den Verfasser, oder, für die oben bestimmte Zeitdauer, an dessen Erben zurück. Sind weder Erben noch Nachfolger des Schriftstellers oder Verlegers vorhanden, so wird das Werk, ohne Zeitbestimmung, Gemeingut.

Zum Artikel 20. In dem Commissionsberichte wird das Gutachten Sachkundiger gewünscht, überhaupt aber Zweifel wegen der Zweckmäßigkeit des in Ansehung der Bücherpreise vorgeschlagenen Mittels geäussert. Das Gutachten des Leipziger Wahlausschusses (Ostermesse 1819) enthält sachkundige Gründe gegen eine Preisbestimmung. Wollte man nun, ohne diese Bestimmung selbst, den Artikel mit seinen Ausdrücken:

«unbillige Steigerung» und «offenbar unbilliger Preis»,

beibehalten, so würde er doch ins Schwankende und Ungewisse führen. Denn:

1) wie sollte über die offenbare Unbilligkeit eines Preises verhandelt und entschieden werden?
2) was ist als ein ausserordentlicher Aufwand durch Kupferstiche, und in welchem Maaße, zu betrachten?
3) können nicht auch Holzschnitte, Karten, besondere typographische Schönheit u. s. w., ingleichen
4) Titelkupfer und Vignetten ebenfalls solchen ausserordentlichen Aufwand unter Umständen veranlassen? endlich
5) wie soll über 2 — 4 verhandelt, geurtheilt und entschieden werden?

Wollte man etwa festsetzen, daß vor der Gerichtsbehörde des Nachdruckers, welcher in der Meinung nachgedruckt, offenbar unbillige Preise und keinen ausserordentlichen Auf-

wand vorzufinden, auf Beweis und Gegenbeweis verhandelt und Recht genommen werden solle, so würden dadurch Rechtshändel, und, in Ermanglung bestimmter gesetzlicher Vorschriften, sehr verschiedenartige willkührliche Aussprüche hervorgerufen werden. Jede andere Maasregel, z. B. die Bildung einer schiedsrichterlichen Ausspruchsbehörde in Leipzig, oder ein Verstellen zum Gutachten der Sachverständigen, hat eigenthümliche Schwierigkeiten, und würde doch schwerlich zu genügenden gleichmäsigen Resultaten führen. Zeigen sich nun von der einen Seite diese Schwierigkeiten, so ergiebt sich von der andern: daß Preisbestimmung eine Beschränkung der Handelsfreiheit enthält, welche bei dem literarischen Betriebe gerade am wenigsten zulässig erscheint; daß ferner das eigene Interesse der Verleger Mäsigkeit der Ladenpreise erfordert; daß dagegen, wer dieß nicht gelten lassen wollte, doch einen Mißbrauch des Maximi zu fürchten hätte, wodurch der beabsichtigte Zweck, in Folge des gewählten Mittels selbst, vereitelt werden würde; daß endlich eine Revision des Normalpreises, wie bei andern Gegenständen, von Zeit zu Zeit eintreten müßte, z. B. nach Verschiedenheit der Papierpreise, oder mit Berücksichtigung der den Aufwand vermindernden Erfindungen in der Buchdruckerkunst u. d. gl.

Diesemnach wäre es wohl das Angemessenste, den Art. 20, den man überhaupt ohne Willkührlichkeiten und Unbestimmtheiten schwerlich wird fassen können, dahin ganz zu unterdrücken, daß über feste Bücherpreise gar nichts ausgesprochen würde.

Um aber doch zu erkennen zu geben, daß die Rücksicht auf unbillige Steigerung der Bücherpreise nicht unbeachtet geblieben, und zugleich wegen der Besorgniß zu beruhigen, es möchte das Verbot des Nachdruckes solche Steigerung mehr befördern als hemmen, könnte der Vorbehalt hinzugefügt werden, über die Bücherpreise nachträgliche Anordnungen zu treffen, so fern sich, nach Bekanntmachung des Gesetzes, die Besorgniß unbilliger Steigerung dieser Preise bestätigen sollte.

Der Schlußsatz, in Beziehung auf die Nothwendigkeit der Preisangabe auf dem Titel, hat seinen Nutzen, für jeden Käufer, für literarische Blätter, und für den Verleger, der dadurch gegen willkührliche Erhöhung durch Sortimentshändler gesichert wird. Sollten diese, wegen ungewöhnlicher Transportkosten, auf den Ladenpreis etwas zuschlagen müssen, so mögen sie sich darüber mit den Käufern verständigen.

Zum Artikel 21. Statt Aufführung einzelner Artikel in der zweiten Periode, dürfte zu setzen seyn:

> Verleger, Herausgeber und Schriftsteller, welche, in ihren gegenseitigen Beziehungen, die in den obigen Artikeln enthaltenen Vorschriften verletzen, zur Beeinträchtigung der Verlags- oder Erbrechte, sollen den Nachdruckern gleich behandelt werden.

Zum Artikel 22. Zur Vermeidung aller Mißdeutungen des von der Commission gewählten Ausdrucks: Verkauf (der den Vorzug vor andern hat, daß er eine Umgehung der Vorschrift am wenigsten begünstigt) wäre, nach den Worten:

«Wer sich desselben schuldig macht»,

zu setzen:

und dabei mit Nachdruckern und deren Theilnehmern, oder Beauftragten, zur Beförderung des Absatzes, in Verbindung steht, soll u. s. w.

Nach dem Artikel 22 wäre, mit Rücksicht auf das Gutachten des Leipziger Wahlausschusses, noch ein besonderer, wie folgend, einzuschalten:

In Ansehung der zur Zeit der Bekanntmachung dieses Gesetzes erweislich bereits vorhandenen Nachdrücke, wird bestimmt:

1) der Vorrath darf, bei der im Artikel 21 festgesetzten Strafe und Entschädigung, durch keine neue Auflage vermehrt werden.

2) Es darf davon, unter gleichen Nachtheilen, in denjenigen Deutschen Bundesstaaten, worin der Nachdruck und dessen Vertrieb schon jetzt verboten sind, nichts verkauft werden.

3) Für diejenigen Bundesstaaten, in denen solches Verbot bisher nicht vorhanden, wird den Nachdruckern eine Zeit von zehn Jahren, von der Bekanntmachung dieses Gesetzes an gerechnet, vergönnt, innerhalb welcher es ihnen gestattet ist, in diesen Staaten ihren Vorrath zu verkaufen. Nach Ablauf dieser Zeit soll die Verfügung des Artikels 21 unbedingt eintreten.

4) Die unter 3 bemerkten zehn Jahre werden den im Artikel 2 gesetzten Fristen, der Billigkeit gemäß, hinzugerechnet, erweitern also auf so lange die Dauer des ausschließlichen Eigenthums der Schriftsteller und Verleger, welches daher auch in dieser Ausdehnung, bei Strafe des Nachdruckes, nicht verletzt werden darf.

Nach dem Artikel 23 des Entwurfs wäre noch ein letzter durch sich selbst und durch die Natur des Gegenstandes gerechtfertigter Artikel, in nachstehender Fassung, beizufügen:

Die Behörde, von welcher Strafe und Schadensersatz ausgesprochen wird, ist das Gericht, dem der Beschädigende bürgerlich unterworfen ist. Das Verfahren ist durchaus summarisch. Appellationen haben nur Devolutiv-Wirkung.

Hierauf wurde, nach dem Antrage des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten,

beschlossen:

Die mit ihren Abstimmungen über den vorerwähnten Gegenstand noch rückständigen Gesandtschaften zu ersuchen, sich bei ihren Regierungen dahin zu verwenden, daß längstens

binnen zwei Monaten — somit spätestens am 26. Juni dieses Jahres — sämmtliche Abstimmungen abgelegt werden, um sie hiernächst der bestehenden Commission zum Entwurf eines definitiven Beschlusses zuzustellen.

§. 71.

Quellen des öffentlichen Rechts der Deutschen Bundesstaaten. Carlsruhe und Baden 1821. 8.

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim, trägt vor: Die Marxische Buchhandlung zu Carlsruhe und Baden habe dieser hohen Versammlung (mittelst Eingabe Num. 124 vorigen Jahres) eine Sammlung der wichtigsten Urkunden, die zur Kenntniß des allgemeinen Deutschen Bundesstaatsrechts dienten, unter dem Haupttitel: Quellen des öffentlichen Rechts der Deutschen Bundesstaaten, verehrt.

Sie enthalte in zwei Bänden diejenigen Urkunden, welche in dem Zeitraume vom Jahre 1800 bis zum Jahre 1821 entstanden seyen.

Die Buchhandlung verkenne die Unentbehrlichkeit der zeither erschienenen Werke, welche alle, auf die verschiedenen politischen Zustände, die Deutschland seit dem Anfange dieses Jahrhunderts durchlebt habe, sich beziehenden, staatsrechtlichen Acte vollständig darzustellen bestimmt seyen, für den Gelehrten im Fache der Staatswissenschaft und für den auf höherem Standpuncte stehenden Staatsmann keineswegs; sie glaube aber — und wohl nicht mit Unrecht — daß solche Werke für Manche, die an den öffentlichen Angelegenheiten Deutschlands auf würdige Weise Theil nähmen, zu kostbar und für den practischen Geschäftsmann zum täglichen Gebrauch in mancher Hinsicht zu unbequem seyn möchten, als daß nicht das Bestreben, die wichtigern Urkunden näher zusammenzurücken, gerechtfertigt erscheinen sollte.

Man finde in dieser Sammlung, neben denjenigen Urkunden, auf welche sich die Deutsche Bundesacte beziehe, auch noch solche, die, wenn sie gleich nicht als Quelle des geltenden öffentlichen Rechts des Deutschen Bundes angesehen würden, doch in historischer Beziehung, als Uebergangspuncte in dem neuesten Zustand der Dinge, von Wichtigkeit zu seyn schienen.

Der erste Band enthalte, in der ersten Abtheilung, den Lüneviller Friedenstractat vom 9. Februar 1801 und, um der Beziehung willen, welche er auf den Friedenstractat von Campo Formio nähme, im Auszuge auch diesen; den Reichsdeputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803; das Reichsgutachten vom 24. März 1803; und die Kaiserliche Ratificaticon des Reichsdeputations-Hauptschlusses vom 27. April 1803. In der zweiten Abtheilung den Preßburger Frieden vom 26. December 1805; die Conföderationsacte der rheinischen Bundesstaaten nebst drei, dieselbe betreffenden, öffentlichen Urkunden; den Französisch-Russischen

Friedenstractat, d.d. Tilsit den 9. Juli 1807, und endlich den Oesterreichisch-Französischen, d.d. Wien den 14. October 1809.

Der zweite Band enthalte, in einer dritten Abtheilung, den Friedenstractat zwischen den verbündeten Mächten und Frankreich, d.d. Paris den 30. Mai 1814; die Schlußacte des Wiener Congresses vom 9. Juni 1815 und — als zweckmäßigen Anhang zu derselben — die Rheinschifffahrts-Convention, d.d. Paris den 15. August 1804; die zur Ergänzung derselben geschlossene Convention, d.d. Mainz den 1. October 1804; die Schifffahrtsconvention, d.d. Wien den 24. März 1815, und das Reglement über den Rang der diplomatischen Agenten, d.d. Paris den 19. März 1815; ferner den Friedenstractat zwischen den verbündeten Mächten und Frankreich, d.d. Paris den 21. November 1815, nebst dem Territorial-Receß, d.d. Frankfurt den 20. Juli 1819; endlich aber die Grundgesetze des Deutschen Bundes und die Organischen Beschlüsse der Bundesversammlung, welche einzeln aufzuzählen, hier überflüssig wäre.

Es dürfte diese verständig geordnete Sammlung in der Bibliothek aufzustellen und der Verlagshandlung der Dank dieser hohen Versammlung für die Darbringung dieses Buches auszudrücken seyn.

Diesem Antrage gemäß, wurde einhellig

beschlossen:

das unter dem Titel: «Quellen des öffentlichen Rechts der Deutschen Bundesstaaten» eingesendete Werk in der Bibliothek aufzustellen und der Verlagshandlung den Dank der hohen Bundesversammlung für die Darbringung dieses Buches auszudrücken.

§. 72.

Pensionsangelegenheit der Räthe und Mitglieder des ehemaligen Rheinpfälzischen General-Landes-Commissariats zu Mannheim, insbesondere des ehemaligen General-Landes-Commissariats-Canzlisten und Pupillenactuars, dermaligen Großherzoglich-Badischen Rechnungsraths Müller, Gehalts- und Emolumenten-Forderung betreffend.

(58. Sitz. §. 426 v. J. 1817.)

Ebenderselbe: erstattet Vortrag über das (unter Num. 127 vorigen Jahres eingekommene) Gesuch des ehemaligen Rheinpfälzischen General-Landes-Commissariats-Canzlisten und Pupillenactuars, nunmehrigen Großherzoglich-Badischen Rechnungsraths Müller, Gehalts- und Emolumenten-Forderung betreffend, worin die frühere, diesen Gegenstand betreffende Verhandlung am Bundestage und der Beschluß vom 22. Dec. 1817 (Prot. §. 426) in Erinnerung

gebracht, das in Sachen ergangene Urtheil des Oberhofgerichts zu Mannheim und endlich die Beschwerde des Reclamanten, welcher gegen das angezogene oberhofgerichtliche Urtheil vom 22. März und gegen die Verfügung vom 29. Mai 1822 das Rechtsmittel der Revision einlege, ausführlich erwähnt und endlich in eine genaue Erörterung des §. 1 der so genannten Revisionsrechtfertigung des Reclamanten eingegangen, dadurch aber jede nähere Angabe und Prüfung ihres ganzen übrigen Inhaltes überflüssig gemacht wird.

Der Herr Referent bemerkt, es sey jedem, der mit der Bundesgesetzgebung nur einigermaßen bekannt wäre, von selbst klar, daß die Wiener Schlußacte, weder in denjenigen Bestimmungen, nach welchen austrägalrichterliche Entscheidungen herbeigeführt werden sollten, noch in denjenigen, welche über die Vollstreckung austrägalrichterlicher Erkenntnisse festgesetzt seyen, irgend etwas enthalte, was den Reclamanten zu der Behauptung berechtigen könne, daß er ein unbestreitbares Recht habe, von dieser hohen Versammlung die Anordnung eines Revisionsrichters zu fordern.

Die Bundesgesetze gäben gegen ein austrägalrichterliches Erkenntniß nur ein einziges Rechtsmittel, nämlich das der Restitution ex capite novorum.

Aber auch dieses Rechtsmittel könne gegen ein austrägalrichterliches Erkenntniß, das in einer zwischen Bundesstaaten anhängigen Rechtssache gefällt worden, nur von einem Bundesstaate, nie aber von Privaten, in Anspruch genommen werden, da letztere, für jetzt wenigstens, nie in den Fall kommen könnten, vor einem Austrägalgerichte mit einem oder mehreren Bundesstaaten einen Rechtsstreit zu führen.

In einigen Fällen, wo Privatpersonen gegen mehrere Bundesglieder gemeinschaftlich ihre Entschädigungsforderung bei dem vormaligen Reichskammergerichte anhängig gemacht hätten, der Proceß aber wegen Auflösung der Reichsverbindung und des Gerichts nicht habe fortgesetzt werden können, habe diese hohe Versammlung zur Vereinbarung der betheiligten Regierungen über Ein Gericht hingewirkt, weil der Gegner der Bundesstaaten auf Erörterung und Entscheidung der Sache durch ein gemeinschaftliches Gericht schon ein Recht erworben hätte.

Zu diesen Fällen habe der vorliegende gehört.

Das Verfahren bei einem so constituirten Gerichte sey aber keineswegs durch diejenigen Vorschriften normirt, nach welchen sich die erwählten Austrägalgerichte und die vor ihnen im Rechtsstreite befangenen Bundesglieder zu richten hätten.

Mit der wirklich getroffenen Vereinbarung der bei dem vorliegenden Rechtsstreite betheiligten Fürstlichen Häuser über das Hofgericht zu Mannheim, als gemeinschaftliches Gericht, sey die Einwirkung der hohen Bundesversammlung auf diese Sache vollendet gewesen;

sie habe dieses in ihrem Beschlusse vom 22. December 1817 erklärt, und nur durch Nichtbefolgung des Judicats hätte jene Einwirkung wieder hervorgerufen werden können.

Aus den angeführten früheren Eingaben, Verhandlungen und Beschlüssen vom Jahre 1816 und 1817, gehe die Unrichtigkeit der Behauptung des Reclamanten von selbst hervor, daß das Hofgericht zu Mannheim nur als Gericht erster Instanz gesprochen habe und nur als solches habe sprechen können.

Ob dem Reclamanten gegen die Erkenntnisse des Oberhofgerichts zu Mannheim irgend ein Rechtsmittel zugestanden habe, oder noch zustehe, werde lediglich nach derjenigen Verordnung zu beurtheilen seyn, welche ohne Zweifel auch im Großherzogthume Baden, über die Art und Weise, wie die bei den ehemaligen Reichsgerichten unerledigt gebliebenen Rechtsstreitigkeiten, im Falle ihrer Wiederaufnahme, der richterlichen Erledigung zugeführt werden sollen, werde erlassen worden seyn; in keinem Falle aber stehe darüber der hohen Bundesversammlung eine Cognition zu.

Diesem Gutachten gemäß, stellte der Herr Referent seinen Antrag auf Abweisung des Reclamanten, und da diesem Antrage einhellig zugestimmt wurde, so wurde hiernach der

Beschluß

gefaßt:

daß der Großherzoglich-Badische pensionirte Rechnungsrath Müller mit seinem, in der sub num. 127 vorigen Jahres durch den Dr. Ohlenschlager eingereichten Eingabe enthaltenen, ganz unstatthaften Gesuche, um Bestellung eines Revisionsrichters, unter Rückgabe der seiner Eingabe beigeschlossen gewesenen Manualacten, lediglich abzuweisen sey.

§. 73.

Reclamation der Gräflich-Hahn'schen Familie und der Curatel des Freiherrn Carl Reinhard von Gemmingen-Guttenberg, die Gleichstellung der Gläubiger der ehemaligen mittelrheinischen Reichsritterschaft, — auch Stand der Auseinandersetzung der ehemaligen mittelrheinischen reichsritterschaftlichen Angelegenheiten im Allgemeinen betreffend.

(1. Sitz. §. 5 d. J.)

Ebenderselbe trägt vor: Die hohe Versammlung hatte auf den in der 16. Sitzung vom 13. Mai 1822, über die Reclamation der Gräflich-Hahn'schen Familie und der Curatel des Freiherrn Carl Reinhard von Gemmingen-Guttenberg, erstatteten, die Gleichstellung der Gläubiger der ehemaligen mittelrheinischen Reichsritterschaft betreffenden Vortrag be-

ſchloſſen, daß, wenn nicht binnen 8 Wochen die Reclamanten von Seiten der betheiligten Regierungen klaglos geſtellt werden könnten, der durch den Art. 30 der Schlußacte vorgeſchriebene Weg, ohne weitern Verzug, einzuſchlagen ſey.

Nachdem, in Beziehung auf dieſen Beſchluß, die Königlich-Preuſſiſchen und Großherzoglich-Heſſiſchen Herren Bundestagsgeſandten über den damaligen Stand der Sache, in der 22. Sitzung vom 27. Juni 1822, Voranzeige gemacht hatten, wurde, in der Sitzung vom 5. December 1822, von dem letztern zu Protokoll erklärt, daß zwiſchen den betheiligten Höfen eine Auseinanderſetzung der mittelrheiniſchen reichsritterſchaftlichen Angelegenheit zu Stande gekommen und von Seiten der Großherzoglichen Regierung ratificirt worden ſey; der Königlich-Preuſſiſche Herr Bundestagsgeſandte aber ſetzte, in der Sitzung vom 6. Februar 1823, dieſe hohe Verſammlung davon in Kenntniß, daß der Königlich-Preuſſiſche Commiſſarius bereits im Juli 1822 nicht allein zum definitiven Abſchluſſe mit vollſtändigen Inſtructionen verſehen, ſondern auch beauftragt geweſen ſey, die auf Preuſſen fallenden Gläubiger, und namentlich die Gräflich-Hahn'ſche Familie und die Freiherrlich-Gemmingen-Guttenbergiſche Curatel, von der erfolgten Uebernahme ihrer Forderungen officiell zu benachrichtigen; woraus ſich demnach ergebe, daß ein etwa noch vorhandener Anſtand der Ratification Königlich-Preuſſiſcher Seits nicht mehr ſtatt finden könne.

Unter dieſen Umſtänden kann die Reclamation der Gräflich-Hahn'ſchen Familie und der Freiherrlich-Gemmingen-Guttenbergiſchen Curatel als erledigt betrachtet werden, und es dürften nunmehr die Acten zu reponiren ſeyn.

Hierauf wurde, nach dem Antrage des Herrn Referenten, einhellig

beſchloſſen:

die Reclamation der Gräflich-Hahn'ſchen Familie und der Freiherrlich von Gemmingen-Guttenbergiſchen Curatel als erledigt zu betrachten und die Acten nunmehr zu reponiren.

§. 74.

Entſchädigungsgeſuch der ehemaligen Kurpfälziſchen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsſchäden.

(7. Sitz. §. 44 d. J.)

Der Kurheſſiſche Herr Geſandte von Lepel trägt vor: Auf den in der 16. Sitzung vom 13. Mai 1822 erſtatteten Vortrag, hat dieſe hohe Verſammlung beſchloſſen, daß die bei der rubricirten Angelegenheit betheiligten Staaten, nämlich Baiern, Baden, Großherzogthum Heſſen und Naſſau, zu erſuchen ſeyen, ſich binnen kurzmöglichſter Friſt über ein Gericht zu vereinbaren, vor welchem der am Reichskammergerichte begonnene Rechtsſtreit fortgeſetzt werden könne.

In der 24. Sitzung vom 4. Jul. 1822 hat hierauf Nassau erklärt, daß, vermöge eines im September 1816 mit Baden abgeschlossenen Vergleichs, Letzteres die Vertretung Nassau's übernommen habe, daher Nassau bei der ferneren Verhandlung und Entscheidung der Sache nicht mehr betheiligt sey.

In der 7. dießjährigen Sitzung vom 20. März hat Baiern sich bereit erklärt mitzuwirken, daß dießfalls eine compromissarische oder austrägalrichterliche Entscheidung herbeigeführt werde, wonach man das weiter Geeignete von Seiten der unmittelbar in Anspruch genommenen Theilhaber der diesseitigen Rheinpfalz erwarten müsse.

Da Nassau nicht mehr betheiligt zu seyn scheint, so bleiben nur Baden und Großherzogthum Hessen übrig.

Von Keinem von Beiden ist bis jetzt eine Erklärung erfolgt; gleichwohl sind seit dem Beschlusse in der 16. vorjährigen Sitzung eilf Monate verflossen. Unter diesen Umständen dürfte der Antrag gerechtfertigt erscheinen:

daß die Höfe von Carlsruhe und Darmstadt durch ihre Bundestagsgesandtschaften wiederholt und dringend zu ersuchen seyen, dem Hofe von München ehebaldigst Vorschläge zu einer compromissarischen oder austrägalrichterlichen Erledigung zu thun.

Sämmtliche Gesandtschaften vereinigten sich, nach dem Antrage, zu dem gemeinschaftlichen Ersuchen an die beiden höchsten Höfe von Carlsruhe und Darmstadt, daß dieselben dem Königlich-Baierischen Hofe ehebaldigst Vorschläge zu einer compromissarischen oder austrägalrichterlichen Erledigung dieser Angelegenheit thun möchten; und die Herren Gesandten, Freiherr von Blittersdorff und Freiherr von Gruben, übernahmen es, hierüber ehebaldigst Bericht zu erstatten.

§. 75.

Die Anbringung Fuldaischer Auseinandersetzungs-Angelegenheiten betreffend.

(5. Sitz. §. 33. d. J.)

Der, in der 5. Sitzung dieses Jahres von dem Königlich-Preussischen Herrn Gesandten geschehene, an die Reclamations-Commission abgegebene Antrag hatte zu einer vertraulichen Erörterung zwischen dieser und dem Königlich-Preussischen Herrn Gesandten Veranlassung gegeben.

Das Resultat derselben war, daß das über die allgemeine Fassung jenes Antrags entstandene Mißverständniß dahin aufgeklärt wurde, daß die Absicht nicht auf allgemeinen und gänzlichen Ausschluß der Competenz und Thätigkeit der Bundesversammlung in den bei

der Fuldaiſchen Ausgleichungscommiſſion vorgebrachten Sachen gerichtet geweſen, ſondern nur auf diejenige Rückſicht, welche eine bereits ſtattfindende Vergleichsunterhandlung allerdings erfordern könne.

Die Bundesverſammlung vereinigte ſich daher dahin:

es werde, in den im Antrage angegebenen Fällen, darauf erforderliche Rückſicht zu nehmen ſeyn, daß die angebrachte einzelne Sache in den Kreis des beſtehenden Ausgleichungsgeſchäftes gehöre, und in welcher Lage ſie ſich bei demſelben oder in welchem Verhältniſſe zu demſelben ſie ſich befinde, ohne jedoch die Competenz der Bundesverſammlung und deren Einſchreitung auf dem verfaſſungsmäſigen Wege zu beſchränken, als welche vielmehr, durch die zu nehmende Rückſicht geleitet, zu beurtheilen haben werde, in wie fern hinſichtlich der angebrachten Sache das Vermittlungsverfahren der Bundesverſammlung und die Einleitung zum Austrägalverfahren annoch auszuſetzen, oder in Anwendung zu bringen ſeyn werde. —

§. 76.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 34, eingereicht am 18. April, von Dr. Ehrmann dahier, Erinnerungsgeſuch Namens ſeiner ſämmtlichen bei der Reichsoperationscaſſe-Angelegenheit intereſſirten Principalen, beſonders der Witwe Elkan Reutlinger zu Carlsruhe, wegen baldiger Erledigung dieſer Sache.

Num. 35, einger. eodem, von dem vormaligen Reichskammergerichts-Pedellen Aßmann zu Wetzlar, Dankſagung für den bewilligten Vorſchuß auf die wiederholt nachgeſuchte Penſion.

Num. 36, einger. am 19. April, von Dr. Ehrmann dahier, erneuertes Geſuch der ehemaligen Domcapitularen zu Speyer, um Befreiung von der Badiſchen Claſſen- und andern Steuern, bei Bezug ihrer Suſtentationen.

Num. 37, einger. am 21. April, von Demſelben, als Anwalt des Johann Reheis zu Hohenſülzen, Rheinprovinz Heſſen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscaſſe von 575 fl. 12 kr. Mit 3 Anlagen.

Num. 38, einger. eodem, von Demſelben, als Anwalt des Königlich-Preuſſiſchen Domänen-Inſpectors von Linz, erneuertes Geſuch um definitive Beſchlußnahme in der Reichsoperationscaſſe-Angelegenheit.

Num. 39, einger. eod., von Demſelben, als Anwalt des Grafen von Vieregg, erneuertes Geſuch in Betreff der ihm entzogenen Korngülte zu Pfedderöheim.

Num. 40, einger. am 24. April, von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten in den Weſtphäliſchen Angelegenheiten, Mittheilung der an die allerhöchſten und höchſten Mitglieder des Deutſchen Bundes eingeſandten Denkſchrift vom 9. April d. J., wegen Beſchleunigung dieſer Sache.

Num. 41, einger. am 24. April, von J. W. Remy dahier, wiederholtes Geſuch in Betreff der Bezahlung ſeiner liquiden Forderung an die Herzoglich-Naſſauiſche Regierung.

wurden an die betreffenden Commiſſionen abgegeben.

Folgen die Unterſchriften.

Eilfte Sitzung.

am 1. Mai 1823.

In Gegenwart

aller in der zehnten Sitzung Anwesenden.

War eine vertrauliche Sitzung.

Zwölfte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 5. Mai 1823.

In Gegenwart

aller in der eilften Sitzung Anwesenden.

Mit Ausnahme

von Seiten Preussens: des Königlichen Herrn Gesandten, Grafen von der Goltz, für welchen der Königlich-Hannöverische Gesandte, Herr von Hammerstein, substituirt,

und

von Seiten der freien Städte: des Herrn Syndicus Dr. Curtius, für welchen der Herr Syndicus Dr. Gries wieder hinzugekommen war.

§. 77.

Substitution.

Präsidium zeigt an, daß der Königlich-Preussische Bundestagsgesandte, Herr Graf von der Goltz, den Königlich-Hannöverischen Herrn Gesandten von Hammerstein substituirt habe.

§. 78.

Anzeige wegen Führung der 17. Stimme von der freien Stadt Hamburg.

Der Gesandte der freien Städte, Herr Syndicus Gries, zeigt an, daß die Führung der siebenzehnten Stimme am 1. dieses Monats auf Hamburg übergegangen sey.

§. 79.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(9. Sitz §. 64 d. J.)

Die freien Städte. Auf den in der 25. vorjährigen Sitzung genommenen Beschluß, den in derselben erstatteten Commissionsbericht den Regierungen zur Instructions-Einholung einzusenden, hat der Gesandte für den zweiten Vorschlag der Commission sich zu erklären, so daß die Rückstände unter 1 mittelst Liquidirung und Abführung der rechtlich noch als rückständig anzusehenden Kammerzieler bis zum 31. December 1816, die Rückstände unter 2 und 3 aber, mit Anwendung der vorgeschlagenen Reduction, durch Beiträge nach der Bundesmatrikel berichtigt werden; und zwar Letzteres, so weit nicht von den zur Deckung der Rückstände unter 1 dienenden Kammerzielern ein Ueberschuß bliebe, der für 2 und 3 mit verwandt werden könnte. Nach Annahme und Ausführung dieses Vorschlags, wird, in Ansehung des eventuellen dritten, das Weitere sich ergeben; wobei aber, in Beziehung auf das für den Herrn Grafen von Reigersberg annoch Liquidirte, hier bemerkt wird, daß die freien Städte zu dessen Gesammtforderung ihre Beiträge bereits entrichtet, hierzu also weiter nichts zu leisten haben.

Diese Abstimmung wurde an die betreffende Commission abgegeben.

§. 80.

Reichskammergerichts-Archiv zu Wetzlar.

(9. Sitz. §. 61 d. J.)

Eben dahin wurde, nach dem Antrage des Präsidii, ein Schreiben der zu dem Reichskammergerichts-Archive angeordneten Commission zu Wetzlar, vom 2. dieses Monats, in Betreff der Verwahrung des Archivs, der Auslieferung der Acten und der Vorbereitungsarbeiten ꝛc., verwiesen.

§. 81.

Instructions-Einholungen betreffend.

(26. Sitz. §. 213 v. J. 1822.)

Die freien Städte. In Hinsicht auf den Antrag der Königlich-Preussischen Gesandtschaft in der 10. vorjährigen Sitzung, §. 81, dessen Einsendung an die Regierungen sofort beschlossen wurde, um ihre Erklärungen, zum Zwecke der Benutzung von Seiten der Commission zur Revision der Geschäftsordnung, darauf abzugeben, hat der Gesandte zuvörderst im Allgemeinen zu bemerken, daß dieser Antrag im Zusammenhange mit allem

demjenigen, was in gedachter vorläufig bestehenden Ordnung über vertrauliche und förmliche Berathungen, Instructions-Einholungen, Abstimmungen und Beschlußziehungen, bereits enthalten ist, von der Commission zu erörtern seyn dürfte. Eine gleiche Erörterung und Zusammenhaltung, auch unter Berücksichtigung des bisher beobachteten Ganges der Bundestagsverhandlungen und der betreffenden Artikel der Wiener Schlußacte von 1820, wird insbesondere daneben den Bemerkungen zu widmen seyn, die den sechs einzeln gefaßten Puncten oder Vorschlägen vorausgeschickt sind; von welchen Bemerkungen zu einer ausdrücklichen Festsetzung sich empfiehlt, daß die Bundestagsgesandten, als Referenten, oder auch als Mitglieder von Ausschüssen, zur Bearbeitung besonderer Gegenstände, mithin als solche, unabhängig von Instructionen sich zu äussern befugt sind, folglich dabei nur ihren eignen Einsichten nachgehen.

Die einzelnen Vorschläge selbst betreffend, hält man vorläufig dafür, in Ansehung der beiden ersten, daß unangemessene Theilung der Verhandlungen, zwischen öffentlicher und vertraulicher Sitzung, durch die Leitung in vorkommenden Fällen, unter jedesmaliger Beachtung der Anregen des oder der dabei zunächst interessirten Gesandten, mehr und besser vermieden werden kann, als allgemeine Vorschriften allein es vermögen. Zu diesen gehört indeß, daß der Grund des Uebergehens von öffentlicher zu vertraulicher Sitzung in die Registratur der letzteren niedergelegt, ingleichen, bei verschiedenen Ansichten mehrerer Betheiligten, die Verhandlung in öffentlicher Sitzung als die Regel bildend betrachtet, nöthigenfalls aber Stimmenmehrheit wegen der Berathungsart entscheidend werde.

Wiewohl, in Beziehung auf den dritten Vorschlag, die vorläufige Geschäftsordnung, am Schlusse ihres zweiten Abschnitts, schon Vorschrift enthält, so wird doch die Bestimmung des oder der Puncte, worüber Instruction einzuholen ist, in Fällen, die nicht ganz einfacher Art sind, mithin eine besondere Festsetzung hierüber, nützlich seyn. Bei dem vierten Vorschlage kann keinem Zweifel unterworfen seyn, daß Instructions-Einholung statt findet, wenn die Bundesversammlung im Allgemeinen solche als veranlaßt betrachtet, oder wenn ein Gesandter begehrt, von derselben Gebrauch zu machen, und sein Verlangen durch Gründe, insbesondere durch Berufung auf neu vorgekommene Umstände und Verhältnisse, unterstützet. Nach erstattetem Gutachten eines bestellten Referenten aber, oder einer Commission, unbedingt Instructions-Einholung eintreten zu lassen, würde einen mit der Geschäftsordnung nicht vereinbarlichen Aufschub herbeiführen, z. B. bei interimistischen, gewisse Anstände aufräumenden Vorträgen. So dürfte auch ein den Geschäftsgang hemmender Aufschub entstehen, wenn man, mitten im Laufe der Abstimmungen, bloß auf eine vorzüglich motivirte unter diesen, ohne vorkommende neue Umstände oder Verhältnisse, einem Gesandten besondere Instructions-Einholung noch gestatten wollte.

Wie man endlich dem fünften Vorſchlage, und dem zweiten (mit Artikel 8 der Wiener Schlußacte übereinſtimmenden) Abſatze des ſechſten Vorſchlages, dieſſeits beitritt, ſo ſcheint es kaum einer ausdrücklichen Feſtſetzung darüber zu bedürfen, daß jede von einem Bundestagsgeſandten förmlich zu Protokoll erklärte Anzeige oder Abſtimmung nur für die Anſicht, Erklärung oder Entſchlieſſung der Regierung, oder der Stimme, von Seiten der Bundesverſammlung zu halten ſey.

Dieſe Abſtimmung gieng an die betreffende Commiſſion.

§. 82.

Forderungen an die vormalige Reichsoperationscaſſe.

(1. Sitz. §. 5 v. J.)

Die freien Städte. In Gemäßheit des auf Inſtructions-Einholung gerichteten Beſchluſſes, welcher in der 17. Sitzung vom 12. April 1821, §. 104, nach erſtattetem Commiſſionsvortrage, gefaßt wurde, iſt der Geſandte angewieſen, unter Beziehung auf die Abſtimmung der freien Städte von 1819 (30. Sitz. v. 19. Auguſt, §. 188), dahin ſich zu erklären, daß vor allen Dingen die Anordnung einer Liquidations-Commiſſion erforderlich ſeyn dürfte, welche nach den in jenem commiſſariſchen Gutachten von 1821 für das Geſchäft vorgeſchlagenen Grundſätzen zu verfahren hätte, und auf deren Bericht weitere Beſchlußnahme würde erfolgen können.

Bei dieſer Gelegenheit machte Präſidium den Antrag, die Commiſſion zur Begutachtung der Forderungen an die vormalige Reichsoperationscaſſe, nachdem ſie nur noch aus einem Mitgliede, dem Herrn Grafen von der Goltz, beſtehe, zu ergänzen.

Dieſem Antrage wurde einhellig beigeſtimmt, und es wurden auf herkömmliche Art die vier fehlenden Commiſſionsmitglieder durch die Herren Bundestagsgeſandten

Freiherrn von Münch,
von Pfeffel,
von Carlowiz und
von Hammerſtein,

erſetzt.

§. 83.

Des Kur- und Oberrheiniſchen Kreiſes Penſions- und Schuldenweſen, insbeſondere das Penſionsgeſuch des Chriſtian Joſeph Dieze, als vormaligen General-Münzwardeins, betreffend.

(5. Sitz. §. 36. d. J.)

Baiern. Auf den in der 5. dießjährigen Bundestagsſitzung vom 6. März über das Penſionsgeſuch des vormals Kur- und Oberrheiniſchen Kreis-General-Münzwardeins, Chri-

stian Joseph Dieze, erstatteten Commissionsbericht und sonach gefaßten Beschluß, ist der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte zu erklären beauftragt:

daß Seine Königliche Majestät von Baiern, unter vorausgesetzter Zustimmung der übrigen betheiligten Regierungen, kein Bedenken tragen werden, zu der in Antrag gebrachten jährlichen Unterstützung von 800 Fl., vom 1. Januar dieses Jahres anfangend, in dem begutachteten Maaße zu concurriren.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft ist beauftragt, mit Beziehung auf den in der 5. Sitzung dieses Jahres, wegen des Pensionsgesuchs des vormaligen General-Münzwardeins, Christian Joseph Dieze, gefaßten Beschluß, zu erklären, daß des Großherzogs Königliche Hoheit den, zu der für Dieze bestimmten Unterstützung von 800 Fl. jährlich, auf das Großherzogthum Hessen fallenden Beitrag von 80 Fl. unter der Bedingung bewilligt haben, daß diese provisorische Unterstützung verhältnißmäßig aufhören solle, sobald derselbe irgendwo eine bestimmte Anstellung erhalten würde. Großherzoglicher Seits wird demgemäß wegen der Auszahlung der bemerkten 80 Fl., vom 1. Januar dieses Jahres an, das Nöthige verfügt werden, sobald die Versicherung gegeben ist, daß die andern betheiligten Staaten dem Beschlusse ebenfalls beigetreten sind.

Die freien Städte, für Frankfurt. Bei dem Pensionsgesuche des Obersten von Mogen (33. Sitz. von 1817, §. 219) ist von Seiten der freien Stadt Frankfurt bemerkt worden, daß bei dem Oberrheinischen Kreise zwei Cassen bestanden, nämlich die allgemeine Casse, aus welcher alle Kreisausgaben bestritten wurden, und zu welcher alle Kreisstände contribuiren mußten, und die Specialcasse, zu welcher nur diejenigen Stände beitrugen, welche ihre Contingente zu den zwei zusammengesetzten Kreisregimentern stellten und diese Regimenter im Felde unterhalten mußten; daß die Stadt, ihres unverhältnißmäßig hohen Anschlags ungeachtet, an keine der beiden Cassen irgend einen Rückstand schuldig ist; daß der vormalige Großherzog von Frankfurt an Schulden des Oberrheinischen Kreises die übergroße Summe von 59,800 Fl. an die Stadt gewiesen hat, über welchen Betrag besondere, vom 1. Januar 1813 an gültig seyn-sollende Obligationen mit Zinsen-Coupons ausgefertigt worden sind, nach welchen die Zinsen von der Stadt, unter Vorbehalt ihrer Rechtszuständigkeiten, bezahlt werden; daß sogar, wegen der vom Monat Juli 1804 bis Ende des Jahres 1812 rückständig verbliebenen Zinsen, besondere Zinsenrückstands-Scheine ausgestellt worden sind, welche auch die Stadt nun bereits berichtigt hat; daß man jedoch dem Obersten von Mogen, als einem alten, verdienten, aller Berücksichtigung würdigen Mann, freiwillig und ohne hierdurch eine Verbindlichkeit anzuerkennen, eine lebenslängliche Unterstützung von 90 Fl. zufliessen lassen wolle, welches letztere pünctlich bewerkstelligt wird.

Das bei Seite gesetzt, was sich überhaupt gegen das Pensionsgesuch des Dieze, auch nach der Großherzoglich-Badischer Seits in der 55. Sitzung vom Jahre 1817 (§. 409) gemachten Bemerkung, einwenden läßt — es würde sich, unter jenen Umständen, nicht wohl ein Grund anführen lassen, warum die Stadt, nach dem Antrage der Subdelegations-Commission, nun auch die nämliche Summe, welche sie aus besonderer Rücksicht freiwillig dem Obersten Mogen verwilligt hat, dem Dieze als Unterstützung zugestehen, und warum also ein für einen besondern Fall wohlgemeinter Beitrag, auch für andere Fälle zum Maasstabe angenommen werden sollte; besonders wenn man die vorgeschlagenen Beitragssummen der andern betheiligten Regierungen damit in Vergleichung setzt. Ob nun gleich die Stadt mit einer Uebermaße von Pensionen belastet ist, und sich immer neuen mehrfältigen Anforderungen ausgesetzt sieht; so ist sie dennoch, zu möglichster Berücksichtigung des von dieser hohen Versammlung gefaßten Beschlusses, bereit, dem Dieze, bis zu endlicher Erledigung des Kreisschuldenwesens und dieses damit in Verbindung stehenden Pensionsanspruchs, eine Unterstützung von jährlich 28 Fl., als so viel, unter andern Umständen und Verhältnissen, die hier keiner weitern Entwickelung bedürfen, die Rate der Stadt ungefähr betragen würde, freiwillig jährlich zufliessen zu lassen — vorausgesetzt jedoch, daß die andern Regierungen ebenfalls an der Unterstützung des Dieze verhältnißmäßig Theil zu nehmen geneigt sind.

§. 84.

Vortrag der am 9. Mai 1822 gewählten Reclamations-Commission über ihre Geschäftsführung.

(15. Sitz. §. 120. 17. Sitz. §. 149 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowiz, trägt vor:

Die bisherige Commission zum Vortrage der Privateingaben bei der hohen Bundesversammlung wurde am 9. Mai 1822 in der 15. Sitzung (§. 120 des Protokolls) bis zu der nächsten Vertagung dieser hohen Versammlung, dem 1. August 1822, gewählt.

Sie hat ihr Geschäft auf eine längere Zeit, als anfangs beabsichtigt wurde, und bis heute fortgesetzt.

Im Laufe dieser Zeit ist eins ihrer Mitglieder, der Königlich-Baierische Gesandte, Freiherr von Aretin, mit Tode abgegangen.

Jetzt legt selbige, nach Vorschrift der am 29. April 1819 angenommenen Geschäftsordnung für die Bundestags-Commissionen, §. 2 unter 4, der hohen Bundesversammlung über ihre Geschäftsführung Rechenschaft ab.

Zu dem Ende überreicht sie hier ihr Vortragsverzeichniß, woraus sich ergiebt,

daß 24 Vortragsrückstände voriger Commissionen, vom Jahre 1819 an, auf die bisherige Commission übergegangen sind;

daß vom 9. Mai 1822 bis heute 54 Sachen an letztere abgegeben worden sind;

daß von diesen

78 ältern und neuern Sachen

23 vorgetragen wurden, und

daß mithin

55 Sachen, wegen besonderer, der hohen Bundesversammlung angegebenen Hindernisse, noch nicht bei selbiger haben in Vortrag gebracht werden können, obschon hiervon 16 von dem Herrn Staatsminister Freiherrn von Wangenheim bereits in der Commission vorgetragen worden sind.

Es wird nunmehr anheim gestellt:

1) zu beschliessen, daß obiges Vortragsverzeichniß loco dictaturae gedruckt und dem Protokolle über die heutige Sitzung beigefügt werde, und

2) zu der Wahl einer neuen Commission für die ferner und bis zu den nächsten Sommerferien eingehenden Sachen, welche Privateingaben betreffen, zu verschreiten.

Hierauf machte Präsidium den Vorschlag, die bisherige Reclamations-Commission zu ersuchen, ihre Thätigkeit bis zu den nächsten Sommerferien fortzusetzen, an die Stelle des abgegangenen Freiherrn von Aretin aber, ein neues Commissionsmitglied zu wählen.

Sämmtliche übrigen Stimmen waren mit diesem Antrage einverstanden, und die bisherigen Commissionsmitglieder erklärten sich bereitwillig, diesem Auftrage zu entsprechen.

Es wurde sodann zur Wahl geschritten, welche auf den Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Leonhardi, fiel.

Beschluß.

1) daß das Vortragsverzeichniß der Eingaben-Commission diesem Protokolle unter Zahl 3 anzufügen und loco dictaturae drucken zu lassen,

2) die bisherige Reclamations-Commission aber, welche durch den Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Leonhardi, ergänzt wurde, zu ersuchen sey, ihre Arbeiten bis zu den künftigen Sommerferien fortzusetzen.

§. 85.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden Gesetze.

(8. Sitz. §. 58 d. J.)

Der Herr Gesandte der freien Städte: übergiebt die fortgesetzte Sammlung der Verordnungen und Proclame des Senats der freien Hansestadt Bremen, von den Jahren 1821 und 1822, in zwei Heften.

§. 86.

Vorstellung des Nonnenconvents ad Stam Mariam in Fulda, rückständige Gefälle betreffend.

(4. Sitz. §. 29 d. J.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Wangenheim, trägt vor:

In der 16. Sitzung vom 13. Mai 1822 sey auf eine, rückständige Gefälle betreffende, Vorstellung des Nonnenconvents ad Stam Mariam in Fulda beschlossen worden: «die Herren Gesandten der, bei der Fuldaer Ausgleichung betheiligten, allerhöchsten und höchsten Regierungen, vorzugsweise aber die der Königlich-Baierischen, Kurfürstlich-Hessischen und Großherzoglich-Sachsen-Weimarischen Regierungen, zu ersuchen, dafür besorgt zu seyn, daß die erforderliche factische und rechtliche Aufklärung über diese Reclamation, binnen sechs Wochen, an diese hohe Versammlung ertheilt werde».

Hierauf habe sich die Königlich-Baierische Gesandtschaft in der Sitzung vom 13. Februar, die Kurfürstlich-Hessische aber in der Sitzung vom 24. Februar dieses Jahres erklärt; es stehe demnach von den vorzugsweise benannten Regierungen nur noch die Erklärung der Großherzoglich-Weimarischen aus.

Diese dürfte nun zwar eigentlich in Erinnerung zu bringen seyn; da aber die Fuldaer Ausgleichungs-Commission, nach amtlichen Anzeigen, wieder in volle Thätigkeit gesetzt sey, und da, nach der Kurhessischen Erklärung, der Bevollmächtigte dieses Gouvernements angewiesen sey, bei dem dermaligen Zusammentritt jener Commission eine nochmalige Verhandlung der Sache, namentlich auch in Beziehung auf die Frage: ob gewisse Einkünfte des Nonnenconvents als Centrallasten des vormaligen Departements Fulda, oder als Locallasten einzelner Theile desselben, anzusehen seyen? zu veranlassen: so dürfte der

Antrag

die Gesandtschaften der Höfe von Baiern und Sachsen-Weimar um ihre Verwendung bei ihren Höfen dahin zu veranlassen, daß die Verhandlungen über die Ansprüche des Nonnenconvents ad Stam Mariam in der wieder zusammengetretenen Fuldaer Ausgleichungs-Commission wieder aufgenommen und dermaßen gefördert werden möchen, damit das Resultat derselben binnen sechs Monaten dieser hohen Versammlung vorgelegt werden könnte, indem dieselbe, im Entstehungsfalle, nicht umhin könne, auf weiteres Anrufen des reclamantischen Nonnenconvents, dessen Anwalte von diesem Beschlusse Kenntniß zu geben seyn möchte, in Gemäßheit des 30. Artikels der Schlußacte vorzuschreiten —

gerechtfertigt erscheinen.

Auf diesen Vortrag und auf die von dem Königlich-Baierischen Herrn Bundestagsgesandten hierüber gemachten Bemerkungen, wurde

beschlossen:

daß

1) die Königlich-Baierische und Großherzoglich-Sachsen-Weimarische Gesandtschaften um ihre Verwendung bei ihren allerhöchsten und höchsten Höfen ersucht werden, zu veranlassen, daß die Verhandlungen über die Ansprüche des Nonnenconvents ad Sam Mariam in der wieder zusammengetretenen Fuldaer Ausgleichungs-Commission wieder aufgenommen und dermaßen gefördert werden mögen, damit das Resultat derselben binnen sechs Monaten dieser hohen Versammlung vorgelegt werden könne, welche sich vorbehalte, auf Anrufen des reclamantischen Convents, das Weitere bundesverfassungsmäßig einzuleiten.

2) Hievon wäre der Anwalt des Nonnenconvents ad Sam Mariam, Dr. v. Wehrkamp dahier, in Kenntniß zu setzen.

§. 87.

Einreichungs-Protocoll.

Die Eingabe

Num. 42, eingereicht am 25. April, von Dr. Ohlenschlager dahier, als Anwalt der Gräfin von Ottweiler, Gesuch, die rechtliche Entscheidung in Betreff deren Forderung wegen Uebernahme einer Capitalschuld von Nassau durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen, — wurde an die eigends dazu bestellte Commission —

Num. 43, einger. am 30. April, von Schneider, Diurnist bei der Herzoglich-Nassauischen Regierung zu Wiesbaden, Gesuch um Verleihung einer Canzlisten- oder Diurnistenstelle, — an das Präsidium —

Num. 44, einger. am 30. April, von Regierungsdirector Herquet zu Fulda, Gesuch, die Kurfürstlich-Hessische Regierung zu vermögen, die ihm rechtlich gebührende Pension von 3,500 Fl. für die Zukunft lebenslänglich unabgekürzt auszahlen, auch die seit Neujahr 1822 entzogene Summe von 2,000 Fl. nachzahlen zu lassen. Mit Anlage A bis U. — an die Reclamations-Commission —

Num. 45, einger. am 30. April, von den Boten des vormaligen Reichskammergerichts zu Wetzlar, Gesuch um einstweiligen Vorschuß aus der Kammergerichts-Sustentationscasse, — an die Commission für die reichskammergerichtlichen Angelegenheiten

abgegeben.

Die Versammlung gieng hierauf zur vertraulichen Besprechung über.

Folgen die Unterschriften.

Dreizehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 12. Mai 1823.

In Gegenwart

aller in der zwölften Sitzung Anwesenden.

§. 88.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden Gesetze.

(12. Sitz. §. 85 d. J.)

Oesterreich. Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte, überreicht den 48. Band der politischen Gesetze und Verordnungen für die Oesterreichischen, Böhmischen und Galizischen Erbländer, welcher die Verordnungen vom 1. Januar bis letzten Dec. 1820 enthält, und zur Bibliothek der Bundesversammlung abgegeben wurde.

§. 89.

Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer.

(34. Sitz. §. 259 v. J. 1821.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim: verliest einen Vortrag der Eingaben-Commission, in Betreff der Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen Bezahlung von Pensionssteuer im Großherzogthume Baden, und zwar 1) zu der Großherzoglich-Badischen Erklärung in der 34. Sitzung vom 20. Dec. 1821, und 2) zu einer weitern Eingabe der Domcapitularen, sub num. 21, nebst gedruckter Beilage.

Der Vortrag führt kürzlich die früheren, diesen Gegenstand betreffenden Verhandlungen in das Gedächtniß zurück, und stellt dann die einer eigenen Erledigung bedürfenden Fragen auf:

1) Wer hat über den Grund der gegen die Großherzoglich-Badische Regierung erhobenen Beschwerde zu entscheiden, diese hohe Versammlung unmittelbar, oder eine verfassungsmäßige competente Gerichtsbehörde?

Der Antrag der Commiſſion geht dahin,

1) daß zwar die Bundesverſammlung, unter den beſonders hier vorwaltenden Umſtänden, ſich der Entſcheidung der von den Reclamanten gegen die Großherzoglich-Badiſche Regierung erhobenen Beſchwerde unterziehen, zugleich aber
2) über die Gegenſtände der in der 20. Sitzung vom Jahre 1821 erhobenen Zweifel, für künftige Fälle, eine Declaration ertheilen möge.

Einer ſolchen Declaration dürften vorzugsweiſe bedürfen

a) die Frage: ob aus dem Begriffe der völkerrechtlichen Garantie die Folgerung gezogen werden könne, daß der Garant auch darüber, ob ein einzelner Fall unter das von ihm garantirte Geſetz ſubſumirt werden könne, zu entſcheiden habe?
b) die Fragen, die ſich aus den Bemerkungen ergeben, welche die Commiſſion zu der Erklärung der Großherzoglich-Badiſchen Geſandtſchaft zu machen, ſich für verpflichtet gehalten hat.

II) Wie wird dieſe hohe Verſammlung, nachdem ſie ſich der Entſcheidung unterzogen haben wird, die Reclamanten in der Hauptſache zu beſcheiden haben?

Nachdem die Commiſſion alle für und wider das Geſuch vorgebrachten Gründe, Behauptungen und Einwendungen ausführlich vorgetragen und erörtert hatte, ſprach ſie ihren Antrag dahin aus:

daß die Reclamanten mit ihrer, weder durch die §§. 52 und 53 des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes, noch durch den Art. 15 der Bundesacte, begründeten Beſchwerde gegen die Großherzoglich-Badiſche Regierung abzuweiſen, und darüber innerhalb eines feſtzuſetzenden Termins abzuſtimmen ſey.

In einem nachträglichen Vortrage, geht die Reclamations-Commiſſion in eine Prüfung des Art. 66 des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes ein, und äuſſert ihre Meinung dahin, daß derſelbe über die Frage? ob die Suſtentationen der Domcapitularen, vermöge eines allgemeinen Steuergeſetzes, ebenfalls der geſetzlichen Beſteuerung unterworfen werden können oder nicht? keine Entſcheidung an die Hand gebe. Indeſſen ſtelle die Commiſſion, im Gefühle deſſen, was billig erachtet werden dürfte, dem Ermeſſen dieſer hohen Verſammlung anheim, ob ihrem, auf Abweiſung der Reclamanten geſtellten Antrage die Hinweiſung an die Billigkeit Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs von Baden wieder einverleibt werden ſolle?

Die beiden, loco dictaturae abzudruckenden, Vorträge wurden dieſem Protokolle unter den Zahlen 4 und 5 angefügt.

Bei der hierauf veranſtalteten Umfrage, äuſſerten mehrere Herren Geſandten, daß ſie ihre Abſtimmung nicht ohne vorgängige Inſtruction abgeben könnten, und dieſe ſich erſt erbitten zu müſſen glaubten. — In Betreff der übrigen Vorſchläge der Reclamations-Commiſſion,

vereinigten sich sämmtliche Stimmen dahin, daß solche zur Kenntniß der Regierungen zu bringen und ihrer gefälligen Rücksichtsnahme anheim zu stellen seyen; — daher

Beschluß:

daß

1) über die Beschwerden der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer, und das hierauf erstattete Commissions-Gutachten, am 26. Juni dieses Jahres abzustimmen,

2) die übrigen, auf Declaration einiger bundesgesetzlichen Bestimmungen gerichteten, Vorschläge der Reclamations-Commission aber zur Kenntniß der Regierungen zu bringen und ihrer gefälligen Rücksichtsnahme anheim zu stellen seyen.

§. 90.

Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters, von Anton Christian Wedekind, 1. Band. Hamburg 1823.

Der Königlich-Hannöverische Bundestagsgesandte, Herr von Hammerstein: übergiebt eine Schrift unter dem Titel: «Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters, von Anton Christian Wedekind, Amtmann zu Lüneburg». 1. Band, Hamburg 1823, welche ihm der Verfasser zugesendet habe, um solche der hohen Bundesversammlung, als Beweis seiner Ehrfurcht, zuzustellen. Hierauf wurde

beschlossen:

diese Schrift an die Eingaben-Commission gelangen zu lassen.

§. 91.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 46, eingereicht am 9. Mai, von dem K. K. Regierungsrath und Professor von Egger zu Wien, Gesuch um baldige Verfügung in Betreff der Forderungen der Mainzer Pfandhausgläubiger.

Num. 47, eingereicht am 9. Mai, von Carl Stuckart zu Aschaffenburg, erneuertes Gesuch, seine Pensionsansprüche, als ehemaliges Mitglied des Capuzinerklosters zu Frankfurt, richterlich entscheiden zu lassen.

wurden den betreffenden Commissionen zugestellt.

Die Versammlung gieng hierauf zur vertraulichen Besprechung über.

Folgen die Unterschriften.

Vierzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 30. Mai 1823.

In Gegenwart

aller in der dreizehnten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war,

von Seiten Preussens: der Königliche wirkliche geheime Staats- und Cabinetsminister, Herr Graf von der Goltz.

§. 92.

Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen den in Stuttgart erscheinenden Teutschen Beobachter.

Präsidium zeigt an: die in der 10. dießjährigen Sitzung (§. 69) erneuerte Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze, habe die ihr zugewiesene Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen die in Stuttgart erscheinende Zeitschrift: «Der Teutsche Beobachter», in Erwägung gezogen, und sey bereit, ihren Vortrag hierüber an die hohe Bundesversammlung zu erstatten.

Diesen Vortrag habe der Königlich-Würtembergische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Wangenheim, welcher Mitglied der Commission sey, nicht unterschrieben, weil derselbe der Commissions-Sitzung unter der Erklärung nicht beigewohnt hätte, daß er es nicht angemessen finde, in einer Commissions-Sitzung zu erscheinen, in welcher man sich ausschließlich mit einem Gegenstande beschäftige, welcher bloß seine Regierung berühre, indem er, auf der einen Seite, vielleicht die Unbefangenheit der Berathung stören zu wollen scheine, auf der andern Seite aber, ohne Verletzung eines der beiden verschiedenen Verhältnisse, in welchem er als Bevollmächtigter seiner Regierung und als erwähltes Commissionsglied stehe, in Beziehung auf die Aufsicht, welche jene über die Censoren führen lasse, weder für noch gegen dieselbe Partie nehmen könnte.

Hierauf verlas der Großherzoglich-Badische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Blittersdorff, nachfolgenden Bericht des Ausschusses zur Aufsicht über die Preßgesetze, den Teutschen Beobachter betreffend.

§. 1.

Schreiben des Präsidenten der Central-Untersuchungs-Commission.

Unterm 28. März dieses Jahres richtete der Präsident der Central-Untersuchungs-Commission in Mainz ein Schreiben an das Präsidium der hohen Bundesversammlung, in welchem sich derselbe über einen Artikel beschwert, der in Num. 34 des zu Stuttgart herauskommenden Teutschen Beobachters vom 20. März dieses Jahres abgedruckt ist. Er fügt hinzu, daß er diesem, durch so viele sophistische Verdrehungen und auffallende Ungereimtheiten sich auszeichnenden, Zeitungsartikel nicht die Ehre anthun würde, die hohe Bundesversammlung darauf aufmerksam zu machen, wenn er nicht die Behauptung enthielte: «die «Commission verrathe in der Art ihrer Berichtserstattung die geheime Absicht, ihre Dauer «zu verlängern».

Diese Behauptung sey für die sämmtlichen Mitglieder der Commission eine persönliche Beleidigung und deute zugleich auf den Vorwurf hin, daß die hohe Bundesversammlung diesem Bestreben keine Grenze setze.

Da nun, nach dem Bundestagsbeschlusse vom 20. September 1819, alle öffentlichen Blätter unter Censur stehen, so hätte die Königlich-Würtembergische Censurbehörde die Aufnahme solcher persönlichen Beleidigung um so weniger gestatten sollen, als diese eine von der hohen Bundesversammlung, und mithin unter eigener Mitwirkung der Königlich-Würtembergischen Regierung, ausgegangene Commission sey.

Der Präsident müsse daher der hohen Bundesversammlung anheim geben, ob sie nicht auf dem geeigneten Wege bewirken wolle, daß dem Königlich-Würtembergischen Zeitungs-Censor zu Stuttgart diese Ungebühr verwiesen und solches, zur Genugthuung der Central-Untersuchungs-Commission, öffentlich bekannt gemacht werde.

§. 2.

Beilage zu dem Schreiben des Präsidenten der Central-Untersuchungs-Commission.

Dem Schreiben des Präsidenten der Central-Untersuchungs-Commission war als Beleg ein Exemplar des Teutschen Beobachters Num. 34 vom 20. März 1823 beigefügt, dessen hieher gehöriger Artikel

«Die Central-Untersuchungs-Commission in Mainz»

überschrieben ist, und lautet, wie folgt:

«Die Zwecke der Central-Untersuchungs-Commission des Jahres 1819 sind bekannt genug. Sie sollten die Symptome der unruhigen Bewegungen und Gährungen der Gemüther gründlich erforschen, und die Mittel zur Herstellung der Ruhe und Befestigung des öffentlichen Vertrauens in die Regierungen in ernste Betrachtung ziehen. Alle Mittel, dieses Ziel zu erreichen, wurden in ihre Hände gelegt. Am 12. November 1819 zeigte die Commission schon ihre Constituirung an, und am 13. Mai 1822 ward der Bericht — ein Werk von 32 Unterabtheilungen, und auf beiläufig 3000 Actenstücke gestützt — der hohen Bundesversammlung eingereicht. Nur in Teutschland allein konnte eine solche Schöpfung zur Welt kommen, vor deren furchtbaren Breite schon jedes andere Volk zurückgebebt wäre. Wenn man die beiden Criminal-Geschichten Sand's und Löning's, welche in ihren Leiden(?) nach den bestehenden Gesetzen abgeurtheilt wurden und die Central-Untersuchungs-Commission nicht beschäftigten, ausnimmt; so haben die fast dreijährigen Bemühungen dieser Behörde auch nicht das geringste Resultat hervorgebracht — und es muß uns die dadurch hervorgegangene beruhigende Ueberzeugung über den verursachten grossen Kostenaufwand trösten, daß die Bewegungen des Jahres 1819 nur gleichsam ein, in seinen Symptomen und Wirkungen sehr verschiedenartiges, vorübergehendes politisches Fieber war, in welches alle Gemüther der Zeit durch den Drang der Begebenheiten versetzt wurden; daß diese Krankheit, nach den verschiedenen Localverhältnissen stärker oder schwächer, sich durch keine an sich strafbare Handlung kund that, sondern überall bloß im Gebiete der Ideen ihr regelloses Wesen trieb. Wer über die, ihrer Natur nach, so sehr verschiedenen politischen Meinungen und Ansichten der Menschen Gericht halten wollte, würde wohl eben so fehl gehen, als wenn er die physische Natur in richterliche Untersuchung zu ziehen keinen Anstand nähme. Auch müßte sodann vor allen Dingen den Philosophen des Alterthums und denen der neueren Zeit der Proceß gemacht werden, ehe man ihren Nachbetern zu Leibe gehen könnte. Darauf hat nun auch wohl die Central-Untersuchungs-Commission nicht gedacht, welche nur den Mangel an wahren Materialien durch ihren Fleiß und eine, nicht ganz unbefangene, den Vermuthungen und Besorgnissen, die sie ins Leben gerufen hatte, künstlich angepaßte Zusammenstellung der bekanntesten Vorgänge der Jahre 1810 — 1815 ersetzen zu müssen glaubte. Groß war allerdings die Hingebung ihrer Mitglieder in einer Zeit, wo die öffentliche Meinung schwer auf ihnen lastete; aber darin, daß in Teutschland mehr Muth dazu gehöre, die Sache der Könige zu vertreten, als offenbare Angriffe auf die bestehenden Verfassungen zu machen, wird schwerlich Jemand die Meinung dieser Commission theilen. — So weit sind wir noch nicht gekommen, und dahin würden selbst alle idealistischen Bewegungen der neuesten Zeit schwerlich geführt haben, wenn auch keine Central-Untersuchungs-Commission errichtet worden wäre! — Gegen drei Vorwürfe wird sich,

auſſer der Wichtigkeit, mit welcher das abgeſchmackte Treiben mancher Köpfe behandelt wird, übrigens die Commiſſion in den Augen aller Unbefangenen ſchwerlich zu rechtfertigen vermögen, nämlich:

«1) daß dieſelbe die offenbaren Schöpfungen der Zeit und der Ereigniſſe in Preuſſen, durch welche allein der Feind aus dem Lande vertrieben werden konnte, und auch vertrieben ward — die ſich unter den Augen und mit Vorwiſſen des Königs ſelbſt in dem damaligen Nothſtand bildeten — einſeitig als Reſultate ſtaatsgefährlicher geheimer Verbindungen darſtellt, und, neben dem allenfallſigen Tadel der Verirrungen der Hauptanführer dieſer Vereine, nicht, auch zur Steuer der Wahrheit der Hingebung für die gute Sache, Gerechtigkeit widerfahren läßt;

«2) daß dieſelbe die am 18. October 1820 in Darmſtadt geſchehene Freiſprechung des Lieutenants Schulz — welcher, nach der Commiſſion eigenem Bekenntniß, mit Verbreitung des bekannten «Katechismus» die einzige poſitive Handlung, die in ihren Acten vorkommt, begangen hatte — durch ein Kriegsgericht bedauert; indem die Erfahrung gelehrt hat, daß der Großherzog von Heſſen gerade auf die gegen dergleichen Erſcheinungen bezeigte Milde den einzigen Weg eingeſchlagen, welchen wahre Staatsklugheit vorzeichnet, und auf ſolche Weiſe in der Achtung ſeines Volkes mehr gewonnen hat, als er durch harte Beſtrafung jemals gewinnen konnte;

«3) daß dieſe Commiſſion, bei dem Eingeſtändniß, daß alle ihre Bemühungen zur Entdeckung wirklicher ſtaatsgefährlicher Complotte fruchtlos geweſen, dennoch in der Art ihrer Berichtserſtattung die geheime Abſicht, ihr Daſeyn zu verlängern, verräth, und über ihre Geſchäftsbehandlung Anſichten aufſtellt, welche deren Fortdauer bis ins Unendliche führen müßten.

«Der hohe Bundestag wird indeſſen in dieſer nun höchſt klar gewordenen Sache leicht einen Entſchluß faſſen können, welcher den Teutſchen Gerechtigkeit widerfahren läßt! — Noch keine Regenten-Familie in unſerm Vaterlande hat, auch ſelbſt in den verführeriſchen Zeiten der feindlichen Invaſion, die geringſte Klage über die Treue des Volkes zu führen Urſache gehabt, und in dem letzten Kriege hat daſſelbe Gut und Blut an die Erhaltung ihrer Throne geſetzt. Warum ſollte man ihm alſo das Zeugniß der Wahrheit verſagen»?! —

§. 3.

Ueberweiſung der Beſchwerde an den Ausſchuß zur Aufſicht über die Preßgeſetze.

Die hohe Bundesverſammlung hat für gut gefunden, dieſe Beſchwerde dem Ausſchuſſe zur Aufſicht über die Preßgeſetze zuzuweiſen und ihn zum Berichte hierüber aufzufordern.

Der Ausschuß konnte demnach nicht umhin, sich diesem Auftrage zu unterziehen. Hierbei mußte er sich an das Gesetz halten, durch welches seine Wirksamkeit bedingt ist. Der Ausschuß wird eben deßhalb auch zuvörderst diejenigen Paragraphen des Bundesbeschlusses vom 20. September 1819 dahier in Erinnerung zu bringen haben, welche bei Beurtheilung der Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission vorzüglich in Betrachtung kommen.

Durch den §. 1 wurden, für die Dauer des auf fünf Jahre angenommenen Preßgesetzes, jedwede Schriften, die in der Form täglicher Blätter oder heftweise erscheinen, deßgleichen solche, die nicht über zwanzig Bogen im Drucke stark sind, in allen Bundesstaaten der Censur der Landesbehörden unterworfen.

Im §. 4 ist festgesetzt, daß jeder Bundesstaat für die, unter seiner Oberaufsicht erscheinenden, mithin für sämmtliche, unter der Hauptbestimmung des §. 1 begriffenen, Druckschriften, in so fern dadurch die Würde oder Sicherheit anderer Bundesstaaten verletzt, die Verfassung oder Verwaltung derselben angegriffen wird, nicht nur den unmittelbar Beleidigten, sondern auch der Gesammtheit des Bundes, verantwortlich sey.

Der §. 6 normirt die Thätigkeit der Bundesversammlung, wie folgt:

«Damit jedoch auch die, durch gegenwärtigen Beschluß beabsichtigte, allgemeine und wechselseitige Gewährleistung der moralischen und politischen Unverletzlichkeit der Gesammtheit und aller Mitglieder des Bundes nicht auf einzelnen Puncten gefährdet werden könne; so soll, in dem Falle, wo die Regierung eines Bundesstaates sich durch die in einem andern Bundesstaate erscheinenden Druckschriften verletzt glaubte, und durch freundschaftliche Rücksprache oder diplomatische Correspondenz zu einer vollständigen Befriedigung und Abhülfe nicht gelangen könnte, derselben ausdrücklich vorbehalten bleiben, über dergleichen Schriften Beschwerde bei der Bundesversammlung zu führen, letztere aber sodann gehalten seyn, die angebrachte Beschwerde commissarisch untersuchen zu lassen, und, wenn dieselbe gegründet befunden wird, die unmittelbare Unterdrückung der in Rede stehenden Schrift, auch, wenn sie zur Classe der periodischen gehört, aller fernern Fortsetzung derselben, durch einen entscheidenden Ausspruch zu verfügen.

«Die Bundesversammlung soll ausserdem befugt seyn, die zu ihrer Kenntniß gelangenden, unter der Hauptbestimmung des §. 1 begriffenen Schriften, in welchem Deutschen Staate sie auch erscheinen mögen, wenn solche, nach dem Gutachten einer von ihr ernannten Commission, der Würde des Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufen, ohne vorhergegangene Aufforderung, aus eigener Autorität, durch einen Ausspruch, von welchem keine Appellation statt findet, zu unterdrücken, und die betreffenden Regierungen sind verpflichtet, diesen Ausspruch zu vollziehen».

Der §. 7 endlich verordnet:

«Wenn eine Zeitung oder Zeitschrift durch einen Ausspruch der Bundesversammlung unterdrückt worden ist; so darf der Redacteur derselben binnen fünf Jahren in keinem Bundesstaate bei der Redaction einer ähnlichen Schrift zugelassen werden.

«Die Verfasser, Herausgeber und Verleger der unter der Hauptbestimmung des §. 1 begriffenen Schriften, bleiben übrigens, wenn sie den Vorschriften dieses Beschlusses gemäß gehandelt haben, von aller weiteren Verantwortung frei, und die im §. 6 erwähnten Aussprüche der Bundesversammlung werden ausschliessend gegen Schriften, nie gegen Personen, gerichtet».

§. 4.

Competenz der Bundesversammlung.

Der Ausschuß mußte hiernächst die Frage untersuchen, in wie fern die Bundesversammlung competent sey, nach den so eben vorgetragenen Bestimmungen des Preßgesetzes von der Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission Kenntniß zu nehmen.

Der Bundesbeschluß vom 20. September 1819 unterscheidet zwei Fälle, in denen die Thätigkeit der Bundesversammlung in Anspruch genommen werden kann, nämlich

1) wenn die Regierung eines Bundesstaates sich durch die in einem andern Bundesstaate erscheinenden Druckschriften verletzt glaubt, und durch freundschaftliche Rücksprache oder diplomatische Correspondenz zu einer vollständigen Befriedigung und Abhülfe nicht gelangen könnte, und sie deßhalb Beschwerde bei der Bundesversammlung führt. Hier ist diese verpflichtet, die angebrachte Beschwerde commissarisch untersuchen zu lassen, und, wenn dieselbe gegründet befunden wird, die unmittelbare Unterdrückung der in Rede stehenden Schrift, auch, wenn sie zur Classe der periodischen gehört, aller fernern Fortsetzung derselben, durch einen entscheidenden Ausspruch zu verfügen.

Dieser Fall ist dahier nicht eingetreten. Keine Bundesregierung hat gegen eine andere eine Beschwerde geführt; mithin kann auch von einer Anwendung der sich hierauf beziehenden Bestimmungen des Preßgesetzes keine Rede seyn.

Die Bundesversammlung hat aber ausserdem noch

2) die Befugniß, die zu ihrer Kenntniß gelangenden, unter der Hauptbestimmung des §. 1 begriffenen Schriften, in welchem Deutschen Staate sie auch erscheinen mögen, wenn solche, nach dem Gutachten einer von ihr ernannten Commission, der Würde des Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufen, ohne vorhergegangene Aufforderung, aus eigener

Autorität, durch einen Ausspruch, von welchem keine Appellation statt findet, zu unterdrücken, und die betreffenden Regierungen sind verpflichtet, diesen Ausspruch zu vollziehen. —

Es wird keiner Ausführung bedürfen, daß die der Bundesversammlung hierdurch ertheilte Befugniß eine durchaus unbeschränkte sey. In formeller Beziehung genügt es, daß die Druckschrift, welche Gegenstand der Verhandlungen werden soll, gleichviel, auf welchem Wege, zur Kenntniß der Bundesversammlung gelangt sey. In materieller Beziehung aber hat sie keine andern Normen der Entscheidung, als die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland.

Hieraus folgt, daß die Druckschrift, worüber die Central-Untersuchungs-Commission sich beschwert, eben so gut, wie eine jede andere, welche zur Kenntniß der hohen Bundesversammlung gelangt ist, zum Gegenstand ihrer Verhandlungen gemacht, und eine Prüfung darüber angestellt werden kann, ob in ihr eine Verletzung enthalten sey, wie sie in passus 2 des §. 6 des Preßgesetzes näher bezeichnet ist. Hierdurch ist auch die Ueberweisung dieser Beschwerde an den zur Aufsicht über die Preßgesetze niedergesetzten Ausschuß hinreichend gerechtfertigt. —

Bemerkt muß übrigens hierbei werden, daß die Genugthuung, welche den Mitgliedern der Central-Untersuchungs-Commission auf diesem Wege zu Theil werden könnte, keine directe, ihr unmittelbar für die angethane Beleidigung zukommende, sondern vielmehr eine indirecte seyn würde, indem die Bundesversammlung nur darüber zu urtheilen hat, ob die zu ihrer Kenntniß gebrachte Nummer des Teutschen Beobachters der Wurde des Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufe; nicht aber darüber, ob die Redaction des Teutschen Beobachters sich eine persönliche Beleidigung der Mitglieder der Central-Untersuchungs-Commission habe zu Schulden kommen lassen, und welche Rüge hierfür zu verfügen sey?

§. 5.

Prüfung der Beschwerde im Allgemeinen.

Indem nun der Ausschuß, in Folge des ihm von dieser hohen Versammlung gewordenen Auftrags, in reifliche Erwägung zog, in wie fern, durch den in Num. 34 des Teutschen Beobachters vom 20. März l. J. über die Mainzer Central-Untersuchungs-Commission enthaltenen Artikel, die Würde des Bundes, die Sicherheit einzelner Bundesstaaten und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland gefährdet werde, mußte er sich sehr bald überzeugen, daß er bei einer isolirten Behandlung des Gegenstandes zu keinem

genügenden, den Erwartungen der Bundesversammlung entsprechenden, Resultate gelangen könne. Der §. 6 des Preßgesetzes v. 20. Sept. 1819 giebt der Bundesversammlung die Befugniß, Druckschriften, durch deren Inhalt der Bund gefährdet wird, zu unterdrücken, bestimmt hierbei aber keine geringeren Grade der Ahndung für Verletzungen, welche nicht von dem Belange sind, um die Unterdrückung einer solchen Schrift auszusprechen. Der Ausschuß würde demnach befürchtet haben, sich einer Ungerechtigkeit schuldig zu machen, wenn er wegen eines einzelnen Artikels auf die Unterdrückung eines vielleicht im Uebrigen sehr achtungswerthen Blattes hätte antragen wollen. — Eben so aber würde er haben Anstand nehmen müssen, darauf anzutragen, daß die Bundesversammlung deßhalb von der ihr übertragenen Befugniß keinen Gebrauch machen möge, weil der einzelne Artikel, welcher zu ihrer Kenntniß gebracht worden, isolirt betrachtet, keine solche Verletzung enthält, um die Unterdrückung eines im Uebrigen vielleicht höchst schädlichen, ja sogar verderblichen Blattes zu motiviren. —

Dem Ausschusse blieb daher nichts übrig, als sich dem Geschäfte zu unterziehen, die sämmtlichen Blätter des Teutschen Beobachters von seiner Entstehung an zu prüfen, um darnach zu ermessen, ob aus dem einzelnen Artikel, über den die Central-Untersuchungs-Commission sich beschwert, zusammengehalten mit der Tendenz des Blattes im Allgemeinen, ein hinreichender Grund zur Anwendung des Bundesbeschlusses vom 20. Sept. 1819 abgeleitet werden könne?

§. 6.

Hauptgesichtspunct der Prüfung.

Bei dieser Prüfung glaubte der Ausschuß von dem Hauptgesichtspuncte ausgehen zu müssen, der in dem Präsidialvortrage aufgestellt ist, mit welchem der Entwurf des Preßgesetzes vom 20. Sept. 1819 der hohen Bundesversammlung übergeben wurde. Es sey erlaubt, die Worte dieses Vortrags dahier zu wiederholen:

« Die Druckpresse überhaupt, besonders der Zweig derselben, welcher die Tagesblätter, Zeit- und Flugschriften ans Licht fördert, hat während der letzten Jahre in dem grösseren Theile von Deutschland eine fast ungebundene Freiheit behauptet; denn selbst da, wo die Regierungen sich das Recht, ihr durch präventive Maasregeln Schranken zu setzen, vorbehalten hatten, war die Kraft solcher Maasregeln durch die Gewalt der Umstände häufig gelähmt, und folglich allen Ausschweifungen ein weites Feld geöffnet. Die, durch den Mißbrauch dieser Freiheit über Deutschland verbreiteten, zahllosen Uebel, haben noch einen bedeutenden Zuwachs erhalten, seitdem die in verschiedenen Staaten eingeführte Oeffentlichkeit der ständischen Verhandlungen und die Ausdehnung derselben auf Gegenstände,

die nie anders als in regelmäſſiger feierlicher Form aus dem Heiligthum der Senate in die Welt dringen, nie eitler Neugier und leichtſinniger Critik zum Spiel dienen ſollten, der Verwegenheit der Schriftſteller neue Nahrung bereitet, und jedem Zeitungsſchreiber einen Vorwand gegeben hat, in Angelegenheiten, welche den größten Staatsmännern noch Zweifel und Schwierigkeiten darboten, ſeine Stimme zu erheben. Wie weit dieſe verderblichen Anmaßungen endlich gediehen, welche Zerrüttung in den Begriffen, welche Gährung in den Gemüthern, welche Herabwürdigung aller Autorität, welcher Wettſtreit der Leidenſchaften, welche fanatiſche Verirrungen, welche Verbrechen daraus hervorgegangen ſind, bedarf keiner weitern Erörterung; und es läßt ſich bei dem gutgeſinnten und wahrhaft aufgeklärten Theile der Deutſchen Nation über ein ſo notoriſches Uebel kaum noch irgend eine Verſchiedenheit der Anſichten und Urtheile vorausſetzen.

« Die Eigenthümlichkeit des Verhältniſſes, in welchem die Bundesſtaaten gegen einander ſtehen, giebt von einer Seite den mit der Ungebundenheit der Preſſe verknüpften Gefahren eine Geſtalt und Richtung, welche ſie in Staaten, wo die oberſte Gewalt in einem und demſelben Mittelpuncte vereinigt iſt, nie annehmen können, und ſchließt von der andern Seite die Anwendung der geſetzlichen Mittel, wodurch man in dieſen Staaten dem Mißbrauch der Preſſe Einhalt zu thun ſucht, aus. In einem Staatenbunde, wie der, welcher in Deutſchland unter der Sanction aller Europäiſchen Mächte geſtiftet worden iſt, fehlen, ſeiner Natur nach, jene mächtigen Gegengewichte, die, in geſchloſſenen Monarchien, die öffentliche Ordnung gegen die Angriffe vermeſſener und übelgeſinnter Schriftſteller ſchützen; in einem ſolchen Bunde kann Friede, Eintracht und Vertrauen nur durch die ſorgfältigſte Abwendung aller wechſelſeitigen Störungen und Verletzungen erhalten werden.

« Aus dieſem oberſten Geſichtspuncte, der mit der Geſetzgebung anderer Länder nichts gemein hat, iſt in Deutſchland jede mit Preßfreiheit zuſammenhängende Frage zu betrachten. Nur im Zuſtande der vollkommenſten Ruhe könnte Deutſchland, bei ſeiner dermaligen Föderativverfaſſung, uneingeſchränkte Preßfreiheit, in ſo fern ſie ſich mit dieſer Verfaſſung überhaupt vereinigen läßt, ertragen. Der gegenwärtige Zeitpunct iſt weniger, als jeder andere, dazu geeignet: denn das ſo vielen Regierungen obliegende Geſchäft, die jetzige und künftige Wohlfahrt ihrer Völker durch gute Verfaſſungen zu gründen, kann unter einem wilden Zwieſpalt der Meinungen, kann unter einem täglich erneuerten, alle Grundſätze erſchütternden, alle Wahrheit in Zweifel und Wahn auflöſenden Kampfe unmöglich gedeihen.

« Die, bei dieſen dringenden Umſtänden gegen den Mißbrauch der Preſſe zu ergreifenden, einſtweiligen Maasregeln, ſollen keineswegs den Zweck haben, die Thätigkeit nützlicher und achtungswerther Schriftſteller zu hemmen, den natürlichen Fortſchritten des menſchlichen

Geistes Fesseln anzulegen, oder Mittheilungen und Belehrungen irgend einer Art, so lange sie nur innerhalb der Grenzen bleiben, die noch keine bisher vorhandene Gesetzgebung zu überschreiten erlaubt hat, zu verhindern. Daß die Oberaufsicht über die periodischen Schriften nicht in Unterdrückung ausarten werde', dafür bürgt die Gesinnung, welche sämmtliche Deutsche Regierungen bei jeder Gelegenheit deutlich genug offenbart haben, und die den Vorwurf, daß sie Geistestyrannei beabsichtige, von keinem Freunde der Wahrheit und der Ordnung zu befürchten hat. Die Nothwendigkeit einer solchen Oberaufsicht aber kann nicht länger in Zweifel gezogen werden, und da Seine Majestät über diesen wichtigen Gegenstand durchaus übereinstimmende Ansichten bei allen Bundesregierungen erwarten dürfen; so ist die Präsidialgesandtschaft beauftragt, den Entwurf eines provisorischen Beschlusses zur Verhütung des Mißbrauchs der Druckpresse, in Bezug auf Zeitungen, Zeit- und Flugschriften, der Bundesversammlung zur ungesäumten Prüfung und Berathung vorzulegen".

§. 7.

Weitere Entwickelung.

Der Ausschuß konnte es sich nicht verhehlen, daß Deutschland auch dermalen noch an einem grossen Theile der Uebel leide, welche der Präsidialvortrag so treffend schildert. Zwar hat der Bundesbeschluß vom 20. Sept. 1819 seine Wirkung keineswegs verfehlt. In den meisten Bundesstaaten wurde er streng vollzogen, und dadurch dem Unfug der Presse, wo nicht völlig Einhalt gethan, doch seiner weiteren Verbreitung vorgebeugt. Dadurch haben sie der Verpflichtung genügt, welche die sämmtlichen Bundesglieder durch den Beschluß vom 20. Sept. 1819, insbesondere aber durch den §. 5 desselben, übernommen haben. Nichts desto weniger hat sich die Beharrlichkeit der Parteischriftsteller neue Bahnen zu brechen gewußt, auf denen sie das, früher begonnene, frevelhafte Spiel fortsetzen. Da, wo sie die Bundesregierungen weniger wachsam zu finden wähnten, haben sie sich der öffentlichen Blätter bemeistert, um durch diese — gleichsam wie von der Tribüne herab — zu dem Volke zu reden, und es für ihre Zwecke zu bearbeiten. So ist es ihnen, die politische Tendenz unseres Zeitalters benutzend, gelungen, jenen indirecten Einfluß auf die Angelegenheiten des Staates, wenigstens theilweise, wieder zu erringen, dem durch den erwähnten Bundesbeschluß entgegengewirkt werden sollte.

Indem sie aber fortfuhren, die Begriffe über Staat und Staatsverwaltung stets mehr und mehr zu verwirren, und jedwede Autorität immer tiefer herabzusetzen, haben sie das Ihrige dazu beigetragen, um die Gährung in den Gemüthern zu unterhalten, ja vielleicht sogar wirkliche Gefahren über Deutschland herbeizuführen.

Wenn dem Ausschusse sich diese Bemerkung schon im Allgemeinen aufdrang, so mußte

er sich nur um so mehr aufgefordert sehen, die specielle, durch die Presse veranlaßte Beschwerde, über welche er der Bundesversammlung Bericht zu erstatten hat, mit allem dem Ernste zu behandeln, den dieser Gegenstand in jeder Beziehung verdient.

Der Ausschuß glaubte hierbei eine wiederholte Bezeichnung des Standpunctes umgehen zu können, der in dem vorhin angeführten Präsidialvortrags zu Beurtheilung der im Bunde statt findenden Verletzungen durch die Presse aufgestellt ist. — Einer Seits würde er haben fürchten müssen, die in demselben eben so kurz als bündig bezeichneten Hauptmomente durch eine erneuerte Begründung derselben zu schwächen, anderer Seits aber hätte er durch das Interesse, das der Gegenstand einflößt, in seinen Betrachtungen leicht weiter geführt werden können, als es die Zartheit der Bundesverhältnisse verträgt. Nichts desto weniger glaubte er einige fernere Bemerkungen nicht umgehen zu können.

Der Deutsche Bund besteht aus Staaten, die verschieden sind an Größe und Macht, verschieden durch ihre Verfassungen und Partikular-Interessen. Hierdurch wurde der Charakter des Bundes bestimmt. — Er mußte ein friedlicher seyn, nur dazu gegründet, um den Bundesstaaten jenen Schutz nach Aussen und Innen zu gewähren, den sie sich als Einzeln-Staaten nicht zu verschaffen im Stande waren. So kam es, daß, nach Art. 2 der Bundesacte, der Zweck des Bundes in die Erhaltung der äussern und innern Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Deutschen Staaten gesetzt wurde.

Der Bund kann deßhalb, ohne von seinem Grundcharakter abzuweichen, niemals ein offensiver werden. Der Art. 35 der Wiener Schlußacte sagt in dieser Beziehung ausdrücklich:

«Der Bund hat als Gesammtmacht das Recht, Krieg, Frieden, Bündnisse und andere Verträge zu beschliessen. Nach dem im 2. Artikel der Bundesacte ausgesprochenen Zwecke des Bundes, übt derselbe aber diese Rechte nur zu seiner Selbstvertheidigung, zur Erhaltung der Selbstständigkeit und äussern Sicherheit Deutschlands, und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Bundesstaaten aus».

Hierdurch wurde dem Bunde, als Gesammtmacht, seine Stellung im Europäischen Staatenverein auf das bestimmteste angewiesen. Im Mittelpuncte Europa's gelegen, sollte er als allgemeiner Friedenswächter dienen. Den Damm sollte er bilden, an dem sich jeder Strom brechen müßte, von dem Europa bedroht würde. Keinem Nachbarstaate Besorgnisse einflössend, sollte er dennoch groß und stark seyn, um jeden Angriff auf seine Unabhängigkeit und Selbstständigkeit zurückzuweisen. Im Innern aber sollte er ein Bild der Ruhe und des Friedens darbieten, an dem sich das Auge laben könnte, das nur allzuhäufig durch den Anblick der Gräuelscenen ermüdet, welche die Annalen anderer Staaten beflecken. Da-

durch aber, daß Deutschland gegen das Ausland, wie im Inland, in Ruhe und Frieden bliebe, sollte es der gesammten Welt Bürgschaft leisten für die Erhaltung der Civilisation, die nur allzuleicht im Kampfe der Parteien untergeht.

Damit aber der Bund seinem hohen Berufe genügen könne, ist Eintracht unter sämmtlichen Bundesgliedern die unerläßliche Bedingung. Nur alsdann kann er hoffen, die Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der im Bunde begriffenen Staaten zu bewahren und die innere und äussere Sicherheit Deutschlands zu erhalten. — Damit aber diese Eintracht niemals aus dem Bunde weichen möge, deßhalb gerade haben die Bundesglieder sich einer gemeinsamen Gesetzgebung, der des Bundes, unterworfen. Diese Gesetzgebung darf mithin niemals dazu benutzt werden, um Zwietracht im Bunde zu nähren, und wohl gar mit den Formen des Gesetzes zu bekleiden. Die Eintracht der Bundesglieder muß in der That, wie in der Gesinnung, bestehen. Nur, wenn dieses der Fall ist, läßt sich ein positives Zusammenwirken zu Erreichung der Bundeszwecke gedenken. Im entgegengesetzten Falle würde der Bund nur dem Namen nach bestehen; zusammenstürzen aber müßte er, sobald er durch die Zeitereignisse zum Handeln aufgefordert würde.

Je höher aber der Zweck des Bundes, und je grösser das von allen Bundesstaaten gefühlte Bedürfniß der Eintracht ist, desto sorgfältiger muß alles vermieden werden, was Störungen zwischen den einzelnen Bundesstaaten veranlassen könnte. Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß durch diese Betrachtungen vorzüglich der Bundesbeschluß vom 20. Sept. 1819 veranlaßt wurde. Es war augenscheinlich geworden, daß die Eintracht unter den Bundesgliedern nicht bestehen könne, wenn jeder Bundesstaat fortwährend der Gefahr bloßgestellt bliebe, sich durch die in den übrigen Bundesstaaten gedruckten Schriften auf jede Weise verunglimpft und angegriffen zu sehen, ohne dagegen die erforderliche Abhülfe zu erhalten. Es mußte sogar dem Gedanken Raum gegeben werden, daß, durch so lang fortgesetzte Angriffe gegen andere Staaten, zuletzt ein Nationalhaß zwischen den verschiedenen Deutschen Völkerstämmen erzeugt werden könnte, durch welchen das innerste Wesen des Bundes zerstört werden müßte. Das Hauptmotiv des Beschlusses vom 20. Sept. 1819 wird deßhalb auch alsdann noch bestehen, wenn die Zeit abgelaufen ist, für welche er gefaßt wurde. Wenn gleich aber der Bund nur ein friedlicher ist, wenn er nach Nichts strebt, als nach Erhaltung der Selbstständigkeit und Unverletzbarkeit seiner Glieder, wenn er demnach nicht das nämliche Interesse an den grossen Welthändeln hat, als jene Mächte, die gleich geeignet sind, offensiv wie defensiv aufzutreten; so kann er dennoch von dem politischen Systeme nicht unberührt bleiben, das von den ihn umgebenden Staaten aufgestellt und festgehalten wird. — Er kann dieß um so weniger, als er unter seinen Mit-

gliedern Mehrere zählt, die zugleich als Europäiſche Mächte unmittelbaren Antheil an den groſſen Weltbegebenheiten nehmen.

Dermalen aber umſchlingt ein gemeinſames Band die meiſten Staaten Europa's. Vereinigt ſind ſie zu dem groſſen Zwecke, das Beſtehende zu erhalten, jeder Revolution in ihrem Innern zu ſteuern, der Anarchie überall Schranken zu ſetzen, und auf dieſe Weiſe den wahren Frieden, unter deſſen Schutz allein die Wohlfahrt der Völker gedeihen kann, zu erhalten.

Dieſem in der Declaration von Verona vom 14. Dec, 1822 neuerdings ausgeſprochenen Zwecke der Monarchen von Oeſterreich, Preuſſen und Rußland konnte der Bund ſeine Billigung nicht verſagen; und noch in der 4. dießjährigen Sitzung ſprach dieſe hohe Verſammlung die Uebereinſtimmung des Bundes mit den weiſen und erhaltenden Grundſätzen der Mächte aus.

Selbſt aber, wenn keine ſolche ausdrückliche Anerkennung vorläge, ſo müßte der Bund ſich zu dem nämlichen Syſteme bekennen, das von den vorhin genannten Mächten ſeine Entwickelung erhalten hat. Es wird hier wohl kaum einer Andeutung bedürfen, daß jenem Syſteme das Princip der Legitimität zum Grunde liegt, und daß es gegen das Princip der Volks-Souverainetät gerichtet iſt, in deſſen Gefolge ſich überall die Anarchie zeigt. Das Princip der Legitimität hat nun aber durch den Bund eine grundgeſetzliche Sanction erhalten. — Der Art. 57 der Wiener Schlußacte ſagt:

«Da der Deutſche Bund, mit Ausnahme der freien Städte, aus ſouverainen Fürſten beſteht, ſo muß, dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge, die geſammte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staates vereinigt bleiben, und der Souverain kann durch eine landſtändiſche Verfaſſung nur in der Ausübung beſtimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden».

Hierdurch iſt dem Bunde der Weg vorgezeichnet, den er in dem groſſen Kampfe, der gegenwärtig Europa in Bewegung ſetzt, zu verfolgen hat. — Sein Syſtem kann kein anderes ſeyn, als das der Mächte, und wenn demnach einzelne Bundesglieder ſich mit dem Syſteme der letzteren in Oppoſition ſetzen könnten, würden ſie ſich eben dadurch einer Abweichung von den Grundgeſetzen des Bundes ſchuldig machen. — Alle Angriffe, welche in dieſer Beziehung gegen die Mächte gerichtet werden, treffen ſomit in ihren mittelbaren Folgen gleichfalls den Bund; denn es handelt ſich hier um Principien, die in ihrer Anwendung auf den einen Staat nicht angegriffen werden können, ohne es auch in Beziehung auf den andern Staat zu werden, der ſich zu eben dieſen Principien bekennt.

Der Ausschuß glaubte diese wenigen politischen Betrachtungen deßhalb nicht umgehen zu können, weil sie ihm bei Beurtheilung der vorliegenden Sache von besonderem Belange schienen.

§. 8.

Anwendung auf die öffentlichen Blätter.

Indem aber der Ausschuß diese allgemeinen Gesichtspuncte mit dem §. 6 des Bundesbeschlusses vom 20. Sept. 1819 in Verbindung brachte, konnte er keinen Augenblick darüber im Zweifel seyn, in wie fern durch ein öffentliches Blatt die Würde des Bundes, die Sicherheit einzelner Bundesstaaten, oder die Erhaltung der Ruhe und des Friedens in Deutschland gefährdet werden könne.

1) Die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland wird gefährdet:

wenn die Tendenz eines öffentlichen Blattes dahin geht, Zwietracht zwischen den verschiedenen Bundesstaaten zu erregen und einen Nationalhaß von Deutschen gegen Deutsche zu entzünden. Wenn das politische System einzelner zum Bunde gehöriger Cabinette fortwährend angegriffen, und von Letzteren behauptet wird, daß sie keinen andern Zweck hätten, als die uneingeschränkteste Geistestyrannei auszuüben; daß sie nur zu dem Behufe sich zu Widersachern aller wahren Aufklärung im Inlande und Auslande aufgeworfen hätten, und nur deßhalb jeden Schritt anderer Regierungen und Völker verdammten, der zur Aufklärung im Geiste unseres Jahrhunderts führe, oder aus dieser entsprungen sey. Daß sie ausserdem aber nach einer ungesetzlichen Vermehrung ihres Einflusses auf andere Staaten trachteten, und dieses Streben unter einer angeblichen Sorgfalt für die Erhaltung der Ruhe und Ordnung zu verbergen suchten. Wenn gesagt wird, daß dieses System nur zum Verderben führen könne, und daß daher von jedem wahren Vaterlandsfreunde ihm entgegen gewirkt werden müsse. Wenn andere Bundesregierungen dagegen nur deßhalb gepriesen werden, weil vorausgesetzt oder als bekannt angenommen wird, daß sie sich zu dem entgegengesetzten Systeme bekennen; daß sie die Freunde und Beförderer der wahren Aufklärung seyen, und daß sie deßhalb die Sache derselben verfechten und ihr zuletzt den Sieg gegen die eigennützigen und selbstsüchtigen Plane ihrer Gegner verschaffen würden. Daß hieraus erst das Wohl Deutschlands hervorgehen werde, und daß nur so die Unabhängigkeit und Selbstständigkeit aller Bundesstaaten bewahrt werden könne.

2) Die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten wird gefährdet:

wenn das Grundprincip, auf welchem die Verfassungen aller Deutschen Bundesstaaten, mit Ausnahme der freien Städte, beruhen, das monarchische, fortwährend als falsch und

irrig angegriffen wird; wenn dieſes Princip im Zuſammenhange gezeigt wird mit Allem, was die Vorzeit Gehäſſiges erzeugt hat, gleichviel, ob dieß auch jetzt noch beſteht oder nicht, oder ob deſſen Rückkehr auch nur als möglich zu denken iſt. Wenn behauptet wird, daß es bei Aufſtellung jenes Princips nur darauf abgeſehen ſey, gewiſſen Claſſen von Staatsbürgern Vortheile und Vorzüge zuzuwenden, auf welche ſie bei dem gegenwärtigen Zuſtand der Dinge keinen geſetzlichen Anſpruch mehr haben. Wenn, aus dieſem Grunde Haß, gegen dieſe, nach Privilegien und Auszeichnungen ſtrebende, Claſſe von Staatsbürgern gepredigt und ſelbſt gewaltſame Mittel, um ihnen zu widerſtehen, als erlaubt dargeſtellt werden. Wenn dagegen das Princip der Volks-Souverainetät als das einzige geprieſen wird, das zur allgemeinen Wohlfahrt führen kann; und wenn das Ideal eines Rechtszuſtandes in einer (factiſchen) Gleichheit geſucht wird. Wenn alle Handlungen, die aus dieſem Principe flieſſen, oder zu deſſen Realiſirung dienen, ohne Rückſicht auf ihre Natur in Schutz genommen und als ein nachahmungswürdiges Beiſpiel aufgeſtellt werden. Wenn dem zufolge die Verſchwörer in allen Ländern vertheidigt und als Märtyrer der Freiheit geprieſen werden; wenn die von ihnen begangenen Verbrechen nicht nur entſchuldigt, ſondern vielmehr als eine erlaubte Nothwehr gegen unrechtmäſigen Druck dargeſtellt werden. Wenn dagegen alle Jene, welche die Sache der Souveraine vertheidigen, als feile Knechte und Tyrannendiener dem öffentlichen Haſſe geweiht und der allgemeinen Verachtung Preis gegeben werden.

3) Die Würde des Bundes wird gefährdet:

wenn die Ueberzeugung verbreitet wird, der Bund genüge nicht dem Zwecke ſeiner Errichtung; wenn behauptet wird, er ſey nichts als ein leeres Schattenbild, oder gar ein Werkzeug in den Händen einzelner Bundesglieder. Wenn die Beſchlüſſe der Bundesverſammlung entweder als tyranniſch verſchrieen, oder aber als erfolglos dargeſtellt werden. Wenn eine Oppoſition gegen dieſelben als rühmlich und verdienſtlich geprieſen, und ſo der Wahn begründet werden will, als könne die Bundesverſammlung, bei Zwieſpalt der Geſinnungen unter den Mitgliedern derſelben, ihrem Berufe genügen. Wenn ſie als im innern Kampfe begriffen geſchildert und die Behauptung aufgeſtellt wird, daß nur hieraus das Wohl Deutſchlands hervorgehen könne, daß aber die Uebermacht einzelner Bundesglieder dieſen Kampf erſticke, und daß deßhalb in der Bundesverſammlung nicht mehr der Geſammtwille des Bundes repräſentirt werde.

§. 9.

Prüfung der einzelnen Artikel des Teutſchen Beobachters.

Der Ausſchuß hat hiernächſt, unter Feſthaltung der ſo eben entwickelten Hauptgeſichtspuncte, die einzelnen Artikel des Teutſchen Beobachters einer gründlichen Prüfung unter-

worfen, und die Resultate derselben in der Anlage (Seite 178) zusammengestellt. Er hat hierbei die Artikel, welche eine Gefährde enthalten, nicht mühsam aufgesucht. Sie sind in solcher Menge vorhanden, daß er nur über die Auswahl verlegen seyn konnte. Auch bedurfte es keiner künstlichen Auslegungen, um ihnen den Grad von Anschaulichkeit zu geben, welche der gewöhnlichsten Fassungskraft einleuchten muß. Der Teutsche Beobachter hat dieses Geschäft dem Ausschusse auf alle Weise erleichtert; um ihn kenntlich zu machen, war es hinreichend, ihn abzuschreiben. —

Was nun aber die Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission insbesondere betrifft, so ist auch ohne alle Ausführung klar, daß diese unter der Menge von Beleidigungen und Gefährden verschwinde, welche der Bund und die einzelnen Bundesglieder von dem Teutschen Beobachter seit seiner Entstehung zu erfahren hatten. Der Ausschuß glaubte deßhalb auch seinen Antrag nicht nach diesem einzelnen Artikel, sondern nach der Ueberzeugung bemessen zu müssen, welche durch die Prüfung aller zeither erschienenen Blätter des Teutschen Beobachters in ihm hervorgebracht worden ist. Er glaubte dieß um so mehr thun zu müssen, als die Bundesversammlung es ist, welche in der Central-Untersuchungs-Commission angegriffen wurde, und diese hohe Versammlung daher hätte Anstand nehmen dürfen, sich den Anschein zu geben, als beschliesse sie in eigener Sache, nicht aber im Interesse des gesammten Bundes.

Die Ueberzeugung des Ausschusses konnte aber keine andere seyn, als daß die Tendenz des Teutschen Beobachters der Würde des Bundes, der Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, und der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufe,

weil er zahllose Verunglimpfungen, sowohl der zum Deutschen Bunde gehörigen höchsten Souverains, als auch fremder Regierungen und deren Minister, enthält; und weil er Zwietracht zwischen den höchsten Deutschen Bundesfürsten und deren Völkern durch Entstellung der Absichten der Ersteren auszusäen sucht;

weil er die Grundsätze des revolutionären Systems nicht etwa nur zufällig und gelegentlich, sondern mit planmäßiger Beharrlichkeit voranstellt;

weil seine sämmtlichen Artikel, die selbst erfundenen, wie die entlehnten, erzählende, räsonirende, ernsthafte, satyrische, politische, religiöse, literarische, auf Verbreitung revolutionärer Ansichten und Lehren ausschliessend gerichtet sind;

weil er seinen Wunsch, die bestehende Ordnung der Dinge durch revolutionäre Neuerungen gestürzt zu sehen, in offenen Worten, mit einer Zuversicht, die jede Rücksicht auf gesetzliche oder conventionelle Schranken zu verschmähen scheint, ausspricht;

weil er — ſey es aus wirklichem fanatiſchem Vertrauen auf die Mittel und Kräfte der Faction, als deren Organ er auftritt, ſey es um ſeinen Anhängern Muth und ſeinen Gegnern Schrecken einzuflöſſen, den Sieg der allgemeinen Revolution als unfehlbar und nahe bevorſtehend ankündigt — über jede, den Fortſchritten derſelben entgegenwirkende Maasregel, wie über einen eitlen Verſuch, das unwiederbringlich Verlorne zu retten, den bitterſten Spott ausgießt, nicht nur gegen dieſe und jene Autorität, ſondern gegen alle rechtmäſige Herrſchaft überhaupt, ſo lange ſie nicht in einer oder der andern Geſtalt die revolutionäre Weihe empfieng, und oft auch, nachdem dieſes erfolgt iſt, den tiefſten Widerwillen an den Tag legt;

weil er endlich der ganzen geſellſchaftlichen Ordnung, in allen ihren Haupt- und Nebenbeziehungen, insbeſondere aber dem Deutſchen Bunde, den Krieg ankündigt, und dieſen durch jedes ihm zu Gebot ſtehende Mittel herabzuwürdigen ſucht. —

Aus dieſen Gründen ſieht der Ausſchuß ſich genöthigt, darauf anzutragen, daß die hohe Bundesverſammlung von der Befugniß Gebrauch machen möge, die ihr durch den §. 6 des Beſchluſſes vom 20. September 1819 ertheilt worden iſt.

Der Ausſchuß zweifelt nicht, daß die Central-Unterſuchungs-Commiſſion in Mainz hierin von ſelber die Genugthuung finden werde, auf welche ſie gerechten Anſpruch hat. Indem die hohe Bundesverſammlung die lang fortgeſetzten Angriffe des Teutſchen Beobachters auf die öffentliche Moral, auf die Würde und Sicherheit des Bundes und der Bunſtaaten mit gebührendem Ernſte ahndet, werden Einzelne gerne auf eine Genugthuung verzichten, die ſie ſchon in dem Schutze gegen die Wiederkehr ähnlicher Beleidigungen finden dürften.

Sie werden dieß um ſo lieber thun, als die Bundesverſammlung keinen Anſtand nehmen dürfte, die der Central-Unterſuchungs-Commiſſion angethane Beleidigung für eine ſolche zu erklären, durch welche ſie unmittelbar, nicht aber die ihr untergeordnete Behörde, betroffen worden ſey.

Im Falle nun aber die hohe Bundesverſammlung den Antrag des Ausſchuſſes genehmigen ſollte, wird auch der §. 7 des Bundesbeſchluſſes vom 20. Sept. 1819 dahier ſeine Anwendung finden. Demnach wären ſämmtliche hohe Bundesregierungen auf den von der hohen Bundesverſammlung zu faſſenden Beſchluß zu dem Behufe aufmerkſam zu machen damit dem verantwortlichen Redacteur des in Stuttgart herauskommenden Teutſchen Beobachters, S. G. Lieſching, binnen fünf Jahren in allen Bundesſtaaten die Theilnahme an der Redaction einer ähnlichen Schrift verſagt werde.

Der Ausſchuß überläßt ſich hierbei der gerechten Hoffnung, daß ihm nicht der Vorwurf werde gemacht werden können, als ſtrebe er nach Unterdrückung jeder öffentlichen

Aeuſſerung über politiſche Gegenſtände. Schon der Umſtand, daß er, ungeachtet der vielfältigen hiezu gegebenen Aufforderungen, heute nur dieſen Anlaß ergreift, um die Strenge des Geſetzes in Anſpruch zu nehmen, dürfte als die genügendſte Widerlegung eines ſolchen Vorwurfes dienen. Sich ſelbſt iſt er wenigſtens bewußt, nicht nach Nebenrückſichten, die ihm ſtets fremd bleiben werden, ſondern bloß nach reifer Erwägung deſſen, was das Beſte des Bundes — aus höherem Standpuncte genommen — erfordert, ſeinen Antrag geſtellt zu haben. An der hohen Bundesverſammlung iſt es nun, hierüber den weitern Beſchluß zu faſſen. Allein auch ſie dürfte, wenn ſie den Anſichten des Ausſchuſſes beiſtimmt, eben ſo wenig, wie dieſer, den Vorwurf verdienen, eine anſtändige, innerhalb den gehörigen Schranken bleibende, Discuſſion über Politik und Staatsverwaltung verhindern zu wollen. Sie wird vielmehr durch ihre zeither bewieſene, wie auch fernerhin zu beobachtende Mäſſigung und Ruhe, das Geſchrei derer zu Schanden machen wiſſen, die in jeder Anwendung eines zum allgemeinen Wohl erforderlichen Geſetzes eine Unterdrückung, und in jeder Zurückweiſung frevelhafter, die öffentliche Ruhe gefährdender Angriffe eine Geiſtestyrannei erblicken. Die Bundesverſammlung wird ſich über jeden ſolchen Tadel erhaben erachten, am allerwenigſten aber ſich dadurch abhalten laſſen, dasjenige getreu und rückſichtslos zu erfüllen, was ihr durch die Geſetze des Bundes und die Wohlfahrt Deutſchlands geboten iſt.

§. 10.

Entwurf Beſchluſſes.

Indem ſomit der Ausſchuß alles erfüllt zu haben glaubt, was zur gründlichen Beurtheilung der Sache erforderlich war, trägt er zum Schluſſe darauf an, daß es der hohen Bundesverſammlung gefällig ſeyn möge, ihren Beſchluß dahin zu faſſen:

1) daß der in Stuttgart erſcheinende Teutſche Beobachter von der hohen Bundesverſammlung, kraft der ihr durch den Beſchluß vom 20. Sept. 1819 übertragenen Autorität, hiermit unterdrückt, auch alle fernere Fortſetzung deſſelben unterſagt werde;

2) daß die Königlich-Würtembergiſche Regierung durch die Königliche Bundestagsgeſandtſchaft zu erſuchen ſey, dieſen Beſchluß zu vollziehen;

3) daß allen übrigen höchſten und hohen Bundesregierungen durch ihre Bundestagsgeſandtſchaften von dieſem Beſchluſſe, mit dem Erſuchen Kenntniß zu geben ſey, die fernere Ausgabe des Teutſchen Beobachters, innerhalb ihres zum Deutſchen Bunde gehörigen Gebietes, zu verbieten; auch den verantwortlichen Redacteur deſſelben, C. G. Lieſching, binnen fünf Jahren bei der Redaction eines, in die Claſſe der periodiſchen gehörigen, öffentlichen Blattes mit politiſcher Tendenz nicht zuzulaſſen;

4) daß der Central-Untersuchungs-Commission in Mainz dieser Beschluß mittelst Protokoll-Extracts mit dem Bemerken zuzustellen sey, daß die hohe Bundesversammlung ihre durch das Schreiben des Präsidenten der Commission unterm 28. März laufenden Jahres angebrachte Beschwerde hiemit für erledigt erachte.

Die in dem §. 9 des vorstehenden Berichtes angezogene

«Prüfung der Tendenz des Teutschen Beobachters, hervorgehend aus dessen einzelnen Artikeln»,

wurde gleichfalls verlesen, und diesem Protokolle unter Zahl 6 angefügt.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte, reassumirte hierauf die Anträge der Commission, stellte das Bundesgesetzliche derselben dar, und äusserte ferner:

Ohne Zweifel theilt die ganze hohe Versammlung die Indignation, welche ein durch revolutionäre Tendenz und unverschämten Aufruf zur Rebellion so frech hervortretendes Zeitblatt nothwendig erregen mußte.

Die hohe Bundesversammlung ist es ihrer eigenen Würde und der Würde ihrer Regierungen schuldig, ein warnendes Beispiel zu geben, daß der Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 kein todter Buchstabe, sondern ein Gesetz sey, welches in vorkommenden Fällen den frevelhaften Uebertreter desselben zu bestrafen wisse.

Wenn das Präsidium nun gleich voraussetzen kann, daß der Antrag des Ausschusses auf Unterdrückung des Teutschen Beobachters per acclamationem werde angenommen werden, so ist dasselbe gleichwohl verpflichtet, den Mitgliedern dieser verehrlichen Versammlung Gelegenheit zu geben, sich einzeln über diesen Gegenstand auszusprechen, und es erlaubt sich daher nur, den Gesichtspunct zu entwickeln, aus welchem die Stellung der hohen Bundesversammlung in dieser Angelegenheit zu betrachten seyn dürfte, so wie aus dem geschichtlichen Theil der Carlsbader Vereinigung, in welcher jenes Bundesgesetz zunächst vorbereitet wurde, Einiges anzuführen.

Dort ist die Frage entstanden, in wie fern die zu bestellende Bundestags-Commission als ein Compromiß eintreten könne, welches die vorkommenden Fälle entscheide, und, indem die Commission an die Bundesversammlung berichte, diese alsdann bloß veranlaßte, durch den Gesandten des betreffenden Staates die Erfüllung des Beschlusses zu bewirken. Da jedoch von anderer Seite vorgezogen worden ist, daß die gedachte Commission hierbei nicht sowohl einen Ausspruch zu thun, als nur ihr Gutachten abzugeben habe, über welches letztere dann die Bundesversammlung, wie über jeden andern commissarischen Vortrag, nach Stimmenmehrheit einen Beschluß fassen möchte; so hat man, da im Wesentlichen der

Zweck auf ein oder die andere Art zu erreichen stand, es bei der in den Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 übergegangenen Fassung des Artikels 6, als für die letztere Meinung sprechend, unabänderlich belassen.

Präsidium zog daraus die Folgerung, daß die Bundesversammlung nicht ohne weiteres gebunden seyn könne, nach dem Gutachten des Bundestags-Ausschusses, die Zeitschrift: «der Teutsche Beobachter» zu verbieten, sondern es stände ihr zu, hierüber nach ihrer eigenen Ueberzeugung abzusprechen, die Fortsetzung der Zeitschrift zu erlauben, wenn der Bericht des Ausschusses der Bundesversammlung nicht in allen Beziehungen genügend erscheinen sollte, oder sie zu verbieten, wenn dieselbe die Ansicht des Ausschusses zu der Ihrigen zu machen für gut finden würde. — So wie aus den eben erwähnten Carlsbader Verhandlungen die Absicht derjenigen Höfe, welche den besagten Beschluß vorbereiteten, hervorleuchtet, der eigenen Autorität der Bundesversammlung den definitiven Ausspruch über das Gutachten der Commission anheim zu geben; so kann sich Präsidium auch nicht überzeugen, daß ausser der, jedem Bundestagsgesandten von seiner Regierung, zuversichtlich im Sinne des Bundeszweckes, gegebenen, allgemeinen Instruction und ausser dem für Alle als Instruction gleich verbindlichen Preßgesetze vom 20. September 1819, eine specielle Instruction für specielle Preßvergehen, auf welche jenes provisorische Gesetz seine Anwendung findet, noch erforderlich scheine.

Als Kaiserlich-Oesterreichischer Gesandte erklärte der Herr Präsidirende:

daß sein allerhöchster Hof von der innigsten Ueberzeugung durchdrungen sey, daß die Regierungen eine schwere moralische Verantwortung auf sich laden würden, wenn sie nicht die in der Bundesgesetzgebung dargebotenen Hülfsmittel ergreifen wollten, den aufs Höchste getriebenen Mißbrauch der politischen Schriftstellerei Einhalt zu thun, und den unabsehbaren Wirkungen einer fortdauernden Preßlicenz vorzubeugen. Der Mißbrauch der Presse habe einen bedauerlich hohen Grad erreicht, und es sey an dem, daß ein Beispiel nothwendig gegeben werden müsse; der von der Bundestags-Commission auf Unterdrückung des Teutschen Beobachters gemachte Antrag erscheine überdieß und ohne alle Rücksicht auf diesen Zweck so durchaus gerecht, daß der Kaiserlich-Königliche Gesandte keinen Anstand nehme, demselben in allen Puncten unbedingt und in seiner ganzen Ausdehnung beizutreten, auch seine Zustimmung schon heute zu Protokoll zu erklären.

Preussen: stimmt dem Antrage der Commission unbedingt bei.

Würtemberg, interloquendo: Die Königlich-Würtembergische Gesandtschaft glaubt — gestützt auf die Vorschriften der Geschäftsordnung und auf den Geschäftsbrauch — darauf antragen zu dürfen, daß der Bericht des Ausschusses in der nächsten Sitzung repro-

ponirt und zu Protokoll gebracht werden möge, damit sie, in der Zwischenzeit, prüfen und sich überzeugen könne, ob und welche vorläufige Erklärung sie etwa, gleichzeitig mit jenem Berichte, zu Protokoll zu geben sich verpflichtet halten dürfte; dieß um so mehr, da ihr die Protokolle der Carlsbader Verhandlungen, welche dieser hohen Versammlung nie mitgetheilt wurden, gänzlich unbekannt sind, und sie daher augenblicklich über deren Eigenschaft als einer Erläuterungsquelle des Beschlusses vom 20. September 1819 sich ein Urtheil zu bilden nicht vermag.

Präsidium erwiederte: daß es, nach der Geschäftsordnung, von der hohen Versammlung abhange, zu bestimmen, ob ein Gegenstand hinlänglich erörtert sey, um zur Abstimmung zu schreiten? Dieses werde sich nun aus den Aeusserungen der verehrlichen Herren Gesandten ergeben.

Ein Beschluß, der in 8 oder 14 Tagen über diesen Gegenstand gefaßt werde, könne für die Eintracht Deutschlands und für die Beruhigung der aufgeregten Gemüther nicht mehr den Werth haben, welchen ein Beschluß haben würde, der Deutschland die Ueberzeugung gebe, daß die Bundesversammlung, so bald selbe durch den mit ihrem Vertrauen beehrten Ausschuß von der Existenz einer in so hohem Grade revolutionären Zeitschrift Kenntniß erhalten, solche auf der Stelle zu unterdrücken beschlossen habe.

Bei fortgesetzter Umfrage, erklärten sich

Baiern und

Königreich Sachsen: vollkommen mit dem Antrage der Commission einverstanden.

Hannover. Für den vorliegenden Fall befinde ich mich zwar ohne specielle Instruction; gleichwohl kann ich über die Ansicht des Königlich-Hannöverischen Gouvernements nicht zweifelhaft seyn. Dieselbe stimmt mit derjenigen des Kaiserlich-Oesterreichischen und Königlich-Preussischen Hofes dahin überein, daß ein warnendes Beispiel erforderlich sey, um den Mißbräuchen der Presse zu begegnen, und um zu zeigen, daß der Bund seine Vorschriften halten wolle und könne.

Die Central-Untersuchungs-Commission, angeordnet für Sicherung der Ruhe Deutschlands, muß gegen Angriffe gesichert werden, die sie in der öffentlichen Meinung herabsetzen könnten. Dieselbe hat, nach meiner vollesten Ueberzeugung, nicht diejenigen verdient, die sie bereits früher auf empfindliche Weise erfahren hat, vielmehr ihrem Endzwecke auf eine würdige Weise entsprochen. Die Vorwürfe der Befangenheit, und der geheimen Absicht ihrer Verlängerung, enthalten eine Beleidigung, der sie nicht ausgesetzt seyn darf.

Der Gesammtinhalt der vorgelegten Stücke des Teutschen Beobachters, läßt für mich keinen Zweifel darüber, daß die Erscheinung dieser Zeitschrift mit dem gesetz- und verfassungsmäßigen Zustande Deutschlands unvereinbar ist.

Indem ich für den Antrag des Ausschusses stimme, betrachte ich die von demselben vorgeschlagene Form als der Gesetzgebung und der Erreichung des Endzweckes gemäß.

Würtemberg: enthält sich der Abstimmung.

Baden: stimmt unbedingt mit dem Antrage der Commission.

Kurhessen. Die Gesandtschaft vermag sich nicht zu überzeugen, daß der §. 6 des Preßgesetzes vom 20. September 1819 den Mitgliedern der Bundesversammlung das Recht gebe, über die Unterdrückung einer Zeitschrift nach Einsicht und Gewissen zu entscheiden; glaubt vielmehr, daß dieselben hier wie überall von den Instructionen ihre Committenten unbedingt abhängig seyen.

Da nun Kurfürstliche Gesandtschaft im Allgemeinen angewiesen ist, in keinem wichtigeren Gegenstande ohne Instruction abzustimmen, sie aber über den so eben verlesenen Bericht dergleichen einzuholen ausser Stande war, indem sie nicht einmal vorläufige Kenntniß davon hatte, so muß sie sich, bis zu Einlangung höherer Weisungen, die sie bis zur nächsten Sitzung zu erhalten hofft, das Protokoll offen behalten.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft ist, was die Competenz der Bundesversammlung betrifft, mit der Ansicht der Commission völlig einverstanden.

Eben so pflichtet sie derselben darin durchaus bei, daß die gänzliche Unterdrückung des Teutschen Beobachters eine Maasregel sey, welche die Redaction desselben durch die Zügellosigkeit ihrer Schreibart allerdings verdient habe.

Sie ist jedoch der Meinung, daß es, nach Maasgabe des vorliegenden Bundestagsbeschlusses vom 20. September 1819, einer hohen Bundesversammlung unbenommen sey, zu veranlassen, daß die in Frage stehende Schrift von der betreffenden Regierung selbst unterdrückt werde, und glaubt hiernach vorschlagen zu können, daß die Königlich-Würtembergische Bundestagsgesandtschaft zu ersuchen sey, die Einleitung zu treffen, daß, durch eine von ihrem allerhöchsten Hofe zu erlassende Verfügung, die, unter dem Titel: der Teutsche Beobachter, erscheinende Zeitung alsbald unterdrückt werde, wobei einer hohen Bundesversammlung vorzubehalten wäre, diese Verfügung, erforderlichen Falles, vermöge der ihr zustehenden Befugniß zu erlassen.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte bemerkte dagegen: Dieser Antrag scheine ihm nicht in dem Preßgesetze vom 20. September 1819, welches die Basis des Beschlusses in dieser Angelegenheit seyn müsse, zu liegen; denn dort sey der Bun-

desversammlung ausdrücklich die Befugniß eingeräumt, aus eigener Autorität die verderblich erkannte Schrift zu unterdrücken, und den gefaßten Beschluß, nicht bloß den Antrag oder den Wunsch der hohen Bundesversammlung, der betreffenden Regierung zu eröffnen. Bei der Vorbereitung dieses Beschlusses in Carlsbad sey die Frage aufgeworfen worden, ob es nicht angemessen wäre, von dem Wunsche und dem Ermessen der Bundesversammlung, wegen Unterdrückung einer gefährlich erkannten Schrift, den betreffenden Staat durch den Bundestagsgesandten in Kenntniß zu setzen und nur dann zur unmittelbaren Verfügung der Bundesversammlung zu schreiten, wenn deren Antrag unberücksichtigt geblieben, oder, aus unstatthaften Gründen, abgelehnt worden wäre. Die Versammlung habe jedoch, auf den Antrag, die Fassung des §. 6 des Preßgesetzes hiernach abzuändern, beschlossen, diese Fassung beizubehalten, wenn nicht der eigentliche Zweck, der weitern Verbreitung solcher Schriften noch bei Zeiten entgegenzuwirken, verfehlt werden sollte, indem jede Unterhandlung, welche einen solchen Beschluß vorläufig in einen blossen Wunsch und Antrag an den betreffenden Staat verwandeln sollte, die ganze Natur dieser Maasregel verändern müßte, ohne dadurch die Verwaltung des einzelnen Staates günstiger zu stellen, indem am Ende doch immer die Beurtheilung der dagegen angeführten Gründe und deren Statthaftigkeit von der Bundesversammlung abhangen müßte.

Der K. K. präsidirende Gesandte glaube daher, daß aus diesen Gründen, die selbst dann vollwichtig erschienen, wenn sie auch nicht in den Carlsbader Conferenzen wären beleuchtet worden, auf diese Modification nicht eingegangen werden könne.

Der Großherzoglich-Hessische Herr Gesandte äusserte dagegen, daß er von dem Inhalte der Carlsbader Verhandlungen keine Kenntniß gehabt, mithin darauf keine Rücksicht habe nehmen können; — worauf

der Kaiserlich-Oesterreichische Herr Gesandte erwiederte, daß er solche auch nicht als Entscheidungsquelle, sondern nur zur Erläuterung und näheren geschichtlichen Entwickelung des Gesetzes vom 20. September 1819, welches seine Behauptung rechtfertige, angeführt habe, so wie auf jeden Fall der Geist, von welchem die dort versammelten Cabinette damals geleitet wurden, zuverlässig daraus beurtheilt werden könne.

Hierauf wurde die Umfrage fortgesetzt und

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: trat dem Antrage der Commission vollständig bei, und hielt dafür, daß hier keine Instructions-Einholung statt finde.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Ich trage für meinen Theil um so weniger Bedenken, einem so heilsamen Antrage — selbst in dem Falle, wenn es sich von Erscheinung eines dergleichen Blattes im Großherzogthume Luxem-

burg handeln könnte — unbedingt beizuſtimmen, als es mir dabei nur leid thun würde, wenn es glaublich wäre, daß man dazu erſt einer zufälligen Veranlaſſung von Seiten der Mainzer Central-Unterſuchungs-Commiſſion bedurft habe, deren, wie es ſcheint, auf unbeſtimmte Zeit in die Länge ſich ziehende Dauer ich deßhalb keineswegs das Wort zu reden gemeint bin.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſche Häuſer. Die Geſandtſchaft findet zwar im Allgemeinen kein Bedenken, für die von der Commiſſion in Antrag gebrachte Unterdrückung des Teutſchen Beobachters zu ſtimmen, wünſcht aber, und hält es, wegen §. 6 des erſten Abſchnittes des am 20. September 1819 zum Beſchluß erhobenen Entwurfs eines Preßgeſetzes, für thunlich, daß zuvörderſt bei der Königlich-Würtembergiſchen Regierung die gewünſchte Abhülfe geſucht, und erſt, wenn dieſes erfolglos bliebe, die erwähnte Unterdrückung ohne weiteres von der hohen Bundesverſammlung unmittelbar beſchloſſen werde.

Braunſchweig und Naſſau: wie Hannover.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: vollkommen nach dem Antrage des Bundestags-Ausſchuſſes.

Holſtein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Die Geſandtſchaft tritt dem Antrage der Bundestags-Commiſſion bei, und theilt übrigens den Wunſch der Großherzoglich-Heſſiſchen, dann Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſchen Geſandtſchaften, daß zuvörderſt die Königlich-Würtembergiſche Regierung erſucht werden möge, die gewünſchte Abhülfe zu leiſten.

Hohenzollern, Liechtenſtein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: mit den Anträgen der Bundestags-Commiſſion vollkommen einverſtanden.

Die freien Städte: treten den erwähnten Anträgen bei.

Präſidium. Die Geſchäftsordnung überlaſſe der hohen Bundesverſammlung, in jedem einzelnen Falle, zu beſchlieſſen, ob ein Gegenſtand zur Beſchlußfaſſung reif ſey und ob ausnahmsweiſe ſofort, oder erſt nach einem beſtimmten Termine, darüber abgeſtimmt werden ſolle? Es ſeyen bereits 15 Stimmen mit den Anträgen des Bundestags-Ausſchuſſes vollkommen einverſtanden, dieſe ſprächen ſich alſo ſowohl für jene Vorfrage, als für die Anträge ſelbſt beifällig aus; 13 Stimmen aber vereinigten ſich mit dem Vorſchlage, die Unterdrückung des Teutſchen Beobachters unmittelbar von Seiten der hohen Bundesverſammlung, ohne Dazwiſchenkunft der Königlich-Würtembergiſchen Regierung, zu verfügen. Für die Sache ſelbſt ſey es hochwichtig, gleich in dem nämlichen Augenblick, wo die hohe

Digitized by Google

Bundesverſammlung Kenntniß von einem Preßvergehen erhalte, auch die Maasregeln gegen den Schuldigen zu beſchlieſſen; — es könne alſo hier nur noch darauf ankommen, ob dem Vorbehalte des Kurfürſtlich-Heſſiſchen Herrn Geſandten die Folge gegeben werden wolle, die Ziehung des Concluſi aufzuſchieben?

Dem Kaiſerlich-Königlichen präſidirenden Geſandten ſcheine der Fall einer Inſtructions-Einholung von dem Kurfürſtlichen Hofe nicht vorhanden zu ſeyn, da das Geſetz über Preßvergehen, mit Zuſtimmung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürſten, vom Bunde erlaſſen, die Anwendung des Geſetzes auf einzelne Fälle jedoch der Bundesverſammlung übertragen worden ſey. Indeſſen ſtelle Präſidium anheim, die erforderlich geachtete Inſtruction einzuholen, müſſe ſich aber — abgeſehen von dem, dem Kurfürſtlich-Heſſiſchen Herrn Geſandten zuſtehenden Rechte, den Beſchluß bis zur nächſten Sitzung aufhalten zu können — vorbehalten, die gegen die Nothwendigkeit einer ſolchen Inſtructions-Einholung ſprechenden Gründe erforderlichen Falles ausführlicher zu Protokoll zu erklären.

Kurheſſen. Die Geſandtſchaft vermag zwar von ihrer vorhin geäuſſerten Anſicht nicht abzugehen; da indeſſen, bei der eminenten Stimmenmehrheit für die Anträge des Ausſchuſſes, eine (nicht zu vermuthende) abweichende Kurheſſiſche Abſtimmung keine Aenderung in einem offenbar nach Stimmenmehrheit zu faſſenden Beſchluſſe zu bewirken im Stande ſeyn würde, ſo verzichtet die Geſandtſchaft, nach dem Wunſche des verehrlichen Präſidiums, auf das anerkannte Recht, den Beſchluß aufhalten zu können, und will nichts dagegen einwenden, daß derſelbe ſogleich gezogen werde.

Präſidium. Es könne nunmehr ohne Anſtand der Beſchluß gezogen werden; und wenn es auch üblich geweſen ſey, manche Gegenſtände erſt in vertraulicher Sitzung vorzubereiten, ſo falle jedoch der Zweck deſſen hinweg, wenn es ſich von einer Sache handle, worin keine Erklärung oder Erläuterung eine veränderte Anſicht hervorbringen könne.

Der Königlich Würtembergiſche Herr Geſandte habe ſich hierin der Abſtimmung enthalten zu wollen erklärt; jede nachträgliche Erklärung hingegen, ſey man jederzeit bereit anzunehmen.

Der Königlich-Würtembergiſche Herr Geſandte bemerkte hierauf, daß, nachdem nun abgeſtimmt worden ſey, er kein Intereſſe mehr haben könne, zu verlangen, daß heute der Vortrag der Commiſſion bloß vertraulich mitgetheilt werde; er enthalte ſich übrigens der Abſtimmung und behalte ſeinem allerhöchſten Hofe alles Uebrige vor.

Hierauf wurde durch die Mehrheit

beſchloſſen:

1) daß der in Stuttgart erſcheinende Teutſche Beobachter von der hohen Bundesverſammlung, kraft der ihr durch den Beſchluß vom 20. September 1819 übertragenen Autorität, hiermit unterdrückt, auch alle fernere Fortſetzung deſſelben unterſagt werde;

2) daß die Königlich-Würtembergiſche Regierung durch die Königliche Bundestagsgeſandtſchaft zu erſuchen ſey, dieſen Beſchluß zu vollziehen;

3) daß allen übrigen höchſten und hohen Bundesregierungen durch ihre Bundestagsgeſandtſchaften von dieſem Beſchluſſe, mit dem Erſuchen Kenntniß zu geben ſey, die fernere Ausgabe des Teutſchen Beobachters innerhalb ihres zum Deutſchen Bunde gehörigen Gebietes zu verbieten; auch den verantwortlichen Redacteur deſſelben, S. G. Lieſching, binnen fünf Jahren bei der Redaction eines, in die Claſſe der periodiſchen gehörigen, öffentlichen Blattes mit politiſcher Tendenz nicht zuzulaſſen;

4) daß der Central-Unterſuchungs-Commiſſion in Mainz dieſer Beſchluß mittelſt Protokoll-Extracts mit dem Bemerken zuzuſtellen ſey, daß die hohe Bundesverſammlung ihre durch das Schreiben des Präſidenten der Commiſſion unterm 28. März laufenden Jahres angebrachte Beſchwerde hiermit für erledigt erachte.

§. 93.

Geſuch des Grafen von Marſchall, vormaligen Großherzoglich-Frankfurtiſchen Geſandten am Kaiſerlich-Königlichen Hofe, Penſion betr.

(3. Sitz. §. 20 d. J.)

Der Königlich-Würtembergiſche Herr Geſandte, Freiherr von Wangenheim: erſtattet, im Namen der Reclamations-Commiſſion, Vortrag über die in der 3. dießjährigen Sitzung den 20. Februar von der Königlich-Baieriſchen Geſandtſchaft abgegebene Erklärung, wegen der von dem vormaligen Großherzoglich-Frankfurtiſchen Geſandten, Grafen von Marſchall, angeſprochenen Penſionserhöhung.

Nachdem darin die Möglichkeit einer verſchiedenen Auslegung gezeigt, zugleich aber nachgewieſen worden, daß, möge der Sinn derſelben dahin oder dorthin gehen, die hohe Verſammlung — gebunden durch den früheren Beſchluß vom 13. Mai 1822, in Folge deſſen der Graf von Marſchall bereits gegen eine der bei ſeiner Reclamation betheiligten Regierungen den Rechtsweg betreten habe — dennoch dermalen in der Sache keine weitere Verfügung mehr treffen könne, trägt die Commiſſion darauf an,

daß dieſelbe lediglich zu den Acten genommen werde.

Der, loco dictaturae abzudruckende, Vortrag wurde diesem Protokolle unter Zahl 7 angefügt.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich hierauf zu dem

Beschlusse:

daß, nach dem Antrage der Reclamations-Commission und nach den, während der Discussion über diesen Gegenstand, von den Herren Gesandten jener Regierungen, welche an dem aufgelösten Großherzogthume Frankfurt betheiligt sind, gemachten Bemerkungen und Verwahrungen, die Königlich-Baierische Erklärung in der 3. dießjährigen Sitzung keiner weiteren Verfügung bedürfe.

§. 94.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 48, eingereicht am 20. Mai, von J. W. Remy dahier, Erinnerungsgesuch wegen baldiger Erledigung seiner Ansprüche an Nassau, in Betreff der in die Festung Ehrenbreitstein gemachten Lieferungen.

Num. 49, einger. am 22. Mai, von Dr. Harnier dahier, Bevollmächtigten des Prinzen Philipp von Hohenlohe-Waldenburg-Schillingsfürst, Johanniter-Ordens-Ritter, Erinnerungsgesuch, in Betreff dessen Entschädigungs- und Pensions-Ansprüche als vormaliger Commenthur zu Arnheim und Nimwegen.

Num. 50, einger. am 23. Mai, von Dr. Ehrmann dahier, Bevollmächtigten der Frankfurter Inhaber Kurpfalzbaierischer $5\frac{1}{2}$ procentiger Obligationen lit. D, Gesuch um definitive Erledigung dieser Schuldangelegenheit. Mit einer Anlage.

Num. 51, einger. am 24. Mai, von Dr. Carl Ernst Schmidt zu Jena, Schrift: »Der Büchernachdruck aus dem Gesichtspuncte des Rechts, der Moral und Politik. Gegen Dr. L. F. Griesinger. Jena 1823. 8.«

Num. 52, einger. am 24. Mai, von Carl Grafen zu Erbach-Wartenberg-Roth, in Erbach, erneuertes Gesuch wegen endlicher Erledigung seiner Beschwerde gegen das Großherzoglich-Hessische Gouvernement, standesherrliche Verhältnisse betr.

Num. 53, einger. am 29. Mai, von Regierungsdirector Herquet zu Fulda, nachträgliche Vorstellung zu der Eingabe vom 30. April, Num. 44, Pensionsverkürzung betreffend. Mit Anl. V — Z.

Num. 54, einger. am 29. Mai, von Jacob Clemens dahier, Gesuch Namens mehrerer Interessenten an der Reichsoperationscasse-Angelegenheit, wegen deren baldigen Beendigung.

Num. 55, einger. am 30. Mai, von A. N. Lamborelle zu Lüttich, Vice-General-Procurator, für sich und die übrigen Pensionirten des Hochstifts Lüttich, Bitte um Ueberweisung der in der Transrhenanischen Sustentationscasse noch vorfindigen Gelder.

wurden den betreffenden Commissionen überwiesen.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 6.

Prüfung

der Tendenz des Teutschen Beobachters, hervorgehend aus dessen einzelnen Artikeln.

Der Ausschuß hat die sämmtlichen Nummern des Teutschen Beobachters, von seiner Entstehung an, einer umsichtigen Prüfung unterworfen, und ist hierbei von den Hauptgesichtspuncten ausgegangen, die in seinem hierüber erstatteten Berichte näher entwickelt sind. Hiernach hat er die Auswahl der Artikel veranstaltet, welche eine Gefährde gegen die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, oder die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland enthalten dürften. Um aber jede unnöthige Weitläufigkeit zu vermeiden, hat er eine umständliche Analyse dieser Artikel umgangen, und sich nur auf eine, im Allgemeinen gehaltene Beurtheilung derselben beschränkt. Auf diese Weise glaubt er dem eigenen Urtheile der hohen Bundesversammlung am wenigsten vorgegriffen und zugleich auch die erforderliche Uebersicht über den Ideengang und die Verfahrungsweise des Teutschen Beobachters zum wenigsten nicht erschwert zu haben.

Tendenz des Teutschen Beobachters nach seinen eigenen Angaben.

Der Ausschuß macht mit demjenigen den Anfang, was der Teutsche Beobachter über seine Tendenz selbst bemerkt.

In dem Aufrufe «an das Teutsche Publikum», womit der Teutsche Beobachter (in Num. 1 v. 10. August 1822) sich selbst in die Lesewelt einführt, wird ausgesprochen:

«Es (das Blatt, der Teutsche Beobachter) wird seinem Wesen nach eine durchaus practische Richtung nehmen. Im Volksgeiste geschrieben und stets eine nationelle Anregung bezweckend, soll es nichts vorbeigehen, was auf das öffentliche Leben des Teutschen und auf seine innere und äussere Freiheit und Bildung Bezug hat».

Es wird demnächst weiter gesagt:

«Da viele ältere und neuere Werke und Flugschriften, die in das öffentliche Leben eingreifen, nicht in die Hände der grösseren Anzahl gelangen, und so nur einen höchst mittelbaren Einfluß auf das Volk ausüben können; so werden wir von Allem, was dieses Feld Bedeutendes darbietet, gedrängte und möglich populär gehaltene Auszüge geben, und zwar durchgängig in Verbindung mit dem Geiste und der Richtung unserer jetzigen Periode»;

und endlich die Verheissung hinzugefügt:

«Wir werden, wo der Stoff nicht unausweislich eine ernste und strenge Darstellung erfordert, mit jeder uns zu Gebot stehenden Waffe die Geister zu bekämpfen suchen, mit denen wir uns in Widerspruch zu setzen genöthigt sind».

Als Motto hat sich der Teutsche Beobachter aus Herders Schriften folgende Stelle ausgewählt:

«Das Gesetz der Wiedervergeltung ist eine ewige Naturordnung. Wie bei einer Wage keine Schale niedergedrückt werden kann, ohne daß die andere höher steige: so wird auch kein politisches Gleichgewicht gehoben, kein Frevel gegen die Rechte der Völker und die gesammte Menschheit verübt, ohne daß sich derselbe räche, und das gehäufte Uebermaas selbst sich einen desto schrecklicheren Sturz bewirke».

In der «Uebersicht», welche unmittelbar hinter diesem Motto folgt, wird, um den Geist und die Richtung unserer Periode näher zu bezeichnen, gesagt:

«Es geht eine Bewegung durch ganz Europa bis hinüber in die neuen Welttheile, und mit verstärktem Schwunge wieder zurück, für deren Wirkungen die Völker, je nach dem Grade ihrer Cultur, mehr oder weniger empfänglich sind. Diese Bewegung trägt überall denselben Charakter, erzeugt überall dieselben Interessen, und nimmt überall dieselbe Richtung. Das macht sie eben auch so bedeutend, und die Kämpfe gegen sie so schwierig. Ihre Natur ist durchaus geistig und sie scheint hauptsächlich diejenigen Elemente in sich zu vereinigen, welche unmittelbar zu einer Wiederherstellung der ewigen Gesetze des Rechts und der Vernunft hinleiten. Weil nun ein fester Grund des ersteren und ein ungefesselter Gebrauch der letzteren zu den höchsten Bedürfnissen eines freien und glücklichen Daseyns gehört, so macht diese Bewegung reissende Fortschritte, und je schneller sich ein Volk in sie zu finden weiß, desto schneller geht durch ihren unwiderstehlichen Zauber seine politische Entwickelung vor sich. Die wunderbarsten Erscheinungen bringt sie in ihrem Conflict mit den Geistern der Willkühr und des Aberglaubens hervor. Wie durch einen Tarantelstich verletzt, werden alle Knechte und Genossen derselben bei ihrer Annäherung ungeberdig und wüthend, und suchen sich durch Bellen, Stossen und Schlagen der

ungewohnten Kraft zu widersetzen. Es gehört aber zu ihrer besondern Eigenthümlichkeit, daß sie durch Gegenwehr nur immer stärker, und somit ihr Sieg jeden Tag weniger zweifelhaft wird». —

«Keine Brittische Handelsinnung, nicht jene durch die Langmuth der Nation sich privilegirt wähnenden Ultras, nicht die zahllosen Glieder der Papier-Unionen, nicht die schlaffen Doctrinen bestochener Missionspriester, nicht die Selbstsucht einer alternden Generation wird sie aufzuhalten vermögen, und der Göttersitz gesetzlicher Freiheit wird — unerreicht von den Stein- und Kothwürfen grosser und kleiner Titanen — ihr Ruhepunct und zugleich das erhabene Ziel der Völker seyn, deren Wiedergeburt sie durch ihren mächtigen Einfluß beschleunigt hat».

In Num. 2 von 1822, S. 5, sagt die Redaction: «daß die Belebung des nur allzulangsam fortschreitenden Nationalsinnes das Hauptziel ihrer Bemühung sey».

In demselben Blatt (S. 7) wird, um die Basis der Operationen kenntlich darzustellen und dadurch das Vertrauen der Partei, für die geschrieben wird, zu erwerben, in dem Aufsatze, anfangend: «das Wort», endigend: «das begreift nicht Jeder!» eine Definition des Wortes «Liberale» gegeben, welches wir — wie hier gesagt wird — in der Beziehung auf politische Grundsätze den Spaniern verdanken.

Nach dem aufgestellten Begriff ist «was des freien Menschen würdig ist, aufgenommen in die Gesinnung, erprobt durch die That — liberal. Ein Liberaler aber Jener, der überall für Wahrheit und Recht, Ehre, Freiheit, Sittlichkeit, Religion kämpft; überall Irrthum, Vorurtheil, unter allen Gestalten und trotz aller Verjährung, offene und geheime Bosheit bekämpft.

«Aber, sagt man» — heißt es am Schlusse — «es giebt überspannte Liberale. Nun, kann man des Guten zu viel thun? Ist das auch Ueberspannung, feile Seelen, wenn der edle Mensch mit glühender Begeisterung der erschlafften Welt gegenüber steht, und, während ihr eure zeitliche Vortheile berechnet, freie Opfer auf dem Altar der Tugend und des Rechts niederlegt? das begreift nicht Jeder!»

In der Beilage Num. 13 zu Num. 33 vom Jahre 1822 (S. 4), zeigt die in dem Artikel — anfangend: «Archimedes wollte» ꝛc., endigend: «Nordamerika gethan», vorkommende Stelle,

«als Napoleon die Pressen des Continents gefesselt hatte, stürzten ihn die Pressen «Englands — wären auch diese stumm geworden, hätten es später die von Nordame«rika gethan»,

welche Kraft der Teutsche Beobachter den Pressen zutraut, und wie sehr er das, was durch diese vorbereitet werde, für unvermeidbar, selbst für den Mächtigsten, halte.

Darum eifert er auch gegen jede Beschränkung der Presse, und zwar nicht selten in einem Style, den bisher noch kein Deutscher Libellist versucht hat.

«Damit man nicht öffentlich lese und wisse» — so werden in Beilage 2 zu Num. 2 (1822) die Regierungen apostrophirt — «was Ihr im Staats- und im Privat-Leben immerfort zu thun und immerfort zu verheimlichen wünscht, dafür soll Justiz und Polizei alle Schreibfedern in Beschlag nehmen. Warum nicht Polizei-Commissäre aufstellen, bei denen man, so oft man schreiben will, die Feder erst abholen mußte? Warum nicht Bureaux errichten, wo Schreibfedern, aber nur für rechtliche Leute, für die comme il faut, beschnitten und sonst an Niemand ausgegeben würden. — Und hülfe dann selbst das Federbeschneidungs-Institut nicht genug, so wäre, um allen Mißbrauch der freien Rede und Schrift gewiß abzuschneiden, nichts räthlicher, als eine Hochpolizeiliche Zungen-Abschneidungsanstalt», u. s. w.

Der Ausschuß hätte hier fragen können, wie es kommen konnte, daß diese wahnsinnige Herausforderung der Censur — wahnsinnig, weil der Schriftsteller, der sich ohne Scheu so ausdrücken durfte, gewiß über Alles in der Welt eher, als über Mangel an Freiheit, zu klagen haben konnte — ungerügt un fast unbemerkt blieb?

Aber auch ohne diese Frage aufzuwerfen, läßt sich daraus entnehmen, daß, wer das Gesetz selbst, dem er unterworfen seyn soll, auf diese Weise verhöhnen und mißhandeln konnte, deutlich genug erklärte, daß er allem Gesetz und aller Autorität Trotz zu bieten im Stande war.

Deßhalb konnte es auch dem Ausschusse nicht auffallend seyn, wenn der Teutsche Beobachter in Num. 21 v. J. 1823 (S. 84) den Preßzwang «das geistige Faustrecht der neueren Zeit» nennt, so wenig als auch dieses Blatt sich darüber zu beklagen hat, daß es von dem am Wege lagernden und unschuldige Pilgrimme überfallenden Preßzwang beraubt worden sey. Wahrscheinlich war es aber die Furcht, welcher der Teutsche Beobachter seine Sicherheit verdankte. Die Erweckung des Nationalsinnes, mithin die Bearbeitung der öffentlichen Meinung, ist, nach seiner eigenen Angabe, der nächste Zweck, den er sich vorgesetzt hat. Nun aber giebt es, ihm zufolge (Num. 28 v. 1823, S. 112), «nur eine gefährliche Verschwörung für Machthaber, und dieß ist die Verschwörung der «öffentlichen Meinung. Alle andern Verschwörungen lassen sich leicht ersticken».

Unter dieser Aegide mußte Er sich vollkommen sicher glauben.

So sehr es aber auch dem Teutschen Beobachter um die nationelle Anregung Deutschlands zu thun ist, so glaubt er dennoch genöthigt zu seyn «durch die Erörterung der An-

gelegenheiten fremder, uns jedoch in mancher Hinsicht vorangeeilter Völker auf unsere eigene so lange zurückzuwirken, bis ihm eine freiere Bewegung erlauben wird, offen aufzutreten und unumwunden die Mittel zu einer besseren Begründung unserer vaterländischen Interessen zu sprechen, statt jetzt nur unter der Gefahr, häufig mißverstanden zu werden, den zahllosen Mängeln unseres politischen Lebens gegenüber, mehr verneinend aufzutreten». (Num. 11 v. 1823, S. 43. Anm.)

Der Ausschuß glaubt, daß diese mit den eigenen Worten des Teutschen Beobachters gegebenen Andeutungen hinreichen werden, um seine Tendenz im Allgemeinen und die Mittel, deren er sich zu Erreichung seiner Zwecke zu bedienen gedenkt, auf das bestimmteste und klarste zu bezeichnen.

Der Teutsche Beobachter ist ein so genanntes liberales Oppositionsblatt, berechnet für die grössere Menge, und deßhalb im populären Style geschrieben; diese Menge soll im nationellen Sinne angeregt und ihr eine practische Richtung gegeben werden, damit sie tauglich werde zu Erreichung der Zwecke, welche der Teutsche Beobachter als Ziel seiner Bemühungen sich vorgesetzt hat. Als Mittel bedient sich der Teutsche Beobachter jeder Waffe, insbesondere aber der Tagsbegebenheiten des Auslandes, indem die Tagsbegebenheiten des Inlandes ihm zu jener Anregung nicht geeignet scheinen.

Ein Blatt, das sich offen zu dieser Tendenz bekennt, und das auf eine solche Wirksamkeit Anspruch macht; das jeder Gewissenhaftigkeit in der Wahl der Mittel zum Voraus entsagt, und dennoch für die grössere Anzahl schreibt, die in der Regel das, was man ihr giebt, ohne Prüfung hinnimmt; ein Blatt, das selbst auf eigene Kosten durch den von der Redaction gesetzten äusserst niedrigen Preis seine Wirksamkeit zu vermehren strebt: ein solches Blatt schien dem Ausschusse vorzugsweise geeignet, um die Aufmerksamkeit der Bundesversammlung im hohen Grade in Anspruch zu nehmen. Der Ausschuß glaubte deßhalb sorgfältig prüfen zu müssen, in wie fern der Teutsche Beobachter seiner Ankündigung getreu blieb, und ob allenfalls seine Thaten besser waren, als seine Worte?

Leider aber muß er bekennen, daß der Teutsche Beobachter in der Ausführung noch weiter gegangen ist, als wozu er sich gegen sein Publikum verbindlich gemacht hatte. — Die nachfolgende Zusammenstellung dürfte dieß zur Genüge beweisen. Hierbei muß übrigens nochmals bemerkt werden, daß, da der Teutsche Beobachter vorzüglich durch die das Ausland betreffenden Artikel auf Deutschland zurückzuwirken gedenkt, diese Artikel ebendadurch für den Zweck dieser Prüfung die nämliche Wichtigkeit erhalten haben, als jene Artikel, welche sich über die innern Angelegenheiten Deutschlands verbreiten. —

Prüfung der einzelnen Artikel in ihrer Beziehung auf die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland.

In Num. 6 v. 1822 (S. 21) liefert der Teutsche Beobachter einen Aufsatz, «die Lebendigen und die Todten» überschrieben.

Den unmittelbaren Stoff zu dieser wilden Explosion des revolutionären Fanatismus geben die Griechen her. — «Die christlichen Agenten sind es, welche einen Pallast von Christenköpfen zu erbauen trachten, um den Schwur Mahmuds zu erfüllen! Die da wollen, daß der Triumph der Europäischen Civilisation in der völligen Ausrottung der Griechen gelänge»!

«Wer weiß» — so fährt er fort — «ob das grause Mittel nicht glückte, nicht dem vorgesteckten grossen Ziele näher führte, wäre nicht ganz Europa, die ganze Welt Griechenland». —

Die Griechen sind mithin dem Teutschen Beobachter nichts als eingebildete Werkzeuge, als Vorboten der allgemeinen Zerstörung! Wenn man bedenkt, daß die folgenden Worte an Niemanden gerichtet seyn können, als an jene erhabenen Monarchen, die gerade im Frieden der Welt das höchste Ziel ihres Lebens und Strebens erblicken; so finden sich kaum Worte für die ungestrafte Ausgelassenheit, womit ein aller Schaam entblößter Revolutionsschwindler Ihnen zurufen durfte:

«Der Zauberkreis ist weiter geworden, als Eure Blicke reichen mögen — er hat Euch selbst in seine Mitte gezogen, und der Todtenacker reift schon zu einem Auferstehungsfeste, dessen Jubel Eure stumpfen Sinne aufreitzen, Eure schlaffen Geister zum Erwachen bringen wird! Ihr habt den Frieden der Völker gestört; wie wollt Ihr den Frieden der Throne befestigen»?

Auf einer solchen Höhe des Deliriums hatte Deutschland die Ausbrüche einer revolutionären Phantasie noch nicht gesehen. — Der Ausschuß mußte sich fragen, wie weit von dieser Sprache bis zu dem Aufrufe sey, die Waffen zu ergreifen, um sich mit Gewalt den Planen der höchsten Monarchen zu widersetzen, von welchen der Deutsche Bund zwei unter seinen Mitgliedern zählt? Die hohe Bundesversammlung aber möge erwägen, in wie fern solche Artikel mit der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland verträglich seyen.

Eine gleiche Tendenz spricht sich in Num. 12 v. 1822 (S. 45) in dem Aufsatze: «Parallele» überschrieben, aus.

«Wären nur sie es nicht gerade (die alliirten Monarchen und ihre Minister!) die in dem Kampfe der Civilisation gegen Feudal-Willkühr zu Repräsentanten des Erhaltungs-Princips erkohren worden — ja dann dürfte man noch so kuhn seyn, etwas zu hoffen», u. s. w.

Der Ausschuß zeichnet diese Diatribe zugleich auch deßhalb aus, weil sie in dem Zeitpuncte geschrieben wurde, wo der Congreß zu Verona seinen Anfang nahm. Mit welchem gänzlichen Mangel an Achtung und Ehrfurcht die dort versammelten Souverains von der ganzen Classe der revolutionären Schriftsteller behandelt worden sind, ist so bekannt, daß es eben so überflüssig, als eckelhaft wäre, fernere Belege dazu im Teutschen Beobachter aufzusuchen.

Ueber den Inhalt der Declaration von Verona, deren Text in dieser Zeitung nicht gegeben wird, erhalten die Leser derselben die erste Nachricht in einem angeblichen Privatschreiben von der Französischen Grenze.

(Num. 6 v. 1823, S. 22 u. 23.) — Sie soll «eine veränderte Richtung im Gange der Cabinette anzeigen. Was früher Gebot (!) der Mehrheit für die Minderzahl gewesen, ist nun in eine Lehre für Alle verwandelt, und selbst der gefährliche Geist unserer Zeit wird, ob zwar in furchtbarer Gestalt, doch gleichsam nur an die Wand gezeichnet, damit sich jede Regierung hüte, und demselben in Zeiten begegne. Das natürliche Recht jedes Staates, seine Feinde selbst zu erkennen und im Zaume zu halten, ist also wieder eingetreten» (als ob es je bestritten wäre) ꝛc. ꝛc.

Es stand dem Teutschen Beobachter frei, die Erklärung von Verona, die mit seinen Grundsätzen allerdings sehr contrastirt, mit Stillschweigen zu übergehen. — Sie aber auf diese Weise zu entstellen, sie in einem ungetreuen Schattenrisse zur Carricatur herabwürdigen zu wollen, war zugleich Verrath an der Wahrheit und eine schwere Vergehung gegen die Monarchen, die in diesem wichtigen Actenstücke Ihre erhabenen Gesinnungen so klar und so nachdrücklich ausgesprochen hatten!

Hiernach steht es nicht zu verwundern, daß der Teutsche Beobachter die alliirten Mächte auch noch späterhin, unter der Form historischer Reminiscenzen, allgemeiner Betrachtungen und Vergleichungen, fortwährend als die erklärten und unbedingten Widersacher aller wahren Aufklärung bezeichnet. —

Num 6 v. 1823, S. 24. Miscellen. — Beilage 2 zu Num. 9. Miscellen. — Num. 18, S. 72. Miscellen. — Beilage 7 zu Num. 27. Miscellen. — Num. 35, S. 140. Miscellen.

Ihm zufolge sind es Thoren, die gerade jetzt, wo der Parteigeist die Blicke trübt, wähnen, die Zeit leiten zu können am Gängelbande verjährter Vorurtheile, die Fortschritte

der Menschheit aufzuhalten mit Litaneien von hohen Worten und Begriffen, die sie selbst nicht verstehen; die die Vernunft meistern wollen mit ihrem beschränkten Verstande, den Geist zwingen mit roher Gewalt, oder umnebeln mit dummem Aberglauben.

«Nero wünschte dem römischen Volke nur Ein Haupt, um es mit Einem Streiche vom Rumpfe zu trennen, und noch trägt sein Name in der Geschichte den Fluch dieses Gedankens; wer aber den emporstrebenden Geist des Volkes hemmt, und den frei gewordenen gewaltsam erdrückt, der kann sich rühmen, jenen Gedanken in seiner ganzen sündhaften Bedeutung erfüllt zu haben, und auch Seiner wird die Geschichte nicht vergessen».

«Fürchtet nichts» — so ruft der Teutsche Beobachter bei einer andern Gelegenheit aus — «Tyrannei ist der wechselseitige Unterricht, der die Völker in halber Zeit zur Freiheit erzieht. Vollends von fremden Regierungen geübt, ist sie der Nürnberger Trichter für das bedrückte Volk allein? Nein, für alle heut zu Tage, die bedrücken sehen».

«Alle diejenigen aber, welche sich, gegen die Natur zu streiten, vermessen, wie unsere Staatskünstler thun, werden entweder von Schwärmern erdolcht, oder sie schneiden sich selbst mit Federmessern den Hals ab. Vergebens fordert, wie zur Zeit der Reformation, der Fanatismus zum Kriege gegen die Aufklärung auf. — Diese werde, wie damals, siegen, und die Fanatiker würden damit endigen, Aufruhr zu predigen und Meuchelmörder gegen die Fürsten zu senden»!!!

Es möchte schwer seyn, die Tendenz dieser und ähnlicher Artikel des Teutschen Beobachters zu verkennen. Haß, glühenden Haß sucht er einzuflößen gegen die Mächte, welche, nach ihm, die Fortschritte unsers Jahrhunderts hemmen und überall den Geist in Fesseln schlagen. Von diesen Mächten aber sind zwei Mitglieder des Deutschen Bundes.

Gegen diese müßte sich demnach der Haß des Deutschen Volkes kehren, wenn dem Teutschen Beobachter sein frevelhaftes Beginnen gelingen könnte. Sollte es mehr als dieser Andeutung bedürfen, um darzuthun, daß durch diese, sich bis auf die neuesten Zeiten gleich bleibende, Tendenz des Teutschen Beobachters die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland gefährdet werde? Der Ausschuß wenigstens mußte sich von der Ueberzeugung durchdrungen fühlen, daß es nur zur Störung des ganzen Bundesverhältnisses führen könnte, wenn es einem, im Bunde erscheinenden, öffentlichen Blatte noch länger gestattet wäre, die Bewohner Deutschlands gleichsam zu einem Kreuzzuge gegen einzelne Bundesglieder aufzufordern.

Um sein dem Publikum gegebenes Wort, zu Verbreitung des Inhalts solcher Schriften, die in das öffentliche Leben eingreifen, das Seinige beizutragen, zu lösen, liefert der Teutsche Beobachter in Num. 2 vom J. 1823 Auszüge aus Bignon's neuestem Werke, die er späterhin verschiedentlich fortsetzt. — Der Geist und der Zweck dieses Buches sind

bekannt. Es ist darin die Absicht, zwischen den Deutschen Staaten Zwietracht, Mißtrauen, Eifersucht, ja wechselseitigen Haß, und, wo möglich, factische Trennung populär zu machen, so handgreiflich, daß Freunde und Feinde davon gleichmäßig durchdrungen werden müssen. Daß ein solches Buch dem Deutschen Publikum nicht unbekannt bleiben konnte, ist gewiß; eben so gewiß aber, daß keine nach Frieden und Eintracht strebende Regierung ein Interesse dabei hatte, die feindseligen Lehren und treulosen Erdichtungen desselben durch Auszüge und Lobpreisungen anempfohlen zu sehen. Am allerwenigsten aber dürfte eine solche Verbreitung von der hohen Bundesversammlung gutgeheissen werden können, deren Beruf es ist, für die Erhaltung der innern und äussern Sicherheit Deutschlands, die durch die Eintracht unter sämmtlichen Bundesgliedern bedingt ist, Sorge zu tragen. —

In Num. 14 v. 1823 (S. 53, 54) giebt der Teutsche Beobachter Auszüge aus dem Morning-Chronicle, die nicht gewöhnliche Diatriben, sondern Anklagen von der schwärzesten Art gegen die höchsten Souverains enthalten. Lord Wellington soll dem Könige von Frankreich geheime Tractate zwischen Oesterreich und Rußland mitgetheilt haben, wovon er die Documente in Verona mit grossen Summen erkauft hatte, und deren Verschwinden die Entlassungen mehrerer Beamten in den Russischen und Oesterreichischen Canzleien verursachte. Auf diese elende Bierschenken-Anekdote gestützt, versichert nun das Morning-Chronicle mit namenloser Unverschämtheit, jene geheimen Tractate hätten die Unterhandlungen ans Licht gebracht, welche diese beiden Mächte schon seit längerer Zeit für ihre eigene Vergrösserung betrieben, während sie Manifeste kund werden liessen, die nichts als Uneigennützigkeit, Redlichkeit und die friedlichsten Absichten athmeten; der König von Frankreich habe sich daraus actenmäsig überzeugen können, daß die Tractate, durch welche sich die hohen Alliirten ostensibel verbunden haben, nichts anderes waren, als Instrumente ihrer Privatzwecke und Mittel, den Plan zu verschleiern, den sie gebildet, um sich zu Herren Europa's zu machen.

Der Ausschuß muß es für eine auffallende Erscheinung erklären, daß dergleichen Verunglimpfungen gegen zwei der ersten und tugendhaftesten Regenten unserer Zeit ungestraft gedruckt werden durften.

Ueber die bekannte von Herrn v. Chateaubriand gehaltene Rede, äussert der Teutsche Beobachter in Num. 30 v. 1823, S. 118: « Dieser Minister scheine aus der Politik einen Roman machen zu wollen, doch würde es ihm schwer gelingen, dem Publikum über die Aeusserungen eines so weisen und frommen Monarchen, als der Kaiser von Rußland, et-

was aufzubürden; zu verwundern sey nur, daß der Russische Botschafter sich dergleichen poetische Ministerialversuche nicht schon förmlich verbeten habe».

Der Ausschuß muß hierin eine unanständige Anklage gegen den Französischen Minister erkennen, welche nicht dazu beitragen kann, die Verhältnisse des Bundes zu dem Auslande in jenem ungetrübten Zustande zu erhalten, zu dessen Bewahrung die Bundesversammlung verpflichtet ist. — Ausserdem aber wußte der Zeitungsschreiber ganz bestimmt, daß die von Herrn von Chateaubriand citirten Grundsätze und Ansichten wirklich die Sr. Majestät des Kaisers von Rußland sind. Das Ganze ist also nur eine hämische Wendung, von ohnmächtiger Bosheit ersonnen, um ein falsches und nachtheiliges Licht auf die Gesinnungen des grossen Monarchen zu werfen.

In Num. 32, S. 125, 126, heißt es: «Die Faction der weissen Jacobiner (ein Schimpfnahme für eine Classe der Französischen Royalisten) nähert sich immer mehr ihren Mustern. (?) — Das neueste Beispiel ihrer rasenden Zuversicht auf ihre Stärke ist die Ausschliessung des Herrn Manuel. Wenn man ein Wort sucht, es zu charakterisiren, so findet sich kein anderes, als: «Büberei der Uebermacht. — — Dieß war der ersehnte Augenblick, welchen die rechte Comödiantenbank erwartet hatte».

Der Ausschuß ist der Meinung, daß die hohe Bundesversammlung den Druck so gräulicher Invectiven gegen die Deputirtenkammer eines mit dem Deutschen Bunde befreundeten Staates nicht anders als höchlich mißbilligen könne.

Der Teutsche Beobachter schreibt der Französischen Regierung und ihren Bundesgenossen — denn auf diese hohe Autoritäten ist ja allein der ganze Strom seiner Lästerungen gerichtet — «eine rasende Zuversicht auf ihre Stärke» zu.

Der Ausschuß glaubt dagegen fragen zu können, was man von dem Teutschen Beobachter sagen solle? Ob seine Zuversicht auf seine Stärke, und nicht vielmehr einzig und allein auf die Ueberzeugung, der gerechten Strafe zu entgehen, gegründet sey?

Nur die Milde unserer Deutschen Gesetzgebung konnte ihn zu jenen Wagstücken verleiten, die, wenn er vor Gericht gestellt werden könnte, weder Verzeihung noch Rechtfertigung finden würden. Die Censur, welche er mit schnödem Undank verschreit, dient ihm zum Palladium für die verwegensten Attentate.

Der Ausschuß kann jedoch nicht umhin, hierbei zu bemerken, daß der Teutsche Beobachter nicht gegen alle Souverains und gegen alle Regierungen gleich frei zu sprechen wagt. In Num. 14 v. 1823, S. 55, 56, ist ein Aufsatz aus dem Würtembergischen enthalten, in dem geklagt wird, «wie schwer es dem Würtemberger sey, seine Ansichten und Wünsche über vaterländische Angelegenheiten laut werden zu lassen; nie

ſey — beſonders für die Staatsdiener — ſchwieriger geweſen, ſich über dergleichen Angelegenheiten zu äuſſern, als jetzt». —

Der Ausſchuß muß es für einen Gewinn halten, daß dem Teutſchen Beobachter eine Schranke angelegt war. Dennoch aber wird die Ueberzeugung des Ausſchuſſes durch die zeither angeführten Artikel mehr als hinreichend gerechtfertigt ſeyn, daß durch das Verfahren des Teutſchen Beobachters die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutſchland gefährdet werde.

Die Spaniſchen Angelegenheiten geben dem Teutſchen Beobachter erſt die rechte Gelegenheit, die ganze Verderbtheit ſeiner Tendenz offen an den Tag zu legen. Der Ausſchuß hat deßhalb für nöthig erachtet, die ſämmtlichen ſich hierauf beziehenden Artikel, ohne ſtrenge Beobachtung der chronologiſchen Ordnung, zuſammenzuſtellen, und ſie vorzüglich aus dem Geſichtspuncte des monarchiſchen Princips zu beleuchten. Als Vorbemerkung muß übrigens auch hierbei dienen, daß, ſobald als einige der Bundesglieder ſich für irgend ein politiſches Syſtem erklärt haben, das Streben der Zeitungen, eine dieſem Syſtem entgegengeſetzte öffentliche Stimmung in andern Bundesſtaaten hervorzubringen, nur zur Zwietracht im Bunde führen kann. Einen ſolchen Widerſtreit der Tendenzen zu heben, damit er nicht im offenen Streite endige, dieß iſt nun der eigentliche höhere Beruf der Bundesverſammlung, welchem ſie jederzeit im Sinne des Grundcharakters des Bundes zu genügen wiſſen wird. —

Num. 5 v. 1822, S. 17, 18. «Die Ereigniſſe». Die Politik zerfällt, dem Teutſchen Beobachter zufolge, dermalen in zwei ſcharf geſchiedene Gegenſätze: in den Kampf um die Rechte Aller gegen die Willkühr der Einzelnen, ſolcher Einzelnen, die ohne eine göttliche Abkunft, ohne eine Uebermacht des Geiſtes, ohne ſittliche Gewalt, ohne körperliche Ueberlegenheit, nichts nachzuweiſen vermögen, als eine Geburt, die, auf die gewöhnliche menſchliche Weiſe herbeigeführt, für eine höhere Gattung nur einen, der ſterblichen Natur ſchon ſeit der Schöpfung folgenden, Aberglauben zur Gewähr hat. — Die Civiliſation der Völker aber habe allmählich den Keim einer Erkenntniß in dem Menſchen entfaltet, welche durch die von der Geſchichte beantworteten Hauptfragen veranlaßt worden ſey: ob eine Nation, d. h. ein von Auſſen unabhängiges Volk, die Verpflichtung habe, einen Haufen Einzelner unter ſich zu dulden, die vom Staate leben, ohne für ihn zu arbeiten, die den arbeitenden Theil unterdrücken, um beſſer zu leben, und ſich durch Beides die Mittel verſchaffen, die Herrſchaft über denſelben zu behaupten? Gnade ſey ihre Looſung, Recht und Gleichheit ihr Schrecken. Feiger Beſitz und thieriſcher Müßiggang hätten die Tugend bei ihnen verbannt,

das Laſter zu Ehren gebracht; ihr Witz ſey das Erbtheil der Schlange, ein ewiger Wechſel von Kriechen und Auflehnen. Eine Eigenſchaft aber, ſonſt nur der Ruhm der Guten, habe ſich, zum Glücke der Menſchheit, bei ihnen zum Verdienſt erhoben; ſie heiſſe Beharrlichkeit, und ſey die Schöpferin der Ereigniſſe; dieſe hätten begonnen und würden ſiegreich den ungleichen Kampf entſcheiden.

Es iſt nichts weniger als ſchwer, die Quelle zu erkennen, aus welcher der Teutſche Beobachter dieſe Lehre geſchöpft hat, von welcher er bei allen ſeinen Angriffen auf die Sicherheit der einzelnen Bundesſtaaten ausgeht.

Freiheit und Gleichheit war das Looſungswort der Franzöſiſchen Revolutionairs zur Zeit als ſie Frankreichs edelſtes Blut vergoſſen, und faſt möchte man glauben, daß dieſe Worte auch jetzt noch in den Ohren des Teutſchen Beobachters wiederklingen. Offenbar iſt es wenigſtens, daß jeder Beſitz ihm widerrechtlich ſcheint, wenn er nicht ein gleicher iſt, und daß er den wahren Rechtszuſtand nur da findet, wo die Unterordnung der Gewalten in der Herrſchaft Aller, mithin in der Anarchie, aufgelöſt iſt.

Hiervon ausgehend, mußte dem Teutſchen Beobachter das monarchiſche Princip ein Gräuel ſeyn. Auch hat er keine Scheu, dieß in Num. 7, S. 27, 28, «das monarchiſche Princip» ganz klar auszuſprechen.

Hierin wird den Deutſchen aus der Feder eines Franzöſiſchen Schriftſtellers, deſſen Name kaum in Deutſchland bekannt iſt, Folgendes mitgetheilt: «In einer erblichen Monarchie, wo man dem Fürſten und ſeiner Familie Gerechtſame zuſchreibt, die ihnen ausſchließlich und vom Volke unabhängig zuſtehen — muß der Souverain nothwendig die Maximen des leidenden Gehorſams einimpfen und verbreiten, ſo wie auch eine tiefe Ehrfurcht vor den beſtehenden Formen, eine hohe Idee von der Unvergänglichkeit dieſer Staatseinrichtungen, viel Abneigung vor dem Geiſte der Neuerung und Unterſuchung, und einen lebhaften Widerwillen vor der Ausmittlung jedes tiefſten Grundſatzes» (damit der Betrug nicht ans Licht komme!).

Nunmehr iſt es aber Thatſache, daß die Regierungsformen der Staaten, welche den Deutſchen Bund bilden, mit wenigen Ausnahmen, auf das monarchiſche Princip gegründet ſind. Der Ausſchuß mußte ſich eben deßhalb auch fragen, in wie fern ſolche Angriffe mit den Verfaſſungen der Deutſchen Bundesſtaaten verträglich ſeyen? Beſonders da der Teutſche Beobachter wenige Tage nachher mit edler Naivität fragt: «Wo iſt wohl durch die bisherige ſo genannte Preßfreiheit ein bedeutender Nachtheil ſichtbar geworden?» Jene antimonarchiſche Tirade iſt folglich nur als ein Vorſpiel ganz anderer Belehrungen zu betrachten, wenn einmal die ſo genannte Preßfreiheit in eine wirkliche übergegangen ſeyn wird.

Aus ſolchen Grundſätzen floß die Vorliebe des Teutſchen Beobachters für die conſti, tutionelle Regierung in Spanien, ſo wie auch ſein Haß gegen deren Gegner, die er für ſeine eigenen hält, und ſie als ſolche bekämpft.

Num. 5 v. 1823, S. 17. «Die Politik des Tages».

«Gar klüglich» – ſo ſagt er — «ſehen die ſo verſchrienen Fanatiker (in Frankreich) voraus, daß, wenn ſie immer Ultra Ultra gehen wollen, durchaus nicht ein Nachbar da ſeyn darf, auf welchen die Citra hinüberblicken und bemerken können, daß, während ſie Schritt für Schritt in das alte Joch vorwärts geleitet werden, jene rückwärts in eine ruhige Verſtändigung zwiſchen Eins und Eins und in den Naturzuſtand, durch Pflichterfüllung Rechte zu haben, und ſeine eigenen Kräfte genieſſen zu können, ſich hineinfände. Nein! ruft der Vorausſehende, ſolch ein Beiſpiel muß im Keim ausgerottet werden. Der erwachſene Baum läßt ſich nicht mehr beugen. Seyn oder Nichtſeyn! Dieß iſt die Frage».

In Beziehung auf eben dieſe Ultra, ſagt der Teutſche Beobachter in Num. 27, S. 105, 106: «Frankreich», — daß es die Beſtimmung der gegenwärtigen Generation zu ſeyn ſcheine, daß Alles Böſe, was ihr widerfährt, von Frankreich ausgehe. Nachdem er die Ereigniſſe geſchildert, welche dem Sturze Napoleon's vorhergiengen, ſagt er: «Die Sieger wurden von dem größten Cameleon unſerer Generation(?!) überredet, Frankreich verlange den Scepter der alten Dynaſtie, und von dieſem Augenblicke an begann der Kampf der alten und neuen Intereſſen. Ein geheimer Bund alles Schlechten, welches die Ariſtokratie und Theokratie erzogen hatte, nagte mit der Gier der Habſucht, der Ambition und der Rache an den von den Weiſen aller Zeiten geheiligten Grundſätzen des Rechtes und der Wahrheit. Dogmen, deren ſich die Zeiten der Barbarei ſchämen würden, Theorien, welche nur die Nerone practiſch übten, aber nie die Frechheit hatten, ſie als Grundlagen des Staaten- und Völkerrechtes aufzuſtellen, wurden nun als Norm einer neuen Geſetzgebung für die Menſchheit, als die einzigen möglichen Stützen der Religion und Ordnung geprieſen, und fanden ihre Echos in allen Winkeln Europa's».

Dieſe Theorie, welche nur die Nerone practiſch üben, und deren Echo in allen Winkeln Europa's wiedertönt, kann aber keine andere ſeyn, als die der Legitimität; denn nur zu dieſer hat ſich die Franzöſiſche Regierung bekannt.

Num. 4 v. 1822, S. 14. «Napoleon».— Damit aber kein Zweifel darüber obwalten möge, daß es das Princip der Legitimität auch wirklich ſey, gegen welches er kämpft, ſo drückt der Teutſche Beobachter ſein innigſtes Bedauern darüber aus, daß Napoleon zu ſeiner Zeit die conſulariſche Toga mit dem kaiſerlichen Purpur vertauſchte. — «Wie «ſtände es», ſo fragt er, «jetzt mit dem übrigen Europa? Wo wäre die Kammer der

Pairs? Wo die Zwangsgesetze? Wo die Missionen und Jesuiten? Wo die Adelsbriefe und Stammbäume? Wo der Kastengeist der Zünfte? Wo die aus staubigen Archiven hervorgesuchten Vorurtheile, den Menschen nicht nach seinem innern wahren Werthe, sondern nach den Zufällen seiner Geburt und der äussern Form seines Glaubens zu achten, oder in den Koth zu schleifen»?

Hiernach wird die hohe Bundesversammlung es ganz natürlich finden, daß der Teutsche Beobachter die Heroen der Spanischen Revolution überschwänglich preiset.

In Num. 4 v. 1822, S. 13 — «San Miguel» — heißt es: «Wir richten unsere Blicke auf den Minister eines Volkes, dessen Wahl ein Beweis seines politischen Verstandes, wie seines richtigen Gefühles ist. Mit halben Maasregeln ist nie, am wenigsten in einer Lage gedient, welche, wie die der Spanier, einen schnellen und gewaltigen Entschluß erheischt. Was das Volk einmal mit seinem Blute besiegelt (mithin auch die abscheulichsten Verbrechen) vermag eine Doctrin, und wäre sie auch die bessere, nicht wieder zu lösen. Daß San Miguel den Sinn des Volkes in seiner neuen Stellung verstanden, deß ist das diplomatische Corps selbst Zeuge; daß er der Mann ist, seine Worte auch durch die That zu rechtfertigen, haben die von ihm genommenen Maasregeln bestätigt».

Der Mann ist, sammt seinen Maasregeln, heute gerichtet und abgethan. Dem Lobredner aber war damals weiter nichts bekannt, als daß er Riego's Gehülfe bei der Rebellion und der Geschichtschreiber seiner Heldenthaten gewesen war! Dieß Verdienst allein stempelte den noch unversuchten Günstling der Madrider revolutionären Clubs sofort zum grossen Manne!

Eine gleiche Tendenz verrathen die in Num. 14 und 15 v. 1822, unter den Rubriken: «Täuschung — Diplomatie — Zukunft — Sonst und Jetzt — die Harmonie von Europa» — enthaltenen eigenen Aufsätze des Teutschen Beobachters, die unter dem eitlen Vorwande gegen Aristokraten, Ultras und absolute Willkühr zu Felde ziehen, einen offenen und erbitterten Krieg gegen die Grundsätze führen, welche die Häupter der Europäischen Staaten, und mit ihnen alle Freunde der Ordnung und Ruhe, als das Palladium ihrer und der allgemeinen Sicherheit betrachten. Diese Grundsätze sind aber in der heutigen Lage der Welt keine leeren Theorien mehr; sie haben das höchste practische Gewicht und die höchste practische Sanction erhalten.

Wiederholte, laute Protestationen gegen diese Grundsätze sind nicht mehr unschuldige Verirrungen des Kopfes oder der Feder, sondern positiv feindselige Handlungen geworden, denen die hohe Bundesversammlung entgegen zu wirken sich berufen glauben dürfte. Dieß möchte um so eher der Fall seyn, als der Teutsche Beobachter in einem angeblichen

Privatschreiben aus «Frankreich» (Num. 24 v. 1822, S. 95) sagt: «Die Teutschen sind sonderbare Leute und geben unserer guten Laune oft etwas zu lachen. — In Neapel zeigte sich eine Aussicht zur Wiedergeburt, und man sah auch alsbald Teutsche Officiere und Soldaten unter den Fahnen der Neuerer. Eben so früher in Spanien. Kaum fällt es den Griechen ein, sich vom Türkenjoche losmachen zu wollen, und es strömen die allzeit fertigen Teutschen herbei, für die Freiheit zu fechten. Von weniger poetischen Völkern wird ihnen das den Vorwurf zuziehen, daß sie Andern Ratten fangen wollen, während sie sich selbst keine Maus fangen können. Medicus cura te ipsum! könnte man ihnen stets zurufen», u. s. w.

Der Ausschuß glaubt nicht, daß die hohe Bundesversammlung dem Teutschen Beobachter hierin werde behülflich seyn wollen.

Bei solchen Gesinnungen mußte sich der Teutsche Beobachter gegen einen Krieg mit Spanien erklären. Deßhalb gerade fragt er in Num. 25 von 1822, S. 102, «Aus Spanien: Ob es auch klug sey, ein Volk, das groß und mächtig genug ist, um sich zu vertheidigen, das den Nectar der Freiheit bereits zu sehr gekostet hat, als daß es ihn mit dem Saft der Heerlinge vertauschen, und das seine großartigen Institutionen zu theuer erkauft hat, als daß es sie um so leichten Preis wieder hingeben sollte, zur Verzweiflung zu bringen»?

Daß der Teutsche Beobachter über die Zweckmäßigkeit, selbst über die Gerechtigkeit des Krieges gegen Spanien eine Meinung hat, die der aller grossen Höfe diametral widerspricht, schien dem Ausschusse bei den vorliegenden Erfahrungen in unseren Zeiten ganz natürlich; auch glaubt er, daß man sich dieß, wäre es auch nur, weil es zur Gewohnheit geworden ist, hätte gefallen lassen können. Sobald er aber Regenten und Minister, weil sie anders denken, und folglich anders handeln, als er es für gut findet, in einem Tone, der selbst gegen einen Privatmann höchst anmaßend und beleidigend seyn würde, zurechtweiset; so dürfte die hohe Bundesversammlung, da es ihr nicht zusteht, ihn unmittelbar in die Schranken, wenn auch nicht der Vernunft und Billigkeit, doch des Anstandes zurückzuführen, hierin mehr als hinreichende Veranlassung finden, um von der Befugniß Gebrauch zu machen, welche ihr durch den Bundesbeschluß vom 20. September 1819 eingeräumt ist. Der Ausschuß ist übrigens des Dafürhaltens, daß hier noch ein anderer Gesichtspunct hinzutrete.

Die Constitution der Cortes ist, selbst im Sinne der heutigen Theorien, so fehlerhaft, so widersinnig, daß kein ehrlicher Anhänger des constitutionellen Systems sie gut heissen kann. Wenn daher ein politischer Schriftsteller, im Angesicht einer solchen Constitution, vom Nectar der Freiheit und von großartigen Institutionen spricht; so ist

ohne weiteres klar, daß er nichts als Zerrüttung der Begriffe und Aufregung der Leidenschaften beabsichtigen kann; und hiermit hat er im Reiche der Ordnung und der Gesetze sein Recht, über Gegenstände dieser Art zu schreiben, verwirkt.

In Num. 9 v. 1823 beginnen die Artikel aus Spanien über die Aufnahme der Noten der hohen verbündeten Höfe. Wären es bloß Auszüge aus Spanischen Zeitungen, Protokollen der Cortes u. s. w., so wäre wenigstens der lose Schleier des schalen Vorwandes «man hafte für den Inhalt weiter nicht» darüber geworfen; sie sind aber größtentheils von eigener Fabrik, und ganz mit dem leidenschaftlichen Enthusiasmus blinder Parteilichkeit für eine Revolution, welche so eben von den ersten Europäischen Autoritäten aufs feierlichste gebrandmarkt war, abgefaßt. Diese Revolution, wie hier fortdauernd geschieht, bis in den Himmel erheben, heißt über alle bestehenden, und namentlich über alle in Deutschland bestehenden Verfassungen den Stab brechen, folglich die ohnehin vorhandene Gährung in den Gemüthern, so weit nur Druckschriften hierzu fähig sind, ohne Unterlaß vermehren.

Der Teutsche Beobachter konnte es sich, seiner entgegengesetzten Wünsche ungeachtet, dennoch nicht verhehlen, daß es zuletzt zum Kriege mit Spanien kommen werde, «weil «Frankreich ihn will, weil Rußland ihn will, und England und Spanien ihn wollen».

Num 24 v. 1823, S. 95. «Paris». Sogleich weiß er aber seine Leser damit zu trösten, «daß es nur noch eines kleinen Stoßes bedürfe, und das künstlich erhaltene Gebäude stürze zusammen. Aus seinen Ruinen aber werde ein freies Europa hervorgehen». —

Also einen allgemeinen Krieg wünscht der Teutsche Beobachter entzündet zu sehen! Im zerstörenden Kampfe sollen Frankreich und Rußland auf der einen Seite, auf der andern Seite aber England und Spanien einander gegenüber stehen, und hieraus, so meint er, werde die Freiheit Europa's hervorgehen! Die ungetrübte Einigkeit der Mächte ist es mithin, die ihm, wie allen, die seine Gesinnungen theilen, entgegensteht.

Unter dem Titel: «Allgemeine Ansichten» liefert der Teutsche Beobachter in Num. 36, S. 141, 142, eine Reihe der heftigsten Ausfälle gegen die so genannten Fanatiker. «Wir werden ja sehen, ob der Tanz der Aristokratie mit der Bigotterie unter dem Tact der unbeschränkten Willkühr wirklich so freudenvoll ist, als sie träumen, oder ob Mißtöne den Tänzern begreiflich machen werden, daß ihre Himmelsgeigen auch verstimmt werden können. Unterdessen streckt die Faction, unter dem Vorwande, für das monarchische Princip zu kämpfen, wie ein Krake, ihre Fühlhörner über ganz Europa aus. Am consequentesten verfährt sie in Frankreich. — Ausserhalb Frankreich ist noch eine gewisse Scheu», u. s. w.

Die hier so pöbelhaft gemißhandelte Faction ist immer nichts mehr und nichts weniger als zunächst die Französische Regierung und dann die mit ihr verbundenen, für das monarchische Princip kämpfenden Höfe. Der Ausschuß glaubt, daß dieser Standpunct nie aus den Augen verloren werden dürfe. Es kommt nicht darauf an, ob einzelne Mitglieder, Redner oder Schriftsteller einer so genannten Faction überspannte Ansichten nähren, oder aus wahren Grundsätzen falsche Folgerungen ableiten; wenn dieß von Einzelnen geschieht, so sind Andere allerdings berechtigt, sie zu berichtigen und zu widerlegen. Die Grundsätze selbst aber, welche der Teutsche Beobachter den Fanatikern u. s. w. vorwirft, und gegen welche allein das ganze Gift seiner Schmähreden gerichtet ist, liegen, von dem Augenblicke an, wo die höchsten Europäischen Autoritäten — den Deutschen Bund mit einbegriffen — sie förmlich als die ihrigen proclamirt haben, gänzlich ausser dem Bereiche der gemeinen Critik; und wenn gleich aufgeklärte und wohldenkende Regierungen selbst diese Grundsätze der grundlichen und bescheidenen Prüfung competenter Richter, die in durchdachten anständig abgefaßten Schriften darüber urtheilen, nicht entziehen werden; so können sie sich doch unmöglich gefallen lassen, daß sie den unanständigsten Diatriben und Spöttereien eines Zeitungsschreibers Preis gegeben werden.

In Num. 40, S. 158, erscheint ein Auszug eines angeblichen Berichtes des Generals Guilleminot, worin es heißt: «Man muß sich sogleich zu zwei bis drei Jahresaushebungen verstehen, nicht um die Spanier zu bekriegen, was thöricht und unausführbar wäre, sondern um die Regierung des Königs gegen die Armee zu schützen». Zu mehrerer Deutlichkeit ist dieselbe Stelle auch in Klammern französisch abgedruckt.

Kein vernünftiger Mensch wird freilich glauben, daß ein Französischer General einen solchen Bericht geschrieben habe. Dennoch aber mußte der Ausschuß sich fragen, wie ein Zeitungsschreiber sich unterfangen konnte, ein Actenstück dieser Art, sogar in einer Form, die ihm den Anstrich eines Original-Documents giebt, zu liefern, ohne für die Aechtheit desselben einen andern Gewährsmann, als einen ungenannten Privat-Correspondenten, anzuführen?

Hiernach kann es kaum mehr auffallen, wenn der Teutsche Beobachter in Num. 41, S. 163, 164, laut seine Freude über die Wegführung des Königs von Spanien von Madrid äussert. Das Unglück, selbst wenn es bei den Ersten der Erde einkehrt, hat von einem Blatte seiner Tendenz keine Schonung zu erwarten.

Nichts desto weniger hat die Nachricht von dem wirklich erfolgten Einrücken der Französischen Armee die Partei, zu der sich der Teutsche Beobachter bekennt, gewaltig erschüttert. Sie verliert jedoch den Muth nicht.

Num. 48, S. 191: «Von der Französischen Grenze. An der Abreise Ferdinand's nach Sevilla sind alle Combinationen gescheitert, und das Schicksal Spaniens liegt in der Hand der Cortes. Die letzte Geschichte von Neapel und ihre Resultate haben alle Hoffnungen irgend einer Aussöhnung zwischen den beiden Europäischen Parteien zerstört, und die Unterjochung der einen oder andern» (der rechtmäßigen Regierungen — oder der Rebellen) «ist nun die Aufgabe eines Kampfes, der einen neuen Zeitabschnitt in der Geschichte der Civilisation bilden wird».— So weit geht alles in der gewohnten drohenden Manier, und da die Partei, die sich die der Civilisation nennt, den Krieg auf Tod und Leben proclamirt, so weiß die andere Partei — nämlich die der Ordnung und der Gesetze — um so sicherer, wie weit sie zu gehen hat, um endlich Ruhe zu erhalten. Nun folgt aber: «Die jetzige Generation läßt sich nicht mehr am Gängelbande der Diplomatie führen. Jeder geht den eigenen Weg seiner Interessen, und gehorcht nur da, wo sie in keine Collision mit dem Willen der Machthaber treten. Seine Bedürfnisse und Zwecke aber scheinen sich in den Forderungen der Zeit zu begegnen; und sollte es dahin kommen, daß die Macht des Stärkern entscheidet, so läßt sich voraussehen, auf welcher Seite der Sieg seyn wird».

Also, die jetzige Generation gehorcht den Machthabern nur, in so fern der Zeitgeist es ihr gestattet. — Sollte dieser Stand der Dinge (wie vorauszusehen ist) zu einem allgemeinen Faustkampfe führen, so werden die, welche nicht gehorchen wollen, wohl stärker seyn, als die, welche befehlen zu können glauben. — Der Ausschuß glaubt, daß es unmöglich sey, klarer, einfacher und consequenter die revolutionärsten Grundsätze auszusprechen. Auch scheint es ihm, daß alle Machthaber sich dadurch aufgefordert sehen dürften, wenigstens so lange der ihnen so vernehmlich angekündigte Krieg nicht ausgebrochen ist, solche Manifeste unter ihren Augen nicht ferner drucken zu lassen.

In Num. 49, S. 193, 194, «Frankreich», ist gleichfalls ein Artikel voll Grimm über das Einrücken der Französischen Armee in Spanien, und voll der bittersten Injurien gegen die Französische Regierung enthalten. «Was es mit der racheschnaubenden «Faction der Emigranten» zu bedeuten hat, weiß die hohe Bundesversammlung nunmehr zur Genüge; daß nicht Ein Emigrant in dem heutigen Französischen Ministerium, nur eine sehr kleine Anzahl von Emigranten in der Französischen Kammer sitzt, daß die Emigranten, als solche, längst aufgehört haben, eine Partei zu bilden, das alles ist dem Teutschen Beobachter vollkommen bekannt. Die schnöde Verachtung, womit derselbe die so genannte Faction behandelt — ein Wort, das in seinem Munde empörend ist — trifft unmittelbar die Europäischen Monarchen und Minister, und zugleich, da alle Regierungen sich zu denselben Grundsätzen bekennen, die Gesammtheit dieses erhabenen Bundes.

Der Ausschuß hält es für unmöglich, die Würde desselben muthwilliger und gröblicher zu verletzen. Der Teutsche Beobachter versündigt sich aber hierdurch abermals an den auswärtigen Verhältnissen des Bundes. Denn, wenn Frankreich über diese unverantwortlichen Diatriben bei der Bundesversammlung Klage führen und Genugthuung verlangen wollte, so müßte sie ihm unfehlbar zu Theil werden. Wie sollte aber ein Einzelner befugt seyn, durch offenbare Uebertretung der Bundesbeschlüsse, den Bund in die unangenehmsten Verhältnisse, die aus dergleichen Reclamationen nothwendig hervorgehen würden, zu versetzen?

In Num. 52, S. 205, 206, wird, unter der Rubrik «Frankreich», die Französische Politik und zugleich das System der mit Frankreich verbundenen grossen Mächte auf's neue in das verworfenste Licht gestellt. Das Publikum wird zum voraus gegen die Französischen Armeeberichte, die nichts als Lügen enthalten werden, gewarnt. «Es kommt der Faction nur darauf an, die Idee zu verbannen, als ob sie eine Thorheit begangen hätte; an der Ungerechtigkeit liegt ihr nichts», u. s. w.

Die Faction ist — wie der Ausschuß schon öfters bemerkt hat, und wie auch bei allen solchen Lästerungen als bekannt angenommen wird — der König von Frankreich, seine Minister, die Majorität der Kammern, die grosse Mehrzahl der rechtlichen Männer in Frankreich!

Der Ausschuß mußte sich fragen, ob denn der Cynismus unserer Zeit so weit gediehen sey, daß ein Zeitungsschreiber es wagen darf, eine der ersten Europäischen Regierungen, sogar, ehe sie noch gesprochen hat, der Lüge zu beschuldigen?

Weiter lehrt der nämliche Artikel — «die Legitimität beziehe sich nur auf das Erbrecht in Monarchieen, — mit den Verfassungen haben sie nichts zu schaffen, — ein König habe nicht mehr Ansprüche auf seinen Thron und seine Rechte, als das Volk auf die seinigen». Sollen das Normal-Sätze für das jetzige und alle künftigen Geschlechter werden? In dem Falle müßten sich die Souverains gefallen lassen, ihre feierlichen, noch vor wenig Monaten im Angesicht der Welt erneuerten Erklärungen zurückzunehmen! Beides neben einander, kann, nach der Ansicht des Ausschusses, nicht bestehen.

Diesem Geiste bleibt der Teutsche Beobachter noch in Num. 60 v. 6. Mai 1823, (S. 239, 240) getreu. «Man möchte» — so meint er — «versucht seyn, die Erfindungen des menschlichen Geistes zu verwünschen. Ein lebendiges Beispiel davon geben die Telegraphen. Handelt es sich darum, das Publikum zu täuschen, es einzuschläfern, es im Zweifel zu lassen, ihm die Spur zu benehmen, die Wirkungen wahrscheinlicher Berichte zu schwächen und lächerliche Sagen in Credit zu bringen? Das einzige Wort: Telegraphische Depesche, über einige Artikel gesetzt, die ihre Quelle in der Hauptstadt haben, reichen hin, das Falsche plötzlich wahr, das Wahre falsch und einige Menschen zu Herren und Meister der Finanz-Operationen zu machen, von denen das

Schickſal des gröſsten Theils der Capitaliſten des Landes abhängt». Es iſt dieſs die letzte Reſſource des Teutſchen Beobachters, daſs er vor der Evidenz der Thatſachen die Augen verſchlieſst, und ſein Publikum auffordert, ein Gleiches zu thun. —

Der Ausſchuſs mufste ſich am Schluſſe der Prüfung der auf Spanien ſich beziehenden Artikel die wiederholte Frage aufwerfen, zu was die Nationaliſirung der von dem Teutſchen Beobachter hiebei entwickelten Anſichten in Deutſchland führen könne? Was alsdann entſtehen müſste, wenn dieſelben von der gröſſeren Anzahl, für welche der Teutſche Beobachter ſchreibt, aufgefaſst und nach ſeinem Wunſche practiſch gemacht würden? Daſs es ihm aber um das Letztere allein zu thun ſey, dieſs ſagt der Teutſche Beobachter in Num. 28 v. 1823 im Vorberichte zu einer Bignon'ſchen Rede wider den Spaniſchen Krieg auf das deutlichſte:

«Die Grundſätze, welche die Redner der linken Seite, unterſtützt durch einen Reichthum politiſcher Erfahrungen, aufſtellen, der bis heute die einzige Ausbeute ihrer Revolution geblieben iſt, ſind in ihren weſentlichen Zügen dieſelben, welche auch in Teutſchland ihre Anwendung finden. Ueberall iſt es der Streit der Volks-Intereſſen mit den Anſprüchen der Feudalität, und wenn unſere Nachbarn die Theorien der Rede jetzt auch nutzlos an die Stelle der kräftigen That zu ſetzen genöthigt ſind, ſo können wir, die wir unſere Schule noch vor uns haben, nichts deſto weniger Lehren daraus ſchöpfen, welche zum Gemeingut aller, einer politiſchen Reform bedürftigen, Völker werden müſſen».

Um Deutſchen Leſern ein lebhaftes Intereſſe für dieſe Rede einzuflöſſen, ſagt ihnen der Ueberſetzer: «Die Grundſätze der Revolution ſind uns mit den Franzoſen gemein; dieſe haben bisher nur ſehr beſchränkten Gebrauch davon gemacht; ſie haben nichts als nutzloſe Theorien darauf gebaut; wir aber, die wir unſere Schule noch vor uns haben, ſollen daraus die Lehre ſchöpfen, daſs, mit Vorbeigehung eitler Reden, ſogleich zur kräftigen That geſchritten werden muſs». — Es iſt unmöglich, beſtimmter zu erklären, was den Völkern Deutſchlands zu thun obliegt. Handeln ſollen ſie, und kräftig handeln, nicht reden, das heiſst: zum unmittelbaren Aufſtande ſchreiten, damit ſie nicht das Schickſal ihrer unglücklichen Brüder in Frankreich theilen, die ſich bis heute mit aufrühreriſchen Reden, als der einzigen Ausbeute ihrer Revolution, begnügen muſsten!

Die nämliche Tendenz geht aus Num. 30 v. 1823 hervor, wo die ausführliche Erzählung der Scene in der Franzöſiſchen Deputirtenkammer, die mit Manuel's Ausſchlieſsung endigte, enthalten iſt. Am Schluſſe dieſer Erzählung befindet ſich folgende, höchſt bemerkenswerthe Note:

«Wir glaubten unſern Leſern eine getreue Mittheilung dieſes Vorganges machen zu müſſen. Nur die That der Geiſtesfreiheit befruchtet den Strom der Rede. Die Sache Manuel's verſchlingt ſich mit unſern einzelnen Intereſſen, wie, in gröſſerem Maasſtabe, die ſeiner Landsleute und ihrer Nachbarn (d. h. der Spanier) die unſrigen werden müſſen. Der Zweck der Civiliſation iſt überall derſelbe». — Was unter der Sache Manuel's verſtanden wird, weiß die hohe Bundesverſammlung; damit aber keine Dunkelheit übrig bleibe, wird ſie mit der Sache Spaniens als eine und dieſelbe bezeichnet. Dieſe Sache nun muß die unſrige werden, und zwar durch die That, nicht bloß durch den Strom der Rede. —

Der Ausſchuß konnte hierin nur eine Provocation zur Empörung finden, die in allen Geſetzbüchern der Welt für ein Verbrechen gilt, und die in dieſer Stelle mit ſo klaren und dürren Worten ausgeſprochen iſt, daß jede andere Deutung derſelben unmöglich, aber auch jeder weitere Commentar überflüſſig wird.

Könnte dieſer Stelle eine andere Deutung gegeben werden, ſo müßte der von dem Teutſchen Beobachter in Beilage 10 zu Num. 32 von 1823, bei Gelegenheit eines zwiſchen den Generalen Pepe und Carascoſa zu London ſtatt gefundenen Duells, aufgeſtellte Satz wahr ſeyn, daß es Verrath ſey, wenn man erklärt, daß alle militäriſchen Revolutionen den Grundſätzen der Ehre zuwiderlaufen. Oder aber es mußte jene in Num. 34 v. 1822, S. 136, enthaltene Definition deſſen, was unter Rebellion und Revolution zu verſtehen ſey, richtig ſeyn. —

Ein Diplomat fragt nämlich einen Kaufmann, der die Revolution vom 14. Juli 1789 nicht eine Empörung genannt wiſſen will: «Und welchen Unterſchied finden Sie «denn zwiſchen Empörung und Revolution? Antwort: Sclaven empören ſich gegen «ihre Herren; ein freies Volk, welches zu ſeinem Rechte greift, macht die «Revolution». Auf dieſe Weiſe iſt freilich für Alles geſorgt. Sind wir Sclaven, ſo empören wir uns, ſind wir freie Leute, ſo revolutioniren wir! Das Recht bleibt immer auf unſerer Seite. —

Wahrſcheinlich floß auch nur aus dieſer Ueberzeugung der Rechtmäſigkeit jeder Rebellion die fanatiſch zu nennende Verehrung des Teutſchen Beobachters vor Verbrechern, die von der ſtrafenden Gerechtigkeit ereilt wurden.

In Num. 10 von 1822, S. 37, wird, mit den Worten: «Sie wollten ſterben! eine kurze Grabſchrift auf vier in Paris zum Tode verurtheilte Hochverräther gegeben. «Sie wollten ſterben! Vielleicht hat ſich das Volk dieſer Worte erinnert, als es ein tiefes Schweigen beobachtete. Warum ſollte es nicht? Es liegt etwas Groſſes darin, ſterben zu wollen. Sterben zu müſſen, ja, das werden ſie einſt wohl eher

begreifen, die Bellart, die Marchangy, die Mangin, die Jacquinot, die Broé! — Sie wollten sterben! Freilich, es giebt auch einen Tod, der zum Leben führt, wo die Geister der Getödteten mit den Geistern der Lebenden Bündnisse schliessen ꝛc. ꝛc., den Tod fürs Vaterland!»

Alle Bemerkungen reduciren sich hier auf die einzige Frage: Kann die bürgerliche Gesellschaft in irgend einer Form bestehen, wenn Zeitungsschreiber berechtigt sind, gerichtlich verurtheilte Hochverräther als Helden der Freiheit, ihre Richter als Böswichter, und ihre Verbrechen als die Sache des Vaterlandes zu schildern?

In Num. 18 v. 1822, S. 69, wird, unter der Aufschrift: «Berton», hierzu ein Seitenstück geliefert. «So nahm Berton Abschied von seinen Richtern — fest und mit der Ruhe, die nur eine grosse Seele geben kann, bestieg er das Schaffot ꝛc.» Dieß ist, Deutsche Jünglinge und Deutsche Soldaten, dieß ist das glorreiche Beispiel, zu dessen Nachahmung der Teutsche Beobachter Euch aufruft, dieß ist der Nationalsinn, den er in Euch zu erwecken strebt!

In Num. 25 v. 1822, S. 97, 98 — «Aus Paris» — wird ein pathetisches und phantastisches Gemälde der stillen Verzweiflung aufgestellt, welche die Hinrichtung einiger Verschwörer über die Stadt Poitiers verbreitet haben soll. Die Hauptscene ist in eine Bürgerfamilie verlegt, die nicht einmal das Unglück hatte, einen der Ihrigen beweinen zu dürfen, sondern die der ehrwürdige Vater aus reinem Patriotismus bei einem Crucifix schwören läßt, «den Tag nie zu vergessen»; mit andern Worten: die erste glücklichere Verschwörung zu benutzen, um an den Mördern, d. h. an den Richtern, Rache zu nehmen. —

Die verruchte Absicht, die Einbildungskraft und alle Leidenschaften gegen die aufzuregen, welchen das schwere Amt, in stürmischen Zeiten die Gesetze zu vollziehen, obliegt, spricht aus diesem Artikel, und vielen ähnlichen, so klar und unzweideutig, daß man sie selbst in Ländern, wo alles aus den Fugen gerissen ist, höchst strafbar finden würde. Was aber könnte einen Schriftsteller entschuldigen, der solche Feuerbrände auf einem fremden Revolutionsheerd sammelt, und über sein noch ruhiges und schuldloses Vaterland schwingt!

Ungeachtet so schwerer Vergehen, kann der Ausschuß dennoch nicht die fast täglich wiederkehrenden blasphematorischen Ausfälle des Teutschen Beobachters gegen die Religion und ihre Diener übergehen. Die meisten dieser Artikel sind von der Art, daß sie jedes sittliche Gefühl empören müssen. Was läßt sich auch von einem Blatte erwarten, das den geistlichen Stand, in Num. 15 v. 1822, mit folgendem Proscriptions-Decret beehrte:

« Der Diener des Altars ist dem Vaterlande gefährlich, weil er kein Vaterland hat. Er glaubt bloß allein von Gott abzuhängen, und hat nur mit dessen Stellvertretern Gemeinschaft — es sey nun das der Dalai-Lama in Thibet, der Mufti zu Constantinopel, oder des Papstes zu Rom ».

In diesem Geiste wird alles Religiöse behandelt. Es wäre überflüssig zu bemerken, daß nicht nur etwa die katholische Kirche, sondern die christliche Kirche überhaupt die Zielscheibe der verächtlichen Handlanger ist, welche den Teutschen Beobachter mit diesem Theil seiner Kriegsbedürfnisse versorgen.

Da der Teutsche Beobachter alle Stände, selbst die achtungswürdigsten, die über seinen Geifer hoch erhaben sind, angreift, so würden die Diplomaten sich zu beschweren haben, wenn sie, die an so vielem Unheil Schuld sind, vergessen worden wären. —

Der Teutsche Beobachter wußte aber hierzu in seinem Arsenal keine Waffe zu finden, die giftig genug gewesen wäre. Deßhalb wendet er sich an ein Journal, das in mancher Hinsicht mit ihm wetteifert, nämlich an die Allgemeinen politischen Annalen, und entlehnt aus diesem, in Num. 21 u. 23 v. 1823, Auszüge aus einem « die Diplomaten » überschriebenen Aufsatze, in welchem diese angesehene Classe von Beamten aufs unanständigste und frivolste behandelt, und von der Diplomatie mit eben so viel Anmaßung als Wegwerfung gesprochen wird.

Der Teutsche Beobachter mußte freilich, um seinem löblichen Zwecke zu genügen, das Seinige dazu beitragen, damit dieser Aufsatz nur ja der grössern Anzahl nicht unbekannt bliebe, und dieser dadurch deutlich gemacht würde, von welchen verächtlichen Personen und durch welche verächtliche Mittel ihre größten Geschäfte verwaltet werden. —

Der Redacteur oder Censor der Zeitung hat jedoch rathsam gefunden, einige der frechsten und beleidigendsten Aeusserungen des Original-Aufsatzes etwas zu mildern; so wie er in den Annalen zu lesen ist, gehört er aber unstreitig unter die, von welchen, wie von einer Ehrensache für die Bundesversammlung, und für die ersten Deutschen Fürsten und Minister, hätte Notiz genommen werden sollen.

Ungeachtet nun aber die Mitglieder des Ausschusses gleichfalls zu der Classe der Diplomaten gehören, und es daher scheinen möchte, als sprächen sie, zum Theil wenigstens, in eigener Sache, so nimmt der Ausschuß dennoch nicht den geringsten Anstand, offen zu erklären, daß er alle zeither angeführten Artikel für unverträglich mit dem monarchischen Princip und dem Artikel 57 der Wiener Schlußacte, und eben deßhalb auch mit der Sicherheit der einzelnen Bundesstaaten, erachtet.

Wie jede gesetzliche Schranke, so ist dem Teutschen Beobachter auch der Deutsche Bund ein Gräuel. — In Num. 7 v. 1822, S. 28 — « Kaleidoskop » — bezeichnet er ihn

als ein Werk des Zufalls. In Num. 37 v. 1823, S. 147, 148, wird — bei Gelegenheit eines Artikels im Oesterreichischen Beobachter, worin die Gerüchte über die angeblichen Verhandlungen des Herrn Fürsten von Metternich in München, und alle damit zusammenhängende, für boshafte Lügen erklärt waren, ohne jedoch ein Wort von jenem Artikel anzuführen — mit höchster Unverschämtheit und Treulosigkeit bemerkt, «es sey nun auch von Seiten des Wiener Cabinets die beruhigende Erklärung ertheilt worden, daß in Zukunft der Bundestag nicht umgangen werden solle, wenn die Angelegenheiten des Teutschen Bundes zu berathen seyen». Als wenn sich das Kaiserliche Cabinet in dem Fall befände, Abweichungen von einer Regel, die es nie verletzt hat, einzugestehen, und zur Beruhigung der Gemüther zu versichern, daß ähnliche Fehler künftig nicht mehr begangen werden sollten!

In eben diesem Artikel wird aber auch erzählt, man sey (in Wien nämlich) darauf bedacht, «die Bundesversammlung zu einer möglichst passiven Existenz zurückzuführen».

Der Ausschuß mußte hierbei fragen, ob es erlaubt sey, die Absichten eines grossen Hofes, ohne andere Garantie, als die der unlautersten Privatnachricht, auf diese verläumderische Art anzukündigen? Und stimmt es mit der Achtung, die man der Bundesversammlung schuldig ist, überein, sie in den Augen der Welt durch dergleichen Aeusserungen über das ihr bevorstehende Schicksal zu degradiren?

Aber auch die vom Bunde angeordneten Maasregeln glaubt der Teutsche Beobachter in Num. 21 vom Jahr 1822, S. 82, angreifen zu müssen. «Inquisitionen auf demagogische Umtriebe helfen, wenn nicht zugleich die Gerechtigkeit die Beschwerden erledigt, gar nichts. Sie helfen so wenig als das Wetterleuchten gegen den Blitz, als das Segensprechen gegen die Feuerbrunst, und als ein Heftpflaster auf den After gegen die Ruhr». — Somit wäre freilich die Bundesversammlung als Arzt in der Wahl ihrer Mittel zu Heilung des politischen Fiebers in Deutschland nicht glücklich gewesen, und eben deßhalb wird sie sich auch nicht wundern können, wenn sich die von ihr zu dem Behufe angeordnete Central-Untersuchungs-Commission und deren Wirken des Beifalls des Teutschen Beobachters nicht erfreut. Dieser, der hohen Bundesversammlung unmittelbar untergeordneten Behörde, werden in Num. 34 v. 1823, S. 133, 134, wegen ihrer Geschäftsführung und wegen ihrer geheimen Absichten eben so ungereimte als boshafte Vorwürfe gemacht, welche die nächste Veranlassung zu Erstattung dieses Berichtes gegeben haben. Der Ausschuß glaubte jedoch, da er sich bereits dafür ausgesprochen hat, daß jene Angriffe auf die Bundesversammlung, nicht aber auf die Central-Untersuchungs-Commission zurückfallen, hierüber um so kürzer hinausgehen zu müssen, als es unter der Würde dieser hohen Versammlung seyn dürfte, ihr Benehmen in der Leitung der Geschäfte der Cen-

tral-Unterſuchungs-Commiſſion durch eine Critik des erwähnten Artikels des Teutſchen Beobachters, wenn gleich nur indirect, zu rechtfertigen. Die Bundesverſammlung iſt nur von ihren Committenten abhängig, nur dieſen hat ſie demnach Rechenſchaft über die Gründe abzulegen, welche ſie beſtimmt hatten, die Dauer der Central-Unterſuchungs-Commiſſion nicht ſo ſehr abzukürzen, als es von Manchen in Deutſchland gewünſcht zu werden ſcheint. —

Nichts deſto weniger wird es der hohen Bundesverſammlung nicht entgehen, daß auch dieſer Artikel aus der nämlichen, die Würde des Bundes, die Sicherheit der einzelnen Bundesſtaaten und die Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutſchland gefährdenden Tendenz des Teutſchen Beobachters hervorgegangen iſt, zu welcher in dieſem Berichte ſo viele Belege enthalten ſind.

Dem Ausſchuſſe bleibt nichts übrig, als zum Schluſſe den Wunſch hinzuzufügen, daß die hohe Bundesverſammlung die von ihm gelieferte Darſtellung der Tendenz des Teutſchen Beobachters genügend erachten möge, um ſich nunmehr ein eigenes Urtheil hierüber zu bilden. Eine beſondere Beruhigung würde er aber darin finden, wenn dieſe hohe Verſammlung in ſeinem Berichte nur die Sorgfalt für die Erhaltung des Friedens und der Eintracht im Bunde erkennen, und wenn ſie daraus die Veranlaſſung entnehmen wollte, um durch ein kräftiges von ihr aufzuſtellendes Beiſpiel den frechen Verſuchen öffentlicher Blätter, dieſe Eintracht zu ſtören, Einhalt zu thun.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

Funfzehnter Band. Drittes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Digitized by Google

Funfzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 5. Juni 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen geheimen Staats- und Cabinetsministers, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Freiherrn von Wangenheim;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn, Freiherrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerherrn, Herrn von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dänischen geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich-Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Gries;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 95.

Vollziehung des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte.

(4. Sitz. §. 38. 24. Sitz. §. 190 v. J. 1822.)

Präsidium: macht, aus Veranlassung neuerer Reclamationen einiger subjicirten vormaligen Reichsstände, den Vorschlag, die Commission wegen Vollziehung des 14. Artikels der Bundesacte, bei welcher der K. K. Staatsminister, Herr Graf von Buol-Schauenstein, Mitglied gewesen sey, zu ergänzen.

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden, und bei der alsbald auf herkömmliche Art vorgenommenen Wahl wurde der K. K. Herr präsidirende Bundestagsgesandte,

Freiherr von Münch-Bellinghausen,

zum Mitgliede dieser Commission ernannt.

§. 96.

Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens, ingleichen der Mitglieder des Deutschen Großpriorats des Johanniterordens.

(25. Sitz. §. 200, dann 6. Sitz. §. 55 u. 56 v. J. 1822.)

Der Königlich-Preussische Herr Bundestagsgesandte, Graf von der Goltz, erstattet folgenden Commissionsvortrag, die Pensionsangelegenheit der Mitglieder

und Diener des Deutschen Ordens, ingleichen der Mitglieder des Deutschen Großpriorats des Johanniterordens betreffend:

Die, vermöge Beschlusses vom 14. Juli 1817, angeordnete Commission für die Pensionsangelegenheit der Deutschordens- und Johanniterordens-Ritter, ist, nach dem im Jahre 1821 erfolgten Ausscheiden der Herren Bundestagsgesandten von Martens und von Berg, in der 6. vorjährigen Sitzung durch die Wahl zweier neuen Mitglieder ergänzt, späterhin aber, durch das Ableben des Herrn Freiherrn von Aretin, wiederum eines Mitgliedes beraubt worden, und daher bis jetzt nicht vollständig besetzt.

Was ihre Wirksamkeit betrifft, so hat sie das Hauptresultat derselben in den beiden, vom 10. und 11. October 1820 datirten Vorträgen:

die Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens, desgleichen

die Reclamationen der Mitglieder des Deutschen Großpriorats des Johanniterordens betreffend,

dieser hohen Versammlung in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 vorgelegt.

Als vollständig dadurch gelöst, kann sie ihre Aufgabe gleichwohl nicht betrachten. Es bleibt ihr noch die fernere Vorbereitung der endlichen, so wünschenswerthen Erledigung des Gegenstandes zu bewirken übrig. Warum sie sich hiermit seit Erstattung jener Vorträge immer noch nicht beschäftigen konnte, glaubt sie jetzt, nach Verlauf eines Zeitraums von beinahe drei Jahren, ihrer eigenen Rechtfertigung wegen, mittelst neuer Berichtserstattung, vor dieser hohen Versammlung um so mehr zur Sprache bringen zu müssen, als sie sich durch verschiedene besondere Veranlassungen dazu bestimmt findet.

Diese Veranlassungen bestehen

1) in den während des vorigen Jahres erfolgten und an die Commission gelangten Eingaben,

a) des Freiherrn von Wöllwarth, Commenthur der Deutschordens-Ballei Nieder-Sachsen, Gesuch um endliche Entscheidung seiner Pensionsangelegenheit (Num. 71 des Einreichungs-Protokolls);

der Mitglieder des vormaligen Johanniterordens, namentlich

b) des von Hertenstein zu Luzern, des Fürsten von Hohenlohe-Waldenburg-Schillingsfürst, des Freiherrn von Wigand und des Freiherrn von Streicher, Pensions- und Entschädigungs-Ansprüche betreffend (Num. 8, 37, 38, 43, 80 des Einr. Prot.);

2) in einer von der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft, Namens ihres allerhöchsten Hofes, in der 25. vorjährigen Sitzung zum öffentlichen Protokolle abgegebenen und der Commission zugestellten Erklärung.

So wie die gedachten Privateingaben, hat auch diese, Königlich-Preussischer Seits abgegebene Erklärung den Zweck, nach Möglichkeit dahin zu wirken, daß die Erledigung der Pensionssache vormaliger Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens, wodurch die definitive Erledigung der Johanniterordens-Pensionssache größtentheils bedingt ist, Fortgang gewinne. Es wird in derselben aufmerksam darauf gemacht:

daß auf den, in der Sache erfolgten, letzten Commissionsvortrag am 17. October 1820, binnen acht Wochen Instruction einzuholen, beschlossen worden;

daß diese Instruction, zufolge der abgelegten Erklärungen, noch von mehreren Seiten rückständig geblieben sey;

daß die Erledigung der Sache, namentlich und ganz insbesondere aber die Erledigung der von den Balleien Coblenz und Altenbiesen, nachdem Preussen das zu Erwartende längst geleistet und erklärt habe, von denjenigen Regierungen abhange, die sich über die Verwendung der Entschädigungen im Sinne und Antrage des Commissionsberichts noch nicht eröffnet haben;

daß, wenn jene Eröffnung und die davon abhangende fernere Einleitung erfolgt sey, eine Verhandlung über die Principien und über sonstige specielle Pensionsverhältnisse kaum noch erforderlich seyn werde, indem letztere in der Wirklichkeit sich meistens schon früher geordnet haben, demnach überhaupt auf Principien kaum noch zurückgegangen werden dürfe.

Die Commission kann, nach Lage der Sache, die Richtigkeit dieser Bemerkungen nicht in Abrede stellen.

Seitdem ihr mehrgedachter Vortrag vom 11. October 1820, zufolge des in der 32. Sitzung desselben Jahres gefaßten Beschlusses, an die respectiven Regierungen zur Instructionsertheilung, welcher man innerhalb acht Wochen entgegensehen zu können glaubte, eingesendet wurde, sind darüber bis jetzt nur von

Oesterreich, in der 37. Sitzung von 1820.
Preussen, in der 1. Sitzung von 1821.
den Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häusern, in der 23. Sitzung von 1821.
Großherzogthum Hessen, in der 6. Sitzung von 1822.
Königreich Sachsen, und den Höfen der 16. Curie, in der 13. Sitzung von 1822.

mithin nicht mehr als sechs Abstimmungen zum Protokolle gegeben. Hinsichtlich des Hauptpunctes, worüber Meinungsverschiedenheit statt fand, der Frage nämlich:

von wem die Ordensglieder und Beamten der jenseits des Rheins belegen gewesenen Balleien Pensionen zu fordern haben?

vereinigen sich vier von jenen Abstimmungen dahin, daß die Verpflichtung zur Zahlung solcher Pensionen auf den, diesen Balleien durch den Capitelsschluß vom Jahre 1805 zugetheilten, Entschädigungssummen und auf den ihnen damals übrig gebliebenen diesseits-rheinischen Besitzungen hafte.

Die Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser erklären mit Bezugnahme auf ihre frühere Abstimmung, die Höfe der sechzehnten Curie ohne weitere Bemerkung, der Majorität beitreten zu wollen.

Es fehlen demnach gegenwärtig noch eilf Abstimmungen, durch deren Rückstand der Fortgang der Sache und mithin der Eintritt des Momentes, wo die Wirksamkeit der Commission wieder beginnen könnte, zum Nachtheile der Interessenten aufgehalten wird.

Unter den angeführten Umständen, hält die Commission sich für verpflichtet, darauf anzutragen

1) daß die, durch Abgang des Freiherrn von Aretin, unvollständig gewordene Zahl ihrer Mitglieder mittelst Wahl eines neuen Mitgliedes ergänzt;

2) daß von Seiten dieser hohen Versammlung an die Gesandtschaften derjenigen Regierungen, deren Abstimmungen noch rückständig sind, das Ersuchen gerichtet werde, sich wegen baldiger Ertheilung von Instructionen über den vorliegenden Gegenstand bei ihren respectiven Committenten zu verwenden, damit bis zu einem anzusetzenden Termine, so weit es noch nicht geschehen ist, definitiv abgestimmt werden und die Beschlußziehung erfolgen könne.

Hierauf wurde, nach dem Commissionsantrage, vordersamst zur Ergänzung der Commission durch Wahl eines neuen Mitgliedes geschritten, und der Herzoglich-Oldenburgische, Anhalt- und Schwarzburgische Gesandte

Herr von Both,

an die Stelle des Freiherrn von Aretin gewählt, sodann aber einhellig

beschlossen:

über diesen Gegenstand am 27. November dieses Jahres abzustimmen.

Die Königlich-Baierische, Würtembergische und Großherzoglich-Badische Gesandtschaften äusserten, daß sie längst bereit gewesen wären, die Ab-

ſtimmungen ihrer allerhöchſten Höfe über dieſen Gegenſtand zu Protokoll zu geben, wenn ſie nicht die Weiſung gehabt hätten, mit den Geſandtſchaften der übrigen, an dem Mergentheimer Vertrag Theil nehmenden, höchſten Bundesregierungen vorher Rückſprache zu nehmen und, wo möglich, eine gemeinſchaftliche Abſtimmung zu bewirken. — Ungeachtet ſie dermalen nicht beſtimmen könnten, in wie fern es ihnen möglich ſeyn wird, dieſem Theil ihrer Weiſung zu genügen, ſo werden ſie für ihren Theil auf jeden Fall im Stande ſeyn, die Erklärungen ihrer allerhöchſten Höfe noch vor Eintritt der dießjährigen Sommerferien abzugeben, und ſie glauben, daß hierdurch die fernere Bearbeitung des Gegenſtandes durch den Bundestags-Ausſchuß weſentlich werde erleichtert werden.

§. 97.

Entſchädigungsgeſuch der ehemaligen Kurpfälziſchen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsſchäden.

(10. Sitz. §. 74 d. J.)

Baden. Die Geſandtſchaft hat nicht ermangelt, über das in der 10. dießjährigen Sitzung vom 24. April erneuerte Erſuchen, die Vorſchläge zu einer compromiſſariſchen oder austrägalgerichtlichen Entſcheidung des Entſchädigungsgeſuchs der ehemaligen Kurpfälziſchen Erbpächter der Gräfenauer und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsſchäden, betreffend, alsbald Bericht an ihren höchſten Hof zu erſtatten, und ſie ſieht ſich nunmehr zu nachſtehender Erklärung ermächtigt:

In der 26. Sitzung vom 22. Juli 1819, hat die Großherzogliche Regierung die Gründe dargelegt, durch welche ſie ſich bewogen fand, die Anſprüche der Reclamanten, in ſo fern dieſe gegen ſie gerichtet waren, von der Hand zu weiſen. Seitdem iſt in der 16. Sitzung vom Jahre 1822 ein fernerer Vortrag an die hohe Bundesverſammlung erſtattet, und hierauf ein mit dem Antrage des Herrn Referenten übereinſtimmender Beſchluß gefaßt worden.

Hierdurch wurde die Lage der Sache zwar in ſo fern verändert, als nunmehr auch die Beiziehung des Königlich-Baieriſchen Hofes zur Erledigung dieſes Streites für gut befunden wurde, dennoch aber wird auch hierin noch darauf beſtanden, daß bei dem Beſchluſſe vom 29. April 1819 der Zweck der Bundesverſammlung einzig und allein geweſen ſey, den Reclamanten eine Gerichtsſtelle zu verſchaffen, vor welcher der im Jahre 1806 bei dem vormaligen Reichskammergericht begonnene Rechtsſtreit fortgeſetzt werden könne.

Auſſerdem bemerkte der Herr Referent in ſeinem hierüber erſtatteten Vortrage, daß vor der Hand in keine Erörterung der Frage einzugehen ſey: in wie fern die vorliegende Beſchwerde ſich unter den Artikel 30 der Wiener Schlußacte ſubſumiren laſſe? obwohl er dafür

halte, daß dieſes allerdings der Fall, und die hohe Bundesverſammlung dazu verpflichtet ſey, nach fruchtloſem Verſuche einer gütlichen Ausgleichung, eine richterliche Entſcheidung der ſtreitigen Vorfrage zu bewirken.

Dieſen verſchiedenen Anſichten vermag der Großherzoglich-Badiſche Hof nicht beizutreten, vielmehr glaubt er ſich zu der Behauptung berechtigt, daß nur der Art. 30 der Wiener Schlußacte dahier ſeine Anwendung finden könne, wenn überhaupt eine Entſcheidung dieſer Sache herbeigeführt werden ſoll; ja er muß ſogar hinzufügen, daß, wenn dieſer Artikel nicht anwendbar wäre, die Wirkſamkeit des Bundes, zu Gunſten der Reclamanten einzuſchreiten, auf keinerlei Weiſe begründet ſeyn könnte. —

Es würde überflüſſig ſeyn, wenn dahier wiederholt werden wollte, daß den Beſtimmungen des erwähnten Artikels der Schlußacte die wohlmeinende Abſicht zum Grunde liege, zu verhüten, daß die endliche Entſcheidung über Forderungen von Privaten (ihre Natur und ihr Grund ſeyen übrigens von welcher Art ſie wollen) bloß deßhalb nicht zu Stande komme, weil die Regierung oder die Regierungen, gegen welche die Anſprüche erhoben werden, ohne in die Beurtheilung ihres materiellen Gehalts einzugehen, ſich mit der Einwendung von ihnen losſagen, daß ſie die Forderung entweder gar nicht, oder nur zum Theil zu vertreten hätten, daß ſie folglich nicht die rechten, oder nicht die alleinigen Beklagten ſeyen. —

Wenn es nun das Geſchäft der im Artikel 30 der Wiener Schlußacte bezeichneten Compromiß- oder Austrägal-Gerichte iſt, einen ſolchen Streit zwiſchen zweien oder mehreren Staaten zu entſcheiden, und zu beſtimmen, an wen überhaupt ſich die Reclamanten zu wenden haben, um über den materiellen Gehalt ihrer Anſprüche eine Entſcheidung zu erhalten, ſo ſcheint es ſowohl hiernach, als nach dem eigenen Zugeſtändniß des Herrn Referenten, keiner weitern Ausführung zu bedürfen, daß der vorliegende Fall, wo die obigen Bedingungen eintreten, unter die Beſtimmungen des Artikels 30 der Wiener Schlußacte ſubſumirt werden könne. Daß er es aber auch werden müſſe, und daß die Großherzogliche Regierung von Bundeswegen nicht angehalten werden könne, ſich mit den übrigen betheiligten Regierungen darüber zu vereinigen, vor welcher Gerichtsſtelle der bei dem Reichskammergericht begonnene Rechtsſtreit fortzuſetzen ſey, dieß geht aus Folgendem hervor:

1) Wäre dahier von privatrechtlichen Anſprüchen die Rede, ſo würde der am Reichskammergericht darüber begonnene Streit zwiſchen einer Regierung und Privatperſonen nur allein vor den Landesgerichten, und zwar in letzter Inſtanz vor den höchſten Landesgerichten fortgeſetzt werden können, welche in dieſer privatrechtlichen Hinſicht ganz und allein an die Stelle der ehemaligen Reichsgerichte getreten ſind. Es giebt aber keinerlei

bundesgesetzliche Bestimmungen, wodurch es in die Competenz der hohen Bundesversammlung gelegt wäre, für die Bildung eines Austrägalgerichts einzuschreiten, vor welchem Forderungen von Privaten gegen Regierungen verhandelt und entschieden werden könnten. Die Austrägalgerichte dienen nur dazu, Streitigkeiten zwischen Deutschen Regierungen zu schlichten, und auch der Artikel 30 der Wiener Schlußacte hat nicht die Entscheidung über Privatforderungen selbst, sondern nur die Möglichkeit der Entscheidung zum Zwecke, indem er die Behauptung einer oder mehrerer Regierungen, daß der Gegenstand der Forderung nicht sie, sondern eine oder mehrere andere Regierungen berühre, zu einem durch Austräge zu entscheidenden Streit zwischen diesen Regierungen erhebt. —

2) Die Großherzogliche Regierung muß aber in Bezug auf den vorliegenden Fall noch die weitere Bemerkung hinzufügen, daß die Frage: «ob die Reclamanten und in wie weit sie eine Entschädigung anzusprechen haben», gar nicht einmal privatrechtlicher, sondern rein-staatsrechtlicher Natur ist, indem sich ihre Ansprüche auf eine Verfugung der Staatsgewalt fundiren, welche sie nur als solche treffen konnte, und durch welche sie daher in kein privatrechtliches Verhältniß zu den Beschädigten getreten ist. Wenn dessen ungeachtet die Reclamanten bei dem ehemaligen Reichskammergerichte klagend aufgetreten sind, und dieses hierauf Citation erkannt hat, so konnte es nicht als privatrechtliches Appellationsgericht, sondern nur vermöge seiner höheren staatsrechtlichen Gerichtsbarkeit, so handeln, da bekanntlich nach der Deutschen Reichsverfassung auch Beschwerden der Unterthanen über Verfügungen der Staats- oder Regierungsgewalt bei den Reichsgerichten zugelassen waren, in welcher Beziehung aber jetzt die höchsten Regierungsbehörden eines jeden einzelnen Staates an ihre Stelle getreten sind. Hieraus würde sich die Folgerung ergeben, daß, selbst wenn der Artikel 30 der Wiener Schlußacte dem Verfahren der hohen Bundesversammlung zum Grunde gelegt, und dem gemäß durch ein Austrägalgericht ausgemittelt seyn wird, bei welcher oder bei welchen Regierungen die Reclamanten ihre Ansprüche geltend zu machen haben (wodurch noch nichts über die rechtliche Natur, den Grund und den Umfang derselben entschieden ist), dadurch noch nicht die Entscheidung gegeben sey, daß der Streit nun vor den ordentlichen Gerichten dieses Staates oder dieser Staaten verhandelt und zu Ende gebracht werden müsse. Vielmehr dürften sich die Reclamanten alsdann, wie alle Unterthanen des Staates, es sich gefallen lassen müssen, nach den Gesetzen des Landes behandelt zu werden, und ihre Ansprüche bei denjenigen Behörden auszuführen und eine Entscheidung zu erwirken, die nach der Landesverfassung und den Gesetzen für die Erledigung solcher Reclamationen, wie die vorliegende ist, bezeichnet sind.

Was nun aber die Frage betrifft, welches die Regierungen seyen, zwischen denen der vorliegende Fall nach Anleitung des Artikels 30 der Wiener Schlußacte zur Entscheidung

zu bringen sey? so muß die Großherzogliche Regierung, der hiergegen von dem Herrn Referenten vorgebrachten Gründe ungeachtet, auf der Ansicht beharren, daß die Reclamanten ihre Entschädigungsansprüche gegen das ganze ehemalige Deutsche Reich hätten zu richten gehabt, folglich jetzt gegen die sämmtlichen höchsten und hohen Regierungen des Bundes. — Die hiegegen von dem Herrn Referenten angeführten Gründe konnten diesseits nicht für überzeugend erachtet werden. Das Besitzthum der Reclamanten ist offenbar nur in Folge des Deutschen Reichskrieges und demnach zum Besten des ganzen Deutschen Reichs zerstört worden; hierbei kann es mithin gar nicht darauf ankommen, daß die Festung Mannheim eine Pfälzische Festung, daß der Commandant, der den Befehl zu Abbrennung der Gebäude gab, ein Pfälzischer Commandant war; denn alle Kriegsoperationen geschahen nur im Namen und für das Deutsche Reich; die Pfälzischen Truppen handelten als Reichstruppen, und die Stadt Mannheim war nicht als Festung des Kurfürsten von der Pfalz, sondern als Territorium des Deutschen kriegführenden Reichs bedroht.

Die Großherzogliche Regierung führt dieß übrigens nicht deßhalb an, um eine Erledigung dieses Punctes durch die Bundesversammlung zu veranlassen, vielmehr tritt sie der Bemerkung des Herrn Referenten bei, daß über diese Frage das Austrägalgericht zu entscheiden haben werde.

Gerade aber, weil dieß der Fall ist, so kann auch nur hierin die zunächst zu entscheidende Vorfrage bestehen, und deßhalb dürften sich die sämmtlichen Bundesglieder über ein Austrägalgericht zu vereinigen haben, welchem die Entscheidung dieser Präjudicial-Frage aufzugeben wäre.

Bei der Ernennung dieses Gerichtes würden sodann als Betheiligte die ehemaligen und jetzigen Besitzer der Rheinpfalz auf der einen, und die übrigen an der Rheinpfalz nicht Theil habenden Bundesglieder auf der andern Seite concurriren. — Erst wenn über diese Präjudicial-Frage entschieden ist, und im Falle zu Gunsten der Reichsoperationscasse die Vertretungspflicht bloß auf das Territorium der Rheinpfalz gewälzt würde, käme dann die weitere, gleichfalls durch ein Austrägalgericht zu entscheidende, Vorfrage zur Sprache: ob die Vertretungspflicht auf der jenseits- oder diesseits-rheinischen Pfalz, oder auf beiden zugleich, und etwa in welchem Verhältniß, hafte?

Hierbei müßten dann, die Königlich-Baierische Regierung nothwendig auf der einen Seite, die Großherzoglich-Badische, Hessische, und Herzoglich-Nassauische Regierungen auf der andern Seite, zur Wahl des Austrägalgerichtes und bei den Verhandlungen concurriren, wobei um so weniger ein Anstand obwalten dürfte, als die Königlich-Baierische Regierung ihre Bereitwilligkeit, hierzu mitzuwirken, bereits erklärt hat.

Die Großherzogliche Regierung kann übrigens, im Fall ein Austrägalgericht über die Präjudicial-Frage aufgestellt werden sollte, ob das Deutsche Reich, jetzt sämmtliche Bundesglieder, oder die ehemalige Rheinpfalz, als Schuldner zu betrachten seyen? nichts dagegen einzuwenden haben, wenn alsdann zugleich beliebt werden wollte, daß dasselbe Austrägalgericht, allein, wie es sich von selbst versteht, in gänzlich abgesonderter Verhandlung, beauftragt werde, über die weitere Vorfrage zu entscheiden, ob die Vertretungspflicht auf der jenseits- oder diesseits-rheinischen Pfalz, oder auf beiden zugleich, und etwa in welchem Verhältniß, hafte?

Hierzu wäre aber, wie nicht ausgeführt zu werden braucht, auch das Einverständniß der übrigen an der ehemaligen Rheinpfalz theilhabenden Regierungen nothwendig.

Was endlich die von der Herzoglich-Nassauischen Regierung in der Sitzung vom 11. Juli 1822, §. 192, abgegebene Erklärung über den mit Baden im Jahre 1816 abgeschlossenen Staatsvertrag wegen der Rheinpfälzischen Arreragen betrifft, so eignet sich dieser Gegenstand bloß zu einer privativen Ausgleichung und Erledigung zwischen der Großherzoglich-Badischen und Herzoglich-Nassauischen Regierung.

Die Letztere dürfte indessen hierdurch um so weniger abgehalten werden, bei der Wahl und den Verhandlungen des Austrägalgerichts über die zu entscheidenden Vorfragen mitzuwirken, als die Großherzoglich-Badische Regierung niemals gesonnen seyn kann, aus einer solchen Mitwirkung irgend eine Consequenz gegen die etwa der Herzoglich-Nassauischen Regierung, nach dem Staatsvertrage von 1816, in Bezug auf die vorliegende Entschädigungs-Reclamation, zustehenden Rechte zu ziehen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abzugeben beschlossen.

§. 98.

Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, — insbesondere das von dem Bevollmächtigten in den Westphälischen Angelegenheiten am 5. Februar dieses Jahres (Num. 14) eingereichte Gesuch betreffend.

(30. Sitz. §. 225. 31. Sitz. §. 233 v. J. 1821.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim: erstattet, Namens der Reclamations-Commission, Vortrag über die verschiedenen bei der hohen Bundesversammlung vorliegenden Gesuche der bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, worin

A) in Beziehung auf die Verhältniſſe der Domänenkäufer in Kurheſſen, der Antrag geſtellt wird:

1) die Beſchwerden der Weſtphäliſchen Domänenerwerber in Kurheſſen von hier ab- und an die competenten Kurheſſiſchen Landesgerichte zur rechtlichen Erledigung zu verweiſen;
2) der Kurfürſtlichen Regierung, in ſpecieller Beziehung auf die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, durch die Kurheſſiſche Bundestagsgeſandtſchaft zu erklären, daß unter der, den Landesgerichten zugewieſenen, rechtlichen Erledigung nur eine ſolche verſtanden ſey, bei welcher jenen Gerichten die Beurtheilung ſowohl der Streitfrage ſelbſt, als auch der ihren Entſcheidungen zu unterlegenden Rechtsnormen, auf eine, von den genannten beiden, als bloſſe Adminiſtrativ-Verfügungen zu betrachtenden und in dieſer Eigenſchaft der richterlichen Cognition nach Form und Inhalt unterworfenen Verordnungen, völlig unabhängige Weiſe überlaſſen werde; worüber zu halten die Bundesverſammlung durch den 29. Artikel der Schlußacte eben ſo befugt als verpflichtet ſey;
3) von dieſen Beſchlüſſen aber den Dr. Schreiber, als Bevollmächtigten der Weſtphäliſchen Domänenerwerber in Kurheſſen, in Kenntniß zu ſetzen.

Es dürfte demnach nur ein Termin zu beſtimmen ſeyn, in welchem über den in dieſem Theile des Vortrags beleuchteten Gegenſtand abgeſtimmt werden ſoll.

B) In Beziehung auf die gütliche oder rechtliche Erledigung derjenigen Reclamationen, welche in Hinſicht auf Forderungen an den Staatsſchatz des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen, die in demſelben contrahirte Staatsſchuld, die der Weſtphäliſchen Regierung geſtellten Cautionen, und die Verſorgung ehemaliger Weſtphäliſcher Staatsdiener, bei dieſer hohen Verſammlung angebracht wurden, richtete die Commiſſion ihren Antrag dahin:

In Erwägung der dieſer hohen Verſammlung durch den Art. 29 der Schlußacte auferlegten Verpflichtung, dafür zu ſorgen, daß die ſo eben bezeichneten Beſchwerden, falls dieſelben im Wege auſſergerichtlicher Ausgleichung nicht ſollten beſeitigt werden können, der rechtlichen Erörterung vor den competenten Gerichtsſtellen nicht entzogen werden, die dabei betheiligten Regierungen von Preuſſen, Hannover, Kurheſſen und Braunſchweig durch deren Bundestagsgeſandtſchaften zu veranlaſſen, daß dieſelben

1) für die Beſchleunigung der Arbeiten der in Betreff der oben bezeichneten Angelegenheiten angeordneten und in Berlin zuſammengetretenen Commiſſion, Sorge tragen, und
2) dieſe hohe Verſammlung, innerhalb eines Zeitraums von vier Monaten, von

dem Stande dieser commissarisch verhandelt werdenden Angelegenheit, und zugleich davon in Kenntniß setzen lassen mögen,

a) ob dieselben geneigt seyen, in dem Falle, daß jene Verhandlungen zu keinem, die Reclamanten befriedigenden Resultate führen sollten, vor einem, von ihnen zu erwählenden, gemeinschaftlichen Gerichte, Recht zu nehmen; oder

b) ob sie es vorzögen, innerhalb einer zu bestimmenden Frist, gemeinschaftlich, jedoch ohne alles rechtliche Präjudiz, festsetzen zu lassen,

welche Forderungen, wenn sie überhaupt Rechtsbegründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anerkannt werden sollen?

und

in welchem Verhältnisse jede der dabei betheiligten Regierungen zur Befriedigung jener Verbindlichkeiten, wenn sie überhaupt rechtsbegründet wären, beizutragen habe?

damit, nachdem dieses geschehen, jede der betheiligten Regierungen die sie betreffenden Ansprüche besonders prüfen, und die darüber erhobenen Beschwerden, entweder auf dem Wege der Unterhandlung mit den Reclamanten, oder, in Entstehung eines befriedigenden Erfolges derselben, auf dem Wege der rechtlichen Erörterung vor den competenten Landesgerichtsstellen, für sich allein heben lassen könne.

Der Königlich-Preussische Herr Gesandte, erklärte hierauf und zwar zu A) dieses Vortrages, die Reclamation der Westphälischen Domänenkäufer betr.:

Bei der Reclamation der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen ist das Kurhessische Gouvernement, weil es allein in Anspruch genommen wird, auch allein und ausschließlich betheiligt; dieselbe kann daher allerdings abgesondert von den übrigen Gegenständen des in der 29. Sitzung vom 12. August 1819 gefaßten Beschlusses behandelt werden. Aus einem andern Gesichtspuncte betrachtet, wäre aber der Gegenstand dieser Reclamation auch unter die Central-Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen zu begreifen; denn die Verhältnisse, worauf sie sich bezieht, sind aus der allgemeinen, das ganze Königreich umfassenden Regierungsmaasregel der Domänen-Veräusserung hervorgegangen. Es ist daher mit Recht zu hoffen, daß die von Seiten der betheiligten Staaten, mit Inbegriff von Kurhessen, eingeleiteten commissarischen Verhandlungen in Betreff der noch unerledigten Westphälischen Central-Angelegenheiten von wesentlichem Einflusse auf die Sache der Reclamanten seyn werde, und wenn es hiernach selbst im Interesse derselben zu liegen scheint, den Fortgang und das Resultat jener Verhandlungen abzuwarten; so glaubt die Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaft aus diesem Grunde dem Antrage des

Herrn Referenten nicht beitreten, und, unter Vorbehalt der weiteren Aeuſſerung, für jetzt nur anheim geben zu können, ob nicht dieſe hohe Verſammlung, aus Rückſicht auf die gedachten commiſſariſchen Verhandlungen, einem definitiven Beſchluſſe in dieſer Sache einſtweilen noch Anſtand geben wolle.

Dann zu B) in Beziehung auf diejenigen Reclamationen, welche Forderungen an den Staatsſchatz des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen, die in demſelben contrahirte Staatsſchuld, die der Weſtphäliſchen Regierung geſtellten Cautionen, und die Verſorgung ehemaliger Weſtphäliſcher Staatsdiener betreffen.

Soweit der Antrag des Herrn Referenten der Reclamations-Commiſſion dahin gerichtet iſt, die Regierungen von Preuſſen, Hannover, Kurheſſen und Braunſchweig durch deren Bundestagsgeſandtſchaften zu veranlaſſen, daß dieſelben

> für die Beſchleunigung der Arbeiten der hinſichtlich der Weſtphäliſchen Central-Angelegenheiten angeordneten und in Berlin zuſammengetretenen Commiſſion Sorge tragen mögen,

hat die Königlich-Preuſſiſche Bundestagsgeſandtſchaft, mit Bezug auf ihre in der 30. Sitzung vom Jahr 1821 gemachte Anzeige, ſofort Folgendes zur Kenntniß dieſer hohen Verſammlung zu bringen.

Während einer ſtattgehabten, unvermeidlichen Unterbrechung in den, von den genannten Regierungen eingeleiteten, commiſſariſchen Verhandlungen zur Auseinanderſetzung wegen der, aus der Auflöſung des ehemaligen Königreichs Weſtphalen herrührenden, gemeinſamen Intereſſen, iſt für die Erreichung dieſes Zweckes von Seiten des Königlich-Preuſſiſchen Gouvernements nach Möglichkeit unabläſſig fortgewirkt und die inzwiſchen verfloſſene Zeit zu allen denjenigen Vorarbeiten benutzt worden, die daſſelbe, ohne Concurrenz der übrigen dabei betheiligten Staaten, in der Sache vornehmen laſſen konnte. Dahin gehört namentlich die unter Leitung der betreffenden Königlichen Miniſterien geſchehene Ausarbeitung eines, von der Commiſſion näher zu erörternden, vollſtändigen Planes über die Behandlungsweiſe aller noch unerledigten Weſtphäliſchen Central-Verhältniſſe, welcher die ſo vielfach beſtrittenen Fragen wegen der Weſtphäliſchen Domänenkäufer, Staatsgläubiger, Penſionärs ꝛc. umfaßt; und wobei von den früher aus Caſſel, Magdeburg und Halberſtadt herbeigeſchafften, auf die Central-Verwaltung des ehemaligen Königreichs Weſtphalen Bezug habenden Acten Gebrauch gemacht worden iſt.

Der dieſſeitige Königliche Bevollmächtigte bei der gedachten Commiſſion hat endlich, da die Urſachen der entſtandenen Unterbrechung ihrer Verhandlungen weggefallen zu ſeyn ſchienen, die übrigen Mitglieder derſelben, mittelſt eines an ſie ergangenen Schreibens, noch

neuerlich besonders eingeladen, recht bald wieder zur Fortsetzung ihres Geschäfts mit ihm zusammenzutreten.

Es geht hieraus hervor, daß für die Beschleunigung der Arbeiten jener Commission von Seiten des Königlich-Preussischen Gouvernements schon, so weit es die Umstände verstatteten, Sorge getragen worden, und daher auch kein Grund vorhanden ist, dasselbe hierzu in Gemäßheit des erwähnten Antrages noch veranlassen zu wollen.

So wie demnach die Königliche Bundestagsgesandtschaft dem Antrage in dieser Beziehung nicht beitreten kann; so ist sie auch nicht im Stande, sich über die weiteren Puncte desselben, ohne vorgängige Instructions-Einholung, zu äussern, und muß sich ihre Erklärung darauf einstweilen noch vorbehalten.

Hannover. Ich bin von meinem allerhöchsten Hofe beauftragt, für Hannover und Braunschweig aller Anwendung des 30. Artikels der Schlußacte auf die so genannten Westphälischen Angelegenheiten, auf den Grund dessen, was daruber bekanntlich zu Wien verhandelt worden, auf das Bestimmteste zu widersprechen. Es ist bekannt, daß, schon als der Artikel, welcher jetzt den 30. der Schlußacte ausmacht, in der 17. Sitzung vorläufig genehmiget werden sollte, die Königlich-Hannöverischen und Braunschweigischen Gesandten sogleich zu Protokoll gegeben haben, daß sie demselben nur unter der ausdrücklichen Reservation beitreten könnten, daß von demselben keine Anwendung auf die so genannten Westphälischen Angelegenheiten statt finde.

Diese Erklärung lautet folgender Gestalt:

« In Beziehung auf die in der letzten Sitzung vorläufig angenommene zweite Redaction, « wegen Festsetzung der Competenz der Bundesversammlung, sind die Königlich-Großbri« tannisch-Hannöverischen bevollmächtigten Minister verpflichtet, ihren allerhöchsten Hof gegen « eine mögliche Auslegung des 15. Artikels zu sichern, welche aus ihrem unbedingten Beitritt « zu dessen gegenwärtiger Fassung gefolgert werden könnte ».

« Es ist in diesem Artikel der Bundesversammlung die Befugniß beigelegt worden, in « Fällen, « wenn Forderungen von Privatpersonen deßhalb nicht befriedigt werden können, « « weil die Verpflichtung, denselben Genüge zu leisten, zwischen mehreren Bundes« « gliedern zweifelhaft oder bestritten ist », eine Vereinbarung oder rechtliche Ent« scheidung der Vorfrage zu veranlassen ».

« Es könnte versucht werden, diesen Artikel künftig auf die Frage von Anerkennung der « Forderungen in Anwendung zu bringen, die aus dem, während des Revolutionskrieges « entstandenen, und während desselben wieder untergegangenen, Königreiche Westphalen « herrühren ». —

« Seine Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Majestät haben Sich stets geweigert, « rücksichtlich der ältern Staaten Ihres Hauses, die Errichtung und die ephemere Existenz « jenes Königreichs für etwas anderes, als für einen auf einen feindlichen Einfall begründeten « Gewaltstreich, mithin als Usurpation, anzusehen, dem Ihrer Seits durch Gewalt der « Waffen, ohne irgend eine Bedingung eingegangen zu seyn, durch Wieder- » besetzung Ihrer Staaten ein Ende gemacht ist.

« Dieses Verhältniß Seiner Königlichen Majestät, so wie des Herzogs von Braunschweig « und Lüneburg, in Beziehung auf das Königreich Westphalen, bestand völkerrechtlich vor « Ihrem Beitritt zum Deutschen Bunde, und Allerhöchstdieselben haben bei jeder Gelegen- « heit — indem Seine Majestät auf der einen Seite allen Gründen der Billigkeit für die « Betheiligten Gehör gegeben haben, in so fern als selbige mit dem Staatswohl sich vereinigen « liessen — auf der andern Seite den Grundsatz vertheidigt, daß jede Disposition über Staa- « ten ohne rechtliche Wirkung bleibt, bevor sie durch Einwilligung des Landesherrn oder durch « einen Friedensschluß bestätigt worden ist».

« Es scheint Sr. Majestät für das Wohl aller Staaten zu wichtig, diesen im Euro- « päischen Völkerrechte unbestrittenen Grundsatz aufrecht zu erhalten, als daß Sie denselben « je auch nur per indirectum dem Ausspruch einer richterlichen Entscheidung unterwerfen sollten».

« Die Unterzeichneten müssen deßhalb ihren, so wie den durch sie mitvertretenen Her- « zoglich-Braunschweigischen Hof, gegen eine solche Anwendung dieses 15. Artikels hierdurch « verwahren ».

(gez.) E. Graf v. Münster. E. Graf v. Hardenberg.»

Es ergiebt auch das Protokoll der 17. Sitzung, daß, auf den Grund dieser Erklärung, welcher der Kurhessische Herr Gesandte beigetreten ist, der Herr Fürst von Metternich, Herr Graf von Bernstorff, Herr Baron von Zentner, unter dem Beitritt sämmtlicher Herren Bevollmächtigten, zu Protokoll gegeben haben, daß bei Abfassung des 15. (jetzt 30.) Artikels von den Westphälischen Forderungen durchaus nicht habe die Rede seyn können, die Absicht dieses Artikels vielmehr lediglich dahin gehe, zu bestimmen, wie es mit rechtmäßigen und begründeten Forderungen und Ansprüchen zu halten, denen die gebührende Befriedigung deßfalls verweigert werde, weil die Verpflichtung dazu, oder das Maas der Uebernahme und Repartition, zwischen mehreren Bundesgliedern noch zweifelhaft oder streitig seyn möchte.

Der König, mein Herr, wird nie dazu stimmen, daß die Entscheidung über die, vor Entstehung des Deutschen Bundes statt gefundenen, völkerrechtlichen Verhältnisse zwischen den einzelnen, zu dem ephemeren Königreiche Westphalen gewaltsam gezogenen Provinzen, der Bundesversammlung beigelegt, oder von ihr einem zu Erkenntniß darüber gar nicht geeigneten Gerichte übergeben werde. Es ist allein Sache der Bundesstaaten selbst, welche daran ein

Intereſſe haben, ſich darüber unter einander zu verſtehen, und ſie werden ſich dazu keinen Termin von der Bundesverſammlung ſetzen laſſen können.

Es iſt auch bekannt, daß, nachdem der Dr. Schreiber ſeine Verſuche, mit welchen er ſich hier Gehör zu verſchaffen geſucht hat, durch verſchiedene Eingaben in Wien fortzuſetzen ſich bemühet hatte, dieſe Eingaben in dem Protokolle der 33. Sitzung einſtimmig, unbeſchadet der Anſprüche der einzelnen Reclamanten, als durchaus unzuläſſig betrachtet und hierauf dem Schreiber mündlich eröffnet worden, daß ſeine Eingaben weder in formeller noch materieller Hinſicht für die Conferenz geeignet befunden worden.

Was die von den betreffenden Höfen bereits früher beliebte und am 20. Junius 1821 zu Berlin zuſammengetretene Commiſſion, behuf Auseinanderſetzung und Regulirung der aus dem vormaligen Königreiche Weſtphalen herrührenden verſchiedenen Verhältniſſe, betrifft; ſo iſt es, auch nach den Anſichten des Königlich-Preuſſiſchen Hofes, bloß der Zweck dieſer, von der Königlich-Preuſſiſchen Geſandtſchaft am 30. Juli 1821 (30. Sitzung §. 225) angezeigten Commiſſion, die Grundſätze auszumitteln und feſtzuſetzen, nach welchen die verſchiedenen zur Sprache gekommenen Reclamationen zu beurtheilen und zu behandeln ſeyn werden.

Die Anordnung dieſer Commiſſion kann daher überall nicht den Grundſätzen präjudiciren, welche die dieſſeitige Bundestagsgeſandtſchaft, den ihr ertheilten Inſtructionen gemäß, wiederholt, ſowohl über die Weſtphäliſchen Angelegenheiten ſelbſt, als über die Competenz der Bundesverſammlung, darin etwas anzuordnen oder zu entſcheiden, ausgeſprochen hat.

Auf dieſe, das Ganze und die einzelnen Puncte der Weſtphäliſchen Angelegenheiten begreifenden, früheren Abſtimmungen der dieſſeitigen Geſandtſchaft mich beziehend, bemerke ich, daß namentlich die nachbezeichneten dahin gehören: 8. Sitzung vom 2. December 1816, §. 37; 20. Sitzung vom 20. März 1817, §. 107; 41. Sitzung vom 7. Juli 1817, §. 312, 313, 314; 44. Sitzung vom 17. Juli, §. 371; 6 Sitzung vom 29. Januar 1818, §. 17; 40. Sitzung vom 23. Juli 1818, §. 188; 42. Sitzung vom 30. Juli, §. 203; 51. Sitzung vom 12. October 1818, §. 242; 29. Sitzung vom 12. Auguſt 1819, §. 176.

Bei dieſer, den ſpecielleſten Inſtructionen gemäßen, die Competenz der hohen Bundesverſammlung ablehnenden Abſtimmung, würde es mir geſtattet ſeyn, in die Sache ſelbſt, und in die Erörterung des Inhalts des Vortrags der verehrlichen Commiſſion überall nicht hinein zu gehen. Zur Berichtigung der Anſichten glaube ich inzwiſchen noch Einiges äuſſern zu müſſen.

Je weiter das Feld ausgedehnt iſt, welches ohne Gefahr den wiſſenſchaftlichen Forſchungen über die erſten Gründe des Rechts überlaſſen werden darf; um deſto enger iſt, meiner Anſicht nach, dasjenige der öffentlichen Verhandlungen begrenzt, für Repräſentanten der Souveraine, die angewieſen ſind, auf die Erhaltung des poſitiven Verfaſſungsbeſtandes.

Ich beschränke mich daher auf dasjenige, was ich, ohne den Grundsätzen meines Gouvernements zu fehlen, nicht übergehen zu dürfen glaube.

Was die Lehre vom ewigen Staate betrifft, so steht dieselbe, so wie sie von einem Rechtsgelehrten aufgestellt, und in den §. 10 des Vortrags aufgenommen ist, mit den Grundsätzen der Legitimität, mit dem monarchischen Princip, und mit dem bestehenden Staatsrechte in einem diese verfassungsmäßigen Grundfeste zerstörenden Widerspruche. Was in derselben für die Gefühle Verführerisches, und die Urtheile Verleitendes liegt, beruht auf einer Verwirrung und Verwechselung der Grundbegriffe.

Daß bei einem feindlichen Ueberfalle, bei Vertreibung des Regenten, und bei Zerstörung der rechtmäßigen Staatsgewalt, die Menschen als unter den Bedingungen ihrer socialen Natur, unter dem jure naturali et gentium, quod naturalis ratio inter omnes homines constituit, bleibend zu betrachten; begründet die Folgerung, daß, was während dieser Gewaltzeit nothwendig oder gezwungen für die Erhaltung der Gesellschaft geschehen, von den Erhaltenen nach den Grundsätzen der legis Rhodiae de jactu getragen wird.

Keinesweges aber folgt aus dieser bleibenden socialen Verbindung, daß jener Zustand der Gewalt als ein rechtlicher Staatszustand betrachtet, oder daß willkührlichen, unrechtlichen Handlungen von der eingedrungenen Gewalt der Stempel der Rechtmäßigkeit aufgedrückt werden könne.

Daß ein staatsrechtlicher Zustand mit allen seinen Verbindlichkeiten und Folgen bestehen könne, eben sowohl unter dem eingedrungenen als dem rechtmäßigen Regenten, ist mit unserer Verfassung überall nicht vereinbar, nach welcher die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staates vereiniget ist, also ohne dasselbe nicht rechtmäßig gedacht werden kann.

Unermeßliche Folgerungen würden aus der Verirrung jener Lehre für das Reich der Gewalt hervorgehen, eine Bahn ihm eröffnet und erhalten erscheinen, in welche sich das Auge nur mit Entsetzen verlieren kann.

Sich selbst zerstörend erscheint diese Idee eines ewigen Saates, den jedes feindliche Corps, unter Aufstellung eines Maire, oder einer Schein-Verfassung, verkaufen und verschenken kann.

Anders dachten die Römer von der Unveräusserlichkeit des vaterländischen Bodens, als sie selbst den Grund verkauften, auf welchem das siegreiche feindliche Heer stand.

Jene Doctrin, von idealen Regenten ausgehend, und in ihrem Resultate die Rechtmäßigkeit feindlicher Veräusserung des Regenten- und Staatsgrundes zeigend, scheint mir in ihrem Eingange eben so unrichtig gedacht, als Unglück bringend in ihrem Ende.

Aber auch diejenige Doctrin, welche (vergl. §. 13 des Vortrags), von den Rechten des regierenden und regierten Subjects ausgehend, das Staatsrecht innerhalb seiner natürlichen Grenzen, über die positiven hinaus, aufstellt, ist, wenigstens in der Wahl ihrer Ausdrücke, nicht glücklich, und in ihrer Anwendung mißlich.

Allerdings ist eine göttliche Rechtsordnung, über alle Verirrungen und Satzungen der Menschen hinaus, in die Herzen und in die Gewissen geschrieben. Aber die besten und weisesten Männer haben noch nicht den Umfang ihrer Gebote in voller Bestimmtheit zu einem allgemeinen Gesetze der Zeiten und Völker zu erheben vermocht.

In unserer Zeit, in welcher alle Grundsätze durch die größten Begebenheiten erschüttert worden, können die Meinungen einiger Rechtslehrer nicht als die unabänderliche Basis von Entscheidungen angenommen werden, die über Regenten und Unterthanen normiren sollen.

Die Vorgänger dieser Rechtslehrer haben auf anderem Grunde gebauet, und die Unrechtmäsigkeit jeder Disposition des Feindes über unbewegliche Güter in ihre Völker- und Staats-Rechtslehre aufgenommen.

So lange, und in wie ferne jenes natürliche Staatsrecht ein selbstgemachtes und nicht allgemein anerkanntes ist, kann es nicht in einer, die positive Gesetzgebung beschränkenden Gewalt gedacht werden.

Wenn daher die Lehre der Rechtsbeständigkeit der Regierungshandlungen eines Eroberers in einer Verschiedenheit von allen bisher festgestandenen Grundsätzen aufsteht; so kann, meines Erachtens, der gesetzgebenden Gewalt nicht das Recht bestritten werden, diese staatsrechtlichen Verhältnisse gesetzlich zu normiren.

Ganz besonders muß ich noch, unter Beziehung auf die angeführten Congreßacten, diejenigen Voraussetzungen als unbegründet erklären, welche unten pag. 260 ad 2, und 265 ad b des Vortrags aufgestellt sind.

Schließlich muß ich meinem Gouvernement jede weitere Erklärung vorbehalten, welche dasselbe in Hinsicht dieses Vortrags erforderlich halten könnte.

Kurhessen. Auf dasjenige, was Kurfürstliche Gesandtschaft bereits in der 51. Sitzung des Jahres 1818 zu Protokoll erklärt hat, muß sie auch bei gegenwärtigem Anlasse zurückkommen. Seine Königliche Hoheit der Kurfürst vermögen dieser hohen Versammlung in Hinsicht der Domänenkäufer keine Cognition, welche weiter als auf Verwendung und Empfehlung zu billiger Behandlung gienge, einzuräumen; unter Berücksichtigung dieser bereits im Jahre 1817 eingetretenen Empfehlung, sind seitdem und noch ganz neuerdings mit mehreren solcher Acquirenten von Domänen gütliche Abkunfte getroffen worden, so daß bei weitem der größere Theil zufrieden gestellt ist; gegen eine weiter gehende, in die innere

Staatsverwaltung und Gesetzgebung eingreifende Einschreitung muß Kurfürstliche Gesandtschaft sich, unter Vorbehalt etwaiger weiteren Aeusserungen, wiederholt verwahren.

Was die verschiedenen Forderungen an das aufgelöste Königreich Westphalen im Ganzen betrifft, so durfte man sich wohl der Erwartung überlassen, daß, nach den von dem Königlich-Hannöverischen Herrn Gesandten so eben erwähnten Vorgängen bei den Wiener Ministerial-Conferenzen, auf deren gänzliche Abweisung von hier angetragen werden würde; in dieser Erwartung getäuscht, bleibt Kurfürstlicher Gesandtschaft nichts übrig, als sich auch dieserwegen auf die früherhin ins Protokoll gelegten Aeusserungen und Verwahrungen zu beziehen.

Der Vortrag der Reclamations-Commission wurde diesem Protokolle unter Zahl 8 angefügt und hierauf

beschlossen:

daß über die Anträge der Commission und die Erklärungen der betheiligten Regierungen am 4. December dieses Jahres abzustimmen sey.

§. 99.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 56, eingereicht am 2. Juni, von dem Fürstlich-Löwenstein-Rosenbergischen Bevollmächtigten Jagemann zu Wertheim, Denkschrift mit erneuerter Bitte, die standesherrlichen Verhältnisse des Fürstlichen Hauses im Großherzogthume Baden betr.

Num. 57, einger. am 2. Juni, von Registrator Hofmann zu Aschaffenburg, als Beistand der Bolongaroschen Erben und Gebrüder Bolongaro-Crevenna, nachträgliche Vorstellung zu der Eingabe vom 11. April, Num. 29, mit einer Schuldverschreibung des ehemaligen Mainzer Kurstaates, d. d. Aschaffenburg den 3. November 1779.

Num. 58, einger. am 4. Juni, von dem Fürstlich-Löwenstein-Wertheim-Freudenbergischen Bevollmächtigten Stephani, Denkschrift, die Erfüllung des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte betreffend, insbesondere wegen Restitution der Wasser- und Landzölle auf der linken Mainseite, oder Entschädigung dafür, mit Bezug auf die früheren Eingaben.

wurden den betreffenden Commissionen zugestellt.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 8.

Vortrag

der Reclamations-Commission,

über die am 5. Februar dieses Jahres, sub num. 14, eingereichte Vorstellung des Bevollmächtigten mehrerer, bei der Regulirung der Angelegenheiten des vormaligen Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

In der 42. Sitzung vom 13. Aug. 1818 (§. 205) wurde beschlossen, über die Lage der Angelegenheiten der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen Bericht zu erstatten und darüber: ob und in wie fern die Bundesversammlung sich derselben anzunehmen habe? — bestimmte Instructionen einzuholen.

Ein Gesuch des Bevollmächtigten der Reclamanten in den Westphälischen Angelegenheiten veranlaßte einen umständlichen, dem Protokolle der 51. Sitzung vom 12. Oct. desselben Jahres (§. 241) angeschlossenen Vortrag, in welchem die Nachweisung versucht wurde, daß es in den Angelegenheiten des ehemaligen Königreichs Westphalen weder an gesetzlichen Bestimmungen, noch an Behörden fehle, von welchen sie beurtheilt und gerichtlich erledigt, die Rechtspflege und Vollstreckung aber gesichert werden könnten.

Spätere Darstellungen des genannten Bevollmächtigten, welche zum Zwecke hatten, es dahin zu bringen, daß endlich die sämmtlichen Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen auf eine gerechte und billige Weise ausgeglichen werden möchten, forderten dazu auf, in einem weiteren, dem Protokolle der 29. Sitzung vom 12. August 1819 (§. 176) beigeschlossenen Vortrage, an die obwaltenden Verhältnisse zu erinnern, und zugleich die Wege zu bezeichnen, auf welchen sie einer gerechten Erledigung zugeführt werden könnten.

Hierauf wurde in derselben Sitzung

A) in Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer in Kurhessen beschlossen, daß die Regierungen um Instructionen in den Westphälischen Angelegenheiten

in der Art gebeten werden ſollten, damit in einer der erſten Sitzungen des folgenden Jahres darüber abgeſtimmt werden könne.

In Hinſicht aber

B) auf die Forderungen an den Staatsſchatz des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen;

C) auf die in dem vormaligen Königreiche Weſtphalen contrahirte Staatsſchuld;

D) auf die Zurückforderung der unter Weſtphäliſcher Regierung geſtellten Cautionen, wurde beſchloſſen, diejenigen Bundesglieder, welchen bei der Auflöſung des vormaligen Königreichs Weſtphalen, Provinzen deſſelben wieder angefallen oder neu zugetheilt worden ſeyen, dringend zu erſuchen, durch Commiſſarien ſo bald als möglich zuſammen treten zu wollen, um ſich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der dahin geeigneten Reclamationen, und zwar, in dem Falle, daß eine richterliche Entſcheidung nothwendig werden ſollte, über ein gemeinſames Gericht zu vereinigen.

In Hinſicht endlich

E) auf die Verſorgungs- und Penſions-Anſprüche Weſtphäliſcher Staatsdiener wurde beſchloſſen, den Reclamanten zu überlaſſen, ſich mit ihren Anträgen an die Commiſſion, welche von der Königlich-Preuſſiſchen, Königlich-Hannöveriſchen, Kurfürſtlich-Heſſiſchen und Herzoglich-Braunſchweigiſchen Regierung demnächſt niedergeſetzt werden dürfte, zu wenden, indem in jedem Falle jeder weitern Entſcheidung eine Claſſification und Verweiſung der unverſorgt gebliebenen Staatsdiener an die comparticipirenden Regierungen vorhergehen müſſe.

Da bis zum 30. Juli 1821, in Beziehung auf das in lit. A auseinandergeſetzte Verhältniß, keine Abſtimmung, und, in Beziehung auf die in lit. B, C et D berührten Anträge, keine genügende Erklärungen erfolgt waren; ſo wurde, auf neue Erinnerungen des Bevollmächtigten der Reclamanten, in der 30. Sitzung deſſelben Jahres (§. 225 der Protokolle) beſchloſſen:

1) daß der 22. November 1821 als Termin feſtgeſetzt werde, in welchem, in Beziehung auf das Reſtitutionsgeſuch der Weſtphäliſchen Domänenkäufer in Kurheſſen, unfehlbar abzuſtimmen ſey;

2) daß die betreffenden Herren Bundestagsgeſandten dringendſt erſucht werden ſollten, dafür zu ſorgen, daß im gleichen Termine auf die übrigen Puncte des Beſchluſſes vom 12. Auguſt 1819 eine genügende Erklärung zu Protokoll komme.

Unter dem 5., praes. den 8. November 1821, machte der Bevollmächtigte in den Weſtphäliſchen Angelegenheiten bei dieſer hohen Verſammlung die Anzeige (Eingabe Num. 105), daß er Hoffnung habe, wenigſtens in Beziehung auf die Domänenkäufer in Kurheſſen, eine Ausgleichung zu Stande gebracht zu ſehen, und dieſe Anzeige war es, welche dazu die Ver-

anlaſſung gab, daß in dem feſtgeſetzten Termine nicht abgeſtimmt, ſondern vielmehr in der 31. Sitzung vom 21. Nov. 1821 (§. 233) beſchloſſen wurde, das Reſtitutionsgeſuch der Weſtphäliſchen Domänenkäufer in Kurheſſen bis auf weiteres Anſuchen derſelben auszuſetzen.

Aus der neueſten Eingabe deſſelben vom 5. Februar dieſes Jahres (Num. 14) geht nun aber hervor, daß ſeine Bemühungen, eine Ausgleichung über die verſchiedenen Reclamationen in den verſchiedenen dabei betheiligten Staaten zu bewirken, fruchtlos geblieben ſind.

Durch dieſes ungünſtige Reſultat ſah ſich derſelbe zu der doppelten Bitte vermüßigt, daß

A) in Betreff der Angelegenheit der Weſtphäliſchen Domänenkäufer, auf den Grund des in der 31. Sitzung vom 21. Nov. 1821 gefaßten Beſchluſſes, ein neuer, möglichſt kurzer, peremtoriſcher Termin zur definitiven Abſtimmung feſtgeſetzt und mittelſt Beſchluſſes verordnet werde, daß die Kurheſſiſchen Landesgerichte weder durch Cabinetsbefehle, noch durch Verordnungen mit rückwirkender Kraft, in der ſelbſtſtändigen Ausübung ihrer richterlichen Functionen ſollen gehemmt werden; und daß

B) in Anſehung der übrigen Weſtphäliſchen Angelegenheiten die betreffenden höchſten Regierungen veranlaßt werden möchten, für möglichſte Beſchleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordneten Commiſſion Sorge zu tragen.

Dieſe an die Reclamations-Commiſſion abgegebene Eingabe iſt es, welche dieſe Commiſſion verpflichten mußte, den Gegenſtand in wiederholte Berathung zu nehmen, deren Reſultat ſie nunmehr vorzulegen die Ehre hat.

Gutachten.

Ad A) In Beziehung auf die in Betreff der Angelegenheit der Weſtphäliſchen Domänenkäufer geſtellte Bitte: zu beſchlieſſen, daß die Kurheſſiſchen Landesgerichte weder durch Cabinetsbefehle, noch durch Verordnungen mit rückwirkender Kraft, in der ſelbſtſtändigen Ausübung ihrer richterlichen Functionen ſollten gehemmt werden können.

§. 1.

Die Reclamation derjenigen Perſonen, welche in Kurheſſen unter der Weſtphäliſchen Regierung Domänen erworben hatten, wurde durch eine Kurheſſiſche Verordnung vom 14. Januar 1814 veranlaßt, welche alle während der feindlichen Beſetzung der Kurheſſiſchen Lande vorgegangenen Veräuſſerungen und Verſchenkungen der Kurfürſtlichen Kammergüter und Gefälle, deren Erbverleihungen und die von Zins-, Zehnt- und Dienſtpflichtigen geſetzlich eingeleiteten Ablöſungen der auf ihren Gütern gehafteten Leiſtungen, ohne Unterſchied, für null und nichtig erklärte, und der Kurfürſtlichen Rentkammer befahl, ſich, unbeachtet des Widerſpruchs der Inhaber, in den Beſitz jener Güter und Gefälle zu ſetzen;

zugleich aber dieſe letzteren aufforderte, ſich, ohne Vorwand der bezahlten Kaufgelder und gemachten Verbeſſerungen, dieſer Maasregel zu unterwerfen, während ſie ihnen nachließ, etwaige Anſprüche wegen nützlicher Verwendungen, in Ermangelung gütlicher Ausmittlung, gegen die Oberrentkammer im Wege Rechtens beſonders auszuführen.

Als einziges Motiv dieſer Verordnung, war darin die Behauptung aufgeſtellt: zu den mehreren, während der feindlichen Ueberziehung der Kurheſſiſchen Lande ausgeführten Kränkungen der landesherrlichen Gerechtſame, ſeyen auch die in dieſer Periode ſtatt gefundenen Veräuſſerungen und Verſchenkungen eines Theils der Kammergüter und Gefälle zu rechnen; die auf ſolche Art zum Nachtheil des rechtmäſigen Regenten erlittenen Schmälerungen des Staatseigenthums wären für dieſen und deſſen Nachkommen ganz unverbindlich; es treffe daher die Inhaber ſolcher Güter und Gefälle der Vorwurf, daß ſie ſich — möchten ſie nun läſtigerweiſe oder durch Schenkung in den Beſitz von dergleichen Gegenſtänden gekommen ſeyn — fremdes Gut zugeeignet haben.

Sammlung von Geſetzen ꝛc. für die Kurheſſiſchen Staaten, 1813, 1814 und 1815, S. 10.

§. 2.

Dieſe Verordnung iſt um 10 Tage jünger, als eine andere Kurfürſtliche Verordnung vom 4. Januar 1814, welche durch ein Regierungsausſchreiben vom 10. Januar in ſämmtlichen Kurheſſiſchen Landen bekannt gemacht und in welcher beſtimmt wurde, daß, mit dem Tage der Kundmachung derſelben, die fremden Rechte ihre Kraft verlieren und an deren Stelle die in Kurheſſen vor dem 1. November 1806 beſtandenen Rechte wieder eintreten ſollten.

§. 3.

Da in dieſer Verordnung die Abſicht, daß oder in wie fern das ſtaatsrechtliche Verbot der rückwirkenden Kraft des wiederhergeſtellten alt-heſſiſchen Rechts hintangeſetzt werden ſolle, auf keine Weiſe, weder unmittelbar, noch auch nur mittelbar, ausgedrückt iſt; ſo waren auch die Gerichte verpflichtet, bei der Anwendung deſſelben auf die in der Zeit des aufgehobenen Rechts begonnenen Verhältniſſe das gemeinrechtliche Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Geſetze zu beachten.

Pfeiffer, In wie fern ſind Regierungshandlungen eines Zwiſchenherrſchers für den rechtmäſigen Regenten nach deſſen Rückkehr verbindlich? S. 74.

§. 4.

Wenn dieſe frühere landesherrliche Verordnung unverkennbar den Charakter eines allgemeinen Landesgeſetzes an ſich trägt; ſo hat jene ſpätere Verordnung eben ſo offenbar nur das Gepräge einer bloſſen Adminiſtrativ-Verfügung.

Hätte die Verordnung vom 14. Januar 1814 das Gepräge einer bloſſen Verwaltungsmaasregel behalten; ſo würde bei einer Verweiſung der Reclamanten an die Kurheſſiſchen Landesgerichte die Bemerkung genügt haben, daß, nach den Grundſätzen des öffentlichen Rechts des Deutſchen Bundes, wie früher nach denen des Deutſchen Reichsſtaatsrechts, kein Deutſcher Souverain ſchon begründete Rechtsverhältniſſe zwiſchen dem Fiscus und einzelnen Privatperſonen, rückwirkend, zum Vortheile des Fiscus, als Geſetzgeber entſcheiden könne, und dieſe Bemerkung hinlänglich geweſen ſeyn, den Gerichten die ſelbſtſtändige Beurtheilung der Sache und den Reclamanten eine ungehemmte Rechtspflege zu ſichern.

Vortrag des damaligen Referenten in dem Prot. der 42. Sitz. vom Jahr 1818, §. 206.
Pfeiffer a. a. O., Seite 57.

Die Landesgerichte würden da, wo ſich die Kurfürſtliche Rentkammer, in Folge der Adminiſtrativ-Verfügung vom 14. Januar 1814, factiſch in den Beſitz der Domänenerwerber eingedrängt gehabt hätte, dieſelbe wieder exmittirt und auf den Rechtsweg, in welchem ſie jene in der Verordnung aufgeſtellte Behauptung hätte weiter ausführen und rechtlich geltend machen mögen, verwieſen haben.

In dieſem Sinne handelten auch, in ganz gleicher Sache, die Königlich-Hannöveriſche Juſtizcanzlei zu Hildesheim und das Oberappellationsgericht zu Wolfenbüttel.

Eingabe der Reclamanten sub num. 84 vom Jahre 1820, Anlage 10 *).
Pfeiffer a. a. O., S. 71.

§. 5.

Allein es ſcheint nicht mehr angenommen werden zu dürfen, daß jene Verordnung vom 14. Januar 1814 auch jetzt noch dieſen Charakter behalten habe, nachdem in einer, auf Veranlaſſung des Juſtizminiſterii, in Beziehung auf andere ähnliche, nach den Grundſätzen des gemeinen Rechts inzwiſchen gegen den Fiscus gerichtlich entſchiedene Gegenſtände, weiter ergangenen landesherrlichen Verordnung vom 31. Juli 1818 eine ſo genannte authentiſche Interpretation derſelben, in der ausgeſprochenen Abſicht, um die bei den Gerichten obwaltende Verſchiedenheit der Anſichten mittelſt einer poſitiven geſetzlichen Beſtimmung zu beſeitigen, gegeben worden iſt.

*) Es iſt dieß eine an die allerhöchſten und hohen Glieder des Durchlauchtigſten Deutſchen Bundes gerichtete Denkſchrift vom 31. Juli 1820. In dieſer findet ſich das angezogene Erkenntniß, nebſt den Entſcheidungsgründen als Beilage.

§. 6.

Da nun, in der Regel, weder nach Römischem, noch nach Deutschem Rechte, dem Richter die Befugniß eingeräumt ist, über die Gerechtigkeit eines Gesetzes oder über die Zulässigkeit einer Verordnung, in welcher einem neuen Gesetze die rückwirkende Kraft vom Gesetzgeber beigelegt wird, ein richterliches Urtheil zu fällen;

Das Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze im Privatrechte. Von Fr. Bergmann, §. 25.

Pfeiffer a. a. O., S. 55.

und da demnach überall, wo nicht etwa verfassungsmäßig eine Ausnahme von dieser Regel für gewisse Fälle gemacht worden seyn sollte, der Richter nur zu nachdrücklichen und gründlichen Remonstrationen berechtigt und verpflichtet ist:

Gönner's Handbuch des Deutschen gem. Processes, 2. Auflage, Band I. §. XXXIII u. XXXIV.

so scheint eine solche einfache Verweisung an die Landesgerichte, wie sie vor Emanirung der landesherrlichen Verordnung vom 31. Juli 1818 wohl beschlossen werden konnte, jetzt nicht mehr statt finden zu können; es wird vielmehr eine unmittelbar an die Kurfürstlich-Hessische Regierung zu richtende Erklärung beschlossen werden müssen, wenn nämlich zu einem Beschlusse der Art überhaupt gegründete Veranlassung gefunden werden sollte.

§. 7.

Ob dieß der Fall seyn werde, kann nur aus dem Resultate der Untersuchung folgender Fragen hervorgehen:

I) Giebt es ein auch für Kurhessen verbindliches Staatsrecht in dem jetzigen Deutschland?

II) Wenn es ein solches giebt, verpflichtet dieses die Kurhessische Regierung, die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, in Beziehung auf die Rechtsverfolgung der von den Reclamanten wegen angeblich widerrechtlich entzogenen Eigenthums erhobenen Beschwerden, ausser Wirkung zu setzen, auf vollkommene Weise?

III) Liegt es in der Competenz dieser hohen Versammlung, in dem Falle, daß eine solche vollkommene Verpflichtung nachgewiesen werden sollte, zu verlangen, daß durch die genannten beiden Verordnungen die Rechtsverfolgung der bezeichneten Beschwerden vor den Landesgerichten — immer vorausgesetzt, daß nur diese über den Grund oder Ungrund derselben entscheiden können — nicht gehemmt werde?

§. 8.

Der Beantwortung dieſer drei Fragen iſt aber die Geſchichte der Verordnung vom 31. Juli 1818 und die Darlegung ihrer Motive vorauszuſchicken.

Schon im Jahre 1774 hatten der General von Stein und deſſen Söhne ein Capital von 4000 Rthlr. in Gold aus der Kurheſſiſchen Kriegscaſſe, gegen hypothekariſche Schuldverſchreibung, als Darlehn empfangen, und daſſelbe nach einer beiden Theilen vorbehaltenen Aufkündigung wieder abzutragen verſprochen. Dieß Capital blieb unabgelegt ſtehen bis ins Jahr 1806, wo der Kurfürſt von Heſſen gewaltſam aus ſeinem Lande verdrängt und einige Zeit darauf, mit der Einverleibung Heſſens in das Königreich Weſtphalen, die ganze Kurheſſiſche Staatsverwaltung und mit ihr die Kriegscaſſe aufgelöſt wurde.

Nachdem ſodann, durch das Geſetz vom 15. Februar 1810, mit ſtändiſcher Bewilligung, die gerichtliche Verfolgung der Schuldner ehemaliger Staatscaſſen auf bloſſe Auszüge der Hypothekenbücher, ohne Vorlegung der Original-Schuldverſchreibungen, zugelaſſen und zugleich den mit Genehmigung des Generaldirectors der Capitalien ertheilten Quittungen die Wirkung der gänzlichen Befreiung von der Schuld beigelegt worden war, hierauf auch durch eine öffentliche, in dem damaligen officiellen Blatt bekannt gemachte Aufforderung ſämmtlichen Schuldnern ein Erlaß des vierten Theils ihrer Schuld, falls ſie den Ueberreſt binnen der nächſten drei Monate abtragen würden, angeboten, auf den gegentheiligen Fall aber mit ſofortiger Einziehung des Capitals gedrohet wurde, machten die damaligen Schuldner des oben gedachten Capitals von jenem Anerbieten dergeſtalt Gebrauch, daß, Namens derſelben, der Kaufmann Heym 75 Procent des Schuldbetrags an die Weſtphäliſche Generaldirection der Capitalien abtrug und von dieſer, mittelſt einer Notariatsurkunde vom 18. December 1811, Quittung über das Empfangene und die förmliche Ceſſion der ganzen Obligation erhielt, welche Ceſſion auch von den Schuldnern ſelbſt in einer weiteren Notariatsurkunde anerkannt und die in der Schuldverſchreibung von 1774 begründete Verbindlichkeit zum Beſten des Ceſſionars wiederholt war.

Im Jahre 1815 klagte nun Heym gegen die von Stein das ihm cedirte Capital bei der Regierung zu Caſſel ein; durch die Adcitation des herrſchaftlichen Anwalts wird dieſer veranlaßt, die Ungültigkeit der im Jahre 1811 an die Weſtphäliſche Behörde geſchehenen Zahlung und von dieſer ertheilten Ceſſion auszuführen, auch hierauf den Antrag zu gründen, daß von den Schuldnern nicht nur das ganze urſprüngliche Capital, ſondern auch die ſämmtlichen, ſeit dem 22. Juli 1806 rückſtändigen Zinſen an die Kurfürſtliche Cabinetscaſſe zu bezahlen ſeyen. Nachdem hierauf demſelben, ſich Namens der genannten Caſſe zu legitimiren, aufgegeben war, und er nun als Vertreter der Kriegscaſſe auftrat, erfolgte nach vollſtändiger Verhandlung am 22. November 1817 ein Endbeſcheid der Regierung

dahin, daß die Verklagten die eingeklagten 3300 Rthlr. Conv. M., nebst Zinsen vom 9. Juni 1812 an, dem Kläger, die übrigen 1000 Rthlr. in Gold aber, nebst Zinsen vom 22. Juli 1806 an, zur Kurfürstlichen Kriegscasse bezahlen sollten. Die mitgetheilten Entscheidungsgründe waren, so viel die Ansprüche des adcitirten herrschaftlichen Anwalts betrifft, folgende: daß,

1) nach den Grundsätzen des practischen Europäischen Völkerrechts, die beweglichen Sachen, deren sich die occupirende feindliche Regierung im überzogenen Staate bemächtigt, während der Detention als deren Eigenthum angesehen werden, und hiernach auch die von dem Feinde während der Occupation veräusserten beweglichen Gegenstände vom vorigen rechtmäsigen Eigenthümer bei dem dritten Besitzer nicht vindicirt werden können, wobei, nach den Ausführungen bewährter Rechtslehrer, zwischen einem gerechten und ungerechten Kriege nicht unterschieden wird, indem eine Entscheidung hierüber ausser den Grenzen der richterlichen Beurtheilung liegen würde;

2) der occupirende Feind den Besitz der Activschulden, welche im rechtlichen Sinne zu den beweglichen Sachen gerechnet werden, alsdann ergreift, wenn er sich dem in seiner Gewalt befindlichen Schuldner als Nachfolger des rechtmäsigen Gläubigers darstellt, oder, statt desselben, Zahlung von ihm verlangt, indem zur Occupation der Forderungen der Besitz der Original-Schuldverbriefungen, als blosser Beweisurkunden, nicht erforderlich ist; im vorliegenden Falle aber

3) obige Voraussetzungen sämmtlich eintreten, und Adcitat daher die dem Kläger, gegen Zahlung der eingeklagten Forderung, geschehene Cession derselben nicht anfechten kann, woraus zugleich folgt, daß Verklagte den, dem occupirenden Feinde bezahlten und von diesem dem Kläger cedirten, Betrag ihrer Schuld nicht mehr an Kurfürstliche Kriegscasse zu zahlen haben; was hingegen

4) den ihnen erlassenen Theil der Schuld betrifft, Verklagte diesen freigebigen Act, nachdem die Gewalt des Feindes, von welchem derselbe herrührt, aufgehört hat, nicht mehr gegen den rechtmäsigen Gläubiger allegiren können, ohne sich gegen diesen des Dolus schuldig zu machen, vielmehr die Rechte des letzteren in Ansehung desjenigen Betrags der Forderung, welcher weder an einen Dritten veräussert, noch vom Schuldner an den occupirenden Feind bezahlt worden ist, revivisciren u. s. w.»

Pfeiffer a. a. O., S. 2 ff.

§. 9.

Das Oberappellationsgericht zu Cassel aber hat, nachdem alle drei Parteien die Berufung an dasselbe ergriffen hatten, auf die der Verklagten, nachstehendes, am 27. Juni

1818 ausgesprochenes Erkenntniß, wodurch die Entscheidung der Regierung zwar in dem Hauptpuncte bestätigt, jedoch, in Ansehung des erlassenen Theils der Schuld, zum Vortheile der Verklagten abgeändert worden ist, ertheilt:

«In Erwägung, daß zwar nach Grundsätzen des Völkerrechtes und insonderheit nach dem daraus entlehnten Axion: daß kein Recht des Siegers gedacht werden könne, wenn dasselbe nicht von Seiten der besiegten Staatsgewalt durch einen förmlichen Friedensschluß als ein solches anerkannt worden, Hessens Einverleibung in das Königreich Westphalen lediglich als Erzeugniß der Gewalt zu betrachten seyn würde, und daher zwischen dem rechtmäßigen Landesfürsten und dem von dem Eroberer eingesetzten Zwischenherrscher von wechselseitigen Rechten und Verbindlichkeiten gar nicht die Rede seyn könnte;

«daß jedoch Grundsätze des Völkerrechtes, als welches die Verhältnisse der Staaten und ihrer Regenten gegen einander bestimmt, schon nach diesem seinem Begriffe nicht anwendbar sind auf das rechtliche Verhältniß, in welchem die Staatsbürger zu ihrem Fürsten stehen;

«daß aber nur allein dieses Verhältniß in dem gegenwärtigen Falle, wo es darauf ankommt, über die fortdauernde Wirksamkeit der von einzelnen Kurhessischen Unterthanen während der Zwischenregierung gegen den Staat erworbenen Rechte zu erkennen, in Betracht kommen kann; und

«daß folglich die Entscheidungsgründe zu einem solchen Erkenntnisse nur aus Grundsätzen des allgemeinen Staatsrechtes, in ihrer Anwendung auf die vorliegenden factischen Verhältnisse, geschöpft werden können;

«in Erwägung demnach, daß die aus der Kurfürstlichen Kriegscasse entlehnten Capitalien, wie schon nach dem rechtskräftigen Vorerkenntnisse der Regierung vom 19. April 1817 feststeht, und von dem Appellanten auch in dieser Instanz noch ausdrücklich anerkannt ist, nicht als Kurfürstliches Privateigenthum, sondern als Theil des Staatsvermögens, zu betrachten sind;

«daß aber ein Staatsverein zwischen den gesammten Bewohnern Hessens, auch während der Abwesenheit ihres rechtmäßigen Regenten, fortgedauert hat und nothwendig fortdauern mußte;

«daß dieser Staat immittelst, und nachdem die im Jahre 1806 eingesetzte Militärregierung aufgehört hatte, von einem Zwischenherrscher verwaltet worden ist, der, wenn gleich durch Gewalt dazu erhoben, sich doch in der wirklichen und ungestörten Ausübung der Staatsregierung, nach einer bestimmten Verfassung, welcher die Staatsbürger sich durch Huldigung und frei gewählte Volksrepräsentation unterworfen hatten, befunden hat;

«daß es ohnehin ausserhalb der Attributionen des Richteramtes überhaupt, und demnach eben sowohl ausser den Grenzen der Befugniß dieses obersten Landesgerichtes liegt, die Rechtmäßigkeit des Erwerbes der höchsten Staatsgewalt zum Gegenstande seiner Beurtheilung zu nehmen;

«diese Beurtheilung sich vielmehr stets auf die rechtlichen Folgen der als factisch existirend vorausgesetzten Staatsverwaltung beschränken muß;

«daß es dem zufolge, bei einer gerichtlichen Entscheidung über die Wirksamkeit der von dem Zwischenherrscher vorgenommenen Handlungen, allein auf die Frage ankommen kann, ob solche binnen der Grenzen der Staatsverwaltung und in dem verfassungsmäßigen Wege vorgenommen wurden;

«daß aber, nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen, der Staatsgewalt eine freie Verfügung über Staatscapitalien, als welche zu der unveräusserlichen Substanz des Staatsvermögens nicht gerechnet werden können, zusteht, und daß eine solche Disposition dem vormaligen Beherrscher des Westphälischen Staates von den versammelten Ständen dadurch noch besonders eingeräumt worden war, daß dieselben, mittelst eines verfassungsmäßigen Beschlusses, die sämmtlichen Schuldner der öffentlichen Cassen für vollständig und gänzlich befreit durch die von Seiten der Westphälischen Generaldirection der Capitalien zu ertheilenden Quittungen ausdrücklich erklärt haben;

«daß auch die deßhalb zugesagte Gewährleistung durch den Kronschatz, ohne absoluten Widerspruch, auf den Fall der Rückkehr des rechtmäßigen Landesfürsten, als womit auch jener Kronschatz selbst nothwendig aufhörte, nicht bezogen werden kann;

«in weiterer Erwägung, daß sogleich auch die unter der Westphälischen Regierung geschehene Einziehung des von dem Appellanten an die Kriegscasse vormals schuldigen Capitals und die darüber ertheilte Quittung eine gänzliche Befreiung desselben als Schuldners dieser Staatscasse bewirkt hat; und

«daß selbst dem Erlasse eines Theils dieses Capitals, als damals zulässigem Dispositionsact der bestandenen Staatsgewalt, rechtliche Wirkung nicht abgesprochen werden kann;

«um so weniger, als dergleichen Erlasse nicht für Handlungen blosser Freigebigkeit geachtet werden können, da sie durch die baare Bezahlung des Ueberrestes innerhalb einer bestimmten Frist bedingt waren, also den Schuldner zu Aufopferungen nöthigten, welche derselbe ausserdem ersparen konnte; und

«daß demnach die Weigerung eines Schuldners, den ihm von der Zwischenregierung erlassenen Theil seiner Schuld an den zurückgekehrten rechtmäßigen Fürsten zu bezahlen, nicht als Dolus im rechtlichen Sinne betrachtet werden kann, sondern lediglich Gewissenssache ist, worüber den Gerichten kein Urtheil zukommt;

«werden die vom Procurator Reuber gebetenen Appellationsproceſſe dergeſtalt abgeſchlagen:

«daß der Appellant auch von Bezahlung der tauſend Rthlr. in Gold nebſt Zinſen an Kurfürſtliche Kriegscaſſe, wozu er durch den Regierungsbeſcheid vom 22. November 1817 verurtheilt worden, freizuſprechen ſey».

Pfeiffer a. a. O., Seite 6 ff.

§. 10.

Der Ideengang, welcher das Oberappellationsgericht zu dieſem Erkenntniſſe hinführte, gründet ſich — wie Pfeiffer, der zu jener Zeit Mitglied dieſes Gerichtes, obgleich nicht Referent, war, berichtet — überall nicht auf hochgelehrte Ideen, ſondern auf einen reinen Erfahrungsſatz, auf den nämlich: Die Dauer der Völker kennt keine andere Grenzen, als die dem Beſtand der Erde, welche ſie trägt und erhält, vorgeſchrieben ſind; während die Machthaber mit den Menſchenaltern und Weltereigniſſen wechſeln, und einer des andern Stelle, ihm nachfolgend, einnimmt.

Der ewige Staat ſpricht durch jeden Regenten. Bloſſe Umwandlung in der phyſiſchen oder moraliſchen Perſon des regierenden Subjects, kann daher auf Verpflichtungen des Staates entkräftenden Einfluß nicht haben!

Daß ein Staat, ſeinem Begriffe nach, nicht gedacht werden kann, ohne einen Oberherrn, einen Regenten, iſt klar; daß aber dieſer Regent als *weſentliches* Glied des Staates nur eine *ideale* Perſon ſey, iſt wohl eben ſo wenig zu bezweifeln; von einem *beſtimmten* Regenten, einem *beſtimmten* Individuum, welchem die Regierung zuſteht, kann keine ſo unzertrennliche Verbindung mit dem Staate behauptet werden, daß, ohne jenes, dieſer nicht exiſtiren könne. Ein beſtimmter Regent kann zwar allerdings, für ſich oder auch für ſeine Familie, ein *Recht* auf die Regierung des *Staates* haben; dieſes Recht kann ihm, *auch getrennt vom Staate, weder einſeitig von den eigenen Unterthanen, noch durch Gewalt von auſſen*, entzogen werden; er iſt und bleibt immer *rechtmäſiger* Regent. Allein der Staat bedarf in jedem Augenblicke ſeiner Dauer, die keine Unterbrechung leidet, nothwendig eines Führers, eines Oberhauptes, welches den, wenigſtens präſſumtiven, Geſammtwillen ausſpreche und vollſtrecke. Das Volk — als der weſentlichſte, immer dauernde Beſtandtheil des Staates — kann ſich alſo, während es von dem rechtmäſigen Regenten *unvermeidlich* getrennt iſt, einem andern unterwerfen, der die höchſte Gewalt im Staate ausübt, und *ſo lange* dieſer die höchſte Gewalt ausübt, iſt zwiſchen ihm und dem Volke das rechtliche Verhältniß des Oberherrn zu ſeinen Unterthanen begründet, alle Rechte, welche dem Staate, als ſolchem, zuſtehen,

sind auf ihn übertragen, und alle Verbindlichkeiten, welche dem Staate, als solchem, obliegen, sind von ihm zu erfüllen. Was er thut binnen der durch die Verfassung bestimmten Grenzen der Staatsgewalt, das ist als vom Staate selbst geschehen zu betrachten, und muß von diesem und jedem, der in Zukunft die Staatsgewalt ausübt, als gültig erkannt und vertreten werden. Denn der Staat ist immer derselbe, wie auch sein Oberherr wechsele, da dieser in den Rechten und Verbindlichkeiten des Staates nie seine eigenen, sondern stets nur die ihm übertragenen, im Namen des Staates auszuübenden, erblicken kann!

Auch während der Abwesenheit seines allein rechtmäsigen Regenten hatte der Hessische Staat, als Inbegriff der vereinten Bewohner des Staatsgebietes, fortgedauert und, um seiner Selbsterhaltung willen, den zwischen ihnen bestandenen Staatsverein fortgesetzt.

So gieng diese fortdauernd vereinte Gesammtheit der Hessischen Staatsbürger in den grösseren Staatsverband über, welcher sich unter dem Namen eines Königreichs Westphalen bildete; sie bekam einen neuen Oberherrn, dessen Regierung sie für die Zeit, wo ihr rechtmäsiger Fürst der Staatsgewalt beraubt war, durch Huldigung und Theilnahme an der verfassungsmäsigen Wahl der Volksvertreter, sich unterwarf.

Solcher Gestalt war der neue Herrscher in den wirklichen und ungestörten Besitz der Staatsgewalt getreten, und konnte, vermöge derselben, alle diejenigen Handlungen, welche in den Grenzen der Staatsverwaltung überhaupt und nach der besondern Staatsverfassung begriffen waren, gültig vornehmen.

Pfeiffer a. a. O., S. 19 ff.

§. 11.

Kaum waren, seitdem jenes Erkenntniß von dem Oberappellationsgerichte ausgesprochen worden war, einige Wochen verflossen, so erschien die Verordnung vom 31. Juli 1818, von welcher hier die Rede ist, und welche wörtlich so lautet:

«Von Gottes Gnaden Wir Wilhelm I. Kurfurst ꝛc. fügen hiermit zu wissen: Es ist Uns von Unserem Justizministerium die Anzeige geschehen, daß die zur gerichtlichen Erörterung gekommenen Fragen,

> in wie fern die während der feindlichen Ueberziehung Unserer Staaten von Unseren Unterthanen an den Jerome Bonaparte oder dessen Bevollmächtigte geleisteten Zahlungen der aus Staatscassen, vor dem 1. November 1806, vorgeliehenen Capitalien, deßgleichen die an Dritte von den vorgenannten Personen geschehenen Cessionen solcher Capitalien als gültig anzusehen seyen?

von den Gerichten sehr verschieden beurtheilt, und daher gänzlich von einander abweichende Erkenntnisse gefällt worden sind.

«Auf diese Anzeige, und nachdem Wir in Erwägung gezogen haben, daß die Verschiedenheit der Ansichten, welche über die Rechtsgültigkeit der während der feindlichen Besetzung Unserer Lande mit jenen Capitalien vorgegangenen Veränderungen in den Gerichten herrschen und die, den sich widersprechenden Urtheilen beigefügten, Entscheidungsgründe einen Mangel in der Gesetzgebung erkennen lassen, welchem abzuhelfen für das Wohl des Ganzen um so nothwendiger erscheint, als es nicht zu der Sphäre des Richteramtes gehört, die Beweggründe zu seinen Erkenntnissen in politischen Ereignissen aufzusuchen, die seinen Forschungen fremd bleiben müssen, — finden Wir Uns bewogen, wegen dieses Gegenstandes nähere Bestimmungen festzusetzen.

«In Rücksicht nun,

daß die, im Jahre 1806 geschehene, feindliche Ueberziehung Unserer Staaten durch Französische Truppen nicht in Folge eines Krieges, sondern im Zustande des Friedens sich ereignete, mithin nur als ein Raubzug zu betrachten, keineswegs aber im Stande ist, den hierdurch erlangten Besitz unter die völkerrechtlichen Bedingungen einer Eroberung zu stellen;

«daß diese Handlung der Gewalt nicht zum Rechte werden konnte durch die nachfolgende Einzwingung der Kurhessischen Lande unter die Provinzen des Königreichs Westphalen, da letzteres weder von sämmtlichen kriegführenden Mächten anerkannt worden ist, noch die Unsern Unterthanen befohlene, zu Verhütung grösserer Uebel theilweise geleistete, Huldigung und die gebotene Wahl der Stände als solche Handlungen anzusehen sind, durch welche einseitig die Rechtmäßigkeit einer Regierung begründet werden kann, Wir auch, was allein die Gestalt der Sache zu ändern vermochte, niemals eine Entsagung auf die Thronrechte Unserer Dynastie abgegeben haben;

«daß aber ohnehin die von dem damaligen Beherrscher Frankreichs durch den Berliner Verein vom 22. April 1808 an seinen Bruder, den Jerome Bonaparte, abgetretenen Kurhessischen Staatscapitalien auf diesen, nach allen Rechten, nicht mit grösseren Befugnissen übertragen werden konnten, als jener besaß;

«und, wenn selbst diesseits ein bestandenes Westphälisches Staatsrecht angenommen werden könnte, dennoch die in Rede stehenden Capitalien keineswegs als zum öffentlichen Schatze gehörige Bestandtheile des Staatseigenthums betrachtet, vielmehr, hiervon getrennt, vom Jerome Bonaparte als sein besonderes Eigenthum verwaltet worden sind, mithin die dessen Orts oder von seinen Bevollmächtigten dieserhalb genommenen Maasregeln so wenig zu den innerhalb der Grenzen der Staatsverwaltung vorgenommenen Handlungen gehören, als wenig von Rechten, welche Schuldner durch geleistete Zahlung gegen den Staat erworben hätten, die Rede seyn kann; dem zufolge auch die im Decrete der Westphälischen Stände vom 15. Fe-

bruar 1810 (welches, ohne die Frage über die Rechtmäßigkeit des Erwerbes und die hieraus allein fließende Dispositionsbefugniß zu berühren, bloß von der Zulässigkeit der Beweismittel handelt) zugesicherte Gewährleistung nicht vom Staats- sondern vom Kronschatze, als dem Privatvermögen des Jerome Bonaparte, übernommen worden ist, eben hierdurch aber, weil ein rechtmäßiger Gläubiger, wegen der an ihn geleisteten Zahlung, eine Caution nicht zu bestellen hat, auf den nicht unwahrscheinlichen Fall der von den rechtmäßigen Regierungen zu erwarten stehenden Ansprüche hingedeutet wurde;

«daß es überhaupt mit dem Rechte der Völker und der Staaten unvereinbar ist, der feindlichen Herrschaft während ihres Bestehens andere Gerechtsame über die Kurhessischen Staaten zu gestatten, als solche, die in der Natur einer feindlichen Besetzung fremder Länder liegen und lediglich in der vorübergehenden Verwaltung des Staates und seines Vermögens bestehen;

«daß jedoch da, wo der feindliche Machthaber, die Grenzen, die seiner Gewalt von dem Völkerrechte vorgezeichnet sind, überschreitend, das Staatsgut verschleudert, das Ziel ist, hinter welchem er weder Rechte auf Einzelne zu übertragen, noch den Staat mit Verbindlichkeiten zu belasten vermag;

«daß diese Grundsätze, welche nicht weniger einer natürlichen, den Umsturz der Throne und aller bürgerlichen Ordnung verhütenden Politik, als dem öffentlichen Rechte angehören, nach der Rückkehr in Unsere Staaten Uns stets geleitet, und namentlich zu der Verordnung vom 14. Januar 1814 veranlaßt haben, durch welche alle während Unserer Abwesenheit geschehenen Benachtheiligungen des Staatseigenthums für nichtig erklärt worden, und die aus öffentlichen Cassen ausgeliehenen Capitalien hierunter allerdings zu rechnen sind;

wollen Wir jene Verordnung vom 14. Januar 1814 dahin authentisch erklären:

daß alle und jede Verfügungen über die vorhin aus Kurhessischen Staatscassen ausgeliehenen Capitalien, unter welchem Namen und Titel solche von der feindlichen Herrschaft auch geschehen seyn mögen, ungültig und für Uns und Unsere Erben und Nachkommen an der Regierung unverbindlich sind.

«Da Wir jedoch zugleich auf die Lage, in welcher die Schuldner zu der fremden Herrschaft sich befanden, billige Rücksicht nehmen und daher nicht geschehen lassen wollen, daß dieselben durch doppelte Zahlung Schaden leiden, dagegen aber nicht zu verstatten ist, daß dieselben zum Nachtheile der öffentlichen Cassen einen unrechtmäßigen Vortheil sich zueignen; so verordnen Wir weiter hiermit:

daß diejenigen Zahlungen, welche an den Jerome Bonaparte, dessen Bevollmächtigte oder Cessionarien wirklich geleistet nachgewiesen werden können, von den öffentlichen

Cassen auf die schuldigen Capitalien nebst rückständigen Zinsen, erstere mögen auf Kündigung gestanden haben oder nicht, in Zurechnung angenommen werden sollen; wonach ein Jeder, den es angeht, sich schuldigst zu achten hat».

Pfeiffer a. a. O., S. 48 ff.

§. 12.

Daß diese, nicht etwa durch dringende Gründe des Staatswohls motivirte, sondern auf eine rein-juridische Widerlegung richterlicher Entscheidungsgründe gebaute Verordnung, und nunmehr, da die darin aufgestellten Grundsätze als solche dargestellt werden, welche auch die Verordnung vom 14. Januar 1814 veranlaßt hätten — weßwegen denn auch jene Verordnung eine authentische Erklärung dieser ausdrücklich genannt wird — ebenfalls diese Verordnung für die richterliche Entscheidung künftiger ähnlichen Fälle, rebus sic stantibus, nicht ohne wesentlichen Einfluß bleiben könne, ist ohne alle weitere Ausführung von selbst klar.

Ob diese Verordnungen aber diesen Einfluß ausüben dürfen, dieß ist eben der Punct, welcher durch die Beantwortung der oben §. 7 aufgestellten Fragen ins Klare zu bringen ist.

§. 13.

I) Es giebt ein auch für Kurhessen verbindliches Staatsrecht in dem jetzigen Deutschland.

Der Beweis für diese Behauptung dürfte in folgenden Sätzen gefunden werden:

1) Jede Staatsgewalt, die, weil die Rechte des regierenden und regierten Subjects durch die göttliche Ordnung der Dinge wechselseitig bestimmt und durch Pflichten bedingt sind, keine bloß willkührliche seyn kann, hat entweder natürliche oder positive Grenzen.

Klüber's öffentliches Recht des Teutschen Bundes ꝛc. §. 4 u. 5.

2) Es muß daher in jedem Staate ein Staatsrecht, als Inbegriff der wechselseitigen Rechte des regierenden und regierten Subjects, bestehen, eben weil die Staatsgewalt natürliche Grenzen hat.

Klüber a. a. O., §. 5.

3) Von derjenigen Grundverfassung, die aus diesem Staatsrechte hervorgeht und die bürgerlichen Rechte der Unterthanen bestimmt, ist wohl zu unterscheiden diejenige Grundverfassung, deren Einführung der Art. 13 der Bundesacte fordert, um die politischen Rechte der Unterthanen, in welchen die bürgerlichen nur eine Garantie finden sollen, festzustellen.

Jene Verfassung ist unabhängig von dieser, durch die Natur des Staates, gegeben; darin aber, daß diese letztere von dem Bunde gefordert und von den Bundesgliedern zugesichert wurde, liegt — wenn es wahr ist, was Ulpian sagt: verba cum effectu sunt accipienda — ein positives Anerkenntniß jener ersteren.

Was in dieser Beziehung die Deutschen Fürsten gewollt haben, darüber giebt

Klüber's Uebersicht der diplomatischen Verhandlungen des Wiener Congresses überhaupt und insonderheit über wichtige Angelegenheiten des Teutschen Bundes, zweite Abtheilung, I, III u. IV.

sehr befriedigende Auskunft.

4) Das allgemeine Staatsrecht findet — den Mißbrauch desselben ausgeschlossen — dann subsidiarische Anwendung, wenn, für den gehörigen Fall, die positiven Quellen keine oder nicht hinlängliche Bestimmung geben.

Klüber's öffentliches Recht ꝛc., §. 66.

a) Was Mißbrauch des allgemeinen Staatsrechts sey; darüber Klüber a. a. O., §. 5, 12 u. 15.

b) Ueber den richtigen Gebrauch desselben; darüber Gönner in dessen deutschem Staatsrechte, §. 42.

5) Die positiven Bestimmungen eines etwa vorhandenen besonderen Staatsrechts dürfen die Grenzen, welche die legitime Staatsgewalt von der bloß willkührlich geübten scheidet, nicht überschreiten (1 und 3).

Sie sollten es niemals, weil

a) jede Ueberschreitung dieser Grenze die hohe Würde einer legitimen Staatsgewalt gefährdet.

Sie können es, selbst auf diese Gefahr hin, nicht überall, weil

b) die positiven Bestimmungen der Bundesverfassung fordern, daß, in allen zur Cognition der Bundesversammlung gehörigen Fällen, durch sie die von allen Bundesgliedern gewollte Herrschaft des Rechts gegen jede Verletzung sichergestellt werde.

Klüber a. a. O. §. 156[b], besonders auch die Note a zu §. 158[a].

6) Daß der so eben (Num 5) aufgestellte Satz, namentlich in Beziehung auf die Rechtspflege, in der Bundesgesetzgebung auf ganz positive Weise wirklich ausgesprochen worden sey, beweist schon der 12. Artikel der Bundesacte — denn was würde alle Sicherstellung der Rechtspflege gegen richterliche Mißbräuche durch die Anordnung von drei Instanzen helfen, wenn dabei nicht zugleich die Sicherstellung gegen etwaige Mißbräuche, auch der gesetzgebenden und vollziehenden Gewalt, in Beziehung auf

Justizsachen, vorausgesetzt worden wäre? — jenen Satz beweist aber noch viel bestimmter der 29. Artikel der Schlußacte.

a) Dieser bestimmt: Wenn in einem Bundesstaate der Fall einer Justizverweigerung eintritt und auf gesetzlichen Wegen ausreichende Hülfe nicht erlangt werden kann; so liegt der Bundesversammlung ob, erwiesene, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilende, Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen, und darauf die gerichtliche Hülfe bei der Bundesregierung, die zu der Beschwerde Anlaß gegeben hat, zu bewirken.

b) Der Zweck, der durch diese Bestimmung eines Grundgesetzes erreicht werden soll, ist über allen Zweifel klar. Wenn nun aber in irgend einem Bundesstaate Gesetze beständen oder entständen, welche von der Art wären, daß, im Falle einer wirklichen Justizhemmung, dem, der sich darüber zu beschweren hätte, dennoch die Nachweisung unmöglich würde: die wirklich gehemmte Justiz sey auch nach den bestehenden Gesetzen des Landes gehemmt —; würde deßwegen die Anwendung des 29. Artikels aufgegeben werden müssen? Gewiß nicht! Denn aus dem Artikel 29 würde, vermöge der analogischen Schlußfolge a contrario, bewiesen werden können, daß jener Artikel die Angemessenheit der bestehenden Gesetze im Wesentlichen schon vorausgesetzt haben müsse, weil er selber sonst, für alle Bundesglieder gleich wirkend, gar nicht zur Anwendung gebracht werden könne.

c) Daß aber die Analogie eine zulässige Rechtsquelle und ein rechtliches Interpretationsmittel sey, beweist nicht nur die Theorie,

Klüber a. a. O., §. 61

sondern auch die Anwendung, die diese hohe Versammlung davon in Beziehung auf den 12. Artikel der Bundesacte bereits gemacht hat.

Protokoll vom Jahr 1820, §. 91; vom Jahr 1822, §. 28.

d) Die Interpretation des 29. Artikels wird übrigens auch dadurch, daß man die Geschichte und den Zweck gerade derjenigen Bestimmung in ihm, welche einer gerechten und bei allen Bundesstaaten gleichen Anwendung desselben ein grosses Hinderniß in den Weg zu legen scheinen könnte, vollkommen kennt, gar sehr erleichtert.

Von dem ersten Ausschusse des Minister-Congresses zu Wien, war in der 16. Sitzung eine andere Fassung dieses Artikels (damals des 28sten) dem Plenum der Conferenz vorgelegt worden.

So wie er damals gefaßt war, enthielt er die Bestimmung, daß die über verweigerte oder gehemmte Justiz angebrachten Beschwerden nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes beurtheilt werden müßten, noch nicht.

Diese Bestimmung wurde erst durch die Bemerkung des Großherzoglich-Hessischen Herrn Bevollmächtigten veranlaßt, daß, ohne diesen Zusatz, jener Artikel als eine Beschränkung der Autonomie der Bundesstaaten erscheinen dürfte, und er bezog sich, zur Begründung dieser Bemerkung, ausdrücklich auf die in der 36. Sitzung von 1817 zu den Protokollen der Bundesversammlung, in Betreff der vorläufigen Bestimmungen über die Competenz derselben, gegebene Großherzogliche Erklärung.

Um nun den Artikel richtig zu interpretiren, dürfte auf folgende Momente besondere Rücksicht zu nehmen seyn:

1) Der Bund soll dafür sorgen, daß in keinem Bundesstaate die Rechtspflege verweigert oder gehemmt werde.

Auf die Bemerkung eines der Congreßbevollmächtigten, daß diese Bestimmung der Schlußacte in der Bundesacte nicht gegründet sey, wurde von einem Mitgliede des ersten Ausschusses erwiedert: diese Bestimmung liege wenigstens im Sinne der Bundesacte und in dem allgemeinen Wunsche der übrigen Bevollmächtigten, welche es für sehr nöthig und zeitgemäß hielten, daß der Bund, der dermalen für die Aufrechthaltung aller Fürstenrechte so sehr besorgt sey, seine Sorgfalt auch für Wahrung eines ungefährdeten öffentlichen Rechtszustandes in Deutschland an den Tag lege.

2) Wenn gleich die Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Justiz nicht nach allgemeinen Normen, sondern nach den bestehenden Gesetzen jedes Bundesstaates beurtheilt werden sollen; so kann und soll doch nicht jede beliebige Verordnung einem solchen bestehenden Gesetze gleich geachtet werden: denn in dem Artikel ist, indem er vorschreibt, daß die Beschwerden nach der Verfassung beurtheilt werden sollen, unverkennbar auch das bestimmt, daß das bestehende Gesetz ein verfassungsmäßig bestehendes seyn müsse.

3) Mit diesen beiden Momenten steht die angezogene Großherzoglich-Hessische Erklärung nicht allein in keinem Widerspruche, vielmehr im vollen Einklange.

Denn, nur in Erwägung der Schwierigkeiten, welche die Festsetzung des Begriffes von «Justizsachen» (im Gegensatze mit den Verwaltungs- oder Polizeisachen) von jeher gefunden hat, bezeichnet jene Erklärung bloß zwei Fälle, in welchen eine über verweigerte oder verzögerte Rechtspflege erhobene Beschwerde, von der Bundesversammlung als begründet nicht betrachtet werden soll, nämlich:

a) Wenn der Gegenstand, von welchem die Rede ist, nach den Landesgesetzen nicht zu den eigentlichen, im gewöhnlichen gerichtlichen Wege zu erledigenden, Rechtssachen gehört, sondern von der einschlagenden Regierungsbehörde entschieden ist.

Aber auch die Bestimmung dessen, was als Justiz- oder Verwaltungssache angesehen, demnach entweder den ordentlichen Gerichten oder andern Regierungsbehörden zugewiesen werden soll, ist, nach jener Erklärung, dem Gutbefinden bloß der Staatsregierung nicht überlassen; vielmehr soll diese Bestimmung nur in so fern als eine gültige betrachtet werden, in wie fern

α) darüber, ob ein Gegenstand Justiz- oder Verwaltungssache sey, gar kein Zweifel obwalten könne; oder

β) der Zweifel oder die etwa vorhanden gewesene Verschiedenheit der Ansichten darüber, zwischen den betreffenden Justiz- und Regierungsbehörden auf die in den einzelnen Deutschen Staaten verfassungsmäsige Weise gehoben und gegen die Beschaffenheit eines Gegenstandes, als einer Rechtssache, entschieden worden sey.

b) Wenn der Gegenstand, von welchem die Rede ist, nach den Landesgesetzen allerdings eine eigentliche, im gewöhnlichen gerichtlichen Wege zu erledigende Rechtssache bildet, aber zur gerichtlichen Verhandlung um deßwillen nicht oder nicht mehr zugelassen werden kann, weil derjenige, welcher sich beschwert hält, die Bedingungen, welche als wesentlich zur gerichtlichen Verhandlung vorgeschrieben sind, nicht erfüllt hat; sey es auch, daß er sie nicht erfüllen konnte, z. B. wenn er die zur Anzeige der Berufung an die höhere Instanz bestimmte Nothfrist nicht beobachtet hat, oder wenn der Gegenstand des Processes die zur Zulässigkeit der Berufung an die höhere Instanz festgesetzte Summe nicht erreicht.

§. 14.

II) Das, auch für Kurhessen verbindliche, namentlich in Beziehung auf die Selbstständigkeit der Rechtspflege in den einzelnen Bundesstaaten, durch die Bundesverfassung sanctionirte und so zum positiven gewordene, allgemeine Staatsrecht, verpflichtet die Kurhessische Regierung, die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, durch welche Eigenthumsrechte, die, wie die Reclamanten behaupten, wohlerworben gewesen sind, vernichtet werden sollen, in Beziehung auf die Rechtsverfolgung der von den Reclamanten wegen angeblich widerrechtlich entzogenen Eigenthums erhobenen Beschwerden ausser Wirkung zu setzen, auf vollkommene Weise.

Zum Beweise dieser Behauptung dürften folgende Sätze dienen, welche man

1) nach dem staatsrechtlichen Gesichtspuncte der Gesetzgebung überhaupt,

2) nach dem Gesichtspuncte des Verbots der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze und zwar

a) nach dem rein-juridiſchen, und

b) nach dem legislatoriſchen;

3) nach dem Geſichtspuncte deſſen, was über die rückwirkende Kraft der, nach einer Unterbrechung wieder hergeſtellten, alten Geſetze Rechtens ſeyn dürfte — geordnet hat.

§. 15.

1) Nach dem ſtaatsrechtlichen Geſichtspuncte der Geſetzgebung überhaupt, beſtehen für den Geſetzgeber als natürliche Grenzen der Staatsgewalt, demnach als eben ſo viele ſtaatsrechtliche Verpflichtungen, unter andern auch folgende Sätze:

a) Die Staatsgewalt kann nur zu Erreichung und Beförderung des Staatszweckes ausgeübt werden. Sie berechtigt das regierende Subject nur dazu, wozu ſie dieſelbe verpflichtet.

b) Nur gerechte Mittel ſind der Wahl des Regenten überlaſſen und Mäſigung im Gebrauche derſelben, iſt eine Hauptpflicht der Staatsregierung.

c) Jedem muß ſein wohlerworbenes Recht ungekränkt gelaſſen werden.

d) Keinem Staatsangehörigen, der ſich durch einen Act der Staatsgewalt in ſeinem auf einem beſondern Rechtstitel beruhenden Privatrechte verletzt glaubt, darf der Weg zum Richter verſchloſſen werden.

Klüber's öffentliches Recht ꝛc. §. 455.

e) So weit der Grund der poſitiven Privatgeſetze auf den Regenten Anwendung findet, iſt auch er zu deren Beobachtung verpflichtet.

Klüber a. a. O., §. 283.

f) Die landesherrliche Domänenverwaltung wird in ihren ſtreitigen Sachen, in der Regel, nach dem gemeinen Privatrecht des Staates beurtheilt.

Klüber u. a. O., §. 396.

g) Der Fiscus kann in eigener Sache nicht Richter ſeyn; er muß in allen Privat-Rechtsſtreitigkeiten vor dem ordentlichen Richter Recht geben und nehmen.

Klüber a. a. O., §. 388.

Allgem. Geſetzbuch der Oeſterreichiſchen Monarchie, Thl. 1, Hauptſtück 1, §. 20.

Allgem. Landrecht für die Preuſſiſchen Staaten, Einleitung, §. 80.

§. 16.

Ohne die beiden Kurheſſiſchen Verordnungen mit allen dieſen Beſtimmungen, welche ihnen erſt die innere Gültigkeit geben würden, zu vergleichen, iſt es für den gegenwärtigen Fall ſchon genug, darauf aufmerkſam zu machen, daß die beiden Verordnungen, in

Beziehung auf die Rechtsverfolgung der von den Reclamanten, wegen angeblich widerrechtlich entzogenen Eigenthums, erhobenen Beschwerden, ausser Wirkung gesetzt werden müssen,

1) weil sich darin der Landesherr, als Repräsentant des Fiscus, durch einen Act der Gesetzgebung, der weder durch die Bestimmungen in a und b, noch durch das, in gewisse staatsrechtliche Grenzen verwiesene, äusserste Recht,

Klüber a. a. O., §. 456, 457 u. 458,

gerechtfertigt werden kann, gegen die Bestimmung in f, zum Richter in eigener Sache gemacht hat;

2) weil darin der Landesherr, als Repräsentant des Fiscus, die Domänenverwaltung, gegen die Bestimmungen in e und f, von dem gemeinen Rechte des Staates eximirt; und

3) weil derselbe darin, gegen die Bestimmung d, den Reclamanten den Weg zum ordentlichen Richter zum Theil versperrt, dem Richter aber eine selbstständige Beurtheilung der streitigen Rechtssache unmöglich macht.

Denn wie soll der Richter, nachdem ihm jene beiden Verordnungen zur Norm seiner Erkenntnisse gegeben worden sind, noch über die Fragen, worauf es hier hauptsächlich ankommt, ob nämlich die Verträge, wodurch die Reclamanten ein Eigenthumsrecht wohlerworben zu haben behaupten, zu der Zeit, wo sie geschlossen wurden, geschlossen werden durften, und ob dieselben, wenn sie zu jener Zeit geschlossen werden durften, und nach den Gesetzen jener Zeit wirklich zu Recht beständig waren, auch nach Abschaffung jener Gesetze noch zu Recht beständig seyen, mit wahrhaft rechtlichem Erfolge entscheiden können?

§. 17.

2) Betrachtet man die, jenen beiden Verordnungen gegebene, rückwirkende Kraft

a) vom rein-juridischen Gesichtspuncte aus, den das in Kurhessen geltende gemeine Recht über das darin begründete Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze aufstellt; so kommt man zu dem nämlichen Resultate.

Alle Vorschriften des, zum gemeinen Rechte erhobenen, Römischen Rechts concentriren sich in dem, was die Novelle 22 als Regel vorschreibt: Es muß derjenige, welcher im Vertrauen auf ein bestehendes Gesetz gehandelt hat, nach demselben auch fortdauernd behandelt werden: denn, wer im Vertrauen auf bestehende Gesetze eine Handlung vornimmt, handelt recht; weil es nun nicht unrecht ist, daß man im Vertrauen auf das jedesmalige Gesetz handelt; so soll man auch in Ansehung der Wirkungen, welche man kraft des vormaligen Gesetzes zu erwarten hatte, aus diesem beurtheilt werden: das neue Gesetz soll bei diesen Wirkungen keine Anwendung finden.

Das Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Gesetze im Privatrechte. Von Fr. Bergmann. §. 15, Seite 86.

Die innere Begrenzung dieses Princips scheint in folgenden Sätzen zu liegen:

1) Alle Folgen, für welche jemand von einer, in der Vorzeit liegenden, concreten Rechtserwerbung oder sonstigen concreten Thatsache, nach damaligen Rechtsnormen, rechtlichen Schutz erwartete oder doch erwarten durfte (also im Gegensatze derjenigen abstracten Möglichkeit neuer Verhältnisse, welche nicht als Folge eines solchen concreten Umstandes anzusehen ist) sollen nicht zu seinem Nachtheile verändert werden.

2) Wenn in der Vorzeit ein Recht erworben wurde oder eine Thatsache existirte, sollen nicht bloß die Folgen, welche die dabei thätig gewesenen Subjecte, sondern auch diejenigen, welche andere Personen davon zu erwarten hatten, durch neue Gesetze nicht gekränkt werden.

3) Aus den alten Rechtsnormen muß untersucht werden, ob diese bei den damaligen Handlungen und sonstigen Begebenheiten juristischerweise etwas erwarten liessen, und welche Folgen und Erwartungen nach ihrer Ansicht zu schützen seyen.

4) Ein concreter Thatumstand, aus welchem die Folgen, welche man fortwährend aus den alten Rechtsnormen beurtheilen will, hergeleitet werden, muß schon damals vorhanden gewesen seyn.

5) Erscheinen neue Gesetze, aus deren sofortigen Anwendung auf die jetzigen Eigenschaften und Wirkungen der in der Vorzeit begründeten Rechtsverhältnisse nur Vortheile hervorgehen, so steht das Hauptprincip der Anwendung derselben nicht im Wege.

Bergmann a. a. O., §. 17—21.

§. 18.

Mit diesen Grundsätzen ist im Wesentlichen auch die Oesterreichische Gesetzgebung

Allgem. Gesetzbuch für die deutschen Erbländer, Einleit., §. 5 u. 1372, und Publ. Patent vom 1. Juni 1811.

Bergmann a. a. O., S. 389, Anm. 492 und S. 390.

und die Preussische Gesetzgebung

Aus dem allgem. Landrechte, Einl. §. 14—20, 35, 37, 40, 48. Anh. §. 2, 51, 62 u. 70. Th. 1. Tit. 3, §. 10.

Publ. Patent für das allgem. Landrecht vom 5. Februar 1794, §. 8—18.

Allgem. Gerichtsordnung, Th. 1, Tit. 13, §. 32. Tit. 14, §. 65.

Bergmann a. a. O. S. XIV.

größtentheils übereinstimmend.

Da das gemeine Recht in Kurheſſen das geltende iſt; überdieß aber in der oben angezogenen Kurfürſtlichen Verordnung vom 4. Januar 1814 das gemeinrechtliche Verbot der rückwirkenden Kraft neuer Geſetze nicht einmal — weder mittelbar noch unmittelbar — aufzuheben gewagt wurde;

Sammlung von Geſetzen für die Kurheſſiſchen Staaten, 1813, 1814, 1815. Seite 8.

ſo erſcheinen die ſpeciellen Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818 nur um ſo mehr als ſolche, welche mit der beſtehenden Verfaſſung und Geſetzgebung des Kurſtaates nicht in Einklang gebracht werden können; weswegen denn auch den Landesgerichten die ihnen entzogene Befugniß, die oben bezeichneten Grundſätze des gemeinen Rechts, deren nähere Prüfung ihnen ebenfalls überlaſſen bleiben muß, ſelbſtſtändig auf die Beſchwerde der Reclamanten anzuwenden, zurückzugeben ſeyn wird.

§. 19.

Betrachtet man aber die gegebene rückwirkende Kraft jener beiden Verordnungen

b) vom legislatoriſchen Standpuncte aus;

ſo erſcheinen ſie auch hier als durchaus hinfällig: denn die Legislationen aller civiliſirten Staaten — ſagt Bergmann in der angeführten Schrift — in welchen der Sinn für Recht und Bürgerwohl lebendig geworden war, haben den Grundſatz des allgemeinen oder natürlichen und ſelbſt des Römiſchen Staatsrechts: die Geſetze ſollen keine rückwirkende Kraft haben — auf poſitive Weiſe ſanctionirt.

Leitende Idee iſt ihnen dabei unverkennbar in gröſſerem oder geringerem Umfange das geweſen, was für alle Staatsangehörige ſo überaus wichtig iſt und daher ſo allgemein gefordert wird und gefordert werden darf: die Beibehaltung deſſen, was man erworben oder zu erwerben mit geſetzmäſiger Sicherheit gehofft hat.

Jenes Princip: ne revocentur leges ad facta praeterita — iſt, wie für den Römiſchen, ſo auch für jeden andern Geſetzgeber, im allgemeinen Staatsrechte ausgeſprochen und in allen Europäiſchen Staaten, z. B. in Oeſterreich, Preuſſen und Frankreich, auf poſitive Weiſe, wenigſtens in der Theorie ihrer Geſetzgebungen, ſanctionirt. Es ſoll in ſeiner vollen Bedeutung, in ſeinem ganzen Umfange, gelten!

An jede Regierung kann daher der Anſpruch gemacht werden, daß ſie nur in dem Falle davon abgehe, in welchem eine Modification durch Umſtände, welche die Anwendung des äuſſerſten Rechts rechtfertigen könnten, geboten werden ſollte.

Daß jene beiden Verordnungen, vom legislatoriſchen Standpuncte einer neuen Geſetzgebung aus betrachtet, ſich innerhalb der Grenzen, die der Anwendung des äuſſerſten

Rechts gesetzt sind, nicht befinden, eine rückwirkende Kraft derselben daher nicht gerechtfertigt werden könne, ist an sich klar.

§. 20.

Ob aber vielleicht das allgemeine Beste solche Ausnahmen

3) bei der Wiederherstellung der alten Gesetze, welche durch neue eine Zeit lang nur verdrängt waren, so dringend fordern, daß eine solche Forderung nicht wohl zurückgewiesen werden könne, ist demnach, in Beziehung auf die Rückwirkung der Gesetze, jetzt noch die einzige Frage.

An sich betrachtet, muß von der Wiederherstellung alter Gesetze ganz das nämliche gelten, was von neuen Gesetzen gilt. Sie wirken in Beziehung auf diejenigen, welche unter dem Schutze der vor der Wiedereinführung der abgeschafften alten Gesetze geltenden Gesetze handelten, immer wie ganz neue.

Nur der Umstand, daß diejenige Gesetzgebung, welche die alten Gesetze verdrängte, und nun durch dieselbe selbst wieder verdrängt werden soll, eine aufgedrungene war, könnte vielleicht einen Unterschied begründen. In einzelnen das Wohl der Völker wahrhaft betreffenden Fällen eben so gewiß immer, als im Allgemeinen und Ganzen und da, wo das Wohl der Völker nicht in der That und auf sehr dringende Weise gefährdet wird, niemals.

«Man ist mit Recht darüber einig geworden» — sagt Bergmann, indem er sich auf Rehberg's und Bauer's a. a. O. S. 396 bezeichnete Schriften beruft — «man ist mit Recht darüber einig geworden, daß, wenn auch die Einführung der Französischen Gesetze an und für sich unrechtmäßig gewesen, dennoch Alles, was unter der Autorität derselben von Privatpersonen und von Richtern vorgenommen worden, als rechtsbeständig betrachtet werden müsse. Wenn diese Ansicht auf eine consequente Weise durchgeführt werden soll, so muß der Erfolg aller der Handlungen und Begebenheiten, welche in der Zeit jenes fremden Rechts geschahen und eintraten, in so weit aus demselben beurtheilt werden, als durch diese fremde Normen eine Wirkung zugesichert wurde, und niemand wird dagegen behaupten, daß die strenge sofortige Anwendung, welche Justinian theilweise bei der Promulgirung seiner Compilationen vorschrieb, auch gegenwärtig zur Richtschnur dienen müsse».

Immer muß der Legislator darauf Rücksicht nehmen, daß er vom Princip des Verbots der rückwirkenden Kraft neuer, wenn auch nur herstellender Gesetze, nie ohne Noth und nur in möglich wenigen Fällen, abweiche.

Denn nach völkerrechtlichen Grundsätzen übt der Eroberer in den feindlich besetzten Landen die landesherrliche Hoheit, vermöge des Eroberungsrechts, so lange aus, als er im Besitze jener Länder bleibt.

Klüber's Droit des gens moderne de l'Europe, §. 255.

Uebt der Eroberer aber schon während dieser Zeit die Souverainetätsrechte mit Recht aus, und ist der Eroberer vollends, durch die (unter gewissen Umständen erlaubte) stillschweigende oder ausdrückliche Zustimmung des Volkes, Rechtsnachfolger des vertriebenen Regenten geworden; so sind auch die Angehörigen des occupirten Staates ihm und seinen Gesetzen nicht nur Gehorsam schuldig, sondern sie können auch erwarten, daß das, was sie unter dem Schutze dieser Gesetze erlaubterweise thaten, als gültig werde betrachtet werden.

§. 21.

Wenn einige Regierungen, welche sich in dem Falle befanden, die eingeführten Französischen Gesetze abzuschaffen und die vormals geltenden wieder einzuführen, von jenem Principe abgewichen sind; so konnten sie — sagt Bergmann — dabei vielleicht von der Idee ausgehen, daß die Einwirkungen, welche aus den aufgedrungenen Rechtsnormen an und für sich, ohne Handlungen der Privatleute, hervorgegangen waren, entweder regelmäßig ganz zu vernichten, oder, wenigstens mit der Wiederherstellung der jetzigen Lage der Dinge, die durch jenes fremde Recht bewirkten Veränderungen von nun an regelmäßig wieder aufzuheben seyen; sie konnten dann vielleicht auch den Grundsatz befolgen, daß die Verhältnisse, welche durch Handlungen der Unterthanen in Gemäßheit des fremden Rechtes begründet wurden, seit dem Tage der nunmehrigen Veränderung diejenige Qualität annehmen müßten, welche den jetzigen Rechten gemäß sey; sie konnten vielleicht selbst annehmen, daß es in manchen Fällen eine moralische Pflicht gewesen sey, die Gebote des einheimischen Rechtes, welches durch widerrechtliche Gewalt vertrieben worden, auch in der Zeit der Usurpation fortdauernd zu achten, und daß demnach in solchen Fällen auch die damalige Qualität der Handlungen nach jetzigem Rechte beurtheilt werden müsse.

Bergmann a. a. O., S. 396.

In besonderer Beziehung auf die unter der Westphälischen Regierung veräusserten Kammergüter und Gefälle, meinten Andere: Der wieder zum Besitz seines Landes gekommene Regent könne jene Veräusserungen als unrechtmäßige schon um deßwillen betrachten zu dürfen gemeint haben, weil ja, wie aus der Geschichte leicht nachzuweisen sey, die Domänen, wenigstens in Deutschen Landen, kein reines Staatseigenthum, sondern ein Patrimonium der regierenden Dynastien, das auf verschiedene Weise von ihnen erworben wurde,

seyen. Entweder habe das regierende Fürstenhaus die Domänen schon ehe dasselbe, sey es durch eigene Macht oder aus Auftrag des Kaisers, zur Regierung gelangte, besessen, oder sie seyen den Vorfahren des Fürstenhauses und deren Nachkommen verliehen worden, oder sie wären dem fürstlichen Hause, vermöge des ihm, vi reservationis vel oblationis in feudum, zustehenden dominii directi, durch Apertur anheim gefallen u. s. w.

Auf welche dieser Arten nun auch die Domänen erworben worden seyn möchten, jede derselben drücke ihnen, im Gegensatze mit dem reinen Staatseigenthume, das Gepräge des Privateigenthums auf. Dieses Gepräge werde durch den Umstand, daß die Domänen gewöhnlich von demjenigen Gliede des fürstlichen Hauses, welches zugleich das regierende sey, besessen würden, keineswegs verwischt: denn immer blieben sie Familien-Fideicommisse, deren Dominium dem regierenden Hause in der Gesammtheit, deren Prodominium und usus fructus aber, nach den Hausverträgen und Familienherkommen, nur dem Regenten zustehe. Da aber in allen Deutschen Staaten von jeher auch der Grundsatz gegolten habe, daß das Einkommen des Regenten von den Domänen und Regalien zur Bestreitung der Staatsausgaben die nächste, die Besteuerung der Unterthanen aber nur die subsidiarische Quelle gewesen sey; so seyen die Domänen freilich nur, in Beziehung auf das Eigenthum der Substanz, Gegenstand des Privatrechts, während sie, in Beziehung auf die Verwendung der daraus fliessenden Einkünfte, allerdings auch Gegenstand des Staatsrechts würden.

Wenn man nun auf der einen Seite erwäge, daß ein solches Privateigenthum des Kurfürstlichen Hauses durch eine militärische Occupation des Landes von Seiten eines überdieß im ungerechten Kriege begriffenen Usurpators nicht habe vernichtet, also auf gültige Weise nicht habe veräussert werden können, auf der andern Seite aber bedenke, daß, in neueren Zeiten, die Frage: ob die Domänen ein Privateigenthum des Fürstenhauses oder ein öffentliches Eigenthum des Staates seyen? gar verschieden beurtheilt werde, so werde man es dem Kurfursten nicht verdenken können, daß er durch die Verordnung vom 14. Januar 1814 einer möglichen Verkennung des alten positiven Staatsrechtes vorbeugte und die unter der usurpatorischen Regierung vorgegangenen Veräusserungen der Domänen für das, was sie ursprunglich waren, d. h. für null und nichtig, erklärte, um so weniger, da

1) diese Verordnung kein neues Recht mit rückwirkender Kraft statuire, sondern nur ein altes declarire; und da

2) diese Verordnung, wenn man sie recht zu verstehen glauben dürfe, denjenigen Forderungen, welche die aus dem Besitze gesetzten Domänenerwerber, so bona fide handelten,

a) in Betreff der in die Westphälische Staatscasse gezahlten Kaufgelder — an das Land, und

b) in Betreff der erweislichen Meliorationen — an die Kammercaſſe, machen könnten, keineswegs, weder auf dem Wege der gütlichen Abkunft, noch, in deren Entſtehung, auf richterlichem Wege, entgegentrete.

§. 22.

Eine mittelbare Beurtheilung dieſer Ideen, von welchen bei der Wiedereinführung der einheimiſchen Rechte hie und da vielleicht ausgegangen wurde, findet ſich in Pfeiffer's oft angezogenem Buche, Seite 68.

Die beherzigungswerthe Stelle lautet ſo:

«Aber noch eine ſehr ernſte Seite gewinnt die Frage nach der jemaligen Exiſtenz oder Nichtexiſtenz des Weſtphäliſchen Staates unter dem Geſichtspuncte des rechtlichen und moraliſchen Intereſſes der Millionen, welche die Bevölkerung dieſes Staates ausmachten. — Traurig genug iſt das Loos der Völker und Länder, die, ein Spiel der Willkühr und des Waffenglücks, gleich einer Waare aus einer Hand in die andere fallen dürfen; traurig genug, daß der Tilſiter Friede ſo viele Deutſche Staaten unverſchuldet dem eiſernen Scepter Napoleon's, dieſes größten der Tyrannen, unterwarf; aber mehr als traurig würde es ſeyn, wenn man jetzt, wo die Rückkehr der rechtmäſigen Fürſten die Völker eine glücklichere Zeit und ihrer Wunden Heilung hoffen läßt, den öffentlichen Zuſtand jener Leidensepoche für durchaus verfaſſungslos und aller rechtlichen Verhältniſſe beraubt erklären, wenn man die ganze Zeit, in der ſie doch unverändert fortlebten und wirkten, hinſichtlich des Intereſſes der Staatsbürger als gar nicht exiſtirend betrachten und behandeln wollte. Geſchlummert hätten ſieben ganzer Jahre hindurch die heiligſten Rechte der Völker? Jene Millionen wären ſo lange nichts geweſen, als ein untergeordneter Haufe rechtloſer Züchtlinge, denen, im blinden Gehorchen auf den ſtrafenden Wink ihres Zwingherrn, jeder beſſere Zweck ihres Lebens untergieng? — Nein, ſo war jene Zeit wahrlich nicht! Hochachtbare Männer, auch jetzt wieder von ihren rechtmäſigen Fürſten mit den wichtigſten Aemtern beehrt, gehörten den durch das freie Vertrauen des Volkes erwählten Ständen an, ſaßen in der Verſammlung, die ordnend und berathend an der Spitze der Staatsverwaltung ſtand. Wohl erkannten es dieſe Deutſchen Männer, daß von dem Herrn, der hoch über den Königen der Erde und über den ewigen Sternen waltet, das Wohl eines ganzen Volkes ihrem Gewiſſen mit anvertraut ſey; ſie haben redlich geſtrebt, ihrer Pflicht zu genügen, und, trotz der ungünſtigſten Umſtände, thätig zu ſeyn für dieſes Volkes Heil! Denn das eben war ja in jener verhängnißvollen Zeit die in ſtiller Ergebung zu löſende Aufgabe für jeden rechtlichen Mann, rein im Herzen bewahrend die Treue gegen den rechtmäſigen Fürſten, auch in dem neuen Staate — war gleich derſelbe urſprünglich durch Gewalt erzeugt — und in

dem neuen Wirkungskreiſe — war gleich derſelbe ihm von dem fremden Herrſcher angewieſen — mit aller Kraft und Willigkeit immer anzugehören dem Vaterlande und ſeinen Mitbürgern, und in dieſem Sinne die Pflichten des ihm anvertrauten Berufs nach beſtem Vermögen zu erfüllen».

Was aber dasjenige, was zur Rechtfertigung der Verordnung vom 14. Januar 1814, in Beziehung auf die unter Weſtphäliſcher Regierung veräuſſerten Kurheſſiſchen Domänen angeführt wurde, betrifft; ſo wurde darauf erwiedert:

Wenn die Domänen, obwohl vom Staate untrennbar, der Subſtanz nach ein Privateigenthum der regierenden Dynaſtie ſind, und nur die Verwendung der aus denſelben herrührenden Einkünfte durch Staatszwecke beſchränkt iſt — was wohl in allen Deutſchen Landen, in welchen nicht etwa die beſondere Landesverfaſſung eine Abänderung der darüber gegolten habenden Grundſätze herbeigeführt haben ſollte, nicht bezweifelt werden wird: ſo ſcheint gerade hieraus zu folgen, daß in ſolchen Fällen, wo mit dieſem Privateigenthum der Dynaſtie Veränderungen vorgiengen, welche als gültige von dem Regenten nicht anerkannt werden wollen oder können, bei der Bekämpfung jener Veränderungen nicht via facti, ſey es auch unter der Form eines Geſetzes, welches bereits begründete Rechtsverhältniſſe annullirt, ſondern nur via juris vorgeſchritten werden dürfe.

Die Beſorgniß, daß die Gerichte dasjenige, was der Regent, in ſeiner Eigenſchaft als Privateigenthümer, für unbezweifelbar recht hält, dafür nicht halten möchten, kann die mittelbare Hemmung der Rechtspflege nie rechtfertigen: denn, wenn die Eigenthumsrechte, welche dem Regenten auf das Kammergut zuſtehen, alt-begründet ſind, ſo iſt auch der Grundſatz alt-begründet, daß jedes eigenmächtige factiſche Vorſchreiten des Fiscus, um ſich ſelbſt zu ſeinem Rechte zu verhelfen, ſelbſt dann, wenn der wirkliche Beſitzer gewaltthätig, heimlich oder bittweiſe beſitzt, widerrechtlich ſey.

Wahlcapitul., Art. 21, §. 6 u. 7.
Osnabrückiſches Friedens-Inſtrument, Art. 3, §. 1. Art. 4, §. 17. Art. 5, §. 2 u. 28. Art. 8, §. 1. Art. 17, §. 7.
§. 7. Inst. IV. 15.
Frag. 14. Dig. XLIII. 16.

Daher iſt die Rechtsverfolgung nur auf dem gerichtlichen Wege erlaubt und jedes Einſchlagen eines andern Weges geſetzwidrig. Auch der Fiscus macht ſich eines Spoliums ſchuldig, wenn er, mit Hintanſetzung der legalen Ordnung, eigenmächtig Beſitz ergreift.

Eine Beſorgniß der geäuſſerten Art, ſcheint aber auch gegen die Kurheſſiſchen Gerichte nicht einmal geſchöpft werden zu können, wenn man die oben, §. 8 mitgetheilten, richterlichen Erkenntniſſe derſelben zum Maaßſtabe ihrer Anſichten nimmt.

Das Regierungs-Collegium zu Caſſel ſagte z. B. ausdrücklich nur, daß, nach den Grundſätzen des practiſchen Europäiſchen Völkerrechts, die beweglichen Sachen, deren ſich die occupirende feindliche Regierung im überzogenen Staate bemächtige und die ſie veräuſſere, bei dem dritten Beſitzer nicht vindicirt werden können; das Oberappellationsgericht zu Caſſel aber ſcheint bei ſeinem Erkenntniſſe, noch auſſerdem, auf die beiden Umſtände ein beſonderes Gewicht zu legen, einmal, daß der Kron-Anwalt anerkannt habe: die dort in Frage gekommenen Capitalien der Kriegscaſſe ſeyen nicht als Kurfürſtliches Privateigenthum, ſondern als Theil des Staatsvermögens zu betrachten (es würde alſo, wären jene Capitalien Kurfürſtliches Privateigenthum geweſen, die Beurtheilung des Falles anders ausgefallen ſeyn); dann aber auch darauf, daß über Staatscapitalien der Staatsgewalt um deswillen eine freie Verfügung zuſtehe, weil ſie zu der unveräuſſerlichen Subſtanz des Staatsvermögens nicht gerechnet werden konnten.

Davon aber ganz abgeſehen, kann jene Verordnung vom 14. Januar 1814 durch die dafür angeführten beiden Gründe ſchwerlich gerechtfertigt werden: denn entweder hat

ad 1) das alt-heſſiſche Geſetz, auch nach Einführung der Franzöſiſchen Geſetze, ſeine Gültigkeit behalten, oder es iſt jenes durch dieſe aufgehoben worden.

Im erſten Falle bedurfte es keiner Declaration, wenn dieſe nicht etwa, durch den Schein einer Declaration des alten Geſetzes, der legalen Auslegung deſſelben zu Gunſten des Fiscus vorgreifen ſollte.

Im zweiten Falle aber tritt keine bloſſe Declaration oder authentiſche Interpretation ein, ſondern es wird ein exiſtirendes Geſetz, unter deſſen Schutze Rechtsgeſchäfte begründet worden waren, abgeſchafft, und ein altes und zugleich interpretirtes Geſetz hergeſtellt, um jene Rechtsgeſchäfte zu vernichten.

Denn

ad 2) die, jener Verordnung gegebene, wohlwollendere Deutung, ſcheint weder durch den Inhalt der Verordnung, noch durch den Erfolg, den die Verſuche gütlicher Abkunft gehabt haben, beſtätigt zu werden.

Nicht durch den Inhalt der Verordnung, da dieſe will, daß ſich die Domänenerwerber, unter dem Vorwande ſchon bezahlter Kaufgelder und gemachter Verbeſſerungen, der getroffenen Anordnung nicht entziehen ſollen und ihnen nur etwaige Anſprüche, wegen nützlicher Verwendungen, in Ermangelung gütlicher Ausgleichung, vor Gericht ausführen zu dürfen, zugeſteht; nicht durch den Erfolg jener Verſuche, weil dieſer — unter der Vorausſetzung, daß die Kaufgelder und die Meliorationen hätten reſtituirt werden ſollen — höchſt wahrſcheinlich ein günſtigerer geweſen ſeyn würde.

Gesetzt aber, daß diese Verordnung diesen wohlwollenderen Sinn wirklich gehabt habe, so würde sie dennoch als eine solche erscheinen, welche dem richterlichen Erkenntnisse vorgriff und die Selbsthülfe an die Stelle der Rechtshülfe treten ließ. Alles, was zur Begründung der §. 21 aufgestellten Ansicht gesagt wurde und noch gesagt werden könnte, ist nichts mehr und nichts weniger, als das, was der Kurhessische Fiscus, wenn er Kläger würde, zur Rechtfertigung seiner Klage, oder, wenn er Beklagter würde, exceptionis modo, vor Gericht an- und auszuführen hätte.

§. 23.

Eine umfassende Prüfung dieser entgegengesetzten Ansichten, würde hier am unrechten Orte seyn, theils, weil bei jeder einzelnen, von dem staatsrechtlichen Verbote der rückwirkenden Kraft der Gesetze abweichenden Bestimmung besonders erörtert werden müßte, ob sie durch Gründe des äussersten Rechts gerechtfertigt oder sonst durch die Sorge für das Gemeinwohl auf kategorische Weise geboten worden sey? theils aber auch, weil, wie oben §. 2 u. 3 gezeigt wurde, bei Wiederherstellung der einheimischen Gesetze das staats- und gemeinrechtliche Princip, nach welchem die rückwirkende Kraft der Gesetze verboten ist, in Kurhessen gar nicht aufgehoben wurde, theils aber und hauptsächlich, weil die Rechtsverhältnisse im Innern der Bundesstaaten nur dann und nur in so weit vor den Bund gehören, als sie durch verfassungsmäßige Bestimmungen desselben gegründet oder gesichert werden sollen.

Klüber a. a. O., §. 156 a.

Es genügt daher die allgemeine Bemerkung, daß die Aufhebung jenes Verbots im Ganzen oder in einzelnen Fällen, wie überall, so auch bei der Wiederherstellung alter Rechte, welche von einer neuen, wenn auch vorübergehenden, gesetzgebenden Macht verdrängt wurden, als eine Ausnahme betrachtet werden müsse, die zu ihrer Rechtfertigung besonderer Gründe bedarf; daß aber in jenen beiden Verordnungen keine solche Gründe sich vorfinden lassen, welche die ihnen verliehene rückwirkende Kraft auf schon zwischen dem Fiscus und Privatpersonen begründete Rechtsverhältnisse zu rechtfertigen vermöchten.

§. 24.

III) In der Voraussetzung, daß über den Grund oder Ungrund derjenigen Beschwerden, welche die Reclamanten, wegen Kränkung angeblich wohlerworbener Rechte, bei der Bundesversammlung erhoben haben, aus den in dem früheren Vortrage (Prot. der Bundesvers. von 1818, Sitzung 51, §. 240, Z. 40) entwickelten Gründen, nur die Kurhessischen Landesgerichte zu entscheiden haben, liegt es auch in der Competenz dieser hohen Versammlung, dafür zu sorgen, daß die in Betreff der Domänen-Veräusserungen und der Staatscapitalien

erlaſſenen Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, in Beziehung auf die Rechtsverfolgung jener Beſchwerden, auſſer Wirkung geſetzt werden.

Um in dieſer Angelegenheit und für dieſen Zweck die Competenz dieſer hohen Verſammlung zu begründen, genügt es nicht, bewieſen zu haben, was in Abſchnitt I und II dieſes Vortrags zu beweiſen der Verſuch gemacht wurde; es muß auch nachgewieſen werden, daß die Beſtimmungen des poſitiven Staatsrechts des Kurheſſiſchen Landes, oder, wo dieſe fehlen oder nicht hinlänglich ſind, des allgemeinen Staatsrechts in einem Falle überſchritten worden ſind, welcher, nach poſitiven Vorſchriften der Bundesgeſetzgebung, als ein ſolcher anerkannt werden muß, der zur Cognition dieſer hohen Verſammlung gehört.

Daß aber der vorliegende Fall zu den ſo geeigenſchafteten Fällen wirklich gehöre, ſcheint aus dem 19. Artikel der Schlußacte, ohne groſſe Schwierigkeit, nachgewieſen werden zu können.

Die erforderliche Nachweiſung darüber, dürfte in folgenden Sätzen liegen.

1) Es handelt ſich hier um die Frage: ob ein, zwiſchen der ehemaligen Weſtphäliſchen Staatsregierung (dem Fiscus) und Privatperſonen, in Beziehung auf Domanialgüter und Staatscapitalien, bereits begründetes Rechtsverhältniß, auch nach der Vertreibung des Zwiſchenherrſchers durch den angeſtammten Regenten, noch als ein gültiges zu betrachten ſey?

Die Kurfürſtliche Regierung verneint, was die Reclamanten bejahen.

2) Dieſe Frage iſt eine Rechtsfrage, deren Entſcheidung, nach allgemeinen ſtaatsrechtlichen Grundſätzen, dem Richter gebührt (§. 15).

3) Jene allgemeinen ſtaatsrechtlichen Grundſätze wurden von der Kurheſſiſchen Regierung als ſolche anerkannt, welche auch in dem beſondern (Heſſiſchen) Staatsrechte begründet ſeyen: denn

a) ſie publicirte die Wiedereinführung der einheimiſchen Rechte unter der Beſtimmung, daß ſie erſt mit dem Tage der Publication in Kraft treten ſollten (§. 2 u. 3);

b) ſie ließ es zu, daß der procurator fisci in Rechtsſtreitigkeiten dieſer Art vor den Landesgerichten Recht gab und nahm (§. 8 und 9).

4) Wenn ſie dieß aber auch, abweichend von dem in Hannover und Braunſchweig gegebenen Beiſpiele, nicht gethan hätte; ſo konnte ſie doch das, was ſie, in ihrer Eigenſchaft als Repräſentant des Fiscus, deſſen Handlungen nach dem Privatrechte und von dem ordentlichen Richter zu beurtheilen ſind, im Rechtswege an- und auszuführen hatte, in ihrer Eigenſchaft als Geſetzgeber, deſſen Handlungen der Beurtheilung des Richters entzogen ſind, auf gültige Weiſe vorher nicht ſelber entſcheiden, und durch eine ſolche

dem Urtheil vorgreifende Entscheidung ein selbstständiges rechtliches Erkenntniß über schon begründete Rechtsverhältnisse, für künftige Fälle, unmöglich machen.

5) Dieser Mißgriff geschah aber nicht etwa bloß in Folge allgemeinerer legislatorischer Ansichten und Ueberzeugungen, sondern in der bestimmt ausgesprochenen Absicht, dem Richteramte die selbstständige Verwaltung desselben unmöglich zu machen, indem sie eine Verordnung erließ, in welcher die Entscheidungsgründe der von den Gerichten, gegen die Doctrin des Fiscus, ausgesprochenen Rechtserkenntnisse auf dem Wege der Gesetzgebung paralisirt würden, so daß die Gerichte künftig, in ähnlichen Streitigkeiten über bereits begründete Rechtsverhältnisse der Art, dieselben nicht mehr selbstständig beurtheilen können, sondern sich nach den ihnen für diese Fälle vorgeschriebenen Normen richten müssen (§. 11 u. 12).

6) Der den Reclamanten von Seiten der Kurhessischen Regierung eröffnete Rechtsweg, ist ihnen daher nur scheinbar geöffnet; in der That aber ist für sie die Rechtspflege gehemmt.

7) Es ist demnach der im Artikel 29 der Schlußacte vorgesehene Fall, in welchem diese hohe Versammlung berufen ist, die gerichtliche Hülfe bei der betreffenden Bundesregierung zu bewirken, wirklich eingetreten, da

a) die Reclamanten auf keinem der im Lande gesetzlich eröffneten Wege ausreichende Hülfe erlangen konnten.; da

b) die Beschwerde über gehemmte Rechtspflege, nach allgemeinen Normen, als eine begründete nachgewiesen ist; und da endlich

c) in der Verfassung und dem bestehenden Gesetze (§. 12 u. 16) des Kurstaates so wenig (Pfeiffer a. a. O. Seite 17), als in dem Geiste des 29. Artikels der Schlußacte selbst (§. 13, Num. 5 u. 6) irgend etwas enthalten ist, was in jene allgemeine Normen eine Modification zu bringen vermöchte.

§. 25.

Sind die bis hierher entwickelten Grundsätze nicht von derjenigen entscheidenden Kraft, welche sie, nach dem Dafürhalten der Commission, in der That mit sich führen; könnten daher die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818 als ein Act der Regierung, durch welchen für die Domänenerwerber und die ehemaligen Schuldner der Kurfürstlichen Kriegscasse die Rechtspflege gehemmt wird, im Sinne der Bundesverfassung nicht betrachtet werden: so bleibt dieser hohen Versammlung — wenn dieselbe, wie in dem früheren Vortrage (§. 24) nachzuweisen versucht wurde, im vorliegenden Falle, nur in Folge des 29. Artikels der Schlußacte, zu irgend einer Einschreitung verpflichtet

und berechtigt seyn kann — nichts übrig, als sich für incompetent zu erklären und die Reclamanten ganz und gar abzuweisen.

§. 26.

Müßte aber, nach dem Dafürhalten der Commission, die Anwendung der genannten beiden Verordnungen auf die sonst vielleicht rechtlich begründeten Ansprüche der Reclamanten als ein Act betrachtet werden, der die durch die Bundesacte geforderte Selbstständigkeit der Rechtspflege zu einer bloß illusorischen machen und die Vorschrift des 29. Artikels der Schlußacte völlig eludiren würde: so würde auch der

Antrag

gerechtfertigt seyn:

1) die Beschwerden der Westphälischen Domänenerwerber in Kurhessen von hier ab- und an die competenten Kurhessischen Landesgerichte zur rechtlichen Erledigung zu verweisen;
2) der Kurfürstlichen Regierung, in specieller Beziehung auf die beiden Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818, durch die Kurhessische Bundestagsgesandtschaft zu erklären, daß unter der, den Landesgerichten zugewiesenen, rechtlichen Erledigung nur eine solche verstanden sey, bei welcher jenen Gerichten die Beurtheilung sowohl der Streitfrage selbst, als auch der ihren Entscheidungen zu unterlegenden Rechtsnormen, auf eine, von den genannten beiden, als blosse Administrativ-Verfügungen zu betrachtenden und in dieser Eigenschaft der richterlichen Cognition, nach Form und Inhalt unterworfenen Verordnungen, völlig unabhängige Weise überlassen werde; worüber zu halten, die Bundesversammlung durch den 29. Artikel der Schlußacte eben so befugt als verpflichtet sey;
3) von diesen Beschlüssen aber den Dr. Schreiber, als Bevollmächtigten der Westphälischen Domänenerwerber in Kurhessen, in Kenntniß zu setzen.

Es dürfte demnach nun ein Termin zu bestimmen seyn, in welchem über den in diesem Theile des Vortrags beleuchteten Gegenstand abgestimmt werden soll.

Ad B) Was nun aber die übrigen Westphälischen Angelegenheiten und die dieserwegen gestellte Bitte des Bevollmächtigten, die betreffenden höchsten Regierungen zu veranlassen, für möglichste Beschleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordneten Commission Sorge zu tragen — betrifft; so fragt es sich: ob derselben, unter den gegenwärtig obwaltenden Umständen, ohne alle Modification zu entsprechen seyn werde oder nicht?

Es wurden zwar, vermöge eines in der 29. Sitz. v. 12. Aug. 1819 gefaßten Beschlusses, diejenigen Bundesglieder, welchen bei der Auflösung des vormaligen Königreichs Westphalen

Provinzen deſſelben wieder angefallen oder neu zugetheilt worden ſind, erſucht, durch Commiſſarien ſobald als möglich zuſammen treten zu wollen, um ſich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der Reclamationen, welche in Hinſicht auf Forderungen an den Staatsſchatz des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen, auf die in demſelben contrahirte Staatsſchuld, auf die unter der Weſtphäliſchen Regierung geſtellten Cautionen, und auf Verſorgung und Penſionirung ehemals Weſtphäliſcher Staatsdiener, erhoben und bei dieſer hohen Verſammlung angebracht worden ſind, und in dem Falle, daß eine richterliche Entſcheidung nothwendig werden ſollte, auch über ein gemeinſames Gericht zu vereinigen: allein die darüber eingegangenen Erklärungen ſind nicht von der Art, daß man in ihnen eine Bürgſchaft finden könnte, auf dem betretenen Wege allein das vorgeſteckte Ziel zu erreichen.

In der 30. Sitzung vom 30. Juli 1821 äuſſerte der Königlich-Preuſſiſche Herr Geſandte: In Folge eines zwiſchen Preuſſen, Hannover, Kurheſſen und Braunſchweig getroffenen Uebereinkommens, ſey am 20. Juni 1821 eine Commiſſion dieſer Regierungen in Berlin zuſammengetreten, um wegen der, aus der Auflöſung des Königreichs Weſtphalen herrührenden, gemeinſamen Intereſſen eine Auseinanderſetzung zu bewirken. Da dieſe Commiſſion zunächſt nur über Grundſätze und über Verhältniſſe der Staaten unter einander, es möchten dieſe nun im Intereſſe der Regierungen ſelbſt oder ihrer Unterthanen eintreten, unterhandeln könnten; ſo läge es auſſer ihrem Berufe, die ſpeciellen Reclamationen der einzelnen Individuen anzunehmen, welche angebliche Rechte aus der Zeit der Weſtphäliſchen Herrſchaft anriefen. Erſt vom Reſultat ihrer Arbeit, deſſen Mittheilung die Königlich-Preuſſiſche Regierung ſich vorbehalte, werde es abhängen, ob und welche Reclamationen von den betreffenden Regierungen im Allgemeinen für zuläſſig geachtet werden, und welches Verfahren die letzteren zu ihrer Aufnahme, Prüfung und Erledigung im Einzelnen anzuordnen, für angemeſſen halten würden.

Der Königlich-Hannöveriſche Herr Geſandte erklärte, in Bezug auf vorſtehende Anzeige der Königlich-Preuſſiſchen Geſandtſchaft, daß er von den Regierungen von Hannover und Braunſchweig noch mit keiner Weiſung hierüber verſehen ſey; übrigens aber ſich verpflichtet ſehe, auch bei dieſer Veranlaſſung die feierliche Verwahrung derjenigen Grundſätze einzulegen, die von Hannover und Braunſchweig vom Anfange an, und beſonders noch bei dem letzten Wiener Congreſſe, dargelegt worden, und an welchen feſtzuhalten, der unveränderliche Entſchluß ſeines Hofes ſey.

Jene Grundſätze ſprach die Königlich-Hannöveriſche Geſandtſchaft bei Gelegenheit eines Vortrags über die Regulirung der Angelegenheiten des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen, in Beziehung

A) auf die Domänenkäufe

im §. 176 der Protokolle von 1819 dahin aus, daß da, wo es auf Anwendung der Grundsätze des Völker- und allgemeinen Staatsrechts ankomme, es einem jeden Staate offen bleiben müsse, darin nach eigenen Einsichten zu verfahren; das natürliche und positive Völkerrecht erkenne übrigens an, daß der Inhaber eines Landes, der keinen weitern Titel zu demselben habe, als den, welchen militärische Besitznahme geben könnte, keine Domänen und unbeweglichen Güter veräussern könne, auf dessen Verwaltung allein er Anspruch habe; und man könne nicht behaupten, daß einer Verordnung, in welcher diese anerkannten Grundsätze den Gerichten, um widersprechenden Entscheidungen vorzubeugen, zur Norm vorgeschrieben würden, deßhalb eine retroactive Kraft beigelegt werde.

B) In Beziehung aber auf die übrigen Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen, in Beziehung nämlich auf die Forderungen an den aufgelösten Westphälischen Staatsschatz, die so genannte Westphälische Staatsschuld, die Erstattung der in Westphalen geleisteten Cautionen und die Ansprüche der Westphälischen Staatsdiener

wurden jene Grundsätze von der Königlichen Gesandtschaft, im §. 180 derselben Protokolle, dahin ausgesprochen: Es könnten alle diese Anforderungen unter keinem andern Gesichtspuncte vor die Bundesversammlung gehören, als daß sie sich dafür verwende, daß die Gläubiger mit ihren gegründeten oder ungegründeten Forderungen nicht ungehört blieben. Und wenn gleich der mit Kurhessen i. J. 1813 geschlossene Vertrag für die übrigen Besitzer von Provinzen, welche gewaltsam zu dem Königreiche Westphalen geschlagen worden, keine verbindliche Kraft hätte; so fände sie doch kein Bedenken, daß man sich dafür bei den interessirten Höfen verwende, damit diese gemeinschaftlich sich über die Erörterung dieser Gegenstände vereinigen mögen. Wie weit aber jeder dieser Staaten, nach der Verschiedenheit des Verhältnisses, in welchem er zu dem Königreiche Westphalen gestanden habe, sich berufen finde, sich darin einzulassen, könne von der Bundesversammlung nicht beurtheilt werden, und müsse den Höfen überlassen bleiben.

Welche Grundsätze die Königlich-Hannöverische Regierung später, in den i. J. 1820 zu Wien statt gehabten Ministerial-Conferenzen, aufgestellt hat, geht aus den lithographirten Protokollen der Conferenz nicht vollständig, wohl aber so viel hervor, daß die Königlich-Hannöverischen Herren Bevollmächtigten, in Bezug auf den 15. Artikel der Competenzbestimmung (jetzt den 30. Artikel der Schlußacte), eine schriftliche Erklärung zu Protokoll gaben, um sich zu sichern, daß die Dispositionen dieses Artikels nicht etwa auf Privatforderungen, die aus der militärischen Occupation des Hannöverischen Gebiets und aus

Verhältnissen des ehemaligen Königreichs Westphalen hergeleitet wären, bezogen werden könnten.

Die Kurhessische Bundestagsgesandtschaft huldigte, in allen ihren protokolarischen Aeusserungen, den nämlichen Grundsätzen.

Die Herzoglich-Braunschweigische Regierung hingegen ließ, schon vor jenem Ersuchen, dieser hohen Versammlung

Prot. der 14. Sitz. v. 30. Juli 1818, §. 188

erklären, daß sie — bei übrigens ganz gleichen Ansichten über die Ungültigkeit der in der Kurhessischen Verordnung vom 14. Januar 1814 vernichteten Eigenthumsrechte — den Reclamanten dennoch den Rechtsweg willig eröffnet und ungestört erhalten habe.

Mit diesen Erklärungen blieben, auch in den neuesten Zeiten, die Resolutionen im vollen Einklange, welche Dr. Schreiber, auf seiner Rundreise an die betheiligten Höfe, von den Ministerien derselben erhielt; Resolutionen, die theils in den Beilagen zu der gedruckten Eingabe vom 5. Februar dieses Jahrs (Num. 14), theils in den derselben bloß handschriftlich beigefügten Acten, enthalten sind.

Dieses Alles zeigt auf unverkennbare Weise, daß dem von der Bundesversammlung in der 29. Sitzung vom Jahr 1819 ausgesprochenen Wunsche, die betheiligten Regierungen möchten sich über die gütliche oder rechtliche Erledigung der erhobenen Reclamationen und zwar, in dem Falle, daß eine richterliche Entscheidung nothwendig werden sollte, auch über ein gemeinsames Gericht vereinigen, nur in so fern entsprochen worden ist, in wie fern Commissarien der betheiligten Staaten in Berlin wirklich zusammengetreten sind, um wegen der, aus der Auflösung des Königreichs Westphalen herrührenden, gemeinsamen Interessen eine Auseinandersetzung zu bewirken; hingegen ist dabei, mit Ausnahme der Herzoglich-Braunschweigischen Regierung, von allen übrigen Regierungen, wenn auch nicht auf eine der Doctrin, doch der Wirkung nach, ziemlich gleiche Weise, nicht allein die eventuell in Antrag gebrachte rechtliche Entscheidung vor einem gemeinsam zu bestimmenden Gerichte, sondern vor jedem Gerichte, theils mittelbar, theils aber auch unmittelbar, abgelehnt worden: denn es ist für diejenigen Privatpersonen, welche gegen mehrere, in einer communioni incidenti von Verbindlichkeiten stehenden, Regierungen Rechtsansprüche zu haben behaupten, so wie für die Stellung dieser hohen Versammlung, ziemlich gleich bedeutend, ob die Fordernden mit der rechtlichen Erledigung ihrer Ansprüche auf ein Privat-Uebereinkommen dieser Regierungen unter sich, darüber: ob und welche jener behaupteten Rechtsansprüche von ihnen anerkannt werden wollen, und welches Verfahren zur Aufnahme, Prüfung und Erledigung derselben von ihnen festgesetzt werden dürfte? verwiesen werden, oder ob geradezu behauptet wird: die Bundesversammlung könne sich zwar dafür verwenden, daß die Gläubiger mit ihren gegrün-

deten oder ungegründeten Forderungen nicht ungehört blieben, und daß demnach die betheiligten Regierungen über die Erörterung derselben sich zu verständigen suchen möchten; daß aber die Bundesversammlung keineswegs zu beurtheilen habe, wie weit sich die betheiligten Regierungen in solche gemeinschaftliche Erörterungen einzulassen hätten.

Es fragt sich daher nunmehr: ob diese hohe Versammlung, nach solchen Erklärungen und nachdem sich noch im Jahre 1822, in den dem Dr. Schreiber auf dessen Sollicitationen ertheilten Ministerial-Resolutionen, ausdrücklich darauf zurückbezogen wurde, es für angemessen erachten könne, lediglich bei ihren in der 29. Sitzung des Jahrs 1819 und in der 30. des Jahrs 1821 gefaßten Beschlüssen stehen zu bleiben, oder welchen Weg sie sonst einzuschlagen haben dürfte, um zu bewirken, was sie nach ihrer Competenz, wenn eine solche überhaupt vorhanden ist, zu bewirken verpflichtet seyn dürfte?

Nach dem Dafürhalten der Commission, dürfte ein Zurückkommen auf das in den erwähnten Sitzungen an die betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig gestellte Ersuchen, nur unter der Voraussetzung zweckmäßig erscheinen, daß in dem zu fassenden Beschlusse an jene Regierungen zugleich die Aufforderung hinzugefügt würde, es möge ihnen gefällig seyn, in einer zu bestimmenden Frist von etwa drei Monaten die Bundesversammlung von dem Stande dieser commissarisch von ihnen verhandelt werdenden Angelegenheit, und davon in genügende Kenntniß zu setzen, ob dieselben geneigt seyen, in dem Falle, daß jene Verhandlungen zu keiner die Reclamanten befriedigenden Vereinigung führen sollten, vor einem, von ihnen zu wählenden, gemeinschaftlichen Gerichte Recht zu nehmen, indem, wenn sich dieselben dazu nicht entschliessen wollten, der Bundesversammlung nichts übrig bleibe, als in Gemäßheit des 29. Artikels der Schlußacte dafür zu sorgen, daß den Reclamanten auch dieser Kategorie der Rechtsweg vor den competenten Landesgerichten in der nämlichen Art eröffnet werde, wie er den Domänenkäufern in Kurhessen eröffnet worden sey.

Für diesen Antrag der Commission scheinen ihr folgende Gründe zu sprechen:

1) Die Competenz dieser hohen Versammlung, in Folge allgemeiner Grundsätze und des 29. Artikels der Schlußacte, dafür zu sorgen, daß den Reclamanten über die rechtliche Gültigkeit der, von ihnen mit der vormaligen Westphälischen Regierung abgeschlossenen, privatrechtlichen Contracte richterliches Gehör vor selbstständig urtheilenden Richtern nicht verweigert werde, dürfte nach dem, was darüber in der 51. Sitzung des Jahrs 1818 und in diesem Vortrage (ad A) bereits ausgeführt worden ist, um so weniger zu bezweifeln seyn, als

2) dagegen die Berufung auf die Wiener Conferenz-Verhandlungen über die Bestimmung des 30. Artikels mit rechtlichem Erfolge nicht benutzt werden zu können scheint, da in

diesen Verhandlungen keineswegs der Sinn liegt, daß der Bundesversammlung in den Westphälischen Angelegenheiten jedes Vorschreiten unmöglich gemacht werden solle.

Der 30. Artikel der Schlußacte setzt voraus, daß Forderungen, deren Existenz an sich nicht bestritten wird, doch um deswillen unbefriedigt bleiben, weil die Verpflichtung dazu oder das Maas der Theilnahme an der Befriedigung derselben zwischen mehreren Bundesgliedern noch zweifelhaft oder streitig ist.

In diesem Sinne wurde in der 17. Wiener Conferenz-Sitzung verlangt, daß der 30. Artikel der Schlußacte auf die Westphälischen Angelegenheiten und zwar um deswillen keine Anwendung finden solle, weil die rechtliche Existenz der betreffenden Forderungen von einigen der betheiligten Regierungen geradezu bestritten würde: allein so wenig war es die Absicht der Conferenz, jede Einwirkung der Bundesversammlung abzuschneiden, daß vielmehr noch in der 33. Sitzung ein hierauf sich beziehender, richterlicher Entscheidung ausdrücklich erwähnender, Antrag erfolgte. — Unter dem 27. Juli 1820, wurden, in Gemäßheit desselben, die Reclamationen in den Westphälischen Angelegenheiten, namentlich und mit Beziehung auf das 33. Conferenz-Protokoll, in die Zusammenstellung der besonderen Gegenstände, welche, in Folge der letzten Wiener Ministerial-Conferenzen, zur weitern Berathung an den Bundestag gebracht werden sollten, von dem Präsidio dieser hohen Versammlung, zugleich mit Bezeichnung des dafür in den Conferenzen von dem Herrn Fürsten Metternich aufgestellten Gesichtspuncts, aufgenommen.

Protokolle vom Jahr 1820, Seite 216.

Ganz verschieden von der Voraussetzung des Artikels 30 der Schlußacte ist aber die, welche den Beschlüssen der Bundesversammlung in den §§. 177, 178, 179 u. 180 des Protokolls der 29. Sitzung vom Jahre 1819 zum Grunde liegt.

Die Voraussetzung, in welcher jene Beschlüsse gefaßt wurden, bestand aber darin

a) daß es sich in den vorliegenden Fällen von Ansprüchen handle, welche an und für sich als liquide noch nicht erachtet werden könnten;

b) daß sie aber, wenn kein Vergleich zu Stande komme, jedenfalls richterlich entschieden werden müßten, indem sie, mögen sie auf Erfüllung der mit der ehemaligen Westphälischen Regierung abgeschlossenen Contracte, oder auf Entschädigung für Contracte, welche die dermaligen Regierungen aufzuheben sich veranlaßt fanden, gerichtet seyn, sich unverkennbar als solche darstellen, die, in Beziehung auf ein ursprünglich privatrechtliches Rechtsgeschäft, gegen den Fiscus erhoben werden;

c) daß solche streitig gewordenen Rechtsgeschäfte ihren privatrechtlichen Charakter auch dann nicht verlieren können, wenn die Entscheidung über ihre Gültigkeit oder Ungültigkeit aus andern als bloß civilrechtlichen Normen geschöpft werden müßte.

Diese Voraussetzung aber beruhte wieder:

1) auf dem, schon bei den Berathungen über die Deutsche Bundesverfassung ausgesprochenen, allgemeinen Willen aller verhandelnden Staaten, die Deutschen Völker über ihren Rechtszustand, durch möglichst vollkommene Sicherung desselben, zu beruhigen.

Der Wille, dafür zu sorgen, daß (wie sich ein Bundestagsgesandter in der Sitzung vom 21. November 1816 ausdrückte) die Deutschen in allen Bundesstaaten gegen Willkühr gesichert und völlig gewiß seyen, daß ihnen rechtliches Gehör nirgends versagt werden dürfe, sprach sich überall sehr deutlich, auf das unzweideutigste aber bei den Berathungen über Errichtung und Wirksamkeit eines Bundesgerichts und über Bestimmung der Rechte der Unterthanen in den Deutschen Bundesstaaten überhaupt, aus.

Klüber's Uebersicht der diplomatischen Verhandlungen des Wiener Congresses überhaupt und insonderheit über wichtige Angelegenheiten des teutschen Bundes. Zweite Abtheilung, Seite 173 — 193 u. 244 ff.

Unter denjenigen Regierungen — und dazu gehörten, mit sehr wenig Ausnahmen, alle — welche sowohl für die Errichtung eines Bundesgerichts, als auch für die ausdrückliche Bestimmung der Rechte der Unterthanen in den Deutschen Bundesstaaten stimmten, zeichneten sich — neben der Oesterreichischen — besonders die von Preussen und Hannover aus.

So reclamirte Preussen für die Unterthanen aller Deutschen Staaten unter Anderem auch «die Freiheit, Beeinträchtigungen der persönlichen oder Eigenthums-Rechte gegen Jedermann, nach den Gesetzen, vor dem ordentlichen Richter verfolgen, und, wegen verweigerter, verzögerter oder gesetzwidrig geübter Rechtspflege, Beschwerden bei dem Bunde führen zu können.

Klüber a. a. O., S. 249.

Preussen forderte, bei einer andern Gelegenheit, noch bestimmter, «daß die Richter, in Klagen gegen den Landesherrn, in demjenigen, was die (gesetzmäßige Erörterung und) Entscheidung der Sache beträfe, ihres als Unterthanen oder sonst in irgend einer andern Eigenschaft geleisteten Eides entbunden seyn sollten; auch kein Richter anders als durch förmlich gesprochenes Urtheil seines Richteramtes entsetzt werden solle».

Klüber a. a. O., S. 250.

Hannover forderte in dieser Beziehung ebenfalls, «daß die Richter, in Sachen, wo der Landesherr Partei wäre, von ihren Pflichten gegen diesen zu entbinden, und anzuweisen seyen, lediglich nach den Gesetzen, mit Hintansetzung aller etwaigen Cabinets-Rescripte, zu sprechen».

Nur durch solche liberale Grundsätze — sagten die Königlich-Hannöverischen Congreßbevollmächtigten, und die Kaiserlichen und Königlichen Bevollmächtigten von Oesterreich und

Preuſſen erklärten ihr völliges Einverſtändniß mit dem Inhalte dieſer Hannöveriſchen Erklärung — nur durch ſolche liberale Grundſätze könne man, bei dem jetzigen Zeitgeiſt und bei den billigen Forderungen der Deutſchen Nation, hoffen, Ruhe und Zufriedenheit herzuſtellen.

Klüber a. a. O., S. 255.

Noch bei der Unterzeichnung der Bundesacte, bekannte Hannover laut, daß dieſe Acte die Erwartungen der Deutſchen Nation nur zum Theil erfüllen könne; indeſſen ſchlieſſe der Bund, wie er beliebt ſey, keine Verbeſſerung aus, und dieſe zu befördern, werde es ſich ſtets bemühen.

Klüber a. a. O., S. 272.

Aber auch diejenigen Regierungen, welche, gewiß nicht ohne triftige Gründe, gegen die Errichtung eines Bundesgerichts und gegen eine nähere Beſtimmung der Rechte der Unterthanen in den Deutſchen Bundesſtaaten ſtimmen zu müſſen glaubten, erklärten, zum Theil als Motiv ihrer Abſtimmungen, in Beziehung auf die Juſtizpflege, daß dieſe in ihren Staaten, auch der Regierung gegenüber, völlig unabhängig ſey.

So erklärte z. B. Baiern: die Baieriſche Regierung erkenne, auch in Klagſachen gegen ſie ſelbſt, die Competenz der von ihr niedergeſetzten Gerichte an; ſie unterwerfe ſich, wie ſchon mehrere Fälle zeigten, dem Ausſpruche ihres oberſten Gerichtshofes, wider deſſen Urtheile keine Berufung mehr ſtatt finde.

Klüber a. a. O., S. 260.

So erklärte Großherzogthum Heſſen: In ſeinen Staaten habe Heſſen durch ganz unabhängige und kraftvolle Rechtspflege, und, da es das eigene Intereſſe ſeines Fiscus den Ausſprüchen der Gerichte unbedingt unterworfen habe, für Alle, die ſeiner Staatsgewalt unterworfen wären, den Wunſch aller weitern Berufung beſeitigt.

Klüber a. a. O., Seite 177.

Aber nicht bloß auf dieſen ſo allgemein ausgeſprochenen Willen, eine unparteiiſche, ſelbſtſtändige und kraftvolle Juſtizpflege, auch dem Fiscus und den Cabinets-Reſcripten gegenüber, zu ſichern, gründeten ſich die Beſchluſſe, welche dieſe hohe Verſammlung in der 29. Sitzung von 1819 faßte, ſondern hauptſächlich auch noch

2) auf die Verpflichtung, welche ihr der 29. Artikel der Schlußacte, der ohne die Fortdauer jenes Willens, als eine weſentliche Verbeſſerung und Ergänzung der für mangelhaft erkannten Bundesacte, gar nicht hätte ins Leben gerufen werden können, der aber demnach auch, durch jenen beſtimmt und umfaſſend ausgeſprochenen Willen,

erst seine über alle Zweifel erhabene Bedeutung nach Werth und Umfang erhält, ausdrücklich auferlegt hat.

Da nun in den vorliegenden Fällen, auf welche sich die erwähnten Beschlüsse beziehen, die Rechtsgültigkeit der gemachten Ansprüche theils als problematisch dargestellt, theils geradezu in Abrede gestellt wird; so können über die Zulässigkeit dieser Exceptionen nur die Landesgerichte entscheiden; die Bundesversammlung aber hat, in Folge des 29. Artikels, bloß dafür zu sorgen, daß die Gerichte in ihren Entscheidungen allem, die Freiheit ihrer rechtlichen Ueberzeugung hemmenden, Einflusse entzogen werden.

3) Wenn in den angeführten Beschlüssen nicht bloß darauf hingearbeitet, sondern eventuell auch das Ersuchen gestellt wurde, daß die betreffenden Regierungen in dem Falle, wo eine richterliche Entscheidung über jene Ansprüche nothwendig werden sollte, sich über ein gemeinschaftliches Gericht vereinigen möchten, weil diese Ansprüche gegen mehrere Bundesstaaten, die, als Theilhaber an einer zufälligen Gemeinschaft von Verbindlichkeiten, nicht für das Ganze der Forderungen in Anspruch genommen werden können, rechtlich geltend gemacht werden müßten; so lag bei diesem Ersuchen die auf frühere Vorgänge gestützte Absicht zum Grunde, auch für diesen besondern Fall eine Lücke des gerichtlichen Verfahrens, welche der 30. Artikel noch offen gelassen hat, und die neuerdings, bei Gelegenheit der Verhandlungen über die Vervollkommnung des Austrägal-Verfahrens, wieder zur Sprache gekommen ist, vorläufig auszufüllen; und diese Absicht schien gerechtfertigt:

a) durch den Umstand, daß, bei mehreren Gelegenheiten, Ministerien die Reclamanten dieser Kategorie — wie z. B. die Unternehmer der Militär-Verpflegung in der 3. Militär-Division, Spir, Mar und Compagnie, und die Unternehmer der Hospital-Verpflegung im ganzen Umfange des vormaligen Königreichs Westphalen, Bonde und Compagnie — an den Bundestag verwiesen, ihnen die gemeinsame Regulirung der Westphälischen Angelegenheiten als den einzigen Weg, auf welchem sie zu ihrem Zwecke gelangen könnten, bezeichneten, und dabei ausdrücklich jeden weitern Vorschritt, um einen Theil ihrer Forderungen bloß bei einer einzelnen Regierung geltend zu machen, aufhoben;

b) durch den 5. Separat-Artikel der zwischen den verbündeten Mächten und dem Kurfürsten von Hessen unter dem 2. December 1813 abgeschlossenen Convention, nach welchem durch eine Commission alle diejenigen Interessen ausgeschieden und regulirt werden sollen, welche bis dahin den verschiedenen Provinzen des Königreichs Westphalen gemeinschaftlich waren.

Es kann freilich

ad a) nicht in Abrede gezogen werden, daß nicht alle betheiligten Regierungen in gleicher Weise verfahren haben, und daß durch die Maasregeln der einen Regierung die der übrigen rechtlich nicht bestimmt werden können: allein es konnte und kann auch jetzt wohl noch vorausgesetzt werden, daß, unter verbündeten Staaten, über jede mit dem Rechte vereinbarliche Maasregel zur Beseitigung eines, wenn auch noch nicht erwiesenen materiellen, doch eines möglichen formalen Unrechts, eine Einverständigung wahrscheinlich erfolgen werde.

Es kann auch

ad b) nicht in Abrede gezogen werden, daß die allegirte Convention vom 2. December 1813 von den verbündeten Mächten ausdrücklich nur mit Kurhessen geschlossen wurde; wenn man aber in Erwägung zieht, daß das, was hierin, unter Mitwirkung der Bevollmächtigten des Königs von England, der doch mit Hannover nicht ausser aller Beziehung gedacht wird, von dem Kurfürsten von Hessen verlangt wurde, ohne gleichmäsige Mitwirkung von allen betheiligten Staaten gar nicht erfüllt werden könnte: so muß man sich zu der Voraussetzung berechtigt halten, daß mit Hannover und Braunschweig (denn Preussen befand sich unter den die Convention abschliessenden Mächten) entweder ähnliche, vielleicht nur nicht bekannt gewordene, Conventionen geschlossen worden seyn dürften, oder daß solche Umstände — die sich, da Hannover und Braunschweig zu den ursprünglich verbündeten der alliirten Hauptmächte gehörten, gar wohl denken liessen — obwalteten, unter welchen dergleichen Verabredungen und Bestimmungen in förmlich abzuschliessenden Conventionen um deswillen ganz überflüssig erschienen, weil die Zustimmung dazu, auch stillschweigend, mit Zuverlässigkeit vorausgesetzt werden konnte.

Sollte aber auch die Erwägung dieser Umstände nicht hinreichend seyn, um sämmtliche bei diesen Gegenständen betheiligte Regierungen dazu zu bestimmen, daß sie, in dem Falle, wenn mit den Reclamanten kein gütliches Abkommen getroffen werden könnte, sich über ein gemeinschaftliches Gericht, vor welchem die Ansprüche der Reclamanten an- und ausgeführt und darüber rechtliche Erkenntnisse ertheilt würden, vereinigten: so wird die Erwägung jener Umstände doch zu einem andern, sofort näher zu bezeichnenden, Auskunftsmittel führen, durch welches der im Geiste der Bundesverfassung liegenden Forderung richterlicher Entscheidung ebenfalls Genüge geschehen würde.

Es kann nämlich gegen den auf die Erwählung eines gemeinschaftlichen Gerichts gerichteten Antrag allerdings eingewendet werden, und ist dagegen, zum Theil wenigstens, auch wirklich eingewendet worden:

1) daß die bestehende Bundesgesetzgebung für Fälle der vorliegenden Art, wo Privatpersonen Ansprüche gegen Regierungen unmittelbar geltend machen wollen, die Vereinigung über ein gemeinschaftliches Gericht, zur Zeit wenigstens, ganz und gar nicht fordert, die rechtliche Erörterung und Erledigung solcher Ansprüche vielmehr ausdrücklich an die Landesgerichte verweiset;

2) daß die vorliegenden Fälle von den Fällen, in welchen sich Regierungen dem ungeachtet über ein gemeinschaftliches Gericht vereinigten, vor welchem sie Privaten Recht geben, wesentlich verschieden seyen, indem in jenen der Grund wegfalle, der in diesen als entscheidend angenommen werden müsse, der nämlich, daß in den letzteren die Privatpersonen dadurch, daß ihre Beschwerden schon vor einem der ehemaligen Reichsgerichte rechtshängig waren, auf die Einheit des Gerichts ein wohlerworbenes Recht erlangt hatten; und

3) daß, in den vorliegenden Fällen, das Verhältniß der betheiligten Staaten, in welchem diese zu der ehemaligen Westphälischen Regierung gestanden, viel zu verschieden sey, und daß die Verschiedenheit dieses Verhältnisses auch auf die richterliche Beurtheilung der vorliegenden streitigen Rechtsverhältnisse viel zu einflußreich seyn dürften, als daß sie in einem und dem nämlichen Proceßverfahren, den Fordernden gegenüber, und vor einem Richter, der in Beziehung auf jede der betheiligten Regierungen ein ursprünglich competenter nicht genannt werden könne, mit einander ganz gemeinschaftliche Sache zu machen für räthlich halten könnten.

Von den beiden ersten Einwendungen glaubt die Commission, daß sie, wenn sie gemacht oder festgehalten werden wollen, vom jetzigen Standpuncte der Bundesgesetzgebung aus schlechthin nicht zu beseitigen sind; und daß man, wenn man auch, in Beziehung auf die dritte, Manches sollte sagen können, was das Gewicht derselben vielleicht zu vermindern vermöchte, dennoch immer würde zugestehen müssen, daß die Verhältnisse der bei dem aufgelösten Königreiche Westphalen betheiligten Regierung zu der damals für einige derselben nur factisch bestehenden Regierung desselben in einer Art verschieden seyen, die auch eine verschiedene Beurtheilung der Frage über die Gültigkeit des einen oder des andern der mit jener Regierung von Privatpersonen geschlossenen Verträge, möglicher weise zur Folge haben könnte.

Wenn sich demnach aber auch die betheiligten Regierungen, in dem unterstellten Falle, daß kein gütliches Abkommen mit den Reclamanten von ihren Commissarien zu Stande zu bringen seyn sollte, aus freiem Antriebe über den Antrag auf ein gemeinschaftliches Gericht nicht vereinigen würden; so scheint denn doch ein Auskunftsmittel vorhanden zu seyn, das, weil es nicht bloß im Geiste der Bundesverfassung, sondern noch viel tiefer in dem Rechtsgefühle der betheiligten Regierungen wurzelt, um so weniger verworfen werden

dürfte, als in der Erklärung der Hannöverischen Gesandtschaft, im Paragraphen 180 der Protokolle des Jahres 1819, selbst nicht undeutlich darauf hingedeutet worden ist, indem dort gesagt wird:

«Und wenn gleich der mit Kurhessen Anno 1813 geschlossene Vertrag für die übrigen Besitzer von Provinzen, welche gewaltsam zu dem Königreiche Westphalen geschlagen worden, keine Verbindlichkeit hat; so finde ich doch kein Bedenken, daß man sich dafür bei den betheiligten Höfen verwende, damit diese gemeinschaftlich sich über die Erörterung dieser Gegenstände gütlich vereinigen mögen».

Nur das wollte die Gesandtschaft den betheiligten Höfen überlassen wissen, daß sie selber bestimmten, wie weit sie sich, je nach der Verschiedenheit ihres Verhältnisses zu dem Königreiche Westphalen, darin einlassen wollten.

Dem strengen Rechte — so scheint es der Commission — wäre genügt, wenn sämmtliche betheiligte Regierungen darin übereinkämen, daß sie durch ihre bereits zu Berlin bestehende Commission, in der übrigens noch nicht zuzugebenden Voraussetzung, daß die Forderungen der Reclamanten wirklich auf rechtsbegründeten Titeln beruhten, sobald als möglich — und lange Zeit könnte eine solche Arbeit kaum erfordern — ausmitteln und feststellen lassen wollten:

1) welche Forderungen, im unterstellten, aber noch nicht zugegebenen Falle, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anerkannt werden sollen?

2) in welchem Verhältnisse jede der betheiligten Regierungen — auch hier nur im unterstellten, aber noch nicht zugegebenen Falle — zur Befriedigung jener Central-Verbindlichkeiten beizutragen haben würde?

Wären diese beiden Puncte einmal ausgemittelt, festgestellt und den Reclamanten bekannt gemacht; so wäre es für jede der betheiligten Regierungen ein Leichtes, ihre Ansichten über die Zulässigkeit der an sie gemachten Ansprüche, den Reclamanten gegenüber, auf dem Wege der Unterhandlungen, oder, in Entstehung des gewünschten Resultats derselben, auf dem Wege der rechtlichen Erörterung vor den zur Entscheidung derselben, nach dem Dafürhalten der Commission, allein competenten Landesgerichtsstellen geltend zu machen.

Die Commission richtet, unter diesen Verhältnissen, in Beziehung auf die gütliche oder rechtliche Erledigung derjenigen Reclamationen, welche in Hinsicht auf Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, die in demselben contrahirte Staatsschuld, die der Westphälischen Regierung gestellten Cautionen und die Versorgung ehemaliger Westphälischer Staatsdiener, bei dieser hohen Versammlung angebracht wurden, ihren

Antrag

dahin:

In Erwägung der dieſer hohen Verſammlung durch den Artikel 29 der Schlußacte auferlegten Verpflichtung, dafür zu ſorgen, daß die ſo eben bezeichneten Beſchwerden, falls dieſelben im Wege auſſergerichtlicher Ausgleichung nicht ſollten beſeitigt werden können, der rechtlichen Erörterung vor den competenten Gerichtsſtellen nicht entzogen werden, die dabei betheiligten Regierungen von Preuſſen, Hannover, Kurheſſen und Braunſchweig durch deren Bundestagsgeſandtſchaften zu veranlaſſen, daß dieſelben

1) für die Beſchleunigung der Arbeiten der in Betreff der oben bezeichneten Angelegenheiten angeordneten und in Berlin zuſammengetretenen Commiſſion Sorge tragen, und
2) dieſe hohe Verſammlung, innerhalb eines Zeitraums von vier Monaten, von dem Stande dieſer commiſſariſch verhandelt werdenden Angelegenheiten und zugleich davon in Kenntniß ſetzen laſſen mögen:
   a) ob dieſelben geneigt ſeyen, in dem Falle, daß jene Verhandlungen zu keinem die Reclamanten befriedigenden Reſultate führen ſollten, vor einem, von ihnen zu erwählenden, gemeinſchaftlichen Gerichte Recht zu nehmen; oder
   b) ob ſie es vorzögen, innerhalb einer zu beſtimmenden Friſt, gemeinſchaftlich, jedoch ohne alles rechtliche Präjudiz, feſtſetzen zu laſſen:

      welche Forderungen, wenn ſie überhaupt rechtsbegründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen anerkannt werden ſollen?

      und

      in welchem Verhältniſſe jede der dabei betheiligten Regierungen zur Befriedigung jener Verbindlichkeiten, wenn ſie überhaupt rechtsbegründet wären, beizutragen habe?

damit, nachdem dieſes geſchehen, jede der betheiligten Regierungen die ſie betreffenden Anſprüche beſonders prüfen, und die darüber erhobenen Beſchwerden, entweder auf dem Wege der Unterhandlung mit den Reclamanten, oder, in Entſtehung eines befriedigenden Erfolges derſelben, auf dem Wege der rechtlichen Erörterung vor den competenten Landesgerichtsſtellen für ſich allein heben laſſen könne.

Im Namen der Commiſſion,

Wangenheim.

Sechzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 12. Juni 1823.

In Gegenwart

aller in der funfzehnten Sitzung Anwesenden.

§. 100.

Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

(15. Sitz. §. 98 d. J.)

Präsidium. Einige Gesandtschaften wollten sich heute über den in der letzten Sitzung erstatteten Vortrag, wegen Regulirung der Angelegenheiten der bei dem aufgelösten Königreiche Westphalen betheiligten Individuen, erklären, wozu Präsidium denselben andurch das Protokoll öffne.

Preussen. Bei der in letzter Sitzung statt gefundenen Verhandlung über die Sache der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen und die übrigen Westphälischen Central-Angelegenheiten, ist auf die speciellen Anträge der Reclamations-Commission von der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft vorläufig nur so viel geäussert worden, als es ihr nach Lage der Verhältnisse nothwendig erschien; eine Erklärung über die ausführliche Entwickelung der Gründe aber, welche den gedachten Anträgen als Motive voranzehen, mußte die Gesandtschaft damals zu umgehen um so mehr für Pflicht halten, als ihr eine nähere Prüfung derselben erst nach erfolgtem Abdrucke des gesammten Commissions-Vortrags möglich erschien.

In Folge dieser Prüfung hat sie nun die Ueberzeugung gewonnen, sich der nachträglichen Aeusserung nicht überheben zu können:

daß sie mit den staatsrechtlichen Theorien, aus welchen jene Gründe geschöpft sind, bei der grossen Allgemeinheit, womit sie in dem Vortrage aufgestellt werden, und

bei der Bedenklichkeit ihrer Anwendung und der daraus zu ziehenden Folgerungen, nicht völlig einverstanden seyn kann, und daher sehr gern die Veranlassung des letzten Beschlusses benutzen wird, um sich darüber die Ansicht und Anweisung ihres allerhöchsten Hofes zu erbitten.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Wie von allem Anfange, könnte ich mich auch heute für ermächtigt halten, in dem Sinne meiner allgemeinen Instructionen über vorliegende Hauptfrage, die vielfältigen Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen betreffend, Seiner Majestät meines Königlichen Herrn Meinung auf das bestimmteste auszusprechen, welche sich nämlich darauf beschränkt:

«daß bei der grossen Verschiedenheit des Gesichtspunctes zur Beurtheilung der fraglichen Gegenstände, und da die eine Regierung, welche ihre eigentlichen Rechte darauf nie aufgegeben, keineswegs gehalten werden kann, die Ansichten jener anderen darüber zu theilen, welche mittelst irgend eines Vertrags solche förmlich abgetreten haben; auch insbesondere von dem freien Willen des nunmehrigen Regenten des Kurhessischen Staates immer noch zu erwarten steht, welche Modificationen oder Milderungen in eine für die dabei betheiligten Individuen allerdings verderbliche Maasregel derselbe nach und nach und in einzelnen Fällen eintreten zu lassen, etwa geneigt seyn dürfte — es am geeignetesten erscheine, die Reclamanten lediglich an ihre competenten Behörden zu verweisen, um von diesen einer billigen richterlichen Entscheidung entgegen zu sehen».

Gleichwohl bin ich nicht weniger bereit, so wie es von dieser hohen Versammlung beliebt worden, auf eine nochmalige besondere Instructions-Einholung über diesen Gegenstand anzutragen, zum Ueberfluß auch diesem Beschlusse für meinen Theil mich zu fügen.

Die so eben vernommene Erklärung des Königlich-Preussischen Herrn Gesandten, so wie die Aeusserungen einiger anderen, gaben dem Kaiserlich-Oesterreichischen präsidirenden Herrn Gesandten zu der Bemerkung Anlaß, es könne sich derselbe von der Nothwendigkeit nicht überzeugen, daß von den verehrlichen Gesandtschaften, welchen die Abstimmung über die Anträge der Reclamations-Commission in der Westphälischen Angelegenheit bis 4. December laufenden Jahres vorbehalten worden ist, gegen diejenigen Motive, aus welchen diese Anträge von Seiten der Eingaben-Commission hervorgegangen sind, heute eine förmliche Verwahrung in das Protokoll eingelegt werden müsse. Wenn der Kaiserlich-Oesterreichische präsidirende Gesandte mit jenen Theorien, welche nach der Ausarbeitung der Reclamations-Commission von mehreren Rechtslehrern aufgestellt wor-

den, sich eben so wenig vereinigen, als überhaupt mit der bisherigen Uebung befreunden kann, daß in den Verhandlungen der Bundesversammlung sich so vielfältig auf derlei Rechtslehrer berufen werde, denen dadurch in den Augen des Publikums eine Autorität zugestanden zu werden scheint, die vielleicht nicht immer und nicht in allen Beziehungen vertheidigt werden könnte; so glaubt derselbe doch nur seinem allerhöchsten Hofe, sowohl hierüber, als über den eigentlichen Gegenstand der Frage, die Abstimmung im festgesetzten Termine vorbehalten zu müssen, und besorgt keineswegs, daß durch die von der Versammlung beschlossene Festsetzung eines Abstimmungs-Termins der Vermuthung Raum gegeben werden könne, als ob man dadurch auch schon im Voraus den Grundsätzen huldige, aus welchen jener Antrag hervorgegangen ist.

Hierauf wurde

beschlossen:

ausdrücklich anzufügen, daß die hohe Bundesversammlung durch Festsetzung eines Termins zur Abstimmung in oben erwähnter Angelegenheit weder in eine Beleuchtung oder Erörterung der in dem Vortrage aufgestellten Grundsätze eingegangen sey, noch sich dieselben oder die Motive des Commissions-Antrages eigen gemacht, sondern die Erledigung dieser Sache ganz allein den Instructionen der Regierungen vorbehalten habe.

§. 101.

Matrikel des Deutschen Bundes.

(43. Sitz. §. 210 v. J. 1818. — 3. Sitz. §. 19 v. J. 1819.)

Präsidium trägt vor: Die Zeit, auf welche die provisorische Bundesmatrikel angenommen worden sey, gehe mit diesem Jahr zu Ende, es wolle also dem Ermessen einer hohen Bundesversammlung anheim stellen, zur Wahl jener Commission zu schreiten, welche nach dem Bundestagsbeschlusse vom 20. August 1818 (§. 210) die Grundsätze, wornach die definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel bearbeitet werden solle, zu begutachten habe.

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden, und es wurden hierauf zu dieser Commission die Herren Bundestagsgesandten

Freiherr von Münch-Bellinghausen,
Graf von der Goltz,
von Pfeffel,
von Hammerstein und
Graf von Eyben,

gewählt; daher

Beschluß:

daß die aus den Herren Bundestagsgesandten, Freiherrn von Münch-Belling-

hausen, Grafen von der Goltz, von Pfeffel, von Hammerstein und Grafen von Eyben, gewählte Commission um Erstattung ihres Gutachtens über die Grundsätze, wornach die definitiv einzuführende Matrikel bearbeitet werden solle, zu ersuchen sey.

§. 102.

Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischer Landestheile.

(9. Sitz. §. 63 d. J.)

Baden. In ihrer in der 9. dießjährigen Sitzung §. 63 abgegebenen Erklärung über die Forderungen verschiedener Staatsgläubiger an den ehemaligen Kurstaat Mainz und die jetzigen Besitzer ehemaliger Kurmainzischer Landestheile, hat sich die Großherzogliche Gesandtschaft weitere Aufklärung der diesseitigen Theilnahme an der Mainzer Pfandamtsforderung vorbehalten.

Diese, sieht sie sich nunmehr in Stand gesetzt, dahin zu ertheilen, daß die Mainzisch-Leiningische und die Mainzisch-Salm-Krautheimische Schulden-Tilgungscassen zu Mosbach und Tauber-Bischofsheim von der Großherzoglichen Regierung angewiesen worden sind, nicht nur die Zinsen von den durch die Mainzer Staatsausgleichungs-Commission zu Frankfurt den Fürstlichen Häusern Leiningen und Salm-Krautheim zugetheilten Raten an der auf die Aemter Rüdesheim und Krautheim radicirt gewesenen Capitalforderung des Mainzer Pfandhauses an den Mainzer Kurstaat, sondern auch die zugewiesenen Capital-Raten selbst nach und nach, so wie solches geschehen kann, abzutragen.

Ausserdem glaubt die Gesandtschaft bemerken zu müssen, daß, hinsichtlich der weitern, auf den Zoll Bilzbach radicirt gewesenen Capitalforderung eben dieses Pfandhauses an den Kurstaat Mainz, ad 232,000 Fl., zur Zeit noch keine Repartition desselben unter den verschiedenen Mainzer Kurstaatsbetheiligten und keine partielle Uebernahme erfolgt ist, und bis zur Erledigung des wegen der auf die Rente Lohneck und den Zoll Bilzbach radicirten Mainzer Schulden zwischen dem Großherzogthume Hessen und dem Herzogthume Nassau obwaltenden Streites, auch nicht wohl wird erfolgen können.

Diese Erklärung wurde an die betreffende Commission verwiesen.

§. 103.

Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen den in Stuttgart erscheinenden Teutschen Beobachter.

(14. Sitz. §. 92 d. J.)

Kurhessen. In Beziehung auf die in das Protokoll der 14. Sitzung gelegten Aeusserungen, hat Kurfürstliche Gesandtschaft nachträglich zu erklären, daß Seine Königliche Ho-

heit der Kurfürst, in Betracht der höchst strafbaren und ungeziemenden Artikel des Teutschen Beobachters und des daraus hervorgehenden gefährlichen, gewiß die größte Aufmerksamkeit und die schärfste Ahndung verdienenden Geistes, dem auf Unterdrückung desselben gefaßten Beschlusse vollkommen beistimmen.

§. 104.

Entschädigungsgesuch der ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsschäden.

(15. Sitz. §. 97 d. J.)

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft ist auf den, in Folge Bundestagsbeschlusses vom 24. April dieses Jahres, betreffend die von den ehemaligen Kurpfälzischen Erbpächtern der Gräfenauer- und Hemshöfe erhobenen Entschädigungs-Reclamation, an ihren höchsten Hof erstatteten Bericht mit einer Instruction versehen worden, welche sie in den Stand setzt, den in der Großherzoglich-Badischen Erklärung vom 5. dieses Monats entwickelten Grundsätzen im Wesentlichen beizutreten.

Auf keinen Fall kann ihr höchster Hof jemals nachgeben, daß eine gerichtliche Entscheidung zwischen Privatpersonen und Staatsregierungen über nicht privatrechtliche Forderungen statt finde.

Staatshandlungen und deren Wirkungen können nie Gegenstand eines Erkenntnisses der Gerichte werden, ohne deren Stellung völlig zu verrücken, und es geht durchaus nicht an, dieselben hierin den vormaligen Reichsgerichten gleich zu setzen, da ihr Verhältniß zur Souverainetät von jenem der Reichsgerichte zur Deutschen Landeshoheit so wesentlich verschieden ist.

Im vorliegenden Falle ist von Justizverweigerung keine Rede, mithin läßt sich die Competenz einer hohen Bundesversammlung nur dann als vorhanden annehmen, wenn sie aus dem Artikel 30 der Schlußacte hergeleitet werden kann. Es ist aber noch nicht ausgemacht, ob dieser Artikel nur von Forderungen spreche, deren Statthaftigkeit und Grund an sich unbezweifelt ist, und welche nur wegen Verweisung von einem Staate an den andern nicht realisirt werden können; oder ob er auch solche Forderungen umfasse, welche keiner der angesprochenen Staaten als an sich gegründet anerkennt.

Ersteres scheint nach den Worten des Artikels angenommen werden zu müssen. Sollte indessen eine hohe Bundesversammlung der letztern Auslegung den Vorzug geben, so ist man erbötig, zur Entstehung des von Großherzoglich-Badischer Seite vorgeschlagenen Austrägalverfahrens mitzuwirken.

Diese Erklärung wurde der Reclamations-Commission zuzustellen beschlossen.

§. 105.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 59, eingereicht am 5. Juni, von Gerhard Heinrich Buse zu Brünn, den zweiten Theil dessen Comptoir-Buchs.

Num. 60, einger. am 6. Juni, von Joseph Freiherrn von Urraca zu Wien, K. K. Generalmajor, Gesuch um Beförderung der Angelegenheit des Grafen von Hallberg ꝛc.

Num. 61, einger. am 6. Juni, von dem ehemaligen Fürstlich-Nassau-Saarbrückischen Geheimen Rath Eichberg zu Ottweiler, Bitte um Verwendung bei der Herzoglich Nassauischen Regierung, wegen Vergütung seiner Pensionsrückstände, im Betrage von 15,092 Fl. 40 Kr., dann einer baaren Auslage für den verstorbenen Herrn Fürsten von Nassau-Saarbrücken von 610 Fl. 15 Kr. Mit Anl. A — H.

Num. 62, einger. am 6. Juni, von der Stadt Herbstein, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse. Mit Anl. A — D in Abschrift.

Num. 63, einger. am 12. Juni, von den Geschwistern Levy dahier, Bitte um Schutz gegen die ihnen von dem Senate der freien Stadt Frankfurt wiederholt angedrohte Ausweisung aus dem städtischen Bezirk.

wurden den betreffenden Commissionen übergeben.

Folgen die Unterschriften.

Siebenzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 19. Juni 1823.

In Gegenwart

aller in der sechzehnten Sitzung Anwesenden.

§. 106.

Die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordneten Austrägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betr.

(9. Sitz. §. 67 d. J.)

Präsidium. Der in Folge Beschlusses vom 17. April dieses Jahres festgesetzte Termin zur Abstimmung über den in der 9. dießjährigen Sitzung erstatteten Commissionsvortrag, die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordneten Austrägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betr., sey heute eingetreten; man wolle also vernehmen, wohin sich die Gesandtschaften äussern würden.

Oesterreich. In dem sehr gründlich abgefaßten Commissionsvortrage sind auf das genaueste und bündigste die Hauptmomente entwickelt, wodurch das vermöge des Artikels 30 der Schlußacte einzutretende Austrägalverfahren, sowohl von demjenigen des bei sonstigen Streitigkeiten der Bundesglieder in Anwendung zu bringenden, als auch von dem gewöhnlichen bürgerlichen Proceßverfahren zwischen Privaten, sich wesentlich unterscheidet.

Nicht weniger ist aber auch daselbst der Geist jener, für die Verhütung der Rechtlosigkeit im Deutschen Bunde so wohlthätigen, legislativen Bestimmung erörtert, und zugleich auch eben so treffend der Gesichtspunct bezeichnet, von welchem bei Auswahl des Mittels zu Erweckung der Thätigkeit der Austrägalinstanz ohne Anrufen eines der streitenden Theile auszugehen ist.

Wenn nun der Kaiserlich-Königliche Hof sämmtliche Prämissen, welche die Basis des Commissionsantrages bilden, nur durchaus als vollkommen richtig anzuerkennen vermag, so nimmt derselbe keinen Anstand, den Antrag selbst als angemessen und den Bundeszwecken zusagend zu betrachten, und demnach demselben seinem ganzen Inhalte nach beizutreten, so wie auch für die Anwendung dieser Bestimmung auf die dermal schwebenden Rechtsstreite der fraglichen Art sich hiemit auszusprechen.

Preussen. So lange hinsichtlich des Verfahrens bei Streitigkeiten unter Bundesgliedern und des damit in Verbindung gebrachten Verfahrens, welches in den Fällen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eintreten soll, in Ermangelung der rückständigen Abstimmungen über den hierauf Bezug habenden, in der 37. Sitzung vom Jahre 1820 vorgelegten Commissionsentwurf, die näheren Grundsätze von der hohen Bundesversammlung noch nicht angenommen und aufgestellt worden sind, scheint sorgfältig darauf gesehen werden zu müssen, daß nicht etwa durch vorläufige speciellere Bestimmungen, die bei endlicher Erörterung und Beschlußziehung doch vielleicht nicht für zweckmäßig anerkannt werden könnten, jenen festzustellenden Grundsätzen, in irgend einer Art, vorgegriffen werde.

Auch nur von dieser allgemeineren Ansicht ausgehend, findet der Königlich-Preussische Hof es schon bedenklich, seiner Seits dahin mitzuwirken, daß, nach dem in der 9. dießjährigen Sitzung gemachten Vorschlage der verehrlichen, mit Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission,

> in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach Bestimmung des 30. Artikels der Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, bundesgesetzlich beauftragt und ermächtigt werde, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen und eben das auszusprechen, was sonst, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Eine besondere Vorsicht ist hierbei wohl um so nöthiger, als in den Fällen des 30. Artikels selbst die Frage noch ihre Schwierigkeit hat, wer als Kläger, und wer als Verklagter zu betrachten; wer daher mit einer Darstellung und Erklärung vorauszugehen und wer zu folgen verpflichtet sey?

Dem gedachten Commissionsvorschlage stehen aber, nach diesseitigem Dafürhalten, noch ganz besondere, sehr erhebliche Gründe entgegen.

Angelegenheiten, in welchen es zu Controversen von Staaten mit Staaten gekommen ist, pflegen viel verwickelter zu seyn, als streitige privatrechtliche Verhältnisse gewöhnlicher

Art, und lassen sich deßhalb nicht nach so einfachen Normen behandeln, als es mit Processen von Privatpersonen unter sich, oder wider den Fiscus eines Landes geschehen kann. Namentlich dürfte es an und für sich Schwierigkeiten machen, Präjudicien und Commination, die in speciellen Gerichtsordnungen vorgeschrieben, zunächst aber doch nur nach der Natur und dem Begriffe der eigentlichen Klage für Privatpersonen oder für den Fiscus, wo er sich Privatpersonen als Partei gegenüberstellt, berechnet sind, auf Collisionen zwischen Staat und Staat anzuwenden, indem bei dergleichen Collisionen jene Gesichtspuncte einer privatrechtlichen Klage in den meisten Beziehungen gar nicht statt finden, und die dabei eintretende Verhandlung in der Regel mehr die Ansicht eines Compromißverfahrens wegen streitiger Verhältnisse darbieten wird.

Hierzu kommt die wichtige Erwägung, daß da, wo es nur Eine Instanz giebt und kein weiteres Rechtsmittel mehr zulässig ist, bei Anordnung eines Contumacialverfahrens die größte Behutsamkeit erfordert wird, wenn die Rechte der Parteien dadurch nicht beeinträchtigt werden sollen. Jemehr hierauf, besonders in Angelegenheiten der Staaten, Rücksicht zu nehmen ist, um so weniger dürften auch andere Bundesglieder sich dafür zu erklären geneigt seyn, daß in Fällen des 30. Artikels bei Anwendung jenes Verfahrens den Gerichten ganz freie Hand gelassen werde.

Ueberhaupt aber scheint es dem Ansehen und der Würde der Bundesstaaten angemessen, daß, so wie lediglich aus ihrer freien gegenseitigen Vereinbarung die Austrägalinstanz selbst hervorgegangen ist, auch das dabei zu beobachtende Verfahren mit dem Geiste dieser Entstehung im Einklange erhalten, und dasselbe daher zunächst auf das Vertrauen gestützt bleibe, daß die betheiligten Staaten der Verpflichtung, welche sie sich selbst auferlegt haben, in jeder Beziehung von selbst getreulich Genüge zu leisten und die in speciellen Proceßordnungen einmal vorgeschriebenen Fristen zur Abgabe ihrer Erklärungen inne zu halten suchen werden; wobei für diejenigen Fälle, wo ihnen solches unmöglich seyn sollte, die Beurtheilung der Umstände, und die etwa darnach nothwendig erscheinende, auf Förderung einer Sache abzweckende Einwirkung unmittelbar der hohen Bundesversammlung um so mehr vorzubehalten seyn würde, als die Staaten zur Innehaltung von Fristen, wie sie nach den einzelnen Proceßordnungen gegeben zu werden pflegen, sich auch nach Maasgabe ihrer inneren Verfassung nicht immer im Stande befinden dürften; ein Gerichtshof aber, wenn er hiernach willkührliche Modificationen eintreten lassen sollte, in Verlegenheit kommen, und andererseits den Regierungen wohl nicht anzumuthen seyn würde, sich bei dem Gerichtshofe wegen der Nothwendigkeit neuer Fristen speciell auszuweisen und seiner Entscheidun hierin sich zu fügen.

Indem ſich vielmehr wohl erwarten läßt, jede Regierung werde von ſelbſt bemüht ſeyn, ihre von dem Gerichtshofe verlangte Erklärung ſo ſchnell abzugeben, als ſie die Materialien dazu zuſammenbringen und nach ihrer innern Verfaſſung einen Beſchluß über die von ihr bei dem Austrägalgerichte aufzuſtellende Anſicht faſſen kann, kommt es eigentlich nur darauf an, nach Sinn und Geiſt des 30. Art. der Schlußacte, zur Beruhigung betheiligter Privatperſonen einen äuſſerlichen Beweis dieſer fortdauernden Bereitwilligkeit der Regierungen aufzuſtellen.

Dieſer Zweck wäre, wie der Königlich-Preuſſiſche Hof ſich in Berückſichtigung der angegebenen Gründe zu glauben berechtigt hält, vollkommen zu erreichen:

> wenn das Austrägalgericht mittelſt einer allgemeinen bundesgeſetzlichen Beſtimmung veranlaßt würde, der hohen Bundesverſammlung von drei zu drei Monaten Anzeige von der Lage der Sache zu machen, unter näherer Aeuſſerung darüber, welcher Theil ſich zu erklären habe, in welcher Friſt er ſeine Erklärung nach der beſtehenden Gerichtsverfaſſung abgeben ſolle, wie lange dieſe Friſt etwa noch laufe; endlich welches Präjudiz nach der Proceßordnung des Gerichtshofes für den Säumnißfall auf den Antrag des andern Theils ausgeſprochen werden könnte,

damit die hohe Bundesverſammlung ſich hierdurch in den Stand geſetzt fände, den Umſtänden nach auf Erörterung der Sache hinzuwirken, und namentlich, wenn ſie aus dieſer Anzeige erſähe, daß von einem Theile eine Friſt nicht inne gehalten worden, den betreffenden Staat ſofort zu einer binnen kurzer Friſt zu gewährenden Auskunft über die ſtattfindenden Hinderniſſe aufzufordern; ſo fern aber auch dieſer Aufforderung binnen der ertheilten Friſt nicht genügt worden, oder die eingegangene Auskunft nicht befriedigend ausgefallen ſeyn ſollte, einen dem Austrägalgerichte demnächſt bekannt zu machenden Beſchluß darüber zu faſſen, ob daſſelbe zu autoriſiren ſey, die gewöhnliche Folge der Contumaz gegen den ſäumigen Theil eintreten zu laſſen.

Ein ſolches Verfahren würde zugleich den Vortheil darbieten, daß es ſich auf bereits ſchwebenden Sachen anwenden lieſſe, in welchen die betheiligten Staaten einen beſtimmten Anſpruch auf Behandlung der Sache nach der reſpectiven Proceßordnung ſchon erworben haben können; denn, wiewohl daſſelbe den Zweck hat, eine Modification dieſes Anſpruches möglich zu machen, ſo gewährt es doch auch hinlängliche Sicherheit dafür, daß dergleichen Modificationen nur auf eine für die intereſſirten Theile gleichmäſige, den Regierungen gewiß nicht mißfällige Weiſe geſchehen würden, und keinem Theile dabei zu nahe getreten werden könnte.

Die hohe Bundesverſammlung hat ſich für ihre gegenwärtige Verhandlung die Aufgabe geſtellt, eine Lücke, welche bei gewiſſen Gerichtsordnungen, in ihrer Anwendung auf Strei-

tigkeiten der Staaten unter sich, bemerklich geworden ist, auszufüllen; eben darum muß es dieser hohen Versammlung in Ansehung der beabsichtigten Ergänzung selbst zustehen, solche nach Maasgabe des eigentlichen Bedurfnisses, und den Verhältnissen der Staaten selbst angemessen, einzurichten. Ihr wird es am Ende des Art. 22 der Wiener Schlußacte überlassen, im Falle einer Zögerung von Seiten des Austrägalgerichts, bei der Landesregierung desselben auf die zur Beförderung der Entscheidung nöthigen Verfügungen anzutragen; und nur die Befugniß zu einer ähnlichen Einwirkung ist es, welche ihr durch das diesseits vorgeschlagene Auskunftsmittel ebenfalls ausnahmsweise beizulegen wäre, ohne daß dadurch der in demselben Artikel enthaltenen Hauptbestimmung Eintrag geschehen würde, wornach dem zur Austrägalinstanz gewählten Gerichtshofe die Leitung des Processes und die Entscheidung in seinen Haupt- und Nebenpuncten allerdings uneingeschränkt und ohne alle Einwirkung der Bundesversammlung zustehen soll.

Baiern. Die Frage über die Anwendung des Contumacialverfahrens in Austrägalrechtssachen, gehört unstreitig als integrirender Theil mit in das Ganze der Erörterungen über das noch definitiv zu regulirende Austrägalverfahren selbst, wo sie nur im Zusammenhange ihre eigentliche Stellung, Würdigung und Erledigung finden kann.

Indem daher der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte glaubt, daß die definitive Berichtigung dieser Zwischenfrage am angemessensten und besten bei der endlichen Festsetzung einer Austrägalgerichts-Ordnung überhaupt statt haben dürfte, und sich demnach noch eine weitere definitive Aeusserung auch über diesen Punct für die zu gebende allgemeine Abstimmung über das Ganze des Austrägalverfahrens in Streitigkeiten von Bundesgliedern unter einander vorbehält; findet er sich dennoch ermächtigt, vorläufig dem wohlentwickelten, in dem Protokolle der 9. Sitzung vom 17. April dieses Jahres (§. 67) enthaltenen Antrage der zur Revision der Bundesbeschlüsse über das Austrägalverfahren niedergesetzten Commission, selbst mit Anwendung auf die dermal bereits anhängigen Austrägalsachen, vollkommen beizustimmen.

Königreich Sachsen. Der Königlich-Sächsische allerhöchste Hof, hat, nach Erwägung des in der 9. Bundestagssitzung dieses Jahres (§. 67) erstatteten commissarischen Vortrags, die in diesem Vortrage aufgestellten Ansichten vollkommen begründet gefunden, und nimmt daher keinen Anstand, den darauf beruhenden Anträgen beizutreten.

Da nämlich bei den bundesgesetzlichen Bestimmungen über die Erledigung von Streitigkeiten, welche Bundesglieder betreffen, überall der Grundsatz sorgfältig festgehalten worden ist, daß eine Entscheidung des Bundes durch eine zu bestellende Austrägalinstanz nur bei Streitigkeiten zwischen Bundesstaaten, nicht aber bei den Differenzen einer Bundesregie-

rung mit den lediglich an die betreffenden Landesgerichte zu verweisenden Unterthanen ein, treten könne, und da namentlich auf diesem Grundsatze die deßhalb von dem gewöhnlichen Gange der Rechtsstreitigkeiten sehr abweichende Bestimmung des 30. Art. der Wiener Schlußacte beruhet; so werden die Privatgläubiger, derenthalber der Zweifel, welche von mehreren Regierungen ihre Befriedigung zu übernehmen habe, obwaltet, selbst dann, wenn ihnen die Wahrnehmung ihres Interesse bei dem deßfallsigen Processe nachgelassen wird, doch nie als eigentlich mitstreitende Parteien angesehen werden können. Es würde aber ganz inconsequent seyn, irgend Jemanden, der nicht Partei bei einem Processe ist, das Recht zu einer auf den Gang desselben einwirkenden Handlung beizulegen. Daher scheint unthunlich, den betheiligten Privatgläubigern die Stellung der erforderlichen Anträge zu Fortsetzung der Sache nach Ablauf der Fristen, wo die Proceßvorschriften des Gerichtes einen solchen Antrag erheischen, zu überlassen.

Da es aber doch unumgänglich nöthig scheint, Vorkehrung zu treffen, daß ein, nach Art. 30 der Wiener Schlußacte eingeleitetes, rechtliches Verfahren, in Ermangelung jener Anträge, nicht ganz erliegen bleibe, so geht auch dem Königlich-Sächsischen allerhöchsten Hofe ein anderes Auskunftsmittel nicht bei, als das von der Bundestags-Commission in Antrag gebrachte, wonach das die Austrägalinstanz bildende oberste Gericht selbst beauftragt und ermächtigt würde, alle Fristen von Amtswegen zu beobachten.

Uebrigens versteht sich hierbei wohl ohne dieß, daß, bei Nachweisung hinlänglich gegründeter Ursachen, Dilationen in eben der Maße zu ertheilen seyn würden, wie sie auch im gewöhnlichen Proceßgange, wenn der Gegner den erforderlichen Antrag zu machen hätte, von dem Judicio würden verstattet worden seyn.

Zwei Bedenken könnten noch Statt finden.

Das eine geht dahin, daß das Austrägalgericht, wenn von keiner Seite eine Anregung erfolgte, die Sache auf sich beruhen lassen könne. Allein eines Theils dürfte bei so ausgezeichneten Sachen ein Uebersehen der Fristen nicht leicht zu befürchten, eben so wenig aber ein geflissentliches Verschleifen von den obersten Gerichtsbehörden, die in den Fall kommen können, als Austrägalinstanzen zu entscheiden, zu besorgen seyn. Andern Theils würde auch die Aufsicht der Bundesversammlung auf die Beendigung der Sache in der vorgeschriebenen Jahresfrist eintreten, und jedenfalls würden die dabei interessirten Privaten nicht ermangeln, solche durch behufige Vorstellungen bei der Bundesversammlung in Anregung zu bringen.

Das andere Bedenken besteht darin, daß die streitenden Regierungen bei in der Regel sehr wichtigen Interessen übler daran seyn würden, als jeder andere Proceßführende, weil es ihnen nicht mehr frei stünde, die processualischen Fristen durch gegenseitiges Einverständ-

niß über die gesetzliche Vorschrift auszudehnen, entweder um ihre Eingaben vollständiger vorzubereiten, oder auch, um immittelst, vielleicht selbst zum Vortheil der Privatgläubiger, Vergleichsverhandlungen zu pflegen. Aber auch dieses Bedenken erledigt sich, wenn man erwägt, daß in der Regel die zu entscheidende Sache schon vorher zwischen den Betheiligten umständlich wird verhandelt worden seyn, so daß es einer neuen aufhältlichen Vorbereitung nicht bedarf, und daß der austrägalgerichtlichen Entscheidung ein sorgfältiger Vermittlungsversuch der Bundesversammlung vorausgehe, mithin bei dessen Vereitelung ein Vergleich kaum weiter zu hoffen ist. Allenfalls könnte aber dem Beschlusse die Bestimmung beigefügt werden, daß das Austrägalgericht einer compromissarischen Prorogation der Fristen dann statt zu geben befugt sey, wenn die Parteien das Einverständniß der betheiligten Privaten mit dem dadurch entstehenden Verzuge nachzuweisen vermöchten.

Hannover. In Hinsicht auf die Frage:

«wie bei der Anwendung des Artikels 30 der Wiener Schlußacte zu verfahren ist, «wenn die Austrägalinstanz, in Ermangelung eines Antrags des einen Theils gegen «den andern Theil, sich nach der von ihr zu befolgenden Proceßordnung nicht ermächtigt halten kann, ex officio in contumacium zu verfügen?»

findet das Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Gouvernement den im §. 67 des Protokolls der 9. dießjährigen Sitzung enthaltenen Commissionsantrag denen durch die Bundesacte ausgesprochenen Grundsätzen, nach welchen die Unterthanen gegen den Zustand der Rechtlosigkeit haben sicher gestellt werden sollen, so angemessen, daß demselben darin wirklich das einzige Mittel für den Zweck zu liegen scheint, der Gesetzgebung ihre Anwendung zu sichern.

Ich bin daher bevollmächtigt, dahin abzustimmen:

«daß, in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach der Disposition des Art. 30 der Wiener Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt werde, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen, und eben das auszusprechen, was sonst, auf den Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde».

Würtemberg. Die Königliche Bundestagsgesandtschaft ist angewiesen, sich auf den in der 9. Sitzung vom 17. April (§. 67) dieses Jahres gemachten Antrag der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission, folgendermaßen zu erklären:

Es läßt sich, in Uebereinstimmung mit dem Commissionsvortrage, nicht mißkennen, daß

1) die von der Commission angetragene Bestimmung im Geiste des Art. 30 der Schlußacte liegt, welcher schon für die Vereinigung der betheiligten Bundesstaaten über ein der Austrägalinstanz etwa vorzuziehendes Compromiß, die Bestimmung einer Frist verfügt, nach deren unbenutztem Ablaufe aber die Entscheidung von der Bundesversammlung veranlaßt wissen will, und damit unverkennbar den Zweck darlegt, einer willkuhrlichen Hinhaltung der Einleitungen einer Entscheidung zu begegnen.

Dieser Zweck würde aber

2) nicht erreicht, wenn im Laufe des Verfahrens derjenige der betheiligten Bundesstaaten, welcher mit seiner Erklärung zurück bleibt, nicht sollte von Amtswegen dazu angehalten werden können. Denn da, nach der bisher bestehenden Bundestags-Gesetzgebung, den bei Beförderung einer Entscheidung allein interessirten Privaten eine gerichtliche Handlung bei vorkommenden Fristversäumnissen nicht zukommt, die als streitende Theile handelnden Bundesglieder aber gewöhnlich kein besonderes Interesse haben, die Entscheidung zu beschleunigen; so wäre die Hinhaltung derselben ganz der Willkuhr der letzteren bloß gestellt und somit die wohlthätige Absicht des Art. 30 der Schlußacte ganz verfehlt, den Privaten zu Geltendmachung ihrer Forderung zu verhelfen.

Nebst dem wird

3) eine Ermächtigung des Austrägalrichters zu amtlichen Verfügungen in dergleichen Fällen auch den übrigen Grundsätzen der Bundesgesetzgebung entsprechen, nach welcher, bei gewöhnlichen Processen, der Austrägalinstanz die ganze Leitung des Verfahrens überlassen bleiben soll. Wenn nun hiedurch der Schlußantrag der Bundestags-Commission hinlänglich gerechtfertigt ist; so sprechen eben diese Rücksichten auch

4) für Bejahung der weitern, von der Bundestags-Commission im §. 13 ihres Gutachtens aufgeworfenen Frage:

> ob, wenn der vor ihr gemachte Vorschlag genehmigt wird, diese Anordnung auch auf dermalen bereits in Verhandlung stehende Fälle des Art. 30 der Wiener Schlußacte angewendet werden könne?

Die Ansicht, von welcher die Commission bei Bejahung dieser Frage ausgieng, findet man um so mehr begründet, als die bejahende Entscheidung der aufgestellten Hauptfrage eigentlich nicht einmal als ganz neuer Grundsatz, sondern mehr nur als eine Entwicklung des wahren Sinnes des Art. 30 der Schlußacte beurtheilt werden, mithin gar wohl schon bei bereits anhängigen Fällen dieser Art zur Anwendung kommen kann.

Selbst aber auch als neue Bestimmung betrachtet, steht ihrer Anwendung in dieser Ausdehnung die Einwendung einer derselben beigelegten beschwerenden Rückwirkung nicht im Wege, wenn nur, hinsichtlich der bereits bestimmten und von den Parteien nicht eingehaltenen Fristen, die Anberaumung einer weiteren vorangeht, deren Versäumung, wie ausdrücklich vom Gericht erklärt werden könnte, mit dem, im Allgemeinen ausgesprochen werdenden, gesetzlichen Nachtheil des vorausgesetzten Verzichts auf die zu erwarten gewesene Handlung verbunden ist. Denn in dieser Art wirkt auch die neue Bestimmung keineswegs zurück, sondern ihre Wirkung tritt nur in Beziehung auf eine Thatsache oder auf eine Versäumniß ein, welche neuer ist, als das Gesetz.

Baden. Die Großherzogliche Regierung kann mit dem Antrage der Commission nur einverstanden seyn, indem er eine reine Consequenz aus der Eigenthümlichkeit des Streitverhältnisses im Falle des Art. 30 der Wiener Schlußacte enthält, auf welche, so wie auf die hieraus entspringende Nothwendigkeit eigenthümlicher Verfahrungs-Normen sie längst und zu wiederholtenmalen aufmerksam gemacht hat. Einiges Bedenken entsteht freilich aus der Möglichkeit von Collisionen mit einer andern schon bestehenden gesetzlichen Vorschrift, wonach jede Austrägal-Streitigkeit binnen Jahresfrist entschieden werden soll.

Bundesbeschluß vom 16. Juni 1817. III. 8.

Es dürfte nämlich ein Austrägalgericht, um dieser letztern Vorschrift ebenfalls zu genügen, sich veranlaßt fühlen, in Gemäßheit der neuen Ermächtigung nach Ablauf einer gewährten Frist rascher von Amtswegen einzuschreiten, als etwa ohne jene Vorschrift geschehen wäre.

Die Großherzogliche Regierung findet inzwischen hierin nur einen Beweis von der Unzweckmäßigkeit dieser Vorschrift selbst, welche eben so wenig in Zukunft beobachtet werden dürfte, als man sie bei den seither anhängig gewordenen Austrägal-Streitigkeiten hat beobachten können. Noch weniger scheint es sich rechtfertigen zu lassen, daß vollends die Bundesversammlung über die Zulässigkeit einer längern Dauer der Austrägalverhandlung in einzelnen Fällen entscheiden solle. Diese hohe Behörde würde die längere Dauer stetshin bewilligen müssen, indem es unmöglich angeht, daß sie, die das Erkenntniß nicht zu fällen hat, eine Sache, im Widerspruch mit dem Austrägalgerichte, für spruchreif erkläre. Die Großherzogliche Regierung hält es demnach für rathsam, daß, im Falle der Antrag der Commission genehmigt wird, damit die Aeusserung verbunden werde, daß es mit der in dem Bundesbeschlusse vom 16. Juni 1817, III. 8, enthaltenen Vorschrift nicht ernstlicher gemeint sey, als mit einer ähnlichen vom Kaiser Justinian (in L. 13. §. 1. de judiciis), der selbst für die allergewöhnlichsten Processe volle drei Jahre bewilligt. — In Zukunft

aber möchte die ganze Vorschrift, die auf so verwickelte Streitgegenstände, wie die, welche zwischen verschiedenen Staaten verhandelt werden, in der Regel sind, durchaus keine Anwendung finden kann, lediglich zurückzunehmen seyn.

Nebst dem kommt noch weiter in Betracht, daß der Effect des Ungehorsams nach den Proceßordnungen der verschiedenen Deutschen Bundesstaaten sehr verschieden ist. Manche Proceßordnungen, wie z. B. die des Großherzogthums Baden, nehmen in contumaciam die affirmative Contestation an, während andere das Vorbringen eines Gegners in contumaciam für abgeläugnet halten. Hiernach wird eine Regierung durch das amtliche Vorschreiten eines Austrägalgerichts, so fern es an eine Ordnung jener ersten Art gebunden ist, offenbar in größern Nachtheil versetzt, wie im umgekehrten Falle. Allein auch dieses Bedenken führt bloß zu dem Wunsche, daß der Hinweisung auf die besondere Proceßordnung eines jeden Gerichts, demnächst durch eine eigene Austrägalgerichts-Ordnung surrogirt werden möge.

Endlich trägt die Großherzogliche Regierung darauf an, nicht minder die übrigen Puncte, die sie in Beziehung auf den Art. 30 der Wiener Schlußacte früher angeregt hat, nämlich:

1) das processualische Verhältniß der streitenden Regierungen,
2) die Statthaftigkeit einiger Theilnahme der reclamirenden Privatpersonen an dem Verfahren,
3) die Erweiterung des Streitgegenstandes auf eigentliche Forderungen,
4) die genauere Feststellung der Vorfrage, und
5) die Zulässigkeit ihrer provisorischen Entscheidung,

ebenmäßig zur gutachtlichen Erörterung und Entscheidung zu bringen.

Unmittelbar ist übrigens die Großherzogliche Regierung hierbei nicht mehr betheiligt, indem das Gericht, dem sie eine ihr hochwichtige Angelegenheit vertraut, die jener Puncte wegen entstandenen Zweifel mit gewohnter Einsicht theils schon wirklich beseitigt hat, theils noch künftig und vielleicht schon ehestens vollständig beseitigen wird.

Kurhessen: wie Oesterreich.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft nimmt in Gemäßheit erhaltener Instruction keinen Anstand, im Wesentlichen dem Commissionsantrage dahin beizustimmen, daß, in allen denjenigen Fällen, in welchen ein Verfahren vor einem Austrägalgerichte nach der Bestimmung des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eingeleitet sey, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bilde, beauftragt und ermächtigt werde, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, und, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, eben das auszusprechen, was sonst, auf den Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Wenn die Gesandtschaft zugleich dafür stimmt, die Worte des Commissionsantrags, «Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen», in dem Beschlusse zu übergehen; so findet sie sich hierzu durch die Betrachtung veranlaßt, daß es nur davon sich handelt, die Austrägalgerichte zu ermächtigen, dasjenige von Amtswegen zu verfügen, was sie nach ihren Proceßnormen nur auf Anrufen des andern Theils zu verfügen hätten.

Ist hiernach die Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen, so bedarf es jener Worte nicht; die Ermächtigung dazu liegt alsdann schon darin, daß das Gericht im Allgemeinen autorisirt ist, von Amtswegen auszusprechen, was als Erfolg der Unterlassung auf Anrufen des andern Theils auszusprechen wäre.

Hat aber die Gerichtsordnung desjenigen Tribunals, welches den Austrägalgerichtshof bildet, das gedachte Präjudiz nicht auf die Unterlassung gesetzt; war etwa nach der bestehenden Gerichtsordnung der versäumte Termin kein peremtorischer: so kann auch die Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung nicht von Amtswegen angenommen werden.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: trete dem Commissionsantrage vollkommen bei.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: sey ebenfalls ermächtigt, dem Commissionsantrage beizustimmen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte nimmt keinen Anstand, dem in der 9. Sitzung §. 67 von der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission gestellten Antrage, sowohl für künftige Fälle, als für den zunächst vorliegenden, beizutreten, und hat nur den Wunsch hinzuzufügen, daß, im Sinne und Geiste des 30. Art. der Wiener Schlußacte, auch für den Fall Vorsehung getroffen werden möge, daß eine unbestimmte Hinausziehung der Fristen, zum Nachtheil der Privatbetheiligten, von Seiten der Austrägalinstanz, nach den von ihr zu beobachtenden Proceßgesetzen, aus dem Grunde nicht verhindert werden könnte, weil beide Theile deßhalb einverstanden wären und gemeinschaftlich auf Verlängerung der Fristen antrügen.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: vereinige sich vollkommen mit dem Commissionsantrage.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Die Gesandtschaft hat nicht ermangelt, den in der 9. dießjährigen Sitzung erstatteten Commissionsvortrag ihren höchsten Committenten vorzulegen, und ist nunmehr, in Folge ihr ertheilter Instructionen, autorisirt, für die Annahme einer gesetzlichen Norm dahin zu stimmen:

daß, in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach der Disposition des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt sey, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung, Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen und eben das auszusprechen, was sonst, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde.

Was die im §. 13 des Vortrags berührte Frage betrifft, so hält man mit der Commission dafür, daß diese gesetzliche Norm auch auf jetzt pendente Fälle Anwendung finden könne und dürfe.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Meine Durchlauchtigsten Committenten finden die von der mit Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beauftragten Commission, in der 9. dießjährigen Sitzung, vorgeschlagene Anordnung in Betreff der Contumacial-Erkenntnisse und deren Anwendung, dem Zwecke jenes Verfahrens vollkommen angemessen, weßhalb Höchstdieselben den Anträgen der Commission überall beitreten wollen.

Die freien Städte. Der Gesandte ist beauftragt, in Beziehung auf das Contumacialverfahren in solchen Fällen, wo eine Streitsache in Anwendung des 30. Art. der Wiener Schlußacte an ein Austrägalgericht gelangt ist, dem Antrage beizustimmen, welcher in der 9. dießjährigen Sitzung von der mit der Revision der Bundestagsbeschlüsse über das Austrägalverfahren beschäftigten Commission gemacht ist.

Präsidium Da sich 16 Stimmen für die Anträge der Commission erklärten, so wäre der Beschluß ganz nach diesen Commissionsanträgen zu ziehen; nur wolle Präsidium anheim geben, dasjenige, was die Großherzoglich-Badische und Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Gesandtschaften an Handen gegeben hätten, der mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragten Commission zur künftigen Begutachtung zuzustellen?

Sämmtliche Gesandtschaften waren damit einverstanden; daher

Beschluß:

1) daß, in allen den Fällen, in welchen ein Verfahren vor einer Austrägalinstanz nach der Disposition des 30. Artikels der Wiener Schlußacte eingeleitet ist, das oberste Gericht, welches die Austrägalinstanz bildet, beauftragt und ermächtigt wird, alle Fristen von Amtswegen zu beachten, bei Nichtbefolgung einer ergangenen Verfügung (welche peremtorische Eigenschaft hat), Verzichtleistung auf die unterlassene Handlung anzunehmen, und eben das

auszusprechen, was sonst, auf Antrag des andern Theils, als Folge der Unterlassung, zum Behufe der endlichen Entscheidung, auszusprechen seyn würde;

2) was übrigens in den Abstimmungen der Gesandtschaften von Baden und der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser an Handen gegeben worden ist, wird der mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragten Commission zur weiteren Erörterung und Begutachtung zugestellt.

3) Von diesem Beschlusse wäre den, als Austrägalgerichten in Thätigkeit befindlichen, obersten Gerichtshöfen durch die betreffenden Gesandtschaften Mittheilung zu machen.

§. 107.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(12. Sitz. §. 79 d. J.)

Preussen. In Folge des letzten Commissionsgutachtens über die Behandlung der Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen, hat sich die Königliche Bundestagsgesandtschaft, auf den Grund der ihr zugekommenen vorläufigen Instructionen, schon in der 3. dießjährigen Sitzung, in solcher Art erklärt, wie es ihr nach damaliger Lage der Sache nothwendig und angemessen erschien, namentlich auch damals schon ausgesprochen, unter welchen allgemeinen und besondern Voraussetzungen die diesseitige Regierung den von der Commission gemachten Vorschlag,

> daß die Vertheilung und Uebernahme des noch auszumittelnden, zur Tilgung aller wirklich anerkannten Rückstände erforderlichen Geldbetrages nach der dermaligen Matrikel erfolgen möge,

wegen der dadurch zu bewirkenden Abkürzung des Geschäfts annehmbar und practisch finden werde.

Die, dieser Aeusserung zum Grunde gelegte, allgemeine Voraussetzung einer bei den meisten Bundesgliedern stattfindenden Geneigtheit, auf jenen Commissionsvorschlag gleichmäßig einzugehen, ist indessen durch die seitdem erfolgten Abstimmungen, welche sich den früheren Kaiserlich-Oesterreichischen und Königlich-Baierischen Votis größtentheils anschliessen, so wenig bestätigt, daß erhebliche Zweifel darüber entstehen müssen, ob die Regulirung der vorliegenden Angelegenheit in derjenigen Art, wie er von der verehrlichen Commission vorgeschlagen worden, überhaupt zu Stande kommen werde.

Freilich können hierin die bis jetzt noch rückständigen eilf Abstimmungen eine bedeutende Veränderung hervorbringen; sollte sich aus denselben aber wirklich ergeben, daß die

Majorität dem Commissionsgutachten nicht beitritt; so würde solches, wie in jener Erklärung der Königlichen Gesandtschaft schon angedeutet ist, nicht ohne rückwirkenden Einfluß auf die diesseitige Ansicht, sowohl im Allgemeinen als im Einzelnen, bleiben.

Daß und unter welchen Modificationen der Königlich-Preussische Hof in dem bezeichneten Falle eine solche Majorität schließlich noch durch seine Stimme verstärken würde, ist die Königliche Gesandtschaft mittelst gegenwärtigen Nachtrages zu ihrer früheren Erklärung vor dieser hohen Versammlung schon jetzt im Voraus anzuzeigen und näher auseinanderzusetzen ermächtigt.

Um für die weitere Behandlung des Gegenstandes im angenommenen Falle von Gesichtspuncten ausgehen zu können, welche mehr auf einer rechtlichen Grundlage ruhen und weniger von Rücksichten der Convenienz abhängen, würde es angemessen scheinen, die Sache auf denjenigen Standpunct zurückzuführen, auf welchem sie sich in Folge des gutachtlichen Berichtes befand, den der erste Referent (der damalige Königlich-Baierische Gesandte, Freiherr von Gruben) in der Sitzung vom 28. November 1816 hierüber erstattete. Hiernach wäre, so wie in diesem Berichte §. 23 vorgeschlagen worden,

> die Verwendung der rückständigen Kammerzieler und Zinsen der Sustentations-Cassen-Capitalien zur Deckung der reclamirten Pensions-Rückstände

als Grundsatz anzuerkennen, und in Gemäßheit desselben der Anfang des Verfahrens damit zu machen, daß man den Betrag gedachter Activ-Rückstände, das heißt

1) sowohl der rückständigen Kammerzieler, als
2) der bis zum Jahre 1816 rückständigen Capitalien-Zinsen (diese letztern jedoch nur, in so fern sie bei der im Jahre 1817 hieselbst pro futuro geschehenen Regulirung der reichskammergerichtlichen Pensionen nicht schon mit berücksichtiget worden sind)

genau auszumitteln und festzustellen suchte; zu welchem Ende die bestehende verehrliche Commission veranlaßt werden könnte, auf den Grund der bei ihr gesammelten Materialien, eine Nachweisung des rückständigen Betrages, welchen jeder der verschiedenen, überhaupt im Rückstande verbliebenen Staaten noch zu zahlen hat, anzufertigen und solche den respectiven Bundestagsgesandtschaften derselben mitzutheilen, damit alsdann ein jeder Staat binnen einer zu bestimmenden Frist (worüber sich die hohe Bundesversammlung zu vereinigen hätte) hieselbst seine Erklärung abgeben möge, ob er den liquidirten Rückstand anerkenne, und was er dabei zu erinnern finde? Dergleichen etwaige Erinnerungen aber wären, vollständig motivirt, durch die betreffende Gesandtschaft der verehrlichen Commission zuzustellen, welcher es demnächst überlassen bliebe, wenn sie diese Erinnerungen als gegründet nicht anerkennen zu dürfen glaubte, an die hohe Bundesversammlung deshalb zu

berichten und wegen eines darauf zu erlassenden angemessenen Beschlusses ihre gutachtlichen Anträge zu machen.

Die im letzten Commissionsgutachten angeführten und von der Königlichen Gesandtschaft nicht verkannten Schwierigkeiten in Bezug auf die Festsetzung und Erhebung der rückständigen Kammerzieler, besonders für die Zeit nach Aufhebung des Deutschen Reichs und Einführung der Fremdherrschaft, dürften sich besser, als es auf den ersten Blick scheinen möchte, beseitigen lassen, wenn man

I) denjenigen Theil dieser Rückstände, welcher etwa auf die vormaligen, späterhin mediatisirten Reichsstände fällt, zunächst auf Rechnung desjenigen Landesherrn, unter dessen Souverainetät dieselben gekommen sind, in der Berücksichtigung bringen wollte, daß

a) in Gemäßheit der zwischen jenem Landesherrn und dem betreffenden ehemaligen Reichsstande bei Gelegenheit der Mediatisation des letztern oder auch späterhin erfolgten Auseinandersetzungen, die Kammerzieler-Rückstände zu Schulden gehören werden, welche entweder der Standesherr zu tragen oder der neu eingetretene Souverain auf die Steuercasse zu übernehmen hat;

b) in solchen Fällen, wo es hierüber gänzlich an Grundsätzen fehlte, der Souverain bei Einziehung der Kammerzieler-Rückstände einstweilen den Vorschuß leisten, und sich seine etwaige Gerechtsame gegen den Standesherrn, nöthigenfalls zur gerichtlichen Verfolgung vor dem betreffenden Gerichte, vorbehalten könnte.

Wenn man ferner

II) in Beziehung auf diejenigen Deutschen Länder, welche nach dem Lüneviller Frieden durch die später eingetretenen Ereignisse unter die Fremdherrschaft geriethen, auch für die Zeit dieser letzteren eine Berechnung der Kammerzieler in solcher Art fortgelten lassen wollte, daß dieselben nunmehr denjenigen Regierungen, welche dergleichen Länder unmittelbar aus den Händen der Fremdherrschaft erhalten haben, zuzuschreiben wären. Zwar kann allerdings da, wo auf einem bestimmten Landestheile Rückstände von Kammerzielern ruhen, deren Berichtigung während der Fremdherrschaft unterblieben ist, dem strengen Rechte nach für diese Rückstände keine andere Berücksichtigung von Seiten der neu eingetretenen Regierung erwartet werden, als für andere aus der Zeit der Fremdherrschaft herrührenden Schulden und Rückstände ähnlicher Natur; indessen dürfte doch wohl die Anwendung dieses strengen Rechts von Seiten keiner Regierung eine Ausdehnung erhalten, wodurch sie sich aller und jeder Berücksichtigung jener, auf die Zeit der Fremdherrschaft fallenden Rückstände entzöge; wenigstens könnte die verehrliche Bundestags-Commission immerhin abwarten, ob dieserhalb auf die obgedachte mitzutheilende Nachweisung Erinne-

rungen erfolgen würden, und wenn sie erfolgten, den Umständen nach an die hohe Bundesversammlung darüber berichten.

Wäre auf diese Weise der Betrag der rückständigen Kammerzieler überhaupt ausgemittelt, so bedürfte es alsdann einer näheren Untersuchung, in wie weit selbige zur Deckung aller Ansprüche pro praeterito ausreichen.

Zuvörderst kommen bei Classification der Ansprüche die besoldeten Mitglieder des Reichskammergerichts, nächst ihnen aber das Canzleipersonale, sowohl das lebende als die Erben der verstorbenen, in Betracht.

Daß diesen allen im Allgemeinen ein Recht sowohl auf Fortzahlung der ihnen zur Zeit der Existenz des Reichskammergerichts angewiesenen Besoldung, als auch auf Entschädigung für den Verlust der ihnen ganz oder theilweise als Besoldung zugewiesenen Targefälle oder Gerichtsgebühren zustehe, scheint wohl von keiner Seite mehr bestritten zu seyn.

Anders verhält es sich mit den Ansprüchen der Advocaten und Procuratoren, ingleichen des Herrn Grafen von Reigersberg.

Daß denselben ein eigentlicher Rechtsgrund ermangelt, wie es schon aus der Natur der Sache hervorgeht, ist nicht allein in der diesseitigen ersten Erklärung, worauf die Gesandtschaft sich erlaubt, hierbei Bezug zu nehmen, ausdrücklich behauptet worden, sondern auch schon in dem erwähnten gutachtlichen Berichte vom 28. November 1816, §. 21, hat sich der damalige Königlich-Baierische Gesandte, Freiherr von Gruben, in gleichem Sinne gegen diese hohe Versammlung geäussert.

Wollte man gleichwohl auch diese Classe von Reclamanten entweder nach den damaligen Vorschlägen des Freiherrn von Gruben, oder nach den neuesten Anträgen der verehrlichen Commission berücksichtigen, und sollte hierzu der festzustellende Betrag der Rückstände von Kammerzielern und Zinsen der Activ-Capitalien nicht hinreichen, so würde die Königlich-Preussische Regierung sich gern zu jedem Beitrage verstehen, wofern nur ein Repartitions-Fuß, welcher auch die Billigung aller übrigen Bundesstaaten erhält, vorgeschlagen würde.

Zur Auswahl eines solchen Fußes scheinen nur zwei Wege offen zu stehen:

entweder nämlich müßte die Vertheilung des noch erforderlichen Zuschusses nach der jetzigen Bundesmatrikel geschehen, alsdann aber auch von allen und jedem Bundesstaate der matrikularmäßige Beitrag geleistet werden;

oder man könnte die frühere Matrikel, wie sie nach dem Lüneviller Frieden und nach dem Reichsdeputationsschlusse von 1803 noch in Anwendung gewesen, zum Grunde legen.

Endlich würde zur Ersparung der Kosten einer besondern Cassenverwaltung, welche bei einer unmittelbaren Einziehung sowohl jener Zuschüsse, als auch der Kammerzieler und Zinsenrückstände hieselbst nöthig werden dürfte, dasselbige Verfahren eintreten können, welches bei der durch den Beschluß vom 14. Juli 1817 geschehenen Regulirung und angeordneten Fortzahlung der der Reichskammergerichts-Pensionen pro futuro, vom Jahre 1817 an, in Anwendung gebracht ist, und mithin, nach Liquidmachung und Festsetzung des Betrags der einzelnen Forderungen und der von jedem Bundesstaate zuzuschiessenden Summe, jedem Bundesstaate die Zahlung eben so vieler liquiden Forderungen einzelner Pensionärs ganz oder zum Theil zuzuweisen seyn, als erforderlich wäre, um die Summe der von ihm zu prästirenden Quote zu erschöpfen.

Je wünschenswerther die baldige Erledigung dieser Angelegenheit, bei welcher so viele Königliche Unterthanen betheiligt sind, der Königlich-Preussischen Regierung seyn muß, um so dankbarer würde es von der diesseitigen Gesandtschaft anerkannt werden, wenn von Seiten eines sehr verehrlichen Präsidii gefälligst Einleitung dahin getroffen werden wollte, daß, in so weit die erforderlichen Instructionen etwa bereits eingegangen sind oder bis zum Eintritte der Sommerferien noch eingehen sollten, die Abgabe der noch fehlenden Erklärungen beschleunigt, und demnächst eine möglichst kurze Frist zur definitiven Abstimmung und Beschlußziehung anberaumt werde. —

Hierauf wurde auf Antrag des Präsidii, und unter dem Vorbehalte, daß diejenigen Gesandtschaften, welche sich dazu bereit fänden, ihre Abstimmungen alsbald in das Protokoll legen könnten, einhellig

beschlossen:

Termin zur definitiven Abstimmung über den Gegenstand der Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörenden Personen auf den 18. December dieses Jahres festzusetzen.

§. 108.

Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, um Vermittlung wegen Wiederherstellung ihrer landständischen Verfassung, und insbesondere ihrer Steuergerechtsame.

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Herr Bundestagsgesandte, Graf von Beust: erstattet Vortrag über die (Zahl 136 vorigen Jahres eingekommene) Denkschrift der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, enthaltend «die Dar«stellung ihrer, in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbe«sondere ihrer Steuergerechtsame», worin dieselben bitten:

«die hohe Bundesverſammlung wolle ihre, in anerkannter Wirkſamkeit beſtehende, Holſteiniſche Verfaſſung in ihrer ganzen, namentlich auch auf die Verbindung mit dem Herzogthume Schleswig bezüglichen Ausdehnung, in Gemäßheit des Artikels 56 der Wiener Schlußacte, ihres Schutzes, ihrer vermittelnden Fürſorge widmen, daß dieſelbe, wie ſie ſich einer urkundlichen Anerkennung Seiner Königlichen Majeſtät ihres allergnädigſten Landesherrn bereits erfreue, ſo auch practiſch anerkannt und beachtet, dem Lande erhalten und vornehmlich in Hinſicht des Steuerbewilligungsrechts ungekränkt verbleibe;

«die hohe Bundesverſammlung wolle ferner bei Seiner Majeſtät dem Könige von Dänemark die Vermittlung auf dem nach ihrer Weisheit geeignetesten Wege dahin übernehmen, daß den Holſteiniſchen Prälaten und der Ritterſchaft die Verſicherung angedeihe, daß diejenigen Beiträge, welche die klöſterlichen und adeligen Gründe interimiſtiſch und bis zu den Beſtimmungen des Landtages, auſſer den ordentlichen Contributionen, willig und nach Kräften zu den Staatsbedürfniſſen leiſten werden, ihren Freiheiten unſchädlich ſeyen, und auf dem Wege der gutlichen Uebereinkunft, nicht aber des Zwanges, von ihnen erhoben werden ſollen;

«da endlich die Holſteiniſchen Prälaten und Ritterſchaft weit entfernt ſeyen, einer Umgeſtaltung ihrer Landesverfaſſung in zeitgemäſsere Formen irgend Hinderniſſe in den Weg legen zu wollen, ſie vielmehr die Begründung derſelben für das dringendſte Landesbedürfniß erkennten, auch vornehmlich in Hinſicht ihrer ſchleunigeren hülfreichen Herbeiführung Hoffnung aus der nachgeſuchten Vermittlung ſchöpften; ſo wolle eine hohe Bundesverſammlung dahin vermitteln, daß die Prälaten und Ritterſchaft bis zum erwünſchten Eintritte dieſer neuen Verfaſſungsordnung in ihrer rechtlich beſtehenden, landesherrlich anerkannten, Verfaſſungsgerechtſame in alle Wege geſchützt, ingleichen ihre Vorſchläge in Hinſicht der einzuführenden Veränderungen vernommen und berückſichtigt werden, die dermalen in anerkannter Wirkſamkeit rechtlich beſtehende Verfaſſung aber, nach den Worten des Artikels 56 der Wiener Schlußacte, anders nicht als auf dem in dieſer Verfaſſung ſelbſt liegenden Wege abgeändert werden möge».

Nach vollſtändig mitgetheiltem Inhalte der Denkſchrift ſowohl, als der derſelben angehängten Beilagen, und nach einer ausführlichen Erörterung des Legitimationspunctes und der Competenz, welche der Herr Referent aus den von ihm vorgetragenen Motiven für begründet hält, macht derſelbe in der Hauptſache den Antrag,

daß die hohe Bundesverſammlung, in Gemäßheit ihrer durch Bundes- und Schlußacte begründeten Competenz, den Königlich-Däniſchen, Herzoglich-Holſtein-Lauenburgiſchen Herrn Bundestagsgeſandten erſuche, die Erklärung ſeines allerhöchſten

Hofes über den Inhalt der vorliegenden Denkschrift binnen 6 Monaten gefälligst zu bewirken.

Der Vortrag wurde dem Protokolle unter Zahl 9 angefügt und loco dictaturae drucken zu lassen beliebt.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Ich hatte gehofft, daß, bei Prüfung der von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein angebrachten Denkschrift, die verehrliche Commission die Ueberzeugung gewinnen werde, daß die Competenz dieser hohen Versammlung in dem vorliegenden Falle nicht begründet sey, und mich demnach darauf vorbereitet, einige Berichtigungen der in der Denkschrift angeführten Thatsachen vorzulegen. Die abweichende Ansicht der Commission nöthigt mich aber, auf ihren Vortrag und die Gründe einzugehen, nach welchen sie die Competenz dieser hohen Versammlung für begründet erachtet. —

Ich beginne meine Aeusserung mit derselben Bemerkung, mit welcher in dem Vortrage die Erörterung über den Legitimationspunct geschlossen worden ist, nämlich: daß für jetzt dieser auf sich beruhen könne.

Die nachfolgenden Bemerkungen haben den Zweck zu zeigen, daß die verehrliche Commission in ihrem Gutachten über Begründung und Umfang der Competenz weiter gegangen ist, als die vorliegende Beschwerde und die Anträge, wozu sie geführt, nach den Gesetzen des Bundes rechtfertigen können, weiter, als auf eine einseitige Darstellung, ohne Präjudiz für die Königliche Regierung, geschehen konnte.

Von den vielen Bundesgesetzstellen, die hier angeführt sind, und ganz unzweideutig mehr oder minder eingreifen sollen, hebe ich zuvörderst einige aus, worüber in dem Vortrage sich nichts weiter findet, als deren eigener Wortlaut, und gestehe, dabei eine nähere Beziehung derselben auf den Beschwerdefall nicht zu erkennen. Ich glaube daher auch meinerseits, mich darauf beschränken zu können, dieselben selbst reden zu lassen.

Art. 2 der Schlußacte. Der Umfang und die Schranken, die der Bund seiner Wirksamkeit vorgezeichnet hat, sind in der Bundesacte bestimmt, die der Grundvertrag und das erste Grundgesetz dieses Vereins ist. Indem dieselbe die Zwecke des Bundes ausspricht, bedingt und begränzt sie zugleich dessen Befugnisse und Verpflichtungen.

Art. 4. Der Gesammtheit der Bundesglieder steht die Befugniß der Entwickelung und Ausbildung der Bundesacte zu, in so fern die Erfüllung der darin aufgestellten Zwecke solche nothwendig macht. Die desfalls zu fassenden Beschlüsse dürfen aber mit dem Geiste der Bundesacte nicht in Widerspruch stehen, noch von dem Grundcharakter des Bundes abweichen.

Art. 9. Die Bundesverſammlung übt ihre Rechte und Obliegenheiten nur innerhalb der ihr vorgezeichneten Schranken aus. Ihre Wirkſamkeit iſt zunächſt durch die Vorſchriften der Bundesacte und durch die in Gemäßheit derſelben beſchloſſenen, oder ferner zu beſchlieſſenden Grundgeſetze, wo aber dieſe nicht zureichen, durch die im Grundvertrage bezeichneten Bundeszwecke beſtimmt.

Art. 25. Die Aufrechthaltung der innern Ruhe und Ordnung in den Bundesſtaaten, ſteht den Regierungen allein zu. Als Ausnahme kann jedoch, in Rückſicht auf die innere Sicherheit des geſammten Bundes und in Folge der Verpflichtung der Bundesglieder zu gegenſeitiger Hülfsleiſtung, die Mitwirkung der Geſammtheit zur Erhaltung und Wiederherſtellung der Ruhe, im Falle einer Widerſetzlichkeit der Unterthanen gegen die Regierung, eines offenen Aufruhrs, oder gefährlicher Bewegungen in mehreren Bundesſtaaten, ſtatt finden.

Nach der im Gutachten näher motivirten Meinung, iſt es auch nur der Art. 13 der Bundesacte, verbunden mit dem 31., 53. und 54. der Schlußacte, und zweitens der Art. 56 der Schlußacte, welche die Competenz der Bundesverſammlung in der vorliegenden Angelegenheit «vergleicht man die Endanträge der Holſteiniſchen Prälaten und Ritterſchaft «mit den Geſetzen und Beſchlüſſen des Bundes, auch den ſonſt obwaltenden Umſtänden» hinlänglich begründen, um die Erklärung meines allerhöchſten Hofes zu erbitten.

Es iſt jedoch klar, daß von einer practiſchen Anerkennung irgend einer alten Verfaſſung des Herzogthums Holſtein, welche durch den 56. Art. der Schlußacte begründet werden ſoll, und von Verleihung einer neuen Verfaſſung, nach dem Art. 13 der Bundesacte, nicht zu gleicher Zeit die Rede ſeyn kann. Dieſes iſt in der Maaße einander entgegengeſetzt, daß die Erfüllung des Einen die Erfüllung des Andern, und die Competenz der Bundesverſammlung für den einen Fall die für den andern ausſchließt.

Befände ſich die frühere Verfaſſung des Herzogthums Holſtein in anerkannter Wirkſamkeit, ſo wäre die Folge davon: daß von der Bundespflicht meines allerhöchſten Hofes, den 13. Art. zu erfüllen, und von der Obliegenheit der Bundesverſammlung, dafür zu ſorgen, daß derſelbe nicht unerfüllt bleibe, durchaus nicht mehr die Rede ſeyn könnte, ſondern nur davon, daß dieſe in anerkannter Wirkſamkeit beſtehende Verfaſſung nicht auf unverfaſſungsmäſigem Wege abgeändert werde. Dieſe Vorſchrift des 56. Art. der Schlußacte würde, wäre ſie anwendbar, es der Königlichen Regierung unmöglich machen, an die Stelle der erloſchenen Verfaſſung eine neue zu ſetzen. Seine Majeſtät der König hätten eben ſo wenig das Recht als die Verbindlichkeit, den 13. Art. der Bundesacte noch in Ausführung zu bringen.

Wird der 13. Art. der Bundesacte als unerfüllt angesehen, so kann nicht zugleich von Präexistenz und Gewahr einer Verfassung die Rede seyn, in Rücksicht deren der Grundsatz gölte, daß sie nicht auf unverfassungsmäßigem Wege abgeändert werden darf.

Da diese Schlußfolgerung als richtig nicht wohl verkannt werden kann, so dürfte dieß allein schon hinreichend seyn, um den Beschluß dieser hohen Versammlung auf eine Reclamation zu bestimmen, deren Petitum in den verschiedenen Gegenständen, welche copulativ darin aufgenommen worden sind, sich selbst widerspricht und aufhebt. Es ergiebt sich nämlich hieraus die Unmöglichkeit, die Competenz in dieser doppelten Beziehung für begründet zu halten. — Die Gründe des hierauf gerichteten Ausspruchs der Commission sind mir daher nicht einleuchtend, und um so weniger, als es den Anschein hat, daß dieser Widerspruch derselben nicht entgangen ist.

Was mir zu dieser Vermuthung Anlaß giebt, ist die Stelle des Vortrags, wo es heißt: «zwar haben letztere (Prälaten und Ritterschaft) nachdem S. 53, §. 26, von ihnen «ausdrücklich geäussert worden war, daß der 13. Art. der Bundesacte in Holstein unerfüllt «geblieben sey, und sich auch die zur Entwerfung der Verfassung im Jahre 1816 berufene «Commission seit lange nicht mehr versammle, so daß sie in der Hoffnung der baldigen «Erfüllung sogar Rückschritte gethan hätten, die dringende Landesnoth auch sonst unbe«rechtigte Unterthanen gewiß rechtfertigen könnte, wenn sie in Hinsicht der Vollziehung des «13. Art. anregliche gesetzliche Schritte thäten, alsbald, aus leicht zu erklärenden «Gründen, wieder eingelenkt (so heißt es in dem Vortrage) und bemerkt, daß es «in Holstein nicht die Entwerfung einer neuen Verfassung gelte, auch ihren vorzüglichsten «Antrag, §. 29, 3, ihrer Denkschrift, nur auf den 56. Art. der Schlußacte gegründet, und «dahin gerichtet» ꝛc.

Dieß führt die Commission zunächst selbst auf die Bemerkung, daß es scheinen möchte, als könne die Competenz der Bundesversammlung in dem vorliegenden Falle nicht aus dem 13. Art. der Bundesacte geleitet werden. Es wird jedoch dieser Bemerkung sofort entgegengesetzt, daß die Reclamanten sich einmal mit darauf bezogen, und daß nächstdem der 13. Artikel den Fall, in welchem Holsteins Prälaten und Ritterschaft sich zu befinden behaupteten, gar nicht ausschlösse, auch die Bundesversammlung, ohne den gegenwärtigen Anlaß, schon nach dem in dem Jahre 1818, bei Gelegenheit der Großherzoglich-Mecklenburgischen Motion, gefaßten Beschlusse befugt gewesen wäre, bei der Königlichen Regierung die Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte in Anrege zu bringen.

Dieß sind die Gründe, welche bei der Begutachtung den Anstand wieder gehoben haben, der in Betreff der gleichzeitigen Begründung der Competenz nach dem 13. Art. der Bundesacte und dem 56. der Schlußacte, wie es scheint, vorübergehend entstanden war.

Die Commiſſion wendet ſich hierauf im beſondern zu der Frage, wie der 56. Art. der Schlußacte hier eingreife, und bezeichnet die unter dem 17. Auguſt 1816 erfolgte Beſtätigung der Privilegien der Holſteiniſchen Prälaten und Ritterſchaft als ein Ereigniß, weßhalb, wenn daſſelbe nicht in ein anderes Licht geſtellt werde, ſie vor der Hand kein Bedenken finde, die Competenz der Bundesverſammlung nach dem 56. Art. der Schlußacte für begründet zu erachten.

Es wird aus der ſeit Errichtung des Bundes geſchehenen Beſtätigung die Folge abgeleitet, daß der Inhalt des 55. Artikel der Schlußacte, wonach früherhin geſetzlich beſtandene ſtändiſche Rechte bei Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte berückſichtigt werden könnten, aber nicht müßten, in Rückſicht Holſteins keine Anwendung mehr finde, und keinen Grund gegen die Competenzbeſtimmung nach dem 56. Artikel der Schlußacte abgebe, vielmehr hierunter der vorliegende Fall, als eine bisher gegebene Verfaſſung betreffend, zu ſubſumiren ſey.

Es dringt ſich wieder die Frage auf, wie auch bei dem Reſultate dieſes Raiſonnements, mit dem ich freilich nicht einverſtanden ſeyn kann, unbeachtet geblieben iſt, daß die Argumentation für die Zugrundelegung des 56. Artikels der Schlußacte bei der Competenzfrage die des 13. der Bundesacte in demſelben Maaße entfernt, wie vice versa. —

Uebrigens dürfte Nachſtehendes gegen die Competenzbeſtimmung nach dem 56. Artikel der Schlußacte ſchon jetzt genügend erſcheinen. Nähere Ausführung und Beweis deſſelben muß ich — wenn ſich ein nach den Geſetzen des Bundes und der Competenz dieſer hohen Verſammlung geeigneter Anlaß dazu ergiebt — der Erklärung meines allerhöchſten Hofes vorbehalten.

Wer ſich darauf beruft, daß eine landſtändiſche Verfaſſung in anerkannter Wirkſamkeit ſey, wird vor allen Dingen angeben müſſen, worin dieſe Verfaſſung beſteht, wie weit der Wirkungskreis der Stände geht, und welche Befugniſſe der Landesherr hat. Dieſes iſt im vorliegenden Falle nicht angegeben, und nur geſagt worden, daß die Landſtände Holſteins einſt im Beſitze des Steuerbewilligungsrechts waren. Das hat denn freilich ſeine Richtigkeit.

König Chriſtian I. ertheilte im Jahre 1460 dem Lande Privilegien, worin es heißt: «Wir, Unſere Erben und Nachkommen ſollen und wollen auch keine Schatzung und Bede legen auf die Einwohner dieſer Lande ſammt und ſonders, ausgenommen Unſere eigenen Bonden und Lanſten, die unverſetzt und unverpfändet ſind, ohne freundliche Einwilligung und Zulaſſung und einträchtige Zuſtimmung aller Räthe und Mannſchaft dieſer Lande, geiſtlicher und weltlicher». Die Landesprivilegien wurden von Regenten zu Regenten bis zum Anfange des 18. Jahrhunderts beſtätigt; allein der Lauf der Zeit führte die weſentlichſten Veränderungen in der Wirkſamkeit der damaligen Stände, und namentlich ihres Steuerbewilligungsrechts herbei. Der Weſtphäliſche Friede und die ſeitdem fortgeſchrittene Entwickelung der Territorialhoheit, die Errichtung ſtehender Heere, welche die Einführung ſtehender Grund-

abgaben nach sich zog, und auch die Bestimmung des Reichsabschieds von 1654, §. 180, « daß die Landsassen zum Defensionswerke unweigerlich Beitrag leisten müßten », äusserten auch auf Holstein ihren nothwendigen Einfluß.

So erklärten schon die Landstände auf dem zu Kiel 1663 im Juni gehaltenen Landtage in ihrer Replik, « ob die von ihnen zu bewilligenden Gelder freiwillige oder schuldige Beisteuer « wären, darüber wollten sie nicht streiten, sie wollten jedoch ohne Nachtheil ihrer Privilegien « annehmen, daß es reichsschlußmäsige Schuldigkeit sey ».

conf. Hegewisch Geschichte der Herzogthümer Schleswig u. Holstein. Th. 4, pag. 211.

Im Jahre 1675 ist der letzte Landtag gehalten, der unvollendet abgebrochen ward. Durch die Steuermandate vom 31. October 1689 und 11. Januar 1690 sprechen die Landesherren schon ihre Befugniß aus, wenn nach ihrem Erachten kein Landtag gehalten werden könne, Steuern auszuschreiben, ohne die Landstände um ihre Einwilligung gefragt zu haben. — Darnach ist es auch ferner gehalten, und es sind die Landstände nie wieder zusammenberufen worden. Nur einmal wurden Prälaten und Ritterschaft in den Jahren 1711 und 1712 convocirt, als sie wiederholt um Erlassung oder Milderung einer ihnen auferlegten Steuer gebeten hatten, während von den Aemtern und Städten verhältnißmäsig schon viel mehr bezahlt worden war. Bei dieser Versammlung, welche — wie solches aus dem Convocationspatente hervorgeht — weder von den Landesherrschaften, noch von Prälaten und Ritterschaft als ein Landtag angesehen worden ist, noch werden konnte, ward Prälaten und Ritterschaft eröffnet, daß der Landesherrschaft das unbeschränkte Besteuerungsrecht (jus collectandi) zustehe; und was die gesetzgebende Gewalt betrifft, sagten Prälaten und Ritterschaft, als sie um Abänderung gewisser Constitutionen baten:

> « so wissen Prälaten und Ritterschaft sich in aller und tiefster Unterthänigkeit ganz « wohl zu bescheiden, daß die potestas legislatoria für und an sich Sr. Königlichen « Majestät und Hochfürstlichen Durchlaucht allerdings zustehe, ihnen dagegen nichts als « obsequii gloria übrig sey ».

Bei dem Schlusse der Versammlung ward Prälaten und Ritterschaft eine landesherrliche Resolution vom 27. April 1712 eröffnet, welche bestimmt: daß die von Prälaten und Ritterschaft zu erhebende ordinäre Contribution bei Friedenszeiten niemals erhöhet, noch bei Kriegszeiten einige extraordinäre Contributionen ohne unumgängliche Nothwendigkeit ausgeschrieben, solchen Falls aber Prälaten und Ritterschaft dennoch vorher zu einer Landtagsversammlung, die nur viele Weitläuftigkeiten und Kosten verursachen würde, nicht convocirt werden sollten. Diese Resolution und die damalige Bestätigung der Privilegien, welche ausdrücklich nach Maasgabe dessen, was bei dieser Versammlung verhandelt worden, erfolgt ist, ward noch von Prälaten und Ritterschaft ausdrücklich anerkannt; sie

ſagen in ihrer zu dem Ende am 4. Juni 1712 den landesherrlichen Commiſſarien eingereichten Erklärung: «Weile jedoch wir völlig perſuadirt, daß in der Conſervation unſer aller «und gnädigſten Herrſchaft beharrlichen unſchätzbaren Gnade unſere größte Wohlfahrt in dieſer «Welt beſtehe, wir es auch für den höchſten Ruf erachten, als aller- und gehorſamſte Unter- «thanen jederzeit erfunden zu werden, als acceptiren wir die ertheilten Königl. und Fürſtlichen «diplomata confirmationis, wie auch die ratificationes mit aller und demüthigſtem Reſpect».

Es ward indeſſen ſpäterhin Prälaten und Ritterſchaft auf ihr Anſuchen erklärt, daß es nicht die Intention geweſen, Prälaten und Ritterſchaft alle Hoffnung auf Milderung der ordinären Contribution zu nehmen, und daß es auch die Meinung nicht geweſen, alle Landtagsverſammlungen in totum aufzuheben, ſondern man habe ſich nur deßhalb ſo explicirt, weil bei unentbehrlicher Ausſchreibung einer extraordinären Contribution in Friedenszeiten dann und wann ſolche preſſante Caſus einzutreten pflegten, daß nicht vorher weitläuftige Zuſammenkünfte darüber gehalten oder ſelbige einen Verzug leiden könnten.

Es fällt in die Augen, daß dieſe Erklärung an der Reſolution vom 27. April 1712 nichts änderte. Es iſt Thatſache, daß ſeit 1712 weder ein Landtag gehalten iſt, noch einmal Prälaten und Ritterſchaft convocirt worden ſind. Die Landesherrſchaft ſchrieb vielmehr, ſo oft es erforderlich ward, Steuern aus, und ordnete im Laufe des 18. Jahrhunderts, neben der ordinären Contribution, mehrere Steuern allgemein an. Alle Unterthanen (Prälaten und Ritterſchaft nicht ausgenommen) bezahlten dieſe Abgaben ohne Widerſpruch. Erſt im Jahre 1802 ſuchte ein Theil der Prälaten und Ritterſchaft ſich der damals angeordneten Benutzungsſteuer von allen liegenden Gründen zu entziehen. Ihre Verſuche wurden durch die Reſolution vom 17. December 1802 ernſtlich zurückgewieſen, indem der König ſie auf ſein unbeſchränktes Beſteuerungsrecht verwies. Darauf beſchloſſen Prälaten und Ritterſchaft, in einer am 18. Januar 1803 gehaltenen Generalverſammlung, daß ſie — was ſich freilich von ſelbſt verſtand — ſich dieſe Reſolution zur ſchuldigen Nachlebung und Richtſchnur dienen zu laſſen hätten.

Deſſen ungeachtet reichte ein Theil der Ritterſchaft im März deſſelben Jahres ein Geſuch ein, daß ihnen bei dem höchſten Landesgerichte rechtliches Gehör über ihre Steuerfreiheit geſtattet werden möge, welches natürlich nicht geſtattet werden konnte. Dieſer Schritt fand auch bei der Ritterſchaft ſo wenig ungetheilten Beifall, daß eine bedeutende Anzahl von Mitgliedern, gleichzeitig mit jenem Geſuche, Eingaben an die Regierung ſandte, wodurch ſie ausdrücklich erklärte, daß ſie keinen Theil an jener Vorſtellung hätte, und den allerhöchſten Anordnungen in Betreff der Grund- und Benutzungs-Steuer die gebührende Folge leiſten würde. — Und eben ſo machten die ſehr zahlreichen, zur recipirten Ritterſchaft nicht gehörenden Beſitzer ritterſchaftlicher Güter — wiewohl ſie gleiche Realrechte wie jene beſitzen — in einem beſondern,

Sr. Majestät dem Könige unter dem 7. März 1803 überreichten Schreiben, die Anzeige: «daß sie auch nicht den entferntesten Antheil an diesem Schritte genommen».

Damals stand der Recurs an die ehemaligen Reichsgerichte noch offen; ein Theil der Ritterschaft deutete auch die Absicht an, diesen Recurs zu ergreifen, fand aber doch es für gut, dieses nicht zu thun, und entrichtete nun mit den übrigen Mitgliedern nicht allein die Grund- und Benutzungs-Steuer, so wie sie 1802 ausgeschrieben war, sondern auch die späterhin angeordneten Erhöhungen derselben ohne weitern Widerspruch.

Unter solchen Verhältnissen erfolgte im Jahre 1806 die Auflösung des Deutschen Reichsverbandes, in deren Folge die Einverleibung des Herzogthums Holstein in die Dänische Monarchie, als eines integrirenden Theils derselben, durch ein Königliches Patent vom September desselben Jahres erklärt ward. Es bedürfte nur der Hinweisung auf dieses einzige Ereigniß, wodurch die Souverainetätsrechte, welche Sr. Majestät in Dänemark zustehen, auf das Herzogthum Holstein ausgedehnt und von dem angegebenen Zeitpuncte bis zur Errichtung des Deutschen Bundes ausgeübt wurden, um über den Ungrund der Anführungen von Prälaten und Ritterschaft in Rücksicht der ununterbrochenen Fortdauer ihrer ständischen Gerechtsame keinen Zweifel übrig zu lassen.

So verhält es sich mit der angeblich anerkannten Wirksamkeit der Holsteinischen Landesverfassung, und diese ist auch durch die Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft auf keine Weise herbeigeführt. In welchem Sinne die Confirmation der Privilegien zu nehmen ist, geht schon aus dem Verfahren der Landesherren im Jahre 1712 bei der damaligen Bestätigung der Privilegien hervor. Unter demselben Dato nämlich, unter welchem die Ratification der von den landesherrlichen Commissarien an Prälaten und Ritterschaft ertheilten Resolution erfolgte, welche, jedoch gerade in dem Puncte der Steuern abweichend, dasjenige bestimmte, was oben angegeben worden, ward auch die Confirmation der Privilegien expedirt, worin ausdrücklich festgesetzt ist: die Privilegien würden nur nach Maasgabe dessen confirmirt, was bei der in diesem und dem vorigen Jahre gehaltenen Landtagsversammlung verhandelt worden, und hätten die Landesherren, in allergnädigster Consideration der von Prälaten und Ritterschaft geleisteten Dienste, aus sonderbarer Gnade solche Privilegien dahin verbessert und extendirt, daß sie und ihre Nachkommen, ausser dem vorigen ungehinderten Genuß, auch sich dessen allen, was ihnen mittelst einer Commissional-Resolution vom 25. Januar d. J., welche hiermit auf gewisse Weise ratihabirt werde, zufolge gehabter Instructionen und Ordres versprochen worden, zu erfreuen haben sollten.

Die Commissional-Resolution und die Ratification derselben beschränken aber ausdrücklich den Wortinhalt der früheren Privilegien, und wenn die Landesherren in der Bestätigung diese beschränkende Commissional-Resolution eine Verbesserung der Privilegien

nennen, so geht daraus ganz deutlich hervor, daß sie die Privilegien nur in so weit als rechtsgültig betrachteten, als sie zur Zeit der Confirmation auch wirklich in Ausübung waren. Unter dieser Voraussetzung und mit Rücksicht darauf, daß die Landesherren in dem Zeitraume von 1675 bis 1711, nach eigenem Ermessen und ohne Landtage zu halten, mehrmals Steuern ausgeschrieben hatten, ist es auch einleuchtend, daß für Prälaten und Ritterschaft das Versprechen, die ordinäre Contribution in Friedenszeiten nicht zu erhöhen und ohne Nothwendigkeit keine extraordinäre Contribution auszuschreiben, eine Verbesserung ihrer Privilegien war. —

Dieses führt unmittelbar auf den entscheidenden Gesichtspunct bei Beurtheilung der Confirmation der Privilegien. Die vormaligen Landesprivilegien sind nicht Prälaten und Ritterschaft für sich, sondern Prälaten, Ritterschaft, Städten und Ständen und gesammten Einwohnern ertheilt, und früherhin auch eben diesen bestätigt worden. Letzteres ist aber schon seit beinahe hundert Jahren nicht mehr geschehen. Der König Christian VI. hat am 12. März 1731 zwar die Privilegien der Prälaten und Ritterschaft bestätigt, nicht aber die Privilegien der vormaligen Landstände, deren in den Confirmationspatenten durchaus keine Erwähnung geschieht. Eben so wenig beziehen sich die späteren Confirmationspatente, und auch nicht das am 17. August 1816 von Seiner Majestät ertheilte, auf die Privilegien der vormaligen Landstände, sondern lediglich auf specielle Vorrechte von Prälaten und Ritterschaft. Daß aber die Bestätigung solcher Vorrechte nicht die Folge haben kann, daß durch selbige eine veraltete Landesverfassung wieder zur anerkannten Wirksamkeit gebracht werde, ist zu einleuchtend, als daß es einer weitern Ausführung bedürfe. Hieraus geht auch hervor, daß die landesherrliche Zusage, bei Uebernahme des vormals großfürstlichen Antheils von Holstein, daß Holstein und alle Einwohner desselben, so wie vornehmlich Prälaten und Ritterschaft, bei ihren Freiheiten, Vorzügen und Gerechtigkeiten, welche sie bisher genossen, ungekränkt gelassen werden sollten, in Beziehung auf eine damals längst nicht mehr existirende Landstandschaft von keiner Wirksamkeit seyn konnte.

Das Vorstehende zeigt zur Genüge, welche Bewandniß es mit der unter dem 17. Aug. 1816 von Seiner Majestät ertheilten Confirmation der Privilegien habe. Sie wurde zu einer Zeit vollzogen, welche der Königlichen Regierung öftern Anlaß gegeben hatte, die seit einem Jahrhundert hergebrachten landesherrlichen Rechte auf unangemessene Anträge von Prälaten und Ritterschaft auszuführen, und somit wird niemand annehmen wollen, daß die Absicht bei der letzten Confirmation weiter gegangen sey, als die Privilegien der Prälaten und Ritterschaft, und zwar in dem Gehalte zu bestätigen, der ihnen nach der Einwirkung von Ereignissen, Zeitverhältnissen, veränderten Staatseinrichtungen und Bedürfnissen bis auf den gegenwärtigen Augenblick geblieben war. Schon im Begriffe von Confirmation liegt nur

eine ſolche Bekräftigung eines beſtehenden rechtlichen Zuſtandes der Dinge. Könnte die Königliche Confirmation der Privilegien einen andern Sinn, eine andere Erklärung zulaſſen, nämlich eine ſolche, wodurch die Spuren der Geſchichte vertilgt und der Fortgang der Zeit wieder rückgängig gemacht würde; wollte man zugeben, daß Prälaten und Ritterſchaft ſich ohne weiters an die Stelle der alten Landſtände ſetzen, und ſich deren Rechte anmaßen könnten: ſo iſt kein Grund vorhanden, weßhalb dieſelben nicht die alte Freiheit der Steuerbewilligung in ihrem vollſten Umfange nach dem angeführten Privilegio König Chriſtians I. vom Jahre 1460, deſſen Kraft die Königliche Beſtätigung vom Jahre 1816 gleichmäſig wieder belebt haben würde, oder gar das Recht, über Krieg und Frieden zu beſchlieſſen, was auch in ihren Privilegien lag,

conf. Privilegienſammlung, pag. 59.

reclamiren, ſtatt ihre Forderung auf den Status quo von 1773 zu moderiren.

Weit entfernt demnach, daß Zweck und Bedeutung der Königlichen Confirmation, wie dieſe Confirmation ſelbſt, dahin gehen, alles für null und nichtig zu erklären, was bis dahin beſtanden, würde ich glauben die Anerkennung der Richtigkeit des Satzes vorbereitet zu haben, den ich der Anſicht der Commiſſion über die Competenz der Bundesverſammlung nach dem 56. Art. der Schlußacte entgegenſtellen muß.

Die frühere Verfaſſung des Herzogthums Holſtein befindet ſich nach der Königlichen Confirmation der Privilegien vom 17. Auguſt 1816 eben ſo wenig in anerkannter Wirkſamkeit, als ſie ſich vor derſelben in Wirkſamkeit befand.

Ich erlaube mir nun noch einen Augenblick die Aufmerkſamkeit dieſer hohen Verſammlung für die Suppoſition in Anſpruch zu nehmen, daß der Fall, welchen der 56. Art. der Schlußacte unterſtellt, wirklich vorhanden wäre. Dieſe Suppoſition führt zunächſt auf die Bemerkung, daß alsdann die Bundesverſammlung, auſſer dem Falle ſpecieller Garantie oder ausgebrochener Unruhen, zur Handhabung des Inhalts jenes Artikels durch die Bundesgeſetzgebung nicht weiter autoriſirt iſt.

Abgeſehen hiervon, würde, wenn die frühere Verfaſſung Holſteins ſich in anerkannter Wirkſamkeit befände, die Folge davon ſeyn, daß eine Verfaſſung wieder hergeſtellt würde, die den gegenwärtigen Staatsverhältniſſen nicht mehr entſpräche, eine Verfaſſung, wonach die Landſtandſchaft auf Prälaten, ritterſchaftlichen Gutsbeſitzern und einer Anzahl von Städten beruhte, und, auſſer den Königlichen Landdiſtricten, der dritte Theil des Herzogthums Holſtein, mit den Städten Glückſtadt und Altona, durchaus nicht vertreten war, kurz alle Vortheile ſich auf Seiten des privilegirten Adels, alle Nachtheile ſich auf Seiten des Bürger- und Bauerſtandes fänden. Daß die Einwohner, ſelbſt der ehemals repräſentirten Städte, nicht in den Wunſch von Prälaten und Ritterſchaft einſtimmen werden, dafür bürgt,

auſſer früherer Erfahrung, der Umſtand, daß ſolche Städte auf Landtagen nicht mehr Stimmrecht hatten, als jedes einzelne ritterſchaftliche Individuum, wie letzteres nur eine Virilſtimme.

Eine ſolche Verfaſſung würde auf unverfaſſungsmäſigem Wege nicht wieder abgeändert werden können.

Das heißt, es würden Inſtitutionen, die den Forderungen und Verhältniſſen der Zeit, der gleichen Vertheilung der Staatslaſten, kurz jeder vernünftigen, durch die heiligſte Regentenpflicht gebothenen Rückſicht auf die Beſteuerungsfähigkeit der Unterthanen entſprechen, in ſo weit ſie beſtehen, über den Haufen geworfen, in ſo weit ſie durch die Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte noch in der Abſicht des Königs liegen, ſeiner Macht wie ſeinem Willen entzogen ſeyn. —

Freilich lautet der Schluß des Antrags der Reclamanten, wie folgt:

«da endlich die Holſteiniſchen Prälaten und Ritterſchaft weit entfernt ſind, einer «Umgeſtaltung ihrer Landesverfaſſung in zeitgemäſere Formen irgend ein Hinderniß «in den Weg legen zu wollen, ſie vielmehr die Begründung derſelben für das drin«gendſte Landesbedürfniß erkennen, auch vornehmlich in Rückſicht ihrer ſchleunigeren «Herbeiführung Hoffnung aus der nachgeſuchten Vermittlung ſchöpfen; ſo wolle «eine hohe Bundesverſammlung hochgeneigteſt dahin vermitteln, daß die hieſigen «Prälaten und Ritterſchaft doch bis zum erwünſchten Eintritte dieſer neuen Ver«faſſungsordnung in ihrer rechtlich beſtehenden, landesherrlich anerkannten Verfaſ«ſungsgerechtſame in alle Wege geſchützt, ingleichen ihre Vorſchläge in Hinſicht der «einzuführenden Veränderungen vernommen und berückſichtigt werden, die dermalen «in anerkannter Wirkſamkeit rechtlich beſtehende Verfaſſung aber, nach den Worten «des 56. Art. der Schlußacte, anders nicht als auf dem in dieſer Verfaſſung ſelbſt «liegenden Wege abgeändert werden möge».

Prälaten und Ritterſchaft reden in Betreff der zeitgemäſen Umgeſtaltung einer Verfaſſung, welche ſie ſelbſt ſehr bezeichnend ihre nennen, welche aber das Land gewiß nicht ſeine nennen möchte, ſo deutlich, daß wer ganz klare Worte verſteht, gerade hierdurch von der oftgedachten Schlußfolge noch mehr überzeugt werden muß, daß für Seine Majeſtät die Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte durch Begründung der Competenz der Bundesverſammlung nach dem 56. Art. der Schlußacte fortan unmöglich gemacht wäre, es ſey denn, daß eine neue Verfaſſung von Unterthanen nehmen, ſtatt ſie ihnen zu geben, als Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte, als Vorſchrift und Geiſt der Bundesgeſetzgebung, angeſehen werden könnte. Daß dieß die Folge ſeyn würde, wenn je ein Antrag, wie der von Prälaten und Ritterſchaft, berückſichtigt werden könnte, daß ſelbſt von Errichtung einer Verfaſſung auf dem Wege des Vertrags da nicht mehr die Rede ſeyn könnte, wo die mit

ihrem Souverain paciscirende Classe der Unterthanen, neben dem Besitze einer sie wie keine vernünftige begünstigenden, in anerkannter Wirksamkeit befindlichen Verfassung, noch den Bundesschutz für die Fortdauer dieses Besitzes hätte, muß jedem, der die Anträge von Prälaten und Ritterschaft in ihren von ihnen, selbst schon hinlänglich bezeichneten, Folgen erwägt, zur Evidenz werden.

Daß rechtliches Gehör in einer Staatssache, wie der von Cognition über das Besteuerungsrecht der Königlichen Regierung auf den Grund der Privilegien, wohl ehemals bei den Reichsgerichten, nicht aber bei Landesgerichten, oder bei einem auswärtigen Spruchcollegio, für sie gefunden werden könne, muß schon ganz einfach aus der allgemeinrechtlichen Begränzung hervorgehen welcher der Begriff einer Proceßsache unterliegt, worunter Seiner Majestät allerhöchstihre Souverainetätsrechte zu begreifen nicht gemeint seyn können.

Es ist bereits angeführt worden, hier wie in der Denkschrift, daß, als im Jahre 1802 Prälaten und Ritterschaft wegen vermeintlicher Verletzung ihrer Privilegien durch die Verordnung einer Grund- und Benutzungs-Steuer der Recurs an die Reichsgerichte offen stand, sie vorzogen, den Rechtsweg nicht zu betreten, und sich dieser Steuer unterwarfen.

Daß in dieser Beziehung der Bundesversammlung nicht zusteht, die Competenz der Reichsgerichte zu ersetzen, weiter als die Artikel 60 und 61 der Schlußacte ihre Dazwischenkunft begründen, ist gleichfalls bereits angeführt worden, und keinem Zweifel unterworfen.

Erwägt man noch den 55. Artikel der Schlußacte: « den souverainen Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Landesangelegenheit, mit Berücksichtigung sowohl der « früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen », in seinem Zusammenhange mit dem nachfolgenden 56. Artikel; so leuchtet ein, daß die Voraussetzungen des Falles, den letzterer unterstellt, nicht in der Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft gefunden werden können.

Es behält vielmehr die Bestimmung des 55. Artikels der Schlußacte für das Recht, wie für die Bundespflicht der Königlichen Regierung, ihre volle Wirksamkeit, den 13. Artikel der Bundesacte in Vollzug zu setzen, und wird hiernach, unter möglichster Berücksichtigung älterer Rechte, die künftige Verfassung des Herzogthums Holstein dem Culturstande des Landes und seinen übrigen Verhältnissen und Bedürfnissen angepaßt, allein als ein Gesetz erscheinen, nicht aber als ein mit einem der ehemaligen Stände abgeschlossener Staatsvertrag.

Die Zeit betreffend, wann die neue Verfassung gegeben werden wird, muß ich für den Fall, daß der Bund zur Einforderung einer Erklärung hierüber Anlaß findet, welchen jedoch die vorliegenden Anträge von Prälaten und Ritterschaft ausgeführtermaßen nicht begründen,

und wobei daher der Königlichen Regierung keine andere Linie vorgezeichnet werden dürfte, als denjenigen Regierungen, welche die Ausführung des 13. Artikels der Bundesacte nicht beendiget haben, solche Erklärung zwar meinem allerhöchsten Hofe vorbehalten, gleichwohl, mit Beziehung auf das erstattete Gutachten, bereits bemerken, daß Vorschriften des Römischen Rechts nicht wohl geeignet seyn möchten in Rücksicht der Zeit der Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte eine Norm abzugeben. —

In so fern übrigens auch des Herzogthums Schleswig erwähnt ist, glaube ich bemerken zu müssen, daß eine solche Erwähnung als völlig unstatthaft betrachtet werden muß, indem es weltkundig ist, daß gedachtes Herzogthum weder mit dem ehemaligen Deutschen Reiche in irgend einer Verbindung gestanden hat, noch zu den Deutschen Bundesstaaten gehört, und daß folglich die für diese vereinbarten Verhältnisse ihre Wirksamkeit auf dieses Land nicht erstrecken können.

Indem die Königliche Regierung zur Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte wie bundesgesetzlich verpflichtet, so berechtigt ist, Holsteinische Prälaten und Ritterschaft auch in dieser Rücksicht Wünsche in ihren Anträgen ausgesprochen haben, welche letztere indessen in ihrem anderweitigen Gegenstande ein Petitum enthalten, das mit der Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte für Holstein in Widerspruch steht; so muß ich darauf antragen,

Reclamanten mit ihren Anträgen abzuweisen.

Hierauf wurde

beschlossen:

die Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Gesandtschaft der Reclamations-Commission zur weitern Erörterung und zum Vortrage zuzustellen.

§. 109.

Reichskammeegerichts-Archiv zu Wetzlar.

(12. Sitz. §. 80 d. J.)

Der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, erstattet einen Commissionsvortrag, das Archiv des ehemaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichts und die Auseinandersetzung desselben, insbesondere aber die unterm 17. März und 2. Mai d. J. (s. Protok. §. 61 und 80) eingelangten Schreiben der Archiv-Commission zu Wetzlar betreffend.

Sämmtliche Gesandtschaften erklärten sich mit den Commissionsanträgen vollkommen einverstanden; es wurde daher ganz in dessen Gemäßheit

beschlossen:

daß

1mo der Archiv-Commission die Zufriedenheit der hohen Bundesversammlung über ihre bisherige Geschäftsführung bezeugt werde, und derselben das Commissions-Protokoll nebst den Anlagen und dem Register, so wie die Taxamtsrechnungen zu remittiren seyen; daß jedoch nicht allein

2do die Archiv-Commission anzuweisen sey, sich künftig über jede Actenauslieferung auch von den Gerichten besondere Empfangsbescheinigung, allenfalls nach einem gedruckten, nur zu unterfertigenden, den Acten oder dem Antwortschreiben beizulegenden Formular, zu erbitten, sondern daß auch die Herren Bundestagsgesandten zu ersuchen seyen, bei ihren Regierungen zu veranlassen, daß die respectiven Gerichte, welche Acten in Empfang genommen haben, die abgehenden Bescheinigungen der Archiv-Commission annoch zu schicken; daß

3^tio der nach der jüngsten Taxamtsrechnung vorhandene Cassevorrath dergestalt zu vertheilen sey, daß die beiden Commissarien davon zwei Drittheile und die Gehülfen Ein Drittheil, jene wie diese zu gleichen Theilen, beziehen;

4to woneben die in dem Bundestagsbeschlusse vom 25. Januar 1821, §. 19, gedachte abgesonderte Berechnung der vorhandenen älteren Canzleitaxgelder von Seiten der Archiv-Commission zu gewärtigen wäre;

5to daß der Antrag der Archiv-Commission, die Aushändigungsgebühr für die im §. 8 dieses Bundestagsbeschlusses erwähnten Acten auf die Hälfte der im §. 18 festgesetzten Taxe herabzusetzen, sammt dem Ansatz für Siegelgebühr zu 45 Kr. zu genehmigen, auch daß es bei der bisher in Uebung gewesenen Belohnung der Archivpedellen mit 12 Kr. für Aufwartung bei Sessionen, für Arbeit bei dem Packen der Acten und bei Siegelung, zu belassen sey.

6to Von Zernichtung der nach dem Bundestagsbeschlusse vom 25. Jan. 1821, §. 15, bis hierhin von der Archiv-Commission reponirten Acten, dürfte noch zur Zeit zu abstrahiren seyn, mit dem Auftrage jedoch an die Commission, das Verzeichniß mit gleichem Fleiße fortzusetzen; woneben den Herren Bundestagsgesandten überlassen bleiben könnte, von dem bereits gefertigten Verzeichniß Einsicht zu nehmen, um allenfalls ihre Regierungen auf diese oder jene der verzeichneten Acten aufmerksam zu machen. Endlich

7mo werde der Archiv-Commission aufgetragen, an die hohe Bundesversammlung darüber Bericht zu erstatten, was es mit der kammergerichtlichen Bibliothek, in Rücksicht deren vormaligen Einrichtung und Beschaffenheit, und der durch die Auflösung des Kammergerichts mit derselben eingetretenen Veränderung für eine Bewandniß habe.

§. 110.

Vorstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäßig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 fl. betreffend.

(17. Sitz. §. 145 v. J. 1822. — 16. Sitz. §. 105 v. J. 1823.)

Präsidium: bringt aus Veranlassung der in der 16. Sitzung dieses Jahres, Num. 60, eingekommenen Reclamation des Freiherrn von Urraca in Erinnerung, daß noch einige Abstimmungen in Folge Bundestagsbeschlusses vom 12. October 1818, über die Vorstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäßig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betreffend, ausständen; worauf nach dem Präsidialantrage

beschlossen

wurde, sich dahin zu verwenden, daß die noch rückständigen Abstimmungen auf den 27. November laufenden Jahres nachgetragen würden.

§. 111.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 64, eingereicht am 13. Juni, von Dr. Ehrmann dahier, als Anwalt der Erben des Handelsmanns Rüppel, erneuerte Vorstellung mit Bezug auf ein anliegendes Schreiben des Königlich-Preussischen Ministeriums des Schatzes, d. d. Berlin den 25. Mai 1823.

Num. 65, einger. am 16. Juni, von Jac. Gravelius dahier, erneuertes Gesuch wegen Auszahlung seiner Besoldung als Secretär bei der transrhenanischen Sustentations-Commission.

Num. 66, einger. am 19. Juni, von Schubert zu Bühl, wiederholtes Gesuch wegen Auszahlung des Carenzguthabens von 150 fl., und eines Pensionsrückstandes von 225 fl. seines verstorbenen Vaters, des Reichskammergerichts-Canzlisten Schubert. —

wurden den betreffenden Commissionen übergeben.

Folgen die Unterschriften.

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

Funfzehnter Band. Viertes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Digitized by Google

Achtzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 26. Juni 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen geheimen Staats- und Cabinetsministers, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Würtembergs: des Königlichen Herrn Staatsministers, Freiherrn von Wangenheim;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn, Freiherrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths und Kammerherrn, Herrn von Lepel;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dänischen geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich-Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des Herrn Syndicus Dr. Gries;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 112.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Artikels 18[d] der Deutschen Bundesacte.

(10. Sitz. §. 70 d. J.)

Präsidium: wolle in Folge Beschlusses in der 10. dießjährigen Sitzung (§. 70) das Protokoll zur Abstimmung über den so eben bezeichneten Gegenstand eröffnen.

Preussen. Zu dem in der 4. Sitzung vom 11. Februar 1819 vorgelegten «Entwurf einer Verordnung zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck», hat die Königliche Gesandtschaft, in Auftrag ihres allerhöchsten Hofes, unter allgemeiner Anerkennung der Gründlichkeit und Zweckmäßigkeit dieser Arbeit, die folgenden, deren einzelne Artikel begleitenden Erinnerungen und Bemerkungen zu machen.

Ad Artikel 1.

Durch die zu erlassende Verordnung, deren Entwurf vorliegt, sollen Schriftsteller und Verleger nicht erst Rechte erhalten, als wenn sie etwa auf dergleichen überhaupt, ohne eine solche Verordnung, ausserhalb deßjenigen Staates, welchem sie unmittelbar angehören und dessen positive Gesetzgebung ihnen schon vorhin bestimmte Rechte verliehen, in andern Bundesstaaten, wo ihnen die positive Gesetzgebung in gleicher Art nicht zu Statten kommt, gar keinen Anspruch machen könnten. Es sollen vielmehr, nach den Worten der Bundesacte, Artikel 18,

«Die Bundesversammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mit Abfassung «gleichförmiger Verfügungen über die Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller «und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen»,

nicht erst wegen der Rechte selbst — ob nämlich dergleichen vorhanden und anzuerkennen seyen oder nicht — sondern nur wegen Sicherstellung derselben Verabredungen getroffen werden, was ihre Existenz und allgemeine Anerkennung durch alle Staaten des Deutschen Bundes im Allgemeinen voraussetzt. Da jedoch die Art der Sicherstellung den Werth und die Bedeutung des Rechts erst näher bestimmt; so könnte in der vorletzten Zeile des ersten Artikels, zur Vermeidung eines jeden Mißverständnisses, anstatt «Eigenthumsrechte» bloß «Rechte» gesetzt werden.

Der in der zweiten Zeile bei Erwähnung von Zeichnungen gebrauchte Ausdruck «topographische» würde, wenn er ohne weitern Zusatz stehen bliebe, alle diejenigen Kupferstiche und Abbildungen ausschliessen, deren Werth gar nicht in einer künstlerischen Ausführung, sondern darin besteht, zur Versinnlichung gewisser Gegenstände zu dienen, um dadurch wissenschaftliche Zwecke zu befördern; wie dieß z. B. bei anatomischen, naturhistorischen ꝛc. Werken der Fall ist. Warum nicht auch der Nachstich oder die sonstige Nachbildung solcher Kupferstiche als Nachdruck zu verbieten wäre, ist nicht abzusehen; und ein darauf Bezug habender Zusatz erscheint deßhalb nöthig.

Ein Unterschied zwischen der ersten und zweiten Ausgabe eines Werkes würde in Beziehung auf die Rechte der Schriftsteller nur alsdann erheblich seyn, wenn bestimmt werden sollte, daß die Zeit, für deren Dauer man jene Rechte sicherzustellen beschließt, von der Erscheinung des Werkes ab zu berechnen sey. Bleibt es dagegen bei dem im zweiten Artikel gemachten Commissionsvorschlage, wornach diese Zeit jedenfalls vom Todestage des Verfassers ab zu berechnen wäre, so kann es auf den erwähnten Unterschied nicht ankommen.

Ad Art. 2.

So beachtungswerth auch die Gründe erscheinen, welche für den hier gemachten Unterschied zwischen dem Falle, wo der Schriftsteller sein Werk selbst verlegt, und dem Falle, wo er es einem Andern in Verlag giebt, von der betreffenden Commission in ihrem, dem Entwurfe vorangeschickten Berichte (pag. 55) angeführt worden sind; so würde man doch diesseits auch mit einer Gleichstellung beider Fälle, wenn sich die Majorität dafür erklären sollte, einverstanden seyn, und alsdann nur darauf antragen müssen, daß, als gleicher Termin für beide, die längste der von der Commission vorgeschlagene Dauer, nämlich von funfzehn Jahren, seit dem Todestage des Verfassers, angenommen werde, welche keineswegs für all

zu lang zu halten seyn dürfte, indem bei kostbaren Werken, die nur langsamen Absatz versprechen, besonders bei denjenigen Werken dieser Art, deren Verfasser bald nach der Herausgabe gestorben ist, selbst ein noch weiterer Termin billig, und deßhalb ausnahmsweise wohl nachzugeben wäre, wenn sich nur über die Ausnahmen recht klare und practische Bestimmungen treffen liessen.

Ad Art. 3—5.

Daß die zum zweiten Artikel gehörigen Nebenbestimmungen, welche der 4. und 5. Art. enthält, einer bessern Fassung bedürfen, so wie solche von den freien Städten vorgeschlagen ist, muß man diesseits um so mehr anerkennen, als die Ertheilung eines Schutzbriefes gegen den Nachdruck eines Werkes der angegebenen Art, wovon im 5. Art. die Rede ist, an sich schon weitere Bestimmungen nöthig machen würde, damit sie nicht von der Willkühr jeder einzelnen Regierung abhängig bliebe, welcher auch es sonst frei stände, dergleichen Schutzbriefe bald auf kürzere, bald auf längere Frist, als nach den Art. 2 und 4 überhaupt festgesetzt werden soll, zu bewilligen.

Ad Art. 6.

Unter den hier gedachten Werken, welche von mehreren Mitarbeitern verfaßt werden, sind weder Schriften, deren Herausgabe von den Regierungen selbst angeordnet wird, wie Gesetzbücher, Gesangbücher ꝛc., noch solche zu begreifen, welche von moralischen Personen, z. B. von Akademien, ausgehen; denn es versteht sich von selbst, daß, bei Schriften ersterer Art, der Nachdruck auf immer, bei Schriften der zweiten Art aber, wenigstens auf so lange, als die moralische Person besteht, mit Vorbehalt der etwaigen Rechte des Verlegers, verboten ist.

Da die von mehreren Mitarbeitern und Herausgebern herrührenden Werke zwiefacher Art seyn können, nämlich entweder innerlich zusammenhängende Ganze, oder Aggregate einzelner Aufsätze; der 6. Artikel aber, seiner wahrscheinlichen Absicht nach, beide Arten begreifen soll; so würden, zur Vermeidung eines Mißverständnisses, anstatt des Ausdruckes:

«welche von mehreren Mitarbeitern verfaßt werden»,

welcher nur auf die erstere Art von Schriften hinzuweisen scheint, etwa die Worte des Commissionsberichtes (pag. 56)

«welche durch Mehrere bearbeitet worden»

zu wählen seyn.

Wenn es in dem nämlichen Artikel heißt:

«daß die Unternehmer als diejenigen zu betrachten seyen, von deren Ableben an das «ausschließliche Verlagsrecht während der im 2. und 4. Artikel bestimmten Frist fort«dauern soll»,

ſo ſind unter dieſen Unternehmern, mit Rückſicht auf den ſpäter folgenden 18. Artikel, wohl nur ſolche zu verſtehen, welche zugleich als Schriftſteller an dem Werke arbeiten, und deren Leben oder Tod über die Fortſetzung oder den Schluß des Unternehmens entſcheidet. Es giebt aber auch gemeinſame Werke, die nicht durch das Leben der Unternehmer bedingt ſind, wo einer nach dem andern austreten und durch einen andern erſetzt werden kann, z. B. Encyklopädien. Bei dieſen ſcheint es nothwendig, erſt den Schluß des Werkes ſelbſt abzuwarten und von dem Tode deßjenigen Unternehmers an, welcher alsdann vorhanden iſt, die im Artikel 2 vorgeſchriebene Friſt zu berechnen.

Hiernach wäre der Artikel 6 näher zu beſtimmen, und da gleiche Gründe auch bei ſolchen gemeinſamen Werken eintreten, welche nicht von einem oder mehreren Schriftſtellern, ſondern von einem Verleger unternommen worden ſind, ein berichtigender Zuſatz zum 18. Artikel zu machen.

Ad Art. 7.

Ohne in Abrede zu ſtellen, daß eine Schrift, wo bloß der Drucker, ſonſt aber weder ein Verfaſſer, noch ein Herausgeber oder Verleger angegeben iſt, auf Sicherſtellung gegen den Nachdruck gar keinen Anſpruch machen könne, wünſcht man dieſſeits nur im zweiten Satze dieſes Artikels, hinter den Worten:

« — ſtehenden Namens des Verfaſſers, Herausgebers, Verlegers oder Druckers »

die Einſchaltung der Worte:

« ſo lange das ausſchließliche Recht der öffentlichen Bekanntmachung und Veräuſſerung « nach Maasgabe der Art. 2 und 3 noch beſteht ».

Ad Art. 8.

Das Einzige, was im erſten Satze als neue legislative Beſtimmung gelten kann, und als ſolche dieſſeits für zweckmäſſig anerkannt wird, iſt die Vorſchrift,

« daß der Verfaſſer eines Werkes eine neue Auflage davon auch noch eher, als die « vorige vergriffen iſt, veranſtalten könne, wenn er den Verleger der letzteren, wegen « der davon noch vorräthigen Exemplare, zu entſchädigen bereit iſt ».

Der übrige Inhalt des Satzes verſteht ſich von ſelbſt, ſobald einmal die Grundſätze über das ausſchließliche Recht der öffentlichen Bekanntmachung und Veräuſſerung eines Werkes nach Artikel 2, 4 und 5 Gültigkeit erlangt haben.

Mit dem Schlußſatze des Artikels, von den Worten an:

« Eine Sammlung ſolcher Arbeiten ꝛc. »

bis zum Ende, läßt es ſich nicht wohl vereinbaren, daß es nach Artikel 6 nur auf den Unternehmer oder Herausgeber eines aus Beiträgen Mehrerer beſtehenden Werkes ankommt, ob

die darin befindlichen Aufsätze desselben Verfassers in eine Sammlung seiner Werke aufgenommen werden dürften oder nicht. Dagegen scheint es zweckmäßig, das ausschließliche Recht des Unternehmers oder Herausgebers von dergleichen Beiträgen nur auf ein oder mehrere Jahre, von deren Erscheinung an gerechnet, zum Vortheil des Verfassers zu bestimmen, und diesem zu verstatten, solche Beiträge in eine Sammlung seiner Schriften, die er entweder selbst herausgiebt, oder einem Andern in Verlag giebt, von dem Ablaufe jener Frist an aufzunehmen. Erhielte der 8. Artikel einen solchen Zusatz, der dem Wesen nach mit demjenigen übereinstimmt, was die freien Städte hierbei vorgeschlagen haben; so würde derselbe doch nicht weiter auf die freie Zulassung einer Sammlung zerstreuter Aufsätze mehrerer Verfasser über dieselbe Materie zu Gunsten irgend eines Verlegers auszudehnen seyn, indem sich nicht leicht recht zu treffende Bestimmungen finden lassen, um die Rechte der verschiedenen Verfasser oder Verleger jener Aufsätze bei ihrer ersten Erscheinung gehörig sicher zu stellen.

Art. 9.

Hierbei findet sich diesseits nichts zu erinnern.

Art. 10.

Die Freiheit, Uebersetzungen einheimischer Werke herauszugeben, könnte, so unbedingt, wie sie hier ausgesprochen ist, in Rechte des Verfassers eines in einer gelehrten Sprache erschienenen einheimischen Werkes eingreifen; es scheint daher besser, dieselbe zu Gunsten des lebenden Verfassers eines solchen Werkes dahin zu beschränken, daß Jedermann, welcher davon eine Deutsche Uebersetzung zum Zwecke der Herausgabe veranstalten will, verpflichtet werde, zuvor dem Verfasser Anzeige davon zu machen, und daß nur, wenn dieser die Uebersetzung selbst nicht besorgen will, oder länger als eine gesetzlich zu bestimmende Zeit damit zögert, erst von da an die Herausgabe einer Uebersetzung jedem freigestellt sey.

Art. 11.

Auszüge eines Werkes,

so fern sie nicht in kritischen oder andern periodischen Werken und in Sammlungen vorkommen,

dem Nachdrucke gleichgeachtet, wie es hiernach geschehen soll, scheint bedenklich, da Auszüge, wenn sie nicht wörtlich, sondern die Uebersicht eines größeren Werkes zu geben bestimmt sind, sehr oft eine eigene schwierige Arbeit erfordern und vielen Nutzen stiften können. Von der andern Seite würde ihre Zulassung

in periodischen Werken und in Sammlungen,

ohne weitere Einschränkung der Vorschrift dieses Artikels, zu weit gehen. Der ganze Inhalt

einer periodiſchen Schrift kann lediglich in Auszügen beſtehen, die ohne allen wiſſenſchaftlichen Zuſammenhang aus einem oder aus mehreren Schriftſteller entlehnt worden. Erſchiene eine ſolche Zeitſchrift in ſtarken Heften, ſo könnte dadurch bald eine beträchtliche Anzahl von Schriften in Auszügen von beliebigem Umfange, zum Nachtheil für den Abſatz von Originalwerken, z. B. von Reiſebeſchreibungen, geliefert werden.

Daſſelbe gilt von Sammlungen. Dem 11. Artikel wäre demnach jedenfalls die Beſchränkung hinzuzufügen,

daß eine ſolche periodiſche Schrift oder Sammlung einen eigenen, für ſich beſtehenden, wiſſenſchaftlichen Zweck habe, und in dieſem Sinne als ein beſonderes und neues Werk zu betrachten ſey,

wenn nicht überhaupt — was am beſten ſcheint — das Hinweglaſſen des ganzen Artikels in der Berückſichtigung vorgezogen werden ſollte, daß alles, was er Weſentliches enthält und worauf es ankommt, in den Worten des folgenden 12. Artikels,

« Abdrücke — eines vollſtändigen Auszugs eines Originalwerkes mit unweſentlichen « Veränderungen — ſind als verbotene Nachdrücke zu betrachten » —

zu finden iſt.

Art. 12.

Bei dieſer Beſtimmung iſt der Fall nicht berückſichtigt, wenn Anmerkungen zu einem Buche gemacht und unter einem Abdrucke des letzteren herausgegeben werden. Dergleichen Anmerkungen mit dem Werke ſelbſt, ohne Einwilligung ſeines Verfaſſers oder Verlegers abzudrucken, verbietet das Allgemeine Landrecht für die Königlich-Preuſſiſchen Staaten, Th. I, Tit. XI, §. 1083, woran bereits in der Königlich-Würtembergiſchen Abſtimmung erinnert worden iſt. Ein ähnliches Verbot würde auch hier Platz finden müſſen.

Ob und welche nähere Beſtimmungen an dieſer Stelle in Hinſicht der Frage einzuſchalten wären:

was bei muſikaliſchen Compoſitionen als Nachdruck zu betrachten ſey?

bedarf, nach dieſſeitiger Anſicht, noch beſonderer Erwägung.

Bei einem Muſikſtücke kann eine nicht bedeutende Veränderung vorgenommen, z. B. bei Singſtücken die Begleitung in etwas verändert, die Singſtimme aber ganz dieſelbe geblieben; oder das Muſikſtück in eine andere Tonart oder für ein anderes Inſtrument eingeſetzt; oder es können auch mehrere Singſtimmen auf eine reducirt ſeyn. Soll eine ſolche Veränderung gegen das Verbot des Nachdruckes ſchützen?

Um hierüber zu entſcheiden, könnte man vielleicht eine Gränze aufſuchen, wo die Veränderung einer muſikaliſchen Compoſition aufhört, eine äuſſerliche und mechaniſche zu ſeyn,

und zu einer neuen künstlerischen Composition wird. - Immer würde jedoch die Ausmittlung dieser Gränze, in so fern man darauf practische Vorschriften wegen des Nachdruckes gründen wollte, höchst schwierig bleiben. Ferner könnte man dem Urheber einer musikalischen Composition oder auch dem Verleger derselben überlassen, bei der ersten Herausgabe durch die Ankündigung, daß er diese und jene Veränderung dabei selbst folgen lassen werde, und damit ihm keiner hierin zuvorkomme, durch gleichzeitige Einholung eines schützenden Privilegiums seiner Landesregierung sein Interesse wahrzunehmen. Wollte man aber die Sache aus diesem Gesichtspuncte behandeln, so liesse sich doch kaum eine Gleichförmigkeit in den Grundsätzen der verschiedenen Regierungen darüber erwarten: auf welche Veränderungen musikalischer Compositionen dem Urheber des letzteren oder seinem Verleger Privilegium zu ertheilen seyen?

Als das Rathsamste, glaubt man diesseits vorschlagen zu müssen, daß durch die zu erlassende bundesgesetzliche Bestimmung, Jedem, der die Vervielfältigung einer musikalischen Composition in einer veränderten Form vornehmen will, die Verpflichtung, zuvor dem Künstler von seinem Plane Anzeige zu machen, auferlegt, und erst wenn dieser erklärt, eine solche Veränderung nicht selbst besorgen zu wollen, oder wenn er sie in einer gesetzlich zu bestimmenden Frist nicht ausführt, die Vervielfältigung in jeder veränderten Form als erlaubt zugelassen werde.

Die Art. 13 und 14 geben zu keiner diesseitigen Bemerkung Anlaß; was aber die Art. 15 und 16 betrifft, so enthalten sie zu viele einzelne Bestimmungen, welche bei Errichtung des Vertrags, wodurch der Verfasser dem Verleger sein Werk überläßt, lediglich von der Willkühr dieser Contrahenten abhängen. Man hält es daher für rathsam, anstatt dieses ganzen umständlichen Details, folgende Sätze in die Verordnung aufzunehmen:

1) Die Zeit oder der Umfang, für welche das ausschließliche Recht der öffentlichen Bekanntmachung eines Werkes und die Veräusserung von dem Verfasser einem Verleger überlassen ist, wird durch den Verlagsvertrag bestimmt. Findet sich in demselben darüber keine ausdrückliche Bestimmung, auf wie viel Auflagen sich die Abtretung einer Handschrift erstrecken soll; so ist anzunehmen, daß das Verlagsrecht nur für eine Auflage abgetreten sey;
2) Die eigenmächtige Vervielfältigung eines Werkes von Seiten des Verlegers, wozu diesem der Verlagsvertrag kein Recht giebt, oder von Seiten des Verfassers, so lange als Recht des Verlegers besteht, und dieser wegen der noch vorräthigen Exemplare nicht entschädigt ist (Art. 8), es mag nun der Verfasser eine neue Ausgabe einzeln oder in einer Sammlung seiner Schriften veranstalten, ist als Nachdruck zu betrachten.

Der Art. 18 könnte füglich mit Art. 6 in Verbindung gebracht werden; auch ist hierbei die zu letzterem schon gemachte Bemerkung zu wiederholen, daß, wenn eine Buchhandlung, welche einer moralischen Person angehört (wie z. B. die Hallische Waisenhaus-Buchhandlung), ein Werk nach einem vorgelegten Plane verfassen läßt, der Nachdruck erst nach dem gänzlichen Erlöschen einer solchen Buchhandlung für erlaubt gelten kann.

Art. 19.

Die Zweckmäßigkeit des nach dem Vorschlage der freien Städte hier zu machenden Zusatzes, hat diesseits nicht einleuchten wollen, vielmehr hält man dafür, daß derselbe zu vielen Mißbräuchen Veranlassung geben könnte, in so fern von dem Verleger oft zu voreilig angenommen werden dürfte,

daß Erben des verstorbenen Verfassers entweder nicht vorhanden oder nicht zu erforschen seyen.

Art. 20.

Bei der diesseitigen Ueberzeugung, daß eine Büchertaxe unausführbar ist, würde dieser Artikel, bis auf die sehr nützliche und deßhalb beizubehaltende Schlußbestimmung:

«Allezeit muß der Preis auf dem Titel des Werkes angegeben seyn»,

ganz wegfallen müssen.

Art. 21.

Die vorgeschlagenen Strafen findet man im Allgemeinen zweckmäßig, und bemerkt nur, daß

a) in der dritten Zeile des Artikels von unten, statt der Art. 14 und 15, wohl die Art. 15 und 16 zu allegiren seyn werden;

b) daß bei der Bestimmung der Geldbuße von

25 bis 1000 Reichsthaler

dem richterlichen Arbitrio ein zu großer Spielraum gelassen ist, und die Festsetzung des Strafmaaßes daher meist in Willkühr ausarten könnte, was zu vermeiden wäre, wenn man die Strafe nach der Bogenzahl steigen liesse, für jeden Bogen aber einen arbiträren Satz nach Beschaffenheit des Werkes mit einem gewissen Spielraum annähme, welcher diesseits zu 5—10 Reichsthaler vorgeschlagen wird;

c) daß unter dem «Verkaufspreis von 500 Exemplaren», welcher als Schadensersatz gewährt werden soll, der Ladenpreis des rechtmäßigen Verlegers zu verstehen sey.

Mit Art. 22 und 23 ist man diesseits, ohne weitere Erinnerung, einverstanden.

Endlich ist die Königliche Gesandtschaft, damit die Materie recht vollständig aufgefaßt werde, noch einige, der Verordnung zu gebende Zusätze in Vorschlag zu bringen angewiesen:

1) In Erwägung, daß es dem Entwurfe für den Uebergang aus dem bisherigen Rechts-

zuſtande, in dem, welcher durch die Verordnung begründet werden ſoll, an allen tranſitoriſchen Beſtimmungen fehlt, erkennt man

a) die vier Zuſätze, welche nach der Abſtimmung der freien Städte hinter dem Art. 22 folgen ſollen, im Allgemeinen für zweckmäſig, nur ſcheint die im 3. Abſatze angenommene Zeit von 10 Jahren, binnen welcher der Verkauf vorräthiger Exemplare des Nachdruckes verſtattet ſeyn ſoll, allzugeräumig beſtimmt, indem ſie füglich auf 5 Jahre beſchränkt werden könnte. Auch iſt erforderlich, daß der zur Zeit der Publication der zu erlaſſenden Verordnung bei den Nachdruckern vorhandene Vorrath aller Exemplare obrigkeitlich aufgenommen und ein jedes Exemplar, zur Verhinderung heimlicher Vervielfältigung, mit einem obrigkeitlichen koſtenfreien Stempel bedruckt werde.

b) Ferner wäre, in Beziehung auf die zu den Artikeln 15—19 vorgeſchlagenen Beſtimmungen, der Zuſatz nöthig,

daß dieſelben auf die, vor Bekanntmachung dieſer Verordnung erſchienenen, älteren Verlagsgegenſtände keine auswirkende Kraft haben ſollen, indem es in Anſehung derſelben bei den geſchloſſenen Verträgen, den etwa vorhandenen Landesgeſetzen oder den erweislichen Gewohnheiten ſein Verbleiben habe.

c) Sollte etwa noch die Frage aufgeworfen werden:

ob nicht den Nachdruckern die Fortſetzung eines vor Publication der gegenwärtigen Verordnung angefangenen Nachdruckes bei bereits erſchienenen Werken, die aus mehreren Theilen beſtehen, zu verſtatten ſey?

ſo glaubt man ſolches verneinen zu müſſen, da die hierher gehörige Beſtimmung im 18. Artikel der Bundesacte, ſeit Publication derſelben, und alſo ſchon ſeit länger als 7 Jahren, den Nachdruckern zur Warnung dienen und ſie aufmerkſam darauf machen mußte, daß die Rechte der Schriftſteller und Verleger gegen ihr Gewerbe ſicher geſtellt werden würden, weßhalb es denn auch auf ihre Gefahr geſchehen iſt, wenn ſie gleichwohl während dieſes Zeitraums neue Nachdrücke angefangen haben.

d) Der von den freien Städten in ihrer Abſtimmung zu Art. 2 gemachte Vorſchlag, wegen der Rückwirkung auf ſolche Verlagsgegenſtände, deren Verfaſſer oder Unternehmer vor der Bekanntmachung der Verordnung verſtorben ſind, erſcheint dagegen ſehr beachtungswerth.

2) Man wird in der Verordnung auch noch den Grundſatz ausſprechen können, daß, wenn bei dem eintretenden gerichtlichen Verfahren wider den Nachdrucker die Beſchlagnahme

der vorräthigen Exemplare nur kraft eines Erkenntnisses sollte verfügt werden können, das wider letzteres etwa zulässige Rechtsmittel nur devolutive Wirkung habe.

3) Eine Verständigung mit Staaten, die nicht zum Deutschen Bunde gehören, über die aber theilweise der Deutsche Buchhandel sich ausdehnt, wegen Sicherstellung gegen den Nachdruck, scheint nicht allein möglich, sondern auch in so weit leicht ausführbar, als denselben von Seiten des Bundes die Verfolgung und Bestrafung der Nachdrucker von Werken, die in ihrem Gebiete erscheinen, anzubieten wäre, wenn sie dagegen die Nachdrucker der in den Staaten des Deutschen Bundes gedruckten Schriften nach ihren Gesetzen auch bei sich bestrafen wollten. Eine allgemeine Bestimmung über diesen Grundsatz der Reciprocität, könnte in die zu erlassende Verordnung im Voraus aufgenommen werden.

Die Königliche Gesandtschaft findet sich ermächtigt, zu erklären, daß namentlich Preussen mit seinen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Provinzen einer solchen Reciprocität sogleich Statt geben würde.

Baiern. Der Königlich-Baierische Herr Gesandte gab eine vorläufige Abstimmung über die Verfügungen gegen den Büchernachdruck ab, und fügte dieser vertraulichen Mittheilung eine Punctation zu der in Vorschlag zu bringenden Uebereinkunft bei, behielt sich aber zugleich seine definitive Abstimmung über diesen Gegenstand vor.

Königreich Sachsen. Die Gesandtschaft ist von ihrem allerhöchsten Hofe angewiesen, über den der hohen Bundesversammlung in ihrer 4. Sitzung des Jahres 1819 vorgelegten Entwurf einer Verordnung zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck, in folgender Maße abzustimmen:

Zu Artikel 1.

Im Allgemeinen halten Se. Königliche Majestät für am angemessensten, daß, bei der auf dem Bundestage über die Erlassung eines Gesetzes gegen den Nachdruck zu treffenden Vereinigung, auf den Nachdruck in der eigentlichen und nächsten Bedeutung des Wortes sich eingeschränkt werde, in welcher man

> die Vervielfältigung eines Werkes, die von einem Dritten zum Nachtheile des rechtmäßigen Verlegers geschieht,

damit zu bezeichnen pflegt. Der Fall, wenn der Verfasser, oder dessen Erben, ein Werk selbst verlegen, ist in diesem Begriffe enthalten. Diejenigen Beeinträchtigungen aber, welche zwischen dem Verfasser und dem Verleger, durch unbefugte Vervielfältigung eines Werkes, von der einen oder andern Seite veranlaßt, und nur uneigentlich mit dem Namen des Nachdruckes belegt werden können, möchten der Privatvereinigung der Betheiligten un-

ter ſich, oder der beſondern Geſetzgebung jedes einzelnen Landes, zu überlaſſen ſeyn. Hiernach würde eine veränderte Faſſung des Art. 1 nothwendig werden.

Uebrigens dürfte der Antrag des Wahlausſchuſſes der Deutſchen Buchhändler, in dem über den Geſetzentwurf in Druck gegebenen Gutachten, den Schutz des literariſchen Eigenthums für Schriftſteller und Verleger zum Gegenſtande einer Verhandlung zwiſchen dem Deutſchen Bunde und den benachbarten Staaten zu machen, Berückſichtigung verdienen, und es iſt insbeſondere zu wünſchen, daß von Seiten der Kaiſerlich-Königlich-Oeſterreichiſchen und der Königlich-Preuſſiſchen Regierung für Ihre nicht zum Bunde gehörigen Staaten, ſo wie von der Schweiz, ſich der hierunter beabſichtigten neuen Geſetzgebung angeſchloſſen werde.

Der in dem

Art. 2 bis mit 6

enthaltenen Vorſchriften würde es, wenn der Gegenſtand des Geſetzes in der bei Art. 1 bemerkten Maße beſtimmt wird, nicht bedürfen. Se. Königliche Majeſtät ſind der Anſicht, daß das Eigenthum an Geiſtesproducten, wie jedes andere bürgerliche Eigenthum, in geſetzlicher Beziehung anzuſehen und zu behandeln ſey.

Aus den

Art. 8 und 9

würden die Beziehungen auf den Art. 2 und 4 nach Maßgabe deſſen, was oben bemerkt worden iſt, hinwegzunehmen ſeyn.

Zu Art. 11.

Auszüge aus einem Werke, in ſo fern dabei die Ideen des Verfaſſers dieſes Werkes wirklich nach einem eigenen Plane und Geſichtspuncte ausgewählt und kürzer dargeſtellt, oder mehrere einzelne Stellen nach eigener Beurtheilung für eine beſtimmte Claſſe von Leſern ausgehoben worden ſind, dürften nicht als unerlaubter Nachdruck zu beurtheilen und zu verbieten ſeyn.

Die Beurtheilung, in wie fern ein Auszug wirklich dieſe Eigenſchaften habe, oder als ein verſteckter Nachdruck zu betrachten ſey? würde, auf Beſchwerde deſſen, der das in Auszug gebrachte Werk verlegt hat, der competenten Landesbehörde zu überlaſſen ſeyn, da hierüber allgemein paſſende Beſtimmungen im Voraus ſich wohl nicht treffen laſſen möchten.

Die

Art. 13 bis 19

ſind, in Folge der allgemeinen Erinnerung zu Art. 1, als in das in Frage ſtehende Geſetz nicht gehörig, zu betrachten.

Zu Art. 20.

Die Bestimmung eines Maximi der Bücherpreise sehen Se. Königliche Majestät nicht für ausführbar an.

Zu Art. 21 — 23.

Es scheint hinreichend, sich dahin zu vereinigen, daß der Nachdrucker zum wenigsten mit der Confiscation der nachgedruckten Exemplare bestraft werden solle. Die Verschärfung dieser Strafe und die Regulirung des dem rechtmäßigen Verleger zu leistenden Schadenersatzes, wird dem Ermessen jeder Bundesregierung überlassen bleiben können.

Wegen der im letzten Satze des Art. 21 vorgeschlagenen Bestimmungen, ist auf die Bemerkung zu Art. 13 — 19 Bezug zu nehmen.

Uebrigens dürfte es in Rücksicht des Weges, auf welchem die Abhülfe vorgekommener Beeinträchtigungen zu suchen sey, und des dabei zu beobachtenden Verfahrens, bei demjenigen bewenden, was hierüber in jedem einzelnen Staate festgesetzt ist.

Endlich möchte noch in dem Gesetze bestimmt werden, daß die Strafe der Confiscation der Nachdrücke auch auf die zur Zeit der Promulgation desselben schon vorhandenen Nachdrücke zu erstrecken sey.

Baden. Die Großherzogliche Gesandtschaft ist angewiesen, sich denjenigen Abstimmungen anzuschliessen, welche für die Rechte der Schriftsteller und Verleger am günstigsten ausfallen, in welcher Beziehung sie auf die Abstimmung der freien Städte in der 10. dießjährigen Sitzung §. 70 hindeuten zu müssen glaubt. — Zugleich hat sie sich gegen die Bestimmung von Büchertaxen auszusprechen, im übrigen aber zu erklären, daß der Großherzogliche Hof, von dem Wunsche beseelt, irgend eine beruhigende allgemeine Maasregel gegen das Unwesen des Büchernachdruckes zur Ausführung kommen zu sehen, von seiner Seite nicht gesonnen sey, das mindeste Hinderniß gegen irgend eine Beschlußfassung zu erheben, wodurch man sich dem Ziele nähern könnte, und daß derselbe daher auch alsdann dem beliebt werdenden allgemeinen Gesetze oder Uebereinkunft seine unbedingte Zustimmung geben werde, wenn dessen Inhalt in seinen einzelnen Puncten den Ansichten der diesseitigen Regierung weniger entsprechend ausfallen sollte.

Die hohe Bundesversammlung wird den Gesandten stets bereit finden, im Sinne dieser ihm zugekommenen Weisung zur Beförderung und Beendigung dieser Angelegenheit, so viel von ihm abhängt, mitzuwirken; auch glaubt er dieß zunächst nicht besser bethätigen zu können, als indem er die Intentionen seines höchsten Hofes im Allgemeinen und offen darlegt.

Großherzogthum Heſſen. Indem die Geſandtſchaft, zufolge Beſchluſſes §. 70 des Protokolls der 10. Sitzung vom 24. April 1823, Seite 134 — betreffend die gegen den Büchernachdruck in Gemäßheit des Art. 18 der Deutſchen Bundesacte zu erlaſſende Verfügung — ihre Abſtimmung über dieſen Gegenſtand zum heutigen Protokolle giebt, erklärt ſie vor Allem, jenem Vorbehalte beizutreten, welcher von Seiten der freien Städte bei ihrer Abſtimmung, Seite 129 des dießjährigen Protokolls, unter Ziffer 2, dahin gemacht wurde, für den Fall, wenn auf die beiden den Nachdruck betreffenden Actenſtücke, deren der dem Beſchluſſe vom 28. März 1822 vorhergehende Vortrag des damaligen Herrn Referenten gedenkt, und welche ganz eigene, mit dem Abſchnitt 4 des Art. 18 der Deutſchen Bundesacte nicht in directem Zuſammenhange ſtehende, umfaſſende Vorſchläge enthalten, andere Abſtimmungen ſich mit erſtrecken ſollten, gleichfalls darüber nachträglich ſich zu äuſſern.

Der Werth aller theoretiſchen Ausführungen für und gegen den Nachdruck ſcheint, an ſich betrachtet, um deßwillen lediglich dahin geſtellt bleiben zu können, weil demſelben nach denjenigen, was die Bundesacte in Bezug auf den Nachdruck ausſpricht, kein practiſches Intereſſe beigelegt werden kann.

Man will übrigens hierbei auf die Beibehaltung des von Königlich-Würtembergiſcher Seite in der Abſtimmung (Prot. der 2. Sitz. v. 13. Febr. d. J., §. 13, S. 29) angefochtenen Wortes:

«Eigenthumsrechte»

gerade kein Gewicht legen.

Zu einzelnen Artikeln des Entwurfs (Beilage 7 zum Prot. der 4. Sitz. vom 11. Februar 1819, S. 59 u. f.) hat die Geſandtſchaft Nachſtehendes zu bemerken.

Beim 2. Artikel dürfte näher zu beſtimmen ſeyn, daß, was hier von ſchriftſtelleriſchen Werken geſagt iſt, dergeſtalt von einer jeden Auflage eines Buches gilt, daß nicht nur während der feſtgeſetzten Jahre kein Nachdruck der neueſten Auflage ſtatt findet, ſondern daß auch, ſo lange eine neuere Auflage unter dem Schutze des Geſetzes ſteht, keine ältere Auflage deſſelben Werkes nachgedruckt werden darf, wenn gleich dieſe ältere Auflage, an und für ſich betrachtet, vermöge ihres Alters nicht mehr unter dem Schutze des Geſetzes ſtehen könnte.

Die Richtigkeit dieſer Anſicht wird ſich bewähren, wenn man bedenkt, daß andern Falles entweder neue verbeſſerte Auflagen zum Nachtheil der Wiſſenſchaften zurückgehalten würden, oder dem rechtmäſigen Verleger durch Nachdrucken früherer Auflagen ein bedeutender Theil deßjenigen Gewinnes entzogen würde, auf welchen derſelbe bei Uebernahme des Verlags überhaupt rechnen konnte.

Man glaubt, daß mindeſtens eine Zeit von 20 Jahren nothwendig feſtzuſetzen ſey, ohne hierbei zwiſchen Selbſtverlag und Verlagsbuchhändler einen Unterſchied zu machen.

Ausnahmsweise könnte unmittelbar nach des Verfassers Tode seine Schrift Gemeingut werden, wenn er keinen Erben seiner Verlassenschaft hinterläßt, und es wird kein Grund da seyn, warum man in diesem Falle dem Verleger ein Recht zuwenden wollte, auf welches er bei der Uebernahme des Verlags wohl nicht rechnen konnte.

Uebrigens dürfte die zugleich mehrere andere Artikel berührende Bemerkung ihren Platz finden, daß alles dasjenige, was von dem Verfasser gesagt ist, ausdrücklich auch für den Herausgeber festgesetzt werde, sey dieß nun ein Privatmann oder eine öffentliche Behörde; indem es nicht die Absicht seyn konnte, officielle Sammlungen von Actenstücken, von Gesetzen u. s. w. demjenigen Schutze zu entziehen, welchen das Gesetz andern Schriften gewähren soll.

Diejenigen Gegenstände, welche in dem Art. 8 und in den Artikeln 15 — 19 behandelt werden, können allerdings bei einer Anordnung über den Nachdruck, wenn sie einigermaßen zweckmäsig werden soll, nicht mit Stillschweigen übergangen werden, und man kann diesseits der Ansicht nicht beistimmen, daß hierdurch Gegenstände der privatrechtlichen Gesetzgebung mit eingemischt würden, welche nicht nothwendigerweise und nicht nach der Natur der Sache hierher gehörten.

Denn alle diese Gegenstände enthalten nichts anders, als genaue Bestimmungen darüber, welche Abdrücke als verbotener Nachdruck anzusehen seyen, und welche nicht.

Im 8. Artikel glaubt man zu den Worten: «wegen der noch vorräthigen Exemplare», auf den Zusatz antragen zu müssen: «und wegen des etwa vorhandenen Verlagsrechtes»; denn dieses kann sich ja auf mehrere Auflagen erstrecken. Der, Seite 130 des dießjährigen Protokolls vorgeschlagene, Zusatz des Wortes «einzeln» möchte zu übergehen seyn, weil die Werke eines Schriftstellers in mehreren Sammlungen erschienen seyn können.

Dem Schlußsatze des 8. Artikels stimmt man dagegen unbedingt bei.

Im Artikel 12 hat, nach dem Sinne seiner Verfasser, statt der Worte: «eines vollständigen Auszuges», wahrscheinlich gesetzt werden sollen: «ein vollständiger Auszug», indem, wenn ein vollständiger Auszug erlaubt wäre, der Wiederabdruck eines solchen von selbst zu den verbotenen Nachdrücken gehören würde.

Das Wort «unwesentlichen» dürfte, wegen der Schwierigkeit der Beurtheilung, hinweg zu lassen, die Bekanntmachung von Anmerkungen aber dagegen ausdrücklich zu erlauben seyn.

Bei Artikel 15 ist zu bemerken, daß die darin enthaltenen Verbote weitern Abdrucks alsdann hinwegfallen, wenn die Schrift bereits Gemeingut geworden ist.

Zum Artikel 17 stimmt man dem, Seite 131 des dießjährigen Protokolls, von den freien Städten gewünschten Zusatze bei, so wie man dem daselbst gemachten Vorschlage beistimmt, den Artikel 18 lieber ganz wegzulassen.

Auch der 20. Artikel dürfte wegzulaſſen ſeyn, indem, vermöge der ſchon in früheren Sitzungen angeführten Gründe, ſeine Ausführung die größten Unbilligkeiten und Ungleichheiten zur Folge haben würde. Für dieſe Anſicht ſpricht auch das Beiſpiel der Geſetzgebungen Frankreichs, der Niederlande und Englands.

Die in dem Artikel 21 vorgeſchlagenen Strafen ſcheinen zu gering zu ſeyn, und es möchte keinem Anſtande unterliegen, ſtatt der hier vorgeſchlagenen 500 Exemplare, nach dem Beiſpiele der Franzöſiſchen Geſetzgebung, 3000 feſtzuſetzen.

Die, in dieſem Artikel 21 angeführten, früheren Artikel 14, 15 und 16, ſind wohl nur durch einen Schreibfehler ſtatt der Artikel 15, 16 und 17 geſetzt worden.

Die erſte Periode im Artikel 22 möchte dahin näher zu beſtimmen ſeyn, daß der Handel mit ſolchen Werken, welche entweder im Auslande, oder ungeſetzlich im Inlande nachgedruckt worden ſeyen, verboten ſey.

Die hier angedrohte Strafe könnte unbedenklich zu vermehren ſeyn, durch einen Schadenserſatz, welcher dem Verkaufspreiſe von 500 Exemplaren gleich kommt.

Dem Zuſatze, welcher Seite 134 des dießjährigen Protokolls gewünſcht wird, ſtimmt man bei, es dürfte aber kein Grund obwalten, das Verfahren nur ſummariſch und die Appellationen ohne Suspenſivwirkung haben zu wollen, vorausgeſetzt, daß eine Beſchlagnahme bereits erfogt iſt.

Endlich iſt offenbar eine Beſtimmung nothwendig, in Beziehung auf die etwaige rückwirkende Kraft des Geſetzes. Dieſes ſcheint zweckmäſig etwa dergeſtalt gefaßt werden zu können: Die zur Zeit der Bekanntmachung dieſes Geſetzes bereits vorhandenen Nachdrücke, dürfen da, wo ſie bisher verkauft werden durften, auch ferner verkauft werden, und ſie müſſen, damit ſie von nun an nicht vervielfältigt werden können, polizeilich geſtempelt werden. Für diejenigen Werke, welche bereits erſchienen, aber noch nicht Gemeingut geworden ſind, tritt die neue Geſetzgebung ein.

Wegen Vollendung des angefangenen Nachdruckes (ohne dadurch den Verkauf da, wo er bisher nicht ſtatt finden durfte, legitimiren zu wollen) und wegen Fortſetzung des Nachdruckes eines noch unvollſtändigen Werkes, tritt man dem Königlich-Würtembergiſchen Vorſchlage, Seite 36 unten, und Seite 37 oben, bei.

Schließlich hat Großherzogliche Geſandtſchaft den Wunſch auszudrücken, daß gleich nach Wiedereröffnung der Sitzungen der befragte Beſchluß gefaßt werden möge.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: trete der Abſtimmung von Königreich Sachſen bei.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſche Häuſer: treten gleichfalls der Abſtimmung der Königlich-Sächſiſchen Geſandtſchaft bei.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Indem meine Durchlauchtigsten Committenten allen denjenigen Verfügungen beitreten wollen, welche die Majorität dieser hohen Versammlung zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck für dienlich erachten wird, bin ich zugleich, in diesem Sinne, zu folgender detaillirten Abstimmung über das Commissionsgutachten vom 9. Februar 1819 und dessen Anlage: Entwurf einer Verordnung u. s. w. instruirt worden:

Ad 1) wie die freien Städte im §. 70 des Protokolls der 10. Sitzung vom 24. April laufenden Jahres.

Ad 2) ebenfalls, da kein rechtlicher Grund für die Distinction zwischen 15 und 10 Jahren in Absicht des Eigenthumsrechts des Verfassers vorhanden scheint, er mag das Verlagsrecht selbst, oder durch die bekanntlich der Regel nach geschehende Uebertragung an einen Buchhändler ausüben, und jene Distinction zum Nachtheile der Verfasser gereichen würde, welchen die Verleger ein um so geringeres Honorarium bewilligen werden, je kürzer die Zeit des Verlagsrechtes bestimmt wird. Deßfalls würde auch die Bestimmung indistincte wenigstens auf 20 Jahre festzusetzen, und die nachtheilige Rückwirkung des Gesetzes nicht von dem zufällig früher oder später erfolgten Tode des Verfassers, sondern vom Tage der Bekanntmachung des Gesetzes an, zu berechnen seyn, da die Verleger, welche bei der Acquisition des Verlagsrechtes, bei nicht vorhandener gesetzlicher Beschränkung desselben, auf dessen immerwährende Dauer rechneten, ohnehin schon durch jene Rückwirkung leiden.

Jene Beschränkung überall aber ist nicht bloß den Verlegern, sondern auch den ursprünglichen Eigenthümern ihrer Geisteswerke und besonders denen schädlich, welche, nach langjähriger Bearbeitung und gründlicher Feilung derselben, solche erst in ihrem spätern Alter, oder unter mißlichen Gesundheitsumständen, herausgeben. Anstatt nun die Frucht ihres Fleisses und der für ihre Bibliothek, Reisen und sonst verwandten Kosten durch ein angemessenes Honorarium, oder auch durch eine für ihre Witwen und Waisen zu stipulirende jährliche Pension, zu geniessen, so wird ihre Erndte, in Berücksichtigung ihres ablaufenden Lebensalters, durch spärlichere Bedingungen der Buchhändler verkümmert werden, für welche die Dauer des Lebens, die sie nur bei jüngeren und gesunden Autoren reitzen kann, ein baldiges Ziel besorgen läßt, von wo an dann die gesetzliche Jahresbestimmung, fast ohne die wesentliche Vornutzung der Existenz des Verfassers, sofort zu laufen anfängt. Dieselben Autoren werden also, jemehr ihre Jahre und Schriften reifen, desto geringere Honorarien erhalten, welches besonders bei den eigentlich gelehrten Werken, welche nicht, gleich der Mode-Lectüre, schnellen, sondern nur langsamen Abgang finden, um so nachtheiliger für sie ausfallen kann, wenn in obiger Rücksicht sich gar kein Buchhändler zur Ueber-

nahme des Verlags bereitwillig findet, zumal da der Abſatz oft erſt ſpäterhin gedeihet, wo aber der Verleger die Benutzung ſeines Riſico und ſeiner Koſten nach Ablauf jener Jahre jedem andern Verleger, der das Werk jetzt ohne ſolches Riſico, bei deſſen nun anerkanntem Werthe und ohne Bezahlung irgend eines Honorarii an den Autor, drucken und wohlfeiler verkaufen kann, Preis geben muß. Auch wird es Fälle geben, wo dergleichen Werke gar nicht zu haben ſeyn werden, wenn z. B. nach 10 Jahren die Auflage vergriffen iſt, ſo lange der Verleger unſchlüſſig iſt, für die nur noch übrigen 10 Jahre eine neue Auflage zu wagen.

Soll alſo dennoch eine Beſchränkung des unſchätzbaren Geiſtes-Eigenthums geſchehen, ſo ſcheint es rathſam, ſolche von der zufälligen Lebensdauer der Verfaſſer unabhängig zu machen und auf die Dauer des menſchlichen Lebensalters, etwa auf 30 Jahre, zu normiren, damit die Verfaſſer und Verleger bei ihrer Unterhandlung auf eine feſtſtehende Zahl von Jahren Rückſicht nehmen können.

Ad 3) wie die freien Städte.

Ad 4 u. 5) ebenfalls, in Beziehung auf die obigen Bemerkungen ad 2.

Ad 8 u. 9) gleichfalls; jedoch wäre die von den freien Städten vorgeſchlagene einjährige Friſt wegen der von den Herausgebern ſolcher Sammlungen honorirten Beiträge billig auf 3 — 5 Jahre auszudehnen, weil durch den Debit des erſten Jahres, das kaum erſt die Recenſionen über den Werth der Sammlung liefert, die bezahlten Honoraria ſelten werden gewonnen werden, und ſolche Schriften, welche durch Beiträge mehrerer Gelehrten entſtehen, ſchwerlich Verleger finden dürften, wenn jeder von jenen Gelehrten ſeine Beiträge ſchon nach Ablauf eines Jahres anderweit verſilbern und drucken laſſen dürfte.

Ad 13) wie die freien Städte, in Beziehung auf das Obige.

Ad 15 — 19) iſt die bundestägige Vereinigung für die allgemeine geſetzliche Kraft dieſer Paragraphen zu wünſchen.

Jedoch

ad 17) wie die freien Städte.

Ad 18) Die Abſicht dieſes §. iſt, den Verleger, der das Werk nach einem von ihm vorgelegten Plane hat ausführen laſſen, in Ermangelung eines eigentlichen Verfaſſers, für ſolchen anzuſehen, wenn er auch gleich, wie z. B. bei Werken, die Sammlungen für einen beſtimmten Gegenſtand enthalten, der Fall ſeyn kann, bei der Ausführung, z. B. zur Verfertigung der dafür zweckmäſigen Regiſter u. dgl., ſich fremder Gehülfen bedient hat. Die Beſorgniß der freien Städte wird gehoben werden, wenn hinter die Worte:

«das Eigenthum an denſelben»

eingeſchaltet wird:

«vorbehältlich der wegen der Verfaſſung etwa eingegangenen Vertragsbedingungen, «gänzlich» ꝛc.

Uebrigens mit den von den freien Städten vorgeſchlagenen, ad 15 — 19 einzuſchaltenden, zwei neuen Artikeln, wegen der nicht rückwirkenden Kraft und wegen des Ausſterbens der Verfaſſer und des Aufhörens der Verlagshandlungen, einverſtanden.

Ad 20) ſcheint zwar die Beſtimmung eines Maximums der Bücherpreiſe, bei den häufigen Klagen über hohe Preiſe der Bücher, um ſo erwünſchter und erſprießlicher, als aller Wahrſcheinlichkeit nach ein allgemeines Verbot des Nachdruckes in dieſer Hinſicht nachtheilige Folgen haben wird.

Sollten jedoch dieſer Beſtimmung unüberſteigliche Hinderniſſe im Wege ſtehen, ſo ſtimmt man ganz, wie die freien Städte, vorerſt nur für den von ihnen angetragenen Vorbehalt der nöthigenfalls nachträglichen Anordnungen und für die Angabe des Preiſes auf dem Titel des Werkes. Es würde auch ſchwer zu beſtimmen ſeyn, was unter gewöhnlichen Druckſchriften verſtanden werde. Sollen z. B. dazu auch Schauſpiele, Zeitſchriften ꝛc. wofür oft theuere Honoraria bezahlt werden, gehören?

Bei einem feſtzuſetzenden Maximo würde auf die Gegenden und Oerter, wo das Papier von Ferne her bezogen werden muß, und wo die Theuerung der Lebensmittel und der Cenſur die Druckkoſten erhöhet, Rückſicht genommen werden müſſen, und das Maximum von gewinnſüchtigen Buchhändlern auch da benutzt werden, wo jene Umſtände nicht eintreten. Und wie verſchieden laſſen ſich die Autoren die Honoraria, z. B. mit einem Ducaten, aber auch mit zwei, ja bis vier Louisd'or pr. Bogen, bezahlen! Soll das Maximum ſich auf einen Mittelpreis gründen, ſo kann das Publikum bei den wohlfeilern und der Verleger bei den theuerern Honorarien verletzt werden.

Ad 21 — 22) wie die freien Städte, und ſtimmt man auch für die von ihnen vorgeſchlagenen Zuſätze, ſowohl nach Art. 22 als 23.

Hierauf wurde nach dem Antrage des Präſidii

beſchloſſen:

1) die noch ausſtehenden Abſtimmungen, welche während der Sommerferien eingehen dürften, an die betreffende Commiſſion abzugeben, und in das Protokoll der 1. Sitzung nach den Ferien aufzunehmen, wornächſt der Termin zur definitiven Erledigung dieſes Gegenſtandes feſtzuſetzen ſey;

2) die von dem Königlich-Baieriſchen Herrn Bundestagsgeſandten vertraulich mitgetheilte vorläufige Abſtimmung ſammt Punctation (unter Zahl 10) loco dictaturae drucken zu laſſen und an die Regierungen einzuſenden, damit dieſelben ihre Geſandtſchaften im Laufe der bevorſtehenden Ferien hierüber mit Inſtructionen verſehen können.

§. 113.

Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer.

(13. Sitz. §. 89 d. J.)

In Folge Beschlusses vom 12. Mai laufenden Jahres (13. Sitzung §. 89), wurde heute über die so eben rubricirte Reclamation abgestimmt, und zwar von

Oesterreich. In Anerkenntniß des Princips, daß die rechtliche Beurtheilung und Entscheidung der von den Domcapitularen zu Constanz gegen die ihnen von Seite der Großherzoglich-Badischen Regierung auferlegte Pensionssteuer bei dieser hohen Versammlung geführten Beschwerde, Letzterer auf den Grund des Artikels 15 der Deutschen Bundesacte wirklich zustehe, glaubt der Kaiserlich-Königliche Hof, nach genauer Einsicht und Prüfung der über diesen Gegenstand erstatteten ausführlichen Commissionsvorträge und des von den Betheiligten für und wider eine Befreiung von dieser Steuer angeführten Gründe, vor Allem sich zu der Ueberzeugung bekennen zu sollen, daß, vermöge der ganz eigenthümlichen, in der Zeitgeschichte ewig denkwürdigen Verhältnisse, welche die Entstehung des Reichsdeputations-Recesses von 1803, als der hier in Anwendung zu bringenden Rechtsquelle, veranlaßt haben, unverkennbar in solchen Fällen, wo, wie in dem vorliegenden, Zweifel über den klaren Wortlaut einer, hinsichtlich der Secularisirten und ihrer Sustentationen darin aufgenommenen, Bestimmung erhoben werden können, vorzugsweise der Geist derselben als entscheidend zu beachten sey.

Dieses vorausgesetzt, nimmt der Kaiserlich-Königliche Hof keinen Anstand, mit Rückblick auf seine unmittelbare Mitwirkung zu Abfassung dieses vormaligen Reichsgesetzes, seine Ansicht dahin auszusprechen, daß, nach dem Geiste derjenigen Normen, welche die Behandlung dieser ohne Verschulden ihren glücklichen Verhältnissen entrissenen und bereits ohnehin durch den Receß mit dem Abzuge Eines Zehntheils belegten Individuen vorzeichnen, die übrigen neun Zehntheile von Seite der Regierungen, welche diese Pensionen zu tragen verpflichtet sind, vollkommen frei von jedem Abzuge zu verabfolgen seyen, und daß dieses besonders aus den in dem Paragraphen 66 des Reichsdeputations-Recesses aufgenommenen Bestimmungen, namentlich aber aus dem daselbst gebrauchten Ausdrucke: Alimentationsgelder, hervorgehe. Wird nun dieser Betrachtung noch ferner subsidiarisch auch jene von Billigkeitsgefühlen hervorgerufene angereihet, daß die meisten derjenigen Regierungen, welche Pensionen solcher Art zu tragen haben, doch immerhin bedeutende Vortheile aus den Secularisationen erlangt haben, daß ferner diese Pensionen, unter bei weitem ungünstigern Zeitumständen, als die dermaligen es sind, unbesteuert geblieben waren, und daß sich

die Anzahl der in diese Kategorie gehörigen Pensionisten seit dem Jahre 1803, zum großen Vortheile der betreffenden Aerarien, so bedeutend vermindert hat; so vermag der Kaiserlich-Königliche Hof, seiner Ueberzeugung nach, dem Commissionsantrage nicht beizustimmen, sondern derselbe glaubt vielmehr sich dafür erklären zu müssen, daß die reichsschlußmäßigen Pensionen der Constanzer Domcapitularen von der ihnen durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer frei zu belassen seyen.

Preussen. Mit dem neuesten Commissionsgutachten über die Reclamation der Domcapitularen in Constanz, wegen Bezahlung von Pensionssteuer im Großherzogthume Baden, ist der Königlich-Preussische Hof in so weit einverstanden, als darin die entscheidende Erheblichkeit der für lediglich und definitive Abweisung der Reclamanten sprechenden Gründe, welche von dem Großherzoglich-Badischen Herrn Bundestagsgesandten in seiner am 20. December 1821 zum Protokolle gegebenen Erklärung angeführt wurden, gewürdigt und anerkannt ist.

Die Ansichten des Königlich-Preussischen und des Großherzoglich-Badischen Hofes über den vorliegenden Gegenstand stimmen im Wesentlichen überein. Als Hauptpuncte dieser Uebereinstimmung hat die Königliche Bundestagsgesandtschaft, unter Beifügung einiger weiteren Bemerkungen, namentlich folgende zu bezeichnen:

Jedem Bundesstaate steht die Befugniß zu, in denjenigen Gränzen, welche die innere Verfassung vorschreibt, seine Unterthanen zu besteuern. Sind die als Reclamanten aufgetretenen Domcapitularen Großherzoglich-Badische Unterthanen, und hat es die Großherzogliche Regierung ihren Verhältnissen angemessen gefunden, einen Theil ihres Bedarfs in der Form einer Classensteuer aufzubringen, die mehr oder weniger die Natur einer Einkommensteuer an sich trägt, so überschreitet sie keineswegs die Gränzen jener Befugniß, wenn sie dabei auch die gedachten Domcapitularen mit Rücksicht auf das Einkommen heranzieht, welches ihnen ihre reichsdeputationsschlußmäßige Pension gewährt. Wollten dieselben ihren Wohnsitz ausserhalb des Großherzoglichen Gebietes aufschlagen, wodurch sie aufhören würden, Badische Unterthanen zu seyn; so würde die Großherzogliche Regierung solches freilich nicht verhindern oder ihnen deßhalb irgend etwas von ihrer Pension abziehen können, auch würde alsdann der Titel, ihr Einkommen zu besteuern, hinwegfallen. Hätte aber der Staat, in welchem sie, nach diesem Auszuge, ihren bleibenden Aufenthalt nähmen, auch wieder die Einrichtung einer Einkommensteuer, so würden sie auf eine Exemtion davon eben so wenig, wie in dem von ihnen verlassenen Großherzogthume Baden, Anspruch machen können.

Hiegegen können die Bestimmungen des §. 53 des Reichsdeputations-Hauptschlusses und des dieselben bestätigenden Artikels 15 der Bundesacte nicht angeführt werden. An sich

völlig klar und keiner authentiſchen Interpretation bedürftig, enthalten dieſelben keinen Grund zu der von den Reclamanten behaupteten Steuerfreiheit. Daß ihnen die letztere nicht zugeſichert werden ſollte, wenn ihnen der Artikel 15 der Bundesacte die Befugniß zuſprach, ihre Penſionen ohne Abzug in jedem mit dem Bunde in Frieden ſtehenden Lande verzehren zu dürfen; daß vielmehr hierunter nichts anders als die Befreiung von demjenigen Abzuge zu verſtehen iſt, welchen andere Penſionärs zu erleiden pflegen, wenn ſie ihre Penſionen im Auslande verzehren, ergiebt ſich aus der ganzen Faſſung dieſes Artikels, aus dem durch den gewöhnlichen Sprachgebrauch auſſer Zweifel geſtellten Sinne des gewählten Ausdrucks, aus der Natur der Verhältniſſe und aus der Geſchichte der Entſtehung dieſer bundesgeſetzlichen Beſtimmung, wie ſolches ſchon in dem erſten Vortrage des Herrn Referenten (Beilage des Protokolls der 20. Sitzung vom 24. Mai 1821) überzeugend auseinandergeſetzt worden iſt. Was aber den §. 53 des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes betrifft, ſo befinden die Reclamanten ſich im Irrthume, wenn ſie in ihrer ſpäteren Eingabe behaupten, der daſelbſt beſtimmte Abzug Eines Zehntheils des Präbendenbetrages, welcher den Domcapitularen als lebenslängliche Penſion belaſſen worden, ſey eigentlich dazu gemacht, damit die Regierung, der die Zahlung obliege, hieraus alle auf dem ſeculariſirten Eigenthum ruhenden Laſten und Beſchwerden, wohin auch Steuern und Abgaben zu zählen, abtragen könne. Nach dem gedachten §. 53 ſoll dieß Ein Zehntheil von allen bisherigen Einkünften der zu penſionirenden Capitularen berechnet werden. Ehe aber noch von Einkünften für dieſelben die Rede ſeyn konnte, mußten zur näheren Beſtimmung der Einkünfte, welche der Reichsdeputationsſchluß hierunter verſteht, von allem Brutto-Ertrage der Stiftsgüter, worauf die Präbenden ſich gründen, erſt die darauf ruhenden Laſten und Abgaben in Abzug gebracht werden, und unter jenen Einkünften iſt daher nur das übrig bleibende Netto-Einkommen zu verſtehen, wovon Ein Zehntheil hauptſächlich für die Adminiſtrationskoſten abgerechnet werden ſoll. Der wahren Natur der Sache nach ſind die Suſtentationen der Domcapitularen als die Entſchädigung und das Surrogat für die ehemalige wirkliche Nutznieſſung der geiſtlichen Güter zu betrachten, auch ſind alle die im Reichsdeputationsſchluſſe begründeten Suſtentationen, beſonders aber bei den Domcapitularen, nicht nach dem Bedürfniſſe, d. h. nach demjenigen, was ein jeder nach ſeinem Stande und übrigen Verhältniſſen zu ſeinem Unterhalte gebrauchte, ſondern nach dem Betrage ſeiner früheren Nutznieſſung, wenn dieſe auch ſein Bedürfniß weit überſtiegen, abgemeſſen worden.

Endlich haben die den mehrgedachten Suſtentationsgeldern im §. 66 des Reichsdeputationsſchluſſes beigelegten Privilegien, durch welche ſie den Alimentationsgeldern gleichgeſtellt ſind, die urſprüngliche Natur derſelben nicht dergeſtalt verändern können, daß ſie nun auch ein ſteuerbares Object zu ſeyn aufgehört hätten. Lehns-Competenzen, Witthum,

Leibgedinge ꝛc. sind ganz eigentlich als Alimente zu betrachten, und gleichwohl findet man, daß, wo überhaupt das jährliche Einkommen besteuert wird, auch diese Arten von Einnahmen nicht frei bleiben; es sey denn, daß sie unter einer gewissen Summe wären, wobei der Berechtigte durch Heranziehung zur Einkommensteuer Noth leiden könnte.

Je weniger es nach dieser Darstellung zweifelhaft bleibt, daß die, im Großherzogthume Baden ergangene, gesetzliche Bestimmung, welche die reichsdeputationsschlußmäßigen Pensionen der Domcapitularen zu Constanz einer Besteuerung unterwirft, mit keiner Bestimmung des Reichsdeputationsschlusses und der Bundesacte in Widerspruch steht, um so weniger wäre eine Verweisung der Reclamanten an die Badischen Landesgerichte zu rechtfertigen, weil sich voraussehen läßt, daß diese nur gegen das Interesse der ersteren, ohne Verletzung bundesverfassungsmäßiger Verhältnisse, lediglich nach jener bestehenden landesgesetzlichen Bestimmung entscheiden würden.

Eine Ausnahme von der Anwendung des bestehenden allgemeinen Steuergesetzes, zu Gunsten der Reclamanten, könnte, ohne Ungerechtigkeit gegen andere Besteuerte, nur dann nachträglich eintreten, wenn bei Besteuerung der Domcapitularen in Constanz dasjenige allgemeine gerechte und billige Ermessen nicht vorgewaltet hätte, von welchem die Regierungen in der Steuervertheilung überhaupt geleitet werden. Dieß anzunehmen, ist kein Grund vorhanden, und deßhalb würde auch eine Verweisung der Reclamanten an die Billigkeit Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs von Baden, weil sie nur auf Anempfehlung zu einer solchen persönlichen Begünstigung abzwecken könnte, unangemessen und unstatthaft seyn.

Unter so bewandten Umständen, ist die Königliche Bundestagsgesandtschaft von ihrem allerhöchsten Hofe beauftragt, für lediglich Abweisung der reclamirenden Domcapitularen zu stimmen.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte findet sich hinsichtlich der Reclamation der Constanzer Domcapitularen zu der Erklärung ermächtigt: daß allerdings, nach dem Gutachten der Commission, der zur Begründung dieser Reclamation angeführet Artikel 15 der Bundesacte, mit den §§. 52 und 53 des Reichsdeputations-Hauptschlusses, auf die, aus der unabhängigen innern Gesetzgebung und Verwaltung der souverainen Bundesstaaten allein hervorgehende, gesetzliche Besteuerung, nicht wohl eine Anwendung finden und die Competenz der Bundesversammlung für diesen Fall begründen dürfte.

Königreich Sachsen. Das Ansinnen der den Domcapitularen zu Constanz durch die Großherzoglich-Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer erscheint nicht hin-

länglich begründet. Es dürfte demselben sowohl der Reichsdeputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803, als der 15. Artikel der Bundesacte entgegen stehen.

Nach den Bestimmungen des erstern möchte dasjenige, was den Domcapitularen und andern Mitgliedern freier Reichsstifter für die Entziehung ihrer reichsunmittelbaren Besitzungen und Revenüen als Schadloshaltung vom Reiche unmittelbar ausgesetzt worden ist, aus einem ganz andern Gesichtspuncte zu betrachten seyn, als jeder andere Bezug, der als Besoldung, Pension und dergleichen von einem einzelnen Staate bewilligt wird. Im letztern Falle muß sich der Besoldete oder Pensionirte gefallen lassen, wenn der Staat, von welchem er den Genuß zugetheilt erhalten hat, die Schmälerung desselben durch eine Besoldungs- und Pensionssteuer für nöthig erachtet; eine solche Schmälerung aber kann die nicht treffen, welche mit ihrer Sustentation durch Staatsverträge auf die Cassen eines Landes gewiesen sind.

Die Bestimmung im 15. Artikel der Bundesacte dürfte hierüber keinen Zweifel lassen, indem sie anordnet, daß es frei stehen soll, die fraglichen Pensionen ohne Abzug in jedem mit dem Deutschen Bunde in Frieden stehenden Staate zu verzehren. Denn der versuchten Auslegung dieser Stelle:

> es sollten die Capitularen ihre Pensionen in jedem der bezeichneten Staaten verzehren dürfen, ohne deßhalb einem Abzuge unterworfen zu seyn,

steht weder in der Wortfügung selbst, noch in der Veranlassung der Stelle, ein hinlänglicher Grund zur Seite. Wenn nämlich die Capitularen beim Wiener Congresse baten:

> ad IV. daß einem Jeden seine Sustentation, ohne das Verlangen einer Staatsresidenz, ungeschmälert verabfolgt werde, so fern er sich nicht in einem Staate aufhalte, der mit dem Deutschen Staatenbunde sich im Kriegszustande befinde, und
>
> ad V. daß Steuern und Abgaben von den Sustentationen keine mehr erhoben und abgezogen werden sollten,

so scheint die Fassung des 15. Artikels die Gewährung beider Bitten gar wohl zu enthalten, und der dabei gewählte, vielleicht selbst durch das Petitum ad V veranlaßte Ausdruck «Abzug» möchte, bei der beabsichtigten Kürze, als der allgemeinere, sowohl für den Abzug wegen Verzehrens der Pension ausserhalb Landes, als auf die Besteuerung anwendbare, gebraucht worden, und für eine Pensionssteuer um so weniger unpassend seyn, als eine dergleichen Steuer wohl stets auf dem Wege des Abzugs eingebracht werden dürfte. Da übrigens die Billigkeit, daß die fragliche Sustentation mit der Besteuerung verschont werde, nicht bestritten und selbst in den vorliegenden Commissionsberichten bestimmt anerkannt wird so ist nicht zu zweifeln, daß man auch auf dem Wiener Congresse von dieser Billigkeit, hinsichtlich der mehrgedachten unter V geschehenen Bitte, sich werde überzeugt haben, wü-

halb um so weniger angenommen werden kann, daß man durch die gewählte Fassung der Bundesacte dieses Gesuch habe zurückweisen wollen.

Jedenfalls ist schon dadurch, daß man die Sustentation der Domcapitularen von dem in Hinsicht gewöhnlicher Pensionen der Landesbehörde nicht zu bestreitenden Rechte, das Verzehren derselben im Lande zu verlangen, freigesprochen hat, der oberwähnte, in dem Entstehen erstgedachter Sustentationen begründete Unterschied der deßhalb obwaltenden Verhältnisse anerkannt, und nicht abzusehen, warum dieser Unterschied in einem Stücke wäre angenommen, in einem andern aber zurückgewiesen worden.

Hannover. Die Gesandtschaft verkennt nicht das Gewicht der aus der Geschichte und dem Geiste der Gesetzgebung, so wie aus der Billigkeit hergeleiteten, der Abstimmung der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Gesandtschaft unterliegenden Gründe; glaubt jedoch, nach Maasgabe der von der Commission dargelegten Ausführung, in der Gesetzgebung nicht ausreichende Entscheidungsgründe finden zu können, um in die allgemeine Bestimmung des Großherzoglich-Badischen Steuergesetzes eingreifen zu dürfen, und stimmt daher mit dem Antrage der Commission.

Würtemberg. Die Gesandtschaft sey nicht instruirt, wolle aber den Beschluß nicht aufhalten.

Baden: enthalte sich der Abstimmung.

Kurhessen. Kurfürstlich-Hessischer Seits ist man mit der Ansicht der Eingaben-Commission, aus denen von derselben so gut ausgeführten Gründen, dahin einverstanden, daß weder der Deputations-Hauptschluß, noch die Bundesacte, den reclamirenden Domcapitularen das Recht gebe, eine Exemtion von der allgemeinen Gehalts- und Pensionssteuer zu begehren, welche im Großherzogthume Baden ohne irgend eine Ausnahme gesetzlich angeordnet ist; und man stimmt daher für deren Abweisung.

Indem man hierüber zum Behuf einer definitiven Entscheidung abspricht, giebt man jedoch bloß dem von der Großherzoglich-Badischen Regierung sowohl, als von den Reclamanten geäusserten Wunsche nach, und behält sich über die bei dieser Gelegenheit aufgeworfenen Zweifel, erforderlichenfalls, das Weitere vor.

Großherzogthum Hessen. Großherzogliche Gesandtschaft hat in Betreff der Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen Bezahlung von Pensionssteuern im Großherzogthume Baden, die Weisung erhalten, dem auf Abweisung der Reclamanten gerichteten Commissionsantrage beizustimmen.

Die Gründe der Reclamanten sind in dem Vortrage, welcher sich bei dem Protokolle der 13. Sitzung vom 12. Mai d. J., §. 89, S. 167 u. f. befindet, sehr klar und voll-

ſtändig widerlegt; diejenigen insbeſondere, welche daſelbſt S. 173 und 174 unter Z. 3 und 4 angeführt ſind, enthalten eine offenbare Verdrehung, indem die von dem Eigenthum zu entrichtenden Steuern zwar allerdings dem Landesherrn zur Laſt fallen, hier aber von einer Abgabe die Rede iſt, welche auf den Penſionen, keineswegs auf dem Eigenthum oder der Nutznieſſung der Güter, ruhet.

Was die in dem nachträglichen Commiſſionsberichte berührte Frage von der Anwendbarkeit des Art. 66 des jüngſten Reichsdeputations-Hauptſchluſſes betrifft; ſo bemerkt man, daß, auſſer den reichsdeputationsſchlußmäſigen Penſionen, in vielen Deutſchen Ländern noch gar manche andere Penſionen, worauf ſich die ganze Subſiſtenz der Penſioniſten beſchränkt, ebenfalls von Arreſtanlegung befreit ſind, ohne daß hieraus eine Steuerfreiheit gefolgert werden könnte.

Mit gleichem Rechte, wie die Reclamanten, könnten auch andere Penſioniſten die Billigkeit der Großherzoglich-Badiſchen Regierung für ſich in Anſpruch nehmen, und auch aus dieſem Grunde findet man im vorliegenden Fall eine Hinweiſung an dieſelbe nicht räthlich.

Hinſichtlich der übrigen Vorſchläge der Commiſſion, welche in dem Beſchluſſe §. 89 unter Ziffer 2 erwähnt ſind, hält man es für beſſer, eine Entſcheidung darüber ſo lange, bis ſolche etwa nothwendig werden dürfte, ausgeſetzt zu laſſen, zumal da, was die in dem Commiſſionsvortrage Seite 171 unter b aufgeführte Frage betrifft:

> welche einzelne, in Beziehung auf Verordnungen, die in Gemäßheit der Bundesacte in einzelnen Staaten erlaſſen wurden, ſtreitig gewordene Fälle zunächſt an die competenten Landesbehörden zur Entſcheidung gewieſen werden ſollen?

zu deren Beantwortung vorerſt ein Verzeichniß aller einzelnen, nur im Allgemeinen dort allegirten Fälle erforderlich wäre.

Für den Fall, wenn es demnächſt über die einzelnen, in dem Commiſſionsberichte aufgeſtellten, in die Geſetzgebung einſchlägigen Fragen zur Abſtimmung kommen ſollte, behält ſich die Geſandtſchaft die ihrige vor.

Dänemark, wegen Holſtein und Lauenburg. Die Königliche Regierung könne ſich nicht von der Statthaftigkeit der von den Reclamanten vorgetragenen Gründe überzeugen, und ſtimme daher auf ihre Abweiſung.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Die Geſandtſchaft befinde ſich ohne Inſtruction, ſey aber nicht geſonnen, den Beſchluß aufzuhalten.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſche Häuſer. Die Geſandtſchaft hat in Anſehung der Beſchwerde der ehemaligen Domcapitularen zu Conſtanz, wegen Beſteuerung ihrer in dieſer Eigenſchaft von ihnen bezogenen Penſionen, die Meinung dahin

auszusprechen, daß dergleichen Pensionen, die in völkerrechtlich zugesicherten lebenslänglichen Entschädigungen für die, von denen, die sie beziehen, durch Secularisation verlornen Nutznieſſungen, Rechte und Aussichten bestehen, eine ganz eigenthümliche, mit keiner andern Classe von Pensionen zu verwechselnde Art bilden, und darum in einem Staate, in welchem eine sonst ganz allgemeine Einkommensteuer eingeführt ist, die auch die Besoldungen und Pensionen trifft, doch in so fern von der Besteuerung frei zu lassen seyn möchten, als nicht deren Subjecte zugleich Unterthanen des Staates sind, in welchem die Einkommensteuer statt findet und darum unter dessen Schutz leben; und es werden diese Grundsätze, namentlich im Großherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach, wo auch eine allgemeine Einkommensteuer besteht, in ähnlichen Fällen beobachtet. Der 15. Artikel der Bundesacte scheint die den Reclamanten günstige Deutung nicht auszuschlieſſen.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover.

Mecklenburg-Schwerin und Strelitz: vereinige sich mit dem auf Abweisung der Reclamanten gemachten Antrage.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. In der 13. Sitzung vom 12. Mai dieses Jahres, trug die Eingaben-Commission in ihrem über diese Angelegenheit erstatteten Vortrage, S. 178, darauf an: die Reclamanten mit ihrer Beschwerde gegen die Großherzoglich-Badische Regierung abzuweisen. —

Die Gesandtschaft ist befehligt worden, sich mit diesem Commissionsantrage einverstanden zu erklären.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. In Ansehung der Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, theilen Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, aus den von der Commission angeführten Gründen, die Ansicht, daß die Bundesversammlung, in Betreff der von beiden Seiten erfolgten Anrufung, sich der Entscheidung dieser Sache zu unterziehen habe, und daß die Reclamanten mit ihrer unbegründeten Beschwerde abzuweisen seyen.

Die freien Städte. Der Gesandte der freien Städte stimmt dem in der 13. Sitz. dieses Jahres von der Reclamations-Commission gemachten Antrage bei, nach welchem die Reclamanten mit ihrer nicht begründeten Beschwerde abzuweisen sind, behält sich aber übrigens, in Absicht auf die bei dieser Gelegenheit als einer Declaration bedürftig aufgestellten Fragen, nöthigenfalls das Weitere vor.

Hiernach wurde durch die Mehrheit

beschlossen:

daß die Domcapitularen zu Constanz mit ihrer weder durch die §§. 52 und 53 des

Reichsdeputations-Hauptschlusses, noch durch den Artikel 15 der Bundesacte begründeten Beschwerde gegen die Großherzoglich-Badische Regierung, wegen Bezahlung einer Pensionssteuer, abzuweisen seyen.

§. 114.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(17. Sitz. §. 107 d. J.)

Königreich Sachsen. Der Königlich-Sächsische allerhöchste Hof hat den der Bundesversammlung in ihrer 25. Sitzung am 15. Juni 1822 vorgelegten Commissionsbericht über die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen Reichskammergerichte gehörigen Personen, welcher, nach dem damals gefaßten Bundesbeschlusse (§. 197 des Protokolls), an die Regierungen zur Instructions-Einholung eingesendet worden ist, mit einer dem Gegenstande in seinen mannichfachen Beziehungen angemessenen Aufmerksamkeit erwogen, und giebt, in dessen Verfolg, über die in diesem Berichte enthaltenen Ansichten und Vorschläge nunmehr seine Abstimmung dahin ab:

Seine Königliche Majestät haben bisher bei jeder sich dargebotenen Gelegenheit den aufrichtigen Antheil bewähret welchen Allerhöchstdieselben dem Schicksale der vormaligen Cameralen stets gewidmet haben und daher mit voller Beistimmung den Plan zur Ausführung kommen sehen, wodurch deren Subsistenz vom Jahre 1817 an auf die vollständigste Weise festgesetzt und gesichert wurde.

Allein, was Allerhöchstdieselben in dieser Beziehung thaten und befördern halfen, geschah zum großen Theil, insonderheit was die unbesoldeten Cameralen betrifft, weniger in Folge eines Anerkenntnisses der rechtlichen Begründung sämmtlicher hierunter erhobenen Ansprüche, als aus Rücksichten der Billigkeit und der Theilnahme an unverschuldeter Hülfsbedürftigkeit.

Diese Rücksichten walteten jedoch da, als es sich um die fortlaufende Sustentation der Betheiligten handelte, in einem weit stärkern Grade vor, als jetzt, wo deren Unterhalt gesichert ist, und es nur auf die Berichtigung angeblicher Rückstände ankommt.

Die Befriedigung der deßfallsigen Ansprüche wird sich theils nach der mehreren oder minderen Begründung derselben, theils nach den Mitteln richten müssen, welche dazu in den bereits vorhandenen kammergerichtlichen Fonds gefunden werden.

Sonach wird es bei dem zu fassenden Beschlusse zuvörderst nöthig seyn, eine, zur Zeit in den Bundestagsprotokollen noch ermangelnde, klare und zuverlässige Uebersicht zu erlangen, eines Theils:

worin die noch vorhandenen kammergerichtlichen Fonds bestehen und in wie weit sie sichere Zahlungsmittel darbieten?

und andern Theils:

welche Forderungen es sind, deren Befriedigung gesucht wird, und worauf jede Classe derselben eigentlich beruhe?

Um näher anzudeuten, wie eine solche Uebersicht ungefähr beschaffen seyn müsse, wenn sie zum Zwecke ausreichend seyn soll, und wie wenig die vorhandenen Angaben ausreichen, ist eine planmäsige Zusammenstellung dieser Angaben gefertigt worden, welche hier in einer Beilage zum Protokolle überreicht wird.

Selbige umfaßt folgende Gegenstände:

A) Uebersicht des kammergerichtlichen Cassenwesens.

I) Sustentationscasse.

Activum.

1) baarer Bestand.
2) Ausstände
   a) an rückständigen Kammerzielern.
   b) an aussenstehenden Capitalszinsen.
   c) an indebite aus der Casse bezahlten oder derselben zugerechneten, mithin selbiger zu gewährenden Posten.
3) Insgemein.

Passivum.

1) an, einzelnen Regierungen wieder zu erstattenden, Vorschüssen.
2) an schuldigen Capitalszinsen.
3) Insgemein.

II) Taxcasse.

Activum.

1) baarer Bestand.
2) Ausstände.
3) Insgemein.

Passivum.

III) Provisionscasse.

IV) Depositencasse.

1) alte Depositencasse.
2) neue Depositencasse.

B) Uebersicht der von den Cameralen geforderten Rückstände.

I) Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten und dann mit ihren Pensionen an die Sustentationscasse gewiesenen Cameralen, von 1806 bis mit 1816.

II) Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten an die Tarcasse gewiesenen und dann mit ihren Pensionen auf die Fürstlich-Primatische Staatscasse übernommenen kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1806 bis mit 1816.

III) Besoldungsrückstände der kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1768 bis mit 1803.

IV) Entschädigungsforderung der Kammergerichts-Boten, wegen entbehrter zufälligen Emolumente, von 1806 bis mit 1816.

V) Pensionsrückstände der Kammergerichts-Advocaten und Procuratoren, von 1806 bis mit 1816.

VI) Entschädigungsforderung der Protokolliſten und Notarien, wegen verminderten Einkommens, von 1806 bis mit 1816.

VII) Forderung des vormaligen Kammerrichters, Grafen von Reigersberg, wegen vom 1. Juli 1807 bis Ende 1816 der Provisionscasse geleisteter Vorschüsse.

Betrachtet man diese Beilage, so ergeben sich gegen die Aeusserungen und Anträge in dem vorliegenden Commissionsberichte erhebliche Zweifel.

Es ergiebt sich daraus:

daß es nicht angemessen seyn würde, die sehr bedeutenden Ausstände der Sustentationscasse ohne nähere Prüfung als meist inexigibel bei Seite zu setzen;

daß, bei aller Liberalität in Einforderung dieser Ausstände, die kammergerichtlichen Cassen hoffentlich mehr als hinreichend seyn würden, die zur Gewährung geeigneten Forderungen der Cameralen zu befriedigen;

daß es also zu diesem Zwecke einer neuen Anlage unter den Bundesregierungen wohl nicht bedürfen werde; und

daß es überhaupt jetzt hauptsächlich nur darauf ankomme, Ordnung in das kammergerichtliche Cassenwesen zu bringen, dadurch die Cassen in zahlbaren Stand zu setzen, die Forderungen der Cameralen, je nachdem sie mehr oder weniger berücksichtigungswerth erscheinen, in Classen zu theilen und diese Classen, wie es die von Zeit zu Zeit vorhandenen Geldmittel erlauben, successiv zur Perception kommen zu lassen, weßhalb auch aus den bereits disponiblen Cassenbeständen mit Abschlagszahlungen baldigst der Anfang zu machen seyn dürfte.

Sollten aber wider Verhoffen zu Berichtigung dessen, was nach dem Abschnitte B der gedachten Beilage an Rückständen zu gewähren seyn möchte, die unter A aufgeführten Mittel nicht hinreichen und eine fernere Anlage dazu noch nöthig seyn; so halten Seine König-

liche Majestät dafür, daß solche zwar, in Erwägung der schwierigen Berechnung, welche einer Vertheilung nach dem Kammerzieler-Fuße entgegenstehen würde, nach der Bundesmatrikel erfolge; es scheint jedoch angemessen, daß dabei in Ansehung Oesterreichs, welches vorhin zur Sustentation des Kammergerichts nichts beigetragen hat, eine Ausnahme gemacht, und dessen Beitrag nach dem Matrikular-Verhältnisse der neu erworbenen, mit einem Kammerzieler-Beitrage vorhin etwa belastet gewesenen Lande, besonders ausgemittelt werde.

*

Die in vorstehender Abstimmung erwähnte Uebersicht des kammergerichtlichen Cassenwesens und der von den Cameralen geforderten Rückstände, ist diesem Protokolle unter Zahl 11 angefügt, und hiernächst, unter Beziehung auf den in der 17. Sitzung dieses Jahres §. 107 gefaßten Beschluß, der betreffenden Commission mitgetheilt worden.

§. 115.

Die Vermittlung der Bundesversammlung bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, und Aufstellung einer wohlgeordneten Austrägalinstanz, auch das Austrägalverfahren betreffend.

(25. Sitz. §. 206 v. J. 1822.)

Die Gesandtschaft der freien Städte: übergiebt die Bemerkungen zu dem Entwurf eines Bundestagsbeschlusses über das Verfahren bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter einander, vom 21. December 1820; worauf

beschlossen

wurde, dieselben (unter Zahl 12) loco dictaturae drucken zu lassen und der bestehenden Commission mitzutheilen.

§. 116.

Gelderforderniß für die Bundescanzlei-Casse.

(6. Sitz. §. 58 v. J. 1822.)

Präsidium: legt einen von dem Freiherrn von Handel als Canzleidirector erstatteten Bericht vor, wonach das Erforderniß für die laufenden Ausgaben der Bundescanzlei-Casse nur bis zum Monat Oct. gedeckt erscheint, und um einen neuen Zuschuß gebeten wird.

Hierauf wurde

beschlossen:

daß die Gesandtschaften sich bei ihren höchsten Regierungen verwenden möchten, einen neuen Zuschuß von 2000 Fl. für jede Stimme im engern Rathe zu bewilligen und baldmöglichst einzuzahlen.

§. 117.

Forderung des J. W. Remy zu Frankfurt am Main, wegen Lieferung zu der ehemaligen Kurtrierischen Festung Ehrenbreitstein.

(24. Sitz. §. 187 v. J. 1822.)

Der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte, Freiherr von Wangenheim, erstattet im Namen der Eingabencommission Vortrag auf die neuesten Reclamationen des J. W. Remy zu Frankfurt am Main (Zahl 12, 23, 41 und 48 dieses Jahres), worin derselbe die Erledigung seiner Forderungssache, wegen Lieferung zu der ehemaligen Kurtrierischen Festung Ehrenbreitstein, in Erinnerung bringt, und bittet:

> die hohe Bundesversammlung wolle gerechtest geruhen, den betheiligten Staaten aufzugeben, daß sie ihn nun endlich, in der kürzesten gnädigst zu bestimmenden Frist, mit Capital und Zinsen um so gewisser zu bezahlen hätten, als ansonst die gebetene Hülfe nach Art. 30 der Schlußacte ohne Weiteres gewährt werden sollte.

Nach vorangeschickter Beurtheilung der bisherigen Verhandlungen über diesen Gegenstand und der hier einschlagenden Bundesgesetze — und in Erwägung, daß

1) hier der Fall eingetreten sey, in welchem die Verbindlichkeit, einer Privatforderung zu Recht zu stehen, wenigstens der Beitrags-Rate nach, zwischen zwei Bundesgliedern zweifelhaft oder bestritten ist;

2) diese hohe Versammlung verpflichtet sey, dem Reclamanten den Weg zur Geltendmachung seines Rechtsanspruchs anzubahnen;

3) die Einleitung des vorschriftsmäßigen Verfahrens der Bundesversammlung durch den Ausgang privativer Ausgleichungsverhandlungen zwischen den beiden Regierungen nicht bedingt und daher auch

4) die Bundesversammlung nicht berechtigt sey, ihr unmittelbares Verfahren, unter Widerspruch des Reclamanten, auszusetzen;

5) der Reclamant aber ausdrücklich gebeten habe, einen Zahlungstermin festzusetzen, und, wenn die Zahlung nicht erfolge, die gebetene Hülfe nach Anleitung des Artikels 30 der Schlußacte ohne Weiteres zu gewähren;

6) die Bundesversammlung auch die, vermöge Beschlusses vom 21. März 1822, abverlangte Auskunft über die Lage der Sache von den betheiligten Regierungen nicht erhalten habe; endlich aber auch

7) die zwischen beiden Regierungen eingeleiteten Unterhandlungen eine zu lange Reihe von Jahren, zum großen Nachtheil des Reclamanten, fruchtlos geblieben seyen, als daß

von einem von Seiten der Bundesverſammlung fortzuſetzenden Ausgleichungsverſuche ein günſtiges Reſultat erwartet werden könne —

trägt die Commiſſion darauf an:

die Herrn Bundestagsgeſandten der Königlich-Preuſſiſchen und Herzoglich-Naſſauiſchen Regierung zu erſuchen, dahin zu wirken, daß der Reclamant binnen einer Friſt von drei Monaten klaglos geſtellt, oder von den betheiligten Regierungen, wenn dieſelben nicht ausdrücklich auf dem Verſuch der Güte vor der Bundesverſammlung zu beharren gedächten, in Folge des Artikels 30 der Schlußacte, zur Vereinigung über ein Austrägalgericht, welches die unter ihnen ſtreitige Vorfrage entſcheiden ſolle, geſchritten werde.

Preuſſen. So viel Erhebliches auch gegen die von der Commiſſion behaupteten Grundſätze hinſichtlich der Frage:

warum und in wie weit privative Ausgleichungsverhandlungen zwiſchen Bundesſtaaten die Berückſichtigung dieſer hohen Verſammlung erfordern, wenn dahin gehörige Gegenſtände auf den Grund des 30. Artikels der Wiener Schlußacte von Privatperſonen hier angebracht werden?

nach der dieſſeitigen Anſicht zu erinnern wäre; ſo glaubt es doch die Königliche Bundestagsgeſandtſchaft in dieſer allgemeinen Beziehung bei einer verwahrenden Bemerkung gegen ihre Anerkennung gedachter Grundſätze für jetzt bewenden laſſen zu dürfen, und nur in Beziehung auf den vorliegenden ſpeciellen Fall erklären zu müſſen, daß ſie über den verleſenen Commiſſionsvortrag und daran geknüpften Antrag Bericht zu erſtatten erbötig, und, obwohl über die neueſte Lage der Sache von Seiten ihres allerhöchſten Hofes mit keiner Nachricht oder Inſtruction verſehen, doch vollkommen überzeugt iſt, derſelbe werde, ſo weit es von ihm abhängt, die Erledigung der Remyſchen Forderungsangelegenheit auf alle Weiſe zu beſchleunigen geneigt ſeyn. Zugleich aber kann die Königliche Geſandtſchaft nicht umhin, ihre Zweifel darüber zu äuſſern, ob die Umſtände es den betheiligten Höfen im Verlaufe der betreffenden Ausgleichungsverhandlungen möglich machen dürften, mit der Klagloſſtellung des Reclamanten jene Erledigung, dem Antrage gemäß, binnen einer Friſt von drei Monaten herbeizuführen, und ob ſie ſich, im entgegengeſetzten Falle, für bundesverfaſſungsmäſſig zu demjenigen weitern Verfahren in der Sache verpflichtet halten dürften, worauf, nach dem Commiſſionsantrage, mittelſt eines an die betreffenden Geſandtſchaften zu richtenden Erſuchens hinzuwirken ſeyn würde.

Daß von Seiten Einer hohen Verſammlung ein ſolches Erſuchen an die Königliche Geſandtſchaft nicht gerichtet werde, muß die letzte demnach um ſo mehr wünſchen, als es

ihr aus allen andern Rücksichten daran gelegen ist, einer Ablehnung desselben überhobe zu seyn.

Hierauf wurde

beschlossen:

daß, da die Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaft sich über diesen Vortrag vorläufig zu äussern Gelegenheit gehabt habe, derselbe vordersamst auch noch der Herzoglich-Nassauischen Gesandtschaft zur etwaigen Aeusserung mitzutheilen sey.

§. 118.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 67, eingereicht am 24. Juni durch Dr. Ehrmann dahier, Bevollmächtigten des Grafen von Vieregg, wiederholtes Gesuch, die Entscheidung wegen Wiederherstellung einer demselben entzogenen Korngülte durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen. Mit 1 Anlage.

Num. 68, einger. am 24. Juni durch Registr. Hofmann zu Aschaffenburg, Bevollmächtigten der Mainzer Exjesuitenfonds-Individuen, erneuertes Gesuch derselben um Verabreichung der Sustentationsbeiträge von den Orten Castel und Kostheim.

Num. 69, einger. am 25. Juni durch Dr. Euler dahier, Bevollmächtigten des Freiherrn von Wöllwarth, weitere Vorstellung und Bitte um Beförderung der endlichen Entscheidung dessen Pensionsangelegenheit.

Num. 70, einger. am 25. Juni durch Ernst Erbprinzen zu Hohenlohe-Langenburg, im Namen und Auftrag des Fürstlichen Gesammthauses Hohenlohe, erneuerte Vorstellung um Festsetzung ihres in der Deutschen Bundesacte, Artikel 14, verheissenen Rechtszustandes. Mit Vollmacht.

Num. 71, einger. am 26. Juni durch Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten der Westphälischen Domänenkäufer, Anzeige für sich und seine Committenten in Bezug auf die von Kurhessen in der 15. Sitzung (§. 98) abgegebene Aeusserung.

Num. 72, einger. am 26. Juni durch Dr. Schreiber dahier, als Bevollmächtigten der Holzhändler Stöhlke und Brunns in Lauenburg, Erinnerungsgesuch in Betreff einer Forderung an die Königlich-Hannöverische und Großherzoglich-Mecklenburg-Schwerinische Regierung. —

wurden den betreffenden Commissionen zugetheilt.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 11.

Uebersicht
des kammergerichtlichen Cassenwesens,
und
der von den Cameralen geforderten Rückstände,
nach den Bundestags-Protokollen.

A.
Uebersicht des kammergerichtlichen Cassenwesens.

I.
Sustentationscasse.

Die Sustentationscasse wurde aus den Kammerzielern gebildet. Aus selbiger erhielten die Mitglieder und ein Theil der Subalternen des Kammergerichts ihren Gehalt. Nach Auflösung des Kammergerichts 1806 zahlten viele vormalige Reichsstände ihre Kammerzieler fort. Der Fürst Primas ließ diese Casse fortbestehen und wies an solche die zeitherigen Gehalte, als Pensionen. Die besoldet gewesenen Cameralen haben bis mit 1816 aus selbiger Sustentation erhalten.

Nach dem Bundesbeschlusse vom 14. Juli 1817 hörte die Zahlung von Kammerzielern mit 1816 auf, und es wurden die Pensionen der Cameralen von 1817 an definitiv regulirt und unter die einzelnen Bundesregierungen vertheilt.

Die Casse besaß 235,540 Fl. rheinisch an zinsbaren Capitalen, und war 18,000 Fl. zinsbares Capital schuldig. Durch obigen Bundesbeschluß wurde das Passivcapital durch

Activcapitale getilgt, und die übrigen Activcapitale erloschen vom 1. Juli 1817 an, indem die Schuldner dafür Cameralpensionen als Leibrenten übernahmen.

Activum.

1) Baarer Bestand.

Der im Februar 1818 vorhandene baare Bestand, an 5,578 Fl. 33 Kr., wurde damals im Bundesarchive deponirt (Protokoll von 1818, S. 102), und es sind im März d. a. noch 369 Rthlr. 83 Kr. hinzugekommen. (Ibid. S. 170.) Daß von diesen Posten späterhin wieder etwas verausgabt worden sey, ist nirgens bemerkt. Gleichwohl wird im Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Prot. v. 1822, S. 765) eines baaren Bestandes nicht erwähnt. Sollte, wie es scheint, ein solcher vorhanden seyn, so würde dieser zunächst in Anschlag gebracht und zu Abzahlung von Schulden der Casse verwendet werden müssen.

2) Rückstände,

a) an rückständigen Kammerzielern.

Die Kammerzieler wurden, wie es nach den Protokollen scheint, theils nach der letzten anerkannten Matrikel von 1732, theils nach einer zuletzt 1776 erhöhten Usualmatrikel entrichtet.

Ueber deren jährlichen Betrag enthalten die Protokolle sehr abweichende Angaben. Im Protokolle von 1816 (S. 123 und 129) wird selbiger, nach dem Besitz der Lande im Jahre 1813, auf 77,146 Rthlr. 85 Kr. oder 138,862 Fl. 30 Kr. rheinisch angegeben. Dagegen war, nach der Angabe im Protokolle von 1817 (S. 11, post 100), der Betrag eines Ziels 44,437 Rthlr. 15⅔ Kr., mithin der Jahresbetrag zweier Ziele 88,874 Rthlr. 31⅓ Kr.

Nach Auflösung des Reichs entrichteten viele der vormaligen Reichsstände ihre Kammerzielerbeiträge zur Sustentation der Cameralen fort; es ist aber aus den Protokollen nicht vollständig zu ersehen, welche dieß waren? Von den in Französischen und Westphälischen Besitz gekommenen vormaligen Reichslanden, wurden während dieses Besitzes keine Beiträge entrichtet, und auch in manchen andern Landen kam, besonders wegen der später eingetretenen vielen Territorialveränderungen, deren Entrichtung in Stocken.

Dieß veranlaßte Rückstände.

Mit Ende 1816 hörten die Kammerzielerbeiträge pro futuro auf.

Ueber die bis dahin erwachsenen Rückstände würde die Cameral-Cassenbehörde sich noch mit jeder in ihren Büchern als Schuldner eingetragenen Regierung zu berechnen haben, was zeither ganz, oder doch meist, unterblieben ist.

Bei dieſer Berechnung dürfte zum Grunde zu legen ſeyn, was bis zu Ende 1802 (dem Jahre vor dem Reichsdeputations-Hauptſchluſſe, welcher die Territorialverhältniſſe in Deutſchland ſo weſentlich veränderte) von jedem Landestheile als Beitrag wirklich anerkannt worden ſey, um ſich nicht wieder in die älteren Streitigkeiten über das Verhältniß der Beitragsleiſtung einlaſſen zu müſſen.

Nach dem Betrage dieſes anerkannten jährlichen Beitrags würde man von dem jetzigen Landesherrn des fraglichen Landestheils fordern, was bis Ende 1816 an Kammerzielern erwachſen und nicht immittelſt entweder zum Beſten der Caſſerglen an die Caſſenbehörde bezahlt, oder durch anerkannte Zurechnung getilgt worden iſt. Jeder Landesherr dürfte hierbei den auf die Beſitzungen der Mediatiſirten fallenden Antheil bezahlen, und ſich deßhalb mit Letzteren berechnen.

Obigen Forderungen werden zwar hin und wieder manche Exceptionen entgegen geſtellt werden, indeß dürften ſelbige hoffentlich in keinem Falle eine Entſcheidung nöthig machen, ſondern nur etwa zu einem billigen Abkommen über Bezahlung eines Averſional-Quanti führen.

Daß übrigens die Kammerzielerausſtände eingebracht werden ſollen, hat ſchon 1816 die große Mehrheit der Stimmen in der Bundesverſammlung für angemeſſen erklärt, und als nothwendig vorausgeſetzt. (Protokoll von 1816, S. 2 bis 6, post S. 189.)

Der Betrag der Kammerzielerausſtände wird in den Protokollen auf eine ſehr verſchiedene Weiſe angegeben.

Nach dem Protokolle von 1816 (S. 124 und 135) betrugen ſelbige im November 1816

45,926 Rthlr., oder 82,666 Fl. 48 Kr. rhein.,

hingegen nach dem Protokolle von 1817 (S. 2 und 9, post S. 100), mit Ausſchluſſe der in feindlicher Gewalt geweſenen Länder für die Zeit der Occupation, am 31 December 1816

89,350 Rthlr. 39 Kr. oder 160,830 Fl. 47 Kr. rhein.

Die letztere Angabe wird in dem Commiſſionsberichte vom 15. Juli 1822 (S. 767 des Protokolls) fernerweit angenommen.

Da nun die Summe, um welche die Kammerzielerausſtände im December 1816 höher angegeben wurden, als im November 1816, beinahe das Doppelte beträgt, ſo wäre wohl nöthig, daß nunmehr zuverläſſig ausgemittelt und angegeben werde, wie viel ſelbige nach Abſchluſſe der kammergerichtlichen Caſſenbücher von 1822 wirklich betragen.

b) an auſſenſtehenden Capitalszinſen.

Von den Capitalen der Suſtentationscaſſe, an 235,540 Fl. rhein., welche nach dem Bundesbeſchluſſe vom 14. Juli 1817 (Protokoll von 1817, S. 637) theils zur Tilgung eines Paſſivcapitals von 18,000 Fl. an den Kurfürſten von Heſſen abgetreten, theils, vom 1. Juli 1817 an, für erloſchen erklärt wurden, hatten zu vertreten (Protokoll von 1817, S. 14, post 100):

Baiern	44,158 Fl. 54 Kr.	für den Canton Odenwald, zu 3½ pCt.
	13,000 » — »	für den Schwäbiſchen Kreis, zu 4 pCt.
Würtemberg	89,228 » 18 »	für den Canton Odenwald, zu 3½ pCt.
	4,800 » — »	für den Schwäbiſchen Kreis, zu 4 pCt.
Baden	46,612 » 48 »	für den Canton Odenwald, zu 3½ pCt.
	6,000 » — »	für den Schwäbiſchen Kreis, zu 4 pCt.
Hohenzollern-Hechingen	400 » — »	für den Schwäbiſchen Kreis, zu 4 pCt.
» Sigmaringen	800 » — »	für den Schwäbiſchen Kreis, zu 4 pCt.
Hohenſolms	27,611 » 45 »	für Solms-Lich, zu 3½ pCt.
Naſſau	2,388 » 15 »	für Solms-Lich, zu 3½ pCt.
Iſenburg	540 » — »	zu 5 pCt.

Nach obigem Bundesbeſchluſſe, §. 2, floſſen die Zinſen dieſer Capitale noch bis zu Ende Juni 1817 in die Suſtentationscaſſe.

Es ſtehen Rückſtände an ſelbigen aus, welche in dem Commiſſionsberichte vom 15. Juli 1822 (Prot. S. 767) nach dem Betrage zu Ende Auguſt 1817 auf 5,475 Rthlr. 56 Kr. angegeben werden.

Jetzt dürfte, da doch wohl ſchwerlich ſeit dem Auguſt 1817 jede Einnahme unterblieben ſeyn wird, auszumitteln und anzugeben ſeyn, wie viel dieſe Rückſtände nach Abſchluſſe der Caſſenbücher von 1822 betragen haben, und wie viel davon jede einzelne Regierung noch zu vertreten habe, auch möchte die mit den Regierungen zu pflegende Berechnung auf ſelbige mit erſtreckt werden.

c) An indebite aus der Caſſe bezahlten oder derſelben zugerechneten, mithin ſelbiger zu gewährenden Poſten.

α) Ausſtände bei einzelnen Cameralen.

Nach der individuellen Abrechnung mit allen Perſonen, welche einen Gehalt aus der Suſtentations- oder Tax-Caſſe erhalten haben, von 1807 an bis mit 1816 (Protokoll von 1817, S. 16 und 45, post S. 100), haben zu viel erhoben und daher zur Caſſe zu reſtituiren:

22 Fl. 34 Kr. der Präsident Schenk von Staufenberg,
16 » 25 » » Assessor von Hommer,
24 » 39 » » » » Leutsch,
2 » 25 » » » » Ullheimer,
1 » 39 » » » » Cramer,
194 » 9 » » Pfennigmeister von Hötzendorf,
1 » — » die Kammergerichtsleserei,
1 » — » der Pedell Orth.

263 Fl. 51 Kr.

Diese Activposten wären einzubringen oder abzuschreiben.

β) Ausstände bei Würtemberg.

Seit der Fürst Primas 1806 die Gehalte der Mitglieder des Kammergerichts als Pension an die Sustentationscasse wies, bestand der Grundsatz, daß, wenn eine Regierung eines jener Mitglieder in ihre Dienste nahm, sie an ihren an die Casse zu bezahlenden Kammerzielern und Capitalszinsen so viel kürzte, als der Gehalt dieses Dieners betrug, und den Betrag der Casse, als für sie verlegte Pension, in Zurechnung brachte. Erst durch den Bundesbeschluß vom 14. Juli 1817 wurde die Einrichtung getroffen, daß die Pensionen der Cameralen von den einzelnen Regierungen als Leibrenten übernommen wurden, dagegen aber alle Kammerzielerbeiträge wegfielen und die der Casse schuldigen Capitale erloschen.

1807 nahm die Königlich-Würtembergische Regierung den mit 4,800 Fl. jährlich pensionirten Reichskammergerichts-Assessor von Kampz in ihre Dienste, welcher aber selbige nicht antrat, sondern in Preussische Dienste gieng.

Der Assessor von Kampz war 1804 von Brandenburg präsentirt und im Mai 1805 für fähig zur Assessur erklärt worden, konnte aber wegen Krankheit bis zur Auflösung des Kammergerichts nicht aufschwören. Gleichwohl bezog derselbe von 1807 an bis 1812 18,600 Fl. Pension aus der Sustentationscasse. Zu Ende 1810 wurde er, auf Anordnung des Fürsten Primas, nach gepflogener Communication mit den Deutschen Regierungen, unter den Pensionisten in Wegfall gebracht, und begab sich nachher aller weitern Ansprüche. (Protokoll von 1817, S. 21, post S. 100.)

Obschon der Assessor von Kampz die Würtembergischen Dienste nie angetreten, mithin auch von der Würtembergischen Regierung keinen Gehalt bezogen hatte, so brachte doch Letztere auf dessen Gehalt der Sustentationscasse, von 1807 an bis mit 1816, jährlich diejenigen 3,385 Fl. 57 Kr. in Zurechnung, welche, nach Abzug anderer von ihr zuzurechnenden Po-

ſten, noch zu bezahlen verblieben ſeyn würden. (Protokoll von 1816, S. 124 und 127.)

Da nun der Caſſe nichts in Abrechnung gebracht werden konnte, was nicht anderweit wirklich für ſelbige bezahlt worden war, und die Königlich-Würtembergiſche Regierung an den Aſſeſſor von Kampz nichts bezahlt, ſelbiger vielmehr noch 18,600 Fl. als Penſion unmittelbar aus jener Caſſe erhoben hatte; ſo wurde die Erwartung geäuſſert, daß Würtemberg dieſe, indebite gekürzte, auf 10 Jahre zuſammen

33,859 Fl. 30 Kr.

betragende Poſt, der Caſſe nachzahlen werde. (Protokoll von 1816, S. 124 und 127.)

Würtemberg erklärte hierauf (ibid. S. 4, post S. 189): «man habe die Kammerzieler des Aſſeſſors von Kampz um deßwillen in Abzug bringen zu dürfen geglaubt, weil er den Ruf in Königlich-Würtembergiſche Dienſte beſtimmt angenommen, und man daher vorausſetzen können, daß er, bei Nichterſcheinen, förmlich reſignirt, keineswegs aber auf Koſten der Kammerzieler anderswo bezahlt worden ſey».

Sonach dürfte alſo wohl kein Anſtand ſeyn, dermalen von Würtemberg jene 33,859 Fl. 30 Kr. zur Caſſe zu erbitten.

γ) Ausſtände bei Baiern.

aa) Baiern nahm den mit 4,800 Fl. penſionirten Reichskammergerichts-Aſſeſſor von Ullheimer in Dienſt, welcher am 17. März 1810 ſtarb. Gleichwohl wurde deſſen Gehalt an 4,000 Fl. jährlich, vom Ablaufe des Gnadenquartals, den 16. Juni 1810, bis Ende 1816 der Suſtentationscaſſe zugerechnet. Der deßhalb gemachte Abzug beträgt auf 6 Jahre 6½ Monat

26,166 Fl. 40 Kr.

(Protokoll von 1817, S. 24, post S. 100.)

Obige Poſt wird übrigens in dem Commiſſionsberichte vom 15. Juli 1822 (S. 771 des Protokolls), aus unbekannten Gründen, auf 37,200 Fl. angegeben.

bb) Eben ſo übernahm Baiern, dem mit 4,800 Fl. penſionirten Aſſeſſor Freiherrn von Cramer, der jedoch nicht in Baieriſche Dienſte getreten ſeyn ſoll, jährlich 4,000 Fl. auf ſeine Penſion zu bezahlen. Ob nun wohl derſelbe am 16. Auguſt 1811 ſtarb und deſſen Gnadenquartal am 15. November d. a. zu Ende gieng, ſo wurden doch der Suſtentationscaſſe bis Ende 1816 jährlich 4,000 Fl. in Zurechnung gebracht. (Protokoll von 1817, S. 26, post S. 100.)

Der Betrag dieſer Poſt, auf 5 Jahre 1½ Monat, beläuft ſich auf

20,500 Fl.

Er wird in dem Commiſſionsberichte vom 15. Juli 1822 (S. 771 des Protokolls), aus unbekannten Urſachen, auf 24,600 Fl. angegeben.

Der Anſpruch auf Berichtigung dieſer Ausſtände dürfte durch das, was in der neueſten Königlich-Baieriſchen Abſtimmung (Protokoll von 1823, §. 3, S. 16) demſelben entgegen geſetzt iſt, noch nicht für ganz zurück gewieſen zu achten ſeyn.

3) Insgemein.

759 Fl. 32½ Kr. Defect bei der Adminiſtration des verſtorbenen Pfennigmeiſters von Hötzendorf. (Protokoll von 1818, S. 415.) Wie es mit dieſer Poſt bewandt und ob ſie noch baar vorhanden ſey? iſt aus den Protokollen nicht abzunehmen; auch enthalten ſelbige nichts von andern Poſten, welche in dieſes Capitel gehören würden.

Passivum.

1) An, einzelnen Regierungen wieder zu erſtattenden, Vorſchüſſen.

Dahin würde alles gehören, was eine oder die andere Regierung an Kammerzielern, Gehalten für Kammergerichtsmitglieder, Unterſtützungen, oder auf ſonſtige Weiſe, an oder für die kammergerichtlichen Caſſen erweislich mehr bezahlt hat, als ſie der Suſtentationscaſſe an Kammerzielern oder Capitalszinſen ſchuldig war.

Worin dieſe Vorſchüſſe beſtehen, läßt ſich aus den Protokollen nicht erſehen, wohl aber, daß Baiern (Protokoll von 1817, S. 274 und 625), Baden (ibid. S. 507), Holſtein (ibid. S. 549) und Großherzogthum Heſſen (ibid. S. 625) deren geltend gemacht haben.

Auch die Königlich-Sächſiſche Regierung könnte, ſtatt daß man ſelbige, ohne ſich je mit ihr berechnet zu haben, zeither bald mit 9,486 Rthlr. 61 Kr. (Protokoll von 1816, S. 135), bald mit 11,681 Rthlr. 69 Kr. (Protokoll von 1817, S. 9, post S. 100, und 1822 S. 768) in den Büchern der Cameralrechnungsbeamten in Reſt geführt hat, einen leicht mit 19,499 Rthlr. 10 Kr. in Anſatz zu bringenden, aber, ſelbſt bei Annahme der billigſten Grundſätze gegen die Suſtentationcaſſe, immer noch auf 801 Rthlr. 83 Kr. zu berechnenden liquiden Vorſchuß, wie zu ſeiner Zeit rechnungsmäſſig dargelegt werden ſoll, geltend machen. Bei der in allen mit dem Beſten der Cameralen in Beziehung ſtehenden Angelegenheiten ſtets bewieſenen Milde, und in Betracht der in der 39. Sitzung des Jahres 1817 (§. 274, S. 546 des Protokolls) abgegebenen Erklärung, wollen jedoch Seine Königliche Majeſtät dieſem Anſpruche keine Folge geben.

2) An ſchuldigen Capitalszinſen.

Die Suſtentationscaſſe war, wie gedacht, dem Kurfürſten von Heſſen, vom 1. März 1801 an, 10,000 Rthlr. oder 18,000 Fl. rhein. zu 4 pCt. ſchuldig, welche, zufolge Bundes-

beſchluſſes vom 14. Juli 1817, durch Ceſſion kammergerichtlicher Activcapitale getilgt wurden. (Protokoll von 1817, S. 640.)

Die Zinſen dieſes Capitals ſind bis zu Ende Juni 1817 zu bezahlen.

Nach dem Commiſſionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 767) ſind hierauf noch

2,742 Rthlr. 26 Kr.

zu berichtigen.

Es könnte wohl keinen Anſtand haben, dieſen Reſt aus der vorhandenen Baarſchaft ſogleich zu berichtigen.

3) Insgemein.

Ob in dieſes Capitel Passiva einzutragen ſeyn würden, iſt aus den Protokollen nicht zu erſehen.

II.

Taxcaſſe.

Die kammergerichtliche Taxcaſſe wurde aus den Taxgefällen, den Sporteln des Kammergerichts, gebildet. An ſelbige waren die Gehalte des Canzleiperſonals, welches der Erzcanzler anſtellte, gewieſen. Nur einige Canzleiperſonen erhielten Gehalte aus der Suſtentationscaſſe.

Bei Auflöſung des Kammergerichts hörten die Zuflüſſe zu der Taxcaſſe auf und der Fürſt Primas übernahm die laufenden Gehalte und Penſionen des an ſelbige gewieſenen Perſonals auf ſeine Staatscaſſe.

Activum.

1) Baarer Beſtand.

1818 wurden 712 Fl. 27½ Kr. zu der Taxcaſſe gehörige Gelder, die der verſtorbene Geheime Rath von Biſſing, als Stellvertreter des kammergerichtlichen Canzleidirectors, in Verwahrung gehabt hatte, an den Stadtgerichtsdirector, vormaligen Kammergerichts-Protonotar Krauß in Wetzlar, welcher ſich der Beſorgung der daſigen kammergerichtlichen Angelegenheiten bisher vorzüglich unterzogen hat, abgeliefert und auf dem Stadthauſe daſelbſt ad depositum gebracht. (Protokoll von 1818, S. 412.)

Im Protokolle von 1819 (S. 695) wird dieſer Gelder wieder erwähnt, und zugleich bemerkt, daß ſich in der vormaligen Taxcaſſe noch eine Obligation von 1000 Fl. W. W., zu 4 pCt. zinsbar, befinde.

Uebrigens iſt aus den Protokollen nicht zu erſehen, worin dieſe Caſſe dermalen beſtehe, wer ſie verwalte und wie es mit den Rechnungen über ſelbige bewandt ſey.

2) Ausstände.

Ohne Zweifel hat die Taxcasse, wie wohl alle Sportelcassen, verhältnißmäßig beträchtliche Ausstände gehabt, aber in den Protokollen wird deren nicht erwähnt.

3) Insgemein.

Zu diesem Capitel finden sich in den Protokollen keine Materialien.

Passivum.

Die Protokolle enthalten nichts von Passivis der Taxcasse, ausser dem sehr beträchtlichen Rückstande an dem erhöhten Gehaltsdrittheil der Canzleipersonen, von welchen unten unter B. III. die Rede seyn wird.

III.

Provisionscasse.

Nach Auflösung des Reichskammergerichts errichtete der Fürst Primas eine Casse zu Unterstützung der unbesoldet gewesenen Cameralen, an Boten und andern Subalternen, Advocaten und Procuratoren, Notarien und Protokollisten, unter dem Namen der Provisionscasse. Dieser Casse wies er als Einnahme die Zinsen der Sustentationscassen-Capitale, alte kammergerichtliche Deposita und andere disponible Gelder an, dagegen bewilligte er aus selbiger fixe jährliche Unterstützungs-Quanta.

Sie wurde, weil ihre Fonds sich allmählig erschöpften, späterhin insolvent.

Aus der Uebersicht ihrer Einnahme und Ausgabe, von 1806 bis Ende 1816 (Protokoll von 1817, S. 58 und 61, post S. 100), ergiebt sich, daß an alten Depositen, aus dem Armensäckel, an Zinsen der Sustentationscassen-Capitale, an cedirten kammergerichtlichen Gehaltstheilen, ingleichen aus der Sustentationscasse, sowohl an für den Kurfürsten von Hessen bestimmten Capitalszinsen, als an andern Beiträgen, zusammen

112,730 Fl. 53½ Kr.

erhoben und davon

112,319 Fl. 5½ Kr.

vertheilt worden seyen.

Hiernach ist Ende 1816 ein Bestand von

411 Fl. 48 Kr.

verblieben; es ist aber aus den Protokollen nicht zu ersehen, wo sich selbiger befinde und wozu er bestimmt sey.

IV.

Depositencasse.

Da die kammergerichtliche Depositencasse einen Theil des kammergerichtlichen Cassenwesens ausmacht, so gehört eine summarische Uebersicht derselben wesentlich zu der Hauptübersicht des letztern, und zwar um so mehr, als aus den Depositis der übrigen kammergerichtlichen Fonds eines Theils Vertretungen, andern Theils aber auch, durch bona vacantia, Zuflüsse erwachsen können.

Ueber das kammergerichtliche Depositenwesen geben die Commissionsvorträge vom 20. September 1819 (Protokoll S. 702), 7. Februar 1822 (Protokoll S. 127) und 15. Juli d. a. (Protokoll, S. 789) Auskunft.

Das Resultat, so weit es hierher gehört, ist folgendes:

Die kammergerichtliche Depositencasse befindet sich noch in Wetzlar. Die Schlüssel dazu hatten die Cassendeputirten, der Canzleiverwalter und ein Leser. Wer selbige jetzt habe, ist nicht angegeben.

Die Deposita wurden schon seit längerer Zeit

1) in alte, bis mit 1693 erwachsene, und
2) in neue, nach 1693 erwachsene

getheilt.

1) Alte Depositencasse.

Die alten, bis mit 1693 erwachsenen Deposita, von denen man zum Theil nicht mehr weiß, wen und zu welchen Sachen sie gehören, wurden 1765 zu 9,502 Fl. im 20 Guldenfuße, angeschlagen und mit Genehmigung von Kaiser und Reich zinsbar ausgeliehen. Die Zinsen davon sollten zum Capital geschlagen und zum Besten der Interessenten aufbewahrt, auch hierüber ordentliche Rechnungen geführt werden. Diese Rechnungen führte anfangs der Pfennigmeister, seit 1770 aber der Gegenschreiber, gegen die Gebühr von 1 Procent der eingehenden Zinsen.

Die letzte vorhandene Rechnung ist am 22. Mai 1780 exhibirt worden.

Nach den, in Ermangelung einer neuern Rechnung, perlustrirten Conferenzprotokollen der Assessoren von 1806 bis 1816, war der Bestand an alten Depositis zu Anfange 1807: 43,600 Fl. an Baarschaft und Documenten, und wurde vom Fürsten Primas meist, und zwar zum Theil gegen dessen Revers, die Depositencasse und die Cessionarien nöthigen Falls zu vertreten, zu Unterstützung der unbesoldet gewesenen Cameralen verwendet. In der Uebersicht der Einnahmen der Provisionscasse von 1806 bis mit 1816 (Protokoll v. 1817, S. 58, post S. 100) sind 26,286 Fl. 40½ Kr. an alten Depositis, als Zufluß zu dieser Casse in den Jahren 1806 bis mit 1809, vereinnahmt.

Da die Rechnungen über die alten Deposita auf 43 Jahre fehlen, so ist nicht mehr genau zu ermitteln, wie dieser Fond seitdem benutzt und zum Theil verwendet worden sey, vielmehr nur so viel in Erfahrung zu bringen gewesen, daß von jenen alten Depositis jetzt nichts weiter, als ein Capital von 12,000 Fl. rhein., zu 4 Procent zinsbar, vorhanden sey, welches der Schwäbische Kreis schuldig war und dermalen von Würtemberg vertreten wird.

Würtemberg erkennt diese Schuld an, und hat sich zu Bezahlung derselben und der vom 15. Juli 1805 an davon rückständigen Zinsen, nach vorgängiger Aufkündigung, bereit erklärt.

Zufolge eines in der 25. Sitzung, am 15. Juli 1822 (§. 198, S. 753 des Protokolls) gefaßten Beschlusses, ist der Auftrag an das Civilgericht in Wetzlar veranlaßt worden, wegen der alten Kammergerichts-Depositen Edictalien sub praejudicio zu erlassen und einen Präclusivbescheid zu ertheilen, das hierüber gehaltene Protokoll aber an die Bundesversammlung gelangen zu lassen, damit von derselben zur Erledigung dieser Depositensache das Weitere verfügt werden könne.

Die Commission beabsichtigt (Protokoll von 1819, S. 705, von 1822, S. 795), die als bonum vacans zu betrachtenden Deposita zur Unterstützung der Canzleipersonen, welche um ihre Besoldungsrückstände bitten, zu verwenden.

2) Neue Depositencasse.

Ueber die neuen, nach 1693 entstandenen Deposita ist die letzte vorhandene Rechnung vom 30. Juni 1767, bei welcher sich noch ein Nachtrag vom 9. Juli 1770 befindet. (Protokoll von 1822, S. 790.)

Nach diesem Nachtrage waren damals 9,299 Fl. 8½ Kr. in der Casse.

Seitdem sind nun wohl manche Deposita ausgezahlt worden, aber es sind deren auch wieder neue hinzugekommen, und namentlich ist erst noch 1805 ein Depositum von 15,541 Fl. 22¾ Kr., inclusive 14,000 Fl. in Documenten, eingegangen, welches noch vorhanden ist. Allein, da auf 53 Jahre keine Rechnungen vorhanden sind, so läßt sich die seitdem statt gehabte Verwaltung gar nicht übersehen, und es ist nur so viel constatirt, daß die dermalen sich vorfindenden neuen Deposita in 13 Posten bestehen, welche zusammen 16,902 Fl. 31¾ Kr., inclusive 14,000 Fl. W. W., in K. K. Obligationen von der Bethmännischen Anleihe betragen. (Protokoll von 1819, S. 703, von 1822, S. 799.)

In der 3. Sitzung am 25. Januar 1821 (Protokoll S. 40) wurde beschlossen, daß, wenn kammergerichtliche Acten, zu welchen Depositen gehören, ausgeliefert werden, letztere zugleich mit ausgeantwortet werden sollen, und die Commission ist (Protokoll von 1822,

S. 790) der Meinung, daß bei dieser gelegentlichen Auslieferung von Depositen sich zeigen werde, ob etwas und was abgehe und etwa zu weiterer Nachforschung Anlaß geben könne.

B.

Uebersicht der von den Cameralen geforderten Rückstände.

I.

Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten und dann mit ihren Pensionen an die Sustentationscasse gewiesenen Cameralen, von 1806 bis mit 1816.

Die Mitglieder des Kammergerichts und ein Theil der Subalternen erhielten, wie gedacht, ihre Gehalte aus der Sustentionscasse und wurden, nach Auflösung desselben, 1806, vom Fürsten Primas mit ihren vollen Gehalten als Pensionen an selbige gewiesen.

An diesen Pensionen entstanden von 1806 bis mit 1816 Rückstände, welche die Pensionäre jetzt fordern.

Selbige betragen, nach der speciellen Angabe im Protokolle von 1817 (S. 3 und 45 post S. 100)

29,382 Fl. 35 Kr., und überdieß

337 » 3 » Rest auf das Sterbequartal des Assessors von Neurath,

nach der zwar neuern, aber nur allgemeinen Angabe des Commissionsberichtes vom 15. Juli 1822 aber (Protokoll S. 765)

27,795 Fl. 47 Kr.

Diese Rückstände werden allerdings zu gewähren seyn, und da die betreffenden Pensionäre vorhin mit ihren Gehalten, und später mit ihren Pensionen unmittelbar an die Sustentationscasse gewiesen waren, und letztere noch besteht, so würden sie wohl die erste Classe derer bilden, welche zur Perception gelassen werden.

II.

Pensionsrückstände der vorhin mit ihren Gehalten an die Taxcasse gewiesenen und dann mit ihren Pensionen auf die Fürstlich-Primatische Staatscasse übernommenen kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1806 bis mit 1816.

Die Gehalte des vom Reichserzkanzler angestellten kammergerichtlichen Canzleipersonals waren, wie erwähnt, mit wenigen Ausnahmen, an die Taxcasse gewiesen, welche mit Auf-

lösung des Kammergerichts alle Zuflüsse verlor. Der Fürst Primas übernahm diese Gehalte als Pensionen auf seine Staatscasse. Späterhin wurden auch aus der Sustentationscasse Zahlungen auf selbige geleistet.

Es entstanden jedoch auch hierbei von 1806 bis mit 1816 Rückstände, welche nach der neuesten Angabe (Protokoll von 1817, S. 3 und 65 post S. 100, von 1822, S. 765)

9,041 Fl.

betragen, und jetzt gefordert werden.

Auch diese Rückstände werden zu berücksichtigen, und zwar zunächst an die Taxcasse zu weisen seyn.

Allein dieselbe hat nicht die hinreichenden Mittel.

In dieser Hinsicht dürften also zuvörderst die wenigen, noch in selbiger vorhandenen Mittel zu Abschlagszahlungen zu verwenden, und die dann noch unbefriedigt bleibenden Forderungen an die Sustentationscasse zu weisen seyn, um hier als zweite Classe ihre Befriedigung zu erhalten.

III.

Besoldungsrückstände der kammergerichtlichen Canzleipersonen, von 1768 bis mit 1803.

Die Gehalte des kammergerichtlichen Canzleipersonals waren 1570 regulirt und 1702 nur um ein Achttheil erhöht worden, daher verhältnißmäßig gering, während die der Assessoren von Zeit zu Zeit beträchtlich und 1723 bis auf 4,800 Fl. erhöht worden waren.

In einem Reichsgutachten von 1719 und einem Kaiserlichen Commissionsdecrete von 1720 wurde eine Erhöhung der Gehalte des Canzleipersonals für billig erachtet, aber in dem Reichsgutachten von 1723 blieb diese Angelegenheit unberührt.

Dieß veranlaßte in einem Commissionsdecrete vom 2. November 1727 die Bemerkung: «Es sey zwar schon früher, 1644, für gut befunden worden, die Besoldungen der Canzleipersonen nach Proportion der 1000 Rthlr., welche den Assessoren selbiger Zeit zugedacht worden seyen, zu verbessern, und nach eben solcher Proportion die Canzleitaxen erhöhen zu lassen. Ihro Kaiserliche Majestät wollten es aber der Zeit noch ihres Orts bei der Proportion eines Drittheils in Erhöhung der Besoldungen der Canzleipersonen bewenden lassen, und hofften, daß das Reich diesem nicht entgegen seyn werde».

In dem hierauf erstatteten Reichsgutachten vom 13. Juni 1729 wurde über diesen Punct nichts erwähnt, dagegen aber in dem Commissionsdecrete vom 5. October 1731 erklärt: «Seine Kaiserliche Majestät setzten ausser Zweifel, es werde das als ein ordent-

liches Reichsgesetz gebührend beobachtet werden, was in dem vorigen Commissionsdecrete enthalten und durch das jetzige Reichsgutachten nicht geändert worden sey».

Auf diese Erklärung fand der damalige Reichserzkanzler sich bewogen, 1732 eine Erhöhung der auf die Taxcasse gewiesenen Gehalte der Canzleipersonen um ein Drittheil ihres bisherigen Betrags zu veranstalten, ohne jedoch, was nur mit Zustimmung von Kaiser und Reich hätte geschehen können, gleichzeitig die Taxgefälle (Sportelsätze) zu erhöhen.

Die Taxcasse ertrug diese Gehaltserhöhung bis 1759, aber von dieser Zeit an war sie unvermögend, selbige zu gewähren. Sie zahlte daher seitdem bloß den ältern, so genannten laufenden Gehalt und nur, wenn einiger Ueberschuß in der Casse verblieb, abschlägig auf die Rückstände des erhöhten Besoldungsdrittheils. Auf diese Weise hatte man bis zu Auflösung des Kammergerichts die Rückstände jenes Drittheils allmählig bis zu 20. März 1768 getilgt.

Zu Ende 1803 bewirkte der Reichserzkanzler, nachherige Fürst Primas, daß die Zinsen eines zum Sustentationsfond der Reichshofraths-Canzlei gehörigen Capitals von 134,000 Fl. zur Bezahlung des erhöhten Besoldungsdrittheils der noch lebenden Canzleipersonen des Kammergerichts angewiesen wurden. Sie flossen anfangs in die Taxcasse, nach der Auflösung des Kammergerichts wurden sie dem Canzleipersonale zur Vertheilung überlassen, und späterhin wurden, durch die Verwendung des Fürsten Primas, Leibrenten für jedes Individuum, nach dem Betrage seines erhöhten Besoldungsdrittheils, daraus gebildet. (Protokoll von 1817, S. 67, post S. 100.)

So bewirkte der Fürst Primas, die damals lebenden Canzleipersonen wegen dieses erhöhten Besoldungsdrittheils von 1804 an zu befriedigen und ein ferneres Steigen der dießfallsigen Rückstände bei der Taxcasse zu verhindern.

Die vom 20. März 1768 bis Ende 1803 erwachsenen Rückstände werden in den Protokollen verschieden angegeben, obschon deren Betrag seit 1804 weder durch Zuwachs, noch durch Abzahlung sich verändert haben kann.

Nach dem Vortrage vom 27. November 1816 werden selbige einmal (Protokoll S. 113) auf

61,784 Rthlr. 17 Kr.

dann wieder (ibid. S. 119, 124, 141 und 142)

bei den noch lebenden Canzleipersonen auf 13,039 Rthlr. $25\frac{1}{6}$ Kr.
bei den verstorbenen » » 48,734 » $73\frac{1}{2}$ »

also zusammen, auf

61,774 Rthlr. $8\frac{2}{3}$ Kr. oder 111,193 Fl. 22 Kr. rheinisch

angegeben.

Im Vortrage vom 15. Februar 1817 werden angegeben
die Rückstände der noch lebenden Canzleipersonen (Protokoll von 1817, S. 3 und 65 post S. 100) auf 18,021 Fl. 22 Kr.,
die der verstorbenen (ibid. S. 3 post S. 100) auf 93,318 » 4 »
mithin beide zusammen, auf
111,339 » 26 »

Die letztern Sätze sind auch in dem Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 765) als richtig vorausgesetzt worden.

Die Canzleipersonen verlangen jetzt obige Rückstände und sehen selbige, in ihren Eingaben an die Bundesversammlung, als eine höchst privilegirte Reichsschuld an, welche der Bund zu bezahlen verbunden sey.

Diese Ansicht wird zwar in keinem der an die Bundesversammlung zeither erstatteten Vorträge berichtigt, gleichwohl wird in dem Vortrage vom 27. November 1816 (Protokoll von 1816, S. 119 und 124) dahin angetragen, nur zwei Drittheile der obigen Rückstände zu bezahlen, und in dem Vortrage vom 15. Februar 1817 (Protokoll S. 3, post S. 100) die Rückstände der Verstorbenen auf die Hälfte herabzusetzen; auch giebt die Commission in ihrem Vortrage vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 766) zu erkennen, daß diese letztern Rückstände nur zur Hälfte oder zu einem Drittheile zu bezahlen seyn würden.

Der an den Bund gerichteten Forderung, diese Rückstände zu bezahlen, stehen die überwiegendsten Gründe entgegen. Denn, wenn schon 1732 die Erhöhung der Gehalte des kammergerichtlichen Canzleipersonals um ein Drittheil angemessen seyn mochte, so erforderte sie doch die ausdrückliche Zustimmung des Reichs, und diese ist nicht erfolgt. Ordnete nun der damalige Reichserzkanzler jene Erhöhung gleichwohl an, so that er es nur aus eigener Bewegung und unter eigener Vertretung, und daher ist auch seitdem jederzeit controvers geblieben, ob nicht der Reichserzkanzler allein und ohne Zuthun des Reichs für die Bezahlung obiger Zulage der ohnehin von ihm ausschliessend zu bestellenden Canzlei zu sorgen habe? Aber jene Zulage wurde vom Reichserzkanzler ohne specielle Gewähr auf die Taxcasse gewiesen. In so fern nun diese Casse selbige nicht ertrug, konnte solche auch nicht gefordert werden. Auch würde, wenn das Reich und mit ihm das Kammergericht nicht aufgelöst worden wäre, die Bezahlung der jetzt geforderten Rückstände, bei dem Zustande der Taxcasse, unfehlbar niemals erfolgt seyn.

Der dießfallsige Anspruch scheint daher jetzt irgend eine Berücksichtigung nicht zu verdienen.

IV.

Entſchädigungsforderung der Kammergerichtsboten, wegen entbehrter zufälliger Emolumente, von 1806 bis mit 1816.

Bei dem Kammergerichte waren reitende und Fußboten angeſtellt. Die reitenden erhielten 57 Rthlr. 70 Kr. Gehalt aus der Suſtentationscaſſe, die Fußboten erhielten keinen Gehalt. Beide genoſſen Gebühren bei Inſinuationen, Affixionen, Commiſſionen ꝛc. Erſtere hatten einen etwas höhern Genuß an Gebühren, als Letztere, jährlich ungefähr gegen 300 Fl.

Nach Auflöſung des Kammergerichts wieß der Fürſt Primas den Gehalt der reitenden Boten als Penſion an die Suſtentationscaſſe, woher er auch bis mit 1816 bezahlt worden iſt, und ſetzte überdieß noch aus der zur Unterſtützung unbeſoldeter Cameralen errichteten Proviſionscaſſe, jedem Boten jährlich eine Suſtentation von 150 Fl. aus.

Sämmtliche Boten verlangten eine Vergütung wegen ihres vormaligen Dienſtgenuſſes, (Protokoll von 1816, S. 115 und 120) und erhielten auch durch den Bundesbeſchluß vom 14. Juli 1817 (Protokoll S. 639) von 1817 an ohne Unterſchied 200 Fl. Penſion.

Jetzt wollen ſie noch für den Verluſt an jenen zufälligen Emolumenten entſchädigt ſeyn, der ihnen durch die Auflöſung des Kammergerichts von 1806 bis mit 1816 zugezogen wurde.

In den Vorträgen von 1816 und 1817 (Protokoll von 1816, S. 124, von 1817, S. 3, post S. 100) wurde dahin angetragen, jedem von ihnen zur Entſchädigung pro praeterito überhaupt eine Gratification von 200 Fl. zu bewilligen, welche bei den damals lebenden 13 Individuen

2,600 Fl.

betragen haben würde.

Im letzten Commiſſionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 765) wird eine Entſchädigung von 6,300 bis 6,900 Fl. in Anſatz gebracht, indem dieſe Summe nöthig ſeyn würde, um die ſeit 1806 genoſſenen Suſtentationen zu der Höhe der von 1817 an bewilligten Penſionen zu bringen.

In Betracht, daß die den Boten, als wirklich angeſtellten Dienern des Reichskammergerichts, zukommenden Inſinuations-, Affixions- und andern Gebühren die Stelle eines fixen Gehalts vertreten, dürfte ihnen eine deßfallſige angemeſſene Entſchädigung, gleich den wirklich Beſoldeten, nicht zu verweigern und ihnen daher, nach dem commiſſariſchen Vorſchlage, die vom Jahre 1817 an für ſie ausgeworfene jährliche Penſion von 200 Fl. für jeden, auch pro praeterito zu gewähren ſeyn.

Der Betrag würde die dritte Claſſe der auf die Suſtentationscaſſe zu weiſenden Forderungen bilden.

V.

Pensionsrückstände der Kammergerichts-Advocaten und Procuratoren, von 1806 bis mit 1816.

Die Advocaten und Procuratoren beim Kammergericht hatten keine Gehalte oder andere Emolumente aus kammergerichtlichen Cassen, sondern lebten von ihrer Praxis und den Gehalten, welche einige derselben von einzelnen Regierungen bezogen.

Durch die Auflösung des Kammergerichts gieng ihre bisherige Praxis meist verloren, der Fürst Primas bewilligte daher von den damals lebenden Individuen, so weit sie bedürftig waren und nach dem Maaße ihrer Bedürftigkeit, zehen 1000 Fl., zweien 800 Fl., und zweien 600 fl., zusammen 12,800 Fl., jährliche Unterstützung aus der Provisionscasse, jedoch mit Einrechnung der Gehalte, welche der eine oder der andere derselben von Regierungen bezog.

Auf diese Weise und durch andere Quellen erhielten sie bis mit 1816 eine Unterstützung, welche an 67,000 Fl. betrug. (Protokoll von 1816, S. 115.)

Durch den Bundesbeschluß vom 14. Juli 1817 (Protokoll S. 639) wurden von den zu dieser Zeit noch lebenden Individuen, vier mit 1500 Fl., vier mit 1000 Fl., fünf mit 800 Fl. und zwei mit 400 Fl., sie sämmtlich mit 14,800 Fl. Pension, ohne Abzug etwaiger Nebengehalte, von 1817 an, versorgt.

Sie verlangen jetzt an Rückständen der ihnen vom Fürsten Primas zugedacht gewesenen Pensionen, auf die Zeit von 1806 bis mit 1816,

56,558 Fl. 22½ Kr.

(Protokoll von 1816, S. 115.)

Im Vortrage von 1816 wurde vorgeschlagen, von den Reclamanten, nach dem Maasstabe ihrer damals in Vorschlag gekommenen Pensionen, vieren 1500 Fl., vieren 800 Fl., und den acht übrigen 600 Fl. Gratification, als Entschädigung pro praeterito zu bewilligen, und zugleich äusserte der Referent, fest überzeugt zu seyn, daß sie sich damit gern zufrieden stellen würden. (Protokoll von 1816, S. 121.)

Diese Gratification würde

14,000 Fl.

betragen haben.

Im Vortrage von 1817 wurde dieselbe Abfindung vorausgesetzt. (Protokoll von 1817, S. 3, post S. 100.)

Dagegen wird im Commissionsberichte vom 15. Jul. 1822 (Protokoll S. 773) die Berichtigung der vollen 56,558 Fl. 22 Kr. empfohlen, und von dem früher beabsichtigten dießfallsigen Aversionalquanto nichts weiter erwähnt.

Ohne Zweifel hatten die Kammergerichts-Advocaten und Procuratoren weniger Anspruch auf Sustentation, als die kammergerichtlichen Diener. Da nun den Rücksichten der Billigkeit durch die vom Jahre 1817 an bewilligte Sustentation vollkommen Genüge geschehen ist, so wird es für das Vergangene völlig hinreichen, wenn ihnen in der vorhin beabsichtigten Maaße der Betrag ihrer jetzigen Pensionen auf ein Jahr, zusammen 14,800 Fl., als Gratification bewilligt wird; sie werden jedoch damit erst nach den kammergerichtlichen Dienern bei der Sustentationscasse zur Perception gelangen können.

VI.

Entschädigungsforderung der Protokollisten und Notarien wegen verminderten Einkommens, von 1806 bis mit 1816.

Die Protokollisten, größtentheils zugleich Notarien, waren die Privatschreiber der Advocaten und Procuratoren.

Da sie durch die Auflösung des Kammergerichts meist in eine hülfsbedürftige Lage geriethen, so wieß der Fürst Primas ihrer Classe überhaupt 1000 Fl. jährlich aus der Provisionscasse, zur Vertheilung nach dem Maaßstabe der Hülfsbedürftigkeit, an. Ueberdieß erhielten sie noch Unterstützungen von einigen Regierungen. (Protokoll v. 1816, S. 116.)

Auch sie machten Anspruch auf Pension, und durch den Bundesbeschluß vom 14. Juli 1817 (Protokoll S. 639) erhielt jeder von ihnen, vom Jahre 1817 an, jährlich 200 Fl.

Jetzt handelt es sich noch darum, daß ihnen ein Supplement der bis mit 1816 empfangenen Unterstützung gegeben werde.

In den Vorträgen von 1816 und 1817 wurde (Protokoll von 1816, S. 122, von 1817, S. 5, post S. 100) vorgeschlagen, daß jedem von ihnen eine Gratification von 200 Fl. pro praeterito bewilligt werde.

Diese Gratification würde überhaupt

2,000 Fl.

betragen haben.

Im Commissionsberichte vom 15. Juli 1822 (Protokoll S. 765) ist selbige übergangen.

Bei dem gleichen Verhältnisse, in welchem die Protokollisten mit ihren Principalen zur Sustentationscasse stehen, würden sie, wenn Letzteren der Jahresbetrag ihrer Pensionen als Gratification verwilligt wird, ebenfalls mit der obgedachten Gratification von 2000 Fl., neben den Advocaten und Procuratoren, zur Perception zu lassen und mit diesen in die vierte Classe zu setzen seyn.

VII.

Forderung des vormaligen Kammerrichters, Grafen von Reigersberg, wegen vom 1. Juli 1807 bis Ende 1816 der Provisionscasse angeblich geleisteter Vorschüsse.

In Ansehung dieser Forderung kann zwar eine Verbindlichkeit der Bundesregierungen zur Ersatzleistung um so weniger anerkannt werden, als nicht nachzuweisen seyn dürfte, daß die Abtretung eines Drittheils des kammergerichtlichen Gehalts zur Unterstützung der unbesoldeten Cameralen nur als Vorschuß geschehen sey. — Wenn jedoch Seiten aller übrigen Bundesstaaten zu der fraglichen Ersatzleistung sich verstanden werden sollte, so würde auch die Königlich-Sächsische Regierung, so weit die unter A gedachten Fonds in der vierten Classe der auf die Sustentationscasse zu weisenden Forderungen nicht schon dazu hinreichen, die Uebernahme eines matrikularmäßigen Beitrags nicht verweigern. Jedenfalls ist zu erinnern, daß bei der von dem Reclamanten angestellten Berechnung, hinsichtlich des auf das Königreich Sachsen repartirten Beitrags von 4,121 Fl. 35 Kr., wie solcher auch in der neuesten Königlich-Baierischen Abstimmung (Protokoll von 1823, §. 3, S. 16) wieder aufgeführt ist, ein Irrthum obwaltet, indem dabei das halbe Procent der Bevölkerung des Königreichs Sachsen zu 6,200 berechnet ist, da es doch nach der Matrikel nur 6,000 beträgt, folglich der Beitrag keinenfalls höher, als zu 3,988 Fl. 48 Kr., hätte können ausgeworfen werden.

v. Carlowiz.

Neunzehnte Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 3. Juli 1823.

In Gegenwart

aller in der achtzehnten Sitzung Anwesenden.

§. 119.

Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, gegen den in Stuttgart erscheinenden Teutschen Beobachter.

(10. Sitz. §. 69. 14. Sitz. §. 92. 16. Sitz. §. 103 d. J.)

Präsidium. Die Königlich-Würtembergische Gesandtschaft habe geäussert, daß sie eine Erklärung in eben erwähnter Sache abzugeben habe, wozu Präsidium das Protokoll eröffnen wolle.

Würtemberg. Die Königliche Gesandtschaft ist von ihrer allerhöchsten Regierung beauftragt, diese hohe Versammlung von der erfolgten Vollziehung des durch die Mehrheit derselben in der Sitzung vom 30. Mai dieses Jahres gefaßten Beschlusses, in Betreff des in Stuttgart erschienenen Zeitungsblatts « der Teutsche Beobachter », in Kenntniß zu setzen.

Zugleich ist sie angewiesen, hiermit einige durch die Verhandlungen über diesen Gegenstand veranlaßte Bemerkungen zu verbinden, die sich theils auf die Behandlung der Geschäfte im Allgemeinen, theils auf die, künftiger Fälle ähnlicher Art, beziehen und Seiner Majestät dem Könige von der Erheblichkeit schienen, um sie der Aufmerksamkeit Ihrer hohen Bundesgenossen zu empfehlen.

Die nächste Veranlassung hierzu giebt der von der Gesandtschaft, gestützt auf die Geschäftsordnung und auf den Geschäftsgebrauch, gemachte Antrag, daß der Bericht des Ausschusses in der nächsten Sitzung reproponirt und zu Protokoll gebracht werden möge, damit sie in der Zwischenzeit prüfen und sich überzeugen könne, ob und welche Erklärung sie etwa, gleichzeitig mit jenem Berichte, zu Protokoll zu geben sich verpflichtet halten dürfte, und zwar um so mehr, da ihr die Protokolle der Carlsbader Verhandlungen, welche der

Bundesverſammlung nie mitgetheilt wurden, und auf die ſich bezogen worden war, gänzlich unbekannt ſeyen, und ſie daher augenblicklich über deren Eigenſchaft, als einer Erläuterungsquelle des Beſchluſſes vom 20. September 1819, ſich ein Urtheil zu bilden nicht vermöge.

Dieſem Antrage ward entgegengeſetzt:

1) «daß die Geſchäftsordnung der Bundesverſammlung überlaſſe, in jedem Falle zu «beſchlieſſen, ob ein Gegenſtand zur Beſchlußnahme reif ſey und ob ausnahmsweiſe «ſofort, oder erſt nach einem beſtimmten Termine, darüber abgeſtimmt werden «ſolle? Die Beſtimmung dieſer Vorfrage werde ſich aus den Aeuſſerungen der «Geſandten, bei der Umfrage über den Commiſſionsbericht, ergeben».

«Im übrigen könne ein Beſchluß, der in acht oder vierzehn Tagen über dieſen «Gegenſtand gefaßt werde, für die Eintracht Deutſchlands und für die Beruhigung «der aufgeregten Gemüther nicht mehr den Werth haben, welchen ein Beſchluß «haben würde, der Deutſchland die Ueberzeugung gebe, daß die Bundesverſammlung, «ſobald ſie durch den mit ihrem Vertrauen beehrten Ausſchuß von der Exiſtenz «einer in ſo hohem Grade revolutionären Zeitſchrift Kenntniß erhalten, ſolche auf «der Stelle zu unterdrücken beſchloſſen habe».

2) «daß, wenn es auch üblich geweſen ſey, manche Gegenſtände erſt in vertraulicher «Sitzung vorzubereiten, doch der Zweck davon hinwegfalle, wenn es ſich von einer «Sache handle, worin keine Erklärung oder Erläuterung eine veränderte Anſicht «hervorbringen könne».

Als hierauf die Mehrheit der Stimmen ſich mit den Anträgen des Commiſſionsberichts einverſtanden erklärte, ſo wurde auch die auf die alsbaldige Abſtimmung ſich beziehende Vorfrage als bejaht angeſehen, und der Antrag der Geſandtſchaft unberückſichtigt gelaſſen.

Was den erſten Grund anlangt, ſo überläßt allerdings die Geſchäftsordnung (Abſchnitt II, im letzten Abſatze) der Bundesverſammlung, zu beſtimmen, ob ein erörterter Gegenſtand zur Abſtimmung reif ſey, und macht (Abſchnitt III. et 3, a) von einer vorläufigen Abſtimmung über die von einzelnen Bundesſtaaten oder ſonſt gemachten Eingaben, die Beſtimmung abhängig, ob der Gegenſtand ſich ausnahmsweiſe ſofort, oder vor der gewöhnlichen Friſt, zur Berathung oder Beſchlußnahme eigne?

Dagegen iſt, ebendaſelbſt §. 7, als allgemeine Beſtimmung über den Geſchäftsgang die Regel aufgeſtellt, daß die drei Hauptſtufen, welche für die Behandlung eines jeden Gegenſtandes anzunehmen ſind, nämlich der erſte Antrag, die Erörterung und die endliche Abſtimmung darüber, allemal in zwei, und wenn der Vorſchlag nicht bei der erſten Umfrage einſtimmig angenommen oder verworfen wird, in drei Sitzungen vertheilt werden, wozu dann, den Umſtänden nach, eine vierte zur Schlußziehung kommt.

Da nun, in dem Falle, wo der Vorſchlag bei der erſten Umfrage einſtimmig angenommen oder verworfen wird, der Gegenſtand auch unſtreitig als hinreichend erörtert und zur Abſtimmung reif anerkannt worden iſt, und nichts deſto weniger unter obiger Vorausſetzung die Verhandlung allemal in zwei Sitzungen vertheilt werden ſoll; ſo ſcheint hieraus klar zu folgen, daß dieſe Regel durch die bei der vorläufigen Abſtimmung getroffene Beſtimmung, daß ſich ein Gegenſtand ſofort zur Beſchlußnahme eigne, nicht aufgehoben werden könne.

Sollte inzwiſchen die Richtigkeit dieſer Folgerung dennoch zweifelhaft erſcheinen; ſo wird die Wichtigkeit dieſer formellen Vorſchrift den Antrag rechtfertigen, daß die hierbei eintretende Frage bei der Reviſion der Geſchäftsordnung in beſondere Erwägung gezogen, auch, wenn jene noch längere Zeit ausgeſetzt bleiben ſollte, jeder Ungewißheit durch eine vorläufige deutliche Beſtimmung begegnet werde.

In Beziehung auf den zweiten Grund, iſt zu bemerken, daß, nach dem bisherigen Geſchäftsgebrauche, Commiſſionsanträge, ſelbſt über Privatreclamationen, zuerſt in vertraulicher Sitzung vorgetragen, und erſt in einer der folgenden Sitzungen zu Protokoll gegeben und zur Abſtimmung gebracht worden ſind, wodurch jedem Bundestagsgeſandten, der ſeine Regierung bei dem Gegenſtande mehr oder minder betheiligt finden möchte, einige Zeit zur Faſſung der etwa abzugebenden Erklärung gelaſſen würde.

Auf die Beobachtung dieſes Geſchäftsgebrauchs dürfte aber jede Regierung eines Bundesſtaates ganz beſonders dann einen Anſpruch haben, wenn ihr Bevollmächtigter, weil er ſeine Regierung in irgend einer Weiſe für betheiligt anſieht, ſich der Abſtimmung zwar enthält, jedoch zur Faſſung einer Erklärung, die er ſofort abzugeben auſſer Stande zu ſeyn mit Gründen darthut, ausdrücklich auf Geſtattung einer Friſt angetragen hat.

Da ſich inzwiſchen aus dem vorliegenden Falle ergiebt, daß der erwähnte Geſchäftsgebrauch einer feſten Beſtimmung bedarf; ſo wird dadurch auch der weitere Antrag als begründet erſcheinen, daß dieſelbe gleichfalls bei der Reviſion der Geſchäftsordnung getroffen werden möge.

Denn, wenn zur Beſeitigung des Antrags des Geſandten angeführt wurde, daß die Beobachtung des erwähnten Geſchäftsgebrauchs zwecklos ſey, wenn es ſich von einer Sache handle, worin keine Erklärung oder Erläuterung eine veränderte Anſicht hervorbringen könne; ſo mag doch dagegen mit Grund eingewendet werden, daß ein zuverläſſiges Urtheil hierüber durch eine nähere Kenntniß und Prüfung der beabſichtigten Erklärung bedingt ſey.

Es würde nicht ſchwer fallen, dieſe Vorausſetzung auch bei dieſer Gelegenheit, ſowohl in Beziehung auf die Ausdehnung, als die Art und Weiſe der Anwendung des Geſetzes vom 20. September 1819, als richtig nachzuweiſen, und darzuthun, daß die Erklärung des

Gesandten möglicher Weise auf die Entschliessung dieser hohen Versammlung um so mehr hätte von Einfluß seyn können, als der Antrag der Commission, der zunächst aus dem Ansuchen der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz nicht hervorgegangen ist, der Mehrheit der Mitglieder dieser Versammlung neu und unerwartet seyn mußte.

Einige Andeutungen mögen genügen, um das Gesagte zu belegen.

Der Commissionsbericht hat, wie sich aus mehreren darin ausgehobenen Stellen des Teutschen Beobachters ergiebt, dem Gesetze vom 20. September 1819 die Anwendung gegeben, als wenn die dadurch angeordneten vorbeugenden Maaßregeln und die der Bundesversammlung beigelegten Befugnisse der Aufsicht und Einschreitung sich auch auf solche, durch das Gesetz untersagte, Aeusserungen bezögen, die in den im §. 7 genannten Schriften, in Beziehung auf Staaten, die nicht zum Deutschen Bunde gehören, vorkommen können.

Bei der ersten Vollziehung des Bundestagsbeschlusses vom 20. September 1819, hatte die Königliche Regierung die Censur auf die im §. 4 enthaltene Vorschrift beschränkt; später hat sie derselben die so eben erwähnte Ausdehnung gegeben, und diese in die Censur-Verordnungen aufnehmen lassen; ein anderes aber ist es, ob ein Bundesstaat eine solche Bestimmung zu treffen für angemessen hält; ein anderes, ob ihm die Bundesgesetzgebung dazu eine Verpflichtung auferlegt, ob sie die Befugnisse der Bundesversammlung in dieser Ausdehnung festgesetzt, ob sie endlich auswärtigen Staaten, deren Gesetzgebung zum Theil alle vorbeugende Maaßregeln gegen Preßvergehen ausschließt, damit einen gegründeten Anlaß gegeben hat, die Anwendung des Gesetzes in dieser Ausdehnung in Anspruch zu nehmen? —

Ist der Einfluß wohl zu verkennen, den diese Unterscheidung auf die Beurtheilung eines gegebenen Falles äussern kann; ist es zu verkennen, wie wichtig es an und für sich war, dieselbe nicht mit Stillschweigen bei der ersten Anwendung des Gesetzes zu übergehen, nachdem die Veranlassung zu ihrer Erörterung gegeben war, selbst dann, wenn der Ausspruch der Bundesversammlung, die sich nur die Anträge, aber damit noch nicht sämmtliche Motive des Commissionsberichts angeeignet hat, in der Sache selbst dadurch keine Abänderung erlitt? —

Daß der Bundestagsbeschluß vom 20. Sept. 1819 sich nur auf die inneren Verhältnisse Deutschlands beziehe, dürfte unwidersprechlich aus dem Wortinhalte der §§. 4 und 6 und aus den Motiven des Gesetzes, wie sie der Präsidialvortrag angiebt, hervorgehen.

In diesem ist als Zweck der zu ergreifenden Maaßregeln: die Erhaltung des Friedens, der Eintracht und des Vertrauens unter den Bundesgliedern und als das, zu Erreichung desselben, nach der Eigenthümlichkeit des Verhältnisses, in denen die Bundesstaaten gegen einander stehen, einzig geeignete Mittel, die sorgfältige Abwendung aller wechselseitigen Störungen und Verletzungen bezeichnet, und dieser Gesichtspunct, der mit der Gesetzgebung

anderer Staaten nichts gemein habe, ist als der oberste für die Beurtheilung jeder mit Preßfreiheit zusammenhängenden Frage in Deutschland aufgestellt worden.

Auch bei Gelegenheit der Carlsbader Verhandlungen, wodurch der Beschluß vom 20. September 1819 vorbereitet wurde, und die als Erläuterung und nähere geschichtliche Entwickelung desselben angeführt worden sind, hat dieser Gesichtspunct wiederholt die ausführlichste Entwickelung erhalten.

Daß eine erläuternde Erklärung des Gesandten des Staates, in dessen Gebiete die zu beurtheilende Druckschrift erschienen ist, auch auf die Art und Weise der Anwendung des Gesetzes von Einfluß seyn könne, und im vorliegenden Falle möglicher Weise seyn konnte, wird sich gleichfalls leicht nachweisen lassen.

Der Bundestagsbeschluß vom 20. September 1819 legt, im zweiten Absatze des §. 6, der Bundesversammlung allerdings die Befugniß bei, die Unterdrückung einer unter den Bestimmungen des §. 1 begriffenen Schrift, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen statt finden, zu verfügen; damit ist aber hier, wo es sich nicht, wie im ersten Absatze des Paragraphen, von der, der Regierung eines Bundesstaates, der sich für verletzt hält, zu gewährenden Abhülfe handelt, keineswegs festgesetzt, daß die Bundesversammlung, vermöge der ihr zustehenden Aufsicht über die Aufrechthaltung und Vollziehung des Gesetzes, diese äusserste Maaßregel in jedem Falle eintreten lassen müsse, wenn der Zweck sich auch in anderer Weise erreichen läßt.

Der Zweck des Gesetzes ist ein doppelter: einmal die Verbreitung einer Schrift, deren Inhalt als gesetzwidrig erkannt worden ist, zu verhindern, und zweitens, der Wiederholung von Gesetzwidrigkeiten zuvor zu kommen.

Hiernach kann die schnelle Unterdrückung einer Schrift, die dem Buchhandel angehört, unter Umständen sehr dringend seyn, um deren weitere Verbreitung zu verhüten, während diese Maaßregel bei Tagblättern in Beziehung auf die bereits erschienenen Nummern in der Regel keine Wirkung äussern kann, weil sich bei diesen die Zahl der Abdrücke nach den Bestellungen zu richten und dergleichen Schriften überall nicht in den Buchhandel zu kommen pflegen.

Bei einer Schrift dieser Art handelt es sich mithin hauptsächlich nur davon, zu verhüten, daß der Anstoß, den sie gegeben hat, sich nicht erneuere. Daß dieser Zweck aber auch nach Umständen durch andere Mittel, als durch die Unterdrückung der Fortsetzung, zu erreichen sey; daß der Bundesversammlung die Befugniß, zu dem Ende auch anderweitige geeignete Einleitungen zu treffen, vermöge des ihr beiwohnenden allgemeinen Aufsichtsrechts auf die Handhabung des Gesetzes, zustehe; daß sie bei beiden Gattungen von Schriften in den Fall kommen kann, von jener Befugniß Gebrauch machen zu müssen, wenn sie nicht

in die Alternative gesetzt werden soll, entweder, im Widerspruche mit den in dem Präsidialvortrage vom 20. September 1819, unter allgemeiner Anerkennung über die Anwendung des Gesetzes, aufgestellten Grundsätzen, ohne Unterschied jede Schrift, welche den geringsten Anstoß, vielleicht nur durch eine einzige Stelle, gegeben hat, zu unterdrücken, oder sich auf eine gänzliche Passivität zu beschränken; daß endlich über die Gründe, die zu einem solchen, den besondern Umständen des gegebenen Falles angepaßten Verfahren vorhanden seyn können, hauptsächlich nur die Erklärung des Gesandten des Staates, in dem das Tagblatt erscheint, Aufschluß zu geben vermöge, wird so wenig einer weitern Ausführung bedürfen, als die Billigkeit der Erwartung, daß dem Urtheile der Bundesversammlung eine der Darstellung ihres Referenten gegenüberstehende Erklärung der die Censur beaufsichtigenden Regierung, oder ihres Bundestagsgesandten, stets vorangehen möge.

Hätte, namentlich in dem vorliegenden Falle, diese hohe Versammlung der Gesandtschaft eine kurze Frist zur Fassung ihrer Erklärung bewilligt, so würde sie durch dieselbe in Kenntniß gesetzt worden seyn, daß bereits gegen den Redacteur und den Censor des Teutschen Beobachters wiederholte Ahndungen verfügt und Letzterer noch am 30. Mai wegen Vernachlässigung der ihm ertheilten Vorschriften in eine nachdrückliche Strafe von der vorgesetzten Behörde genommen worden war, welche erwarten ließ, daß er sich eine ähnliche Verfehlung nicht wieder werde zu Schulden kommen lassen.

Wird nun wohl gesagt werden können, daß die Erklärung der Gesandtschaft auf den Beschluß dieser hohen Versammlung keinen Einfluß hätte äussern können, da mehrere Mitglieder derselben, selbst ohne eine solche Erklärung, der Meinung waren, daß zuvörderst bei der die Censur beaufsichtigenden Regierung die gewünschte Abhülfe zu suchen und der Erfolg dieser Einleitung abzuwarten sey?

Wenn endlich noch angeführt worden ist, daß die Wirkung und der Werth der von der Bundesversammlung zu verfügenden Maaßregel hauptsächlich von der Schnelligkeit, mit der sie ergriffen werde, abhänge; so kann einer Seits in Beziehung auf die Beruhigung der aufgeregten Gemüther in Deutschland, wo alle Volksstämme in den stürmischsten Zeiten unwiderlegbare Beweise der ihnen beiwohnenden Ordnungsliebe, Treue und besonnenen Beurtheilung gegeben haben und noch täglich geben, wo nirgends Spuren einer gefährlichen Aufregung sichtbar sind, ein Aufschub von wenigen Tagen weder als entscheidend angesehen, noch auch anderer Seits verkannt werden, daß die Ueberzeugung, eine in die innere Verwaltung eines Bundesstaates und in die Privatverhältnisse seiner Angehörigen eingreifende Maaßregel werde stets von dieser hohen Versammlung nur nach Prüfung alles dessen, was zur Aufklärung ihres Urtheils dienen kann, ergriffen werden, nicht weniger geeignet seye, Eintracht und Vertrauen zu erhalten und zur Beruhigung der Gemüther beizutragen.

Im übrigen hat die Königliche Regierung die Richtung, in der einige in Würtemberg erſchienene Tagblätter, namentlich der Teutſche Beobachter, geſchrieben worden ſind, ſtets höchſt mißbilligt, und ſich bemüht, derſelben, in ſo fern ſie in Geſetzwidrigkeiten übergehen könnte, durch ſtrenge Vorſchriften an die Cenſoren und wiederholte Ahndungen der vorgekommenen Vernachläſſigungen der erſtern zu begegnen.

Die gegen ihre hohen Bundesgenoſſen übernommenen Verpflichtungen werden ihr ſtets heilig ſeyn; doch bekennt ſie offen, daß ſie das Maaß derſelben in den Grundſätzen und Anſichten, die der Commiſſionsbericht über die Anwendung und die Auslegung des Bundestagsbeſchluſſes vom 20. Sept. 1819 aufſtellt, nicht ohne Ausnahme zu erkennen vermag; daß es ihr wenigſtens zweifelhaft erſcheint, ob der Zuſtand Deutſchlands, geſichert durch gerechte und milde Regierungen und die Anerkennung, die dieſe bei einem Volke finden, das, in Mitte der heftigſten von Auſſen gegebenen Aufreitzungen, nie von der Bahn der Treue und des Gehorſams gewichen iſt, die Fortdauer von Beſchränkungen fordere, welche unter weſentlich verſchiedenen Umſtänden angeordnet wurden und welchen die Preſſe ſelbſt in ſolchen Ländern nicht unterliegt, deren innern Frieden wir mehr als einmal geſtört ſahen; daß ſie ferner dem Bundestagsbeſchluſſe vom 20. September 1819 nicht aus eigenem Bedürfniſſe der darin angeordneten Maaßregeln, ſondern aus Achtung gegen das Urtheil mehrerer Regierungen, die dieſelben im allgemeinen Intereſſe für nöthig hielten, beigetreten iſt. Beim Uebergange von der, bis dahin im Königreiche beſtandenen, völligen Preßfreiheit zu der Anwendung jenes Beſchluſſes, mußte ſie aber auf Schwierigkeiten ſtoßen, welche vielleicht in anderen Staaten nicht beſtanden, und nicht augenblicklich zu überwinden waren.

Von dieſen Anſichten geleitet, hat auch die Würtembergiſche Regierung nie einen der Angriffe, die ſich öffentliche Blätter gegen ſie erlaubt haben und noch erlauben, irgend einer Aufmerkſamkeit gewürdigt.

Der zweite Gegenſtand über den die Geſandtſchaft angewieſen iſt, einige Bemerkungen vorzutragen, betrifft die Behandlung im Allgemeinen der der Commiſſion zur Aufſicht über die Preßgeſetze von der Bundesverſammlung in Folge des §. 6 des Bundestagsbeſchluſſes vom 20. September 1819 zugewieſenen Beſchwerden, ſie mögen im Wege der Berufung oder auf andere Weiſe an dieſelbe gelangt ſeyn.

Es wird nicht in Abrede zu ſtellen ſeyn, daß der Commiſſion, durch die an ſie zur Begutachtung verwieſenen Beſchwerden, die gelegentliche Veranlaſſung zu Vorträgen an die Bundesverſammlung gegeben werden könne, die nicht zunächſt und unmittelbar aus dem Auftrage der Bundesverſammlung hervorgehen. Immerhin aber würde in dieſem Falle erwartet werden dürfen, daß die Commiſſion zur Aufſicht über die Preßgeſetze, wie jede andere Commiſſion der Bundesverſammlung, zuvörderſt den ihr zu Theil gewordenen Auftrag erledige,

und dasjenige, was sie ausserdem noch der Bundesversammlung vorzutragen sich veranlaßt sieht, in solcher Weise anreihe, daß der Bundesversammlung völlig unbenommen bleibt, den Gegenstand ihres ursprünglichen Auftrags, und den damit in Verbindung gesetzten weitern Vortrag der Commission, entweder abgesondert, oder in der ihr angemessen erscheinenden Verbindung, zu betrachten und das Geeignete zu verfügen.

Diese Trennung unterlag auch in dem vorliegenden Falle durchaus keiner Schwierigkeit. Denn, wenn gleich die Beschwerde der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz nicht zum Protokolle der 10. Sitzung der Bundesversammlung gebracht worden und aus derselben nicht ersichtlich ist, in welcher Weise sie an die Commission zur Aufsicht über die Preßgesetze gelangt ist; so ergiebt sich doch aus dem Vortrage der letztern, daß der Auftrag der Bundesversammlung sich auf die Begutachtung der Beschwerde und des Antrags der Central-Untersuchungs-Commission beschränkte.

Zwar ist in jenem Vortrage, §. 5, angeführt worden, « daß eine isolirte Behandlung des Gegenstandes zu keinen genügenden, den Erwartungen der Bundesversammlung (so viel bekannt ist, beschränkten sich diese auf die Begutachtung der Beschwerde und des Antrags der Central-Untersuchungs-Commission) entsprechenden Resultaten habe führen können; denn der §. 6 des Preßgesetzes vom 20. September 1819 gebe der Bundesversammlung die Befugniß, Druckschriften, durch deren Inhalt der Bund gefährdet wird, zu unterdrücken, bestimme aber keinen geringern Grad der Ahndung für Verletzungen, welche nicht von dem Belange sind, um die Unterdrückung einer solchen Schrift auszusprechen. Der Ausschuß würde demnach einer Seits befürchtet haben, sich einer Ungerechtigkeit schuldig zu machen, wenn er wegen eines einzigen Artikels auf die Unterdrückung eines vielleicht im Uebrigen sehr achtungswerthen Blattes hätte antragen wollen; anderer Seits würde er haben Anstand nehmen müssen, darauf anzutragen, daß die Bundesversammlung deßhalb von der ihr übertragenen Befugniß keinen Gebrauch machen möge, weil der einzelne Artikel, welcher zu ihrer Kenntniß gebracht worden, isolirt betrachtet, keine solche Verletzung enthält, um die Unterdrückung eines im Uebrigen vielleicht höchst schädlichen, ja sogar verderblichen Blattes zu motiviren ».

Es scheint inzwischen hierbei nicht in Betracht gezogen worden zu seyn, daß der Gesichtspunct einer von der Bundesversammlung zu verfügenden Ahndung, eine Strafe, dem Gesetze völlig fremd ist, welches ausdrücklich erklärt, daß die Aussprüche der Bundesversammlung ausschliessend gegen die Schriften, nie gegen die Personen gerichtet werden, und es findet hier abermals dasjenige seine Anwendung, was bereits über die Zwecke des Gesetzes und die Art und Weise, sie zu verwirklichen, gesagt worden ist.

Im Laufe der Verhandlungen über dieſe Angelegenheit, iſt auch die Frage zur Sprache gekommen, ob einem Geſandten, der zur Anwendung des Geſetzes einer näheren Inſtruction ſeiner Regierung zu bedürfen erklärt hat, bis zum Eingange derſelben, auf ſein Verlangen das Protokoll offen zu laſſen ſey.

Die Anwendung des Bundestagsbeſchluſſes vom 20. September 1819 auf den einzelnen Fall, iſt allerdings der Bundesverſammlung überlaſſen, aber daſſelbe findet bei jedem Geſetze ſtatt, von welchem eine ſolche Anwendung gemacht werden kann, und muß nothwendiger Weiſe ſtatt finden, da die Bundesverſammlung das verfaſſungsmäſige Organ des Willens und des Handelns des Bundes iſt. Dadurch wird aber die verfaſſungsmäſige Stellung der einzelnen Bevollmächtigten zu ihren Committenten, von denen ſie unbedingt abhängig, und denen ſie ausſchlieſſend verantwortlich ſind, nicht verändert. Wenn demnach der Spielraum, innerhalb deſſen ein Geſandter nach eigener Beurtheilung handeln kann, lediglich durch die Inſtruction ſeines Committenten beſtimmt wird; wenn gleich mit Recht erwartet werden darf, daß ſämmtliche Regierungen ihre Bevollmächtigte durch allgemeine Inſtructionen in den Stand ſetzen werden, zu der der Bundesverſammlung übertragenen Anwendung der Bundesgeſetze auf den einzelnen Fall, ohne Einholung beſonderer Inſtructionen, mitwirken zu können: ſo wird dennoch, wenn ein Geſandter ſeine Inſtruction nicht für zureichend erklärt, die Bundesverſammlung nicht umhin können, in Berückſichtigung der verfaſſungsmäſigen Stellung und der Verantwortlichkeit der einzelnen Bevollmächtigten zu ihren Committenten, ihm die Gelegenheit zur weitern Inſtructions-Einholung offen zu laſſen.

Es bleibt der Geſandtſchaft nur noch übrig, die Erwartung und den Wunſch Sr. Majeſtät des Königs auszudrücken, daß bei der Verhandlung ſämmtlicher, dieſer hohen Verſammlung zugewieſenen Gegenſtände, ſtets alle nicht zur Sache gehörigen Bemerkungen und Andeutungen vermieden werden möchten, die dem freundſchaftlichen Verhältniſſe der Bundesglieder unter einander und der ſich gegenſeitig gewidmeten Achtung nicht vollkommen entſprechen könnten. Ob ſich einzelne Stellen des Commiſſionberichtes über die Anwendung eines Geſetzes, das die Erhaltung der Eintracht und des Vertrauens unter den Bundesgliedern zum Hauptgegenſtande hat, mit dieſer Forderung durchaus vereinigen laſſen, namentlich folgende: pag. 208 des Protokolls, der 1. Abſatz; pag. 211, der 3. Abſatz; pag. 212, der 8. und 9. Abſatz, wollen Se. Majeſtät der Beurtheilung Ihrer hohen Verbündeten, die in der Sache ſelbſt nur von einer gleichen Ueberzeugung ausgehen können, lediglich anheim ſtellen.

Für Se. Majeſtät den König konnte darin nur eine erneuerte Aufforderung liegen, Ihren Geſandten wiederholt zur ſorgfältigſten Berückſichtigung alles deſſen anzuweiſen, was

die Verhältnisse zu Ihren hohen Bundesgenossen, auf die Se. Majestät einen so großen Werth legen, in dieser Beziehung nur immer erfordern können.

Schließlich hat die Gesandtschaft hiermit noch die Erklärung ausdrücklich zu wiederholen, daß Se. Majestät der König, den Ausspruch der Bundesversammlung, als das Organ des Bundes, in jeder Beziehung ehrend, diesen Bemerkungen keine andere Bedeutung, als die einer Aeusserung Ihrer Ansicht über die Behandlung künftiger Fälle und die Ergänzung einiger sich in der Geschäftsordnung der Bundesversammlung darbietenden Lucken, beigelegt wissen wollen, wozu sich die Gelegenheit nur in einer nachträglichen Erklärung darbot, nachdem die Gesandtschaft sich der Abstimmung bei der Verhandlung selbst enthalten und das Weitere ihrem Hofe vorbehalten hat.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte. Als Anzeige der geschehenen Unterdrückung des Teutschen Beobachters und der dadurch von Seiten der Königlich-Würtembergischen Regierung dem Bundestagsbeschlusse vom 30. Mai l. J. gewordenen Vollziehung, kann diese Erklärung nur zur beruhigenden Wissenschaft der hohen Bundesversammlung dienen.

Einer Beleuchtung des von dem Präsidium und von der Bundesversammlung in jener Sitzung eingehaltenen Benehmens, zur Widerlegung der heute von dem Königlich-Würtembergischen Herrn Gesandten, in Auftrag Seines allerhöchsten Hofes, dagegen erhobenen Bedenken, hält sich das Präsidium überhoben, weil jener Vorgang durch die öffentlichen Protokolle zur Publicität gelangt und auf den Grund der gleichfalls bekannten Bundestags-Geschäftsordnung ohnehin allgemein befriedigend beurtheilt werden wird, weil ferner diese Bedenken von keiner andern Seite getheilt werden, und weil ja endlich doch selbst von der dabei betroffenen Königlich-Würtembergischen Regierung, diesem Beschlusse, nach der eben vorgetragenen Anzeige von dessen Vollzuge, die vollste Genugthuung geworden ist.

Zudem haben Se. Majestät der Kaiser und König, mein allergnädigster Herr, sowohl dem Benehmen Ihres Repräsentanten in dieser hohen Versammlung, als auch dem durch das Bundesgesetz vom 20. September 1819 begründeten Beschlusse selbst, volle Gerechtigkeit widerfahren lassen, und von dem früher erlassenen Auftrag, gleichzeitig auf andere, noch bisher theilweise in einem nicht minder gefährlichen und aufregenden Sinne verfaßte Zeitblätter, namentlich die Neckarzeitung, Murhards Annalen und Nationalchronik der Deutschen, die Aufmerksamkeit der hohen Bundesversammlung zu leiten, mich dermalen in der Voraussetzung zu entheben geruhet, daß das eine, gegen den Teutschen Beobachter bundesgesetzlich ausgesprochene, Erkenntniß die Zeitungsschreiber geregelter und die Censoren vorsichtiger machen werde.

Mit Vergnügen mußte daher der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte so eben die Erklärung vernehmen, «daß die Königlich-Würtembergische Regierung selbst, die Richtung einiger im Würtembergischen erscheinenden Zeitschriften höchst mißbilligend, durch strenge Censurvorschriften dem Mißbrauche der Presse Einhalt zu thun, sich zum Ziele gesetzt habe», wodurch künftiger Ausartung der Druckpresse bundesgemäß vorgebeugt ist.

Dieses im Namen Sr. Kaiserlich-Königlichen Majestät.

Was die, der künftigen Revision der Geschäftsordnung vorbehaltenen, weiteren Bemerkungen der Königlichen Gesandtschaft betrifft, so dürfte sich allerdings die mit dieser Revision beauftragte Commission damit beschäftigen, diese, so wie die schon früher von anderen Seiten eingegangenen Bemerkungen zur künftigen Verbesserung der provisorischen Geschäftsordnung, in Berücksichtigung zu ziehen.

§. 120.

Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, eine Forderung für die in den Jahren 1813 und 1814 an den Militärgebäuden daselbst verfertigten Arbeiten betreffend.

(32. Sitz. §. 211 v. J. 1817.)

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowiz, trägt vor: Im Jahre 1813 und zu Anfange des Jahres 1814, als Mainz noch im Französischen Besitze gewesen, habe der dasige Maurermeister Roos Arbeiten und Lieferungen zur Herstellung eines Militärgebäudes daselbst, das heilige Grab genannt, geleistet und dafür, nach einer beigebrachten, von der damaligen Französischen Militärbehörde bescheinigten Baurechnung, noch die Summe von 14,633 Francs 38 Cent. zu fordern.

Da, nach dem Pariser Frieden vom 30. Mai 1814, Artikel 30, diese Schuld bei der erfolgten Abtretung von Mainz auf den künftigen Besitzer des Territoriums übergegangen und, Artikel 10, Mainz zur Bundesfestung erklärt worden sey; so habe Roos im Jahre 1817 bei der hohen Bundesversammlung gebeten: «diejenigen Maaßregeln eintreten zu lassen, wodurch ihm sein Guthaben baldigst zu Theil werde».

Bei dem Vortrage dieses Gesuches (Protokoll von 1817, §. 211) habe ihm der Umstand entgegengestanden, daß die Festung Mainz vom Bunde noch nicht übernommen worden sey; indessen habe sich die Großherzoglich-Hessische Bundestagsgesandtschaft für selbiges verwendet und in Antrag gebracht, daß die Kaiserlich-Oesterreichische und Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaften sich bei ihren allerhöchsten Höfen, von welchen das Mainzer Militärgouvernement und die Verwaltung des durch Artikel 10 des Pariser Friedens mit fünf Millionen Francs dotirten dasigen Festungsfonds abhänge, für die Befriedigung des

Reclamanten, oder wenigstens für die Bezahlung eines Vorschusses an ihn auf Abschlag, verwenden möchten.

Beide Gesandtschaften seyen bereitwillig gewesen, hierüber zu berichten, und die hohe Bundesversammlung habe dahin übereingestimmt, daß der Erfolg dieser Verwendung vorerst abzuwarten sey.

Der Reclamant wiederhole jetzt sein Gesuch in der Eingabe Num 95 von 1822.

Der Herr Referent äusserte hierauf sein Gutachten dahin:

Da der dem Gesuche des Reclamanten im Jahre 1817 entgegengestandene Umstand noch vorwalte, auch, in Rücksicht dieses Umstandes, die bei der hohen Bundesversammlung angebrachten, Zahlungen in Bezug auf die Festung Mainz beabsichtigenden, Reclamationen, wegen zum Gebrauche dieser Festung gezogener Privatgebäude, namentlich des Osteinischen Hofes (Protokoll von 1817, §. 198, und 1819, §. 69) und des Schönbornischen Hofes (Protokoll von 1821, §. 214), noch nicht hätten erledigt werden können, so dürfte es zur Zeit dabei bewenden, daß den verehrlichen Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen und Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaften anheim gegeben werde, sich bei ihren allerhöchsten Regierungen für obiges Gesuch in der bereits früher übernommenen Maaße anderweit geneigtest zu verwenden.

Sämmtliche Gesandtschaften stimmten dem Herrn Referenten bei; daher

Beschluß:

daß die Gesandtschaften von Oesterreich und Preussen ersucht werden, sich bei ihren allerhöchsten Höfen für das Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz in der unterm 2. Juni 1817 angetragenen Art anderweit zu verwenden.

Die Herren Bundestagsgesandten von Oesterreich und Preussen sicherten die angetragene Verwendung zu.

§. 121.

Gesuch des vormaligen Präbendars des Domstifts zu Straßburg, Gustenhofer, um Verwendung zu Erlangung einer Pension.

Ebenderselbe: trägt eine Eingabe des vormaligen Präbendars des Domstifts zu Straßburg, Gustenhofer, Stadtpredigers zu Offenburg, in Baden, (Num. 26 des Einreichungs-Protokolls von 1823) vor, worin derselbe bittet, daß die hohe Bundesversammlung sich bei der Königlich-Französischen Regierung für die Bewilligung einer, seine Lebsucht sichernden, lebenslänglichen Pension, wegen seiner in Straßburg verlornen Präbende, verwenden möge.

Der Herr Referent bemerkt, wie es überhaupt mit der Pensionirung der Angehörigen des vormaligen Domstifts zu Straßburg bewandt, und daß der Reclamant nicht unter der

Zahl derjenigen dasigen Sustentanten begriffen gewesen sey, welche aus der transrhenanischen Sustentationscasse Unterstützung erhalten haben und für deren fernere Pensionirung zu sorgen der hohen Bundesversammlung im Artikel 15 der Bundesacte übertragen worden.

In dieser Hinsicht wurde, nach dem Antrage des Herrn Referenten,

beschlossen:

den vormaligen Präbendar des Domstifts zu Straßburg, Gustenhofer, Stadtprediger zu Offenburg, zu bescheiden, daß die hohe Bundesversammlung, nach Artikel 15 der Bundesacte, nicht als angemessen erachten könne, sich für sein Gesuch um Pension als Straßburger Präbendar bei der Königlich-Französischen Regierung zu verwenden.

§. 122.

Wedekind's (Amtmann zu Lüneburg) «Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters». I. Band, Hamburg 1823. 8.

(13. Sitz. §. 90 d. J.)

Der Herr Gesandte der sechzehnten Stimme, Freiherr von Leonhardi, trägt vor: In der 13. Sitzung dieses Jahres (Protokoll §. 90, S. 165) habe der Königlich-Hannöverische Herr Bundestagsgesandte dieser hohen Versammlung den ersten Band eines Werkes übergeben, welches den Titel führe:

«Noten zu einigen Geschichtsschreibern des Deutschen Mittelalters»,

und den Amtmann Wedekind in Lüneburg zum Verfasser habe.

Die früheren historischen Schriften dieses gründlichen Geschichtforschers (wie z. B. Herrmann, Herzog von Sachsen 1817. Chronologisches Handbuch der neuern Geschichte, edit. 4. 1815. Handbuch der Welt- und Völkergeschichte, edit. 2. 1818) berechtigten allerdings zu der Erwartung:

daß diese Noten gleichfalls das Resultat einer fleissigen und umsichtigen Forschung seyn werden.

Was in einem Zeitraume von zwanzig Jahren bei kritischem Lesen historischer Quellen, vaterländischer, besonders Nord-Deutscher Geschichte, dem Verfasser als Bemerkung, Berichtigung oder Aufklärung aufzuzeichnen werth geschienen, lege er in diesem Werke bescheiden nieder.

Dieser erste Band zerfalle in 4 Hefte, wovon die drei ersten, 30 einzelne Aufsätze enthielten — vom Verfasser Noten genannt — welche meistens chorographischen, mitunter aber auch genealogischen, diplomatischen und chronologischen Inhalts seyen. Eine Enumeration der in diesen 30 Aufsätzen abgehandelten verschiedenartigen Gegenstände, möchte für den gegenwärtigen Zweck zu weit führen; die einzelnen Materien aber kritisch würdigen zu

wollen, würde eine umfaſſende Kenntniß der Quellen Deutſcher Geſchichte vorausſetzen, welche dem Referenten leider abgiengen.

Das 4. Heft enthalte vier Beilagen, aus ungedruckten Handſchriften, womit Herausgeber gewiß alle Freunde hiſtoriſcher Studien angenehm beſchenke.

Die erſte Beilage

Chronographi Saxonis fragmentum Luneburgense,

ſey in der letzten Hälfte des 12. Sec. geſchrieben.

Die zweite

Chronicon Corbejense,

wäre ſchon ſo lange vermißt worden, daß man an dem noch Vorhandenſeyn dieſer Chronik gezweifelt habe; ſie ſey ein wohlangelegtes Jahrbuch von Denkwürdigkeiten, und wohl 100 Jahre vor dem Geſchichtſchreiber Witichind zu ſchreiben angefangen und vom 9. bis 12. Sec. nach und nach zuſammengetragen worden.

Die dritte

Chronicon monasterii St. Michaelis,

wäre gegen das Jahr 1200 geſchrieben, und von vorzüglichem Werthe für des Herausgebers Landesgeſchichte.

Die vierte Beilage ſey ein

Registrum memoriarum ecclesiae St. Blasii Brunsvicensis,

um das Jahr 1380 zuſammengetragen.

Wenn es unläugbar, daß die gegenwärtige Zeit, durch das vielfache Bemühen gründlicher Hiſtoriker, zur Erforſchung des Wahren, einer kommenden Zeit, die vaterländiſche Geſchichtſchreibung eigentlich erſt vorbereite, ſo könne die baldige Fortſetzung eines Werkes, wie das vorliegende, nur als wünſchenswerth zu erachten ſeyn.

Referent glaube daher darauf antragen zu müſſen, daß

1) der Königlich-Hannöveriſche Herr Bundestagsgeſandte ſo gefällig ſeyn möge, dem Verfaſſer den Dank dieſer hohen Verſammlung für die Ueberreichung eines Exemplars dieſes Werkes auszudrücken; und
2) daß daſſelbe, unter ehrenvoller Erwähnung im Protokolle, in die Bücherſammlung der Bundesverſammlung aufgenommen werde.

Unter allgemeiner Zuſtimmung wurde hierauf nach dem Antrage

beſchloſſen:

1) daß der Königlich-Hannöveriſche Bundestagsgeſandte, Herr von Hammerſtein, erſucht werde, dem Amtmann Wedekind den Dank der hohen Bundesverſammlung für die

Ueberreichung eines Exemplars seiner Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters auszudrücken, und

2) dieses Werk, unter ehrenvoller Erwähnung in diesem Protokolle, in die Bibliothek der Bundesversammlung aufgenommen werde.

§. 123.

G. H. Buse's Comptoirbuch, zweiter Theil. Brünn 1823. 8.

(24. Sitz. §. 188 v. J. 1822.)

Ebenderselbe trägt vor: G. H. Buse in Brünn habe der hohen Bundesversammlung unter Zahl 59 den 2. Theil seines Comptoirbuches überschickt; es enthalte:

> «eine Anleitung zum Gebrauche der in den Comptoirtafeln und ihren Ergänzungen «verglichenen Münz-, Maaß- und Gewichtsverhältnisse; oder eine ausführliche, «aus der Kenntniß des Zahlensystems hergeleitete Erläuterung der Decimalbruch- «rechnung und ihrer Anwendung auf kaufmännische Rechnungsfälle und Buchhaltung; «nebst Hülfs- und Ergänzungstafeln».

Von dem ersten Theile dieses Comptoirbuches, enthaltend eine

> «erläuterte und ergänzte Darstellung der in den Comptoirtafeln verglichenen Euro- «päischen Münz-, Maaß- und Gewichtsverhältnisse; nebst einer kurzen Uebersicht der «aussereuropäischen Werth- und Waarenmaaße»,

sey in dem Protokolle der Bundesversammlung von 1822 (Sitz. 24, S. 688, §. 188) als von einem Werke, von großem practischen Nutzen, sowohl für den Handels- als Staatsmann, rühmliche Erwähnung geschehen.

Wenn (wie sich der Verfasser im Vorworte zu vorliegendem Buche ausdrückt) practische Resultate wissenschaftlicher Fortschritte immer mehr in den Geschäftskreis des bürgerlichen Lebens übertreten und jeder Art der Geschäftsbetreibung eine, durch Einsicht begründete, vereinfachte und erleichterte Richtung ertheilen sollten, so seyen von Zeit zu Zeit Versuche nöthig, sie diesem Kreise in gemeinverständlicher Sprache näher zu führen. Einen solchen Versuch beabsichtige das vorliegende Werk, durch die in seinem Inhalte ausgesprochene Anempfehlung eines allgemeinern Gebrauches der im bürgerlichen Leben, nach ihrer umfassenden Anwendbarkeit, noch zu wenig bekannten völligen Decimalrechnung. Neu wäre zwar diese Anempfehlung keineswegs; aber in unserer Zeit sey das Bedürfniß einer gründlichen Kenntniß der Decimalbrüche größer geworden, und die Kenntniß davon selbst verbreiteter.

Den Vorurtheilen und Einwürfen gegen die allgemeine Anwendung der Decimalbrüche, glaube der Verfasser hinlänglich begegnet, und würde seinen Zweck und Wunsch erreicht haben, wenn sein Werk nicht nur als eine zum Selbstunterricht gründliche Anweisung zur

Decimalbruchrechnung sich eignete, sondern auch die Ueberzeugung gewährte, daß die von ihm empfohlene allgemeine Anwendung der zehntheiligen Brüche überall leichter, kürzer, einfacher und richtiger sey, als die bisherige, nur gemeine Brüche unter anderm Namen darstellende, Verfahrungsart.

Dieser 2. Theil des Comptoirbuches zerfalle in 3 Abtheilungen:

die erste gebe Anleitung zur Decimalbruchrechnung, nebst Anwendung derselben auf die gewöhnlichsten comptoiristischen Rechnungsfälle und Buchhaltung,

die zweite enthalte Hülfstafeln zur erleichterten Anwendung der Decimalbruchrechnung,

die dritte enthalte Ergänzungstafeln zur Vergleichung derjenigen Maaße und Gewichte, welche theils in den Comptoirtafeln nicht vorkommen, theils seit Erscheinung derselben neue gesetzliche Bestimmungen erhielten.

Vorangeschickt sey eine Berichtigung der wichtigsten Fehler, sowohl in den Comptoirtafeln, als in den beiden Theilen des Comptoirbuches.

Referent glaube, in Hinsicht dieses, mit vieler Sachkenntniß und Fleisse ausgearbeiteten, gemeinnützigen Werkes, welches eine umfassende, durch Hülfstafeln erleichterte Anwendung der zehntheiligen Bruchzahlen für alle Zweige der öffentlichen und Privat-Rechnungsführung, zur wesentlichen Abkürzung derselben, in Vorschlag bringe, den Antrag dahin stellen zu müssen:

1) daß der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichische Herr Gesandte so gefällig seyn möge, dem Verfasser den Dank dieser hohen Versammlung für die Uebersendung dieses Buches auszudrücken, und

2) solches in der Bibliothek der Bundesversammlung aufgestellt werde.

Unter allgemeiner Zustimmung zu diesem Antrage, wurde

beschlossen:

1) den Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten zu ersuchen, dem Verfasser des Comptoirbuches, G. H. Buse zu Brünn, den Dank der hohen Bundesversammlung für die Uebersendung dieses mit vieler Sachkenntniß und mit vielem Fleisse ausgearbeiteten Werkes, dessen Nützlichkeit diese Versammlung anerkenne, zu eröffnen, und

2) dasselbe in der Bibliothek der hohen Bundesversammlung aufzustellen.

§. 124.

Hornthal's Schrift: «Werden die Deutschen Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die constitutionellen, an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien Theil nehmen»? Nürnberg 1823. 8.

Der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein und Lauenburgische Gesandte, Herr Graf von Eyben: giebt Kenntniß von der (Zahl 22 dieses Jahres ein-

getragenen) Druckschrift des Königlich-Baierischen obersten Justizraths von Hornthal, unter dem Titel:

« Werden die Deutschen Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die constitutionellen, « an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien Theil nehmen »?

worauf einstimmig, nach dem Antrage der Reclamations-Commission, anerkannt wurde, daß diese Schrift, voller entstellten historischen Angaben und daraus gezogenen unrichtigen Folgerungen und Behauptungen, gar keine Berücksichtigung verdiene.

Der Königlich-Baierische Herr Gesandte: glaubt bemerken zu müssen, daß das fragliche Pamphlet von den mit der verfassungsmäßigen Aufsicht über politische Flugschriften beauftragten Königlich-Baierischen Behörden wohl nur darum ganz ausser Acht gelassen worden seyn dürfte, um nicht einem ephemeren Producte, dessen völlige Werth- und Gehaltlosigkeit, mit der, selbst dem historischen und politischen Layen, offenkundigen Falschheit der darin enthaltenen Angaben, von dem Herrn Berichterstatter der Commission so gründlich dargelegt worden, durch irgend eine Beachtung erst eine unverdiente Bedeutung zu gewähren: ein Verfahren, was vielleicht auch von dieser hohen Versammlung eingehalten worden seyn möchte, hätte nicht der Verfasser die Kühnheit gehabt, ihr sein Pamphlet selbst zuzuschicken, und ihre Aufmerksamkeit auf dasselbe zu lenken.

Uebrigens ist erst neuerdings wieder angeordnet worden, daß die in Baiern verfassungsgemäß bestehende Aufsicht über politische Flugschriften mit aller Aufmerksamkeit und Strenge gehandhabt und so mit der zu erwartenden Verhütung von Preßvergehen der Zweck der Bundesgesetzgebung über diesen Gegenstand erfüllt werde.

§. 125.

Eingaben von Druckschriften und Zueignung derselben an die hohe Bundesversammlung.

Ebenderselbe trägt vor: Seit dem Zusammentritte dieser hohen Versammlung, sind ihr von mehreren Schriftstellern Druckschriften und Abhandlungen zugesandt worden, unter denen mehrere sich befanden, die als Gewinn für die Deutsche Literatur der Aufmerksamkeit und der Unterstützung der höchsten Bundesregierungen empfohlen zu werden verdienten. — Die Commission will hier nur an die Geschichte Badens unter Carl Friedrich, von dem Freiherrn von Drais, an die Abhandlungen der Gesellschaft für ältere Geschichtskunde, und G. H. Buse's Comptoirbuch ꝛc. erinnern. Die hohe Versammlung machte daher es sich zu einer angenehmen Pflicht, solche Schriften zu empfehlen, und ihren verdienten Verfassern öffentlich ihre Zufriedenheit und ihren Dank zu erkennen zu geben. — Späterhin geschahen solche Einsendungen häufiger, und es kamen Schriften ein, deren Werth

nicht von allen Commissionsmitgliedern vollständig beurtheilt werden konnte, z. B. des Professors Erb Ankündigung einer hydraulischen Erfindung; oder solche, deren Gegenstand der Berathung der hohen Versammlnng noch unterlag, über deren Ansichten und Werth daher die Commission sich öffentlich nicht aussprechen durfte, z. B. die Schrift über den Nachdruck vom Geheimen Rath Schmid; ja es wurden sogar Schriften eingesandt — zuweilen der hohen Versammlung selbst zugeeignet — die nicht nur keinen Gewinn den Wissenschaften brachten, sondern durch aufgestellte falsche Ansichten und Theorien selbst nachtheilig wirken konnten, z. B. die eben angezeigte Schrift des von Hornthal.

Bei solchen Schriften geräth die Commission in die unangenehme Lage, sie entweder mit Stillschweigen zu übergehen — welches bei empfehlungswerthen Schriften, wie die von Erb und Schmid, für eine unverdiente Zurücksetzung angesehen werden könnte, und bei solchen, wie die angeführte des von Hornthal, besonders in unserer, einem tiefen und ernsten Nachdenken nicht geneigten Zeit, eine nachtheilige Wirkung hervorbringen dürfte, — oder über die Schriften erster Art einen sehr unvollständigen Vortrag zu machen, während sie über die letzterer Art sich in eine ausführliche Kritik und Widerlegung derselben einlassen müßte, um falsche Ansichten und Theorien in das wahre Licht zu stellen, und deren nachtheiligen Folgen entgegenzustreben. Davon abgesehen, daß ein solches Verfahren nur zu leicht eine literarische Fehde veranlassen könnte, die der Würde dieser hohen Versammlung durchaus entgegen wäre, so würden auch so ausführliche Arbeiten die Zeit der Commission, die sie wichtigeren Gegenständen zu widmen verpflichtet ist, zu sehr beengen, und die hohe Versammlung von dem Standpuncte herabziehen, den sie nicht verlassen darf; sie würde eine literarische Censuranstalt werden, die sie nicht seyn soll, und bei dem Ueberflusse derselben in Deutschland, auch nicht zu werden braucht.

Aus dieser Darstellung ergiebt sich, daß auf beiden angegebenen Wegen eine Menge Schwierigkeiten, selbst Nachtheile, gefunden werden, während der Nutzen, zu dem sie führen sollen, ungewiß, selbst unwahrscheinlich ist. Es entsteht daher die Frage, wie es mit eingehenden Druckschriften, unter denen doch auch vorzüglich gute und empfehlungswerthe seyn können, für die Zukunft gehalten werden könne? Die Commission glaubt, nach Berücksichtigung aller obigen Bemerkungen, hierzu folgenden Vorschlag machen zu sollen:

> Die der hohen Versammlung zugehenden Druckschriften würden in Zukunft nicht mehr in das gewöhnliche Eingabenprotokoll aufzunehmen, sondern von der Bundescanzlei in ein besonderes Register einzutragen seyn, — die Eingabencommission wäre aber fortdauernd angewiesen, alle solche Druckschriften, wie bisher, unter sich zu vertheilen und zu prüfen, allein einen Vortrag über dieselben in der Regel nicht zu erstatten.

Sollten jedoch Druckschriften eingehen, die zweckmäsige gemeinnützige Vorschläge enthalten, welche eine besondere Berücksichtigung verdienten, so wäre hievon der hohen Versammlung Kenntniß zu geben, der jedenfalls die zu fällende Entscheidung vorbehalten bleibt.

Findet dieser Vorschlag die Genehmigung der hohen Versammlung, so muß die Commission noch einen andern vortragen, der mit dem ersten in genauer Verbindung steht.

Es ist bereits bemerkt worden, daß unter den eingegangenen Schriften einige sich gefunden haben, die falsche Ansichten und irrige Meinungen enthalten, und der hohen Versammlung zugeeignet waren; z. B. die Schrift des von Hornthal, unter dem Titel: «über den Congreß von Verona und den Vorabend großer Ereignisse».

Zueignungen ähnlicher Schriften können wieder statt finden; diese dürften aber schon deßhalb nicht mit Stillschweigen übergangen werden, weil die Dedication einer Schrift an die hohe Versammlung die Aufmerksamkeit des nicht streng prüfenden Publikums ganz vorzüglich zu erwecken pflegt; es würde daher Pflicht werden, den Unwerth solcher Schriften und das Mißfallen der hohen Versammlung an denselben öffentlich auszusprechen. — Der Zweck des ersten Vorschlags ist aber gerade, dieses zu vermeiden. Durch eine Zueignung solcher Schriften an die hohe Versammlung würde also der Zweck nicht erreicht, und es würde von den Schriftstellern, nicht von der hohen Versammlung, abhängen, ob öffentlich über den Werth oder Unwerth eines Buches die Commission sich aussprechen soll.

Die Commission glaubt daher, daß es rathsam seyn werde, über Schriften, die der hohen Versammlung zugeeignet werden könnten, eine besondere Bestimmung zu treffen, und schlägt dem zufolge vor:

daß durch die Gesandten den hohen Regierungen der Wunsch der Versammlung ausgedrückt werde, auf eine ihnen beliebige Weise die Einrichtung zu treffen, daß in ihren Landen keine Schrift der hohen Versammlung zugeeignet werde, mit welcher der Verfasser nicht auch zugleich die Erlaubniß vorzeigen könne, solche der hohen Versammlung dediciren zu dürfen.

Es versteht sich von selbst, daß, wenn verdiente Schriftsteller eine solche Zueignung wünschen sollten, und, unter Einsendung ihres Manuscripts, darum anhalten würden, ein umständlicher Vortrag von der Commission zu erstatten wäre, auf welchen die hohe Versammlung das Geeignete zu beschliessen habe.

Der Kaiserlich-Oesterreichische Herr Gesandte äusserte: daß er mit den gründlichen Bemerkungen und mit den Ansichten des vortragenden Herrn Gesandten vollkommen einverstanden sey. Er gebe nur der weitern Erwägung anheim, ob nicht ein noch kürzerer Ausweg darin gefunden werden wolle, wenn die hohe Bundesversammlung be-

ſchlieſſe, daß, ſo wie ſie bisher mit Vergnügen die Werke mehrerer Deutſchen Schriftſteller empfangen habe, ſie auch ferner der Mittheilung gediegener Werke für die Bibliothek derſelben entgegenſehe, dabei jedoch feſtſetze, daß ihr dieſe Schriften auf keinem andern Wege, als durch den Herrn Geſandten deßjenigen Bundesſtaates, welchem der Schriftſteller oder Verleger angehöre, zugeſtellt werden ſollen. Der betreffende Herr Geſandte werde dann am leichteſten beurtheilen, welcher Gebrauch von jeder ihm zukommenden Druckſchrift zu machen, und in wie fern dieſelbe geeignet ſey, in die Bibliothek der Bundesverſammlung aufgenommen zu werden. —

Die Zueignungen an die hohe Bundesverſammlung dürften nur dann anzunehmen und anzuerkennen ſeyn, wenn die Schriftſteller zuvor die Bewilligung derſelben erhalten haben würden. Die Regierungen aber wären zu erſuchen, die geeigneten Verfügungen zu erlaſſen, daß keine Zueignungen an die hohe Bundesverſammlung mehr in Druck gelegt würden, ohne daß ſich der Verfaſſer oder Verleger über eine Bewilligung derſelben ausgewieſen habe.

Sämmtliche Stimmen waren mit den Anſichten des Herrn Referenten und den Vorſchlägen des Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Herrn Geſandten vollkommen einverſtanden; daher

Beſchluß:

1) daß die der hohen Bundesverſammlung zu überreichenden Druckſchriften Deutſcher Schriftſteller, derſelben künftig durch den Herrn Geſandten des Staates, welchem der Schriftſteller oder Verleger angehöre, zu übergeben ſeyen, und daß

2) von der hohen Bundesverſammlung keine Zueignungen angenommen oder anerkannt werden, wozu nicht vorher ihre Bewilligung nachgeſucht und erlangt worden iſt; daß endlich

3) die Regierungen durch ihre Herren Geſandten erſucht werden, dieſen Beſchluß bekannt zu machen und die angemeſſenen Verfügungen, wegen des Verbots der Zueignung ohne vorgängige Bewilligung, zu erlaſſen.

§. 126.

Beſchwerde der Geſchwiſter Levi zu Frankfurt gegen den Senat dieſer freien Stadt, wegen wiederholt angedrohter Ausweiſung aus dem ſtädtiſchen Bezirke.

(46. Sitz. §. 218 v. J. 1818.)

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſche Herr Geſandte, Graf von Beuſt: erſtattet Vortrag über die (Zahl 63 dieſes Jahres eingereichte) Beſchwerde der Geſchwiſter Levi allhier, in welcher ſie den Schutz der hohen Bundesverſammlung gegen ihre ihnen durch das Polizeiamt hieſiger freien Stadt angedrohte Ausweiſung ſuchen.

Nachdem der Herr Referent das, was in der 12. und 13. Sitz. von 1816, ingleichen in der 23. und 43. Sitzung von 1817, nicht weniger in der 46. Sitzung von 1818 in Betreff der Regulirung der bürgerlichen Rechte und Verfassungsverhältnisse der hiesigen israelitischen Gemeinde, und einer schon früher von den Geschwistern Levi dießorts angebrachten Beschwerde, bei der Bundesversammlung vorgekommen ist, nebst den in der 46. Sitzung von 1818, §. 218, unter andern dahin gefaßten Beschluß erwähnt hat, daß inzwischen, und bis zur Regulirung der gedachten Verhältnisse der israelitischen Gemeinde überhaupt, von Seiten des hiesigen Senats der Besitzstand strenge aufrecht erhalten werden, und den Betheiligten, sich erforderlichen Falls unmittelbar an die zu jenem Zwecke niedergesetzte bundestägliche Commission zu wenden, verstattet seyn solle, geht er auf die jetzt vorliegende und Eingangs erwähnte Beschwerde der Geschwister Levi über, in welcher dieselben, unter Beziehung auf jenen in der 46. Sitzung von 1818 gefaßten Beschluß, bitten, die genannte bundestägliche Commission zu veranlassen, sie gegen die ihnen angedrohte Ausweisung zu schützen, und fährt deßwegen so fort:

Man hat zunächst nähere und zuverlässige Erkundigung über die Verhältnisse der Reclamanten einziehen zu müssen geglaubt, und es hat sich dabei Folgendes ergeben:

Die Geschwister Levi haben — nach der schon im vorberührten Vortrage, der in der 46. Sitzung von 1818 geschah, und zwar Seite 474 des Protokoll v. 1818 befindlichen Bemerkung und einem von der Verwaltungscommission der israelitischen Religionsgemeinde vom 31. Juli 1817 an das jüngere Bürgermeisteramt hiesiger freien Stadt erstatteten Berichte, auch sonst erhaltener zuverlässigen Auskunft — nie in einem Gemeinde- oder Judenschutzverbande hier gestanden; ihr Geburtsort ist Coblenz, wo ihr Vater, Lippmann Levi, in Schutz stand, und sie haben sich zwar längere Zeit, aber immer nur als so genannte Permissionisten, hier aufgehalten. Dieses will ihnen die Polizei auch ferner nicht verwehren, nur sollen sie so genannte Permissionsscheine oder Aufenthaltskarten lösen, die noch ausserdem zu ihrer Erleichterung, ungeachtet sie in der Regel nur vierzehntägig sind, auf halbjährige Permission eingerichtet werden sollen. Die Reclamanten bestehen aber hartnäckig auf ihrer völligen Aufnahme als Schutzjuden, und mögen noch ausserdem ihr Begehren mit grober Hintansetzung der der Obrigkeit schuldigen Achtung durchzusetzen suchen. Da nun, was die Polizei gegen die Geschwister Levi verfügt, auf ihre religiöse Eigenschaft zunächst gar keinen Bezug hat und im ähnlichen Falle mit nicht-israelitischen Glaubensgenossen es eben so gehalten werden würde, — gedachte obrigkeitliche Behörde sich vielmehr nur ihres Rechts bedient, Fremden, die in hiesige Stadt sich eindringen und ein wirkliches forum domicilii erlangen wollen, dieses nicht zu verstatten, worin hohe Bundesversammlung sich so wenig, als in irgend einem andern Deutschen Bundesstaate mischen kann und will, — hiernächst der Besitzstand, den der

Senat in Ansehung der Verhältnisse der israelitischen Religionsgemeinde hier bis zu deren völligen Regulirung nicht zu verändern aufgefordert worden ist, auf eine Beschränkung seiner polizeilichen Befugnisse, wie sie die Reclamanten in Anspruch nehmen, nicht erstreckt werden kann, — die letzteren endlich auch nur ihrer Halsstarrigkeit zuzuschreiben haben, wenn die Ausweisung gegen sie verhängt wird, weil sie die ihnen angebotenen Aufenthaltskarten, die vorläufig halbjährig erneuert werden würden, nicht, wie sie sollten, dankbar annehmen; so geht der Antrag dahin, die Geschwister Levi abzuweisen.

Sämmtliche Gesandtschaften stimmten dem Herrn Referenten bei; daher

Beschluß:

daß die Geschwister Levi zu Frankfurt mit ihrer Beschwerde gegen den Senat dieser freien Stadt, wegen angedrohter Ausweisung aus dem städtischen Bezirke derselben, abgewiesen werden.

§. 127.

Reclamation des Carl Stuckart gegen die freie Stadt Frankfurt, Pensionsforderung betreffend.

(26. Sitz. §. 192 v. J. 1821.)

Der Herr Gesandte der sechzehnten Stimme, Freiherr von Leonhardi: erstattet Vortrag über die Reclamation des Carl Stuckart zu Aschaffenburg gegen die freie Stadt Frankfurt, Pensionsforderung betreffend (Zahl 47 dieses Jahrs), worin derselbe bittet:

> daß die hohe Bundesversammlung eine Justizbehörde gnädigst ernennen und autorisiren wolle, über seine Alimentationsklage, mit Ausschluß jeder weitern Appellation, richterlich entscheiden zu lassen.

Der Herr Gesandte Freiherr von Leonhardi, nach mitgetheiltem Inhalte der Reclamation und unter Rückweisung auf den früheren diesen Gegenstand betreffenden Vortrag und Beschluß (vom 5. Juli 1821), äussert seine Meinung dahin:

Nach dem eigenen Zeugnisse des Reclamanten, zufolge welchem derselbe mittelst Rathsprotokolls vom 25. Juli 1822 an die Gerichte, und dann von dem Appellationsgerichte an das Stadtgericht (als verfassungsmäßiges Gericht erster Instanz) verwiesen worden, sey ihm der Rechtsweg bei den Gerichten der freien Stadt Frankfurt, welches die in dem erwähnten Bundesbeschlusse vom 5. Juli 1821 betreffenden Gerichte seyen, und bundesverfassungsmäßig nur seyn könnten, nicht verschlossen; und es liege demnach weder eine Justizverweigerung, noch Hemmung vor, wodurch Reclamant — wenn auf verfassungsmäßigem Wege keine ausreichende Hülfe erlangt werden könnte — in Folge des Artikels 29 der

Schlußacte, berechtigte wäre, sich mit einer besondern deßfallsigen Beschwerde an diese hohe Versammlung zu wenden.

Was die Organisation der Gerichte und Instanzen in den einzelnen Staaten selbst betreffe, so gehöre diese zu den inneren Einrichtungen eines Bundesstaates, wovon, in Folge der jedem Bundesstaate garantirten Unabhängigkeit, jede Einwirkung der Bundesversammlung im Allgemeinen ausgeschlossen sey; von den im Artikel 53 der Schlußacte erwähnten besonderen Bestimmungen aber, würde hierbei lediglich der Artikel 12 der Bundesacte und dessen Erfüllung in Betrachtung kommen können, welchem Artikel die freie Stadt Frankfurt jedoch schon längst Genüge geleistet habe.

Uebrigens bedürfe es kaum der Erwähnung: daß bei Klagen gegen den Fiscus — ein ja häufig vorkommender Fall — die Gerichte ihrer besonderen Pflichten entlassen seyen, um ganz unparteiisch urtheilen zu können.

Es seyen demnach weder Gründe vorhanden, noch liege es in der Befugniß dieser hohen Versammlung, dem Ansuchen des Reclamanten, mit Umgehung der Stadt-Frankfurtischen Gerichte, eine Justizbehörde zu ernennen, bei welcher dessen Klage inappellabel ventilirt werden könnte, zu willfahren.

Ganz ungereimt erscheine endlich, was Reclamant aus einer verfehlten gütlichen Beilegung, wozu die Stadt Frankfurt nicht gezwungen werden könne, aus Belehrungen einsichtsvoller Männer — wie er sich ausdrücke — oder aus Aeusserungen Anderer über seine Gegenseite, folgern wolle.

Diesem vorgängig, glaube man den Antrag gerechtfertigt:

daß Reclamant mit seinem Gesuche lediglich abzuweisen sey.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Gutachten des Herrn Referenten; daher

Beschluß:

das Carl Stuckart mit seinem wiederholten Gesuche abzuweisen sey.

§. 128.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 73, eingereicht am 29. Juni, von E. C. Menneke zu Heiligenstadt, vormaligen Postdirector in Hersfeld, Gesuch, bei Regulirung der Westphälischen Angelegenheiten seine Ansprüche für erlittenen Verlust an entzogenem Diensteinkommen vom Jahre 1814 bis jetzt, von 2,161 Rthlr. 16 gr., und Zurückzahlung der baar erlegten Caution von 3,000 Franken, mit berücksichtigen zu wollen.

Num. 74, einger. am 1. Juli, von Dr. Ehrmann dahier, als Bevollmächtigten des Grafen von Walderdorf, Beschwerde wegen Verweigerung der dritten Instanz und dadurch entstehender Beengung der Rechtsvertheidigung von Seiten der Herzoglich-Nassauischen Regierung. Mit Anlage 1 bis 8.

Num. 75, einger. am 1. Juli, von dem Amte Wilbel, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse von 7,958 Fl. 46 Kr. R. W.

Num. 76, einger. am 1. Juli, von dem Amte Gladenbach, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die vormalige Reichsoperationscasse für Lieferung an Hafer und Heu.

Num. 77, einger. am 1. Juli, von der Stadt Grüningen, im Großherzogthume Hessen, Forderung an die ehemalige Reichsoperationscasse von 1,004 Fl. 18 Kr., dann für Lieferung an Hafer und Heu, ohne Geldberechnung. —

wurden an die betreffenden Commissionen abzugeben beschlossen.

Folgen die Unterschriften.

Zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 10. Juli 1823.

In Gegenwart

aller in der neunzehnten Sitzung Anwesenden.

§. 129.

Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, um Vermittlung wegen Wiederherstellung ihrer landständischen Verfassung, und insbesondere ihrer Steuergerechtsame.

(17. Sitz. §. 108 d. J.)

Die Reclamations-Commission trägt vor:

Auf den in der 17. dießjährigen Sitzung (S. 315 der Protokolle) erstatteten Vortrag über die Denkschrift der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, enthaltend die Darstellung ihrer, in anerkannter Wirklichkeit bestehenden, landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, und auf die, über diesen Vortrag (§. 118, S. 303) zu Protokoll gegebene, vorläufige Erklärung des Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Gesandten, hat diese hohe Versammlung (S. 312) beschlossen, die Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Gesandtschaft der Reclamations-Commission, zur weitern Erörterung und zum Vortrage, zuzustellen.

In Gemäßheit dieses Beschlusses, hat sich die Commission diejenigen Vorträge erstatten lassen, welche hier sub A und B beigelegt sind, und von den Referenten sofort verlesen werden sollen.

Die Commission hat sich, mit Ausschluß eines Mitgliedes derselben, dessen abweichende Ansicht in der Anlage C ausgedrückt ist, nach reiflicher Prüfung dieser Vorträge, mit dem Hauptantrage der beiden Referenten dahin vereinigt:

die hohe Bundesversammlung möge den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten ersuchen, die sich vorbehaltene weitere Erklärung seines allerhöchsten Hofes über den Inhalt der vorliegenden, von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein eingereichten, die Darstellung ihrer, angeblich in anerkannter Wirksamkeit bestehenden, landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, enthaltenden Denkschrift, binnen sechs Monaten gefälligst zu bewirken.

Da aber der Referent, jedoch nur für den Fall, daß die hohe Versammlung diesem, nach reiflicher Prüfung, wiederholten Antrage ihre Zustimmung nicht schenken sollte, Anträge gemacht hatte, mit welchen, so wie sie vorliegen, sich der Correferent, aus Gründen, die er umständlich entwickelt hat, nicht einverständigen zu können erklärte; und da überhaupt mehrere, bei Entscheidung dieser Angelegenheit einschlagende, wichtige Gesetzstellen, namentlich die Artikel 53, 55 und 61 der Schlußacte, auf eine verschiedene Weise ausgelegt werden können, und diese Auslegung nicht ohne wesentlichen Einfluß auf die Entscheidung selbst ist: so hat sich die Mehrheit der Commission, jedoch nur für den Fall, daß ihr Hauptantrag verworfen werden sollte, über den weitern Antrag vereinigt:

daß es dieser hohen Versammlung, in Erwägung der vorliegenden Umstände, welche eine Abweichung von den Vorschriften der Geschäftsordnung weder nöthig, noch räthlich machen dürften, gefällig seyn möge, für die Abstimmung, über die Reclamation der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, einen Termin zu bestimmen, der weit genug wäre, um denjenigen Gesandtschaften, welche, Behufs der Abstimmung, die specielle Instruction ihrer höchsten und hohen Regierungen zu bedürfen glauben, hinlängliche Zeit zu verschaffen, sich mit solcher Instruction versehen lassen zu können.

Die Anlagen Lit. A, B und C, wurden diesem Protokolle unter den Zahlen 13, 14 und 15 angefügt.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte. Die Reclamation mehrerer Holsteinischen Prälaten und Ritterschaftsmitglieder ist in der 26. Sitzung des vorigen Jahres an die Eingabencommission abgegeben worden, der Vortrag dieser letztern ist am Schlusse der 16. Sitzung d. J. vertraulich zur Sprache gebracht und von dem Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Gesandten eine Erklärung hierüber im Namen seines allerhöchsten Hofes abgelesen worden. In der 17. Sitz. d. J. endlich ist dieser Gegenstand förmlich zu Protokoll gegeben, und beschlossen worden, die Erklärung der Königlichen Gesandtschaft der Reclamations-Commission zur weitern Erörterung zuzufertigen. Diese schließliche Erörterung des Herrn Referenten ist in Druck gelegt und am 28. v. M. unter

ſämmtliche Herren Geſandten vertheilt worden; heute erſtattet nun die Eingabencommiſſion ihren förmlichen Vortrag hierüber.

Die Erörterung dieſes Gegenſtandes erſcheint nun vollſtändig erſchöpft, und es dürfte kein Hinderniß im Wege ſeyn, zur endlichen Abſtimmung hierüber zu ſchreiten; nur darüber könnte die Frage entſtehen, ob gleich heute die Abſtimmung eröffnet, oder ein Termin zu allgemeiner Inſtructions-Einholung feſtgeſetzt werden ſoll? Müßten alle die mannichfachen Fragen beantwortet, die Zweifel gelöſet und Bedenken gehoben werden, welche wir ſo eben vernommen haben, ſo müßte ich allerdings ſelbſt auf Inſtructions-Einholung antragen, denn es würde ſich um Erſchütterung oder Befeſtigung wichtiger legislativer Beſtimmungen im Deutſchen Bunde handeln. Ich habe aber hier nur den gegebenen ſpeciellen Fall vor Augen, und dieſer ſtellt ſich mir ſo klar und einfach hin, daß ich keinen Augenblick anſtehe, im Namen meines allerhöchſten Hofes meine Abſtimmung zu Protokoll zu geben.

Ein geringer Theil der Holſteiniſchen Prälaten und Ritterſchaft hat ſich an die Bundesverſammlung gewendet, und derſelben vorgeſtellt, wie drückend ihre Lage ſey, indem ſie weder unter dem Schutze der alten Holſteiniſchen Verfaſſung ſtehen, noch einer neuen landſtändiſchen Verfaſſung mit Beruhigung entgegenſehen können. Nicht als Klage haben dieſe Prälaten und Ritter ihre Lage zur Kenntniß der Bundesverſammlung bringen wollen, nicht eine Entſcheidung erwarten ſelbe von der Bundesverſammlung, ſondern eine Schilderung ihrer Verhältniſſe haben ſie in der Abſicht ſich erlaubt, damit die Bundesverſammlung, ohne den Rechten der Reclamanten etwas zu vergeben, die Vermittlung zwiſchen ihnen und ihrem Landesfürſten übernehme, auf daß ihnen nach dem 56. Artikel der Schlußacte die alte Verfaſſung erhalten, oder, da ſie ſelbſt überzeugt ſind, dieſe ſey nicht mehr zeitgemäß, daß ihnen eine neue Verfaſſung gegeben und dabei ihre alten ſtändiſchen Gerechtſame berückſichtigt werden möchten.

Die Reclamations-Commiſſion hat darauf angetragen, über dieſe Eingabe die Königlich-Däniſche, Herzoglich-Holſteiniſche Regierung um eine Erklärung anzugehen.

Seine Majeſtät der König von Dänemark ſind dieſem Antrage der Eingabencommiſſion, der zuverläſſig auch einſtimmiger Wunſch der Bundesverſammlung geworden wäre, bereitwilligſt zuvorgekommen, und haben durch Ihren Geſandten die Erklärung gegeben, daß zwar die alte Verfaſſung im Holſteiniſchen nicht in Wirkſamkeit, mithin die Berufung der Reclamanten auf den 56. Art. der Schlußacte unſtatthaft ſey, daß aber Allerhöchſtdieſelben, in genauer Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte, dem Herzogthume Holſtein eine Verfaſſung geben werden, welche, nach dem 56. Art. der Schlußacte, die älteren Rechte möglichſt berückſichtigen und den gegenwärtigen Zeitverhältniſſen angepaßt ſeyn würde.

Da nun, nach dem 55. Art. der Wiener Schlußacte, den souverainen Fürsten überlassen ist, die ständischen Verfassungen als innere Landesangelegenheit, mit Berücksichtigung sowohl der früheren, gesetzlich bestandenen, ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen, und Seine Majestät der König hier eine förmliche Erklärung hierüber geben; so scheint es mir in der Natur der Sache zu liegen, daß diese Königliche Erklärung den Reclamanten zu ihrer Beruhigung eröffnet, und sie dabei angewiesen werden, dieser Verfassung mit jenem Vertrauen entgegenzusehen, welches die unumwundene Erklärung Seiner Majestät des Königs bei treu ergebenen Unterthanen nothwendig erzeugen muß, dagegen aber versichert zu seyn, daß die Bundesversammlung, inner der Gränze ihres Wirkungskreises, nach dem 54. Art. der Schlußacte, über die Erfüllung jener Verbindlichkeit zu wachen wissen werde.

Dieß ist über den vorliegenden Fall die definitive Abstimmung meines allerhöchsten Hofes, und ich erlaube mir, diejenigen Herren Gesandten, welche sich gleichfalls hierüber definitiv aussprechen zu können glauben, hiemit zu gleicher Eröffnung aufzufordern. Nur über einen Punct glaube ich mich noch erklären zu müssen.

In dem zweiten Vortrage des Herrn Grafen von Beust, wird darauf angetragen, binnen einer bestimmten Frist von Seiner Majestät dem Könige von Dänemark die Ertheilung einer landständischen Verfassung für Holstein zu verlangen, und in dem Vortrage des Herrn Staatsministers, Freiherrn von Wangenheim, wird selbst einer Beschränkung dieser Frist auf Monate gedacht.

Seine Majestät der Kaiser werden es niemals angemessen finden, daß den souverainen Fürsten der Bundesstaaten, zur Ertheilung von Verfassungen in ihren Ländern, durch diese Versammlung Fristen gesetzt werden. Se. Majestät haben nicht allein zu Sr. Majestät dem Könige von Dänemark, sondern zu allen Ihren erhabenen Bundesgenossen das volle Vertrauen, daß dieselben ihren übernommenen Bundespflichten getreulich nachkommen; und Allerhöchstdieselben wissen die Umsicht und landesväterliche Fürsorge zu würdigen, mit welcher diese Angelegenheiten in den Bundesstaaten vorbereitet werden. Wenn es ein so Leichtes wäre, Verfassungen zu geben, wie sich dieß in den Köpfen mancher neueren Schriftsteller gestaltet, dann würden die Staatsmänner, welchen die Fürsten Deutschlands die Vollziehung jenes großen Werkes in ihren Staaten vertrauensvoll übertragen, um der Verzögerung willen Vorwurf verdienen. Die Beispiele aber, welche uns die Geschichte des Tages so lehrreich bietet, dürfen wahrlich nicht unbeachtet an uns vorübergehen. Wir sehen täglich Constitutionen geben, und sehen sie eben so schnell wieder verschwinden; wir sehen die Völker nach Constitutionen, als den höchsten Inbegriff irdischer Glückseligkeit, gierig haschen, und wir sehen sie in

wahre Zufriedenheit übergehen, wenn sie, durch eigene Kraft oder fremde Hülfe, der ihrem Fürsten mit verbrecherischer Hand aufgedrungenen Constitution wieder los und ledig werden.

Allerdings kann und wird man uns mit Wahrheit dagegen einwenden, daß derlei Verfassungen, wie sie uns in letzterer Zeit ephemer erschienen sind, das frevelhafte Werk frecher Factionen seyen und nur Befriedigung des Ehrgeitzes der Coryphäen jener Partei, nicht das wahre Volksglück zum Ziele ihres Strebens sich vorgesetzt haben.

Aber eben darum, damit die landständischen Verfassungen, welcher, nach dem Art. 13 der Bundesacte, alle Deutsche Bundesstaaten sich zu erfreuen haben sollen, wirklich das Glück der Unterthanen begründen, ist eine sorgfältige Berücksichtigung aller hier einwirkenden, so vielseitigen Verhältnisse, die Beseitigung so mannichfacher Schwierigkeiten, die große Aufgabe der Deutschen Fürsten, welche zu lösen sie sich verpflichtet haben.

Der bedächtige Deutsche wird um des umsichtigen und alles wohl erwägenden Vorgangs seines Fürsten willen nicht Mißtrauen in die Reinheit des Willens der Regierung setzen, und der treue Deutsche wird um dieser, alle Rücksichten mit landesväterlichem Sinne wohl umfassenden Sorgfalt willen sich nur noch inniger an seinen Landesfürsten anschliessen.

Die Bundesversammlung ist berufen, nicht Mißtrauen gegen ihre erhabenen Committenten zu erzeugen, sondern Vertrauen zu befestigen. Wenn sie sich früher bestimmt finden konnte, von einzelnen Regierungen Erklärungen über den Zeitpunct der zu gebenden Verfassung zu wünschen, so geschah dieß vor der Schlußacte, in welcher die Gränze ihres Wirkungskreises in Verfassungssachen bezeichnet, so wie die dießfälligen Verpflichtungen der souverainen Fürsten des Deutschen Bundes so fest und so bestimmt geregelt worden sind, daß über Zweck und Deutung kein Zweifel seyn kann.

Preussen. Nach den Ansichten des Königlich-Preussischen Hofes über die Competenz der hohen Bundesversammlung in landständischen Angelegenheiten, kann dieselbe sich nicht für befugt und verpflichtet halten, den Anträgen von Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein gemäß, in diejenigen Verhältnisse, durch welche ihr angebrachtes Gesuch veranlaßt worden ist, auf irgend eine Weise einzuwirken, und sich zu diesem Zwecke mit dem Materiellen der Sache zu beschäftigen.

Mit der hiervon abweichenden, im ersten Gutachten der verehrlichen Reclamations-Commission aufgestellten Meinung, kann hiernach die Königliche Bundestagsgesandtschaft nicht einverstanden seyn.

Ueber jene allgemeinere Competenzfrage müssen lediglich die dahin gehörigen Bestimmungen der Wiener Schlußacte entscheiden, denn nach dem 61. Art. derselben, soll, abgesehen von der am Schlusse erwähnten Ausnahme, in gedachter Beziehung kein Zurückgehen auf frühere Ansichten, Vorschläge und etwaige Beschlüsse mehr statt finden, und

diese hohe Versammlung nur in den daselbst genau bestimmten Fällen zu einer Einwirkung in landständischen Angelegenheiten oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen berechtigt seyn.

Zu jenen Fällen würde gehören,

wenn eine, in anerkannter Wirksamkeit bestehende, landständische Verfassung wäre verletzt oder auf einem andern als verfassungsmäßigem Wege wäre abgeändert worden,

indem alsdann der Art. 56 der Schlußacte in Anwendung kommen könnte.

Auf diesen Artikel, nächst dem 61., stützen denn auch die Reclamanten diejenigen Anträge, in welchen sie zum Schutze für die landständische Verfassung in Holstein die Vermittlung der hohen Bundesversammlung nachsuchen, und in der That könnte der gedachte Artikel ihrem Gesuche hier Eingang verschaffen, wenn in der von ihnen eingereichten Denkschrift der Nachweis ihrer

in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame,

wie sie annehmen, wirklich geführt worden wäre.

Dieß ist, nach diesseitiger Ueberzeugung, keineswegs geschehen. Wollte man auch die in der Denkschrift enthaltene Erzählung von der Entwickelung und den Schicksalen der landständischen Verfassung des Herzogthums Holstein, ohne nähere Prüfung, als eine völlig treue und wahrhafte Darstellung gelten lassen; wollte man selbst mit den Reclamanten den Schluß ziehen, daß die Verfassung, dem Rechte nach, keine Veränderung erlitten, sondern bis auf die neueste Zeit bestanden habe; daß dieses Recht auch durch die, unterm 17. August 1816 erfolgte, Königliche Bestätigung der Privilegien und Gerechtsame von Prälaten und Ritterschaft neu anerkannt worden sey: so müssen die Reclamanten doch selbst zugestehen, daß seit dem Jahre 1712 kein Landtag mehr berufen worden, daß daher keine Ausübung jenes Rechts statt gefunden, oder, was dasselbe sagen will, daß die landständische Verfassung in Holstein seit 1712 bis zur Errichtung der Wiener Schlußacte, welche den angerufenen Artikel enthält, nicht in anerkannter Wirksamkeit bestanden hat, wie solches durch die Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein-Lauenburgische Bundestagsgesandtschaft in ihrer abgegebenen Erklärung noch mehr ausser Zweifel gesetzt ist; weßhalb auch die Auslegung, welche die Reclamanten jenem Artikel zu geben versucht haben, seinem wahren Sinne und Zwecke widerspricht.

Fehlt hiernach das daselbst als Bedingung angegebene Erforderniß zu der nachgesuchten Einwirkung dieser hohen Versammlung; so fehlt es der letztern auch überhaupt an Befugniß eine solche Einwirkung eintreten zu lassen, und kaum bedarf es, hinsichtlich des

nähern Inhaltes der einzelnen Anträge, unter den erwähnten Umständen noch der Bemerkungen, daß

I. die von den Reclamanten gewünschte

Aufrechthaltung der Verbindung des Herzogthums Holstein mit dem Herzogthume Schleswig in Einer und derselben Ständeverfassung, welche Verbindung als ein wesentlicher Bestandtheil der ständischen Gerechtsame von Holstein im Jahre 1816 angeblich mitbestätigt seyn soll,

abgesehen von jedem sonst dagegen zu erhebenden Bedenken, schon um deßwillen kein Gegenstand ist, auf welchen sich eine denkbare Einwirkung des Bundestages erstrecken könnte, weil das Herzogthum Schleswig nicht zu den Deutschen Bundesländern gehört, und daher ganz ausserhalb des Einflusses des Bundes liegt;

II. daß diese hohe Versammlung auch nicht die geringste Einleitung in der Absicht treffen könnte, nach dem Begehren der Reclamanten, dahin zu wirken,

daß die Erhebung der einstweiligen Steuerzahlungen, als nicht landtäglich bewilligt, nur im Wege gütlicher Uebereinkunft geschehe ꝛc.,

ohne dabei das Daseyn eines den Ständen in der behaupteten Art zustehenden Steuerbewilligungsrechtes vorauszusetzen, dessen Anerkennung nur das Resultat einer nicht in ihrer Competenz liegenden Prüfung seyn könnte.

Was endlich den

III. Antrag betrifft, so streitet wider denselben die oben angeführte allgemeine Einwendung des ermangelnden Nachweises einer, in anerkannter Wirksamkeit bestehenden, landständischen Verfassung, zwar allein, aber auch entscheidend, da dieser Antrag, so wie der erste, nur auf Schutz für die, in solcher Wirksamkeit angeblich noch bestehende, ältere Verfassung bis zum Eintritt einer neuen Verfassungsordnung gerichtet ist, ohne auf dasjenige einzugehen, was in Ansehung des letztern Gegenstandes aus dem 54. Art. der Schlußacte etwa zu folgern gewesen wäre.

Die Königlich-Preussische Bundestagsgesandtschaft findet sich von Seiten ihres allerhöchsten Hofes bereits ermächtigt, in Folge der vorangeschickten Erörterung, für Abweisung der Reclamanten mit ihrem vorliegenden Gesuche, wegen Mangels der Competenz dieser hohen Versammlung, um so mehr zu stimmen, als nun auch aus der Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Gesandtschaft die Versicherung, deren es nach diesseitiger Ansicht nicht erst bedurft hätte, zu entnehmen ist,

daß die Königlich-Dänische Regierung für Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein diejenigen Berücksichtigungen vorwalten lassen werde, welche sie dem

durch die Bundesacte und Wiener Schlußacte miteingegangenen Verhältnisse, so wie der im Jahre 1816 ertheilten Bestätigung früherer Gerechtsame, ihrerseits selbst gemäß erachten dürfte.

Den Königlich-Dänischen Hof nach einer so beruhigenden Zusicherung noch um irgend eine weitere Erklärung ersuchen zu lassen, scheint mindestens überflüssig; wollte man aber sogar denselben, in Gemäßheit eines der neuesten Commissionsvorschläge, unter Fristbestimmung um Ertheilung von Auskunft darüber ersuchen:

wie im Herzogthume Holstein der 13. Artikel der Bundesacte erfüllt worden sey? oder eventuell in der vorgeschlagenen Art Einleitung dahin treffen, daß auf Verlangen von Prälaten und Ritterschaft rechtliches Gehör in ihrer Beschwerdesache nicht versagt werde: so würde man hierdurch über die, lediglich auf Art. 56 der Schlußacte und nicht auf Art. 54 derselben oder Art. 13 der Bundesacte gestützten Anträge der Reclamanten hinausgehen, und mehr thun, als sie selbst verlangt haben. Schon aus diesem einzigen Grunde, ganz abgesehen von allen andern, aus dem Standpuncte der Bundesgesetzgebung aufzustellenden, erheblichen Bedenken gegen den gedachten Vorschlag, kann die Königlich-Preussische Gesandtschaft dem Letzteren eben so wenig beistimmen, als ähnliche Bedenken ihr erlauben, auf die allgemeinen Grundsätze und Ansichten einzugehen, welche zu Gunsten der Reclamanten in der Commission sonst noch aufgestellt und in einzelnen Vorträgen derselben entwickelt worden sind.

Baiern. Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte findet sich ermächtigt, seine Ansicht dahin auszusprechen, daß die Bundesversammlung auf die in Frage befindliche Reclamation, wie selbe angebracht worden, sich nicht wohl zu einer Einschreitung für berechtigt und veranlaßt erkennen dürfte, zumal, da von Seiner Königlichen Majestät von Dänemark gewiß erwartet werden kann, daß Allerhöchstdieselben in Bezug auf die landständische Verfassung des Herzogthums Holstein alles den Bundesgesetzen und der Billigkeit Entsprechende, unter Berücksichtigung des in früherer oder neuerer Zeit rechtlich Gebildeten, aus eigenem freien Antriebe anordnen und ertheilen werde; der Königliche Gesandte müsse daher auch vollkommen dem Antrage des Kaiserlich-Königlichen präsidirenden Herrn Gesandten beistimmen.

Königreich Sachsen. Die Gesandtschaft könne in dieser wichtigen Angelegenheit nicht ohne Instruction ihres allerhöchsten Hofes abstimmen und wolle sich daher solche erst erbitten.

Hannover. Unter Beziehung auf die in meiner nachfolgenden Aeusserung über diesen Gegenstand dargelegte Ansicht, glaube ich annehmen zu müssen,

1) daß die Competenz der hohen Bundesverſammlung für begründet anzuſehen, und

2) daß, in Gemäßheit des Commiſſionsantrags, die Königlich-Däniſche, Herzoglich-Holſtein-Lauenburgiſche Regierung um ihre nähere Erklärung über die Beſchwerde zu erſuchen ſey.

Sollte eine oder die andere hohe Geſandtſchaft Inſtructions-Einholung wünſchen, ſo würde ich, in Hinſicht auf die Wichtigkeit des Gegenſtandes und die Verſchiedenheit der Anſichten, die Feſtſetzung eines Termins zur definitiven Abſtimmung für angemeſſen halten.

---

§. 1. So ſcharfſinnig in der Erklärung des Königlich-Däniſchen Herrn Geſandten der Ausſchluß der einen der für die Beſchwerde untergelegten Grundlagen durch die andere dargeſtellt iſt; ſo iſt doch, meiner Anſicht nach, die daraus gegen den Vortrag der verehrlichen Commiſſion gezogene Schlußfolge nur eine ſcheinbare.

Entweder es iſt eine Verfaſſung, oder keine: im erſteren Falle findet der Art. 56 der Schlußacte, im letzteren der 13. Artikel der Bundesacte ſeine Anwendung: in beiden Fällen iſt die Competenz der Bundesverſammlung begründet.

Dieſe richtige Schlußfolge iſt diejenige des Vortrags.

Indem die Commiſſion, daß eine dieſer Vorausſetzungen eintrete, mit gleichem Reſultate für die Competenz überhaupt, annimmt, hat dieſelbe noch zur Zeit die ſcharfe Beſtimmung nicht aufſtellen wollen, welche hier ausſchließlich eintrete?

Indem die Erklärung die Vorausſetzung keiner in anerkannter Wirkſamkeit beſtehenden Verfaſſung vorausſtellt, ſetzt dieſelbe dem Antrage eine Beſtimmtheit des nach demſelben unbeſtimmten entgegen. Dieſelbe ſchließt für die Vorausſetzung einer in anerkannter Wirkſamkeit beſtehenden Verfaſſung die Competenz gänzlich, für die Vorausſetzung keiner Verfaſſung die Aeuſſerung der Competenz für den Fall aus.

§. 2. Mit dem Antrage aus gleichem Geſichtspuncte ausgehend, halte ich für jetzt nicht erforderlich, eine Beſtimmung entſchieden und ausſchließlich auszuſprechen, die eine hiſtoriſche und rechtliche Prüfung vorausſetzt, welche, wenigſtens in der Erklärung, nicht in derjenigen Vollſtändigkeit enthalten iſt, die zu dem beabſichtigten Urtheile berechtigen könnte.

§. 3. Da inzwiſchen die Erklärung mit Entſchiedenheit die Vorausſetzung keiner in anerkannter Wirkſamkeit beſtehenden Verfaſſung aufſtellt, und in ihrem ganzen Umfange die daraus hergeleiteten Folgerungen in Anſpruch nimmt; ſo dürfen einige Gründe hier ihre Stelle finden, die ſich für die entgegengeſetzte Meinung darſtellen.

§. 4. Wo das Entſtehen der Herrſchaft im Dunkel einer grauen Vorzeit verſchwindet, kann das urſprüngliche Recht zwiſchen Regenten und Unterthanen nicht hiſtoriſch nachgewieſen werden, und alſo kein poſitives ſeyn.

In Holstein beruht das Recht des Herrscherhauses und das der Stände gleichmäsig, auf freier Wahl der Stände, und, vor der Huldigung, von dem erwählten Fürsten für sich und seine Nachfolger zugesicherter Verfassung.

Es ist der reinste Vertrags-Ursprung, der diesen Rechten zum Grunde liegt.

Diese Privilegien werden nur sehr uneigentlich so genannt: sie enthalten ständische Verfassungsrechte: sie sind pacta inter imperantem et subditos.

Sie bedürfen an sich keiner Bestätigungen. Diese können nur in so fern nützlich geachtet werden, als Eingriffe, oder Ereignisse, Verletzungen herbeigeführt haben können, in Hinsicht welcher die Bestätigungen neuer Regenten so viel sagen, daß der Rechtsbestand, ungeachtet jener Veränderungen oder Verletzungen, derselben bleibe.

§. 5. Gesetzt, ein Theil solcher Verfassung sey durch die Veränderung oder die Gewalt der Zeiten unanwendbar oder aufgehoben; so folgt daraus nicht, daß das Ganze als aufgehoben oder als nicht existent betrachtet werden könne *). Gesetzt, ein Theil der Berechtigten habe von seinem Rechte keinen Gebrauch zu machen für gut befunden; so folgt daraus nicht, daß der Gleich- oder Mehrberechtigte dadurch seiner Rechte beraubt sey. Vielmehr kann in dem Nichtgebrauche des einen Theils ein verstärkter Grund für den andern entstehen, die seinigen zu erhalten **).

§. 6. Es ist von mir an einem andern Orte behauptet, wie wenig Gewalt, in welcher Form und Wirkung sie auch erscheine, die geheiligten Rechte der Regenten erschüttern könne. Es beruhen auch auf diesem Grunde die Rechte der Unterthanen. Die Erhaltung des Rechtsbestandes begreift das Ganze, nicht bloß die einzelnen Theile.

Der Verjährung selbst, und der Entsagung, kann hier nur ein beschränkter Wirkungskreis gelassen bleiben.

Der Verjährung gegen das Grundgesetz des Staates, steht verstärkt alles entgegen, was schon gemeinen Rechtens ist, für urkundliche Rechte, und für das Erforderniß der bonae fidei.

Entsagung kann hier weniger noch, als im privatrechtlichen Verhältnisse vermuthet werden. Dieselbe erfordert hier den strengsten Beweis.

Nachgiebigkeit in einzelnen Fällen, Ausdrücke der Unterwürfigkeit, wie sie Unterthanen gegen ihre Regenten anstehen, können, nur in diesem Sinne genommen, nicht als jeden Anspruch auf Verfassungsrechte ausschliessende Entsagungen beurtheilt werden. Solche Ge-

*) In toto et pars continetur. L. 113. de R. J. Non debet ei cui plus licet, quod minus est, non licere. L. 21. de R. J.

**) Cujus effectus omnibus prodest, ejus et partes ad omnes pertinent. L. 148. de R. J.

ſtalt können ſie nicht annehmen, wenn nicht klar die Abſicht der Entſagung vorliegt.

Die leiſeſte Verwahrung gegen den Regenten für das Staatsgeſetz reicht zu Erhaltung des Rechts zu.

Das privatrechtlich gegen den Gleichen geltende, findet die volleſte Anwendung in Hinſicht auf das Verhältniß gegen den Regenten.

Staatsmänner dürften Gründe finden, dieſen Rechtsregeln für das Staatsrecht die weit ausgedehnteſte Wirkung zuzugeſtehen, und aus der Nachgiebigkeit der Unterthanen nicht ſo leicht eine das Recht ausſchlieſſende Folge zu ziehen.

§. 7. Wenn man von dieſen Grundſätzen ausgeht, die dem Staatsrecht und dem monarchiſchen Princip ganz eigentlich angehören, ſo erſcheinen die in der Erklärung angeführten Vorgänge keineswegs als den Staatsvertrag erlöſchend.

Wer mit der Geſchichte der ſtändiſchen Verhandlungen bekannt iſt, wird, zwar nicht gleiche, aber ähnliche in manchen Ländern finden.

Unſere Staatsrechtslehrer, treue Diener ihrer Fürſten, aber auch des Rechts, haben das Verdienſt, vielfältig darüber den Beweis geführt zu haben, daß Vorgänge der Art, nicht als das Recht erlöſchend zu betrachten ſind.

§. 8. Die Conſolidirung der Landeshoheit durch den Weſtphäliſchen Frieden änderte weder an ſich, noch in anderen Deutſchen Ländern, noch in Holſtein die ſtändiſche Verfaſſung. Auch die reichsgeſetzliche Beſtimmung über die Beitragsverbindlichkeit der Unterthanen zum Defenſionswerke konnte auf das verfaſſungsmäſige Steuerbewilligungsrecht keine erlöſchende Einwirkung haben. So wie in Holſtein überhaupt die ordinäre Contribution keiner Bewilligung bedurfte, ſo entſtand eine neue Verpflichtung zur Bewilligung für die Landesvertheidigung, deren Erforderniß im Allgemeinen feſtgeſtellt wurde, ohne das Maaß und die Art der Aufbringung einſeitiger Anordnung zu unterwerfen, beſonders aber ohne irgend eine erlöſchende Einwirkung auf das Steuerbewilligungsrecht überhaupt äuſſern zu können, als welches vielmehr durch dieſe Ausnahme für andere Erforderniſſe beſtätigt erſcheinen mußte *).

§. 9. Mehr einwirkend, und zu mannichfaltigen Eingriffen führend, mußten die Streitigkeiten der beiden regierenden Häuſer, und der Nordiſche Krieg für die Verfaſſung Hol-

*) Dieſe Geſetzgebung wird eigentlich nicht ſo ſehr durch den angeführten R. A. v. 1654, als durch Leopold's I. Reſolution über die 1670 geſuchte Extenſion deſſelben normirt.

Nicht indefinite zu Feſtungen, Verpflegung der Völker und anderen hiezu gehörigen Nothwendigkeiten ſollte beigetragen werden. Das große Kaiſerhaus erhielt noch Rechte der Landſtände und Unterthanen.

Daß aber Ihro Kaiſerliche Majeſtät — ſo lautet die Reſolution — in oben angezogenen neuen Vorſchlag willigen, dazu können Dieſelbe, in Erwägung der hiebei vorgefallenen hochwichtigen Bedenken, einmal nicht gebeilen, ſondern werden, um der dabei ſich ereignenden Umſtände willen, vielmehr gemüſſiget, einen jeden bei dem, weſſen er berechtigt, und wie es bis dato obſervirt worden, in alle Wege verbleiben zu laſſen.

steins werden. Gleichwohl, wenn man aufmerksam die in dem historischen Theile nicht bestrittene Denkschrift mit der Erklärung zusammenhält, ergiebt sich ein Resultat für Erhaltung der Rechte, wie es kaum zu erwarten gewesen.

Nachdem in Dänemark das Königegesetz eingeführt, unter wechselnden Ereignissen der Kriege, bestand am Ende noch Verfassung und Landtag. Eingriffe in gewaltiger Zeit, gegen die Verfassung von den Regierungen, wechseln mit beruhigenden Erklärungen; unterwürfige Aeusserungen der Unterthanen mit Verwahrungen der Rechte ab; aber das Ganze erscheint, nach den, in den §§. 11 bis 14 der Denkschrift enthaltenen und in ihrem factischen Bestande nicht angegriffenen, geschichtlichen Vorgängen, gewahrt und *) bestätigt, erhalten, nicht erloschen.

§. 10. Als hierauf in dem Jahre 1773 die Cession des Großfürstlichen Antheils von Holstein erfolgte, wurde in dem Tractate allen Einwohnern, vornehmlich Prälaten und Ritterschaft zugesagt, sie bei ihren Freiheiten, Vorzügen und Gerechtsamen, welche sie bisher genossen, ungekränkt zu lassen; und darauf erfolgte bei der feierlichen Besitznahme die Königliche Bestätigung der Privilegien aller Eingesessenen, und besonders derjenigen von Prälaten und Ritterschaft.

In keinem Tractate hat Catharina so gezeigt, auf welche Höhe sie ihre Politik zu stellen, auf welche Höhe sie ihre große Ansicht zu erheben wußte. Es scheint mir eine kühne Interpretation, diesen Tractat dahin zu erklären, es sey der großen Selbstherrscherin Absicht gewesen, Prälaten und Ritterschaft Holsteins dem unbedingten Besteuerungsrechte Dänemarks zu unterwerfen.

§. 11. Gleichwohl kommt darauf, auf den Bestand der Verhältnisse von 1773, und auf die damals geschehene privilegien- und tractatenmäsige Anerkennung und Bestätigung alles an.

§. 12. Denn diejenigen Vorgänge, welche späterhin, im Jahre 1802 und 1806, erfolgt sind, konnten an sich keine rechtliche Wirkung auf Erlöschung der verfassungsmäsigen Rechte haben.

Daß 1802 die Vorstellung der Prälaten und Ritterschaft durch Behauptung eines unbeschränkten Besteuerungsrechts zurückgewiesen wurde, konnte, nach den oben (§. 6) ausgeführten Grundsätzen, diese Behauptung nicht zum Rechte erheben; und nach den ebenfalls ausgeführten Grundsätzen, erscheint die Verfassung rechtlich gewahrt, dadurch, daß

*) Nulla intelligitur mora ibi fieri, ubi nulla petitio est. L. 88. de R. J.
Ea quae raro accidunt non temere in agendis negotiis computantur. L. 64. de R. J.

rechtliches Gehör gegen dieses aufgestellte unbeschränkte Besteuerungsrecht erbeten, aber nicht gestattet wurde *).

Daß 1806 Holstein unter das Königsgesetz gestellt worden, unter Vertilgung der verfassungsmäßigen Rechte, kann keine Rechtsfolge begründen. Als das Unglück Deutschlands die Erlöschung des Kaiserthums und Reichs herbeigeführt, konnte die dadurch entstandene Souverainetät der Fürsten keinesweges die Verhältnisse derselben zu den Unterthanen, noch die wechselseitigen Rechte und Verbindlichkeiten beider aufheben.

Diese Ansicht ist von den größten historischen und politischen Schriftstellern der Zeit, und von den Deutschen Publicisten, als die rechtliche, ausser Zweifel gesetzt, wie solche auch in contradictorio von den Mecklenburgischen Ständen gegen den Landesherrn behauptet und festgestellt ist.

§. 13. Allein alle diese Vorgänge, alle diejenigen der Zeitperiode vom 13. November 1773 bis zum 17. August 1816, sind auf eine gänzlich entscheidende Weise ausser aller Wirkung für die Beurtheilung des Rechtsbestandes gesetzt, durch die am 17. August 1816 erfolgte Königliche Confirmation der Privilegien.

§. 14. Zufolge dieser sind confirmirt und bestätigt,

«alle und jede von den höchstseligen Königlichen Herren Vorfahren den Prälaten und «Ritterschaft des Herzogthums Holstein ertheilte Privilegien, Freiheiten, «Rechte und Gerechtigkeiten, wie selbige von des höchstseligen Herrn Vaters, «Königs Christian VII., Majestät unterm 31. März 1766 und 13. November 1773 «allerhöchst bestätigt worden, in allen ihren Puncten, Clauseln und «Inhaltungen — bester- und beständigermaßen, allergnädigst, dergestalt «und also, daß Prälaten und Ritterschaft dabei zu allen Zeiten ruhig gelassen, «auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen».

§. 15. Ich gestehe, daß mir nicht klar ist, wie nach dieser Bestätigung angenommen werden könne, die in den Privilegien enthaltene Verfassung sey nicht in anerkannter Wirksamkeit. Es scheint mir, daß es nicht möglich ist, ihre Wirksamkeit mehr anzuerkennen, als in dieser Bestätigung geschehen ist **).

Könnte noch irgend ein Zweifel über Absicht und Sinn der Bestätigung seyn, so würde derselbe nur zum Vortheil der Prälaten und Ritterschaft erklärt werden können,

---

*) Culpa caret qui scit sed prohibere non potest. L. 50. de R. J.

**) Is qui actionem habet ad rem recuperandam ipsam rem habere videtur. L. 15. de R. I.
Non quid habeat actor, sed qui per adversarium habere non potuerit, considerandum est. L. 28. de R. I.

nach den Regeln «verba cum effectu sunt accipienda» — und «beneficia principis quam plenissime interpretanda sunt».

Nachdem von Christian I. versprochen, «keine Schatzung oder Bede zu legen auf die «Einwohner dieser Lande, sammt oder sonders, ausgenommen unsere eigenen Bonden und «Lansten, die unversetzt und unverpfändet sind, ohne freundliche Einwilligung und Zulas«sung, einträchtige Zustimmung aller Räthe und Mannschaft dieser Lande, geistlicher und «weltlicher», demnächst aber und besonders 1712 die ordentliche Contribution hergebracht und ausgenommen; auch 1671 eine ausdrückliche Ausnahme in puncto electionis festgestellt ist; so kann die Confirmation der Privilegien von 1773, und die darauf sich ausdrücklich beziehende von 1816, nach den Regeln der Auslegung nicht anders verstanden werden, als mit Inbegriff des Steuerbewilligungsrechts, unter Ausnahme der ordinären Contribution. Sollte dieses Recht selbst als Ausnahme von der Bestätigung ausgeschlossen werden; so hätte diese wesentliche Ausnahme eine ausdrückliche seyn müssen, gleichwie solche früher für die beiden eben erwähnten Puncte geschehen.

§. 16. Wenn eine, nach der Bestätigung der Privilegien von 1816, in anerkannter Wirksamkeit bestehende Verfassung in Holstein angenommen wird; so findet der 56. Art. der Schlußacte seine Anwendung dahin, daß solche nur auf verfassungsmäßigem Wege wieder abgeändert werden kann.

Die Gründe für diese Folgerung sind in den Vorträgen der Commission so bündig und so ausführlich dargelegt, und die dagegen aufgestellten Behauptungen sind meines Erachtens so gründlich widerlegt, daß ich über die Anwendbarkeit dieser klaren gesetzlichen Bestimmung nichts weiter hinzuzufügen mir erlaube, als daß die Absicht und der Geist des Gesetzes hier auch aus der Geschichte der Gesetzgebung, aus dem Protokolle der 8. Conferenzsitzung vom 24. December 1819, die volleste Bestätigung erhält.

Es war nämlich von dem 5. Ausschusse die Fassung dahin vorgeschlagen:

«Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur «auf die durch die Verfassung selbst bestimmte Art abgeändert werden».

Bei diesem Satze wurde von dem Herrn Grafen von Münster und von dem Herrn von Berg die Bemerkung gemacht:

«daß in den wenigsten älteren Verfassungen eine bestimmte Art, wie sie abzuändern «seyen, gefunden werde, und doch, wenn kein Herkommen, keine Observanz etwas «darüber bestimme, aus der Verfassung selbst der Grundsatz abgeleitet werden müsse, «daß gegenseitige Rechte und Pflichten nicht einseitig abgeändert «werden können».

Der Ausschuß fand diese Bemerkung richtig, und nahm die vorgeschlagene Abänderung des 3. Satzes in der Art an, daß es anstatt «auf die durch die Verfassung selbst bestimmte Art», nunmehr heissen solle, «auf verfassungsmäsigem Wege».

Daraus geht die Absicht hervor, die mit der allgemeinen Rechtsregel in Harmonie steht, nihil tam naturale est quam eo genere quodque dissolvere, quo colligatum est.

§. 17. Es folgt hieraus, daß, unter der Voraussetzung einer bestehenden Verfassung, die ich nicht als entschieden annehme, für welche aber wenigstens wichtige Gründe vorliegen, eine einseitige Veränderung ausgeschlossen, die Competenz der Bundesversammlung völlig begründet, und das Ersuchen derselben um eine Erklärung als eine gewiß jede Rücksicht einschliessende Maaßregel zu betrachten ist.

§. 18. Aber selbst in dem Falle, daß keine ständische Verfassung in Holstein als anerkannt anzusehen sey, würde die Competenz der Bundesversammlung vollkommen begründet seyn.

§. 19. Für diesen Fall steht der 13. Artikel der Bundesacte fest. Der 54. Art. der Schlußacte verpflichtet die Bundesversammlung, darüber zu wachen, daß diese Bestimmung in keinem Bundesstaate unerfüllt bleibe.

In Holstein ist derselbe, unter jener Voraussetzung, nicht erfüllt. Die Competenz der Bundesversammlung für diese Erfüllung ist also klar.

§. 20. Es fragt sich, ob diese Befugniß der Bundesversammlung, die auch eine Verpflichtung ist, dadurch aufgehoben werde, daß in der Erklärung gesagt ist, es werde, unter möglichster Berücksichtigung alter Rechte, die künftige Verfassung Holsteins dem Culturstande des Landes und seinen übrigen Verhältnissen und Bedürfnissen angepaßt, allein als ein Gesetz erscheinen, nicht aber als ein mit einem der ehemaligen Stände abgeschlossener Staatsvertrag?

Für die Meinung eines nach solcher Erklärung stattfindenden gänzlichen Ausschlusses der Competenz, wird besonders der 55. Artikel der Schlußacte angeführt, nach welchem den souverainen Fürsten überlassen bleibt, diese innere Landesangelegenheit, mit Berücksichtigung sowohl der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen.

§. 21. Für dieses Gesetz muß zuvörderst bemerkt werden, daß nicht der eine Theil desselben allein, nämlich die Regulirung durch die souverainen Fürsten, sondern auch der andere, nämlich die Berücksichtigung früherhin gesetzlich bestandener ständischer Rechte, in Betrachtung kommen muß, wenn von der Anwendung desselben die Rede ist. Die eine Bestimmung ist gesetzlich, wie die andere. Das Ganze des Gesetzes muß zur Anwendung kommen. Die

allgemeine Auslegungsregel findet auch hier ihren Platz, daß kein Ausdruck in einem Gesetze als überflüssig und bedeutungslos angesehen werden könne.

Aus dieser Regel geht eine zweite hervor, diejenige, daß allgemein keine Gesetzstelle als blosser Rath betrachtet werden könne, der für den ohnehin den Rechtsgrundsatz als den höchsten erkennenden ohne Zweck, für dem nicht dafür geneigten ohne Wirkung seyn würde.

Daraus, glaube ich, ergiebt es sich, daß daß Gesetz des 55. Artikels der Schlußacte nicht befolgt seyn würde, wenn bei einer zu gebenden Verfassung das Wesentlichste der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte nicht berücksichtigt werden sollte.

Für diesen Fall würde die Bundesversammlung, welche für die Erfüllung dieses, wie aller übrigen Bundesgesetze, verpflichtet ist, gewiß dahin competent seyn, um auf Beschwerde der Unterthanen sich an die betreffende Regierung in der Art zu wenden, die weiter unten entwickelt werden wird. (§. 27.)

§. 22. Es ist dieser Fall, welcher hier gerade vorliegt.

Die in Holstein früher gesetzlich bestandenen ständischen Rechte haben unbezweifelter- und anerkanntermaßen das Steuerbewilligungsrecht der Prälaten und Ritterschaft begriffen.

Dagegen ist von der Regierung in neueren Zeiten ein, Sr. Königl. Majestät zustehendes, unbeschränktes Besteuerungsrecht behauptet, und gegen alle Vorstellungen executivisch ausgeübt, zuletzt auch gerade dadurch zu dieser Beschwerde der Hauptanlaß gegeben.

Der ganze Inhalt der Erklärung stellt das Steuerbewilligungsrecht der Prälaten und Ritterschaft als gänzlich erloschen dar, und der §. 25 der Denkschrift ergiebt die gegenwärtig ausgeführte factische Erlöschung desselben durch Execution.

Nach diesem Thatbestande, und nach dem Inhalte der Erklärung, haben Prälaten und Ritterschaft, meiner Ansicht nach, zureichenden Grund, auf eine Verwendung oder Vermittlung der Bundesversammlung zu Erhaltung des Steuerbewilligungsrechts in einer neuen Verfassung anzutragen, weil ohne solches diejenige Berücksichtigung älterer ständischer Rechte gänzlich ausgeschlossen erscheint, welche der 52. Artikel der Schlußacte vorschreibt.

§. 23. Aber, auch davon abgesehen, ist, meines Erachtens, die Competenz der Bundesversammlung unbezweifelt begründet in Hinsicht der Zeitbestimmung für eine einzuführende Verfassung.

Eine gesetzliche Verbindlichkeit ohne die Möglichkeit ihrer Realisation in der Zeit würde keine seyn; und in einem Grundgesetze des Deutschen Bundes darf kein Element gefunden werden, das sein eigenes Princip auflöset.

Es liegt schon in der Natur der Sache, daß, wer über die Erfüllung einer Verbindlichkeit wachen soll, wie es der 54. Artikel der Schlußacte der Bundesversammlung auf-

legt, auch die Pflicht auf ſich hat, dahin zu ſehen, daß dieſe Erfüllung in irgend einer beſtimmten Zeit realiſirt werde.

Dieſer Grundſatz iſt von der Bundesverſammlung in den Beſchlüſſen der 7. und der 26. Sitzung vom Jahre 1818 mit voller Beſtimmtheit angenommen, ſo wie derſelbe bei der Competenzbeſtimmung als ungezweifelt zum Grunde gelegt iſt.

Die Schlußacte hat für dieſe Erfüllung des 13 Artikels die Verpflichtung der Bundesverſammlung nicht verringert, ſondern verſtärkt.

§. 24. Welche Rückſicht auch die Schwierigkeit erfordert, die ſich der Anordnung der Verfaſſung, in einem Staate mehr, weniger in dem andern, entgegenſtellt; ſo kann dieſelbe doch nie bis auf den Grad der Ausſchlieſſung begründeter Competenz der Bundesverſammlung ihre Wirkung erſtrecken, um dieſe von ihrer Verpflichtung für Erfüllung der bundesgeſetzlichen Verpflichtungen gänzlich loszuſprechen.

Entfernt, dieſe Schwierigkeiten zu verkennen, oder die Einwirkung der Bundesverſammlung über diejenigen Gränzen hinaus ausdehnen zu wollen, die die Lage der Dinge, das Verhältniß der Regenten und der Unterthanen, die Rückſicht auf die Rechte ſelbſt, und das wohlverſtandene Intereſſe aller, vorzeichnen, glaube ich gleichwohl annehmen zu dürfen, daß dieſe Betrachtungen die Einwirkung der Bundesverſammlung nicht bis dahin beſchränken können, um eine Regierung nicht um ihre Erklärung erſuchen zu können.

§. 25. Eine rückſichtsvollere Aeuſſerung der Competenz ſcheint mir kaum denkbar in dem Falle, der vorliegt.

Welche Folge ſich darſtellt, wenn man dieſe Competenz erſt im Falle des Aufruhrs eintreten laſſen wollte, überlaſſe ich der Beurtheilung eines Jeden, dem die Geſetzmäſigkeit und die Beruhigung Deutſchlands am Herzen liegt.

Ich begnüge mich zu bemerken, daß die darauf gerichtete Geſetzgebung eine beſondere iſt, und daß dieſelbe an ſich mit derjenigen über die Verfaſſungsmäſigkeit des Vaterlandes nicht in diejenige unmittelbare Verbindung geſtellt iſt, welche die Anwendbarkeit dieſer nur unter der Vorausſetzung des für jene eintretenden Falles begründete.

§. 26. Daß übrigens die Zeitbeſtimmung für eine zu gebende Verfaſſung in Holſtein auf derſelben Linie ſtehe, wie diejenige für andere Staaten, iſt eine Behauptung, die ſich durch die gänzliche Verſchiedenheit widerlegt, welche in Hinſicht dieſer Staaten und Holſteins ſtatt findet. Entſtehung, Fortgang, Beſchränkung, Beſtätigung der ſtändiſchen Verfaſſung; alles iſt für Holſtein ſpeciell.

In Holſtein klagen Prälaten und Ritterſchaft über die executiviſche Ausübung eines unbeſchränkten Steuerrechts, nach welchem 6 Procent alles Grundeigenthums der Nationalbank zugeeignet worden, und dringen auf Verfaſſungsrechte. Indem ſie irgend eine Verfaſſung,

entweder die alte confirmirte, oder eine neue, das Steuerbewilligungsrecht sichernde, in Anspruch nehmen; so kann, auch wenn nur letztere in Frage kommt, meiner Ansicht nach, die Bundesversammlung sich nicht weigern, Kenntniß von der Sache zu nehmen, die Regierung um Erklärung zu ersuchen, und derselben Gelegenheit zu geben, den Streit mehr, als bisher geschehen, aufzuklären oder auszugleichen, und die Bundesversammlung über die Erfüllung ihrer Pflicht zu beruhigen.

Schon in der 26. Sitzung vom Jahre 1818, §. 127, ist beschlossen, daß die Bundesversammlung binnen Jahresfrist den geeigneten Mittheilungen von den ferneren Einleitungen in den ständischen Einrichtungen, von deren Fortgange, und wo möglich, von ihrem allerseitigen endlichen Resultate, vertrauensvoll entgegensehe.

Wie wenig kann es als eine Ueberschreitung ihrer Competenz angesehen werden, wenn sie durch das Ersuchen um eine Erklärung eigentlich nichts mehr thut, als jenes frühere wiederholen, nach fünf Jahren, aufgefordert durch eine Beschwerde über Thatumstände, die nicht bestritten sind, und die, wie sie auch anzusehen seyn mögen, auf alle die Folgen und die Betrachtungen führen, die einem verfassungslosen Zustande angehören.

§. 27. Nach dieser Ausführung (§. 18 — 26) erscheint auch für die Voraussetzung einer nicht in anerkannter Wirksamkeit sich befindenden Verfassung die Competenz der Bundesversammlung nicht nur vollkommen begründet, sondern auch, meines Erachtens, gerade für diesen Fall die Aeusserung derselben nicht auf das Ersuchen um Erklärung zu beschränken.

Wird ausschließlich der Fall des 13. Artikels der Bundesacte und des 55. Artikels der Schlußacte zum Grunde gelegt; so ist, in Rücksicht auf den im vorigen §. dargelegten Thatbestand, meiner Ansicht nach, die rechtliche Folge nicht zu umgehen, daß die Bundesversammlung berechtigt und verpflichtet sey, zu beschliessen:

I) daß in Gemäßheit des 54. Artikels der Schlußacte die Königlich-Dänische Regierung zu ersuchen sey, der Bundesversammlung ihre Erklärung über die Zeit ertheilen zu wollen, binnen welcher nach dem 13. Artikel der Bundesacte eine neue ständische Verfassung in Holstein werde eingeführt werden können?

II) daß die Bundesversammlung, in Hinsicht auf die besondere aus der Beschwerde hervorgehende Veranlassung, die Hoffnung ausdrücken zu müssen glaube, daß die Einführung dieser Verfassung nicht nur innerhalb eines nicht zu entfernten Zeitraums, sondern auch unter Beobachtung des im Art. 55. der Schlußacte enthaltenen Grundprincips, der möglichsten Beobachtung der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, und besonders des wesentlichsten derselben, desjenigen der freien Steuerbewilligung, ausser der ordinären Contribution, statt haben werde.

§. 28. Inzwiſchen komme ich auf meine frühere Aeuſſerung (§. 3 — 17) zurück, daß wenigſtens wichtige Gründe für die Vorausſetzung einer anerkannten Wirkſamkeit der Privilegien vorhanden ſind, und daß von einer näheren Erklärung das beſtimmte Urtheil darüber erſt abhängig zu betrachten iſt.

Indem dieſe weitere Erklärung der Königlichen Regierung auf ein entſcheidendes Reſultat für die eine oder die andere Vorausſetzung führen kann; genügt für jetzt die für beide im Allgemeinen begründete Competenz.

In Folge dieſer Anſicht, genügt auch für den gegenwärtigen Stand der Sache das in meiner Abſtimmung angetragene Erſuchen an die Königliche Regierung um eine nähere Erklärung.

Nach Maaßgabe dieſer, wird erſt jede künftige Wirkſamkeit der Bundesverſammlung ihre nähere Beſtimmung erhalten, der es für jetzt noch nicht bedarf.

§. 29. Es bleibt mir noch übrig, Einiges über diejenige Beſorgniß zu ſagen, welche in der Erklärung des Königlich-Däniſchen Herrn Geſandten, von dem politiſchen Geſichtspuncte aus, für die Vorausſetzung einer beſtehenden Verfaſſung, und einer Vereinbarung zu einer neuen, dargeſtellt iſt.

Man könnte ſagen, daß die Geſetzgebung, welche im 56. Artikel der Schlußacte dieſen Fall vorausgeſetzt und beſtimmt hat, auch jene Beſorgniß vorausgeſehen habe, und daß die dabei entſtehende Schwierigkeit nicht die Anwendung des Geſetzes aufheben, ſondern nur auf die möglichſte Beſeitigung dieſer Schwierigkeit führen könne.

Aber die in der Erklärung aus jenem Geſichtspuncte aufgeſtellten Anſichten ſind von einer ſo großen Wichtigkeit und von einem ſo tiefen Eindrucke, daß das Auge nicht davon abgewandt werden kann, ohne in die Betrachtungen einzugehen, welche ſie veranlaſſen.

§. 30. Es beſtehen in Holſtein ſo viele vortreffliche Geſetze, Adminiſtrations-Einrichtungen, und Inſtitutionen vielfältiger Art, angepaßt dem Culturſtande des Landes, den Verhältniſſen und Bedürfniſſen der Unterthanen, daß vielleicht wenige Staaten ſich in Hinſicht der Geſetzgebung dieſem Lande gleichſtellen können. Die Aufhebung der Leibeigenſchaft allein, und die Art, wie ſolche ausgeführt worden, iſt ein ewiges Denkmal der Gerechtigkeit, des Wohlwollens und der Weisheit der Regierung des Königs.

Aber die Beſorgniß, daß durch eine zu vereinbarende ſtändiſche Verfaſſung Inſtitutionen vernichtet oder ausgeſchloſſen werden könnten, die den Forderungen und Verhältniſſen der Zeit und der gleichen Vertheilung der Staatslaſten entſprechen, dieſe Beſorgniß kann ich nicht theilen. Noch habe ich jemals die Aufſtellung eines unbeſchränkten Steuerrechts unter die Zahl jener das Wohl der Unterthanen begründenden Geſetze rechnen können.

§. 31. Was durch die Vereinbarungen mit Deutſchen Ständen über ſtändiſche Verfaſſungen und neue Einrichtungen für den Regenten und für die Unterthanen zu erhalten iſt, ergiebt die Erfahrung vieler Länder: ich habe noch nicht geſehen, was dadurch verloren worden.

In Holſtein tragen Prälaten und Ritterſchaft darauf an, daß ihre Vorſchläge in Hinſicht der einzuführenden Veränderungen vernommen und berückſichtigt werden mögen.

Nach dem ganzen Inhalte der Denkſchrift ſcheint ſich der Hauptgegenſtand ihrer Vorſchläge auf ein ungekränktes Steuerbewilligungsrecht zu beſchränken, das übrigens ſchon verfaſſungsmäſig in Hinſicht der ordinären Contribution bedingt iſt.

Sie erklären ſich weit entfernt, einer Umgeſtaltung der Verfaſſung in zeitgemäßere Formen irgend Hinderniſſe in den Weg legen zu wollen.

Ich geſtehe aufrichtig, ich kann es mir nicht vorſtellen, daß ſie, dieſen klaren Aeuſſerungen entgegen, Rechte oder Befreiungen verlangen könnten, die mit der Billigkeit, der Lage und dem Erforderniſſe der Zeit, nicht zu vereinigen wären.

§. 32. Es iſt offenbar hier nicht die Präpotenz eines einzelnen Standes, worauf es ankommt; ſondern Sache der Geſetze.

Wenn die Bundesverſammlung ihre Rechte aufgeben wollte; würde dieſelbe ihre Verpflichtungen aufgeben können? Kann von derſelben weniger geſchehen, als das Erſuchen um eine Erklärung?

Würtemberg. Die Königliche Geſandtſchaft, welche mit Inſtructionen nicht verſehen ſeyn konnte, da ihr allerhöchſter Hof, in wichtigeren Fällen, die Inſtructions-Ertheilung ſtets auf die Kenntnißnahme von den in dieſer hohen Verſammlung ſtatthabenden Erörterungen ausſetzt, kann demnach nur dem Hauptantrage, und, wenn dieſer nicht angenommen werden ſollte, dem eventuellen Antrage der Commiſſion beitreten, daß nämlich entweder weitere Aufklärungen in der Sache ſelbſt begehrt werden, oder daß zur Abſtimmung ein Termin anzuſetzen ſey, der weit genug wäre, damit die Geſandtſchaften, welche ſpecieller Inſtructionen bedürfen, ſich damit verſehen laſſen können.

Weiter zu gehen, darf ſie ſich um ſo weniger für ermächtigt halten, als es ſich von einem Falle handelt, auf welchen Geſetze angewendet werden ſollen, welche, ſeit der Errichtung der Schlußacte, zum erſten Male in Anſpruch genommen werden, und deren Auslegung überdieß Schwierigkeiten gefunden hat.

Indeſſen glaubt die Geſandtſchaft dennoch nicht unberührt laſſen zu dürfen, daß ihr der, der Abſtimmung des Kaiſerlich-Königlichen präſidirenden Herrn Geſandten, zum Grunde liegende Gedanke als ein die beglückende Rückkehr der Eintracht, die die Reclamanten als

ihren dringendsten Wunsch aussprechen, am meisten fördernder erscheint, in so fern bei der Ausführung desselben die Rechtsfrage unentschieden gelassen wird.

Baden. Der Gesandte findet den Antrag des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen präsidirenden Herrn Bundestagsgesandten allen Rucksichten der Politik und des Rechts so entsprechend und einer künftigen Entscheidung so wenig vorgreifend, daß er keinen Anstand nehmen kann, demselben Namens seines höchsten Hofes beizutreten.

Kurhessen. Dem Antrage auf das an Seine Majestat den König von Dänemark zu stellende Ersuchen um eine weitere Erklärung, halte ich mich beizutreten ermächtigt. Sobald aber der Königliche Herr Gesandte erklärt, daß er keine weitere Erklärung zu geben habe, sobald daher die Acten als geschlossen anzusehen sind, muß ich mit Sachsen und Hannover auf einen ausgiebigen Termin zur Instructions-Einholung antragen.

Mit der Ansicht, daß den Reclamanten, welche sich über fortgesetzte Verletzung wohlhergebrachter Rechte beschweren, mit der blossen Hinweisung auf die ehestens zu hoffende Erfüllung des Artikels 13 der Bundesacte geholfen seyn werde, vermag ich mich nicht zu vereinigen. Es ist hier der erste Fall, wo die Bundesversammlung aufgefordert wird, die Bestimmungen der Wiener Schlußacte, welche von landständischen Einrichtungen handeln, in Anwendung zu bringen, Bestimmungen, welche mit großer Umsicht gemacht sind, um einerseits überspannte, dem monarchischen Princip widerstrebende Ansprüche zurückzuweisen, andererseits aber gerechten Ansprüchen der Deutschen Völkerschaften ihre Erfüllung zu sichern. Nun zeigen sich über die Anwendbarkeit des Artikels 56 und über den Sinn des Artikels 55 verschiedene Ansichten. Deren Prüfung ist an einen Ausschuß verwiesen worden, dessen Mitglieder auch wiederum nicht unter einander übereinstimmen. Desto nothwendiger ist eine reifliche Abwägung aller für und wider streitenden Gründe. Wäre es mir überlassen, darüber zu entscheiden, so müßte ich mir hinlängliche Zeit dazu erbitten, indem ich es vor meinem Gewissen und vor meiner Ansicht von dem Berufe eines Bundestagsgesandten nicht verantworten könnte, wenn ich da, wo es sich um Grundsätze handelt, Rucksichten der Politik oder der Convenienz Gehör geben wollte. Da aber meinem allerhöchsten Hofe die Entscheidung zusteht, so muß ich um so mehr einen ausgiebigen Termin zur Instructions-Einholung begehren.

Der Kaiserlich-Oesterreichische Herr Präsidialgesandte: fand hierauf die Bemerkung zu machen, daß in dem vorliegenden Falle, wo nur die Vermittlung der hohen Bundesversammlung zwischen dem Landesfürsten und den reclamirenden Prälaten und Rittern nachgesucht worden sey, dieselbe allerdings die Rücksichten der Politik mit jenen des Rechtes zu vereinigen habe.

Großherzogthum Heſſen. Großherzogliche Geſandtſchaft hat über den von Prälaten und Ritterſchaft des Herzogthums Holſtein an die hohe Bundesverſammlung ergriffenen Recurs ihrem höchſten Hofe Bericht erſtattet, und in Gemäßheit der ihr darauf zugegangenen Inſtruction, hat ſie nunmehr Folgendes zu erklären:

1) Prälaten und Ritterſchaft haben ihre Reclamation nicht auf den 13. Artikel der Bundesacte, obgleich auch dieſer von ihnen angeführt wurde, geſtützt. Er würde ohnedieß mit dem Hauptgrunde ihrer Reclamation, der von der Vorausſetzung einer in anerkannter Wirkſamkeit bereits beſtehenden Verfaſſung ausgeht, unvereinbar ſeyn.

2) Könnte der Artikel 56 der Schlußacte als hier eintretend angeſehen werden, ſo möchte dieß doch nicht genügen, die Competenz einer hohen Bundesverſammlung zu begründen, da keiner der beiden im Artikel 61 angeführten Fälle hier vorhanden iſt. Wollte man aber auch dieſe Competenz, was vielleicht mit Recht geſchehen kann, darum als begründet betrachten, weil bereits Einleitungen zu einer neuen Verfaſſung, ohne Zuziehung von Prälaten und Ritterſchaft, gemacht worden ſind; ſo ſteht doch jedenfalls und unbezweifelt

3) der Umſtand den Reclamanten im Wege, daß, nach ihrer eigenen hiſtoriſchen Daſtellung, ſie ſich keineswegs auf eine, in anerkannter Wirkſamkeit beſtehende, landſtändiſche Verfaſſung gründen können.

Denn man hat darunter, mit dem Wortſinne gleichbedeutend, nur ſolche landſtändiſche Verfaſſungen verſtanden, welche entweder neuerdings entſtanden, oder, wie in den Königlich-Sächſiſchen und Großherzoglich-Mecklenburgiſchen Staaten, ſeit alten Zeiten beibehalten, wirklich in Gebrauch und Uebung damals (1820) vorhanden waren. In Holſtein aber iſt ſeit länger, als 100 Jahren, kein Landtag gehalten worden; die leiſen Bemühungen von Prälaten und Ritterſchaft (eines Theils der früheren Stände), einen Landtag zu bewirken, oder die Staatsregierung in ſelbſtſtändiger Ausübung aller Hoheitsrechte, namentlich des Beſteuerungsrechts, aufzuhalten, waren vergeblich; und als man endlich zu beſtimmten Gegenvorſtellungen (1802) ſich erhob, ſprach die Staatsregierung ihre Anſichten und namentlich die Behauptung eines ihr uneingeſchränkt zuſtehenden Beſteuerungsrechtes ſehr beſtimmt aus; und Prälaten und Ritterſchaft beruhigten ſich hierbei. Die aus dieſer Beruhigung jedenfalls (wenn es nothwendig wäre) zu ziehenden Folgen ſind um ſo unverkennbarer, da damals der Schutz der höchſten Reichsgerichte offen ſtand und die ſchon damalige Lage des Deutſchen Reiches (Commiſſionsvortrag, Seite 334) keineswegs entſchuldigen könnte.

Erwägt man dabei noch das Patent vom September 1806, ſo iſt es unverkennbar, daß nichts für die Reclamanten übrig bleibt, als die Beſtätigung ihrer Privilegien, daß aber zugleich dieſe Beſtätigung nichts für eine landſtändiſche Verfaſſung beweiſet, da Privilegien für einen Stand, der ehemals zugleich Theil der landſtändiſchen Verſammlung war,

nicht die landständische Verfassung berühren müssen; da eine Erwähnung dieser Verfassung in der Privilegienbestätigung nicht einmal behauptet ist und da im Gegentheil aus der Darstellung der Reclamanten selbst, diese Privilegien als Steuerprivilegien erscheinen, welche ihrer Natur nach mit einer landständischen Verfassung in keiner wesentlichen Verbindung stehen, vielmehr gar wohl ohne eine solche gedacht werden können.

Großherzogliche Gesandtschaft stimmt daher für die Abweisung der Reclamanten.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Aus dem Gutachten des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Herrn Gesandten über meine in der 17. dießjährigen Sitzung in Betreff der Beschwerde der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft abgegebenen Erklärung, habe ich mit Bedauern ersehen, daß die darin für die Abweisung der Reclamanten angeführten Gründe denselben nicht überzeugt haben. Dieß giebt mir einen wiederholten Anlaß, mich über diese Angelegenheit zu erklären, und ich finde mich dazu in Erwiederung auf dieß Gutachten in der Maaße im Stande, daß das Gewicht des in meiner ersten Erklärung zur Abweisung der Reclamanten Angeführten, statt zweifelhaft geworden zu seyn, vielmehr noch verstärkt erscheinen dürfte.

§. 1. Verstehe ich dasjenige recht, was in Beziehung auf den von mir bezeichneten Widerspruch bei gleichzeitiger Begründung der Competenz der Bundesversammlung nach dem 56. Artikel der Schlußacte und dem 13. der Bundesacte von dem Herrn Referenten ad 1 bemerkt worden ist, so soll dieser Widerspruch deßhalb nicht obwalten, weil eine Verfassung freilich nach dem 56. Artikel der Schlußacte bestehen, aber doch nicht ins Leben getreten seyn könne, weßhalb denn die Einschreitung nach Vorschrift des 13. Artikels der Bundesacte: daß eine landständische Verfassung in allen Bundesstaaten seyn soll, zur Bewirkung dieser Ausübung, dieses ins Leben Tretens, zugleich begründet sey. —

Hiergegen muß ich bemerken

1) daß in dem ersten Gutachten über die Beschwerdeschrift die gleichzeitige Competenzbegründung, was die Anwendbarkeit des 13. Artikels betrifft, auf die reine Thatsache gestützt erscheint, daß in Holstein keine landständische Verfassung ist, also nicht darauf, daß zwar zur Begründung der Competenz nach dem 56. Artikel die Wirksamkeit einer Verfassung anerkannt, letztere aber doch nicht in Anwendung sey, was die Bundesversammlung nach dem 13. Artikel der Bundesacte zu bewirken berechtigt sey.

2) diese in dem eben vorgetragenen Gutachten dargelegte Ansicht über das Eingreifen des 13. Artikels der Bundesacte in den 56. der Schlußacte, ist mir überdieß neu, und weicht von der meinigen ab.

Nach meiner Ansicht bezieht sich der 13. Artikel der Bundesacte auf die Einführung landständischer Verfassungen.

Daß der 13. Artikel so und nicht anders zu verstehen, zeigt der 54. der Schlußacte in seiner Vorschrift, daß der 13. Artikel der Bundesacte nicht unerfüllt bleibe.

Von den eingeführten Verfassungen und deren Aufrechthaltung, handelt sodann der 56. Artikel der Schlußacte, und begreift, wie ich ihn verstehe, unter Verfassungen in anerkannter Wirksamkeit solche, die in Ausübung sind.

Für die Richtigkeit dieser Auslegung des 56. Artikels, nämlich dafür, daß er nur von Verfassungen handelt, die in Ausübung sind, bürgt die Geschichte seiner Entstehung.

In dem Berichte der Commission, welche bei den Wiener Ministerial-Conferenzen die Redaction der Schlußacte besorgte, heißt es zu diesem Artikel 56 derselben: «Im Art. 56 «ist «vor bestehenden Verfassungen» eingeschaltet worden «in anerkannter Wirksamkeit». «Diesen Zusatz haben einige Bundesregierungen zu Vermeidung unangenehmer Mißver«ständnisse gewünscht, und da er keinem der übrigen Bundesstaaten nachtheilig werden «kann, so hat die Commission ihn unbedenklich annehmen zu können geglaubt».

Daß unter denjenigen Bundesregierungen, welche jenen Zusatz gewünscht, solche zu verstehen sind, welche durch Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte in Ausübung oder anerkannter Wirksamkeit befindliche Verfassungen hatten, bei denen sie die Zulässigkeit von Abänderungen nur auf verfassungsmäßigem Wege anerkannten, ist allen bekannt, die eine nähere Kenntniß der Geschichte der Wiener Conferenz besitzen.

Was das Eingreifen des 13. Artikels der Bundesacte und den 56. der Schlußacte betrifft, so ist auch ferner noch der Fall, den der Herr Referent bezeichnet, wo eine anerkannte Verfassung nicht ins Leben gesetzt wird, auch nach dieser Theorie nicht der des 56. Artikels, worin nur von Abänderung einer in anerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassung die Rede ist.

§. 2. Dadurch, daß der Herr Referent der Einverleibung Holsteins in die Dänische Monarchie die nach Innen geltend gemachten Wirkungen der Souverainetät nicht absprechen will, ist mir erlaubt, dasjenige zu übergehen, was von demselben ad 2 und 3 replicirt worden, und mich sogleich ad 4 zu wenden.

Hier folgert der Herr Referent aus der Königlichen Bestätigung der Privilegien im Jahre 1816, daß jene Wirkungen wieder erloschen wären, und dieser Confirmation schwerlich ein anderer Sinn beizulegen sey, als die Verfassung Holsteins in der Maaße zu bestätigen, wie solche sich auf der Landtagsversammlung von $17\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ gestaltet hatte.

Daß der Bestätigung der Privilegien im Jahre 1816 kein Sinn beizulegen ist, wodurch die — wie früher so durch die Einverleibung Holsteins in das Königreich Dänemark — erloschene Verfassung und landständischen Rechte in Ansehung des Besteuerungspunctes reintegrirt wären, so daß der 56. Artikel der Schlußacte jede Art von Anwendung verliert,

dieſe Wahrheit, die bisher für notoriſch galt, wird dieſer hohen Verſammlung als ſolche einleuchten, wenn ich derſelben eine Königliche Verordnung vorzuleſen mir erlaube, welche zwei Tage nach Confirmation der Privilegien von Prälaten und Ritterſchaft promulgirt ward.

«Verordnung, betreffend die Vorbereitung einer neuen landſtändiſchen Verfaſſung in «dem Herzogthume Holſtein. Kopenhagen den 9. Auguſt 1816.

«Nachdem Wir, für ſo weit es Unſer Herzogthum Holſtein angeht, dem Deutſchen Bunde beigetreten, und mit Rückſicht darauf ſowohl, als in Uebereinſtimmung mit dem 13. Artikel der Bundesacte den allergnädigſten Beſchluß gefaßt haben, dem oben gedachten Unſerm Herzogthume Holſtein eine ſtändiſche Verfaſſung zu geben; ſo haben Wir jetzt Unſere allergnädigſte Aufmerkſamkeit darauf gerichtet, dieſe Verfaſſung auf eine mit den Zeitumſtänden und den Verhältniſſen paſſende Weiſe feſtzuſetzen. Wir haben Uns zu dem Ende bewogen gefunden, eine Commiſſion anzuordnen, welche Uns zur allerhöchſten Entſcheidung ihre allerunterthänigſten Vorſchläge zu einer hinſichtsmäßigen Organiſation der zukünftigen Verfaſſung für Unſer Herzogthum Holſtein unmittelbar vorzutragen hat. In Folge dieſes befehlen Wir hierdurch Dir, Unſerm geheimen Staats- und Finanz-Miniſter von Möſting; Dir Präſidenten Unſerer Schleswig-Holſtein-Lauenburgiſchen Canzlei, Grafen Moltke; Dir, Unſerm geheimen Conferenzrath und Verbitter für das adelige Convent in Itzehoe, von Qualen, als Prälaten; Dir, Unſerm geheimen Conferenzrath und Canzler im Herzogthume Holſtein, Freiherrn von Brockdorff; Dir, Unſerm geheimen Conferenzrath Grafen von Hardenberg-Reventlow; Dir, Unſerm Conferenzrath und Deputirten in der Schleswig-Holſtein-Lauenburgiſchen Canzlei, Jenſen; Dir, Unſerm Etatsrath und Landvogt Heinzelmann; Dir, Unſerm Etatsrath und Deputirten in Unſerer Schleswig-Holſtein-Lauenburgiſchen Canzlei, Rothe; Dir, Unſerm Etatsrath und Bürgermeiſter Decker; Dir, Unſerm Etatsrath und Deputirten in Unſerer Schleswig-Holſtein-Lauenburgiſchen Canzlei, Spies, daß Ihr in eine Commiſſion zuſammentretet, welche den 4. Nov. d. J. zu eröffnen iſt, und in Unſerer Reſidenzſtadt Kopenhagen gehalten wird, um, nachdem alle hieher gehörigen Gegenſtände überlegt worden, mit Euerm Bedenken einzukommen, betreffend die Verfaſſung, die Unſerm Herzogthume Holſtein gegeben werden ſoll, und auf die vorangeführte Weiſe Uns ſelbige unmittelbar zur allerhöchſten Entſcheidung vorzutragen.

«Uebrigens wollen Wir bei Eurer Zuſammenkunft Euch allergnädigſt das Weitere, mit Rückſicht auf das Geſchäft, welches Euch übertragen worden, zu erkennen geben. Zum Protokollführer ꝛc.»

Es iſt zu bemerken, daß dieſe Verordnung vom 9. Auguſt 1816 datirt iſt; ſie begreift alſo in der Zeit von dieſem Dato bis zu deren Promulgation durch die Königlich-Schles-

wig-Holstein-Lauenburgische Canzlei unter dem 19. August 1816, den Tag der allerhöchst vollzogenen Bestätigung der Privilegien in sich, läßt demnach, nicht nach Suppositionen, sondern ausgesprochenermaßen, keinen Zweifel über den Sinn, worauf Seine Majestät Allerhöchstihre Intention bei Bestätigung der Privilegien beschränkt haben.

Indem diese Verordnung besagt, daß der König dem Herzogthume Holstein eine Verfassung auf eine den Zeitumständen und den Verhältnissen passende Weise geben wolle, folgt daraus, daß Seine Majestät nicht beabsichtigten, die erloschene alte Verfassung mit ihren gleichfalls erloschenen Consequenzen wieder herzustellen.

Ist es ferner zu bemerken, daß unter den Mitgliedern der durch diese Verordnung berufenen Commission sich drei finden, welche der Holsteinischen Ritterschaft angehören, diese durch ihr Erscheinen ihre Bereitwilligkeit zur Festsetzung einer neuen, den Zeitumständen und Verhältnissen angepaßten, der unmittelbaren allerhöchsten Entscheidung unterzogenen Verfassung bewiesen, so ist es zugleich Thatsache, daß die Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft weder Protestationen, noch Verwahrungen irgend einer Art, diesem Anlasse eingelegt haben.

Die Denkschrift von Prälaten und Ritterschaft S. 44 §. 22 beweist statt dessen, daß die so angekündigte Intention, nämlich dem Herzogthume Holstein, kraft unmittelbarer allerhöchsten Entscheidung, eine den Zeitumständen und Verhältnissen entsprechende Verfassung zu geben, deren größte Zufriedenheit erregt hat.

§. 3. Da die specielle Vorschrift des Art. 61 der Schlußacte die Einwirkung der Bundesversammlung in landständischen Angelegenheiten ausdrücklich auf den Fall besonderer Garantie oder ausgebrochener Unruhen beschränkt, so können, nach meiner Ansicht, die allgemeinen Bestimmungen der Artikel 9, 17, 31 und 33 der Schlußacte jene Vorschrift nicht ausdehnen, abgesehen davon, daß der 56. Artikel der Schlußacte ausgeführtermaßen in dem vorliegenden Falle nicht zur Anwendung zu bringen ist.

§. 4. Indem dargethan ist, daß durch die Königliche Confirmation der Privilegien keinerlei landständische Rechte der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft anerkannt worden, so folgt hieraus, daß Ansprüche auf Steuerbefreiungen, die aus dieser Quelle fliessen, nie in die Sphäre der Justizsachen gezogen werden können, ohne Verletzung der Souverainetätsrechte.

Diejenigen Rechte, deren Fortdauer die Königliche Bestätigung der Privilegien begreift und worauf sich der Befehl am Schlusse der Privilegien-Confirmation bezieht, werden der Erörterung vor den competenten Behörden nie entzogen werden.

Unter diesem Gesichtspuncte dürfte sich jetzt die ad 7 von dem Herrn Referenten ausgesprochene Ansicht mit der meinigen vereinigen.

§. 5. Wenn der Herr Referent nach allem bemerkt, ſich durch meine Erklärung nicht veranlaßt finden zu können, ſeine erſte Anſicht zu ändern, und da von der Geſandtſchaft eine nähere Erklärung vorbehalten worden ſey, darauf antragen zu können glaubt, ſich dieſe binnen ſechs Monaten zu erbitten, ſo veranlaßt mich dieſes zu erklären, daß mein allerhöchſter Hof, nachdem bereits von mir für die Abweiſung der Reclamanten ſolche Gründe angeführt worden ſind, welche derſelbe zu dieſem Behufe nach der Bundesgeſetzgebung als vollſtändig genügend anſieht, zu weiteren Aeuſſerungen keinen Anlaß erkennen dürfte.

§. 6. Die endlichen Anträge deſſelben ſind an die Vorausſetzung geknüpft, daß die hohe Bundesverſammlung deſſen Meinung von der Anwendbarkeit des 56. Artikels der Schlußacte nicht theilen ſollte. —

Hiergegen muß ich erklären, daß, da die Reclamanten ihre Anträge hauptſächlich auf dieſen 56. Artikel der Schlußacte geſtützt haben, ſo daß ſie auf dieſen Grund die Dazwiſchenkunft der Bundesverſammlung anrufen, ich die Anträge des Herrn Referenten aus dieſer Urſache für unſtatthaft halte. Anträge auf Anlaß von Privatreclamationen, welche weiter gehen, als die der Reclamanten ſelbſt, oder ſolche ganz verlaſſen, liegen auſſer dem durch die Bundesgeſetzgebung und der Obſervanz beſtehenden Geſchäftsgange und ſind hiernach meines Erachtens Anträge von Privatreclamanten, wenn ſie von dem Referenten als unhaltbar befunden oder (wie in dem vorliegenden Falle) nach dem Urtheil dieſer hohen Verſammlung vorausgeſetzt werden, lediglich abzuweiſen und den Reclamanten zu überlaſſen, dieſelben in einer andern Geſtalt wieder vorzubringen.

Da nun die Reclamanten ihr Hauptgeſuch nicht auf Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte gerichtet haben, ſo kann von ihrer Beſchwerde kein Anlaß hergenommen werden, um meinem allerhöchſten Hofe einen Termin zur Anzeige zu ſetzen, wie im Herzogthume Holſtein der 13. Artikel der Bundesacte erfüllt worden ſey, um ſo weniger, als die Fürſten des Bundes ſich, meines Wiſſens, nicht anheiſchig gemacht haben, von den Modalitäten der Vollziehungsart des 13. Artikels der Bundesverſammlung Kenntniß zu geben.

Was meinen allerhöchſten Hof betrifft, ſo iſt derſelbe weit entfernt davon, die von ihm durch Beitritt zum Bunde mit den Herzogthümern Holſtein und Lauenburg eingegangene Bundespflicht und dadurch begründete Competenz der Bundesverſammlung in Rückſicht der Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte zu verkennen; es hat aber derſelbe noch beſonders folgende, das Recht Seiner Majeſtät des Königs, den 13. Artikel der Bundesacte ſo und nicht anders zu vollziehen, wie es Seine Weisheit am angemeſſenſten findet, ſicherſtellende Erklärung durch Seinen Bevollmächtigten bei den Wiener Conferenzen, Herrn Grafen von Bernſtorff, zum Protokoll der 7. Conferenzſitzung (Beilage A) unter dem 19. December 1819 abgeben laſſen: — — — — — — — — —

« Bei der gegenwärtigen näheren Erklärung des 13. Artikels der Bundesacte liegt der « Zweck zum Grunde, einer unrichtigen Auslegung und Anwendung desſelben vorzubeugen, wo« durch die Aufrechthaltung und Erfüllung der Bundeszwecke oder Bundespflichten gehemmt, « die Ordnung und Sicherheit im Bunde, oder in deſſen einzelnen Staaten gefährdet, die « den Mitgliedern des Bundes als ſouverainen Fürſten zuſtehenden ungetheilten Rechte der « oberſten Staatsgewalt geſchmälert, oder das Recht der Regenten, die landſtändiſchen Verfaſ« ſungen nach Maaßgabe der, in ihren Staaten beſtehenden, beſonderen Verhältniſſe ſelbſt « und allein anzuordnen, in Zweifel geſetzt werden könnte. —

« Da dieſer mehrfache Zweck durch die in den Anträgen des Ausſchuſſes enthaltenen « Sätze dem Unterzeichneten auf eine völlig genügende, ſo einfache als deutliche Weiſe er« reicht zu ſeyn ſcheint; ſo nimmt er keinen Anſtand, dieſen Anträgen ſeinerſeits, in Ueber« einſtimmung mit den ihm von ſeinem allerhöchſten Hofe ertheilten Inſtructionen, unbedingt « beizutreten ». — — — — — — — — — —

Der Umſtand, daß die Vollziehung des 13. Artikels der Bundesacte noch nicht beendigt worden, wie in Rückſicht Holſteins es der Fall iſt, iſt der Königlichen Regierung mit mehreren Regierungen gemein, mit denen ſie im Bunde gleiche Rechte wie gleiche Verbindlichkeiten hat, welchemnach eine Beſcheidung, wie die von dem Herrn Referenten in Antrag geſtellte, wenigſtens nur in einer dieſe Regierungen zugleich mitbetreffenden Aufforderung von Seiten der Bundesverſammlung Begründung finden könnte.

Da von Anträgen 2 und 3 gleichfalls gilt, daß ſie ultra petitum der Reclamanten geſtellt worden, ſo wiederhole ich, unter Beziehung auf meine erſte Erklärung, meinen Antrag:

« die Reclamanten mit ihren Anträgen abzuweiſen ».

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Die Geſandtſchaft ſey zwar mit Inſtruction über dieſen Gegenſtand nicht verſehen, finde jedoch die in der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Abſtimmung enthaltenen Gründe ſo überwiegend, daß ſie keinen Anſtand nehme, derſelben beizutreten.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſche Häuſer: ſtimme auf Inſtructions-Einholung.

Braunſchweig und Naſſau: wie Hannover, unter der Bemerkung, daß, nach der Anſicht des Herzoglich-Naſſauiſchen Hofes, in Folge der abgegebenen Erklärung des Königlich-Däniſchen Herrn Geſandten, die Abweiſung der Reclamanten von der hohen Bundesverſammlung ohne weiteren Anſtand auszuſprechen wäre.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. Der Geſandte ſteht nicht an, dem Antrage der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Geſandtſchaft beizuſtimmen.

Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: müsse erst von seinen hohen Committenten Instruction erwarten.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Die Vorschläge des Kaiserlich-Königlichen Herrn Präsidialgesandten scheinen mir so zweckgemäß, daß ich kein Bedenken tragen kann, schon nach meiner allgemeinen Instruction, demselben beizutreten.

Die freien Städte. Die Reclamanten gründen ihr Gesuch auf den 56. Art. der Wiener Schlußacte, und behaupten, daß die Holsteinische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit sey. Diese Frage ist rein historisch. Es ergiebt sich aber aus den Verhandlungen, daß diese Verfassung seit mehr als 100 Jahren ausser Uebung gewesen, und daß sie nach Auflösung des Deutschen Reichs, durch die Einverleibung des Herzogthums in das Königreich Dänemark, auch förmlich aufgehoben worden ist. Unter diesen Umständen kann wohl der im Jahre 1816 ertheilten Königlichen Bestätigung der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft nicht der Sinn beigelegt werden, daß die Absicht dabei gewesen sey, jene Verfassung wieder herzustellen; um so weniger, da zu derselben Zeit eine Commission ernannt worden ist, um über den Entwurf einer neuen Verfassung zu berathschlagen. Der 56. Artikel der Wiener Schlußacte ist daher hier nicht anwendbar. Dagegen tritt in Beziehung auf Holstein die Verfügung des 13. Artikels der Bundesacte ein, wie dieß auch von dem Königlich-Dänischen und Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Gesandten anerkannt wird. Indeß ist es nicht die Anwendung dieses Artikels, welche die Reclamanten verlangen, und so kann die Bundesversammlung auch für jetzt keinen Beruf finden, bei einem einzelnen Bundesstaate auf die Ausführung desselben zu dringen. Ein solcher Schritt würde, wenn er ex officio und ohne besondere Aufforderung geschehen sollte, nur dann gebilligt werden können, wenn er in Beziehung auf sämmtliche Bundesstaaten gemacht würde, in welchen der 13. Artikel noch nicht vollzogen worden ist.

In diesem besondern Falle aber möchte um so weniger Veranlassung dazu seyn, da bei den bekannten erhabenen Gesinnungen Seiner Majestät des Königs von Dänemark kein Zweifel darüber statt finden kann, daß Allerhöchstderselbe nicht, sobald es ihm möglich ist, die von ihm übernommene Verbindlichkeit erfüllen und dem Herzogthume Holstein eine, dem Bedürfniß der Zeit gemäße, und das Wohl aller Bewohner desselben bezweckende Verfassung geben wird. In dieser Hinsicht werden auch von dem Königlichen Herrn Gesandten die beruhigendsten Zusicherungen ertheilt.

Indem der Gesandte sich daher für die Abweisung der Reclamanten erklärt, tritt er, was die Modalität betrifft, dem Vorschlage des präsidirenden Herrn Gesandten bei.

Präſidium. Obwohl die Mehrheit der Stimmen ſich auf Abweiſung der Reclamanten im Sinne der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Abſtimmung definitiv ausgeſprochen habe, ſo wolle doch Präſidium, da der in Vortrag gebrachte Gegenſtand durchaus nicht dringend erſcheine, anheim geben, denjenigen Geſandtſchaften, welche mit Inſtructionen noch nicht verſehen zu ſeyn erklärten, das Protokoll bis zur erſten Sitzung nach den Ferien offen zu halten, um demnächſt erſt den Beſchluß zu ziehen; womit man ſich allgemein einverſtanden erklärte.

Folgen die Unterſchriften.

Beilage 13.

Gutachten

des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Gesandten, Herrn Grafen von Beust,

über die Erklärung der Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Gesandtschaft, zu dem in der 17. Sitzung §. 108. geschehenen Vortrage.

In der 17. Sitzung, §. 108, geschah Vortrag über eine Denkschrift der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, enthaltend eine Darstellung ihrer vermeintlich in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, in Ansehung deren Prälaten und Ritterschaft durch die Regierung sich gekränkt glauben, und dagegen die Hülfe hoher Bundesversammlung suchen.

Der Antrag des Vortrags war dahin gerichtet: die Königlich-Herzogliche Regierung von Seiten der hohen Bundesversammlung durch die Königlich-Herzogliche Bundestagsgesandtschaft zu ersuchen, sich binnen sechs Monaten über jene Beschwerde zu erklären.

Da die Gesandtschaft alsbald eine Erklärung that, in welcher ein diesem Antrage gemäßer Beschluß abzulehnen gesucht wird, und diese von hoher Bundesversammlung der Reclamations-Commission zur weitern Begutachtung mitgetheilt ward, so liegt hierin die Veranlassung zum gegenwärtigen Vortrage.

Der Zweck der Erklärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft ist von ihr selbst dahin angegeben, zu zeigen, daß man in dem Gutachten über Begründung und Umfang der Competenz hoher Bundesversammlung weiter gegangen sey, als die vorliegende Beschwerde und die Anträge, wozu sie geführt, nach den Gesetzen des Bundes rechtfertigen können, weiter, als auf eine einseitige Darstellung, ohne Präjudiz für die Königliche Regierung, geschehen können.

Sie schließt mit dem Antrage: die Reclamanten mit den ihrigen abzuweisen, und enthält im Wesentlichen Folgendes:

1) Es sey widersprechend, die Competenz der Bundesversammlung zugleich durch den 13. Artikel der Bundesacte und den 56. der Schlußacte begründen zu wollen.

2) Es existire keine landständische Verfassung Holsteins, auf deren Bestehen in anerkannter Wirksamkeit die Landstände Holsteins sich beziehen könnten, und es habe nur gesagt werden können, daß die Landstände Holsteins sich einst im Besitze des Steuerbewilligungsrechts befunden hätten, was ihnen allerdings im Jahre 1460 von König Christian I. ertheilt worden sey.

3) Dieses Steuerbewilligungsrecht sey aber erloschen, und es ist dafür in der gedachten gesandtschaftlichen Erklärung Mehreres angeführt worden. Denn, indem nicht in Abrede gestellt worden ist, daß die Landesprivilegien bis zu Anfang des 18. Jahrhunderts von Regenten zu Regenten bestätigt worden wären, fährt jene Erklärung so fort: der Lauf der Zeit habe die wesentlichsten Veränderungen in die Wirksamkeit der Stände und namentlich ihres Steuerbewilligungsrechts herbeigeführt. Der Westphälische Friede und die seitdem fortgeschrittene Entwickelung der Landeshoheit, die Errichtung stehender Heere, welche die Einführung stehender Grundabgaben nach sich gezogen hätte, und auch die Bestimmung des Reichsabschiedes von 1654, §. 180, «daß die Landsassen zum Defensionswerke unweigerliche Beiträge leisten müßten», hätten auch auf Holstein ihren nothwendigen Einfluß geäussert.

So hätten schon die Landstände auf dem im Junius 1663 zu Kiel gehaltenen Landtage in ihrer Replik geäussert: ob die von ihnen zu bewilligenden Gelder freiwillige oder schuldige Beisteuer wären, darüber wollten sie nicht streiten, sie wollten jedoch, ohne Nachtheil ihrer Privilegien, annehmen, daß es reichsschlußmäßige Schuldigkeit sey.

Im Jahre 1675 sey der letzte Landtag gehalten und unvollendet abgebrochen worden. Durch die Steuermandate vom 31. October 1689 und 11. Januar 1690 sprächen die Landesherren schon ihre Befugniß aus, wenn nach ihrem Erachten keine Landtage gehalten werden könnten, ohne der Landstände Einwilligung Steuern auszuschreiben. Darnach sey es auch ferner gehalten und die Landstände wären nie wieder zusammenberufen worden. Nur einmal wären Prälaten und Ritterschaft in den Jahren $17\frac{1}{14}$ convocirt worden, als sie um Erlaß oder Milderung einer ihnen auferlegten Steuer gebeten hätten. Bei dieser, nach dem Convocationspatent weder von der Landesherrschaft noch von Prälaten und Ritterschaft als ein Landtag angesehenen Versammlung, wäre Prälaten und Ritterschaft eröffnet worden, daß der Landesherrschaft das unbeschränkte Besteuerungsrecht zustehe, und wegen der gesetzgebenden Gewalt, hätten Prälaten und Ritterschaft erklärt, daß sie sich zu bescheiden wüßten, daß solche

an und für ſich Seiner Königlichen Majeſtät und Hochfürſtlichen Durchlaucht allerdings zuſtehe, ihnen dagegen nichts als obsequii gloria übrig ſey.

Beim Schluſſe der Verſammlung wäre Prälaten und Ritterſchaft eine landesherrliche Reſolution vom 27. April 1712 eröffnet worden, welche beſtimme: daß die von Prälaten und Ritterſchaft zu erhebende ordinäre Contribution bei Friedenszeiten niemals erhöht, noch bei Kriegszeiten einige extraordinäre Contribution ohne unumgängliche Nothwendigkeit ausgeſchrieben, ſolchenfalls aber Prälaten und Ritterſchaft dennoch vorher zu einer Landtagsverſammlung, die nur viele Weitläuftigkeiten und Koſten verurſachen würde, nicht convocirt werden ſollten. Dieſe Reſolution und die damalige Beſtätigung der Privilegien, welche ausdrücklich nach Maaßgabe deſſen, was bei dieſer Verſammlung verhandelt worden, erfolgt ſey, wäre von Prälaten und Ritterſchaft ausdrücklich anerkannt und in ihrer zu dem Ende am 4. Juni 1712 den landesherrlichen Commiſſarien eingereichten Erklärung geſagt worden: daß ſie die ertheilten Königlichen und Fürſtlichen diplomata confirmationis, wie auch die ratificationes mit aller- und demüthigſtem Reſpecte acceptirten.

Später wäre indeß Prälaten und Ritterſchaft erklärt worden, es ſey nicht die Meinung geweſen, ihnen alle Hoffnung auf Milderung der Contribution zu nehmen und die Landtagsverſammlungen in totum aufzuheben, ſondern man habe ſich nur deßhalb ſo explicirt, weil bei unentbehrlicher Ausſchreibung einer extraordinären Contribution in Friedenszeiten (?) (Schreibfehler: Kriegszeiten), dann und wann ſolche preſſante Caſus einzutreten pflegten, daß nicht vorher weitläuftige Zuſammenkünfte darüber gehalten oder ſelbige einen Verzug leiden könnten.

Dieſe Erklärung hätte an der Reſolution vom 27. April 1712 nichts geändert. Seit dieſem ſey kein Landtag gehalten worden, noch eine Convocation von Prälaten und Ritterſchaft erfolgt. Die Landesherrſchaft habe, ſo oft es erforderlich geweſen, Steuern ausgeſchrieben und im Laufe des 18. Jahrhunderts, neben der ordinären Contribution, mehrere Steuern allgemein angeordnet. Alle Unterthanen (Prälaten und Ritterſchaft nicht ausgenommen) hätten dieſe Abgaben ohne Widerſpruch bezahlt; erſt im Jahre 1802 hätten Prälaten und Ritterſchaft ſich der damals angeordneten Benutzungsſteuer von allen liegenden Gründen zu entziehen geſucht, als ſie aber durch Reſolution vom 17. December 1802 zurück und von dem König auf ſein unbeſchränktes Beſteuerungsrecht verwieſen worden, in einer am 18. Januar 1803 gehaltenen Generalverſammlung beſchloſſen, ſich jener Reſolution zu fügen. Deſſen ungeachtet hätte ein Theil der Ritterſchaft — viele, auch die zur recipirten Ritterſchaft nicht gehörigen Beſitzer ritterſchaftlicher Güter, hätten ihre Nichttheilnahme an dieſem Schritt ausdrücklich erklärt — im März 1803 über ihre Steuerfreiheit rechtliches Gehör bei dem höchſten Landesgerichte angeſucht, aber nicht erhalten, den damals offen geſtandenen

Recurs an die Reichsgerichte aber nicht ergriffen und die 1802 ausgeschriebenen Steuern nebst den späteren Erhöhungen bezahlt.

Im Jahre 1806 sey das Deutsche Reich aufgelöst und Holstein bis zur Errichtung des Deutschen Bundes der Dänischen Monarchie einverleibt worden, und schon die Hinweisung auf dieses Ereigniß würde genügen, um den Ungrund des Anführens, in Hinsicht der ununterbrochenen Fortdauer der ständischen Gerechtsame, in Frage darzuthun.

4) Durch die landesherrliche Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft sey die angeblich anerkannte Wirksamkeit der Holsteinischen Landesverfassung eben so wenig herbeigeführt worden.

Die Confirmation Friedrichs IV. vom Jahre 1712 hätte die Privilegien nur nach Maaßgabe dessen confirmirt, was bei der in diesem und dem vorigen Jahre gehaltenen Landtagsversammlung verhandelt worden, und hätten die Landesherren solche Privilegien dahin verbessert und extendirt, daß Prälaten und Ritterschaft und ihre Nachkommen, ausser dem vorigen ungehinderten Genuß, auch sich dessen allen, was ihnen mittelst einer Commissions-Resolution den 25. Januar 1712, welche hiermit auf gewisse Weise ratihabirt werde, zufolge gehabter Instructionen und Ordres versprochen worden, zu erfreuen haben sollten. Die Commissions-Resolution und die Ratification derselben hätten aber ausdrücklich den Wortinhalt der früheren Privilegien beschränkt, und wenn die Landesherren in der Bestätigung diese beschränkende Commissions-Resolution eine Verbesserung der Privilegien genannt hätten, so gehe daraus ganz deutlich hervor, daß sie die Privilegien nur in so weit als rechtsgültig betrachtet hätten, als sie zur Zeit der Confirmation auch wirklich in Ausübung gewesen wären. Da von 1675 bis 1711 oft Steuern ohne Landtage nach eigenem Ermessen landesherrlich ausgeschrieben worden wären, so sey es auch einleuchtend, daß für Prälaten und Ritterschaft das Versprechen, die ordinäre Contribution in Friedenszeiten nicht zu erhöhen und ohne Nothwendigkeit keine extraordinäre auszuschreiben, eine Verbesserung ihrer Privilegien gewesen sey.

Dieses führe unmittelbar auf den entscheidenden Gesichtspunct bei Beurtheilung der Confirmation der Privilegien. Die vormaligen Landesprivilegien wären nicht Prälaten und Ritterschaft für sich, sondern Prälaten, Ritterschaft, Städten und Ständen und gesammten Einwohnern ertheilt und früherhin auch eben diesen bestätigt worden.

Letzteres sey aber schon seit beinahe hundert Jahren nicht mehr geschehen. König Christian VI. habe am 12. März 1731 zwar die Privilegien der Prälaten und Ritterschaft bestätigt, nicht aber die Privilegien der vormaligen Landstände, und eben so wenig bezögen sich die späteren Confirmationspatente und auch nicht das am 17. Aug. 1816 von des jetzigen Königs Majestät ertheilte, auf die Privilegien der vormaligen Landstände, sondern lediglich auf specielle Vorrechte von Prälaten und Ritterschaft. Die Bestätigung solcher

Vorrechte könne eine veraltete Landesverfassung nicht wieder zur Wirksamkeit bringen und es gehe daraus zugleich hervor, daß die landesherrliche Zusage, bei Uebernahme des vormals Großfürstlichen Antheils von Holstein, daß Holstein und alle Einwohner desselben, so wie vornehmlich Prälaten und Ritterschaft, bei ihren Vorzügen, Freiheiten und Gerechtigkeiten, welche sie bisher genossen, ungekränkt gelassen werden sollten, in Beziehung auf eine damals längst nicht mehr existirende Landstandschaft von keiner Wirksamkeit seyn können.

Die Königliche Confirmation vom 17. August 1816 sey zu einer Zeit ertheilt worden, wo die Regierung oft ihre Rechte gegen unangemessene Anträge von Prälaten und Ritterschaft ausführen müssen, und werde niemand annehmen, daß die Absicht weiter gegangen sey, als die Privilegien von Prälaten und Ritterschaft so zu bestätigen, wie sie nach der Einwirkung von Ereignissen, Zeitverhältnissen, veränderten Staatseinrichtungen und Bedürfnissen bis dahin geblieben wären. Könnte die Königliche Confirmation von 1816 einen weitern Sinn zulassen, so würde auch nichts hindern, die volle Herstellung des Privilegiums Königs I. von 1460 anzunehmen, statt jene auf den Status quo von 1773 zu moderiren.

Die frühere Verfassung des Herzogthums Holstein befinde sich nach der Königlichen Confirmation der Privilegien vom 17. August 1816 eben so wenig in anerkannter Wirksamkeit, als sie sich vor derselben in Wirksamkeit befunden hätte.

5) Wäre von letzterem aber auch ja das Gegentheil der Fall und träte der des 56. Artikels der Schlußacte ein, so würde doch die Bundesversammlung, ausser dem Falle specieller Garantie oder ausgebrochener Unruhen, zur Handhabung jenes Artikels nicht ermächtigt seyn.

6) Eine andere Folge von jener Voraussetzung würde die Wiederherstellung einer in jeder Hinsicht zeitungemäßen Verfassung seyn.

7) Rechtliches Gehör könne in einer Staatssache der vorliegenden Art nicht verstattet werden, und die Bundesversammlung nicht weiter, als der 60. und 61. Artikel der Schlußacte ihre Dazwischenkunft begründeten, die Competenz der Reichsgerichte ersetzen.

8) Die Bestimmung des 55. Artikels der Schlußacte behalte, für das Recht, wie für die Bundespflicht der Königlichen Regierung, ihre volle Wirksamkeit, den 13. Artikel der Bundesacte in Vollzug zu setzen und würde hiernach, unter möglichster Berücksichtigung älterer Rechte, die künftige Verfassung des Herzogthums Holstein dem Culturstande des Landes und seinen übrigen Verhältnissen und Bedürfnissen angepaßt, allein als ein Gesetz erscheinen, nicht aber als ein mit einem der ehemaligen Stände abgeschlossener Staatsvertrag. Wegen der Zeit müsse der Königlichen Regierung die Erklärung vorbehalten wer-

den; die Anträge von Prälaten und Ritterschaft könnten keinen Anlaß, diese aufzufordern, begründen, und Römische Gesetze hier keine Norm abgeben.

9) Die Einmischung Schleswigs sey ganz unstatthaft.

So weit die vorläufige Erklärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft, von welcher für ihren allerhöchsten Hof eine nähere Ausführung und Nachweisung für den Fall sich vorbehalten worden ist, daß ein nach den Gesetzen des Bundes und der Competenz dieser hohen Versammlung geeigneter Anlaß dazu sich ergäbe.

Gutachten.

Die dem Vortrage, weil er zum Theil mißverstanden worden seyn dürfte, in der Erklärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft hie und da gemachten Vorwürfe übergeht man, ungeachtet jene Erklärung sich wohl auch darauf hätte beschränken können, die Königliche Confirmation vom 17. August 1816 in ein anderes Licht zu stellen, und zu zeigen, daß die Bedingung nicht vorhanden sey, auf welcher die Annahme der Competenz hoher Bundesversammlung in dieser Angelegenheit nach dem 56. Artikel der Schlußacte beruhte. Diesseits will man daher lediglich seine unzielsetzlichen Ansichten über die einzelnen Bemerkungen der Gesandtschaft eröffnen.

Ad 1.

Der Widerspruch, den das diesseitige Gutachten darin enthalten soll, daß die Competenz hoher Bundesversammlung gleichzeitig aus dem 13. Artikel der Bundesacte, verbunden mit dem 54. der Schlußacte und dem 56. der letztern — dieses geschah nur unter einer gewissen Voraussetzung — begründet werden solle, kann man nicht dafür erkennen. Der Sinn war dieser. Jeder Deutsche Bundesstaat soll nach dem 13. Artikel der Bundesacte, verbunden mit dem 54. der Schlußacte, eine landständische Verfassung haben. Ist eine neue von ihm eingeführt, oder, was der Wirkung nach gleich ist, eine schon bestandene erhalten worden- so soll sie nach dem 56. Artikel nur auf verfassungsmäßige Weise wieder abgeändert werden können. Angenommen nun, eine Regierung hätte eine bestandene oder bestehende Verfassung erneuert, aber weder diese noch eine neue ins Leben treten lassen; so wären auch die drei gedachten Artikel zugleich von ihr unerfüllt geblieben, und es möchte, im Fall einer Klage darüber, nicht widersprechend seyn, die Zuständigkeit hoher Bundesversammlung gleichzeitig aus jenen verschiedenen Gesetzbestimmungen zu einem Zwecke abzuleiten, der nicht weiter gieng, als sich die Erklärung der Königlich-Herzoglichen Regierung zu erbitten.

Ad 2.

Daß Holstein keine landständische Verfassung habe, weil dessen Landständen einst nur das Steuerbewilligungsrecht zugestanden worden wäre, dürfte schon im Allgemeinen, und

von den beſondern Verhältniſſen Holſteins abgeſehen, kein ganz ſicherer Schluß ſeyn. In wenig Deutſchen Staaten, deren ſtändiſche Verfaſſung aus früherer Zeit herrührt, beruht dieſe auf geſchriebenen Conſtitutionen, wie ſie die neuere Zeit gebohren hat, und es kann ihnen deßwegen eine landſtändiſche Verfaſſung nicht abgeſprochen werden. In mehreren ſind die Rechte der Landſtände meiſt auf einem durch Landtagsabſchiede, landesherrliche Zuſiche, rungen und Reverſe ſanctionirten Herkommen gegründet, beſtehen in mehr und weniger ihnen ertheilten einzelnen Befugniſſen.

Hingegen möchte in Holſtein eine öffentliche Verfaſſung recht förmlich entſtanden, der Unterwerfungsvertrag, über deſſen Nothwendigkeit zur Entſtehung der Herrſchergewalt die Theorie ſtreitet, nebſt dem Verfaſſungsvertrag wirklich da ſeyn. Denn als am 4. December 1459 mit dem Grafen und Herzoge Adolf aus dem Schauenburgiſchen Hauſe der männliche Stamm der Holſteiniſchen Schauenburger ausgieng und die Landſtandſchaften von Schleswig und Holſtein den König Chriſtian I. von Dänemark zu ihrem künftigen Regenten wählten, ſo geſtand dieſer ihnen dagegen, nebſt der allgemeinen Beſtätigung aller früheren Rechte und Freiheiten ſämmtlicher Bewohner jener Lande, zum Theil vor der Huldigung, die §. 1 der Denkſchrift näher angegebenen Rechte zu. Dieſes iſt auch in der Erklärung der Königlich-Herzoglichen Geſandtſchaft nicht in Abrede geſtellt und nur in dem mit 3) bezeichneten Theile derſelben die gänzliche oder theilweiſe Aufhebung jener Befugniſſe darzuthun geſucht worden.

Ad 3.

Die Rechte der Stände, namentlich in Anſehung des Steuerbewilligungsrechts, ſollen verloren gegangen ſeyn durch den Lauf der Zeit, in Folge des Weſtphäliſchen Friedens, der ſtehenden Heere und durch gewiſſe andere in der geſandtſchaftlichen Erklärung erwähnten Umſtände.

Auf den Lauf der Zeit möchte ſich vergeblich berufen worden ſeyn, und fände auch Verjährung hier ſtatt, wenigſtens zu allgemein. Der Weſtphäliſche Friede hat, in Rückſicht auf das Deutſche Reich, wo er Landſtände fand, ſie im Gegentheil als einen Beſtandtheil der Deutſchen Landesverfaſſung beſtätigt,

Osnabrücker Friede, Art. V. §. 33; XI. §. 11; XIII. §. 4.

Gönner's teutſches Staatsrecht, §. 251.

und am wenigſten, was in Holſtein beſtand, unbeachtet gelaſſen, wie ſich in einem andern Falle aus deſſelben

Osnabrücker Frieden, Art VIII. §. 5

ergiebt, in welchem die Holſteiniſchen Lande von der ſonſt allgemein in Deutſchland gebotenen Aufhebung des Einlagers ausdrücklich ausgenommen wurden, in den Worten: sed haec omnia Holsatiae constitutione salva ac illaesa. An der Errichtung ſtehender Heere und

der Bestimmung des §. 180 des Reichsabschieds von 1654 ꝛc. mußte das Steuerbewilligungsrecht in Frage so wenig scheitern, als heute an dem 58. Artikel der Schlußacte. Der Unterschied zwischen nothwendigen und freiwilligen Landsteuern, den schon das alte Deutsche Staatsrecht kannte, ist richtig, hebt aber das Steuerbewilligungsrecht nicht nothwendig auf und kann auch bei den nothwendigen Steuern, z. B. durch die Wahl der Besteuerungsart, wirksam werden.

Leist teutsches Staatsrecht, §. 206—209.

Die angeführte auf dem Landtage zu Kiel im Jahre 1663 von den Ständen geschehene Aeusserung, dürfte, schon ihrer Fassung nach, ganz unpräjudiciell gewesen seyn, und aus dem erfolglos auseinander gegangenen Landtage von 1675 eben so wenig etwas folgen. Den Steuerausschreiben vom Jahre 1689 und 90 möchte im Allgemeinen die Ungültigkeit einseitiger Vernichtung vertragsmäsiger Rechte entgegen stehen; die Beruhigung der Stände dabei ist nicht nachgewiesen, sie werden für ein Werk der Noth erklärt und enthalten die Vertröstung auf Landtage, während den Ereignissen der Jahre $17\frac{1}{12}$ wohl nur die nähere und festere Bestimmung für die Zukunft: «die damalen festgestellte ordinäre Contribution von «klösterlichen und adeligen Gründen in Friedenszeiten solle künftig nicht erhöht, eher vermin«dert, ausserordentliche Contributionen in Kriegszeiten aber, ausser in ganz dringenden Fällen, «nicht ohne vorhergehenden Landtag ausgeschrieben werden» ꝛc., rechtlich als Folge, als Modification der früheren Verfassung, zuzueignen seyn dürfte. Denn daß ausserdem ein unbeschränktes Besteuerungsrecht der Regierung, was durch einseitige Behauptungen und Bestimmungen gegen bestehende Verträge wohl nicht erworben werden können, von den Betheiligten ausdrücklich oder durch ein qualificirtes Stillschweigen anerkannt worden wäre, möchte, wenigstens zur Zeit, nicht nachgewiesen worden seyn. Der nach Auflösung des Deutschen Reichs dem Königreiche Dänemark erfolgten Einverleibung Holsteins — möchten auch die in verschiedenen Deutschen Staaten nach Innen geltend gemachten Wirkungen der erlangten Souverainetät rechtlich großen Zweifeln unterlegen haben — will man jene hier nicht absprechen, sie möchten aber nach dem Gesichtspunct, aus welchem man die Königliche Privilegien-Confirmation vom 17. August 1816 betrachten zu können glaubt, wieder erloschen seyn.

Ad 4.

Da ferner von dem Herrn Gesandten bemerkt wird, daß durch die landesherrliche Confirmation der Privilegien der Prälaten und Ritterschaft die anerkannte Wirksamkeit der Holsteinischen Landesverfassung nicht herbeigeführt worden sey ꝛc., so ist eine nähere Erörterung des Sinnes nothwendig, in welchem die Königliche Confirmation vom 17. August 1816 zu nehmen seyn möchte. Es ist dazu erforderlich, auf die frühern landesherrlichen Confirmationen bis zum Jahre 1671 zurückzugehen.

In dem Jahre 1671 bestätigte König Christian V. die Privilegien, Freiheiten und Begnadungen, wie sie, von Alters her, von Grafen zu Fürsten, von Fürsten zu Königen, von Königen zu Fürsten in allen ihren Puncten, Clauseln und Artikeln, von dem einen Privilegium zum andern begriffen, verschrieben, versiegelt, begnadet und gegeben seyen, allermaßen dieselben wohlhergebracht, ausser was in puncto electionis und — — im Herzogthume Holstein eingeführten Primogeniturrechts darin geändert u. s. w.

Privilegiensammlung von Janson und Hegewisch, S. 221—225.

Königs Christians V. Nachfolger, König Friedrich IV., bestätigte unterm 27. April 1712 die Privilegien mit und unter den väterlichen Reservaten vom Jahre 1671 und nach Maaßgebung dessen, so bei der 17$\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ gehaltenen Landtagsversammlung verhandelt worden.

Privilegiensammlung, S. 243—246.

Königs Friedrichs IV. Nachfolger, König Christian VI., bestätigte am 12. März 1731 (unbedingt) alle und jede von seinen Königlichen Vorfahren Prälaten und Ritterschaft ertheilte Privilegien.

S. 254 der Privilegiensammlung.

Ihm folgte Friedrich V., und von dessen Nachfolger, König Christian VII., wurden am 31. März 1765 und 13. November 1773 alle und jede, Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein ertheilte Privilegien, Freiheiten und Gerechtigkeiten in allen ihren Puncten, Clauseln und Inhaltungen ꝛc.,

S. 267 und 269 der Privilegiensammlung

von des jetzt gnädigst regierenden Königs Friedrichs VI. Majestät aber selbige ganz in der Maße bestätigt, wie solches von Allerhöchstdero Herrn Vaters Majestät unterm 31. März 1766 und 13. November 1773 geschehen sey.

§. 21 der Denkschrift und des Vortrags.

Ungeachtet nun die Bestätigungen der Könige Christian VI. und VII., ingleichen die neueste von des jetzigen Königs Majestät, die Beziehungen auf das, was auf der Landtagsversammlung von 17$\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ geschehen sey, nicht ausdrücklich enthalten, so will man doch annehmen, daß dieses in der allerhöchsten Königlichen Absicht gelegen, und es ist darum nothwendig, dem Gedächtnisse zu erneuern, worin jene landtäglichen Verhandlungen bestanden haben.

Durch die, der Denkschrift unter Num. 5 beigefügten, geheimen und Separat-Artikel des Altonaer Recesses von 1709, war landesherrlich verabredet worden, daß, wofern Prälaten und Ritterschaft nach Publicirung des Recesses, durch welchen ihnen eine große Contribution aufgelegt werden sollte, auf einen Landtag dringen würden, ihnen dieser verweigert und lediglich eine Versammlung der Prälaten und Ritterschaft gestattet werden sollte, auf wel-

cher sie nur ein votum consultativum hätten, und irgend einen Eingriff in die landesherrlichen Territorial- und Hoheitsrechte sich nicht erlauben dürften. Würden sie sich nicht fügen, so sollte die Versammlung alsbald dissolvirt werden.

Gleich nach Publicirung des Recesses, drangen Prälaten und Ritterschaft auf einen Landtag, und als nach einiger Zögerung die strengen Steuermandate wirklich erlassen wurden, verdoppelten sie ihre Bemühungen, erhielten aber nur die verabredete Versammlung zu Schleswig. Hier unterhandelten sie fortwährend mit den landesherrlichen Commissarien um einen Landtag von Prälaten, Ritterschaft und Städten, ingleichen um die Bestätigung der Privilegien. Endlich wurde unterm 14. September 1711 eine Landtagsversammlung, jedoch nur von Prälaten und Ritterschaft, nach Rendsburg ausgeschrieben.

Anlage 6ᵇ. S. 80 der Denkschrift.

Auf solcher begehrten Prälaten und Ritterschaft einen Tag zur Königlichen Huldigung und die landesherrliche Privilegienbestätigung, Beides für sich und die Städte; in Absicht der Steuern aber dieses: daß man auf diesem Landtage sich wegen der jährlich zu erlegenden Contribution auf einen gewissen Fuß vereinbaren, Prälaten und Ritterschaft aber mit keiner extraordinären Contribution künftig belegen möge, sondern, wenn in Kriegszeiten die Umstände es erfordern sollten, solche vorher auf einem Landtage proponirt und ein Schluß darüber gefaßt werde.

Nach vielen fruchtlosen Bemühungen, verwilligten die Stände mehr und mehr, doch allezeit unter der ausdrücklichen Bedingung, daß zuvor die Verfassung anerkannt würde. Endlich gaben die Commissarien in Ansehung des Steuerpunctes am 25. Jänner 1712 folgende Erklärung: ad Num. 3, daß Regentes geneigt: — das der aller- und gnädigsten Herrschaft sonst unbeschränkt zustehende jus collectandi dahin zu moderiren, daß bei Friedenszeiten die ordinäre Contribution, so wie sie bisher in beiden Fürstenthümern monatlich entrichtet worden, nicht allein nicht erhöht, sondern, so weit es immer möglich, gemildert und bei Kriegszeiten, wenn die Nothwendigkeit erfordern wird, extraordinäre Auslagen auszuschreiben, solche vorher auf einer Landtagsversammlung Prälaten und Ritterschaft dargethan werden solle.

Diese Resolution wurde unterm 27. April 1712 landesherrlich genehmigt, jedoch, was den Punct wegen der ordinären und extraordinären Contribution betraf, in der Maße: «als welchen Wir dahin verstanden haben wollen, daß die, von Prälaten und Ritterschaft zu erhebende, ordinäre Contribution bei Friedenszeiten niemals erhöht, noch bei Kriegszeiten einige extraordinäre Contributionen, ohne die unumgängliche Nothwendigkeit ausgeschrieben, solchenfalls aber Prälaten und Ritterschaft dennoch vorher zu

einer Landtagsverſammlung, die nur viele Weitläuftigkeiten und Unkoſten verurſachen würde, nicht convocirt werden ſollen ꝛc.

Prälaten und Ritterſchaft thaten gegen dieſe beſchränkende Ratification dringende Vorſtellung, bezogen ſich auf ihre Privilegien, nach welchen, auſſer der Fräuleinſteuer und der bei einer hauptſächlichen Niederlage, den Ständen ohne vorherigen Landtag keinerlei Steuer angemuthet werden dürfe, ingleichen, daß von ihnen alles, wozu ſie ſich verſtänden, gerade nur unter der Bedingung der Beſtätigung jener Privilegien zugeſagt worden ſey, und baten um Zurücknahme jener Beſchränkung.

Hierauf ward ihnen, nach einigen Zwiſchenacten, unterm 19. Jul. 1712 eine landesherrliche Reſolution des Inhalts zu Theil: daß es nicht die landesherrliche Abſicht geweſen ſey, ihnen die Hoffnung auch zur Milderung der ordinären Contribution zu benehmen, und daß des Landesherrn Meinung auch nicht dahin gehe, alle Landtagsverſammlungen für künftig aufzuheben, ſondern es hätten dieſelben in der mehrangezogenen Clauſel nur derentwegen ſich ſo explicirt, weil bei unentbehrlicher Ausſchreibung einer extraordinären Contribution in Kriegszeiten, dann und wann ſolche preſſante Caſus vorzufallen pflegten, daß nicht vorhero weitläuftige Zuſammenkünfte darüber gehalten werden oder ſolche einigen Verzug leiden könnten.

Denkſchrift und Vortrag §. 8, und
Privilegienſamn lung an den in jener angeführten Orten.

So weit, was auf der Landtagsverſammlung von $17\frac{1}{1}\frac{1}{2}$ verhandelt und beſtimmt wurde, und es möchte, ſolchem allem nach, der jüngſten Königlichen Confirmation vom 17. Auguſt 1816 in Anſehung des Beſteuerungspuncts ſchwerlich ein anderer, als der Sinn beigelegt werden können: Prälaten und Ritterſchaft von Neuem zu verſichern, daß die ordinäre Contribution von klöſterlichen und adeligen Gründen fortan niemals erhöht, eher wo möglich vermindert, auſſerordentliche Contributionen aber, auſſer in dringenden Kriegsfällen, nicht anders, als nach gehaltener Landtagsverſammlung ausgeſchrieben werden ſollen.

Ad 5.

Wenn hier der hohen Bundesverſammlung die Befugniß abgeſprochen werden ſoll, über die Erfüllung des 56. Art. der Schlußacte zu wachen, ſo dürfte dieſes mit dem 9., 17., 31. und 33. kaum in Einlaut zu bringen ſeyn, während

ad 6.

die Behauptung zwar gern zugegeben, indeſſen die darin ausgeſprochene Beſorgniß durch die Erklärungen der Reclamanten (ſind ſie, wie nicht zu zweifeln iſt, aufrichtig gemeint) größtentheils beſeitigt wird.

Wenn ferner

ad 7.

von der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft bemerkt wird, daß in dieser Staatssache rechtliches Gehör nicht verstattet, die Competenz der ehemaligen Reichsgerichte durch die hohe Bundesversammlung nicht ersetzt und von dieser nicht weiter eingeschritten werden könne, als ihr das Recht dazu durch die Art. 60 und 61 der Schlußacte gegeben werde; so dürfte hier der Ort zu folgenden Bemerkungen seyn.

Fände hohe Bundesversammlung jetzt oder künftig ihre Competenz in der Sache an sich auch nach dem 56. Art. der Schlußacte gegründet, die Verhältnisse aber zu eigner sofortiger Entscheidung nicht geeignet, so möchte ihr die Befugniß, darüber ein gerichtliches Verfahren einzuleiten, wohl kaum abzusprechen seyn, wogegen in dem Falle, daß den von den Reclamanten in Anspruch genommenen Rechten der Charakter des Verfassungsmäßigen abgesprochen würde und man sie nur als gewisse Privilegien derselben betrachtete, sie allerdings — findet hierunter nicht in Holstein eine ganz besondere und abweichende Verfassung statt, was nach der Verpflichtung des Obergerichts zu Glückstadt, über die allergnädigste Privilegien-Confirmation festiglich zu halten, um so weniger zu erwarten ist — den Gegenstand einer richterlichen Erörterung abgeben möchten, und hohe Bundesversammlung sich dafür selbst zu verwenden haben dürfte. Denn so gewiß die Ausübung des Rechts der Besteuerung an sich eine Regierungssache ist, so gewiß sind die aus besondern Gründen von einzelnen physischen oder moralischen Personen in Anspruch genommenen Steuerbefreiungen keine Staatssache, zu dem Privatrechte dessen, der sie behauptet, gehörig und darum zu einer rechtlichen Erörterung geeignet.

Wenn endlich

ad 8

für den Fall, daß von hoher Bundesversammlung eine anerkannte Ständeverfassung nicht angenommen würde, nur dem Tadel, wegen der diesseitigen Beziehung auf Römische Gesetzstellen, mit der zwiefachen Bemerkung begegnet wird, daß das Römische Recht hier nur bestätigt, was das Vernunftrecht schon gebietet (ratio scripta), und übrigens es bekannt genug ist, daß, wo der Gegenstand zwar eine Staatssache, die zu entscheidende Frage aber keine dem Staatsrecht eigenthümliche Sache ist, auch in diesem die fremden Rechte ihre volle Anwendung finden, namentlich wenn von Verträgen, Verjährung, Rechtsmitteln, Gradesberechnung und Proceßgang die Rede ist,

Gönner's teutsches Staatsrecht, §. 23;

so möchte

ad 9

der letzte Punct der gesandtschaftlichen Erklärung durch das, was hierüber in dem ersten gutachtlichen Vortrage gesagt wurde, bereits seine Erledigung finden.

Man hat unter diesen Umständen sich durch die Erklärung der Königlich-Herzoglichen Gesandtschaft nicht veranlaßt finden können, seine bei dem ersten Vortrage in der Sache geäusserten Ansichten zu ändern, und da von der Gesandtschaft sich eine nähere Erklärung vorbehalten worden ist, darauf antragen zu können geglaubt, sich diese binnen sechs Monaten zu erbitten.

Sollte hohe Bundesversammlung indeß die Meinung von der Anwendbarkeit des 56. Artikels der Schlußacte auf den vorliegenden Fall, besonders auch um deßwillen nicht theilen, weil die von des Königs Majestät Prälaten und Ritterschaft am 17. August 1816 neu bestätigten Gerechtsame den Charakter einer förmlichen Verfassung nicht hätten, wie solche gedachter Artikel der Schlußacte voraussetze; so möchte die Königlich-Herzogliche Regierung durch Allerhöchstderen Gesandtschaft zu ersuchen seyn:

1) die hohe Bundesversammlung binnen einer gewissen Frist in Kenntniß setzen zu lassen, wie im Herzogthume Holstein der 13. Artikel der Bundesacte erfüllt worden sey;
2) den Privilegien der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, namentlich in Ansehung des Steuerbewilligungsrechts, in der ihnen unterm 17. August 1816 neu zugesicherten und unter 3) dieses Gutachtens näher zu deuten versuchten Maaße auf keine Weise die Wirksamkeit zu entziehen; auch
3) in dem Falle, daß über deren Umfang zwischen der allerhöchsten Regierung des Herzogthums Holstein und Prälaten und Ritterschaft eine Verschiedenheit der Meinungen obwalten sollte, letzteren auf Verlangen, und waltet hierunter nicht gesetzlich im Herzogthume Holstein eine besondere abweichende Verfassung ob, von welcher der hohen Bundesversammlung Wissenschaft zu geben wäre, das rechtliche Gehör deßwegen nicht zu versagen.

Graf von Beust.

Beilage 14.

Gutachten

des Königlich-Würtembergischen Herrn Bundestagsgesandten, als Mitglieds der Reclamations-Commission,

in Sachen

der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, desselben Verfassungswerk betreffend.

Ich durfte unbesorgt dem Herrn Referenten überlassen, die Art und Weise, wie er die Competenz der Bundesversammlung zu begründen versucht hat, gegen die dagegen erhobenen Zweifel selber zu vertheidigen; mir aber liegt ob, die Gründe zu entwickeln, welche mich bestimmten, seinem auf eine, vermöge der durch die Bundes- und Schluß-Acte begründeten Competenz der Bundesversammlung, unter Bestimmung eines Termins abzuverlangende Erklärung des Holsteinischen Gouvernements gerichteten Antrage, mit der vollen Ueberzeugung beizutreten, daß derselbe wohl begründet sey.

Aus der Entwickelung dieser Gründe wird dann hervorgehen, daß und warum ich, nach reifer Prüfung der über jenen Antrag abgegebenen gesandtschaftlichen Erklärung, der darin ausgesprochenen Hoffnung, die Commission werde die Ueberzeugung gewinnen, daß die Competenz der Bundesversammlung in dem vorliegenden Falle nicht begründet sey und daher die Reclamanten mit ihren Anträgen abzuweisen wären, meinerseits wenigstens, auch jetzt noch nicht zu entsprechen vermag.

Nicht der oder jener, das Verfassungswerk in Deutschland betreffende Artikel der Wiener Schlußacte, sondern alle diese Artikel zusammengenommen, begründen, mit dem 53. an der Spitze, den Umfang der Competenz der Bundesversammlung; aber der

54. Artikel, in Verbindung mit dem 53., genügt allein, um jede in Verfassungsangelegenheiten bei der hohen Versammlung angebrachte Bitte Betheiligter in Berathung zu ziehen und das Geeignete, nach der Verschiedenheit der Fälle, darauf zu beschliessen.

I.

Ueber die Competenz der Bundesversammlung in Verfassungsangelegenheiten der Deutschen Bundesstaaten und über den Umfang derselben.

§. 1.

In dem 53. Artikel der Schlußacte ist verordnet: «Die durch die Bundesacte den einzelnen Bundesstaaten garantirte Unabhängigkeit schließt zwar, im Allgemeinen, jede Einwirkung des Bundes in die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung aus; da aber die Bundesglieder sich in dem zweiten Abschnitte der Bundesacte über einige besondere Bestimmungen vereinigt haben, welche sich theils auf die Gewährleistung zugesicherter Rechte, theils auf bestimmte Verhältnisse der Unterthanen beziehen: so liegt der Bundesversammlung ob, die Erfüllung der durch diese Bestimmungen übernommenen Verbindlichkeiten, wenn sich aus hinreichend begründeten Anzeigen der Betheiligten ergiebt, daß solche nicht statt gefunden habe, zu bewirken. Die Anwendung der, in Gemäßheit dieser Verbindlichkeiten getroffenen, allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle bleibt jedoch den Regierungen allein überlassen.

§. 2.

Unter diesen besondern Bestimmungen, über welche sich die Bundesglieder vereinigt haben, gehört nun auch die Bestimmung des 13. Artikels der Bundesacte: «In allen Bundesstaaten wird eine landständische Verfassung statt finden».

§. 3.

Diese Bestimmung der Bundesacte ist in dem 54. Artikel der Schlußacte dahin erläutert worden, «daß in allen Bundesstaaten landständische Verfassungen statt finden sollen», und es wird sogar, den Fall, daß keine Anzeige der Betheiligten dazu auffordere, vorsehend, in diesem Artikel noch besonders vorgeschrieben: die Bundesversammlung habe darüber zu wachen, «daß diese Bestimmung in keinem Bundesstaate unerfüllt bleibe».

§. 4.

Durch die Artikel 13 der Bundes- und die Artikel 53 und 54 der Wiener Schluß-Acte ist demnach die Competenz der Bundesversammlung in der Art begründet, daß

sie befugt ist; schon von Amtswegen über die Erfüllung der darin enthaltenen Bestimmungen zu wachen. Wenn sie aber dazu befugt ist, so ist sie noch ausdrücklicher dazu eben sowohl berechtigt, als verpflichtet worden, auf die von den Betheiligten geschehene Nachweisung, daß eine landständische Verfassung, den in jenen Artikeln enthaltenen Bestimmungen zuwider, nicht statt finde, die Erfüllung jener Bestimmungen zu bewirken.

§. 5.

Was die Versammlung bei der Ausübung dieses durch die Pflicht bedingten Rechts zu thun habe, um die Erfüllung des 13., durch den 54. der Schlußacte erläuterten, Artikels der Bundesacte in einem Bundesstaate zu bewirken, das ist, je nach der Verschiedenheit der Fälle, auch auf verschiedene und — mit Ausnahme eines Falles, den der Gesetzgeber, wahrscheinlich in der Voraussetzung, daß er in Deutschland, wo von uralten Zeiten her immer, wenn gleich ungeschriebene Verfassungen üblich waren, kaum vorkommen werde, nicht vorgesehen hat — auch auf vollständige Weise bestimmt.

Der ausdrücklich nicht, implicite aber immer auch, vorgesehene Fall ist der, daß in irgend einem Bundesstaate eine Verfassung weder existire, noch je existirt habe.

§. 6.

Ausser diesem Falle, hat sich der Gesetzgeber mehrere verschiedene Fälle gedacht, den nämlich, daß in irgend einem Bundesstaate zwar in früheren Zeiten eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe; dann den, daß in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit bestehe; und endlich den, daß eine landständische Verfassung von dem Bunde besonders garantirt oder so auch nicht garantirt seyn könne.

§. 7.

In Beziehung auf den ersten Fall, den nämlich, daß in früheren Zeiten zwar in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung existirt habe, die aber nicht mehr in anerkannter Wirksamkeit bestehe, setzt der 55. Artikel der Schlußacte fest: «den souverainen (d. h. von fremder Obergewalt unabhängigen) Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Angelegenheit (der Wiederherstellung einer landständischen Verfassung, zwar ohne Einmischung des Bundes, jedoch) mit Berücksichtigung sowohl der früheren gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse, zu ordnen».

Ich habe hier in den Text des 55. Artikels die in Parenthese gesetzten Worte eingeschaltet, um den Sinn dieser gesetzlichen Bestimmung klar auszusprechen und denselben gegen

ein Mißverständniß zu sichern, zu welchem ein von dem Herrn Referenten (Seite 357 der Protokolle) gebrauchter Ausdruck die Veranlassung geben könnte. Ich äusserte die Besorgniß, daß durch jenen Ausdruck ein Mißverständniß des an sich klaren Artikels veranlaßt werden könne, schon während der Berathung über den ersten Vortrag, bei der Stelle, wo der Herr Referent sagt, daß (nach einer, jedoch nur noch problematischen, Erklärung des 56. Artikels der Schlußacte) die früherhin gesetzlich bestandenen Verhältnisse bei der Erfüllung des 13. Artikels der Bundes- und des 54. der Schluß-Acte zwar berücksichtigt werden könnten, aber nicht müßten.

Aus dem hier aufgestellten Gegensatze zwischen «können» und «müssen», dürfte vielleicht die Behauptung abgeleitet werden wollen, daß es bei der Erfüllung jener beiden Artikel lediglich in die Willkühr der Regierungen gestellt sey, ob sie dabei die früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte berücksichtigen wollen oder nicht. Wer nun diese Behauptung etwa aufstellen möchte, dürfte sich, zur Bekräftigung derselben, auch noch auf den Schlußsatz des 53. Artikels berufen, nach welchem die Anwendung der, in Gemäßheit der im zweiten Abschnitt der Bundesacte übernommenen Verbindlichkeiten, getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle den Regierungen allein überlassen worden ist.

Allein diese Behauptung wird leicht als eine ganz unbegründete dargestellt werden können.

Denn zuvörderst ist aus dem Zusammenhange, in welchem die einzelnen Sätze des 53. Artikels mit einander stehen, der Sinn des Schlußsatzes desselben so deutlich als möglich bestimmt. Jener Artikel sagt: Obwohl die Regel jede Einwirkung des Bundes in die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung ausschließt; so soll doch, ausnahmsweise, dieser Einfluß des Bundes auch auf jene Gegenstände der innern Staatseinrichtung und Staatsverwaltung ausgeübt werden, in Beziehung auf welche sich die Bundesglieder im zweiten Abschnitt der Bundesacte über besondere Bestimmungen vereinigt haben, durch welche gewisse Verhältnisse und Rechte der Unterthanen bestimmt, zugesichert und gewährleistet werden sollen. Damit aber die Ausnahme nicht die Regel untergrabe; so soll dem Bunde nur so viel Recht eingeräumt werden, als dazu gehört, um die Erfüllung der in jenen Bestimmungen übernommenen Verbindlichkeiten bei den einzelnen Regierungen zu bewirken, während diesen — den einzelnen Regierungen — allein, d. h. ohne weitere Einmischung des Bundes in das Einzelne, überlassen bleibt, die Anwendung der in Gemäßheit der übernommenen Verbindlichkeiten getroffenen Anordnungen, wodurch jene wirklich erfüllt wurden, sicher zu stellen. Daß aber mit dem Schlußsatze des 53. Artikels nur diese Sicherstellung der richtigen Anwendung jener allgemeinen Anordnungen, durch rechtliche Anstalten im Innern der Bundesstaaten,

nicht aber die Befugniß der Regierungen zu einer willkührlichen Entscheidung, gemeint gewesen seyn müsse, geht nicht nur aus der Natur der Sache, sondern auch ganz bestimmt aus dem 63. Artikel der Schlußacte hervor, in welchem in Beziehung auf den Rechtszustand der ehemaligen Reichsstände und des ehemaligen Reichsadels — eines Rechtszustandes, der ebenfalls in die Kategorie der im 53. Artikel erwähnten besonderen Bestimmungen gehört — festgesetzt ist, daß die über die Anwendung der in Gemäßheit des 14. Artikels der Bundesacte erlassenen Verordnungen oder abgeschlossenen Verträge entstehenden Streitigkeiten, in einzelnen Fällen, an die competenten Behörden des Bundesstaates, in welchem die Besitzungen der Berechtigten gelegen sind, zur Entscheidung gebracht werden und somit jeder einseitigen legislatorischen Erklärung entzogen sind.

Wenn nun hiermit als erwiesen anzunehmen seyn dürfte, daß der Schlußsatz des 53. Artikels nicht nur nicht für die Behauptung: es sey lediglich der Willkühr der einzelnen Regierungen überlassen, ob sie bei der Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte die früherhin gesetzlich bestandenen landständischen Rechte berücksichtigen wollen oder nicht wollen, sondern sogar dagegen spricht: so geht sodann das Hinfällige derselben auch schon aus der Wortstellung in dem 55. Artikel der Schlußacte von selbst hervor.

Die ganze Fassung dieses aus einem Haupt- und einem Zwischen-Satze bestehenden Artikels, widerspricht jener, schon durch den Zweck der ganzen, das Verfassungswerk in Deutschland betreffenden, Gesetzgebung verworfenen Behauptung auf das allerbestimmteste.

Der Hauptsatz setzt, in Beziehung auf das, was, gegen die Regel, daß der Bund in innere Angelegenheiten der Staaten nicht einwirken soll, in den Artikeln 53 und 54 ausnahmsweise demselben dennoch eingeräumt und, unbeschadet dieser Ausnahme, den einzelnen Regierungen doch wieder allein überlassen wurde, fest:

> «Den souverainen (von fremder Obergewalt unabhängigen) Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese (die Erfüllung des 13. Artikels der Bundesacte betreffende) innere Landesangelegenheit (selber und ohne Einmischung des Bundes) zu ordnen».

Dagegen aber giebt der Bund auch wieder Ziel und Maaß für das, was bei dem Ordnen dieser innern Landesangelegenheit den souverainen Fürsten überlassen bleibt, indem der Zwischensatz des Artikels vorschreibt, daß diese innere Landesangelegenheit

> «mit Berücksichtigung sowohl der früherhin gesetzlich bestandenen

ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse»

geordnet werden soll.

Sollte jene Behauptung, daß die einzelnen Regierungen bei dem Ordnen dieser innern Landesangelegenheit die älteren ständischen Rechte nach ihrem Gutdünken berücksichtigen oder auch nicht berücksichtigen könnten, durch die Wortstellung den Schein der Wahrheit, den ihr der Zweck der ganzen Gesetzgebung nicht weniger, als die ausgesprochene und wohl begründete Abneigung der Gesetzgeber, Verfassungen aus bloßen Verstandesbegriffen und ohne Rücksicht auf das, was sich in der Vorzeit auf nothwendige und noch fortwirkende, nicht bloß vorübergehende Weise, gestaltet hat, entstehen zu lassen, auf das allerunzweifelhafteste abspricht, dennoch gewinnen; so mußte der Artikel doch ganz anders und etwa so gefaßt seyn: «Den souverainen Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Landesangelegenheit zu ordnen, und dabei sowohl die früherhin bestandenen ständischen Rechte, als die gegenwärtigen Verhältnisse zu berücksichtigen».

Immerhin gewährt der richtig interpretirte 55. Artikel den Regierungen einen sehr weiten, obgleich bestimmt abgegränzten Spielraum; der weite Umfang dieses Spielraums und die bestimmte Gränze desselben, sind aber beide gleich wohlthätig. Jener erleichtert den Regierungen, die sich im Falle des genannten Artikels befinden, die Lösung der Aufgabe: das Vorrecht, das im Laufe der Zeiten vielleicht zum Unrecht geworden, da, wo es wirklich zum Unrecht geworden ist, durch Gleichsetzung der Nichtbevorrechteten mit den Bevorrechteten zu der Würde des Rechts zu erheben; diese aber verhindert, daß mit dem Vorrechte der Einzelnen nicht auch das Recht Aller zu Grunde gehe; denn sehr wahr ist, was ein Holsteinischer Schriftsteller sagt: «Unbesonnene nur verschleudern einen Schatz, weil er nicht das modische Gepräge hat. Vorrechte dürfen zwar den Rechten, aber auch nur allein den Rechten weichen.

§. 8.

Dagegen verordnet, in Beziehung auf den zweiten Fall, wenn nämlich in irgend einem Bundesstaate eine landständische Verfassung in anerkannter Wirksamkeit besteht, der 56. Artikel der Schlußacte: «Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur auf verfassungsmäsigem Wege wieder abgeändert werden».

Diese Bestimmung ist, wie die Verhandlungen des Wiener Congresses im Jahre 1814 und 1815 beurkunden, offenbar aus der Ueberzeugung hervorgegangen, daß es für ein

neues Recht keine Bürgschaft geben könne, wenn das alte Recht spurlos verschwinden dürfte.

Daß jene Bestimmung aus dieser Ueberzeugung wirklich hervorgegangen sey, werde ich später, durch die zu Wien in den Jahren 1814 und 1815 über diese und ähnliche Gegenstände statt gehabten Verhandlungen, nachweisen. Niemand aber erschrecke vor dieser Bestimmung; auch der nicht, welcher, in dem Alten nur Veraltetes, im alten Vorrechte auch ursprüngliches Unrecht zu erblicken, sich hat verführen lassen.

Das Alte war, zu seiner Zeit, neu; das Vorrecht war, zu seiner Zeit, ein gutes Recht; daß, in anderer Zeit, das Alte veraltet, das Vorrecht zum Unrechte geworden seyn kann; wer läugnet es?

Wer möchte aber behaupten, daß nicht auch auf dem verfassungsmäßigen Wege, wenn gleich vielleicht ein wenig langsamer, das Veraltete zweckmäßig umgestaltet, das Unrecht dem Rechte zum Opfer gebracht werden könne? Nur der, welcher an der Kraft, welche die Wahrheit auf das menschliche Gemüth übt, ganz und gar verzweifeln zu müssen wähnt! Die Wahrheit und das Recht üben, weil sie göttlichen Ursprungs sind, eine beinahe unwiderstehliche Kraft, die sich nur darum so selten in ihrer ganzen Fülle zeigt, weil die Menschen, welche durch sie wirken zu wollen vorgeben, damit etwas ganz anderes, als die Anerkennung der Wahrheit und des Rechtes üben, nämlich den eignen, mit jenen größtentheils unverträglichen, Vortheil bezwecken; wo aber wäre das Volk oder wo wären auch die Stände des Volkes aufzuweisen, welche der Regierung widerstanden hätten oder auch nur hätten widerstehen wollen, die Wahrheit und Recht, zur rechten Zeit und rein, in ihren Staatseinrichtungen realisiren wollte? Wo dieses Bestreben nicht gelang — das lehrt die Geschichte — da fehlte es entweder an dem reinen und festen Willen, oder an der Klugheit der Regierungsorgane.

Ich halte daher die gesetzliche Bestimmung dieses 56. Artikels für sehr weise; wer sie dafür aber auch nicht halten möchte, dem müßte doch die richtige Anwendung derselben, so lange sie gesetzliche Kraft behält, heilig bleiben, da aus dem Nachtheiligen eines gegebenen Gesetzes nicht auf dessen Ungültigkeit geschlossen werden kann.

§. 9.

In Beziehung auf den dritten Fall, den nämlich, wenn der Bund die besondere Garantie einer, in einem Bundesstaate eingeführten, landständischen Verfassung übernommen hat, (denn die Uebernahme der allgemeinen Garantie liegt schon in dem Daseyn der, das Verfassungswerk in Deutschland betreffenden, gesetzlichen Bestimmungen und in den für alle Fälle geltenden Bestimmungen der Artikel 7 und 31 der Schlußacte —) bestimmt

der Artikel 60 derselben: «Sie (die Bundesversammlung) erhält dadurch die Befugniß, auf Anrufen der Betheiligten die Verfassung aufrecht zu erhalten, und die über Auslegung oder Anwendung derselben entstandenen Irrungen, so fern dafür nicht anderweitig Mittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben sind, durch gütliche Vermittlung oder compromissarische Entscheidung beizulegen».

In einem solchen Falle hat demnach die Bundesversammlung das Recht, in eine Prüfung der garantirten Verfassung einzugehen, den Sinn der einzelnen Artikel zu erörtern, und die Frage: ob der einzelne Fall, der zur Irrung Veranlassung gegeben hat, richtig oder unrichtig unter die Vorschrift der Verfassung subsumirt worden sey, zu entscheiden: denn sie soll, wenn gütliche Ausgleichung nicht zu erzielen ist, als Schiedsrichter entscheiden. Aber auch in einem solchen Falle, darf sie unaufgefordert, weder vermittelnd, noch schiedsrichterlich entscheidend, eintreten, wenn zur Ausgleichung solcher Irrungen anderweitige Mittel und Wege vorgeschrieben sind.

§. 10.

Wenn hingegen über die Auslegung und Anwendung einer landständischen Verfassung, deren besondere Garantie der Bund nicht übernommen hat, Irrungen entstehen (und dieß ist der vierte und letzte der im Gesetze vorgesehenen Fälle); so hat die Bundesversammlung, auf Anrufen der Betheiligten, nur die über den 13. Artikel der Bundesacte in der Schlußacte festgesetzten Bestimmungen aufrecht zu erhalten. Sie muß demnach nach dem Artikel 53 bewirken, daß die übernommene Verbindlichkeit, nach welcher jede landständische Verfassung — sey sie eine alt-bestehende oder neu wieder hergestellte — statt finden soll, erfüllt und die Anwendung der getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle, jedoch ohne Einmischung des Bundes in die Beurtheilung derselben, gesichert werde.

Wenn nun in einer landständischen Verfassung die Mittel und Wege, wodurch jene Anwendung gesichert und entstandene Irrungen ausgeglichen werden sollen, gesetzlich nicht bestimmt seyn sollten; so hat sich die Versammlung auf die Fürsorge zu beschränken, daß solche Mittel und Wege gegeben und eröffnet werden.

Nur dann, wenn die Nichterledigung solcher Irrungen die innere Sicherheit gefährden, Widersetzlichkeit gegen die Obrigkeit erregen, oder gar Aufruhr herbeiführen sollte, sollen, ausser den in der Bundesverfassung liegenden Mitteln, gütliche Ausgleichung und compromissarische Entscheidung, nach Umständen, auch die im 26. und 27. Artikel der Schlußacte vorgesehenen Maaßregeln in Anwendung kommen.

Alles dieß scheint unzweideutig aus den Worten des 61. Artikels hervorzugehen, welche so lauten: Ausser dem Falle der übernommenen besondern Garantie einer landständischen

Verfassung und der Aufrechthaltung der über den 13. Artikel der Bundesacte hier festgesetzten Bestimmungen, ist die Bundesversammlung nicht berechtigt, in landständische Angelegenheiten oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen einzuwirken, so lange solche nicht den im 26. Artikel bezeichneten Charakter annehmen, in welchem Falle die Bestimmungen dieses, so wie des 27. Artikels, auch hierbei ihre Anwendung finden.

Dieser Artikel kann, nach Allem, was bis hierher auseinander gesetzt wurde, den Bund und dessen Einwirkung nur von dem eigenen, unmittelbar vermittelnden, oder schiedsrichterlich entscheidenden Einschreiten, keinesweges aber davon ausschliessen, daß er, falls über die Auslegung oder Anwendung einer nicht besonders garantirten Verfassung Streitigkeiten entständen, und in dieser Mittel und Wege, solche zu beseitigen, gesetzlich nicht vorgeschrieben seyn sollten, die Ausmittlung und den Gebrauch jener Mittel und Wege, deren Existenz, selbst bei besonders garantirten Verfassungen, um die Entscheidung von Bundeswegen überflüssig zu machen, als wahrscheinlich vorausgesetzt worden, verlange und erforderlichen Falls bewirke. Denn nicht der Willkühr, sondern dem Rechtssinne der Regierungen sollte ein freier, der unmittelbaren Einwirkung des Bundes, so lang als immer möglich, unzugänglicher Spielraum für wohlthätige Einrichtungen im Innern ihrer Staaten gesichert bleiben. Dem Bunde aber liegt für seinen Zweck nicht nur an der Herstellung, sondern eben so viel an der Aufrechthaltung der hergestellten Verfassungen und ihrer fortgesetzten Wirksamkeit. Dieser Zweck des Bundes kann ohne durchgreifende Anwendung der in der Verfassung liegenden Grundsätze auf die Staatsangelegenheiten, hinsichtlich welcher den Ständen gewisse Rechte eingeräumt sind; er kann ohne bestimmte Einrichtungen, durch welche diejenigen Hindernisse, welche sich der durchgreifenden Anwendung jener Grundsätze entgegenstellen, unmöglich erreicht werden.

Die Annahme, daß der Bund, bei nicht besonders garantirten Verfassungen, sich um die Mittel und Wege, die Anwendung der in ihnen festgesetzten Bestimmungen zu sichern, auch, erforderlichen Falls, gar nicht, oder doch nicht früher bekümmern dürfe, als bis aus der gestörten Anwendung der verfassungsmäßigen Grundsätze, Unordnung und Widersetzlichkeit eingerissen seyen, würde nicht allein die Gesetzgeber im Bunde, gegen alle Regeln der Interpretation, mit sich selber und mit ihrer eigenen Gesetzgebung in einen unauflösbaren Widerspruch versetzen, sondern auch die Stände und übrigen Unterthanen eines Landes, in welchem eine nicht besonders garantirte Verfassung verletzt und ihnen dagegen die (von der richterlichen noch immer verschiedene) rechtliche (schiedsrichterliche) Hülfe versagt würde, zur Widersetzlichkeit und zur Unruhestiftung gleichsam herausfordern.

Jene Annahme muß also, als eine durchaus unzulässige, verworfen werden, da, wie die Reclamanten (S. 64 der Denkschrift) mit Recht sagen, unter den verschiedenen Rechtsverletzungen diejenige, welche eine Gerechtsame in einem gegebenen Falle aus den Augen setzt, unstreitig noch die geringere ist, während der, welcher das Rechtsverhältniß überhaupt gar nicht kennen und alle Erörterung desselben versagen wollte, dadurch nicht bloß das einzelne Recht, sondern die allgemeine Grundlage alles Rechts im Staate, aufheben würde.

§. 11.

Sollen nun diese aus den gesetzlichen Bestimmungen der Schlußacte, wie ich hoffe, ungezwungen abgeleiteten Grundsätze auf den vorliegenden speciellen Fall angewendet und der Antrag der Commission darnach beurtheilt werden; so muß dieser Anwendung und Prüfung eine Rückerinnerung an das Petitum der Reclamanten vorangehen.

Das Ansuchen der aus Prälaten und Ritterschaft gebildeten Körperschaft geht dahin:

1) die hohe Bundesversammlung wolle ihre, in anerkannter Wirksamkeit bestehende, Holsteinische Verfassung in ihrer ganzen, namentlich auch auf die Verbindung mit dem Herzogthume Schleswig bezüglichen Ausdehnung, in Gemäßheit des Artikels 56 der Wiener Schlußacte, ihres Schutzes, ihrer vermittelnden Fürsorge würdigen, daß dieselbe, wie sie sich einer urkundlichen Anerkennung Seiner Königlichen Majestät, ihres allergnädigsten Landesherrn, bereits erfreue, so auch practisch anerkannt und beachtet, dem Lande erhalten, und vornehmlich in Hinsicht des Steuerbewilligungsrechts ungekränkt verbleibe;

2) die hohe Bundesversammlung wolle bei Seiner Majestät dem Könige, als Herzoge von Holstein, die Vermittlung auf dem, nach ihrer (der Versammlung) Weisheit, geeignetesten Wege dahin übernehmen, daß den Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft die Versicherung angedeihe, daß diejenigen Beiträge, welche die klösterlichen und adeligen Gründe interimistisch und bis zu den Bestimmungen des Landtages, ausser der ordentlichen Contribution, willig und nach Kräften zu den Staatsbedürfnissen leisten werden, ihren Freiheiten unschädlich seyn und auf dem Wege des gütlichen Uebereinkommens, nicht aber des Zwanges, von ihnen erhoben werden sollen;

3) da endlich die Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft weit entfernt seyen, einer Umgestaltung ihrer Landesverfassung in zeitgemäßere Formen irgend Hinderniß in den Weg legen zu wollen, sie vielmehr die Begründung derselben für das dringendste Landesbedürfniß erkennen, auch, vornehmlich in Hinsicht ihrer schleunigeren hülfreichen Herbeiführung, Hoffnung aus der nachgesuchten Vermittlung schöpfen; so wolle eine hohe Bundesversammlung hochgeneigt dahin vermitteln, das sie (Prälaten und Ritterschaft) doch, bis zum erwünschten

Eintritte dieſer neuen Verfaſſungsordnung, in ihrer rechtlich beſtehenden, landesherrlich anerkannten Verfaſſungsgerechtſame in alle Wege geſchützt, ingleichen ihre Vorſchläge in Hinſicht der einzuführenden Veränderungen vernommen und berückſichtigt werden, die dermalen in anerkannter Wirkſamkeit rechtlich beſtehende Verfaſſung aber, nach den Worten des Artikels 56 der Wiener Schlußacte, anders nicht, als auf dem in dieſer Verfaſſung ſelbſt liegenden Wege, abgeändert werden möge.

Die Reclamanten glauben dieſes Anſuchen hiſtoriſch und rechtlich begründet zu haben.

§. 12.

Bei der Prüfung dieſer hiſtoriſchen und rechtlichen Beleuchtung, ſtellte ſich als ganz unzweifelhaftes Reſultat dar:

1) daß die aus Prälaten und Ritterſchaft gebildete Körperſchaft als betheiligte anerkannt werden müſſe, ſchon deßwegen, weil die Regierung die Errichtung eines beſtändigen Ausſchuſſes der Ritterſchaft, ſeit 1775, anerkennt, welcher dazu beſtimmt iſt, das Corps auſſer den Verſammlungen vorzuſtellen, ſeine Rechte zu wahren und das Nöthige für die Convente des Corps, ohne übrigens auf deſſen Verfaſſung irgend Einfluß zu haben, vorzubereiten; die Convente aber, ohne Nachtheil der Landtage und gerade zum Zwecke der Förderung derſelben, ſeit 1656, mit landesherrlicher Genehmigung eingeführt waren.

Denkſchrift §. 4, S. 13 und §. 13, S. 31.

2) daß die Nachweiſung: eine landſtändiſche Verfaſſung finde, den in den Artikeln 13 der Bundes- und Artikel 54 der Schluß-Acte enthaltenen bundesgeſetzlichen Beſtimmungen zuwider, in ungekränkter, obwohl urkundlich angeblich anerkannter, Wirkſamkeit nicht ſtatt, auf hinreichende Weiſe gegeben ſey.

Da dieß nun, nach §. 4 dieſes Gutachtens, hinreicht, die Competenz der Bundesverſammlung in der Art zu begründen, daß die Beſchwerde von ihr angenommen und die Erfüllung jener bundesgeſetzlichen Beſtimmungen bewirkt d. h. eine landſtändiſche Verfaſſung ins practiſche Leben gerufen werde: ſo dürfte, in dieſer Beziehung, der Antrag der Commiſſion — obwohl er vielleicht hinter dem zurück blieb, was er, dem Geſetze zufolge, noch auſſer der abverlangten Erklärung des Däniſch-Holſteiniſchen Gouvernements hätte enthalten können — vollkommen gerechtfertigt erſcheinen.

§. 13.

Es kam aber auch noch darauf an, zu prüfen: ob die Behauptung der Reclamanten, daß in Holſtein eine landſtändiſche Verfaſſung in anerkannter Wirkſamkeit beſtehe, gegründet ſey oder nicht?

Erſchien dabei dieſe Behauptung völlig gegründet; ſo mußte, in Folge des 53., 54. und 56. Artikels (§. 1, 2, 3 und 8 des Gutachtens), darauf angetragen werden, dafür zu ſorgen, daß die in anerkannter Wirkſamkeit ſtehende landſtändiſche Verfaſſung in practiſche Wirkſamkeit geſetzt und daran, anders als auf verfaſſungsmäſigem Wege, nichts geändert werde.

Erſchien dieſe Behauptung völlig ungegründet; ſo mußte — da eine landſtändiſche Verfaſſung in Holſtein, notoriſch, in anerkannter Wirkſamkeit wenigſtens geweſen war — in Folge des 55. Artikels (§. 7 dieſes Gutachtens) darauf angetragen werden, dafür zu ſorgen, daß das Holſteiniſche Gouvernement dieſe innere Landesangelegenheit in Ordnung bringe, bei der herzuſtellenden Verfaſſung aber, neben den gegenwärtig etwa obwaltenden Verhältniſſen, auch die früherhin beſtandenen ſtändiſchen Rechte berückſichtige.

Erſchien aber dieſe Behauptung zweifelhaft; ſo mußten dieſe Zweifel gelöſt werden. Der erſte Schritt dazu war die Einholung einer Erklärung des Holſteiniſchen Gouvernements auf den Inhalt der von den Reclamanten eingereichten Denkſchrift.

Hätte die Commiſſion jene von den Reclamanten aufgeſtellte Behauptung für unzweifelhaft unbegründet gehalten; ſo würde ſie den Antrag auf Einholung einer Erklärung des Gouvernements nicht gemacht haben; da ſie aber dieſen Antrag gemacht hat: ſo muß ſie natürlich der Ueberzeugung geweſen ſeyn, daß für jene Behauptung nicht unwichtige Momente vorliegen. Selbſt dann aber, wenn ihr dieſe Momente als entſcheidende vorgekommen ſeyn ſollten, würde ſie dennoch — auch abgeſehen von dem: Audiatur et altera pars — in der Ehrfurcht vor dem Monarchen Dänemarks, und in dem auf Seine Gerechtigkeitsliebe geſetzten Vertrauen, einen Beſtimmungsgrund gefunden haben, nicht anders, als geſchehen, ihren Antrag zu ſtellen, der nun, von allen geſetzlichen Geſichtspuncten aus geprüft, wohl als gerechtfertigt wird anerkannt werden müſſen.

Unter dieſen Umſtänden werden die Einwendungen, welche der Herr Graf von Eyben gegen die aus dem 56. Artikel abgeleitete Competenz erhoben hat, nicht mehr als ſolche angeſehen werden können, welche die Competenz ſelbſt berühren, ſondern vielmehr als ſolche, welche der von den Prälaten und Ritterſchaft aufgeſtellten Behauptung, daß in Holſtein eine ſtändiſche Verfaſſung in anerkannter Wirkſamkeit beſtehe, entgegengeſetzt werden.

Wenn der 56. Artikel der Schlußacte, ſelbſt bei einer von den übrigen, das Verfaſſungswerk betreffenden, Artikeln abgeſonderten Betrachtung deſſelben, die Bundesverſammlung in dem Augenblicke, in welchem ſich Betheiligte darauf berufen, zu der Prüfung, ob dieſer Artikel anſchlage oder nicht, verpflichtet; ſo iſt, ſchon durch jene Berufung darauf, ihre

Competenz begründet. Vermöge ihrer Competenz entscheidet sie dann erst die Frage: ob der angerufene Artikel mit Recht und mit Unrecht angerufen worden sey.

Der Herr Graf von Eyben gesteht nun zwar ein, daß dem Lande Holstein Privilegien und unter Anderen auch das der freien Steuerbewilligung gegeben gewesen sey; widerspricht aber jener Behauptung, daß diese Privilegien noch in anerkannter Wirksamkeit seyen.

Nach dieser Erklärung scheint nun eine, wenn auch nur vorläufige, Erörterung der Puncte, worauf es bei der Beurtheilung der Behauptung und Gegenbehauptung ankommen dürfte, nicht mehr umgangen werden zu können.

Es wird also untersucht werden müssen, ob das Herzogthum Holstein eine in anerkannter Wirksamkeit bestehende Verfassung besitze, und, da der Herr Graf von Eyben bereits einige Gründe angegeben hat, aus welchen hervorgehen soll, daß eine solche Verfassung in Holstein nicht bestehe, so wird jene Untersuchung in zwei Theile zerfallen müssen, wovon der eine sich mit Beleuchtung jener Gründe; der andere mit der Aufstellung derjenigen Momente, welche der Behauptung der Reclamanten zur Seite stehen dürften, zu beschäftigen haben wird.

II.

Hat das Herzogthum Holstein eine, in anerkannter Wirksamkeit bestehende, landständische Verfassung?

A) Beleuchtung der für die Verneinung dieser Frage vorläufig angeführten Gründe.

§. 14.

Der Herr Referent hat diese Gründe für den dermaligen Zweck seines Vortrags so gut gewürdigt, daß ich mich, unbeschadet der Vollständigkeit meiner Abstimmung, um so mehr auf einige Hauptmomente beschränken darf, als ich, in der zweiten Unterabtheilung derselben, die für die Bejahung der aufgeworfenen Frage sprechenden Gründe im Zusammenhange vortragen werde.

Das größte Gewicht legt die gesandtschaftliche Erklärung auf die Auflösung der Deutschen Reichsverfassung und auf die, in Folge dieses Ereignisses, bewirkte Einverleibung des Herzogthums Holstein in das Königreich Dänemark.

Daß aus der Auflösung der Reichsverfassung die Vernichtung der Deutschen Territorialverfassungen nicht gerechtfertigt werden könne, ist ein von den ausgezeichnetesten Publicisten unsers gemeinsamen Vaterlandes hinlänglich erwiesener Satz. Ich will aber, statt

aller übrigen, nur einen einzigen ſprechen laſſen, weil er zugleich Staatsmann und Miniſter eines Staates iſt, deſſen Verfaſſung ebenfalls, per injuriam temporum, vernichtet war.

Graf Münſter, einer der Königlich-Hannöveriſchen Bevollmächtigten am Wiener Congreſſe, ſagt, im Einverſtändniſſe mit ſeinem Mitbevollmächtigten, in einer unter dem 21. October 1814 an das Comité der fünf Deutſchen Höfe (Oeſterreich, Preuſſen, Baiern, Hannover und Würtemberg) gerichteten Note, in Beziehung auf gewiſſe, von Baiern und Würtemberg geäuſſerte Widerſprüche, darüber Folgendes: «Seine Königliche Hoheit der Prinz Regent von Großbritannien und Hannover können den Satz nicht anerkennen, daß, ſelbſt nach den Veränderungen, die in Deutſchland vorgegangen ſind, den Fürſten ganz unbedingte und rein deſpotiſche Rechte über ihre Unterthanen zuſtehen. Der Grundſatz, daß der Verfall der Deutſchen Reichsverfaſſung auch den Umſturz der Territorialverfaſſung der Deutſchen Staaten — in ſo fern dieſe nicht Puncte betraf, die ausſchließlich ihr Verhältniß mit dem Reiche bezweckten — im rechtlichen Sinne nach ſich ziehe, läßt ſich keineswegs zugeben. Ein Repräſentativ-Syſtem iſt in Deutſchland, von den älteſten Zeiten her, Rechtens geweſen. In vielen Staaten beruhten deſſen nähere Beſtimmungen auf förmlichen Verträgen zwiſchen den Landesherren und ihren Unterthanen; und ſelbſt in denjenigen Landen, wo keine ſtändiſchen Verfaſſungen erhalten waren, hatten die Unterthanen gewiſſe und wichtige Rechte, welche die Reichsgeſetze nicht allein beſtimmt darlegten, ſondern auch ſchützten».

Demnach dürfte ein Umſturz einer Territorialverfaſſung, welche, wie die Holſteiniſche Verfaſſung, auf förmlich, zwiſchen den Landesherren und ihren Unterthanen, für ſich und ihre Nachfolger, abgeſchloſſenen und eidlich beſtätigten Verträgen beruhte, mit dem Verfalle der Deutſchen Reichsverfaſſung, im rechtlichen Sinne, wohl nicht zu rechtfertigen ſeyn.

Dieß haben auch die Deutſchen Fürſten wohl eingeſehen, und, da es dem Herrn Grafen Eyben, bei der Gelegenheit, als er ſeiner Erklärung noch einige mündlich vorgetragene Nachträge hinzufügte, gefallen hat, unter denjenigen Fürſten, welche ſich nach Auflöſung des Reichsverbandes veranlaßt ſahen, ebenfalls die Verfaſſung ihres Landes aufzuheben, auch den höchſtſeligen König von Würtemberg zu nennen; ſo wird es mir, der ich es mir zur Ehre rechne, unter dieſem Fürſten, meinem zweiten Vaterlande, gedient zu haben, um ſo mehr geſtattet ſeyn, darüber ein Wort zu ſagen, als daſſelbe für die Sache, welche hier verhandelt wird, nicht einmal auſſer näherer Beziehung ſtehen dürfte.

Friedrich, der erſte König von Würtemberg, der, in den Zeiten des Schreckens, der Gefahr und des drückendſten Deſpotismus, der von Auſſen geübt wurde, Männliches gethan hat, um Sich und Seinem Volke ſo viel von nationaler Selbſtſtändigkeit zu erhalten, als nur immer aus dem allgemeinen Schiffbruche gerettet werden konnte, der es zu verhin-

dern wußte, daß der Würtemberger Französischen Gesetzen huldigte, daß er in Spanien sein Blut vergiessen, vor Französischen Ministern kriechen oder dem Einflusse der Französischen geheimen Polizei unterliegen mußte, hob freilich die Verfassung Seines Landes auch auf. Es hat tief geschmerzt: allein die Geschichte wird die Gesinnung, mit der — und die Verhältnisse, unter welchen es geschah, besser zu würdigen wissen, als die Zeitgenossen sie würdigten, die in ihren Ansichten nothwendig befangen waren.

Es sey erlaubt, darüber und über das, was Er, um die Wunde, welche die Aufhebung der Landesverfassung geschlagen hatte, zu heilen, für nothwendig hielt, in einer Verordnung, die Er während des Wiener Congresses erließ, Ihn Selber sprechen zu lassen:

«Von dem Augenblicke an, als gebieterische politische Verhältnisse die Staatsveränderung von 1806 herbeigeführt hatten, faßten Wir den festen Entschluß, Unserm Königreiche, sobald der Drang der Umstände aufgehört haben und ein fester Stand der Dinge eingetreten seyn würde, eine, seiner innern und äussern Lage, den Rechten der Einzelnen und den Bedürfnissen des Staates angemessene, Verfassung und ständische Repräsentation zu geben. Die Ausführung dieses Entschlusses verzögerte sich durch die nachmaligen Zeitereignisse, welche die Vornahme einer solchen wesentlichen Grundeinrichtung der ganzen Staatsorganisation nicht räthlich machen konnten. Erst die im vorigen Jahre eingetretene, Veränderung in den öffentlichen Angelegenheiten konnte diesem, Unserm landesväterlichen Herzen so angelegenen, Wunsch der Ausführung näher bringen, und Wir würden daher, gleich nach Abschliessung des Pariser Friedens, denselben in Erfüllung gebracht haben, wenn nicht von dem zu vollständiger Berichtigung des allgemeinen Friedens beschlossenen Congresse in Wien, Abänderungen in den inneren und äusseren Verhältnissen des Königreichs zu erwarten gewesen wären, und es daher zweckmäßiger geschienen hätte, die Ausführung auf die Resultate jenes Congresses auszusetzen. Indessen haben Wir gleich Anfangs, in den zu Behandlung der Deutschen Angelegenheiten statt gehabten Conferenzen der zu Wien versammelten Souverains, Unsern festen Endschluß und die Absicht der Einführung einer Ständeverfassung im Königreiche erklärt. Da aber die Endresultate dieses Congresses nicht so schnell, als Wir in Beziehung auf jene Absicht gewünscht hätten, herbeigeführt werden konnten: so finden Wir Uns bewogen, Unserm Volke die ihm bestimmte Wohlthat nun nicht länger vorzuenthalten, und dadurch öffentlich zu beweisen, daß nicht eine äussere Nothwendigkeit oder eine gegen Andere eingegangene Verbindlichkeit, sondern bloß die feste Ueberzeugung von dem Bedürfnisse einer angemessenen

ſtändiſchen Verfaſſung für das weſentliche Intereſſe des Staates, und der Wunſch Uns geleitet haben, auch hierdurch, nach 17 ſtürmiſchen Jahren, in welchen die Vorſehung Uns und Unſer Reich erhalten hat, das Glück Unſers Volkes für künftige Generationen dauerhaft zu begründen. Wir haben zu dem Ende die Grundzüge einer ſolchen Verfaſſung, worin die Zuſammenſetzung der Stände, der ihnen zukommende Antheil an der Geſetzgebung und der Beſteuerung, das Recht, ihre Bitten und Wünſche vor dem Throne niederzulegen, ſo wie allgemeine und weſentliche Rechte und Verpflichtungen der Unterthanen beſtimmt werden, entworfen und eine Commiſſion von Staatsdienern, aus verſchiedenen Claſſen der Nation, verſchieden nach Stand, Amtsverhältniſſen, Religionsbekenntniß und Güterbeſitz, mit dem Auftrage niedergeſetzt, den hiernach reiflich ausgearbeiteten Entwurf einer Repräſentativ-Verfaſſung für das Reich Uns zur Genehmigung vorzulegen; die von Uns ſanctionirte Verfaſſungsurkunde werden Wir ſodann der ſtändiſchen Repräſentation, welche Wir auf den 15. März d. J. (1815) hier zu verſammeln gedenken, übergeben, ſie beſchwören, und in volle Ausübung ſetzen laſſen u. ſ. w.«

Friedrich I. verlangte von der einberufenen ſtändiſchen Repräſentation, ohne vorhergegangene Prüfung dieſes Entwurfs und punctweiſe Einwilligung der Stände, keinen Eid, und da dieſe — obwohl, in dem erſten Entwurfe ſchon, das Recht, die Geſchäfte des Landtags durch Ausſchüſſe vorbereiten zu laſſen; das Recht der Selbſtbeſteuerung; das Recht, die Verwendung der zu gewiſſen Zwecken verwilligten Steuern zu controlliren und nur für nachgewieſene Bedürfniſſe des Staats Abgaben zu bewilligen; das Recht, bei der Geſetzgebung, innerhalb genau und richtig beſtimmter Gränzen, zu concurriren; das Recht, die Staatsdiener verantwortlich zu machen, jeden Staatsdienſt, ohne Rückſicht auf Geburt, zu ambiren, der gleichen Vertheilung der Laſten u. ſ. w. eingeräumt worden war — darin dennoch die früherhin geſetzlich beſtandenen ſtändiſchen Rechte des Herzogthums Würtemberg nicht hinlänglich berückſichtigt fanden, verſchmähte es dieſer Regent, der von Seiner Würde einen hohen Begriff hatte, und die Kraft, ſie reſpectiren zu machen, auf ausgezeichnete Weiſe in ſich trug, nicht, ſich mit den zuſammenberufenen Ständen über eine Grundlage weiterer Verhandlungen über die künftige Verfaſſung des Landes zu vereinigen, aus welchen Verhandlungen, da Ihn Selber der Tod überraſchte, unter der Leitung Seiner jetzt regierenden Königlichen Majeſtät, die jetzige Verfaſſung, von allen Seiten geprüft und anerkannt, als ein Kleinod des Fürſten und des Volkes hervorgegangen iſt.

So viel, auf die ungeſucht dazu mir gegebene Veranlaſſung, zu ſagen, glaubte ich den Manen dieſes, in Seinen trefflichen Regenten-Eigenſchaften nicht genug erkannten,

Fürsten schuldig zu seyn, und ich glaubte diese Pflicht um so unbesorgter auch hier erfüllen zu dürfen, da aus der mitgetheilten Verordnung, übereinstimmend mit den Aeusserungen des Königlich-Baierischen Gouvernements auf dem Congresse zu Wien, deutlich hervorgeht, daß die von beiden Regierungen, gegen eine ausgedehntere Fassung des 13. Artikels der Bundesacte, auf jenem Congresse erhobenen Widersprüche nicht den Zweck hatten, der Regierungswillkühr freieren Spielraum zu lassen, sondern nur den, den Bundesstaaten, dem Bunde gegenüber, diejenige Selbstständigkeit zu sichern, welche nöthig ist, um der Mißkennung der landesherrlichen Macht im eigenen Staate, und dem allerdings möglichen Mißbrauch der Bundesgewalt zu entgehen.

§. 15.

So wenig als in der Auflösung der Deutschen Reichsverfassung der Grund gefunden werden kann, die Holsteinische Verfassung als eine solche, welche im rechtlichen Sinne nicht mehr bestände, zu betrachten; eben so wenig bietet zu solcher Betrachtungsweise die temporäre Einverleibung Holsteins in das Königreich Dänemark irgend einen Rechtsgrund dar.

Es würde sich, vom politischen Standpuncte aus, schon gegen den Act der Einverleibung selbst, viel sagen lassen, da damals, als das Holsteinische Grafenhaus mit dem Herzogthume Schleswig im Jahr 1326 (Privilegiensammlung S. 26.) erblich belehnt ward, die Anordnung für nöthig gehalten wurde, daß dasselbe niemals wieder an die Krone Dänemark so zurückfallen solle, daß Ein Herr über beide sey.

Ward nun gleich diese Satzung, unter Zustimmung der Landstände, bald wieder anders festgestellt; so geht doch so viel daraus hervor, daß jener Act, der schon für ein mit Deutschland nicht verbundenes Land als ein bedenklicher erachtet wurde, in Beziehung auf Holstein noch größere Bedenklichkeiten erregen mußte.

Es ist aber, selbst in und mit diesem Einverleibungsact Holsteins in Dänemark, weder die Nothwendigkeit, noch die Wirklichkeit gegeben, daß um seinetwillen die Holsteinische Landesverfassung als rechtlich zu Grunde gegangen betrachtet werden müsse.

Nicht die Nothwendigkeit: denn wie lange wurde nicht das Herzogthum Schleswig, das nie mit Deutschland verbunden war, in inniger Einigung, selbst mit dem mit Deutschland verbundenen Holstein, von den Königen von Dänemark regiert, ohne daß diese sich gedrungen gefühlt hätten, diese Einigung zu lösen und Schleswig in einen verfassungslosen Zustand zu versetzen! Derselbe König, welcher im Jahre 1660 das imperium absolutum über sein Königreich, für sich und seinen Stamm, durch freie Uebertragung erwarb, bestätigte in einer, nur in puncto electionis abgeänderten, sonst

aber mit allen früheren gleich bündigen, Urkunde und unter eidlicher Betheuerung, für sich und seine Nachkommen, sämmtliche Privilegien der Prälaten, Ritterschaft, Mannschaft und Städte, und fuhr fort, in beiden Herzogthümern nach den Grundlagen der alten vertragsmäßigen Landesverfassung zu regieren, und Landtage halten zu lassen.

Nicht die Wirklichkeit: denn, in dem, wegen der Einverleibung des Herzogthums Holstein in das Königreich Dänemark, ergangenen Königlichen Patente vom September 1806 ist, wenn ich dieses, bloß vorgelesene, in den Acten aber nicht befindliche, Patent nicht ganz unrichtig verstanden habe, der Aufhebung der Landesverfassung förmlich nicht nur nicht gedacht, sondern es dauerte auch, mit Vorwissen der Regierung, die Deputation der Schleswig-Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, deren Attribute durch ein Regulativ von 1778 normirt sind, bis zu dem heutigen Tage fort.

Denkschrift S. 60, Num. 2.

Wenn aber auch diese beiden Ereignisse — die Auflösung des Reichsverbandes und die Einverleibung Holsteins in das Königreich Dänemark — die Vernichtung der Holsteinischen Territorialverfassung zur Folge wirklich gehabt hätten, und zur Folge hätten haben müssen, so ist doch seitdem an die Stelle des Reichs, wenn auch mit bedeutenden Modificationen, der Deutsche Bund getreten, und Holstein ist, ausgeschieden von der Verschmelzung mit Dänemark, wieder mit Deutschland verbunden worden.

Alles Recht aber, was durch jene beiden Ereignisse etwa hätte vernichtet worden seyn können, ist durch die Bestätigung der Privilegien, welche Seine Majestät der König von Dänemark, in Folge seines Beitritts zum Deutschen Bunde, dem Corps der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft unter dem 17. August 1816 ertheilte, aus der Vernichtung lebendig wieder hervorgetreten, da diese Bestätigung den Rechtszustand von 1766 und 1773 unbedingt wieder hergestellt hat.

§. 16.

Dagegen wird zwar eingewendet, daß diese neueste Confirmation vom 17. August 1816 nur specielle Vorrechte der Prälaten und der Ritterschaft, keinesweges aber die Privilegien der vormaligen Landstände, welche aus Prälaten, Ritterschaft und Städten zusammengesetzt gewesen seyen, bestätigt habe; daß demnach in keinem Falle gesagt werden könne, die Holsteinische Landesverfassung und das in ihr begründete Steuerbewilligungsrecht sey neuerlich wieder anerkannt worden und in rechtliche Wirksamkeit getreten.

Diese Einwendung würde, wäre sie begründet oder könnte sie begründet werden, allerdings von entscheidendem Gewichte bei der Frage seyn: ob des Königs von Dänemark

Majestät die alte Holsteinische Verfassung, wie sie in den Jahren 1766 und 1773 bestätigt wurde, wieder anzuerkennen verpflichtet und dieselbe anders, als auf verfassungsmäsigem Wege, abzuändern nicht berechtigt sey? oder ob Allerhöchstdieselben eine neue Verfassung geben können, wobei jedoch die früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte ebenfalls zu berücksichtigen wären?

Ob nun wohl der Erfolg, namentlich in Beziehung auf das Steuerbewilligungsrecht, dessen Erhaltung die Reclamanten überall als die Hauptsache darstellen, ziemlich der nämliche seyn dürfte, ob die Verfassung auf den Grund des 56. oder auf den Grund des richtig verstandenen 55. Artikels wieder ins Leben gerufen und zur Anwendung auf die einzelnen Fälle gebracht wird: so hat doch die Bundesversammlung weniger den Erfolg, als die richtige Anwendung des gerade hier einschlagenden Gesetzes, ins Auge zu fassen.

Allein die Reclamanten haben jene Einwendung vorhergesehen, und haben sie durch ihre beurkundete Darstellung (S. 62 Num. 3 und 4 der Denkschrift) völlig entkräftet.

Zu dem Beweise aber, daß es sich in jener Urkunde, welche alle und jede, den Prälaten früherhin ertheilte Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, eben so, wie dieses ao. 1766 und 1773 geschehen, bestätigte, nicht bloß von speciellen Vorrechten derselben, sondern auch von dem ihnen zustehenden ständischen Rechte, handelt, genügt die Thatsache, daß die Regierung dieses selber anerkannt hat, indem sie als Grund der, auf die Bitte der Reclamanten, ihnen über den Inhalt ihrer Privilegien rechtliches Gehör zu gestatten, ertheilten abschläglichen Resolution, anführte,

daß die Landesverfassung keiner Erörterung auf dem Wege Rechtens unterworfen seyn könne.

Denkschrift §. 24.

Es ist freilich nicht zu verkennen, daß eine bloß aus Prälaten und Ritterschaft bestehende Landstandschaft weder dem Wohle des Landes zusagen, noch mit alt-verfassungsmäsigen Gerechtsamen der Holsteiner in Einklang gebracht werden könne: allein eben so wahr ist es, daß dergleichen Verfassungsweise in Deutschland gar nicht selten war, und daß der Schleswig-Holsteinische, aus Prälaten und Ritterschaft bestehende Landtag, als solcher anerkannt und daß auf dem Landtage von 1711 und 1712 eine, nicht ohne neuen Landtag abzuändernde, Steuerordnung für die berufenen und anwesenden Stände getroffen wurde. (S. 80 und S. 23 der Denkschrift.)

§. 17.

Die Nachtheile einer so einseitigen Repräsentation, wie die Holsteinische — die dermalen in der That noch einseitiger ist, als sie in der gesandtschaftlichen Erklärung dargestellt wird — wohl würdigend, erinnert diese Erklärung auch daran, daß, wenn die frühere Verfassung

Holsteins als eine solche, welche noch oder wieder in anerkannter Wirksamkeit sey, betrachtet werden müßte und daher nur auf verfassungsmäßigem Wege wieder abgeändert werden könnte, durch diese Verfassung, nach welcher die Landstandschaft nur auf Prälaten, ritterschaftlichen Gutsbesitzern und einer gewissen Anzahl von Städten beruhte; nach welcher, ausser den Königlichen Landdistricten, der dritte Theil des Landes, mit den Städten Glückstadt und Altona, durchaus nicht vertreten gewesen sey; und nach welcher sich alle Vortheile nur auf Seiten des privilegirten Adels, alle Nachtheile aber auf Seiten des Bürger- und Bauern-Standes befunden hätten — die gesandtschaftliche Erklärung, sage ich — erinnert daran, daß, unter solchen Umständen, alle diejenigen, den Forderungen der Zeit und der Verhältnisse entsprechende Institutionen würden entbehrt werden müssen, welche dermalen, in der Absicht, die Besteuerungsfähigkeit der Unterthanen zum Maaßstabe der Abgaben zu machen und diese verhältnißmäßig gleich zu vertheilen, theils schon gegründet wären, theils bei der Erfüllung des 13. Artikels, nach der Intention Seiner Königlichen Majestät, noch gegründet werden dürften.

Ich habe schon oben (§. 8) die Besorgniß vor den üblen Folgen der, in dem Art. 56 der Schlußacte enthaltenen, gesetzlichen Bestimmung, nach welcher alte, in anerkannter Wirksamkeit bestehende Verfassungen, einseitig nicht abgeändert werden können, im Allgemeinen zu beseitigen gesucht; in dem vorliegenden Falle aber läßt sie sich beinahe auf Null zurückbringen.

Denn, nachdem Prälaten und Ritterschaft, welche überhaupt daran, daß die Städte im Gebrauche ihrer Landstandschaft beeinträchtigt wurden, ganz unschuldig sind — die politische Bedeutung ihres Standes und die Bedingungen, unter welchen diese in unserer Zeit allein erhalten werden kann, richtig beurtheilend — schon am 26. April 1817, also nicht lange nach der Bestätigung ihrer Privilegien, auf amtliche Weise erklärt und in der hier eingereichten Denkschrift (Seite 66 und 70) ausdrücklich wiederholt haben,

> daß sie, gleich ihren Mitbürgern, von der Hoffnung und dem Vertrauen belebt, es werde die Verfassung dieser Lande, deren Wiederaufrichtung sie von der Huld und Gerechtigkeit ihres geliebten Landesherrn erwarten dürfen, auf liberalen Grundsätzen und einer allgemeinen Landesvertretung begründet werden, so, daß vor Allem das Recht der Steuerverwilligung gesichert bleibe, keinesweges die Absicht haben, in der künftigen directen Grundsteuer, nach welchem Maaßstabe diese auch verfassungsmäßig angeordnet werden und, durch Bewilligung der Stände, zu der hergebrachten ordinären Contribution hinzukommen möchte, irgend eine Bevorzugung vor den übrigen Landen zu begehren —

dürfen dieſe Anerbietungen von Seiten der Regierung mit einiger Vorſicht nur acceptirt werden, um jene Inſtitutionen, welche dieſelbe in Beziehung auf Repräſentation und Vertheilung der Laſten beabſichtigt, gegen jede unpolitiſche Regung des Egoism ſicher zu ſtellen.

Ich rede von einer vorſichtigen Acceptation jener Anerbietungen, weil Prälaten und Ritterſchaft zur Zeit, in Beziehung auf Abgaben, nur in Betreff der directen Grundſteuer ihren alten Vorrechten zu entſagen erklärt haben: allein die zuverſichtliche Hoffnung, daß bei den Verhandlungen über eine Verbeſſerung der anerkannten alten Verfaſſung, ſobald nur die Abſicht der Regierung dahin wirklich ausgeſprochen und bethätigt werden wird, jener Verzicht auf alle Steuern werde ausgedehnt werden, iſt um ſo weniger aufzugeben, als das Beſtreben, dem Zeitgemäßen ſich zu fügen, in andern Erklärungen der Bevorrechteten (Seite 1 u. 64 der Denkſchrift), ſo wie in der Bitte um Vermittlung, wenigſtens angedeutet iſt. In jedem Falle aber handelt es ſich hier von der Wiederherſtellung anerkannter Rechte, welche geachtet werden müßten, wenn auch von zeitgemäßer Umgeſtaltung derſelben gar keine Rede ſeyn könnte.

Was ſich nun für das Anerkenntniß dieſer alten Rechte anführen läßt und dafür angeführt worden iſt, das ſoll der nächſte Abſchnitt dieſes Gutachtens im Zuſammenhange kurz darſtellen.

Dieſer Darſtellung aber ſchicke ich bloß noch den keines Beweiſes mehr bedürftigen Satz eines Baieriſchen Publiciſten voraus: Anerkannt iſt die Wirkſamkeit einer Verfaſſung, wenn über dieſelbe die Betheiligten ihren übereinſtimmenden Willen, durch Urkunden oder durch die That, erklärt haben.

B) Aufſtellung der für die Bejahung der Frage ſprechenden Gründe.

§. 18.

Daß in Holſtein eine landſtändiſche Verfaſſung, welche den Landſtänden gewiſſe Rechte gab, exiſtirte, iſt bewieſen und in der geſandtſchaftlichen Erklärung auch anerkannt.

König Chriſtian I. ſtellte ao. 1460, als erkorner Landesherr, für ſich und ſeine Nachfolger, die eidliche Ausſage und Erklärung aus,

> daß ein jeder Einwohner dieſer Lande bei ſeinem Rechte und ſeiner Freiheit bleiben ſolle, auch daß denjenigen ſolche beſtätigt und verbrieft werden ſollen, welche das verlangen möchten.

Diese Zusicherung bezieht sich so wenig allein auf die landtagenden Stände — Prälaten, Ritterschaft und gröſseren Städte — daß vielmehr auch die kleineren Städte, ja Kaufleute und Wandersleute, genannt sind.

Unter den mancherlei zugesicherten Rechten und Freiheiten befindet sich

1) die Zusicherung, daß Schleswig und Holstein ewig beisammen, ungetheilt, seyn sollen;

2) die Zusicherung: Wir, Unsere Erben und Nachkommen sollen und wollen auch keine Schatzung oder Bede legen auf die Einwohner dieser Lande, sammt und sonders, ausgenommen Unsere eigenen Bonden und Lansten, die unversetzt und unverpfändet sind, ohne freundliche Einwilligung und Zulassung, einträchtige Zustimmung aller Räthe und Mannschaft dieser Lande.

Durch eine zweite Handfeste von demselben Jahre,

3) die Zusicherung, wo möglich, jährliche Landtage zu halten.

Denkschrift, §. 1. Gesandtschaftliche Erklärung, S. 4.

§. 19.

So vielfältig und nachdrücklich auch die Versuche der spätern Zeit waren, diese Verfassung, namentlich aber das Recht der Landtage und der Steuerverwilligung, zu untergraben; so gelangen dieselben doch nur bis auf einen gewissen Grad.

1) Die Städte wurden zu dem Landtage von 1711, zum ersten Male, nicht convocirt, und die Vorstellungen, welche die Ritterschaft gegen die Ausschliessung ihrer alten Mitstände machte, blieben unerhört.

2) Prälaten und Ritterschaft verglichen sich mit landesherrlichen Commissarien unter Anderem auch dahin, daß bei Friedenszeiten die ordinäre Contribution, wie sie bisher in beiden Fürstenthümern monatlich entrichtet worden, nicht allein nicht erhöht, sondern, so weit es immer möglich, gemildert, und bei Kriegszeiten, wenn die Nothwendigkeit erfordern werde, extraordinäre Auflagen auszuschreiben, solche vorher löbl. Prälaten und Ritterschaft auf einer Landtagsversammlung dargethan werden solle.

Bei der Ratification dieser zum Abschlusse gebrachten Verhandlung wurde aber gerade dieser Punct, wegen der ordinären und extraordinären Contribution, durch die Clausel ausgeschlossen: daß die von Prälaten und Ritterschaft zu erhebende ordinäre Contribution bei Friedenszeiten niemals erhöht, noch bei Kriegszeiten extraordinäre Contribution, ohne deren unumgängliche Nothwendigkeit, ausgeschrieben, solchenfalls aber Prälaten und Ritterschaft dennoch vorher zu einer Landtagsversammlung, die nur viele Weitläuftigkeiten und Unkosten verursachen würde, nicht convocirt werden sollen.

Auf die Erklärung der Stände aber, daß Alles, wozu sie sich verstanden, gerade nur unter der Bedingung der Bestätigung des Rechts, ohne vorherigen Landtag sich keinerlei Steuer anmuthen zu lassen, zugesagt hätten, erhielten sie am 16. Juli 1712 eine Erläuterung der, Prälaten und Ritterschaft gegebenen, den Punct der Contribution betreffenden, Ratification dahin:

1) es sey nicht die landesherrliche Absicht gewesen, ihnen die Hoffnung auch zu Milderung der ordinären Contribution zu benehmen;

2) auch gehe der Landesherren Meinung nicht dahin, alle Landtagsversammlungen für künftig aufzuheben, sondern es hätten dieselben, in der mehr angezogenen Clausel, nur derentwegen sich so explicirt, «weiln, bei unentbehrlicher Ausschreibung einer extraordinären Contribution in Kriegszeiten, dann und wann solche pressante Casus vorzufallen pflegen, daß nicht vorhero weitläuftige Zusammenkünfte darüber gehalten werden oder selbige einigen Verzug erleiden könnten».

Und so scheinen die Reclamanten mit Recht behaupten zu können, daß diese, auf dem alten Grundvertrage ruhende Landtagssatzung — nach welcher die ordinäre Contribution von klösterlichen und adeligen Gründen fortan niemals erhöht, ausserordentliche Contribution aber, ausser in dringenden Kriegsfällen, nicht anders, als nach gehaltener Landtagsversammlung, ausgeschrieben werden könne — ihre rechtliche Verbindlichkeit bis zu einem neuen Landtage behaupte.

§. 20.

Seit dieser Zeit (1712) ist kein Landtag wieder gewesen; indessen behaupten die Reclamanten, daß auch während dieser Zeit,

1) die ordentliche Contribution, trotz eines ao. 1717 gemachten Versuchs, unerhöht verblieb;

2) der Landtag nie vergessen, vielmehr angeregt und auch (1721) anerkannt worden sey;

3) den Holsteinischen Prälaten und der Ritterschaft bis zum Jahre 1773 nicht allein keine ordentliche Grundsteuer, ausser der hergebrachten, sondern überhaupt keine bleibende Steuer, welcher Art sie sey, angemuthet worden wäre.

Denkschrift, §. 11.

§. 21.

Belege sind für diese Behauptung nur zum Theil beigebracht: allein dennoch wird, selbst wenn factische Störungen des im Jahre 1712 anerkannten Rechts sollten nach-

gewiesen werden können, die anerkannte rechtliche Wirksamkeit der Verfassung, selbst in der Periode von 1712 bis 1766 und 1777, zugestanden werden müssen:

1) weil König Christian VII. (der Vater des jetzt regierenden Königs) am 31. Mai 1766 die Privilegien, auf geschehenes Ansuchen, dahin bestätigte:

«Wir confirmiren und bestätigen also alle und jede, von Unsern höchstseligen Königl. Herrn Vorfahren, ermeldten Prälaten und Ritterschaft ertheilten Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, in allen ihren Puncten, Clauseln und Inhaltungen, hiermit und in Kraft dieses, bester- und beständiger-maßen Ag. dergestalt und also, daß Unsere geh. Prälaten und Ritterschaft dabei, zu allen Zeiten, geruhig gelassen, auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen. Immaßen Wir denn Unserm jetzigen und künftigen Statthalter, zur Regierungscanzlei in Glückstadt sämmtlich verordneten Canzler, Vicecanzler u. s. w. ernstlichst anbefehlen, über diese Unsere Ag. Confirmation festiglich zu halten» u. s. w.

Bestätigte König Christian VII. hierdurch alle und jede Privilegien und Rechte, welche seine Königliche Vorfahren den Prälaten und Rittern ertheilt hatten, ohne irgend eine Ausnahme; so war ihnen auch das Recht der Landtage und der Steuerverwilligung, so weit über letzteres sich nicht anders verglichen war, so wie überhaupt ihr Antheil an der Landesverfassung von Neuem bestätigt, und, was factisch verletzt worden seyn mochte, rechtlich wieder hergestellt und in anerkannte Wirksamkeit gesetzt.

Dieß um so gewisser, weil

2) derselbe König, im Jahre darauf, mit der Kaiserin Catharina II., über die Bedingungen der Wiedervereinigung von ganz Schleswig-Holstein, einen provisorischen Vertrag, d. d. Kopenhagen den $\frac{12}{23}$ April 1767, unterzeichnete, dessen 16. Artikel so lautet:

Da, nach der huldreichen Absicht beider hohen contrahirenden Theile, durch den verabredeten Tausch, in den zu permutirenden Ländern, Niemand, wer er auch sey, an seinen Rechten und Befugnissen gekränkt werden und eben so wenig die vorhandenen milden Stiftungen im geringsten leiden sollen; so wird in Ansehung des Herzogthums Holstein hierdurch, namentlich von J. K. M. von Dänemark, bewilligt, und für sich, Dero Erben und Successores aufs bündigste zugesagt,

1) das besagte Herzogthum Holstein überhaupt und alle Einwohner desselben, so wie vornehmlich Prälaten und Ritterschaft, bei ihren Freiheiten, Vorzügen und Gerechtsamen, welche sie bisher genossen, ungekränkt zu lassen und zu erhalten.

In dem nach erfolgter Mündigkeit des Großfürsten Paul abgeschlossenen Definitivtractate, d. d. Zarsko-Selo den $\frac{21. \text{ Mai}}{1. \text{ Juni}}$ 1773, heißt es, Art. VII:

Seine Königliche Majestät zu Dänemark und Norwegen versprechen nochmals auf das heiligste, gleichsam, als wenn solches alles wörtlichen Inhalts hierselbst wiederholt worden wäre, daß alles, was in dem Art. 16 u. s. w. des provisorischen Tractats, in Ansehung der aufrecht zu erhaltenden Privilegien, Vorzüge und Freiheiten des Herzogthums Holstein ..... bereits festgesetzt und zugesagt worden ..... unverbrüchlich beobachtet und getreulich erfüllt werden solle.

Am Schlusse des Königlichen Besitznahmspatents vom 16. November 1773 aber wird, vom Könige, wiederholt erklärt:

So geloben und versichern Wir dagegen, mittelst dieses offenen Briefes, für Uns und Unsere Nachfolger in der Regierung, daß Wir den sämmtlichen, nunmehr Unserer alleinigen Landeshoheit untergebenen, Eingesessenen der bisher gemeinschaftlichen und einseitig Großfürstlich-Holsteinischen Landesdistricte, sowohl Prälaten und Ritterschaft, auch Besitzern adeliger und Canzlei-Güter, als anderen Communen und Unterthanen, weß Standes sie seyen, in den Städten, Flecken und auf dem Lande, Unsere Königliche Huld und Gnade angedeihen lassen, sie insgesammt bei ihren wohlerworbenen und hergebrachten Rechten und Freiheiten lassen und Königl. schützen, auch alle ihre, ihnen ertheilten Privilegien, Exemtionen und Begnadigungen bestätigen, und ihre Wohlfahrt, Aufnahme und Gedeihen auf alle Weise befördern und Uns zum Zwecke setzen wollen.

Es erscheint aber diese Zusicherung um so gewisser als eine Anerkennung der in rechtlicher Wirksamkeit bestehenden Verfassung des Herzogthums Holstein, da der König, unaufgefordert,

3) die Privilegien der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, am 13. November 1773, zum zweiten Male dahin bestätigte:

Wir Christian VII. ꝛc. confirmiren und bestätigen also, durch diesen offenen Brief, aus nunmehr alleiniger landesobrigkeitlicher Macht und Botmäßigkeit, alle und jede, von Unsern Königlichen Vorfahrern und von den mitregierenden Landesherren aus dem Herzoglich-Holstein-Gottorpschen Hause, gedachten Prälaten und Ritterschaft vorhin ertheilten Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, nach ihrem ganzen Einhalt und in allen ihren Puncten und Clauseln, bester- und beständiger-maßen, dergestalt, daß sie, Unsere getreuen Prälaten und Ritterschaft, dabei zu allen Zeiten ruhig belassen, auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen.

Denkschrift, §. 12 u. 13.

§. 22.

Die so eben vorgetragenen Momente sind von entscheidender Wichtigkeit, da die von des jetzt regierenden Königs Majestät den Prälaten und der Ritterschaft im Juli 1814 zugesicherte, und am 17. August 1816 wirklich ertheilte Confirmation der Privilegien den in den Zeitpuncten von 1766 und 1773 anerkannten Rechtszustand von Neuem zugesichert hat.

Denn in dieser Confirmation heißt es:

> Wir Frederik der Sechste u. s. w. confirmiren und bestätigen also alle und jede, von Unsern höchstseligen Herrn Vorfahren, ermeldeten Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein ertheilte Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, wie selbige von Unsers höchstseligen Herrn Vaters, Königs Christian VII., Majestät unterm 31. März 1766 und 13. November 1773 allerhöchst bestätigt worden, in allen ihren Puncten, Clauseln und Inhaltungen, hiermit und in Kraft dieses, bester- und beständiger-maßen, Ag. dergestalt und also, daß Unsere gehorsame Prälaten und Ritterschaft dabei zu allen Zeiten ruhig gelassen, auch kräftigst geschützt und gehandhabt werden sollen. Immaßen Wir denn Unserm jetzigen und kunftigen Statthalter, zum Holstein-Lauenburgischen Obergerichte zu Glückstadt sämmtlich verordneten Canzler, Vicecanzler und Räthen, auch allen Unsern andern Beamten und Bedienten, hiermit Ag. und ernstlichst anbefehlen, über diese Unsere Ag. Confirmation festiglich zu halten und dagegen nichts zu verhängen, noch, daß es von Anderen geschehe, gestatten.
>
> Denkschrift, §. 21.

Diese so ertheilte Confirmation der den Prälaten und der Ritterschaft zustehenden sämmtlichen Rechte, worunter denn natürlich die landständischen und verfassungsmäßigen Rechte oben an stehen, gewinnt durch den Zeitpunct und durch die Umstände, in welchem und unter welchen sie ertheilt wurde, eine über die Maßen wichtige Bedeutung.

§. 23.

Es ist bekannt, wie sehr in den Jahren 1814 und 1815 die Deutschen Regierungen von dem Gefühle der Nothwendigkeit durchdrungen waren, die bürgerlichen Rechte der Unterthanen durch politische Institutionen, namentlich durch Aufrechthaltung rechtlich noch bestehender und Wiederbelebung veralteter Verfassungen, sicher zu stellen und so die Herrschaft des Rechts gegen Mißgriffe zu verbürgen.

Ewig merkwürdig wird in dieser Beziehung das Votum der Königlich-Hannöverischen Congreßbevollmächtigten vom 21. October 1814 bleiben, nach welchem unter Anderem auch darauf bestanden wurde, daß künftig in Deutschland

die auf Gesetzen und Verträgen beruhenden Territorialverfassungen, unter Vorbehalt der nöthig werdenden Modificationen, bestehen sollen; daß aber, wo keine ständische Verfassung gewesen, die Einwilligung der Stände zu den aufzulegenden Steuern (wohlverstanden, daß sie zu den Bedürfnissen des Staates beizutragen schuldig sind) erforderlich sey; daß sie ein Stimmrecht bei neu zu verfassenden Gesetzen; daß sie die Mitaufsicht über die Verwendung der zu bewilligenden Steuern haben, und berechtigt seyn sollen, im Falle der Malversation, die Bestrafung schuldiger Staatsdiener zu begehren.

An dieses Votum schlossen sich am 16. November 1814 die Bevollmächtigten von 29 Deutschen Regierungen, in der Erklärung an:

Namentlich sind sie damit einverstanden, daß aller und jeder Willkühr, wie im Ganzen durch die Bundesverfassung, so im Einzelnen in allen Deutschen Staaten, durch Einführung landständischer Verfassungen, wo dieselben noch nicht bestehen, vorgebeugt und den Ständen folgende Rechte gegeben werden:

1) das Recht der Verwilligung und Regulirung sämmtlicher zur Staatsverwaltung nothwendiger Abgaben;
2) das Recht der Einwilligung bei neu zu erlassenden allgemeinen Landesgesetzen;
3) das Recht der Mitaufsicht über die Verwendung der Steuern zu allgemeinen Staatszwecken;
4) das Recht der Beschwerdeführung, insbesondere in Fällen der Malversation der Staatsdiener und bei Mißbräuchen aller Art.

Wobei übrigens den einzelnen Staaten die angemessene Einrichtung der ständischen Verfassung, nach dem Charakter der Einwohner, den Localitäten und dem Herkommen, überlassen bleibt.

Kein Deutscher Bundesstaat hat sich gegen diese Grundsätze, im Allgemeinen, erklärt; Baiern und Würtemberg allein waren es, welche, nicht etwa der Einführung landständischer Verfassungen überhaupt, sondern nur einer in der Bundesacte aufzunehmenden Bestimmung der landständischen Rechte, widersprachen.

. Kl. Uebers. der diplom. Verh. des Wiener Congr., Abthl. II, S. 201 und 208.

Wenn, in solcher Zeit und unter solchen Verhältnissen, im Juli 1814, die seit 1808 verweigerte Confirmation der Privilegien den Prälaten und Ritterschaft zugesichert wurde;

Denkschrift, §. 20.

wenn, in solcher Zeit und unter solchen Verhältnissen, auf die Bemühung der

Deputirten, welche Prälaten und Ritterſchaft, in der Abſicht, dem Herzogthume Holſtein ſeine vormalige Verfaſſung zu verſchaffen, zum Congreſſe nach Wien abgeſendet hatten, das Königlich-Däniſche Miniſterium unter dem 28. Januar 1815 erklärte, daß Seine Majeſtät der König der Wiederherſtellung der Landſtände nicht entgegen ſey, und geſtatten wolle, daß ihre (der Landſtände) Verſammlung zu Kiel wieder ſtatt haben ſolle;

Ueberſicht der diplom. Verh. des Wiener Congreſſes, Abtheil. II, S. 223.

wenn, in ſolcher Zeit und unter ſolchen Verhältniſſen, auf die am 26. Mai 1815 wiederholte Bitte um einen Landtag in zeitgemäßer Form, zuerſt der nexus socialis zwiſchen Holſtein und Schleswig beſtätigt, dann davon, daß, zum Behufe des Beitritts zum Deutſchen Bunde, innere Einrichtungen vorbereitet würden, unter dem 9. September 1815 amtliche Nachricht gegeben, und endlich am 17. Auguſt 1816 die Confirmation ſo, wie §. 18 nachgewieſen iſt, wirklich ertheilt wurde: ſo läßt ſich doch wohl nicht bezweifeln, daß hier von der Beſtätigung verfaſſungsmäſiger landſtändiſcher Rechte wenigſtens mehr, als von der Beſtätigung bloſſer Standes-Privilegien die Rede war, welche in der geſandtſchaftlichen Erklärung ausdrücklich für das größte Hinderniß erklärt worden, das den Forderungen und Verhältniſſen der Zeit, der gleichen Vertheilung der Laſten und jeder vernünftigen Rückſicht auf die Beſteuerungsfähigkeit der Unterthanen, entgegentreten könnte.

Der ganze Rechtszuſtand, wie er in den Jahren 1766 und 1773 in Beziehung auf Landtage und Steuerverwilligung unbedingt anerkannt worden war, wurde von Neuem beſtätigt, und ſomit alles das, was, bis zu jenen Jahren hinauf, vor und nach dem 17. Auguſt 1816 dagegen anders, als auf dem Wege des Vergleichs, etwa geſchehen ſeyn mag, der rechtlichen Wirkung nach, vernichtet.

§. 24.

Können gegen dieſe bis hierher vorgetragene Thatſachen, und daraus abgeleiteten Folgerungen, keine begründeten Ausſtellungen gemacht werden; ſo wird auch das Recht, das Prälaten und Ritterſchaft, als Stände des Herzogthums Holſtein, aus dem 56. Artikel der Schlußacte in Anſpruch nehmen, eben ſo wenig verkannt werden können, als ſich die hohe Bundesverſammlung der Erfüllung derjenigen Obliegenheit wird entſchlagen dürfen, welche ihr die Bundesgeſetzgebung, namentlich auch in Beziehung auf die Erfüllung jenes 56. Artikels, auferlegt hat.

III.

Worauf wäre demnach anzutragen?

§. 25.

Ob nun gleich die in den vorigen Abschnitten entwickelten Gründe es mir rechtlich unmöglich machen, dem der vorläufigen gesandtschaftlichen Erklärung beigefügten und auf Abweisung der Reclamanten gerichteten Antrage beizustimmen: so nehme ich dennoch, aus den schon früher angegebenen Gründen und weil auch der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holsteinische Herr Gesandte seine Erklärung selbst eine bloß vorläufige genannt und seinem allerhöchsten Hofe — wenn sich ein nach den Gesetzen des Bundes und der Competenz der Bundesversammlung geeigneter Anlaß dazu ergeben sollte — die weitere Erklärung vorbehalten hat, in der Ueberzeugung, daß die Bundesversammlung, über den Grund oder Ungrund einer zu ihrem Ressort gehörigen Beschwerde eine Erklärung abzuverlangen, allerdings berechtigt sey, durchaus keinen Anstand, mich dem Hauptantrage des Herrn Referenten dahin anzuschliessen,

> daß die hohe Bundesversammlung, in Gemäßheit ihrer durch Bundes- und Schluß-Acte begründeten Competenz, den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein-Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten ersuche, die Erklärung seines allerhöchsten Hofes über den Inhalt der vorliegenden, von Prälaten und Ritterschaft, die Darstellung ihrer angeblich in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, enthaltenden Denkschrift, binnen sechs Monaten gefälligst zu bewirken.

Was aber die neuerlich erst hinzugefügten eventuellen Anträge des Herrn Referenten betrifft; so kann ich denselben, so, wie sie vorliegen, nicht beistimmen.

Es ist allerdings möglich, daß die hohe Bundesversammlung, eine weitere Erklärung von dem Herzoglich-Holsteinischen Gouvernement einzuholen, für überflüssig halte, weil sie sie sich schon nach der von der Königlich-Dänischen und Herzoglich-Holsteinischen Gesandtschaft vorläufig abgegebenen Erklärung überzeugt haben könnte, daß das von den Reclamanten angebrachte Gesuch entweder gegründet, oder nicht gegründet sey.

Wenn die Commission, das wirkliche Eintreten dieses möglichen Falles vorauszusetzen, einen, mir unbekannten, Grund haben sollte; so würde es doch ihre Pflicht seyn, zugleich die Fragen, welche dann Gegenstand der Abstimmung werden würden, vollständig zu fixiren.

§. 26.

Würde sich die Commission auf den Hauptantrag beschränken; so dürfte zunächst pure darüber abzustimmen seyn:

I) ob die in Antrag gebrachte weitere Erklärung von dem betheiligten Hofe abverlangt werden solle oder nicht?

Würde diese Frage, wie der Herr Referent voraussetzt, verneinend beantwortet; so fragt es sich dann,

II) ob dieß geschehe, weil der Grund der auf den 56. Artikel der Schlußacte gebauten Beschwerde bereits vollkommen klar und über jede denkbare Einrede erhaben sey, und was dann auf die Anträge der Reclamanten zu resolviren sey?

oder

III) ob dieß geschehe, weil der Ungrund der auf den 56. Artikel der Schlußacte gebauten Beschwerde bereits vollkommen klar und über jeden denkbaren Zweifel erhaben sey, und was demnach auf die Anträge der Reclamanten resolvirt werden solle; ob nämlich

a) die Reclamanten, ohne von dem Umstande, daß, dem 13. Artikel der Bundes- und dem 54. der Schluß-Acte zuwider, in Holstein keine ständische Verfassung statt finde, irgend eine Notiz zu nehmen, oder

b) ob sie, mit Rücksicht auf diesen Umstand, abgewiesen werden sollen, und was in diesem Falle die Bundesversammlung — ermächtigt und verpflichtet durch den mit den angezogenen beiden Artikeln in Verbindung zu bringenden 53. Artikel der Schlußacte, in der Hinsicht, daß das Dagewesenseyn gesetzlich bestandener ständischer Rechte von Seiten des betheiligten Hofes zugestanden worden ist — zur Erfüllung des 55. Artikels derselben Acte werde zu bewirken haben?

§. 27.

Ad I) Soll die von der Commission in Antrag gebrachte Erklärung von dem betheiligten Hofe abverlangt werden oder nicht?

Für die Bejahung dieser Frage spricht, daß

1) in einer Sache, deren Entscheidung nicht über allen Zweifel erhaben ist, sowohl dem dabei betheiligten Hofe, als auch den Reclamanten die Gelegenheit gegeben werden müsse, das was gegenseitig geltend gemacht wurde, von allen Seiten zu beleuchten; daß

2) ein solches umsichtiges Benehmen in dem vorliegenden Falle durch die Achtung geboten ist, die der Bund auf der einen Seite dem Gesetze schuldig ist, auf der andern Seite aber dem Monarchen von Dänemark, als solchem und als Deutschem Bundesfürsten, um so lieber zollen wird, als in Seine Gerechtigkeitsliebe durchaus kein Zweifel zu setzen ist; daß

3) dadurch der, in der gesandtschaftlichen Erklärung enthaltene, unverdiente Vorwurf, als sey die Commission auf eine einseitige Darstellung, zum Präjudiz der Regierung, in ihrem Antrage zu weit gegangen, in das rechte Licht gestellt wird; indem

4) die Einholung einer solchen Erklärung, innerhalb einer Zeit von sechs Monaten, keinerlei Art von Entscheidung vorgreift, und demnach nicht allein ganz unverfänglich erscheint, sondern auch

5) ganz dazu geeignet seyn dürfte, der betheiligten Regierung die Gelegenheit zu geben, die in der gesandtschaftlichen Erklärung angedeuteten Intentionen Seiner Majestät des Königs, zur vollständigen Beseitigung jeder etwa gegründeten Beschwerde, zu verwirklichen und so die Erklärung auf eine Beschwerde in eine blosse Anzeige der ohne Dazwischenkunft des Bundes erfüllten bundesgesetzlichen Bestimmungen umzuwandeln; und daß endlich

6) durch diese Maaßregel diejenigen Gesandtschaften, welche besonderer Instruction zur Abstimmung über den Gegenstand der Beschwerde selbst bedürfen, ohne künftigen weitern Aufenthalt die nöthige Zeit gewinnen, um das pour et contre ihren Regierungen vorzulegen und sich wenigstens eventuelle Instructionen zu verschaffen.

Dagegen soll nach der von dem Herrn Referenten ausgesprochenen Besorgniß vielleicht der Umstand geltend gemacht werden, daß man sich von der Anwendbarkeit des 56. Artikels der Schlußacte auf den vorliegenden Fall besonders auch um deßwillen nicht werde überzeugen können, weil die von des Königs Majestät Prälaten und Ritterschaft am 17. August 1816 neu bestätigten Gerechtsame den Charakter einer förmlichen Verfassung, wie solche gedachter Artikel der Schlußacte voraussetze, nicht hätten. Ich kann diese Besorgniß nicht theilen.

Abgesehen davon, daß die Bundesgesetzgebung nirgends und am allerwenigsten in dem 56. Artikel für landständische Verfassungen eine bestimmte Form vorschreibt, und in Beziehung auf den Inhalt nur einige mehr negative Bestimmungen in den Artikeln 57, 58, 59 und 62 festsetzt; abgesehen davon, daß die Bundesgesetzgebung vielmehr jeder Formbestimmung fremd bleiben wollte; abgesehen davon, daß, wenn man die neu confirmirten Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten der Prälaten und Ritterschaft, an deren Spitze die landständischen stehen, vielleicht um deßwillen als eine unförmliche Verfassung ansprechen wollte, weil davon die Städte und andern Stände ausgeschlossen wären; abgesehen davon (sage ich), daß man in diesem Falle würde daran erinnern müssen, wie nicht Prälaten und Ritterschaft daran, daß die Städte im Jahre $17\frac{1}{1\frac{1}{2}}$ von der ständischen Repräsentation ausgeschlossen wurden, schuld sind, sondern vielmehr dagegen wiederholt sich verwahrt, auch einer noch vollständigeren Repräsentation nicht entgegen seyn zu wollen feierlich erklärt haben; abgesehen davon, daß wegen Unförmlichkeit wohl vielleicht die nicht einberufenen

Städte die Vollständigkeit der damaligen Versammlung und die auch sie bindende Gültigkeit der daselbst gefaßten Beschlüsse hätten anfechten können, gewiß aber nicht die Regierung, welche in der neu ertheilten Confirmation der Privilegien den Rechtszustand, wie er ao. 1766 und 1773 zugestanden worden war, wieder hergestellt und also auch das Corps der Prälaten und Ritterschaft in der, demselben im Convocatorio von $17\frac{1}{12}$ (S. 80 der Denkschrift) ausdrücklich beigelegten, Eigenschaft einer Landesversammlung anerkannt hat; abgesehen von diesem Allen, kann doch diese, aus der Unförmlichkeit derjenigen Verfassung, welche als eine in rechtlicher Wirksamkeit bestehende in Anspruch genommen wird, hergenommene Einwendung dem umsichtigen Antrage nicht entgegengehalten werden, da ja eben durch die Einholung einer weitern Erklärung zu verstehen gegeben wird, daß über die Frage: ob die Verfassung Holsteins als eine in anerkannter Wirksamkeit bestehende betrachtet werden müsse, oder nicht, noch nicht entschieden werden wolle.

Sollte man aber die verhandelten Acten, in dieser gewiß nicht unwichtigen Sache, bereits für spruchreif halten; so muß doch die Möglichkeit zugegeben werden, daß jene Frage auf verschiedene Weise beantwortet werden könne.

Es wird also angegeben werden müssen, was in jedem der beiden möglichen Fälle zu verfügen seyn werde.

§. 28.

Ich wende mich daher zu der zweiten Frage, die, wenn der Antrag auf Einholung weiterer Erklärung verworfen werden sollte, wird aufgeworfen werden müssen.

Ad II. Wenn der Grund der auf den 56. Artikel der Schlußacte gebauten Beschwerde bereits für vollkommen klar und über jede denkbare Einrede erhaben betrachtet werden sollte, was würde dann auf die Anträge der Reclamanten zu resolviren seyn?

Hier muß nun vor allen Dingen auf das Petitum der Reclamanten zurückgegangen werden, welches drei, unter sich verschiedene, Anträge enthält.

Der Gesammtzweck ihrer Reclamation ist in dem Vorworte (S. 1) dahin angegeben

1) zu beurkunden, daß Prälaten und Ritterschaft nur nothgedrungen bei der Bundesversammlung beschwerdeführend auftreten, um versagtes Recht zu retten;

2) zu beweisen, daß sie die Vermittlung dem Acte der Entscheidung bei weitem vorziehen; und

3) zu erklären, daß sie, bei eintretender Vermittlung, die Rückkehr beglückender Eintracht durch jedes mit Recht und Ehre verträgliche Opfer zu erkaufen, gern erbötig sind.

Wenn — wie hier vorausgesetzt wird — die Verfassung dermalen auf den ständischen Rechten der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft beruht, und wenn diese vielfach

gestörte Verfassung sich wirklich der urkundlichen Anerkennung Seiner Königlichen Majestät erfreut, also in die Kategorie der in anerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassungen gehört; so kann es auch keinem Zweifel unterliegen, daß nicht der Bund durch den 56. Artikel der Schlußacte eben so verpflichtet, als berechtigt seyn sollte, auszusprechen und zu bewirken, daß die urkundlich anerkannte Verfassung auch practisch anerkannt werde, daß die Zusicherung in Erfüllung übergehe, daß die in Gemäßheit der Bundesgesetzgebung getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle auch wirklich angewendet werden, und daß, wenn über deren Auslegung oder Anwendung Streitigkeiten entstehen, diese entweder auf den gesetzlich bereits bezeichneten oder auf den gesetzlich noch zu bezeichnenden Wegen, rechtlich — sey es nun richterlich oder schiedsrichterlich — beseitigt, d. h. entweder vermittelt oder entschieden werden.

§. 29.

Da aber der Bund nur dann, wenn er die besondere Garantie einer landständischen Verfassung übernommen hat, und in dieser Verfassung keine Mittel und Wege gesetzlich angeordnet sind, diejenigen Irrungen zu beseitigen, welche sich über Auslegung verfassungsmäßiger Bestimmungen und deren Anwendung auf die einzelnen Fälle entspinnen, berechtigt und verpflichtet ist, solche Irrungen unmittelbar — sey es auf dem Wege der Vermittlung oder der schiedsrichterlichen Entscheidung — selber und auf andere Weise zu beseitigen, als so, daß er auf Eröffnung anderweitiger Mittel und Wege dringe: so entsteht zuvörderst die Frage, ob diese Beschränkung der Competenz der Bundesversammlung zu einer unmittelbaren Einwirkung sich auch auf die Fälle bezieht, in welchen es sich darum handelt, eine landständische Verfassung, auf den Grund des 55. Artikels der Schlußacte, erst wiederherzustellen oder, auf den Grund des 56. Artikels, nur in practische Wirksamkeit zu setzen, damit, in dem einen wie in dem andern Falle, nach Vorschrift des 13. Artikels der Bundes- und des 54. der Schluß-Acte, überall eine landständische Verfassung statt finde?

oder

ob diese Beschränkung erst dann eintreten soll, wenn, in einem gegebenen Falle, beziehungsweise die Artikel 55 und 56 der Schlußacte schon erfüllt sind und, in Gemäßheit derselben, die Verfassung dort nach den gegenwärtig abwaltenden Verhältnissen und mit Berücksichtigung der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte geordnet; hier die in rechtlich anerkannter Wirksamkeit bestehende Verfassung auch practisch ankannt ist?

§. 30.

Für die erste Auslegungsweise spricht der Charakter der ganzen Bundesgesetzgebung, dem zufolge das unmittelbare Einwirken des Bundes so lange ausgeschlossen wird, als

seine Zwecke auf andere und rechtliche Weise erreicht und sichergestellt werden können. Nun läßt sich nicht verkennen, daß, wenn, im Falle des 55. Artikels, über die Bestimmungen der früherhin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, und im Falle des 56., über Inhalt und Umfang der in rechtlich anerkannter Wirksamkeit bestehenden Verfassungen, Zweifel erhoben werden, diese eben so gut durch Austräge, als durch unmittelbare Einwirkung des Bundes, vermittelt oder schiedsrichterlich entschieden werden können; daß man sich also zu der andern Auslegungsweise, wenigstens durch die Sicherung der Bundeszwecke, nicht genöthigt fühlen könne.

Wäre nun diese erste Auslegungsweise die richtige; so würde die Bundesversammlung, wenigstens so lange, als nicht von Seiten der betheiligten Regierung ein gleiches Ansinnen gemacht werden sollte, Anstand nehmen müssen, die Rolle der Vermittlung zu übernehmen, oder darüber, ob die Holsteinische Verfassung sich auch auf die Verbindung mit dem Herzogthume Schleswig beziehe, und ob darin das Steuerverwilligungsrecht begründet sey, unmittelbar zu entscheiden.

So anerkennenswerth es nun auch immer ist, daß die Reclamanten die Vermittlung der Bundesversammlung einer Entscheidung derselben vorziehen und dabei jedes mit dem Rechte und der Ehre vereinbare Opfer bringen zu wollen erklärten; so würde sich die Bundesversammlung dennoch auf den Ausdruck des Wunsches, daß es der betheiligten Regierung gefällig seyn möge, Ausgleichungsversuche nicht von der Hand zu weisen, beschränken, zugleich aber aussprechen müssen, worüber sich auszusprechen, sie aufgefordert wurde, daß nämlich

1) die landständische Verfassung des Herzogthums Holstein als eine solche, welche im Sinne der Bundesgesetzgebung in anerkannter Wirksamkeit bestehe, allerdings, in Gemäßheit des 56. Artikels des Schlußacte, aufrecht zu erhalten sey, nachdem, vermöge der unter dem 17. August 1716 ausgefertigten Königlichen Confirmation der Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtigkeiten der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, der gesammte Rechtszustand dieses landständischen Corps, in der Art, wie er von des höchstseligen Königs Majestät, Christian VII., unter dem 31. März 1766 und 13. November 1773 bestätigt wurde, anerkannt worden ist; daß aber

2) die hohe Bundesversammlung sich nicht bewogen sehen könne, in Beziehung auf die Bestimmung des Umfangs dieses Rechtszustandes, vermittelnd oder schiedsrichterlich entscheidend, unmittelbar einzuwirken oder auch nur, in Beziehung auf das, übrigens anerkennungswürdige Erbieten jenes landständischen Corps, einer Umgestaltung der landständischen Verfassung in zeitgemäßere Formen kein Hinderniß in den Weg legen zu wollen, auf dessen einseitig geschehenes Ansuchen, die Vermittlung zu übernehmen; wogegen Seine

Majestät der König von Dänemark, als Herzog von Holstein-Lauenburg, von Selber geneigt seyn werde, darauf den Bedacht zu nehmen, daß

3) die Mittel und Wege bezeichnet und eröffnet werden, wodurch und auf welchen die über den Inhalt und Umfang des Rechtszustandes vom 31. März 1766 und 15. November 1773 sich etwa erhebenden Irrungen entweder gütlich ausgeglichen oder schiedsrichterlich entschieden werden sollen; wobei es sich von selbst verstehe, daß

4) das Erbieten der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, der Umgestaltung der ständischen Verfassung kein Hinderniß in den Weg zu legen, nicht so ausgelegt werden könne, als ob darin eine Verzichtleistung auf die verfassungsmäßigen ständischen Rechte des Corps enthalten sey, welche vielmehr, von jetzt an zu manuteniren und manuteniren zu lassen, Seine Majestät der König, Herzog von Holstein-Lauenburg, von Selbst geneigt seyn werde.

§. 31.

Für die zweite Auslegungsweise dürfte angeführt werden können, daß die Artikel 60 und 61 nur von den Folgen der übernommenen oder nicht übernommenen besondern Garantie einer Verfassung sprechen; daß, in diesen beiden Artikeln, das Daseyn rechtlich und practisch anerkannter Verfassungen schon vorausgesetzt werde; daß daher die, im 61. Artikel, oben näher bezeichnete Beschränkung nur auf so bereits daseyende Verfassungen bezogen werden dürfe; daß dieß um so gewisser angenommen werden dürfe, da in diesem 61. Artikel von jener Beschränkung diejenigen Bestimmungen, welche zur Aufrechthaltung des 13. Artikels in dem 55. und 56. Artikel der Schlußacte festgesetzt worden seyen, ausdrücklich ausgenommen worden seyen; daß endlich gegen diese Ansicht der Schlußsatz des 53. Artikels derselben Acte nicht angeführt werden könne, indem die, in Gemäßheit der besonders übernommenen Bestimmungen, zu treffenden allgemeinen Anordnungen erst auf genügende Weise wirklich getroffen seyn müßten, ehe den Regierungen die Anwendung derselben auf die einzelnen Fälle überlassen werden könne, und daß demnach in dem vorliegenden Falle auf die Bitte der Reclamanten zu beschliessen seyn werde:

1) daß die landständische Verfassung des Herzogthums Holstein als eine solche, welche im Sinne der Bundesgesetzgebung in anerkannter Wirksamkeit bestehe, allerdings, in Gemäßheit des 56. Artikels der Schlußacte, aufrecht zu erhalten sey, nachdem, vermöge der unter dem 17. August 1816 ausgefertigten Königlichen Confirmation der Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtsame der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, der gesammte Rechtszustand dieses landständischen Corps, in der Art, wie er von des höchstseligen Königs Majestät, Christian VII., unter dem 31. März 1766 und 13. November 1773 bestätigt wurde, anerkannt worden ist; daß demnach

2) den, in jenen Privilegien, Freiheiten, Rechten und Gerechtſamen enthaltenen, landſtändiſchen Rechten die practiſche Wirkſamkeit nicht entzogen werden dürfe; und daß

3) in dem Falle, daß bei der zugeſicherten Wiederherſtellung dieſer ſtändiſchen Rechte über deren Umfang zwiſchen der allerhöchſten Regierung des Herzogthums Holſtein und Prälaten und Ritterſchaft eine Irrung eintreten ſollte, dieſe — ſo fern dafür nicht anderweitig Mittel und Wege geſetzlich vorgeſchrieben ſeyn ſollten — vor der hohen Bundesverſammlung auszutragen ſey.

Da ſich aber das landſtändiſche Corps von Prälaten und Ritterſchaft erboten habe, einer Umgeſtaltung der landſtändiſchen Verfaſſung in zeitgemäſſere Formen kein Hinderniß in den Weg legen zu wollen und zu dieſem Ende um die Vermittlung der hohen Bundesverſammlung nachgeſucht habe; ſo werde dieſelbe

4) keinen Anſtand nehmen, dieſe Vermittlung dann zu übernehmen, wenn ein gleiches Anſinnen von Seiten der allerhöchſten Regierung an ſie werde gerichtet werden; wobei es ſich,

5) daß jenes Anerbieten des landſtändiſchen Corps von Prälaten und Ritterſchaft nicht ſo ausgelegt werden könne, als ob darin eine Verzichtleiſtung auf die verfaſſungsmäſſigen Rechte deſſelben oder auch nur das Zugeſtändniß einer längern Siſtirung derſelben enthalten ſey, eben ſo von ſelbſt verſtehe, als daß

6) Prälaten und Ritterſchaft, in Betreff aller ihnen, noch auſſer den ſtändiſchen Rechten, neu confirmirten Privilegien, im Fall einer vermeintlichen Kränkung derſelben, den Weg Rechtens vor den Landesgerichten zu betreten haben, welche darüber zu ſprechen nicht gehindert werden mögen.

§. 32.

Welche dieſer beiden Auslegungsweiſen und welcher der darauf gebauten Beſchlußanträge die überwiegenderen Gründe für ſich haben mögen, darüber erlaube ich mir ſo wenig ein Urtheil, daß ich darüber, in keinem Falle, ohne vorher eingeholte ſpecielle Inſtruction meiner höchſten Regierung, in der Verſammlung abſtimmen werde, wenn ich mir es auch geſtatten dürfte, über die Hauptfrage ſelbſt mich im Namen derſelben zu Protokoll zu erklären.

§. 33.

Ich wende mich nunmehr zu der dritten Frage:

III) Wenn der Ungrund der auf den 66. Artikel der Schlußacte gebauten Beſchwerde bereits für vollkommen klar und über jede denkbare Einrede erhaben betrachtet werden ſolte, was würde dann auf die Anträge der Reclamanten zu reſolviren ſeyn?

Da die Bundesverſammlung verpflichtet iſt, ſchon von Amtswegen darüber zu wachen, daß in allen Bundesſtaaten eine landſtändiſche Verfaſſung ſtatt finde; da die, bei dieſer Gelegenheit, von dem Herrn Referenten, in deſſen beiden Vorträgen, für die rechtliche Nothwendigkeit einer Terminsbeſtimmung zur practiſchen Herſtellung einer Verfaſſung entwickelten Gründe, von unverkennbarem Gewichte ſind; da es ſich endlich hier von den Intereſſen eines Deutſchen Bundesſtaates handelt, welche, angeblich wenigſtens, den Intereſſen eines auswärtigen Staates nur allzuſehr untergeordnet werden: ſo gehört der Fall, daß man die Reclamanten, ohne von dem Umſtande, daß in Holſtein noch keine landſtändiſche Verfaſſung ſtatt finde, Notiz zu nehmen, abweiſe, wohl zu den unmöglichen.

Es wird alſo hier nur der Fall, daß man ſie, jedoch mit Rückſicht auf jenen Umſtand, abweiſen wolle, ins Auge zu faſſen ſeyn.

Es kommt hier zuvörderſt darauf an, ob ich den Sinn des Artikels 55 (§. 7 dieſer Abſtimmung) richtiger getroffen habe, als der Herr Referent ihn gedeutet zu haben ſcheint, oder nicht, und welche legale Interpretation der Artikel 61 der Schlußacte erhalten wird.

Denn, wäre wirklich der 56. Artikel der Schlußacte auf den vorliegenden Fall nicht anwendbar; ich hätte jedoch den 55. Artikel der Schlußacte richtig verſtanden: ſo würde zu beſchlieſſen ſeyn:

daß die Reclamanten mit ihrem, durch den in Anſpruch genommenen 56. Art. der Schlußacte, nicht begründeten Geſuche abgewieſen würden, weil aus der unter dem 17. Auguſt 1816 ausgefertigten neuen Confirmation der Privilegien, Freiheiten, Rechte und Gerechtſame der Prälaten und Ritterſchaft des Herzogthums Holſtein nicht hervorgehe, daß ſie dadurch in der Eigenſchaft eines landſtändiſchen Corps oder einer Landesverſammlung anerkannt worden wären; daß hingegen dieſen Privilegien, Freiheiten, Rechten und Gerechtigkeiten der Prälaten und Ritterſchaft in der Eigenſchaft einer mit ſpeciellen Vorrechten ausgeſtatteten Körperſchaft, wie ſolche (Privilegien ꝛc.) von des höchſtſeligen Königs, Chriſtian VII., Majeſtät unter dem 31. März 1766 und 13. November 1773 beſtätigt wurden, in allen ihren Puncten, Clauſeln und Inhaltungen, die unter dem 17. Auguſt 1816 von des jetzt regierenden Königs Frederiks VI. Majeſtät neu zugeſicherte Wirkſamkeit nicht zu entziehen ſey;

daß, ſo fern über den Umfang jener Privilegien u. ſ. w., zwiſchen der Regierung und dieſer Körperſchaft eine Verſchiedenheit der Meinung obwalten ſollte, letzterer, auf Verlangen, das rechtliche Gehör vor den competenten Landesgerichten nicht zu verſagen ſey;

daß ferner, da erwieſen und auch von Seiten der Königlichen Geſandtſchaft ausdrücklich zugeſtanden ſey, daß früherhin Prälaten, Ritterſchaft und Städte geſetz-

lich bestehende landständische Rechte ausgeübt haben, bei der, binnen einer Frist von ... Monaten, in Folge des 13. Art. der Bundesacte herzustellenden landständischen Verfassung, jene früherhin gesetzlich bestandenen landständischen Rechte, auf den Grunde des 55. Art., neben den gegenwärtig obwaltenden Verhältnissen, auch berücksichtigt werden müssen.

Was diesem Beschlusse nur noch, für den Fall, daß zwischen der Regierung und den Prälaten und Ritterschaft über den Umfang der früherhin gesetzlich bestandenen landständischen Rechte eine Controverse obwalten sollte, und, in Beziehung auf die nachgesuchte Vermittlung der hohen Bundesversammlung, bei der Wiederherstellung der Holsteinischen Verfassung hinzugefügt werden müßte, das hängt wieder lediglich von der legalen Interpretation des 61. Art. der Schlußacte (§. 29 dieser Abstimmung) ab, deren Folgen, je nachdem die eine oder die andere Auslegung angenommen wird, in den §§. 30 und 31 bezeichnet sind.

§. 34.

Erhält aber die Deutung, welche der Herr Referent, wie ich glaube, gegen die Regeln des Syntaxes und gegen den Geist der Gesetzgebung, dem 55. Art. der Schlußacte zu geben scheint, den Vorzug; soll demnach jener Art. für gar nichts sagend, also gleichsam für nicht geschrieben angesehen werden: so fällt freilich mit der Schwierigkeit, welche mit der Erklärung des 61. Artikels verbunden ist, zugleich auch alle Sorge um Inhalt und Umfang der künftigen Verfassung weg, und der Beschluß wird sich allerdings auf das beschränken müssen, was der Herr Referent für diesen Fall eventuell in Antrag gebracht hat.

§. 35.

Unter diesen verwickelten Umständen und bei der Verschiedenheit der Auslegung sehr wichtiger Artikel der Schlußacte, dürfte wohl schwerlich behauptet werden können, daß mit der gesandtschaftlichen Erklärung und dem gegenwärtigen Vortrage des Herrn Referenten die vorliegende Angelegenheit zur Reife der Abstimmung gediehen sey.

Eben so wenig wird angeführt werden können, daß diese Angelegenheit dringend genug sey, um von den Vorschriften der Geschäftsordnung, welche Antrag, Discussion und Schlußziehung in drei verschiedene (nicht etwa nothwendig aufeinander folgende) Sitzungen vertheilt wissen will, abzuweichen.

Wenn man es daher auch für überflüssig halten wollte, sowohl der höchsten Regierung, als auch den Reclamanten, zu weiteren Aufklärungen in jure et facto die Gelegenheit zu geben; so dürfte es doch dringend nothwendig seyn, für die Abstimmung über den Gegenstand der Reclamation einen Termin zu bestimmen, der weit genug wäre, damit

diejenigen Herren Gesandten, welche sich, wie ich, in der Lage befinden sollten, von ihren höchsten und hohen Regierungen specielle Instructionen einholen zu müssen, dafür die gehörige Zeit gewännen.

Dieß ist es auch, worauf ich, jedoch nur eventuell, wenn nämlich der Hauptantrag des Herrn Referenten nicht angenommen werden sollte, anzutragen, mich verpflichtet fühle.

Wangenheim.

Beilage 15.

Ansicht

des Herrn Bundestagsgesandten Freiherrn von Leonhardi, als Mitglied der Reclamations-Commission.

Das in Betreff der Beschwerde von den Prälaten und der Ritterschaft Holsteins dermalen Vorliegende — so vollkommen und dankbar ich auch das verdienstliche Bemühen meiner hochverehrten Herren Collegen, diese wichtige Sache mehr aufzuklären, anerkenne, wie ihre deßfallsigen persönlichen Ansichten ehre — gewährt mir jedoch, bis jetzt, weder die Ueberzeugung, daß die im August 1816 erfolgte Bestätigung der Privilegien zweier Classen von Personen, zugleich die Bestätigung einer schon über 100 Jahre wenigstens nicht mehr in Ausübung gewesenen Verfassung (welche, nächst Prälaten und Ritterschaft, auch Städte, Stände und gesammte Einwohner concernirte) in sich begreife; noch daß die Steuerbefreiung Einzelner, zugleich das Steuerbewilligungsrecht für dieselben enthalte.

Es scheint mir überhaupt dermalen noch weniger darauf anzukommen: ob eine landständische Verfassung in Holstein, und worin solche bestand? ob das Steuerbewilligungsrecht, oder welche andere Gerechtsame zu den landständischen gehörten? sondern vielmehr lediglich nur darauf: ob eine landständische Verfassung in Holstein in anerkannter Wirksamkeit besteht? wie dieß von Reclamanten noch im Jahre 1822 behauptet wird, und in welcher Beziehung sie ihre Beschwerde hauptsächlich auf den 56. Art. der Schlußacte basiren; denn des 13. Art. der Bundesacte wird nur ganz nebenbei erwähnt.

Anerkannt — sagen sie in ihrer Denkschrift, Seite 57, Note 11 (siehe auch Rudhard's Recht des Deutschen Bundes) — ist die Wirksamkeit einer Verfassung, wenn über dieselbe die Betheiligten ihren übereinstimmenden Willen, durch Urkunden oder durch die That erklärt haben.

Wenn nun aber Reclamanten ſich über Eingriffe der Regierung beſchweren, namentlich von der ſeit 1802 eingetretenen factiſchen Hintanſetzung der Steuergerechtſame, von verfaſſungswidriger Beſteuerung reden, und dieſen Zeitpunct als denjenigen bezeichnen (S. 38 der Denkſch.), wo der Damm der Verfaſſung gänzlich durchbrochen worden; wenn die Regierung ſelbſt die Nichtanerkennung einer Verfaſſung zum öftern nicht unzweideutig an den Tag gelegt hat, wovon z. B. für die neuere Zeit das, zwei Tage nach erfolgter Beſtätigung der Privilegien für Prälaten und Ritterſchaft, am 19. Auguſt 1816 emanirte, aber vom 9. Auguſt ſchon datirte Edict, «Vorbereitungen zur Einführung einer neuen landſtändiſchen Verfaſſung anordnend» (Klüber's Staatsarchiv, Heft 6, S. 276), ſo wie die Königliche Erklärung wegen Holſtein am Bundestage (1818, §. 26 der Prot.), ſprechende Beweiſe abgeben: ſo vermag ich in dieſen und anderen Vorgängen einen übereinſtimmenden Willen der Betheiligten, demnach eine in anerkannter Wirkſamkeit beſtehende landſtändiſche Verfaſſung ſchon im Jahre 1802 nicht mehr aufzufinden.

Hierzu kommt noch: daß nach Auflöſung des Deutſchen Reichsverbandes, gleichwie in manchen anderen Staaten, die alten Verfaſſungen aufgehört haben, alſo auch in Holſtein; und hier zwar, ſeit der Einverleibung dieſes Herzogthums in die Däniſche Monarchie ao. 1806, der Reſt alter Verfaſſung wohl als erloſchen zu betrachten ſeyn möchte.

Eine Anſicht, zu welcher ſich auch Klüber bekennt (öffentliches Recht des deutſchen Bundes ad 1 S. 347 und ad 2 S. 448) und demgemäß (S. 467 deſſelben Werkes) das Herzogthum Holſtein unter denjenigen Ländern begreift, in welchen eine landſtändiſche Verfaſſung noch zu erwarten ſteht.

Dieſem vorgängig (da ich die, von Reclamanten behauptete, anerkannte Wirkſamkeit einer Holſteiniſchen Verfaſſung noch nicht hinlänglich für begründet erachten kann), geht meine unvorgreifliche Meinung dahin: daß dieſelben angebrachtermaßen mit ihrem Petitum abzuweiſen ſeyen.

Leonhardi.

Einundzwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 12. Juli 1823.

In Gegenwart

aller in der zwanzigsten Sitzung Anwesenden

§. 130.

Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die, während des Feldzuges vom Jahre 1813, in Wickert an Kaiserlich-Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein.

(1. Sitz. §. 8. d. J.)

Oesterreich. Die Kaiserlich-Königliche Gesandtschaft ist beauftragt, die in der Herzoglich-Nassauischen Erklärung über das Gesuch des Peter Molinari zu Mainz (1. Sitz. §. 8 d. J.) enthaltene Angabe zu bestätigen, daß das Gefecht bei Hochheim, in Folge dessen, nachdem der Feind aus Wickert vertrieben worden, für die denselben verfolgenden alliirten Truppen die nöthigen Subsistenzmittel requirirt worden sind, am 9. November 1813 statt hatte, — daß das Herzogthum Nassau erst am 23. November 1813 der großen Allianz beigetreten ist, und daß dasselbe bis zum Abschlusse des Accessionsvertrags allerdings als Feindesland behandelt werden konnte; — daher dem Corpscommandaten die ihm ohnehin zustehende Befugniß um so weniger zu bestreiten ist, das dringende Bedürfniß seiner Truppen durch Requisition und Beschlagnahme der Vorräthe, besonders unmittelbar vor und auf der feindlichen Linie, zu sichern.

Da nun Oesterreich wegen der Forderung Molinari's von Nassau weder unmittelbar in Anspruch genommen, noch von dieser Regierung für zahlungsverbindlich gegen den Recla-

manten erachtet wird, so kann sich auch das Kaiserlich-Königliche Gouvernement auf keine Art in die Reclamation des Letztern einlassen.

Diese Erklärung wurde an die Reclamations-Commission abgegeben.

§. 131.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere das Pensionsgesuch des Christian Joseph Dieze, als vormaligen General-Münzwardeins, betreffend.

(12. Sitz. §. 83 d. J.)

Preussen. Bald nachdem in der 5. dießjährigen Sitzung auf das Pensionsgesuch des Christian Joseph Dieze, gewesenen General-Münzwardeins der ehemaligen Reichskreise Kur- und Oberrhein, der Beschluß gefaßt worden:

> die betheiligten Regierungen zu ersuchen, dem Reclamanten, vom 1. Jänner d. J. anfangend, eine jährliche Unterstützung von 800 Fl. zu bewilligen, wozu die Oberrheinischen Kreistheilhaber, etwa in dem nämlichen Verhältnisse, wie bei der Pension des Obersten von Mogen, zu concurriren hätten, und Preussen wegen der Reste des Kurrheinischen Kreises das Uebrige beitragen würde;

haben der für das Kur- und Oberrheinische Kreis-Pensions- und Schuldenwesen angeordneten Commission Königlich-Preussischer Seits die gewünschten Materialien mitgetheilt werden können, welche zur definitiven Feststellung des Concurrenzverhältnisses der betheiligten Staaten an den Schulden und Pensionen gedachter beiden Kreise noch erforderlich waren. Jemehr hiernach zu hoffen ist, daß, in Folge einer solchen definitiven Feststellung, die Regulirung der Pensionsangelegenheit des Dieze baldigst auf den Grund eines bleibenden Concurrenzverhältnisses werde statt finden können, wobei die Königlich-Preussische Regierung, nach dem Maaße ihrer Verpflichtung, unverzüglich mitzuwirken gerne bereit ist; um so weniger hält es dieselbe für nöthig, daß hierbei jetzt noch ein provisorisches Concurrenzverhältniß, wie bei der Pensionirung des Obersten von Mogen, zum Grunde gelegt werde, und hat den Königlichen Bundestagsgesandten beauftragt, mit Bezug auf den in der 5. Sitzung gefaßten Beschluß, die Erklärung abzugeben, daß sie, aus dem angeführten Grunde, ihre Theilnahme an der beabsichtigten Pensionsregulirung, bis zur definitiven Feststellung jenes Concurrenzverhältnisses, auszusetzen veranlaßt sey.

Man kam hierauf überein, die Herren Bundestagsgesandten von Baiern, Baden und Kurhessen zu ersuchen, sich bei ihren höchsten Höfen um Beibringung ihrer Erklärungen auf den 18. December d. J. zu verwenden.

§. 132.

Uebernahme der Festungen, Mainz, Luxemburg und Landau von Seiten des Deutschen Bundes.

(29 Sitz. §. 164. Registr. u. Plenar-Protok. v. 5. Oct. 1820. — 24. Sitz. §. 184 v. J. 1822.)

Preussen. Die Dringlichkeit förderlicher Einleitungen zu baldiger Erledigung der Militärangelegenheit und der bisher, unwillkührlicher und unvermeidlicher Ursachen wegen, noch nicht zur Berathung gekommenen Verhandlung, welche die Bestimmungen über die Bundesfestungen umfaßt, ist so sehr durch die Uebereinkunft und Beschlüsse des Wiener Ministerialvereins, durch das eigene Bedürfniß der Sache, und das unverkennbare Interesse aller Bundesregierungen bedingt und begründet, daß es keiner ausführlichen Erläuterung bedarf, um hinlänglich den Antrag zu rechtfertigen, den die diesseitige Bundestagsgesandtschaft Seitens ihres allerhöchsten Hofes zu machen beauftragt ist:

> «daß nämlich Eine hohe Bundesversammlung noch vor Schluß ihrer Sitzungen eine Einleitung treffen wolle, durch welche, in Beziehung auf die Ausführung der in dem Separat-Protokolle der 34. Sitzung der Wiener Ministerial-Conferenzen enthaltenen drei Grundbestimmungen, die Uebergabe der tractatenmäßig bestehenden Bundesfestungen Mainz, Luxemburg und Landau, und die Anordnung der Maaßregel zu ihrer Instandsetzung, wo möglich noch bis Ende dieses Jahres vorbereitet und in Ausführung gebracht werden könne».

Die Gesandtschaft hält sich nach der Ansicht ihres allerhöchsten Hofes überzeugt, daß dieser Zweck am leichtesten erreicht werden würde, wenn

1) von der Bundesversammlung durch den für die Militärangelegenheiten ernannten Ausschuß das erneuerte Ersuchen an die Militärcommission ergienge, dem Ausschusse die nöthigen Entwürfe über die Modalitäten und Formen, unter welchen die Uebergabe und Uebernahme der Bundesfestungen statt finden könne, baldmöglichst zukommen zu lassen, um solche, in einer der ersten Sitzungen nach Wiedereröffnung der Bundesversammlung, derselben zur Berathung und Genehmigung vorzulegen;

2) die Militärcommission veranlaßt würde, die Untersuchung über den gegenwärtigen Zustand der Festungen und die Entwürfe zu ihrer Herstellung, nebst den dazu gehörigen Kostenausweisungen, möglichst beschleunigen zu wollen, um der Bundesversammlung zur künftigen Genehmigung vorgelegt werden zu können; und

3) die Militärcommission aufgefordert würde, neben den schon von ihr getroffenen Einleitungen in Bezug auf die Festsetzung eines bestimmten Verfahrens bei dem Bau und

der Wiederherstellung der bestehenden Bundesfestungen, deren Resultat ebenfalls möglichst zu beschleunigen seyn würde, auch noch besonders den Entwurf eines Festungsreglements auszuarbeiten und mit Beginn der neuen Sitzungen vorzulegen; und empfiehlt demnach diese Vorschläge zu geneigter und sofortiger Berücksichtigung.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Man vernimmt diesseits mit wahrem Vergnügen das dermalige Entgegenkommen von Seiten des Königlich-Preussischen Hofes in die von der Königlich-Niederländischen Regierung längst gehegten Wünsche. In der That, wer z. B. von uns erkennt nicht, wie dringend von Tag zu Tag allerseits das Bedürfniß mehr empfunden wird, unter andern und insbesondere von dem eigentlichen Zustande der zu Bundesfestungen bestimmten Plätze, so wie von dem Umfange der dieselben bildenden Werke und ihres Terrains überhaupt genaue Kenntniß zu erhalten — folglich vor allen Dingen die sich daraus ergebende Gränzlinie vorbereitend zwischen sämmtlichen dabei betheiligten Interessenten gemeinschaftlich gezogen, und zu dieser letzteren endlicher Sicherung und Verwahrung auf eine unparteiische Weise festgesetzt zu sehen?

Deßhalb vereinige ich mich im Allgemeinen auf das bereitwilligste mit dem gegenwärtigen zweckmäßigen Antrage der Königlich-Preussischen Gesandtschaft.

Präsidium. Der Kaiserlich-Königliche Hof theilt vollständig die von Seiten Preussens und Luxemburgs ausgesprochene Ueberzeugung von der Nothwendigkeit einer entsprechenden Einleitung zur Vorbereitung definitiver Beschlüsse hinsichtlich der Militärangelegenheiten des Deutschen Bundes.

Der K. K. präsidirende Gesandte hat sich aus diesem Grunde schon vorlängst unmittelbar mit dem Präsidenten der Militärcommission in Rücksprache gesetzt, und hieraus die beruhigende Ueberzeugung erhalten, daß den verschiedenen Localcommissionen in den bestehenden Bundesfestungen zur Einbringung der ihnen übertragenen Vorbereitungsarbeiten Termine bis Ende dieses Jahres ausgesetzt worden seyen, und daß drei Monate nach deren Ablauf die Militärcommission der Bundesversammlung den abgeforderten detaillirten Bericht werde vorlegen können, welcher dann um so erschöpfender seyn wird, wenn die hohe Bundesversammlung sich über den ersten Instructionspunct der Wiener Ministerial-Conferenzen wird definitiv ausgesprochen haben.

Die hohe Bundesversammlung dürfte sich sonach vor Allem bestimmt finden, ihren für die Militärgegenstände bestehenden Ausschuß zu ergänzen, diesem diejenige Einwirkung auf die Militärcommission zu überlassen, welche eine Förderung der Sache, in so fern solche noch nöthig seyn sollte, herbeizuführen im Stande ist, und übrigens dahin übereinkommen, bei den Regierungen die Instructionen über die Militärgegenstände in der Art einzuholen,

damit diese Gegenstände gleich nach Wiedereröffnung der Sitzungen in Berathung genommen werden können.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Präsidialantrage, worauf der Bundestags-Ausschuß durch die Wahl des K. K. Oesterreichischen präsidirenden Herrn Gesandten, Freiherrn Münch von Bellinghausen, und des Königlich-Baierischen Herrn Gesandten von Pfeffel ergänzt wurde.

Beschluß:

Daß bei den Regierungen die Instructionen über die Militärgegenstände, besonders aber über die Bundesfestungen, in der Art zu erbitten seyen, um gleich nach Wiedereröffnung der Sitzungen (nach den Ferien) dieselben in Berathung nehmen zu können; übrigens sey dem Bundestags-Ausschusse in Militärsachen diejenige Einwirkung auf die Militärcommission zu überlassen, welche eine Förderung der Sache, in so fern solche noch nöthig seyn sollte, herbeizuführen im Stande ist.

§. 133.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Personen betreffend.

(18. Sitz. §. 114 d. J.)

Hannover, und Braunschweig und Nassau für Braunschweig: treten dem Commissionsantrage über die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Kaiserlichen und Reichskammergerichte gehörigen Individuen (s. Prot. der 25. Sitz. vom 15. Juli v. J., §. 197) vollkommen bei.

§. 134.

Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens.

(15. Sitz. §. 96 d. J.)

Würtemberg, Baden und Nassau. Die allerhöchsten und höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau haben sich, als Mitcontrahenten des Mergentheimer Staatsvertrags, über den Inhalt des in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 erstatteten Commissionsberichts, die Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens betreffend, verständigt und dem zufolge ihre Bundestagsgesandtschaften zu nachstehender gemeinschaftlichen Erklärung ermächtigt.

Aus den früheren Bundestags-Protokollen geht hervor, daß sich sämmtliche Theilhaber am Mergentheimer Vertrage bei den dermaligen Verhandlungen durchaus nicht als betheiligt betrachten.

Es erklärte dieſes, Baiern und Großherzogthum Heſſen in der 43. Sitzung v. 14. Juli, Baden in der 44. Sitzung vom 17. Juli 1817, Würtemberg in der 17. Sitzung vom 13. Mai 1819, und endlich wiederholte das Großherzogthum Heſſen die nämliche Erklärung in der 6. Sitzung vom 14. Februar vorigen Jahres.

Da nun aber die Commiſſion in ihrem Berichte vom 17. October 1820 darzuthun bemüht geweſen iſt, daß die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags allerdings zu den noch unerledigten Penſionen der Mitglieder und Diener des Deutſchen Ordens zu concurriren hätten; ſo haben die allerhöchſten und höchſten Regierungen von Würtemberg, Baden und Naſſau dieſen Gegenſtand in ſeinem ganzen Umfange einer erneuerten Prüfung unterwerfen laſſen, deren Reſultat der hohen Bundesverſammlung die Ueberzeugung gewähren dürfte, daß für ſie auch dermalen kein Grund vorhanden ſey, von der Behauptung ihrer Nichtſchuldigkeit abzuweichen.

Die Anſichten, von welchen der Commiſſionsbericht ausgieng, laſſen ſich auf folgende reduciren:

« Ueber die allgemeinen Grundſätze der Penſionirung der Deutſch-Ordensglieder ꝛc. ſey bereits nach den, 1816 ausgehobenen, drei Fragen abgeſtimmt, und nur noch die Beſchlußziehung dem Präſidium vorbehalten.

« Was die Ballei Sachſen insbeſondere anlange, ſo könne alsdann die Erledigung der ſie betreffenden Anſprüche keinen Schwierigkeiten unterliegen. Nach einer (zugleich vorgelegten) Convention der hierbei betheiligten Höfe von Mecklenburg, Braunſchweig und Anhalt-Bernburg, ſeyen dieſe nämlich am 24. September 1819 wegen Penſionirung der Balleidiener übereingekommen, hätten aber eine Penſionsverbindlichkeit gegen den Commenthur von Wöllwarth nicht anerkannt.

« Die Anſprüche der den vormaligen überrheiniſchen Balleien Coblenz, Altenbieſen und Lothringen angehörigen, Ordensglieder und Diener an eine Penſionirung aus den von Frankreich eingezogenen Ordensgütern in den, ſeit 1813 wieder an Deutſche Fürſten gekommenen, jenſeits-rheiniſchen Landen ſeyen (insbeſondere von Preuſſen) beſtritten und auf diejenigen Staaten zurückgewieſen, welchen die Entſchädigung für den jenſeits-rheiniſchen Verluſt des Deutſchen Ordens zukam. Dieſe wären die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags. Wenn demnach die Commiſſion von Billigkeitsgründen abſehen und nur nach denjenigen Revenüen ihre Penſionsanträge beſtimmen müſſe, in deren Genuß die Angehörigen jener Balleien zur Zeit der Aufhebung des Ordens (1809) ſtanden; ſo müſſen auch die Penſionen weit geringer ausfallen, und theils von den Beſitzern der dieſſeits-rheiniſchen wenigen Einkünfte gedachter Balleien (Preuſſen), theils von denjenigen Höfen (Würtem-

berg, Baiern, Baden) zu reichen seyn, welche die, eben diesen Balleien zugetheilte Entschädigung für den jenseits-rheinischen Verlust erhalten haben».

Auf diese Prämissen gründete nun die Bundestags-Commission besondere Vorschläge zu Uebernahme der noch reclamirten Pensionen für die Ballei-Angehörigen von Coblenz und Altenbiesen.

Diejenige der Ballei Lothringen aber will sie ganz den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auflegen, und zwar aus dem Grunde, weil die Ballei Lothringen mit Vermögen und Lasten auf die General-Ordenscasse übernommen worden seye.

Der Schlußantrag geht alsdann dahin:

«1) daß aus den bereits zu Protokoll gegebenen Abstimmungen sämmtlicher Bundesglieder über die wegen der Pensionsberechtigungen der Deutsch-Ordensglieder und Beamten entstandenen Zweifel ein Beschluß gezogen und gefaßt;

«2) über die Frage wegen der Pensionirung der überrheinischen Ordensglieder und Beamten Instruction eingeholt;

«3) eventualiter den Reclamanten von den Balleien Coblenz und Altenbiesen nachgelassen werde, in Beziehung auf die vorläufig aufgestellte Uebersicht (der ihnen auszuwerfenden Pensionen) ihre allenfallsigen weiteren Ansprüche, unter Beifügung aller erforderlichen Nachweisungen, anzubringen».

Ad 1) haben die Gesandtschaften sich dahin zu äussern, daß allerdings darüber hätten Zweifel aufgeworfen werden können, in wie fern über die, bei den Pensionsberechtigungen der Glieder und Diener des Deutschen Ordens zur Anwendung kommenden, allgemeinen Grundsätze, nach der in den gegebenen Abstimmungen liegenden Mehrheit, ein verbindlicher Beschluß der Bundesversammlung gefaßt werden könne?

Es waren nämlich hier nur zwei Fälle gedenkbar, entweder sollte

a) durch jene Grundsätze eine authentische Interpretation des Artikels 15 der Bundesacte gegeben werden, indem man seinen Sinn nicht für hinreichend aufgeklärt erachtete, um hiernach über alle einzeln vorkommenden Pensionsansprüche, auf den durch die Bundesgesetzgebung vorgeschriebenen Wegen, entscheiden zu können.

In diesem Falle konnte nach den Vorschriften der Bundes- und Schluß-Acte, wie schon öfters ausgeführt worden, kein Beschluß nach Stimmenmehrheit gefaßt werden.

Dieses konnte um so weniger geschehen, als von keiner gemeinsamen Verpflichtung aller Bundesglieder, als solcher, sondern von Lasten die Rede ist, welche von Einzelnen übernommen werden sollen. Ueber jura singulorum soll aber, nach Art. 15 der Wiener Schlußacte, nur eine freie Vereinbarung statt finden.

Oder aber

b) es sollte mit der Aufstellung jener Grundsätze eine directe Entscheidung der einzelnen Pensionsansprüche durch die Bundesversammlung verbunden werden. Die Befugniß hierzu konnte nun nicht aus dem Artikel 15 der Bundesacte abgeleitet werden. In diesem heißt es nur:

«die Mitglieder des Deutschen Ordens werden ebenfalls Pensionen erhalten ꝛc.»

Mithin waren die Modalitäten der Pensionirung auf freies Uebereinkommen der Betheiligten ausgesetzt, auf keinen Fall aber konnte die Bundesversammlung über die einzelnen Pensionsansprüche direct entscheiden, indem ihr keinerlei Gerichtsbarkeit zusteht, auch hier offenbar der Fall des Artikels 30 der Wiener Schlußacte zutraf, indem die Verpflichtung zu Befriedigung der reclamirenden Privatpersonen zwischen mehreren Bundesgliedern bestritten wurde und daher von der hohen Bundesversammlung zuvörderst nur die Ausgleichung zu versuchen, sodann aber die Entscheidung durch eine Austrägalinstanz einzuleiten war.

Da jedoch in der 3. Sitzung vom 19. Januar 1818, auf den Antrag der Krone Preussen, sich alle Stimmen zu dem Beschlusse vereinigten:

«daß dieselbe Commission, welche den in der 55. Sitzung vorigen Jahres erstatteten Vortrag übernommen habe, ersucht werde, die Grundsätze, wonach die Pensionsangelegenheit der Deutsch-Ordensritter definitiv zu erledigen sey, zu erörtern und der Bundesversammlung vorzutragen, wonächst die Instructionen hierüber einzuholen und nach der Stimmenmehrheit der Beschluß zu fassen wäre»;

so betrachten die allerhöchsten und höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau obige Zweifel in so fern als beseitigt, als es sich von Aufstellung solcher Grundsätze handelt, die, ohne Rücksicht auf das verpflichtete Subject, ihre Anwendung auf alle hohe Bundesglieder finden müssen, die möglicher Weise bei dieser Angelegenheit betheiligt seyn könnten. Zugleich wollen sie sich aber ausdrücklich dagegen verwahren, daß aus diesem nur auf freiem Uebereinkommen sämmtlicher hohen Bundesglieder beruhenden Verfahren keine weitere Folgerung für die künftige Behandlung des Geschäftes gezogen, auch der hohen Bundesversammlung das Recht nicht eingeräumt werden wolle, nach Festsetzung der allgemeinen Grundsätze, weder die einzelnen, unter diese zu subsumirenden Fälle, noch auch die etwa erhoben werdenden Incidentfragen auf anderen, als den sonst vorgeschriebenen bundesgesetzlichen Wegen ihrer Erledigung entgegenzuführen.

Was nun die Grundsätze selbst betrifft, so sind diese nach dem Resultate der Abstimmungen von dem präsidirenden Herrn Bundestagsgesandten in der 37. Sitzung vom 21. Dec. 1820 aufgestellt worden.

Hiermit wurde zugleich der Antrag verbunden, dieselben nach Ziehung des Beschlusses zu Directivnormen zu erheben. Zu diesem Antrage haben die Gesandtschaften die Zustimmung ihrer höchsten Committenten zwar in so fern zu erklären, als jene Grundsätze mit einigen Modificationen die nämlichen sind, von welchen die Theilhaber am Mergentheimer Vertrage ausgegangen sind; jedoch sind sie zu gleicher Zeit zu der Bemerkung angewiesen, daß vor Ziehung des Beschlusses zuvörderst die Abstimmungen sämmtlicher höchsten Regierungen, die bisher entweder gar nicht, wie z. B. von Baden, oder doch nicht auf alle aufgestellten Fragen erfolgten, abzuwarten seyn möchten. — Immerhin wäre es möglich, daß man sich durch diese nachträglich eingekommenen Abstimmungen bewogen fände, von Aufstellung von Directivnormen völlig abzustehen; besonders da hierauf auch bereits von dem Königlich-Preussischen Hofe in seiner in der ersten Sitzung vom Jahre 1821 abgegebenen Erklärung hingedeutet ist. Da überhaupt aber in der Sache die definitive Schlußziehung noch nicht erfolgt ist, so glauben die höchsten Regierungen von Würtemberg, Baden und Nassau sich auch jetzt noch über die vorgeschlagene Fassung der Directivnormen erklären zu dürfen.

Jene beiden ersteren allerhöchsten Höfe sind nämlich mit a, b und d derselben einverstanden, wogegen der Nassauische Hof sich hinsichtlich des sub a aufgestellten Satzes, sowohl bei diesem speciellen Punct als für die ganze Folge der gegenwärtigen Erklärung, auf seinen in der 44. Sitzung des Jahres 1817 unter dem 17. Juni erklärten Beitritt zu der Königlich-Hannöverischen Abstimmung beziehen muß, wonach die restaurirten Regierungen lediglich in so fern zu der Pensionirung Deutscher Ordensglieder und Diener verbindlich geachtet werden, als sie die betreffenden Ordensgüter wirklich erhalten und unveräussert vorgefunden oder wieder eingezogen haben, in welch letztem Falle sie jedoch nur mit dem, nach Abzug etwaiger Einlösungskosten und anklebender Schulden, erlangten reinen Ertrag angezogen werden können.

Was sodann positio c der Directivnormen betrifft, so könnte selbige, nach Ansicht der allerhöchsten Höfe von Würtemberg und Baden, folgende Fassung erhalten:

> « daß die schon früher ausgesetzten Pensionen auch von den nachfolgenden Landes-
> « herren ohne Beschränkung fortzubezahlen seyen, daß aber da, wo vor der Bundes-
> « acte noch keine Pension, oder eine nach den Grundsätzen des Reichsdeputations-
> « Hauptschlusses nicht hinreichende Pension ausgesetzt gewesen, die Berechtigungen
> « der Ordensglieder aus der Deutschen Bundesacte, nach den Worten derselben,
> « nur erst als mit dieser Zeit wirksam anzusehen wären ».

Den Grund hierfür finden sie darin, daß die im Art. 15 der Bundesacte enthaltene Uebereinkunft keine rückwirkende Kraft haben könne.

Obgleich zwar auch die Naſſauiſche Regierung mit dieſem Grundſatze vollkommen übereinſtimmt, ſo glaubt ſie doch der unter positio c aufgeſtellten Directivnorm in ihrer urſprünglichen Faſſung in ſo fern beitreten zu können, als der Penſionsanſpruch der Glieder und Diener des Deutſchen Ordens wohl ohne Zweifel mit der Aufhebung des Ordens an ſich ſchon entſtanden war, jedoch eben deßhalb auch gegen die wiederhergeſtellten Regierungen nicht lediglich von dem Tage der Unterzeichnung der Bundesacte an, ſondern mit dem Tage und nach Maaßgabe des wieder erlangten Genuſſes und Beſitzes als vorliegend wird angenommen werden müſſen.

Endlich glauben die allerhöchſten und höchſten Regierungen von Würtemberg, Baden und Naſſau nicht, daß in Num c der entworfenen Directivnormen bereits jetzt ſchon die Beſchränkung auszuſprechen ſey, daß der Reichsdeputations-Hauptſchluß nur bei den Penſionen der Ritter und Beamten des Deutſchen Ordens dieſſeits des Rheins als Maaßſtab dienen ſolle.

Dieſe Beſtimmung hängt allzugenau mit der Erörterung der Frage zuſammen, in wie fern die überrheiniſchen Provinzen überhaupt zu den Penſionen der Deutſch-Ordensglieder beizutragen haben, als daß ſie von dieſer getrennt und den allgemeinen Directivnormen beigefügt werden könnte. Demnach ſind ſie des Dafürhaltens, daß aus Num. c die Worte «dieſſeits Rheins» wegzulaſſen ſeyen.

Ad 2. Wirft die Commiſſion in ihrem Schlußantrag die Frage wegen Penſionirung der überrheiniſchen Ordensglieder und Beamten auf.

Hierbei kommt es zunächſt auf die Vorfrage an, woher müſſen die transrhenaniſchen Ordensglieder ihre Penſionen erhalten? Liegt dieſe Penſionirung den jetzigen Beſitzern des linken Rheinufers nicht wenigſtens in ſo weit ob, als ehemalige Ordensgüter in ihren Landestheilen ſich befinden? oder haftet dieſe Penſionslaſt lediglich auf dem rechten Rheinufer, folglich auf denjenigen Fürſten, welche daſelbſt Ordensgüter erhalten haben?

Vor befriedigender Löſung dieſer Fragen iſt an keine Erledigung der Sache zu denken, indem hiervon der Vertheilungsmaaßſtab der zu übernehmenden Laſten unter den in Anſpruch genommenen Staaten abhängt. Daher gewinnt die Frage nur um ſo mehr an Wichtigkeit, in wie fern auch hierüber nach Stimmenmehrheit entſchieden werden könne, und ob mithin der Beſchluß vom 19. Januar 1818 hierauf ſeine Anwendung finde.

Die allerhöchſten und höchſten Höfe von Würtemberg, Baden und Naſſau vermögen nun eine ſolche Anwendung jenes Beſchluſſes, nach den bereits oben entwickelten Anſichten, nicht anzuerkennen; denn

1) iſt aus den Bundestags-Protokollen erſichtlich, daß die Frage von der Beiziehung des linken Rheinufers zu der Penſionirung der transrhenaniſchen Ordensglieder erſt in dem

Commissionsberichte vom 17. October 1820, mithin 2¼ Jahre nach dem vorerwähnten Bundesbeschlusse, ihre vollständige Entwickelung erhielt, wonach es schon an und für sich zweifelhaft erscheint, ob die hohen Bundesglieder bereits im Jahre 1818 geneigt waren, sich vermöge freien Uebereinkommens eine Entscheidung hierüber nach Stimmenmehrheit gefallen zu lassen. Dieses kann aber um so weniger angenommen werden, als

2) in jenem Beschlusse bloß die Grundsätze, wonach die Pensionsangelegenheit der Deutsch-Ordensglieder definitiv zu erledigen sey, nach Stimmenmehrheit festgesetzt werden sollen.

Nunmehr kann aber die Frage von Beiziehung des Ueberrheins nicht zu den allgemeinen, alle Bundesregierungen, gegen welche noch eine Pensionsverbindlichkeit in Anspruch genommen werden will, gleich angehenden Grundsätzen gezählt werden, weßhalb sie auch schon in der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Abstimmung vom 21. December 1820 von den aufzustellenden Directivnormen getrennt worden ist; vielmehr betrifft sie eine Voraussetzung, die ausgemittelt werden muß, um ermessen zu können, welche Ausdehnung der Anwendung jener Grundsätze auf die einzelnen Bundesglieder gegeben werden soll. Als Vorfrage zur Ausmittlung der verpflichteten Staaten kann sie daher nicht in eine Reihe mit den Grundsätzen gesetzt werden, nach welchen die Pensionsangelegenheiten der Deutsch-Ordensglieder ja eben unter den Verpflichteten definitiv erledigt werden sollen.

3) Wird jedenfalls der im Beschlusse von 1818 nur ausnahmsweise der Mehrheit eingeräumten Entscheidung über die allgemeinen Grundsätze, die als Ausnahme immer nur einschränkend zu erklären ist, keine solche schon tiefer in die Anwendung auf gewisse einzelne Bundesstaaten eingreifende Ausdehnung beigelegt werden können.

Demnach dürfte

4) diese Vorfrage, falls sie von der hohen Bundesversammlung unmittelbar erledigt werden soll, nicht anders, als durch eine authentische Interpretation des Artikels 15 der Bundesacte, oder vielmehr vermöge freier Uebereinkunft unter sämmtlichen Betheiligten, unter Vermittlung der hohen Bundesversammlung, entschieden werden können.

Um aber ihrer Seits auch, in Beziehung auf die Materie selbst, alles, was von ihnen abhängt, zur Aufklärung dieser Angelegenheit beizutragen, wollen die höchsten Regierungen von Würtemberg, Baden und Nassau alle hierbei zur Sprache gebrachten Fragen und Voraussetzungen einzeln durchgehen, und sich über jede so aussprechen, daß über ihre Ansichten nicht der mindeste Zweifel obwalten möge.

Demnach haben sich die Gesandtschaften

A) dahin zu erklären, daß die Pensionirung der Deutsch-Ordensangehörigen überrheinischer Balleien nicht sowohl auf deren diesseits-rheinischen, 1809 übrig gewesenen, Ein-

künften, als vielmehr auf denjenigen ehemaligen Deutsch-Ordensgütern gedachter Balleien hafte, welche in jenseits-rheinischen, seit 1813 wieder an Deutsche Fürsten gekommenen Landen liegen; daß mithin die Pensionen, welche einem jeden Angehörigen der überrheinischen Balleien, nach Verhältniß seines früheren Einkommens, zuzuscheiden sind, von den Besitzern derjenigen Commende- oder Ballei-Güter, aus welchen dasselbe floß, zu tragen seyen.

Zwar führt die Bundestags-Commission Gründe und Gegengründe auf, und bestimmt sich am Ende dafür, daß die Pensionslast nur auf dem rechten Rheinufer eingezogene Deutsch-Ordensgüter treffe, weil nur der zur Zeit der Auflösung des Ordens 1809 statt gehabte Vermögensstand desselben und die nach dessen Verhältniß von den Angehörigen der überrheinischen Balleien genossenen Einkünfte zur Norm dienen können.

Es scheinen jedoch diese und die weiteren, im Commissionsgutachten angeführten, Gründe keinen entscheidenden Beweis jener Ansicht zu geben. Vielmehr spricht für eine Beiziehung der jenseits-rheinischen vormaligen Ordensgüter zur Pensionirung der Ordensglieder überrheinischer Balleien Folgendes:

1) der Artikel 15 der Bundesacte bestimmt ausdrücklich:

> «die Mitglieder des Deutschen Ordens werden ebenfalls nach den in dem Reichsdeputations-Hauptschlusse von 1803 für die Domstifter festgesetzten Grundsätzen Pensionen erhalten, in so fern sie ihnen noch nicht hinreichend bewilligt worden»;

worin nach diesem Reichsdeputationsschluß eine hinreichende Pension bestanden habe, sprechen die Worte des §. 53 desselben aus:

> «zu ihrer Sustentation sind den Domcapitularen, Dignitarien und Canonicis der Ritterstifter $\frac{2}{10}$tel ihrer ganzen bisherigen Einkünfte, und zwar jedem Einzelnen, was er bisher genossen hat, zu belassen».

Wenn hierdurch die Pension eines Deutsch-Ordenscommenthurs auf $\frac{2}{10}$tel dessen bestimmt wird, was er vor dem erlittenen Verlust der Commende bezog, deren Genuß ihm ordensverfassungsmäßig überlassen war; so bedarf es keines Beweises, daß weder die auf ungefähr $\frac{1}{3\frac{1}{2}}$tel des überrheinischen Verlustes sich berechnende Entschädigung der überrheinischen Balleien, noch die wenigen von denselben diesseits Rheins besessenen Einkünfte genügen konnten, um eine hinreichende Pension der Angehörigen dieser Balleien auszumitteln.

Es würde sich also hieraus schon die Folge ziehen lassen, daß die Verfasser der Bundesacte zugleich auf die beträchtlichen, mit Frankreich vereint gewesenen und 1813 wieder an Deutsche Fürsten gekommenen, größtentheils auch noch unveräusserten Ordensgüter in jenseits-rheinischen Landen Rücksicht nahmen.

2) Gleiche Folge fließt aus dem weitern Wortinhalt des Artikels 15 der Bundesacte, wenn derselbe fortfährt:

«und diejenigen Fürsten, welche eingezogene Besitzungen des Deutschen Ordens erhalten haben, werden diese Pensionen nach Verhältniß ihres Antheils an den ehemaligen Besitzungen bezahlen».

Die Allgemeinheit dieser Bestimmung läßt sich nicht auf diejenigen Fürsten beschränken, welche selbst dergleichen Besitzungen eingezogen haben, denn die Worte schon widersprechen dieses; sie begreift aber zugleich alle, welche solche eingezogene ehemalige Besitzungen, sey es 1806 durch die rheinische Bundesacte, oder 1813 und 1814 in Folge der Wiedereroberung des linken Rheinufers, mit den ihnen zugetheilten Landen erhalten haben.

Nachdem im Mai 1815 der Mergentheimer Vertrag abgeschlossen und für die Angehörigen der Ballei Franken darin Vorsehung getroffen war, blieben gerade die Angehörigen der überrheinischen Balleien diejenigen, welche vorzugsweise zur Zeit des Abschlusses der Bundesacte in Betracht kommen mußten, und daher nur um so mehr in der Allgemeinheit des Ausspruchs der Bundesacte zu begreifen waren.

3) Ohne hinlänglichen Grund wird dieser Ansicht die Einwendung entgegengehalten, daß die überrheinischen Deutsch-Ordensbesitzungen den in jenseits-rheinische Lande wieder eingetretenen Deutschen Fürsten nicht als Deutsch-Ordensbesitzungen, sondern als Französische Domänen, und als eine von ihnen von den Alliirten abgetretene Eroberung zugekommen seyen, auf welche sie keine Verbindlichkeiten zu übernehmen gehabt hätten, die nicht vermöge der Pariser Verträge von 1814 und 1815 schon darauf hafteten.

Es kommt aber dagegen in Erwägung,

a) daß die Pensionsverbindlichkeit Frankreichs gegen die vormaligen Besitzer jener Deutsch-Ordensgüter schon nach allgemeinen Grundsätzen darauf haftete,

b) daß dieselbe unmöglich auf die (ohne Abzug anderer noch abgehender Lasten) nur ungefähr $\frac{1}{3}\frac{1}{2}$tel des Verlustes betragende reichsdeputationsschlußmäßige Entschädigung des Ordens ganz übertragen werden konnte,

c) daß mithin hier der gleiche Fall, wie bei der überrheinischen Geistlichkeit, eintrat, welche aus diesseits-rheinischen Einkünften der aufgehobenen Stifter keine, oder nur höchst unbedeutende, Sustentationen erhalten konnte; denn so weit die auf eingezogenen Deutsch-Ordensgütern gehafteten Pensions- und andern Lasten durch die Entschädigungsobjecte nicht gedeckt waren, konnten sie auch auf diese nicht übergehen, sondern mußten auf dem Staate, der jene Güter einzog, haften bleiben, und so weit sie nicht erfüllt wurden, bei Restitution des linken Rheinufers als aufgelebt sich darstellen.

Es kommt ferner in Betracht

d) daß diese Wiederauflebung der Pensionsverbindlichkeit aller Deutschen Fürsten, welche mit ihren überrheinischen Landen «eingezogene ehemalige» Deutsch-Ordensgüter erhalten haben, durch eine, in der Bundesacte unterbliebene, ausdrückliche Uebertragung um deßwillen nicht ausgeschlossen werde, weil schon in der oben ad 1 und 2 bezeichneten Allgemeinheit des Artikels 15 die Voraussetzung einer Concurrenz der überrheinischen Deutsch-Ordensgüter nothwendig liegt, und weil eben diese Allgemeinheit der Bestimmung zur Genüge darlegt, die Verfasser der Bundesacte (welchen die Unvollständigkeit der dem Deutschen Orden 1803 gewordenen Entschädigung wohl bekannt war) haben nicht auf eine ihrem Vertrage fremd gebliebene Untersuchung der durch die Pariser Verträge bestimmten völkerrechtlichen Verhältnisse zwischen Frankreich und den Alliirten zurückgesehen, sondern einzig und allein den ganzen Länderbestand Deutschlands, wie er nun bereits wieder hergestellt war, vor Augen und die Absicht gehabt, an die Stelle unerfüllt gebliebener Verbindlichkeiten eine nachträgliche Erledigung derselben treten zu lassen, und den, auch gegen die Schweiz geltend gemachten, allgemeinen Grundsatz,

«daß, wer das Land besitzt, auch die demselben inhärirenden Pensionslasten zu «tragen habe»,

um so mehr anzuwenden, als solcher

«von sämmtlichen Deutschen Fürsten anerkannt war, welchen die von Frankreich «wieder abgetretenen Theile des linken Rheinufers zugefallen sind».

Schreiben an den Vorort der Schweiz, d. d. 2. December 1817, als Beilage 82 zum Protokolle der Bundesverf. Sitz. 55 v. 11. December 1817, pag. 815.

4) Wenn das Jahr 1809, der Zeitpunct der völligen Auflösung des Ordens in Deutschland, in Ansehung der Größe der Pensionen der überrheinischen Ordensglieder als Maaßstab angenommen, und die Pensionirung folglich nach den damals in jeder Ballei übrig gewesenen wenigen Einkünften berechnet werden will; so würden dadurch die Pensionen (wie später gezeigt werden wird) auf so unbedeutende Summen zurückgeführt, daß dadurch die Bestimmung hinreichender Pensionen, welche die Bundesacte ausspricht, nicht erfüllt erachtet werden könnte.

Ausserdem aber würde von solchen Pensionen auch nicht gesagt werden können, daß sie nach dem Maaßstabe, welchen der Reichsdeputations-Receß für Mitglieder der Domstifter annahm, hinreichend seyen, denn diesem Maaßstabe lag der Verlust des vormaligen Genusses jedes einzelnen Mitgliedes zum Grunde.

B) Sollten aber, auſſer den Beſitzern des linken Rheinufers, gleichzeitig auch die dieſſeits-rheiniſchen Theilnehmer am Mergentheimer Vertrage zu der Penſionirung der transrhenaniſchen Ordensglieder beigezogen werden wollen, ſo haben die Geſandtſchaften in dieſer Beziehung zuvörderſt folgende allgemeine Geſichtspuncte zu bezeichnen, aus welchen die verſuchte Beiziehung Würtembergs, Badens und Naſſau's zu beurtheilen ſeyn möchte.

Es darf als bekannt vorausgeſetzt werden, daß die Entſchädigungen, welche in dem Reichsdeputations-Receß von 1803, §. 26

«dem Fürſten Hoch- und Deutſch-Meiſter und dem Deutſchen Orden»

zugeſchieden wurden, vermöge einer zwiſchen dem Meiſterthume und den beſchätigten Balleien getroffenen, und durch den Großcapitelſchluß von 1805, §. 10, Num. 2 genehmigten Uebereinkunft jenem für eine Averſionalſumme von 400,000 Fl. überlaſſen worden ſind.

Von dieſer Averſionalſumme wurden aber, vermöge eben dieſes Großcapitelſchluſſes §. 10, vorerſt die Rückſtände der Balleien Coblenz, Altenbieſen und Lothringen zur General-Ordenscaſſe und dem Contributionsamte, jedoch nur bis 1803, und mit einem verwilligten Nachlaß von $\frac{1}{3}$tel, folglich zu $\frac{2}{3}$tel, im Betrage von 84,166 Fl., abgezogen, und der Reſt von 315,834 Fl. nach Verhältniß des durch den Lüneviller Frieden erlittenen Verluſtes zwiſchen dem Meiſterthume und den Balleien getheilt, mit der weitern Beſtimmung, daß die Raten der Balleien, vom 1. October 1805 an, mit 4 Procent vom Meiſterthume verzinſet, und 6 Jahre lang nicht aufgekündet werden ſollen.

Nach dieſer Theilung fiel zu:

dem Meiſterthume 34,951 Fl.

den Balleien	Capital	Jahreszins
Elſaß . . .	44,022 Fl.	1,760 Fl. 53 Kr.
Heſſen . . .	5,844 «	233 « 46 «
Coblenz . .	65,222 «	2,608 « 53 «
Altenbieſen	136,265 «	5,450 « 36 «
Lothringen	29,530 «	1,181 « 12 «
	280,883 Fl.	

Nur die Ballei Elſaß erhielt nach 1805 ihre Rate größtentheils durch Abrechnung von Schuldigkeiten ausgefolgt.

Das der Ballei Lothringen übrig gebliebene Vermögen wurde — da ſie nur dem Namen nach ſelbſtſtändig bleiben konnte — vermöge des angeführten Großcapitelſchluſſes von 1805, §. 13, der Ordens-Generalcaſſe eigenthümlich einverleibt, und auf dieſe die Abreichung lebenslänglicher Deputate an die Commenthure von Dienheim und von Zweyer

à 2,400 Fl. und 1,500 Fl., folglich schon weit mehr, als die jährlichen Zinsen des Entschädigungscapitals dieser Ballei betrugen, übernommen.

Ueber die den übrigen Balleien zugefallenen Entschädigungscapitalien war zur Zeit der Auflösung des Ordens (1809) noch keine Abrechnung gepflogen. Sie blieben mit dem weitern Vermögen, welches diese Balleien noch diesseits Rheins hatten, denselben zugeschieden und in der Verzinsung des Meisterthums, und fielen so in die durch den Mergentheimer Vertrag 1815 getheilte Masse.

Wäre damals nun eine genaue Berechnung der Schuldigkeiten entworfen worden, mit welchen diese Balleien gegen die General-Ordenscasse, das Contributions- und Rentamt im Rückstande waren, so würde sich gezeigt haben, daß diese das in die Masse gefallenene Entschädigungscapital theils ganz, theils größtentheils absorbirten, und daß die jährlichen Zinsen des Restes nicht hinreichten, um die auf diese Balleien gefallene Concurrenz an fortlaufenden Lasten, an Gehalten u. s. w. zu decken. Um jedoch die Weitläuftigkeit einer solchen Berechnung zu umgehen, verstanden sich die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags, diese Rückstände und Lasten der Balleien, mit dem in die Masse gefallenen Entschädigungscapital, als ausgeglichen zu betrachten und auf sich zu nehmen.

Wenn daher dieselben jetzt dennoch auf den Grund des Einzugs jenes Balleivermögens mit einer Concurrenz zu den Pensionen der jenen Balleien angehörigen Ordensglieder und Diener in Anspruch genommen werden wollen, und wenn in dieser Hinsicht sogar eine Liquidation und Verwendung des Entschädigungs*capitals* in Anregung gebracht wurde; so muß diese im Allgemeinen nach folgenden Gesichtspuncten bemessen werden:

1) die von den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags eingezogenen Entschädigungen der genannten Balleien für überrheinischen Revenüen-Verlust, bestehen einzig und allein in dem jeder Ballei durch den angeführten Großcapitelschluß, folglich auf rechtlich gültige Weise, zugetheilten 4procentigen Capital.

2) Als *reines* an sie gekommenes Capital kann nur dasjenige berechnet werden, was davon nach Abzug der Rückstände bevorblieb, welche jene Balleien nach der Ordensverfassung schuldeten.

Als *Revenüen* dieses Capitals aber können ihnen nur die stipulirten 4procentigen Zinsen aus dem reinen Capitalreste, und auch diese nur in so weit zugerechnet werden, als dieselben nicht durch Rückstände oder fortdauernde Lasten absorbirt werden, welche diesen Balleien, wenn sie noch fortdauerten, zu tragen obgelegen wären.

3) Das bevorgebliebene reine Capital ist durch den vermöge des Heimfallsrechtes erfolgten Einzug unwiederrufliches Eigenthum der Contrahenten des Mergentheimer Vertrags geworden, und kann bei der Frage von einer Concurrenz zu Pensionen eben so wenig in

Anſpruch genommen werden, als ein ſolcher Anſpruch je in Anſehung anderer eingezogener Deutſch-Ordensgüter erhoben oder anerkannt wurde. Sollte der Satz eines Beweiſes bedürfen; ſo läge er ganz unzweideutig theils in den anerkannten Grundſätzen über Ausübung des Heimfallsrechtes, theils in den beſonderen Beſtimmungen der Rheiniſchen Bundesacte, des Wiener Friedens-Tractats und ſelbſt des Paragraphen 15 der Bundesacte.

4) Auch die, nach Abzug aller Rückſtände und Laſten bevorbleibende, reine Zinsrevenüe könnte nicht unbedingt bei den in Frage ſtehenden Penſionsbewilligungen in Concurrenz kommen, ſondern nur in ſo weit, als einer oder der andere Penſionsberechtigte vor Auflöſung des Ordens ſein Einkommen daraus zu beziehen hatte.

Nach der Verfaſſung des Deutſchen Ordens könnte dieß von den Balleibeamten, welche gewöhnlich aus der Balleicaſſe ihr Einkommen bezogen, nur in ſo weit behauptet werden, als ein Theil jener Zinsrevenüe neben andern Balei-Einkünften zu ihrer Beſoldung verwendet wurde. Von den Ordensgliedern, welche gewöhnlich auf den Genuß der ihnen angewieſenen Commenden beſchränkt waren, würde ſich eine ſolche Behauptung nur in ſo weit allenfalls aufſtellen laſſen, als ſie nach Verluſt ihrer überrheiniſchen Commenden einen Theil ihres Unterhaltes aus jener in die Balleicaſſe beſtimmten Zinsrevenüe bezogen, und ein Theil derſelben als Surrogat ihrer überrheiniſchen Commende-Einkünfte betrachtet werden könnte.

Dieſer Antheil würde aber ſelbſt alsdann, wenn die oben vom ganzen Capital (ohne Abzug der Schuldigkeiten und Laſten) berechnete Zinsrevenüe in Anſchlag kommen könnte, äuſſerſt unbedeutend ausfallen, weil die vollen Entſchädigungscapitalien der Balleien zu ihrem (bei der Reichsdeputation angegebenen) Verluſt ſich nur ungefähr verhalten, wie 1 zu 32. Daß aber die Penſionsanſprüche der Glieder und Diener des Deutſchen Ordens ſich ſowohl in Anſehung des Maaßes, als der Verbindlichkeit, ſie zu reichen, nur nach dem früheren Genuß eines jeden richten und nur denjenigen Staat treffen können, der im Beſitze des Fonds iſt, aus welchem jener Genuß floß; dieß iſt eben ſo wohl der Natur der Sache, als der ziemlich übereinſtimmenden Anſicht einer großen Mehrheit der Bundesverſammlung angemeſſen, welche bereits in den Abſtimmungen über die in der 12. Sitzung vom 16. December 1816, §. 50, zur Inſtructions-Einholung ausgeſetzten drei Hauptfragen vorliegt.

Hiernächſt haben aber auch die Geſandtſchaften durch actenmäſſige Berechnungen

C) darzulegen, daß, ſelbſt wenn die dieſſeits-rheiniſchen Staaten ausſchließlich zur Penſionirung der transrhenaniſchen Deutſch-Ordensglieder verbunden erachtet werden ſollten, dennoch wenigſtens die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auf den Grund der von ihnen eingezogenen Entſchädigungscapitalien einiger überrheiniſchen Balleien zu einer Con-

currenz deßwegen nicht verbunden seyn können, weil durch bedeutende, von ihnen übernommene Schulden und fortlaufende Lasten dieser Balleien jene Entschädigungscapitalien und die daraus geflossenen Einkünfte nicht nur erschöpft, sondern selbst überstiegen worden sind.

Unter Beziehung auf die oben ad B ausgehobenen allgemeinen Gesichtspuncte, wird es genügen, hier nur die gedrängten Resultate einer über die Schulden und Lasten jener Balleien entworfenen, auf Acten und Rechnungen beruhenden, Hauptberechnung in Folgendem anzuführen.

Von der Ballei Hessen, welche übrigens in Beziehung auf Pensionsansprüche hier nicht in Betracht kommt, ist nicht allein das eingezogene Entschädigungscapital von 5,844 Fl. durch die, von den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags übernommenen, rückständigen Schuldigkeiten dieser Ballei von 15,886 Fl. um 10,042 Fl. überstiegen, sondern es betragen auch noch die, auf 252 Fl. 58 Kr. berechneten, fortlaufenden Balleilasten gegen den jährlichen Zins des ganzen Entschädigungscapitals à 233 Fl. 46 Kr. um 19 Fl. 12 Kr. mehr. Es haben demnach die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags wegen jenes Vorschusses sowohl, als wegen der übernommenen laufenden Lasten bereits nicht unbedeutende Ersatzansprüche an die nunmehrigen Besitzer der Güter und Einkünfte jener Ballei.

Ein ähnliches Resultat zeigt sich bei den drei übrigen Balleien, von deren Angehörigen Pensionen reclamirt werden, in folgender Uebersicht.

Es betragen nämlich bei der

Ballei	das ursprünglich 1805 zugetheilte Entschädigungs-Capital zu 4 %	die hierauf haftenden Schuldigkeiten und Lasten der Ballei	der Rest des Entschädigungs-Capitals	die darauf zu viel übernommenen Schuldigkeiten	die Zinsen des Capitalrestes	die unter den Lasten begriffenen laufenden Gehalte
Hessen	5,844 Fl.	15,886 Fl. 34 Kr.	— Fl. — Kr.	10,042 Fl. 34 Kr.	— Fl. — Kr.	252 Fl. 58 Kr.
Coblenz	65,222 "	2,199 " 34 "	63,022 " 25 "	— " — "	2,520 " 53 "	181 " 2 "
Altenbiesen	136,265 "	48,472 " 42 "	87,792 " 18 "	— " — "	3,511 " 41 "	1,719 " 39 "
Lothringen	29,530 "	59,381 " 51 "	— " — "	29,851 " 51 "	— " — "	5,306 " 11 "
Summe	236,861 "	125,940 " 41 "	150,814 " 43 "	39,894 " 25 "	6,032 " 34 "	7,459 " 50 "
					Differenz 1,427 Fl. 16 Kr.	
Ohne die Ballei Hessen mit zu rechnen	231,017 "	110,054 " 7 "	150,814 " 43 "	29,851 " 51 "	6,032 " 34 "	7,206 " 52 "
					Differenz 1,174 Fl. 18 Kr.	

Aus dieſer Ueberſicht geht von ſelbſt hervor, daß die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auf den nach Abrechnung der Schuldigkeiten bevorgebliebenen Reſt der Entſchädigungscapitalien jener vier Balleien pro rata um 1,427 Fl. 16 Kr. mehr fortlaufende jährliche Laſten übernommen haben, als die 4procentigen Zinſen ertragen.

Wird dieſe Vergleichung, ohne Rückſicht auf die Ballei Heſſen, (weil von deren Angehörigen keine Penſionsanſprüche vorkommen) nur unter den drei übrigen Balleien angeſtellt; ſo machen doch immerhin noch die übernommenen laufenden Laſten derſelben um 1,174 Fl. 18 Kr. mehr, als die Jahrszinſen des Entſchädigungscapitals.

Eine noch größere Differenz aber ergiebt ſich, wenn von dem Reſte des Entſchädigungscapitals der zwei Balleien Coblenz und Altenbieſen von . . 150,814 Fl. 43 Kr.
zuerſt die bei der Ballei Lothringen zuviel übernommene Schuldigkeit à . . . . . 29,851 ⸗ 51 ⸗

abgezogen, und aus dem Reſte à . . . . . 120,962 ⸗ 52 ⸗
der Zins zu 4 Procent berechnet wird, mit 4,838 Fl. 31 Kr.

Denn nun zeigt ſich, daß die von den gedachten drei Balleien übernommenen jährlichen Laſten von 7,206 Fl. 52 Kr. jenen Zinsertrag um 2,368 Fl. 21 Kr. überſteigen.

Möchte dieſen Berechnungen entgegengehalten werden, daß das bei der Ballei Lothringen zu viel Uebernommene aus dem Grunde nicht in Abrechnung kommen könne, weil das Entſchädigungscapital dieſer Ballei 1805 zur General⸗Ordenscaſſe gezogen wurde; ſo kommt dagegen in Betracht, daß dieſe Caſſe einzig und allein durch die Beiträge beſtand, welche von den Balleien und deren Angehörigen eingiengen, daß mithin von dem Augenblicke an, da dieſe aufhörten und die Auflöſung der Caſſe eintrat, verhältnißmäſige Theile der auf der General⸗Ordenscaſſe haftenden Laſten auf die Beſitzer der ſämmtlichen beitragspflichtigen Balleigüter übernehmen mußten.

Auf gleiche Weiſe beſeitigt ſich die Einwendung, welche etwa gegen eine Abrechnung der, für die Ballei Lothringen zuviel übernommenen, laufenden Laſten an dem Zinsüberſchuſſe der Balleien Coblenz und Altenbieſen darauf begründet werden möchte, daß keine Ballei an den Laſten der anderen Theil zu nehmen hatte. Denn auf jeden Fall müßte dasjenige, was durch die Einkünfte des Entſchädigungscapitals der Ballei Lothringen nicht gedeckt wurde, als eine Erſatzforderung an denjenigen Staat betrachtet werden, welcher die weit beträchtlicheren überrheiniſchen Güter und Einkünfte jener Ballei in Beſitz genommen hat, ohne dafür eine Entſchädigung zu gewähren, welche die darauf haftenden Laſten deckte.

War dieser Staat früherhin Frankreich, so sind es nun seit 1813 diejenigen Deutschen Fürsten, welche die Lande erhalten haben, in welchen die eingezogenen Ordensgüter der Ballei Lothringen liegen.

Da nun aber eben diese Deutschen Fürsten zugleich auch diejenigen sind, welche die meisten, mit Pensionsforderungen jetzt in Anspruch genommenen, Ordensgüter der Ballei Coblenz und Altenbiesen von Frankreich mit jenseits-rheinischen Landen erhalten haben; so findet gegen sie eine Compensation in der Art statt, daß die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags, welche von ihnen die Uebernahme der wegen der Ballei Lothringen zuviel getragenen . . . . . 5,306 Fl. 11 Kr.
fordern können, daran zuerst den wegen Coblenz und Altenbiesen verbliebenen Zinsüberschuß von . . . . . 6,032 Fl. 34 Kr.
nach Abzug der laufenden Lasten à 181 Fl. 2 Kr.
und 1,719 " 39 "
1,900 " 41 "
abrechnen mit . . . . . 4,131 " 53 "
und den Rest von jährlich . . . . . 1,174 " 18 "
auf sie für die Zukunft übertragen. Nebstdem aber verbleibt den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auch noch die Ersatzforderung für die in der vergangenen Zeit dargelegtermaßen nach schon erschöpftem Entschädigungscapital getragenen jährlichen Lasten, so wie für die Summe von 29,851 Fl., um welche die berechnete Schuldigkeit der Ballei Lothringen das Entschädigungscapital selbst überstiegen haben.

Aehnliche Ersatzansprüche an die Besitzer anderer Balleigüter haben die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auch noch wegen der über den Betrag des Entschädigungscapitals der Ballei Hessen übernommenen Rückstände und laufenden Lasten, die Krone Würtemberg aber insbesondere wegen bisher geschehener Ueberlassung des vollen Zinsbetrags eines von ihr eingezogenen Fränkischen Kreiscapitals der Ballei Altenbiesen an den Balleirath Bachem, dessen Pensionirung als eine gemeinschaftliche Balleilast ihr auf keinen Fall in einem andern Verhältnisse, als in dem der Gesammt-Revenüen, hätte zur Last fallen können.

Das Resultat dieser Darstellung läßt sich darauf zurückführen:

Die jenseits-rheinischen Ordensgüter der Balleien Coblenz, Altenbiesen und Lothringen mögen bei Regulirung der Pensionen dieser Ballei-Angehörigen in Concurrenz gezogen werden, oder nicht; so könnte bei der Pension jedes Einzelnen die reine Revenüe des Entschädigungscapitals nur in demjenigen Verhältnisse concurriren, in welchem dadurch

für dasjenige Einkommen eine Entschädigung gegeben würde, in dessen Genuß der Ballei-Angehörige stand, von dessen Pension es sich handelt.

Da die Entschädigungscapitalien im Ganzen sich zum Verlust verhielten, wie 1 zu 32; so könnte demnach bei der Pension eines Commenthurs, welcher eine Commende-Revenüe von 32,000 Fl. verloren hat, nur von Uebernahme einer Concurrenz nach Verhältniß von 1000 Fl. Revenüe die Rede seyn.

Dieses Verhältniß wird aber noch weiter durch den Abzug der Rückstände vermindert, welche ordensverfassungsmäßig auf den Balleien hafteten.

Selbst dasjenige, was nach diesem verminderten Verhältnisse den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags zugeschieden werden könnte, compensirt sich nicht nur mit den Gegenforderungen, welche dieselben an den Besitzer der übrigen dieß- und jenseits-rheinischen Balleigüter haben, sondern die Gegenforderungen übersteigen bedeutend die ihnen zugeflossenen Einkünfte des Entschädigungscapitals der Balleien.

Hierauf haben die Gesandtschaften die Erklärung zu gründen:

daß Würtemberg, Baden und Nassau, als Mitcontrahenten des Mergentheimer Vertrags, zu der in Antrag gekommenen Concurrenz bei den Pensionen der Angehörigen der überrheinischen Balleien Coblenz, Altenbiesen und Lothringen sich nicht verbunden erachten können, vielmehr Anlaß finden, sich die Ersatzforderung vorzubehalten, welche sie an die Besitzer theils der überrheinischen, theils auch der diesseits Rheins gelegenen Ordensgüter beitragspflichtigen Balleien des Deutschen Ordens zu machen haben.

Einen besondern Gegenstand des Commissionsgutachtens machte

D) die Pension des seitdem verstorbenen Commenthurs von Zweyer aus, so fern die Ansicht dieser Commission sich dahin äusserte:

«daß überhaupt nur diejenigen, welche die General-Ordenscasse eingezogen haben, «diese Pension zu übernehmen haben möchten».

Eine Verbindlichkeit dieser Art ist jedoch auf keine Weise begründet, denn

1) war schon durch den Großcapitelschluß von 1805 (§. 13 ad h) die ausdrückliche Bestimmung getroffen worden, daß dem Landcommenthur von Zweyer, für den Fall einer Veränderung, welche mit der ihm auch nur statt einstweiligen Unterhalts übertragen gewesenen Statthalterschaft vorgehen könnte, das Maximum des Unterhalts eines Landcommenthurs mit 5,000 Fl. lebenslänglich gesichert seyn, und der Fond durch ein Hoch- und Deutschmeisterisches Circularschreiben ausgemittelt werden soll.

2) Diese Ausmittlung erfolgte durch ein Hoch- und Deutschmeisterisches Rescript d. d. 24. October 1806 nach vorheriger Communication mit den Landcommenthuren dahin, daß, nach dem angenommenen Matrikelmaaßstabe, 1,538 Fl. 28 Kr. auf das Meisterthum und

2,115 Fl. 24 Kr. auf die Ballei Franken, jedoch nur nach Verhältniß der noch übrigen Beſitzungen dieſer Ballei, übernommen werden ſollen.

Das Uebrige ſollte demnach von den anderen Balleien verhältnißmäſig getragen werden.

Wenn daher

3) die erſtgedachten zwei Summen mit 3,653 Fl. 52 Kr. unabgekürzt von den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags übernommen wurden; ſo thaten ſie bereits alles, was nur immer erwartet werden konnte, und haben durchaus keine Verbindlichkeit, den anderen Balleien auch noch die ihnen auf legalem Wege zugetheilten Raten abzunehmen.

Wenn ſelbſt

4) jener Unterhalt des Landcommenthurs von Zwever, gegen den ausdrücklichen Inhalt des Groſscapitelſchluſſes von 1805, §. 13, auf die Ordenscaſſe gelegt worden wäre; ſo würde daraus nichts weiter folgen, als daß die ſämmtlichen beitragspflichtigen Balleien auch dieſe Laſt jener, aus ſolchen Beiträgen beſtandenen Caſſe zu übernehmen haben.

Dieſe Folge und ſomit eine Erſatzforderung der Contrahenten des Mergentheimer Vertrags wegen des bisher Geleiſteten tritt aber

5) in einer andern Beziehung, nämlich in Gemäßheit der, jener Verwilligung eines Unterhalts anklebenden, ganz ſubſidiariſchen Eigenſchaft, ein. Sie fand nur ſtatt, weil die Entſchädigung der Ballei Lothringen die auf den überrheiniſchen Ordensgütern haftende Laſt auch dieſes Unterhalts nicht decken konnte, und iſt daher ganz geeignet, um von den jetzigen Beſitzern derſelben zur Uebernahme anerkannt zu werden. Es bedarf daher keines weiteren Beweiſes:

daß die angetragene Uebernahme auch der den anderen Balleien zugeſchiedenen Raten an dem Unterhalt des Landcommenthurs von Zweyer den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags auf keinen Fall obliege.

Wenn ſodann

E) das Commiſſionsgutachten ad 3 anträgt, den Reclamanten von den Balleien Coblenz und Altenbieſen nachzulaſſen, in Beziehung auf die vorläufig aufgeſtellte Ueberſicht (der zu ſchöpfenden Penſionen) ihre weiteren Anſprüche mit den erforderlichen Nachweiſungen beizubringen; ſo kann die dieſſeitige Aeuſſerung ſich darauf beſchränken:

daß man zwar die angetragenen weiteren Vorträge und Nachweiſungen der Penſions-Betheiligten, unter welchen, nach dem Geiſte des auf den Reichsdeputations-Receß Bezug nehmenden Artikel 15 der Bundesacte, ohne Zweifel auch die Balleidiener begriffen ſind, ganz für angemeſſen halte, übrigens aber bei Beſtimmung des Maaßſtabes der Penſionen,

welcher ohnehin von Entscheidung der Vorfrage über Beiziehung der überrheinischen Ordensgüter abhängt, sich aus den angeführten Gründen nicht betheiligt findet.

Endlich ist

F) das Commissionsgutachten auch noch davon ausgegangen, daß die Pensionsansprüche der Angehörigen der Ballei Sachsen sich leicht erledigen lassen werden, wenn der Beschluß der Bundesversammlung über die bereits gegebenen Abstimmungen wegen der anzunehmenden allgemeinen Grundsätze gezogen seye. Zugleich legte die Commission eine Uebereinkunft der Höfe von Braunschweig, Mecklenburg-Schwerin und Anhalt-Bernburg vor, nach welcher sich diese über die Pensionen der Balleibeamten vereinigt, die Ansprüche des General-Lieutenants von Wöllwarth aber nicht anerkannt haben, welcher eine höhere Pension, als die ihm bisher von Hannover ausgesetzte, anspricht.

Aus den bisherigen Verhandlungen der Bundesversammlung ergiebt sich, in Verbindung mit seinen Eingaben über seine besonderen Verhältnisse, Folgendes:

Er war zur Zeit der Aufhebung des Deutschen Ordens (1809) im wirklichen Genuß der Commende Weddingen im Hildesheimischen, deren auf 1,650 Rthlr. berechneter Ertrag zu $\frac{9}{10}$tel ihm auf 1,485 Rthlr Pension Anspruch gegeben hätte. — Statt deren erhielt er von der Hannöverischen Regierung eine Pension von 1,000 Rthlr. in Gold.

Diese wurde zwar als provisorische Pension in dem Gutachten der Bundestags-Commission vom 11. December 1817 für hinreichend erkannt; zugleich aber wurde seine Versicherung:

> «daß er mit Michaelis 1808 schon in die bessere Commende Bergen im Magdeburgischen vorrückte, daß deren Ertrag von den Balleibeamten zu Luklum für ihn aufgesammelt und seine förmliche Einweisung bloß durch die Saumseligkeit des Landcommenthurs unterblieben seye»,

als ganz wahrscheinlich anerkannt und eben daher zugegeben, daß die Billigkeit sehr für ihn spreche, wenn er seine Pension nach dem Ertrag der Commende Bergen, von jährlich 2,587 Rthlr. preussisch, auf deren $\frac{9}{10}$tel mit 2,328 Rthlr. preussisch oder 4,190 Fl. rheinisch berechne.

Zu weiterer Bestätigung dieses Verhältnisses, beruft sich Freiherr von Wöllwarth in einer bei der Bundesversammlung eingereichten Protestation vom 10. December 1820, pag. 4 u. 7, auf Zeugnisse des ehemaligen Ballei-Syndicus Hofraths Heimbach, welche der Bundesversammlung im Jahre 1818 vorgelegt worden seyen und darlegen sollten, daß, nach einer zu Protokoll gegebenen Erklärung des Landcommenthurs, das Ascendenzrecht des von Wöllwarth durch die angeordnete Nachzahlung des plus der Einkünfte der bessern Commende noch besonders gewahrt worden sey.

Da dieſes Vorrücken in eine beſſere Commende nicht ſowohl von einem in den bisherigen Abſtimmungen verſagten Aſcenſionsrecht unter bereits penſionirten Ordensgliedern, ſondern vielmehr davon ausgieng, daß daſſelbe bei dem von Wöllwarth hergebrachtermaßen einträte, ſo lange der Orden noch beſtand, und nur die Förmlichkeit der Einweiſung ohne ſeine Schuld unterblieb; ſo ſind die Geſandtſchaften zu folgender allgemeiner Bemerkung angewieſen.

Wenn gleich der Stand des wirklichen Genuſſes zur Zeit der Auflöſung des Ordens dem von Wöllwarth nur auf die im Commiſſionsgutachten von 1817 auf 1,485 Rthlr. berechneten $\frac{2}{10}$tel des Ertrags der Commende Weddingen vollen Anſpruch giebt, und ein Aſcenſionsrecht unter bereits penſionirten Ordensgliedern nicht anerkannt wird; ſo findet man ſeinen Anſpruch auf eine nach dem Ertrag der Commende Bergen bemeſſenen Penſion doch durch die beſondern in dem obgedachten Commiſſionsgutachten angeführten Verhältniſſe unterſtützt, ſo fern ſein Vorrücken eigentlich ſchon vor Auflöſung des Ordens eingetreten, und nur die Förmlichkeit der Einweiſung ohne ſeine Schuld unterblieben war.

Die höchſten Regierungen von Würtemberg, Baden und Naſſau verhehlen es ſich keineswegs, daß eine auf die obigen ſtrengen Rechtsgrundſätze und actenmäſige Darſtellung der Sache gegründete Erledigung der Penſionsanſprüche der Mitglieder des Deutſchen Ordens ſchwerlich auf einem andern Wege zu bezwecken ſeyn möchte, als dem der austrägalgerichtlichen Entſcheidung. Sollte jedoch dieſe, ſo wie jede weitere Erörterung über die vielen, hierbei zur Sprache gekommenen, verwickelten Verhältniſſe umgangen und eine Ausgleichung der verſchiedenen Intereſſen verſucht werden wollen, ſo vermöchten Würtemberg, Baden und Naſſau auf keinen Fall die von der Commiſſion entworfene Darſtellung zur Grundlage dieſer Ausgleichung zu machen. In der That würden ſie auch dadurch in eine ſehr ungünſtige Lage gegen jene Staaten verſetzt werden, welche zugleich Beſitzer jenſeits-rheiniſcher Ordensgüter ſind. Selbſt wenn alle übrige Fragen überhaupt nach Stimmenmehrheit entſchieden werden könnten, und das Reſultat ganz im Intereſſe der Beſitzer der jenſeits-rheiniſchen Provinzen ausfiele, wenn mithin dieſe von der Concurrenz zu der Penſionirung der Mitglieder des Deutſchen Ordens befreit würden, und wenn ferner, nach Annahme des Satzes, daß die transrhenaniſchen Ordensglieder ihre Penſionen nur aus den dieſſeits-rheiniſchen Entſchädigungsobjecten, ſo wie aus den noch übrig gebliebenen dieſſeits-rheiniſchen Ordensgütern der jenſeits-rheiniſchen Balleien und Commenden zu beziehen haben, jede Compenſation für unzuläſſig erklärt, und feſtgeſetzt würde, daß die dieſen Compenſationen zu Grunde liegenden Gegenforderungen wegen der von anderen Balleien und von der General-Ordenscaſſe über den Betrag des Entſchädigungsantheils

übernommenen Laſten nur allein zur beſondern Geltendmachung an die betreffenden Staaten geeignet ſeyen, wenn alle dieſe für die Staaten von Würtemberg, Baden und Naſſau ungünſtigen Vorausſetzungen jemals eintreten könnten; ſo würde auch alsdann noch eine Ausgleichung doch nur davon ausgehen können, daß

1) den Contrahenten des Mergentheimer Vertrags von dem Entſchädigungscapital der Balleien Coblenz und Altenbieſen weder der volle Betrag, noch 5procentige Zinſen zu gut kamen; denn nach den gemachten Berechnungen war

a) das Entſchädigungscapital der Ballei Coblenz von 65,222 Fl. durch darauf übernommene Schuldigkeiten bis auf 63,022 Fl. 25 Kr. vermindert, und die daraus fälligen nur 4procentigen Jahreszinſe von 2,520 Fl. 53 Kr. durch darauf haftende fortlaufende Gehalte von 181 Fl. 2 Kr. bis auf 2,339 Fl. 51 Kr. herabgeſetzt.

Eben ſo iſt

b) das Entſchädigungscapital der Ballei Altenbieſen von 136,265 Fl. durch darauf übernommene Schuldigkeiten von 48,472 Fl. 42 Kr. bis auf 87,792 Fl. 18 Kr. und der nur 4procentigen Jahreszinſe daraus von 3,511 Fl. 41 Kr. durch darauf haftende fortlaufende Gehalte von 1,719 Fl. 39 Kr. bis auf 1,792 Fl. 2 Kr. vermindert.

Ferner muß

2) in Betracht gezogen werden, daß der eingezogene reine Zinsüberſchuß genannter zwei Balleien von 2,339 Fl. 51 Kr. und 1,792 Fl. 2 Kr. eben ſo wenig ganz für Penſionen der Ordensglieder jener Balleien angeſprochen werden kann, als behauptet werden will, daß die ganze Entſchädigung der Balleien bloß allein für die verlornen Commenden der reclamirenden Ordensglieder gegeben worden ſey.

Insbeſondere aber iſt

3) bei den Penſionen der Mitglieder der Ballei Altenbieſen zu berückſichtigen, daß hiezu Königlich-Würtembergiſcher Seits bereits vorzugsweiſe dadurch beigetragen wurde, daß dem Balleirath Bachem der volle Zinsbetrag von 640 Fl. aus einem Fränkiſchen Kreiscapital überlaſſen blieb.

Nebſtdem iſt zwar

4) das Commiſſionsgutachten von 1820 davon ausgegangen, daß an Einkünften auf der rechten Rheinſeite bei der Ballei Coblenz 5,007 Fl., bei Altenbieſen 5,306 Fl. in Berechnung zu nehmen ſeyen. Ob jedoch nicht noch weitere dieſſeits-rheiniſche Einkünfte jener Balleien in Concurrenz zu ziehen wären? würde immer noch auf weiterer Erörterung beruhen.

Ueberdieß iſt nicht daran zu zweifeln, daß

5) die Krone Preuſſen einen beſondern Billigkeitsgrund zu vorzugsweiſer Concurrenz im Ausgleichungswege und bei Umgehung einer vollen Beiziehung der überrheiniſchen Deutſch-

Ordensgüter darin zu erkennen geneigt seyn werde, daß dieser Staat nicht nur bedeutende noch unveräusserte Deutsch-Ordensgüter in seinen überrheinischen Provinzen erhalten hat, sondern auch seine diesseits-rheinischen Einkünfte vormaliger Balleigüter einer Concurrenz zu Deckung des auf die General-Ordenscasse übernommenen Deficits wegen der Ballei Lothringen schon früher nicht wohl hätte entziehen können, wenn die Contrahenten des Mergentheimer Vertrags die zur Ordenscasse beitragspflichtigen Balleigüter durch eine genaue Auseinandersetzung der Lasten jener durch Balleibeiträge bestandenen Casse in Anspruch genommen hätten.

In so fern daher die Mitwirkung der höchsten Höfe von Würtemberg, Baden und Nassau zu einer gütlichen Ausgleichung eben so sehr gewünscht wird, als sie dazu aus Rücksicht auf das hohe Alter der meisten Pensionsberechtigten und auf eine sich hierdurch empfehlende möglichste Beschleunigung dieser Pensions-Regulirungen jederzeit bereit waren; so müssen sie neuen, dem Rechte und dem Interesse ihrer Staaten mehr entsprechenden, Vergleichsvorschlägen entgegen sehen, widrigenfalls sie nicht würden umhin können, den seither betretenen Weg zu verlassen, und die Entscheidung durch eine Austrägalinstanz als den einzigen zu bezeichnen, auf welchem irgend ein Resultat erzielt werden kann.

Der Königlich-Baierische Herr Gesandte erklärte: er habe vorausgesetzt, den gemeinschaftlichen Anträgen der erwähnten Regierungen beitreten zu können; da aber die eben aufgestellten Ansichten seiner Instruction nicht ganz entsprächen, er sich seine Aeusserung bis zur Abstimmung in dem übereingekommenen Termin vorbehalte.

Erwähnte gemeinschaftliche Erklärung wurde der betreffenden Commission zuzustellen beschlossen.

§. 135.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser betreffend.

(5. Sitz. §. 35 d. J.)

Der Königlich-Baierische und Kurhessische Herr Gesandte tragen vor: Zu den Activaausständen der Oberrheinischen Kreiscasse, deren Beitreibung die zu Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschuldenwesens ernannten Commissarien, nach einer ausdrücklichen Verordnung des Deputations-Hauptschlusses von 1803, zu bewirken beschäftigt sind, gehört unter andern auch ein Vorschuß, welchen die Kreiscasse in den Jahren 1795 bis 1802 an den nun verstorbenen Generalmajor Rheingrafen Walrad von Salm-Grumbach, auf Ersuchen und unter wiederholter Garantie des Fürstlichen Hauses

Salm-Kyrburg und der Rheingräflichen Häuser Grumbach und Grehweiler, bis zum Betrage von 10,554 Fl. 31½ Kr. succeſſiv geleiſtet hat.

Da dieſe Fürſtlichen und Gräflichen Häuſer, welche im Jahre 1803 für ihre jenſeits-rheiniſchen Beſitzungen durch die Münſteriſchen Aemter Ahaus und Bocholt entſchädigt wurden und dermalen unter Preuſſiſcher Souverainetät ſich befinden, die Erinnerungsſchreiben der Commiſſion ohne Antwort lieſſen, ſo wurde ſchon in der 26. Sitzung des Jahres 1820 der Königlich-Preuſſiſche Herr Bundestagsgeſandte erſucht, zu bewirken, daß die Rheingräfliche Regierung zu Coesfeld aufgefordert werde, den ſchuldigen Vorſchuß in Bälde zu berichtigen. — Es erfolgte aber von Seiten der ſtandesherrlichen Behörde eine ablehnende Antwort dahin:

> daß der angefordete Erſatz aus der Landes-Steuercaſſe zu erſetzen geweſen wäre, wenn die Rheingräflichen Lande vom Feinde befreit geworden, und man darin zur Einnahme der Gefälle die nöthige Ordnung wieder hergeſtellt gehabt hätte, dieſes Letztere ſey aber ſo wenig geſchehen, daß jene Lande vielmehr hätten abgetreten und dagegen die jetzigen Lande als Entſchädigung angenommen werden müſſen. Wenn man jedoch auch vorausſetzen wolle, daß die Verbindlichkeit zum Erſatz jener Vorſchüſſe auf die Entſchädigungslande übergegangen ſey, ſo wäre es doch jedenfalls eine Laſt der Landes- oder Steuercaſſe, und da die Fürſtlich-Salmiſchen Häuſer ſich dermalen nicht im Bezuge der Steuern befänden, ſo würden ſie in keinerlei Hinſicht in Anſpruch genommen werden können.

Die ſubdelegirten Commiſſarien haben ſich bemüht, in einer Note an den Königlich-Preuſſiſchen Herrn Geſandten zu zeigen, daß der erwähnten Schuld durchaus keine Real- ſondern lediglich eine Perſonal-Verbindlichkeit zum Grunde liege, daß demnach in keinem Falle die abgetretenen alten Salmiſchen und Rheingräflichen Lande dafür in Anſpruch genommen werden könnten. Ob aber die entſchädigten Herren Fürſten und Rheingrafen die zu dieſem Behuf erforderlichen Gelder durch Steueranlagen auf die neu erworbenen Unterthanen zu erheben berechtigt geweſen? und nunmehr, da ſie mit der Landeshoheit auch die Steuer-Intraden verloren, mit Grunde behaupten könnten, daß auch die Anforderungen an den nunmehrigen Souverain zu ſtellen ſeyen? dieſes wären die Subdelegirten, unbekannt mit den von der Krone Preuſſen hinſichtlich der Perſonal- und Real-Schulden der ihr untergeordneten Standesherren aufgeſtellten Grundſätzen, und mit Einzelnen derſelben etwa abgeſchloſſenen Verträgen, zu beurtheilen auſſer Stande und zu entſcheiden nicht berufen, müßten dieſes vielmehr lediglich den Königlich-Preuſſiſchen Souverainetätsbehörden überlaſſen, und bäten nur den Königlich-Preuſſiſchen Herrn Geſandten um ſachgemäße Einleitung und

Verwendung, damit die Kreiscaſſe, auf die eine oder die andere Art, zu dieſem, ſo lange entbehrten, liquiden Ausſtande nebſt Verzugszinſen gelange.

Hierauf hat der erwähnte Herr Geſandte erwiedert: der Königlich-Preuſſiſche Fiscus ſey bei dieſer rein perſönlichen Schuld der Fürſtlich- und Gräflichen Häuſer Salm in keiner Hinſicht betheiligt; da indeſſen deren Finanzkammer auch gegen die Souverainetätsbehörde den Satz aufgeſtellt habe: daß die fragliche Schuld jedenfalls eine Landes- oder Steuerſchuld ſey, ſo würde man einer freien Einräumung hierüber wohl vergeblich entgegenſehen. Deßwegen ſtelle man der Commiſſion anheim, von der Bundesverſammlung ſich Inſtruction darüber zu erbitten:

> ob ſie in ſolchen Fällen, wie der hier vorliegende, wo es ſich um die Einforderung einer Schuld handle, die ein ehemaliger Reichsunmittelbarer gegen eine Reichs- oder Kreis-Caſſe contrahirt habe, als er noch Landesherr geweſen, nunmehr den Schuldner bei dem betreffenden Landesgerichte zu belangen habe? oder ob ſie, mit Ausſchlieſſung des rechtlichen Gehörs, ſofort auf executiviſche Beitreibung bei deſſen Regierung antragen dürfe?

Die ſubdelegirten Commiſſarien ſind hierdurch veranlaßt worden, gutachtliche Vorträge an ihre allerhöchſten Committenten zu erſtatten, welche im Weſentlichen dahin gehen, daß

1) die Commiſſion ſich in keinem Falle befugt oder verpflichtet halte, gegen einen im Verzuge befindlichen Schuldner der Kreiscaſſe, im Wege Rechtens, aufzutreten; daß ſie

2) eben ſo wenig ſich an die Stelle der durch den §. 85 des Deputations-Hauptſchluſſes niedergeſetzten Executions-Commiſſion getreten anſehen könne; dagegen

3) in Folge des Art. 15 der Bundesacte, welcher die Verfügungen des Deputations-Hauptſchluſſes über das Kreisſchuldenweſen, mithin auch die Vollziehung derſelben, unter die Garantie des Bundes ſtelle, die Bundesverſammlung an die Stelle jener Commiſſion treten, und, bei der Unzulänglichkeit der von den Schuldnern vorgebrachten Weigerungsgründe, ohne Bedenken die Preuſſiſche Regierung erſuchen könne, ſofort executiviſche Maaßregeln gegen die ſäumigen Schuldner zu ergreifen.

Wenn die erſte und zweite Behauptung der Subdelegirten begründet erſcheint, ſo dürfte dagegen deren Anſicht von dem Umfange der Competenz dieſer hohen Verſammlung aus dem Art. 15 der Bundesacte gegründeten Zweifeln unterliegen.

Allerdings hat der Deutſche Bund die Verfügungen des Deputations-Hauptſchluſſes über das Kreisſchuldenweſen, mithin auch deren Vollziehung im Allgemeinen, garantirt; ſchwerlich aber iſt dadurch der Bundesverſammlung die Befugniß gegeben, welche die §§. 85 und 88 jenes Reichsgeſetzes den kreisausſchreibenden Fürſten und für die beiden rheiniſchen Kreiſe Kurmainz und Kurheſſen übertrugen.

Jede Execution ſetzt einen zuvor ergangenen richterlichen Spruch oder ein Geſetz voraus, welches in beſtimmten Fällen, mit Verwerfung aller Einreden, die Execution geſtattet. Keines von beiden iſt hier der Fall. Mögen die Einreden, welche die Fürſtlich- und Rheingräflich-Salmiſchen Häuſer der Anforderung entgegen ſetzen, auch noch ſo wenig begründet ſeyn, ſo muß darüber doch richterlich entſchieden werden. Die Bundesverſammlung kann ſich dazu nicht berufen fühlen, da ihr jede richterliche Competenz abgeht. Wären die Fürſtlich- und Rheingräflich-Salmiſchen Häuſer ſouveraine Mitglieder des Deutſchen Bundes, ſo gehörte die Sache, in Folge des Art. 11 der Bundesacte, zum Behufe der Vermittlung vor dieſe hohe Verſammlung; die Entſcheidung vor Schiedsrichter oder ein Austrägalgericht. Da aber die gedachten vormaligen Reichsſtände jetzt Preuſſiſche Standesherren ſind, ſo können nur die Preuſſiſchen Landesgerichte als competent erſcheinen. Vor dieſen werden die Schuldner förmlich belangt werden müſſen.

Es fragt ſich nun noch: wer als Kläger aufzutreten habe?

Gläubiger iſt die Kreiscaſſe; exiſtirte dieſe noch, ſo würde der Kreiscaſſier, Namens derſelben, die Klage erheben müſſen. Da ſie nicht mehr beſteht, ſo ſind eigentlich alle Oberrheiniſchen Kreisſtaaten zuſammengenommen die Gläubiger; der Legitimationspunct möchte daher mancherlei Weitläuftigkeiten veranlaſſen. Ob Baiern und Kurheſſen befugt ſeyen, Namens der ſämmtlichen Betheiligten klagbar aufzutreten, kann in Zweifel gezogen werden, da ihnen durch den Beſchluß dieſer hohen Verſammlung in der 43. Sitzung von 1817, §. 344, nur

> die Einleitung zur definitiven Auseinanderſetzung des Penſions- und Schuldenweſens der ehemaligen Kur- und Oberrheiniſchen Kreiſe unter den betheiligten Regierungen

übertragen iſt.

Dieſer hohen Verſammlung wird daher anheim geſtellt, was ſie deßfalls zu beſchlieſſen für dienlich halte?

Der Kaiſerlich-Königliche präſidirende Herr Geſandte: war der Meinung, daß vor Allem die betheiligten Regierungen um ihre Aeuſſerungen hierüber zu erſuchen ſeyen.

Hierauf wurde

beſchloſſen:

die betheiligten Höfe zu erſuchen, daß ſie ihre Geſandtſchaften in den Stand ſetzen wollen, ſich über den erwähnten Gegenſtand in der auf den 11. December dieſes Jahres ſtattfindenden Sitzung der Bundesverſammlung zu äuſſern.

§. 136.

Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscasse.

(12. Sitz. §. 82 d. J.)

Man kam ferner überein, in Betreff der Forderungen an die vormalige Reichsoperationscasse, Termin zur Abstimmung auf den 11. December laufenden Jahres festzusetzen; desgleichen

§. 137.

Vollziehung des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte.

(15. Sitz. §. 95 d. J.)

diejenigen Herren Gesandten, welche mit ihren Abstimmungen in der hohen Bundesversammlung, oder mit Erklärungen gegen die bestehende Commission in Betreff der staatsrechtlichen Verhältnisse der subjicirten vormaligen Reichsstände, noch rückständig seyn dürften, um Abgabe derselben bis zum 15. Januar 1824 zu ersuchen.

§. 138.

Wahl einer neuen Reclamations-Commission.

Präsidium proponirte: daß der gegenwärtigen Reclamations-Commission, welche schon seit dem 9. Mai vorigen Jahres bestehe, der Dank der hohen Versammlung für ihre vielseitigen Bemühungen auszudrücken, und nunmehr zu einer neuen Wahl zu schreiten sey; zugleich wolle es der Berücksichtigung der Bundesversammlung anheim geben, daß, da während der bevorstehenden Ferien mehrere Herren Gesandten sich von hier entfernten, vorzugsweise diejenigen zu wählen seyn dürften, welche ganz oder größtentheils dahier verweilen würden.

Hierauf vereinigte man sich, nach dem Antrage des Präsidii, die Herren Bundestagsgesandten

von Pfeffel,
Freiherrn von Blittersdorff,
von Pentz,
Freiherrn von Leonhardi und
Danz

zu ersuchen, die während der Ferien eingehenden Reclamationen zum Vortrage und Gutachten zu übernehmen.

§. 139.

Matrikel des Deutschen Bundes.

(16. Sitz. §. 101 d. J.)

Der Königlich-Hannöverische Herr Bundestagsgesandte von Hammerstein: erstattet nachfolgenden Vortrag der in der 16. Sitzung dieses Jahres (§. 101) gewählten Commission zur Begutachtung der Grundsätze, nach welchen die definitiv einzuführende Matrikel zu bearbeiten sey.

§. 1. Als durch den Bundesbeschluß der 43. Sitzung vom 20. August 1818 die auf den officiellen Angaben der Volkszahl der Bundesstaaten beruhende Bundesmatrikel provisorisch auf fünf Jahre, sowohl für Mannschaftstellungen als Geldleistungen, mit alleiniger Ausnahme der anders vertheilten Bundes-Canzleikosten, angenommen wurde, wurde zugleich beschlossen:

> « die Grundsätze, wonach die definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel bearbeitet werden soll, wird eine demnächst eigends zu wählende Commission begutachten; die Bundesversammlung wird solche noch vor Ablauf der fünfjährigen Frist erörtern, und durch weitere Beschlußnahme sich über eine definitive Matrikel vereinigen ».

Die Wahl dieser Commission ist inzwischen erst in der 16. Sitzung vom 12. Juni 1823 erfolgt.

§. 2. Die Wichtigkeit des Gegenstandes und die Verschiedenheit der Ansichten über denselben, schliessen es für die Commission aus, noch vor den Ferien mit irgend einiger Gründlichkeit ein Gutachten darüber vorzulegen.

Zu dem Endzweck einer Erstattung desselben würde auch nicht nur zu wünschen, sondern selbst erforderlich seyn, die hohen Bundesregierungen um Mittheilung ihrer Ansichten zu ersuchen, um solche zum Grunde legen zu können.

Denn, wenn auch in den früheren Abstimmungen der Gegenstand bereits eine vielseitige und tief eingehende Erörterung gefunden hat; so ist doch nicht voraus zu bestimmen, welcher Abänderung oder Erweiterung jene Ansichten in dem Verlaufe der abgeflossenen fünf Jahre haben unterworfen seyn können?

§. 3. In Folge dieser Betrachtungen wird die Commission so wenig einen Vorwurf zu besorgen haben, wenn sie, noch zur Zeit ein Gutachten zu erstatten, Bedenken findet, daß sie vielmehr solchen verdienen würde, wenn sie dasselbe schon jetzt vorlegen wollte.

§. 4. Gleichwohl ist der Zeitpunct, für welchen die gegenwärtige provisorische Matrikel eine gesetzmäßige Gültigkeit hat, auf fünf Jahre bestimmt, und diese Gültigkeit wird daher mit diesem Jahre erlöschen.

Einem Staatenbunde, ohne feststehenden Beitragsmaaßstab für Mannschaftstellung und Geldleistung, würden aber die wesentlichsten Elemente eines ordnungsmäßigen Bestandes und einer wirksamen Realität fehlen.

Da derselbe in keinem Momente seiner Existenz ohne diese wesentlichen Grundlagen derselben seyn darf; so bleibt in der gegenwärtigen Lage in der That nichts anderes übrig, als eine Verlängerung des bisherigen Provisoriums.

§. 5. Die Commission hält sich daher verpflichtet, auf einen Beschluß dahin anzutragen:

1) daß die in der 43. Sitzung vom 20. August 1818 auf fünf Jahre, sowohl für Mannschaftstellung als Geldleistungen, mit alleiniger Ausnahme der anders vertheilten Bundes-Canzleikosten, angenommene Matrikel, annoch provisorisch bis dahin in Gültigkeit bleibe, bis eine definitive Matrikel beschlossen seyn werde;

2) daß bis dahin in gleicher Maaße diejenige Bestimmung in Gültigkeit bleibe, zufolge welcher, nach dem in der 3. Sitzung des Jahres 1819 gefaßten Beschlusse der Bundesversammlung, wenn gleich keine Verminderung der Matrikel binnen dieses Provisoriums statt haben kann, gleichwohl eine etwa nachfolgende Vermehrung in dieselbe aufzunehmen ist;

3) daß die hohen Bundesregierungen zu ersuchen seyen, der Commission baldmöglichst die etwa erforderlichen weiteren Mittheilungen ihrer Ansichten zukommen lassen zu wollen; sowohl über die Grundlagen einer definitiven Matrikel überhaupt, als besonders über diejenige der Population; und in wie fern für letztere eine, die seit fünf Jahren eingetretenen Veränderungen begreifende, Rectification der bisherigen Angaben, so wie eine größere Gleichförmigkeit derselben, vorzüglich in Hinsicht der Berechnung der Fremden, als erforderlich zu betrachten sey?

Bei der hierauf gehaltenen Umfrage wurde einhellig anerkannt,

daß, da der Deutsche Bund in keinem Momente ohne Matrikel seyn könne, die gegenwärtig bestehende so lange fortdauern müsse, bis eine andere angenommen worden sey.

In Folge dessen äusserte sich die Mehrheit mit den Commissionsanträgen einverstanden.

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Herr Gesandte: stimmte dahin, daß in einer der ersten Sitzungen des künftigen Jahres über die drei Commissionsanträge abgestimmt werden, bis dahin aber die provisorische Matrikel auf jeden Fall fortdauern möge.

Der Herr Gesandte von Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Nach dem Bundestagsbeschlusse vom 20. August 1818 wurde die provisorische Matrikel auf die

nächsten fünf Jahre angenommen, und zugleich festgesetzt: daß die Grundsätze, wonach die definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel bearbeitet werden solle, durch eine zu ernennende Commission zu begutachten. Letztere wurde in der 16. dießjährigen Sitzung vom 12. Juni dieses Jahres erwählt, und um Erstattung ihres Gutachtens über diese Angelegenheit ersucht.

Wenn diese verehrliche Commission uns nun so eben die Gründe dargelegt hat, weßhalb sie sich außer Stande sieht, schon heute ein umfassendes Gutachten zu erstatten, so lasse ich — durchdrungen von der Wichtigkeit und Schwierigkeit der Arbeit — diesen Gründen die vollste Anerkennung wiederfahren. Ich verkenne eben so wenig die in den Umständen begründete Nothwendigkeit, die bisherige Matrikel noch auf einige Zeit zu verlängern, bis die Vorarbeiten zu der beabsichtigten definitiven Matrikel beendigt. Allein ich muß, in Uebereinstimmung mit dem Herrn Gesandten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser, schon jetzt darauf antragen, diese Prolongation auf einen bestimmten Zeitraum zu beschränken, während dessen sämmtliche Bundesstaaten sich über die Grundsätze der alsdann einzuführenden Matrikel vereinigen können. Die weitere Aeußerung über den ganzen Inhalt des Commissionsvortrags, nach Maaßgabe einzuholender Instructionen, muß ich mir vorbehalten.

Der Herr Gesandte der 16. Stimme: trat der Abstimmung des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Herrn Gesandten bei.

Hierauf wurde

beschlossen:

Die Bundesversammlung — durchdrungen von der Ueberzeugung, daß der Deutsche Bund in keinem Momente ohne eine Matrikel seyn könne — beschließt

1) daß die gegenwärtig bestehende provisorische Matrikel nothwendig so lange fortwähren müsse, bis eine neue zu Stande gekommen sey; daß

2) die Abstimmungen über die in dem Commissionsvortrage bezeichneten Puncte am 15. Januar 1824 zu Protokoll zu geben seyen; übrigens aber

3) die Bundesversammlung sich beeifern werde, die Arbeiten wegen einer definitiven Matrikel möglichst zu beschleunigen.

§. 140.

Transrhenanische Sustentations-Angelegenheit.

(25. Sitz. §. 201 v. J. 1822.)

Der Königlich-Sächsische Gesandte, Herr von Carlowiz: hält einen umfassenden Vortrag über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit, welcher den Zweck

hat, für das Vergangene, die zeitherigen Maaßregeln zu rechtfertigen, für die Gegenwart, die Mittel zu bezeichnen, wie die Sustentationsanstalt beendigt werden könne, und für die Zukunft, die zu Beurtheilung der ferner an die hohe Bundesversammlung gelangenden Reclamationen, Erklärungen und Anfragen über einschlagende Gegenstände wesentlich zu erleichtern.

Daher enthält dieser Vortrag:

I) eine kurze Geschichte der transrhenanischen Sustentationsanstalt;

II) eine Zusammenstellung der bei selbiger beobachteten Verwaltungsgrundsätze und Maaßregeln;

III) eine Darstellung ihrer besondern Verhältnisse in Bezug auf einzelne Regierungen und Stifter; und

IV) die Angabe derjenigen Gegenstände, welche noch zu beseitigen sind, um die Anstalt auflösen zu können, so wie einiger jetzt zu erledigenden speciellen Gesuche.

Hierauf wurde

beschlossen:

1) die transrhenanische Sustentationsanstalt soll mit Ende des instehenden Rechnungsjahres, am 30. November d. J., gänzlich aufgelöst und bis dahin hierzu allenthalben das Nöthige vorbereitet werden;

2) der Vortrag soll (unter Zahl 16) loco dictaturae gedruckt und über die in selbigem zum Beschlusse ausgesetzten Puncte am 27. November d. J. abgestimmt werden;

3) der Witwe des bei der Subdelegations-Commission für das transrhenanische Sustentationswesen angestellt gewesenen Registrators Grünfieser in Regensburg, soll eine Gratification von 300 Fl. rhein. aus der Sustentationscasse ausbezahlt werden.

§. 141.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 78, eingereicht am 7. Juli, von Dr. Jaffoy dahier, Anzeige, daß J. D. die Frau Landgräfin Caroline Wilhelmine von Hessen-Philippsthal, ihren Ansprüchen an des Erzherzogs Joseph und Erzherzogs Stephan, K. K. H. H., wegen der Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg, resp. dem gegen die Herzoglich-Nassauische Regierung ergriffenen Recurs entsage.

Num. 79, einger. am 9. Juli, von den Boten des ehemaligen Kaiſerlichen und Reichskammergerichts zu Wetzlar, wiederholte Bitte, mit Bezug auf ihre früheren Vorſtellungen.

Num. 80, einger. am 12. Juli, von J. W. Remy dahier, erneuertes Geſuch wegen Bezahlung ſeiner Forderung an die vormalige Reichsoperationscaſſe von 30,937 Fl. 38 Kr. Mit einer Anlage.

wurden den betreffenden Commiſſionen zugeſtellt.

§. 142.

Verzeichniß der ſeit dem April dieſes Jahres feſtgeſetzten Abſtimmungs-Termine.

Vor dem Schluſſe der Sitzungen wurde nachſtehendes Verzeichniß der ſeit dem April laufenden Jahres bis heute feſtgeſetzten Abſtimmungs-Termine dieſem Protokoll einzurücken beliebt:

I) am 27. November 1823 über

1) die Penſionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutſchen und Johanniter-Ordens.

(ſ. Prot. der 15. Sitz. §. 96 v. 5. Juni d. J.)

2) des Grafen Hallberg Reclamation, den Genuß einer auf die ehemalige Abtei Schuſſenried radicirten ewigen Rente betreffend.

(ſ. Prot. der 17. Sitz. §. 110 v. 19. Juni d. J.)

3) die transrhenaniſche Suſtentations-Angelegenheit.

(ſ. Prot. der 21. Sitz. §. 140 v. 12. Juli d. J.)

II) am 4. December 1823 über

4) die Reclamation mehrerer bei der Auflöſung des Königreichs Weſtphalen betheiligten Perſonen.

(ſ. Prot der 15. Sitz. §. 98 v. 5. Juni d. J.)

III) am 11. December 1823 über

5) die Forderung der Oberrheiniſchen Kreiscaſſe an die Fürſtlich- und Rheingräflich-Salmiſchen Häuſer.

(ſ. Prot. der 21. Sitz. §. 135 v. 12. Juli d. J.)

6) die Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscaſſe.

(ſ. Prot. der 21. Sitz. §. 136 v. 12. Juli d. J.)

IV) am 18. December 1823 über

7) die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der Reichskammergerichts-Individuen.
(s. Prot. der 17. Sitz. §. 107 v. 19. Juni d. J.)

8) das Pensionsgesuch des vormaligen Kur- und Oberrheinischen Kreises General-Münzwardeins, Christian Joseph Dieze.
(s. Prot. der 21. Sitz. §. 131 v. 12. Juli d. J.)

V) am 15. Jänner 1824

9) Abstimmungen und Erklärungen einzelner Gesandtschaften wegen Vollzugs des 14. Artikels der Deutschen Bundesacte.
(s. Prot. der 21. Sitz. §. 137 v. 12. Juli d. J.)

10) über die Matrikel des Deutschen Bundes.
(s. Prot. der 21. Sitz. §. 139 v. 12. Juli d. J.)

§. 143.

Vertagung der Bundesversammlung bis zum 27. November dieses Jahres.

Auf Vorschlag des Präsidii wurde hierauf die Vertagung der Bundesversammlung bis zum 27. November dieses Jahres, unter den in der 35. Sitzung vom 20. September 1819 ausgesprochenen Modificationen, beschlossen, und der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte ergriff diese Gelegenheit, sämmtlichen Herren Gesandten seinen verbindlichsten Dank für das ihm seit dem Anfange seiner Geschäftsführung bewiesene Vertrauen auszudrücken, und zugleich anzuzeigen, daß, da er in das Kaiserlich-Königliche allerhöchste Hoflager einberufen worden sey, der Königlich-Preussische Herr Gesandte, Staats- und Cabinetsminister, Graf von der Goltz, es gefälligst übernommen habe, ihn während seiner Abwesenheit in dem Präsidio mit der Kaiserlich-Oesterreichischen Stimme zu vertreten.

Folgen die Unterschriften.

Digitized by Google

Protokolle

der

Deutschen Bundesversammlung.

Funfzehnter Band. Fünftes und Sechstes Heft.

Mit hoher Bewilligung.

Gedruckt in der Bundes-Präsidial-Buchdruckerei,
und im Verlag der Andreäischen Buchhandlung in Frankfurt am Main.
1823.

Digitized by Google

Zwei und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 27. November 1823.

In Gegenwart

Von Seiten Oesterreichs: des Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Freiherrn von Münch-Bellinghausen;

Von Seiten Preussens: des Königlichen wirklichen Geheimen Staats- und Cabinetsministers, Herrn Grafen von der Goltz;

Von Seiten Baierns: des Königlichen wirklichen Staatsraths, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Sachsens: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Carlowiz;

Von Seiten Hannovers: des Königlichen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten Würtembergs: des zur einstweiligen Führung der Königlich-Würtembergischen Stimme bevollmächtigten Königlich-Baierischen Bundestagsgesandten, Herrn von Pfeffel;

Von Seiten Badens: des Großherzoglichen Herrn Gesandten und Kammerherrn, Freiherrn von Blittersdorff;

Von Seiten Kurhessens: des Kurfürstlichen Geheimen Raths, Herrn von Meyerfeld;

Von Seiten des Großherzogthums Hessen: des Großherzoglichen Herrn Geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des Königlich-Dänischen Geheimen Conferenzraths, Herrn Grafen von Eyben;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: des Königlich-Niederländischen Generallieutenants, Herrn Grafen von Grünne;

Von Seiten der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen Häuser: des Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsischen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen von Beust;

Von Seiten Braunschweigs und Nassau's: des Königlich Hannöverischen Geheimen Raths, Herrn von Hammerstein;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Großherzoglich-Mecklenburg-Strelitzischen Staatsministers, Herrn von Pentz;

Von Seiten Holstein-Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Herzoglich-Holstein-Oldenburgischen Kammerherrn, Herrn von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des Großherzoglich-Hessischen Herrn Geheimen Raths, Freiherrn von Leonhardi;

Von Seiten der freien Städte, Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg, des von dem Herrn Bundestagsgesandten Gries substituirten Herrn Bundestagsgesandten Danz;

und meiner, des Kaiserlich-Oesterreichischen wirklichen Hofraths und Canzlei-Directors, Freiherrn von Handel.

§. 144.

Abberufung des Königlich-Würtembergischen Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Wangenheim und einstweilige Bevollmächtigung des Königlich-Baierischen Bundestagsgesandten, Herrn von Pfeffel, zur Führung der Königlich-Würtembergischen Stimme.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte, Freiherr von Münch-Bellinghausen, trägt vor:

Der bisherige Königlich-Würtembergische Bundestagsgesandte, Freiherr von Wangenheim, habe ihm, mittelst Note aus Dresden den 20. November dieses Jahres, von seiner Abberufung die Anzeige gemacht.

Die Note, folgenden Inhalts, wurde verlesen:

«Der Unterzeichnete giebt sich die Ehre, Se. Excellenz den Kaiserlich-Königlichen wirklichen Geheimen Rath und Präsidialgesandten, Herrn Baron von Münch-Bellinghausen, davon geziemend zu benachrichtigen, daß Se. Majestät der König, sein allergnädigster Herr, geruhet habe, ihn von der bisher von ihm bekleideten Stelle Höchstdessen Bundestagsgesandten abzuberufen».

«Indem derselbe Se. Excellenz ganz gehorsamst ersucht, davon die hohe Bundesversammlung gefälligst in Kenntniß setzen und ihn dem wohlwollenden Andenken Hoch-

derſelben angelegentlich empfehlen zu wollen, benutzt er dieſe Gelegenheit, Sr. Excellenz die Verſicherung ſeiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern».

worauf der Kaiſerlich-Königliche präſidirende Herr Geſandte den Entwurf Antwortsnote vorlegte. — Dieſelbe wurde genehmigt, daher

Beſchluß:

daß nachſtehende Antwort des K. K. präſidirenden Herrn Geſandten an den Königlich-Würtembergiſchen Herrn Staatsminiſter, Freiherrn von Wangenheim, zu erlaſſen ſey:

«Der Unterzeichnete hat die Ehre, Sr. Excellenz dem Königlich-Würtembergiſchen Staatsminiſter, Herrn Baron K. A. von Wangenheim, den Empfang des Schreibens aus Dresden vom 20. dieſes Monats zu beſtätigen, mittelſt deſſen Se. Excellenz die von Sr. Majeſtät dem Könige von Würtemberg verfügte Abberufung von der bisher bekleideten Stelle Höchſtdeſſen Bundestagsgeſandten hierher anzuzeigen beliebten».

«Die hohe Deutſche Bundesverſammlung, Hochwelcher der Unterzeichnete nach dem Wunſche Sr. Excellenz von dieſer Eröffnung in der heutigen Sitzung die Mittheilung zu machen ſich beeilte, hat denſelben ermächtigt, den Ausdruck der von Sr. Excellenz bei Ihrem Austritt aus dieſer hohen Verſammlung geäuſſerten Geſinnungen verbindlichſt zu erwiedern».

«Indem derſelbe dieſem Auftrage hiermit entſpricht, ergreift er dieſen Anlaß, Sr. Excellenz die Verſicherung ſeiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern».

Hiernächſt übergab Präſidium eine Vollmacht von Sr. Majeſtät dem Könige von Würtemberg auf den Königlich-Baieriſchen Bundestagsgeſandten, Herrn von Pfeffel, zur einſtweiligen Führung der Würtembergiſchen Stimme.

Die Vollmacht, d. d. Stuttgart den 18. November 1823, wurde verleſen und hierauf

beſchloſſen:

das Original in dem Bundesarchive zu hinterlegen und beglaubigte Abſchrift dem Herrn Geſandten von Pfeffel zuzuſtellen.

§. 145.

Abberufung des Bundestagsgeſandten, Herrn von Lepel, und Legitimation des Herrn von Meyerfeld, als Kurfürſtlich-Heſſiſchen Bundestagsgeſandten.

Präſidium zeigt ferner an, daß der bisherige Kurfürſtlich-Heſſiſche Bundestagsgeſandte, Herr von Lepel, abberufen worden ſey.

Deſſen Schreiben an den Kaiſerlich-Königlichen präſidirenden Herrn Geſandten, d. d. Frankfurt den 26. November dieſes Jahres, wurde verleſen, und lautet wie folgt:

«Hochwohlgebohrner Freiherr,
Hochverehrter Herr präſidirender Geſandter!

«Während der Ferien von meinem hieſigen Poſten abgerufen und dadurch verhindert, mündlich von der hohen Verſammlung Abſchied zu nehmen, darf ich Ew. Excellenz bitten, das Organ ſeyn zu wollen, um derſelben meine Gefühle auszudrücken».

«Mit Schmerz ſcheide ich aus einem Geſchäftskreiſe, deſſen hohe Wichtigkeit für das Wohl des Deutſchen Vaterlandes ich nie verkannte, und in welchem für den erhabenen Zweck zu arbeiten, über ſechs Jahre meine ehrenvolle Beſtimmung war; mit Schmerz aus einem Kreiſe von Männern, von denen ich ſo viele Beweiſe collegialiſchen Wohlwollens und Vertrauens empfieng».

«Es iſt eine angenehme Pflicht für mich, beim Scheiden meinen Dank dafür öffentlich auszudrücken, und mich zugleich Ihrem allerſeitigen freundſchaftlichen Andenken angelegentlich zu empfehlen».

«Ew. Excellenz bitte gehorſamſt, der hohen Verſammlung dieſes zu hinterbringen, und zugleich die Verſicherungen der ausgezeichnetſten Hochachtung zu genehmigen, womit zu ſeyn die Ehre habe, Ew. ꝛc. ꝛc.»

worauf Präſidium einen Entwurf Erwiederung vorlegte, welcher gut geheiſſen wurde; daher

Beſchluß:

daß dem Kurfürſtlich-Heſſiſchen Geheimen Rathe, Herrn von Lepel, von Seiten des Kaiſerlich-Königlichen präſidirenden Herrn Geſandten zu erwiedern ſey:

«Hochwohlgebohrner ꝛc. ꝛc.

«Ich habe nicht verfehlt, der hohen Deutſchen Bundesverſammlung das Abſchiedsſchreiben Ew. Excellenz vom 26. dieſes in der heutigen Bundestagsſitzung in Vortrag zu bringen, und von Hochderſelben die Ermächtigung erhalten, Ew. Excellenz die Geſinnungen verbindlichſt zu erwiedern, welche Dieſelben auf eine für deren Mitglieder ſo ehrenvolle Art auszudrücken belieben».

«Auch die hohe Bundesverſammlung wird das Andenken an die mannichfachen, mühſamen und verdienſtlichen Arbeiten, welche Ew. Excellenz als Mitglied mehrerer Commiſſionen mit ſo viel Gründlichkeit als Kenntniß geleiſtet haben, niemals aus dem Gedächtniſſe verlieren, und indem ich mir die Ehre gebe, Ew. Excellenz dieſe Geſinnungen der hohen Verſammlung zu eröffnen, erſuche ich Dieſelben zugleich, die Verſicherung der ausgezeichnetſten Hochachtung zu genehmigen, mit welcher ich beharre, Ew. ꝛc.»

Präſidium eröffnete hierauf: der Kurfürſtlich-Heſſiſche Geheime Rath und bisherige Regierungs-Präſident zu Fulda, Herr von Meyerfeld, habe ſich mittelſt Vollmacht, d. d. Wilhelmshöhe den 3. September 1823, als Kurfurſtlicher Bundestagsgeſandte legitimirt.

Dieſe Vollmacht wurde verleſen, und, nachdem hierauf nichts zu erinnern befunden worden war,

beſchloſſen:

dieſelbe in das Bundesarchiv zu hinterlegen und beglaubigte Abſchrift davon dem Herrn Bundestagsgeſandten von Meyerfeld zuzuſtellen.

Der Kurheſſiſche Bundestagsgeſandte, Herr von Meyerfeld: Unvergeßlich wird mir immer der Tag bleiben, an welchem mir, durch die eben vorgeleſene Vollmacht Sr. Königlichen Hoheit des Kurfurſten, die Ehre zu Theil ward, zum erſtenmal in dieſe hohe Verſammlung einzutreten, um von nun an bei Berathungen und zu Beſchlüſſen mitzuwirken, die zu Erreichung des hohen Zwecks dieſes erhabenen Fürſtenvereins ſelbſt, wie er in dem 2. Artikel der Wiener Schlußacte ſo bündig ausgeſprochen iſt, auch ferner nöthig ſeyn werden.

So wichtig und ausgedehnt dieſer neue Beruf und Wirkungskreis durch das, was bisher von der hohen Bundesverſammlung in dieſer Beziehung bereits geſchehen iſt, ſich mir darſtellt; ſo wenig ich vorausſehen kann, was künftig noch zu thun und zu leiſten ſeyn wird; ſo ſehr vergrößert ſich durch dieſe Betrachtung meine Beſorgniß bei der an mich ſelbſt gerichteten Frage:

quid valeant humeri, quid ferre recuſent?

und um ſo nöthiger wird mir der Wunſch:

daß meine Kenntniſſe und Kräfte hinreichend ſeyn möchten, dem ehrenvollen Zutrauen meines allerdurchlauchtigſten Herrn Committenten und den Erwartungen dieſer hohen Verſammlung Genüge leiſten zu können!

Denn, weit entfernt von dem Gedanken: daß mir dieß leicht ſeyn werde, fühle und erkenne ich vielmehr, daß auch mein deßfallſiges Bemühen — wäre es auch noch ſo eifrig — dennoch den beabſichtigten Erfolg nicht haben möchte, wenn nicht die gründlichen Vorträge, welche, den früheren ähnlich, ich künftig an dieſer Stelle zu vernehmen haben werde, eine ergiebige Quelle für die Vermehrung meiner eigenen Kenntniſſe wurden, und wenn es mir nicht gelingen ſollte, das Wohlwollen und ein collegialiſches Vertrauen der verehrlichen Herren Mitglieder dieſer Verſammlung — wozu ich mich angelegentlich empfehle, und um welches ich inſtändig bitte — mir durch eigenes zweckmäſiges Benehmen zu erwerben und fortdauernd zu erhalten.

§. 146.

Regierungsantritt Sr. Herzoglichen Durchlaucht des Herzogs Carl zu Braunschweig, und Beglaubigung des Herrn von Hammerstein, als Herzoglich-Braunschweigischen Bundestagsgesandten.

Der Königlich-Großbritannisch-Hannöverische Herr Gesandte: Von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herrn Carl, Herzoge zu Braunschweig-Lüneburg, beauftragt, der hohen Bundesversammlung die Anzeige von der am 30. October dieses Jahres erfolgten Regierungsantretung Sr. Herzoglichen Durchlaucht zu machen, verbinde er damit diejenige, daß Höchstdieselben gnädigst geruht haben, zufolge der darüber unter dem 30. October ausgestellten Vollmacht, ihm die Führung ihres Voti in der hohen Bundesversammlung, als Höchstdero Gesandten bei derselben, zu übertragen, indem er die Ehre habe, diese Vollmacht zu überreichen.

Die Vollmacht, d. d. Braunschweig den 30. October 1823, wurde verlesen und darauf

beschlossen:

dieselbe, nach hievon genommener und dem Herrn Gesandten zuzustellender beglaubigten Abschrift, in dem Bundesarchive zu hinterlegen.

§. 147.

Substitution.

Präsidium gab Kenntniß von der Substitution des Herrn Gesandten Danz für den stimmführenden Gesandten der freien Städte, Herrn Syndicus Gries.

§. 148.

Die Vereinigung der Erbherrschaft Jever mit dem Herzogthume Oldenburg betreffend.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg für Oldenburg. Der Gesandte ist beauftragt, der hohen Bundesversammlung die Anzeige zu machen, daß Seine Durchlaucht der Herzog zu Oldenburg die Höchstdenenselben von Seiner Majestät dem Kaiser von Rußland im Jahre 1818 abgetretene Erbherrschaft Jever am 7. August dieses Jahres durch landesherrliche Commissarien förmlich in Besitz nehmen lassen.

Die Gesandtschaft beehrt sich, einen Abdruck des Kaiserlich-Russischen Entlassungs-, als auch des Herzoglich-Oldenburgischen Besitznahme-Patents zu überreichen, und bemerkt nur noch, daß es nunmehr keinem Zweifel unterworfen seyn kann, daß die Erbherrschaft Jever mit zum Deutschen Bunde gehöre, wie solches auch schon früherhin bei der Bevölkerungsangabe zu der Bundesmatrikel von Seiten Oldenburgs angenommen worden.

Die von der Herzoglichen Bundestagsgesandtschaft überreichten Patente, nämlich 1) von Seiner Majestät dem Kaiser von Rußland, d. d. Warschau den 18. April 1818, und 2) von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Oldenburg, d. d. Oldenburg den 6. August 1823, wurden diesem Protokolle unter den Zahlen 17 und 18 beigefügt und hierauf

beschlossen:

dieselben in dem Bundesarchive zu hinterlegen.

§. 149.

Erklärung der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft, die unter dem 5. Juni und 1. Juli dieses Jahres allerhöchst erlassenen Gesetze wegen Anordnung der Provinzialstände betreffend.

(7. Sitz. §. 26 v. J. 1818.)

Mit Bezug auf den 54. Artikel der Wiener Schlußacte vom 15. Mai 1820, hat der Königlich-Preussische Gesandte der hohen Bundesversammlung anzuzeigen, daß Seine Majestät der König von Preussen die Begründung der ständischen Verhältnisse in der Monarchie mittelst eines, unterm 5. Juni dieses Jahres erlassenen und durch die Gesetzsammlung bekannt gemachten, allgemeinen Gesetzes wegen Anordnung der Provinzialstände verfügt, auch schon, in Folge desselben, zunächst für die zum Deutschen Bunde gehörigen Provinzen Mark Brandenburg, Markgrafthum Niederlausitz, Herzogthum Pommern und Fürstenthum Rügen wegen Anordnung der Provinzialstände besondere, ebenfalls öffentlich bekannt gemachte Gesetze unterm 1. Juli dieses Jahres erlassen haben, worin der von den erhabenen Stiftern des Deutschen Bundes nach Artikel 13 der Bundesacte gemeinsam gefaßte, und durch Artikel 55 der Schlußacte näher erklärte Beschluß seine Vollziehung findet.

§. 150.

Pensions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen und Johanniter-Ordens.

(15. Sitz. §. 96. 21. Sitz. §. 134 d. J.)

Nachdem Präsidium bemerkte, daß die Instructionen einiger der vorzüglich betheiligten Regierungen über die auf den heutigen Tag zur Abstimmung ausgesetzte Pensions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen und Johanniter-Ordens noch abgiengen, wurde verabredet, die Abstimmung in einer der nachfolgenden Sitzungen vorzunehmen.

§. 151.

Transrhenanische Sustentations-Angelegenheit.

(21. Sitz. §. 140 d. J.)

Präsidium wollte, in Folge Beschlusses der 21. Sitzung §. 140 vom 12. Juli laufenden Jahres, zur Abstimmung über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit das Protokoll öffnen.

Oesterreich. Der von der Königlich-Sächsischen Bundestagsgesandtschaft über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit in der 21. Sitzung dieses Jahres erstattete, ungemein gründliche, alle Verhältnisse umfassende Vortrag, bezeichnet als die durch Abstimmung und Schlußfassung noch zu erledigenden Puncte:

I. Die Rückstandsforderung der Lütticher Sustentanden.

II. Die Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals.

III. Die bei Auflösung der Sustentationsanstalt über deren Cassenbestand und über die Acten der Subdelegations-Commission zu treffende Verfugung.

Die Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandtschaft ist daher beauftragt, Namens ihres allerhöchsten Hofes sich hierüber in Folgendem zu äussern:

ad I. In dem §. 22 des erwähnten Vortrags sind bereits die Gründe entwickelt, welche unverkennbar darstellen, daß die Reclamation der Lütticher Sustentanden, die ihnen von Seiten der Königlich-Niederländischen Regierung für die Periode vom 1. Juni 1815 bis 1. Juni 1816 verweigerte Pensionszahlung durch die Sustentationscasse leisten zu lassen, keineswegs zu einer entsprechenden Erledigung geeignet ist. Wenn es sich daher, den hinlänglich nachgewiesenen bestehenden Verhältnissen zufolge, bei dem fraglichen Anspruche in keiner Rücksicht um eine Verpflichtung der Casse, sondern lediglich nur darum handeln kann, daß die gedachte Königliche Regierung hierüber dieselben Ansichten aufzufassen sich herbeilasse, welche ihr in dieser Beziehung bei den früheren Verhandlungen von Seiten dieser hohen Versammlung eröffnet worden sind, und wenn ferner hieran noch die Betrachtung angereihet wird, daß die Baseler Pensionirten, welche sich in ganz gleicher Kategorie mit den Lüttichern hinsichtlich der Periode vom 1. Juni 1815 bis dahin 1816 befinden, mit Billigkeit nicht von der Concurrenz an den übrigens ohnehin sehr unbedeutenden Cassenbestandes-Rest ausgeschlossen werden könnten, wodurch aber die jedem Einzelnen treffende Rate auf eine ganz unverhältnißmäßige Aushülfe herabsinken müßte; so glaubt der Kaiserlich Königliche Hof dem von dem Herrn Referenten gemachten Vorschlag, auf theilweise Entschädigung der hülfsbedürftigen Lütticher Sustentanden aus dem verbleibenden Cassenbestande, nicht beipflichten, sondern vielmehr sich der angenehmen Hoffnung überlassen zu können,

daß die Königlich-Niederländische Regierung, durch diese indirecte Anregung veranlaßt, nachträglich die gerechten Ansprüche der Betheiligten zu berücksichtigen sich gefallen lassen werde.

ad II. Da die früher von Seiten der Commission in Vorschlag gebrachte Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals bereits von sechzehn Stimmen beliebt, und nur von einer einzigen die Bewilligung einer Remuneration für angemessener erachtet wurde, so ist nicht zu bezweifeln, daß durch dermaligen freiwilligen Beitritt dieser letztern eine einstimmige Uebereinkunft statt finden werde. Dieses vorausgesetzt, handelt es sich gegenwärtig nur um die Beseitigung der von dem Herrn Referenten aus den Verhandlungen nachgewiesenen Differenz der Ansichten in Beziehung auf die Frage: ob die fraglichen Pensionen auf die Bundescanzlei-Casse übernommen, oder aus der Bundesmatrikular-Casse bezahlt werden sollen; nachdem aber die Mehrheit der Stimmen sich, wenn gleich theilweise, unter Vorbehalt des für künftige Fälle hieraus keineswegs zu folgernden Präjudizes, bereits für die Uebernahme der Pensionen auf die Bundescanzlei-Casse ausgesprochen hat; so glaubt mein allerhöchster Hof diese Frage als entschieden, und die Anwendung dieser Modalität um so weniger irgend einem Anstande unterworfen betrachten zu müssen, als diese hohe Versammlung nach dem Geiste der in dem Artikel 52 der Schlußacte enthaltenen Bestimmungen zu deren Festsetzung berechtigt war.

ad III. In so fern die, hinsichtlich des bei Auflösung der Sustentationsanstalt vorhandenen Cassenbestandes, oben vorgetragene diesseitige Bemerkung Eingang finden sollte, dürfte wohl alsdann der vorläufig ungefähr auf 2,500 Fl. angegebene Betrag seine angemessenste Bestimmung durch Abführung an die für Uebernahme der Pensionen bestimmte Bundescanzlei-Casse erhalten, und es würde hierdurch beinahe für zwei Jahre das Erforderniß derselben ohne weitere Zuziehung gedeckt werden können.

Was übrigens die über die Acten der Subdelegations-Commission zu treffende Verfügung betrifft, so wird der von dem Herrn Referenten hierwegen gemachte Vorschlag als vollkommen zweckmäßig und dem hierbei zu berücksichtigenden Bedürfniß entsprechend anerkannt.

Endlich glaubt die Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandtschaft nur noch beifügen zu sollen, daß sie längst bereit sey, den in dem Vortrag erwähnten Ausstand von 4,709 Fl. an die Sustentationscasse abzuführen, und dadurch jenen Betrag zu berichtigen, welcher von Seiten der Subdelegations-Commission als zur vollständigen Deckung des an Oesterreich gemachten Anspruchs erforderlich angegeben worden ist, und daß daher die Erledigung dieses einer näheren Berechnung keineswegs bedürfenden Gegenstandes unverweilt statt finden kann.

Preuſſen. Durch den neueſten, ſehr ſchätzbaren Vortrag über die transrhenaniſche Suſtentations-Angelegenheit, iſt bei Erwähnung des noch unerledigten Anſpruchs der penſionirten Lütticher-Geiſtlichkeit auf den einjährigen Betrag ihrer Penſion für den Zeitraum vom 1. Juni 1815 bis ult. Mai 1816 (§. 20) bereits in Erinnerung gebracht worden, daß und unter welchen Bedingungen der Königlich-Preuſſiſche Hof ſchon vor ſechs Jahren erbötig geweſen, zu einer einjährigen Fortzahlung derjenigen 20,000 Fl., welche der Herr Fürſtbiſchof von Lüttich als reichsdeputationsſchlußmäſige Penſion bis zum 1. Juni 1815 aus Deutſchland bezogen, pro rata beizutragen, damit dieſe Summe, nach dem Vorſchlage des damaligen Herrn Referenten, zu theilweiſer Entſchädigung der Lütticher Suſtentanden wegen des erlittenen Verluſtes verwendet werden könne. Da dieß Befriedigungsmittel nicht in Anwendung kommen konnte, weil von Seiten der übrigen Regierungen, denen bis zum 1. Juni 1815 die Penſionirung des gedachten Herrn Fürſtbiſchofs gemeinſchaftlich oblag, diejenigen übereinſtimmenden Erklärungen, durch welche das dieſſeitige Anerbieten bedingt war, nicht abgegeben worden ſind; ſo dürfte gegenwärtig — wenn nicht etwa dergleichen Erklärungen nachträglich noch eingehen ſollten — der hohen Bundesverſammlung zur Erledigung des Gegenſtandes nichts anders übrig bleiben, als, dem Gutachten des jetzigen Herrn Referenten gemäß (§. 22 des Vortrags), und mit Bezugnahme auf die daſelbſt näher entwickelten Gründe, die Forderung ſelbſt abzuweiſen, jedoch den beim völligen Schluſſe der transrhenaniſchen Suſtentationsanſtalt verbleibenden Caſſenbeſtand der Subdelegations-Commiſſion zu überlaſſen, um ſelbigen, nach einem ihr angemeſſen ſcheinenden Verhältniſſe, unter die Hülfsbedürftigſten der Lütticher Suſtentanden zu vertheilen; womit ſich demnach Preuſſen ganz einverſtanden erklärt.

Was ferner das bei der Suſtentationsanſtalt noch beſchäftigte Perſonale betrifft, welches dermalen nur noch in dem Geheimen Rathe von Rieff und dem Secretär Gravelius beſteht; ſo hat eine Mehrheit von vierzehn Stimmen, worunter auch die dieſſeitige gehört, ſich dafür oder doch nicht dawider erklärt, daß den genannten Perſonen ihre bisherigen Gehalte von resp. 1,150 Fl. und 300 Fl., im Ganzen 1,450 Fl., als lebenslängliche Penſion belaſſen und ſolche auf die Bundescanzlei-Caſſe übernommen werde; wogegen Kurheſſen und die Höfe der ſechzehnten Curie zu dieſer Penſionirung nur nach der Bundesmatrikel beizutragen geneigt ſind; Dänemark aber wegen Holſtein und Lauenburg bloß ſeinen verhältnißmäſigen Beitrag zu einer, ein für allemal zu bewilligenden, Remuneration leiſten will, wenn ſämmtliche übrige Bundesglieder ſich zu einer ſolchen Bewilligung verſtehen. Nach dieſſeitiger Anſicht kann hierüber

a) nach Stimmenmehrheit kein die Minorität bindender Beſchluß gefaßt werden, und

b) der daraus hervorgehende Nachtheil niemand anders, als die zu pensionirenden Individuen selbst treffen, weil hier nicht von einer eigentlichen Obliegenheit der Bundesstaaten, sondern nur von einer, ausser den Grenzen der strengrechtlichen Verbindlichkeit liegenden, Uebernahme gewisser Pensionen die Rede ist, worauf den beiden Reclamanten, und — abgesehen von dem Secretär Gravelius — namentlich dem Geheimen Rathe von Rieff, keineswegs ein Rechtsanspruch in eben der Art zusteht, wie es allerdings mit ihm hinsichtlich derjenigen Pension der Fall war, welche er als vormaliger Großherzoglich-Frankfurtischer Central-Staatsdiener, in Folge des 45. Artikels der Wiener Congreßacte, seit dem 1. Juni 1814 aus Preussischen Staatscassen bezieht.

Eben darum aber wird

c) selbst unter diesen Umständen die Majorität ihre schon einmal erklärte Absicht zu Gunsten der Reclamanten unbedenklich noch in Ausführung bringen können, wenn jede einzelne darunter begriffene Curie auch nur Ein Siebenzehntel der eigentlich für den Zweck erforderlichen, jedoch nicht ganz zu deckenden Summe von 1,450 Fl., mithin etwa 85 Fl. 17 Kr., als ausserordentlichen Zuschuß zu ihrem jährlichen Bundescanzleibeitrage in die Bundescanzlei-Casse einzahlt, woraus jährlich eine Summe von etwa 1,194 Fl. erwachsen würde, welche für den ꝛc. von Rieff und den ꝛc. Gravelius in solcher Art zu verwenden wäre, daß jeder von ihnen daraus vierzehn Siebenzehntheile seines bisherigen Gehalts, Ersterer also wenigstens 945 Fl., Letzterer wenigstens 245 Fl. als jährliche Pension empfinge, während es den die Minorität bildenden Höfen lediglich überlassen bliebe, die Pensionisten für den Ausfall der übrigen drei Siebenzehntheile nach einem beliebigen Maaße und Verhältnisse zu entschädigen.

Einem hierüber zu fassenden Beschlusse, wobei sich die Pensionisten nach lit. b zu beruhigen haben würden, ist Preussen beizutreten, und in Folge desselben seinen jährlichen Bundescanzleibeitrag durch den angegebenen Zuschuß zu erhöhen bereit, so lange es der Zweck erfordert.

Der Königlich-Preussische Hof findet es endlich vollkommen zweckmäßig, daß, nach dem Vorschlage des Herrn Referenten, bei Auflösung der Sustentationsanstalt die Subdelegations-Commission angewiesen werde, ihre Acten mittelst Verzeichnisses an die Bundescanzlei zur Beilegung in dem Bundesarchive abzuliefern, damit — wenn von Regierungen der Besitz derjenigen Actenstücke gewünscht werden sollte, welche die von vormaligen Stiftern ihres Gebiets entrichteten Beiträge zur Sustentationscasse, oder die von ihnen daher empfangenen Unterstützungen betreffen — auf Antrag des Gesandten und Vortrag des Referenten, die Aushändigung derselben beschlossen werden könne.

Baiern. Auf den in der 21. dießjährigen Bundestagssitzung vom 12. Juli über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit erstatteten Vortrag und sonach gefaßten Beschluß, ist der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen worden, unter Bezugnahme auf die früheren, von Seiten Baierns abgegebenen Aeusserungen, und unter gebührender Anerkennung der verdienstlichen Arbeit des Referenten, des Königlich-Sächsischen Herrn Gesandten von Carlowiz, wodurch diese Sache ihrem lange gewünschten Ziele nahe gebracht werden, zu erklären, daß Seine Königliche Majestät deren endliche Berichtigung mit besonderer Zufriedenheit vernommen haben, gleichwohl aber die rechtlichen Ansprüche Ihrer mehrfach präbendirten Unterthanen vorbehalten wissen wollen, welche vom 1. Juni 1815 bis letzten December 1816 vorschußweise noch Beiträge an die Sustentationscasse geleistet haben, und deren Rückvergütung in dringenden Vorstellungen unaufhörlich nachsuchen.

Die einschlägigen Königlichen Finanzbehörden sind eben noch mit Zusammenstellung der während obigen Zeitraums erhobenen und in die Sustentationscasse wirklich abgelieferten Beträge beschäftigt, deren Resultat zur nähern Begründung obiger Ansprüche alsbald mitgetheilt werden soll.

Königreich Sachsen. Ueber diejenigen Puncte, welche bei dem Vortrage wegen der transrhenanischen Sustentations-Angelegenheit in der 21. Bundestagssitzung am 12. Juli d. J. zum Beschlusse ausgesetzt worden sind (Prot. §. 140, S. 548 und Beil. 16, S. 551), hat die Königlich-Sächsische Gesandtschaft in folgender Maaße abzustimmen:

Hinsichtlich des im 22. §. dieses Vortrags wegen der Lütticher Sustentanden geschehenen Antrags, finden Se. Königliche Majestät nicht billig, daß diese Pensionärs, deren Ansprüche auf vollständige Befriedigung für das Jahr vom 1. Juni 1815 bis zum 1. Juni 1816, an sich vollkommen begründet sind, unter der zwischen dem Deutschen Bunde und dem Königreiche der Niederlande über den Termin der Uebernahme entstandenen, durch den Bundesbeschluß vom 23. December 1816 veranlaßten Verschiedenheit der Ansichten, leiden.

Da obiger, von der wörtlichen Vorschrift der Bundesacte allerdings abweichende Beschluß, nicht nur aus den für den deßfallsigen Antrag des Referenten damals angeführten erheblichen Gründen, sondern auch in der Hoffnung, daß die betheiligten überrheinischen Staaten sich damit noch einverstehen würden, gefaßt worden ist, diese Voraussetzung aber in Ansehung des Königreichs der Niederlande sich nicht bestätigt hat; so wird der Bund seinen, die Sustentationscasse von der Zahlung auf das Jahr vom 1. Juni 1815 bis zum 1. Juni 1816 befreienden Schluß in der Maaße zu vertreten haben, daß, wenn er denselben zur völligen Befriedigung der Lütticher Sustentanden bei dem Königreiche der Niederlande nicht annoch geltend zu machen vermag, er selbst für diese Befriedigung sorge

und das, was an dem Guthaben besagter Pensionärs auf gedachtes Jahr, an 37,030 Fl., nach Verwendung des dazu disponibel verbleibenden Bestandes der Sustentationscasse zu decken ist, nach der Matrikel aufbringe.

Anlangend die im 23. §. des obigen Vortrags erwähnten Pensionen für einige bei der Sustententationsanstalt gebrauchte Individuen, so haben Se. Königliche Majestät bereits vorhin Allerhöchstdero Zustimmung zur Uebernahme dieser Pensionen auf die Bundes-Canzleicasse erklärt. Da aber eine solche Uebernahme eine Abweichung von der in dem organischen Gesetze über die Bundesmatrikel bestimmten Regel enthält, so würde sie nur durch gemeinsame Uebereinstimmung beschlossen werden können. Wenn daher die widersprechenden Stimmen nicht zum Beitritte zu bewegen sind, so wird es bei der Vertheilung jener Pensionslast nach der Matrikel bewenden müssen.

Die Bewilligung der Pensionen selbst, wird nach der allgemeinen Regel, als Folge einer gemeinsamen Bundesangelegenheit, durch Stimmenmehrheit beschlossen werden können, da keine der von jener Regel bundesgesetzlich bestimmten Ausnahmen auf eine solche Pensionsbewilligung Anwendung leidet.

Die im 27. §. des gedachten Vortrags anheim gegebene Verfügung über den Cassenbestand, bei Auflösung der Sustentationsanstalt, ist bereits oben, bei der Abstimmung über den Gegenstand des 22. §., berücksichtigt worden.

Dem im 28. §. enthaltenen letzten Vorschlage, wegen der Verfügung über die Acten der Subdelegations-Commission, wird beigetreten.

Hannover: behält sich seine Abstimmung auf die nächste Sitzung vor.

Wurtemberg. Die Königlich-Würtembergische Bundestagsgesandtschaft hat über die in dem umfassenden Vortrage des Königlich-Sächsischen Herrn Bundestagsgesandten vom 12. Juli, die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit betreffend, zur Beschlußfassung der hohen Bundesversammlung ausgehobenen Gegenstände, nachstehende Erklärung abzugeben:

I. Die Rückstandsforderung der Lütticher Sustentanden betreffend.

Es scheint der Königlichen Regierung kein hinreichender Grund vorzuliegen, um von der in der Sitzung vom 14. Juli 1817 einhellig erklärten Ablehnung einer weitern Berücksichtigung der Rückstandsforderung der Lüttricher Sustentanden abzugehen, und dürfte daher bei dem schon in der Sitzung vom 8. Juni 1818 und 21. September 1820 hierauf gegründeten Antrage stehen geblieben werden, wonach der sich ergebende Cassenvorrath am zweckmäßigsten auf die Abfindungen oder Pensionen verwendet werden würde, welche dem bisher bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personale bewilligt werden wollen.

II. Die Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals betreffend.

Der Königlich-Würtembergiſche Hof hat bereits ſchon früher eine billige Averſional-Abfindung der beiden Beamten der Suſtentationsanſtalt, deren Penſionirung gegenwärtig allein noch in Frage ſteht, ſowohl den Verhältniſſen derſelben, als auch der Abſicht: die ganze Angelegenheit zu vollſtändiger Erledigung zu bringen, am angemeſſenſten erachtet, ſich jedoch in ſeiner zum Protokoll der 26. Sitzung vom 21. September 1820 gegebenen Erklärung bereit bezeigt, auch zu einer Fortbezahlung ihrer auf 1,450 Fl. berechneten Penſionen in dem Falle mitzuwirken, wenn die Mehrheit der übrigen Bundesglieder dieſer den Vorzug geben würde.

Eben ſo hat derſelbe zwar als bundesverfaſſungsmäſigen Vertheilungsmaaßſtab bei Deckung deßjenigen, was an der beſchloſſen werdenden Abfindungs- oder Penſions-Bewilligung nicht aus dem Caſſenüberſchuſſe beſtritten werden kann, nur die Bundesmatrikel anerkennen können, gleichwohl aber in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 ſich geneigt erklärt, ausnahmsweiſe, und wenn eine große Mehrheit der Stimmen es vorziehen würde, auch einer Uebernahme jener Laſt auf die Bundescanzlei-Caſſe beizutreten.

Wenn inzwiſchen, weder in der einen noch in der andern dieſer Beziehungen, die noch von der Mehrheit abweichenden Stimmen geneigt ſeyn ſollten, dieſer ausnahmsweiſe für den gegenwärtigen Fall beizutreten, ſo wird, in ſo fern dieſe Angelegenheit einer Entſcheidung durch Stimmenmehrheit nicht unterliegen ſollte, nur übrig bleiben: auf Ausmittlung einer Averſional-Abfindung, welche nach dem Maaßſtabe der Bundesmatrikel getragen würde, als dasjenige Auskunftsmittel zurückzukommen, worüber, nach ſämmtlichen bisherigen Erklärungen, eine Uebereinſtimmung angenommen werden darf.

III. Die angetragene Bewilligung einer Gratification für die Witwe des Secretärs Grünfieſer,

iſt durch den bereits gefaßten Beſchluß erledigt worden.

IV. Die Erhebung des Activi der Suſtentationscaſſe und Bezahlung des Paſſivi derſelben betreffend,

wird die von dem Herrn Referenten angebotene Vorſorge dankbar angenommen, und ſtimmt man eben ſo den Anträgen bei, welche derſelbe

V. wegen Reviſion und Juſtification der Rechnungen und Liberation des Caſſiers

gemacht hat.

VI. Der in Antrag gebrachten Verfügung über den Caſſenbeſtand bei Auflöſung der Suſtentationscaſſe,

kann man aus den bereits ad I angeführten Motiven nicht beiſtimmen.

Dagegen tritt man

VII. dem am Schluſſe des Vortrags enthaltenen Antrage, die Verfügung über die Acten der Subdelegations-Commiſſion betr.,

vollkommen bei, wonach jene Acten mittelſt Verzeichniſſes an die Bundescanzlei abgeliefert, und ohne weiters in dem Bundesarchive beigelegt werden, jedoch, wenn von Regierungen der Beſitz derjenigen Actenſtücke gewünſcht würde, welche die von den vormaligen Stiftern ihres Gebiets entrichteten Beiträge zu der Suſtentationscaſſe, oder die von ihnen daher empfangenen Unterſtützungen betreffen, auf Antrag des Geſandten und Vortrag des Referenten, die Aushändigung derſelben beſchloſſen werden ſoll.

Baden. Die Geſandtſchaft ſieht ſich ermächtigt, der von der Kaiſerlich-Königlich-Oeſterreichiſchen Geſandtſchaft in der heutigen Sitzung zu Protokoll gegebenen Abſtimmung über die transrhenaniſche Angelegenheit beizutreten.

Zugleich aber iſt ſie beauftragt, den Wunſch auszudrücken, daß die Auszahlung der convenirten Summe von 2405 Fl., welche die dieſſeitigen doppelt Präbendirten zu fordern haben, nunmehr, da durch die von dem Kaiſerlich-Königlich-Oeſterreichiſchen Hofe zugeſicherte Zahlung die Mittel dazu flüſſig werden, nicht länger beanſtandet werden möge.

Kurheſſen. Da bekanntlich Kurheſſen niemals Beiträge zu der Suſtentationscaſſe zu leiſten hatte, demnach die ganze Anſtalt ihm fremd geblieben iſt, ſo wird es nur über die wenigen Puncte ſich zu erklären haben, worüber vor der definitiven Beendigung des ganzen Geſchäfts noch Vorſorge zu treffen iſt.

Dahin gehören die Verfügung über die Acten und den Caſſenbeſtand, und die Uebereinkunft über die Penſionirung der dabei angeſtellten Individuen. Was nun

1) die Acten der Subdelegations-Commiſſion betrifft, ſo tritt man dem Schlußantrage des Herrn Referenten im §. 28 vollkommen bei.

2) Der nach vollendeter Abrechnung mit Oeſterreich am 30. November dieſes Jahres ſich ergebende Caſſenbeſtand, würde ſich, da eigentlich niemand rechtliche Anſprüche daran zu machen hat, vorzugsweiſe dazu eignen, um als eine, ein für allemal abzureichende, Gratification zwiſchen dem Geheimen Rath Rieff und dem Secretär Gravelius nach dem Verhältniſſe ihres fixen Gehalts vertheilt zu werden, ſo daß Erſterer fünf, und Letzterer zwei Siebentheile davon erhielte. Wenn indeſſen die Mehrheit vorziehen ſollte, den eben erwähnten Individuen aus anderweiten Einnahmen Gratificationen oder Penſionen auszuwerfen, ſo dürfte jener Caſſenbeſtand am zweckmäſigſten unter diejenigen der Lüttichſer Suſtentanden zu vertheilen ſeyn, welche durch die Entbehrung der Penſion vom 1. Juni 1815 bis zum 1. Juni 1816 am meiſten gelitten haben.

3) Ueber die Art und Weiſe, wie Seine Königliche Hoheit der Kurfürſt zu den Gratificationen oder Penſionen des Geheimen Raths Rieff und Secretärs Gravelius zu con-

curriren geneigt sind, liegen die Erklärungen bereits vor, und es bedarf nur der Bemerkung, daß, im Falle eine Uebernahme derselben auf die Matrikularcasse nicht einstimmig angenommen werden sollte, die, etwa nach dem Verhältnisse der 17 Stimmen des engern Raths, bewilligten Beiträge nicht aus der Bundescanzlei-Casse werden berichtigt werden dürfen, sondern den Pensionisten besonders ausgezahlt werden müssen, weil sonst diejenigen Bundesstaaten, welche sich diesen Maaßstab nicht gefallen lassen zu wollen erklärt haben, indirect ein Mehreres beitragen würden, als sie beizutragen die Intention haben.

Großherzogthum Hessen. Die Großherzogliche Gesandtschaft ist beauftragt, über den vorliegenden Gegenstand folgende Erklärung abzugeben:

Bei den Anträgen in den §§. 25 bis 28 des Commissionsvortrags vom 12. Juli d. J., findet man Großherzoglich-Hessischer Seits nichts zu erinnern.

Wegen der Lütticher Sustentanden (§. 22) stimmt man ebenfalls dem Vorschlage des Herrn Referenten bei, aus den daselbst angeführten Gründen, und weil der Vorschlag des früheren Herrn Referenten (§. 20, S. 591) solche, die gar nicht verpflichtet sind, belästigen würde.

Was endlich die zwei Pensionäre, den Geheimen Rath von Rieff und den Secretär Gravelius (§. 23), betrifft, so stimmt man nunmehr für die Vertheilung nach dem Matrikular-Maaßstabe (aus den in dem Commissionsvortrage angeführten Gründen, namentlich wegen des Beschlusses vom 20. August 1818). Man kann jedoch bei denjenigen Regierungen, welche sich der Mehrheit nicht anschliessen wollen, eine Verpflichtung zur Theilnahme darum nicht erkennen, weil diese Pensionen nicht als Forderungen strenger Gerechtigkeit betrachtet werden, sondern allgemein als Resultat einer billigen Rücksicht anerkannt sind.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: wolle seine Abstimmung in der nächsten Sitzung nachtragen.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Mit dankbarer Anerkennung der eben so klaren als gründlichen Uebersicht dieser Angelegenheit, wie solche in dem Commissionsberichte, §. 140 des Protokolls der 21. Sitzung vom 12. Juli 1823, enthalten ist, tritt diesseitige Gesandtschaft

ad IV «Angabe derjenigen Gegenstände, welche noch zu beseitigen sind, um die transrhenanische Sustentationsanstalt auflösen zu können»,

sämmtlichen in den §§. 22 bis incl. 28 von der verehrlichen Commission gemachten Vorschlägen bei.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte ist ermächtigt, den Anträgen des in der 21. Sitzung von dem Königlich-Sächsischen Herrn Bundestagsgesandten abgelegten gründlichen Vortrags beizutreten, auch für die Bewilligung

der, §. 23 desselben erwähnten Pensionen, nach dem in der provisorischen Matrikel vom Jahre 1818 angenommenen Maaßstabe der Vertheilung, zu stimmen.

Braunschweig und Nassau: behält sich seine Abstimmung vor.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff der aus der transrhenanischen Sustentationssache annoch zur Beseitigung vorliegenden Puncte, welche sich in den §§. 22, 25, 26, 27 und 28 des von dem Königlich-Sächsischen Herrn Bundestagsgesandten in der dießjährigen 21. förmlichen Sitzung gehaltenen umfassenden Vortrags (Beilage sub Ziff. 16 ad §. 140 Protocolli) aufgeführt befinden, hat der Großherzoglich-Mecklenburgische Bundestagsgesandte den sämmtlichen Vorschlägen des Herrn Referenten beizutreten. Was nun die Pensionirung des bei der Sustentationsanstalt beschäftigten Personals (§. 23 des Referats) betrifft, so hat Gesandter sich dahin zu äussern:

daß seine höchsten Committenten Ihre in der diesseitigen frühern Erklärung (23. Sitz. 1820, §. 134) enthaltene Zustimmung zur Ausnahme, welche eine freie allgemeine Einigung voraussetzt, wiederholen, jedoch, für den Fall nicht zu erreichender solcher Einigung, Ihres Theils zur Beseitigung jenes Pensionspuncts sich für matrikularmäßigen Beitrag erklären.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Der Gesandte ist ermächtigt, den Anträgen des für diese Angelegenheit bestellten Herrn Referenten beizutreten; namentlich also auch, sich damit einverstanden zu erklären, daß der Ueberschuß der Sustentationscasse zur fernern theilweisen Befriedigung der hülfsbedürftigen Lütticher Sustentanden verwandt werde.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe, und Waldeck. In Betreff derjenigen Puncte, über welche, nach dem in der 21. dießjährigen Sitzung erstatteten umfassenden Vortrage, vor Auflösung der transrhenanischen Sustentationsanstalt, noch definitive Beschlüsse gefaßt werden müssen, bin ich bis jetzt mit folgenden Instructionen versehen worden; und muß mir vorbehalten, die zwei noch abgehenden nachzubringen.

Hohenzollern-Sigmaringen: 1) In Hinsicht auf die Rückstandsforderung der Lütticher Sustentanden, sind Seine Hochfürstliche Durchlaucht mit dem Antrage des Herrn Referenten dahin einverstanden, daß dieselben abgewiesen werden, indem sie ihre Befriedigung weder von der Sustentationscasse, noch von dem Bunde, sondern allein von der Königlich-Niederländischen Regierung zu erwarten haben.

Aus eben diesem Grunde können Seine Hochfürstliche Durchlaucht Sich mit dem weitern Antrage nicht vereinigen, daß der Ueberschuß der Sustentationscasse an diese Pensionisten abgegeben werde. Alle Verpflichtungen der Casse haben mit dem 1. Juni 1815

aufgehört, und so lange noch andere Ansprüche aus derselben zu berichtigen sind, kann der Ueberschuß nicht für einen ganz fremden Zweck hingegeben werden.

2) Das bei der Sustentationsanstalt beschäftigte Personale hat dieses Geschäft in der Eigenschaft einer zeitlichen und vorübergehenden Commission behandelt. Commissarien haben für ihre Geschäftsführung, bei vieler Anstrengung und ungewöhnlicher Arbeit, wohl eine ausserordentliche Belohnung, niemals aber eine Pension zu erwarten.

Seine Hochfürstliche Durchlaucht finden billiges Bedenken, für eine fortdauernde Pensionszahlung, oder die Capitalisirung derselben, Sich zu erklären, da nicht der mindeste Zahlungsgrund vorhanden ist, und den Unterthanen noch viele andere Lasten aus der frühern Zeit obliegen, deren sie nicht enthoben werden können.

Dagegen sind Höchstdieselben der Ansicht, daß der Ueberschuß der Sustentationscasse an die Mitglieder der Commission und die Witwe Grünfieser verhältnißmäßig ausgetheilt werde, wodurch dem einzig möglichen Anspruche einer ausserordentlichen Gratification Genüge geschieht, ohne zu weiteren Auflagen schreiten zu müssen.

Sollte von mehreren Seiten für eine Zahlungsverbindlichkeit sich erklärt werden, so will man gegen jede entgegenstehende Forderung aus dem Beschlusse der Mehrheit sich hiermit verwahren, und weitere Aeusserung vorbehalten.

3) Wegen der Verfügung über die Acten und deren künftige Verwahrung, ist gegen den Antrag des Herrn Referenten nichts zu bemerken.

Liechtenstein: Die transrhenanische Sustentation betreffend, haben mich Seine Durchlaucht instruirt, in Hinsicht der Forderungen der Lütticher, und der Verfügung über die Acten, der Ansicht des Herrn Referenten beizutreten. Wegen Pensionirung der Sustentations-Commissions-Beamten verbleiben Höchstdieselben bei dem in der 37. Sitzung am 21. December 1820 (§. 217, S. 668) abgegebenen Curiat-Voto, und glauben, daß die Mehrheit diesen Gegenstand nicht entscheiden könne, vielmehr die Einwilligung aller Stimmen dabei nothwendig sey.

Reuß jüngerer Linie: Auf den in der 21. Sitzung dieses Jahres (Protokoll S. 551) erstatteten Vortrag des Königlich-Sächsischen Herrn Bundestagsgesandten, genehmigen Ihre Hochfürstliche Durchlauchten, daß der Lütticher höhern Geistlichkeit der in der Sustentationscasse bleibende Ueberschuß zu einiger Unterstützung und Entschädigung angewiesen werde. Was die Anträge des Geheimen Raths von Rieff und des Secretärs Gravelius anlangt, so inhäriren Höchstdieselben dem abgelegten Curiat-Voto (Prot. 1820, S. 668), glauben jedoch darauf bestehen zu müssen, daß die Beiträge zu ihrer Abfindung nicht nach den Bundestagsstimmen, sondern nach dem Matrikelfuße aufgebracht werden, und daß der Beschluß hierüber nicht nach der Stimmenmehrheit, sondern nur per unanimia zu fassen sey.

Rücksichtlich der Frage: welche Bestimmung über die zu dieser Angelegenheit gehörigen Acten zu treffen sey? stimmen Höchstsie für die Genehmigung des vom Herrn Referenten geschehenen Antrags, daß solche mit Verzeichniß an die Bundescanzlei abzugeben und dort beizulegen seyen.

Schaumburg-Lippe: Seine Hochfürstliche Durchlaucht treten über den ersten zur Instruction ausgesetzten Punct, nämlich die Lüttticher Sustentanden betreffend, dem abweisenden Voto des Herrn Referenten völlig bei.

Was den zweiten Punct — die Pensionirung der Beamten — betrifft, so ist schon früher anerkannt, daß dazu keine Verbindlichkeit vorhanden seyn kann. Seine Durchlaucht wollen zwar Ihrerseits von Ihrer frühern deßfallsigen Ansicht nicht abgehen, glauben aber, daß die Entscheidung dieser Sache nicht von der Majorität abhängen könne. Da jedoch eine Bezahlung nach der Matrikel auch nur beschlossen werden kann, wenn alle Höfe einstimmen, indem sonst der Maaßstab wegfallen würde, so versteht sich von selbst, daß man an die diesseitige Bewilligung auch nur dann gebunden seyn kann, wenn solche allgemein erfolgen sollte.

Lippe: Seine Durchlaucht genehmigen in der transrhenanischen Sustentationssache ad 1 und 3 die Ansicht des Herrn Referenten wegen der zu bewilligenden 1,450 Fl. Pension und wegen der Disposition über die Acten, und schliessen Sich, wegen der Unerheblichkeit des Gegenstandes, jedoch ohne Consequenz für künftige Fälle, auch dann der Mehrheit an, falls, gegen die Voraussetzung der 16. Stimme (pag. 602 der dießjährigen Bundestags-Protokolle), wegen der Repartition der Beiträge nach der Bundesmatrikel, solche auf die Bundescanzlei-Casse übernommen würden.

Waldeck: Seine Hochfürstliche Durchlaucht treten, in Ansicht der Lüttticher Sustentanden und der Verfügung über die Acten der Sustentationsanstalt, dem Vortrage des Herrn Referenten bei, inhäriren aber in Betreff der Beamten dem zuletzt in der 37. Sitzung vom 21. December 1820 (§. 217, S. 668) abgegebenen Voto; es wäre denn, daß alle andern Bundesfürsten in die Uebernahme auf die Bundescanzlei-Casse einwilligten und dieser Fall nicht zur Consequenz gezogen werden soll.

Die freien Städte. Der Gesandte der freien Städte ist angewiesen, sowohl dem Vorschlage des Herrn Referenten beizutreten, daß die noch in der Casse zurückbleibende Summe zur Unterstützung der bedürftigsten unter den Lüttticher Reclamanten verwandt werde, als auch allen übrigen Puncten beizustimmen, welche zur förmlichen Beendigung dieser Angelegenheit in Antrag gebracht worden sind. Was die Pensionirung des Geheimen Raths von Rieff und des Secretärs Gravelius betrifft; so bezieht der Gesandte sich auf die in der 28. Sitz.

des Jahres 1820 gemachte Erklärung, welche die Bereitwilligkeit der freien Städte beweist, auf jede Art, über welche man sich vereinigen kann, zu diesem Zwecke beizutragen.

Man kam hierauf überein, die noch abgängigen Vota abzuwarten.

§. 152.

Vorstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäßig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betreffend.

(21. Sitz. §. 142 d. J.)

Ferner eröffnete Präsidium — in Folge Beschlusses vom 12. Juli dieses Jahres (§. 142) — das Protokoll zu den nachträglichen Abstimmungen über die Reclamation des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäßig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betr.

Preussen. Da Preussen über die Gräflich-Hallbergische Rentensache, in Folge des Beschlusses vom 12. October 1818, und so weit es derselbe erforderte, vor länger als vier Jahren, nämlich am 6. Mai 1819, abgestimmt hat; so würde für den Königlichen Gesandten zu einer, denselben Gegenstand betreffenden, ferneren Aeusserung bei gegenwärtiger Gelegenheit keine Veranlassung statt finden, wenn nicht aus der in der 14. Sitzung des Jahres 1820 zu Protokoll gegebenen Königlich-Würtembergischen Abstimmung hervorginge, daß und in welcher Art der Sinn jener diesseitigen Erklärung, und namentlich derjenigen Sätze, womit dieselbe schließt, ungeachtet der Klarheit ihrer Fassung, mißverstanden und unrichtig ausgelegt worden ist.

Die erwähnten Schlußsätze lauten, wie folgt:

&c. «Nachdem übrigens der Beschluß vorausgegangen ist, daß diejenigen Deutschen «Höfe, welche die im Jahre 1802 bis 1803 bestandene ausserordentliche Reichsdepu«tation gebildet haben, über den Sinn des §. 24 des Reichsdeputations-Hauptschlusses «sich erklären mögen, und dieß nur in der Absicht geschehen, um jenen Sinn auſſer «Zweifel zu setzen, so kann dieser Zweck zu einer practischen Folge nur «dadurch erreicht werden, daß auch alle übrigen Bundesstaaten sich darüber erklären».

«In diesem Zusammenhange hält es der Königlich-Preussische Hof für unbedenklich, «daß die Bundesversammlung zu autorisiren sey, mit Rücksicht auf die Erklärungen «der Mitglieder der vormaligen ausserordentlichen Reichsdeputation, die gedachte Stelle «des Reichsdeputations-Hauptschlusses authentisch zu interpretiren».

In der Königlich-Würtembergischen Abstimmung (pag. 58 und 59 des Protokolls des Jahres 1820) werden bei Darstellung des Ganges der früheren hiesigen Verhandlungen

über die Sache, die eben allegirten diesseitigen Aeusserungen mit der, am 22. März 1819 abgegebenen, Königlich-Hannöverischen Abstimmung in nähere Verbindung gebracht und zugleich in Gegensatz gestellt.

Aus der letztern nämlich führt der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte die Behauptung an:

«daß die Rechtmäßigkeit der Ansprüche des Grafen von Hallberg aus den Worten «des Reichsdeputations-Schlusses §. 24 ꝛc. so klar hervorgehe, daß es gar keiner «authentischen Erklärung jenes Reichsgesetzes bedürfe, sondern Seine Majestät der «König von Würtemberg in Ihrer Gerechtigkeitsliebe, sowohl aus eigener Bewegung, «als mit Berücksichtigung der Verwendung der Bundesversammlung, die in Frage «stehenden Puncte einer nochmaligen Erörterung unterziehen würden, und wenn, «wie sich nicht bezweifeln lasse, diese Ihnen die Ueberzeugung verschaffen werde, daß «durch das Erkenntniß des Oberappellationsgerichts dem Reichsdeputations-Schlusse «geradezu entgegen gesprochen worden sey, Sich durch die in diesem Falle nur schein«bare Rechtskraft jenes Erkenntnisses nicht abhalten lassen würden, dem Grafen von «Hallberg zu seiner reichsdeputationsschlußmäßigen Entschädigung zu verhelfen, und «dadurch die Bundesversammlung aller ferneren auf die Garantie jenes Reichsgesetzes «gestützten Verwendung zu überheben».

«Hingegen» — fährt der Königlich-Würtembergische Herr Gesandte fort — «macht die Königlich-Preussische Abstimmung die vollkommen loyale Bemerkung, daß «der Zweck, den Sinn des §. 24 des Reichsdeputations-Hauptschlusses ausser Zweifel «zu setzen, zu einer practischen Folge nur dann erreicht werden könne, wenn «alle übrigen Bundesstaaten sich (natürlich gleichmäßig) darüber erklärten ꝛc.»

Bei dieser Entgegensetzung der Königlich-Hannöverischen und der diesseitigen Erklärung gewinnt es den unrichtigen Anschein, als sey dasjenige, was man diesseits unter dem Ausdrucke:

«practische Folge»

verstanden hat, eben die Königlich-Hannöverischer Seits bezeichnete Wirkung, welche die gegenwärtige Bundestagsverhandlung, oder als ihr Resultat, eine nochmalige Erörterung jener, den Grafen Hallberg betreffenden, reichsgesetzlichen Bestimmung auf jenes Erkenntniß des Königlich-Würtembergischen Obertribunals, oder auf die Entschliessung Seiner Majestät des Königs von Würtemberg haben könne.

Jede Hindeutung auf eine solche Wirkung oder practische Folge ist aber der diesseitigen Abstimmung schon um deßwillen ganz fremd, weil sie sich strenge an die Aufgabe des

Beſchluſſes vom 12. October 1818 hält, in welchem von irgend einer Wirkung der zu ertheilenden authentiſchen Interpretation gar nicht die Rede iſt.

Der Königlich-Preuſſiſche Hof wollte am Schluſſe ſeiner Abſtimmung erklären:

1) Der Bundestagsbeſchluß vom 12. October 1818 verlange von denjenigen Deutſchen Höfen, welche die im Jahre 1802 bis 1803 beſtandene auſſerordentliche Reichsdeputation gebildet hätten, eine Erklärung darüber, in welchem Sinne ſie bei Entwerfung des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes den §. 24 deſſelben genommen hätten. Die Erklärung jener Höfe gäbe aber noch keine wirkliche authentiſche Interpretation, welcher man, als für den ganzen Bund geltend, practiſche Folge einräumen könne.

2) Für den Zweck einer im Namen des Bundes geltenden Interpretation, ſey auch eine theilnehmende Erklärung der übrigen Bundesſtaaten nöthig;

3) dieß geſchehe, wenn die Bundesverſammlung überhaupt autoriſirt würde, mit Rückſicht auf die von den unter Num. 1 gedachten Höfen abzugebenden Erklärungen, die Stelle des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes authentiſch zu interpretiren; und

4) in dieſem Zuſammenhange halte Preuſſen eine ſolche Autoriſation für unbedenklich.

Der Königliche Geſandte hätte mit der hier gegebenen Erläuterung ſeiner am 6. Mai 1819 erfolgten Abſtimmung, zur Berichtigung des Würtembergiſcher Seits ſtatt findenden Mißverſtändniſſes, früher ſchon öffentlich hervortreten können. Er zog es aber vor, dieſe Erläuterung, zunächſt nur im Wege vertraulicher Mittheilung, unterm 25. Januar 1821 an den damaligen Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Präſidialgeſandten, Herrn Grafen von Buol-Schauenſtein, zur einſtweiligen Kenntnißnehmung gelangen zu laſſen, damit bei künftiger Schlußziehung eventuell der geeignete Gebrauch davon gemacht werden könne, und inzwiſchen dem entſtandenen Mißverſtändniſſe durch kein dieſſeitiges Stillſchweigen bei Einem hochverehrlichen Präſidio etwa Nahrung gegeben werden mögt. Dieſen Gegenſtand nunmehr auch öffentlich zur Sprache zu bringen, hält indeſſen der Königliche Geſandte um ſo weniger für überflüſſig, als er noch ausdrücklich hinzufügen zu müſſen glaubt, daß die in der Abſtimmung vom 6. Mai 1819 ausgeſprochene Anſicht ſeines allerhöchſten Hofes noch gegenwärtig in ihrem ganzen Umfange unverändert eben dieſelbe iſt; woraus, der obigen Erläuterung gemäß, weiter folgt,

a) daß die Aufrechthaltung des Beſchluſſes vom 13. October 1818 Preuſſiſcher Seits als nothwendig und unzweifelhaft angenommen, auch

b) die Autoriſation der Bundesverſammlung zu der mehrgedachten authentiſchen Interpretation in der angegebenen Art gewünſcht, keineswegs aber ſchon jetzt

c) irgend ein Urtheil darüber auszuſprechen beabſichtigt wird, ob die zu ertheilende Interpretation in practiſche Anwendung kommen und welche Wirkung ſie überhaupt auf die

Gräflich-Hallbergiſche Rentenſache haben könne; was in dem gedachten Beſchluſſe ganz unbeſtimmt gelaſſen, ja nicht einmal erwähnt worden iſt, daß vielmehr

d) wenn erſt die gewünſchte Interpretation wirklich ertheilt worden, dem Ermeſſen des Grafen Hallberg lediglich anheim geſtellt bleibe, welchen Gebrauch er von derſelben machen wolle, und ob und in welcher Art er dazu noch die fernere Unterſtützung der Bundesverſammlung in Anſpruch nehmen zu können glaube, welche letztere ein hierauf zu richtendes etwaiges neues Geſuch demnächſt einer neuen Prüfung zu unterwerfen und in Gemäßheit derſelben ferner zu beſchlieſſen haben, in keinem Falle jedoch ſich dadurch veranlaßt finden dürfte, das gegen die Gräflich-Hallbergiſche Rentenforderung ergangene Erkenntniß des Königlich-Würtembergiſchen Obertribunals, ſo weit daſſelbe rechtskräftig geworden iſt, der ertheilten Interpretation unterzuordnen.

Kurheſſen: wolle ſich das Protokoll noch offen behalten.

Dänemark, wegen Holſtein und Lauenburg: wolle noch die übrigen Abſtimmungen abwarten.

Braunſchweig und Naſſau: ſey noch nicht inſtruirt.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: deßgleichen.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: wie Oeſterreich und Hannover.

Die freien Städte. Der Geſandte der freien Städte iſt angewieſen, dem in der 13. Sitzung vorigen Jahres abgelegten Großherzoglich-Heſſiſchen Votum beizutreten, und aus den in demſelben angeführten Gründen ſich für die Abweiſung des Reclamanten zu erklären.

Präſidium: wolle die noch rückſtändigen Abſtimmungen abwarten, um Entwurf Concluſi vorzulegen.

§. 153.

Geſuch der Prälaten und Ritterſchaft des Herzogthums Holſtein, um Vermittlung wegen Wiederherſtellung ihrer landſtändiſchen Verfaſſung, und insbeſondere ihrer Steuergerechtſame.

(20. Sitz. §. 129 d. J.)

Präſidium: wolle zu den, in der 20. dießjährigen Sitzung vorbehaltenen, nachträglichen Abſtimmungen jener Geſandtſchaften, welche ſich damals wegen Mangels an Inſtruction ihrer höchſten Höfe über das Geſuch mehrerer Prälaten und Ritterſchaftsmitglieder des Herzogthums Holſtein noch nicht geäuſſert hätten, das Protokoll öffnen.

Königreich Sachſen. Der Geſandte hat in der 20. dießjährigen Sitzung ſich die Einholung einer Inſtruction ſeines allerhöchſten Hofes, zur Abſtimmung über das Geſuch der Prälaten und Ritterſchaft des Herzogthums Holſtein, um Vermittlung wegen Wiederher-

ſtellung ihrer landſtändiſchen Verfaſſung, und insbeſondere ihrer Steuergerechtſame, vorbehalten. Dieſer nunmehr ertheilten Inſtruction zufolge, ſtimmt derſelbe anjetzt dahin:

da ſowohl aus der Erklärung der Königlich-Däniſchen Geſandtſchaft, als aus der eignen Eingabe der Reclamanten ſattſam erhelle, daß im Herzogthume Holſtein eine landſtändiſche Verfaſſung in anerkannter Wirkſamkeit weder dermalen beſtehe, noch zur Zeit des Abſchluſſes der Wiener Schlußacte beſtanden habe, ſo würden dieſelben mit ihrem auf den 56. Art. dieſer Acte gegründeten Suchen abzuweiſen und hinſichtlich des dagegen vorhandenen Falles einer dem Herzogthume nach dem 13. Art. der Bundesacte und dem 54. und 55. Art. der Wiener Schlußacte von neuem zu gebenden landſtändiſchen Verfaſſung, auf die von der Königlich-Däniſchen Geſandtſchaft abgegebene Erklärung über die deßhalb bereits ausgeſprochene Abſicht ihres Hofes, unter Beifügung der in dem Präſidial-Voto gedachten Verſicherung über die Fürſorge der Bundesverſammlung für die Erfüllung der dießfallſigen Verbindlichkeit, zu verweiſen ſeyn.

Hannover. Der Königliche Geſandte, Herr von Hammerſtein, bezieht ſich auf das in der 20. Sitzung abgegebene von Seiner Königlichen Majeſtät genehmigte Votum.

Würtemberg. Die Königliche Bundestagsgeſandtſchaft, welche über das von Seiten der Prälaten und Ritterſchaft des Herzogthums Holſtein an die hohe Bundesverſammlung gerichtete Geſuch, um Vermittlung wegen Erhaltung und Herſtellung ihrer landſtändiſchen Verfaſſung ꝛc., ſich ihre Erklärung vorbehalten hatte, iſt angewieſen worden, dieſelbe nunmehr dahin abzugeben:

Da über die Art und Weiſe, wie dermalen die Reclamation der Prälaten und Ritterſchaft des Herzogthums Holſtein ihre Erledigung erhalten ſoll, durch die vorliegende Mehrheit der Stimmen bereits entſchieden worden iſt; ſo findet man keinen weitern Anlaß zu einer die Schlußziehung aufhaltenden Erörterung der dieſſeitigen Anſichten des Gegenſtandes; theilt übrigens das in dem Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Antrage ausgeſprochene Vertrauen in die Erklärung Seiner Majeſtät des Königs von Dänemark eben ſo vollkommen, als man die den Reclamanten auszudrückende Zuſicherung begründet findet, es werde die Bundesverſammlung, nach den in dem 54. und den folgenden Artikeln der Schlußacte enthaltenen Beſtimmungen, über Erfüllung der darin näher bezeichneten Verbindlichkeiten zu wachen wiſſen.

Kurheſſen. Kurfürſtliche Geſandtſchaft ſey durch die immittelſt erhaltene Inſtruction angewieſen, ſich über den befragten, in den vorhergehenden Verhandlungen bereits umſtändlich erörterten, Gegenſtand, wie hier folgt, zu äuſſern:

Da der Artikel 55 der Wiener Schlußacte den ſouverainen Fürſten der Bundesſtaaten überlaſſe, die inneren Landesangelegenheiten, mit Berückſichtigung ſowohl der früher geſetzlich

bestandenen ständischen Rechte, als wie der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse selbst zu ordnen, und Seine Majestät der König von Dänemark als Herzog von Holstein durch die Königliche Gesandtschaft in der 20. Sitzung dieses Jahres eine dem Inhalte dieses Artikels gemäße Erklärung hätten abgeben lassen, wodurch die Bitte der Reclamanten vollkommen erledigt erscheine; so seyen die Anträge derselben lediglich zurückzuweisen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte habe, erhaltener höchster Instruction gemäß, der von der Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Präsidialgesandtschaft in der 20. Sitzung erfolgten Abstimmung im Wesentlichen beizutreten, und dem zufolge dahin zu stimmen, daß die von Seiner Majestät dem Könige von Dänemark durch Allerhöchstihre Gesandtschaft gegebene Erklärung — nach welcher «zwar die alte Verfassung im Holsteinischen nicht in Wirksamkeit, mithin die Berufung «der Reclamanten auf den 56. Artikel der Schlußacte unstatthaft sey, Seine Majestät «aber, in genauer Erfüllung des 13. Art. der Bundesacte, dem Herzogthume Holstein «eine Verfassung geben würden, welche, nach dem 55. Artikel der Schlußacte, die älteren «Rechte möglichst berücksichtigen und den gegenwärtigen Zeitverhältnissen angepaßt seyn «würde» — den Reclamanten zu ihrer Beruhigung zu eröffnen, und sie dabei anzuweisen wären, dieser Verfassung vertrauensvoll entgegen zu sehen, hingegen aber versichert zu seyn, daß die hohe Bundesversammlung, innerhalb der Gränze ihres Wirkungskreises, nach dem 54. Artikel der Schlußacte, über die Erfüllung jener Verbindlichkeit zu wachen wissen werde.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Da sich die Mehrheit der hohen Theilhaber der 15. Curie in dem Falle befindet, daß bei ihr ein mehrfaches specielles Interesse hinsichtlich der hier angebrachten Beschwerde angenommen werden kann, hat die Gesandtschaft den Wunsch auszudrücken, sich bei der Abstimmung über diese Angelegenheit des Voti für die Curie enthalten zu dürfen. Die Gesandtschaft thut solches unter der Bemerkung, daß das Herzogliche Gesammthaus Anhalt mit der im Kaiserlich-Oesterreichischen Voto ausgesprochenen Ansicht einverstanden ist.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte. Was den von dem Herrn Bundestagsgesandten der 15. Curie ausgedrückten Wunsch betrifft, sich in diesem speciellen Falle der Abstimmung für die Curie enthalten zu dürfen, so wird sich die verehrliche hohe Versammlung wohl bereitwilligst dahin vereinigen, daß in diesem besondern Falle dem geäusserten Verlangen entsprochen werde.

Im Allgemeinen, ganz abgesehen von dem gegenwärtigen Falle, und für die Zukunft, dürfte es der reifern Erwägung würdig seyn, und dem Ermessen unserer hohen Committenten anheim gestellt bleiben, ob in einer Versammlung, in welcher verfassungsmäßige Beschlüsse nur durch eine festgesetzte Stimmenanzahl gefaßt werden, sich eine oder mehrere der

Abstimmung enthalten können, und ob, bei gemischten Curien, auch dann, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder nicht abzustimmen Veranlassung erhalten, das Stimmrecht derjenigen, die davon Gebrauch machen wollen, zu ruhen habe?

Seine Majestät der Kaiser glauben nach dem Begriffe, welchen Allerhöchstdieselben von dem Deutschen Föderativ-Systeme gebildet haben, in Ihrem Stimmrechte auch die Verpflichtung begründet, in allen Fällen, in welchen es sich um Bundesverhältnisse und um Anwendung der Bundesgesetze handelt, frei und unumwunden Ihre Meinung auszusprechen, auch selbst dann, wenn specielle Verhältnisse die Ausübung jener Verpflichtung schwierig machen sollten.

Uebrigens würde es dermalen keinem Anstande unterliegen, über die Reclamation der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft den Beschluß nach der Stimmenmehrheit zu ziehen, wenn dem Präsidio nicht im Laufe des gestrigen Tages, durch ein eigends an dasselbe gerichtetes Schreiben des Hrn. Raths Schlosser, eine nachträgliche Eingabe der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, betreffend die von dem Königlich-Dänischen Herrn Gesandten in Hinsicht auf diesen Reclamationsgegenstand abgegebene Erklärung, mit der ausdrücklichen Bitte übersendet worden wäre, hievon der hohen Bundesversammlung noch vor der Fassung des deßfälligen Beschlusses Kenntniß zu geben.

Die bisherige Geschäftsobservanz geht zwar dahin, daß die im Laufe der Woche vorkommenden Eingaben erst am Schlusse jeder Sitzung zur Kenntniß der Versammlung gebracht werden.

Hinsichtlich des vorliegenden ausdrücklichen Gesuches, glaubt sich das Präsidium jedoch berufen und verpflichtet, der hohen Versammlung von dieser Eingabe schon dermalen Kenntniß zu geben, und es dem Ermessen derselben zu überlassen, ob diese Eingabe als ein Nachtrag zu der frühern vor der Schlußfassung gleich itzt zum Vortrage gebracht werden soll, oder an die aufgestellte Eingaben-Commission zu Erstattung eines Gutachtens zu leiten sey, und ob in einem oder dem andern Falle hierdurch die Schlußfassung über die frühere Eingabe sistirt werden wolle?

Oesterreich. Nach der bestehenden Geschäftsordnung fordert jede neue Eingabe neue Erwägung; diese muß nothwendig neue Abstimmungen zur Folge haben, und aus diesen muß der Beschluß gezogen werden. Die reif erwogenen Abstimmungen, welche in der Holsteinischen Verfassungsfrage in der 20. und in der heutigen Sitzung abgegeben worden sind, gründen sich auf die Instruction, welche durch die ausführliche Denkschrift der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft veranlaßt worden sind.

Ohne daher einzugehen in den Inhalt der gestern eingebrachten nachträglichen Eingabe der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft, glaubt die Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandtschaft nicht, daß diese auf den itzt über die erste Eingabe nach den vorliegenden Ab-

stimmungen zu fassenden Beschluß effectum suspensivum haben, wohl aber daß diese Eingabe nicht unberücksichtigt bleiben könne, sondern der Reclamations-Commission zur ordnungsmäßigen Erörterung zugemittelt werden müsse.

Durch neue Gründe würde unbezweifelt ein früherer Bundesbeschluß Aenderung erleiden können; aber nicht angemessen erscheint es, nachdem ein Gegenstand während eines Jahres in Verhandlung bei dieser hohen Versammlung ist, durch ein wenige Stunden vor der festgesetzten Beschlußfassung angebrachtes Einschreiten den Beschluß aufhalten und den geordneten Geschäftsgang der Versammlung hemmen zu wollen.

Bei der hierauf angestellten Umfrage, äusserten sich

Preussen, Baiern, Sachsen: wie Oesterreich.

Hannover. Der Königlich-Hannöverische Herr Gesandte äusserte: es komme, seiner Ansicht nach, allein auf den Inhalt der Eingabe an. Sey diese in unangemessenen Ausdrücken abgefaßt, oder eine die Würde der Höfe und ihrer Repräsentanten verletzende Critik enthaltend; so würde sie gleich zurückzugeben seyn. Sey der Inhalt irrelevant; so werde sie ad acta zu nehmen, und der Beschluß nicht darnach aufzuhalten seyn.

Wenn aber eine solche Eingabe nicht in unangemessener Fassung erscheine, und factische oder rechtliche Aufklärungen oder Gründe enthalte, die auf die in den bisherigen Verhandlungen vorgekommenen Erörterungen einen Einfluß haben könnten; so sey seines Erachtens eine solche Eingabe vor dem zu fassenden Beschlusse in Berathung zu ziehen. Ob und wie weit solches in Hinsicht der angezeigten Eingabe der Fall sey? könne nicht beurtheilt werden, wenn man den Inhalt derselben nicht kenne.

Baden. Der Großherzoglich-Badische Herr Gesandte war der Ansicht, daß es gar nicht auf den Inhalt der vorliegenden Eingabe ankomme. Nach dem seither bei der hohen Bundesversammlung beobachteten Gebrauch, seyen Eingaben von Privaten, die eine directe Widerlegung der von den Höfen abgegebenen Erklärungen enthielten, nicht nur wegen ihrer Irrelevanz, oder wegen ihres, die Würde der Höfe und ihrer Repräsentanten verletzenden Inhaltes zurückgewiesen worden, sondern vorzüglich deßhalb, weil man es im Allgemeinen, und abgesehen von dem Inhalte und der Fassung solcher Eingaben, für unpassend hielt, wenn die höchsten Bundesregierungen in einen förmlichen Schriftenwechsel mit Privaten verflochten würden. Nicht zu läugnen sey es, daß hierdurch die Verhandlungen dieser hohen Versammlung das Ansehen eines gerichtlichen Verfahrens gewinnen müßten, und daß, wollte man auf diesem Wege fortgehen, nach und nach eine Procedur eingeführt werden würde, die sicher nicht im Sinne der Stifter des hohen Deutschen Bundes gelegen habe. — Werde demnach durch die in Frage stehende Eingabe eine (bloß raisonnirende) Widerlegung oder Critik einer in dieser hohen Versammlung abgegebenen Abstimmung beabsichtigt, so könne sie ohnedieß nicht in

Betracht kommen; müsse sie aber als eine, neue Thatsachen und Ausführungen enthaltende, Eingabe betrachtet werden, so mache sie, nach dem, was von dem Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen präsidirenden Herrn Gesandten hierüber bemerkt worden sey, eine neue Verhandlung der Bundesversammlung nothwendig. In dem einen, wie in dem andern Falle, könne kein Grund gedacht werden, weßhalb die formelle Beschlußziehung aus den nach Lage der Acten zu Protokoll gegebenen Erklärungen der Höfe, die ja bereits einen materiellen, von den fernern Berathungen der Bundesversammlung unabhängigen Beschluß bildeten, aufgehalten werden solle.

Alle übrigen Stimmen traten dem Oesterreichischen Voto bei; daher

Beschluß:

1) Da die hohe Bundesversammlung aus den bisherigen Verhandlungen die Ueberzeugung erlangt hat, daß die alte Verfassung in Holstein in anerkannter Wirksamkeit nicht bestehe, so werden die reclamirenden Holsteinischen Prälaten und Ritterschaftsmitglieder mit ihrem Gesuche und ihrer Berufung auf den 56. Artikel der Wiener Schlußacte, als unstatthaft, abgewiesen; den Reclamanten wird jedoch zu ihrer Beruhigung eröffnet, daß Seine Majestät der König von Dänemark, nach der durch Allerhöchstihre Bundestagsgesandtschaft wiederholten Erklärung, dem Herzogthume Holstein eine Verfassung zugesichert haben, welche, nach dem Artikel 55 der Schlußacte, die älteren Rechte möglichst berücksichtigen und den gegenwärtigen Zeitverhältnissen angepaßt werden soll.

Die hohe Bundesversammlung weiset zugleich die reclamirenden Prälaten und Ritterschaftsmitglieder an, dieser Verfassung mit jenem Vertrauen entgegen zu sehen, welches die unumwundene Erklärung Seiner Majestät des Königs bei treu ergebenen Unterthanen nothwendig erzeugen muß; und ertheilt denselben die Versicherung, daß sie, inner der Gränze ihres Wirkungskreises, nach dem 54. Artikel der Schlußacte, über die Erfüllung jener Verbindlichkeit zu wachen wissen werde.

2) Die neueste Eingabe vom 26. dieses Monats (Num. 91) wird der betreffenden Commission zum Vortrage zugestellt, und, daß dieses geschehen, den Reclamanten eröffnet.

§. 154.

Landwirthschaftliche Schriften des Ritters von Heintl zu Wien.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte übergiebt die landwirthschaftlichen Schriften des Ritters von Heintl zu Wien, welche ihm der Verfasser — nach der durch den Beschluß vom 3. Juli laufenden Jahres eingeführten Ordnung — zugestellt habe.

Die vorliegenden Schriften verdienten das billige und dankbare Anerkenntniß der hohen Bundesversammlung, sowohl wegen der ihr von dem Verfasser durch deren Ueberreichung bewiesenen Hochachtung, als auch wegen ihres gemeinnützigen Inhaltes selbst.

Die überreichten Schriften sind:

1) über die Nothwendigkeit und über die Mittel, großer Theuerung der Lebensbedürfnisse und Hungersnoth abzuwehren. Wien 1805.
2) Aufruf an seine Mitbürger zur Vereinigung gegen den eindringenden Holzmangel. Wien 1805.
3) Rede, gehalten bei Eröffnung der ersten allgemeinen Versammlung der K. K. Landwirthschafts-Gesellschaft zu Wien am 30. Jänner 1808.
4) Die Landwirthschaft des Oesterreichischen Kaiserthums. 4 Theile. Wien 1808 bis 1821.
5) Unterricht über die Obstbaumzucht für die Landleute. Wien 1810.
6) Anleitung, den Seidenbau im Freien zu betreiben und mit der üblichen Seidenraupenzucht im Zimmer in eine sehr nützliche Verbindung zu bringen. Wien 1815.
7) Einladung an die Weinpflanzer der Oesterreichischen K. K. Erblande, zur Errichtung einer Rebschule, um Veredlung des Weinbaues und der inländischen Weine zu bewirken. Wien 1817.
8) Ueber die Blattern der Schaafe, derselben Behandlung und Impfung. Wien 1823.

Hierauf wurde

beschlossen:

die verzeichneten Schriften des Ritters von Heintl in die Bibliothek der Bundesversammlung aufzunehmen und dem Verfasser ihren vorzüglichen Dank zu erkennen zu geben.

§. 155.

Lipowsky's Urgeschichten von München.

Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte, Herr von Pfeffel, übergiebt die von dem Königlich-Baierischen wirklichen Centralrathe und Archivar der Stände des Reichs, Felix Joseph Lipowsky, verfaßten Urgeschichten von München, in zwei Bänden, München 1814 und 1815; worauf

beschlossen

wurde, das so eben angezeigte, sehr schätzbare Werk des Königlich-Baierischen Centralraths Lipowsky, welchem der besondere Dank der hohen Bundesversammlung auszudrücken sey, in die Bibliothek derselben abzugeben.

§. 156.

Verfügung gegen den Büchernachdruck, in Folge des Art. 18[d] der Deutschen Bundesacte.

(18. Sitz. §. 112 d. J.)

Kurhessen. Zufolge erhaltener Instruction, vereinige sich die Kurfürstliche Gesandtschaft in der Allgemeinheit mit der von dem Königlich-Baierischen Herrn Gesandten in der 18. Sitzung d. J. vorläufig geäusserten Ansicht, folglich mit den Anträgen, worauf sich diese beziehe, und welche die Anlage zu diesem Protokolle (Z. 10, S. 385 ff.) enthalte, indem sie sich jedoch die weitere Abstimmung ebenfalls vorbehalte.

Diese Abstimmung wurde an die betreffende Commission abgegeben.

§. 157.

Matrikel des Deutschen Bundes.

(21. Sitz. §. 139 d. J.)

Der Herr Gesandte der 15. Stimme für Oldenburg. In Beziehung auf die in der 21. dießjährigen Sitzung vom 12. Juli vorgekommenen Verhandlungen über eine definitive Matrikel des Deutschen Bundes, und über Verlängerung des bisherigen Provisoriums, ist die Gesandtschaft angewiesen, unter Vorbehalt näherer Aeusserung über den ersten Gegenstand, sich über den letztern vorläufig folgendermaßen zu erklären.

Durch den Bundestagsbeschluß vom 20. August 1818 wurde die Matrikel des Bundes vorerst auf die nächsten fünf Jahre, unter der Bestimmung festgestellt und angenommen, daß die Grundsätze, wonach die definitive, nach fünf Jahren einzuführende Matrikel bearbeitet werden solle, durch eine Commission zu begutachten.

Als demnächst im Jahre 1821 die Kriegsverfassung des Bundes geordnet werden sollte, wurden die Bedenklichkeiten Oldenburgs gegen die vorgeschlagenen Bestimmungen dadurch beseitigt, daß in der Sitzung vom 9. April 1821 einstimmig erklärt wurde, die Matrikel von 1818 könne nicht auf unbestimmte Zeit verlängert und die durch den Beitritt zu den angetragenen Beschlüssen zu übernehmende Militärlast nur für die Zeit der Dauer der provisorischen Matrikel als übernommen betrachtet werden.

Allein durch diese Erklärung bewogen, haben Seine Durchlaucht der Herzog zu Oldenburg den 24 Artikeln der Kriegsverfassung des Bundes die Zustimmung ertheilt und auch die Entwickelungen dieser Artikel in den näheren Bestimmungen der Kriegsverfassung des Bundes angenommen.

Hieraus ergiebt sich also, daß mit dem 20. August 1823 die Verpflichtung aufhörte, welche Oldenburg übernommen.

Gegen die unbestimmte Dauer der Matrikel vom Jahre 1818 hat sich, wie gesagt, Oldenburg zu seiner Zeit verwahrt; diese Verwahrung ist einstimmig als gegründet anerkannt; es liegt hier sonach ein wohlerworbenes, auf eine bestimmte einstimmig angenommene Stipulation gegründetes Recht vor, und in Beihalt der Verhandlungen, wie sie in den Protokollen der Bundesversammlung enthalten, kann es nicht die Absicht seyn, dieses Recht, ohne Zustimmung Oldenburgs, durch ein neues Provisorium, oder durch Verlängerung des bisherigen auf unbestimmte Zeit, aufzuheben.

Von dieser Ansicht geleitet, äusserte die Gesandtschaft schon in der 21. dießjährigen Sitzung, bei Gelegenheit der dort vorgekommenen Verhandlungen, daß sie mit der angetragenen Verlängerung der bisherigen provisorischen Matrikel auf unbestimmte Zeit sich nicht einverstanden erklären könne; bei der Wichtigkeit der Sache und unter den hier vorkommenden besondern Umständen, müßte sie aber angemessen erachten, sich die nähere Aeusserung über diese Angelegenheit vorzubehalten.

Die Gesandtschaft ist nun durch ihr immittelst zugegangene specielle Instructionen angewiesen, unter Darlegung der oben angeführten actenmäsigen Umstände, gegen den Beschluß vom 12. Juli dieses Jahres, wonach die bisherige provisorische Matrikel auf unbestimmte Zeit fortbestehen und als alleiniger Maaßstab für die zu übernehmende Militärlast gelten soll, wiederholt zu reclamiren.

Diese Erklärung wurde an die betreffende Commission verwiesen, von Seiten des Präsidiums aber vorläufig bemerkt, daß in der 21. Sitzung einhellig anerkannt worden sey, daß, da der Deutsche Bund in keinem Momente ohne Matrikel seyn könne, die gegenwärtig bestehende so lange fortdauern müsse, bis eine andere angenommen worden sey.

§. 158.

Einreichungs-Protokoll.

Nachstehende Eingaben, als:

Num. 81, eingereicht am 13. Juli dieses Jahres, von mehreren Bürgern zu Castel bei Mainz, als ernannten Ausschuß für die Gemeinden Castel und Kostheim, Gesuch um Entschädigung ihrer zum Casteler Festungsbaue genommenen Felder und Bäume.

Num. 82, einger. am 25. Juli, von dem Oberst von Mogen zu Gedern, wiederholtes Gesuch um Ergänzung und respect. Auszahlung des an das Großherzogthum Baden angewiesenen Theils seiner Pension, im rückständigen Betrage von 240 Fl.

Num. 83, einger. am 18. Sept., von dem Registrator Hofmann zu Aschaffenburg, wiederholtes Gesuch in Betreff der auf Castell und Kostheim radicirten Pensionen der Mainzer Exjesuitenfonds-Individuen. Mit 3 Anlagen.

Num. 84, einger. am 25. October, von der Witwe Barbara Ris, Bitte um Vermittlung wegen rückständiger Pension ihres Mannes, als ehemal. Kurtrierischen Hofmusikus ꝛc. Mit Anl. A, B u. C in Abschr.

Num. 85, einger. am 26. October, von dem Registr. Hofmann zu Aschaffenburg, als Bevollmächtigten der Förgischen Erben, Gesuch um Auszahlung des Zinsenbetrags vom 1. Dec. 1802 bis zum Juni 1822 mit 793 Fl. 38 Kr. eines vom Großherzogthum Baden noch nicht übernommenen, auf die Rente Lohneck verhypothecirten Capitalantheils von 1356 Fl. 7½ Kr. Mit einer Anl.

Num. 86, einger. am 3. Nov., von Joh. Wilh. Klaproth zu Erfurt, um hohe Verwendung bei der Fürstlich-Schwarzburg-Rudolstädtischen Regierung wegen Vergütung der auf dem Pachtrittergute Elrleben erlittenen Kriegsschäden vom Jahre 1813 und 1814. Mit einer Anl.

Num. 87, einger. am 12. Nov., von dem Frhrn. von Fürstenberg zu Darmstadt, um Bewilligung einer Pension, als ehemaliger Domicellar-Präbendar des Erzstifts Trier. Mit zwei Anl.

Num. 88, einger. am 16. Nov., von dem Frhrn. Carl von Welden, Malteserritter des Deutschen Großpriorats, Gesuch um Anweisung an die betreffende Regierung wegen seiner Entschädigungs- und Pensions-Ansprüche.

Num. 89, einger. am 19. Nov., von Philipp Nicolai zu Oestrich im Rheingau, als Vormund der Kleinischen Kinder, um hohe Verfügung wegen Zurückzahlung des der St. Peterstifts-Präsenz zu Mainz von Zacharias Engelmann vorgeliehenen Capitals von 2,000 Fl. nebst rückständigen Zinsen. Mit zwei Anl. in Abschrift.

Num. 90, einger. am 26. Nov., von erstgenannten Frhrn. von Welden in Darmstadt, Nachtrag zu Num. 88.

Num. 91, einger. am 26. Nov., von Dr. Schlosser dahier, nachträgliche Eingabe der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein zu ihrer Reclamation vom 5. Dec. 1822 (Num. 136).

wurden den betreffenden Commissionen zugestellt.

Folgen die Unterschriften.

Beilage 17.

Kaiserlich-Russisches Entlassungs-Patent

an die Einwohner der Herrschaft Jever; d. d. Warschau den 18. April 1818.

Von Gottes Gnaden, Wir Alexander der Erste, Kaiser und Selbstherrscher von ganz Rußland ꝛc. ꝛc. ꝛc.

Entbiethen allen Einwohnern von Unserer Herrschaft Jever Unsern gnädigsten Gruß, und fügen ihnen zu wissen:

Daß Wir, bewogen durch besondere Zuneigung zu der mit Uns vielfach verbundenen jüngern, in dem Herzogthume Oldenburg regierenden Linie Unseres Fürstlichen Hauses, beschlossen haben, die Herrschaft Jever an den gegenwärtigen Repräsentanten dieser Linie, des Herzogs Peter Friedrich Ludwig von Holstein-Oldenburg Liebden, abzutreten und zu übertragen; damit diese Herrschaft, wie schon ehemals, mit dem Herzogthume Oldenburg unter einer Regierung wieder vereinigt werde, und der Absicht des ehemaligen Regenten, Grafen Anton Günther's, gemäß, forthin zu ewigen Tagen vereinigt bleibe.

Wie Wir nun in dieser Absicht schon vorläufig seit dem Anfange des Jahres 1814 die Verwaltung der Herrschaft Jever Seiner des Herzogs von Oldenburg Liebden untergeben haben, so ist zu weiterer Ausführung derselben unter dem 18. April 1818 eine feierliche Uebertragungs-Acte von uns vollzogen worden.

In Folge dessen befehlen Wir allen und jeden Einwohnern der Herrschaft Jever, den Beamten und Eingesessenen in der Stadt und auf dem Lande, daß sie von jetzt an Seine Durchlaucht, den Herzog Peter Friedrich Ludwig von Holstein-Oldenburg, und künftig dessen Erben und Nachfolger in der Regierung des Herzogthums Oldenburg, als ihren einzigen rechtmäßigen Oberherrn anerkennen, Ihm den Eid der Unterthanen-Treue leisten, und allen Gehorsam erzeigen, womit sie Uns verpflichtet waren, wie Wir sie denn solcher Pflichten gegen Uns, Unsere Erben und Nachfolger für immer entbinden und lossprechen.

In der festen Ueberzeugung, daß diese erfrühete Wiederherstellung einer Verbindung, worin Jever ehedem sein Glück gefunden hat, diese Uebertragung an einen nahen Fürsten, der nur für das Wohl seiner Unterthanen lebt, nicht anders als zum wahren Besten des

Landes und seiner Einwohner gereichen könne, erwarten Wir von denselben, daß sie diesen Beweis Unserer Fürsorge durch eine eben so getreue Erfüllung der Unterthanen-Pflichten gegen ihren neuen Landesherrn erkennen werden, als sie solche Uns stets zu beweisen geflissen gewesen sind, und Wir bleiben ihnen mit Kaiserlicher Huld und Gnade gewogen.

Zu Urkund dessen haben Wir dieses Unser Patent eigenhändig unterschrieben und mit Unserm Kaiserlichen Insiegel bedrucken lassen.

Gegeben in Warschau den 18. April 1818, Unserer Regierung im achtzehnten Jahre.

(L. S. J.) Alexander.

Graf von Nesselrode.

Beilage 18.

Herzoglich-Oldenburgisches Besitznahme-Patent.

für die Einwohner der Erbherrschaft Jever; d. d. Oldenburg den 6. August 1823.

Von Gottes Gnaden, Wir Peter Friedrich Ludwig, Herzog zu Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, Fürst zu Lübeck und Birkenfeld, Herr zu Jever und Kniphausen ꝛc. ꝛc.

Entbiethen allen und jeden Einwohnern und Unterthanen der Erbherrschaft Jever Unsere Fürstliche Gnade, geneigten Willen und alles Gute.

Da von Seiner Majestät Alexander dem Ersten, Kaiser und Selbstherrscher von ganz Rußland, Uns und Unserm Fürstlichen Hause die bereits seit dem Anfange des Jahres 1814 von Seiner Kaiserlichen Majestät Unserer Administration untergebene Erbherrschaft Jever durch das unter dem 18. April 1818 ausgestellte Cessions-Instrument, mit allem Rechte der Oberherrlichkeit und des Eigenthums, so wie Se. Majestät solche besessen, dergestalt übertragen und abgetreten worden ist, daß sie mit Unserm Herzogthume Oldenburg unter Einer Regierung wieder vereinigt werden, und damit, der Absicht und Verordnung des ehemaligen Regenten, Grafen Anton Günther's, gemäß, so lange vereinigt bleiben solle, als Regenten, aus dem gemeinschaftlichen Stamme entsprossen, vorhanden seyn werden; und Wir nun, nach dem am 2. v. M. erfolgten Ableben Unsers

Herrn Vetters, des Herzogs Peter Friedrich Wilhelm von Holstein-Oldenburg Durchlaucht und Liebden, die bisher als Landes-Administrator geführte Regierung des Herzogthums Oldenburg für Uns Selbst übernommen und angetreten haben:

So wollen Wir nunmehr auch die förmliche Besitznahme der vorgedachten Erbherrschaft Jever zur Ausführung bringen lassen, und haben zu dieser feierlichen Handlung Unsern Geheimen Rath und Minister, Freiherrn von Brandenstein, in der einstweiligen Verrichtung Unsers Oberland-Drosten und Regierungs-Präsidenten, und Unsern Regierungs-Rath Jürgens, als Unsere besonders dazu bevollmächtigte Commissarien, abgeordnet und bestellt.

Wir übernehmen demnach hiemit und kraft dieses Patents für Uns Selbst, Unsern Sohn und Erbprinzen, Unsere Prinzen-Enkel und sämmtliche Fürstliche Erben und Nachkommen Derselben, den förmlichen Besitz und die Regierung der Erbherrschaft Jever, wollen solche von nun an als Theil des Herzogthums Oldenburg angesehen wissen, und verordnen hiemittelst, daß das von Sr. Kaiserlichen Majestät unter dem 18. April 1818 vollzogene Patent, wodurch die Einwohner der Herrschaft Jever von ihren Eidespflichten gegen Se. Majestät und das ganze Kaiserliche Haus entlassen werden, öffentlich bekannt gemacht, und die Erbhuldigung in Unserer Erbherrschaft Jever durch Unsere vorgedachten Commissarien eingenommen werden solle.

Wie Wir nun nicht zweifeln, daß Unsere Unterthanen der Erbherrschaft Jever die Wiedervereinigung derselben mit dem Herzogthume Oldenburg, nach der Absicht und Vorschrift Anton Günther's von Oldenburg, ihres vieljährigen Regenten, gern vernehmen und in der bisher ihren Regenten bewiesenen Treue, Gehorsam und Anhänglichkeit ferner auch gegen Uns und Unsere Fürstliche Nachkommen beharren werden, so dürfen sie sich dagegen auch jederzeit Unserer besondern Zuneigung und unermüdeten Sorgfalt für die Beförderung ihrer Wohlfahrt versichert halten.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Namens-Unterschrift und beigedruckten Herzoglichen Insiegels.

Gegeben auf dem Schlosse zu Oldenburg, den 6. August 1823.

(L.S.) Peter.

von Berg.

Lentz.

Drei und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 4. December 1823.

In Gegenwart

aller in der zwei und zwanzigsten Sitzung Anwesenden

§. 159.

Accreditirung des Herrn Georg Hamilton Seymour, als Königlich-Großbritannischen Geschäftsträgers bei dem durchlauchtigsten Deutschen Bunde.

Präsidium. Der Königlich-Großbritannische Legationssecretär, Herr Georg Hamilton Seymour, sey dahier eingetroffen, und habe dem Präsidio ein Schreiben des Königlich-Großbritannischen Staatssecretärs für die auswärtigen Angelegenheiten, Herrn G. Canning, mit der Ueberschrift:

«His Excellency the President of the Diet of the Germanic Confederation
«Francfort ⁷/₁₂»,

sammt Abschrift und Uebersetzung in französischer Sprache überreicht, welche man hiermit verlesen, und vernehmen wolle, ob zur Eröffnung des Originals geschritten werden könne?

Die Uebersetzung wurde hierauf verlesen, mit der Abschrift des in englischer Sprache ausgefertigten Originals verglichen, und, nachdem nichts dagegen zu erinnern befunden worden war, das Schreiben selbst eröffnet, inhaltlich dessen der Königlich-Großbritannische Legationssecretär, Herr Georg Hamilton Seymour, während der Abwesenheit des Königlichen bevollmächtigten Ministers von Seiner Majestät dem Könige von Großbritannien zum Geschäftsträger bei dem durchlauchtigsten Deutschen Bunde ernannt wird.

Da die Urschrift, ausgefertigt im auswärtigen Departement den 7. October 1823, mit der Abschrift und Uebersetzung übereinstimmend befunden worden und gegen den Inhalt derselben keine Ausstellung zu machen war, so erfolgte der

Beschluß:

daß

1) Herr Georg Hamilton Seymour, während der Abwesenheit des Königlich-Großbritannischen Ministers, als Königlicher Geschäftsträger bei dem durchlauchtigsten Deutschen Bunde anerkannt und der Kaiserlich-Königliche präsidirende Herr Gesandte ersucht werde,

demſelben ſeine förmliche Annahme zu eröffnen, deßgleichen das Schreiben des Königlich-Großbritanniſchen Staatsſecretärs G. Canning zu beantworten, und daß

2) das Beglaubigungsſchreiben in das Bundesarchiv zu hinterlegen ſey.

§. 160.

Die Streitigkeit zwiſchen dem Großherzogthume Heſſen und dem Herzogthume Naſſau, hinſichtlich des von Naſſau zu übernehmenden verhältnißmäſigen Antheils altheſſiſcher Landes- und Cameralſchulden für die im Jahre 1802 erworbenen altheſſiſchen Landestheile, insbeſondere die von Maximilian von Rieſe und Jacob Heinrich Rühle von Lilienſtern, Namens zweier Creditoren-Conſortien, betriebene Forderung betr.

(26. Sitz. §. 219 v. J. 1822.)

Präſidium: legt ein von der Königlich-Baieriſchen Bundestagsgeſandtſchaft während der letzten Vertagung der hohen Bundesverſammlung dem ſubſtituirten präſidirenden Herrn Geſandten verſiegelt übergebenes Schreiben des Königlich-Baieriſchen Oberappellationsgerichts zu München, als Austrägalinſtanz in Sachen des Großherzogthums Heſſen wider das Herzogthum Naſſau, wegen Uebernahme eines verhältnißmäſigen Theils der altheſſiſchen Landes- und Cameralſchulden, vor, wodurch erwähnter Gerichtshof das unterm 4. Juli d. J. in eben bezeichneter Streitſache gefaßte Erkenntniß mittheilt, zugleich aber auch bemerkt, daß dieſes Erkenntniß den Anwälten beider Parteien vorſchriftmäſig eröffnet worden ſey, und daß das Oberappellationsgericht als Austrägalgerichtshof die vorgeſchriebene Ueberſendung der Acten an die hohe Bundesverſammlung für jetzt noch aus dem Grunde unterlaſſen zu müſſen glaube, weil ein eigentliches, den ganzen Streit endlich entſcheidendes, Definitiv-Erkenntniß noch nicht gefaßt ſey, vielmehr die Ausmittlung des Beſtandes und Betrages der Forderungen und Gegenforderungen erſt noch zu geſchehen habe, wonach auch der Zweck jener Actenüberſendung, damit nämlich die hohe Bundesverſammlung auf Befolgung des Erkenntniſſes halten könne, zur Zeit noch nicht eintrete.

Das Schreiben des Königlich-Baieriſchen Oberappellationsgerichts als Austrägalgerichtshofs, und das von demſelben gefaßte Erkenntniß vom 4. Juli d. J., wurden dieſem Protokolle unter den Zahlen 19 und 20 angefügt und hierauf

beſchloſſen:

daß daſſelbe zur Kenntniß der hohen Bundesverſammlung diene, in das Bundesarchiv zu hinterlegen, und der Königlich-Baieriſche Herr Bundestagsgeſandte zu erſuchen ſey, dem Königlichen Oberappellationsgerichte zu München hiervon Nachricht zu ertheilen.

§. 161.

Reichskammergerichts-Archiv zu Wetzlar.

(17. Sitz. §. 109 d. J.)

Präsidium: übergiebt einen Bericht der zum kammergerichtlichen Archive zu Wetzlar angeordneten Commission vom 24. November d. J., welcher der betreffenden Bundestags-Commission zuzustellen beschlossen wurde.

§. 162.

Hermann's Adreßhandbuch der Rheinschifffahrts-Verwaltung für das Jahr 1823.

Ebendasselbe: übergiebt das von dem Generalsecretär der Rheinschifffahrts-Commission zu Mainz übersendete Adreßhandbuch der Rheinschifffahrts-Verwaltung für das Jahr 1823, und nach dessen Antrage wurde

beschlossen:

dem Verfasser, welcher schon früher (24. Sitz. §. 144 v. J. 1820) durch die überreichte Sammlung der Gesetze in Bezug auf den Rheinhandel und die Rheinschifffahrt seine eifrige Verwendung in diesem Zweige, so wie seine besondere Aufmerksamkeit für die hohe Bundesversammlung bewiesen habe, diese Mittheilung zu verdanken, und das Adreßhandbuch in die Bibliothek abzugeben.

§. 163.

Transrhenanische Sustentations-Angelegenheit.

(22. Sitz. §. 151 d. J.)

In der heutigen Sitzung wurden die Abstimmungen in der transrhenanischen Sustentations-Angelegenheit fortgesetzt.

Hannover: tritt dem K. K. Oesterreichischen Voto vollkommen bei.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Die Königliche Gesandtschaft ist auf den, so sorgfältig als umfassend ausgearbeiteten, in der 21. dießjährigen Sitzung erstatteten Bericht über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit angewiesen worden, in Rücksicht der beiden Fragen: was in Beziehung der Rückstandsforderung der Lüttricher Sustentanden, und in Betreff der Aufbewahrung der Commissions-Acten, zu beschliessen seyn werde, dem Antrage des Herrn Referenten beizutreten.

In Beziehung auf die Pensionirung der bei der Verwaltung der Sustentationscasse angestellt gewesenen Personen, soll die Gesandtschaft ihrer in der 29. Sitzung vom Jahre 1820

zu Protokoll gegebenen Abstimmung zwar inhäriren, da, so wie früher, auch gegenwärtig, eine im Rechte begründete Verbindlichkeit, diese Individuen lebenslänglich zu pensioniren, nicht gefunden werden könne; wenn indessen die übrigen hohen Bundesregierungen geneigt seyn sollten, denselben eine lebenslängliche Pension zu bewilligen, so habe sie für die aus der Matrikularcasse anzuweisende Pensionirung sich ebenfalls auszusprechen.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Der Gesandte, um die Schlußnahme nicht aufzuhalten, bezieht sich für Ihre Durchlauchten von Hohenzollern-Hechingen und Reuß älterer Linie auf das bereits zum Protokolle der 37. Sitz. v. 21. Dec. 1820, §. 217, abgegebene Votum.

Präsidium wolle, nach näher eingesehenen Abstimmungen, Entwurf Concluſi demnächst vorlegen.

§. 164.

Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, — insbesondere das von dem Bevollmächtigten in den Westphälischen Angelegenheiten am 5. Februar d. J. eingereichte Gesuch betr.

(16. Sitz. §. 100 u. 21. Sitz. §. 142 d. J.)

Präsidium: eröffnete — in Folge früherer Verabredung (§. 142 des Protokolls der 21. dießjährigen Sitzung) — das Protokoll zur Abstimmung über die Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen.

Oesterreich. Die Kaiserlich-Königlich-Oesterreichische Gesandtschaft hat den Auftrag erhalten, Namens ihres allerhöchsten Hofes in Betreff der in der 42. Bundestagssitzung v. J. 1818 zur Instructionseinholung ausgesetzten, und seitdem wiederholt in Anregung gekommenen Frage:

> ob und in wie fern die Bundesversammlung sich des Restitutionsgesuches der Westphälischen Domänenkäufer in Kurhessen anzunehmen habe?

folgende Erklärung zu Protokoll zu geben.

Es kann nach den feststehenden Competenz-Grundsätzen keinem Zweifel unterliegen, daß die Bundesversammlung von der im Jahre 1814 erfolgten Wiedereinziehung der auf Kurhessischem Gebiet belegenen, während der aufgelösten Westphälischen Regierung veräusserten Domänen nur in so fern Kenntniß zu nehmen berechtigt ist, als bei den durch diese Wiedereinziehung veranlaßten Klagen der Fall einer Rechtsverweigerung wirklich dar-

gethan werden kann, indem die Competenz des Bundestages in dieser Angelegenheit, und die Anwendbarkeit des 29. Artikels der Wiener Schlußacte unter keiner andern Voraussetzung Platz greifen könnte.

Die Einziehung der gedachten Domänen beruht auf der Kurhessischen Regierungsverordnung vom 14. Januar 1814, wodurch alle während der Westphälischen Regierung vorgegangenen Veräusserungen und Verschankungen Kurfürstlicher Domänen und Gefälle ohne Unterschied für null und nichtig erklärt, und die Inhaber derselben aufgefordert werden, sich den in diesem Sinne ergehenden Verfügungen der Kurfürstlichen Rentkammer zu unterwerfen, ohne unter irgend einem Vorwande die begehrte Abtretung des Besitzes zu verweigern.

Diese Verordnung ist ein Act der Souverainetät, zu welchem der Landesherr, vermöge der Ihm beiwohnenden obersten gesetzgebenden Gewalt, unstreitig befugt war, und für welchen auch, in Hinsicht auf den ausserordentlichen und gewaltsamen Zustand, worin sich seine Länder während der aufgedrungenen fremden Herrschaft befunden hatten, erhebliche, in den Augen des verstorbenen Kurfürsten überwiegende Gründe sprachen; ein Act, welchen die Landesgerichte in allen vorkommenden Fällen als Gesetz anzuerkennen und zu befolgen schuldig sind, und über dessen materiellen Werth der Bundesversammlung keine Cognition zustehen würde, wenn er auch nicht in einen Zeitpunct fiele, wo der Deutsche Bund selbst noch nicht bestand.

Bietet demnach die Sache der Westphälischen Domänenkäufer, aus diesem Gesichtspuncte betrachtet, an sich schon keine Rechtsverweigerung und mithin auch keine Begründung der Competenz des Bundestages dar, so gewährt zugleich die Kurfürstliche Verordnung vom 14. Januar 1814 die beruhigende Ueberzeugung, daß hinsichtlich der Anwendung der darin ausgesprochenen Bestimmungen in einzelnen Fällen die zulässigen privatrechtlichen Ansprüche der Betheiligten in so fern gehörig berücksichtigt worden sind, als daselbst denjenigen Domänenkäufern, welche wegen nützlicher Verwendungen Ansprüche haben, ausdrücklich vorbehalten wurde, solche gegen die Kurfürstliche Oberrentkammer im Wege Rechtens besonders auszuführen, wodurch daher letzterer allen denen eröffnet ist, welche versionem in rem oder Meliorationen beweisen können. Es ist freilich zu bedauern, daß viele der in dieser Sache Betheiligten ihre eigene Stellung und ihr eigenes Interesse verkannt, und anstatt, Jeder für sich, gütliche Ausgleichung zu versuchen, oder den ihnen bezugsweise vorbehaltenen Rechtsweg zu betreten, in so fern eine falsche Maaßregel ergriffen haben, als sie ihre Interessen gemeinschaftlich zu befördern suchten. Indessen wird jeder Einzelne der Betheiligten auch heute noch, nicht nur in der ihm zugestandenen oben erwähnten Rechtshülfe, in so fern sie auf sein individuelles Verhältniß anwendbar ist, sondern auch vorzugsweise in den

vorliegenden Thatsachen, welche beweisen, daß mehrere Domänenkäufer sich von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten einer sie wesentlich beruhigenden Behandlung zu erfreuen hatten, gewiß den erwünschtesten Anhaltspunct finden, seine Angelegenheit einer günstigen Erledigung zuführen zu können.

In Ansehung aller übrigen, das aufgelöste Königreich Westphalen betreffenden mancherlei Reclamationen, welche gleichfalls schon zu wiederholtenmalen am Bundestage zur Sprache gebracht worden sind, ist die Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandtschaft angewiesen, Folgendes zu erklären:

Der Kaiserlich-Königliche Hof findet in dem Umstande, daß bereits wirklich — in dankvoll zu erkennender Berücksichtigung der in der 29. Bundestagssitzung v. J. 1819 statt gefundenen Empfehlung — von Seiten der hierbei betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig eine gemeinschaftliche Commission zur Auseinandersetzung der Westphälischen Central-Angelegenheiten in Berlin angeordnet worden ist, hinlängliche und wohlbegründete Veranlassung, diesen Gegenstand als einen solchen betrachten zu können, welchem dermalen noch die nöthige Reife mangelt, um gehörig beurtheilen zu können, ob und in wie weit von Seiten der Bundesversammlung sich hierauf ein bundesgesetzlicher Einfluß zu äussern haben dürfte.

So wie daher erst das Resultat der Commissions-Verhandlungen, für dessen baldige Herbeiführung die von der Königlich-Preussischen Bundestagsgesandtschaft in der 15. dießjährigen Bundestagssitzung abgegebene Erklärung hinlängliche Hoffnung gewährt, allen jenen Individuen, deren Interesse hierbei versirt, eine deutliche und klare Ansicht ihrer Stellung zu den betreffenden Regierungen zu geben vermag, so wird sich auch dann erst zeigen, ob Einzelne sich in dem jedoch von der Gerechtigkeit und Weisheit der Staatsverwaltungen nicht zu erwartenden Falle befinden werden, sich über Rechtsverweigerung zu beklagen, und dadurch eine Beschwerde bei der Bundesversammlung zu begründen, auf deren Abhülfe bundesgesetzlich zu wirken letztere in dem Maaße verpflichtet seyn würde, als sie hingegen, nach der vollesten Ueberzeugung des K. K. Hofes, vermöge des bei Gelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer näher ausgeführten Princips, dermalen noch keinen Einfluß auf die Sache zu nehmen berufen ist.

Der Kaiserlich-Königliche Präsidialgesandte ist übrigens beauftragt, bei dieser Gelegenheit Namens seines allerhöchsten Hofes dieser Abstimmung noch folgende Erklärung beizufügen, und dadurch die von ihm in der 16. dießjährigen Bundestagssitzung in Beziehung auf den raisonnirenden Theil des neuesten Vortrages über die Westphälischen Angelegenheiten zu Protokoll gegebene, allerhöchsten Orts durchaus auf das beifälligste anerkannte Verwahrung näher auszuführen.

Seine Majestät der Kaiser haben mit wahrem und innigem Bedauern in jenem Actenstücke, welches, bei gehöriger Berücksichtigung der wahren Geschäftslage und seiner eigentlichen Bestimmung nach, nur auf den Antrag einer baldigen definitiven Erledigung des schon früher hinlänglich instruirten Gegenstandes sich zu beschränken gehabt hätte, eine Ausführung staats- und bundesrechtlicher Theorien wahrgenommen, welche, wenn sie jemals bei irgend einer gemeinschaftlichen Berathung der zum Deutschen Bunde vereinigten Fürsten und freien Städte als Basis anerkannt würden, nicht nur jedem einzelnen Bundesgliede zum gefährlichsten Präjudiz gereichen, sondern auch für die Gesammtheit in so fern nachtheilig werden könnte, als ein Gang solcher Art bei allen befreundeten Staaten, welche mit ihr dem monarchischen Princip huldigen und für dessen Aufrechthaltung zu wachen bemüht sind, nur die lebhaftesten Besorgnisse erwecken müßte.

Diese Ansicht bedarf wohl um so weniger einer ausführlicheren Entwickelung, als schon ein Blick auf einzelne Sätze des Vortrages, so wie sie die §§. 10, 13, 14, 15 und 22 enthalten, gewiß hinreicht, untrügliche Belege dafür aufzufinden, und als in der, von der Königlich-Hannöverischen Bundestagsgesandtschaft zu Protokoll gegebenen, gehaltvollen Erörterung dieses Actenstückes bereits in dieser Beziehung die wesentlichsten Momente bezeichnet sind.

Seine Majestät der Kaiser halten es demnach für angemessen und nothwendig, hiermit ausdrücklich zu erklären, daß Allerhöchstdieselben die Gültigkeit und Anwendbarkeit der in dem mehrerwähnten Vortrage enthaltenen staats- und bundesrechtlichen Theorien, so wie auch die Autorität der dafür angeführten Schriftsteller, nicht nur allein anzuerkennen nicht vermögen, sondern daß Allerhöchstdieselben vielmehr jene als höchst bedenklich, ja in mancher Rücksicht als gefährlich betrachten, diese aber förmlich verwerfen müssen.

Seine Majestät der Kaiser sehen Sich zugleich aber auch veranlaßt, im reinsten föderativen Sinne den angelegentlichen Wunsch auszusprechen, daß in dieser, ihrer hohen Bestimmung nach so ehrwürdigen Versammlung, keine Grundsätze solcher Art Eingang finden oder vertheidigt werden mögen, deren Geist so wenig dem im Europäischen Staatenvereine so glücklich zum Wohl der Gesammtheit und jedes Einzelnen bestehenden erhaltenden Systeme entspricht, und welche daher bei jeder Gelegenheit entfernt zu halten die K. K. Präsidialgesandtschaft auf das bestimmteste angewiesen ist.

Preussen. Auf die Gesuche mehrerer, bei Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, ist in der 15. Sitzung d. J., in Folge des Vortrages der Reclamations-Commission, und nach einigen, von Gesandtschaften betheiligter Höfe, namentlich auch von der Königlich-Preussischen Gesandtschaft abgegebenen vorläufigen Erklärungen, beschlossen worden, daß über die Anträge der Commission, und die eben erwähnten Erklärungen am heutigen Tage abzustimmen sey.

Es kommen nach Lage der Sache bei den Commissionsanträgen auch die, denselben zum Grunde liegenden, im Vortrage ausführlich entwickelten und größtentheils aus neueren staatsrechtlichen Theorien geschöpften Motive in Betrachtung. Nachdem sich die Königliche Gesandtschaft hierüber bereits in der 16. Sitzung d. J. dahin geäussert, daß und wie sie mit den gedachten staatsrechtlichen Theorien keinesweges einverstanden seyn könne, so bleibt ihr jetzt nur noch übrig, unter Bezugnahme darauf, und im Sinne der eben vernommenen Kaiserlich-Oesterreichischen Abstimmung hinsichtlich desselben Gegenstandes, nachträglich zu erklären, daß nunmehr jene frühere Aeusserung auch von Seiten ihres allerhöchsten Hofes eine ausdrückliche Beistimmung nicht minder erhalten hat, als die damalige, im Protokolle der 16. Sitzung ebenfalls befindliche, allgemeine Bemerkung des K. K. Oesterreichischen Herrn Präsidialgesandten über üblich gewordene Allegationen aus staatsrechtlichen Schriftstellern in Verhandlungen der Bundesversammlung.

Abgesehen von ihren Motiven, sind die Commissionsanträge nicht für sich allein, sondern mit den bereits abgegebenen Erklärungen der betheiligten Regierungen beschlußmäßig zum Gegenstande der heutigen Abstimmung gemacht. Der Königlich-Preussische Hof fand sich dadurch vorderſamst näher zu prüfen veranlaßt, ob und in wie weit etwa der Sinn dieſer vorliegenden Erklärungen erfordere oder verstatte, die Anträge selbst, ohne specielleres Eingehen auf ihr Material, noch lediglich dahin gestellt bleiben zu lassen? Die Resultate waren folgende:

1) in Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer in Kurhessen.

Nach der in der 15. Sitzung d. J. zu Protokoll gegebenen Erklärung der Kurhessischen Bundestagsgesandtschaft, wird von Seiten Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten, wie es früher schon geschehen, der Bundesversammlung hinsichtlich der Domänenkäufer eine Cognition — in so fern letztere auf Verwendung und Empfehlung zu billiger Behandlung geht — unter dem Bemerken eingeräumt, daß, in Berücksichtigung dieſer bereits im Jahre 1817 eingetretenen Empfehlung, seitdem, und noch ganz neuerdings, mit mehreren solcher Acquirenten von Domänen gütliche Abkommen getroffen worden, so daß bei weitem der größere Theil zufrieden gestellt sey.

Hierin hat der Kurhessische Hof mit seinem fortdauernden Willen, Empfehlungen der Bundesversammlung überhaupt zu berücksichtigen, zugleich seine Bereitwilligkeit ausgesprochen, gegen die Domänenkäufer diejenige billige, milde und landesväterliche Behandlung, welche den Gegenstand solcher Empfehlungen ausgemacht hat und ferner ausmachen könnte, dergestalt zu beweisen, wie solches nach der hinzugefügten Anzeige zur Zufriedenstellung des bei weitem größeren Theils der Domänen-Acquirenten schon der Fall gewesen ist.

Dieſer beruhigenden Verſicherung gemäß, wäre mithin die Sache, was jenen größeren Theil der Domänen-Acquirenten betrifft, als erledigt zu betrachten. Die gegebene Verſicherung kann aber auch die Baſis für jede hieſige Beurtheilung etwaiger neuer Reclamationen werden, mit welchen einzelne Domänenkäufer, weil ſie ſich noch nicht für befriedigt halten, ferner bei der Bundesverſammlung auftreten möchten, wovon die neueſte, zwar noch nicht zum Vortrag gekommene, aber doch ins Einreichungs-Protokoll eingetragene und bei ſämmtlichen Geſandtſchaften im Abdruck vertheilte Eingabe des Bevollmächtigten in den Weſtphäliſchen Angelegenheiten vom 25. Juni d. J. bereits ein Beiſpiel darbietet. Ob dergleichen noch fortdauernde Reclamationen irgend eine Rückſicht verdienen; ob namentlich und in wie weit die Schuld, warum eine gütliche Vereinigung noch nicht mit allen Domänenkäufern zu Stande gekommen iſt, etwa in zu hochgeſpannten Anforderungen zu ſuchen ſey oder nicht: darüber wird die Bundesverſammlung nunmehr auf den Grund jener Zuſicherung zu urtheilen haben; ſie würde jedoch alsdann erſt ſicher und erſchöpfend darüber urtheilen können, wenn ſie ſich genauer davon unterrichtet befände, was in Beziehung auf jeden einzelnen Domänenkäufer der wirkliche Erfolg ihrer Verwendung geweſen iſt, indem nur eine ſpeciellere Kenntniß dieſes Erfolges ihr den Vortheil gewähren würde, die Billigkeit der einzelnen Beſchwerden zum Maaßſtabe für deren Zuläſſigkeit und für die Weiſe ihrer Intervention anzunehmen.

Eine Geneigtheit des Kurheſſiſchen Hofes, mittelſt nachträglicher Ertheilung der gedachten, ſo wünſchenswerthen, ſpecielleren Auskunft, dieſer hohen Verſammlung auch noch den bezeichneten Vortheil zu verſchaffen, läßt ſich um ſo weniger bezweifeln, je bereitwilliger derſelbe ihren Wünſchen durch die bereits im Allgemeinen gegebene Auskunft über den Erfolg der eingelegten Verwendung zuvorgekommen, und je u zweideutiger dadurch dem Ausdrucke ähnlicher Wünſche eine willfährige Aufnahme im Voraus zugeſichert worden iſt.

Eben darum würde es der Königlich-Preuſſiſche Hof für die angemeſſenſte Behandlung der vorliegenden Reclamationsſache halten, wenn die hohe Bundesverſammlung mit einſtweiliger Uebergehung des Commiſſionsantrages, dem Kurheſſiſchen Hofe, durch Vermittlung einer verehrlichen Bundestagsgeſandtſchaft, in einem zu faſſenden Beſchluſſe den Wunſch und die vertrauensvolle Erwartung ausſpräche, daß derſelbe die für Kurheſſen in der 15. Sitzung d. J. abgegebene Erklärung, bei ſeinen damals ausdrücklich vorbehaltenen weiteren Aeuſſerungen, durch eine namentliche Angabe derjenigen Domänenkäufer, mit welchen ein gütliches Abkommen bereits getroffen worden, noch zu vervollſtändigen, und hinſichtlich der bisher nicht erledigten Fälle, die Gründe, die dem Abſchluſſe einer gütlichen Uebereinkunft noch im Wege ſtehen mögen, näher anzuführen keinen Anſtand nehmen werde, damit die Ver-

ſammlung ſodann ein Weiteres, ſowohl über eine etwaige fernere Intervention in dieſer Sache überhaupt, als über die Art derſelben, beſchlieſſen könne.

Indem, erhaltener Vorſchrift gemäß, die Königliche Bundestagsgeſandtſchaft hierauf ihren Antrag richtet, verhehlt ſie ſich einerſeits nicht, welche Verſchiedenheit der Anſichten über denſelben, nach Maaßgabe der eingegangenen Inſtructionen, in dieſer hohen Verſammlung ſtatt finden dürfte; andererſeits hält ſie es nicht für unmöglich, daß vielleicht einer oder der andern verehrlichen Geſandtſchaft daran gelegen wäre, vor ſchließlicher Abſtimmung auch noch über den gedachten dieſſeitigen Antrag zu etwaiger Berückſichtigung an ihre hohen Committenten zu berichten.

Sollte es in dieſem Falle etwa angemeſſen befunden werden, vor definitiver Beſchlußziehung, den dieſſeitigen Antrag noch zum Gegenſtande einer nachträglichen Inſtructions-Einholung und Abſtimmung in eben der Art auszuſetzen, wie es neuerlich noch mit dem Königlich-Baieriſchen Voto, den Büchernachdruck betreffend, in der 18. Sitzung d. J. (§. 113 des Protokolls) geſchehen iſt; ſo erbietet ſich die Königliche Geſandtſchaft, einem dieſerhalb zu faſſenden Beſchluſſe beizutreten.

II) In Beziehung auf diejenigen Reclamationen, welche Forderungen an den Staatsſchatz des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen, die in demſelben contrahirte Staatsſchuld, die der Weſtphäliſchen Regierung geſtellten Cautionen, und die Verſorgung ehemaliger Weſtphäliſcher Staatsdiener betreffen, iſt die Königliche Geſandtſchaft zunächſt ihre in der 30. Sitzung v. J. 1821 gemachte Anzeige, beſonders aber ihre in der 15. Sitzung d. J. abgegebene vorläufige Erklärung, nunmehr, in Gemäßheit ihres damaligen Vorbehaltes, durch eine fernere Mittheilung theils näher zu begründen und zu ergänzen, theils überhaupt wieder in Erinnerung zu bringen beauftragt.

Bereits im Anfange des Jahres 1819 trat der Königlich-Preuſſiſche Hof mit Hannover, Kurheſſen und Braunſchweig in Correſpondenz, um dieſe Staaten zu vermögen, durch Abordnung von beſonders bevollmächtigten Commiſſarien die Verhältniſſe des aufgelöſten Königreichs Weſtphalen zu reguliren. Hannover, dem ſich Braunſchweig hierin überall anſchloß, bevollmächtigte ſeinen Geſandten am Hofe zu Berlin, und einen gleichen Auftrag erhielt der dortige Kurheſſiſche Geſandte von Lorenz. Bevor jedoch die zu dem Geſchäfte erforderlichen Materialien zuſammengebracht und die beiden auswärtigen Commiſſarien mit Inſtruction verſehen waren, verſtarb Herr von Lorenz, und die Thätigkeit des ihn erſetzenden Geſchäftsträgers, Majors Wilkens, wurde zuerſt ebenfalls durch Mangel an Inſtruction, bald aber auch durch die nach dem Ableben des Kurfürſten Wilhelms I. von Heſſen, Königliche Hoheit, nöthige Vollmachts-Erneuerung aufgehalten.

Nach Beseitigung dieses Anstandes erfolgte am 20. Juni 1821, wie hier bereits angezeigt worden, der wirkliche Zusammentritt der Commission, und Preussischer Seits wurde eine allgemeine Proposition über die von ihr vorzunehmende Behandlung des Geschäftes vorgelegt. Bei diesem Vorschlage wurde auf die Bestimmungen des am 2. December 1813 von den damals gegen Frankreich verbündet gewesenen Mächten abgeschlossenen Vertrages zurückgegangen, und die Wirksamkeit der Commission auf die Clausel jenes Vertrages gegründet, daß Abgeordnete der Souverains, unter deren Herrschaft die das Königreich Westphalen constituirenden Landestheile zurückkehrten, zusammentreten und die diesen Landestheilen gemeinschaftlichen Interessen reguliren sollten, oder nach dem Wortlaut:

«La même commission sera chargée de séparer et de régler tous les intérêts,
«qui ont été communs aux différentes provinces du Royaume de Westphalie».

Die Verhandlungen der Commission sollten sich darauf beschränken, zunächst die Gegenstände der Berathung, dann die Grundsätze der gemeinschaftlichen Auseinandersetzung über diese Gegenstände festzustellen, und erst nach erfolgter Einigung über die anzuwendenden Grundsätze sollte die Commission die Wege verabreden, wie solche in Beziehung auf die einzelnen Fälle in Ausführung zu bringen seyen. Sonach würde es ausser der Bestimmung der Commission liegen, einzelne Reclamationen anzunehmen und zu erledigen; sie hätte aber eine Vereinigung zu vermitteln, darüber, welche Gattungen von Reclamationen überhaupt zu berücksichtigen und auf welche Weise diese Reclamationen zu befriedigen seyen.

Auf diese allgemeinen Vorschläge sind von den mitbetheiligten Staaten noch keine bestimmten Erklärungen eingegangen. Während die Commissarien die Instruction ihrer resp. Höfe erwarteten, unterwarf man Preussischer Seits die in Berlin allmählig vereinigten Data über die betreffenden Verhältnisse des aufgelösten Königreichs Westphalen einer speciellen Prüfung, deren Resultate den mitbetheiligten Staaten theils in mehreren Denkschriften über die einzelnen bei der Commission zur Sprache zu bringenden Gegenstände, theils in einem (ebenfalls früher erwähnten) allgemeinen Plane oder Gutachten vorgelegt wurden, welches Ansichten und Vorschläge über die gesammte Behandlung derselben und die Art der gemeinsamen Auseinandersetzung enthält. Ueber jene Denkschriften und dieß Gutachten haben die Commissarien der mitbetheiligten Staaten sich mit Instructionen zu versehen versprochen.

Hannover hat neuerlich zur Hülfe seines Commissarii noch einen zweiten Beamten nach Berlin gesandt, welcher aus früheren Dienstverhältnissen eine genaue Kenntniß der Westphälischen Angelegenheiten besitzt. — Mit Vergnügen erkennt hierin der Preussische Hof einen Beweis der Bereitwilligkeit Hannovers, die Auseinandersetzung zu beschleunigen.

An Kurheſſen ſind, ſowohl durch den dieſſeitigen Königlichen Geſchäftsträger in Caſſel, als von Seiten des Königlich-Hannöveriſchen Hofes, dringende Erſuchen ergangen, um auch dort die Ertheilung der nöthigen Inſtructionen zu beſchleunigen, und nach den Verheiſſungen des Kurheſſiſchen Staatsminiſterii, ſteht die baldige Erfüllung dieſes Wunſches zu hoffen.

Wenn ſich aus den hier dargeſtellten Thatſachen ergiebt, daß nicht allein Preuſſiſcher Seits alles geſchehen iſt, was zur Förderung des Geſchäftes nur möglich war, ſondern, daß man ſich auch von dem ungeſtörten Fortgange des letztern bedeutende Reſultate verſprechen darf; ſo muß, nach dieſſeitiger Anſicht, für jetzt jede Einmiſchung der Bundesverſammlung in die Verhandlungen der zu Berlin zuſammengetretenen Commiſſion, ganz beſonders aber der auf eine ſolche Einmiſchung abzweckende zweite Antrag der Reclamations-Commiſſion — abgeſehen von jedem andern entgegenſtehenden Bedenken — als viel zu frühzeitig betrachtet werden.

Schon bei einer andern Gelegenheit hat die Königliche Bundestagsgeſandtſchaft ihre Anſichten vertraulich darüber mitgetheilt:

> warum und in wie weit notoriſch beſtehende, auf Privatreclamationen Bezug habende Ausgleichungs-Verhandlungen zwiſchen Bundesſtaaten, die Berückſichtigung dieſer hohen Verſammlung ſelbſt alsdann erfordern, wenn dahin gehörige Gegenſtände auf den Grund des 30. Artikels der Wiener Schlußacte von Privatperſonen hier angebracht werden?

Was damals von der in der Idee des Bundesvereins begründeten Nothwendigkeit einer ſolchen Berückſichtigung, und von der in dergleichen Fällen ſtatt findenden ſubſidiariſchen Competenz der Bundesverſammlung, namentlich mit Bezug auf den im Bundestagsbeſchluſſe vom 16. Juni 1817 (§. 231) sub num. I. enthaltenen Grundſatz, behauptet wurde, nach welchem

> « die Thätigkeit der Bundesverſammlung bei einem zwiſchen mehreren Bundesgliedern ſtreitigen Gegenſtande nur dann eintritt, wenn ſich die Bundesglieder ſelbſt auf keine Art unter ſich einigen können »;

eben daſſelbige gilt für den gegenwärtigen Fall noch in weit höherem Grade, weil der 30. Artikel der Wiener Schlußacte, wie ſchon der Commiſſionsvortrag richtig bemerkt, hier nicht einmal Anwendung findet, indem ſich derſelbe nur auf an ſich unbeſtrittene Forderungen bezieht, deren Befriedigung dadurch aufgehalten wird, daß der hierzu verpflichtete Staat dieſe Verbindlichkeit einem andern Staate zuſchiebt; wogegen die Forderungen Weſtphäliſcher Staatsgläubiger, Staatsdiener, Penſionärs und Cautionsſteller

nichts weniger als an ſich unbeſtritten ſind, auch nicht von einem Staate einem andern ausſchließlich zugeſchrieben werden.

So wie aber Preuſſen, nach jenen vertraulich mitgetheilten Anſichten, dem zweiten Antrage der Reclamations-Commiſſion, als der jetzigen Lage der Sache nicht angemeſſen, zu widerſprechen genöthigt iſt; ſo kann es auch, in Gemäßheit eben derſelben Anſichten, eine allgemeine und ganz unbedingte Ausſchlieſſung aller Thätigkeit der Bundesverſammlung in den vorliegenden Reclamationsſachen um ſo weniger behaupten wollen, als die eingeleiteten Commiſſions-Verhandlungen, wenn auch nicht die Stelle einer gerichtlichen Erörterung der erhobenen Anſprüche in foro competenti vertreten, doch aber die Verweiſung nicht zugeſtandener Forderungen zum Wege Rechtens vorbereiten, und den Rechtsgang ſelbſt offen machen ſollen; woraus zu folgen ſcheint, daß wenigſtens eine mittelbare Verhinderung der rechtlichen Erörterung unbefriedigt gebliebener Reclamationen, und demnach eine Art von Juſtizverweigerung und Verletzung des 29. Artikels der Wiener Schlußacte eintreten würde, wenn, wider alles Erwarten, einer der bei Auseinanderſetzung der Weſtphäliſchen Angelegenheiten intereſſirten Staaten, durch Vorenthaltung der ſeinem Abgeordneten zu ertheilenden Inſtructionen, oder auf andere Weiſe, das Fortſchreiten der Commiſſions-Verhandlungen ohne Grund hemmen ſollte.

Geſtützt auf die vorausgeſchickten Erwägungen, geht der dieſſeitige Antrag dahin, daß dieſe hohe Verſammlung ſich für jetzt darauf beſchränken wolle, eine angemeſſene Friſt feſtzuſetzen, nach deren Ablauf von den bei der Auseinanderſetzung der Weſtphäliſchen Angelegenheiten intereſſirten Staaten Nachricht zu geben ſey, wie weit die mehrgedachten commiſſariſchen Verhandlungen vorgerückt ſeyen, damit alsdann beurtheilt werden könne, ob etwa der zweite, einer Juſtizverweigerung gleich zu achtende Fall vorhanden, und welcher Beſchluß zur Remedur zu faſſen ſey?

Baiern. Die Königlich-Baieriſche Bundestagsgeſandtſchaft findet ſich hinſichtlich der Reclamation der bei Regulirung der Angelegenheiten des vormaligen Königreichs Weſtphalen betheiligten Perſonen, insbeſondere der Weſtphäliſchen Domänenkäufer, unter Bezugnahme auf die dieſſeitigen früheren Aeuſſerungen in dieſem Betreffe, zu der Erklärung ermächtigt, daß Seine Königliche Majeſtät von Baiern zwar lebhaft wünſchen, alle dießfällige Beſchwerden durch geeignete Verfügungen der betheiligten Regierungen endlich beſeitigt zu ſehen, daß Allerhöchſtdieſelben aber die Einwirkung der Deutſchen Bundesverſammlung nur in ſo weit gut zu heiſſen vermögen, als ſelbe ſich auf den Weg gütlicher Vermittlung beſchränkt.

Indem daher die Königliche Geſandtſchaft den in der 15. dießjährigen Sitzung vom 5. Juni im Namen der Reclamations-Commiſſion gemachten, überdieß auf eine bedenkliche

Weise motivirten Anträgen nicht beistimmen kann, glaubt sie jedoch das Vertrauen aussprechen zu dürfen, daß die geeignete Verwendung der Bundesversammlung für eine billige Berücksichtigung der Reclamanten bei Seiner Königlichen Hoheit dem Herrn Kurfürsten von Hessen gewiß eine geneigte Aufnahme finden, und den erwünschten Erfolg einer Befriedigung billiger Ansprüche und einer endlichen beruhigenden Erledigung dieser Sache herbeiführen werde.

Königreich Sachsen. Der Gesandte stimmt auf Befehl seines allerhöchsten Hofes dahin ab:

Die von dem letztverstorbenen Herrn Kurfürsten von Hessen verfügte Vindication der während der feindlichen Occupation seiner Lande veräusserten Domänen seines Hauses sey für rechtmäßig zu erachten, und in der unterm 14. Januar 1814 von ihm erlassenen Verordnung eine Hemmung der Justiz, welche die Bundesversammlung zu einer Einschreitung nach dem 29. Artikel der Wiener Schlußacte verbinde, keineswegs zu erblicken, in so fern den depossedirten Domänen-Erwerbern unbenommen bleibe, die ex capite versionis in rem ihnen zustehenden Entschädigungsansprüche, so weit sie sich damit fortzukommen getrauen, vor den Landesgerichten rechtlich auszuführen.

In Ansehung der Gläubiger des Westphälischen Staatsschatzes aber und der von der Westphälischen Regierung contrahirten Staatsschuld, ferner derjenigen Personen, welche dieser Regierung Cautionen bestellt haben, und derjenigen Westphälischen Staatsdiener, welche auf Versorgung oder Pension Anspruch machen, da wären die betheiligten Regierungen einzuladen, für die Beschleunigung der commissarischen Arbeiten, in so weit sie auf die Erledigung der bei der Bundesversammlung angebrachten Reclamationen sich beziehen, Sorge zu tragen und wenigstens sobald als möglich ausmitteln und feststellen zu lassen:

welche Forderungen der Reclamanten, in dem vorausgesetzten, aber noch nicht zugegebenen Falle, daß selbige rechtlich begründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anzusehen seyn würden?

und

in welchem Verhältnisse solchenfalls jede der betheiligten Regierungen zu Befriedigung derselben beizutragen haben werde?

damit hiernach die Reclamanten ihr vermeintliches Recht vor den betreffenden Landesgerichten geltend machen könnten, wenn eine aussergerichtliche Vereinigung darüber nicht zu erlangen wäre.

Hannover. Nach den vielfachen Aeusserungen, welche von meinem allerhöchsten Hofe in dieser in ihren Folgen so wichtigen Angelegenheit abgegeben sind, beziehe ich mich

auf diejenigen speciellen Erklärungen, die in den Protokollen der 30. Sitzung vom 30. Juli 1821 und der 15. Sitzung vom 5. Juni 1823 enthalten sind.

Was den gegenwärtigen Standpunct der Sache und der Abstimmungen betrifft, so scheint mir, in Hinsicht

I) der Domänenkäufer in Kurhessen, die von dem Kurhessischen Herrn Gesandten in der 15. dießjährigen Sitzung geschehene Aeusserung nicht die Veranlassung zu einer weitern Intervention, oder zu dem Ausdrucke der Erwartung darzubieten, daß von Seiner Königlichen Hoheit eine namentliche Angabe derjenigen Domänenkäufer geschehe, mit welchen ein gütliches Abkommen getroffen, und eine nähere Anführung der in den unerledigten Fällen einer gütlichen Uebereinkunft entgegenstehenden Gründe.

Eine solche specielle Angabe würde in der That eine Art der Einlassung in sich begreifen, und eventuell auf eine weitere Intervention führen, als mit der von Kurhessen und diesseitig behaupteten Incompetenz vereinbar erscheint.

Unter Staaten, die in freundschaftlichen Verhältnissen stehen, und mehr noch unter Bundesstaaten, können gegenseitige Mittheilungen geschehen, ohne gegenseitige Einmischung zu begründen.

Solche Mittheilungen, wenn sie, auch in Fällen bestrittener Competenz, der Bundesversammlung zur Aufklärung und Beruhigung geschehen, können derselben nicht anders als wünschenswerth erscheinen.

Sollte aber in vertraulichen Mittheilungen dieser Art eine Veranlassung gefunden werden, die Erwartung noch weiter gehender, specieller und für die Behauptung der Incompetenz mehr oder weniger präjudicirlicher Aeusserungen zu begründen; so würde daraus leicht die Folge entstehen, so wünschenswerthe Mittheilungen ausgeschlossen oder wenigstens in ihrer vertraulichen Offenheit beschränkt zu sehen.

In Hinsicht

II) der Forderungen an den aufgelösten Westphälischen Staatsschatz, der so genannten Westphälischen Staatsschuld, der Erstattung der in Westphalen geleisteten Cautionen, und der Ansprüche der Westphälischen Staatsdiener, ist bereits in der verehrlichen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Abstimmung ausgeführt, wie für die gegenwärtige Lage dieser Angelegenheiten, so wie der der Domänenkäufer, der Gesichtspunct einer Justizverweigerung gänzlich ausgeschlossen sey.

So wie nun an sich die Gegenstände des innern und äussern Staatsrechts nicht in das Gebiet der Rechtsverwaltung hinübergezogen werden können, so wird die Regulirung sämmtlicher Westphälischer Angelegenheiten auch, in Hinsicht auf die hohe Bundesversammlung, niemals unter dem Gesichtspuncte einer Justizverweigerung erscheinen können.

Es ist unter Beistimmung sämmtlicher allerhöchsten und höchsten Höfe, daß Seine Königliche Majestät auf dem Wiener Congresse von 1820 erklärt haben, daß Allerhöchstdieselben das Verhältniß in Beziehung auf das Königreich Westphalen, und den Grundsatz, daß jede Disposition über Staaten ohne rechtliche Wirkung bleibe, bevor sie durch Einwilligung des Landesherrn oder durch einen Friedensschluß bestätigt worden, nie auch nur per indirectum dem Ausspruch einer richterlichen Entscheidung unterwerfen könnten.

Dieses aber würde gleichwohl der Fall seyn, wenn unter dem Gesichtspuncte der Justizverweigerung eine Sache in die Cognition der hohen Bundesversammlung gezogen werden sollte, welche überhaupt und ganz allgemein, mit Einstimmung sämmtlicher Bundesstaaten, von der Competenz derselben eximirt ist.

Was die von den betreffenden Höfen angeordnete und am 20. Juni 1821 in Berlin zusammengetretene Commission Behuf Auseinandersetzung und Regulirung der aus dem vormaligen Königreiche Westphalen herrührenden verschiedenen Verhältnisse betrifft; so ist darüber, und über den Gesichtspunct, aus welchem dieselbe zu betrachten, bereits von mir die in dem Protokolle der 15. dießjährigen Sitzung enthaltene Anzeige geschehen.

Wenn die gegenwärtig darüber von der verehrlichen Königlich-Preussischen Gesandtschaft ertheilte Mittheilung sich auf eine einfache Anzeige beschränkte; so würde ich, den Befehlen meines Hofes gemäß, mich derselben auf das bereitwilligste angeschlossen haben.

In so fern aber

1) damit diejenigen Aeusserungen verbunden sind, nach welchen angenommen wird, daß eventuell eine Art der Justizverweigerung und eine Intervention der hohen Bundesversammlung in dieser Sache eintreten könnte, in welcher, zufolge ihrer speciellen Lage, beide überhaupt als gänzlich ausgeschlossen zu betrachten sind; und in so fern

2) der Antrag der Königlich-Preussischen verehrlichen Gesandtschaft auf eine von der hohen Bundesversammlung festzusetzende Frist gerichtet ist, nach deren Ablauf von den interessirten Staaten eine Nachricht zu geben sey, wie weit die Verhandlungen vorgerückt, damit alsdann beurtheilt werden könne, ob etwa der einer Justizverweigerung gleich zu achtende Fall vorhanden, und welcher Beschluß zur Remedur zu fassen sey?

bin ich zufolge der bestimmtesten Instructionen veranlaßt, gegen diese Aeusserungen und Anträge Namens meines allerhöchsten Hofes eine Verwahrung einzulegen.

Bekannt mit dem lebhaften und beständigen Wunsche des Königs, meines Herrn, Ihre Ansichten mit denen Seiner Königlich-Preussischen Majestät in Uebereinstimmung zu sehen, kann ich nur ungern eine Pflicht erfüllen, die mir die für mich unerwartete Verschiedenheit der Ansichten beider Ministerien in dieser Sache auflegt.

Es ist aber bereits in der 15. dießjährigen Sitzung von mir erklärt: Seine Königliche Majestät könnten nie dazu stimmen, daß die Entscheidung über die, vor Entstehung des Deutschen Bundes statt gefundenen, völkerrechtlichen Verhältnisse zwischen den einzelnen, zu dem ephemeren Königreiche Westphalen gewaltsam gezogenen Provinzen der Bundesversammlung beigelegt, oder von derselben einem zum Erkenntnisse gar nicht geeigneten Gerichte übergeben werde; es müsse vielmehr allein Sache der Bundesstaaten selbst, welche daran ein Interesse haben, bleiben, sich darüber unter einander zu verstehen; und diese würden sich dazu keinen Termin von dieser hohen Versammlung setzen lassen können.

Es bleibt mir also nur übrig, mich auf diese Erklärung in ihrem ganzen Inhalte zu beziehen.

In Hinsicht der speciellen Mittheilungen, welche von der verehrlichen Königlich-Preussischen Gesandtschaft über die in Berlin niedergesetzte Commission, und die Verhandlungen derselben, geschehen sind, bemerke ich, daß mir nur eine ganz generelle Nachricht darüber geworden ist. Es wird mir daher erlaubt seyn, für den Fall, daß vielleicht eine Erklärung darüber von meinem Gouvernement erforderlich gehalten werden könnte, solche vorzubehalten.

Würtemberg. Die Königlich-Würtembergische Gesandtschaft hat über die Commissionsanträge, in Betreff der Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, nachstehende Erklärung abzugeben.

A) In Beziehung auf die Verhältnisse der Domänenkäufer.

Die Königlich-Würtembergische Regierung vermag eine Competenz der Bundesversammlung zur Entscheidung der Ansprüche der Westphälischen Domänenkäufer nicht als begründet zu erachten. Möge der Gegenstand derselben die rechtliche Gültigkeit der von den reclamirenden Privaten mit der vormaligen Westphälischen Regierung geschlossenen Contracte, oder die Entschädigung seyn, welche sie an die jetzigen Regierungen wegen geschehener Zurückziehung veräusserter Domänengüter aus gültig erkannten Contracten machen; so stellen sich, in einem wie in dem andern Falle, die erhobenen Ansprüche als solche dar, welche in Beziehung auf ein ursprüngliches privatrechtliches Rechtsgeschäft von den Unterthanen jener Regierungen gegen den Fiscus erhoben werden. Schon dieser ihrer Natur nach, können sie daher nur allein zur rechtlichen Entscheidung der betreffenden Landesgerichte geeignet seyn.

Erst alsdann, wenn diese rechtliche Entscheidung verweigert oder gehemmt wäre, würde der Bundesversammlung obliegen, im Sinne des 29. Artikels der Schlußacte die gerichtliche Hülfe bei der betreffenden Bundesregierung zu bewirken. Als eine solche Hemmung müßte übrigens jede der unbedingten Unabhängigkeit des richterlichen Urtheils,

sowohl über die Streitfrage selbst, als über die bei ihrer Entscheidung anzuwendenden Rechtsnormen in den Weg tretende Vorschrift oder gesetzliche Norm erscheinen, welche mit zurückwirkender Kraft auf die zu entscheidenden einzelnen Fälle entweder bereits erlassen wäre, oder fernerhin ergehen möchte.

Es dürften daher die Beschwerden und Ansprüche der Westphälischen Domänenkäufer an die zuständigen Landesgerichte zur unabhängigen rechtlichen Entscheidung zu verweisen und nur für den Fall der Hemmung oder Verweigerung derselben, die Beschwerdeführung bei der Bundesversammlung vorzubehalten, zugleich aber die betreffenden Regierungen einzuladen seyn, den Rechtsweg, da, wo es nicht bereits geschehen, mit Beseitigung aller Hindernisse zu eröffnen.

In Beziehung auf den zweiten Gegenstand des Commissionsantrages, welcher

B) die gütliche oder rechtliche Erledigung derjenigen Reclamationen betrifft, welche in Hinsicht auf Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, die in demselben contrahirte Staatsschuld, die der Westphälischen Regierung gestellten Cautionen und die Versorgung ehemaliger Westphälischer Staatsdiener bei der Bundesversammlung angebracht wurden, hat sich zwar durch die schon unter dem 5. Juni d. J. von Königlich-Preussischer Seite gegebene vorläufige Auskunft über den damaligen Stand der Arbeiten der in Berlin versammelten gemeinschaftlichen Commission die Aussicht begründet, daß ein demnächst zu erwartendes Resultat jede weitere, in der Competenz der Bundesversammlung liegende Vorsorge überflüssig machen werde. So fern inzwischen einer entsprechenden Mittheilung hierüber dermalen noch fortdauernde Hindernisse im Wege stehen möchten, findet man ein im Sinne des Commissionsantrages an die betheiligten Regierungen zu stellendes Ersuchen eben sowohl mit den längst im Allgemeinen ausgesprochenen erhabenen Ansichten der betheiligten Regierungen, als mit den Sachverhältnissen in Uebereinstimmung, und zugleich dazu geeignet, um allem demjenigen Genüge zu leisten, was die Reclamanten in der gegenwärtigen Lage dieser Angelegenheit von einer Einwirkung der Bundesversammlung auf deren Erledigung zu erwarten sich berechtigt finden können.

Baden. Die Gesandtschaft ist angewiesen, so viel die Reclamationssache der Westphälischen Domänenkäufer betrifft, im Allgemeinen für die Verweisung der Reclamanten an die betreffenden Landesgerichte zu stimmen, dabei aber die Ansicht zu äussern, daß der Artikel 29 der Wiener Schlußacte, durch welchen die Competenz der hohen Bundesversammlung begründet erscheine, gehörig zu berücksichtigen sey.

Was die sub B des Commissionsberichtes berührten Gegenstände anlangt, so glaubt die Großherzogliche Regierung zuvörderst die Erklärungen der hierbei zunächst betheiligten höchsten Bundesglieder abwarten zu müssen, ehe sie sich über dieselben auszusprechen vermag.

Kurheſſen. Was die Reclamation der vormaligen Käufer verſchiedener Kurfürſtlicher Domänen betrifft, ſo ſey die Befugniß Seiner Königlichen Hoheit des hochſeligen Kurfürſten, dieſe zur Zeit der Wiedererlangung einer völligen Ausübung Ihrer Regierungsrechte wieder einzuziehen, bereits mehrmalen zu Aufklärung dieſer Sache der hohen Bundesverſammlung in früheren Sitzungen, namentlich noch in der 15. d. J., von der Kurfürſtlichen Geſandtſchaft bemerklich gemacht, und zugleich, daß über die anmaßlichen Beſchwerden der Domänenkäufer von dieſer Verſammlung, als nicht competent, nicht cognoscirt werden könne, ausgeführt worden; man glaube daher einer weiteren Aeuſſerung hierüber ſich dermalen enthalten zu können, ſey auch hierzu noch nicht angewieſen, und wolle ſich ſelbige etwa nöthigen Falls noch vorbehalten; dieſer Fall der Nothwendigkeit werde jedoch, nach dem, was bereits in der 15. Sitz. d. J. auch von der Königlich-Hannöveriſchen Geſandtſchaft, und noch heute von der Kaiſerlich-Königlichen Präſidialgeſandtſchaft vorgetragen und zum Protokolle gegeben worden iſt — auf welche Abſtimmungen man ſich ſtatt einer dieſſeitigen weiteren Erklärung nur würde beziehen können — wohl nicht eintreten.

Hinſichtlich des ſo eben von der Königlich-Preuſſiſchen Geſandtſchaft in Beziehung auf den befragten Gegenſtand geſchehenen Antrages:

> daß nämlich die hohe Bundesverſammlung Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürſten durch Ihre Geſandtſchaft den Wunſch ausdrücken laſſen möge, diejenigen von den Reclamanten, deren Beſchwerden zufolge der Eröffnung in der 15. dießjährigen Sitzung immittelſt erledigt worden ſeyen, namentlich und ſpeciell anher bekannt zu machen;

ſo ſey dieſer der Kurfürſtlichen Geſandtſchaft erſt während dieſer Sitzung zur Kenntniß gekommen, und ſie würde alſo, der Regel nach, in dem Falle ſeyn, ſich ihre Erklärung hierauf noch vorbehalten und Inſtruction einholen zu müſſen; ſie, die Geſandtſchaft, glaube jedoch, nicht zuviel zu wagen, wenn ſie jene Eröffnung in der 15. Sitzung, in ſo weit die gebrauchten Worte dieß nicht ſchon ergeben ſollten, dahin erkläre, daß Seine Königliche Hoheit nur die höchſte Abſicht gehabt hätten, die hohe Bundesverſammlung von der Berückſichtigung ihrer Empfehlung in der Allgemeinheit in Kenntniß zu ſetzen, keineswegs aber damit eine Verbindlichkeit, die Einzelnen von den Reclamanten, welche zufrieden geſtellt worden, noch künftig namentlich angeben zu laſſen, hätten nachgeben, oder die Competenz der Bundesverſammlung, Höchſtſie hierzu zu veranlaſſen, hätten anerkennen wollen. Nach dieſer Anſicht und Vorausſetzung glaube aber Kurfürſtliche Geſandtſchaft, von einem weiter gehenden Anſinnen ſich den von der verehrlichen Königlich-Preuſſiſchen Geſandtſchaft gewünſchten Erfolg nicht verſprechen und ſelbiges daher auch nicht ad referen-

dum nehmen zu können, müsse vielmehr dahin antragen, daß von einer dahin gerichteten Beschlußnahme abgestanden werde.

Was endlich die allgemeineren vermeintlichen Ansprüche der Westphälischen Gläubiger, Cautions-Reclamanten und Staatsbeamten betrifft, so sey die Kurfürstliche Gesandtschaft von der vermaligen Lage und dem Fortgange der deßfallsigen Verhandlungen zu Berlin nicht in der Maaße unterrichtet, um sich hierüber äussern zu können, halte aber diesen Gegenstand, mit der Königlich-Hannöverischen Gesandtschaft, zu irgend einer Einschreitung von Seiten der hohen Bundesversammlung nicht geeignet.

Großherzogthum Hessen. Ueber die Ansichten des Großherzoglichen Hofes in Betreff der Reclamationen mehrerer bei der Auflösung des Königreichs Westphalen betheiligten Personen, soll der Gesandte sich in folgender Abstimmung zum Protokolle erklären:

Was

I) die Domänenkäufer

angeht, so kann die Competenz dieser hohen Versammlung nur dann als begründet angenommen werden, wenn sie sich aus dem Artikel 29 der Wiener Schlußacte herleiten läßt.

Hiernach sind erwiesene, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen eines jeden Landes zu beurtheilende Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen.

Hier liegt aber ein Gesetz vor, welches den Gegenstand zum Nachtheil der Reclamanten entscheidet, und dieses Gesetz ist, da in dem Kurfürstenthume Hessen der Souverain allein die gesetzgebende Gewalt hat, offenbar verfassungsmäsig entstanden. Will man also nicht den, nirgends bundesgesetzlich ausgesprochenen, exorbitanten und sich von selbst widerlegenden Satz aufstellen, daß die Bundesversammlung über die Gültigkeit oder Verbindlichkeit eines jeden in irgend einem Bundesstaate bestehenden Gesetzes zu urtheilen und zu verfügen befugt sey; so ist nichts einleuchtender, als daß es weder auf die, in dem Commissionsvortrag erörterte, innere Gültigkeit im Allgemeinen, noch darauf ankommen kann, ob die Form einer authentischen Interpretation oder rückwirkenden Kraft von der Gesetzgebungspolitik empfohlen werde; denn der Gebrauch dieser Form ist von dem Ermessen der gesetzgebenden Gewalt, mithin in dem Kurfürstenthume Hessen von dem Souverain abhängig. Es handelt sich hier auch keinesweges von Privatrechtsstreitigkeiten des Fiscus, sondern nur von staatsrechtlichen Verhältnissen desselben.

Was nach den vom Gesetzgeber erlassenen Bestimmungen Recht ist, muß als solches eben so, wie die, durch kein Rechtsmittel anzufechtenden, endlichen Aussprüche oberster Gerichte, respectirt werden, und Grundsätze des allgemeinen Staatsrechtes können bekanntlich nur in Ermanglung besonderer positiver Bestimmungen zur Anwendung kommen.

Es kann daher von Justizhemmung hier nicht die Rede seyn, wo es jedem frei steht, sich an die Landesgerichte zu wenden, so gewiß und nothwendig es auch ist, daß die Gerichte bei ihren Entscheidungen an die verfassungsmäßig bestehenden Gesetze gebunden sind.

Liegt nun aber ein von der gesetzgebenden Gewalt ausgegangenes Gesetz vor — ist jedes bestehende von dem Gesetzgeber erlassene Gesetz auch ein verfassungsmäßig bestehendes, und fehlt es an den wesentlichen Voraussetzungen einer Justizhemmung; so fällt auch die Möglichkeit hinweg, die Competenz einer hohen Bundesversammlung hinsichtlich des befragten Gegenstandes bundesgesetzmäßig zu begründen.

Da übrigens Rücksichten der Billigkeit allerdings auf ein anderes Resultat führen können, als die hier allein entscheidenden Rechtsgrundsätze über die bundestägliche Competenz, so konnte es dem Großherzoglichen Hofe nur zum Vergnügen gereichen, aus den Aeusserungen der Königlich-Preussischen Gesandtschaft (S. 237 des Prot.) zu ersehen, daß die, von Seiten aller betheiligten Staaten eingetretenen, commissarischen Verhandlungen auch auf diesen Gegenstand wesentlichen Einfluß haben werden.

Was

II) die übrigen Gegenstände der Reclamation

betrifft, so kann, da von Herzoglich-Braunschweigischer Seite der Rechtsweg eröffnet und offen erhalten wurde, von dieser Regierung keine weitere Rede seyn, sobald bei mit anderen Staaten gemeinschaftlichen Verhältnissen, welche theilbar sind, ihr Antheil demnächst bestimmt seyn wird.

Uebrigens kann man allerdings irgend eine Einschreitung der Bundesversammlung zum Zwecke, wenn auch nur zum eventuellen Zwecke einer gerichtlichen Entscheidung, nicht für statthaft erkennen.

Daß eine solche Einschreitung nicht durch den Art. 30 der Wiener Schlußacte gerechtfertigt werde, beweisen die von der Königlich-Hannöverischen Gesandtschaft S. 238 und 239 des Protokolls angeführten, dabei statt gefundenen Verhandlungen. Daß auch der Art. 29 die Competenz zum Behuf einer Einschreitung jener Art nicht begründe, ergiebt sich theils aus dem, was eben über den Art. 30 bemerkt wurde, indem mit Gewißheit anzunehmen ist, daß man sich nicht bei dem Art. 29 demjenigen unterworfen habe, welchem man sich niemals unterwerfen zu wollen bei dem Art. 30 erklärte, theils aus dem, was zu I. rücksichtlich der Domänenkäufer oben ausgeführt wurde, besonders daraus, daß die Verhältnisse des Fiscus oder der Staatsregierung wegen Verbindlichkeiten, welche von einem aufgelösten, theils anerkannten, theils nicht anerkannten Gouvernement mögen contrahirt worden seyn, offenbar keinen privatrechtlichen Charakter an sich tragen; daß aber jede Gesetzgebung, welche den Fiscus gerichtlichen Aussprüchen unterwirft, dieß auf privat-

rechtliche Verhältnisse beschränkt, und daß jede Ausdehnung einer solchen Unterwerfung auf Verhältnisse des öffentlichen Rechts eine für unabhängige Staaten unzulässige Unterordnung der ganzen Regierung unter die Aussprüche der Gerichtshöfe enthalten würde. Auf der andern Seite kann nicht mißkannt werden, wie hart das Geschick derjenigen Interessenten ist, deren in gutem Glauben und auf rechtliche Weise, vielleicht mit Aufopferung ihres ganzen Vermögens, erworbene Ansprüche nach zehnjährigem Zeitverlauf noch keine Entscheidung herbeigeführt haben: ob und wie sie zu ihrer Befriedigung gelangen können? Diese Ansicht hat ohne Zweifel das Zusammentreten einer Commission der betheiligten Regierungen zu Berlin am 20. Juni 1821 veranlaßt; in diesem Betracht, und gestützt auf die Erklärungen der Königlich-Preussischen und Königlich-Hannöverischen Gesandtschaften in der 30. Sitzung von 1821, glaubt man daher für eine Verwendung bei der Königlich-Hannöverischen, Kurfürstlich-Hessischen und Herzoglich-Braunschweigischen Regierung zu dem Ende stimmen zu können, daß die geeigneten Befehle zu baldthunlichster Beendigung der Arbeiten gedachter Commission ertheilt werden, zumal da von dem Königlich-Preussischen Gouvernement, nach der Erklärung der Königlichen Gesandtschaft vom 5. Juni dieses Jahres, schon so viel für diesen Zweck vorbereitet worden ist.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Die Königliche Gesandtschaft ist befehligt, über das wegen Regulirung des aufgelösten Königreichs Westphalen von Betheiligten angebrachte Gesuch, nachstehende Abstimmung zu Protokoll zu geben.

Nach den bestehenden Gesetzen kann die Bundesversammlung nur dann competent seyn, in die Beschwerde der Kurhessischen Domänenerwerber einzuschreiten, wenn der Artikel 29 der Wiener Schlußacte in Anwendung zu bringen ist. Hierzu ist erforderlich, daß eine verweigerte oder gehemmte Rechtspflege erwiesen werde. Im vorliegenden Falle ist dieses jedoch nicht geschehen. Die Beurtheilung landesherrlicher Verordnungen kann nicht zur Competenz der Bundesversammlung gehören, und eine allgemeine, nicht für einen speciellen Fall gegebene Verordnung — hätte sie auch in favorem fisci eine rückwirkende Kraft — kann einer Justizverweigerung nicht gleich geachtet werden.

Aus den beiden Kurfürstlichen Verordnungen vom 14. Januar 1814 und 31. Juli 1818 — von denen die erstere älter als die Bundesacte, beide älter als die Schlußacte sind — kann mithin eine Justizverweigerung nicht erwiesen werden. Die Bundesversammlung ist daher nicht competent, über die angebrachten Beschwerden irgend eine Entscheidung zu treffen, und die Reclamanten sind mithin von hier ab- und an ihre Gerichte zu verweisen.

In Ansehung der Gläubiger des Westphälischen Staatsschatzes, der von der Westphälischen Regierung contrahirten Staatsschuld, so wie derjenigen Personen, welche dieser Regierung Cautionen geleistet haben, und derjenigen Staatsdiener, welche auf Versorgung

oder Pension Anspruch machen, ist die Königliche Gesandtschaft ermächtigt, dahin zu stimmen: daß die Bundesversammlung die betheiligten Regierungen ersuche, durch ihre Ausgleichungs-Commission in Berlin sobald als möglich ausmitteln und festsetzen zu lassen, welche Forderungen, in dem vorausgesetzten, jedoch nicht zugegebenen Falle, daß selbige rechtlich begründet wären, als Central-Verbindlichkeiten des aufgelösten Königreichs Westphalen anzusehen seyn würden.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Die Gesandtschaft beruft sich in Betreff der Reclamationen der Westphälischen Domänenkäufer auf die bereits zu dem Protokolle der 16. dießjährigen Sitzung abgegebene Erklärung, und stimmt in Betreff der übrigen Westphälischen Angelegenheiten wie Oesterreich.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Eine von dem Königlich-Preussischen Herrn Gesandten in der 15. dießjährigen Sitzung, bei Gelegenheit des Vortrages über die verschiedenen dießorts vorliegenden Gesuche der bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen ꝛc., geschehene Erklärung, hat die Aussicht eröffnet, daß durch die eingeleiteten und möglichst zu beschleunigen beabsichtigten commissarischen Verhandlungen, welche, zum Theil, über jene Gegenstände in Berlin eingeleitet worden sind, die Erledigung der Westphälischen Central-Angelegenheiten überhaupt, mit Einschluß der Domänen-Erwerbungen, wesentlich werde gefördert werden, und die Veranlassung gegeben, daß ich vor jetzt in der Hauptsache nicht, und nur dahin instruirt worden bin, den Wunsch auszudrücken, daß von dieser hohen Versammlung einem definitiven Beschlusse in der Sache ein etwa sechsmonatlicher Anstand gegeben werden möchte. Ich würde darum auch um so weniger entgegen seyn, wenn es gefallen wollte, den eben vernommenen Antrag der Königlich-Preussischen Gesandtschaft in Ansehung der Domänenkäufer zum Gegenstand einer besondern Instructions-Einholung zu machen, so wenig ich übrigens wegen meiner nicht in das Materielle eingehenden Abstimmung einen Beschluß dieser hohen Versammlung aufzuhalten gemeint bin.

Braunschweig und Nassau: wie Hannover, und unter der Bemerkung, daß des Herrn Herzogs zu Braunschweig-Lüneburg Durchlaucht die Gesandtschaft ausdrücklich angewiesen haben, Höchstdero vollkommene Beistimmung zu den in dem Protokolle der 15. dießjährigen Sitzung dargelegten Grundsätzen zu erklären und bei denselben fest zu beharren.

Seine Herzogliche Durchlaucht betrachten die Anerkennung einer entgegengesetzten Ansicht als für alle Staaten gefährlich, indem, wenn die Disposition einer usurpatorischen Regierung über die Substanz des Eigenthums eines feindlich in Besitz genommenen Staates als rechtsgültig anerkannt werden sollte, kein Staat im Falle eines Krieges vor den unseligen

Folgen eines solchen Grundsatzes gesichert seyn würde, und es nur eines kurzen Einfalls in dessen Gebiet bedürfte, um den angegriffenen Staat sogleich in seinem innersten Grunde zu erschüttern, wenn der feindliche General dazu schritte, das Staatseigenthum zu veräussern, und eine solche Veräusserung nachher als gültig anerkannt werden müßte.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff der aus den Verhältnissen des vormaligen Königreichs Westphalen herrührenden Reclamationen, hat der Großherzoglich-Mecklenburgische Bundestagsgesandte die Meinung seiner höchsten Höfe dahin auszusprechen:

I) in Beziehung auf die Domänenkäufe in Kurhessen:

daß für die Bundesversammlung — welcher überhaupt keine Befugniß zur Einmischung in die Gesetzgebung der Bundesregierungen zustehe, und eben so wenig die specielle Beurtheilung landesherrlicher Verordnungen competire — die in dem Artikel 29 der Wiener Schlußacte vorgesehene Justizverweigerung oder Hemmung bei den hier gedachten Reclamationen nicht wirklich vorliege, demnach die Bundesversammlung bei dem Vorwalten der vorangeführten Verhältnisse sich keine Einschreitungs-Befugniß zuerkennen könne, sondern die Reclamanten an ihre Gerichte zu verweisen habe, wobei jedoch auch zugleich an des Kurfürsten von Hessen Königliche Hoheit eine wiederholte generelle Empfehlung der Reclamanten, zur billigsten landesherrlichen Berücksichtigung, zu richten seyn möchte.

II) in Beziehung auf die aus andern Titeln der vormaligen Königlich-Westphälischen Verhältnisse (Staatsschatz, Staatsschuld, Cautionen, Pensionen oder Versorgungen) hergeleiteten Reclamationen:

daß Reclamanten auf die von den betheiligten Regierungen von Preussen, Hannover, Kurhessen und Braunschweig zur Auseinandersetzung und Ausgleichung der Central-Angelegenheiten des vormaligen Königreichs Westphalen gemeinschaftlich niedergesetzte Commission hinzuweisen wären, jedoch auch zugleich vorgenannten hohen Regierungen die Beförderung der von Ihnen beabsichtigten Ausmittlung, in Beziehung auf die hier gedachten Reclamanten, zu empfehlen sey.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. Die Gesandtschaft ist durch die ihr zugegangenen Instructionen in den Stand gesetzt, über die vorliegende Angelegenheit folgendermaßen abzustimmen:

Ueber die Frage: ob die von Napoleon ihrer Lande gewaltsam beraubten Regenten die während der feindlichen Occupation veräusserten Domänen zurückzunehmen berechtigt gewesen? dürfte der Bundesversammlung kein Urtheil zustehen, weil hier von Regentenhandlungen die Rede ist, welche

a) vor der Abſchlieſſung des Deutſchen Bundes vorgenommen ſind, und

b) in Anſehung deren keine beſchränkende Uebereinkunft unter den Bundesgliedern beſteht.

Geſetzt, man wollte aber auch dieſes annehmen, ſo entſcheiden doch die anerkannten Grundſätze des practiſchen Europäiſchen Völkerrechts ſo beſtimmt für den Regenten, daß dagegen die Behauptungen einiger neueren Theoretiker nicht in Betracht kommen können.

Zwar tritt der Eroberer an die Stelle des vertriebenen Fürſten, ſowohl in der Ausübung der Souverainetät, als auch in der Benutzung des Staatseigenthumes. Allein er erwirbt dadurch weder jene noch dieſes, und wenn gleich die Unterthanen demjenigen gehorchen müſſen, welcher Gewalt über ſie hat; ſo wird doch durch die bloße Thatſache der Eroberung des Landes und der Vertreibung des rechtmäſigen Fürſten, das innige Band nicht gelöſet, welches durch die Grundgeſetze des Staates geknüpft iſt. Zwar kann ein erobertes Land der Regierung nicht entbehren, aber dadurch, daß der Eroberer die Regierungsrechte ausübt, wird er nicht rechtmäſiger Regent, und der leidende Gehorſam, dem die Unterthanen ſich nicht entziehen können, darf nicht weiter gehen, als die Nothwendigkeit heiſcht, darf inſonderheit durch freiwillige, vielleicht ſelbſt eigennützige Handlungen die Grenze nicht überſchreiten, die die dem rechtmäſigen Fürſten ſchuldige Treue vorzeichnet. Die Unterthanen dürfen daher, ſo weit es von ihnen abhängt, zu Regierungshandlungen des Eroberers nicht mitwirken, welche den Beſtand des Staates und des Staatseigenthumes zu vermindern bezwecken, und der Ankauf von Staatsgütern, welche der Eroberer zu veräuſſern ſucht, iſt in der Regel von dem freien Willen des Käufers abhängig, folglich auch, während des feindlichen Beſitzes eines Landes, in der Regel unerlaubt.

Es iſt gewiß eine eben ſo grundloſe, als gefährliche Lehre, daß die Eroberung eines Landes und die Vertreibung ſeines rechtmäſigen Fürſten eine Regierungsveränderung, nicht bloß der That, ſondern auch dem Rechte nach, zur Folge habe, und daß daher ſich Alles eben ſo verhalte, als wenn eine rechtmäſige, feſte Regierung beſtände. Die Anhänger dieſer Lehre verwechſeln die Ausübung mit der Erwerbung der Regierungsrechte, den Kriegsſtand mit dem Friedensſtand, den feindlichen Beſitz mit der rechtlichen Regierungsfolge, da doch jener nur auf der Gewalt der Waffen, dieſe allein auf der Kraft des Rechts, welches man aus der Analogie der Verträge erklärt, oder auf der Wirklichkeit derſelben beruht. Denn, wenn gleich das practiſche Völkerrecht die Gültigkeit einer bloß factiſchen Regierungsnachfolge auch in dem Falle anerkennt, wenn ein vertriebener Fürſt im Laufe der Zeit alle vernünftige Hoffnung der Wiederherſtellung verloren; ſo bleibt doch der ausdrückliche Verzicht dieſes Fürſten das einzige Mittel, welches dem neuen Regenten und ſeinen Nachkommen volle Sicherheit gewährt, indem günſtige Ereigniſſe verloren geglaubte Rechte immer aufs Neue beleben können.

Wenn nun der Eroberer durch das Glück seiner Waffen nur ein Benutzungsrecht an dem Grundeigenthum des eroberten Staates erlangt; so kann er auch darüber nicht willkührlich verfügen, noch dasselbe veräussern. Die Veräusserungen, welche er vornimmt, sind nichtig, und der rechtmäsige Fürst, welcher in den Besitz des Landes wieder eintritt, ist dadurch nicht gebunden, wenn er nicht bei seiner Wiedereinsetzung durch ausdrücklichen Vertrag sich dazu verpflichtet hat, oder wenn nicht ganz besondere Rechtsgründe ihn dazu verbinden.

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen haben nun durch keinen Vertrag die Verbindlichkeit, die Regierungshandlungen des feindlichen Besitzers, und namentlich dessen Veräusserungen der Hessischen Domänen, anzuerkennen, übernommen. Seine Königliche Hoheit haben demnach auch nur gethan, wozu Dieselben berechtigt waren, als durch eine Verordnung vom 14. Januar 1814 die während der feindlichen Occupation vorgegangenen Veräusserungen ꝛc. für nichtig erklärt, und der Rentkammer befohlen wurde, sich wieder in den Besitz zu setzen. Der Besitznahme der Rentkammer konnten die Inhaber keine andern Titel entgegensetzen, als die sie von der Westphälischen Regierung erhalten hatten, welche aber für Seine Königliche Hoheit den Kurfürsten ohne verbindliche Kraft waren. Daß ein Königreich Westphalen gebildet worden war; daß dieses sich in regelmäsigen Formen eines geordneten Staates bewegte; daß Reichsstände, auch aus Kurhessischen Unterthanen gewählt, an der Regierung dieses Staates Theil nahmen; daß Ereignisse der Zeit das Vertrauen in den Bestand dieses Königreichs erwecken und befördern konnten: dieß alles vermochte nicht, dem rechtmäsigen Fürsten sein gutes Recht zu nehmen. Dieser hatte auf sein Land nicht verzichtet, und der ruhige Beobachter der Zeit mußte demselben Recht geben, wenn Er die Hoffnung seiner Wiederherstellung standhaft unterhielt.

Es ist sonach kein rechtlicher Grund vorhanden, die Gültigkeit der Verordnung vom 14. Januar 1814 anzufechten, worin die Zurücknahme der vom Feinde veräusserten unbeweglichen Güter ausgesprochen.

Ob und welche Rechtsgründe den Domänenkäufern hinsichtlich ihrer ex capite versionis in rem hergeleiteten Entschädigungsansprüche zur Seite stehen, haben die Landesgerichte zu beurtheilen, vor welchen die depossedirten Domänenerwerber ihre Ansprüche, in so fern sie sich damit durchzukommen getrauen, näher auszuführen haben.

Was die zweite Classe der Reclamationen betrifft, nämlich wegen der Forderungen an den Staatsschatz des aufgelösten Königreichs Westphalen, der von der vormaligen Regierung contrahirten Staatsschuld, ferner derjenigen, welche auf Zurückforderung der unter Westphälischer Regierung gestellten Cautionen, und endlich derjenigen, welche auf Versorgung oder Pensionirung Westphälisch er Staatsdiener gerichtet,

wären die betheiligten Regierungen einzuladen, baldmöglichſt ausmitteln und feſtſtellen zu laſſen:

1) welche Forderungen, im Falle, daß ſelbige rechtlich begründet, als Central-Verbindlichkeiten des vormaligen Königreichs Weſtphalen anzuſehen?

und

2) in welchem Verhältniſſe, unter gleicher Vorausſetzung, jede der betheiligten Regierungen zur Befriedigung jener Central-Verbindlichkeiten beizutragen haben werde?

wodurch die einzelnen Reclamanten, in Entſtehung auſſergerichtlicher Vereinbarung, und falls eine rechtliche Entſcheidung nothwendig, in den Stand geſetzt würden, ihr angebliches Recht vor den competenten Landesgerichten auszuführen. —

Hohenzollern, Liechtenſtein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Meine Durchlauchtigſten Committenten beklagen ausnehmend, daß die Lage der Weſtphäliſchen Domänenkäufer durch die Kurheſſiſche Verordnung vom 31. Juli 1818 weſentlich verſchlimmert worden iſt. Höchſtdieſelben glauben jedoch, daß eine Juſtizverweigerung oder Hemmung, mithin die Competenz der Bundesverſammlung zu Einſchreitungen, ſo lange nicht dargethan und begründet ſey, als jene Verordnung nicht auf früher rechtshängig gewordene Fälle angewendet werden und die Landesgerichte verhindern ſoll, über ein Geſuch auf Schadloshaltung zu erkennen.

Was die übrigen Anſprüche an die Geſammtheit des vormaligen Königreichs Weſtphalen betrifft, ſo werden die deßfallſigen Reclamanten die unter den betreffenden Höfen bereits begonnenen commiſſariſchen Unterhandlungen, deren möglichſte Beſchleunigung zu wünſchen und zu empfehlen wäre, vorerſt abwarten müſſen.

Wenn die Königlich-Preuſſiſche Geſandtſchaft in der 15. Sitzung wohlwollend äuſſert, daß die Entſcheidung dieſer gemeinſchaftlichen Reclamationen auch auf die Kurheſſiſchen Domänenkäufer weſentlichen Einfluß haben dürfte, ſo würde ſolches doch vorausſetzen, daß die Anſprüche der Domänenkäufer von der deßfallſigen Commiſſion gehört und erörtert würden, in welchem Falle der Entſcheidung deren Sache wohl noch einiger Anſtand gegeben werden könnte.

Die freien Städte: ſind der Meinung, was die Beſchwerden der Weſtphäliſchen Domänenkäufer in Kurheſſen betrifft, daß die Reclamanten von hier ab- und lediglich an die Kurheſſiſchen Landesgerichte zu verweiſen ſind.

In Beziehung auf die anderen Reclamationen in dieſer Angelegenheit, halten ſie dafür, daß die betheiligten Regierungen zu erſuchen ſind, die Arbeiten der in Betreff dieſes Gegenſtandes in Berlin vereinigten Commiſſion, ſo viel eher wie möglich, zu beſchleunigen.

Präsidium. Die Mehrheit spräche sich dahin aus, daß die hohe Bundesversammlung in allen bisher bei ihr angebrachten Beschwerden wegen Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen nicht competent sey, weil nirgends eine Rechtsverweigerung dargethan wäre.

Das Königlich-Preussische Votum trage jedoch dahin an, noch zur Zeit, mit Umgehung der Competenzfrage und des Commissionsantrages überhaupt, dem Kurhessischen Hofe durch Vermittlung seiner Bundestagsgesandtschaft den Wunsch und die vertrauensvolle Erwartung auszusprechen, daß derselbe die in der 15. dießjährigen Sitzung abgegebene Erklärung, bei seinen damals ausdrücklich vorbehaltenen weiteren Aeusserungen, durch eine namentliche Angabe derjenigen Domänenkäufer, mit welchen ein gütliches Abkommen bereits getroffen worden, noch zu vervollständigen, und hinsichtlich der bisher nicht erledigten Fälle, die Gründe, die dem Abschlusse einer gütlichen Uebereinkunft noch im Wege stehen mögen, näher anzuführen, keinen Anstand nehmen werde, damit die Versammlung sodann ein Weiteres, sowohl über eine etwaige fernere Intervention in dieser Sache überhaupt, als auch über die Art derselben, beschliessen könne.

Präsidium wolle vor Allem vernehmen, ob dieser Vorschlag angenommen werde?

Auf die hierüber gehaltene Umfrage, äusserte sich die eminente Mehrheit, besonders im Hinblicke auf die von dem Kurhessischen Herrn Bundestagsgesandten so eben vernommene Erklärung, gegen den Antrag der Königlich-Preussischen Gesandtschaft; es wurde daher in der Sache selbst durch Stimmenmehrheit

beschlossen:

1) Da die Kurfürstlich-Hessische Verordnung vom 14. Januar 1814 keine Justizverweigerung begründet, welche die Bundesversammlung zu einer Einschreitung nach dem 29. Artikel der Schlußacte verpflichten könnte, so hält sich dieselbe in der Angelegenheit der Westphälischen Domänenkäufer bundesgesetzlich nicht für competent; die Reclamanten werden daher mit ihrem Gesuche von der Bundesversammlung abgewiesen, und es glaubt dieselbe einer wiederholten Anempfehlung des allerdings rücksichtswürdigen Schicksals der Reclamanten an die Billigkeit Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten sich aus dem Grunde überhoben, weil, nach der von der Kurfürstlichen Gesandtschaft in der 15. dießjährigen Sitzung gegebenen Erklärung, mit mehreren Acquirenten solcher Domänen ein gütliches Abkommen theils getroffen worden ist, theils noch ferner mit voller Beruhigung erwartet werden kann.

2) Die Angelegenheit der Gläubiger des Westphälischen Staatsschatzes und der von der Westphälischen Regierung contrahirten Staatsschuld, ferner derjenigen, welche dieser Regierung Cautionen geleistet haben, und derer, welche auf Versorgung oder Pension Anspruch haben, ist in ihrer dermaligen Lage zu einer auf den 29. Artikel der Schlußacte

zu begründenden Einwirkung der Bundesverſammlung gleichfalls nicht geeignet; indeß unterläßt die Verſammlung nicht, durch die betreffenden Geſandtſchaften die betheiligten Regierungen zur möglichſten Beſchleunigung der Verhandlungen jener für dieſen Zweck in Berlin vereinigten Commiſſion vertrauensvoll einzuladen.

§. 165.

Vertheilung einer Schuld des Deutſchen Großpriorats des Johanniterordens an das Haus Lindenkampf und Olfers zu Münſter.

(1. Sitz. §. 6 d. J.)

Baden. Die Großherzogliche Geſandtſchaft iſt mit vorläufigen Inſtructionen über die Vertheilung der Schuld des Deutſchen Großpriorats des Johanniterordens an das Haus Lindenkampf und Olfers zu Münſter verſehen, und iſt bereit, dieſelbe der zu dem Behuf dahier niedergeſetzten beſondern Commiſſion mitzutheilen, ſobald dieſe ſich förmlich conſtituirt haben wird. Indem ſie die hohe Bundesverſammlung hiervon in Kenntniß ſetzt, glaubt ſie beifügen zu müſſen, daß die Großherzogliche Regierung die Ernennung eines eigenen Commiſſärs aus dem Grunde umgangen hat, weil ſie ihr Intereſſe durch eine erſchöpfende Erklärung der Geſandtſchaft für hinreichend gewahrt erachten konnte.

Man kam überein, den hier anweſenden Mitgliedern der von den betheiligten Regierungen zu dieſer Auseinanderſetzung ernannten beſondern Commiſſion hiervon Mittheilung zu machen.

§. 166.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 92, einger. am 3. Dec., von Dr. Ehrmann dahier, als Anwalt des Handlungshauſes Finkenſtein u. Comp. zu Pforzheim, Bitte um hohe Entſchlieſſung auf ſeine Vorſtellung vom 4. Dec. vorigen Jahres.

Num. 93, einger. am 3. Dec., von den Gebrüdern Peter u. Reinhard Klipvel und G Groß (nun deſſen Witwe), zu Kamberg, geweſenen Leibgardiſten des Kurfürſten von Trier, Bitte um hohe Vermittlung, daß ihnen der rückſtändige Sold, im Betrage von 2,293 Fl., als liquidirtes Guthaben an die Kurtrieriſche Landescaſſe ausbezahlt werde. Mit Anl. A bis F.

Num. 94, einger. am 3. Dec., von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten in den Weſtphäliſchen Angelegenheiten, Bitte um baldige Erledigung dieſer Sache.

wurden der betreffenden Commiſſion zugeſtellt.

Folgen die Unterſchriften.

Beilage 19.

Schreiben

des Königlich-Baierischen Oberappellationsgerichts zu München, als Austrägalgerichtshofes in Sachen des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, wegen Uebernahme althessischer Landes- und Cameralschulden.

Hohe Deutsche Bundesversammlung!

Der hohen Deutschen Bundesversammlung legt das unterfertigte Oberappellationsgericht des Königreichs Baiern, als erwählter Austrägalgerichtshof in Sachen des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, die Uebernahme eines verhältnißmäßigen Antheils von Schulden betreffend, das am heutigen Tage gefaßte Erkenntniß ehrerbietigst vor, und bemerkt hiebei gehorsamst, daß

a) dieses Erkenntniß den Anwälten der beiden Fürstenhöfe vorschriftmäßig eröffnet worden ist, und

b) daß das unterfertigte Oberappellationsgericht als Austrägalgerichtshof die in dem Bundestagsbeschlusse vom 16. Juni 1817, (Protokoll §. 231, Seite 468, Num. 5) vorgeschriebene Uebersendung der Acten an die hohe Bundesversammlung für itzt noch aus dem Grunde unterlassen zu müssen glaubt, weil ein eigentliches, den ganzen Streit endlich entscheidendes, Definitiv-Erkenntniß noch nicht gefaßt ist, vielmehr die Ausmittlung des Bestandes und des Betrages der Forderungen und Gegenforderungen erst noch zu geschehen hat, wonach auch der Zweck jener Actenübersendung, damit nämlich die hohe Bundesversammlung auf Befolgung des Erkenntnisses halten könne, zur Zeit noch nicht eintritt.

In tiefster Ehrerbietung erharren wir

Der hohen Deutschen Bundesversammlung

München den 4. Juli 1823.

unterthänigst gehorsamstes Oberappellationsgericht des Königreichs Baiern als Austrägalgerichtshof.

Graf von la Rosée, Präsident.

Graf von Arco, Präsident.

Haitinger, Secretär.

Beilage 20.

Im Namen und aus Auftrag des durchlauchtigsten Deutschen Bundes

wird von dem Oberappellationsgerichte des Königreichs Baiern, als erwähltem Austrägalgerichtshofe in Sachen des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, die Ueberweisung eines verhältnißmäsigen Antheils der althessischen Landes- und Cameralschulden betreffend, zu Recht erkannt.

I. Die Landesschulden betreffend:

daß A) die von dem Herzoglich-Nassauischen Hofe der Klage entgegengesetzte Einrede des unrecht gewählten Beklagten, und die daraus hergeleitete Einrede der Nichtcompetenz des diesseitigen Austrägalgerichtshofes als ungegründet zu verwerfen sey;

daß B) es bei dem von Seite des Herzoglich-Nassauischen Hofes erfolgten Anerkenntnisse der Verbindlichkeit, einen verhältnißmäsigen Antheil der althessischen Landesschulden zu übernehmen, sein Verbleiben habe, das Herzogthum Nassau folglich einen nach dem Verhältnisse des Steuercapitals auszumittelnden Antheil der benannten Schulden, nebst den seit dem 1. December 1802 davon fällig gewordenen Zinsen, zu übernehmen schuldig sey;

daß C) nach dem Anerkenntnisse des Großherzoglich-Hessischen Hofes, von dem an das Herzogthum Nassau übergehenden Antheil der Landesschulden ein verhältnißmäsiger Antheil der am 1. December 1802 bestandenen Landes-Activcapitalien abzurechnen;

daß D) es dem Herzoglich-Nassauischen Hofe unbenommen sey, die zwar in Anregung, aber nicht erschöpfend zur Verhandlung gebrachten Gegenansprüche auf einen verhältnißmäsigen Antheil an den, am 1. December 1802 bestandenen, althessischen Landes-Revenüen-Rückständen, Landes-Aerarial-Vorräthen, Landesanstalten, Stiftungen u. s. w. gegen den Großherzoglich-Hessischen Hof näher an- und auszuführen, — weßhalb

E) sowohl in Ansehung des Bestandes und des Betrages der hiernach von Nassau zu übernehmenden Landesschulden, als in Ansehung der Nassauischen Gegenansprüche, im Falle zwischen beiden Theilen eine gütliche Vereinigung nicht zu Stande kommt, von diesseitigem Austrägalgerichtshofe, auf Anrufen des einen oder des andern Theiles, weitere rechtliche Entschliessung erfolgen soll.

II. Die Kammerschulden betreffend:

A) daß das Herzogthum Nassau verbunden sey, von den althessischen, auf dem Kammervermögen der alten Landgrafschaft Hessen-Darmstadt erweislich am 1. December 1802 auf eine für die Regierungsnachfolger als solche rechtsverbindliche Weise bestandenen Kam-

merschulden einen verhältnißmäßigen, nach dem Domänenertrage auszumittelnden Antheil, mit den seit dem 1. December 1802 davon fällig gewordenen Zinsen, zu übernehmen;

B) daß von diesem Schuldenantheile, dem Anerkenntnisse des Großherzoglich-Hessischen Hofes gemäß, ein verhältnißmäßiger Antheil der in gedachtem Zeitpuncte bestandenen Cameral-Activcapitalien abzurechnen;

C) daß es dem Herzoglich-Nassauischen Hofe unbenommen sey, die noch nicht erschöpfend zur Verhandlung gebrachten Gegenansprüche auf verhältnißmäßige Theilnahme an den, am 1. December 1802 bestandenen, althessischen Kammer-Revüen-Rückständen, Kammer-Aerarialvorräthen, Staatsanstalten, Stiftungen u. s. w. gegen den Großherzoglich-Hessischen Hof näher an- und auszuführen, — weßhalb

D) sowohl in Betreff des Bestandes und des Betrages der an Nassau zu überweisenden Kammerschulden, als in Betreff der Nassauischen Gegenansprüche, im Falle nicht zu Stande kommender gütlicher Vereinigung, von diesseitigem Austrägalgerichtshofe, auf Anrufen des einen oder des andern Theiles, weitere rechtliche Entschliessung erfolgen soll.

Die auf die Verhandlung und Entscheidung des gegenwärtigen Rechtsstreites bisher erlaufenen Kosten, werden compensirt.

Entscheidungsgründe.

I.

§. 1.

Nach dem VII. Artikel des Lüneviller Friedens war denjenigen erblichen Deutschen Reichsständen, welche ihre auf dem linken Rheinufer gelegenen Besitzungen verloren hatten, auf dem rechten Rheinufer für jenen Verlust Entschädigung zu gewähren.

Zum Behufe der Regulirung dieser Entschädigung stellten Frankreich und Rußland dem Deutschen Kaiser und Reiche als Vermittler sich dar, und eine ausserordentliche Reichsdeputation trat zu Regensburg zusammen, versehen mit Reichs-Generalvollmacht, um das benannte Entschädigungswerk, mit und neben der Kaiserlichen Plenipotenz, einvernehmlich mit der Französischen Regierung, näher zu untersuchen, zu prüfen und zu erledigen.

Am 18. August 1802 überreichten die beiden Minister der vermittelnden Mächte der ausserordentlichen Reichsdeputation einen Entschädigungsplan, nach welchem dem Herrn Fürsten von Nassau-Usingen für das auf dem linken Rheinufer gelegene Fürstenthum Saarbrücken, für zwei Drittheile der Grafschaft Saarwerden, und für die Herrschaft Ottweiler, dann für die auf dem rechten Rheinufer gelegene Herrschaft Lahr, unter Anderen die Mainzischen Aemter Steinheim, Alzenau ꝛc., — dem Herrn Landgrafen von Hessen-

Darmstadt aber für die auf dem linken Rheinufer gelegene Grafschaft Lichtenberg die Pfälzischen Aemter Lindenfels und Otzberg, das Herzogthum Westphalen, die Mainzischen Aemter Gernsheim, Bensheim ꝛc. bestimmt waren.

Die Reichsdeputation nahm diesen Plan im Allgemeinen dergestalt an, daß sie sich alle Modificationen vorbehielt, welche durch die einkommenden Reclamationen veranlaßt, oder von der Reichsdeputation selbst zu erinnern für nöthig befunden würden.

Unter den Reclamanten war auch der Herr Landgraf von Hessen-Darmstadt.

Seine, bei den vermittelnden Mächten angebrachte, Reclamation hatte die Folge, daß in dem, am 9. October 1802 von den Ministern der vermittelnden Mächte der Reichsdeputation übergebenen, neuen Entschädigungsplane dem Herrn Landgrafen von Hessen-Darmstadt für die Grafschaft Lichtenberg, für die Aufhebung seines Schutzrechtes über Wetzlar ꝛc. und für die Abtretung der Hessischen Aemter Lichtenau und Wildstädt, Katzenellenbogen, Braubach, Ems, Kleeberg, Epstein ꝛc., das Herzogthum Westphalen, ferner die Mainzischen Aemter Gernsheim, Bensheim, Heppenheim ꝛc., und die in dem früheren Plane für Nassau-Usingen bestimmten Mainzischen Aemter Steinheim, Alzenau, Vilbel ꝛc., — dem Herrn Fürsten von Nassau-Usingen aber für das Fürstenthum Saarbrücken ꝛc., dann für die Herrschaft Lahr die Mainzischen Aemter Königstein, Höchst ꝛc., das Pfälzische Amt Kaub ꝛc., die Hessischen Aemter Katzenellenbogen, Braubach, Kleeberg, letzteres frei von den Solmsischen Ansprüchen ꝛc. zugewiesen wurden.

Dieser Plan wurde von der Reichsdeputation, und sodann von Kaiser und Reich genehmigt und in den Deputations-Hauptschluß vom 25. Februar 1803 aufgenommen.

Wegen der an Nassau übergegangenen Hessischen Aemter Katzenellenbogen ꝛc. verlangt nun das Großherzogthum Hessen, daß von den am 1. December 1802 auf der alten Landgrafschaft Hessen-Darmstadt bestandenen Landes- und Kammerschulden ein verhältnißmäßiger Antheil auf das Herzogthum Nassau überwiesen werde.

II.

§. 2.

In Betreff der Landesschulden hat

A) der Herzoglich-Nassauische Hof die Competenz des Austrägalgerichtshofes aus dem Grunde bestritten, weil Landesschulden Schulden der Unterthanen seyen, folglich nicht von einer Forderung des Großherzogthums Hessen gegen das Herzogthum Nassau, sondern von einer Forderung einer Corporation in Hessen gegen eine andere Corporation in Nassau, nämlich der Unterthanen der Hessisch gebliebenen Landestheile der alten Landgrafschaft Hessen gegen die Unterthanen der ehemals Hessischen, nunmehr Nassauischen Aemter, sich handle,

wonach der Rechtsſtreit, in ſo fern jene Heſſiſche Corporation klagend auftreten wurde, nur an die Naſſauiſchen Landesgerichte ſich eigne.

Es iſt jedoch dieſe Einrede als ungegründet zu verwerfen. Denn

a) Landesſchulden ſind Staatsſchulden, von der Staatsregierung verfaſſungsmäſig auf den Credit der Landesſteuercaſſe zu allgemeinen Staatszwecken aufgenommen.

b) Das eigentliche Subject des in Anſpruch genommenen Rechtes iſt der Heſſiſche Staat, das eigentliche Subject der Verbindlichkeit der Naſſauiſche Staat.

c) Der Großherzog von Heſſen hat, als Oberhaupt und eben darum als Vertreter des Großherzogthums Heſſen, das Recht und die Pflicht, die Anſprüche dieſes Staates gegen einen andern Staat zu verfolgen. Auf dieſelbe Weiſe ſteht dem Herzoge von Naſſau das Recht und die Pflicht zu, das Herzogthum Naſſau gegen die Anſprüche eines andern Staates zu vertheidigen.

d) In eben dieſer Hinſicht werden in dem Deputations-Hauptſchluſſe die Deutſchen Reichsfürſten als diejenigen benannt, denen die Entſchädigungslande angewieſen wurden, und von denen ſomit auch die auf jenen Landen haftenden Verbindlichkeiten aus dem Staatsvermögen zu erfüllen ſind.

e) Da dem zufolge hier — wo das Oberhaupt eines Deutſchen Landes gegen das Oberhaupt eines andern Deutſchen Landes Rechtsanſprüche, welche aus einem Staatsverhältniſſe entſtanden, geltend macht — die Vorausſetzungen gegeben ſind, unter denen die Competenz des Bundes-Austrägalgerichtes begründet iſt, ſo muß die gegen dieſe Competenz gerichtete Einrede verworfen werden.

§. 3.

B) 1) Der Herzoglich-Naſſauiſche Hof hat — ſowohl bei der Bundes-Vermittlungscommiſſion, als insbeſondere in den Streitverhandlungen, und zwar in der Exceptionsſchrift §. 40, Seite 155 und 157, und in der Duplik §. 24, Seite 241 — die Concurrenz-Verbindlichkeit der abgetretenen, nunmehr dem Herzogthume Naſſau angehörigen Landestheile zu den, ihrer Entſtehung und Verwendung nach, als wahre öffentliche Schulden zu betrachtenden altheſſiſchen Landesſchulden anerkannt.

2) Nach der Baieriſchen Proceßordnung, cap. 6, §. 11, bedarf es in dem Falle, wenn ein Geſtändniß des Beklagten vorliegt, eines weitern Schriftenwechſels nicht.

Darüber, daß wirklich ein verhältnißmäſiger Antheil der altheſſiſchen Landesſchulden an Naſſau übergegangen ſey, ſind die Parteien einig; es liegt dießfalls ein ſtreitiges Rechtsverhältniß nicht vor.

3) Der Zuſatz zu dem Geſtändniſſe, daß nämlich die fraglichen Landestheile auch an dem geſammten altheſſiſchen Landesactivum verhältnißmäſigen Antheil zu nehmen

befugt seyen, kann nicht als Abläugnung einer zum Klagegrund gehörenden und als Bedingung des klägerischen Rechtes erscheinenden Thatsache betrachtet werden. Jener Zusatz bildet vielmehr eine selbstständige Behauptung, nicht zur Vernichtung, sondern nur zur Verminderung des klägerischen Anspruches vorgebracht.

Nicht ein limitirtes Geständniß liegt daher vor, sondern gegen das zugestandene Recht werden Gegenansprüche geltend gemacht.

Baierische Proceßordnung, cap. 6, §. 7; cap. 12, §. 1.
Lauterbach in collegio theor. pract., libr. 5. tit. 1. §. 21.

4) Diesemnach muß die Verbindlichkeit des Herzogthums Nassau, von welchem die abgetretenen Hessischen Aemter seit dem 1. December 1802 einen integrirenden Theil bilden, zur verhältnißmäßigen Uebernahme der althessischen Landesschulden, und zwar, da diese auf dem steuerbaren Eigenthume haften, nach dem Verhältnisse des bei Hessen gebliebenen und des an Nassau übergegangenen Steuercapitals ausgesprochen werden; und

5) da die Landesschulden mit den übergegangenen Landestheilen als Reallast ipso jure auf den neuen Besitzer der Letzteren übergiengen, der Civilbesitz aber mit dem 1. December 1802 anfieng, so konnte auch rücksichtlich der Zinsen, so wie sie an die Gläubiger zu entrichten sind, nicht anders, als so, wie geschehen, erkannt werden.

§. 4.

C) Der Großherzoglich-Hessische Hof hat anerkannt, daß von den auf Nassau übergehenden Schulden die am 1. December 1802 bestandenen Staats-Activcapitalien verhältnißmäßig in Abrechnung zu bringen seyen.

Bei diesem Anerkenntnisse muß es lediglich sein Verbleiben haben.

Angemessen ist es, daß von den Landesschulden die Landes-Activcapitalien in Abzug gebracht werden.

§. 5.

D) 1) Der Herzoglich-Nassauische Hof hat, wie früher bei der Bundes-Vermittlungscommission, so auch in der Exceptionsschrift, verschiedene Gegenansprüche eventuell in Anregung gebracht. Genannt wurden insbesondere Revenüenrückstände, Aerarialvorräthe, Landesinstitute, Stiftungen ꝛc., ohne daß jedoch diese Ansprüche näher an- und ausgeführt, und ohne daß in dem petito irgend ein eventueller Anspruch formirt worden wäre.

2) Auf das, was von dem Beklagten nur beiläufig erwähnt wird, darf ein materielles richterliches Erkenntniß nicht gebauet werden.

Baierische Proceßordnung, cap. 6, §. 1.

3) Aber auch die Präclusion der nicht, oder nicht gehörig vorgebrachten Gegenansprüche findet nicht statt, weil selbst dann, wenn nicht von eigentlichen Gegenforderungen, sondern von Einreden sich handeln würde, im Falle einer angebrachten, gerichtsablehnenden, oder präjudiciellen Einrede, nach der Proceßordnung cap. 6, §. 3 eine Verbindlichkeit, den Streit zu befestigen, eben so wenig, als eine Verbindlichkeit, sämmtliche gemeine Einreden eventuell zugleich und auf einmal vorzubringen, für den Beklagten vorliegt.

4) Da klägerischer Seits bis jetzt weder eine genaue und umständliche Specification der althessischen Landesschulden vorgelegt, noch über den Rechtsbestand der einzelnen Passiven und über deren Gesammtbetrag irgend eine Verhandlung zwischen den Parteien gepflogen worden ist, so bleibt es nunmehr vor Allem den beiden höchsten Höfen überlassen, darüber sowohl, als zugleich über die Gegenansprüche des beklagten Theils, sich gütlich zu vereinigen. Kommt eine Vereinigung nicht zu Stande, so wird sodann in beiden benannten Rücksichten, auf den Antrag des einen oder des andern Theils, von diesseitigem Austrägalgerichtshofe verfügt werden, was Recht ist.

III.

§. 6.

In Betreff der Kammerschulden sind

A) beide Theile darüber einig, daß irgend ein Vertrag in Beziehung auf Schuldenüberweisung zwischen ihnen nicht geschlossen worden ist.

Um die Frage zu beantworten, ob der Großherzoglich-Hessische Anspruch durch ein Gesetz oder durch irgend ein anderes Rechtsfundament begründet werde? muß vor Allem untersucht werden,

AA) auf welche Weise die in Frage stehenden Hessischen Aemter von der alten Landgrafschaft Hessen-Darmstadt abgerissen worden, und auf welche Weise sie an Nassau gekommen sind? dann

BB) welches die Natur der Schulden ist, von deren Ueberweisung sich handelt?

§. 7.

Ad AA. 1) Nach dem Deputations-Hauptschlusse, §. 7, Absatz 2, wurden diese Aemter von dem Landgrafen von Hessen-Darmstadt abgetreten.

Es ist indessen die Abtretung nur ein modus transferendi dominii. Welches Geschäft dieser Abtretung zum Grunde gelegen sey, das muß aus anderen Umständen ermessen werden.

Da der Großherzoglich-Hessische Hof selbst behauptet, daß für die Landgrafschaft Hessen der Besitz der Mainzischen Aemter Steinheim, Alzenau ꝛc. anstatt der von Darmstadt ent-

fernten Aemter Braubach, Ems ꝛc. sehr wünschenswerth gewesen sey, und da, auf Hessens freiwillige Veranlassung, die benannten Mainzischen Aemter wirklich an Hessen, und die benannten Hessischen Aemter wirklich an Nassau überwiesen worden sind, so scheint die Abtretung Kraft Tauschs erfolgt zu seyn. Allein

2) die Abtretung geschah nicht in Folge eines Tauschvertrages zwischen Hessen und Nassau. Denn

a) überall ist von einem solchen zwischen beiden höchsten Höfen abgeschlossenen Vertrage nichts ersichlicht.

b) Der Herzoglich-Nassauische Hof behauptet selbst, der Hessische Hof habe einen Tausch angeboten, das Anerbieten sey aber ausgeschlagen worden, und hierauf habe Hessen sich an die vermittelnden Mächte gewendet.

c) Eben so wird von des Beklagten Seite behauptet, Nassau habe sich, aller Protestationen ungeachtet, zur Uebernahme der Hessischen Aemter genöthigt gesehen.

d) Entscheidend spricht gegen das Daseyn eines solchen Tausches, daß dem Nassauischen Hofe irgend ein Dispositionsrecht über die, angeblich tauschweise an Hessen hingegebenen, Mainzischen Aemter nicht zustand. Zwar waren in dem ersten Entschädigungsplane diese Aemter dem Herrn Fürsten von Nassau-Usingen zugedacht. Aber was nur Plan, Project oder Vorschlag ist, daraus kann man Rechte nicht erwerben, so lange nicht Annahme und allseitige Genehmigung des Planes erfolgt. Es wurde aber jener erste Plan von der Reichsdeputation nur vorläufig und bedingt, mit Vorbehalt der in Folge der Reclamationen als nothwendig erscheinenden Modificationen, angenommen. Hoffnungen wurden durch denselben dem Herzoglich-Nassauischen Hofe gewährt, aber keine Rechte, welche Rechte selbst der, Nassauischer Seits erfolgte, bloß militärische Besitz der Mainzischen Aemter nicht zu begründen vermochte.

3) Jene Abtretung geschah aber auch nicht in Folge eines zwischen Hessen und den vermittelnden Mächte zu Stande gekommenen Tauschvertrages. Denn

a) von einem solchen Vertrage, seinem Inhalte, Bedingungen ꝛc. ist überall keine Spur zu treffen.

b) Rechtlich konnten auch die vermittelnden Mächte nur in der Eigenschaft als Vermittler bei dem Entschädigungsgeschäfte sich darstellen. Rath hatten sie zu ertheilen, Vorschläge hatten sie zu machen, welche sodann erst, durch die definitive Annahme von Seiten der Reichsgewalt, Kraft und Rechtswirksamkeit erhielten.

c) Daß Hessen die Hessischen Aemter nur unter der Bedingung der Erlangung der Mainzischen Aemter hinzugeben sich verbindlich gemacht, und daß insbesondere die vermittelnden Mächte — vorausgesetzt, daß ihnen ganz freie Dispositionsbefugniß über die

geistlichen Staaten zugestanden wäre — zur Abgabe der Mainzischen Aemter an Hessen sich verbindlich gemacht haben, oder sich verbindlich haben machen können, dafür liegt nicht die geringste Anzeige vor.

d) Auch weiset der §. 7 des Hauptdeputations-Schlusses keinesweges dem Landgrafen von Hessen-Darmstadt die Mainzischen Aemter für die Abtretung der Hessischen Aemter an. Für die Grafschaft Lichtenberg, für die Aufhebung des Schutzrechtes über Wetzlar, dann für die Abtretung der Hessischen Aemter ꝛc. ꝛc. werden das Herzogthum Westphalen, die Mainzischen Aemter, dann Pfälzische Aemter zur Entschädigung angewiesen.

e) Auf gleiche Weise erhielt auch der Fürst von Nassau-Usingen, nach §. 12, die mit den übrigen zur Entschädigung Ihm angewiesenen Gebieten und Gebietstheilen ganz in derselben Linie stehenden Hessischen Aemter nicht für die Mainzischen Aemter, auf welche ja Nassau noch gar keinen Anspruch hatte, sondern für das Fürstenthum Saarbrücken, für zwei Drittheile der Grafschaft Saarwerden, für die Herrschaften Ottweiler und Lahr.

Nicht sind daher die Hessischen Aemter durch Tausch an Nassau, und nicht sind die Mainzischen Aemter durch Tausch an Hessen gekommen.

4) Das wahre und eigentliche Verhältniß der Sache war vielmehr folgendes:

Eine Entschädigungsmasse war zu bilden.

Die Grundlage der Entschädigung war, gemäß der Rastadter Verhandlungen, Secularisation der geistlichen Lande.

Im Drange der Nothwendigkeit wurde jedoch diese ursprüngliche Grundlage auch auf Reichsstädte und Reichsdörfer, auf die Deutsche Hälfte des Ertrages von dem Rheinschiffarthsoctroi, und auf verschiedene Besitzungen und Einkünfte weltlicher Reichsfürsten ausgedehnt. Die Bildung der Entschädigungsmasse, und die nach dem Maaßstabe des Verlustes zu regulirende Vertheilung derselben, so wie die nähere Untersuchung, Prüfung und Erledigung aller auf das Entschädigungswerk Bezug habenden Gegenstände war der Deutschen Reichsgewalt, respective der Reichsdeputation, mit und neben der Kaiserlichen Plenipotenz, und einvernehmlich mit den vermittelnden Mächten, überlassen.

Die vermittelnden Mächte hatten hierbei die Vorschläge zu machen; die Vorschläge wurden der Reichsdeputation zur Berathschlagung und Prüfung vorgelegt; das Resultat der Prüfung ward der Kaiserlichen Plenipotenz und durch diese den vermittelnden Mächten — im Falle der erfolgten Genehmigung zur definitiven Ratification, im Falle der Nichtgenehmigung zur Abänderung und Umarbeitung des Vorschlages — zugestellt.

Durch die für vollständige Berichtigung des Entschädigungswerkes competente vereinte Reichsgewalt, einvernehmlich mit den vermittelnden Mächten, wurde die Gesammtentschä-

digungsmaſſe gebildet; ihre Beſtandtheile waren nicht bloß geiſtliche, ſondern auch weltliche Gebiete und Gebietstheile; beide wurden dergeſtalt amalgamirt, daß jede Ausſcheidung rechtlich unzuläſſig iſt.

Angenommen ſelbſt, daß die Reichsdeputation bei Bildung der Entſchädigungsmaſſe die ihr ertheilte Vollmacht erweitert habe; wie denn dieſes auch in dem Kaiſerlichen Ratificationsdecrete vom 27. April 1803, Abſatz 6, berührt wurde, ſo hat

a) die Reichsdeputation alle Reclamationen der Reichsſtände angenommen;

b) die Reclamationen konnten auch bei den vermittelnden Mächten ſelbſt angebracht werden;

c) die Reichsdeputation war hiernach berechtigt, die Einwilligung der Reichsſtände, in ſo weit ſie nicht reclamirten, insbeſondere alſo auch in jene Erweiterung der Vollmacht, als gegeben vorauszuſetzen;

d) mit demſelben Fuge konnte ſie die Ceſſion von weltlichen Gebieten und Gebietstheilen in die Entſchädigungsmaſſe veranlaſſen, oder genehm halten, und die abgetretenen Landestheile, gerade wie die geiſtlichen Lande, als Entſchädigungsobjecte in den Hauptſchluß aufnehmen; wie denn

e) der gebieteriſche Drang der Umſtände an ſich ſchon einen Rechtfertigungsgrund für jene, in Einverſtändniß mit den vermittelnden Mächten bewirkte, Erweiterung darbot, wobei endlich

f) zu erwägen iſt, daß jeder etwaige Mangel in Beziehung auf die Competenz der Reichsdeputation durch die nachgefolgte förmliche und vollſtändige Ratification von Seite Kaiſers und Reichs als vollkommen geheilt erſcheinen müßte.

5) Hieraus folgt, daß die von Heſſen, zwar aus freiem Willen, in der Vorausſetzung der Erlangung eines beſſeren Entſchädigungsloſes, aber an die Entſchädigungsmaſſe abgetretenen und von Naſſau aus der Entſchädigungsmaſſe erworbenen Aemter wahre Entſchädigungslande ſind, als welche ſie denn auch der §. 12, verbunden mit dem Eingange von §. 1 des Deputationsſchluſſes, klar bezeichnet.

Durch dieſen §. 12 und durch §. 7 wird zugleich nachgewieſen, daß Heſſen die fraglichen Mainziſchen Aemter gerade ſo, wie das Herzogthum Weſtphalen, wie andere Mainziſche Aemter, wie die Pfälziſchen Aemter Lindenfels ꝛc., und daß Naſſau die fraglichen Heſſiſchen Aemter gerade ſo, wie andere Mainziſchen Aemter, wie das Pfälziſche Amt Kaub ꝛc. erhalten, — dann daß Naſſau nicht bloß die Heſſiſchen Aemter, ſondern auch mehrere andere, früher ihm nicht beſtimmte Beſitzungen, und im Ganzen überhaupt reichlichen Erſatz des erlittenen Verluſtes erhalten habe.

6) Darauf kann es übrigens nicht im Mindesten ankommen, ob und in welchem Verhältnisse etwa die an Nassau gekommenen Hessischen Aemter einen geringern Werth haben, als die an Hessen gewiesenen Mainzischen Aemter.

Abgesehen davon, daß jeden Falles nicht der geleistete Schadensersatz in einzelnen Theilen, sondern nur in seinem Totalbetrage beachtet werden könnte, so hat die competente Reichsgewalt, auf den Vorschlag der vermittelnden Mächte, die Entschädigungslooſe der benannten beiden Fürstenhäuser auf rechtsverbindliche Weise definitiv festgesetzt. Angenommen muß werden, daß dieses, mit gerechter Würdigung aller obwaltenden Verhältnisse, auf eine den Forderungen der Gerechtigkeit vollkommen entsprechende Weise geschehen sey; und in keiner Hinsicht steht es dem Richter zu, über die größere oder geringere Bedeutendheit des dem einen oder dem andern Reichsstande im gesetzlichen Wege zu Theil gewordenen Entschädigungslooſes eine Recherche anzustellen, oder einer solchen Recherche irgend einen rechtlichen Werth beizulegen.

7) Eben darum stellt es aber auch als völlig unerheblich sich dar, auf welche Weise das für Hessen günstigere Resultat des zweiten Entschädigungsplanes erwirket worden, da jedem Reichsstande das Recht, gegen den ersten, nur vorläufig und im Allgemeinen angenommenen, Plan zu reclamiren, ausdrücklich vorbehalten, und da Hessens Reclamation von den vermittelnden Mächten, und sodann auch von der Reichsdeputation, und von Kaiser und Reich als gegründet befunden ward.

8) Wenn endlich zwar der §. 45 des Reichsdeputationsschlusses von jenseits-rheinischen und ausgetauschten, dann von Entschädigungs- und eingetauschten Besitzungen spricht, und wenn auch aus den Protokollen der Reichsdeputation hervorgeht, daß der in demselben Paragraphen aufgenommene Vorbehalt der Familien-Successionsrechte durch den Fürstlich-Hessen-Casselschen Subdelegatus veranlaßt worden, so ist doch

a) in diesem §. 45 der Hessischen oder der Mainzischen Aemter keine Erwähnung gethan. Daß aber überhaupt die Besitzungen der Reichsstände gegenseitig ausgetauscht werden konnten, ist im §. 46 ausdrücklich gesagt.

b) Auch erhellet nicht bestimmt, ob der Ausdruck «jenseits-rheinisch» den Gegensatz von «ausgetauscht», und der Ausdruck «Entschädigungsobject» den Gegensatz von «eingetauschten Object» bilden soll.

c) Auf keinen Fall kann durch einen bei Behandlung eines ganz andern Gegenstandes gewählten Ausdruck das Rechtsverhältniß, wie es an sich ist, alterirt, vielmehr muß in jedem einzelnen Falle das Daseyn oder Nichtdaseyn eines Tauschvertrages nach dem, was vorgieng, beurtheilt werden.

§. 8.

Sind nun dem Allen zufolge die in Frage ſtehenden Heſſiſchen Landestheile, auf den Antrag Heſſens, in die Entſchädigungsmaſſe aufgenommen, und ſind ſie aus dieſer Maſſe in der Eigenſchaft von Entſchädigungslanden an Naſſau von der competenten Reichsgewalt überwieſen worden, ſo fragt ſich

ad BB) weiter, welches die Natur der Schulden iſt, von deren Ueberweiſung ſich handelt?

1) Von Kammerſchulden iſt die Rede, das heißt, von Schulden, welche (nicht auf das Chatoulle- ſondern) auf das Kammervermögen, auf die Kammergüter aufgenommen oder verwendet worden ſind.

2) Kammergüter ſind, ihrer weſentlichen und hauptſächlichen Beſtimmung nach, Staatsgüter.

Die Deutſchen Herzoge, Grafen und Biſchöfe erhielten ſolche Güter aus den kaiſerlichen Domänen, um daraus den Aufwand für ſich und ihre Familie, und für Ausübung der ihnen übertragenen Aemter zu beſtreiten: ausdrücklich wurden ſie zu dem Zwecke der Beſtreitung der Staatslaſten verliehen.

Auch dann, als jene Herzoge, Grafen und Biſchöfe die landesherrliche Gewalt erwarben, behielten die Kammergüter vorzugsweiſe die Beſtimmung für Befriedigung der Staatsbedürfniſſe, und noch im 16. Jahrhunderte ward es durch die Reichsgeſetze den Reichsfürſten nur aus beſonderen Gründen geſtattet, die Unterthanen um Hülfe und Steuer anzugehen.

Reichsabſchied von 1530 §. 118; — von 1576 §. 11; — von 1654 §. 14 u. 180.

Wahlcapitulation, XV. 3.

Frieſe in praefat. ad jus doman.

Buri's Lehnrecht, Th. 1, S. 486.

Leiſt's Lehrbuch ꝛc. §. 205.

Klüber's öffentliches Recht des Rheinbundes, §. 450 ff.

Ueberall war und iſt es in den Deutſchen Reichslanden dem Herkommen und den Geſetzen gemäß, daß von den Einkünften der Kammergüter die Staatsverwaltungskoſten beſtritten werden müſſen, und daß der Gebrauch dieſer Güter für den Zweck der Staatsregierung beſtimmt, und ihr Verbrauch durch die geſellſchaftlichen Bedürfniſſe des ganzen Staates rechtmäſig bedingt iſt.

3) Daß es in der alten Landgrafſchaft Heſſen anders geweſen, wurde von Naſſau überall nicht nachgewieſen; vielmehr geht die Eigenſchaft der Heſſiſchen Kammergüter als Staatsgüter aus den älteren zwiſchen den Landgrafen von Heſſen abgeſchloſſenen Ver-

trägen, Erbvergleichen ꝛc. zur Genüge hervor, wie denn auch die Veräuſſerung der Kammergüter ohne Conſens der Agnaten und ohne Bewilligung der Landſtände, dann ohne redliche dringende Noth, oder des Landes augenſcheinlichen Nutzen, nicht geſtattet war, und ſelbſt eine ſolche Veräuſſerung ohne Ueberweiſung der Schulden nie hätte geſchehen können.

4) Sind nun aber die Kammergüter (gegenüber von den Chatoullgütern) Staatsgüter, ſo müſſen auch die Kammerſchulden (im Gegenſatze von perſönlichen oder Chatoullgütern des Regenten) in die Claſſe der Staatsſchulden geſetzt werden.

Wie alles, was zur Erhaltung des Staates nöthig iſt, aus den Kammerintraden, ſo weit ſie hinreichen, genommen werden muß,

Struben's rechtliche Bedenken, Th. 1, Bd. 1, §. 3.

eben ſo müſſen auch die im eintretenden Falle der Nothwendigkeit auf die Kammergüter contrahirten Schulden, als auf dem Staatsvermögen haftend, folglich als Staatsſchulden erklärt werden.

Eben darum wird aber weſentlich vorausgeſetzt, daß eine ſolche Schuld, wenn ſie auf den Charakter einer Staatsſchuld als öffentliche Schuld Anſpruch machen will, verfaſſungsmäſig zu einem Staatszwecke aufgenommen, oder doch, daß ſie auf das Staatsvermögen verwendet worden ſey, weil ſie nur unter dieſen Vorausſetzungen mit dem Lande auf jeden Regierungsnachfolger übergeht, alſo dem Lande anhängig iſt.

§. 9.

CC) Giengen nun die Heſſiſchen Aemter als Entſchädigungslande von Heſſen an Naſſau über, und haben die Schulden, von deren Uebertragung ſich handelt, den Charakter von Staatsſchulden, ſo muß von ihnen alles dasjenige gelten, was von Landen oder Landestheilen gilt, welche in Folge eines Friedensſchluſſes oder in Folge politiſcher Verhältniſſe (nicht in Kraft beſonderen Vertrages) an einen neuen Beſitzer kommen.

1) Es gilt hier der ſtets anerkannte und ſtets befolgte völker- und ſtaatsrechtliche Grundſatz, daß, wie die Geſammtſtaatslaſt auf dem Staate und auf allen ſeinen Theilen haftet, ſo im Falle einer (nicht kraft ſpecieller Convention) erfolgenden Trennung eines Theils des Staates vom Ganzen mit dieſem Theile ein verhältnißmäſiger Antheil der geſammten Staatslaſt, folglich auch der Schulden auf den neuen Beſitzer übergeht.

a) Schon das römiſche Recht hat den Grundſatz ſanctionirt, daß bei einem Geſellſchaftsverhältniſſe, bei einer Communion, aller Gewinn und aller Nachtheil unter den Theilhabern jener Communion gemeinſchaftlich ſey,

L. 4. §. 3. D. de communi divid.

und daß, nach Auflösung des Gesellschaftsverhältnisses, debita socialia, ex communione oriunda vel in communem ariam versa von sämmtlichen Gesellschaftsmitgliedern verhältnißmäßig übernommen werden müssen;

L. 27. 28. 82. D. pro socio.

wie denn bei Theilung einer res universalis, wie das Staatsvermögen unstreitig ist, — rerum universitas, nomen civile, significans quid universum, compositum ex multis singulis, nec minus incommodis vel aere alieno, quam commodis et aere suo,

Lauterbach, disp. 136. th. 8.

alle Verbindlichkeiten, wie alle Vortheile und Nutzungen verhältnißmäßig zu vertheilen sind.

L. 3. pr. D. de bon. pos.

L. 10. D. de div. regul. jur.

b) Den völkerrechtlichen Grundsatz, daß bei Trennung eines Landes durch einen Friedensschluß, oder durch politische Verhältnisse, die Staatsschulden nach demjenigen Verhältnisse, nach welchem jeder Theil des Landes bisher zu den Staatslasten concurrirt hat, zu theilen seyen,

Hugo Grotius de jure belli et pacis, L. 2. c. 9. §. 10.

Moser von der teutschen Reichsstände Landen, Bd. 6, Cap. 3, §. 13, S. 1384.

Roth's Abhandlungen aus dem deutschen Staats- und Völkerrechte, S. 218. 219.

haben auch die Deutschen Minister zu Rastadt im Jahre 1798 den, die Feststellung des gegentheiligen Grundsatzes in Anspruch nehmenden, Französischen Ministern mit Kraft entgegengesetzt, indem sie in der Note vom 18. Mai erklärten:

aa) «von jeher sey es allgemein hergebracht, daß Schulden, welche auf Ländern haften, die durch einen Friedensschluß unter eine andere Botmäßigkeit kommen, von derjenigen Macht übernommen werden, welche solche Lande erhalte; — — — Frankreichs Antrag lasse sich mit den Gründen des Völkerrechts und der Billigkeit nicht vereinigen; — — —

bb) «den eigentlichen Landesschulden seyen die Kammerschulden gleich zu achten, die der Regent zum Besten des Landes contrahirt habe, und die folglich wahre, von dem neuen Regenten zu übernehmende, Landesschulden seyen».

c) Von demselben — viel früher in dem Westphälischen Frieden, (Instr. pac Monast. art. 11. §. 83. 84.) und später in der rheinischen Bundesacte, Artikel 29. 30, dann in vielen neuen Staatsverträgen, insbesondere in jenem zwi-

schen Frankreich und Nassau vom 12. März 1806 und in jenem zwischen Preussen und Nassau vom 31. Mai 1815 — zur Richtschnur genommenen Grundsatze, ist auch die Reichsdeputation zu Regensburg ausgegangen; indem dort als feststehend und den Grundsätzen der Gerechtigkeit und Billigkeit angemessen erachtet ward, daß jeder Beschädigte bei Ueberkommung seiner Entschädigungslande die auf denselben haftenden reellen Verbindlichkeiten übernehme, und daß dem zufolge die Staatsschulden — vorausgesetzt, daß sie auf eine für die Regierungsnachfolger verbindliche Weise contrahirt seyen — verhältnißmäßig auf den neuen Besitzer übergehen.

Insbesondere ward auch hier angenommen, daß nicht der Besitz der Specialhypotheken, indem diese nur als besonders begünstigte Sicherheit des Darleihers betrachtet werden können, sondern das Verhältniß der Concurrenz-Verbindlichkeit zur Bestreitung der Staatslasten als Maaßstab der Vertheilung zu gelten habe.

§. 10.

2) Der erwähnte, allgemein als gerecht anerkannte, völker- und staatsrechtliche Grundsatz liegt auch dem Hauptdeputationsschlusse vom 25. Februar 1803, §. 77 und 78, zum Grunde.

a) Seinem Wortlaute nach, enthält zwar der Hauptdeputationsschluß eine Bestimmung für den vorliegenden Rechtsstreit nicht, indem

der §. 47 nur eine Einleitung in die folgenden Dispositionen, nicht aber eine Disposition selbst, der §. 77 aber, obgleich in dem Vordersatze von Entschädigungslanden überhaupt sprechend, in seinem dispositiven Theile nur eine Bestimmung für geistliche, ganz von einem geistlichen auf einen weltlichen Regenten übergehende Lande, und

der §. 78 ebenfalls nur eine Bestimmung für geistliche, ganz aufgelöste und unter mehrere weltliche Regenten vertheilte Lande enthält. Allein

b) nicht mißkennen läßt sich, daß der angeführte, allgemeine, für alle Entschädigungslande in gleicher Kraft geltende, völker- und staatsrechtliche Grundsatz jene gerechten und angemessenen Bestimmungen der §§. 77 und 78 herbeigeführt habe.

Kann zwar bei weltlichen Landen, von denen nur ein Theil auf einen neuen Besitzer übergeht, nicht in demselben Maaße, wie bei aufgelösten geistlichen Staaten, gesagt werden, daß, zur Beruhigung der Gläubiger, der Schulden wegen Vorsehung geschehen müsse, indem die Gläubiger des weltlichen Staates so lange, als ihnen nicht ein anderer Schuldner bestimmt angewiesen wird, an ihren bisherigen Schuldner sich zu halten befugt sind, so ist doch zweierlei in Erwägung zu ziehen:

α) Nicht bloß um das Intereſſe der Gläubiger handelt ſich, ſondern ganz vorzüglich auch um das Intereſſe der Staatsunterthanen der ihrem vorigen Regenten gebliebenen Landestheile, deren Concurrenz-Verbindlichkeit zu den öffentlichen Laſten, insbeſondere zur Zahlung der, der Vergangenheit angehörenden, zum Beſten des Staates, wie er damals beſtand, contrahirten Schulden in eben dem Grade ſich erhöhen würde, in welchem die abgegangenen Landestheile davon befreit blieben.

β) Es iſt aber jener Vorderſatz des §. 77 wohl die Veranlaſſung, keineswegs aber der rechtliche Grund der Beſtimmungen der §§. 77 und 78.

Der wahre, eigentliche, innere, durchgreifende Grund dieſer Beſtimmungen iſt kein anderer, als der völkerrechtliche Grundſatz, daß Staatsſchulden als Reallaſt mit dem, kraft eines Friedensſchluſſes oder kraft politiſcher Umwälzungen an einen andern Herrn übergehenden Lande oder Landestheile ganz oder zum verhältnißmäſigen Theile ebenfalls übergehen.

Dieſer Grund entſcheidet für weltliche, wie für geiſtliche Lande, und entſcheidet für den Fall der Trennung einzelner Theile eines Landes vom Ganzen in gleichem Maaße, wie für den Fall der Auflöſung eines Staates.

Cf. L. 13. D. de legibus.

Lauterbach, Disp. 3. §. 3.

§. 11.

3) Daß von den Entſchädigungslanden überhaupt dasjenige gelten ſoll, was für die an weltliche Regenten übergehenden geiſtlichen Lande ausdrücklich verfügt iſt, das hat der Deputations-Hauptſchluß ſelbſt an mehreren Stellen unzweideutig zu erkennen gegeben.

a) Einer eigenen ausdrücklichen Beſtimmung bedurfte es in §. 38, zur Begründun der anomalen, allen Grundſätzen des Völkerrechtes geradezu widerſprechenden, von den Deutſchen Miniſtern zu Raſtadt, nach langem und kräftigem Widerſtande, nur in dem gebieteriſchen Drange der Nothwendigkeit endlich nachgegebenen Verfügung, daß die von den jenſeits-rheiniſchen Beſitzungen herrührenden Schulden (mit Ausnahme der eigentlichen Landesadminiſtrations-Schulden) auf die von den Deutſchen Reichsſtänden dieſſeits zur Entſchädigung erhaltenen Domänen und Renten zu übernehmen ſeyen.

Dieſe Ausnahmsverfügung — auf den Vorwand gegründet, daß rückſichtlich der Auslegung der Artikel 4 und 10 des Friedensſchluſſes von Campo-formio ſich Schwierigkeiten ergeben hätten, welche man nunmehr zu vermeiden ſuche — enthält ſprechend das Anerkenntniß, daß in der Regel die, kraft des Friedens an einen neuen Erwerber übergehenden Lande und Landestheile mit Schulden übergehen. Nicht einmal

auf ihre alten Lande, sondern auf die zur Entschädigung erhaltenen Domänen und Renten haben nach §. 38 die entschädigten Reichsfürsten jene Schulden zu übernehmen, zum Beweise, daß man es für widerrechtlich hielt, die alten Lande mit der ganzen Schuldenlast, wie sie bisher bestand, zu beladen, während von denselben ein Theil der Landesbesitzungen getrennt, und dadurch der Umfang der Concurrenz-Kräfte verhältnißmäsig vermindert worden ist.

Recht auffallend würde insbesondere diese Widerrechtlichkeit in dem vorliegenden Falle seyn, wenn Hessen auf seine Lande

α) die Kammerschulden der Grafschaft Lichtenberg,

β) einen verhältnißmäsigen Theil der Mainzer Kammerschulden, und

γ) die ganze Masse der althessischen Kammerschulden

zu übernehmen und respective allein zu tragen hätte, während dem Herzogthume Nassau nur die von dem Fürstenthume Saarbrücken ꝛc. zurück zu übernehmenden Kammerschulden zur Last fielen.

Da übrigens der benannte §. 38 nur eine Ausnahme für links-rheinische, an Frankreich abgetretene Besitzungen enthält, so ist es einleuchtend, daß er auf die diesseits-rheinischen, an die Deutsche Entschädigungsmasse abgetretenen Hessischen Aemter in keiner Hinsicht gegen Hessen Anwendung finden könne.

b) Bei der allgemeinen Rechtswirksamkeit dieses Grundsatzes, hat es auch der Deputations-Hauptschluß nicht für nothwendig erachtet, bei Bestimmung der Entschädigung der beibehaltenen geistlichen Deutschen Reichsstände, insbesondere nach §. 26, des Fürsten Hoch- und Deutschmeisters und des Deutschen Ordens, dann des Fürsten Großpriors und des Deutschen Großpriorats des Malteserordens, der Schuldenübernahme wegen, ausdrücklich eine Verfügung zu treffen.

Von selbst verstand es sich nämlich, nach jenem Grundsatze, daß mit den überwiesenen Stiftern und Aemtern auch die Schulden auf jene Fürsten übergiengen, obgleich die §§. 77 und 78 den Fall, wenn geistliche Lande oder Landestheile — ganz oder zum Theil —, an einen geistlichen Regenten übergehen, keinesweges wörtlich und ausdrücklich enthalten.

c) Derselbe völkerrechtliche Grundsatz ist auch den Bestimmungen des Deputations-Hauptschlusses in Ansehung der Kreisschulden §. 82 u. f. und in Ansehung der Kammerzieler §. 86 u. f. zu Grunde gelegen.

Ueberall ist anerkannt, daß die den Ständen des Reiches als Entschädigung zufallenden Reichslande die auf denselben haftenden Reallasten zu übernehmen haben.

d) Anhangsweise wird bemerkt, daß auch bei dem Reichskammergerichte, in Anerkennung jenes Grundsatzes, die Verfügungen des Deputationsschlusses hinsichtlich der Pensionisten geistlicher Staaten auch auf Pensionisten weltlicher Lande für anwendbar erklärt worden sind.

§. 12.

4) Da nun

a) die Hessischen Aemter nicht durch einen Tausch von Hessen getrennt und an Nassau überwiesen, — da sie vielmehr, zwar auf Hessens Veranlassung, aber kraft höherer Verfügung der competenten Reichsgewalt, als Entschädigungsobjecte an die Entschädigungsmasse abgetreten und in dieser Eigenschaft, zur Entschädigung für den links-rheinischen Verlust, von Nassau übernommen worden sind, — da

b) die Kammerschulden, in so fern sie verfassungsmäsig aufgenommen oder doch zum Besten des Staates verwendet worden, wahre Staatsschulden sind, — da

c) die Ueberweisung eines verhältnißmäsigen Theiles dieser Schulden den mit den Bestimmungen des gemeinen Civilrechtes über gleichartige Rechtsverhältnisse übereinstimmenden Grundsätzen des Völker- und Staatsrechtes ganz angemessen ist, — da

d) der wörtlich nur von geistlichen, aufgelösten und vertheilten Landen sprechende §. 78 des Deputations-Hauptschlusses, wegen ganz gleichen Grundes und ganz ähnlichen Rechtsverhältnisses, allerdings auch auf getrennte Theile eines weltlichen Reichslandes angewendet werden muß, und

e) da diese Anwendbarkeit selbst durch den §. 38 desselben Hauptschlusses noch näher begründet und bestärkt wird,

so sind dadurch zugleich die in diesen Beziehungen vorgebrachten Einreden des beklagten Theiles widerlegt; und übrig ist nur noch

§. 13.

5) die Einrede des angeblich von Hessen geleisteten Verzichtes. Daß ausdrücklich auf die gegenwärtig geltend gemachten Ansprüche verzichtet worden sey, wird nicht behauptet. Dadurch soll jedoch der Verzicht begründet seyn, daß bei Uebergabe der Aemter kein Vorbehalt der Schulden wegen gemacht, — daß weder ein Theil des Militärs, noch ein Theil der Central-Staatspensionisten überwiesen, — daß alle Central-Staatsverbindlichkeiten nach wie vor erfüllt, — daß sogar die Zinsen noch bis September 1810 durchgängig fortbezahlt, — daß das ganze Hessische Staatsactivum behalten, und daß die Revenüen-Rückstände und Aerarial-Vorräthe in den fraglichen Landestheilen erhoben und behalten worden seyen.

Allein, abgesehen von demjenigen, was schon im October und November 1802 zwischen beiden Fürstenhöfen vorgieng, und abgesehen von dem, Hessischer Seits gemachten, allgemeinen Vorbehalte der Rechtsgeständigkeiten; so hätte

a) das Stillschweigen nur dann dem klagenden Theile Nachtheil bringen können, wenn das Recht der Schuldenüberweisung durch besondere Stipulation hätte begründet werden müssen. Ausserdem nutzt ein Vorbehalt da, wo kein Recht ist, nichts; die Unterlassung des Vorbehaltes da, wo der Anspruch an sich als begründet erscheint, präjudicirt nicht.

b) Nur ganz concludente, unzweideutige, keiner zweifelhaften Auslegung unterliegende Handlungen, vermögen einen stillschweigenden Verzicht zu begründen. Von dieser Art sind die angegebenen facta nicht. Keinesweges bestimmt und unbezweifelt läßt sich aus denselben die Hessische Anerkennung der Nassauischen Nichtverbindlichkeit zur verhältnißmäßigen Schuldenübernahme herleiten, um so minder, als gar nicht liquid ist, was Hessen ausser einem verhältnißmäßigen Schuldenantheile noch an Nassau zu überweisen, was dagegen Nassau von Hessen als Gegenforderung anzusprechen berechtigt ist, oder seyn kann.

c) Begründet insbesondere zwar die Fortzahlung der Zinsen die Vermuthung der Capitalzahlungs-Verbindlichkeit, so liegt doch darin die bestimmte Anerkennung dieser Verbindlichkeit um so weniger, als bei der früheren Illiquidität der Nassauischen Schuldenübernahme-Verbindlichkeit, und bei der Illiquidität insbesondere des zu übernehmenden Betrages, die Zahlung der Zinsen vom 1. Dec. 1802 an wohl auch in der Absicht geschehen konnte, um die — ursprünglich Hessischen — Gläubiger nicht das schuldlose Opfer politischer Umwälzungen werden zu lassen, wie denn der Austrägalgerichtshof selbst gegen Hessen, mit ausdrücklichem Vorbehalte der etwaigen Aufrechnung, auf provisorische Zinsenfortzahlungs-Verbindlichkeit erkannt hat.

§. 14.

6) Daß die Kammerschulden nach dem Verhältnisse des Domänenertrages zu übernehmen seyen, ist den Grundsätzen der Gerechtigkeit angemessen, da die Gutsrenten den Gutswerth bestimmen, und in dem §. 78 des Deputations-Hauptschlusses von demselben Grundsatze der Gerechtigkeit ausgegangen ist.

§. 15.

7) Daß nur von Uebernahme solcher Schulden die Rede seyn kann, welche auf eine für die Regierungsnachfolger als solche rechtsverbindliche Weise am Tage der Civilbesitznahme bestanden, ist bereits ausgeführt worden, und kann um so weniger zweifelhaft seyn, als eine Obliegenheit zur Uebernahme von Schulden, welche keine wahre Staatsschulden sind, überall nicht für den Erwerber eines Landes oder Landestheiles begründet seyn kann.

Der Deputationsschluß selbst — in §. 78 von derselben Ansicht ausgehend, und die Einreden gegen die Rechtsgültigkeit der einzelnen Schulden nicht ausschliessend — über-

weiſet nur ſolche Kammerſchulden, welche, in der Eigenſchaft allgemeiner Landesſchulden, entweder Specialhypothek, oder doch Generalhypothek, oder versionem in rem — auf dem Kammervermögen — für ſich haben.

Den Beweis, welche Schulden der alten Landgrafſchaft Heſſen am 1. Dec. 1802 auf die angegebene rechtsverbindliche Weiſe beſtanden, hat, nach allgemeinen Rechtsgrundſätzen, der klagende Theil zu führen.

§. 16.

8) Mit dem Tage der Civilbeſitznahme beginnt, wie bei den Landesſchulden, ſo auch bei den Kammerſchulden, Naſſaus Zinſenzahlungs-Verbindlichkeit.

§. 17.

B) Bei Heſſens Anerkenntniſſe, daß von den zu überweiſenden Schulden die Staats-Activcapitalien, wie ſie in gedachtem Zeitpuncte beſtanden, verhältnißmäſig abzurechnen ſeyen, muß es ſein Bewenden haben.

Als angemeſſen erſcheint es, daß von den Kammerſchulden die Kammer-Activ-Capitalien abgezogen werden.

§. 18.

C) 1) Der Herzoglich-Naſſauiſche Hof hat in der Exceptionsſchrift Gegenforderungen in Anregung gebracht, vorzüglich in der Abſicht und zu dem beſtimmt ausgeſprochenen Zwecke, um darzuthun, daß der klagende Theil ſeinem ganzen Anſpruche, wenn je ein ſolcher beſtanden wäre, völlig entſagt habe.

Benannt wurden Aerarial-Vorräthe, Revenüen-Rückſtände, Staatsanſtalten, Stiftungen ꝛc.

Weder ſind dieſe etwaigen Gegenanſprüche beſtimmt und deutlich angegeben, noch ſind ſie in jure ausgeführt, noch iſt in der Bitte ein ſpecieller Antrag darauf formirt worden.

2) Präcluſion dieſer Gegenanſprüche findet nicht ſtatt, weil — abgeſehen davon, daß alle und jede Concurrenz-Verbindlichkeit gänzlich in Abrede geſtellt worden iſt — nicht von eigentlichen Einreden, ſondern von eventuellen Gegenforderungen ſich handelt.

3) Vorbehalten muß es daher dem beklagten Theile ſeyn, dieſe Anſprüche noch geltend zu machen.

§. 19.

D) Von dem klagenden Theile iſt in Beziehung auf den Rechtsbeſtand, wie auf den Betrag der altheſſiſchen Kammerſchulden, überall nichts liquid gemacht.

Darüber, wie über die Gegenansprüche des beklagten Theiles, haben nunmehr die beiden höchsten Höfe entweder sich gütlich auszugleichen, oder, im Falle nicht zu Stande kommender Ausgleichung, die geeigneten rechtlichen Anträge dießorts zu stellen.

IV.

§. 20.

Der Ausspruch der Kostencompensation rechtfertigt sich durch die Baierische Proceßordnung cap. 17, §. 4, Num. 3.

München den 4. Juli 1823.

(LS)

Oberappellationsgericht des Königsreichs Baiern
als Austrägalgerichtshof.

Graf von la Rosée, Präsident. Graf von Arco, Präsident.

Sec. Frankl.

Vier und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 11. December 1823.

In Gegenwart

aller in der drei und zwanzigsten Sitzung Anwesenden.

§. 167.

Allgemeine bundesgesetzliche Principien und staatsrechtliche Theorien in Bundessachen betreffend.

Nach Unterzeichnung des Protokolls der 23. Sitzung äusserte der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte, Herr Freiherr von Münch-Bellinghausen:

Die Schlußbemerkungen der in das eben abgelesene Protokoll niedergelegten Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Präsidial-Abstimmung werden Einer hohen Bundesversammlung von Neuem die Ueberzeugung bestätigt haben, daß Seine Majestät der Kaiser, durchdrungen von ächt föderativen Gesinnungen, das Gedeihen dieses großen und mächtigen Bundes nur dann zur vollesten Beruhigung gesichert finden könne, wenn bei den Verhandlungen dieser hohen Versammlung von solchen Grundsätzen ausgegangen wird, welche mit dem eigentlichen Bundeszwecke und mit dem zum allgemeinen Wohle so glücklich bestehenden Erhaltungssysteme im Einklange stehen.

Diese Grundsätze haben dem Kaiser und seinen erhabenen Bundesgenossen bei allen Verhandlungen über die großen Fragen unserer Zeit zur unverrückten Richtschnur gedient, und die Aufrechthaltung und Befolgung derselben ist von den aufgeklärten Regierungen der Deutschen Bundesstaaten längst als das einzige Mittel anerkannt, dem gemeinschaftlichen Vaterlande die höchsten Zwecke und die wesentlichsten Güter zu sichern.

Wir aber, denen die große und wichtige Aufgabe geworden ist, diese Zwecke zu fördern und das, was die Bundes- und die Schlußacte als den gemeinsamen Willen aller Bundesregierungen ausgesprochen hat, auf die einzelnen, unsern Wirkungskreis betreffenden Fälle im Sinne dieser Acte anzuwenden, wir können und dürfen uns nicht verbergen, daß bei einem Vereine, so vielumfassend, so mannichfach berührend, und so neu, wie der Deutsche Bund, wir unvermeidlich auf Schwierigkeiten, wohl auch auf Lücken in der Bundesgesetzgebung gerathen müssen. Jene zu heben, und diese zu ergänzen — beides aber im Sinne des abgeschlossenen Vereins — ist unläugbar der schwerste Theil unserer Aufgabe. Es konnte aber auch nicht fehlen, war bei dem, vorzugsweise den Deutschen eigenen, lobens-

würdigen Streben nach gründlicher Darstellung und wissenschaftlichem Forschen zu erwarten, und verdient wohl auch im Allgemeinen nur unsern Beifall, daß sich Schriftsteller und Gelehrte mit Studien des Bundesrechts, wie solches aus der neuern Bundesgesetzgebung hervorgeht, befaßt haben; es kann gleichfalls nicht befremden, daß nebst viel Gediegenem auch mancher Irrthum und manche falsche Theorien zu Tage gefördert wurden.

Aber eben darum, und weil die Anwendung der bestehenden Gesetzgebung und die fernere Ausbildung des Deutschen Bundes nur allein durch uns und durch die Instructionen unserer hohen Committenten bewirkt werden kann, wäre es bedenklich und verantwortlich, solchen Lehren in unserer Mitte irgend eine auf die Bundesbeschlüsse einwirkende Autorität zuzugestehen, und dadurch in den Augen des Publikums das System jener Lehrbücher zu sanctioniren.

Diese Ansicht ist es, welche mehrere hohe Höfe in der letzten Sitzung zu allgemeinen Bemerkungen hierüber veranlaßt hat. Das Präsidium bezweifelt nicht, daß die Bundesversammlung hierdurch sich zu einer solchen Erklärung aufgefordert finden werde, welche jenen Grundsätzen und diesen Ansichten entspricht.

Die hohe Bundesversammlung erklärte hierauf einstimmig: daß selbe in den hier entwickelten Grundsätzen nur ihre eigenen wieder gefunden habe, und daß sie, mit diesen im vollesten Einklange, von der festen Ueberzeugung durchdrungen sey, daß nur auf diesem Wege die Anwendung der bestehenden Bundesgesetze gesichert, die fernere Ausbildung der gemeinsamen Gesetzgebung im reinsten Sinne des Föderativsystems bewirkt, und den hohen Zwecken des Bundes genügt werden könne.

Die Bundesversammlung wird daher in ihrer Mitte jenen neuen Bundeslehren und Theorien keine auf die Bundesbeschlüsse einwirkende Autorität gestatten, und keiner Berufung auf selbe bei ihren Verhandlungen Raum geben; übrigens aber glaubt dieselbe, der hohen Weisheit sämmtlicher Bundesregierungen mit vollem Vertrauen die Fürsorge anheimstellen zu können, daß nicht auf ihren Schulen und Universitäten jene Lehren Eingang finden, und dadurch von dem eigentlichen Verhältnisse des Bundes falsche und unrichtige Ansicht aufgefaßt und verbreitet werde.

§. 168.

Vorstellung des Grafen von Hallberg, den Genuß einer reichsschlußmäßig angewiesenen, auf die vormalige Abtei Schussenried radicirten, ewigen jährlichen Rente von 6,880 Fl. betreffend.

(22. Sitz. §. 152 d. Z.)

Kurhessen. Der Kurfürstliche Gesandte Herr Geheime Rath von Meyerfeld erklärte, daß er von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen worden sey, der bereits in der 3. Sitzung

des Jahres 1819 (§. 20, Seite 44 — 48) von der verehrlichen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Gesandtschaft zu Protokoll gegebenen Abstimmung durchaus beizutreten.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. Durch den Beschluß der hohen Bundesversammlung vom 12. October 1818, sind die im Jahre 1802 zur ausserordentlichen Reichsdeputation vereinigt gewesenen Deutschen Höfe ersucht worden, über den Sinn und die Absicht des 24. §. des Reichsdeputations-Hauptschlusses, in Beziehung auf die Reclamation des Grafen von Hallberg, ihre Meinung auszusprechen, und zwar

1) ob die alldort festgesetzte Befriedigung der Reichsgrafen, welche durch unmittelbares Gebiet und auf dasselbe gelegte jährliche Renten regulirt und angewiesen wurde, ohne Priorität verstanden, oder auch noch nach geschehener Ausmittlung als classenweise angeordnet anzusehen sey, und

2) ob die dem Grafen von Hallberg angewiesene Rente von 6,880 Fl. auf den Abteien Schussenried und Weissenau, oder nur auf Schussenried, zu verstehen sey? —

Sämmtliche allerhöchste Höfe — mit alleiniger Ausnahme des Königlich-Würtembergischen — haben sich dahin ausgesprochen:

ad 1) daß sie eine eigentliche Classification, um solche nach geschehener Ausmittlung noch beizubehalten, für die zum Ersatz Berufenen nicht beabsichtigt haben, und folglich den Renten-Empfängern gleiche Berechtigung und gleiche rechtliche Sicherheit mit den Gebietsbesitzern zustehen dürfe; und

ad 2) daß die den Reclamanten zugewiesene Rente als ausschließlich auf Schussenried, und nicht auf Schussenried und Weissenau zusammen, für radicirt zu achten sey.

Seine Majestät der König glauben daher, daß der 24. §. des Hauptdeputations-Schlusses in diesem Sinne zu verstehen sey, und stehen nicht an, in weiterer Anleitung des Beschlusses vom 12. October 1818, dahin zu stimmen, daß der Bundesversammlung Vollmacht und Instruction zu ertheilen seyn werde, in dem ausgesprochenen Sinne den 24. §. des Deputations-Hauptschlusses zu erklären.

Da jedoch in dem erwähnten Beschlusse nur von einer Interpretation im Allgemeinen die Rede ist, nicht aber von einer practischen Anwendung derselben auf einen schon vorhandenen speciellen Fall, daher nicht gemeint ist, das hier in Frage stehende Erkenntniß des Obertribunals zu Tübingen derselben zu unterordnen, so wird dem Grafen von Hallberg es lediglich zu überlassen seyn, ob und welchen Gebrauch er nach der bestehenden Königlich-Würtembergischen Gerichts- und Proceßordnung von dieser Erklärung machen zu können glauben wird.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: behielt sich seine Abstimmung vor.

§. 169.

Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, eine Forderung für die in den Jahren 1813 und 1814 an den Militärgebäuden daselbst verfertigten Arbeiten betreffend.

(19. Sitz. §. 120 d. J.)

Preussen. Die Königlich-Preussische Gesandtschaft findet sich auf ihre, in der 19. Sitzung dieses Jahres (§. 120) zugesicherte Verwendung für das Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, von Seiten ihres allerhöchsten Hofes zu folgender Erklärung ermächtigt.

Der Reclamant liquidirte für Arbeiten, welche er in dem zu Mainz befindlichen Militärgebäude zum heiligen Grabe in den Jahren 1813 und 1814 ausgeführt haben will, schon ehe er sein darauf Bezug habendes erstes Gesuch bei dieser hohen Versammlung eingereicht hatte, im Jahre 1816, bald bei den Großherzoglich-Hessischen Behörden, bald bei dem Festungs-Gouverment daselbst, die Summe von 14,633 Francs 38 Cent. Da die Ausführung der Arbeiten, nach seiner eigenen Angabe, noch unter der Französischen Herrschaft erfolgt war; so mußte damals bei Beurtheilung der Forderung gleich die Frage entstehen, ob dieselbe nicht in Gemäßheit der Art. 19 und 20 des Pariser Friedensschlusses vom 30. Mai 1814, so wie des Art. 9 des Pariser Tractats vom 20. November 1815, gegen Frankreich zu richten sey. Die Großherzoglich-Hessischen Behörden hielten jedoch den Art. 30 des erstgedachten Friedensschlusses auf den Fall anwendbar, indem es dort heißt:

> «Les sommes qui seront dues pour tous les travaux d'utilité publique non encore terminés ou terminés postérieurement au 31 decembre 1812 sur le Rhin et dans les départemens détachés de la France par le présent traité, passeront à la charge des futurs possesseurs du territoire, et seront liquidées par la Commission chargée de la liquidation des dettes des pays» —

sie glaubten, die von dem Maurermeister Roos besorgten Arbeiten unter die, in diesem Artikel genannten, «travaux d'utilité publique», welche erst nach dem 31. Dec. 1812 beendigt worden, rechnen zu müssen, und verwiesen daher den Reclamanten an den Besitzer der Festungswerke, oder an das, dessen Stelle vertretende Festungs-Gouvernement.

Daß letzteres unter den statt findenden Verhältnissen weder über die Anerkennung noch über die Verwerfung des Anspruchs einen Beschluß fassen konnte, versteht sich von selbst.

Auch den an die Bundesversammlung gerichteten Gesuchen des Reclamanten ist der Artikel 30 des Pariser Friedensschlusses vom 30. Mai 1814 zum Grunde gelegt. Es

verdient daher vor allen Dingen näher geprüft zu werden, ob in der That dieser Artikel auf die Forderung des ꝛc. Roos anwendbar sey oder nicht. Im erstern Falle würde der Eigenthümer der Festungswerke, im andern, nach Art. 19 und 20 desselben Friedensschlusses und nach Art. 9 des spätern Pariser Tractats, die Französische Regierung, welche die Arbeiten hat besorgen lassen, oder gegenwärtig, in Folge der mit Frankreich wegen einer Aversional-Summe für die Privat-Reclamationen unterm 25. April 1818 abgeschlossenen Convention, die Großherzoglich-Hessische Regierung, als Landesherrschaft des ꝛc. Roos, welche mit ihrer Quote von jener Aversional-Summe auch die Pflicht der Befriedigung desselben übernommen hat, zu der letzteren verbunden seyn.

Wahr ist es, daß im Laufe der Liquidations-Verhandlungen, welche zur Ausführung der Convention vom 20. November 1815 in Paris statt fanden, die Anwendbarkeit des Art. 30 des Pariser Friedens vom 30. Mai 1814 auf Forderungen von der Natur, wie die Forderung des ꝛc. Roos ist, von den Königlich-Französischen Commissarien behauptet wurde; nicht minder ist es aber ausgemacht und durch Conferenz-Protokolle des Comité's der vereinigten Liquidations-Commissarien zu erweisen, daß die Commissarien aller verbündeten Mächte, in völliger Uebereinstimmung mit einander, die Anwendbarkeit jenes Artikels stets bestritten, und Forderungen von der Kategorie als der Anspruch des ꝛc. Roos ist, für liquidationsfähig gegen Frankreich gehalten haben. Ob und aus welchen Gründen man gegenwärtig von dieser letztern Ansicht sollte abgehen und den Eigenthümer der Festung zur Befriedigung jenes Ausspruchs für verpflichtet achten können, scheint allerdings zweifelhaft. Zur definitiven Erledigung der Reclamation des ꝛc. Roos bedarf es hierüber einer Entscheidung, welche, bei den hinsichtlich der Bundesfestung Mainz statt findenden Verhältnissen, der Bundesversammlung zusteht. Sollte der entscheidende Beschluß derselben dahin ausfallen, daß der Art. 30 des Pariser Friedens vom 30. Mai 1814 für anwendbar zu achten, und daher der Eigenthümer der Festung zur Zahlung verbunden sey; so würde diese hohe Versammlung unter den eben erwähnten Verhältnissen auch noch darüber zu berathen haben, aus welchen Fonds die Zahlung zu bewirken sey; eine Berathung, die freilich alsdann erst mit Erfolg anzustellen seyn wird, wenn sich die in Verhandlung stehende Angelegenheit der Bundesfestungen überhaupt weiter entwickelt hat, und die Uebergabe der letztern an den Bund förmlich erfolgt ist.

Jedenfalls muß Preussen unter diesen Umständen seiner näheren Erklärung über den Anspruch des ꝛc. Roos zur Zeit noch Anstand geben, und sich in Folge obiger Bemerkungen auf den Antrag beschränken, daß die angeregte Frage über die Anwendbarkeit des mehrerwähnten 30. Artikels im gegenwärtigen Falle erst noch zu einer genauern, die künftige Entscheidung vorbereitenden und erleichternden Prüfung und Begutachtung an die Reclama-

tions-Commission zurückgewiesen werde, welche hierzu mit Nutzen von mehreren Materialien wird Gebrauch machen können, deren Mittheilung die Königlich-Preussische Gesandtschaft sich noch vorbehält.

Oesterreich: schließt sich dem Königlich-Preussischen Antrage, daß diese Sache der für die Begutachtung der Eingaben aufgestellten Commission zu einer nochmaligen Erörterung zu übergeben sey, um so mehr an, als die in der Preussischen Erklärung enthaltenen factischen Aufschlüsse der Bundesversammlung bisher unbekannt waren, und allerdings geeignet sind, um über die bisher als unbestritten angenommene Voraussetzung, daß die fragliche Forderung nicht dem Großherzogthume Hessen, sondern dem Eigenthümer der Festung zur Last falle, Zweifel zu erregen.

Sollte aber auch das Resultat dieser Erörterung dahin ausfallen, daß die Forderung von dem Eigenthümer der Festung Mainz zu befriedigen sey; so würde, nach diesseitigem Dafürhalten, selbst in diesem Falle, die Befriedigung der vorliegenden, so wie der bereits angebrachten übrigen Forderungen ähnlicher Art, immer so lange aufgeschoben bleiben müssen, bis die Festung Mainz vom Bunde übernommen, das Comptabilitäts-Verhältniß derselben auseinandergesetzt, und überhaupt das Princip ausgesprochen seyn wird, nach welchem Forderungen dieser Art zu behandeln und aus welchen Fonds und unter welchen Modalitäten sie zu berichtigen seyn werden.

Hierauf wurde

beschlossen:

beide Erklärungen an die Reclamations-Commission abzugeben, welcher überlassen bleibe, sich jene Aufklärungen, die sie zur Erörterung und zum Vortrage dieses Gegenstandes für nothwendig erachte, von der Großherzoglich-Hessischen Bundestagsgesandtschaft zu erbitten.

§. 170.

Forderung des N. Geißler, wegen Arbeiten für die Festung Mainz.

Der Kaiserlich-Königliche präsidirende Gesandte, Herr Freiherr von Münch-Bellinghausen, legte hiernächst eine ihm von dem Königlich-Französischen bevollmächtigten Minister, Herrn Grafen Reinhard, übergebene Note vom 27. v. M. vor, womit derselbe die schon in einer früheren vertraulichen Mittheilung angeregte Forderung eines Königlich-Französischen Unterthanen, N. Geißler, an den Mainzer Festungsfond zu gleichgünstiger Behandlung mit der im vorstehenden §. erwähnten Forderung des Maurermeisters Roos empfiehlt.

Der präſidirende Herr Geſandte äuſſerte die Meinung, daß dem Herrn Grafen Reinhard ohne Anſtand ganz gleiche Behandlung der Geißleriſchen Forderung zuzuſichern, zugleich aber, in Folge der von der Königlich-Preuſſiſchen Bundestagsgeſandtſchaft erhaltenen Aufklärung, demſelben zu bemerken, daß jene des Maurermeiſters Roos noch nicht als eine Schuld des Feſtungsfonds anerkannt ſey.

Sämmtliche Stimmen waren mit dieſem Antrage vollkommen einverſtanden.

§. 171.

Forderungen an die ehemalige Reichsoperationscaſſe.

(21. Sitz. §. 136 d. J.)

Oeſterreich. Seine Majeſtät der Kaiſer ſehen die Befriedigung derjenigen Forderungen, welche an die Reichsoperationscaſſe geſtellt werden, oder das geſammte ehemalige Deutſche Reich betreffen, in ſo weit deren Richtigkeit erwieſen iſt, für eine ſtrenge Gewiſſenspflicht an, und halten vor Allem eine ordentliche Liquidation der ſeit geraumer Zeit zur Sprache gebrachten Privatforderungen an die Operationscaſſe, ſodann eine dieſem Grundſatze entſprechende Tilgung derſelben für eine nothwendige Folge dieſer Verpflichtung.

Se. Majeſtät werden daher bereitwilligſt jedem Beſchluſſe entgegen kommen, welcher die Befriedigung jener Forderungen in der angegebenen Art bewirken kann, und Allerhöchſt dieſelben wünſchen nur, daß die dem Oeſterreichiſchen Staate zuzuweiſenden Forderungen, in ſo weit es nach der ſtrengſten Gerechtigkeit ſeyn kann, Gläubiger, die Oeſterreichiſche Unterthanen ſind, betreffen mögen.

Preuſſen: bezieht ſich auf ſeine Abſtimmung in der 1. Sitzung vom 10. Januar 1822

Baiern: behält ſich ſeine Abſtimmung vor.

Königreich Sachſen: hat bereits in der 21. Sitzung vom 30. Mai 1821, §. 154 abgeſtimmt.

Hannover: ſtimmt dahin, daß die in dem letzten Commiſſions-Vortrage aufgeſtellten Grundſätze der Liquidation zum Grunde zu legen ſeyen, und behält ſich in Hinſicht der Modalitäten der Zahlung die demnächſtige Erklärung vor.

Würtemberg: behält ſich ſeine Abſtimmung vor.

Baden: befindet ſich noch ohne Inſtruction.

Kurheſſen: gleichfalls.

Großherzogthum Heſſen: bezieht ſich auf ſeine ſchon in der 33. Sitzung vom 13. December 1821, §. 254, zu Protokoll gegebene Abſtimmung.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg: ist noch nicht instruirt.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Da diesseitige Gesandtschaft in dem Sinne ihrer bestimmten Instructionen hier nur ihre, bereits in der 30. Sitzung v. J. 1819 zu Protokoll gegebene, ausführliche Erklärung über diesen Gegenstand zu bestätigen hätte, so begnügt sie sich um so lieber, dermalen bloß darauf hin zurückzuweisen, als Seine Majestät der König sich nur ungern in dem Fall sehen, im Widerspruche mit was immer für einer ausserdem im Allgemeinen allerdings wünschenswerthen Maaßregel, Allerhöchstihr unbestreitbares besonderes Recht wiederholt geltend zu machen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Man tritt im Wesentlichen dem bei, was in dem, in der 17. Sitzung vom 12. April 1821 über die Befriedigung der Privatgläubiger der ehemaligen Reichsoperationscasse abgelegten, sehr dankenswerthen Commissions-Vortrage §. 3 über den Schluß der Rechnung über Forderungen an besagte Casse und Nichtberücksichtigung später angebrachter, ingleichen §. 4 bis 15 über einige andere Puncte zu erkennen gegeben worden ist; behält sich jedoch über das jenen Gläubigern für ihre klar gemachten Ansprüche zu Gewährende selbst — was übrigens nach der sehr treffenden Bemerkung der Königlich-Preussischen allerhöchsten Regierung (Seite 19 und 20 der Protokolle von 1822) nach dem Gutfinden jedes einzelnen Staates, wie eine andere Staatsschuld behandelt werden dürfte — die Erklärung bis zu dem Zeitpuncte vor, wo das Maaß der Forderungen überhaupt zu übersehen möglich ist, und schließt sich, zur Erreichung dieses letztern Zweckes, der Abstimmung des Herrn Gesandten der freien Städte (§. 82 der 12. dießjährigen Sitzung) an, indem man zugleich die Theilnahme an den, nach dem Maaßstabe der bisherigen provisorischen Matrikel auszutheilenden Beiträgen, noch darauf bedingt, daß solche auch von allen übrigen Deutschen Bundesstaaten geleistet werden.

Braunschweig und Nassau: behält sich seine Abstimmung vor.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff des in der 17. förmlichen Sitzung des Jahres 1821 zum Vortrage gekommenen und durch gleichzeitigen Beschluß zur Instructions-Einholung verstellten Commissions-Gutachtens, die Befriedigung der Privatgläubiger der ehemaligen Reichsoperationscasse betreffend, ist Gesandter angewiesen, den von der Commission entwickelten Ansichten und darauf gegründeten Anträgen dermaßen beizutreten, daß vor Allem erst die Liquidität der Forderungen, nach Maaßgabe der in besagtem Gutachten aufgestellten Grundsätze, zu prüfen und festzustellen, und sodann erst zur definitiven Beschliessung hinsichtlich des Zahlungsmodi vorzuschreiten wäre, indem die Resultate solcher Prüfung über Ursprung und Beschaffenheit der einzel-

nen Forderungen auch die beste Anleitung über die Art und Weise der Befriedigung an die Hand geben dürften.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg. In Folge des in der 17. Sitzung vom Jahr 1821 erstatteten Commissions-Vortrages, die Befriedigung der Privatgläubiger der ehemaligen Reichsoperationscasse betreffend, und der darauf beschlossenen Instructions-Einholung, ist die Gesandtschaft ermächtigt, den Anträgen des Commissions-Gutachtens dergestalt beizustimmen, daß zunächst das Liquidum durch eine Liquidations-Commission, nach den vorgeschlagenen Grundsätzen zu constatiren; welchemnächst zu einer definitiven Beschlußnahme über die Modalitäten der Zahlung würde geschritten werden können.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Die Gesandtschaft behält sich ihre Abstimmung vor.

Die freien Städte: beziehen sich auf ihre Abstimmung in der 12. Sitzung vom 5. Mai dieses Jahres.

Man kam hierauf überein, den Termin zum Nachtrage der vorbehaltenen Abstimmungen auf die zweite Sitzung künftigen Jahres festzusetzen.

§. 172.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser betreffend.

(21. Sitz. §. 135 d. J.)

Preussen. Wenn der Reichsdeputations-Hauptschluß vom Jahre 1803, bei Feststellung der damals nothwendig gewordenen Bestimmungen über das Schuldenwesen der Reichskreise, im §. 83 insbesondere verfügt:

«Vor Allem sind — bei Oberrhein zu den dort eingeführten General- und Specialcassen die «exigibeln Ausstände, in so fern keine rechtliche Entschuldigung obwaltet, beizutreiben ꝛc.»

so hat, in Kraft der, von Seiten des Deutschen Bundes durch Art. 15 der Bundesacte übernommenen, allgemeinen Garantie derjenigen Verfügungen des Reichsdeputations-Hauptschlusses, welche das Schuldenwesen betreffen, die Bundesversammlung auch darüber zu wachen, daß die herausgehobene Bestimmung, nach ihrem wahren Sinne und Zwecke, so weit es noch möglich und erforderlich ist, beobachtet werde.

Indessen fragt es sich, wem unter den gegenwärtigen Verhältnissen die angeordnete Beitreibung gedachter Activa abliege? In welcher Art solche anzustellen ist? Wo diejenigen, die als Schulder dabei in Anspruch genommen werden, ihre Entschuldigungen anzubringen

haben, und wem die Beurtheilung der Rechtlichkeit oder Nichtrechtlichkeit derſelben zuſtehe? Endlich aber auf welche Weiſe die Bundesverſammlung über Beobachtung des hierunter als richtig erkannten ſtaatsrechtlichen Verfahrens wachen könne?

1) Nach §. 85 des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes ſollten es ſich Kurmainz und Heſſen-Caſſel gemeinſam angelegen ſeyn laſſen, jene exigible Ausſtände unter der angegebenen Beſchränkung beizutreiben. Die Befugniß und Verpflichtung hierzu erloſch bei Auflöſung des Reichs- und Kreisverbandes, und wurde mit der im Art. 15 der Bundesacte übernommenen Garantie auf den Deutſchen Bund nicht von Neuem übertragen, ſie konnte darum auch nicht durch den in der 43. Sitzung des Jahres 1817 gefaßten Beſchluß ohne weiteres auf Baiern und Kurheſſen übergehen, welche ſich vielmehr, in Kraft deſſelben, bei Anordnung der beſtehenden ſubdelegirten Commiſſion lediglich auf

> «Einleitung zur definitiven Auseinanderſetzung des Penſions- und Schuldenweſens der ehemaligen Kur- und Oberrheiniſchen Kreiſe unter den betheiligten Regierungen»

beſchränkten und zu beſchränken hatten. Dagegen behielten, der Auflöſung des Reichs- und Kreisverbandes ungeachtet, ſämmtliche dem Oberrheiniſchen Kreiſe angehörig geweſene Staaten, ſo weit ſie Eigenthümer der daſelbſt eingeführten Kreiscaſſen waren, ihren gemeinſamen rechtlichen Anſpruch auf deren Activa, und haben jetzt, neben der Befugniß, dieſelben gegen die Schuldner geltend zu machen, bei der Einziehung ſolcher Activa auch noch ein beſonderes Intereſſe, weil ſie den durch die Nichtzahlung entſtehenden Ausfall bei Tilgung der Kreis-Paſſiva decken mußten. Dieſe gemeinſchaftliche Geltendmachung würde jetzt an die Stelle jener Beitreibung treten.

2) Unter dem Ausdrucke «beitreiben», kann im §. 83 des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes dasjenige Verfahren nicht verſtanden werden, wozu eben daſelbſt im §. 67, bei Sicherſtellung der wegen Verſorgung und Penſionirung der Geiſtlichkeit und Dienerſchaften von §. 47 — 66 getroffenen Verfügungen, die Kreisdirectorien für den Fall Auftrag erhielten, wenn ſich die Penſioniſten über Vorenthaltung der ihnen gebührenden Penſionen ꝛc. beſchwerten. Hatten alsdann die Kreisdirectorien auf das erſte Aufrufen der Beſchwerdeführenden gegen die Zahlungsbehörde, welche ſich mit der Quittung über geſchehene Zahlung nicht ausweiſen konnte, ſogleich, ohne Geſtattung eines Termins oder einer Einrede, die bereiteſte Execution ſelbſt zu erkennen und zu vollziehen; ſo fanden ſich Kurmainz und Heſſen-Caſſel bei der ihnen vorgeſchriebenen Beitreibung durch die Clauſel «in ſo fern keine rechtliche Entſchuldigung obwaltet» daran gebunden, die Einwendung von Entſchuldigungen zuzulaſſen. In weiterer Ausdehnung dürften daher auch jetzt dergleichen Beitreibungen, ſelbſt wenn dazu ein Rechtsſubject vorhanden wäre, nicht vorzunehmen ſeyn.

3) Waren es Kreisstände, die als säumige Schuldner der Kreiscassen in Anspruch genommen wurden, so mußte über die von ihnen eingewandten Entschuldigungen, nach damaliger Verfassung wenigstens, erst auf dem Kreistage verhandelt und ein Beschluß gefaßt werden; gewiß aber hatten Kurmainz und Hessen-Cassel nicht für sich die Befugniß, darüber zu entscheiden, und, wenn die Entscheidung gegen die Reclamanten ausfiel, sofort die Rückstände beizutreiben.

Mit Aufhebung der Kreisverfassung hörte die auf letztere gegründete Befugniß zu Kreistags-Verhandlungen und Beschlußnahmen für alle zu Kreisen corporirt gewesene Staaten auf. Entsteht jetzt ein nicht gütlich beizulegender Streit darüber, ob und an wen rückständige Kreis-Activa rechtlich zu fordern sind; so kann derselbe zwischen Bundesstaaten nur auf dem Wege des verfassungsmäsigen Austrägalverfahrens, und, wo Mediatisirte wirklich in Anspruch zu nehmen sind, nur von denen Landesgerichten, unter deren Jurisdiction sie stehen, entschieden werden.

4) Eben daher erscheint es im letztern Falle zweifelhaft, auf welche Art die Bundesversammlung, vermöge der übernommenen Garantie, da, wo es nöthig wird, einzuwirken habe. Sie hat unstreitig dafür zu sorgen, daß die vorgeschriebene Beitreibung des rückständigen Kreis-Activums in der einzigen Art, wie es jetzt noch möglich ist, statt finde, daß nämlich der wegen eines Kreis-Activums in Anspruch genommene Mediatisirte vor dem competenten Landesgerichte, bei welchem er seine Entschuldigung anbringen kann, belangt werde. Mit Erfolg kann die Belangung nur geschehen, wenn die als Kläger auftretende Partei hinlänglich legitimirt ist; als Gläubiger legitimirt sind aber nach Num. 1 sämmtliche vormalige Oberrheinische Kreisstaaten; und da dieselben alle, entweder unmittelbar oder mittelbar, durch Vertretung in der Bundesversammlung repräsentirt werden, so möchte es scheinen, als würde ein Beschluß dieser letztern, wodurch sie irgend wen zur Anstellung der Klage veranlaßte, dessen Bevollmächtigung und Legitimation schon begründen: wenn nicht erhebliche Bedenken entgegenständen, ob die Legitimation eines solchergestalt bevollmächtigten Klägers genügen könnte, da, strenge genommen, die bevollmächtigende Behörde als solche nicht selbst, nicht vollständig und nicht unmittelbar bei der Sache betheiligt ist. Als ein ganz sicheres Mittel zur Erfüllung ihrer Obliegenheit bliebe der Bundesversammlung dem zufolge nur übrig, die bezeichneten Gläubiger — wenn sie von ihrem Klagerecht nicht unaufgefordert Gebrauch machen — zur gemeinschaftlichen Anstellung der Klage und zur Bevollmächtigung eines gemeinschaftlichen Sachwalters für diesen Zweck im geeigneten Wege zu veranlassen.

Was nun die schwierig gewordene Geltendmachung des Anspruchs der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser insbesondere betrifft, worüber die betheiligten Höfe sich beschlußmäsig heute zu äussern ersucht worden sind; so würden,

nach der eben entwickelten Ansicht des Königlich-Preussischen Hofes, bei gegenwärtiger Lage der Sache, alle ehemalige Oberrheinische Kreisstände, mittelst eines in Kraft der übernommenen Garantie zu fassenden Beschlusses dieser hohen Versammlung, zu veranlassen seyn, gegen die subdelegirte Königlich-Baierische und Kurhessische Commission — so fern es nicht schon geschehen ist — ihre Erklärungen darüber abzugeben,

ob sie die von den Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häusern gegen die Forderung erhobenen Einwendungen für unbegründet hielten und daher auf Einziehung des fraglichen Kreis-Activums beständen?

demnächst aber, wenn solches der Fall wäre, unter befördernder Mitwirkung gedachter Commission, einen gemeinschaftlichen Bevollmächtigten zur gerichtlichen Verfolgung vor dem competenten Königlich-Preussischen Oberlandesgerichte zu bestellen.

Sollte einer oder der andere der betheiligten Kreisstände, ja sogar die Majorität derselben sich gegen die gerichtliche Einziehung erklären, so würden doch, dem strengen Rechte nach, die Dissentirenden hierdurch nicht verhindert werden können, für sich die Klage auf ihr antheiliges Interesse zu erheben.

Baden. Die Gesandtschaft äusserte, daß sie hierüber noch nicht mit Instructionen versehen sey.

Kurhessen: ebenfalls.

Großherzogthum Hessen. Der Gesandte habe sich erhaltener Instruction gemäß dahin zu äussern: Man sey der Meinung, daß, um die befragte Forderung geltend zu machen, die Schuldner bei ihren zuständigen Gerichten zu belangen seyen, und daß es, zu möglichst schneller Erledigung des Legitimationspunctes, am zweckmäßigsten seyn würde, die Krone Baiern und Kurhessen durch Erklärungen sämmtlicher betheiligter Bundesstaaten zum Bundestags-Protokolle zur Rechtsverfolgung in dieser Sache besonders zu ermächtigen.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser. Der Gesandte ist ermächtigt, sich dafür zu erklären, daß es der Königlich-Baierischen und Kurhessischen Regierung gefallen möchte, den zur Erledigung des Pensions- und Schuldenwesens der vormaligen Deutschen Reichskreise Kur- und Oberrhein zu übernehmen geruhten Auftrag, auch auf die Ausklagung der, der ehemaligen Oberrheinischen Kreiscasse gegen das Fürstliche Haus Salm-Kyrburg und die Rheingräflichen Häuser Grumbach und Grehweiler, wegen Zurückzahlung eines dem verstorbenen Herrn Rheingrafen Walrad von Salm-Grumbach in den Jahren 1795 — 1802 aus jener Casse geleisteten Vorschusses von 10,554 Fl. 31 Kr., entstandenen Forderung erstrecken zu lassen.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck sind der Ansicht, daß eine förmliche Klage gegen die Schuldner bei den Königlich-Preussischen Gerichten erhoben, und Baiern und Kurhessen geneigen möchten, die Stelle des Klägers zu übernehmen.

Die freien Städte für Frankfurt. Von Seiten der freien Stadt Frankfurt ist man der Meinung, daß die Königlich-Baierische und die Kurhessische Regierung zu ersuchen und zu ermächtigen seyen, ihre subdelegirten Commissarien mit der Verfolgung dieser Forderung vor den competenten Königlich-Preussischen Landesgerichten durch einen Bevollmächtigten zu beauftragen.

Hierauf wurde verabredet, die betreffenden Regierungen zu ersuchen, die noch ermangelnden Instructionen in der Maaße zu beschleunigen, daß die ausstehenden Abstimmungen am 15. Januar künftigen Jahres zu Protokoll gegeben werden können.

§. 173.

Die Entschädigungsansprüche der Bewohner von Castell und Kostheim bei Mainz, für die zum dortigen Festungsbau genommenen Felder und Bäume betreffend.

Der Königlich-Baierische Bundestagsgesandte, Herr von Pfeffel, erstattet Namens der Reclamations-Commission Vortrag über die Entschädigungsansprüche der Bewohner von Castell und Kostheim bei Mainz, für die zum dortigen Festungsbau genommenen Felder und Bäume (s. Einr. Prot. Num. 81 d. J.), und bemerkt:

Nach Analogie des in der 15. Bundestagssitzung vom Jahre 1819 (Prot. §. 69) auf das Gesuch des Freiherrn Carl von Dalberg zu Aschaffenburg, wegen Zurückgabe des von Osteinischen Hauses zu Mainz, oder Anweisung einer angemessenen Entschädigung, gefaßten Beschlusses, müsse man sich auch bei der vorliegenden Reclamation auf den gleichmäßigen Antrag beschränken, daß dieser Gegenstand ebenfalls bis zur wirklichen Uebergabe der Festung Mainz an den Deutschen Bund zu beruhen habe, nach erfolgter Uebergabe aber wieder vorzulegen sey.

Unter allgemeiner Zustimmung zu diesem Antrage, wurde

beschlossen:

daß die Entschädigungsansprüche der Bewohner von Castell und Kostheim bis zur wirklichen Uebergabe der Festung Mainz an den Deutschen Bund zu beruhen habe.

§. 174.

Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die während des Feldzugs vom Jahre 1813 in Wickert an Kaiserlich-Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein.

(21. Sitz. §. 130 d. J.)

Der Großherzoglich-Badische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Blittersdorff, erstattet Vortrag der Reclamations-Commission, die Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die während des Feldzugs vom Jahre 1813 in Wickert an Kaiserlich-Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein betreffend, worin zuerst der Inhalt der eingereichten Reclamation, des frühern Vortrags der Reclamations-Commission sammt dem hierauf ergangenen Beschlusse vom 13. Mai 1822 (16. Sitz. §. 132), dann die Erklärungen mitgetheilt werden, welche von der Herzoglich-Nassauischen Bundestagsgesandtschaft in der 1., und von der Kaiserlich-Oesterreichischen Gesandtschaft in der 21. dießjährigen Sitzung abgegeben worden sind, sodann aber das Gutachten dahin gestellt wird:

daß nur zwei bundesgesetzliche Bestimmungen, der Art. 29, oder der Art. 30 der Wiener Schlußacte, dahier in Betracht kommen könnten; die Commission aber habe sich sehr bald überzeugt, daß weder der eine, noch der andere dahier Anwendung finde.

Der Art. 29 setze voraus:

1) daß von einer durch die Gerichte zu entscheidenden, oder einer eigentlichen Rechtssache die Rede, und

2) daß rücksichtlich dieser die Rechtspflege verweigert oder gehemmt worden sey.

Ob eines, oder das andere der Fall sey, habe die Bundesversammlung nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilen.

Nunmehr würden zwar in der Regel Kriegsschäden nach der Analogie der lex Rhodia de jactu behandelt und als solche unter die gesammten Einwohner, so viel möglich, gleichmäßig vertheilt, allein wohl nirgend werde dieses Geschäft den Gerichten ausschließlich übertragen.

Die Unthunlichkeit einer solchen Anordnung sey zu augenscheinlich, als daß sie eines Beweises bedürfe. Wolle man die Peräquation der Kriegsleistungen in die Sphäre der Gerichte ziehen, so müsse ein bellum omnium contra omnes unter den Bewohnern desselben Landes entstehen.

Hiervon sey nun auch die Herzoglich-Nassauische Regierung ausgegangen, indem sie alle, sich auf die Kriegsleistungen beziehenden Gegenstände dem Landesregierungs-Collegium

zuwies, und eben dadurch ausgesprochen habe, daß dieselben nicht als Rechtssachen betrachtet und behandelt werden sollten.

Hieraus folge von selbst, daß von der Anwendung des Art. 29 keine Rede seyn könne.

Uebrigens habe die Herzogliche Regierung erklärt, daß der Reclamant den gesetzlich vorgeschriebenen administrativen Weg wiederholt betreten könne, wenn er neue Gründe zu Unterstützung seiner Ansprüche geltend zu machen habe. In wie fern aber derselbe von dieser Andeutung Gebrauch machen wolle, scheine ihm lediglich überlassen werden zu müssen.

Eben so wenig als der Art. 29 der Wiener Schlußacte könne auch der Art. 30 derselben Acte dahier irgend eine Anwendung finden.

Aus dessen Inhalt und Worten folge, daß in den hieher gehörigen Fällen

1) eine Forderung unbestritten vorhanden, oder doch eventuell zugestanden seyn müsse,
2) daß nur die Verpflichtung zu ihrer Befriedigung und zwar
3) zwischen mehreren Bundesgliedern zweifelhaft oder bestritten seyn dürfe.

Keines dieser Criterien treffe dahier zu. Nassau läugne, daß irgend eine Forderung auch nur eventuell bestehe. Es behaupte, daß dem Reclamanten für den von ihm erlittenen Verlust weder aus Gemeinde-, noch aus Staatsmitteln, noch sonst eine Entschädigung gebühre. Somit verwerfe es auch das Vorhandenseyn eines Streites über die Verpflichtung zur Befriedigung des Reclamanten, und bekenne sich endlich für den rechten Beklagten, falls überhaupt eine Forderung gedenkbar wäre. Oesterreich hingegen sage sich von aller Theilnahme an dieser Reclamation, sey es aus welchem Titel es wolle, los.

Unter diesen Umständen glaube die Commission sich nicht tiefer in diese Sache einlassen zu dürfen; sie glaube ununtersucht lassen zu müssen, in wie fern das Herzogthum Nassau am 9. November 1813 von den alliirten Truppen noch als Feindesland behandelt worden sey, (daß es als solches vor Abschliessung des Accessions-Vertrags zur großen Allianz hätte behandelt werden können, hieran sey kein Zweifel) ungeachtet in den am 23. November 1813 über die Verpflegung der Truppen in Frankfurt festgesetzten Grundzügen Art. 10 bestimmt sey: daß für alle seit dem 1. November c. ausgeschriebene Naturalien und Bekleidungsbedürfnisse die dort näher angegebene Bezahlung statt finden solle.—

Die Commission glaube, daß die Erörterung dieser und ähnlicher zu dem materiellen Grund der vorliegenden Reclamation gehörigen Fragen ausserhalb ihrer Aufgabe liege, und beschränke sich daher auf den Antrag,

1) daß Peter Molinari zu Mainz mit seiner Beschwerde wegen Ersatzes für die während des Feldzugs v. J. 1813 in Wickert an K. K. Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein abzuweisen, und

2) hiervon dem Anwalte deſſelben, Dr. Ehrmann dahier, Nachricht zu geben ſey.

Sämmtliche Geſandtſchaften erklärten ſich damit einverſtanden, daher

Beſchluß:

1) daß Peter Molinari zu Mainz mit ſeiner Beſchwerde wegen Erſatzes für die während des Feldzugs v. J. 1813 in Wickert an K. K. Oeſterreichiſche Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein abzuweiſen, und

2) hiervon dem Anwalte deſſelben, Dr. Ehrmann dahier, Nachricht zu ertheilen ſey.

§. 175.

Bitte des Oekonom Joh. Wilh. Klapproth zu Erfurt, um Vergütung für die in den Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsſchäden.

Ebenderſelbe: trägt Namens der Reclamations-Commiſſion den Inhalt der unter Num. 86 des dießjährigen Einreichungs-Protokolls eingetragenen Bitte des Oekonom J. W. Klapproth zu Erfurt um Vergütung für die in den Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsſchäden vor, und äuſſert:

Es müſſe hier zuvörderſt angeführt werden, daß von dem Reclamanten die durch den Bundesbeſchluß vom 11. December 1817 für die Abfaſſung und Einreichung der Privat-Reclamationen vorgeſchriebenen Förmlichkeiten nicht beobachtet worden ſeyen.

Er habe, ungeachtet er entfernt von hier wohne, nicht nur keinen Bevollmächtigten dahier beſtellt ſondern ſich damit begnügt, ſein Schreiben ohne alle weitere Legitimation an die hohe Bundesverſammlung zu richten.

Demnach dürfe ſeine Eingabe ſchon aus dieſem Grunde völlig unbeachtet zu laſſen ſeyn. Wolle man aber auch einen Augenblick über dieſen Mangel der Form hinwegſehen; ſo würde es dennoch keiner weitläufigen Ausführung bedürfen, um darzuthun, daß die vorliegende Reclamation ſich zu keinerlei Einſchreitung der hohen Bundesverſammlung eigne; denn

1) ſey hier von keiner eigentlichen Rechtsſache die Rede, daher

2) keine Rechtsverweigerung nur denkbar, weßhalb der Art. 29 der Wiener Schlußacte dahier keine Anwendung finden könne; auſſerdem nehme

3) der Reclamant ſelbſt nur die Verwendung der hohen Bundesverſammlung bei der Fürſtlich-Schwarzburg-Rudolſtädtiſchen Regierung in Anſpruch.

Dieſe Platz greifen zu laſſen, ſelbſt wenn man im Allgemeinen die Zuläſſigkeit ſolcher Verwendungen nicht in Abrede ſtellen wolle, liege aber um ſo weniger Veranlaſſung vor, als die Reclamations-Commiſſion auch nicht einen Grund zu ihrer Motivirung an-

zuführen wüßte. Hierbei müsse übrigens beiläufig bemerkt werden, daß der Reclamant von der Fürstlich-Schwarzburg-Rudolstädtischen Regierung nicht deßhalb abgewiesen worden sey, weil die von der Französischen Contribution dem Fürstlichen Hause zu Theil gewordene Entschädigung nur den Steuerpflichtigen zu gute gekommen sey, sondern, wie es in der allegirten Resolution heisse: «daß demselben für diese Kriegs-Erlittenheiten «so wenig aus einer Fürstlichen Staatscasse, als von dem den Fürstlichen Landen zu «Theil gewordenen Antheile an der Französischen Contribution, welcher letztere zu den «Kriegskosten verwendet worden und daher den steuerpflichtigen Unterthanen mit zu gute «gegangen sey, zu Theil werden könne».

Aus allen diesen Gründen glaube die Commission den Antrag stellen zu müssen:

daß Joh. Wilh. Klapproth von Erfurt mit seinem Gesuche um Vergütung für die in den Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsschäden von hier abzuweisen sey.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit dem Antrage der Reclamations-Commission, daher

Beschluß:

daß Joh. Wilh. Klapproth zu Erfurt mit seinem Gesuche um Vergütung für die in den Jahren 1813 und 1814 erlittenen Kriegsschäden von hier abzuweisen sey.

§. 176.

Vorstellung der Frau Landgräfin Caroline Wilhelmine zu Hessen-Philippsthal, gebohrnen Prinzessin zu Hessen Philippsthal, die Eröffnung des Rechtsweges zu Verfolgung ihrer Erbansprüche auf die Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg betr.

(31. Sitz. §. 171 v. J. 1820.)

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr Graf von Beust, trägt Namens der Reclamations-Commission vor:

Der Anwalt Ihro Durchlaucht der Frau Landgräfin Caroline Wilhelmine zu Hessen-Philippsthal, gebohrnen Prinzessin zu Hessen-Philippsthal, habe, mittelst Eingabe Num. 78 vom 7. Juli l. J., ihre Bitte um Eröffnung des Rechtsweges zu Verfolgung ihrer Erbansprüche auf die Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg, somit ihren gegen Nassau ergriffenen Recurs zurück genommen und entsagt.

Dem gemäß wurde, nach dem Antrage des Herrn Referenten, die Beschwerde als erledigt betrachtet, und die erwähnte Eingabe Num. 78 ad acta gegeben.

§. 177.

Vortrag der am 12. Juli dieſes Jahres gewählten Reclamations-Commiſſion über ihre Geſchäftsführung. — Fortſetzung ihrer Arbeiten bis zur 1. Sitz. des künftigen Jahres.

(21. Sitz. §. 138 d. J.)

Der Königlich-Baieriſche Bundestagsgeſandte, Herr von Pfeffel, verlieſt einen Vortrag der in der 21. dießjährigen Sitzung zur Prüfung der für die Periode vom 12. Juli bis 27. November 1823 eingehenden Eingaben gewählten Commiſſion über ihre Geſchäftsführung, und legt

1) ein Verzeichniß jener Reclamationen, mit der Bemerkung ihrer Erledigungsweiſe vor, — dann

2) ein Verzeichniß der ihr ſeit Wiedereröffnung der Sitzungen zugekommenen Eingaben, zu deren Behandlung ſie ſich nicht mehr befugt hält.

Der loco dictaturae zu druckende Vortrag, nebſt den beiden Verzeichniſſen, wurde dieſem Protokolle unter Ziff. 21 angefügt, und

der Kaiſerlich-Königliche präſidirende Herr Geſandte drückte, unter allgemeiner Zuſtimmung ſämmtlicher Geſandtſchaften, den bisherigen Mitgliedern der Commiſſion, ſowohl den Dank als auch den Wunſch der hohen Verſammlung aus, daß es ihnen gefällig ſeyn möge, ihre Arbeiten noch bis zur erſten Sitzung des künftigen Jahres fortzuſetzen, welchem dieſelben auch bereitwillig entſprachen.

§. 178.

Einreichungs-Protokoll.

Die Eingaben

Num. 95, eingereicht am 8. Dec. d. J., von Dr. Ehrmann dahier, als Anwalt des Finanzraths Jacob Barnſteiner zu Stuttgart, um Vermittlung wegen Regulirung deſſen Beſoldungs- und Penſions-Anſprüche zwiſchen Baiern und Würtemberg. Mit Anl. 1 — 11.

Num. 96, eingereicht am 9. Dec., von Dr. Schreiber dahier, Bevollmächtigten in den Weſtphäliſchen Angelegenheiten, Anzeige, daß der Salpeterfabrikant Habich in Caſſel, als Domänenkäufer von der Kurheſſiſchen Regierung ſeine Befriedigung erlangt habe, und Ueberreichung einer Special-Vollmacht mehrerer Intereſſenten der ehemaligen Weſtphäliſchen Penſionscaſſe. Mit Anl. A. B. C.

Num. 97, einger. am 9. Dec., vom Regierungsdirector Herquet zu Fulda, um baldige Berückſichtigung ſeiner Eingabe vom 30. April l. J., Penſionsverkürzung betreffend.

Num. 98, einger. am 9. Dec., von Joſeph von Wrede zu Bonn, ehemaligen Kurtrieriſchen Leibgardiſten, Geſuch um hohe Verwendung, die Auszahlung ſeiner rückſtändigen ſowohl, als Vermehrung der laufenden Penſion betreffend. Mit Anl. A und B.

wurden der Reclamations-Commiſſion zuzuſtellen beſchloſſen.

Folgen die Unterſchriften.

Fünf und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 18. December 1823.

In Gegenwart

aller in der vier und zwanzigsten Sitzung Anwesenden.

Wieder hinzugekommen war:

von Seiten der freien Städte: Herr Syndicus Dr. Gries.

§. 179.

Pensions- und Schuldforderung des Obersten von Mogen.

(24. Sitz. §. 185 v. J. 1822.)

Der Königlich-Baierische Herr Bundestagsgesandte, trägt Namens der Reclamations-Commission auf die neueste Eingabe des Obersten von Mogen zu Gedern (Zahl 28 der dießjährigen Eingaben) vor:

Der vormalige Oberrheinische Kreisoberst von Mogen habe unterm 6. Juli d. J. bei der Bundesversammlung eine neuerliche Vorstellung eingereicht, worin derselbe vorbringe, daß ihm die Auszahlung der auf das Großherzogthum Baden angewiesenen Rate seiner ohnehin geringen Pension von Seite der Großherzoglich-Badischen Regierung abgeschlagen worden sey, deren Entbehrung aber bei seiner bedrängten Lage und seinem hohen Alter ihm sehr schwer falle; wonach er denn wiederholt bitte, ihm zum Genusse seiner vollen Pension sowohl, als zum Besitze seines dem ehemaligen Oberrheinischen Kreise dargeliehenen Capitals zu verhelfen.

Was den zweiten Punct betreffe, so sey bereits in der 13. Bundestagssitzung v. J. 1820, und wiederholt in der 18. Sitzung desselben Jahres, beschlossen worden, daß sich der Oberst von Mogen wegen Rückzahlung seines Capitals bis zur gänzlichen Auseinandersetzung des Oberrheinischen Kreisschuldenwesens zu gedulden habe.

Hinsichtlich des ersten Punctes aber habe man in der 24. Sitzung v. 11. Juli v. J. beschlossen, die von Seite der Großherzoglich-Badischen Bundestagsgesandtschaft abgegebene

Erklärung, wonach die Großherzoglich-Badiſche Regierung die Uebernahme der ihr zugewieſenen Rate an der Penſion des Oberſten von Mogen ablehne, an die für das Kur- und Oberrheiniſche Kreisſchulden- und Penſionsweſen beſtellte Subdelegations-Commiſſion abzugeben.

Hierdurch möchte ſonach der Antrag begründet ſeyn, auch die vorliegende neuerliche Vorſtellung des Oberſten von Mogen der gedachten Commiſſion zuzuweiſen.

Sämmtliche Geſandtſchaften waren damit einverſtanden, daher

Beſchluß:

daß die neueſte Vorſtellung des Oberſten von Mogen an die Commiſſion zur Ausgleichung des Kur- und Oberrheiniſchen Kreisſchulden- und Penſionsweſens verwieſen werde.

§. 180.

Entſchädigungsgeſuch der ehemaligen Kurpfälziſchen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsſchäden.

(16. Sitz. §. 104 v. J. 1823.)

Der Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſche Herr Bundestagsgeſandte, Graf von Beuſt, erſtattet ferneren Vortrag über das Entſchädigungsgeſuch der ehemaligen Kurpfälziſchen Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe, wegen erlittener Kriegsſchäden, worin derſelbe den Inhalt der früheren und neueſten Eingaben, die in dieſer hohen Verſammlung erſtatteten Vorträge, die verſchiedenen Erklärungen, welche die Geſandtſchaften von Baiern, Baden, Großherzogthum Heſſen und Naſſau in das Protokoll gelegt haben, ſo wie die vorderen Bundestagsbeſchlüſſe wiederholt, und hiernächſt folgendes Gutachten abgiebt:

Der vorliegende Fall ſcheint ganz unzweifelhaft den bekannten Beſtimmungen des 30. Artikels der Wiener Schlußacte unterzuliegen. Die Reclamanten fordern Etwas von einer oder mehreren Deutſchen Regierungen, und es iſt ſtreitig: welche die Forderung angehe? Der Fall des angezogenen 30. Artikels, — wohlverſtanden, daß die richterliche Entſcheidung über die Vorfrage, nicht über das Forderungsrecht ſelbſt, entſcheiden würde. Gegen dieſes blieben den künftig in Anſpruch genommenen Regierungen alle Einwendungen unbenommen.

Dieſes zur Beſeitigung der Zweifel der Großherzoglichen Regierungen Badens und Heſſens, wegen der Natur der in Frage liegenden Forderung, und daß ſie einer landesgerichtlichen Erörterung nicht unterworfen werden könne. Man würde ſich daher darauf beſchränken, ſofort den Antrag auf Erledigung der ſtreitigen Vorfrage zwiſchen den, resp. entſchädigten, hohen Regierungen der ehemaligen Rheinpfalz beider Rheinſeiten, vorgängig

den gesetzmäßigen Vermittlungsversuch, zu richten, wäre nicht Großherzoglich-Badischer Seits — und die Großherzoglich-Hessische Regierung scheint die Meinung zu theilen — die Forderung in Frage an das ehemalige Deutsche Reich verwiesen, und auf diesen Grund die Behauptung aufgestellt worden, daß sämmtliche Regierungen jenes ehemaligen Reichs an der Erörterung der streitigen Vorfrage Theil zu nehmen hätten.

Die Ansicht ist unverkennbar scharfsinnig. Das ehemalige Deutsche Reich hat zwar aufgehört, der Deutsche Bund kann gewiß für keinen Rechtsnachfolger desselben gelten; aber wird eine gesellschaftliche Verbindung aufgehoben, so gehen deßwegen die während derselben von ihr eingegangenen Verbindlichkeiten nicht mit unter, sondern die ehemaligen Gesellschaftsgenossen verhältnißmäßig (pro rata) an. Es versteht sich, daß man auch hier das Material des Rechts nicht im Blicke habe, und dieses im zunächst vorliegenden Falle um so weniger, je mehr die Befriedigung der an die vormalige Reichsoperationscasse gemachten Forderungen noch in der Berathung dieser hohen Versammlung liegt.

Der — im gegenwärtigen erwähnte — Vortrag des Herrn Geheimen Raths von Lepel, in der 16. Sitzung vom 13. Mai 1822, hat bereits die Gründe angedeutet, die der Verweisung der Forderung der Reclamanten an das ehemalige Deutsche Reich entgegenständen, zugleich aber gedacht, daß den hohen Regierungen der ehemaligen Rheinpfalz die daher zu nehmenden Einwendungen unbenommen blieben. Dieß ist unverkennbar. Es ist zugleich, wenn auch nicht wahrscheinlich, doch denkbar, daß das Austrägalgericht über die streitige Vorfrage zwischen den hohen Regierungen der ehemaligen Rheinpfalz sie alle frei spräche, weil die Verpflichtung in Frage das aufgelöste Deutsche Reich berühre, und es entsteht darum für hochgedachte Regierungen gar kein hauptsächlicher Nachtheil daraus, wenn die oft berührte Vorfrage nur unter Ihnen ausgetragen würde, während von den Reclamanten nie ein Anspruch gegen das ehemalige Deutsche Reich gerichtet wurde, und einleuchtet, daß die Beiziehung aller ehemaligen hohen Genossen jenes Verbandes schon in der Form mit einem für die Reclamanten ungemein drückenden Zeitverlust, auch anderen Schwierigkeiten und Weitläufigkeiten, verbunden seyn würde, was dem Sinne für Gerechtigkeit und Milde der hohen Regierungen, die die ehemalige Rheinpfalz besaßen und besitzen, am wenigsten entsprechen möchte.

Unter diesen Umständen dürfte der Antrag gerechtfertigt erscheinen:

hohe Bundesversammlung wolle zuvörderst aus Ihrer Mitte eine Commission zum Versuche der Vermittlung unter den allerhöchsten und höchsten Regierungen von Baiern, Baden, Großherzogthum Hessen und Nassau ernennen, und jene dazu beauftragen; im Falle des Nichtgelingens jenes Ausgleichungsversuches aber, das in dem 30.

Artikel der Wiener Schlußacte festgestellte Verfahren unter den allerhöchst- und höchstgedachten Regierungen einleiten.

Der loco dictaturae zu druckende Vortrag wurde diesem Protokolle unter Zahl 22 angefügt.

Bei der hierauf gestellten Umfrage, machte die Königlich-Preussische Gesandtschaft den motivirten Antrag, diesen Gegenstand vordersamst, unter Anberaumung einer kurzen Frist, zur Instructions-Einholung und hierauf zu gründender Abstimmung auszusetzen, worauf sich sämmtliche Stimmen zu dem

Beschlusse

vereinigten:

daß sowohl über die Erklärung der Großherzoglich-Badischen Bundestagsgesandtschaft in der 15. dießjährigen Sitzung, als auch über den in dem Vortrage des Herrn Referenten enthaltenen Antrag, mit Rücksicht auf die loco dictaturae abzudruckende Aeusserung der Königlich-Preussischen Gesandtschaft (Beilage Ziffer 23), am 19. Februar künftigen Jahres abzustimmen sey.

§. 181.

Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Reichskammergerichte gehörenden Personen betreffend.

(21. Sitz. §. 133 d. J.)

Präsidium wolle, in Folge Beschlusses der 17. dießjährigen Sitzung (§. 107), das Protokoll zur Abgabe der noch rückständigen Abstimmungen über die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der Reichskammergerichts-Individuen eröffnen.

Würtemberg. Seine Königliche Majestät haben Sich schon früher für möglichst liberale Behandlung der reichskammergerichtlichen Sustentationssache erklärt. Wenn daher gleich hinsichtlich der ersten, in dem Commissionsberichte vom 15. Juli dieses Jahres aufgeworfenen Frage: wem und wie viel an Rückständen bezahlt werden solle? nicht jede der bezeichneten vier ersten Classen dieselben Rücksichten in Anspruch nehmen kann; so sind Allerhöchstdieselben doch geneigt, einer zu Stande kommenden Vereinigung zur Befriedigung der im Commissionsberichte angeführten, übrigens aber noch genau zu prüfenden und nach Umständen zu berichtigenden, Rückstandsforderungen jener vier Classen beizutreten.

Dagegen hat man in Beziehung auf die unter Num. 5 des Commissionsberichtes aufgeführte Ersatzforderung des Grafen Reigersberg zu bemerken, daß die, Würtemberg betreffende Rate schon im Jahre 1818 vollständig an denselben berichtigt worden ist, mithin

eine weitere diesseitige Theilnahme an den von einigen Bundesstaaten noch nicht übernommenen Beiträgen nicht in Anregung kommen kann.

Was sodann die zweite, im Commissionsberichte aufgeworfene, Frage betrifft: auf welchem Wege die übernommen werdenden Rückstandsforderungen gedeckt werden sollen? so weisen sowohl die gepflogenen früheren Verhandlungen, als der Bundestagsbeschluß vom 14. Juli 1817, §. 3, auf die bis zu Ende des Jahres 1816 einzuzahlen gewesenen Beiträge (Kammerzieler) als das zunächst liegende Deckungsmittel hin. Es wird dieses, neben Benutzung der weitern, in der Königlich-Sächsischen Abstimmung zum Protokolle der 18. Sitzung vom 26. Juni dieses Jahres nachgewiesenen Activausstände und Cassenvorräthe, um so weniger übergangen werden können, als nach dem Commissionsberichte gerade darin, daß so bedeutende Summen dieser Beiträge im Rückstande haften, der Grund der Entstehung der jetzt noch zu deckenden Forderungen liegt.

Wenn nun auch davon ausgegangen wird, daß einzelne dieser Rückstände durch Umstände zu rechtfertigen seyn dürften, mit welchen eine vollständige Nachzahlung nicht vereinbar wäre; so trifft dieses doch voraussichtlich nicht bei dem größeren Theile zu, auf jeden Fall aber ist dieses noch Gegenstand näherer Untersuchung und einer einzuleitenden möglichst abgekürzten Liquidation.

Der Besorgniß eines, hiermit verbundenen, unbestimmten und für die Betheiligten bedrückenden Aufschubs, würde am leichtesten eine Vereinigung sämmtlicher Bundesstaaten begegnen, wodurch einem aus der Mitte derselben zu wählenden und in den Personen der betreffenden Bundestagsgesandten in Frankfurt zusammentretenden Ausschusse von fünf Bundesgliedern, die Befugniß zu einem abgekürzten Liquidations-Verfahren übertragen würde.

Dieses könnte damit beginnen, daß eine genaue Aushebung der jedem Bundesstaate aufzurechnenden Rückstände eingeleitet und damit sogleich eine besondere Nachweisung der Begründung derselben im Einzelnen, unter Bezeichnung der Landestheile, auf welchen, und der Zeit, für welche sie haften, verbunden würde. Jede Bundesregierung würde sich über das ihr zugehende Rückstands-Verzeichniß binnen einer kurzen Frist von etwa drei Monaten erklären, und in Fällen, wo die Liquidität wirklich zweifelhaft oder bestritten ist, zugleich die Summe, welche sie im Vergleichswege anbieten will, bezeichnen.

Nach Eingang sämmtlicher Erklärungen, oder Ablauf jener Frist, würde die aufgestellte Commission die nach Ergebniß der eingegangenen Erklärungen etwa noch besondern Zweifeln unterliegenden allgemeinen und durchgreifenden Grundsätze, mit Ausschluß jeder künftig daraus etwa abzuleitenden analogen Anwendung in anderen Fällen, feststellen und solche der engern Versammlung sofort zur Genehmigung vorlegen.

Nach Ablauf der auf die ertheilte Genehmigung der aufgestellten Grundsätze folgenden sechs Wochen, würde sodann die Commission die Liquidität der Rückstandsposten der einzelnen Bundesstaaten entweder durch Annahme eines der Verbindlichkeit entsprechend erachteten Anerbietens des betreffenden Bundesstaates, oder durch eine, nach den aufgestellten allgemeinen Grundsätzen ausgesprochene, compromissarische Entscheidung definitiv erledigen.

Erst wenn auf diesem, oder einem ähnlichen, möglichst abgekürzten Wege die als liquid anzunehmende Totalsumme der Kammerzieler-Rückstände bis 1816 incl. genau bestimmt und der Bestand der disponibeln Ausstände überhaupt festgestellt ist, wird ein definitiver Beschluß über die Ausdehnung, in welcher die vorliegenden Forderungen zur Berichtigung anerkannt werden wollen, gefaßt, das etwa noch auf andere Weise zu deckende Deficit bestimmt und der Concurrenzfuß festgesetzt werden können, wozu inzwischen die provisorische Bundesmatrikel sich in verschiedenen Beziehungen vorzugsweise empfehlen dürfte.

Kurhessen. Die Gesandtschaft befinde sich noch ohne Instruction.

Großherzogthum Hessen. Die Gesandtschaft ist von ihrem höchsten Hofe beauftragt, in Bezug auf den in der 25. Sitzung vom 15. Juli 1822 vorgetragenen, §. 197 des Protokolls erwähnten Commissionsbericht, die Besoldungs- und Pensions-Rückstände der Reichskammergerichts-Individuen betreffend, sich in nachstehender Weise zu erklären:

Die I. Classe der Individuen, von welchen die Frage ist, besteht aus den besoldeten Mitgliedern des Kammergerichts.

Daß diese einen rechtlich begründeten Anspruch auf Zahlung ihrer Besoldungsrückstände haben, unterliegt keinem Zweifel. Da indessen ihre Besoldungen bekanntlich auf die Kammerzieler radicirt waren; so haftet jener Anspruch zunächst auf den rückständigen Kammerzielern, und es entspricht daher dem erwähnten Rechte der besoldeten Cameralen die Verpflichtung zur Nachzahlung der bis zu Ende des Jahres 1816 rückständigen Kammerzieler, — eine Verpflichtung, die an sich so klar ist, daß irgend ein Widerspruch dagegen sich wohl nicht erwarten läßt.

Die Vertheilung der Besoldungsrückstände auf die Bundesstaaten, nach Maaßgabe der bestehenden Bundesmatrikel, wäre eben so viel, als einen neuen nicht verpflichteten Schuldner an die Stelle des noch vorhandenen verpflichteten substituiren.

Hiernach wäre die Liquidation und Zahlung der bis zu Ende 1816 erwachsenen Kammerzieler-Rückstände zu beschliessen, worauf auch bereits in mehreren zum dießjährigen Protokolle gekommenen Abstimmungen angetragen worden ist.

Es ist freilich unverkennbar, daß sich der Liquidation sehr bedeutende Schwierigkeiten entgegenstellen.

Die Commission hat in ihrem mit großer Umsicht und Genauigkeit abgefaßten Berichte darauf aufmerksam gemacht, und hierdurch den Wunsch, durch andere Auskunftsmittel solche zu umgehen, genügend motivirt.

Wenn indessen die betheiligten Staaten, zu welchen anerkanntermaßen das Großherzogthum Hessen nicht gehört, über irgend eine schleunige Beendigung der vielfach bei der Liquidation vorkommenden Anstände sich vereinigen wollten, so würde man doch zum Ziele gelangen. Vielleicht würde es zweckmäßig befunden, die Form zu wählen, daß eine, aus Mitgliedern der Bundesversammlung zusammengesetzte, schiedsrichterliche Commission, entweder für jeden einzelnen streitigen Punct, oder für alle Puncte dieser Art, ein- für allemal in beliebiger Weise beistimmt, nach Recht und Billigkeit darüber zu entscheiden hätte.

Von dem Resultat dieser Operation würde dann zunächst die Befriedigung der ersten Classe durch unmittelbare Hinweisung an die betreffenden Staatscassen abhangen.

In die II. und III. Classe setzt der Commissionsbericht die Canzleipersonen. Der hierauf sich beziehende Commissionsvorschlag ist durch Rücksichten, sey es der Humanität und Billigkeit, sey es des Rechts, so wohl begründet, daß man, unter der Voraussetzung der allgemeinen Annahme, demselben beizustimmen erbötig ist.

Auf Hinweisung an diejenigen Staaten, welche zur kammergerichtlichen Sustentationscasse beizutragen hatten, glaubt man darum nicht eingehen zu können, weil hier nicht von Zahlungen, welche dieser Casse obliegen, die Rede ist. Uebrigens möchte vor allem es darauf ankommen, ob die Stimmenmehrheit sich für Liquidation und Nachzahlung der Kammerzieler-Rückstände vereinigen werde.

In diesem Falle wäre es wohl am räthlichsten, das Resultat der Liquidation abzuwarten, um zu sehen, ob und wie viel von den Rückständen nach Befriedigung der ersten Classe übrig bleibe, indem die Verwendung des etwa sich ergebenden Restes zu Gunsten der Canzleipersonen wohl unbedenklich zugegeben werden würde.

Bis dahin könnte auch die Vereinigung über das Maaß der Befriedigung ausgesetzt bleiben. Vorläufig will man jedoch bemerken, daß ein rechtlicher Grund zur vollständigen Berichtigung der vor 1804 entstandenen Rückstände nicht vorzuliegen scheint.

Bekanntlich waren diese rückständigen Besoldungstheile auf die Taxgefälle angewiesen, die schon seit 1768 nicht mehr zur vollständigen Befriedigung hinreichten.

Da es nun jedenfalls sehr zweifelhaft ist, ob, wenn das Deutsche Reich fortbestanden hätte, dasjenige noch geschehen wäre, was von 1768 bis 1806 nicht erfolgte, nämlich die Ausmittlung eines Zahlungsfonds; so kann man gewiß durch eine jetzt erfolgende, im Betrag reducirte Zahlung das Maaß der Gerechtigkeit und Billigkeit für erschöpft halten.

Anders verhält es sich mit den seit 1804 entstandenen Rückständen, indem die Fürsorge des damaligen Kurfürsten Reichserzkanzlers bewirkt hatte, daß bei fortgewährtem Bestande des Reichskammergerichts diese Rückstände allmählig bezahlt worden wären.

Ein völlig genügender Grund zur Begünstigung der lebenden Canzleipersonen vor den Erben der verstorbenen, hinsichtlich der vor 1804 entstandenen Rückstände, möchte in den früher einmal dafür angeführten Neben-Emolumenten und in dem Aufhören des Genusses derselben seit 1806, nicht zu finden seyn, weil solche rein zufällig gewesen zu seyn scheinen.

Jedenfalls aber werden die seit 1804 entstandenen Rückstände, welche die Erben des am 16. April 1815 verlebten Protonotars Eder und des am 5. April 1816 gestorbenen Lesers Dielmann zu fordern haben (Seite 2 der Beil. zum Prot. der 12. Sitz. v. 20. Februar 1817), den übrigen seit 1804 entstandenen Rückständen zu assimiliren seyn.

Die Kammergerichtsboten, im Commissionsberichte zur ersten Classe gerechnet, dürften eher in die zweite gehören.

Zur IV. Classe — die Advocaten und Procuratoren umfassend — beschränkt man sich auf die Bemerkung, daß eine vollkommene Verbindlichkeit zur Bezahlung der hier befragten Summe nicht vorhanden ist, daß daher, was etwa hievon gezahlt werden sollte, nach der Bundesmatrikel zu vertheilen wäre.

Zu V. — die Forderung des Herrn Grafen von Reigersberg betreffend — bemerkt man, daß, da solche für den Antheil des Großherzogthums Hessen berichtigt ist, eine nochmalige diesseitige Theilnahme daran nicht verlangt werden kann.

Dänemark, wegen Holstein und Lauenburg. In der 25. Sitzung von 1822 wurde der Beschluß gefaßt, den gutachtlichen Commissionsbericht über die in Anspruch genommenen Besoldungs- und Pensions-Rückstände der zum vormaligen Reichskammergerichte gehörenden Individuen den höchsten Regierungen zur Instructions-Ertheilung vorzulegen. Diesem zufolge ist der Königliche Gesandte zu nachstehender Erklärung angewiesen worden.

Die im Jahre 1816 bei dieser hohen Versammlung angebrachten Gesuche der oben erwähnten Individuen, umfassen einen zwiefachen Gegenstand, nämlich: angebliche bis zu Ende des Jahres 1816 begehrte Gehalts- und Pensions-Rückstände, und Feststellung einer lebenslänglichen Pension, angerechnet vom Jahre 1817.

Die höchst traurige Lage verschiedener dieser Individuen, machte es wünschenswerth, selbst dringend, den zweiten Gegenstand baldigst und mit höchster Milde zu erledigen zu suchen, und daher nicht tief in die Erörterung der Rechtsgründe einzudringen, die zu Bestimmung einer lebenslänglichen Pension von ihnen zwar angegeben wurden, allein von denen verschiedene eine genauere Prüfung wohl nicht erlauben konnten.

Durch die Milde und Gnade ſämmtlicher Deutſchen Regierungen wurden dieſe Penſionsgeſuche, auf die freigebigſte Weiſe, mittelſt Beſchluſſes vom 14. Juli 1817, regulirt, nach welchem nicht nur allen früher mit Gehalt verſehenen Perſonen, ohne die Dauer ihrer Anſtellung in Anſchlag zu bringen, derſelbe als Penſion ungekürzt gelaſſen wurde, einigen ſogar eine erhöhete ertheilt ward, ſondern auch vielen, die keinen Gehalt bezogen hatten, lebenslängliche Penſionen bewilligt wurden.

Seine Majeſtät der König haben ohne Unterlaß hierzu mitgewirkt; Allerhöchſtdieſelben haben nach Auflöſung des Deutſchen Reichs, ſelbſt in den Zeiten, in denen das Herzogthum Holſtein von fremden Truppen überzogen war, bis zu Ende des Jahres 1816, alle Matrikularbeiträge für daſſelbe leiſten, ſelbſt anfangs 1817 mehr als das Doppelte derjenigen Summe zahlen laſſen, die zur Suſtentation der kammergerichtlichen Individuen von dieſer hohen Verſammlung als ein subsidium charitativum in Vorſchlag gebracht worden war; und haben ſogar in der 39. Sitzung von 1817 Allerhöchſtihre Bereitwilligkeit erklären laſſen, die Holſtein als Penſionärs zugedachten Perſonen übernehmen zu wollen, ſollte auch die Naturalvertheilung derſelben nicht allgemein beliebt werden.

Seine Majeſtät der König haben mithin nicht nur alle Verpflichtungen des Herzogthums Holſtein, ſelbſt in den dieſes Land ſchwer drückenden Zeiten, erfüllen laſſen, ſondern auch der Stimme der Gnade und der Freigebigkeit ausſchließlich Gehör gegeben, ſo lange davon die Rede war, verdiente und hülfsbedürftige Männer, ohne genaue Erörterung der behaupteten Rechtsgründe, von drückenden Nahrungsſorgen zu befreien.

Durch den Beſchluß vom 14. Juli 1817 iſt dieſes erreicht worden; die Alimentation derſelben iſt für ihre Lebenszeit auf die freigebigſte Art geſichert, und es iſt daher nur noch die Rede von dem erſten Gegenſtande ihres Geſuches, nämlich von Berichtigung angeblich rückſtändiger Gehalte und Penſionen.

Je mehr die hohe Verſammlung ſchon längſtens erkannte, daß die zu Berichtigung jener Anſprüche erforderlichen Mittel beſchränkt ſind, und der vorliegende Commiſſionsbericht dieſes noch näher entwickelt, deſto mehr wird es Pflicht der Gerechtigkeit, die Rechtsgründe zu prüfen, auf welche jene Anſprüche geſtützt werden. — Von dieſem Geſichtspuncte iſt eine hohe Verſammlung auch ausgegangen, indem ſie in dem erwähnten Beſchluſſe die Erörterung der Rechtsgründe ausdrücklich vorbehalten hat. Es iſt kein Grund vorhanden, von dieſem Beſchluſſe abzuweichen und jene Beſtimmung unerledigt zu laſſen; bis jetzt iſt ſie jedoch noch nicht vollſtändig erfüllt worden, und mehrere Fragen ſcheinen einer näheren Prüfung noch unterworfen werden zu müſſen. So z. B. ob der Reichsdeputations-Hauptſchluß von 1803 auf die Reclamanten, wie ſie es behaupten, auch wirklich anwendbar ſeyn könne, wiewohl er drei Jahre vor Auflöſung des Kammergerichts gefaßt worden iſt, und

deſſelben auch entfernt nicht erwähnen konnte? ob durch von dem Fürſten Primas einſeitig beſtimmte Gehalte und Penſionen den Regierungen irgend eine rechtliche Verbindlichkeit aufgelegt werden konnte?

Da nun erſt, nach einer genauen Prüfung aller Rechtsgründe, der nothwendige Bedarf zu Befriedigung der rechtlichen Anſprüche ausgemittelt werden kann, und Seine Majeſtät der König, die alle frühere Verbindlichkeiten auf das genaueſte erfüllt haben, nicht gemeint ſeyn können, neue Laſten zu übernehmen, wozu keine rechtliche Verpflichtung vorliegen möchte; ſo iſt die Königliche Geſandtſchaft angewieſen worden, darauf anzutragen: daß die im Beſchluſſe vom 14. Juli 1817 vorbehaltene Erörterung der Rechtsgründe noch näher vorgenommen werden möge, um ſo mehr, als ſchon jetzt es höchſt wahrſcheinlich iſt, daß, wenn auch nur ein Theil der in dem Commiſſionsberichte bezeichneten Matrikular-Rückſtände für exigibel, und einige Anſprüche für unbegründet erachtet werden ſollten, die vorhandenen Mittel hinreichend ſeyn dürften, die gerechten Anſprüche zu befriedigen, ohne der Geſammtheit neue Laſten aufzubürden.

Zu ſolchen, nach den Anſichten der Königlichen Regierung unbegründet erſcheinenden, Forderungen dürfte auch die des Herrn Grafen von Reigersberg gehören. Wenn endlich die Königliche Regierung, ſelbſt nach Auflöſung des Kammergerichts, und bis zu dem Ende von 1816, alle Matrikularbeiträge geleiſtet, und eine Verbindlichkeit zu Befriedigung der Anſprüche des Herrn Grafen von Reigersberg nie anerkannt hat, ſo hat es dieſelbe befremden müſſen, in der Königlich-Baieriſchen Abſtimmung ſich als im Rückſtande mit einer im Rechte begründeten Schuld aufgeführt zu ſehen, und der Königliche Geſandte iſt angewieſen, ſich dagegen auf das beſtimmteſte zu verwahren.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg. Gleichwie der König, mein Herr, dieſer Angelegenheit, von dem Augenblicke an, als die Bundesverſammlung ſich damit zu beſchäftigen berufen war, nicht allein Seine ganze Aufmerkſamkeit, ſondern auch die wohlwollendſte Theilnahme geſchenkt haben; ſo auch ſind Seine Majeſtät jetzt, wo es ſich um gänzliche Erledigung derſelben handelt, von gleichen Geſinnungen durchdrungen; und Allerhöchſtſie verſprechen Sich, daß es dieſer hohen Verſammlung — geleitet von Anſichten der Billigkeit und großmüthiger Fürſorge, zur Ehre des Deutſchen Namens und der alten Deutſchen Reichsverfaſſung, aus welcher der betreffende Gegenſtand auf uns übergegangen iſt — gelingen werde, ſolchen zu einem gemeinſam entſprechenden Endreſultate zu fördern und hinzuführen.

Wohl iſt es zu wünſchen, und eine heilige und ſchöne Pflicht der Bundesregierungen, ſo wie deren hier verſammelten Organe, dahin zu wirken, daß die billigen Forderungen

an unſere Zeit befriedigt werden; und die Acten der Bundesverſammlung liefern das erfreuliche Reſultat, daß der Geiſt der Gerechtigkeit, wie der des menſchenfreundlichſten Wohlwollens vorgeleuchtet habe. Möge er immerdar und hauptſächlich bei den wenigen, noch übrigen, Hauptanforderungen vorherrſchen! um ſo zuverläſſiger wird dabei jene goldne Mittelſtraße beobachtet werden, auf welcher keine zudringliche, unſtatthafte Zumuthung aufkommen kann, ohne durch ein angemeſſenes, gewiſſenhaft begründetes, ſtandhaftes Feſthalten an dem guten Rechte in die gehörigen Schranken und in ihre natürlichen Grenzen verwieſen zu werden.

In dem vorliegenden Falle findet ſich der Großherzoglich-Luxemburgiſche Bundestagsgeſandte berufen, ſich dem eben ſo klaren, als zu beſtimmten und erſchöpfenden Sätzen anleitenden, Königlich-Sächſiſchen Voto im §. 114 der 18. dießjährigen Sitzung, ſeinem ganzen Umfange nach, anzuſchlieſſen. Es möchte wohl nicht zu bezweifeln ſeyn, daß, wenn in ſolcher Art der betreffende Gegenſtand nochmals näher in Betrachtung gezogen und beleuchtet werden würde, die Gründe eigentlicher Berechtigung für die Betheiligten immer mehr hervortreten werden. Auch das Maaß der Billigkeit wird darin eine Grenze finden. Was Activum ſey, iſt zwar im Allgemeinen bekannt; nicht aber was als exigibel angeſehen oder verworfen werden müſſe.

In eventum hat ſich der Geſandte nun beſonders dafür zu erklären, daß Seine Majeſtät, wenn die Uebernahmsſumme demnächſt wird ausgemittelt ſeyn, in dieſer Hinſicht nur allein den dermaligen Matrikularfuß als einzig anwendbar anzuerkennen vermögen.

Auſſerdem aber will der König, um zur definitiven und baldigen Erledigung der ganzen Angelegenheit möglichſt beizutragen, ſowohl zur vollen Deckung der als Rückſtand für Luxemburg aufgeführten und angegebenen Summe, als auch zur Befriedigung der, wenn ſchon ſtreng rechtlich nicht gegründeten, Gräflich-Reigersbergiſchen Forderung, ohne alle weitere Conſequenz und Präjudiz, ein- für allemal und zu dieſem zwiefachen Zwecke, eine runde Summe von 1000 Fl. rhein. huldreichſt übernehmen, wenn und ſobald von Seiten ſämmtlicher Bundesſtaaten eine gleiche Geneigtheit wird ausgeſprochen, und die Angelegenheit überhaupt, nach unmaaßgeblicher Anleitung der in der Königlich-Sächſiſchen Abſtimmung ſpecificirten Anhaltspuncte, als vollkommen ins Reine geſtellt erſcheinen wird.

Großherzoglich- und Herzoglich-Sächſiſche Häuſer. Der Geſandte iſt angewieſen, der Königlich-Sächſiſcher Seits in der 18. Sitz. §. 114, über die Nothwendigkeit einer näheren Ueberſicht der fraglichen Forderungen und der zu deren Befriedigung vorhandenen Mittel, erfolgten Erklärung beizutreten, jedoch zu jeder neuen Anlage, deren es ohnehin nicht bedürfen würde, die Beiträge abzulehnen.

Braunschweig und Nassau: stimmt für die Curie wie Hanover, mit dem Bemerken, die Ansicht der Herzoglich-Nassauischen Regierung gehe dahin, daß dieser Gegenstand in drei Fragen zerfalle:

1) ob die Verwendung der rückständigen Kammerzieler und Zinsen der Sustentations-Casse-Capitalien zur Deckung der reclamirten Pensionsrückstände als Grundsatz anzuerkennen sey?

2) ob der Souverain die Verbindlichkeit zur Zahlung derjenigen Kammerzieler-Rückstände, welche auf die vormaligen, späterhin mediatisirten Reichsstände fallen, vorbehaltlich seiner deßfallsigen Ansprüche an die Standesherren, zu übernehmen habe? und

3) ob der noch etwa erforderliche Zuschuß zu diesen Rückständen nach der jetzigen Bundesmatrikel geschehen soll, oder nach der früheren Matrikel, wie sie nach dem Lüneviller Frieden und nach dem Reichsdeputations-Schlusse v. 1803 noch in Anwendung gewesen, zum Grunde zu legen sey?

Auf die erste und zweite Frage äussere sich Nassau bejahend; auf die dritte aber dahin, daß die Berichtigung nach der alten Reichsmatrikel geschehe.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. Gesandter wird sich beeilen, die Abstimmung nachzubringen.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: werden um so weniger in dem Falle seyn, daß bei ihnen eine Verbindlichkeit zu ferneren Beiträgen angenommen werden kann, als noch in dem in der 25. Sitzung v. 15. Juli 1822 über die vorliegende Angelegenheit erstatteten Commissionsvortrage die benannten Staaten unter denjenigen aufgeführt worden, welche mit Kammerzielern bis zum 31. December 1816 nicht im Rückstande geblieben. Eben so ist der diesseitige Beitrag zu dem Vorschusse des Grafen von Reigersberg vor längerer Zeit berichtigt.

Dennoch kann die Gesandtschaft die Geneigtheit ihrer höchsten Committenten erklären, nach Maaßgabe des zweiten Commissionsvorschlages, die S. 772 des Prot. ausgeworfenen Beiträge zu einer allgemeinen matrikularmäßigen Ausschreibung von 50,000 Fl. zu entrichten, wenn die Erklärungen der übrigen Staaten, namentlich auch wegen Uebernahme der zu 27,795 Fl. 47 Kr. berechneten Rückstände der besoldeten Kammergerichtspersonen, es möglich machen, die Angelegenheit auf diesem Wege durch allgemeines Einverständniß völlig zu erledigen.

Was die Ansprüche der Advocaten und Procuratoren betrifft, wird man sich, nach Lage der Sache, die nähere Aeusserung noch vorbehalten können.

Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck. Der Gesandte der 16. Stimme zeigt für Hohenzollern-Hechingen an, daß Seine Durchlaucht dem Antrage, die Rückstände nach der Matrikel leisten zu lassen, wenn die Mehrheit sich dafür ausspricht, beitreten; Höchstihren Beitrag zu dem Vorschusse des Herrn Grafen von Reigersberg haben Höchstdieselben schon vor geraumer Zeit entrichten lassen.

Seine Durchlaucht, der Fürst zu Hohenzollern-Sigmaringen, finden, was den ersten Theil des Commissionsberichts betrifft, angemessen, daß die Rückstände für die besoldeten Mitglieder des Kammergerichts, die rückständigen Gehalte für das noch lebende Canzleipersonale, und die rückständige Besoldung verstorbener Canzleipersonen bezahlt werden. Seine Hochfürstliche Durchlaucht erachten in Rücksicht auf die Gerechtigkeit der Forderung, und die bedrängte Lage der Witwen und Erben, nicht einmal dem Rechte angemessen, daß bei den letztern Rückständen eine Reduction eintrete.

Vielmehr würde die in Antrag gebrachte Herabsetzung für die Forderung der Advocaten und Procuratoren in Anwendung zu bringen seyn, da diese nicht unter die Besoldeten gehören.

Zu der in Anregung gebrachten Forderung des Herrn Grafen Reigersberg, ist der diesseitige Beitrag schon lange geleistet.

In Beziehung auf die zweite Frage:

wie diese rückständigen Forderungen in der Wirklichkeit zu decken seyen?

sind Seine Hochfürstliche Durchlaucht den Anträgen der Commission, besonders wegen einer nach der Bundesmatrikel vorzunehmenden Repartition, vollkommen beigetreten, so weit diese Reste nicht eventuell von Baiern und Würtemberg übernommen werden.

Die diesseitigen Schuldigkeiten an Kammerzielern bis 1816 sind vollständig berichtigt. Was hieran aussteht, gehört unter die widersprochenen illiquiden Ansätze, welche der Gegenstand eines veralteten und unentschiedenen Processes geworden sind. Es ist darüber schon in der diesseitigen Abstimmung vom 19. Juni 1817 (36. Sitz.) Erwähnung gemacht, und aus diesem Grunde darauf angetragen worden, daß die noch erforderlichen Beiträge, so weit Seine Hochfürstliche Durchlaucht hierzu concurriren sollen, nicht nach der vormaligen Ordnung der Kammerzieler, sondern nach der Bundesmatrikel umgelegt werden mögen, indem man sich hierorts gegen die erstere in obiger Beziehung verwahren müßte.

Mit dieser einzigen Beschränkung, sind Seine Hochfürstliche Durchlaucht übrigens vollkommen bereit, allen jenen Anträgen beizutreten, welche zu endlicher Beruhigung einer, großentheils auf strenger Gerechtigkeit beruhenden, Reclamation gereichen mögen. Sie wollen Sich jedoch darüber, da dieser Gegenstand zu fernerer Berathung gelangen wird, Ihre endliche Erklärung vorbehalten.

Hierauf wurde

beſchloſſen:

die vorliegenden, ſo wie die noch ferner eingehenden Abſtimmungen an die betreffende Commiſſion abzugeben, um, auf den Grund derſelben, möglichſt bald weitere Vorſchläge zu endlicher Erledigung dieſer Angelegenheit zu machen.

§. 182.

Des Kur- und Oberrheiniſchen Kreiſes Penſions- und Schuldenweſen, insbeſondere das Penſionsgeſuch des Chriſtian Joſeph Dieze, als vormaligen General-Münzwardein, betreffend.

(21. Sitz. §. 131 d. J.)

In Folge Beſchluſſes der 21. dießjährigen Sitzung (§. 131) wurden über das Penſionsgeſuch des Chriſtian Joſeph Dieze, als vormaligen General-Münzwardein, die rückſtändigen Erklärungen zu Protokoll gegeben, von

Baden. Die Großherzogliche Geſandtſchaft iſt angewieſen, ſich jeder weitern Ausführung darüber zu enthalten, daß dem Penſionsgeſuche des Chriſtian Joſeph Dieze, als vormaligen Münzwardein des Kur- und Oberrheiniſchen Kreiſes, überall nicht das ſtrenge Recht zur Seite ſtehe.

Die in der 55. Sitzung des Jahres 1817 (§. 409) abgegebene Erklärung des Großherzoglichen Hofes iſt in dieſer Beziehung auch jetzt noch ſo maaßgebend, daß ſie jede Wiederholung überflüſſig macht, beſonders, da ſich auch die Herren Bundestags-Referenten in ihrem in der 5. dießjährigen Sitzung (§. 36) erſtatteten Vortrage hiermit einverſtanden erklären. Es würde ſich daher nur noch fragen können, in wie fern die Großherzogliche Regierung geſonnen ſey, den Billigkeitsgründen Gehör zu geben, die ſowohl von Seiten der Commiſſion, als der Herren Bundestags-Referenten für die Penſionirung des Reclamanten angeführt worden ſind.

Was dieſe Frage betrifft, ſo hat die Großherzogliche Geſandtſchaft das Bedauern ihres höchſten Hofes auszudrücken, daß derſelbe ſich auſſer Stand befinde, dem ihm dieſerhalb gemachten Anſinnen zu entſprechen. Zugleich iſt ſie beauftragt, dasjenige zu wiederholen, was ſie in Bezug auf ein ganz ähnliches Penſionsgeſuch des Oberſten von Mogen in der 20. Sitzung v. J. 1822 (§. 169) der hohen Bundesverſammlung vorzutragen die Ehre hatte.

Dem zufolge drückt die Geſandtſchaft den angelegentlichen Wunſch aus, daß das Großherzogthum Baden, das ſich gleichfalls zu den Gläubigern des Kur- und Ober-

rheiniſchen Kreiſes zählt, in Zukunft zum mindeſten mit Anforderungen zu proviſoriſcher Uebernahme fernerer Laſten verſchont bleiben, und daß vielmehr die Löſung aller ähnlichen Fragen in der definitiven Regulirung dieſer ſo lange verzögerten Sache gefunden werden möge.

Kurheſſen. Die günſtigen Erklärungen, welche von mehreren, durch den Beſchluß der Bundesverſammlung vom 6. März d. J. hierzu veranlaßten Regierungen (§. 83, S. 149 des dießjähr. B. T. Prot.) für die Bewilligung eines dem Münzwardein-Adjunct Chr. Joſ. Dieze, vom Anfange dieſes Jahres an bis zu erfolgter Entſcheidung über ſeine Penſions-Reclamation, zu entrichtenden Unterhaltsbetrag von 800 Fl. erfolgten, ſind ſämmtlich von dem Umſtande abhängig gemacht und bedingt worden:

daß alle übrige betheiligte Regierungen ihre Rate ebenfalls bewilligen würden.

Da nun aber von der K. Preuſſiſchen verehrlichen Geſandtſchaft in der 21. Sitz. (§. 131 des Prot.) erklärt worden iſt, daß man ſich in der Hoffnung einer baldigen Erledigung des Ober- und Kurrheiniſchen Kreisſchuldenweſens veranlaßt finde, die angetragene proviſoriſche Bewilligung, von der jetzo die Rede iſt, bis zu der vorgängig nöthigen definitiven Regulirung des Concurrenzbetrags auszuſetzen; ſo iſt Kurfürſtliche Geſandtſchaft angewieſen worden, dieſer Erklärung auch ihres Orts, und zwar um ſo mehr beizutreten, als überhaupt der Anſpruch des Reclamanten auf eine Penſion noch nicht anerkannt, vielmehr von Seite der Großherzoglich-Badiſchen Regierung §. 409 S. 808 des Prot. v. J. 1817 widerſprochen worden iſt, und die proviſoriſche Bewilligung eines Theils derſelben für eine vorläufige Anerkennung des Anſpruchs angeſehen werden möchte, während die Frage: ob der Reclamant überhaupt Penſion zu verlangen berechtigt ſey? bei der zu Regulirung dieſer Gegenſtände angeordneten Commiſſion noch nicht hinlänglich inſtruirt, alſo noch weniger entſchieden und vorerſt noch zu der Erörterung bei dieſer letzteren geeignet iſt.

Braunſchweig und Naſſau für Naſſau: erklärt ſeine Bereitwilligkeit, die für daſſelbe begutachtete Rate mit 80 Fl. an der dem Münzwardein Dieze zugedachten Unterſtützung vorläufig auszahlen zu laſſen, in ſo fern alle übrigen betheiligten Staaten der angetragenen Verwilligung ebenfalls beiſtimmten.

Hierauf wurde

beſchloſſen:

die Entſcheidung über das Geſuch des Chriſtian Joſeph Dieze bis zur definitiven Erledigung des Penſions- und Schuldenweſens auszuſetzen; übrigens aber bei dieſer Gelegenheit die ſubdelegirte Commiſſion zur Auseinanderſetzung des Kur- und Oberrheiniſchen Kreiſes Penſions- und Schuldenweſens durch die betreffenden Geſandtſchaften zu erſuchen, über den Stand ihrer Verhandlungen ſobald als möglich Bericht zu erſtatten.

Folgen die Unterſchriften.

Sechs und zwanzigste Sitzung.

Geschehen, Frankfurt den 20. December 1823.

In Gegenwart

aller in der fünf und zwanzigsten Sitzung Anwesenden,

§. 183.

Pensions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens.

(22. Sitz. §. 150 d. J.)

Baiern. Seine Königliche Majestät von Baiern haben bereits in der 43. Bundestagssitzung des Jahres 1817 (§. 335) durch Allerhöchstdero Gesandtschaft eine Erklärung in Betreff der Pensionsansprüche der Mitglieder des Deutschen Ordens abgeben lassen; zugleich aber dem damals im Namen Seiner Königlichen Majestät von Preussen gestellten Antrage auf Ernennung einer eigenen Commission zur endlichen Berichtigung dieser Sache gerne beigestimmt.

Nachdem gedachte Commission ihr Gutachten in der 32. Sitzung vom 17. October 1820 (§. 18) erstattet, schien unter den sämmtlichen Paciscenten des Mergentheimer Vertrags in manchen Beziehungen ein gemeinschaftliches Interesse obzuwalten. Nächst dem deßhalb unmittelbar mit den betheiligten Regierungen gepflogenen Benehmen, wurde daher auch die Königliche Bundestagsgesandtschaft bei Ertheilung der Instruction über diesen Gegenstand bereits unterm 22. April v. J. und später wiederholt angewiesen, mit den Gesandtschaften der betheiligten Höfe Rücksprache zu nehmen, um, wo möglich, sich mit denselben über ein gemeinschaftliches Votum zu vereinigen.

Seine Königliche Majestät haben jedoch mit Bedauern vernommen, daß dieses Resultat nicht erzielt werden konnte, und da in der 21. dießjährigen Bundestagssitzung, ohne diesseitige Mitwirkung und Theilnahme, im gemeinschaftlichen Namen von Würtemberg, Baden und Nassau, eine Erklärung über den oben erwähnten Commissionsvortrag erfolgt, auch inzwischen von andern Bundesgliedern darüber abgestimmt worden ist; so hat

nunmehr der Königliche Gesandte die Weisung erhalten, die in der gedachten 21. Sitzung (134) vorbehaltene, lediglich durch die angeführten Umstände verzögerte, diesseitige Abstimmung, ganz nach dem Inhalte der schon unterm 22. April v. J. erhaltenen Instruction, abzugeben.

Man ist bei den diesseits über diese Sache gepflogenen Berathungen im Allgemeinen von folgenden Voraussetzungen ausgegangen: daß

1) Baiern nur als Inhaber von ehemaligen Besitzungen des Ordens diesseits des Rheins, und von Entschädigungen, welche dem Orden für seine ehemaligen Besitzungen jenseits des Rheins zugetheilt worden, ausser diesem aber in keiner Eigenschaft zur Berichtigung solcher Pensionsansprüche verbunden sey; daß

2) diese Ansprüche, um verbindend zu seyn, entweder Kraft eines besondern frühern Titels auf eine einzelne ehemalige Besitzung des Ordens, die dem Baierischen Staatsvermögen einverleibt worden ist, oder auf die erwähnten Entschädigungen, so weit sie diesem Staatsvermögen angehören, oder obliegen, gerichtet seyn müssen; daß

3) die von dem Deutschen Orden selbst im Jahre 1805 über die Bestimmung gedachter Entschädigungen getroffene Anordnung aufrecht zu erhalten sey; daß

4) auch das Verfahren und die Beschlüsse des Mergentheimer Congresses aufrecht zu erhalten seyen; und daß daher

5) die von diesem Congresse, mit voller Befugniß gegen Forderungen, die bei ihm nicht angemeldet worden, verhängte Präclusion auf diejenigen unter den gedachten Ansprüchen, die zu jener Anmeldung sich eigneten, anzuwenden wäre; daß aber

6) falls die zu Gunsten der Mitglieder des Deutschen Ordens in der Deutschen Bundesacte geleistete Zusage als entscheidend, auch gegen die erwähnte Präclusion angenommen werden sollte, diese wenigstens bis auf den Zeitpunct der Bundesacte als gültig betrachtet werden müsse, und demnach die von ihr ausgeschlossenen Ansprüche erst von diesem Zeitpuncte an wieder aufleben.

Was nun die einzelnen Ansprüche betrifft; so ist

I. der von dem Landcommenthur der Ballei Lothringen, Freiherrn von Zweyer, vorgebrachte gänzlich ungegründet.

Nach der Verfassung des Ordens und nach dem Großcapitelschlusse von 1805, gebührte ihm nur ein Deputat von 5000 Fl. jährlich. Dieses wurde ihm durch den Mergentheimer Congreß mit 3,653 Fl. 52 Kr. auf das Meisterthum und die demselben einverleibte Ballei Franken, und mit 1,346 Fl. 8 kr. auf die übrigen Balleien angewiesen, woran die Baierische Staatscasse nur die kleine Summe von 26 Fl. 55½ Kr., welche bereits abgelöst ist, getroffen hat. Es verdient übrigens bemerkt zu werden, daß durch

dieſe Uebernahme ſchon weit mehr geſchehen iſt, als man, ſtrenge genommen, ſchuldig war, da der Antheil der Ballei Lothringen an den Entſchädigungen des Ordens, an welchen allein jener Anſpruch hat gerichtet ſeyn können, nicht mehr als 29,530 Fl. Capital betragen hat.

II. Die Anſprüche des Freiherrn von Kerpen und des Grafen Urſini-Roſenberg, wegen der Ballei Altenbieſen, gehen die Krone Baiern nur an

1) wegen des Antheils gedachter Ballei an der Entſchädigung des Ordens; dieſer Antheil iſt durch den Großcapitelſchluß von 1805 auf ein Capital von 136,265 Fl. feſtgeſetzt worden, deſſen Zinſen zu 4 Proc. nach eben demſelben Beſchluſſe 5,450 Fl. 36 Kr. jährlich betragen, woran Baiern 2,402 Fl. 35 Kr. jährlich treffen;

2) wegen des von dem Grafen von Roſenberg angeſprochenen Stiftgeldes von dem Deutſchen Hauſe zu Aſchaffenburg zu 450 Fl. jährlich.

Anlangend nun

1) den jährlichen Zins von 2,402 Fl. 35 Kr., ſind Se. Königliche Majeſtät, falls die oben erwähnte Präcluſion dieſes bei dem Mergentheimer Congreſſe nicht angemeldeten Anſpruches nicht ſollte geltend gemacht werden können, bereit, die Zahlung deſſelben, vom 8. Juni 1815 anfangend, auf die Lebenszeit der dazu Berechtigten anzuweiſen.

2) Die von dem Grafen von Roſenberg behauptete Einverleibung der Commende Aſchaffenburg in die Ballei Altenbieſen, iſt nicht nachgewieſen. Sollte aber auch dieſe Nachweiſung geleiſtet und der vormalige Bezug von 450 Fl. dargethan werden; ſo wäre doch nicht die Königlich-Baieriſche Staatscaſſe zur Entſchädigung des Grafen von Roſenberg verpflichtet, da die vorige Regierung des Fürſtenthums Aſchaffenburg das Commendehaus verkauft und den Kaufſchilling dem Pfarrfond überlaſſen hat.

III. Die gleichfalls bei dem Congreſſe unangemeldet gebliebenen Anſprüche des Grafen von Colloredo und des Freiherrn von Kerpen, wegen der Ballei Coblenz, gehen die Königliche Staatscaſſe nur wegen des Antheils an, welchen der Großcapitelſchluß von 1805 gedachter Ballei an der Entſchädigung des Ordens mit einem Capital von 65,222 Fl. zugetheilt hat, deſſen Zins zu 4 Proc. 2,608 Fl. 53 Kr. jährlich betragen, woran Baiern 1149 Fl. 59 Kr. jährlich treffen.

Unter obiger Vorausſetzung, daß die Präcluſion dieſer Anſprüche nicht vollzogen werden könne, ſind Seine Königliche Majeſtät ebenfalls bereit, auch dieſe Summe, vom 8. Juni 1815 an, auf die Lebenszeit der Berechtigten anzuweiſen.

Dieſes iſt es, was der Königlich-Baieriſche Bundestagsgeſandte in Bezug auf die Angelegenheiten des Deutſchen Ordens und den darüber unterm 17. October 1820 erſtatteten Commiſſionsvortrag zu erklären ſich beauftragt findet.

Kurheſſen. Kurfürſtliche Geſandtſchaft hat hinſichtlich der Penſions-Reclamationen von dieſſeits-rheiniſchen Deutſchordens-Commenden bereits in der 42. Sitzung des Jahres 1817 (§. 323) abgeſtimmt, und würde ſich auf den Inhalt ihrer damaligen Aeuſſerung, ohne etwas weiteres hinzuzuſetzen, beziehen können, wenn ſie nicht aus Veranlaſſung der nachher zu Protokoll gekommenen Abſtimmungen von ihrem allerhöchſten Hofe noch beſonders wäre angewieſen worden, zu erklären, daß ein Beſchluß durch die Mehrheit, mittelſt deſſen auch denen Regierungen, welche nicht wieder zu dem Beſitz und Genuß vom Weſtphäliſchen Gouvernement veräuſſerter Commenden und einzelner Deutſchordens-Güter gelangt ſind, dem ungeachtet hinſichtlich dieſer Deutſchordens-Güter, die ſie nicht erhalten haben, Penſionsleiſtungen aufgelegt werden wollten, gegen den Inhalt des Art. 15 der Wiener Schlußacte angehen, und in ſo fern nicht etwa die betheiligten Regierungen ſelbſt einwilligen ſollten, für dieſe unverbindlich ſeyn und bleiben würde, man alſo einer hierauf ausgedehnten Beſchlußnahme widerſprechen müſſe.

Was übrigens die Reclamation der überrheiniſchen Deutſchordens-Ritter und Beamten des Ordens betrifft, ſo dürfte wohl, zufolge der durch den Beſchluß am Ende der 541. Seite des dießjährigen Protokolls der Commiſſion geſchehenen Mittheilung der gemeinſchaftlichen Erklärung von Würtemberg, Baden und Naſſau, noch eine weitere Aeuſſerung hierüber von jener zu erwarten ſeyn, und wolle man ſich in dieſer Vorausſetzung die weitere Aeuſſerung hierüber vorbehalten.

Dänemark, wegen Holſtein und Lauenburg: tritt der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Abſtimmung in der 37. Sitzung (§. 215) vom Jahre 1820 bei.

Niederlande, wegen des Großherzogthums Luxemburg: tritt ebenfalls der Kaiſerlich-Oeſterreichiſchen Abſtimmung bei.

Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz. In Betreff des, in der 32. förmlichen Sitzung des Jahres 1820 über die Penſions-Angelegenheiten der Mitglieder und Diener des Deutſchen Ordens zum Vortrage gekommenen und zur Inſtructions-Einholung verſtellten, gutachtlichen Commiſſionsberichtes, iſt der Großherzoglich-Mecklenburgiſche Bundestagsgeſandte angewieſen, zu erklären:

> daß ſeine höchſten Committenten den in gedachtem Commiſſionsgutachten entwickelten Anſichten beiſtimmen.

Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg: ſchlieſſen ſich der Mehrheit an. Was insbeſondere die Deutſchordens-Ballei Sachſen betrifft, ſo iſt der hohen Bundesverſammlung die im Jahre 1819 zwiſchen den Höfen von Mecklenburg-Schwerin, Braunſchweig und Anhalt-Bernburg abgeſchloſſene Vereinbarung bekannt, aus welcher hervorgeht,

daß weder von Anhalt-Bernburg, noch von den andern betheiligten Staaten, auſſer den berückſichtigten Anſprüchen mehrerer Balleidiener, irgend weitere Penſionsanſprüche anerkannt worden; es muß ſonach die Herzoglich-Anhalt-Bernburgiſche Regierung dieſe Angelegenheit als erledigt anſehen und die Ueberzeugung unterhalten, daß die fernere und völlige Regulirung dieſer Penſionsſache lediglich das Intereſſe der verſchiedenen übrigen Regierungen betreffe, in deren Gebiet die Güter der andern Balleien der beiden Orden belegen waren.

Die freien Städte. Gewiß machen alle Rückſichten, und beſonders die auf das vorgerückte Alter der mehrſten Reclamanten und auf ihre ſchon ſo lange getäuſchte Hoffnung, eine baldige Beendigung dieſer Angelegenheit ſehr wünſchenswerth. Nach der von Würtemberg, Baden und Naſſau in der 21. Sitzung d. J. abgegebenen gemeinſchaftlichen Erklärung, und der von denſelben geäuſſerten Bereitwilligkeit, in billige Vergleichsvorſchläge einzugehen, ſo wie nach dem von Seiten Preuſſens bezeigten Wunſche, dieſe Sache bald beendigt zu ſehen, darf man ſich der Hoffnung überlaſſen, daß die betheiligten Staaten zu einem Vergleiche die Hände bieten werden. Da nun dieſe Art der Erledigung bei weitem die wünſchenswertheſte iſt, und wahrſcheinlich auch am ſchnellſten zum Ziele führen wird, alſo auch dem Intereſſe der Reclamanten am beförderlichſten ſeyn würde: ſo geht der Wunſch der freien Städte dahin, daß die Commiſſion erſucht werden möge, ſobald als möglich Vorſchläge zu einer gütlichen Ausgleichung zu machen.

Der Kaiſerlich-Königliche Herr Geſandte machte hierauf folgende Präſidial-Propoſition:

Seitdem in der 15. Sitzung d. J. der Beſchluß gefaßt wurde, über die Penſions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutſchen Ordens am 27. November d. J. abzuſtimmen, und hierdurch die definitive Erledigung eines ſeit Eröffnung des Bundestages in Berathung ſtehenden Gegenſtandes herbeizuführen, iſt bekanntlich in der letzten Sitzung vor den Sommerferien von Seiten der Höfe Würtemberg, Baden und Naſſau, in ihrer Eigenſchaft als Mitcontrahenten des Mergentheimer Vertrags, eine gemeinſchaftliche Erklärung abgegeben worden, welche in ſo fern weſentlichen Einfluß auf die Sache hat, als darin die unverkennbar zur endlichen Regulirung derſelben unumgänglich nöthige Mitwirkung dieſer Höfe, wenigſtens in der Art, wie in dem Commiſſionsberichte vom 17. October 1820 angetragen wurde, vorläufig verſagt, und nur die Bereitwilligkeit zu erkennen gegeben wird, auf anderweite Vergleichsvorſchläge einzugehen.

Mein allerhöchſter Hof, von dem bereits ausgeſprochenen Wunſche beſeelt, die bei dieſer Regulirung betheiligten hochbejahrten Individuen den Troſt genieſſen zu ſehen, ihre ſowohl ſtaats- als völkerrechtlich ſanctionirten, als auch zugleich von der höchſten Billigkeit unter-

ſtützten Anſprüche endlich berichtigt und erledigt zu wiſſen, kann es nur innigſt bedauern, durch jene Erklärung die Erfüllung einer zufolge des Art. 15 der Bundesacte von Seite des Bundes übernommenen Pflicht abermals verzögert zu ſehen; derſelbe hält es jedoch der dermaligen Lage der Sachen angemeſſen und zweckbeförderlich, wenn vor Allem die für dieſe Angelegenheit beſtehende Bundestags-Commiſſion über die bereits ihr zugewieſene mehrerwähnte Erklärung, ſo wie auch über die ſo eben erfolgte Königlich-Baieriſche Abſtimmung, ihre gutachtlichen Anſichten vorlegen, und wo möglich zugleich verſuchen würde, ſolche Modalitäten zu bezeichnen, welche geeignet wären, die von gedachten Höfen ſelbſt als nöthig anerkannte und daher auch gewiß von ihrer geneigteren Mitwirkung zu erwartende Beſchleunigung dieſer Penſions-Angelegenheit zu befördern.

Indem ich daher beauftragt bin, dieſe Aufforderung an die Commiſſion mit dem Wunſche in Antrag zu bringen, daß dieſelbe dieſe hohe Verſammlung baldigſt in den Stand ſetzen möge, dieſer Angelegenheit die weitere nach den Umſtänden zu bemeſſende Folge zu geben, glaube ich jedoch ausdrücklich bemerklich machen zu ſollen, daß dieſe vorgeſchlagene conciliatoriſche Maaßregel, in ſo fern ſie fruchtlos bleiben würde, wohl ganz unpräjudicirlich für die Entſcheidung der Frage bleiben müßte, in wie weit der in der 3. Sitzung vom Jahre 1818 gefaßte Beſchluß, wonach in dieſer Angelegenheit Stimmenmehrheit zu entſcheiden hat, ſeine Anwendung erhalten ſoll.

Sämmtliche Geſandtſchaften vereinigten ſich mit dieſem Antrage; daher

Beſchluß:

daß die betreffende Commiſſion erſucht werde, über die ihr bereits zugewieſene Erklärung der Höfe von Würtemberg, Baden und Naſſau (21. Sitz. §. 134 d. J.), ſo wie auch über die ſo eben erfolgte Königlich-Baieriſche Abſtimmung, ihre gutachtlichen Anſichten vorzulegen, und zu verſuchen, ſolche Modalitäten zu bezeichnen, welche geeignet ſind, die von gedachten Höfen ſelbſt als nöthig anerkannte und daher auch gewiß von ihrer geneigteren Mitwirkung zu erwartende Beſchleunigung dieſer Penſions-Angelegenheit zu befördern.

§. 184.

Geſuch der Relicten des ehemaligen Comitialgeſandten von Mollenbeck, Zahlung deſſen Beſoldungsrückſtandes betreffend.

(35. Sitz. §. 197 d. J. 1820.)

Baden. In der 14. Sitzung vom 30. Juni 1820 wurde von der Reclamations-Commiſſion Vortrag über das Geſuch der Relicten des ehemaligen Comitialgeſandten von Mollenbeck, Zahlung deſſen Beſoldungsrückſtandes betreffend, erſtattet, und in dieſem unter andern der Antrag geſtellt, daß das Großherzogthum Baden gemeinſchaftlich mit der Krone

Baiern den von der Grafschaft Virneburg herrührenden Rückstand von 192 Fl. 39 Kr. übernehmen möchte. Hierüber hat nun die Gesandtschaft folgende Erklärung abzugeben.

Durch den §. 14 des Reichsdeputations-Recesses von 1803 wurde der älteren, damals Gräflich-, jetzt Fürstlich-Freudenbergischen Linie von Löwenstein-Wertheim, für den Verlust der zum Westphälischen Kreise gehörig gewesenen Grafschaft Virneburg, das Amt Freudenberg, die Karthause Grünau, das Kloster Triefenstein und die Dörfer Montfeld, Rauenberg, Wessenthal und Trennfeld als Entschädigung angewiesen. Diese Entschädigungslande fielen in Folge der Rheinischen Bundesacte unter die Großherzoglich-Badische und resp. Fürstlich-Primatische Souverainetät, so daß der Mainfluß die Grenze bildete, und alles am rechten Mainufer Gelegene, wohin namentlich Triefenstein, Grünau und Trennfeld gehörten, dem Fürstlich-Primatischen Staate, oder nunmehr dem Königreiche Baiern, als Successor des Letzteren, incorporirt wurde.

Während des Bestandes der Gräflich-Löwenstein-Wertheimischen Landeshoheit, bildeten gedachte Entschädigungs-Surrogate eine Gesammtsteuercasse. Der jährliche Steuerbeitrag erreichte die Summe von 3101 Fl., und hiervon wurde, nach eingetretener Mediatisation, die Rate von 1473 Fl. 30 Kr. dem Fürsten Primas, modo Baiern, der Rest mit 1627 Fl. 30 kr. hingegen dem Großherzogthume Baden zugeschieden.

Die Besoldung des verstorbenen Comitialgesandten der Westphälischen Grafencurie, von Mollenbeck, war auf erwähnte Steuercasse mit dem jährlichen Betrage von 101 Fl. radicirt, und bei der im Jahre 1811 diesseits erfolgten Regulirung der Mollenbeckischen Pension wurde auf Rechnung des, Baden zugefallenen, Antheils der Virneburgischen Entschädigungslande die Summe von 59 Fl. 48 Kr., also noch etwas mehr übernommen, als, nach dem oben berührten Theilungsverhältnisse zwischen den beiden Souverains, der Großherzoglich-Badischen Regierung hätte zugemuthet werden können.

Hierbei beruhigten sich auch die von Mollenbeckischen Relicten, woraus mehr als zur Genüge hervorgeht, daß sie keinen ferneren Anspruch an das Großherzogliche Gouvernement wegen rückständiger Pensionsbeiträge mehr besitzen, und daher ihnen überlassen werden müsse, sich mit der in Anregung gebrachten Virneburgischen Restforderung ad 192 Fl. 39 Kr. an die Königlich-Baierische Regierung zu wenden.

§. 185.

Des Kur- und Oberrheinischen Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrheinischen Kreiscasse an die Fürstlich- und Rheingräflich-Salmischen Häuser betr.

(24. Sitz. §. 172 d. J.)

Braunschweig und Nassau für Nassau. Es scheint in dieser Sache das Gutachten der Königlich-Baierischen und der Kurhessischen Gesandtschaft, daß diese Forderung

nicht sofort als executivisch betrachtet werden dürfe, sondern zuvörderst vor den Königlich-Preussischen Gerichten, wegen des Widerspruchs des schuldenden Theiles, ausgetragen werden müsse, in den vorliegenden Verhältnissen begründet, so wie es auch nur die Absicht der Bestimmungen in §. 83 des Reichsdeputations-Hauptschlusses gewesen seyn kann, für alle rechtliche Einwendungen das Gehör nicht zu versagen.

Da nun die subdelegirte Commission nur zu Einleitung der Auseinandersetzung des Kur- und Oberrheinischen Kreisschuldenwesens zwischen den betheiligten Regierungen, welche die ehemaligen Kreislande besitzen, niedergesetzt ist, so liegt die gerichtliche Beitreibung einzelner Ausstände ausser ihrer bisherigen Competenz, und es wird für die Bundesversammlung kein Grund vorliegen, die bei der fraglichen einzelnen Kreisforderung betheiligten Höfe zu einer speciellen Ausdehnung dieser Competenz zu veranlassen. Vielmehr wird jene Forderung, bis dahin, wo nach Beendigung der commissarischen Vorbereitungsarbeiten anderweite definitive Maaßregeln werden getroffen worden seyn, der Oberrheinischen Kreiscasse vorbehalten bleiben können.

§. 186.

Sammlung der in den Deutschen Bundesstaaten geltenden Gesetze.

(13. Sitz. §. 88 d. J.)

Kurhessen. Der Kurfürstliche Herr Gesandte, Geheime Rath von Meyerfeld, zeigte der hohen Bundesversammlung an, daß er die Sammlung der Kurhessischen Gesetze und Verordnungen v. J. 1337 bis 1806 in acht Foliobänden, dann die neuern Gesetze vom Ende des Jahres 1813 bis 1820 in drei Quartbänden zur Bibliothek der hohen Bundesversammlung abgegeben habe.

§. 187.

Ergänzung der mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragten Bundestags-Commission.

(18. Sitz. §. 115 d. J.)

Auf Veranlassung der Eingaben (Zahl 27 u. 50) vom 27. März und 27. Mai d. J., welche die Reclamations-Commission an die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission abgegeben hat, wurde zur Ergänzung der letztern geschritten, und der Kurhessische Bundestagsgesandte, Herr von Meyerfeld, zum Mitgliede dieser Commission gewählt.

§. 188.

Reclamation der Kurhessischen Gemeinden Roth, Argenstein und Wenkbach, wegen der von ihnen geforderten, aus dem Lehnsverhältnisse herrührenden Frohndienste.

Der Königlich-Sächsische Bundestagsgesandte, Herr von Carlowiz, trägt vor:

Die Kurheſſiſchen Gemeinden Roth, Argenſtein und Wenkbach führen in einer Vorſtellung an die hohe Bundesverſammlung vom 6. Oct. 1819 (Num. 122 des Einr. Protok.) an: Durch ein Edict der Weſtphäliſchen Regierung vom 23. Jan. 1808 ſeyen alle aus dem Lehnsverbande und der Lehnsherrſchaft herrührende Dienſte aufgehoben worden. Hierdurch ſeyen ſie von den ungemeſſenen Dienſten, welche ſie an die Ganerben Schenk zu Schweinsberg zu leiſten hatten, befreit worden. Das Civiltribunal in Marburg, bei welchem die Dienſtherren im Jahre 1809 wider ſie Klage erhoben, habe ſelbige abgewieſen, und ſo ſeyen ſie bis zum Jahre 1816 im ungeſtörten Genuſſe der Befreiung von Dienſten geblieben. Eine Kurheſſiſche Verordnung vom 27. December 1814 habe die aufgehobenen Frohnen und Dienſte wieder hergeſtellt. Hierauf hätten die Dienſtherren ſie, die Gemeinden, im Mai 1816 wegen Leiſtung der vorigen Dienſte wieder in Anſpruch genommen, die Sache ſey bis zu dem Oberappellationsgerichte gediehen, und alle Erkenntniſſe wären gegen ſie ausgefallen. Mit dem letzten Urthel dieſes Gerichts ſey der Rechtsgang geſchloſſen und die nachherige Supplication ſey vergebens geweſen.

Die Reclamanten bitten daher, ſie in der unter der Weſtphäliſchen Zeit geſetzlich erworbenen Freiheit von ungemeſſenen Frohndienſten zu ſchützen.

Das Gutachten des Herrn Referenten geht dahin:

Da die Beſchwerde eine Rechtsſache betreffe und hierbei eine Verweigerung oder Hemmung der Rechtspflege nicht ſtatt gefunden habe, ſo ſey dieſe hohe Verſammlung in der Sache nicht competent.

Hierauf wurde, unter einhelliger Zuſtimmung zu dem Antrage,

beſchloſſen:

1) daß die Kurheſſiſchen Gemeinden Roth, Argenſtein und Wenkbach, mit ihrer bei der hohen Bundesverſammlung angebrachten Beſchwerde, wegen der von ihnen geforderten aus dem Lehnsverhältniſſe herrührenden Frohndienſte, abgewieſen, und

2) daß dieſer Beſchluß dem Bevollmächtigten der Reclamanten, Dr. Schreiber dahier, bekannt gemacht werde.

§. 189.

Reclamation des Regierungsdirectors Herquet zu Fulda, Penſion betr.

(1. Sitz. §. 4 v. J. 1823.)

Ebenderſelbe trägt über die neueſten Eingaben des Regierungsdirectors Herquet zu Fulda (Zahl 44, 53 u. 97 d. J.) vor:

Der Regierungsdirector Herquet trat 1793 in Fuldaiſchen Dienſt, wurde 1809 Regierungsdirector in Fulda und 1811 Präfect des Departements. Als ſolcher wurde er 1816 bei Vertheilung der Diener des Departements Fulda mit ſeinem decretmäſigen Gehalte an

3,500 Fl. von der Krone Preuſſen übernommen und an Kurheſſen überwieſen. Die Kurheſſiſche Regierung nahm ihn anfangs als Regierungsrath und zugleich Director der erſten Section der Regierung in Fulda mit 2,000 Fl. Gehalt und 1,500 Fl. Penſion in ihre Dienſte, ertheilte ihm aber, als er wegen Schmälerung ſeines vorigen Ranges Vorſtellung that, 1819 den Rang in der zweiten Claſſe und das Prädicat eines Regierungsdirectors. Bei der im Jahre 1819 ſtattgehabten Organiſation der Regierungs-Collegien in Kurheſſen wurde er wieder als Regierungsrath, ohne fernere Theilnahme am Directorio der Regierung und ohne Erwähnung ſeines ferneren Ranges (indem die Regierungsräthe in der vieren Claſſe ſtehen), angeſtellt. Gegen dieſe Verfügung that er anderweit Vorſtellung, indem er auf ſein in der Wiener Congreßacte und dem Reichsdeputations-Hauptſchluſſe gegründetes Recht, als vormaliger Großherzoglich-Frankfurtiſcher Staatsdiener den lebenslänglichen Fortgenuß ſeines früher gehabten Ranges und Gehaltes in Anſpruch zu nehmen, ſich berief, und die Bitte hinzufügte, ihn, bis zu einer ſeinem vorigen Range gemäßen Anſtellung, mit Verwandlung ſeines Gehaltes in eine Penſion, vom activen Staatsdienſte einſtweilen zu dispenſiren. Nach einer hierüber bei dem Kurfürſtlichen Staatsminiſterio mit ihm gepflogenen Verhandlung, wurde er, unter Abweiſung ſeiner für ungegründet erachteten Anſprüche, vom 1. Januar 1822 an, mit 1,500 Fl. Penſion in Ruheſtand verſetzt.

Herquet wendete ſich nun im Jahre 1822 in zwei Vorſtellungen (Num. 39 und 73 des Einreichungsprotokolls) an die hohe Bundesverſammlung, mit der Bitte, den Königlich-Preuſſiſchen Hof zu einer Interceſſion bei dem Kurheſſiſchen Hofe zu vermögen, um hier die Remedur ſeiner Beſchwerde zu bewirken, wurde aber in der 26. Sitzung vom 5. Dec. 1822 (§. 221) abgewieſen.

Später wendete ſich ſelbiger mit einer anderweiten Vorſtellung vom 30. April 1823 (Num. 44 des Einreichungsprotokolls) an dieſe hohe Verſammlung, worin er bittet: «die Kurfürſtlich-Heſſiſche Regierung dahin bundesverfaſſungsmäſig zu vermögen, daß ihm dieſelbe die ihm rechtlich gebührende Penſion zu 3,500 Fl. für die Zukunft lebenslänglich und unabgekürzt auszahlen, die ihm an derſelben ſeit Neujahr 1822 entzogene Summe von 2,000 Fl. aber, bis zur Zeit jener unabgekürzten Penſionszahlung, nachbezahlen laſſe».

Der Reclamant glaubt, ſich darum an die hohe Bundesverſammlung wenden zu müſſen, weil ſeine Penſionsforderung vom Bunde garantirt ſey. Dieſe Vorausſetzung gründet er darauf, daß zufolge der Wiener Congreßacte, Art. 45. 5, die Diener des Großherzogthums Frankfurt nach den Grundſätzen des 59. §. des Reichsdeputations-Hauptſchluſſes behandelt werden ſollen, daß nach letzterm den Dienern der damaligen Entſchädigungslande der lebenslängliche Fortgenuß ihres bisherigen Ranges und ganzen Gehaltes,

unter der Verbindlichkeit zu fernerer Dienstleistung, gelassen worden sey, und daß der Bund, Art. 15 der Bundesacte, die durch jenen Reichsschluß getroffenen Verfügungen in Betreff festgesetzter Pensionen garantirt habe; er schließt daher, weil der Bund die Garantie des 59. §. des Reichsdeputations-Hauptschlusses übernommen habe, und weil die Wiener Congreßacte, Art. 45, unter Beziehung auf jenen Paragraphen, das nämliche bestimme, was in selbigem enthalten sey, so habe der Bund auch die Garantie des 45. Art. der Wiener Congreßacte übernommen.

Ferner bezieht er sich, zu Begründung der Meinung, daß er sich an die hohe Bundesversammlung zu wenden gehabt habe, theils auf §. 5. 2. der provisorischen Competenzordnung (§. 223 des Bundestags-Protokolls von 1817), wonach Einzelne, deren in der Bundesacte bestimmte und keine nähere Entwickelung bedürfende Gerechtsame verletzt worden sind, sich an selbige wenden können, wenn von der Regierung keine Abhülfe erfolgt, theils darauf, daß die hohe Versammlung bereits in andern Fällen Reclamationen vormals Großherzoglich-Frankfurter Staatsdiener, wegen verweigerter oder geschmälerter Pensionen, angenommen habe.

In einer spätern Vorstellung, vom 29. Mai 1823 (Num. 53 des Einreichungsprotokolls), bemerkt Herquet, daß, da sich seine Beschwerde wegen Verkürzung der ihm gebührenden Pension lediglich auf die Wiener Congreßacte und den Reichsdeputations-Hauptschluß gründe, die Frage, ob die hier enthaltenen für sich angeführten Bestimmungen auf ihn unwendbar seyen? als eine in das öffentliche Recht des Bundes einschlagende Frage, nicht von einem Landesgerichte, sondern, besonders in Rücksicht der in der Bundesacte übernommenen Garantie, nur von der hohen Bundesversammlung entschieden werden könne. Er fügt hinzu, daß dieselbe Frage über die Anwendbarkeit obiger Bestimmungen, in vier verschiedenen Staaten, welche Fuldaer Diener übernommen haben, dem Preussischen, Baierischen, Kurhessischen und Großherzoglich-Sachsen-Weimarischen, vorkommen könne, und wenn deren Entscheidung den Landesgerichten überlassen werden sollte, vielleicht sehr verschieden entschieden werden würde; daß, wegen der eigenthümlichen Bewandniß seiner Forderung, deren Verhandlung vor den Landesgerichten manchen Bedenken unterliege; daß nach der vormaligen Reichsverfassung den Unterthanen bei Verfolgung ihres Rechts gegen Regierungen der Recurs an die Reichsgerichte offen gestanden habe, und in den weisen und gerechten Absichten der höchsten Bundesglieder nicht liegen könne, die Rechtshülfe gegen damals zu beschränken; daß derselbe Grund der Vorsorge für die Diener des im Jahre 1813 aufgelösten Großherzogthums Frankfurt vorwalte, welcher nach dem Reichsdeputations-Hauptschlusse in Rücksicht der Diener der im Jahre 1802 secularisirten geistlichen Staaten statt gefunden habe, und daß daher, wenn die Wiener Congreßacte jene Diener an der

Wohlthat obigen Reichsschlusses habe Theil nehmen lassen, selbige auch der Wohlthat der Garantie theilhaft worden seyen.

Der Reclamant schließt mit der Bitte: daß die hohe Bundesversammlung, jedes grundlose Anfechten ihrer Competenz verwerfend, in einer factisch und rechtlich so klaren und begründeten Beschwerdesache die gesetzlich verhießene Garantie geltend zu machen und diese schon als gerecht anerkannte Beschwerde auf bundesverfassungsmäßigem Wege zu erledigen geruhen möge.

Die Eingaben des Reclamanten, Num. 44 und 53, und dessen Erinnerungsschreiben, Num. 97, sind der Gegenstand dieses Vortrags.

Gutachten.

Der Deutsche Bund hat im 15. Art der Bundesacte die Garantie der durch den Reichsdeputationsschluß vom 25. Februar 1803 getroffenen Verfügungen in Betreff festgesetzter Pensionen an geistliche und weltliche Individuen übernommen. Daß derselbe aber auch die Garantie der im 45. Art. der Wiener Congreßacte enthaltenen Bestimmung, wonach die Diener des in Folge des Kriegs von 1813 aufgelösten Großherzogthums Frankfurt nach den Grundsätzen des 59. §. dieses Reichsschlusses behandelt werden sollen, übernommen habe, ist nirgend ausgesprochen und kann nach bloßen Folgerungen nicht behauptet werden.

Die hohe Bundesversammlung ist also nicht befugt, die Pensionsforderung des Reclamanten, welche sich auf den erwähnten 45. Art. der Wiener Congreßacte gründet, als eine vom Bunde garantirte zu betrachten, und sich in dieser Hinsicht für competent zu erklären.

Allerdings werden durch den 45. Art. der Wiener Congreßacte völkerrechtlich den Dienern des Großherzogthums Frankfurt Befugnisse in Hinsicht auf die Regierungen zugesichert, welche dieses Großherzogthum unter sich theilten. Leistet nun eine Regierung ihrer dießfallsigen Verbindlichkeit nicht Genüge, so begründet dieß einen rechtlichen Anspruch des Betheiligten gegen die Regierung, und die Entscheidung eines solchen Anspruchs steht nicht der Bundesversammlung, welche kein Gerichtshof ist, sondern lediglich den Landesgerichten zu.

In dieser Hinsicht hat der Referent dahin anzutragen:

daß der Regierungsdirector Herquet in Fulda, weil die im 45. §. der Wiener Congreßacte bestimmten Verhältnisse der ehemaligen Großherzoglich-Frankfurtischen Diener nicht ausdrücklich unter die Garantie des Deutschen Bundes gestellt, und eben so wenig zur Zeit ein anderer Grund für das Einschreiten der hohen Bundesversammlung angeführt worden, mit seiner Reclamation abgewiesen werde.

Hierauf äuſſerte der Kurheſſiſche Herr Geſandte von Meyerfeld: es ſey ſchon bei mehreren Veranlaſſungen von Kurfürſtlicher Geſandtſchaft in dieſer hohen Verſammlung erklärt worden, und könne daher auch hinſichtlich der eben vorgetragenen Reclamation unbedenklich nochmals wiederholt werden, daß in Kurheſſen überhaupt niemand der Weg Rechtens in den dazu geeigneten Fällen verſchloſſen ſey; ob ſich nun der vorgetragene Gegenſtand hierzu eigne, und die Competenz der Gerichte begründe, werde von dem Reclamanten bei dieſen auszuführen ſeyn, daher der dem Antrage, auf deſſen Abweiſung von der Bundesverſammlung, beigefügte Vorbehalt als überflüſſig wegfallen dürfte.

Sämmtliche Stimmen vereinigten ſich hierüber zu dem

Beſchluſſe:

daß Regierungsdirector Herquet zu Fulda von der hohen Bundesverſammlung mit ſeinem Geſuche ab-, und wenn er damit aufzukommen ſich getraue, an den Rechtsweg zu verweiſen ſey.

§. 190.

Des Dr. Ehrmann, als Bevollmächtigten des Grafen von Walderdorff, Beſchwerde gegen die Herzoglich-Naſſauiſche Regierung, wegen Verweigerung der dritten Inſtanz.

Der Großherzoglich-Herzoglich-Sächſiſche Herr Geſandte: erſtattet Vortrag über ein, unter Z. 74 des dießjährigen Einr. Prot. eingetragenes Schreiben, was bei dieſer hohen Verſammlung von dem Dr. Ehrmann, in gerechtfertigtem Auftrage des Kaiſerlich-Königlich-Oeſterreichiſchen wirklichen Geheimen Raths, Herrn Grafen Carl Wilderich von Walderdorff, übergeben und worin, vorzüglich unter Beziehung auf den 12. Art. der Deutſchen Bundesacte und den 29. der Wiener Schlußacte, gebeten worden iſt, im Herzogthume Naſſau, in einer zwiſchen dem Herrn Grafen, als Beklagten, und der Gemeinde Molsberg, als Klägerin, anhängigen Rechtsſache, für jenen die dritte Inſtanz zu vermitteln, nachdem der Herr Graf durch die Erkenntniſſe, erſt zweier Inſtanzen, des Herzoglichen Hofgerichts zu Dillenburg, vor welchem er, als gerichtsſtandsbefreiet, in erſter Inſtanz Recht geben müſſen, ingleichen des Herzoglichen Oberappellationsgerichts zu Wiesbaden, verurtheilt, eine letztern Orts an eine, dem Herrn Grafen nahmhaft zu machende, dritte Inſtanz eingelegte weitere Berufung aber als frivol und der dagegen an das Staats-Juſtizminiſterium ergriffene Recurs ebenfalls durch Reſolution vom 13. Nov. 1822 aus dem Grunde zurückgewieſen worden ſey, weil im Herzogthume Naſſau Privilegiirte, wenn ſie ſich der Competenz der Herzoglichen Aemter nicht mit Verzicht auf das privilegium fori unterwürfen, ſeit 1815 verfaſſungsmäſig nur zweien Inſtanzen unterworfen wären.

Nachdem der Herr Referent den Inhalt der gedachten Schrifteingabe umständlich vorgetragen hat, eröffnet er folgendes

Gutachten.

Es scheint in dieser Angelegenheit der besondere Fall, der zu der vorliegenden Reclamation die Veranlassung gab, und die Erfüllung des 12. Artikels der Deutschen Bundesacte im Herzogthume Nassau überhaupt, unterschieden werden zu müssen.

Was den ersten anbelangt, so möchte dem Antrage des Reclamanten weder nach dem 12. Artikel der Deutschen Bundesacte, noch nach dem 29. der Wiener Schlußacte zu fügen stehen.

Der 12. Artikel der Deutschen Bundesacte enthält allerdings die Bestimmung: daß diejenigen Bundesglieder, deren Besitzungen nicht eine Volkszahl von 300,000 Seelen erreichen, sich mit den ihnen verwandten Häusern, oder andern Bundesgliedern, mit welchen sie wenigstens eine solche Volkszahl ausmachen, zur Bildung eines gemeinschaftlichen obersten Gerichts vereinigen, schon bestehende Gerichte dritter Instanz, in Staaten, deren Volksmenge unter 300,000, aber über 150,000 ist, in ihrer bisherigen Eigenschaft werden erhalten werden. Allein, so wenig in Abrede zu stellen ist, daß jeder Deutsche Unterthan der Erfüllung dieser Festsetzung entgegen zu sehen hat, sie auch wohl auf geeignete Weise in Anregung bringen könnte, so wenig möchte er bis dahin fordern können, daß die ihn betreffenden Rechtsangelegenheiten bereits so behandelt würden, als wäre jene Einrichtung schon getroffen; vielmehr dürfte er, so lange dieses nicht der Fall ist, sich dem bis daher durch Gesetz oder Verfassung Bestehenden unterwerfen müssen.

Es würde allen Rechtsgrundsätzen widerstreiten, wenn man Richtersprüche in Beziehung auf eine, oder wegen einer, erst noch zu erwartenden, neuen Gerichtsverfassung in ihrer Wirksamkeit beschränken wollte.

Wendet man dieses auf den zunächst vorliegenden Fall an, so ergiebt sich, daß die Beschwerde des Reclamanten zwar eine Veranlassung werden könnte, bei der Herzoglich-Nassauischen Regierung — hätte dieselbe, wie indeß gerade der entgegengesetzte Fall zu seyn scheint, den 12. Artikel der Bundesacte zur Zeit noch unerfüllt gelassen — dieses anzuregen, keineswegs aber auf die bereits in der Erörterung stehende Rechtssache einen Einfluß gewinnen. Es kommt hinzu, daß, dem Reclamanten gegenwärtig und im Laufe der letztern die gebetene dritte und neue Instanz zu gewähren, auch schon darum rechtlich unmöglich wäre, weil es nicht ohne Verletzung des wohlerworbenen Rechts des Gegentheils auf Unabänderlichkeit des letzten und oberappellationsgerichtlichen Erkenntnisses in der Sache geschehen könnte, während die dermalige Rüge zu dem beabsichtigten Zweck auch auf jeden Fall verspätet erscheint, indem, nach der Einlassung auf die Klage, der Proceß bei dem Richter fort-

geſetzt werden muß, deſſen Gerichtsbarkeit dadurch anerkannt wurde, durch die Einlaſſung auf die Klage, wenn ſie vor einem unzuſtändigen Richter, ohne Rüge dieſes Fehlers, erfolgt, deſſen Gerichtsbarkeit ſtillſchweigend angenommen wird, auch durch dieſelbe überhaupt alle verzögerliche Einreden verloren gehen, die bei deren Bewirkung dem Beklagten bereits bekannt waren, jedoch von ihm derſelben voranzuſchicken unterlaſſen wurden.

Wenn hiernächſt in der vorliegenden Reclamationsſchrift über eine mangelhafte Geſetzgebung und Verfaſſung im Herzogthume Naſſau geklagt und darauf das oberwähnte Schlußgeſuch gegründet, die geſetzliche Verfaſſung ſelbſt aber dadurch zugeſtanden wird, ſo ergiebt ſich ſchon daraus zugleich, wie wenig der 29. Artikel der Wiener Schlußacte hier Anwendung finden könne, nach welchem Beſchwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege nur nach der Verfaſſung und den beſtehenden Geſetzen jedes Landes beurtheilt werden ſollen.

So wenig daher dem Geſuche des Reclamanten zu fügen ſteht, ſo wenig ſcheint auch von der Herzoglichen Regierung zu Naſſau die Erfüllung des 12. Artikels der Deutſchen Bundesacte unterlaſſen worden zu ſeyn. Durch die Herzoglichen Organiſations-Edicte vom $\frac{2}{11}$. September 1815 und 4. Juni 1816 wurde das Oberappellationsgericht zu Wiesbaden zum oberſten Gerichte beſtimmt, und wenn nach der, der Reclamationsſchrift beigefügten, Staats-Miniſterial-Reſolution vom 13. November 1822, ungeachtet das geſchriebene Geſetz es nicht beſagt, den Gerichtsprivilegirten ſogar frei ſteht, durch Verzichtung auf den Gebrauch ihres Gerichtsſtandsprivilegiums und Unterwerfung unter die Herzoglichen Aemter in erſter Inſtanz — daß hier dem Beklagten die, ſonſt dem Kläger geſetzlich zukommende, Wahl unter mehreren Gerichtsſtänden des zu Verklagenden zukommen müſſe, wie ehemals z. B. der Krone Schweden, wegen ihrer Deutſchen Reichslande, und dem Geſammthauſe Braunſchweig-Lüneburg unter den beiden Reichsgerichten, mit leicht gefundener Form der Ausübung, möchte ſich von ſelbſt verſtehen — ſich gleichfalls drei Inſtanzen für die ſie betreffenden Rechtsſachen zu ſichern; ſo geſchieht im Herzogthume Naſſau der gedachten Vorſchrift der Bundesacte eine beſonders vollſtändige Genüge, indem hier und da in andern Deutſchen Bundesſtaaten der Vorzug des Gerichtsſtandes von einer Beſchränkung der Inſtanzen auf zwei begleitet zu ſeyn pflegt.

Es iſt daher dermalen um ſo weniger nöthig, auf den wahren Sinn des 12. Artikels der Deutſchen Bundesacte, und ob durch denſelben, wie es wohl nicht der Fall iſt, die Nothwendigkeit dreier Inſtanzen für alle Perſonen und Sachen begründet wurde, tiefer einzugehen, und man beſchränkt ſich auf den unmaaßgeblichen Antrag, den Reclamanten mit ſeinem Geſuche abzuweiſen.

Hierauf wurde, unter einhelligem Einverständnisse mit dem Herrn Referenten,

beschlossen:

daß Herr Graf von Walderdorff mit seiner Beschwerde gegen die Herzoglich-Nassauische Regierung, wegen Verweigerung der dritten Instanz, abzuweisen sey.

§. 191.

Vorstellung des Königlich-Dänischen Hofagenten und Kaiserlich-Russischen Viceconsuls, Alex. Chr. Becker in Altona, die Errichtung eines Oberappellationsgerichts für das Herzogthum Holstein, als dritten Instanz, und angeblich verweigerte Justiz betreffend.

(9. Sit. § 76 v. J. 1822.)

Ebenderselbe: erstattete Vortrag über die, unter Z. 123 des vorjährigen Einreichungs-Protokolls eingetragene, ihm jedoch erst ganz neuerlich zugekommene, von dem Dr. Euler allhier, in gerechtfertigter Vollmacht des Kaiserlich-Russischen Viceconsuls und Königlich-Dänischen Hofagenten, Alexander Christian Becker zu Altona, bei dieser hohen Versammlung bewirkte Eingabe, in welcher die, schon früher hier angebrachte, nach der Meinung des Reclamanten, durch den 12. Art. der Deutschen Bundesacte begründete Beschwerde, daß seinem Gewaltgeber in einer Rechtssache, in welcher er im Herzogthume Holstein verwickelt sey, bundesgesetzwidrig die dritte Instanz entzogen worden sey, erneuert, und das Gesuch gestellt wird: daß selbigem, zur Erlangung der gesetzlichen drei Instanzen, die Actenversendung auf Deutsche Universitäten gestattet, oder, gegen genugsame Caution, die Entscheidung der Sache bis zur Anordnung eines obersten Gerichtshofes für Holstein, nach deren alsdann zu bewirkenden weitern Verhandlung, ausgesetzt, auf jeden Fall aber die ihn bedrohende Execution des, unter Ermangelung einer höheren Instanz, in der Sache ergangenen nur einzigen Urthels sistirt werden möchte.

Der Herr Referent trägt zuvörderst die Geschichte des zwischen Becker, als Beklagten, und dem Königlich-Dänischen Viceconsul John Ayres in Lissabon, resp. dem Justizrath Matthiesen zu Altona, wegen einen Consignation Waitzen entstandenen Rechtshandels, dessen Gegenstand die Summe von 7,582 Mk. 2 ßl. Bco. ausmacht, und so weit er aus einseitigen Angaben sich entnehmen läßt, umständlich vor, woraus sich unter andern ergiebt: daß im Jahre 1806 das Gericht erster Instanz, das Obergericht zu Altona, den beklagten Becker zur Bezahlung condemnirt, ihm jedoch den Beweis nachgelassen habe, daß Ayres, als er die Instruction wegen dieses (Waitzen-) Verkaufs vom 12. September 1803 erhalten, Gelegenheit gehabt, den Waitzen zu 600 Rees per Alqueire oder darüber zu verkaufen; daß das Obergericht zu Glückstadt im Februar 1807, auf Becker's Appellation, sententiam a

qua bestätigt, hierauf das Gericht erster Instanz zu Altona, nachdem Becker bei Führung des ihm nachgelassenen Beweises, durch die politischen Verhältnisse in Portugal, was von den Engländern besetzt und wo gewisse Zeugen-Vernehmungen nöthig gewesen, auf ausser ihm gelegene Hindernisse gestoßen, im Julius 1819 dahin erkannt habe: daß Becker den ihm vorbehaltenen Beweis nicht erbracht, das Erkenntniß von 1806 also zu purificiren sey; daß das Obergericht zu Glückstadt im Mai 1820 dieses Erkenntniß in der Appellations-Instanz abgeändert und dem Ayres einen Reinigungseid wegen der nicht gehabten Gelegenheit, den Waitzen zu 600 Rees per Alqueire zu verkaufen ꝛc. zuerkannt habe; daß, nachdem dieser Eid (nach Reclamantens Meinung auf eine ganz unförmliche und nichtige Weise) zu Lissabon abgelegt worden war, dasselbe Gericht zweiter und letzter Instanz zu Glückstadt am 23. Juli 1821 das Erkenntniß erster Instanz vom 16. Juni 1806 für purificirt und Beckern zur Bezahlung in Frage nebst Zinsen und Kosten schuldig erkannt habe, und daß ein, in Ermangelung einer weitern Gerichtsinstanz, von Becker ergriffener allerunterthänigster Recurs, der auch eine materielle allerhöchste Entscheidung zu erhalten bezweckte, zurückgewiesen worden sey.

Der Herr Referent geht sodann zu den nun im Jahre 1821 und Anfange des Jahres 1822 von dem Dr. Euler Namens Beckers bei dieser hohen Versammlung unternommenen Reclamationen, den darüber von dem Herrn Bundestagsgesandten Syndicus Dr. Danz in der 2. und 9. Sitzung v. J. geschehenen Vorträgen und den von der hohen Bundesversammlung in denselben Sitzungen gefaßten Beschlüssen, ingleichen zuletzt auf den Inhalt der neuesten und Eingangs erwähnten Eingabe des Dr. Euler, welche den gegenwärtigen Vortrag veranlaßt, über, indem er schließlich sein unzielsetzliches Gutachten wörtlich dahin eröffnet:

Der Stand der Sache hat sich, in Beziehung auf den Reclamanten, seit den letzten dießortigen Vorträgen und Beschlüssen, in der Hauptsache nicht geändert, und es dürfte derselbe nochmals ab- und auf die in der 2. und 9. vorjährigen Sitzung gefaßten Beschlüsse zu verweisen seyn. Das neue Vorbringen enthält materiell keines, was hierunter eine Abänderung bewirken könnte, und der Name des vorigen Herrn Referenten ist für die nicht unterbliebene, allseitige, gründliche und einsichtige Beurtheilung des erstern Bürge. Der 12. Artikel der Deutschen Bundesacte enthält allerdings die Vorschrift: daß in jedem Deutschen Bundesstaate ein oberstes Gericht gebildet werden solle; nicht klar, daß für die in den Deutschen Bundesstaaten vorfallenden Rechtsstreitigkeiten, am wenigsten für alle Gattungen, drei Instanzen hergestellt werden müssen.

Räumt man auch gern dem Deutschen Unterthanen ein Recht aus jener Bestimmung und selbst, deren Erfüllung geeignet zu mahnen, ein, so muß er sich doch bis dahin der

bisherigen Verfassung unterwerfen. Niemand wird inner den Grenzen der bisherigen Gerichtsverfassung ertheilten Richtersprüchen ihre Wirksamkeit absprechen, weil eine neue zu erwarten sey. Daß jenes in der vorliegenden Angelegenheit förmlich der Fall nicht sey, hat nicht behauptet werden mögen, und ist nach der Königlichen allerhöchsten Entscheidung, bei welcher die Ausübung einer Cabinets-Justiz sorgfältig umgangen wurde, um so weniger anzunehmen, darum aber auch die dießorts angebrachte Beschwerde durch den 29. Art. der Schlußacte, der nur erwiesenen, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilenden, Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege hier Raum giebt, nicht begründet. Ob dem Reclamanten materiell wehe geschehen, vermag Referent, ohne Einsicht der Acten, noch weniger zu beurtheilen. Wären ihm, nach Durchlesung der, freilich nur einseitigen, Angaben des Reclamanten, auch verschiedene Bedenken bei dem Gange der fraglichen Rechtsangelegenheit geblieben, so würde ein tieferes Eingehen doch überflüssig seyn. Denn, indem diese hohe Versammlung in Reclamationsfällen der vorliegenden Art, so weit sie privatrechtlich sind, in die Sphäre der Oberaufsicht über Deutsche Justizsachen tritt, so beschränkt sich deren Wirksamkeit im Einzelnen doch gewiß nur auf die Sorge, daß, und zwar zur rechten Zeit, entschieden werde, ohne auf das Wie oder das Materielle der Entscheidung und auf das bei der Erörterung beobachtete Verfahren — ist dieses nur den Gesetzen und der Verfassung des Staates, wo es anhängt, nicht entgegen — einen Einfluß nehmen zu können. Denn diese hohe Versammlung ist kein Gerichtshof. Dürfte daher Reclamant nochmals ab- und auf die in der 2. und 9. vorjährigen Sitzung gefaßten Beschlüsse zu verweisen seyn, so möchte dagegen diese hohe Versammlung Sich veranlaßt finden, das in der 2. Sitzung vom 17. Januar v. J. an den Königlich-Dänischen, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgischen Herrn Bundestagsgesandten, Grafen von Eyben, gestellte Ersuchen zu erneuern.

Der Königlich-Dänische, Herzoglich-Holstein- und Lauenburgische Gesandte, Herr Graf von Eyben: Der Königliche Gesandte ist von seinem allerhöchsten Hofe angewiesen, wegen der angeregten Errichtung eines Gerichts dritter Instanz in dem Herzogthume Holstein nachstehende Erklärung abzugeben.

Bereits damals, als dieser Gegenstand zum erstenmale in Ansehung des Herzogthums Holstein in dieser hohen Versammlung zur Sprache kam, hat die Königliche Regierung einen vorläufigen Plan zur Errichtung eines obersten Gerichts für Holstein verfassen lassen. Es war jedoch gleich anfangs vorzusehen, daß sich bei den weiteren Vorarbeiten zur Ausführung jenes Planes erhebliche Schwierigkeiten zeigen würden, und dieß hat sich bei den seither darüber angestellten Berathungen bestätigt.

Es sind nämlich im Herzogthume Holstein nach der bestehenden Einrichtung und altherkömmlichen Verhältnissen, mit sehr geringen Ausnahmen, dieselben Behörden mit der Administration und der Verwaltung der Justiz beauftragt, und auch dem Holsteinisch-Lauenburgischen Obergerichte sind, neben den gerichtlichen Geschäften, erhebliche Zweige der innern Verwaltung übertragen. — Die Absicht der Königlichen Regierung ist: der Errichtung eines Gerichts dritter Instanz für Holstein eine sorgfältige Scheidung der administrativen Angelegenheiten, von den Sachen, welche dem Rechtswege angehören, vorangehen zu lassen. Dieser Gesichtspunct, von welchem dieselbe nothwendig hierbei ausgehen muß, ist es, wonach mit der Anordnung eines obersten Gerichts, in Folge der verschiedenartigst gestalteten Verbindung der Administration und Justizverwaltung in den einzelnen Districten Holsteins, so schwierige als mannigfaltige Vorbereitungen verknüpft sind. Die Königliche Regierung muß, besonders in gegenwärtiger Zeit, wünschen, nur mit Behutsamkeit und Umsicht bei einer so wichtigen Reform vorschreiten zu können, indem sie sich überzeugt hält, daß es mit den erheblichsten Nachtheilen verbunden seyn würde, wenn eine so durchgreifende Veränderung in einem Zeitpuncte vorgenommen werden müßte, wo es noch nicht möglich war, die unumgänglich erforderlichen Vorbereitungen zu vollenden. Von welchem Umfange diese mit Rücksicht auf die speciellen Verhältnisse des Herzogthums Holstein sind, ergiebt sich schon allein daraus, daß bei dem ordentlichen Processe durch alle Instanzen ein mündliches Verfahren statt findet, dessen Regeln durch die einheimischen Proceßgesetze, den Deutschen gemeinen Proceß, und den Gerichtsgebrauch gebildet werden, aus denen die Materialien zu einer Proceßordnung für das Gericht dritter Instanz genommen werden müssen. Ohne eine solche ausführliche Proceßordnung würde aber das anzuordnende Gericht dritter Instanz sehr häufig in Verlegenheit kommen, und vor Mißgriffen nicht gesichert seyn, da es theils als neu organisirtes Gericht mit dem bei Gerichten statt findenden Gerichtsgebrauche, der sich, einem großen Theile nach, nur aus den Gerichtsarchiven mit Sicherheit erlernen läßt, nicht vollständig bekannt seyn kann, theils die verschiedenen in den einzelnen Districten Holsteins geltenden Partikular- und Gewohnheitsrechte, auch auf das Proceßrecht Einfluß äussern. Die Abfassung einer zweckmäßigen Proceßordnung, die unter den vorhandenen Umständen eine Revision des gesammten in Holstein geltenden Proceßrechts in sich begreifen wird, erfordert demnach gleichfalls die umsichtigste Erwägung, und würde bei einer zu großen Beschleunigung nur ein unreifes und daher schädliches Resultat liefern.

Wenn daher schon die in der Natur der Sache liegenden Gründe es klar darstellen, daß die Ausführung einer so wichtigen Maaßregel, als die Errichtung eines obersten Gerichts es den Verhältnissen nach für Holstein ist, nicht übereilt werden darf, so kommt noch

hinzu, daß die Art, wie die Justiz in diesem Herzogthume verwaltet wird, dazu auch durchaus keinen Grund darbieten kann. Dieß findet auch in dem Umstande Bestätigung, daß die beiden Beschwerden, welche in Beziehung auf die Holsteinische Gerichtspflege bei dem Bundestage angebracht worden sind, von Personen herrühren, welche sich als muthwillige Querulanten hinreichend charakterisirt haben, und deren Beschwerden von der hohen Versammlung als unbegründet verworfen sind.

Hierzu kommt, daß in dem Holsteinisch-Lauenburgischen Obergerichte für das Herzogthum Lauenburg, und einzelne Theile des Herzogthums Holstein, bereits ein Gericht dritter Instanz gegeben ist, welches interimistisch den Wegfall der ehemaligen Reichsgerichte um so mehr wird ersetzen können, da vormals aus vielen Districten Holsteins, welche zu jenen, schon jetzt mit drei Instanzen versehenen, Districten nicht gehören, kein Recurs an die Reichsgerichte statt fand. Daß jede Sache durch zwei Instanzen verhandelt werden kann, bildet die Regel, und nur die Rechtssachen, welche Personen und Sachen betreffen, die, kraft eines besondern Privilegii, dem Obergerichte, oder dem Landgerichte, unmittelbar unterworfen sind, werden in einer Instanz verhandelt und entschieden.

Dieser unmittelbare Gerichtsstand ist aber bisher als ein Vorrecht und besonderer Vorzug der damit Begnadigten angesehen worden. Namentlich gilt dieses in Ansehung der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft. Diese besitzen in dem Landgerichte und dem adelichen Rittergerichte privilegirte Gerichte, von denen das letztere, wenn es verlangt wird, ganz, und das erstere zum Theil mit Personen aus ihrer Mitte besetzt wird. Daß bei Anordnung eines obersten Gerichtshofes eine subordinirte Stellung dieser Gerichte wahrscheinlich unvermeidlich seyn wird, ist, dem Anscheine nach, bei der, in der an den Bundestag gebrachten Beschwerdeschrift der Holsteinischen Prälaten und Ritterschaft beiläufig vorkommenden Aeusserung wegen einer dritten Instanz, nicht hinlänglich berücksichtigt worden. Indessen ist diese Aeusserung auch mit den Gegenständen der angeblichen Beschwerden in keine Verbindung gebracht, wozu es gleichfalls auch an Veranlassung fehlen würde, da die Königliche Regierung ihren Unterthanen in keinen dazu geeigneten Fällen je rechtliches Gehör versagt, sondern solches ihnen, also gewiß auch Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, stets gestattet, wo die Erledigung auf processualischem Wege als thunlich angesehen werden kann.

Nach allen vorstehend angeführten Gründen, deren Gewicht von dieser hohen Versammlung gewiß anerkannt werden wird, ist der Königliche Gesandte von seinem allerhöchsten Hofe zu erklären beauftragt, daß zwar zur Zeit noch nicht mit vollkommener Gewißheit es sich bestimmen lasse, wann die Anordnung eines obersten Gerichts in Holstein vollzogen werden könne, daß indessen alle zur Beschleunigung führende Mittel angewandt

würden; es dürfte daher bis dahin in der Function des Holsteinischen Obergerichts, von welchem die beikommenden Königlichen Collegien sich in Anspruch nehmen liessen, welches bereits für das Herzogthum Lauenburg, so wie für mehrere Holsteinische Landestheile und einer Anzahl von Einwohnern und Fällen, ein Gericht dritter Instanz bildet, und auch als eventuelle Austrägal-Instanz bezeichnet sey, dem Art. 12 der Bundesacte interimistisch ein Genüge geschehen.

Hierauf wurde einhellig

beschlossen:

1) daß der Königlich-Dänische Hofagent und Kaiserlich-Russische Viceconsul, Alex. Chr. Becker zu Altona, ab- und auf die in der 2. und 9. Sitzung des Jahres 1822 (§. 28 und §. 76) gefaßten Beschlüsse zu verweisen sey;

2) es sehe übrigens die hohe Bundesversammlung, mit vollem Vertrauen auf die Weisheit und Gerechtigkeit Seiner Majestät des Königs von Dänemark, der baldigen Errichtung eines obersten Gerichtshofes für Holstein entgegen, und finde sich zu dieser Hoffnung durch die so eben vernommene Erklärung der Königlichen Bundestagsgesandtschaft noch mehr berechtigt.

§. 192.

Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen betr.

(23. Sitz. §. 164 d. J.)

Der Großherzoglich-Badische Herr Bundestagsgesandte, Freiherr von Blittersdorff, verliest einen Vortrag der Reclamations-Commission, über die neueste Eingabe des Bevollmächtigten mehrerer bei der Regulirung des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, Dr. Schreiber dahier (Zahl 94 vom 3. d. M.), worin derselbe vorbringt: daß er — einen in den Protokollen der Bundesversammlung enthaltenen Wink der Königlich-Preussischen Gesandtschaft benutzend — in der Zwischenzeit nach Berlin gereist sey, um daselbst an Ort und Stelle das Interesse seiner Committenten zu vertreten. Daß er das Vertrauen zu allen betheiligten höchsten Regierungen hege, daß diese die Nothwendigkeit anerkennen würden, einen Gegenstand, der nun schon so lange her die Aufmerksamkeit von ganz Deutschland beschäftige, auf eine billige und gerechte Weise zu erledigen. Er schließt sodann damit, daß er die ihm anvertraute Angelegenheit nochmals der hohen Bundesversammlung empfiehlt.

In einer zweiten Vorstellung v. 9. Dec. (Z. 96) zeigt er der hohen Bundesversammlung an, daß einer seiner Committenten, der Salpeterfabrikant Habich in Cassel, endlich so glück-

lich gewesen sey, als Domänenkäufer von der Kurfürstlichen Regierung seine Befriedigung zu erlangen, und daß er dem zufolge die ihm ausgestellte Vollmacht zurückgenommen habe. Er bitte daher, daß ihm diese Vollmacht von der hohen Bundesversammlung zurückgestellt werden möge.

Dagegen dürfe er nicht verschweigen, daß der in seiner an die Bundesversammlung gerichteten Eingabe vom 25. Juni 1823 (Z. 71) als befriedigt angegebene Wachslichterfabrikant Steitz als Käufer seiner Wachsbleiche noch bis dato nicht zu gleicher Gunst habe gelangen können.

Der oben erwähnte Habich sey somit von allen Westphälischen Domänenkäufern in Kurhessen, von denen er bevollmächtigt gewesen, der Einzige, der bei den Landesbehörden zu seinem Ziele gelangt sey.

Sodann überreicht Dr. Schreiber der Bundesversammlung die Vollmacht, welche ihm unter andern von einer Anzahl von Personen, die eine Forderung von 6000 Franken auf das von der Kurhessischen Regierung wieder zurückgenommene ihnen verpfändete Gut Retterode hätten, ausgestellt worden sey. Dieses Capital rühre von einer von dem Personale des Marstalls zu Cassel errichteten Sparcasse her, das der Erwerber des Gutes Retterode, Baron Duchambon, aufgenommen habe. Gedachtes Geld sey von demselben zu Bauten und Meliorationen auf dem Gute verwandt, so daß eine hohe Landesregierung, indem sie das Gut einzog, ohne die Gläubiger der darauf haftenden Schulden zu befriedigen, rem und pretium sich zugeeignet habe.

Dessen ungeachtet hätten die Supplicanten, laut Extract Geheimen Raths-Protokolls d. d. Cassel den 9. Juli 1819, die höchste Resolution erhalten «die Supplicanten würden mit ihrem hieher nicht gehörigen Gesuche ab- und an die Schuldner gewiesen».

Es seyen aber lauter arme Menschen, zum Theil Witwen und Waisen, die bei der Erhaltung des mühsam zusammengebrachten Sparcassen-Capitals von 6000 Franken interessirt seyen, an der Zahl mehr als Ein hundert sechs und zwanzig, die von der Gerechtigkeit der hohen Bundesversammlung die Wiedererstattung ihres Eigenthums erwarteten.

Gutachten.

Was die erste Eingabe des Dr. Schreiber v. 3. December laufenden Jahres betrifft, so ist diese durch den am 4. December in der 23. Sitzung gefaßten Beschluß vollkommen erledigt. Das nemliche muß auch von der, in der zweiten Eingabe angebrachten, neuen Reclamation gesagt werden. Dagegen kann es wohl keinem Anstande unterliegen, daß dem Dr. Schreiber die zurückverlangte Vollmacht des Habich, nach davon zu den Acten genommener Abschrift, zugestellt werde.

Der Königlich-Preussische Herr Gesandte bemerkte, daß er nicht verstehe, wie der Herr Dr. Schreiber behaupten wolle und könne:

«daß er einen in den Protokollen der Bundesversammlung enthaltenen Wink der Königlich-Preussischen Gesandtschaft benutzen zu müssen geglaubt habe, um nach Berlin zu reisen, und an Ort und Stelle das Interesse seiner Committenten zu vertreten»,

da ein solcher Wink weder in den diesseitigen Abstimmungen begründet, noch je von der Gesandtschaft gegeben, oder zu geben beabsichtigt worden sey.

Hierauf wurde, unter einhelliger Zustimmung zu dem Gutachten der Commission,

beschlossen:

1) daß dem Dr. Schreiber die zurückverlangte Vollmacht des Habich zugestellt, und ihm dabei eröffnet werde, daß im übrigen seine am 3. und 9. dieses Monats eingereichten Vorstellungen durch den am 4. desselben Monats gefaßten Bundesbeschluß ihre Erledigung gefunden hätten;

2) demselben seine unanständige Schreibart unter dem Androhen zu verweisen, daß bei Wiederholung derselben, künftighin gar keine Eingaben mehr von ihm würden angenommen werden.

§. 193.

Vorstellung der Witwe des gewesenen Orchesterdirectors Ris zu Stuttgart, wegen Gehalts- und Pensions-Rückstandes ihres verstorbenen Mannes, als vormaligen Kurtrierischen Hofmusicus.

Der Gesandte der freien Stadt Frankfurt, Herr Danz, verliest einen Commissionsvortrag über die, Zahl 84 eingekommene, Vorstellung der Witwe des gewesenen Orchesterdirectors Ris zu Stuttgart, wegen Gehalts- und Pensions-Rückstandes ihres verstorbenen Mannes, als vormaligen Kurtrierischen Hofmusikus, und nach vorausgeschickten Bemerkungen über die nicht richtig eingehaltenen beschlußmäßigen Formalitäten, auch über ermangelnde hinlängliche Legitimation, werden die Ansprüche selbst einer näheren Beurtheilung unterzogen, und endlich der Commissionsantrag auf Abweisung der Reclamantin gestellt.

Sämmtliche Stimmen vereinigten sich mit diesem Antrage, daher

Beschluß:

daß die Witwe Ris mit ihrem, bei der hohen Bundesversammlung angebrachten, nicht begründeten Gesuche abzuweisen sey.

§. 194.

Einreichungs-Protokoll.

Nachbenannte Eingaben, als:

Num. 99, eingereicht am 17. Dec. d. J., von dem Großherzoglich-Badiſchen Rechnungsrath Müller, zu Mannheim, erneuertes Geſuch wegen Gehalt und Emolumente, auch Reviſion ſeines Proceſſes betreffend.

Num. 100, einger. am 18. Dec., von dem Großherzoglich-Badiſchen Regierungsrath von Edel zu Mannheim, Geſuch um Vermittlung bei der Großherzoglich-Heſſiſchen Regierung, wegen ſeines Anſpruches auf die Winkoppiſche Verlaſſenſchaft. Mit 1 Anl.

Num. 101, einger. am 18. deſſ. Mon., von F. Aßmann zu Wetzlar, Pedellen des vormaligen Reichskammergerichts, erneuertes Geſuch um baldige Entſchlieſſung in ſeiner Penſionsangelegenheit.

wurden an die betreffenden Commiſſionen abgegeben.

§. 195.

Wegen der bevorſtehenden Feiertage wurde verabredet, die Sitzungen für das laufende Jahr zu ſchlieſſen, und die nächſte Sitzung am 15. Januar 1824 abzuhalten.

Folgen die Unterſchriften.

Digitized by Google

Inhalt

des

fünfzehnten Bandes.

Anmerk. Die in den §§. 30, 38, 84, 89, 93, 108, 112, 115, 140, 177 und 180 angeführten Beilagen 1, 2, 3, 4, 5, 7, 9, 10, 12, 16, 21, 22 und 23, konnten in diesem Bande deßhalb nicht mit aufgenommen werden, weil sie dem Original-Folio-Abdruck als geheime (loco dictaturae) Beilagen angefügt sind.

Erste Sitzung vom 6. Februar.

Seite

§. 1. Substitutionen 6

§. 2. Mittheilungen von Oesterreich, Rußland und Preussen über die Resultate des Congresses von Verona 1822, und Abstimmungen hierauf (§. 14) 6

§. 3. Abstimmung von Oesterreich und Baiern über den Commissionsbericht v. 15. Jul. 1822, die Besoldungs- und Pensionsrückstände der zum vormal. Reichskammergericht gehörenden Personen betr. (§. 19) 21

§. 4. Erklärung von Preussen über die Reclamation des Regierungsdirectors Herquet in Fulda, Pension betr. (§. 189) 25

§. 5. Erklärung von Preussen in der Reclamations-Angelegenheit der Gräflich-Hahn'schen Familie u. der Curatel des Frhrn. von Gemmingen-Guttenberg (§. 73) 26

§. 6. Anderweite Ernennung des K. Hannöverischen, Würtembergischen und Großherzoglich-Hessischen Bevollmächtigten zu den Verhandlungen wegen Vertheilung einer Schuld des D. Großpriorats des Johanniterordens an das Haus Lindenkampf und Olfers zu Münster (§. 165) 26

§. 7. Anzeige des K. Hannöverischen Gesandten wegen erfolgter Uebernahme der Acten von Seiten des O. A. Gerichts in Celle, als Austrägalinstanz in der Thüringer Rayonstreitsache . 27

§. 8. Erklärung von Nassau über die Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die während des Feldzugs v. J. 1813 in Wickert an K. Oesterreichische Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein (§. 130) 27

Seite

§. 9. v. Hornthal's Schrift über den Congreß von Verona u. den Vorabend großer Ereigniſſe . 29

§. 10. Einreichungs-Protokoll von Num. 1 bis 15 29

Zweite Sitzung vom 13. Februar.

§. 11. Subſtitutionen 31

§. 12. Erklärung von Baiern über die Vorſtellung des Nonnenconvents ad Sctam Mariam in Fulda, rückſtändige Gefälle betr. (§. 29) 31

§. 13. Abſtimmung von Würtemberg über den Commiſſionsbericht u. Entwurf einer Verordnung gegen den Büchernachdruck (§. 28) 32

§. 14. Abſtimmung von G. Heſſen, wegen Mittheilung der Reſultate des Congreſſes von Verona (§. 17) 48

§. 15. Nachträgliche Erklärung von G. Heſſen (ſ. §. 171 v. 1819) über den Vorſchlag zu einer allgemeinen Uebereinkunft wegen wechſelſeitiger Uebernahme der Vaganten 48

§. 16. Einreichungs-Protokoll, Num. 16 49

Dritte Sitzung vom 20. Februar.

§. 17. Weitere Erklärung von Würtemberg und Kurheſſen, wegen Mittheilung der Reſultate des Congreſſes von Verona (§. 25) 50

§. 18. Abſtimmung Oeſterreichs, wegen Uebernahme der Garantie des Sächſiſchen Vertrags v. 17. Jan. 1820, von Seite des D. Bundes 51

§. 19. Abſtimmung von Preuſſen über den Commiſſionsbericht vom 15. Jul. 1822, die Beſoldungs- u. Penſionsrückſtände der zum vormal. Reichskammergericht gehörenden Perſonen betr. (§. 37) 51

§. 20. Erklärung von Baiern über das Geſuch des Grafen von Marſchall, Penſionserhöhung betr. (§. 93) 54

§. 21. Ueberreichung der Standestabelle der 1. Div. des 9. Armeecorps v. 1. Jan. 1823, durch das K. Sachſen 55

§. 22. Schreiben des O. A. Gerichts zu Celle v. 4. Febr. d. J., als Austrägalinſtanz in der Beſchwerdeſache der Rheinpfälziſchen Staatsgläubiger Lit. D (§. 41) 55

§. 23. Erklärung von Kurheſſen in Betreff der Forderungen der Kurmainziſchen Staatsgläubiger (§. 63) 56

§. 24. Penſionsgeſuch des Servatius Götz, Schaffners des aufgelöſten Kloſters Weiſſenfrauen zu Mainz 56

Vierte Sitzung vom 24. Februar.

§. 25. Weitere Abſtimmung v. Hannover, Umfrage u. Beſchluß wegen Mittheilung der Reſultate des Congreſſes von Verona (§. 2. 14. 17) 58

§. 26. Reclamationen der Penſionirten des vormal. Exjeſuiten- und Schulfonds zu Mainz und einiger andern daſigen Beneficiaten, um Gewährung ihrer Penſionsraten, nebſt Erklär. von Kurheſſen hierauf (§. 62) 60

§. 27. Forderung des ehemal. Mainzer Domcapitels an die bei dem aufgelöſten Großh. Frankfurt betheiligten Regierungen, u. Erklärung von der freien Stadt Frankfurt hierauf (§. 34) . 62

Seite

§. 28. Abstimmung von Kurhessen über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordnung gegen den Büchernachdruck (§. 70) 63

§. 29. Erklärung von Kurhessen über die Vorstellung des Nonnenconvents ad Sctam Mariam in Fulda, rückständige Gefälle betr. (§. 86) 65

§. 30. Vortrag des K. Sächs. Gesandten v. Carlowiz, über die Capitalsdocumente der reichskammergerichtl. Sustentationscasse. Mit 1. d. gedr. Beil. 1 65

§. 31. Einreichungs-Protokoll, Num. 17 u. 18 67

Fünfte Sitzung vom 6. März.

§. 32. Substitutionen 68

§. 33. Preussens Antrag wegen Anbringung Fuldaischer Auseinandersetzungs-Angelegenheiten (§. 75) 68

§. 34. Erklärung von Preussen wegen der Forderung des ehemal. Mainzer Domcapitels (§. 46) 69

§. 35. Forderung des G. F. Belli an die vormaligen Kur- und Oberheinischen Kreiscassen . . . 70

§. 36. Pensionsgesuch des vormal. General-Münzwardeins Chr. J. Dieze (§. 83) 72

§. 37. Abstimmung der 16. Curie über den Commissionsbericht v. 15. Jul. 1822, die Besoldungs- und Pensionsrückstände der zum vormal. Reichskammergericht gehörenden Personen betr. (§. 64) 74

§. 38. Aeusserung der freien Städte, in Bezug auf den K. Preuß. Antrag, die Geschäftsführung der Eingaben-Commission betr. Mit L. d. gedr. Beil. 2 77

§. 39. Einreichungs-Protokoll von Num. 19 bis 21 78

Sechste Sitzung vom 13. März.

§. 40. Legitimation des K. Hannöverischen Bevollmächtigten zur Stimmführung für die 1. Div. des 10. A. Corps in der Militärcommission (§. 45) 79

§. 41. Beschwerde der Rheinpfälzischen Staatsgläubiger der Obligat. lit D, insbesondere das Gesuch der Frankfurter Inhaber solcher Obligationen um ein Beförderungsschreiben an des Austrägalgericht in Celle (§. 67) 79

§. 42. Pensionsgesuch des vormal. Kurmainz. Zolleinnehmers Knecht in Mainz 84

§. 43. Einreichungs-Protokoll von Num. 22 bis 24 87

Siebente Sitzung vom 20. März.

§. 44. Erklärung von Baiern, das Entschädigungsgesuch der ehemal. Kurpfälz. Erbpächter der Grävenauer- und Hemshöfe betr. (§. 74) 88

§. 45. Legitimation des Königlich-Sächsischen u. Großh. Badischen Bevollmächtigten zur Stimmführung der 1. Div. des 9. A. Corps und der des 8. A. Corps in der Militärcommission (§. 40) . . 89

§. 46. Erklärung vom Großherzogthum Hessen wegen der Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels ꝛc. (§. 66) 89

§. 47. Ueberreichung der Gesetzsammlung für die Großherzogthümer Mecklenburg-Schwerin und Strelitz zur Bibliothek der B. V. (§. 58) 90

§. 58. Pensionsgesuch des ehemal. Kammerger. Pedellen Aßmann zu Wetzlar 91

§. 49. Osterferien 92

§. 50. Abberufung des Großh. Hessischen B. T. Gesandten von Harnier (§. 54) 92

Seite

§. 51. Anzeige von der Ernennung des K. K. wirkl. Geh. Raths, Frhrn. von Münch-Bellinghausen, zum präsidirenden Gesandten der B. V. (§. 53) 93

§. 52. Einreichungs-Protokoll, Num. 25 94

Achte Sitzung vom 10. April.

§. 53. Abberufung des K. K. präsidirenden Gesandten der B. V., Grafen von Buol-Schauenstein, u. Legitimation des Freiherrn von Münch-Bellinghausen an dessen Stelle (§. 60) . . . 98

§. 54. Legitimation des geheimen Staatsraths und Kammerherrn, Frhrn. von Gruben, als Großherzoglich-Hessischen B. T. Gesandten (§. 50) 102

§. 55. Substitutionen 103

§. 56. Uebereinkunft von Verona v. 14. Dec. 1822, zwischen Oesterreich, Rußland und Preussen einer- u. Sardinien anderer Seits, die Aufhebung der bestandenen militar. Besetzung eines Theils der K. Sardin. Staaten betr. 103

§. 57. Uebergang der 13. Stimme von Nassau auf Braunschweig 103

§. 58. Ueberreichung der Lübeckischen Verordn. von 1818 — 1821 zur Bibliothek der B. V. (§. 85) . 103

§. 59. Einreichungs-Protokoll von Num. 26 bis 28 104

Neunte Sitzung vom 17. April.

§. 60. Erwiederung der h. Bundesversammlung auf das Schreiben des K. K. Staatsministers, Grafen v. Buol-Schauenstein (§. 51. 53) 105

§. 61. Schreiben der zum R. K. Gerichtsarchive zu Wetzlar verordneten Commission, in Betreff der Verwahr. des Archivs, der Auslieferung der Acten ꝛc., auch Ergänzung der bestehenden B. T. Commission (§. 80) 105

§. 62. Erklärung von Preussen in Betreff der Reclamationen der Pensionirten des vormal. Exjesuiten- und Schulfonds zu Mainz ꝛc. (§. 26) 106

§. 63. Erklär. von Baden, die Forderungen der Kurmainzischen Staatsgläubiger betr. (§. 106) 107

§. 64. Abstimmung von Baden über den Commissionsbericht vom 15. Jul. 1822, die Besoldungs- und Pensionsrückstände der zum vormal. Reichskammergericht gehörenden Personen betr. (§. 79) 110

§. 65. Erklärung von Baden, betr. die Bitte des ehemal. Rheinzollschreibers zu Oberlahnstein, Hofgerichtsr. Beisler, für sich und mehrere Rheinzollpensionisten, um Auszahlung rückständiger Pensionen 111

§. 66. Erklärung von Kurhessen wegen der Forderung des ehemaligen Mainzer Domcapitels ꝛc. (§. 27. 34. 46) 112

§. 67. Vortrag der Commission für Revision des B. T. Beschlusses über das Austrägalverfahren, die Frage betr.: wie zu verfahren sey, wenn die Austrägalinstanz, in Ermangelung eines Antrags des einen Theils gegen den andern Theil, sich, nach der von ihr zu befolgenden Proceßordnung, nicht ermächtigt halten kann, in contumaciam zu verfügen? bei Gelegenheit der Beschwerdesache der Rheinpfälz. Gläubiger lit. D; auch Ergänzung der bestehenden Commission (§. 106) . . . 113

§. 68. Einreichungs-Protokoll von Num. 29 bis 33 120

Zehnte Sitzung vom 24. April.

§. 69. Wahl einer neuen Commission zur Aufsicht über das prov. Preßgesetz 122

Seite

§. 70. Abstimmung der freien Städte über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordnung gegen den Büchernachdruck (§. 112) 123

§. 71. Quellen des öffentlichen Rechts der D. Bundesstaaten 130

§. 72. Gesuch des ehemal. Rheinpfälz. G. L. Commissariats-Canzlisten, jetzigen Rechnungsr. Müller in Mannheim, Gehalt- und Emolumenten-Forderung betr. 131

§. 73. Erledigung der Reclamation der Gräfl. Hahn'schen Familie und der Curatel des Frhrn. von Gemmingen-Guttenberg (§. 5) 133

§. 74. Weiterer Vortrag über das Entschädigungsgesuch der ehemal. Kurpfälz. Erbpächter der Gräfenauer- und Hemsböfe (§. 97) 134

§. 75. Die Anbringung Fuldaischer Auseinandersetzungs-Angelegenheiten betr. (§. 33) 135

§. 76. Einreichungs-Protokoll von Num. 34 bis 41 136

Eilfte Sitzung vom 1. Mai, war vertraulich.

Zwölfte Sitzung vom 5. Mai.

§. 77. Substitution 138

§. 78. Uebergang der 17. Stimme von der freien Stadt Lübeck auf Hamburg 138

§. 79. Abstimmung der freien Städte über den Commissionsbericht v. 15. Jul. 1822, die Besoldungs- und Pensionsrückstände der zum vormaligen Reichskammergericht gehörenden Personen betr. (§. 107) 139

§. 80. Weiteres Schreiben der zum vormal. Reichskammergerichtsarchive zu Wetzlar verordneten Commission (§. 136) 139

§. 81. Abstimmung der freien Städte über den K. Preussischen, die Instructions-Einholung betreffenden Antrag 139

§. 82. Abstimmung der freien Städte über den Commissionsvortrag vom 12. April 1821, die Forderungen an die vormalige Reichsoperationscasse betr., und Ergänzung der deßfalls bestehenden Commission (§. 107) 141

§. 83. Erklärung von Baiern, Großherzogthum Hessen und Frankfurt, über das Pensionsgesuch des vormaligen General-Münzwardeins Chr. J. Dieze (§. 131) 141

§. 84. Vortrag der am 9. Mai 1822 gewählten Reclamations-Commission über ihre Geschäftsführung, und Ergänzung dieser Commission. Mit l. d. gedr. Beil. 3 (§. 138) 143

§. 85. Ueberreichung der Bremischen Verordnungen von den Jahren 1821 und 1822 zur Bibliothek der Bundesversammlung (§. 88) 144

§. 86. Weiterer Vortrag über die Vorstellung des Nonnenconvents ad Sctam Mariam in Fulda, rückständige Gefälle betr. (§. 12. 29.) 145

§. 87. Einreichungs-Protokoll von Num. 42 bis 45 146

Dreizehnte Sitzung vom 12. Mai.

§. 88. Ueberreichung des 48. Bandes der Oesterreichischen Verordnungen vom Jahre 1820 zur Bibliothek der B. V. (§. 186) 148

§. 89. Reclamation der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen durch die Großh. Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer. Mit l. d. gedr. Beil. 4 und 5 (§. 113) 147

Seite

§. 90. Wedekind's Noten zu einigen Geschichtschreibern des D. Mittelalters (§. 122) . . . 149

§. 91. Einreichungs-Protokoll, Num. 46 und 47 149

Vierzehnte Sitzung vom 30. Mai.

§. 92. Bericht des Ausschusses zur Aufsicht über das prov. Preßgesetz, aus Veranlassung einer Beschwerde der C. U. Commission zu Mainz gegen den in Stuttgart erschienenen Teutschen Beobachter; Abstimmung hierauf und Beschluß. Mit Beil. 6. (§. 103) 150

§. 93. Vortrag über das Pensionsgesuch des Grafen v. Marschall. Mit l. d. gedr. Beil. 7. (§. 20) . 175

§. 94. Einreichungs-Protokoll von Num. 48 bis 55 176

Beilage 6 (zu §. 92). Prüfung der Tendenz des Teutschen Beobachters, hervorgehend aus dessen einzelnen Artikeln 178

Funfzehnte Sitzung vom 5. Juni.

§. 95. Ergänzung der Commission wegen Vollziehung des 14. Art. der Bundesacte (§. 137) . . 206

§. 96. Commissionsvortrag, die Pensionsangelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens, ingl. der Mitglieder des D. Großpriorats des Johanniterordens betr., nebst Aeusserung der Gesandtschaften von Baiern, Würtemberg und Baden, und Ergänzung der deßfalls bestehenden Commission (§. 134) 206

§. 97. Erklärung von Baden über das Entschädigungsgesuch der ehemal. Kurpfälz. Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe (§. 104) 210

§. 98. Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, nebst Erklärung der Gesandtschaften von Preussen, Hannover und Kurhessen. Mit Beil. 8 (§. 100) 214

§. 99. Einreichungs-Protokoll von Num. 56 bis 58 223

Beilage 8 (zu §. 98). Vortrag der Reclamations-Commission über die erneuerte Vorstellung des Bevollmächtigten mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des vormal. Königreichs Westphalen betheiligten Personen 224

Sechzehnte Sitzung vom 12. Juni.

§. 100. Weitere Erklärung von Preussen und Luxemburg über den vorstehenden Vortrag, nebst Erwiederung des präsidirenden Gesandten hierauf (§. 164) 269

§. 101. Wahl einer neuen Commission zur Erstattung eines Gutachtens wegen definitiv einzuführender Bundesmatrikel (§. 139) 271

§. 102. Weitere Erklärung von Baden in Betreff der Forderungen der Kurmainzischen Staatsgläubiger (§. 23. 63) 272

§. 103. Nachträgliche Erklärung von Kurhessen in Betreff der Beschwerde der C. U. Commission in Mainz gegen den Teutschen Beobachter in Stuttgart (§. 119) 272

§. 104. Erklärung vom Großherzogthum Hessen über das Entschädigungsgesuch der ehemaligen Kurpfälz. Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe (§. 180) 273

§. 105. Einreichungs-Protokoll von Num. 59 bis 63 274

Seite

Siebenzehnte Sitzung vom 19. Juni.

§. 106. Abstimmung über den (oben §. 67 angeführten) Commissionsvortrag vom 17. April d. J., u. Beschluß (§. 22. 41. 67. 115) 275

§. 107. Abstimmung von Preussen über den Commissionsbericht vom 15. Juli 1822, die Besoldungs- u. Pensionsrückstände der zum vormal. Reichskammergericht gehörenden Personen betr. (§. 114) 287

§. 108. Gesuch der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogthums Holstein, um Vermittlung wegen Wiederherstellung ihrer landständ. Verfassung, insbesondere ihrer Steuergerechtsame, nebst Erklär. von Holstein und Lauenburg hierauf. Mit l. d. gedr. Beil. 9. (§. 129) 291

§. 109. Commissionsvortrag, das Reichskammergerichts-Archiv u. die Auseinandersetzung desselben betr., nebst Beschluß (§. 161) 304

§. 110. Termin zur Abstimmung über die Vorstellung des Grafen von Hallberg (§. 152) . . . 306

§. 111. Einreichungs-Protokoll von Num 64 bis 66 306

Achtzehnte Sitzung vom 26. Juni.

§. 112. Abstimmung von Preussen, Baiern, K. Sachsen, Baden, Großherzogth. Hessen, Luxemburg, G. und H. Sachsen und der 16. Stimme, über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordnung gegen den Büchernachdruck. Mit l. d. gedr. Beil. 10 (§. 156) . 310

§. 113. Abstimmungen über die Reclamat. der Domcapitularen zu Constanz, wegen der ihnen durch die Badische Regierung auferlegten Pensionssteuer (§. 89) 328

§. 114. Abstimmung vom Königr. Sachsen über den Commissionsbericht vom 15. Juli 1822, die Besoldungs- u. Pensionsrückstände der zum vormaligen Reichskammergericht gehörenden Personen betr. Mit Beil. 11. (§. 133) 336

§. 115. Abstimmung der freien Städte über den Entwurf eines B. T. Beschlusses vom 21. Dec. 1820, das Verfahren bei Streitigkeiten der Bundesglieder unter einander betr. Mit l. d. gedr. Beil. 12. (§. 187) 339

§. 116. Gelderforderniß für die Bundescanzlei-Casse, und Beschluß wegen eines neuen Beitrags in dieselbe 339

§. 117. Forderung des Kaufmanns Remy zu Frankfurt, wegen Lieferung zu der ehemal. Kurtrierischen Festung Ehrenbreitstein, nebst Erklär. von Preussen 340

§. 118. Einreichungs-Protokoll von Num. 67 bis 72 342

Beilage 11 (zu §. 114). Uebersicht des kammergerichtl. Cassenwesens u. der von den Cameralen geforderten Rückstände, nach den B T.Protokollen 343

Neunzehnte Sitzung vom 3. Juli.

§. 119. Erklärung von Würtemberg in Betreff der Beschwerde der C. U. Commission zu Mainz gegen den Teutschen Beobachter in Stuttgart, und Erwiederung des präsidirenden Gesandten hierauf (§. 69. 92. 103) 362

§. 120. Erneuertes Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, eine Forderung für die in den J. 1813 und 1814 an den Militärgebäuden daselbst verfertigten Arbeiten betr. (§. 169) 372

§. 121. Gesuch des vormal. Präbendars des Domstifts zu Straßburg, Gustenhoffer, um Verwendung zu Erlangung einer Pension 373

Seite

§. 122. Wedekind's Noten zu einigen Geschichtsschreibern des D. Mittelalters (§. 90) . . . 374

§. 123. G. H. Buse's Comptoirbuch, 2. Th. 376

§. 124. v. Hornthal's Schrift: Werden die D. Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die constitutionellen, an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien, Theil nehmen? Nebst Bemerkung des K. Baier. Gesandten hierauf 377

§. 125. Eingaben von Druckschriften und Zueignung derselben an die hohe Bundesversammlung; Aeusserung des K. Oesterreich. Gesandten, und Beschluß 378

§. 126. Wiederholte Beschwerde der Geschwister Levi zu Frankfurt gegen den Senat dieser freien Stadt, wegen wiederholt angedrohter Ausweisung aus dem städtischen Bezirke 381

§. 127. Reclamation des Carl Stuckart zu Aschaffenburg gegen die freie Stadt Frankfurt, Pensionsforderung betr. 383

§. 128. Einreichungs-Protokoll von Num. 73 bis 77 384

Zwanzigste Sitzung vom 10. Juli.

§. 129. Vortrag der Reclamations-Commission, das Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein betr., nebst Abstimmungen hierauf. Mit Beil. 13, 14, 15. (§. 153) . 386

Beilage 13. Gutachten des Großherzogl. u. Herzogl. Sächs. Gesandten, Grafen von Beust, in vorstehender Angelegenheit 416

" 14. Gutachten des K. Würtemberg. Gesandten, Freiherrn von Wangenheim . . 429

" 15. Ansicht des Gesandten, Freiherrn von Leonhardi 468

Ein und zwanzigste Sitzung vom 12. Juli.

§. 130. Erklärung von Oesterreich über die Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für die während des Feldzugs v. J. 1813 in Wickert an K. K. Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein (§. 174) 470

§. 131. Erklärung von Preussen über das Pensionsgesuch des vormaligen General-Münzwardeins Chr. Jos. Dieze (§. 182) 471

§. 132. Erklärung von Preussen und Luxemburg wegen Uebernahme der Festungen Mainz, Luxemburg u. Landau von Seiten des D. Bundes; Präsidialäusserung hierauf, und Ergänzung des bestehenden B. T. Ausschlusses in Militärsachen 472

§. 133. Abstimmung v. Hannover u. Braunschweig über den Commissionsvortrag v. 15. Juli 1822, die Besoldungs- und Pensionsrückstände der zum vormal. Reichskammergericht gehörenden Personen betr. (§. 181) 474

§. 134. Abstimmung von Würtemberg, Baden und Nassau über den Commissionsbericht v. 17. Oct. 1820, die Pensionsangelegenheit der Mitglieder u. Diener des Deutschen Ordens betr., nebst Aeusserung des K. Baier. Gesandten (§. 150) 474

§. 135. Vortrag der Subdelegations-Commission, des Kur- u. Oberrhein. Kreises Pensions- und Schuldenwesen, insbesondere die Forderung der Oberrhein. Kreiscasse an die Fürstl. u. Rheingräfl. Häuser Salm betr. (§. 172) 495

Seite

§. 136. Termin zur Abstimmung in Betreff der Forder. an die ehemal. Reichsoperationscasse (§. 172) 499

§. 137. Termin zur Abgabe der noch rückständigen Erklärungen in Betreff der Vollziehung des 14. Art. der Bundesacte (§. 95. 142) 499

§. 138. Wahl einer neuen Reclamations-Commission (§. 177) 499

§. 139. Commissionsvortrag, die Matrikel des D. Bundes betr.; Aeusserung der Gesandten der 12., 15. und 16. Stimme hierauf (§. 157) 500

§. 140. Transrhenanische Sustentations-Angelegenheit, nebst vorläufigem Beschluß. Mit l. d. gedr. Beil. 16 (§. 151) 502

§. 141. Einreichungs-Protokoll von Num. 78 bis 80 503

§. 142. Verzeichniß der seit April dieses Jahres festgesetzten Abstimmungs-Termine 504

§. 143. Vertagung der Bundesversammlung bis zum 27. Nov. d. J. 505

Zwei und zwanzigste Sitzung vom 27. November.

§. 144. Abberufung des K. Wurtemberg. Gesandten, Frhrn. von Wangenheim, und einstweilige Bevollmächtigung des K. Baier. Gesandten von Pfeffel zur Führung der Wurtemberg. Stimme 510

§. 145. Abberufung des Gesandten von Lepel, und Legitimation des Geh. Raths von Meyerfeld, als Kurhessischen B. T. Gesandten 511

§. 146. Regierungsantritt Sr. Durchlaucht des Herzogs Carl zu Braunschweig, und Beglaubigung des Geh. Raths von Hammerstein, als Braunschweig. Gesandten 514

§. 147. Substitution 514

§. 148. Die Vereinigung der Erbherrschaft Jever mit dem Herzogthume Oldenburg betreffend. Mit Beil. 17 u. 18 514

§. 149. Erklärung der K. Preussischen B. T. Gesandtschaft, die unterm 5. Juni u. 1. Juli d. J. erlassenen Gesetze, wegen Anordnung der Provinzialstände betr. 515

§. 150. Verlängerung des Termins zur Abstimmung über die Pensions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen u. Johanniter-Ordens (§. 183) 515

§. 151. Abstimmungen über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit (§ 163). 516

§. 152. Erklärung von Preussen, der 15. und 17. Stimme über die Vorstellung des Grafen von Hallberg (§. 168) 528

§. 153. Nachträgliche Abstimmungen über das Gesuch der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogthums Holstein, nebst Erklär. des präsidir. Gesandten, und Beschluß (§. 108. 129) . . 531

§. 154. Landwirthschaftliche Schriften des Ritters v. Heintl zu Wien 536

§. 155. Lipowsky's Urgeschichten von München 537

§. 156. Abstimmung von Kurhessen, Verfügung gegen den Büchernachdruck betr. (§. 13. 28. 112) . 538

§. 157. Erklärung von Oldenburg wegen definitiv einzuführender Bundesmatrikel (§. 139) . 538

Seite

§. 158. Einreichungs-Protokoll von Num. 81 bis 91 539

Beilage 17 (zu §. 148). Kaiserl. Ruß. Entlassungs-Patent an die Einwohner der Herrschaft Jever; dat. Warschau den 18. April 1818 541

" 18 (zu §. 148). Herzogl. Oldenburgisches Besitznahme-Patent für die Einwohner der Erbherrschaft Jever, dat. Oldenburg den 5. August 1823 542

Drei und zwanzigste Sitzung vom 4. December.

§. 159. Accreditirung des Legationssecretärs Seymour, als K. Großbritann. Geschäftsträgers, bei dem D. Bunde 544

§. 160. Die Streitigkeit zwischen dem Großherzogthume Hessen und Herzogth. Nassau, hinsichtlich des von Nassau zu übernehmenden verhältnißmäßigen Antheils altheß. Landesschulden ꝛc., betr. Mit Beil. 19 u. 20 545

§. 161. Bericht der zum R. K. Gerichtsarchive zu Wetzlar verordneten Commission (§. 61. 80. 109) 546

§. 162. Hermann's Adreßhandbuch der Rheinschiffahrtsverwaltung für d. J. 1823 546

§. 163. Fortsetzung der Abstimmungen über die transrhenanische Sustentations-Angelegenheit (§. 140. 151) 546

§. 164. Abstimmungen über die Gesuche mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen, und Beschluß hierauf (§. 192) . . . 547

§. 165. Erklärung von Baden über die Vertheilung der Schuld des D. Großpriorats des Johanniterordens an das Haus Lindenkampf u. Olfers zu Münster (§. 6) 572

§. 166. Einreichungs-Protokoll von Num. 92 bis 94 572

Beilage 19. Schreiben des Königlich-Baierischen Oberappellationsgerichts zu München, als Austrägalgerichtshofes in der §. 160 bezeichneten Angelegenheit; dat. vom 4. Juli 1823 . 573

" 20. Erkenntniß des erstgedachten Austrägalgerichts in benannter Streitsache 574

Vier und zwanzigste Sitzung vom 11. December.

§. 167. Präsidial-Aeusserung, allgemeine bundesgesetzliche Principien und staatsrechtliche Theorien in Bundessachen betr., nebst Beschluß 594

§. 168. Abstimmung von Kurhessen, dann Holstein u. Lauenburg, über die Vorstellung des Grafen von Hallberg (§. 110. 152) 595

§. 169. Erklärung von Preussen und Oesterreich über das Gesuch des Maurermeister Roos zu Mainz (§. 120) 597

§. 170. Forderung des N. Geißler, wegen Arbeiten für die Festung Mainz 599

§. 171. Abstimmung von Oesterreich, Hannover, Luxemburg, G. und H. Sachsen, Mecklenburg und der 15. Stimme, über die Forderungen an die ehemal. R. O. Casse (§. 82. 136) 600

§. 172. Abstimmung von Preussen, G. Hessen, G. u. H. Sachsen, Waldeck und Frankfurt, die Forderung der Oberrhein. Kreiscasse an die Salmischen Häuser betr. (§. 185) . . . 602

Seite

§. 173. Entschädigungsansprüche der Bewohner von Castell und Kostheim bei Mainz . . . 606

§. 174. Vortrag über die Vorstellung des P. Molinari zu Mainz, wegen Ersatzes für 25 Stücke Wein (§. 8. 130) 607

§. 175. Bitte des Oekonom Klapproth zu Erfurt, um Vergütung für die in den Jahren 1813 u. 1814 erlittenen Kriegsschäden 609

§. 176. Erledigung des Gesuchs der Landgräfin C. M. von Hessen-Philippsthal, ihre Erbansprüche auf die Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg betr. 610

§. 177. Vortrag der am 12. Juli gewählten Reclamations-Commission über ihre Geschäftsführung, auch Verlängerung des Commissoriums desselben. Mit l. d. gedr. Beilage 21 (§. 84. 138) . . 611

§. 178. Einreichungs-Protokoll von Num. 95 bis 98 611

Fünf und zwanzigste Sitzung vom 18. December.

§. 179. Vortrag über die Pensions- und Schuldforderung des Obersten von Mogen 613

§. 180. Entschädigungsgesuch der ehemal. Kurpfälz. Erbpächter der Gräfenauer- und Hemshöfe. Mit l. d. gedr. Beil. 22 und 23 (§. 44. 74. 97. 104) 614

§. 181. Abstimmung von Würtemberg, G. Hessen, Holstein und Lauenburg, Luxemburg, G. u. H. Sachsen, Nassau, der 15. Stimme und von Hohenzollern, über den Commissionsvortrag vom 15. Juli 1822, die Besoldungs- und Pensionsrückstände der zum vormaligen Reichskammergericht gehörenden Personen betreffend (§. 3. 19. 37. 64 79. 107. 114. 133) . 616

§. 182. Erklärung von Baden, Kurhessen u. Nassau über das Pensionsgesuch des vormal. General-Münzwardeins Chr. J. Dieze (§. 36. 83. 131) 626

Sechs und zwanzigste Sitzung vom 20. December.

§. 183. Abstimmung von Baiern, Kurhessen, Holstein u. Lauenburg, Luxemburg, Mecklenburg, der 13. und 17. Stimme, nebst Präsidial-Proposition, in Betreff der Pensions-Angelegenheit der Mitglieder und Diener des Deutschen Ordens (§. 96. 134. 150) . 628

§. 184. Erklärung von Baden über das Gesuch der Relicten des ehemaligen Comitialgesandten von Mollenbeck, Zahlung seines Besoldungsrückstandes betreffend 633

§. 185. Abstimmung von Nassau in Betreff der Forderung der Oberrhein. Kreiscasse an die Salmischen Häuser (§. 135. 172) 634

§. 186. Ueberreichung der Kurhessischen Gesetze u. Verordnungen zur Bibliothek der Bundesversammlung (§. 47. 58. 85. 88) 635

§. 187. Wahl des Kurhess. Gesandten von Meyerfeld zur Commission wegen Revision des Austrägalverfahrens (§. 41. 67. 106. 115) 635

§. 188. Reclamation der Kurhessischen Gemeinden Roth, Argenstein und Wenkbach, wegen der von ihnen geforderten, aus dem Lehnsverhältnisse herrührenden Frohndienste 635

§. 189. Reclamation des Regierungsdirectors Herquet zu Fulda, Pension betr., nebst Erklärung von Kurhessen hierauf (§. 4) 636

Seite

§. 190. Des Dr. Ehrmann, als Bevollmächtigten des Grafen von Walderdorff, Beschwerde gegen die Herzogl. Naß. Regier. wegen Verweigerung der 3. Instanz 640

§. 191. Vorstellung des K. Dän. Hofagenten und K. Ruß. Viceconsuls, Alex. Chr. Becker, zu Altona, die Errichtung eines Oberappellationsgerichts für das Herzogthum Holstein, als 3. Instanz, und angeblich verweigerte Justiz betr., nebst Erklärung von Holstein hierauf 643

§. 192. Vortrag über einige neue Eingaben des Dr. Schreiber, als Bevollmächtigten mehrerer bei der Regulirung der Angelegenheiten des aufgelösten Königreichs Westphalen betheiligten Personen (§. 98. 100. 164) 648

§. 193. Vorstellung der Witwe des vormal. Orchesterdirectors Ris zu Stuttgart, wegen Gehalts- und Pensionsrückstandes ihres Mannes 650

§. 194. Einreichungs-Protokoll von Num 99 bis 101 651

§. 195. Weihnachtsfeiertage 651

Alphabetisches Register

über

die Protokolle der Deutschen Bundesversammlung,

mit Inbegriff

der Eingaben bei derselben,

vom Jahre 1823.

Band XV.

(Die römische Zahl zeigt den Band an, die arabische die Seite desselben. B. bedeutet Beilage. A. C. — Armeecorps. B. A. — Bundesacte. B. T. — Bundestag. B. V. — Bundesversammlung. D. — Deutsch. Ges. — Gesandte. G. Hessen — Großherzogthum Hessen. G. und H. Sachsen — Großherzogthum und Herzogthümer Sachsen. K. Sachsen — Königreich Sachsen. M. V. — Militärverfassung. N. — Nummer der Eingabe im Einreichungs-Protokoll. O. A. Gericht — Oberappellationsgericht. R. K. G. — Reichskammergericht. R. O. Casse — Reichsoperationscasse. S. — Sachsen.)

A.

Abberufung des Gr. Heß. Gesandten von Harnier, 92.
— — des K. Oesterr. Präsidialgesandten, Gr. v. Buol-Schauenstein, 93. 98.
— — des K. Würtemb. Gesandten, Frhrn. v. Wangenheim, 510.
— — des Kurhessischen Gesandten v. Lepel, 511.
Abenheim, Gemeinde, s. Grode.
Abstimmungstermine, s. Termine u. Verzeichniß.
Accreditirung des K. Großbrit. Geschäftsträgers Seymour bei dem D. Bunde, 544.
Adel, vormal. Reichs-, s. Standesherren.
Adreßhandbuch der Rheinschifffahrts-Verwaltung, s. Hermann.
Allegation und Autorität publicist. Schriften in Vorträgen der B. V., s. Schriftsteller.
Alzey, O. Amt, Forderung an die ehemal. R. O. Casse, N. 6.
Anhalt-Bernburg, Cöthen und Dessau, Herzogthümer, s. Stimme (funfzehnte).
Anstett, Frhr. v., K. Ruß. Ges., Note desselben an das Präsidium der B. V., unter Mittheil. der Circulardepeschen v. Verona, 7. Antwortschreiben des präs. Ges. hierauf, 60. Siehe auch Rußland.
Appelius und Marks, in Wetzlar, Gesuch für sich und Namens der übrigen R. K. G. Canzleipersonen, um provisor. Anweis. ihrer bereits liquidirten Pensionen v. 1816, N. 24.
Archiv des Bundes, s. Bundesarchiv.
Archiv des ehemal. R. K. Ger. zu Wetzlar, s. Reichskammergerichts-Archiv.
Argenstein, Kurheß. Gemeinde, s. Roth.
Arz, Witwe, zu Mainz, s. Harich.
Aßmann, R. K. G. Pedell, Gesuch um Unterstützung aus der Sustentat. Casse, N. 13. Vortrag des Ges. v. Hammerstein, u. Beschluß, 91. Danksagungsschreiben für den wiederholt bewilligten Vorschuß von 150 Fl., N. 35. Neues Gesuch, N. 101.
Auerbach, zu Carlsruhe, Forderung von 7623½ Fl. an das ehemal. Generalgouvernemet Frankfurt, für gelieferte Gewehre N. 32.

Ausgleichungs-Commission, Fuldaer. Antrag Preussens wegen Anbringung Fuldaischer Reclamations-Angelegenheiten bei der B. V., 68. Vertraul. Erörterung hierüber zwischen der Reclamat. Commiß. und dem K. Preuß. Ges., u. Beschluß, 134. — Die Verhandl. über die Ansprüche des Fuldaer Nonnenconvents, sollen bei gedachter Commiß. wieder aufgenommen u. das Resultat derselben binnen 6 Monaten der B. V. vorgelegt werden, 146.

Ausschuß, s. Commission.

Austrägalverfahren. Der mit Revision des B. T. Beschlusses über das Austrägalverfahren beauftragten Commiß. wird das Schreiben des O. A. Ger. zu Celle v. 4. Febr. d. J., in Betreff der Rheinpfälz. Staatsgl. lit. D, zur Berücksichtigung bei ihrer Arbeit mitgetheilt, 56. Dieselbe erhält den Auftrag, der B. V. Vorschläge zu machen, wie bei der Anwendung des 30. Art. der Wiener Schl. A. zu verfahren sey, wenn die Austrägalinstanz. in Ermanglung e. Antrags des einen Theils gegen den andern Theil, sich nach der von ihr zu befolgenden Proceßordn. nicht ermächtigt halten kann, in contumaciam zu verfügen? 84. Commissionsvortrag hierauf, verl. v. Ges. Danz, u. Termin zur Abstimmung hierüber am 19. Juni d. J., 113. Wahl des Ges. Frhrn. v. Gruben an die Stelle des Ges. Frhrn. v. Aretin zu der deßhalb bestehenden Commiß. 120. Wahl des Ges. v. Meyerfeld an die Stelle des Ges. Frhrn v. Wangenheim, 635. Abstimmungen auf vorstehenden Vortrag, u. Beschluß, 275. Die in den Abstimmungen von Baden u. G. u. H. Sachsen enthaltenen neuen Anträge werden der benannten Commiß. zuzustellen beschl., 287; deßgl. die Eing. N. 27 und 50 in Betreff der Rheinpfälz. Staatsgl. lit. D, 635. Siehe auch Celle und München.

Bemerk. der freien Städte zu dem Entw. eines B. T. Beschlusses v. 21. Dec. 1820, die Vermittlung der B. V. in Streitigkeiten der Bundesglieder unter einander betr., 339.

Autorität, publicist. Schriften, s. Allegation.

B.

Baden, Großherzogth., erklärt sich bei Mittheilung der Circulardepeschen v. Verona, 16., 59; beauftragt den Oberst v. Freydorf zur Stimmführ. in der Militärcommission, 89. Abstimmung über die Forder. der Kurmainz. Staatsgläubiger, 107. 272; über den Commissionsber. v. 15. Juli 1822, die Rückstände des R. K. G. Individuen betreffend, 110; über die Bitte des Rheinzollschreibers Beisler, 111; über den Commissionsantrag wegen Unterdrückung des T. Beobachters, 171; über die Pensionsangelegenheit der Mitglieder des Deutschen u. Johanniter Ordens, 209. 474; über das Gesuch der Kurpfälzischen Erbpachter der Gräfenauer- u. Hemsbofe, 210; über den Commissionsvortr. v. 17. Apr. d. J., das Austrägalverfahren betr., auch neue Anträge desselben, 283; über den Commissionsvortr. vom 11. Febr. 1819, in Betreff des Büchernachdrucks, 321; über die Reclamation der Prälaten und Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 406. 535; über die transrhenan. Sustentation, 523; über die Westphälischen Angelegenheiten, 561; in Betreff der Schulforderung des Joh. Ord. an das Haus Lindenkampf und Olfers, 572; über das Pensionsgesuch des Chr. J. Dieze, 626; über das Gesuch der Relicten des Ges. von Mollenbeck, 633. Siehe auch v. Blittersdorff u. Constanz

Baiern, Königr., erklärt sich bei Vorlage der Circulardepeschen von Verona, 14. 59; über den Commissionsberag v. 15. Juli 1822, wegen der R. K. G. Individuen, 22; über die Vorstell. des Nonnenconvents zu Fulda, 31; über das Gesuch des Gr. v. Marschall, 54; über das Gesuch der Kurpfälz. Erbpächter, 88; über das Pensionsgesuch des Chr. J. Dieze, 141; wegen Unterdrückung des T. Beobachters, 170; über die Pensionsangelegenh. der Mitglieder u. Diener des D. und Joh. Ordens, 209. 495. 628; über den Commissionsvortr. v. 17. Apr., das Austrägalverfahren betr., 279; über den Büchernachdruck, 319; über die Reclamat. der Domcapit. zu Constanz, 331; über die Reclamat. der Prälaten und Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 393. 535; über die transrhenan. Sustentation, 520; über die Westphäl. Angelegenheiten, 556. Siehe auch v. Pfeffel.

Barnsteiner, zu Stuttgart, Gesuch um Vermittl. wegen Regulir. seiner Besoldungs- u. Pensions-Ansprüche zw. Baiern u. Würtemberg, N. 95. (Bevollmächt. Ehrmann.)

Bechtolsheim, Gemeinde, s. Grode.

Becker, zu Altona, Vorstell. wegen Errichtung e. O. A. Ger. für das Herzogth. Holstein als 3. Instanz ꝛc Vortrag des Ges. v. Beust hierüber, 643. Erklär. des Ges. Gr. v. Eyben, und Beschluß, 645.

Beglaubigung, s. Legitimation u. Vollmacht.

Beisler, ehemal. Rheinzollschreiber, Bitte für sich und mehrere Rheinzollpensionisten, um Auszahl. rückständ. reichsschlußmäßiger Pensionen. Abstimmung von Baden hierauf, 111. Weitere Vorstellung, gedachte Angelegenheit durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen, N. 30.

Beiträge zur Bundescanzlei-Casse, s. Bundescasse.

Belli, zu Frankfurt, Gesuch für sich u. Namens seiner Geschwister, um Rückzahlung der von ihrem Vater, als Kur- u. Oberrhein. Kreiscassier, erlegten Caution. Vortrag der Ges. v. Baiern u. Kurhessen, Namens der Commission für das Kreisschuldenwesen, hierauf, und deßfallsiger Antrag an Preussen, 70. Siehe auch Kreisschuldenwesen.

Beobachter, Teutscher, zu Stuttgart, dessen Verbot in sämmtlichen Deutschen Bundesstaaten, 150. Siehe auch Liesching u. Preßfreiheit.

Berichterstattung, der Ges. v. Oesterreich, Preussen, Baiern, Kurhessen u. Gr. Hessen, um Auskunft über die Forder. des Mainzer Domcapitels, 63; des Ges. v. Preussen, über die Forder. des ꝛc. Belli, 72; der Ges. v. Baden u. G. Hessen, über das Entschädigungsgesuch der ehemal. Kurpfälz. Erbpächter ꝛc., 135; der Ges. v. Baiern u. S. Weimar, über die Ansprüche des Nonnenconv. zu Fulda, 146; sämmtl. Ges. über die Vorschläge der Reclamat. Commiß., wegen Declaration einiger bundesgesetzlicher Bestimmungen, 149; deßgl. wegen Verbots der Zueignung v. Druckschriften an die B. V., 381; der Ges. v. Baden, Kurhessen,

u. Nassau über das Pensionsgesuch des Chr. J. Dieze, 471. Siehe auch Instructions-Einholung.
Bernstorff, Gr. v., Antwort des Präsidii der B. V. an denselben, wegen Mittheil. der Circulardepesche v. Verona, 60. Siehe auch v. Goltz.
Beust, Gr v., Gesandter der 12. Gesammtstimme, wird ersucht, sich bei dem S. Weimarischen Hofe wegen der Ansprüche des Fuldaer Nonnenconvents zu verwenden, 146; erstattet Vortrag über das Gesuch der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 291; weiterer Vortrag hierüber, 416; über die Beschwerde der Geschwister Levi zu Frankfurt, 381; über die Vorstell. der Landgräfin von Hessen-Philippsthal, 610; über das Entschädigungsgesuch der Kurpfälz. Erbpächter, 614; über die Beschwerde des Gr. v. Walderdorff gegen Nassau, 640; über die Vorstell. des Viceconsuls Becker, 643. Siehe auch Sachsen (G. H.).
Bibliothek der B. V. Ueberreich. der Gesetze v. Mecklenb. Schwerin u. Strelitz in dieselbe, 90; der Lübeckischen Verordn. v. 1818 bis 1821, 103; der Verordnungen der fr. Stadt Bremen, von den Jahren 1821 u. 1822, 144; des 48. Bandes der polit. Gesetze und Verordn. v. 1820 für die Oesterreich., Böhm. u. Galiz. Erbländer, 147; der Kurhess. Gesetze u. Verordn., 635. —
Abgabe folgender Werke in dieselbe: Quellen des öffentl. Rechts der D. B. St., 131. Wedekind's Noten zu einigen Geschichtschreibern des D. Mittelalters, 376. Buse's Comptoirbuch, 2. Th., 377. Landwirthschaftl. Schriften des v. Heintl, 537. Lipowsky's Urgeschichten von München, 537. Hermann's Adreßhandbuch der Rheinschiffahrtsverwaltung, 546.
Bibliothek des ehemal. R. K. Gerichts, 305.
Blittersdorff, Frhr. v., Gr. Bad. Ges., derselbe substituirt den K. Baier. Ges., 6. Mitglied der Commiß. zur Aufsicht über das provis. Preßgesetz, 122; der (15.) Commiß. zur Prüf. der Eingaben, 499; derselbe übernimmt die Berichterstattung an s. Hof, wegen des Entschäd. Gesuchs der Kurpfälz. Erbpächter, 135; deßgl. wegen des Pensionsges. des Chr. J. Dieze, 471; verliest den Bericht des Ausschusses zur Aufsicht über das prov. Preßgesetz, den T. Beobachter betr., 150; erstattet Vortrag über die Vorstell. des Pet. Molinari zu Mainz, 607; über die Bitte des Oekon. Klapproth, 609; verliest einen Vortrag der Reclamat. Commiß. über einige neue Eingaben des Dr. Schreiber, in Betreff der Westphäl. Angelegenheiten, 648. Siehe auch Baden.
Blomberg, Frhr. v., dessen Ernennung zum K. Württemb. Bevollmächtigten wegen Vertheilung der Joh. Ordensschuld, 27. Siehe auch Johanniterordens-Schuld.
Bolongaro-Crevenna, Gebr., u. Bolongaroische Erben, Gesuch um Verwendung wegen Rückzahlung eines, auf die Rente Lobneck u. den Zoll Bilzbach radicirten, vormals Kurmainzischen Steuercapitals von 6,500 Fl., N. 29. Zweite Vorstell., N. 57. (Bev. Hofmann.)
Bonte u. Comp., s. Spir.
Boos, Frhr. v., Forder. Namens des ehemal. Kurmainz. Domcapitels an die bei dem aufgelösten Großh. Frankfurt betheiligten Staaten. Dritte Vorstell., N. 3. (Bev. Ehrmann.) Vortrag des Ges. von Carlowitz, Erklär. der fr. Stadt Frankfurt, u. Ersuchen an die übrigen betheiligten Staaten, 62. Erklär. v. Preussen, 69; v. G. Hessen, 89; v. Kurhessen, 112.
Borres u. Mees, zu Mainz, s. Mainzer Exjesuitenfonds-Individuen.
Boten des ehemal. R. K. G., Gesuch um einstweiligen Vorschuß aus der Sustentationscasse, N. 45. 79.
Both, v., Ges. der 15. Gesammtstimme, Mitglied der Commiß. für die Pensionsangelegenh. der Deutsch- u. Johanniter-Ordens-Ritter, 209. Siehe auch Oldenburg u. Stimme (funfzehnte).
Braunschweig, Herzogth., übernimmt v. 1. Apr. d. J. an, die Führung der 13. Stimme, 103; erklärt sich über die Westphäl. Angelegenheiten, 218. Anzeige wegen erfolgten Regierungsantritts des Herzogs Carl von Braunschweig, u. Bevollmächt. des Hannöver. Geh. Raths von Hammerstein, als Ges. am Bundestage, 514. Siehe auch Stimme (dreizehnte) u. Stimmrecht.
Bremen, freie Hansestadt, Ueberreichung der Verordnungen derselben v. 1821 u. 1822, 144. Siehe auch Städte.
Bruns, s. Stöhlke.
Buchernachdruck, s. Nachdruck.
Budesheim, Gemeinde, Forder. an die ehemal. R. O. Casse, N. 8.
Bund, Deutscher, dessen dankbare Erwiederung auf die ihm mittelst Circulardepeschen zugekommene Eröffnung der Resultate des Congresses zu Verona, 60. Gefährdung der Würde des D. Bundes, 164. Die Oldenburgische Erbherrschaft Jever wird mit zum Bunde gerechnet, 514. Accreditirung des Großbrit. Geschäftsträgers Seymour bei demselben, 544.
Bundesarchiv, in dasselbe wird aufgenommen, die Vollmacht des K. K. Oesterr. Präsidialges. Frhrn. von Münch, 99; die Vollmacht des Gr. Heß. Ges. Frhrn. von Gruben, 102; die Uebereinkunft von Verona vom 14. Dec. 1822, 103; die Wurtemberg. Vollmacht für den Ges. v. Pfeffel, 511; die Vollmacht des Ges. von Meyerfeld, 513; die Braunschweig. Vollmacht für den Ges. von Hammerstein, 514; die Patente wegen der Erbherrschaft Jever, 515; das Beglaubigungsschreiben des Großbrit. Geschäftsträgers Seymour, 545; das Schreiben u. Erkenntniß des O. A. Gerichts zu München in Sachen des Gr. Hessen gegen Nassau, 545.
Bundescanzlei-Director, s. v. Handel.
Bundescasse. Der provis. Cassier derselben wird mit Vollzug des Beschl. wegen Auslifer. der Capitalsdocumente der reichskammerger. Sustentationscasse beauftragt, 67; deßgl. mit Auszahl. eines abermal. Vorschusses v. 150 Fl. aus derselben Casse an den Pedellen Aßmann, 92. — Anzeige des Canzleidirectors über den Stand der Bundescanzlei-Casse, Antrag auf neuen Zuschuß in dieselbe, und Beschluß, 339.
Bundescanzlei, Beiträge zu Deckung ihrer Bedürfnisse, s. Bundescasse.
Bundescanzlei-Casse, s. Bundescasse.
Bundesfestungen, s. Militärverhältnisse.
Bundesmatrikel, s. Matrikel.
Bundesstaaten, wodurch deren Sicherheit gefährdet wird, 163.

Bundestags-Ausschuß, s. Commission.
Bundestags-Commission, s. Commission.
Bundestags-Ordnung, s. Geschäftsordnung.
Bundesversammlung, derselben Erwieder. auf das Abschiedsschreiben ihres ersten Präsidir., des K. K. Staatsmin. Gr. v. Buol-Schauenstein, 105. Beschluß, wie es mit den der B. V. zu überreichenden Druckschriften u. Zueignungen gehalten werden soll, 381. Siehe auch Ferien und Vertagung.
Buol-Schauenstein, Gr. v., K. Oesterr. Präsidialgesandte, derselbe substituirt den K. Sächs. Ges., 6. Vorläufige Anzeige des substituirten Präsidir. von dessen Abberufung, 93; dessen Abschiedsschreiben an die B. V., u. derselben vorläufige dankbare Erwieder. hierauf, 99. Antwortschreiben der B. V., 105. Siehe auch von Münch.
Buse, in Brün, dessen Comptoirbuch, 2. Theil, N. 59. Vortr. des Ges. Frhrn. v. Leonhardi hierüber, 376.

C.

Canning, Großbrit. Staatssecretär, dessen Schreiben an das Präsidium der B. V. wegen der Accreditirung des Geschäftsträgers Seymour, 544.
Canzlei, s. Bundescanzlei.
Canzleidirector, s. v. Handel.
Carlowiz, v., K. Sächs. Gesandte, Mitglied der Commiß. zur Begutacht. der Forderungen an die ehemal. R. O. Casse, 141; dessen Substitution zur interimistischen Führung der K. Oesterr. Stimme u. des damit verbundenen Präsidii, 6. Dankbezeugung des K. K. präsidir. Ges., 100; verliest den fünften Vortrag der Reclamat. Commiß. über ihre Geschäftsführung, 143; erstattet Vortrag über das Sustentationsgesuch des Servaz Götz, 56; über die Reclamat. der Pensionäre des vormal. Exjesuiten- u. Schulfonds zu Mainz, 60; über die Forder. des ehemal. Mainzer Domcapitels, 62; über sämmtl. Capitals-Documente der reichskammergerichtl. Sustentationscasse, 65; über das Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, 372; des Präbendars Gustenhoffer, 373; über die transrhenan. Sustentationsanstalt, 502; über die Reclamat. der Kurhess. Gemeinden Roth, Argenstein u. Wenkbach, 635; über die Reclamat. des Regier. Dir. Herquet, 636. Siehe auch Sachsen.
Castell u. Kostheim, Gemeinden, Gesuch um Entschädigung ihrer zum dortigen Festungsbau genommenen Felder und Bäume, N. 81. Vortrag der Reclamations-Commiß. hierüber, erstattet vom Ges. von Pfeffel, 606.
Castell u. Kostheim, darauf haftende Sustentationsbeiträge, s. Mainzer Exjesuitenfond.
Cautionäre, ehemal. Westphälische, s. Menneke u. Westphalen.
Celle, K. Hannöv. O. A. Gericht. Anzeige von Uebersendung der Acten in der Thüringer Rayonsache an dasselbe, 27. Schreiben desselben an die B. V. vom 4. Febr. d. J., in der Beschwerdesache der Rheinpfälz. Staatsgl. lit. D, u. Beschluß, 55; dasselbe wird von dem weitern Beschluß der B. V. in Bezug auf die bei dem Austrägalverfahren zu beobachtenden Fristen in Kenntniß gesetzt, 287. Siehe auch Austrägalverfahren.
Central-Untersuchungs-Commission in Mainz. Schreiben derselben an die B. V. vom 28. März 1823, Beschwerde gegen den T. Beobachter betr., 122. Mittheilung des deßfallsigen Beschl. der B. V. an dieselbe, 175. Siehe auch Preßfreiheit.
Circulardepeschen von Verona, s. Verona.
Clemens, zu Frankfurt, Gesuch Namens mehrerer Interessenten an der R. O. Casse-Angelegenheit, wegen deren bald. Beendigung, N. 54.
Cöthen, s. Anhalt.
Commission v. 17. Juli 1817 (Goltz, Aretin, Hammerstein, Eyben, Beust), um über die Angelegenheit des Deutschen u. Johanniter-Ordens Bericht zu erstatten: Wahl des Ges. v. Both an die Stelle des Ges. Frhrn. v. Aretin, 209.
— vom 10. Nov. 1817 (Buol, Goltz, Hammerstein, Berg, Danz) wegen der Reichskammergerichts-Angelegenheiten: Wahl der Ges. Frhrn. v. Münch u. Frhrn. v. Gruben, an die Stelle der Ges. Gr. v. Buol u. v. Berg zu derselben, 106.
— vom 12. Januar 1818 (Aretin, Carlowiz, Hammerstein, Wangenheim, Danz) zur Revision des B. T. Beschl. vom 16. Juni 1817, in Betreff der Vermittlung der B. V. bei Streitigkeiten der Bundesgl. unter sich: Wahl des Ges. Frhrn. v. Gruben, an die Stelle des Ges. Frhrn. v. Aretin zu derselben, 120; deßgl. des Ges. v. Meyerfeld an die Stelle des Ges. Frhrn. v. Wangenheim, 635.
— vom 13. Apr. 1818 (Buol, Goltz, Aretin, Martens, Berg) zur Begutachtung der Forder. an die vormalige Reichsoperationscasse: Wahl 4 neuer Mitgl. (Münch, Pfeffel, Carlowiz, Hammerstein) zu derselben, 141.
— vom 13. Apr. 1818 (Buol, Goltz, Aretin, Carlowiz, Wangenheim, Lepel, Eyben) zur weitern Erörter. der Militärverhältnisse: Wahl der Ges. Frhrn. v. Munch u. v. Pfeffel, an die Stelle der Ges. Gr. v. Buol u. Frhrn v. Aretin, 477.
— vom 1. Oct. 1818 (Buol, Carlowiz, Eyben), wegen Erledigung der Angelegenheiten der mediatisirten Reichsstände und des Reichsadels: Wahl des Ges. Frhrn. v. Münch an die Stelle des Ges. Gr. von Buol zu derselben, 206.
— vom 20. Sept. 1819 (Buol, Aretin, Wangenheim, Martens, Berg) zur Aufsicht über das provis. Preßgesetz: Wahl vier neuer Mitglieder (Münch, Goltz, Blittersdorff, Eyben) zu derselben, 122.
— vierzehnte, (Aretin, Carlowiz, Wangenheim, Eyben, Beust) zur Prüfung der Eingaben: Wahl des Ges. Frhrn. v. Leonhardi, an die Stelle des Ges. Frhrn. v. Aretin, 144. — Wahl einer neuen (15.) Commiß. (Pfeffel, Blittersdorff, Pentz, Leonhardi, Danz), 490.
— wegen Vertheil. e. Schuld des Großprior. des Joh. Ordens an das Haus Lindenkampf und Olfers zu Münster: Ernennung des Bevollmächt. für Hannover (Falk), für Würtemberg (v. Blomberg), u. für G. Hessen (Meyer), 26.
— zur Auseinandersetz. des Schuldenwesens des ehemal. Mainzer Kurstaats: Ernennung des Bevollmächt. für Kurhessen (von Lepel), 56.

Commission, zweite, (Münch, Goltz, Pfeffel, Hammerstein, Eyben) zur Entwerfung einer definitiven Bundesmatrikel, 271.
— zur Revision der Bundescasse-Rechnungen, s. Buncasse.
— zur Revision der Geschäftsordnung, s. Geschäftsordnung.
— zu dem R. K. G. Archiv zu Wetzlar von der B. V. verordnete, s. Reichskammergerichts-Archiv.
Commissionsbericht, über den Stand des Kur- u. Oberrhein. Kreises Pensions- und Schuldenwesen, vorgetr. v. d. Ges. von Pfeffel u. von Lepel, 70. 72.
— über das Austrägalverfahren, hinsichtlich der Anwendung des 30. Art der W. Schlußacte, verl. vom Ges. Danz, 113.
— den Teutschen Beobachter betr., verl. vom Ges. Frhrn. von Blittersdorff, 150, u. B. 6, S. 178.
— fünfter, das Archiv des ehemal. Reichskammergerichts betr., verl. vom Ges. Danz, 304.
— wegen einer definitiv einzuführenden Matrikel des D. Bundes, verl. vom Ges. v. Hammerstein, 500.
Commissionsvorträge der Eingaben-Commission, s. Eingaben.
Congreß zu Verona, s. Verona.
Constanz, Beschwerde der Mitglieder des Domcapitels daselbst, wegen der ihnen durch die Großh. Bad. Regier. auferlegten Pensionssteuer. Vortrag des Ges. Frhrn. von Wangenheim, und Beschluß, bis zum 26. Juni d. J. abzustimmen, 147. Abstimmung sämmtl. Gesandtschaften (mit Ausnahme Würtemb. u. Luxemb.) u. Beschluß, 328.
Contingentstellung, siehe Militärverhältnisse 2.
Contumacialverfahren, in Fällen des 30. Art. der W. Schlußacte, s. Austrägalverfahren.
Curiatstimmführung. Uebernahme der 13. von Braunschweig, 103; der 17. von Hamburg, 138. Siehe auch Stimmrecht.

D.

Dänemark, s. Holstein.
Dalembert u. Comp., s. Westphalen.
Danz, Ges. der fr. Stadt Frankfurt, Mitgl. der (15.) Commiß. zur Prüfung der Eingaben, 499; verliest den Vortr. der mit der Revision der B. T. Beschlüsse über das Austragalverfahren beauftragten Commission, in Bezug auf den 30. Art. der W. Schlußacte, 113; deßgl. einen das R. K. G. Archiv betr., 304; den der Recl. Commiß. über die Vorstell. der Witwe Ris, 650; wird von dem Ges. der freien Stadt Hamburg substituirt, 514. Siehe auch Frankfurt und Städte.
Declaration, s. Erklärung.
Dedication von Druckschriften an die hohe B. V., s. Druckschriften.
Depositen bei dem R. K. Gericht, s. Reichskammergerichts-Depositen.
Dessau, s. Anhalt.
Detmold, s. Lippe.
Deutscher Beobachter, s. Beobachter.
Deutscher Bund, s. Bund.
Deutscher Orden. Vierter Commissionsvortrag, die Pensionsangelegenheit der Mitgl. u. Diener d. D. Ordens (mit Bezug auf die vorjähr. Eingabe des Frhrn. v. Wöllwarth), ingl. der Mitgl. d. D. Großpriorats des Johanniterord., verl. v. Ges. Gr. v. Goltz, 206. Wahl des Ges. von Both zur deßhalb bestehenden Commiß., an die Stelle des Ges. Frhrn. von Aretin, und Beschluß, über diese Angelegenh. am 27. Nov. d. J. abzustimmen, 209. Vorläufige Erklärung der Ges. v. Baiern, Würtemberg und Baden, 209. Abstimmung v. Würtemberg, Baden und Nassau über den Commissionsber. v. 17. October 1820, 474. Aeusserung des K. Baier. Gesandten auf vorstehende Abstimmung, 495. Verlängerung des Abstimmungstermins in dieser Sache, 515. Abstimmung von Baiern, Kurhessen, Holstein u. Lauenburg, Luxemburg, Mecklenburg, der 15. u. 17. Stimme, 628. Präsidialproposition hierauf u. Ersuchen an die betreffende Commission, 632. Siehe auch Johanniterorden und Wöllwarth.
Dieze, Chr. Jos., Pensionsgesuch als vorm. Gen. Münzwardein des Kur- und Oberrhein. Kreises: Vortrag der Gesandten v. Baiern u. Kurhessen, Namens der Subdeleg. Commiß. für das Kreisschuldenwesen, und Antrag an die an beiden Kreisen betheiligten Staaten (Preussen, Baiern, Baden, Kurhessen, G. Hessen, Nassau und Frankfurt), 72. Erklär. v. Baiern, G. Hessen und Frankfurt, 141; von Preussen, u Ersuchen an die Ges. v. Baden, Kurhessen und Nassau (nicht Baiern, wie es im Prot. heißt), um Beibringung ihrer Erklär. auf den 18. Dec. d. J., 471. Erklär. v. Baden, Kurhessen und Nassau, und Beschluß, die Entscheid. hierüber bis zur definitiven Erledig. des Kreisschuldenwesens auszusetzen, 626. Siehe auch Kreisschuldenwesen.
Domänenkäufer, Kurhessische, s. Westphalen.
Domcapitel zu Constanz, s. Constanz.
Domcapitel zu Lüttich, s. Lamborelle.
Domcapitel zu Mainz, s. v. Boos.
Domcapitel zu Speyer, s. Speyer.
Domcapitel zu Straßburg, s. Gustenhoffer.
Domcapitel zu Trier, s. v. Fürstenberg.
Dornheim, vormal. Oberamt, Forder. an die ehemal. R. O. Casse, N. 7.
Dreizehnte Stimme, s. Stimme.
Druckschriften, deren Eingabe und Zueignung an die h. B. V. Deßfallsf. Vortrag des Ges. Gr. v. Eyben, anderweite Vorschläge des K. Oesterr. Ges. hierauf, u. Beschluß, 378.

E.

Edel, v., zu Mannheim, Gesuch um Vermittl. bei der G. Heß. Regier., wegen s. Anspruchs an die Winkopische Verlassenschaft, N. 100.
Eder, Gebrüder, Gesuch wegen Auszahl. der Gehals- u. Pensionsrückstände ihres verstorb. Vaters, als R. K. G. Protonotars, N. 4.
Egger, v., zu Wien, Gesuch um baldige Verfügung in Betreff der Forder. der Mainzer Pfandhausgläubiger, N. 46.
Ehrmann, Dr., zu Frankfurt, Bevollmächt. des Domcap. zu Speyer, N. 1. 36; des Handelm. Molinari in

Mainz, 2; des Frhrn. v. Boos, N. 3; der Frankf. Inhaber Kurpfäl. Obligat. Lit. D, N. 16. 50; des Handelsmanns Rüppel, N. 25. 28. 33. 64. Erinnerungsgesuch Namens seiner sämmtl. bei der K. O. Casse Angelegenh. interessirten Princip., insbes. der Witwe Reutlinger, N. 34. Anwalt des Joh. Reheis, N. 37; des Inspectors v. Linz, N. 38; des Gr. v. Viereck, N. 39. 67; des Gr. v. Walderdorff, N. 74, des Handelshauses Finkenstein u. Comp., N. 92; des Finanzr. Barnsteiner zu Stuttgart, N. 95.

Eichberg, geb. R. zu Ottweiler, Gesuch um Verwendung wegen Vergütung seiner Pensionsrückstände und eines Darlehens an den Fürsten von Nassau-Saarbrücken, N. 61.

Eingaben bei der Bundesversammlung. Aeusserung der freien Städte über den Antrag der K. Preuß. Gesandtsch. v. 6. Juni 1822, einige Verbesser. in der Geschäftsführ. der Eingab. Commiß. betr., 77.

Vortrag (fünfter) der am 9. Mai 1822 gewählten (14.) Commiß. über ihre Geschäftsführ. bis 5. Mai 1823, verl. von dem Ges. v. Carlowiz; Antrag an dieselbe, ihre Arbeiten bis zu den Sommerferien (Juli) fortzusetzen, u. Wahl des Ges. Frhrn. v. Leonhardi zu derselben, an die Stelle des Frhrn. v. Aretin, 143. —

Vorträge derselben, über die Reclam. der Domcap. zu Constanz, verl. vom Ges. Frhrn. von Wangenheim, 147; über das Gesuch des Gr. von Marschall, verl. von Ebend., 175; über die verschiedenen Angelegenh. des vormal. K. Westphalen, vorgetr. von Ebendems., 214 u. 224; über die Forder. des J. W. Remy, von Ebend., 340; über das Gesuch der Prälaten und Ritterсh. des Herzogth. Holstein, vorgetr. vom Ges. von Carlowiz, 386; über die Eingaben der Landgr. von Hessen-Philippsthal, vom Ges. Gr. von Beust, 610.

Präsidial-Antrag, u. Wahl einer neuen (15.) Recl. Commiß. von 5 Mitglieder (Pfeffel, Blittersdorff, Pentz, Leonhardi, Danz, 499. —

Vorträge derselben, über das Entschädigungsgesuch der Einw. v. Castell und Kostheim, erstattet vom Ges. v. Pfeffel, 606; über die Vorstellung des Peter Molinari, vom Ges. Frhrn. von Blittersdorff, 607; über die Bitte des Oekonom Klapproth, von Ebend., 609; über die Forder. des Obersten von Mogen, v. Ges. v. Pfeffel, 613; über einige neue Eingaben des Dr. Schreiber, in Betreff der Westphäl. Angelegenh., v. Ges. Frhrn. von Blittersdorff, 648; über die Vorstellung der Witwe Ris, v. Ges. Danz, 650.

Vortrag (sechster) dieser Commiß. über ihre Geschäftsführung v. 12. Juli bis 27. Nov., verl. vom Ges. v. Pfeffel; Danksagung der B. B., u. Aufforderung an erstere, ihre Arbeiten noch bis 15. Jan. 1824 fortzusetzen, 611.

Eingaben, nachträgliche, die kurz vor der Sitzung, worin über die Reclamation abgestimmt werden soll, eingekommen sind, ob ihnen Suspensiv-Wirkung einzuräumen und daher der Abstimmung und Beschlußfassung noch Anstand zu geben sey? Deßfallsige Aeusserung des K. K. präsidir. Ges. u. Umfrage hierauf, 534.

Eingaben von Druckschriften u. Zueignung derselben an die h. B. V., s. Druckschriften.

Elrleben, Rittergut, s. Klapproth.

Erbach-Wartenberg-Roth, Graf, erneuertes Gesuch wegen Erledig. seiner Beschwerde gegen die Großh. Hess. Regier., standesherrliche Verhältnisse betr., N. 52.

Erbpächter, Kurpfälzische, der Gräfenauer- und Hemshofe, Vorstell. wegen Kriegsschadensersatz. Erklärung v. Baiern hierauf, 88. Vortrag des Ges. v. Level, u. Ersuchen an die Höfe von Baden und G. Hessen, dem K. Baierischen Hofe ehebaldigst Vorschläge zu einer compromiß- oder austrägalrichterl. Erledigung zu thun, 134. Erklär. v. Baden, 210; v. G. Hessen, 273. Fernerer Vortrag des Ges. Gr. v. Beust, nebst Antrag des K. Preuß. Ges., und Beschluß zur Instructions-Einholung auf den 19. Febr. 1824, 614.

Erklärung. Antrag auf eine solche durch die B. B., wegen einiger, die Garantie betreffender, bundesgesetzlicher Bestimmungen, 149. Siehe auch Principien.

Euler, Dr. zu Frankf., Bevollmächt. des Frhrn. v. Wöllwarth, N, 69.

Exjesuiten- u. Schulfond, Mainzer, s. Mainz.

Eyben, G. v., K. Dänischer Gesandte, derselbe substituirt den Gr. Mecklenb. Ges., 31 u. 103. Mitglied der Commiß. zur Aufsicht über das provis. Preßgesetz, 122; wegen Entwerfung einer definitiven Bundesmatrikel, 271; erstattet Vortrag über zwei Schriften des v. Hornthal, 29 u. 377; über die Denkschrift des Chr. Knecht in Mainz, 84; über die Eingaben von Druckschriften u. Zueignung derselben an die h. B. V., 378. Siehe auch Holstein.

F.

Fahrenkopf u. Witwe Wetzel, zu Mainz, Forder. an die ehemal. K. O. Casse, N. 20. (Bev. Horix.)

Falk, Oberappellationsr., dessen Ernennung zum K. Hannöv. Bevollmächt. wegen Vertheil. einer Schuld des D. Großpricrats des J. O. an das Haus Lindenkampf v. Olfers zu Münster, 26. Siehe auch Johanniterordens-Schuld.

Fauerbach u. Langenhain, Gemeinden, Forder. an die ehemal. K. O. Casse, N. 9.

Ferien der B. V., zu Ostern, vom 20. März bis 10. Apr., 92; zu Weihnachten, v. 20. December bis 15. Januar 1824, 651. Siehe auch Vertagung.

Festungen, s. Bundesfestungen

Festungs-Local-Commissionen, s. Militär-Local-Commissionen.

Finkenstein u. Comp., erneuertes Gesuch, eine Forder. an das ehemal. K. Westphalen für gelieferten Salpeter betr., N. 92. (Bev. Ehrmann.)

Förgische Erben, Gesuch um Auszahl. des Zinsenbetrags von 793 Fl. 38 Kr. eines von Baden noch nicht übernommenen, auf die Rente Lohneck verhypothecirten Capitalantheils, N. 85. (Bev. Hofmann.)

Frankfurt, freie Stadt, deren Uebereinkunft mit G. Hessen wegen Uebernahme der Vaganten, 48; erklärt sich wegen der Forder. des ehemal. Mainzer Domcap. 62; über das Pensionsgesuch des Chr. J. Dieze, 142; über die Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Salmischen Häuser, 606. Siehe auch Danz u. Städte.

Frankfurt, ehemal. Großherzogth., Forder. an daſſelbe, ſ. Mainzer Domcapitel.
Frankfurt, ehemal. Generalgouv., Forder. an daſſelbe, ſ. Auerbach.
Frankfurter Inhaber v. Kurpfalzbaier. Obligat. Lit. D, ſ. Staatsgläubiger.
Frankreich betreffende Reclamationen, ſ. Geißler u. Guſtenhoffer.
Freie Städte, ſ. Städte.
Freydorf, v., Großh. Bad. Oberſt, Abgeordneter der 2. Div. des 8. Corps zur Militärcommiſſion, u. Stimmführer vom 19. März d. J. an, 89.
Frieſenhain, Gemeinde, ſ. Grode.
Fürſtenberg, Frhr. v., Geſuch um Bewilligung einer Penſion als ehemal. Domicellar-Präbendar des Erzſtifts Trier, N. 87.
Fuldaer Ausgleichungs-Commiſſion, ſ. Ausgleichungs-Commiſſion.
Fuldaer Nonnenconvent, ſ. Nonnenconvent.
Funfzehnte Stimme, ſ. Stimme (funfzehnte).

G.

Gabsheim, Gemeinde, ſ. Grode.
Garantie des Vertrags zw. K. Sachſen u. S. Gotha v. 17. Jan. 1821, ſ. Militärverhältniſſe, 2.
Garantie, völkerrechtl., Antrag auf Declaration einiger, dieſelbe betreffender, bundesgeſetzl. Beſtimmungen, u. Beſchluß, 149.
Geißler, Forder. an die Feſtung Mainz. Deßfallſ. Note des Franz. Geſ., Gr. Reinhard, u. Aeuſſer. des präſidir. Geſ., 599.
Geldbeiträge zur Bundescanzlei-Caſſe, ſ. Bundescaſſe.
Gemmingen-Guttenberg, Frhr. v., ſ. v. Hahn.
General-Landes-Commiſſariat, Rheinpfälz., Penſionsangelegenheit der Mitglieder deſſelben, ſiehe Müller.
Geſchäftsordnung. Die Aeuſſerung der fr. Städte über den Preuß. Vorſchlag, einige Verbeſſerungen in der Geſchäftsführ. der Eingabencommiß. betr., wird der mit Reviſion der Geſchäftsordn. beauftragten Commiß. zugeſtellt, 78; deßgl. die Abſtimmung der freien Städte über den Preuß. Antrag wegen Inſtruct. Einbol. ꝛc., 141. Anträge Würtembergs zur Berückſichtigung bei Reviſ. der Geſchäftsordn., gelegentl. deſſen Anzeige von erfolgter Unterdrück. des T. Beobachters abgegeben, 362. Siehe auch Eingaben u. Stimmrecht.
Geſchichtſchreiber des Deutſchen Mittelalters, ſ. Wedekind.
Geſetze, in den Bundesſtaaten geltende, ſ. Bibliothek.
Gladenbach, Amt, Forderung an die ehemal. R. O. Caſſe, N. 76.
Götz, zu Mainz, Geſuch um Penſion als Schaffner des Weißfrauenkloſters daſelbſt. Vortrag des Geſ. v. Carlowiz, 56.
Goltz, Grf. v. d., K. Preuß. Geſandte, Mitglied der Commiß. zur Aufſicht über das prov. Preßgeſetz, 122; wegen Entwerfung einer Bundesmatrikel, 271; theilt der B. V. die Circulardepeſche von Verona mit, 6. 13 (ſ. auch v. Bernſtorff); deſſen Erwieder. auf das Abſchiedsſchreiben des K. K. Geſ., Gr. v. Buol, und bei Legitimat. des neuen Präſidialgeſ., Frhrn. v. Münch, 100; derſelbe will ſich um Auszahl. der Forderung des ꝛc. Belli bei ſ. Hofe verwenden, 72; deßgl. für das Geſuch des Maurermeiſters Roos, 373; erſtattet den Commiſſionsvortrag über die Penſionsangelegenh. der Mitgl. u. Diener des D. u. Joh. Ordens, 206; übernimmt, während der Vertagung und in Abweſenheit des K. K. Geſ., die Subſtitution deſſelben im Präſidio u. in der Oeſterr. Stimme, 505. Siehe auch Preuſſen.
Gotha, ſ. Sachſen-Gotha.
Gräfenauer- u. Hemshöfer Erbpächter, ſiehe Erbpächter.
Gravelius, in Frankf., erneuerte Vorſtell. wegen Auszahlung ſeiner Beſold. als Secretär bei der transrhenan. Suſtentations-Commiß. von jährl. 300 Fl. N. 65. Vortrag des Geſ. v. Carlowiz hierüber, 503.
Gries, Geſandte der fr. Stadt Hamburg, ſubſtituirt den Geſ. der fr. Stadt Frankfurt, 514. Siehe auch Hamburg.
Grieſinger, Abhandl. über den Büchernachdruck, ſ. Nachdruck.
Grode, Bürgermeiſter zu Gabsheim, Forderungen an die ehemalige R. O. Caſſe, Namens der Gemeinden Bechtolsheim, Frieſenhain, Gabsheim, Hohnheim, Köngernheim an der Selz, Köngernheim, Lörzweil, Mommernheim, Nedolsheim, Niederſaulheim, Heßloch, Hernsheim, Abenheim u. m. a., N. 11.
Groß, Witwe, zu Camberg, ſ. Klippel.
Großbritannien, Königreich. Legitimat. des Hamilton Seymour als Geſchäftsträgers bei dem Deutſchen Bunde, 544.
Gruben, Frhr. v., deſſen Legitimation als Gr. Heß. B. T. Geſandte, u. Antrittsrede in der B. V., 102. Mitglied der Commiſſion für die R. K. G. Angelegenheiten, 106; der Commiß. zur Reviſ. der B. T. Beſchlüſſe über das Austrägalverfahren, 120; derſelbe übernimmt die Berichterſtatt. an ſ. Hof, wegen des Entſchädigungsgeſuchs der Kurpfälz. Erbpächter, 135. Siehe auch Heſſen, Großh.
Grünfieſer, Witwe, derſelben ſoll eine Gratificat. v. 300 Fl. aus der transrhenan. Suſtentationscaſſe ausbezahlt werden, 503.
Grüningen, Stadt, Forderung an die ehemal. R. O. Caſſe, N. 77.
Grünne, Graf v., K. Niederländ. Geſandte, ſiehe Luxemburg.
Guſtenhoffer, Geſuch um Verwendung bei der K. Franz. Regier., wegen Verleihung einer lebenslängl. Penſion als vormal. Präbendar bei dem Domcapitel zu Straßburg, N. 26. Vortrag des Geſ. von Carlowiz hierüber, u. Beſchluß, 373

H.

Habich, zu Caſſel, Anzeige von deſſen Befriedigung als Kurheß. Domänenkaufer, N. 96. S. auch Weſtphalen.
Hahn, Grf. v., u. Frhr. v. Gemmingen-Guttenberg, Reclamation wegen Gleichſtell. der Gläu-

biger der ehemal. mittelrhein. Reichsritterschaft. Erklär. v. Preussen, 26. Vortrag des Ges. Frhrn. von Wangenheim, u. Beschluß wegen def. Erledig., 133.
Hallberg, Gr. v., Vorstell., den Genuß einer auf die Abtei Schussenried radicirten, ewigen Rente betr. Gesuch des Frhrn. v. Urraca um Beförderung dieser Angelegenheit, N. 60. Beschluß, bis 27. Nov. d. J. die noch fehlenden Abstimmungen nachzutragen, 306. Nachträgl. Erklär. v. Preussen, Abstimmung von der 15. Stimme u. den freien Städten, 528; v. Kurhessen, Holstein u. Lauenburg, 595.
Hamburg, freie Hansestadt, übernimmt vom 1. Mai an die Führung der 17. Stimme, 138. Siehe auch Gries u. Städte.
Hammerstein, v., K. Hannöver. Gesandte, Mitglied der Commiß. zur Begutacht. der Forder. an die ehemal. R. O. Casse, 141; deßgl. wegen Entwerfung einer definit. Bundesmatrikel, 271; derselbe wird von dem K. Preuß. Ges. substituirt, 103 u. 138; zeigt an, daß die Acten in der Thüringer Rayonstreitigk. an das O. A. Ger. nach Celle befördert worden seyen, 27; legt der B. V. ein Schreiben desselben Ger. in der Beschwerdes. der Rheinpfälz. Staatsgläub. vor, und erhält einen dießfallsigen Auftrag an besagtes Gericht, 55; deßgl. einen weitern hierauf Bezug habenden Auftrag, 287; übergiebt die Schrift des Chr. Ant. Wiedekind, 149; u. wird ersucht, dem Verfasser den Dank der B. V. dafür auszudrücken, 375; erstattet Vortrag über das Pensionsgesuch des Pedellen Aßmann, 91; den Vortrag der Commiß. über die Matrikel des O. Bundes, 500; dessen Bevollmächt. als Herzogl. Braunschweig. B. T. Ges., 514. Siehe auch Braunschweig, Hannover u. Stimme (dreizehnte).
Handel, Frhr. v., Bundescanzleidirector, dessen Anzeige von dem Stande der Bundescanzleicasse, 339.
Hannover, Königr., erklärt sich bei Mittheil. der Circulardepeschen von Verona, 14, 19, 58, 59; ernennt den O. A. Rath Falk (anstatt des Ges. v. Hammerstein) zum Bevollmächt. bei Vertheil. der J. O. Schuld, 26; und den Generallieutenant v. Hinüber zum Stimmführ. in der Militärcommission, 79; erklärt sich über den die Unterdrückung des T. Beobachters betreffenden Antrag, 170; über die Westphälischen Angelegenheiten, 218, 557; über den Commissionsvortrag v. 17. April, das Austrägalverfahren betr., 281; über die Reclamat. der Domcap. zu Constanz, 333; über die Reclamat. der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 393, 532, 535; über den Commissionsvortrag, die Besoldungs- u. Pensionsrückstände der R. K. Ger. Individuen betr., 477; in der transrhenan. Sustentat. Sache, 546; über die R. O. Casse-Forderungen, 600. Siehe auch v. Hammerstein.
Harich, zu Bischofsheim, Gesuch um Auszahlung der von G. Hessen und Nassau rückständ. Zinsen an der Artzischen Capitalforder., N. 5.
Harnier, v., Großh. Heß. Gesandte, dessen Abschiedsrede in der B. V., u. Erwieder. des Präsidialgesandten hierauf, 92. (st. 9. Juli 1823 zu München.) Siehe auch Hessen.
Harnier, Dr., Bevollmächt. des Prinzen von Hohenlohe-Waldenburg Schillingsfürst, N. 49.
Hechingen, s. Hohenzollern.
Heintl, v., zu Wien, dessen landwirthschaftl. Schriften, vorgelegt von dem Präsidialgesandten Frhrn. v. Münch, 536.
Herbstein, Stadt, im Gr. Hessen, Forderung an die ehemal. R. O. Casse, N. 62.
Hermann, zu Mainz, dessen Adreßhandbuch der Rheinschiffahrts-Verwalt. für d. J. 1823, vorgelegt von dem Präsidium, 546.
Hernsheim, Gemeinde, s. Grode.
Herquet, in Fulda, Reclamat. wegen Pensionsverkürzung als vormal. Präfect des Departem. Fulda: Erklär. v. Preussen hierauf, 25. Dritte Vorstell., N. 44. Vierte Vorstell., N. 53. Fünfte Vorstell., N. 97. Vortrag des Ges. v. Carlowiz, Erklärung des Kurhess. Ges. u. Beschluß, 636.
Hertenstein, v., s. Johanniterorden.
Hessen, Großherzogth., erklärt sich bei Mittheil. der Circulardepeschen von Verona, 17, 48, 59; ernennt den geh. Rath Meyer (anstatt des Ges. v. Harnier) zum Bevollmächtigten bei Vertheil. der J. O. Schuld, 27; und einen neuen Ges. am Bundestage, 102; äussert sich wegen Uebernahme der Vaganten, 48; über die Forder. des ehemal. Mainzer Domcapitels, 89; über das Pensionsgesuch des Chr. J. Dieze, 142; über den Antrag wegen Unterdrückung des T. Beobachters, 171, 172; über das Gesuch der Erbpächter der Gräfenauer u. Hemshöfe, 273; über den Commissionsantrag v. 17. April d. J., das Austrägalverfahren betr., 284; über den Commissionsvortrag v. 11. Febr. 1819, in Betr. des Büchernachdrucks, 322; über die Reclamat. der Domcap. zu Constanz, 333; über die Reclamat. der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 407; über die transrhenan. Sustentat., 524; über die Westphäl. Angelegenheiten, 563; über die Forderung der Oberrhein. Kreiscasse an die Salm. Häuser, 605; über die R. K. G. Sustentat. Angelegenh., 618. Siehe auch v. Gruben u. v. Harnier.
Hessen-Cassel, s. Kurhessen.
Hessen-Darmstadt, s. Hessen.
Hessen-Philippsthal, Landgräfin. Anzeige, daß sie ihrem Recurse an die hohe B. V. wegen ihrer Erbansprüche an die Grafschaft Holzappel und Herrschaft Schaumburg entsage, N. 78. (Bev. Jassoy.) Vortrag des Ges. v. Beust hierüber, 610.
Heßloch, Gemeinde, s. Grode.
Heusenstamm, Isenburg. Gemeinde, deren Schuldverschreibung bei der R. K. G. Depositencasse, 66.
Hinüber, v., K. Hannöv. Generall., Repräsentant der 1. Div. des 10. Corps u. Stimmführer in der Militärcommission, 79.
Hofmann, in Aschaffenb., Bevollmächt. der Exjesuitenfonds-Individuen zu Mainz, N. 21. 68. 83; der Bolongaroischen Erben u. Gebr. Bolongaro-Crevenna, N. 29. 57; der Förgischen Erben, N. 85.
Hohenlohe, Fürstl. Gesammthaus, erneuerte Vorstellung um Festsetzung ihres, Art. 14 der B. A. verheiß. Rechtszustandes, N. 70. (Bev. Erbp. v. Hohenlohe-Langenburg.)
Hohenlohe-Ingelfingen u. Neuenstein, siehe Mainzer Exjesuitenfond.
Hohenlohe-Langenburg, Erbprinz v., Bevollm. des Gesammthauses Hohenlohe, N. 70.

Hohenlohe-Waldenburg-Schillingsfürst, Fürst, dritte Vorstell. wegen Regulir. seiner Pension als J. O. Commenthur, auch Entschädigungsansprüche, N. 49. (Bev. Hiepe, jetzt Harnier.) Siehe auch Johanniterorden.
Hohenzollern-Hechingen und Sigmaringen, Fürstenthümer, s. Stimme (sechzehnte).
Hohnheim, Gemeinde, s. Grode.
Holstein u. Lauenburg, Herzogthümer, erklären sich bei Mittheil. der Circulardepeschen von Verona, 17, 59; über den Antrag wegen Unterdrückung des T. Beobachters, 173; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. d. J., das Austrägalverfahren betr., 285; über das Gesuch der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 293, 408; über die Reclamat. der Domcap. zu Constanz, 334; über die transrhenan. Sustentation, 546; über die Westphäl. Angelegenh., 565; über die Vorstell. des Gr. v. Hallberg, 596; über die R. K. Ger. Sustentat. Angelegenh., 620; über die Pensionirung der Mitglieder u. Diener des D. Ord., 641; über die Vorstellung des Viceconsuls Becker, in spec. die Errichtung eines O. A. G. für Holstein, 645. Siehe auch v. Eyben u. Verfassung (landständ.).
Holstein, Herzogth., Reclamation der Prälaten und Ritterschaft daselbst, s. Verfassung.
Holstein-Oldenburg, s. Oldenburg.
Holzappel, Grafschaft, s. Hessen-Philippsthal.
Horix, zu Mainz, Bevollmächt. des J. Fahrenkopf u. der Witwe Wetzel das., N. 20; des Zöllners Knecht, 84.
Hornthal, v., Schrift über den Congreß zu Verona ꝛc. Vortrag des Ges. Gr. v. Eyben hierüber, 29.
— Abhandlung: Werden die Deutschen Bundesfürsten überhaupt, insbesondere die constitution., an einem feindlichen Einfalle, am Kriege wider Spanien, Theil nehmen? N. 33. Vortrag des Ges. Gr. v. Eyben hierüber, u. Erklärung des K. Baier. Ges., 377.

J.

Jagemann, Bevollmächt. des Fürsten v. Löwenstein, N. 56.
Jassoy, Dr., Bevollmächt. der Frau Landgräfin von Hessen-Philippsthal, N. 78.
Jever, Erbherrschaft, dessen Besitznahme von Seiten Oldenburgs, 514.
Instructions-Einholung. Abstimmung von den freien Städte über den deßfallsf. Antrag Preussens, 139.
Instructions-Einholung wurde beschlossen, über die vertraul. mitgetheilte K. Baier. Abstimmung nebst Punctation zur Abschließ. e. Uebereinkunft, den Büchernachdruck betr., 327; über die Militärgegenstände, besonders die Bundesfestungen, bis nach den Ferien (Nov. 1823), 474. Siehe auch Berichterstattung.
Johanniterorden. Commissionsvortrag über die Pensionsangelegenheit der Mitglieder des D. Großprior. des J. O. (in Bezug auf die vorjähr. Eingaben des v. Hertenstein, v. Hohenlohe, v. Wigand u. v. Streicher), ingl. der Mitglieder u. Diener des D. Ordens, verles. v. Ges. Gr. v. Goltz, 206. Wahl des Ges. v. Bolb an die Stelle des Ges. Frhrn. v. Aretin zur bestehenden Commiß., u. Termin zur Abstimmung über diese Angelegenheit, 209. Verlängerung des Abstimmungstermins in dieser Sache, 515. Siehe auch v. Hohenlohe u. v. Welden.
Johanniterordens-Schuld an das Haus Lindenkampf u. Olfers zu Münster. Anzeige des Hannöv. Ges., daß ihm das früher übertragen gewesene Commissorium wegen Vertheil. dieser Schuld abgenommen u. dem O. A. Rathe Falk übertragen worden sey, 26. Ernennung des Frhrn. v. Blomberg zum Bevollmächt. für Würtemberg, 27; deßgl. des geh. Raths Meyer (anstatt des früher ernannten Ges. von Harnier) für G. Hessen (ebend.). Anzeige von Baden, daß die Gesandtschaft mit vorläuf. Instructionen über diesen Gegenstand versehen sey ꝛc. 572.
Isenburgische Rentkammer, zu Offenbach, Forder. an die ehemal. R. O. Casse, N. 19.
Israeliten, in Frankfurt, s. Levi.

K.

Kammergericht, s. Reichskammergericht.
Kedolsheim, Gemeinde, s. Grode.
Klapproth, zu Erfurt, Gesuch um Verwendung bei der Fürstl. Schwarzb. Rudolstädt. Regier. wegen Vergütung der i. J. 1813 u. 1814 auf dem Pachtrittergut Elrleben erlittenen Kriegsschäden, N. 86. Vortrag der Reclamat. Commiß. hierüber, erst. vom Ges. Frhrn. von Blittersdorff, 609.
Kleinische Kinder, zu Oestrich, s. Nicolai.
Klippel, Gebrüder, u. Witwe Groß, zu Camberg, Gesuch um Vermittlung wegen Auszahlung rückständigen Soldes als ehemal. Leibgardisten des Kurfürsten von Trier, N. 93.
Knecht, zu Mainz, Pensionsgesuch als vormal. Kurmainz. Zolleinnehmer. (Bev. Horix.) Vortrag des Ges. Gr. von Eyben, 84.
Köngernheim, zwei Gemeinden, s. Grode.
Kostheim, s. Castell.
Kreis, Schwäbischer, dessen Schuldverschreib. bei dem vormal. R. K. Gericht, siehe Reichskammergerichts-Depositen.
Kreisschuldenwesen, Kur- u. Oberrhein. Vortrag der Ges. von Baiern und Kurhessen, Namens der deßfalls ernannten Subdelegat. Commiß., über den Stand dieser Angelegenheit, 70. Weiterer Vortrag derselben wegen e. Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Fürstl. u. Rheingr. Salmischen Häuser, 495. Antrag des präsidir. Ges., u. Beschluß, am 11. Dec. hierüber abzustimmen, 498. Abstimmung von Preussen, 602; v. G. Hessen, G. u. H. Sachsen, Waldeck u. Frankfurt, mit Verabred., die noch rückständ. Erklär. bis 15. Januar 1824 nachzutragen, 605. Abstimmung v. Nassau, 634. — Die Subdelegat. Commiß. wird aufgefordert, über den Stand ihrer Verhandl. sobald als möglich Bericht zu erstatten, 627. Siehe auch Belli, Dieze u. v. Rogen.
Kriegsverfassung des D. Bundes, s. Militärverhältnisse.
Kurhessen, erklärt sich bei Mittheil. der Circulardepeschen von Verona, 16. 19. 51. 59; über die Forder. der Kurmainz. Staatsgläubiger ꝛc. 56; über die Reclamationen der Pensionisten des vormal. Exjesuiten- u.

Schulfonds zu Mainz, 61; über den Commissionsvortrag u. Entwurf einer Verordnung wegen des Büchernachdrucks, 63; deßgl. wegen der deßfallsf. K. Baier. Punctation, 538; übgr die Vorstell. des Nonnenconvents zu Fulda, 65; über die Forderung des ehemal. Mainzer Domcapitels, 112; über den Commissionsantrag wegen Unterdrückung des T. Beobachters, 171. 174. 272; über die Westphäl. Angelegenheiten, 222. 562; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. d. J., das Austrägalverfahren betr., 284; über die Reclamat. der Domcap. zu Constanz, 333; über die Reclamat. der Prälaten und Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 406. 532; ernennt einen neuen Gesandten am B. T., 511. Abstimmung über die transrhen. Sustentations-Angelegenh., 523; über die Vorstell. des Gr. v. Hallberg, 595; über das Pensionsgesuch des Chr. J. Dieze, 627; über die Pensionsangelegenh. der Mitglieder u. Diener des D. Ordens, 631; über das Gesuch des Regier. Dir. Herquet zu Fulda, 640. Mittheil. der Kurbeß. Gesetze u. Verordnungen, 635. Siehe auch v. Lepel u. v. Meyerfeld.

Kurhessische Domänenkäufer, s. Westphalen.

Kur- u. Oberrhein. Kreis, s. Kreisschuldenwesen.

Kurmainz, s. Mainz, u. die Reclam. v. Knecht.

Kurpfalz, s. Rheinpfalz.

Kurtrier, s. die Reclamat. v. Klippel, Remy, Ris u. v. Wrede.

L.

Lamborelle, zu Lüttich, Gesuch um Ueberweis. der in der transrhenan. Sustentationscasse noch vorräthigen Gelder, für ihn und die übrigen Pensionirten des Hochstifts Lüttich, N. 55.

Landau, Festung, s. Bundesfestungen.

Landes- u. Cameralschulden, Altheß., s. v. Riese.

Landesschulden, Kurmainzische, s. Staatsgläubiger.

Landesschulden, Kurtrierische, s. Remy.

Landesschulden, Nassau-Saarbrückische, s. Eichberg u. v. Ottweiler.

Landständische Verfassung, s. Verfassung.

Landwirthschaft, Schriften hierüber, s. v. Heintl.

Langenbain, Gemeinde, s. Fauerbach.

Lauenburg (Sachsen-), s. Holstein.

Legitimation der Bundestagsgesandten, s. Vollmachten.

Legitimation der zur Militärcommission Abgeordneten, nämlich: des K. Hannöv. Generallieut. v. Hinüber, als Stimmführer der 2. Div. des 10. Corps, 79; — des K. Sächs. Oberstlieut. ꝛc. v. Schreibershofen, als Stimmführer der 1. Div. des 9. Corps, 89; — des Großh. Bad. Oberst v. Freydorf, als Stimmführer des 8. Corps (ebend.). Siehe auch Militärcommission.

Leonhardi, Frhr. v., Gesandte der 16. Gesammtstimme, Mitglied der (14.) Commiß. zur Prüfung der Eingaben, 144; deßgl. der 15. deßfallsigen Commiß., 499; erstattet Vortrag über Wedekind's und Buse's Schriften, 374. 376; über die Reclam. des Carl Stuckart, 383; dessen Ansicht in Sachen der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogthums Holstein, 468. Siehe auch Stimme (sechzehnte).

Lepel, v., Kurheß. Gesandte, derselbe wird als Bevollmächt. zu der Auseinandersetzung des Schuldenwesens des ehemal Mainzer Kurstaats ernannt, 56; von dem K. Würtemb. Ges. substit., 68; erstattet mit dem Baier. Ges. Vortrag über den Stand des Kur- und Oberrhein. Kreisschuldenwesens, insbes. über die Forder. des G. F. Belli u. C. J. Dieze, 70. 72; deßgl. wegen der Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Fürstl. und Rheingräfl. Häuser Salm, 495; über das Entschädigungsgesuch der ehemal. Kurpfälz. Erbpächter, 134; soll sich um Beibringung der Erklär. s. Hofes über das Pensionsgesuch des Chr. J. Dieze bis 18. Dec. verwenden, 471; dessen Schreiben an das Präsid. der B. V. wegen seiner Abberufung als B. T. Gesandte, u. Antwort darauf, 511. Siehe auch Kurhessen.

Levy, Geschwister, zu Frankfurt, Beschwerde gegen den Senat das., wegen Ausweisung aus der Stadt, N. 63. Vortr. des Ges. Gr. v. Beust hierüber, 381.

Lieberich, zu Ansbach, zweite Vorstell. wegen der Ford. an die ehemal. R. O. Casse, N. 31.

Liechtenstein, Fürstenth., s. Stimme (sechzehnte).

Liesching, Redacteur des ehemal. Teutschen Beobachters in Stuttgart, demselben wird auf 5 Jahre die Redaction jedes polit. Blattes untersagt, 175.

Lilienstern, v., s. v. Riese.

Lindenkampf u. Olfers, s. Johanniter-Ordens-Schuld.

Linz, v., erneuerte Forder. an die vormal. R. O. Casse, N. 38. (Bev. Ehrmann.)

Lipowsky, dessen Urgeschichten v. München, vorgelegt von dem Ges. v. Pfeffel, 537.

Lippe, Fürstenthum, s. Stimme (sechzehnte).

Lippe-Schaumburg, s. Schaumburg-Lippe.

Local-Commissionen, s. Militär-Local-Commissionen.

Lörzweil, Gemeinde, s. Grode.

Löwenstein-Wertheim-Freudenberg, Fürst, vierte Vorstell. wegen Restitution entzogener Gefälle von den Wasser- und Landzöllen auf der linken Mainseite von Seite Badens, N. 58. (Bev. Stephani.) Siehe auch Standesherren.

Löwenstein-Wertheim-Rosenberg, Fürst, dritte Vorstell., dessen standesherrl. Verhältnisse im Großh. Baden betr., N. 56. (Bev. Jagemann.) S. auch Standesherren.

Lohneck, Rente, s. Förgische Erben u. Staatsgläubiger, Kurmainz.

Lübeck, freie Hansestadt. Ueberreichung der Verordn. derselben v. 1818 bis 1821, in die Bundesbibliothek, 103. Siehe auch Städte.

Lüttich, Hochstift, Forder. der Sustentanden desselben, wegen rückständiger Pensionen v. 1. Jun. 1815 — 1816, s. Lamborelle u. Sustentation.

Luxemburg, Großherzogth., erklärt sich bei Mittheil. der Circulardepeschen v. Verona, 17. 19. 59; über den Antrag wegen Unterdrückung des T. Beobacht., 172; über die Westphäl. Angelegenh., 270. 566; über den Commiß. Vortrag v. 17. Apr. d. J., das Austrägalverfahren betr., 285; über den Büchernachdruck, 324; über die Reclamat. der Prälaten u. Ritterschaft des Her-

zogth. Holstein, 413; wegen baldiger Einleit. zu Erledigung der Militärverhältnisse, besonders der Bundesfestungen, 473; über die transrhenan. Sustentat. Angelegenh. 524; über die Forder. an die vormal. R. D. Casse, 601, über die R. K. Ger. Sustentations-Angelegenh., 622; über die Pensionirung der Mitglieder u. Diener des D. Ordens, 631. Siehe auch v. Grünne.
Luxemburg, Festung, s. Bundesfestungen.

M.

Maas-, Münz- und Gewichtsverhältnisse, s. Buse.
Mainz, Festung, Forderungen an dieselbe, s. Castell u. Kostheim, Geißler u. Roos, s. auch Bundesfestungen.
Mainzer Central-Untersuchungs-Commission, s. Central.
Mainzer Domcapitel, s. v. Boos.
Mainzer Exjesuitenfonds-Individuen, Gesuch wegen Verabreichung der Pensionsraten v. Preussen und Kurhessen, von der Zeit, wo selbige von der ehemal. Westphäl. Regier. in Rückstand geblieben: Vortrag des Ges. v. Carlowiz hierüber u. Erklär. v. Kurhessen, 60; von Preussen, 106. Erinnerungsgesuch in Betreff der ihnen auf die Orte Castell u. Kostheim gewiesenen Pensionsraten, N. 21. 68. 83. (Bev. Hofmann.)
Mainzer Pfandhaus, s. Pfandhaus.
Mainzer St. Peterstift, Forder. an dasselbe, s. Nicolai.
Mainzer St. Victorstift, s. Harich, u. Staatsgläubiger, Kurmainz.
Mainzer Staatsgläubiger, s. Staatsgl.
Mainzer Stifte, s. Mainzer Exjesuitenfond u. Staatsgläubiger, Kurmainz.
Mainzer Weißfrauenkloster, s. Götz.
Malteserorden, s. Johanniterorden.
Marks, zu Wetzlar, s. Appelius.
Marschall, Frhr. v., Herzogl. Nassauischer Gesandte, s. Nassau.
Marschall, Graf, Gesuch um Pension als ehemal. Großh. Frankf. Gesandte: Erklärung v. Baiern, 54. Vortrag der Reclamations-Commiß, erstattet v. Ges. Frhrn. v. Wangenheim, u. Beschluß, 175.
Martin, Dr., zu Jena, Bevollmächt. mehrerer Rheinpf. Staatsgl. der Oblig. Lit. D, N. 27.
Marr'sche Buchhandlung in Carlsruhe, s. Quellen.
Matrikel des Deutschen Bundes. Präsidialantrag u. Wahl einer Commission zur Begutacht. der Grundsätze wegen Einführung einer definitiven Matrikel (Mitgl. Münch, Goltz, Pfeffel, Hammerstein, Eyben), 271. Vortrag der Commiß., erstattet v. Ges. v. Hammerstein, 500. Aeusserung der Gesandten der 12., 15. u. 16. Stimme hierauf, u. Beschluß, am 15. Jan. 1824 abzustimmen ꝛc., 501. Oldenburg erklärt sich vorläufig wegen Verlängerung des bisherigen Provisoriums der Matrikel, 538. Präsidialbemerkung hierauf, 539.
Max u. Comp. s. Spir.
Mayer Auerbach, s. Auerbach.
Mecklenburg-Schwerin u. Strelitz, Großherzogthümer, erklären sich bei Mittheil. der Circulardepeschen von Verona, 20. 60. Mittheilung der Gesetze und Verordn. in die Bundesbibliothek, 90. Abstimmung über den Antrag wegen Unterdr. des T. Beobachters, 173; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. d. J., das Austrägalverfahren betr., 285; über die Reclam. der Domcap. zu Constanz, 335; über die Reclam. der Prälaten und Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 413; über die transrhenan. Sustentation, 525; über die Westphäl. Angelegenh., 567; über die Forderungen an die ehemal. R. D. Casse, 601; über die Pensionsangelegenheit der Mitgl. u. Diener des D. Ord., 631. Siehe auch v. Pentz.
Mediatisirte, s. Standesherren.
Mees, Layenbruder, s. Borres.
Meiningen, s. Sachsen-Meiningen.
Menneke, zu Heiligenstadt, Gesuch, bei Regulir. der Westphäl. Angelegenh. seine Ansprüche als ehemal. Postdirector in Hersfeld u. Zurückzahl. s. Caution mit berücksichtigen zu wollen, N. 73.
Metternich, Fürst, Antwortschreiben des Präsidiums der B. V. an denselben, wegen Mittheil. der Circulardepesche v. Verona, 60. Siehe auch Präsidium.
Meyer, geh. Rath, dessen Ernennung zum Großh. Hess. Bevollmächt. wegen Vertheil. der Joh. Ordensschuld ꝛc., 27. Siehe auch Johanniterordens-Schuld.
Meyerfeld, v., dessen Legitimat. als Kurhess. B. T. Gesandte, 511. Mitglied der Commiß. zur Revision des Austrägalverfahrens, 635. Siehe auch Kurhessen.
Militärbesetzung eines Theils der K. Sardin. Staaten, s. Sardinien.
Militärcommission der D. Bundesversammlung. Derselben wird die Standestabelle der 1. Div. des 9. Corps v. 1823 mitgetheilt, 55. Anzeige von dem Uebergang der Stimmführ. von der 2. Div. des 10. Corps auf die 1. Div., 70; deßgl. von dem Uebergang bei dem 9. Corps von der 2. auf die 1. u. bei dem 8. Corps von der 1. auf die 2. Div., 89. Die M. C. glaubt den ihr abverlangten detaillirten Bericht über die Bundesfestungen im April 1824 vorlegen zu können, 473. Siehe auch Legitimation.
Militär-Local-Commissionen in den bestehenden Bundesfestungen. Dieselben sollen bis Ende des Jahres 1823 die Vorbereitungsarbeiten beendigen und der Militärcommission übergeben, 473.
Militärverhältnisse des Deutschen Bundes.
1) Bundesfestungen. Antrag von Preussen und Luxemburg zur baldigen Einleitung wegen Erledig. der Militärangelegenheiten, besonders der Bundesfestungen, 472. Präsidialäusserung hierauf, u. Wahl der Ges. Frhrn. v. Münch u. v. Pfeffel, an die Stelle der Ges. Gr. v. Buol u. Frhrn. v. Aretin zu dem deßhalb ernannten B. T. Ausschusse, u. Beschluß, 473.
2) Contingentstellung bei dem 9. Armeecorps. Vertrag zwischen dem K. Sachsen u. S. Gotha u. Altenburg, über die Vertret. des S. Goth. Cavalerie- u. Artillerie-Contingents v. 17. Jan. 1821. Abstimmung v. Oesterreich wegen Uebernahme der Garantie desselben, 51.
3) Standestabellen. Einreich. der Standestabelle der 1. Div. des 9. Corps durch das K. Sachsen, u. Mittheil. derselben an die Militärcommiß., 55.

Digitized by Google

Mogen, v., Gesuch um Ergänzung u. resp. Auszahl. seines an Baden angewiesenen Pensionsantheils, im rückständ. Betrage v. 240 Fl., N. 82. Vortrag der Reclam. Commiß. hierüber, erstattet vom Gesandten v. Pfeffel, und Beschluß, die Vorstellung an die Commission für das Kreisschuldenwesen abzugeben, 613. Siehe auch Kreisschuldenwesen.
Molinari, zu Mainz, Vorstell. wegen Ersatzes für die während des Feldzugs v. 3. 1813 an K. K. Truppen abgegebenen 25 Stücke Wein: Erklär. v. Nassau, 27. Beförderungsges. des Peter Molinari, N. 2. (Bev. Ehrmann.) Erklär. v. Oesterr., 470. Vortrag der Commission, erstattet vom Gesandten Frhrn. von Blittersdorff, und def. Beschluß, 607.
Mollenbeck, v., Gesuch der Relicten desselben, wegen Besoldungsrückstandes: Erklärung v. Baden, 633.
Mommernheim, Gemeinde, s. Grode.
Müller, ehem. Gen. Landescommissariats-Canzlist zu Mannheim, Gehalts- u. Emolumenten-Fordererung. Deßfallsiges Vortrag des Ges. Frhrn. v. Wangenheim, 131. Zweite Vorstellung, N. 99.
Münch-Bellinghausen, Frhr. v., Anzeige von dessen Ernennung zum K. Oesterreich. Präsidialges., 93; dessen Legitimation u. Rede in der B. V., 98. Mitgl. der Commiß. für die R. K. Ger. Angelegenh., 106; zur Aufsicht über das provisor. Preßgesetz, 122; zur Begutacht. der Forder. an die ehem. R. O. Casse, 141; wegen Vollziehung des 14. Art. der B. A., 266; wegen Entwerfung einer definitiven Bundesmatrikel, 271; des B. T. Ausschusses in Militärangelegenheiten des D. Bundes, 474; derselbe will sich für das Gesuch des ꝛc. Roos in Mainz bei seinem Hof verwenden, 373; u. wird ersucht, den G. H. Buse zu Brünn für das überschickte Comptoirbuch den Dank der B. V. auszudrücken, 377; dessen Vorschläge wegen Eingabe u. Zueignung von Druckschriften an die hohe B. V., 380; erstattet den Hrn. B. T. Ges. den Dank für das ihm seit dem Anfange seiner Geschäftsführ. bewiesene Vertrauen, u. substit. während der Vertagung den K. Preuß. Ges., 503; übergiebt die landwirthschaftlichen Schriften des Ritters v. Heintl., 536; deßgleichen Hermann's Adreßhandbuch ꝛc., 546. Siehe auch Oesterreich, u. Präsidium.
München, K. Baier. O. A. Ger., als Austrägalinstanz in Sachen des G. Hessen gegen das Herzogth. Nassau. Demselben wird ein Beschluß der B. V. in Bezug auf die bei dem Austrägalverfahren zu beobachtenden Fristen mitgetheilt, 287. Schreiben desselben an die B. V., nebst Mittheil. eines Erkenntnisses in vorstehender Streitsache, 545. 573 — 593. Siehe auch Austrägalverfahren.
München, Stadt, Urgeschichten, hierüber siehe Lipowsky.
Münz-, Maas- u. Gewichtsverhältnisse, s. Buse.

N.

Nassau, Herzogth., erklärt sich über die Reclamation des Peter Molinari zu Mainz, 27; über die Pensionsangelegenh. der Mitglieder u. Diener des D Ordens, 474; wird ersucht, dem Gen. Münzward. Dieze eine jährliche Unterstützung v. 80 Fl. zu bewilligen, 74; genehmigt dieselbe, 627; votirt wegen der Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Salmischen Häuser, 634. S. auch von Marschall, u. Stimme (dreizehnte).
Nassau-Saarbrückische Staatsdiener u. Creditoren, s. Eichberg u. v. Ottweiler.
Nachdruck. Commissionsber. v. 11. Febr. 1819 u. Entwurf einer deßfallsigen Verordnung. Abstimmung hierüber von Würtemberg, 32; v. Kurhessen, 63; v. den freien Städten, mit Rücksicht auf Griesinger's Abhandl., 122. Wiederholtes Ersuchen an die mit ihren Abstimmungen noch rückständ. Regier. zur Abgabe derselben bis 26. Juni 1823, 129. Abstimmung v. Preussen, 310. v. Baiern u. K. Sachsen, 319; v. Baden, 321; v. G. Hessen, 322; v. Luxemburg, G. u. H. Sachsen u. der 16. Stimme, 324. Beschluß, die noch ausstehenden Abstimmungen in das Prot. der 22. Sitz. v. 27. Nov. 1823 aufzunehmen, u. die K. Baierische Abstimmung sammt Punctation zur Instruct. Einhol. einzusenden, 327. Abstimmung v. Kurhessen über vorstehende Punctation, 538. S. auch Preßfreiheit u. Schmidt.
Nicolai, Vormund der Kleinischen Kinder zu Oestrich. Weiteres Gesuch wegen Rückzahl. eines dem St. Peterstifte in Mainz dargeliehenen Capitals u. Zinsen, N. 89.
Niederlande, Königreich der, s. Luxemburg.
Niedersaulheim, Gemeinde, s. Grode.
Nonnenconvent ad Stem Mariam, zu Fulda, Vorstellung wegen rückständiger Gefälle. (Bev. Wehrkampf.) Erklärung v. Baiern, 31; v. Kurhessen, 65. Vortrag des Ges. Frhrn. v. Wangenheim, u. Beschluß, 145.
Note des K. Ruß. Gesandten, Frhrn. v. Anstett, an den substit. Präsidir. der B. V., 13.
— des präsidir. Gesandten der B. V. an den Fürsten v. Metternich, Gr. v. Bernstorff u. Frhrn. v. Anstett, 60.
— des K. Würtemb. Gesandten, Frhrn. v. Wangenheim, an die für die R. K. Ger. Angelegenh. bestellte B. T. Commiß., 65.
— Ebendeß. an das Präsidium der B. V. wegen seiner Abberufung, 511.
— des Franz. Ges. Gr. Reinhard an den präsidir. Ges., wegen der Forderung des N. Geißler, 599. Siehe auch Schreiben.

O.

Oberappellationsgericht. Erklär. des Ges. Gr. v. Eyben, weg. u baldiger Errichtung e. solchen für das Herzogthum Holstein als 3. Instanz, u. deßfallsiger Beschl., 645. Siehe auch Celle u. München.
Obligationen Lit. D, s. Staatsgläubiger, Rheinpf.
Obligationen u. Schuldscheine des R. K. Gerichts, siehe Reichskammergerichts-Depositen.
Odenwald, Rittercanton, dessen Obligationen bei dem vormal. R. K. Ger., s. Reichskammergerichts-Depositen.
Oesterreich, erklärt sich über den Commissionsbericht v. 15. Jul. 1823, in Betreff der Pensionsangelegenheit der zum vorm. R. K. Ger. gehör. Personen, 21; über den Vertrag zw. K. Sachsen u. S. Gotha, die Ver-

Digitized by Google

tret. des S. Gothaischen Cavalerie- u. Artillerie-Conting. betr., 51; ist mit dem Entw. Beschl. wegen Mittheil. der Circulardepeschen v. Verona einverstanden, 59; ernennt einen neuen Ges. am B. Tage, 98; dessen Uebereinkunft mit Sardinien v. 14. Dec. 1822, 103. Ueberreich. der Gesetze u. Verordnungen v. J. 1820 zur Bibliothek der B. V., 148; votirt über den Antrag wegen Unterdrück. des T. Beobachters, 169; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. 1823, die Terminsverlänger. im Austrägalverfahren betr., 275; über die Reclam. der Domcapitul. zu Constanz, 328; über die Reclamat. der Prälaten u. Ritterich. des Herzogth. Holstein, 387. 534; über die Vorstellung des Peter Molinari zu Mainz, 470; über die transrhenanische Sustentation, 516; über die Westphäl. Angelegenh., 547; über das Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, 599; über die R. O. Cassefordr., 600. Siehe auch v. Buol, v. Metternich, v. Münch und Präsidium.

Ohlenschlager, Dr., Bevollmächt. des Raths Müller zu Mannheim, 133; der Gräfin v. Ottweiler, N. 42.

Oldenburg, Herzogthum. Anzeige wegen Besitznahme der Erbherrschaft Jever, nebst Vorlage deßfallsiger Patente, 514. 541 ff. Erklärung wegen Verlängerung des Provisoriums der Bundesmatrikel, 538. Siehe auch v. Both u. Stimme (funfzehnte).

Ottweiler, Gräfin, Gesuch, die rechtliche Entscheid. in Betreff ihrer Forder. an Nassau durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen, N. 42. (Bev. Ohlenschlager.)

P.

Patente, K. Ruß. u. Herzogl. Oldenburg., wegen der Herrschaft Jever, 541 ff.

Pensionäre des Hochstifts Lüttich, s. Lamborelle.
— des ehem. R. K. Ger., s. Reichskammergerichts-Sustentation.
— des D. u. Joh. Ordens, s. Deutscher Orden.
— transrhenanische, s. Sustentation.

Pensionsteuer, Erhebung derselben im Badischen, s. Constanz.

Penz, v., Großh. Mecklenb. Ges., wird von dem K. Dän. Ges. substituirt, 31. 103. Mitgl. der (15.) Commiß. zur Prüfung der Eingaben, 499. Siehe auch Mecklenburg.

Pfandhaus zu Mainz, s. v. Egger, Harich, u. Staatsgläubiger, Kurmainz.

Pfeffel, v., K. Baier. Ges., wird von dem Großh. Bad. Ges. substituirt, 6; erstattet mit dem Kurhess. Ges. Vortr. über den Stand des Kur- u. Oberrhein. Kreisschuldenwesens, insbesondere über die Forder. des G. F. Belli u. C. J. Dieze, 70 — 74; deßgl. wegen der Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Fürstl. u. Rheingr. Häuser Salm, 495. Mitglied der Commiß. zur Begutacht. der Forder. an die vormal. R. O. Casse, 141; wegen Entwerfung einer definitiv. Bundesmatrikel, 271; des B. T. Ausschusses in Militärangelegenheiten des D. Bundes, 474; der (15.) Commission zur Prüfung der Eingaben, 499; wird ersucht, sich bei seinem Hofe wegen der Anfrüche des Fuldaer Nonnenconvents zu verwenden, 146; u. soll das O. A. Gericht in München von dem Beschlusse der B. V. v. 19. Juni d. J., wegen der bei dem Austrägalverf. zu beobachtenden Fristen, in Kenntniß setzen, 287; deßgl. von der erfolgten Mittheil. eines Schreibens und Erkenntnisses besagten Gerichts in der Austrägalsache des G. Hessen gegen Nassau, 545. Bemerk. bei dem Vortr. über die Schrift des v. Hornthal: «Werden die D. Bundesfürsten am Kriege wider Spanien ꝛc. Theil nehmen»? 378; derselbe übernimmt die einstweilige Führung der Würtemb. Stimme, 511; übergiebt die von F. J. Lipowsky verfaßten Urgeschichten v. München, 537; erstattet Vortrag über die Entschädigungsansprr. der Bewohner v. Castell u. Kostheim bei Mainz, 606; über die Pensions- u. Schuldford. des Obersten v. Mogen, 613; verliest den Vortrag der Reclamat. Commiß. über ihre Geschaftsführung, 611. Siehe auch Baiern.

Prälaten und Ritterschaft des Herzogthums Holstein, s. Holstein.

Präsidium, theilt der B. V. die Circulardepeschen v. Oesterreich, Rußland u. Preussen über die Resultate des Congresses v. Verona mit, und legt den Entwurf Beschlusses hierauf vor, 6. 13; ein Resumé der hierüber erfolgten Abstimm., 20; deßgl. einen anderweiten Entwurf Beschlusses, 58. Erwiederung auf die Anzeige des Ges. v. Harnier bei dessen Austritt aus der B. V., 93. Die Führung des Präsidii wird von dem neuen K. K. Ges. Frhrn. v. Münch-Bellinghausen übernommen, u. dem seither. präsidir. Ges. der Dank der Verf. ausgedrückt, 98; dasselbe verliest den Entwurf eines deßfallsigen Schreibens, 105; legt der B. V. einen Bericht der Central-Untersuchungs-Commission zu Mainz, Beschwerde in Preßangelegenheiten betreffend, vor, und trägt auf Ergänzung der deßfalls ernannten Commission an, 122; deßgleichen wegen Ergänzung der R. K. G. Commission, 106; derjenigen zur Begutacht. der R. O. C. Forder. bestimmten, 141; der wegen Vollziehung des 14. Art. der B. A., 206; u. wegen einer neuen Commiß. zur Entwerfung einer definitiven Matrikel, 271; schlägt vor, daß die am 9. Mai 1822 gewählte Reclamat. Commiß. ihre Thätigkeit bis zu den Sommerferien fortsetzen möge, 144; deßgl. eine neue zu wählen, 499; äussert sich bei Vorlage des Commissionsber., den Teutschen Beobachter betr., u. bei der hierauf erfolgten Abstimmung, 168. 170. 171. 173. 174; auf die deßfallsf. Würtemberg. Abstimmung, 371; legt die Anzeige des Frhrn. v. Handel über den Stand der Canzleicasse vor, 339. Bemerkungen über die Anträge der Reclamations-Commission in den Westphäl. Angelegenheiten, 270; über die deßfallsf. Abstimmungen u. den Preuß. Antrag, 571; dessen Vortrag hinsichtlich allgem. bundesgesetzl. Principien u. staatsrechtl. Theorien in Bundessachen, 594. Bemerkung zu der Kurhessischen Abstimmung, die Reclam. der Holstein. Prälaten u. Ritterschaft betr., auch wegen Hinaussetzung der Beschlußziehung in dieser Sache, 406. 415; in Betreff des von dem Ges. der 15. Stimme ausgedrückten Wunsches, bei der Abstimmung in dieser Angelegenh. sich des Voti für die Curie enthalten zu dürfen; deßgl. wegen einer nachträgl. Eingabe des Bevollmächt., 533; bei Gelegenh. der Oldenburgischen Erklärung wegen der Matrikel, 539; über Preussens Antrag wegen

baldiger Einleit. der Arbeiten zur Erledigung der Militärangelegenh., besonders der die B. Festungen betr., u. trägt auf Ergänzung des bestehenden Ausschusses an, 473; ist der Meinung, über die Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Häuser Salm die betheil. Regier. um ihre Aeusserung zu ersuchen, 498; schlägt die Vertagung der B. V. vor, 505. Antwortschreiben an den K. Würtemberg. Staatsmin. Frhrn. v. Wangenheim, wegen dessen Abberufung, 511; deßgl. an den Kurheß. Geh. Rath v. Lepel, 512. Anzeige wegen der Legitimat. des K. Großbr. Geschäftsträgers Seymour, 544; übergiebt ein Schreiben des O. A. Ger. zu München, die Streitigkeit zw. G. Hessen u. Nassau betr., 545; eine Note des Ges. Gr. Reinhard wegen der Forder. des Geißler, 599. Proposition wegen der Pensionsangelegenheit des D. Ordens, 632. Siehe auch von Münch-Bellinghausen.

Preßfreiheit in den D. Bundesstaaten. Ergänz. der Commiß. zur Aufsicht über das provisor. Preßgesetz ꝛc. durch vier neue Mitglieder (Münch, Goltz, Blittersdorff u. Eyben), 122. Mittheilung eines Schreibens der Central- U. Commiß. zu Mainz an ebenerwähnte Commiß., Beschwerde über einen Artikel des in Stuttgart herauskommenden T. Beobachters betr. (ebend.) Anzeige des präsidir. Gesandten, warum der K. Würtemberg. Ges., Frhr. v. Wangenheim, als Mitglied dieser Commiß., der Sitzung derselben nicht beigewohnt habe, 150. Bericht der Commission, verl. v. Ges. Frhrn. von Blittersdorff, 150. Erklärung des präsidir. Gesandten, 168. Abstimmung hierauf, 169. Beschluß, 175. Nachträgliche Erklär. v. Kurhessen, 272. Anzeige Würtembergs wegen erfolgter Unterdrückung des T. Beobachters, nebst Bemerkung zur Berücksichtigung bei Revision der Geschäftsordn., 362. Erwiederung des präsidir. Ges. hierauf, 371. Prüfung der Tendenz des T. Beobacht., hervorgehend aus dessen einzelnen Artikeln, 178. Siehe auch Nachdruck.

Preussen, Königr., erklärt sich bei Vorlage der Circulardepeschen v. Verona, 13. 59. 61; über die Reclamation des Regier. Directors Herquet zu Fulda, 25; über die Reclam. der Gräfl. Hahn'schen Familie u. der Curatel des Frhrn. v. Gemmingen-Guttenberg, 26; über den Commissionsvortrag, die Besoldungs- und Pensionsrückstände der R. K. G. Individuen betr., 51. 287; über Anbringung Fuldaischer Reclamat. Angelegenh. bei der B. V., 68; über die Forder. des ehemal. Mainzer Domcapitels, 69; über die Reclam. der Pensionirten des vormal. Erjesuiten- u. Schulfonds zu Mainz, 61. 106; über den Antrag wegen Unterdr. des T. Beobachters, 169; über die verschiedenen Reclamat. aus dem vormal. Königr. Westphalen, 216. 269. 550. 650; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. 1823, das Austrägalverfahen betr., 276; über den Commissionsber. v. 11. Febr. 1819, in Betreff des Büchernachdr., 310; über die Reclamat. der Domcap. zu Constanz, 329; über die Forder. des J. W. Remy, 341; über die Reclamat. der Prälat. u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 390. 535; über das Pensionsgesuch des Chr. Jos. Dieze, 471; dessen Uebereinkunft mit Sardinien v. 14. Dec. 1822, 103. Antrag wegen baldiger Einleit. zur Erledigung der Militärangelegenheiten, besonders der Bundesfestungen, 472. Anzeige wegen erfolgter Anordnung der Provinzialstände in der Preussischen Monarchie, 515. Abstimmung über die transrhen. Sustentat. Angelegenh., 518; über die Vorstell. des Gr. v. Hallberg, 528; über das Gesuch des Maurermeisters Roos zu Mainz, 597; über die Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Salmischen Häuser, 602; über das Entschädigungsgesuch der ehemal. Kurpfälz. Erbprächter, 616. Siehe auch v. Bernstorff und v. Goltz.

Principien, bundesgesetzliche, s. Theorien, auch Erklärung.

Privat-Reclamationen, s. Eingaben.

Provinzialstände, Einführung derselben in der Preuß. Monarchie, 515.

Q.

Quellen des öffentl. Rechts der D. Bundesstaaten, durch die Marr'sche Buchhandl. zu Carlsruhe eingef., u. vorgetr. v. Ges. Frhrn. v. Wangenheim, 130.

R.

Rayonverband, Thüringischer. Anzeige des K. Hannöver. Ges. wegen Uebersendung der Acten in gedachter Streitsache an das als Austrägal-Instanz ernannte O. A. Gericht zu Celle, 27.

Recht, öffentl., der D. Bundesstaaten, s. Quellen.

Rechtslehrer, s. Schriftsteller.

Reclamationen, s. Eingaben.

Regierungsantritt des Herzogs Carl v. Braunschweig, 514.

Reheis, zu Hohensülzen, Forder. an die vormal. [R. O. Casse, N. 37. (Bev. Ehrmann.)

Reichsadel, ehemal. unmittelbarer, s. Standesherren.

Reichskammergerichts-Archiv. Schreiben der Archiv-Commission zu Wetzlar an die B. V., nebst Ueberreichung der, ihre seitherigen Verhandl. betreff. Actenstücke; u. Wahl der Ges. Frhrn. v. Münch u. Frhrn. v. Gruben, an die Stelle der Ges. Gr. v. Buol und v. Berg zur bestehenden B. T. Commission, 106. Weiteres Schreiben der Commiß. zu Wetzlar, in Betreff der Verwahr. des Archivs, der Auslieferung der Acten ꝛc., 139. Fünfter Vortrag der B. T. Commiß., verl. v. Ges. Danz, u. Beschluß hierauf, 304. Bericht der Wetzlarer Commiß. v. 24. Nov., 646.

Reichskammergerichts-Bibliothek, hierüber soll die Archiv-Commission Auskunft ertheilen, 305.

Reichskammergerichts-Depositen. Antrag des K. Würtemberg. Ges. wegen Aushändigung einer Schuldurkunde des vormal. Schwäb. Kreises, 65. Vortrag des Ges. v. Carlowiz über sämmtl. Capitalsdocumente der reichskammergerichtl. Sustentations-Casse, u. Auftrag an den prov. Bundescassier, 65. Von der Depositencasse handelt auch die v. Ges. v. Carlowiz verfaßte Uebersicht des kammergerichtl. Cassenwesens, 352.

Reichskammergerichts-Sustentation. Abstimmung über den deßfallsigen Commissionsbericht vom

15. Jul. 1822: v. Oesterreich, 21; v. Baiern, 22; v. Preussen, 51. 287; von der 16. Stimme, 74. 625; v. Baden, 110; v. den freien Städten, 139. Beschluß, am 18. Dec. 1823 über diesen Gegenstand definitiv abzustimmen, 291. Abstimmung von K. Sachsen, 336. Uebersicht des reichskammergerichtl. Cassenwesens und der von den Cameralen geforderten Rückstände, v. Ges. v. Carlowiz, 343 — 361. Abstimmung v. Hannover u. Braunschweig, 474; von Würtemberg, 616; von G. Hessen, 618; von Holstein u. Lauenburg, 620; von Luxemburg, 622; von G. u. H. Sachsen, 623; von Nassau und der 15. Stimme, 624. Auftrag an die Commiß., möglichst bald weitere Vorschläge zur endlichen Erledigung dieser Angelegenheit zu machen, 626.

Man s. auch die Gesuche der ehemal. K. G. Individuen: 1) der Erben des Protonot. Eder, N. 4; 2) des Pedellen Aßmann, N. 13. 35 u. 101; 3) des Procur. Schick, N. 17; 4) des Protok. Wagner, N. 18; 5) des Appelius u. Marks, Namens der Canzleipersonen, N. 24; 6) der Boten, N. 45 u. 79; 7) des Canzlisten Schubert, N. 66.

Reichskreise, ihr Schuldenwesen, s. Kreisschuldenwesen.

Reichs-Operationscasse, ehemal. Deßfallsiger Commissionsvortrag v. 12. Apr. 1821 über die Forder. an dieselbe. Abstimmung hierüber von den freien Städten u. Ergänzung der unterm 13. April 1818 zur Begutachtung gedachter Forderungen gewählten Commiß. durch vier neue Mitglieder (Münch, Pfeffel, Carlowiz, Hammerstein), 141. Festsetzung des Termins zur endlichen Abstimmung über den erwähnten Vortrag auf den 11. Dec. d. J., 499. Abstimmung v. Oesterreich u. Hannover, 600; v. Luxemburg, G. u. H. Sachsen, Mecklenburg u. der 15. Stimme, 601. Verabredung, am 22. Jan. 1824 die noch rückständigen Abstimmungen nachzutragen, 602.

Reichs-Operationscasse-Forderungen. Von dem Oberamt Alzey, N. 6; v. Oberamt Dornheim, N. 7; der Gemeinde Büdesheim, N. 8; den Gem. Fauerbach und Langenhain, N. 9; des Joh. Wirth, N. 10; des Burgem. Grode Namens vieler Gemeiden, N. 11; v. der Isenb. Rentkammer zu Offenbach, N. 19; v. Fahrenkopf u. Wetzel, N. 20; v. Biederich zu Ansbach, N. 31; des Dr. Ehrmann sämmtl. Principalen Erinnerungsgesuch, N. 34; v. Joh. Reheis, N. 37; v. Inspector v. Linz, N. 38; v. Clemens, Namens mehrerer Interessenten, N. 54; v. der Stadt Herbstein, N. 62; v. Amte Vilbel, N. 75; v. Amte Gladenbach, N. 76; v. der Stadt Grüningen, N. 77, v. Remy, N. 80.

Reichsritterschaft, ehem. mittelrhein., s. v. Hahn.

Reichsstände, ehemalige, s. Standesherren.

Reigersberg, Gr. v., Reclamation wegen Ersatzes der seit 1807 zur prov. K. G. Sustentation geleisteten Vorschüsse, s. Reichskammergerichts-Sustentation.

Reinhard, Gr., K. Franz. Ges., dessen Note an den präsidir. Ges. wegen einer Forder. des N. Geißler, 599.

Remy, zu Frankf., Forder. an Nassau wegen Lieferung zu der ehemals Kurtrier. Festung Ehrenbreitstein. Dreizehnte Vorstell., N. 12. Vierzehnte Vorstell., N. 23. Funfzehnte Vorstell., N. 41. Sechzehnte Vorstell., N. 48. Vortrag des Ges. Frhrn. von Wangenheim hierüber, u. Erklärung v. Preussen, 340.

— dessen vierte Vorstell. wegen einer Forder. an die ehemal. R. O. Casse, N. 80.

Retterrode, Kurheß. Gut, s. Westphalen.

Reuß, ältere und jüngere Linie, Fürstenthümer, s. Stimme (sechzehnte).

Reutlinger, Witwe, wiederholtes Forderungsgesuch an die ehemal. R. O. Casse, N. 34. (Bev. Ehrmannn.)

Rheinpfalz, s. Erbpächter, General-Landes-Commissariat, u. Staatsgläubiger.

Rheinzollpensionisten, s. Beisler.

Riese, v., u. v. Lilienstern, Forder. derselben Namens zweier Creditoren-Consortien, wegen Regulir. der zw. G. Hessen u. Nassau streitigen Uebernahme eines Theils altheß. Landes- und Cameralschulden. Schreiben des K. Baier. O. A. Gerichts zu München, als Austrägalinstanz in dieser Sache, nebst Mittheil. eines von demselben unterm 4. Juli 1823 gefaßten Erkenntnisses, 545. 573. 574 — 593. Siehe auch München.

Ris, Witwe, Gesuch um Vermittlung, wegen Auszahlung der Gehalts- u. Pensionsrückstände ihres Mannes, als ehemal. Kurtrier. Hofmusikus, N. 84. Vortrag der Reclamat. Commiß. hierüber, verl. vom Ges. Danz, 650.

Ritterschaft u. Prälaten des Herzogth. Holstein, s. Holstein.

Roos, zu Mainz, zweites Gesuch, in Betreff e. Forder. für die in den Jahren 1813 u. 1814 an den Militärgebäuden das. verfertigten Arbeiten. Vortrag des Ges. v. Carlowiz hierüber, u. Ersuchen an die Ges. v. Oesterreich u. Preussen, 372. Erklär. v. Preussen u. Oesterreich, 597.

Roth, Argenstein u. Wenkbach, Kurheß. Gemeinden, Reclam. wegen der von ihnen geforderten aus dem Lehnsverhältnisse herrührenden Frohndienste. (Bev. Schreiber.) Vortrag des Ges. v. Carlowiz, 635.

Rudolstadt, s. Schwarzburg.

Rüdesheim u. Krautheim, Mainzer Aemter, s. Staatsgläubiger, Kurmainz.

Rüppel, zu Frankfurt, erneuerte Beschwerde der Erben desselben, wegen verweigerter Justiz der K. Preuß. Justizhöfe, N. 25. 28. 33. 64. (Bev. Ehrmann.)

Rußland, Kaiserthum, dessen Uebereinkunft mit Oesterreich, Preussen u. Sardinien v. 14. Dec. 1822, wegen Aufhebung der militär. Besetzung des K. Sardinien, 103. Kaiserl. Entlassungspatent an die Einwohner der Herrschaft Jever, 515, 541. Siehe auch v. Anstett.

S.

Sachsen, Königreich, erklärt sich bei Mittheilung der Circulardepeschen v. Verona, 14. 59; überreicht die Standestabelle der 1. Div. des 9. A. C., 55; dessen Bevollmächt. in der Militärcommiß. (v. Schreibershofen) übernimmt die Stimmführ. für das 9. Corps, 89; stimmt für den Antrag wegen Unterdr. des T. Beobachters, 170; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. das Austrägalverfahren betr., 279; über den Entwurf einer Verordn. gegen den Büchernachdruck v. 11. Febr. 1819. 319; über die Reclam. der Domcap. zu Constanz, 331;

über die R. K Gerichts-Sustentations-Angelegenheit, nebst Uebersicht des kammergerichtliche Cassenwesens, 336. 343; über die transrhenan. Sustentat. Angelegenh., 520; über das Gesuch der Prälaten und Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 531. 535; über die Westphäl. Angelegenheiten, 557. Siehe auch v. Carlowiz, u. Militärverhältnisse.

Sachsen, Großherzogliche u. Herzogliche Häuser, erklären sich bei Mittheil. der Circulardepeschen v. Verona, 17. 19. 60; über den Antrag wegen Unterdrückung des T. Beobachters, 173; über den Commissionsvortrag v. 17. April d. J., das Austrägalverfahren betr., auch neuer Antrag, 285; über den Büchernachdruck, 324; über die Reclam. der Domcap. zu Constanz, 334; über die Reclam. der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 413. 533; bei Gelegenh. des Vortrags über die Matrikel des D. Bundes, 501; über die transrhenan. Sustentation, 524; über die Westphälischen Angelegenheiten, 566; über die Forder. an die ehem. R. D. Casse, 601; über die Forderung der Oberrhein. Kreiscasse an die Salmischen Häuser, 605; über die R. K. Gerichts-Pensions-Angelegenheit, 623. Siehe auch v. Beust.

Sachsen-Coburg, Herzogth., s. Sachsen (G. u. H.).

Sachsen-Gotha, Herzogth., s. Sachsen (G. u. H.) und Militärverh., 2.

Sachsen-Hildburghausen, Herzogth., s. Sachsen (G. u. H.).

Sachsen-Lauenburg, s. Holstein.

Sachsen-Meiningen, Herzogthum, s. Sachsen (G. u. H.).

Sachsen-Weimar und Eisenach, s. Sachsen (G. u. H.).

Salm, Fürstl. u. Rheingräfl. Häuser. Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an dieselben, siehe Kreisschuldenwesen.

Sammlung der in den Bundesstaaten geltenden Gesetze, s. Bibliothek.

Sardinien, Königreich, dessen Uebereinkunft v. 14. Dec. 1822 mit Oesterreich, Rußl. u. Preussen, wegen Aufhebung der bestand. Militärbesetz. in demselben, 103.

Schaumburg, Herrschaft, s. Hessen-Philippsthal.

Schaumburg-Lippe, Fürstenthum, s. Stimme (16.)

Schick, Witwe, Gesuch um Bewilligung des Pensionsrückstandes ihres verstorbenen Mannes des ehemaligen. R. K. Ger. Procurators, N. 17.

Schlosser, Dr., zu Frankfurt, Bevollmächt. der Ritterschaft des Herzogth. Holstein, N. 15. 91.

Schmidt, zu Jena, dessen Schrift über den Büchernachdruck, N. 51.

Schneider, zu Wiesbaden, Gesuch um Verleihung e. Diurnisten oder Canzlistenstelle, N. 43.

Schreiben des Gr. v. Buol-Schauenstein an die B. V., bei dessen Austritt aus derselben, 99.

— der R. K. G. Commiß. zu Wetzlar an die B. V. v. 17. März, 106; weiteres Schreiben derselben vom 2. Mai, 139.

— des Kurheß. B. T. Ges. v. Lepel an das Präsidium der B. V., wegen seiner Abberufung, 512.

— des Staatssecr. Canning an das Präs. der B. V. wegen der Legitimat. des engl. Geschäftsträgers Seymour 544.

Schreiben des O. A. Ger. zu Celle an die B. V., v. 4. Febr. d. J., wegen der Rheinpf. Staatsgl. Lit. D, 55.

— des O. A. Ger. zu München an die B. V., v. 4. Juli d. J., wegen der Streitigkeit zw. G. Hessen u. Nassau, 573. Siehe auch Note.

Schreiber, Dr., Bevollmächt. in den Westphäl. Angelegenheiten, N. 14. 40. 71. 94. 96; der Holzhändler Stöbke u. Bruns, N. 72; wird von dem Beschl. der B. V. wegen der Reclam. der Kurheß. Gemeinden Roth, Argenstein und Wenkbach in Kenntniß gesetzt, 636; demselben wird die verlangte Vollmacht des ꝛc. Hatrich, mit einer Verweis. begleitet zurückgestellt, 650. Siehe auch Westphalen.

Schreibershofen, v., K. Sächs. Oberstlieut., Abgeordneter der 1. Div. des 9. Corps bei der Militärcommission, u. Stimmführer v. 19. März d. J. an, 89.

Schriftsteller, publicistische, über den Werth der staats- u. bundesrechtl. Theorien derselben in Bundessachen (bei Gelegenheit der Westphäl. Domänensache vorgetragen) äussert sich Hannover, 222; Preussen, 269; Präsidium 270; Oesterreich, 549; Preussen, 551; Baiern, 556; die 13. Stimme, 566; die 15. Stimme, 568. Weiterer Antrag des präsidir. Ges. u. Beschluß der B. V., 594.

Schubert, in Bühl, fünfte Vorstell. wegen Auszahl. des Carenzguthabens von 150 Fl. u. eines Pensionsrückst. v. 225 Fl. s. verstorb. Vaters, als ehemal. R K. G. Canzlisten, N. 66.

Schuldscheine, siehe Obligationen.

Schussenried, vormal. Abtei, s. v. Hallberg.

Schwäbischer Kreis, siehe Kreis.

Schwarzburg-Sondershausen und Rudolstadt, Fürstenthümer, siehe Stimme (funfzehnte).

Schwerin, s. Mecklenburg.

Sechzehnte Stimme, s. Stimme (sechzehnte).

Seymour, Hamilton, dessen Legitimat. als K. Großbrit. Geschäftsträger, 544.

Sicherheit, innere, und öffentl. Ordnung im Bunde, s. Preßfreiheit.

Siebenzehnte Stimme, s. Stimme (siebenzehnte).

Sigmaringen, s. Hohenzollern.

Sitzung, vertrauliche, war die 11. vom 1. Mai, 138.

Solms-Lich, dessen Obligationen bei dem ehemaligen R. K. Gerichte, s. Reichskammergerichts-Depositen.

Sondershausen, s. Schwarzburg.

Spanien, über dessen politische Angelegenh., s. den Art. Verona, auch v. Hornthal.

Speyer, der Mitglieder des ehemal. Domcapitels daselbst Erinnerungsgesuch in Betreff ihrer Reclam. wegen Besteuerung der Sustentationsgelder, N. 1. 36. (Bev. Ehrmann.)

Spir, Max u. Comp., u. Bonte u. Comp., Forderungen an den Westphäl. Staatsschatz, s. Westphalen.

Staatsdiener u. Creditoren, Nassau-Saarbrückische, s. Eichberg u. v. Ottweiler.

Staatsdiener, vormal. Westphälische, s. Westphalen.

Staatsgläubiger, Kurmainz., insbes. 1) die Forderung an die Rente Lohneck u. den Zoll Vilzbach,

2) des Mainzer Pfandhauses an die Aemter Rüdesheim u. Kraukheim, 3) der Witwe Arz an das ehemal. St. Victorstift, u. 4) die Pensionen wegen der aufgehobenen, auf beiden Rheinseiten begüterten Stifte betr. Erklär. v. Kurhessen auf den desfallsig. Commissionsbericht v. 5. Apr. 1821. u. Bevollmächt. des Ges. v. Lepel zur Theilnahme an den Commissionsverhandl., 56. Abstimmung von Baden, 107. 272. Siehe auch Bolongaro-Crevenna, v. Egger, Förgische Erben, u. Harich.

Staatsgläubiger, Nassau-Saarbrückische, siehe Staatsdiener.

Staatsgläubiger, Rheinpfälz. Gesuch der Frankf. Inhaber Kurpfalzbaier. Obligat. lit. D, um Beförderung der Sache bei dem Austrägalger. zu Celle, N. 16. (Bev. Ehrmann.) Vortrag des Ges. Frhrn. v. Wangenheim hierüber, u. Ersuchen an die mit der Revision des Austrägalverfahrens beauftragte Commission, 79. Schreiben des Austrägalgerichtshofs zu Celle an die B. V. wegen der Lage dieser Sache, u. Abgabe gedachten Schreibens an erwähnte Commission, 55. Gesuch des Bevollmächtigten gedachter Staatsgl., Dr. Martin, um Verwendung, damit diese Angelegenh. durch richterl. Spruch bald beendiget werde, N. 27. Wiederholtes Gesuch der Frankf. Inhaber solcher Obligationen, N. 50. Vorstehende beide Eingaben (N. 27 u. 50) werden der Commiß. für das Austrägalverfahren mitgetheilt, 635. Siehe auch Austrägalverfahren u. Celle.

Staatsgläubiger, vormal. Westphäl. s. Westphalen.

Staatsschatz, ehem. Westphälischer, Forderungen an denselben, s. Westphalen.

Städte, freie, (Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg), erklären sich bei Mittheilung der Circulardepeschen v. Verona, 20. 60; über den Preuß. Antrag, einige Verbesserungen in der Geschäftsführ. der Eingabencommiß. betr., 77; über den Commissionsbericht nebst Entwurf einer Verordn. gegen den Büchernachdruck, 122; über das Commissionsgutachten, die Besoldungs- u. Pensionsrückstände der R. K. G. Individuen betr., 139; über den Preuß. Antrag wegen Instructions-Einhol. 139; über den Commissionsbericht, die Forder. an die vormal. R. O. Casse betr., 141; über den Antrag wegen Unterdrückung des T. Beobachters, 173; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. d. J., in Betreff der Terminsverlänge. im Austrägalverfahren, 286; über den Entw. eines B. T. Beschlusses, das Verfahren in Streitigkeiten unter Bundesgliedern betr., 339; über die Reclam. der Domcap. zu Constanz, 335; über die Reclamat. der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 414; über die transrhenan. Sustentat. Angelegend., 527; über die Reclamat. des Gr. v. Hallberg, 531; über die Westphälischen Angelegenheiten, 570; über die Pensionirung der Mitglieder u. Diener des D. Ordens, 632. Siehe auch Bremen, Frankfurt, Hamburg u. Lübeck.

Standesherren (subjicirte ehemalige Reichsstände). Wahl des Ges. Frhrn. v. Münch, an die Stelle des Ges. Gr. v. Buol, zu der Commiß. wegen Erfüll. des 14. Art. der B. A., 206. Ersuchen an die mit ihren Abstimm. noch rückständigen Regier. zur Abgabe derselben auf den 15. Jan. 1824, 499. Siehe auch v. Erbach, v. Hohenlohe u. v. Löwenstein.

Standes- u. Dienstabellen des Bundesheeres, s. Militärverhältnisse.

Sterbani, Bevollmächtigter des Fürsten von Löwenstein, N. 58.

Steuergerechtsame der Prälaten u. Ritterschaft von Holstein, s. Holstein.

Stifter zu Mainz, s. Mainzer Exjesuitenfond, u. Staatsgläubiger.

Stimme, zwölfte, s. Sachsen (G. u. H.).

Stimme, dreizehnte, (Braunschweig u. Nassau), erklärt sich bei Mittheil. der Circulardepeschen v. Verona, 19. 60; über den Antrag wegen Unterdrück. des T. Beobachters, 173; über den Commissionsvortrag v. 17. April d. J., die Terminsverlänger. im Austrägalverf. betr. 285; über die Reclamation der Prälaten und Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 413; über die Pensionsangelegenh. der R. K. Ger. Personen, von Braunschweig, 474; von Nassau, 624; über die transrhenanische Sustentation, 547; über die Westphälischen Angelegenh. 566. Siehe auch Braunschweig, Nassau und Curiatstimmführung.

Stimme, funfzehnte, (Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg), erklärt sich bei Mittheil. der Circulardepeschen v. Verona, 20. 60; über den Antrag wegen Unterdrück. des T. Beobachters, 173; über den Commissionsvortrag v. 17. Apr. d. J., das Austrägalverf. betr. 286; über die Reclamat. der Domcapitul. zu Constanz, 335; wegen der Matrikel des D. Bundes, 501; über die transrhenan. Sustent. Angelegenh., 525; über die Reclamation des Gr. v. Hallberg, 531. Die Gesandtschaft erklärt, in der Angelegenheit der Prälaten und Ritterschaft des Herzogth. Holstein sich des Voti für die Curie enthalten zu müssen, stimmt jedoch für Anhalt ab, 533; votirt über die Westphäl. Angelegenheiten, 567; über die Forder. an die ehemal. R. O. Casse, 602; über die Pensionirung der R. K. Ger. Individuen, 624; über die Pensionssache der Mitglieder u. Diener des D. Ord., 631. Siehe auch v. Both und Oldenburg.

Stimme, sechzehnte, (Hohenzollern, Liechtenstein, Reuß, Schaumburg-Lippe, Lippe u. Waldeck), erklärt sich bei Mittheil. der Circulardepeschen v. Verona, 20. 60; über das Pensionswesen der R. K. G. Individuen, 74. 625; über den Antrag wegen Unterdr. des T. Beobachters, 173; über den Commissionsvortrag vom 17. Apr. d. J., das Austrägalverf. betr., 286; über den Büchernachdruck, 325; über die Reclamation der Domcap. zu Constanz, 335; über die Reclamat. der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein, 414; wegen der Matrikel des D. Bundes, 502; über die transrhenan. Sustentat. Sache, 525. 547; über die Westphäl. Angelegenheiten, 570. Siehe auch v. Leonhardi u. Waldeck.

Stimme, siebenzehnte, s. Städte.

Stimmführung in der B. V., s. Curiatstimmführung.

Stimmrecht in der B. V., ob eine oder mehrere Stimmen sich desselben enthalten dürfen, u. ob bei der Stimme einer Curie auch dann, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder nicht abzustimmen sich veranlaßt glaubt,

das Stimmrecht der übrigen Mitglieder, die davon Gebrauch machen wollen, zu ruhen habe? Deßfallsige Aeusserung des präsidir. Gesandten, 533. Siehe auch Geschäftsordnung.

Stöhlke u. Bruns zu Lauenburg, Erinnerungsgesuch in Betreff einer Forder. an die Regier. von Hannover u. Mecklenburg-Schwerin, N. 72. (Bev. Schreiber.)

Streicher, Frhr. v., s. Johanniterorden.

Strelitz, s. Mecklenburg.

Stuckart, zu Aschaffenb., zweite Vorstell. wegen Sustentat. als ehemal. Mitglied des Kapuzinerklosters zu Frankfurt, N. 47. Vortrag des Ges. Frhrn. v. Leonhardi hierüber, 383.

Substitution des K. Sächs. Ges. für den K. K. Oesterr. Präsidialges. Gr. v. Buol, v. 15. Juli 1822 bis 10. April 1823, 6.
— des K. Preuß. Ges. für den K. K. Oesterr. Präsidialges. Frhrn. v. Münch, während der Vertagung der B. V., 505.
— des K. Baier. Ges. für den Großh. Bad., 6.
— des Gr. Mecklenb. Ges. für den K. Dän., 31. 103.
— des Kurheß. Ges. für den K. Würtemberg., 68.
— des K. Hannöv. Ges. für den K. Preuß., 103. 138.
— des Ges. der fr. Stadt Frankfurt für den Ges. der fr. Stadt Hamburg, 514.

Sustentation, reichskammergerichtliche, s. Reichskammergericht.

Sustentation, transrhenanische. Ausführl. Vortrag des Ges. v. Carlowiz hierüber, u. Beschluß wegen gänzlicher Auflösung dieser Anstalt bis 30. Nov. 1823, und Termin zur Abstimmung über diesen Gegenstand bis 27. Nov. c. a., 502. Abstimmung hierüber, v. Oesterreich, 516; v. Preussen, 518; v. Baiern u. K. Sachsen, 520; v. Würtemberg, 521; v. Baden u. Kurhessen, 523; v. G. Hessen, Luxemburg, G. u. H. Sachsen, 524; v. Mecklenburg u. der 15. Stimme 525; der 17. Stimme, 527; v. Hannover, Dänemark u. der 13. Stimme, 546; v. der 16. Stimme, 525. 547. Siehe auch von Fürstenberg, Gustenhoffer u. Lamborelle.

Sustentationscassen-Beamte, siehe Gravelius u. Grünfieser.

T.

Termine, die bei dem gewählten Austrägalgericht einzuhalten sind; Beschluß deßhalb, 286.

Termine zur Abstimmung wurden gesetzt, über den Commissionsvortr., in Betreff der Anwendung des 30. Art. der W. Schlußacte vor der Austrägalinstanz, auf den 19. Juni 1823, 120; über den Entw. einer Verordn., den Büchernachdruck betr., auf den 26. Juni, 129; über die Reclamat. der Domcapitularen zu Constanz, auf den 26. Juni, 149; über die Pensionsangeleg. der Deutsch- und Johanniter-Ordens-Ritter, auf den 27. Nov., 209; über die Vorstell. des G. v. Hallberg, auf den 27. Nov., 306; in Sachen der Prälaten u. Ritterschaft des Herzogth. Holstein von den noch rückständigen Gesandtschaften, auf den 27. Nov., 415; über die transrhenan. Sustentations-Sache, auf den 27. Nov., 503; über die Anträge der Commission u. die Erklär. der betheil. Regier. in der Angelegenh. des K. Westphalen, auf den 4. Dec., 223; über die Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Fürstl. und Rheingräfl. Salmischen Häuser, auf den 11. Dec., 498; für die deßhalb am 11. Dec. noch ausstehenden Erklär., bis 15. Jan. 1824, 606; über die Forder. an die ehemal. R. O. Casse, auf den 11. Dec., 499; die noch übrigen Abstimmungen sind am 22. Jan. 1824 nachzutragen, 602; über die R. K. Ger. Sustentat. Angelegenh., auf den 18. Dec., 291; wegen Vollziehung des 14. Art. der B. A. von den noch rückständigen Gesandtschaften, den 15. Jan. 1824, 499; über die Matrikel des D. Bundes bis 15. Jan. 1824, 502; über das Entschädigungsgesuch der vormal. Erbpachter der Gräfenauer u. Hemshöfe, auf den 19. Febr. 1824, 606. Siehe auch Verzeichniß.

Teutscher Beobachter, s. Beobachter.

Theorien, staatsrechtliche, u. allgem. bundesgesetzliche Principien in Bundessachen, siehe Schriftsteller.

Thüringischer Rayon, s. Rayonverband.

Transrhenanische Sustentation, s. Sustentation.

Turnus der Stimmführung, siehe Curiatstimmführung.

U.

Uebereinkunft zw. Hessen, dann Frankfurt u. Waldeck, wegen wechselseit. Uebernahme der Vaganten, 48.

Uebereinkunft v. Verona zwischen Oesterreich, Rußland u. Preussen mit dem Königr. Sardinien, die Aufheb. der bestand. militär. Besetz. eines Theils der K. Sardin. Staaten betr., 103.

Untersuchungs-Commission in Mainz, s. Central-Untersuchungs-Commission.

Urraca, Frhr. v., zu Wien, Gesuch um Beförder. der Angelegenh. des Gr. v. Hallberg, N. 60.

V.

Vaganten. Anzeige von G. Hessen, wegen einer deßfalls geschloß. Uebereinkunft mit der freien Stadt Frankfurt u. dem Fürstenth. Waldeck, 48.

Verfassung, landständ., im Herzogth. Holstein. Eingabe des Bevollmächt. der Prälaten u. Ritterschaft daselbst, Dr. Schlosser dahier, wegen Berichtigung eines Druckfehlers in deren Denkschrift v. 4. Dec. 1822 (N. 136), Wiederherstellung ihrer landständ. Verfassung u. ihrer Steuergerechtsame betr., N. 15. Vortrag des Ges. Gr. v. Beust hierüber, 291. Erklärung v. Holstein u. Lauenburg hierauf, 293. Weiterer Vortrag der Reclam. Commiß., 386. Abstimmung hierauf u. Präsidialantrag, am 27. Nov. d. J. vollends abzustimmen u. den Beschluß zu ziehen, 415. Gutachten des Ges. Gr. v. Beust, als Refer., 416. Gutachten des Ges. Frhrn. v. Wangenheim, als Mitglied der Commission, 429. Ansichten des Ges. Frhrn. v. Leonhardi, als Mitglied derf., 468. Nachträgliche Eingabe der

Prälaten ꝛc., betr. die v. dem K. Dänischen Ges. abgegebene Erklärung; vor der Schlußziehung von dem Bevollmächtigten zur Berücksichtigung empfohlen, N. 91. Abstimmung der in der 20. Sitz. noch rückständig gebliebenen Höfe, 531. Der Ges. der 15. Stimme erklärt, sich des Voti für die Curie in diesem speciellen Falle enthalten zu müssen; stimmt jedoch für das Gesammthaus Anhalt ab, 533. Aeusser. des präsidir. Ges. hierauf, deßgl. wegen eben erwähnter neuen Eingabe, über welch' letztern Gegenstand Umfrage geschieht, die Eingabe selbst aber an die Reclam. Commission gewiesen u. Beschluß gezogen wird (ebend.).

Anzeige wegen Anordnung der Provinzialstände in der Preussischen Monarchie, 515.

Verlaßnahme, s. Termine, auch Berichterstattung und Instructions-Einholung.

Vermittlung der B. V. in Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, s. Austrägalverfahren.

Verona. Mittheilung der Circulardepeschen v. Oesterreich, Rußland und Preussen, vom 14. Dec. 1822, über die Resultate des Congresses von Verona. Deßfallsige Präsidialanzeige u. Abstimmung hierauf, 6; weitere Abstimmung v. G. Hessen, 48; v. Würtemberg u. Kurhessen, 50; v. Hannover, dann Vorlage des Entwurfs Beschlusses, Umfrage hierüber u. Annahme desselben v. sämmtl. Gesandtschaften, mit Ausnahme der Würtembergischen, 58. — Schrift über den Congreß das., s. v. Hornthal.

Verona, Uebereinkunft daselbst vom 14. Dec. 1822, siehe Sardinien.

Vertagung der Bundesversammlung. Vorschlag des präsidirenden Ges., u. Beschluß, die Sitzungen der B. V. v. 12. Jul. bis 27. Nov. zu vertagen, 505. Siehe auch Ferien.

Vertrag, s. Uebereinkunft.

Vertrauliche Sitzung, s. Sitzung.

Verzeichniß der seit dem Apr. d. J. festgesetzten Abstimmungs-Termine, 504.

Vieregg, Gr. v., dritte Vorstell. wegen der ihm entzogenen Korngulte zu Pfeddersheim, N. 39. Vierte Vorstellung, 67. (Bev. Ehrmann.)

Vilbel, Amt, Forder. an die ehemal. R. O. Casse, N. 75.

Vilzbach, Zoll, s. Staatsgläubiger, Kurmainz.

Vollmacht des K. K. Oesterreich. Präsidialgesandten, Frhrn. v. Münch, 98.

— des Großh. Hess. Ges., Frhrn. v. Gruben, 102.

— des K. Baier. Gesandten v. Pfeffel, zur einstweiligen Führung der Würtemb. Stimme, 511.

— des Kurhess. Gesandten v. Meyerfeld, 513.

— des Ges. v. Hammerstein für das Herzogth. Braunschweig, 514.

W.

Wagner, ehem. R. K. Ger. Protokollist, erneuertes Pensionsgesuch, N. 18.

Waldeck, Fürstenthum, dessen Uebereinkunft mit dem G. Hessen, wegen Uebernahme der Vaganten, 48; erklärt sich wegen der Forder. der Oberrhein. Kreiscasse an die Salmischen Häuser, 606. Siehe auch Stimme (sechzehnte).

Walderdorff, Gr. v., Beschwerde wegen Verweiger. der 3. Instanz. von Seiten der Naß. Regierung, N. 74. (Bev. Ehrmann.) Vortrag des Ges. Gr. v. Beust hierüber, u. Beschluß, 640.

Wangenheim, Frhr. v., K. Würtemb. Gesandte, substituirt den Kurheß. Ges., 68; dessen Note an die für die R. K. Ger. Angelegenh. bestellte B. T. Commission, wegen Auslieferung einer Schuldurkunde des vormal. schwäb. Kreises, 65; erstattet Vortrag über das Gesuch der Frankf. Inhaber Kurpfalzbaier. Obligat. lit. D, 79; über das Buch: «Quellen des öffentlichen Rechts der D. Bundesstaaten», 130; über das Gesuch des Rechnungsr. Müller in Mannheim, 131; über die Reclamat. der Gräfl. Hahn'schen Familie ꝛc. ꝛc., 133; über die Vorstell. des Nonnenconvents zu Fulda, 145; über die Forder. des Kaufmanns Remy, 340; dessen Gutachten in Sachen der Prälaten ꝛc. des Herzogth. Holstein, 429; verliest den Vortrag der Eingaben-Commiß. in Betreff der Domcapitul. zu Constanz, 147; deßgl. den über das Gesuch des Gr. v. Marschall, 175; den über die Gesuche der bei Regulir. der Angelegenheiten des aufgelösten Königr. Westphalen betheiligten Personen, 214. 224 — 268; derselbe erklärt, der Commissionssitzung zur Prüfung der Beschwerden über den Teutschen Beobachter nicht beiwohnen zu können, 150; demselben wird der Beschluß der B. V. wegen Unterdrückung desselben für seine Regierung mitgetheilt, 175. Note an das Präsidium der B. V. wegen seiner Abberufung als B. T. Gesandte, und Antwort hierauf, 510. Siehe auch Würtemberg.

Wartenberg-Roth, siehe Erbach.

Wedekind, Ant. Chr., dessen Schrift: «Noten zu einigen Geschichtschreibern des Deutschen Mittelalters», vorgelegt v. Ges. v. Hammerstein, 149. Vortrag hierüber v. Ges. Frhrn. v. Leonhardi, 374.

Wehrkampf, v., Bevollm. des Nonnenconvents zu Fulda, demselben wird der Beschluß der B. V. in dieser Angelegenheit mitgetheilt, 146.

Welden, Frhr. v., Gesuch um Anweisung an die betreffende Regier. wegen seiner Entschädigungs- und Pensionsansprüche als Malteserritter des D. Großpriorats, N. 88. 90.

Wenkbach, Kurheß. Gemeinde, s. Roth.

Westphalen, vormal. Königreich. Gesuch des Bevollmächtigten, Dr. Schreiber, um Festsetzung eines Termins zur definitiven Abstimmung in Betreff der Domänenkäufer in Kurhessen, u. Veranlassung wegen Beschleunigung der Arbeiten der in Berlin angeordn. Commiß. in Ansehung der übrigen Westphäl. Angelegenheiten (der Cautionäre, Staatsdiener, Staatsgläubiger und der v. Bonte u. Comp., Dalembert u. Comp., dann Spir, Max u. Comp. im Jahr 1818 gestellten Forderungen an den Staatsschatz) N. 14. Mittheilung einer an die Mitglieder des D. Bundes erlassenen Denkschrift, N. 40. Vortrag der Reclamations-Commiß. hierüber, verl. v. Ges. Frhrn. von Wangenheim, 214. 224. 268. Erklär. v. Preussen, 216; v. Hannover, 218; v. Kurhessen, u. Beschuß, bis den 4. Dec. 1823 abzustimmen, 222. Nachträgl. Erklärung v. Preussen und Luxemburg, 269. Erwider. des präsidir. Ges. hierauf, 270. Anzeige des Dr. Schreiber in Bezug auf die von Kurhessen in der 15. Sitz. (§. 98) abgege-

Digitized by Google

bene Aeusserung wegen Befriedigung mehrerer Domänenkäufer, N. 71. Bitte wegen baldiger Erledigung der Sache, N. 94. Abstimmung sämmtlicher Gesandtschaften über den Vortrag der Reclamations-Commission, 547 — 570. Aeusserung des präsidir. Ges. mit Bezug auf den in der K. Preuß. Abstimmung enthaltenen Antrag, hinsichtlich der Domänenkäufer, nebst deßfalls. Umfrage u. Beschluß, 571. Anzeige des Dr. Schreiber, wegen erfolgter Befriedigung des Salpeterfabrik. Habich, mit Zurückforder. der deßfalls. Vollmacht, u. Ueberreichung einer anderweiten Vollmacht mehrerer Interessenten an das ihnen verpfändet gewesene Gut Retterrode, N. 96. Vortrag der Eingaben-Commission hierüber, verl. v. Ges. Frhrn. v. Blittersdorff, 648. Bemerk. des K. Preuß. Ges. hierauf, 650 Siehe auch Finkenstein, Menzeke, u. Schreiber.

Wetzel, Witwe, s. Fahrenkopf.

Wigand, Frhr. v., siehe Johanniterorden.

Winkoppische Verlassenschaft, Anspruch hierauf, s. v. Edel.

Wirth, zu Undenheim, Forder. an die ehemal. R. O. Casse, N. 10.

Wöllwarth, Frhr. v., weitere Vorstellung u. Bitte um Beförder. der endlichen Entscheidung s. Angelegenheit, N. 69. (Bev. Euler.) Siehe auch Deutscher Orden.

Wrede, v., zu Bonn, ehemal. Kurtrier. Leibgardist, Gesuch um Auszahlung seiner rückständigen u. Vermehrung seiner laufenden Pension, N. 98.

Würtemberg, Königreich, erklärt sich bei Mittheilung der Circulardepeschen von Verona, 14. 18. 20. 50. 59; ernennt den Frhrn. v. Blomberg zum Bevollmächt. wegen Vertheil. der J. O. Schuld, 27. Bemerkungen zu dem Entwurf einer Verordnung über den Büchernachdruck, 32; über den Antrag wegen Unterdrückung des Teutschen Beobachters, 169. 174; dessen weitere deßfalls. Bemerkungen u. Anträge, 362; über die Pensionsangelegenheit der Mitglieder u. Diener des D. u. Joh. Ordens, 209. 474; über den Commissionsbericht v. 17. Apr. 1823, das Austrägalverfahren betr., 281; über die Reclam. der Prälaten u. Rittersch. des Herzogth. Holstein, 405. 532; bevollmächtigt den K. Baier. Ges. v. Pfeffel zur einstweiligen Führung der Würtemberg. Stimme, 511; dessen Abstimmung über die transrhenan. Sustentation, 521; über die Westphäl. Angelegenheiten, 560; über die R. K. Ger. Sustentations-Sache, 616. Siehe auch v. Wangenheim.

Z.

Zweyer, Frhr. v., Deutschordens-Landcommenthur, s. Deutscher Orden.

Zueignungen von Druckschriften an die B. V., s. Druckschriften.

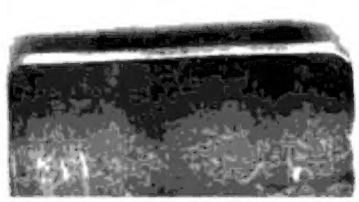
Druckfehler.

Bd. XIV. S. 208, Col. 2, Z. 23 v. u. und
S. 216, Col. 1, Z. 28 v. u., ist st. Hechingen zu lesen: Sigmaringen.

Bd. XV. S. 21, Z. 5 v. u., st. erkennt, l. verkennt. — S. 51, Z. 16 v. o., st. 7. Jan. l. 17. Jan. — S. 173, Z. 4 v. u., st. die längste der von der Commission, l. die längste von der ꝛc. — S. 314, Z. 6 v. u., st. gleichgeachtet, l. gleichzuachten. — S. 315, Z. 5 v. u., st. eingesetzt, l. umgesetzt. — S. 471, Z. 3 v. u., st. Baiern, l. Nassau. — S. 590, Z. 1 v. u., st. Rechtsgeständigkeiten, l. Rechtszuständigkeiten. — S. 613, Z. 16 v. u., st. 28, l. 82.

Digitized by Google

JUL 9 1937



Digitized by Google